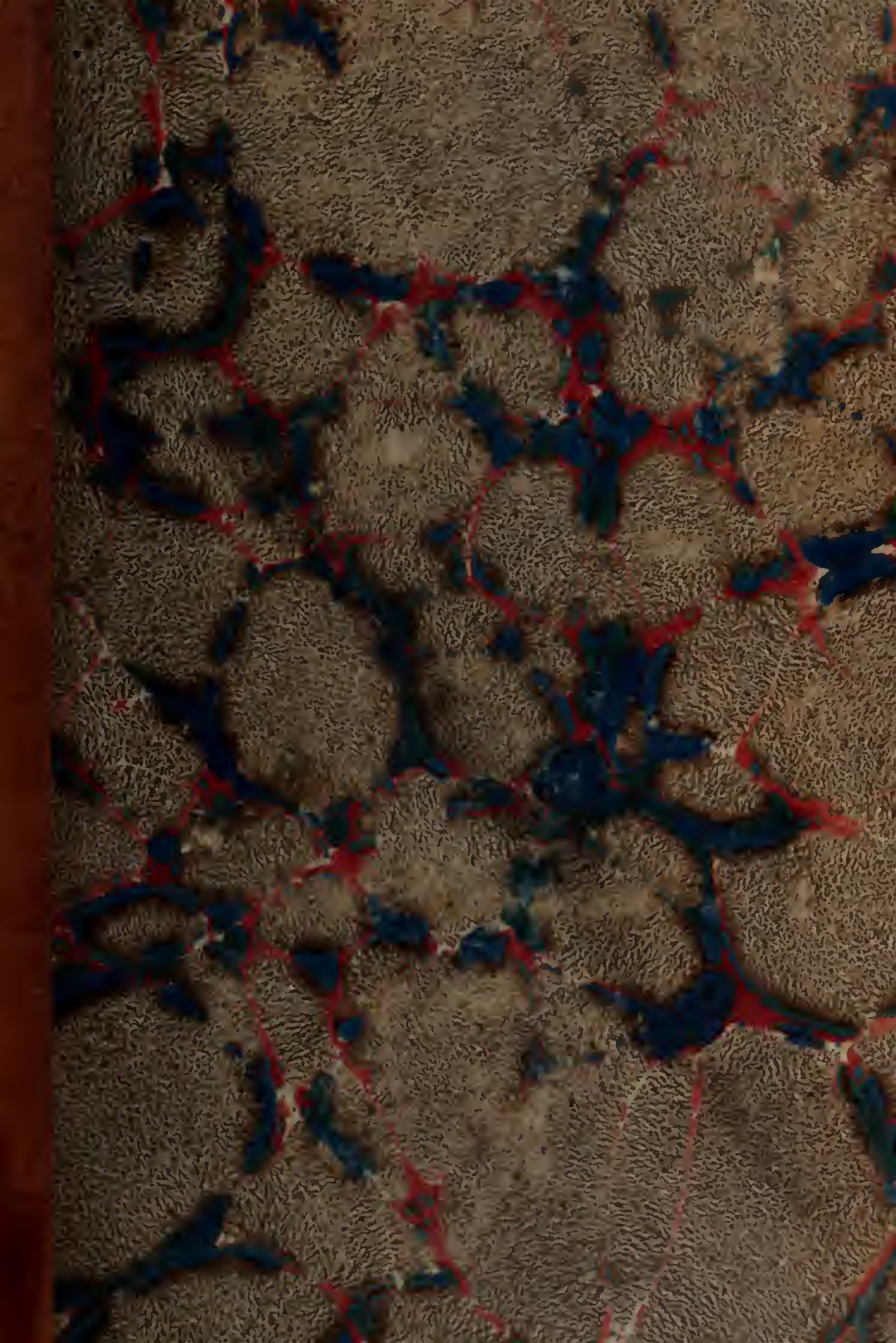




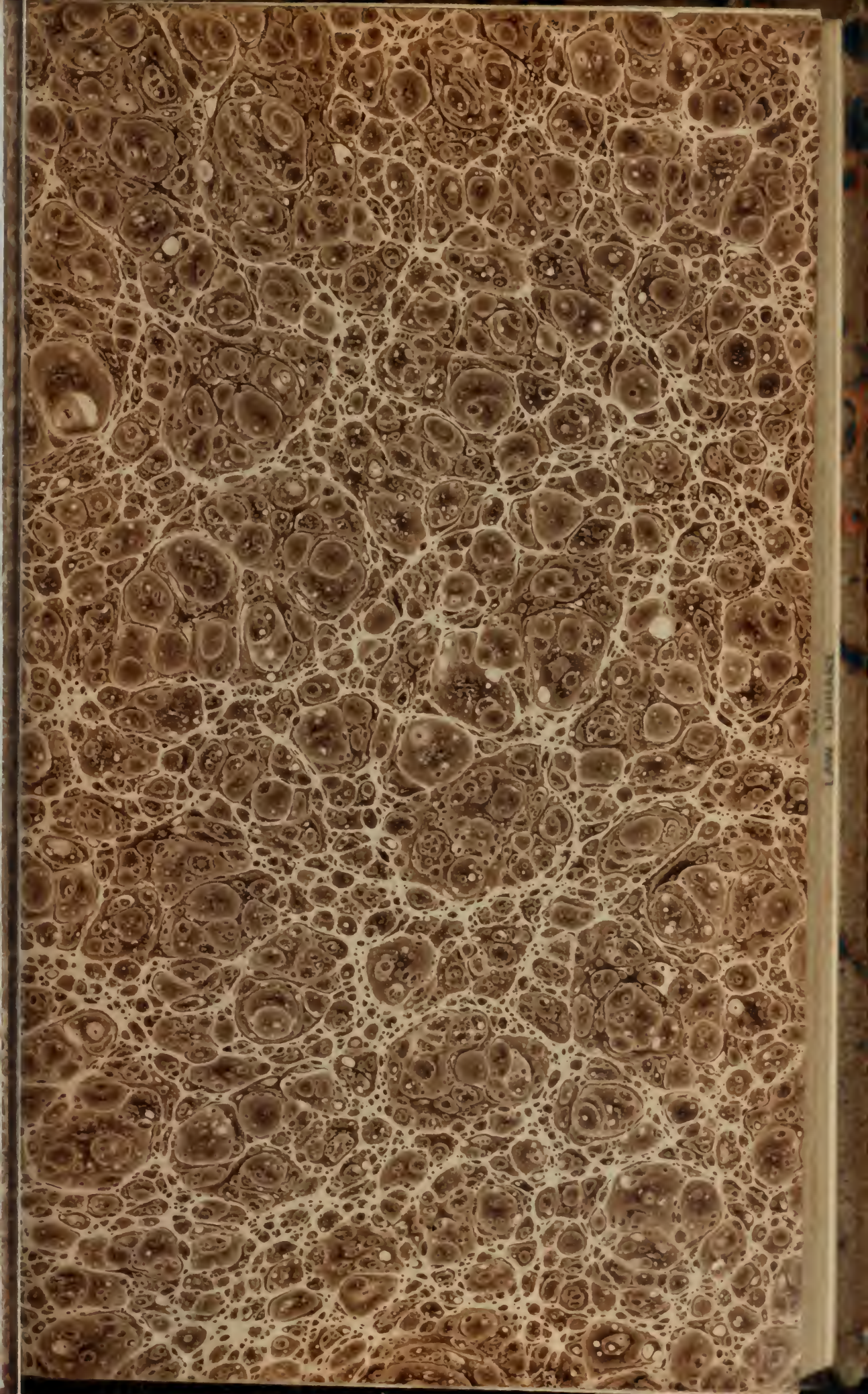
BIBLIOTHEQUE DE DROIT

U.d'O.

O.U.

LAW LIBRARY







BULLETIN

ANNOTÉ

DES LOIS.

ABBREVIATIONS.

ANN., 1, 135.....	Annales des contributions indirectes et des octrois, tome 1, page 135.
ANN., 1833, 15....	Annales des contributions directes et des octrois, année 1833, page 15.
Arr. du cons.	Arrêt du conseil d'état.
Art.....	Article.
Avis du cons.....	Avis du conseil d'état.
B., V, 79.....	Collection Baudoin, tome 5, page 79.
Bull. civ., III, 27....	Bulletin civil de la cour de cassation, tome 3, page 27.
Bull. crim., X, 509.	Bulletin criminel de la cour de cassation, tome 10, page 509.
Cass.....	Arrêt de la cour de cassation.
Circul. minist.....	Circulaire ministérielle.
Cod. civ.....	Code civil.
Cod. comm.....	Code de commerce.
Cod. inst. crim.....	Code d'instruction criminelle.
Cod. pén.....	Code pénal.
Cod. proc. civ.....	Code de procédure civile.
Collect. alphab.....	Collection alphabétique.
DALL.....	Dalloz.
Décis. minist.....	Décision ministérielle.
DUP., X, 50.....	Collection de Dupont, tome 10, page 50.
Bull., xxvii, n° 127.	Bulletin des lois, 1 ^{re} série, Bulletin n° 27, Loi n° 127.
Inst. minist.....	Instruction ministérielle.
Journ. du pal. 2 ^e sem.	Journal du palais, 2 ^e semestre.
Jur. du cons.....	Jurisprudence du conseil d'état.
L., III, 85.....	Collection du Louvre, tome 3, page 85.
MAC.....	Macarel.
Sect.....	Section.
Sén.-cons.....	Sénatus-consulte.
SIR., IV, 1, 27....	Sirey, tome 4, 1 ^{re} partie, page 27.
SIR. et DEVILL....	Sirey et Devilleneuve.
S. M.....	Sa Majesté.
Suiv.....	Suivans.
Tit.....	Titre.
Vis.....	Verbis.
V°.....	Verbo.

CIV

BULLETIN

ANNOTÉ

DES LOIS,

DÉCRETS ET ORDONNANCES,

DEPUIS LE MOIS DE JUIN 1789 JUSQU'AU MOIS D'AOUT 1830,

AVEC DES NOTICES

PAR MM. ODILON BARROT, VATIMESNIL, YMBERT;

mis en ordre et annoté

PAR M. LEPEC, AVOCAT A LA COUR ROYALE DE PARIS;

PUBLIÉ AVEC L'APPROBATION ET SOUS LE PATRONAGE

De MM. *Pairs de France* : Boyer, Cousin, Portalis, de Ségur, Siméon, de Tascher, Tripier, Villemain, Zangiacomi, etc., etc., etc.; — *Députés* : président de la Chambre, Dupin; *membres*, Bavoux, Bellaigue, Bérard, Bernard (de Rennes), Bessière, Bignon, Bodin (Félix), Boissy-d'Anglas, Bugeaud, Chastellux, Cermenin, Coulmann, Cunin-Gridaine, Debelleyne, Didot (Firmin), Dubois (de Nantes), Dubois (Abraham), Etienne, Eschassériaux, Foy (Alphonse), Gillou, Gouin, Gravier, Havin, Jouffroy, Madier-de-Montjau, Martineau, Maignin, Mercier, Odilon Barrot, l'assé, Perrin, Portalis, Prévôt-Leygonie, Réalier Dumas, Ribouet, Rivière de l'Arque, Salverte, Sapey, de Schonen, Simmer, Taillandier, Vatimesnil, Verrollot, Viennet, etc., etc., etc.

TOME DIX-HUITIÈME.

PARIS,

CHEZ PAUL DUPONT, ÉDITEUR,

DIRECTEUR DE LA LIBRAIRIE NORMALE D'ÉDUCATION,

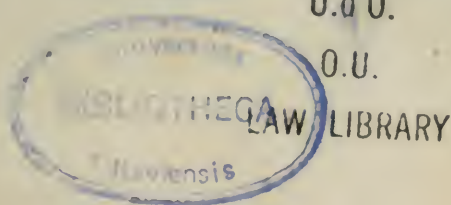
Rue de Grenelle-St-Honoré, N° 55, Hôtel des Fermes.

BIBLIOTHEQUE DE DROIT

1838.

U.d'O.

O.U.



KSV
65
1834
V.18

~~KE
2
121
V.18
1838~~

113707

RÈGNE DE CHARLES X.

Le second chiffre indique, selon la nature des actes, la date de la promulgation ou celle de la publication.

N° 1. = 1^{er}—13 octobre 1828. = **ORDONNANCE** du roi portant qu'il sera établi à Ajaccio, en Corse, une commission chargée spécialement des fonctions attribuées aux conseils académiques par l'article 18 de l'ordonnance du 21 avril—19 mai 1828 (1). (VIII, Bull. CCLVII, n° 9592.)

N° 2. = 1^{er}—15 octobre 1828. = **ORDONNANCE** du roi qui réunit les hospices de Gex et de Tougin, département de l'Ain. (VIII, Bull. CCLVIII, n° 9734.)

N° 3. = 5—29 octobre 1828. = **ORDONNANCE** du roi qui crée une chambre de commerce à Mulhausen, département du Haut-Rhin. (VIII, Bull. CCLIX, n° 9795.)

Charles, ... — Vu l'article 13 de la loi du 23 juillet 1820, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1^{er}. Il est créé une chambre de commerce à Mulhausen, département du Haut-Rhin.

2. La circonscription de la chambre comprendra tout le département.

N° 4. = 5 octobre—25 novembre 1828. = **ORDONNANCE** du roi portant autorisation de la société anonyme formée à Paris sous la dénomination de l'Union, compagnie d'assurances contre l'incendie, et approbation de ses statuts. (VIII, Bull. CCLXI bis.)

Charles, ... — Vu les articles 29 à 37, 40 et 45 du Code de commerce; — Notre conseil d'état entendu; — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1^{er}. La société anonyme formée à Paris sous la dénomination de l'Union, compagnie d'assurances contre l'incendie, par acte passé les 30 septembre, 1^{er} et 20 octobre 1828, par-devant Vavin et son collègue, notaires en ladite ville, est autorisée. Sont approuvés les statuts contenus audit acte, qui restera annexé à la présente ordonnance.

2. Nous nous réservons de révoquer notre présente autorisation en cas de violation ou de non-exécution des statuts par nous approuvés, sans préjudice des dommages-intérêts des tiers.

3. La société sera tenue de remettre, tous les six mois, extrait de son état de situation au préfet du département de la Seine, au greffe du tribunal de

(1) Voyez la note qui accompagne le titre de l'ordonnance du 21 avril—19 mai 1828.

commerce et à la chambre de commerce de Paris ; pareil extrait sera transmis au ministère du commerce et des manufactures.

(*Suivent les statuts.*)

N° 5. = 12—29 octobre 1828. = **ORDONNANCE** du roi qui règle les formalités à remplir pour le maintien et la validité des inscriptions hypothécaires qui existent sur des biens situés dans des communes cédées à la France par la Bavière. (VIII, Bull. cclix, n° 9793.)

Charles, ... — Vu notre ordonnance du 6 mars 1828, par laquelle nous avons réuni au canton et à l'arrondissement de Wissembourg, département du Bas-Rhin, la commune de Nieder-Steinbach et les parties des communes de Weiler et d'Altenstadt qui ont été cédées par la Bavière à la France par la convention définitive conclue entre la France et la Bavière, le 9 décembre 1825, pour la démarcation de la frontière du nord, et au canton de Bitche et à l'arrondissement de Sarreguemines, département de la Moselle, la commune d'Ober-Steinbach, cédée à la France par la même convention ; — Vu le titre du Code civil relatif aux privilèges et hypothèques, et notamment l'article 2146 ; — Voulant pourvoir, en ce qui touche les dispositions du Code civil relatives aux privilèges et hypothèques, à l'exécution de la convention définitive conclue entre la France et la Bavière le 9 décembre 1825, et de notre ordonnance du 6 mars 1828 ; — Notre conseil d'état entendu, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1^{er}. Pour conserver le rang des privilèges et hypothèques qui, d'après les dispositions du Code civil, ne se conservent pas indépendamment de l'inscription sur les registres du conservateur, et à raison desquels il a été pris des inscriptions aux bureaux bavares de Landau et de Deux-Ponts sur des immeubles situés dans les communes de Nieder-Steinbach et d'Ober-Steinbach, et dans les parties des communes de Weiler et d'Altenstadt réunies à la France par la convention définitive du 9 décembre 1825, comme aussi pour conserver l'effet des transcriptions faites aux mêmes bureaux, les porteurs des bordereaux d'inscription, des contrats transcrits et des certificats de transcription, seront tenus de les représenter dans le délai de six mois, savoir : au conservateur des hypothèques de Wissembourg, pour les immeubles situés dans la commune de Nieder-Steinbach et les parties des communes de Weiler et d'Altenstadt ; et au conservateur des hypothèques de Sarreguemines, pour les immeubles situés dans la commune d'Ober-Steinbach.

2. Ces conservateurs, chacun en ce qui le concerne, porteront lesdits bordereaux, contrats et certificats de transcription sur leurs registres, suivant l'ordre des présentations, avec la date primitive de l'inscription ou transcription. Il sera fait mention, tant sur lesdits registres que sur les bordereaux d'inscription, contrats et certificats de transcription, du jour où ils auront été présentés auxdits conservateurs et portés par eux sur leurs registres.

3. A défaut de présentation des bordereaux d'inscription, contrats et certificats de transcription, aux conservateurs des hypothèques de Wissembourg et de Sarreguemines dans le délai ci-dessus déterminé, les hypothèques et transcriptions n'auront effet qu'à compter du jour de l'inscription ou de la transcription qui sera faite postérieurement ; dans le même cas, les privilèges dégènereront en simple hypothèque, et n'auront rang que du jour de leur inscription : le tout conformément aux règles de droit commun.

N° 6. = 12 octobre—1^{er} novembre 1828. = **ORDONNANCE** du roi relative à la

construction d'un pont sur la Garonne à Miramont. (VIII, Bull. CCLX, n° 9820.)

N° 7. = 12 octobre—1^{er} novembre 1828. = **ORDONNANCE** du roi qui autorise, aux conditions y exprimées, les sieurs Vesin et Deranne à rendre la rivière de Dronne navigable depuis la Roche-Chalais (Dordogne) jusqu'à son embouchure dans celle de l'Isle à Coutras (Gironde). (VIII, Bull. CCLX, n° 9821.)

N° 8. = 12 octobre 1828—21 juillet 1829. = **ORDONNANCE** du roi portant application du Code d'instruction criminelle à l'île de la Martinique et à l'île de la Guadeloupe et ses dépendances (1). (VIII, Bull. CCCII bis.)

Charles, ... — Vu notre ordonnance du 9 février 1827, constitutive du gouvernement de l'île de la Martinique et de celui de l'île de la Guadeloupe et ses dépendances; — Vu l'article 7 de notre ordonnance du 24 septembre 1828 sur l'organisation judiciaire et l'administration de la justice à l'île de la Martinique et à l'île de la Guadeloupe et ses dépendances, portant que ces deux colonies « seront régies par le Code civil, le Code de procédure civile, « le Code de commerce, le Code d'instruction criminelle et le Code pénal, « modifiés et mis en rapport avec leurs besoins; » — Voulant pourvoir à l'exécution de cette disposition en ce qui concerne le Code d'instruction criminelle; — Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état de la marine et des colonies, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

DISPOSITIONS PRÉLIMINAIRES.

Art. 1^{er}. L'action pour l'application des peines n'appartient qu'aux fonctionnaires auxquels elle est confiée par la loi. — L'action en réparation du dommage causé par un crime, par un délit ou par une contravention, peut être exercée par tous ceux qui ont souffert de ce dommage.

2. L'action publique pour l'application de la peine s'éteint par la mort du prévenu. — L'action civile pour la réparation du dommage peut être exercée contre le prévenu et contre ses représentans. — L'une et l'autre actions s'éteignent par la prescription, ainsi qu'il est réglé au livre II, titre VII, chapitre V de la prescription.

3. L'action civile peut être poursuivie en même temps et devant les mêmes juges que l'action publique. — Elle peut aussi l'être séparément; dans ce cas, l'exercice en est suspendu, tant qu'il n'a pas été prononcé définitivement sur l'action publique intentée avant ou pendant la poursuite de l'action civile.

4. La renonciation à l'action civile ne peut arrêter ni suspendre l'exercice de l'action publique.

5. Tout Français qui se sera rendu coupable, hors du territoire de la France et de ses colonies, d'un crime attentatoire à la sûreté de l'état, de contrefaçon du sceau de l'état ou de la colonie, de monnaies nationales ou étrangères ayant cours, de papiers nationaux, de billets de banque ou de caisses publiques autorisées par la loi, pourra être poursuivi, jugé et puni dans la colonie, d'après les dispositions des lois en vigueur dans la colonie.

6. Cette disposition pourra être étendue aux étrangers qui, auteurs ou

(1) Voyez, dans les §§ 1^{er} et 2 de la seconde partie des notes qui accompagnent la loi du 12 nivose an 6 (1^{er} janvier 1798), le résumé des réglemens concernant l'organisation judiciaire de ces colonies.

complices des mêmes crimes, seraient arrêtés dans la colonie, ou dont le gouvernement obtiendrait l'extradition.

7. Tout Français qui se sera rendu coupable, hors du territoire du royaume, d'un crime contre un Français, pourra, s'il est arrêté dans la colonie, y être poursuivi et jugé, s'il n'a pas été poursuivi et jugé en pays étranger, et si le Français offensé rend plainte contre lui.

LIVRE I^{er}. — DE LA POLICE JUDICIAIRE ET DES OFFICIERS DE POLICE QUI L'EXERCENT.

CHAPITRE I^{er}. — *De la police judiciaire.*

8. La police judiciaire recherche les crimes, les délits et les contraventions, en rassemble les preuves, et en livre les auteurs aux tribunaux chargés de les punir.

9. La police judiciaire sera exercée, sous l'autorité de la cour royale et suivant les distinctions qui vont être établies, — Par les gardes champêtres, les gardes forestiers et les gardes de police ; — Par les commissaires de police, les commissaires commandans de communes et leurs lieutenans ; — Par les procureurs du roi et leurs substituts ; — Par les juges de paix ; — Par les officiers et sous-officiers chargés du service de gendarmerie ; — Par les secrétaires de communes ; — Par les juges d'instruction.

10. Le directeur général de l'intérieur pourra faire personnellement, ou requérir les officiers de police judiciaire, chacun en ce qui le concerne, de faire tous actes nécessaires à l'effet de constater les crimes, délits et contraventions, et d'en livrer les auteurs aux tribunaux chargés de les punir, conformément à l'article 8 ci-dessus.

CHAPITRE II. — *Des commissaires de police, des commissaires commandans de communes et de leurs lieutenans.*

11. Les commissaires de police, les commissaires commandans de communes et leurs lieutenans rechercheront les contraventions de police, même celles qui sont sous la surveillance spéciale des gardes forestiers et champêtres, à l'égard desquels ils auront concurrence et même prévention. — Ils recevront les rapports, dénonciations et plaintes qui seront relatifs aux contraventions de police. — Ils consigneront, dans les procès-verbaux qu'ils rédigeront à cet effet, la nature et les circonstances des contraventions, le temps et le lieu où elles auront été commises, les preuves ou indices à la charge de ceux qui en seront présumés coupables.

12. *Supprimé.*

13. Lorsque le commissaire de police ou le commissaire commandant de commune et son lieutenant se trouveront légitimement empêchés, ils seront remplacés par le secrétaire de la commune.

14. *Supprimé.*

15. Les commissaires commandans de communes, leurs lieutenans et les secrétaires de communes remettront à l'officier par qui seront remplies les fonctions du ministère public près le tribunal de police toutes les pièces et renseignemens, dans les trois jours au plus tard, y compris celui où ils ont reconnu le fait sur lequel ils ont procédé.

CHAPITRE III. — *Des gardes champêtres, forestiers et de police.*

16. Les gardes champêtres, les gardes forestiers et les gardes de police, considérés comme officiers de police judiciaire, seront chargés de rechercher, chacun dans le territoire pour lequel il aura été assermenté, les délits et les contraventions de police qui auront porté atteinte aux propriétés rurales et

forestières. — Les gardes de police seront chargés de rechercher aussi, chacun dans la commune pour laquelle il aura été assermenté, toutes autres contraventions de police. — Ils suivront les choses enlevées, dans les lieux où elles auront été transportées, et les mettront en séquestre; ils ne pourront néanmoins s'introduire dans les maisons, ateliers, bâtimens, cours adjacentes et enclos, si ce n'est en présence, soit du juge de paix, soit de son suppléant, soit du commissaire de police, du commissaire commandant de commune ou de son lieutenant; le procès-verbal qui devra en être dressé sera signé par celui en présence duquel il aura été fait. — Ils arrêteront et conduiront devant le juge de paix, ou devant le commissaire de police, ou devant le commissaire commandant de la commune ou son lieutenant, tout individu qu'ils auront surpris en flagrant délit, ou qui sera dénoncé par la clameur publique, lorsque ce délit emportera la peine d'emprisonnement ou une peine plus grave. — Ils se feront donner, pour cet effet, main-forte par le commissaire commandant de la commune ou par son lieutenant, qui ne pourra s'y refuser.

17. Les gardes champêtres, forestiers et de police, sont, comme officiers de police judiciaire, sous la surveillance du procureur du roi, sans préjudice de leur subordination à l'égard de leurs supérieurs dans l'administration.

18. Les gardes forestiers, les gardes champêtres et les gardes de police devront, sous peine de nullité, affirmer, dans le délai de trois jours, leurs procès-verbaux, soit devant le commissaire commandant de la commune où réside l'officier qui a rédigé le procès-verbal, soit devant le commissaire commandant de la commune où la contravention a été commise, soit devant le commissaire commandant de la commune la plus voisine, soit devant le juge de paix du canton ou son suppléant. — Les lieutenans des commissaires commandans de communes ci-dessus désignés seront également aptes à recevoir l'affirmation. — Les gardes forestiers du gouvernement, des communes et des établissemens publics, laisseront leurs procès-verbaux à l'officier qui aura reçu l'affirmation, lequel sera tenu, dans la huitaine, de les transmettre au procureur du roi.

19. Dans le cas où il y aurait lieu de procéder par voie de citation directe, conformément à l'article 182 du présent Code, le procureur du roi transmettra le procès-verbal au procureur général.

20. Les procès-verbaux des gardes champêtres des communes, ceux des gardes champêtres et forestiers des particuliers, et ceux des gardes de police, seront, lorsqu'il s'agira de simples contraventions, remis par eux, dans le délai fixé par l'article 15, à l'officier chargé de remplir les fonctions du ministère public près le tribunal de police du canton; et lorsqu'il s'agira d'un délit de nature à mériter une peine correctionnelle, la remise sera faite au procureur du roi ou au juge de paix du canton, lequel se conformera aux dispositions de l'article précédent.

21. Si le procès-verbal a pour objet une contravention de police, il sera procédé par l'officier chargé de remplir les fonctions du ministère public près le tribunal de police du canton, ainsi qu'il sera réglé au chapitre I^{er}, titre I^{er} du livre II du présent code.

CHAPITRE IV. — *Des procureurs du roi et de leurs substitués.*

SECTION I^{re}. — De la compétence des procureurs du roi relativement à la police judiciaire.

22. Les procureurs du roi sont chargés de la recherche et de la poursuite de tous les crimes et délits.

23. Sont également compétens pour remplir les fonctions déléguées par l'article précédent, le procureur du roi du lieu du crime ou délit, celui de la résidence du prévenu, et celui du lieu où le prévenu pourra être trouvé.

24. Ces fonctions, lorsqu'il s'agira de crimes ou délits commis hors du territoire de la France ou de ses colonies, dans les cas énoncés aux articles 5, 6 et 7, seront remplies par le procureur du roi du lieu où résidera le prévenu, ou par celui du lieu où il pourra être trouvé, ou par celui de sa dernière résidence connue.

25. Les procureurs du roi et tous les autres officiers de police judiciaire auront, dans l'exercice de leurs fonctions, le droit de requérir directement la force publique.

26. Le procureur du roi sera, en cas d'empêchement, remplacé par son substitut, ou, s'il a plusieurs substituts, par le plus ancien. S'il n'a pas de substitut, il sera remplacé par un juge commis à cet effet par le président.

27. Les procureurs du roi seront tenus, aussitôt que les délits parviendront à leur connaissance, d'en donner avis au procureur général près la cour royale, et d'exécuter ses ordres relativement à tous actes de police judiciaire.

28. Ils pourvoiront à l'envoi, à la notification et à l'exécution des ordonnances qui seront rendues par le juge d'instruction, d'après les règles qui seront ci-après établies au chapitre *des juges d'instruction*.

SECTION II. — Mode de procéder des procureurs du roi dans l'exercice de leurs fonctions.

29. Toute autorité constituée, tout fonctionnaire ou officier public qui, dans l'exercice de ses fonctions, acquerra la connaissance d'un crime ou d'un délit, sera tenu d'en donner avis sur-le-champ au procureur du roi près le tribunal dans le ressort duquel le crime ou le délit aura été commis, ou dans lequel le prévenu pourrait être trouvé, et de transmettre à ce magistrat tous les renseignemens, procès-verbaux et actes qui y sont relatifs.

30. Toute personne qui aura été témoin d'un attentat, soit contre la sûreté publique, soit contre la vie ou la propriété d'un individu, sera pareillement tenue d'en donner avis au procureur du roi, soit du lieu du crime ou délit, soit du lieu où le prévenu pourra être trouvé.

31. Les dénonciations seront rédigées par les dénonciateurs, ou par leurs fondés de procuration spéciale, ou par le procureur du roi, s'il en est requis; elles seront toujours signées par le procureur du roi à chaque feuillet, et par les dénonciateurs ou leurs fondés de pouvoir. — Si les dénonciateurs ou leurs fondés de pouvoir ne savent ou ne veulent pas signer, il en sera fait mention. — La procuration demeurera toujours annexée à la dénonciation, et le dénonciateur pourra se faire délivrer, mais à ses frais, une copie de sa dénonciation.

32. Lorsque le procureur du roi aura acquis la connaissance d'un crime ou d'un délit emportant peine d'emprisonnement, il pourra se transporter sur le lieu, pour y dresser les procès-verbaux nécessaires, à l'effet de constater le corps du délit, son état, l'état des lieux, et pour recevoir les déclarations des personnes qui auraient été présentes, ou qui auraient des renseignemens à donner. — Le procureur du roi donnera avis de son transport au juge d'instruction, sans être toutefois tenu de l'attendre pour procéder ainsi qu'il est dit au présent chapitre.

33. Le procureur du roi pourra aussi, dans le cas de l'article précédent, appeler à son procès-verbal les parens, voisins, domestiques ou esclaves, présumés en état de donner des éclaircissemens sur le fait; il recevra leurs déclarations, qu'ils signeront. — Les déclarations, reçues en conséquence du

présent article et de l'article précédent, seront signées par les parties; ou, en cas de refus, il en sera fait mention.

34. Il pourra défendre que qui que ce soit sorte de la maison, ou s'éloigne du lieu, jusqu'après la clôture de son procès-verbal. — Tout contrevenant à cette défense, si c'est un individu de condition libre, sera, s'il peut être saisi, déposé dans la maison d'arrêt. La peine encourue pour la contravention sera prononcée par le juge d'instruction, sur les conclusions du procureur du roi, après que le contrevenant aura été cité et entendu, ou par défaut, s'il ne comparait pas, sans autre formalité ni délai, et sans opposition ni appel. — La peine ne pourra excéder dix jours d'emprisonnement et cent francs d'amende.

35. Le procureur du roi se saisira des armes et de tout ce qui paraîtra avoir servi ou avoir été destiné à commettre le crime ou le délit, ainsi que de tout ce qui paraîtra en avoir été le produit; enfin de tout ce qui pourra servir à la manifestation de la vérité: il interpellera le prévenu de s'expliquer sur les choses saisies, qui lui seront représentées; il dressera du tout un procès-verbal qui sera signé par le prévenu, ou mention sera faite de son refus.

36. Si la nature du crime ou délit est telle que la preuve puisse vraisemblablement être acquise par les papiers ou autres pièces et effets en la possession du prévenu, le procureur du roi se transportera de suite dans le domicile du prévenu, pour y faire la perquisition des objets qu'il jugera utiles à la manifestation de la vérité.

37. S'il existe dans le domicile du prévenu des papiers ou effets qui puissent servir à conviction ou à décharge, le procureur du roi en dressera procès-verbal, et se saisira desdits effets ou papiers.

38. Les objets saisis seront clos et cachetés, si faire se peut; ou s'ils ne sont pas susceptibles de recevoir des caractères d'écriture, ils seront mis dans un vase ou dans un sac, sur lequel le procureur du roi attachera une bande de papier, qu'il scellera de son sceau.

39. Les opérations prescrites par les articles précédens seront faites en présence du prévenu, s'il a été arrêté; et s'il ne veut pas ou ne peut pas y assister, en présence d'un fondé de pouvoir, qu'il pourra nommer. Les objets lui seront représentés à l'effet de les reconnaître et de les parapher, s'il y a lieu; et, au cas de refus, il en sera fait mention au procès-verbal. — Si le prévenu est un esclave, et qu'il ne veuille ou ne puisse assister aux opérations ci-dessus prescrites, elles seront faites en présence de son maître, ou d'un fondé de pouvoir que celui-ci pourra nommer.

40. Lorsque le fait sera de nature à entraîner peine afflictive ou infamante, le procureur du roi fera saisir les prévenus présens contre lesquels il existerait des indices graves. — Il pourra adopter la même mesure dans le cas où il s'agirait d'un délit de nature à motiver une peine de six mois d'emprisonnement, et encore toutes les fois que les inculpés sont des repris de justice, des mendiants, des vagabonds ou des esclaves. — Si le prévenu n'est pas présent, le procureur du roi rendra une ordonnance à l'effet de le faire comparaître; cette ordonnance s'appelle *mandat d'amener*. — La dénonciation seule ne constitue pas une présomption suffisante pour décerner cette ordonnance contre un individu ayant domicile. — Le procureur du roi interrogera sur-le-champ le prévenu amené devant lui.

41. *Supprimé.*

42. Les procès-verbaux des procureurs du roi, en exécution des articles précédens, seront faits et rédigés en la présence et revêtus de la signature du commissaire commandant de la commune dans laquelle le crime ou le délit

aura été commis, ou de son lieutenant, ou du secrétaire de la commune, ou de deux personnes de condition libre domiciliées dans la même commune.

—Pourra néanmoins le procureur du roi dresser les procès-verbaux sans assistance de témoins, lorsqu'il n'y aura pas possibilité de s'en procurer tout de suite.—Chaque feuillet du procès-verbal sera signé par le procureur du roi et par les personnes qui y auront assisté. En cas de refus ou d'impossibilité de signer de la part de celles-ci, il en sera fait mention.

43. Le procureur du roi se fera accompagner, au besoin, d'une ou de deux personnes, présumées, par leur art ou profession, capables d'apprécier la nature et les circonstances du crime ou du délit.

44. S'il s'agit d'une mort violente, ou d'une mort dont la cause soit inconnue ou suspecte, le procureur du roi se fera assister d'un ou de deux officiers de santé, qui feront leur rapport sur les causes de la mort et sur l'état du cadavre.—Les personnes appelées dans les cas du présent article et de l'article précédent prêteront, devant le procureur du roi, le serment de faire leur rapport et de donner leur avis en leur honneur et conscience.

45. Le procureur du roi transmettra sans délai au juge d'instruction les procès-verbaux, actes, pièces et instrumens dressés ou saisis en conséquence des articles précédens, pour être procédé ainsi qu'il sera dit au chapitre *des juges d'instruction*; et cependant le prévenu restera sous la main de la justice en état de mandat d'amener.

46. *Supprimé.*

47. Le procureur du roi, instruit, soit par une dénonciation, soit par toute autre voie, qu'il a été commis un crime ou un délit, ou qu'une personne qui en est prévenue se trouve dans la colonie, sera tenu, lorsqu'il ne procédera pas immédiatement aux actes autorisés par l'article 32, de requérir le juge d'instruction d'ordonner qu'il en soit informé, même de se transporter, s'il est besoin, sur les lieux, à l'effet d'y dresser tous les procès-verbaux nécessaires, ainsi qu'il sera dit au chapitre *des juges d'instruction*.

CHAPITRE V. — *Des officiers de police auxiliaires du procureur du roi.*

48. Les juges de paix et les commissaires commandans de communes recevront les dénonciations de crimes ou délits commis dans les lieux où ils exercent leurs fonctions habituelles.

49. Dans les cas prévus par l'article 32, ils dresseront les procès-verbaux, recevront les déclarations des témoins, feront les visites et les autres actes qui sont, auxdits cas, de la compétence du procureur du roi, le tout dans les formes et suivant les règles établies au chapitre *des procureurs du roi*.

50. Les lieutenans des commissaires commandans de communes et les officiers faisant fonctions d'officiers de gendarmerie recevront également les dénonciations, et feront, seulement dans les cas de flagrant délit, les actes énoncés en l'article précédent, en se conformant aux mêmes règles. — Le délit qui se commet actuellement, ou qui vient de se commettre, est un *flagrant délit*. — Seront aussi réputés flagrants délits le cas où le prévenu est poursuivi par la clameur publique, et celui où le prévenu est trouvé saisi d'effets, armes, instrumens ou papiers faisant présumer qu'il est auteur ou complice, pourvu que ce soit dans un temps voisin du délit. — Les attributions accordées par le présent article aux lieutenans des commissaires commandans de communes et aux officiers faisant fonctions d'officiers de gendarmerie, pour les cas de flagrant délit, leur appartiendront également toutes les fois que, s'agissant d'un crime ou d'un délit, même non flagrant, commis dans l'intérieur d'une maison, le chef de cette maison les requerra de le constater.

51. Dans le cas de concurrence entre le procureur du roi et les officiers de police énoncés aux articles précédens, le procureur du roi fera les actes attribués à la police judiciaire; s'il a été prévenu, il pourra continuer la procédure, ou autoriser l'officier qui l'aura commencée à la suivre.—En cas de concurrence entre le juge de paix et les autres officiers de police judiciaire, le juge de paix aura, à l'égard de ceux-ci, les droits conférés au procureur du roi par le présent article.

52. Le procureur du roi, exerçant son ministère dans les cas de l'article 32, pourra, s'il le juge utile et nécessaire, charger l'un des officiers de police auxiliaires de partie des actes de sa compétence.

53. Les officiers de police auxiliaires renverront sans délai les dénonciations, procès-verbaux et autres actes par eux faits dans les cas de leur compétence, au procureur du roi, qui sera tenu d'examiner sans retard les procédures, et de les transmettre, avec les réquisitions qu'il jugera convenables, au juge d'instruction.

54. Dans les cas de dénonciation de crimes ou délits autres que ceux qu'ils sont directement chargés de constater, les officiers de police judiciaire transmettront aussi sans délai au procureur du roi les dénonciations qui leur auront été faites, et le procureur du roi les remettra au juge d'instruction avec son réquisitoire.

CHAPITRE VI. — *Des juges d'instruction.*

SECTION 1^{re}. — Du juge d'instruction.

55. *Supprimé.*

56. *Supprimé.*

57. Le juge d'instruction sera, quant aux fonctions de police judiciaire, sous la surveillance du procureur général près la cour royale.

58. Dans le cas où le juge d'instruction se trouverait empêché, il sera remplacé conformément aux dispositions de notre ordonnance, du 24 septembre 1828, *sur l'organisation judiciaire.*

SECTION II. — Fonctions du juge d'instruction.

DISTINCTION 1^{re}. — *Des cas de flagrant délit.*

59. Le juge d'instruction, dans tous les cas réputés flagrant délit, peut faire, directement et par lui-même, tous les actes attribués au procureur du roi, en se conformant aux règles établies au chapitre des *procureurs du roi et de leurs substituts*.—Le juge d'instruction peut requérir la présence du procureur du roi, sans aucun retard néanmoins des opérations prescrites dans ledit chapitre.

60. Lorsque le crime ou le délit aura déjà été constaté, et que le procureur du roi transmettra les actes et pièces au juge d'instruction, celui-ci sera tenu de faire sans délai l'examen de la procédure.—Il peut refaire les actes ou ceux des actes qui ne lui paraîtraient pas complets.

DISTINCTION II. — *De l'instruction.*

§ 1^{er}. — Dispositions générales.

61. Hors les cas de flagrant délit, le juge d'instruction ne fera aucun acte d'instruction et de poursuite qu'il n'ait donné communication de la procédure au procureur du roi. Il la lui communiquera pareillement lorsqu'elle sera terminée; et le procureur du roi fera les réquisitions qu'il jugera convenables, sans pouvoir retenir la procédure plus de trois jours.—Néanmoins le juge d'instruction délivrera, s'il y a lieu, le mandat d'amener, et même

U.d'O.

O.U.

LAW LIBRARY

le mandat de dépôt, sans que ces mandats doivent être précédés des conclusions du procureur du roi.

62. Lorsque le juge d'instruction se transportera sur les lieux, il sera toujours accompagné du procureur du roi et du greffier du tribunal.

§ II. — Des plaintes.

63. Toute personne qui se prétendra lésée par un crime ou délit pourra en rendre plainte, et se constituer partie civile devant le juge d'instruction, soit du lieu du crime ou délit, soit du lieu de la résidence du prévenu, soit du lieu où il pourra être trouvé.

64. Les plaintes qui auraient été adressées au procureur du roi seront par lui transmises au juge d'instruction avec son réquisitoire ; celles qui auraient été présentées aux officiers de police auxiliaires seront par eux envoyées au procureur du roi, et transmises par lui au juge d'instruction, aussi avec son réquisitoire. — Dans les matières du ressort de la police correctionnelle, la partie lésée pourra s'adresser directement à la cour royale, dans la forme qui sera ci-après réglée.

65. Les dispositions de l'article 31, concernant les dénonciations, seront communes aux plaintes.

66. Les plaignans ne seront réputés partie civile, s'ils ne le déclarent formellement, soit par la plainte, soit par acte subséquent, ou s'ils ne prennent, par l'un ou par l'autre, des conclusions en dommages-intérêts. Ils pourront se départir dans les vingt-quatre heures. Dans le cas du désistement, ils ne sont pas tenus des frais depuis qu'il aura été signifié, sans préjudice néanmoins des dommages-intérêts des prévenus, s'il y a lieu.

67. Les plaignans pourront se porter partie civile en tout état de cause jusqu'à la clôture des débats ; mais, en aucun cas, leur désistement après le jugement ne peut être valable, quoiqu'il ait été donné dans les vingt-quatre heures de leur déclaration qu'ils se portent partie civile.

68. Toute partie civile qui ne demeurera pas dans le lieu de la résidence du juge d'instruction sera tenue d'y élire domicile par acte passé au greffe du tribunal. — A défaut d'élection de domicile par la partie civile, elle ne pourra opposer le défaut de signification contre les actes qui auraient dû lui être signifiés aux termes de la loi.

69. Dans le cas où le juge d'instruction ne serait ni celui du lieu du crime ou délit, ni celui de la résidence du prévenu, ni celui du lieu où il pourra être trouvé, il renverra la plainte devant le juge d'instruction qui pourrait en connaître.

70. Le juge d'instruction compétent pour connaître de la plainte en ordonnera la communication au procureur du roi, pour être par lui requis ce qu'il appartiendra.

§ III. — De l'audition des témoins.

71. Le juge d'instruction fera citer devant lui les personnes qui auront été indiquées, par la dénonciation, par la plainte, par le procureur du roi, ou autrement, comme ayant connaissance, soit du crime ou délit, soit de ses circonstances.

72. Les témoins seront cités par un huissier, ou par un agent de la force publique, à la requête du procureur du roi.

73. Ils seront entendus séparément, et hors de la présence du prévenu, par le juge d'instruction assisté de son greffier.

74. Ils représenteront, avant d'être entendus, la citation qui leur a été donnée pour déposer, et il en sera fait mention dans le procès-verbal.

75. Les témoins prêteront serment de dire toute la vérité, rien que la vérité. Le juge d'instruction leur demandera leurs noms, prénoms, âge, état, profession, demeure; s'ils appartiennent à la population blanche, à celle des gens de couleur libres, ou s'ils sont esclaves; s'ils sont domestiques, esclaves, parens, ou alliés des parties, et à quel degré. Il sera fait mention de la demande, et des réponses des témoins.

76. Les dépositions seront signées du juge, du greffier et du témoin, après que lecture lui en aura été faite et qu'il aura déclaré y persister; si le témoin ne veut ou ne peut signer, il en sera fait mention. Chaque page du cahier d'information sera signée par le juge et par le greffier.

77. Les formalités prescrites par les trois articles précédens seront remplies, à peine de cinquante francs d'amende contre le greffier, même, s'il y a lieu, de prise à partie contre le juge d'instruction.

78. Aucune interligne ne pourra être faite; les ratures et les renvois seront approuvés et signés par le juge d'instruction, par le greffier et par le témoin, sous les peines portées en l'article précédent. Les interlignes, ratures et renvois non approuvés seront réputés comme non avenus.

79. Les enfans de l'un et de l'autre sexe, au dessous de l'âge de quinze ans, pourront être entendus par forme de déclaration et sans prestation de serment.

80. Toute personne citée pour être entendue en témoignage sera tenue de comparaître et de satisfaire à la citation; sinon, elle pourra y être contrainte par le juge d'instruction, qui, à cet effet, sur les conclusions du procureur du roi, sans autre formalité ni délai et sans appel, prononcera une amende qui n'excèdera pas cent cinquante francs, et pourra ordonner que la personne citée sera contrainte par corps à venir donner son témoignage.—S'il s'agit d'un esclave, la condamnation à l'amende sera prononcée contre le maître.

81. Le témoin ou le maître de l'esclave ainsi condamné à l'amende sur le premier défaut, et qui, sur la seconde citation, produira devant le juge d'instruction des excuses légitimes, pourra, sur les conclusions du procureur du roi, être déchargé de l'amende.

82. Chaque témoin qui demandera une indemnité sera taxé par le juge d'instruction. — La taxe sera allouée de droit à l'esclave, et elle appartiendra à son maître.

83. Lorsqu'il sera constaté, par le certificat d'un officier de santé, que des témoins se trouvent dans l'impossibilité de comparaître sur la citation qui leur aura été donnée, le juge d'instruction se transportera en leur demeure, quand ils habiteront dans le canton de la justice de paix du domicile du juge d'instruction. — Si les témoins habitent hors du canton, le juge d'instruction pourra commettre le juge de paix du lieu de leur résidence, à l'effet de recevoir leur déposition, et il enverra au juge de paix des notes et instructions qui feront connaître les faits sur lesquels les témoins devront déposer. — Si l'affaire ne paraît pas d'une nature assez grave pour exiger le transport du juge d'instruction, ou l'audition des témoins par lui-même, et si ces témoins habitent hors du canton de la résidence du juge d'instruction, il pourra également déléguer le juge de paix du canton, à l'effet de recevoir leur déposition.

84. Si les témoins résident hors de l'arrondissement du juge d'instruction, celui-ci requerra le juge d'instruction de l'arrondissement dans lequel les témoins sont résidans, de se transporter auprès d'eux pour recevoir leurs dépositions. — Dans le cas où les témoins n'habiteraient pas le canton du juge d'instruction ainsi requis, il pourra commettre le juge de paix du lieu

qu'ils habitent à l'effet de recevoir leurs dépositions, ainsi qu'il est dit dans l'article précédent.

85. Le juge qui aura reçu les dépositions, en conséquence des articles 83 et 84 ci-dessus, les enverra, closes et cachetées, au juge d'instruction du tribunal saisi de l'affaire.

86. Si le témoin auprès duquel le juge se sera transporté, dans les cas prévus par les trois articles précédens, n'était pas dans l'impossibilité de comparaître sur la citation qui lui avait été donnée, le juge décernera un mandat de dépôt contre le témoin et l'officier de santé qui aura délivré le certificat ci-dessus mentionné. — La peine portée en pareil cas sera prononcée par le juge d'instruction du même lieu, et sur la réquisition du procureur du roi, en la forme prescrite par l'article 80.

§ IV. — Des preuves par écrit et des pièces de conviction.

87. Le juge d'instruction se transportera, s'il en est requis, et pourra même se transporter d'office, dans le domicile du prévenu, pour y faire la perquisition des papiers, effets, et généralement de tous les objets qui seront jugés utiles à la manifestation de la vérité.

88. Le juge d'instruction pourra pareillement se transporter dans les autres lieux où il présumerait qu'on aurait caché les effets dont il est parlé dans l'article précédent.

89. Les dispositions des articles 35, 36, 37, 38 et 39, concernant la saisie des objets dont la perquisition peut être faite par le procureur du roi, sont communes aux juges d'instruction.

90. Si les papiers ou les effets dont il y aura lieu de faire la perquisition sont hors de l'arrondissement du juge d'instruction, il requerra le juge d'instruction du lieu où on peut les trouver de procéder aux opérations prescrites par les articles précédens. — Si ces papiers ou effets sont dans l'arrondissement du juge d'instruction, mais hors du canton de sa résidence, il pourra déléguer tel officier de police judiciaire qu'il croira convenable, pour procéder auxdites opérations.

CHAPITRE VII. — *Des mandats de comparution, de dépôt, d'amener et d'arrêt.*

91. Lorsque l'inculpé sera domicilié, et que le fait sera de nature à ne donner lieu qu'à une peine correctionnelle, le juge d'instruction pourra, s'il le juge convenable, ne décerner contre l'inculpé qu'un mandat de comparution, sauf, après l'avoir interrogé, à convertir le mandat en tel autre mandat qu'il appartiendra. — Si l'inculpé fait défaut, le juge d'instruction décernera contre lui un mandat d'amener. — Il décernera pareillement mandat d'amener contre toute personne, de quelque qualité qu'elle soit, inculpée d'un délit emportant peine afflictive ou infamante.

92. Il peut aussi donner des mandats d'amener contre les témoins qui refusent de comparaître sur la citation à eux donnée, conformément à l'article 80, et sans préjudice de l'amende portée en cet article.

93. Dans le cas de mandat de comparution, il interrogera de suite; dans le cas de mandat d'amener, dans les vingt-quatre heures au plus tard.

94. Il pourra, après avoir entendu les prévenus, et lorsque le fait emportera peine afflictive ou infamante, ou emprisonnement correctionnel, décerner un mandat de dépôt. — Il pourra également, dans les cas prévus par le présent article, et le procureur du roi ouï, décerner un mandat d'arrêt dans la forme qui sera ci-après déterminée.

95. Les mandats de comparution, d'amener, et de dépôt, seront signés

par celui qui les aura décernés, et munis de son sceau.—Le prévenu y sera nommé ou désigné le plus clairement qu'il sera possible.

96. Les mêmes formalités seront observées dans le mandat d'arrêt; ce mandat contiendra de plus l'énonciation du fait pour lequel il est décerné, et la citation de la loi qui déclare que ce fait est un crime ou délit.

97. Les mandats de comparution, d'amener, de dépôt, ou d'arrêt, seront notifiés par un huissier ou par un agent de la force publique, lequel en fera l'exhibition au prévenu, et lui en délivrera copie.—Le mandat d'arrêt sera exhibé au prévenu, lors même qu'il serait déjà détenu, et il lui en sera délivré copie.—Si l'esclave contre lequel le mandat est décerné se trouve sur la propriété de son maître, il sera fait exhibition et délivré copie du mandat au maître ou à son gérant.

98. Les mandats de comparution, d'amener, de dépôt, et d'arrêt, seront exécutoires dans tout le territoire du royaume.—Si le prévenu est trouvé dans la colonie hors de l'arrondissement de l'officier qui aura délivré le mandat de dépôt ou d'arrêt, il sera conduit devant le juge de paix ou son suppléant, et, à leur défaut, devant le commissaire commandant de la commune, ou son lieutenant, lequel visera le mandat sans pouvoir en empêcher l'exécution.—Si le prévenu est trouvé en France, il sera conduit devant le juge de paix ou son suppléant, et, à leur défaut, devant le maire ou l'adjoint du maire, ou le commissaire de police du lieu, lequel visera le mandat, sans pouvoir en empêcher l'exécution.—Si le prévenu est trouvé dans une colonie autre que celle de la résidence de l'officier qui aura délivré le mandat d'arrêt ou de dépôt, il sera conduit devant les officiers publics remplissant des fonctions analogues à celles des magistrats ci-dessus désignés.

99. Le prévenu qui refusera d'obéir au mandat d'amener, ou qui, après avoir déclaré qu'il est prêt à obéir, tentera de s'évader, devra être contraint.—Le porteur du mandat d'amener emploiera au besoin la force publique du lieu le plus voisin; elle sera tenue de marcher, sur la réquisition contenue dans le mandat d'amener.

100. Le mandat d'amener ne sera exécutoire hors du ressort de la cour royale qu'autant que, sur le rapport du procureur général, il aura été soumis à la chambre d'accusation de cette cour, et revêtu de son approbation.—Dans le cas prévu par le présent article, le prévenu ne pourra être contraint de se rendre au mandat; mais alors le procureur du roi de l'arrondissement où il aura été trouvé, et devant lequel il sera conduit, décernera un mandat de dépôt, en vertu duquel il sera retenu dans la maison d'arrêt.—Le mandat d'amener devra être pleinement exécuté si le prévenu a été trouvé muni d'effets, de papiers ou d'instrumens qui feront présumer qu'il est auteur ou complice du crime ou délit pour raison duquel il est recherché, quels que soient le délai et la distance dans lesquels il aura été trouvé.

101. Dans les vingt-quatre heures de l'exécution du mandat de dépôt, le procureur du roi qui l'aura délivré en donnera avis, et transmettra les procès-verbaux, s'il en a été dressé, à l'officier qui a décerné le mandat d'amener.

102. L'officier qui a délivré le mandat d'amener, et auquel les pièces sont ainsi transmises, communiquera le tout, dans un pareil délai, au juge d'instruction près duquel il exerce; ce juge se conformera aux dispositions de l'article 60.

103. Le juge d'instruction, saisi de l'affaire, directement ou par renvoi en exécution de l'article 60, transmettra, sous cachet, au juge d'instruction du lieu où le prévenu a été trouvé, les pièces, notes et renseignemens rela-

tifs au délit, afin de faire subir interrogatoire à ce prévenu. — Toutes les pièces seront ensuite également renvoyées, avec l'interrogatoire, au juge saisi de l'affaire.

104. Dans le cas où le prévenu, arrêté hors de la colonie, aurait été mis en état de mandat de dépôt, conformément à l'article 191, le juge saisi de l'affaire sera tenu d'en référer à la chambre d'accusation, laquelle ordonnera, s'il y a lieu, la translation du prévenu dans la colonie, fera cesser l'effet du mandat, ou ordonnera que le prévenu restera dans la maison d'arrêt de l'arrondissement dans lequel il aura été trouvé, jusqu'à ce qu'il ait été statué par la chambre d'accusation, conformément aux articles 217 à 250 du présent code.

105. Si le prévenu contre lequel il a été décerné un mandat d'amener ne peut être trouvé, ce mandat sera exhibé au commissaire commandant de la commune de la résidence du prévenu, ou à son lieutenant. — Cet officier mettra son visa sur l'original de l'acte de notification.

106. Tout dépositaire de la force publique, et même toute personne, sera tenu de saisir le prévenu en flagrant délit, ou poursuivi, soit par la clameur publique, soit dans les cas assimilés au flagrant délit, et de le conduire devant le procureur du roi, sans qu'il soit besoin de mandat d'amener, si le crime ou délit emporte peine afflictive ou infamante.

107. Sur l'exhibition du mandat de dépôt, le prévenu sera reçu et gardé dans la maison d'arrêt du lieu de la résidence du juge d'instruction, et le gardien remettra à l'huissier ou à l'agent de la force publique chargé de l'exécution du mandat, une reconnaissance de la remise du prévenu.

108. L'officier chargé de l'exécution du mandat de dépôt ou d'arrêt se fera accompagner d'une force suffisante pour que le prévenu ne puisse se soustraire à la loi. — Cette force sera prise dans le lieu le plus à portée de celui où le mandat d'arrêt ou de dépôt devra s'exécuter, et elle est tenue de marcher sur la réquisition directement faite au commandant et contenue dans le mandat.

109. Si le prévenu ne peut être saisi, le mandat d'arrêt sera notifié au dernier lieu qu'il a habité, et il sera dressé procès-verbal de perquisition. — Ce procès-verbal sera dressé en présence des deux plus proches voisins du prévenu que le porteur du mandat d'arrêt pourra trouver; ils le signeront, ou, s'ils ne savent ou ne veulent pas signer, il en sera fait mention, ainsi que de l'interpellation qui leur en aura été faite. — Le porteur du mandat d'arrêt fera ensuite viser son procès-verbal par le juge de paix ou son suppléant, ou à son défaut par le commissaire commandant ou par son lieutenant, et lui en laissera copie. — Le mandat d'arrêt et le procès-verbal seront ensuite remis au greffe du tribunal.

110. Le prévenu saisi en vertu d'un mandat d'arrêt ou de dépôt sera conduit, sans délai, dans la maison d'arrêt indiquée par le mandat. — Toutefois, lorsqu'il n'aura été décerné qu'un mandat de dépôt, le juge d'instruction pourra, sur les conclusions conformes du procureur du roi, faire cesser l'effet de ce mandat.

111. L'officier chargé de l'exécution du mandat d'arrêt ou de dépôt remettra le prévenu au gardien de la maison d'arrêt, qui lui en donnera décharge, le tout dans la forme prescrite par l'article 107. — Il portera ensuite au greffe du tribunal de première instance les pièces relatives à l'arrestation, et en prendra une reconnaissance. — Il exhibera ces décharge et reconnaissance dans les vingt-quatre heures au juge d'instruction; celui-ci mettra sur l'une et sur l'autre son vu, qu'il datera et signera.

112. L'inobservation des formalités prescrites pour les mandats de com-

parution , de dépôt , d'amener et d'arrêt , sera toujours punie d'une amende de cent francs au moins contre le greffier , et, s'il y a lieu , d'injonctions au juge d'instruction et au procureur du roi , même de prise à partie s'il y échet.

CHAPITRE VIII. — *De la liberté provisoire et du cautionnement.*

113. La liberté provisoire ne pourra jamais être accordée au prévenu lorsque le titre de l'accusation emportera une peine afflictive ou infamante.

114. Si le fait n'emporte pas une peine afflictive ou infamante , mais seulement une peine correctionnelle , le juge d'instruction pourra , sur la demande du prévenu et sur les conclusions conformes du procureur du roi , ordonner que le prévenu sera mis provisoirement en liberté , moyennant caution solvable de se représenter à tous les actes de la procédure et pour l'exécution du jugement , aussitôt qu'il en sera requis. — La mise en liberté provisoire avec caution pourra être demandée et accordée en tout état de cause.

115. Néanmoins les vagabonds et les repris de justice ne pourront , en aucun cas , être mis en liberté provisoire. — Cette mesure ne pourra également avoir lieu à l'égard des esclaves.

116. La demande en liberté provisoire sera notifiée à la partie civile , à son domicile ou à celui qu'elle aura élu.

117. La solvabilité de la caution offerte sera discutée par le procureur du roi et par la partie civile dûment appelée. — Elle devra être justifiée par des immeubles libres , pour le montant du cautionnement et une moitié en sus , si mieux n'aime la caution déposer dans la caisse de l'enregistrement le montant du cautionnement en espèces.

118. Le prévenu sera admis à être sa propre caution , soit en déposant le montant du cautionnement , soit en justifiant d'immeubles libres pour le montant du cautionnement et une moitié en sus , et en faisant , dans l'un ou l'autre cas , la soumission dont il sera parlé ci-après.

119. Le cautionnement ne pourra être au dessous de mille francs. — Si la peine correctionnelle était , à la fois , l'emprisonnement et une amende dont le double excéderait mille francs , le cautionnement ne pourrait pas être exigé d'une somme plus forte que le double de cette amende. — S'il était résulté du délit un dommage civil appréciable en argent , le cautionnement sera triple de la valeur du dommage , ainsi qu'il sera arbitré , pour cet effet seulement , par le juge d'instruction , sans néanmoins que dans ce cas le cautionnement puisse être au dessous de mille francs.

120. La caution admise fera sa soumission , soit au greffe du tribunal , soit devant notaires , de payer , entre les mains du receveur de l'enregistrement , le montant du cautionnement , en cas que le prévenu soit constitué en défaut de se représenter. — Cette soumission entraînera la contrainte par corps contre la caution : une expédition en forme exécutoire en sera remise à la partie civile avant que le prévenu soit mis en liberté provisoire.

121. Les espèces déposées et les immeubles servant de cautionnement seront affectés par privilège : 1^o au paiement des réparations civiles et des frais avancés par la partie civile ; 2^o aux amendes : le tout , néanmoins , sans préjudice du privilège du trésor colonial , à raison des frais faits par la partie publique. — Le procureur du roi et la partie civile pourront prendre inscription hypothécaire sans attendre le jugement définitif. L'inscription prise à la requête de l'un ou de l'autre profitera à tous les deux.

122. Le juge d'instruction rendra , le cas arrivant , sur les conclusions du procureur du roi ou sur la demande de la partie civile , une ordonnance

pour le paiement de la somme cautionnée. — Ce paiement sera poursuivi à la requête du procureur du roi et à la diligence du receveur de l'enregistrement. Les sommes recouvrées seront versées dans la caisse de l'enregistrement, sans préjudice des poursuites et des droits de la partie civile.

123. Le juge d'instruction délivrera, dans la même forme et sur les mêmes réquisitions, une ordonnance de contrainte contre la caution ou les cautions d'un individu mis sous la surveillance spéciale du gouvernement, lorsque celui-ci aura été condamné, par un jugement devenu irrévocable, pour un crime ou pour un délit commis dans l'intervalle déterminé par l'acte de cautionnement.

124. Le prévenu ne sera mis en liberté provisoire sous caution qu'après avoir élu domicile dans le lieu où réside le juge d'instruction, par un acte reçu au greffe du tribunal de première instance.

125. Outre les poursuites contre la caution, s'il y a lieu, le prévenu sera saisi et écroué dans la maison d'arrêt, en exécution d'une ordonnance du juge d'instruction.

126. Le prévenu qui aurait laissé contraindre sa caution au paiement ne sera plus à l'avenir recevable, en aucun cas, à demander de nouveau sa liberté provisoire moyennant caution.

CHAPITRE IX. — *Du rapport du juge d'instruction quand la procédure est complète.*

127. Le juge d'instruction sera tenu, aussitôt qu'une instruction sera terminée, de déposer au greffe du tribunal de première instance un rapport dans lequel il exposera les faits et motivera son opinion : il en donnera en même temps avis au procureur du roi. — Dans les vingt-quatre heures de ce dépôt, le procureur du roi transmettra ce rapport au procureur général, en y joignant son avis motivé, les pièces d'instruction, le procès-verbal constatant le corps du délit et un état des pièces servant à conviction. — Dans le cas où l'inculpé sera détenu, il lui sera donné avis par le greffier du renvoi de l'affaire à la chambre d'accusation. — Les pièces de conviction resteront au tribunal de première instance, sauf ce qui sera dit aux articles 248 et 291.

128. Sont exceptées des dispositions de l'article précédent les contraventions aux lois, ordonnances et réglemens sur le commerce étranger et sur les douanes. — S'il y a eu instruction sur des contraventions de cette nature, le procureur du roi, dès qu'elle sera terminée, fera citer directement les prévenus devant le tribunal de première instance jugeant correctionnellement.

129. *Supprimé.* — 130. *Supprimé.* — 131. *Supprimé.* — 132. *Supprimé.* — 133. *Supprimé.* — 134. *Supprimé.* — 135. *Supprimé.* — 136. *Supprimé.* —

LIVRE II. — DE LA JUSTICE.

TITRE I^{er}. — DES TRIBUNAUX DE POLICE.

CHAPITRE I^{er}. — *Des tribunaux de simple police.*

137. Sont considérés comme contraventions de police simple les faits énoncés au quatrième livre du Code pénal, et ceux prévus par les réglemens de police émanés de l'autorité locale lorsque le *maximum* de la peine prononcée par ces réglemens n'excédera pas quinze jours d'emprisonnement ou cent francs d'amende.

138. La connaissance des contraventions de police est attribuée au juge de paix, et les fonctions du ministère public seront exercées près les

tribunaux de paix suivant les règles et les distinctions qui seront ci-après établies.

§ 1^{er}. — Du tribunal du juge de paix comme juge de police.

139. *Supprimé.* — 140. *Supprimé.*

141. Le juge de paix connaîtra seul des affaires attribuées à son tribunal : les greffiers et les huissiers de la justice de paix feront le service pour les affaires de police.

142. *Supprimé.* — 143. *Supprimé.*

144. Les fonctions du ministère public, pour les faits de police, seront remplies par le commissaire de police du lieu où siège le tribunal, et, à son défaut, par l'officier de l'état civil de la commune où siègera le tribunal.

145. Les citations pour contravention de police seront faites à la requête du ministère public ou de la partie qui réclame. — Elles seront notifiées par un huissier ; il en sera laissé copie au prévenu ou à la personne civilement responsable. — Les citations qui seront faites à la requête du ministère public pourront être notifiées par les gardes de police.

146. La citation ne pourra être donnée à un délai moindre de vingt-quatre heures, outre un jour par deux myriamètres, à peine de nullité tant de la citation que du jugement qui serait rendu par défaut. Néanmoins cette nullité ne pourra être proposée qu'à la première audience, avant toute exception et défense. — Dans les cas urgents, les délais pourront être abrégés, et les parties citées à comparaître, même dans le jour et à heure indiquée, en vertu d'une cédula délivrée par le juge de paix.

147. Les parties pourront comparaître volontairement et sur un simple avertissement, sans qu'il soit besoin de citation.

148. Avant le jour de l'audience, le juge de paix pourra, sur la réquisition du ministère public ou de la partie civile, estimer ou faire estimer les dommages, dresser ou faire dresser les procès-verbaux, faire ou ordonner tous actes requérant célérité.

149. Si la personne citée ne comparait pas au jour et à l'heure fixés par la citation, elle sera jugée par défaut.

150. La personne condamnée par défaut ne sera plus recevable à s'opposer à l'exécution du jugement, si elle ne se présente à l'audience indiquée par l'article suivant, sauf ce qui sera ci-après réglé sur l'appel et le recours en annulation.

151. L'opposition au jugement par défaut pourra être faite par déclaration en réponse au bas de l'acte de signification, ou par acte notifié dans les trois jours de la signification, outre un jour par deux myriamètres. — L'opposition emportera de droit citation à la première audience, après l'expiration des délais, et sera réputée non avenue si l'exposant ne comparait pas.

152. La personne citée comparaitra par elle-même ou par un fondé de procuration spéciale.

153. Les affaires de police seront inscrites, selon l'ordre de leur présentation au greffe ou à l'audience, sur un registre tenu par le greffier, et coté et paraphé par le juge de paix. — Elles seront inscrites et jugées dans l'ordre de leur présentation. — L'instruction de chaque affaire sera publique, à peine de nullité. — Elle se fera dans l'ordre suivant : — Les procès-verbaux, s'il y en a, seront lus par le greffier ; — Les témoins, s'il en a été appelé par le ministère public ou la partie civile, seront entendus, s'il y a lieu ; — La partie civile prendra ses conclusions ; — La personne citée proposera sa défense et fera entendre ses témoins, si elle en a amené ou fait citer, et si, aux termes de l'article suivant, elle est recevable à les produire ; — Le mi-

nistère public résumera l'affaire et donnera ses conclusions; la partie citée pourra proposer ses observations; — Le tribunal de police prononcera le jugement dans l'audience où l'instruction aura été terminée, ou, au plus tard, dans l'audience suivante; — Le greffier portera sur la feuille d'audience du jour la minute du jugement, aussitôt qu'il aura été rendu.

154. Les contraventions seront prouvées, soit par procès-verbaux ou rapports, soit par témoins, à défaut de rapports et procès-verbaux, ou à leur appui. — Nul ne sera admis, à peine de nullité, à faire preuve par témoins outre ou contre le contenu aux procès-verbaux ou rapports des officiers de police ayant reçu de la loi le pouvoir de constater les délits ou les contraventions jusqu'à inscription de faux. Quant aux procès-verbaux et rapports faits par des agens, préposés ou officiers auxquels la loi n'a pas accordé le droit d'en être crus jusqu'à inscription de faux, ils pourront être débattus par des preuves contraires, soit écrites, soit testimoniales, si le tribunal juge à propos de les admettre.

155. Les témoins feront à l'audience, sous peine de nullité, le serment de dire toute la vérité, rien que la vérité; et le greffier en tiendra note, ainsi que de leurs noms, prénoms, âge, profession et demeure, et de leurs principales déclarations.

156. Les ascendans ou descendans de la personne prévenue, ses frères et sœurs ou alliés en pareil degré, la femme ou le mari, ne seront appelés ni reçus en témoignage. — Les esclaves ne pourront également être entendus ni pour ni contre leur maître. — Néanmoins l'audition des personnes ci-dessus désignées ne pourra opérer une nullité lorsque, soit le ministère public, soit la partie civile, soit le prévenu, ne se seront pas opposés à ce qu'elles soient entendues.

157. Les témoins qui ne satisferont pas à la citation pourront y être contraints par le tribunal, qui, à cet effet, et sur la réquisition du ministère public, prononcera, dans la même audience, sur le premier défaut, l'amende, et en cas d'un second défaut, la contrainte par corps. — Si le témoin non comparant est un esclave, il sera toujours contraignable par corps, sauf l'amende contre le maître si la non comparution provient de ce dernier.

158. Le témoin ou le maître de l'esclave ainsi condamné à l'amende sur le premier défaut, et qui, sur la seconde citation, produira devant le tribunal des excuses légitimes, pourra, sur les conclusions du ministère public, être déchargé de l'amende. — Si le témoin n'est pas cité de nouveau, il pourra volontairement comparaître, par lui ou par un fondé de procuration spéciale, à l'audience suivante, pour présenter ses excuses et obtenir, s'il y a lieu, décharge de l'amende.

159. Si le fait ne présente ni délit ni contravention de police, le tribunal annulera la citation et tout ce qui aura suivi, et statuera par le même jugement sur les demandes en dommages-intérêts.

160. Si le fait est un délit qui emporte une peine correctionnelle ou plus grave, le tribunal renverra les parties devant le procureur du roi.

161. Si le prévenu est convaincu de contravention de police, le tribunal prononcera la peine, et statuera par le même jugement sur les demandes en restitution et en dommages-intérêts.

162. La partie qui succombera sera condamnée aux frais, même envers la partie publique. — Les dépens seront liquidés par le jugement.

163. Tout jugement définitif de condamnation sera motivé, et les termes de la loi appliquée y seront insérés, à peine de nullité. — Il y sera fait mention s'il est rendu en dernier ressort ou en première instance.

164. La minute du jugement sera signée par le juge qui aura tenu l'au

dience, dans les vingt-quatre heures au plus tard, à peine de vingt-cinq francs d'amende contre le greffier et de prise à partie, s'il y a lieu, tant contre le greffier que contre le juge.

165. Le ministère public et la partie civile poursuivront l'exécution du jugement, chacun en ce qui le concerne.

§ II (*supprimé*).

166. *Supprimé.* — 167. *Supprimé.* — 168. *Supprimé.* — 169. *Supprimé.* — 170. *Supprimé.* — 171. *Supprimé.*

§ III. — De l'appel des jugemens de police.

172. Les jugemens rendus en matière de police pourront être attaqués par la voie de l'appel, lorsqu'ils prononceront un emprisonnement, ou lorsque les amendes, restitutions et autres réparations civiles excéderont la somme de cent francs, outre les dépens.

173. L'appel sera suspensif.

174. L'appel des jugemens rendus par le tribunal de police sera porté au tribunal de première instance, jugeant correctionnellement. — Cet appel sera interjeté, par déclaration au greffe, dans les dix jours de la signification de la sentence à personne ou domicile; il sera suivi et jugé dans la forme qui sera réglée par les articles suivans.

175. Lorsque, sur l'appel, le procureur du roi ou l'une des parties le requerra, les témoins pourront être entendus de nouveau, et il pourra même en être entendu d'autres.

176. Les dispositions des articles précédens sur la forme et les délais de la citation, la solennité de l'instruction, la nature des preuves, la forme, l'authenticité et la signature du jugement définitif, la condamnation aux frais, ainsi que les peines que ces articles prononcent, seront communes aux jugemens rendus sur l'appel, par le tribunal de première instance jugeant correctionnellement.

177. Le ministère public et les parties pourront, s'il y a lieu, se pourvoir en annulation contre les jugemens rendus en dernier ressort par le tribunal de police, ou contre les jugemens rendus par le tribunal de première instance, jugeant correctionnellement sur l'appel des jugemens de police. — Le recours aura lieu dans la forme et dans les délais qui seront prescrits.

178. Au commencement de chaque trimestre, les juges de paix transmettront au procureur du roi l'extrait des jugemens de police qui auront été rendus dans le trimestre précédent, et qui auront prononcé la peine d'emprisonnement. Cet extrait sera délivré sans frais par le greffier. — Le procureur du roi le déposera au greffe du tribunal de première instance. — Il en rendra un compte sommaire au procureur général près la cour royale.

CHAPITRE II. — Des tribunaux en matière correctionnelle.

179. La cour royale, constituée en chambre de police correctionnelle, connaîtra, en premier et dernier ressort, sauf l'exception portée en l'article suivant, de tous les délits auxquels la loi applique une peine dont le *maximum* excède quinze jours d'emprisonnement ou cent francs d'amende.

180. Les tribunaux de première instance, indépendamment de la compétence qui leur est attribuée par l'article 174, connaîtront en premier ressort, sous le titre de tribunaux correctionnels, des contraventions aux lois, ordonnances et réglemens sur le commerce étranger et sur les douanes, conformément à l'article 31 de notre ordonnance du 24 septembre 1828, sur

l'organisation judiciaire des colonies de la Martinique et de la Guadeloupe et dépendances.

181. S'il se commet un délit correctionnel dans l'enceinte et pendant la durée des audiences, soit d'une cour royale jugeant en matière civile ou en matière correctionnelle, soit d'une cour d'assises, le président dressera procès-verbal du fait, entendra le prévenu et les témoins, et la cour appliquera, sans désenparer, les peines prononcées par la loi. — Dans le cas où le délit aurait été commis à l'audience d'un tribunal de première instance, le juge royal dressera le procès-verbal, entendra les témoins et le prévenu, et pourra renvoyer celui-ci en état de mandat d'amener devant le juge d'instruction.

182. La cour royale sera saisie, en matière correctionnelle, de la connaissance des délits de sa compétence, soit par le renvoi qui lui en sera fait par la chambre d'accusation, soit par la citation donnée directement au prévenu et aux personnes civilement responsables du délit par la partie civile, et, dans tous les cas, par le ministère public. — Le tribunal de première instance, jugeant correctionnellement, sera saisi par les mêmes voies. — Est assimilée à la partie civile, l'administration des douanes.

183. La partie civile fera, par l'acte de citation, élection de domicile dans la ville où siège la cour ou le tribunal ; la citation énoncera les faits, et tiendra lieu de plainte.

184. Il y aura au moins un délai de trois jours, outre un jour par deux myriamètres, entre la citation et le jugement, à peine de nullité de la condamnation qui serait prononcée par défaut contre la personne citée. — Néanmoins cette nullité ne pourra être proposée qu'à la première audience, et avant toute exception ou défense.

185. Dans les affaires relatives à des délits qui n'entraîneront pas la peine d'emprisonnement, le prévenu pourra se faire représenter par un avoué. La cour ou le tribunal pourra néanmoins ordonner sa comparution en personne.

186. Si le prévenu ne comparait pas, il sera jugé par défaut.

187. La condamnation par défaut sera comme non avenue si, dans les cinq jours de la signification qui en aura été faite au prévenu ou à son domicile, outre un jour par cinq myriamètres, celui-ci forme opposition à l'exécution du jugement, et notifie son opposition tant au ministère public qu'à la partie civile. — Néanmoins les frais de l'expédition, de la signification du jugement par défaut et de l'opposition, demeureront à la charge du prévenu.

188. L'opposition emportera de droit citation à la première audience ; elle sera comme non avenue, si l'opposant n'y comparait pas. L'arrêt que la cour aura rendu sur l'opposition ne pourra être attaqué par la partie qui l'aura formée, si ce n'est par la voie du recours en cassation. — Quant au jugement rendu sur l'opposition par le tribunal de première instance jugeant correctionnellement, il pourra être attaqué par appel, ainsi qu'il sera dit ci-après. — Dans ce cas, le tribunal pourra, s'il y échet, accorder une provision ; et cette disposition sera exécutoire nonobstant appel.

189. La preuve des délits correctionnels se fera de la manière prescrite aux articles 154, 155 et 156 ci-dessus, concernant les contraventions de police. Les dispositions des articles 157 et 158 sont communes à la cour royale jugeant correctionnellement. — Les dispositions de l'article 154, celles de l'article 155, en ce qui concerne le serment des témoins, celles des articles 156, 157 et 158 ci-dessus, seront également observées par le tribunal de première instance jugeant correctionnellement. — Le greffier tiendra des notes exactes des noms, prénoms, âge, profession et demeure des témoins, de leur prestation de serment, de leurs dépositions, ainsi que des interroga-

toires des prévenus : ces notes seront signées du président et du greffier. — Hors le cas de preuve légale résultant de procès-verbaux, ainsi qu'il est dit en l'article 154, le tribunal de première instance, jugeant correctionnellement, se décidera d'après les preuves résultant soit de l'instruction écrite, soit des dépositions des témoins, et suivant son intime conviction.

190. Les affaires correctionnelles seront inscrites, selon l'ordre de leur présentation au greffe ou à l'audience, sur un registre tenu à cet effet, à la cour royale, par le greffier de la cour, et au tribunal de première instance, par le greffier du tribunal. — Elles seront instruites et jugées dans l'ordre indiqué par les juges saisis du procès. — L'instruction sera publique, à peine de nullité. — Le ministère public, la partie civile, ou son défenseur, exposeront l'affaire; les procès-verbaux ou rapports, s'il en a été dressé, seront lus par le greffier; les témoins pour et contre seront entendus, s'il y a lieu, et les reproches proposés et jugés; les pièces servant à conviction ou à décharge seront représentées aux témoins et aux parties; le prévenu sera interrogé; le prévenu et les personnes civilement responsables proposeront leur défense; le ministère public résumera l'affaire et donnera ses conclusions; le prévenu et les personnes civilement responsables du délit pourront répliquer. — Le jugement sera prononcé de suite, ou, au plus tard, à l'audience qui suivra celle où l'instruction aura été terminée; il sera rendu, en cour royale, à la majorité des voix; et en première instance, par le juge royal seul, qui toutefois sera tenu de prendre l'avis des juges-auditeurs présens à l'audience. — Le greffier portera sur la feuille du jour la minute du jugement, aussitôt qu'il aura été rendu.

191. Si le fait n'est réputé ni délit ni contravention de police, la cour ou le tribunal annulera l'instruction, la citation et tout ce qui aura suivi; renverra le prévenu, et statuera sur les demandes en dommages-intérêts.

192. Si le fait n'est qu'une contravention de police, et si la partie publique ou la partie civile n'a pas demandé le renvoi, la cour ou le tribunal appliquera la peine, et statuera, s'il y a lieu, sur les dommages-intérêts. — Dans ce cas, si le jugement a été rendu par le tribunal de première instance, il le sera en dernier ressort.

193. Si le fait est de nature à mériter une peine afflictive ou infamante, la cour ou le tribunal pourront décerner de suite le mandat de dépôt ou le mandat d'arrêt; si la cour ou le tribunal ont été saisis par voie de citation directe, ils renverront le prévenu devant le juge d'instruction. — S'ils ont été saisis par un renvoi de la chambre d'accusation, il sera procédé conformément aux dispositions du chapitre sur les réglemens de juges.

194. Tout jugement de condamnation rendu contre le prévenu et contre les personnes civilement responsables du délit, ou contre la partie civile, les condamnera aux frais, même envers la partie publique. — Les frais seront liquidés par le même jugement.

195. Dans le dispositif de tout jugement de condamnation, seront énoncés les faits dont les personnes citées seront jugées coupables ou responsables, la peine et les condamnations civiles. — Le texte de la loi dont on fera l'application sera lu à l'audience par le président; il sera fait mention de cette lecture dans le jugement, et le texte de la loi y sera inséré, sous peine de cent francs d'amende contre le greffier.

196. La minute du jugement sera signée au plus tard dans les vingt-quatre heures par les juges qui l'auront rendu. — Les greffiers qui livreront expédition d'un jugement avant qu'il ait été signé seront poursuivis comme faussaires. — Les officiers du ministère public se feront représenter, tous les mois, les minutes des jugemens; et, en cas de contravention au présent

article, ils en dresseront procès-verbal, pour être procédé ainsi qu'il appartiendra.

197. Le jugement sera exécuté à la requête du ministère public et de la partie civile, chacun en ce qui le concerne. — Néanmoins les poursuites pour le recouvrement des amendes et confiscations seront faites, au nom du ministère public, par le receveur de l'enregistrement.

198. Lorsque le jugement aura été rendu par le tribunal de première instance dans les matières énoncées en l'article 31 de notre ordonnance du 24 septembre 1828 sur l'organisation judiciaire, le procureur du roi sera tenu, dans les cinq jours de la prononciation, d'en envoyer extrait au contrôleur colonial remplissant les fonctions du ministère public près la commission d'appel. — Si le jugement a été rendu dans les matières énoncées en l'article 25 de ladite ordonnance, semblable extrait sera, dans les dix jours de la prononciation, envoyé par le procureur du roi au procureur général.

199. Les jugemens rendus par le tribunal de première instance dans les matières énoncées en l'article 31 de notre dite ordonnance du 24 septembre 1828 pourront être attaqués par la voie de l'appel.

200. Les appels desdits jugemens seront portés au conseil privé constitué en commission d'appel, conformément aux dispositions de l'article 179 de notre ordonnance du 9 février 1827. — Le mode de procéder devant le conseil privé est déterminé par une ordonnance particulière.

201. *Supprimé.*

202. La faculté d'appeler appartiendra, — 1° Aux parties prévenues ou responsables; — 2° A la partie civile, quant à ses intérêts civils seulement; — 3° A l'administration des douanes, tant pour ses intérêts civils que pour l'application de la peine; — 4° Au procureur du roi près le tribunal de première instance; — 5° Au contrôleur colonial.

203. Il y aura déchéance de l'appel, si la déclaration d'appeler n'a pas été faite, au greffe du tribunal qui a rendu le jugement, dix jours au plus tard après celui où il aura été prononcé; et, si le jugement est rendu par défaut, dix jours au plus tard après celui de la signification qui en aura été faite à la partie condamnée ou à son domicile, outre un jour par deux myriamètres. — Pendant ce délai et pendant l'instance de l'appel, il sera sursis à l'exécution du jugement.

204. La requête contenant les moyens d'appel pourra être remise, dans le même délai, au même greffe; elle sera signée de l'appelant, ou d'un avoué, ou de tout autre fondé de pouvoir spécial. — Dans ce dernier cas, le pouvoir sera annexé à la requête. — Cette requête pourra aussi être remise directement au secrétariat du conseil privé.

205. *Supprimé.*

206. La mise en liberté du prévenu acquitté ne pourra être suspendue, lorsqu'aucun appel n'aura été déclaré dans les dix jours de la prononciation du jugement.

207. La requête, si elle a été remise au greffe du tribunal de première instance, et les pièces seront envoyées par le procureur du roi au secrétariat du conseil privé, dans les vingt-quatre heures après la déclaration ou la remise de la notification d'appel.

208. *Supprimé.* — 209. *Supprimé.* — 210. *Supprimé.* — 211. *Supprimé.* — 212. *Supprimé.* — 213. *Supprimé.* — 214. *Supprimé.* — 215. *Supprimé.*

216. La partie civile, le prévenu, la partie publique et les personnes civilement responsables du délit, pourront se pourvoir en cassation contre les arrêts rendus par la cour royale dans les cas prévus par l'article 179.

TITRE II. — DES AFFAIRES QUI DOIVENT ÊTRE SOUMISES A LA CHAMBRE D'ACCUSATION, ET DES MISES EN ACCUSATION.

217. Le procureur général près la cour royale sera tenu de faire inscrire, sur un registre tenu au greffe, et coté et paraphé par le président de la cour, les affaires qui lui seront envoyées en exécution de l'article 127. Cette inscription aura lieu immédiatement après la réception des pièces. Il sera, en outre, tenu de mettre les affaires en état dans les cinq jours de la réception des pièces, et de faire son rapport dans les cinq jours suivans. — Pendant ce temps, la partie civile et le prévenu pourront fournir tels mémoires qu'ils estimeront convenables, sans que le rapport puisse être retardé.

218. Une section de la cour royale, spécialement formée à cet effet, sera tenue de se réunir, au moins une fois par semaine, en la chambre du conseil, pour entendre le rapport du procureur général et statuer sur ses réquisitions.

219. Il sera prononcé sur les affaires portées à la chambre d'accusation, dans l'ordre des rapports qui seront faits par le procureur général. — Celles dans lesquelles, soit le juge d'instruction, soit le procureur du roi, aura été d'avis qu'il n'y a lieu à suivre, passeront les premières, si les inculpés sont détenus. — Le président sera tenu de faire prononcer la section au plus tard dans les trois jours du rapport du procureur général.

220. Si l'affaire est de la nature de celles qui sont réservées à la cour des pairs, ou à la cour de cassation, ou au conseil privé, le procureur général est tenu d'en requérir la suspension et le renvoi, et la section, de l'ordonner.

221. Hors le cas prévu par l'article précédent, les juges examineront s'il existe contre le prévenu des preuves ou des indices d'un fait qualifié par la loi crime, délit ou contravention, et si ces preuves ou indices sont assez graves, soit pour ordonner le renvoi devant un tribunal de police ou un tribunal correctionnel, soit pour prononcer la mise en accusation.

222. Le greffier donnera aux juges, en présence du procureur général, lecture de toutes les pièces du procès; elles seront ensuite laissées sur le bureau, ainsi que les mémoires que la partie civile et le prévenu auront fournis.

223. La partie civile, le prévenu, les témoins ne paraîtront point.

224. Le procureur général, après avoir déposé sur le bureau sa réquisition écrite et signée, se retirera, ainsi que le greffier.

225. Les juges délibéreront entre eux sans désenparer et sans communiquer avec personne. — L'arrêt sera rendu à la majorité des voix, hors la présence des accusés, du public et du procureur général.

226. La cour statuera par un seul et même arrêt sur les délits connexes dont les pièces se trouveront en même temps produites devant elle.

227. Les délits sont connexes, soit lorsqu'ils ont été commis en même temps par plusieurs personnes réunies, soit lorsqu'ils ont été commis par différentes personnes, même en différens temps et en divers lieux, mais par suite d'un concert formé à l'avance entre elles, soit lorsque les coupables ont commis les uns pour se procurer les moyens de commettre les autres, pour en faciliter, pour en consommer l'exécution ou pour en assurer l'impunité.

228. Les juges pourront ordonner, s'il y échet, des informations nouvelles; — Ils pourront également ordonner, s'il y a lieu, l'apport des pièces servant à conviction, qui seront déposées au greffe du tribunal de première instance; — Le tout dans le plus court délai.

229. Si la cour n'aperçoit aucune trace d'un délit prévu par la loi, ou si

elle ne trouve pas des indices suffisans de culpabilité, elle ordonnera la mise en liberté de l'inculpé; ce qui sera exécuté sur-le-champ, s'il n'est retenu pour une autre cause.

230. Si la cour estime que l'inculpé doit être renvoyé à un tribunal de simple police, ou au tribunal de première instance jugeant correctionnellement, ou à la chambre correctionnelle de la cour, elle prononcera le renvoi et indiquera le tribunal qui doit en connaître. Dans le cas de renvoi à un tribunal de simple police, l'inculpé sera mis en liberté. Dans le cas de renvoi en police correctionnelle, la cour pourra maintenir les mandats de dépôt ou d'arrêt qui auront été délivrés par le juge d'instruction, ou en décerner d'office, s'il y a lieu.

231. Si le fait est qualifié crime par la loi, et que la cour trouve des charges suffisantes pour motiver la mise en accusation, elle ordonnera le renvoi du prévenu devant la cour d'assises compétente, et décernera une ordonnance de prise de corps.

232. Cette ordonnance contiendra le nom du prévenu, son signalement et son domicile, s'ils sont connus, l'exposé du fait et la nature du crime.

233. L'ordonnance de prise de corps sera insérée dans l'arrêt de mise en accusation, lequel contiendra l'ordre de conduire l'accusé dans la maison de justice établie près la cour où il sera renvoyé.

234. Les arrêts seront signés par chacun des juges qui les auront rendus; il y sera fait mention, tant de la réquisition du ministère public que du nom de chacun des juges.

235. Dans toutes les affaires, la cour royale, tant qu'elle n'aura pas décidé s'il y a lieu de prononcer la mise en accusation, pourra, seulement sur la réquisition du procureur général, soit qu'il y ait ou non une instruction commencée par les premiers juges, ordonner des poursuites, se faire apporter les pièces, informer ou faire informer, et statuer ensuite ce qu'il appartiendra.

236. Dans le cas du précédent article, un des membres de la section dont il est parlé en l'article 218 fera les fonctions de juge-instructeur.

237. Le juge entendra les témoins, ou commettra, pour recevoir leurs dépositions, un des juges du tribunal de première instance dans le ressort duquel ils demeurent, interrogera le prévenu, fera constater par écrit toutes les preuves ou indices qui pourront être recueillis, et décernera, suivant les circonstances, les mandats d'amener, de dépôt ou d'arrêt.

238. Le procureur général fera son rapport dans les cinq jours de la remise que le juge-instructeur lui aura faite des pièces.

239. Il ne sera décerné préalablement aucune ordonnance de prise de corps; et s'il résulte de l'examen qu'il y a lieu de renvoyer le prévenu à la cour d'assises ou au tribunal de police correctionnelle, l'arrêt portera cette ordonnance, ou celle de se représenter, si le prévenu a été admis à la liberté sous caution.

240. Seront, au surplus, observées les autres dispositions du présent code qui ne sont point contraires aux cinq articles précédens.

241. Dans tous les cas où le prévenu sera renvoyé devant la cour d'assises, le procureur général sera tenu de rédiger un acte d'accusation. — L'acte d'accusation exposera, — 1° La nature du délit qui forme la base de l'accusation; — 2° Le fait et toutes les circonstances qui peuvent aggraver ou diminuer la peine; le prévenu y sera dénommé et clairement désigné. — L'acte d'accusation sera terminé par le résumé suivant: — « En conséquence, N... est accusé d'avoir commis tel meurtre, tel vol, ou tel autre « crime, avec telle et telle circonstance. »

242. L'arrêt de renvoi et l'acte d'accusation seront signifiés à l'accusé, et il lui sera laissé copie du tout.

243. Dans les vingt-quatre heures qui suivront cette signification, l'accusé sera transféré de la maison d'arrêt dans la maison de justice établie près la cour où il doit être jugé.

244. Si l'accusé ne peut être saisi ou ne se présente point, on procédera contre lui par contumace, ainsi qu'il sera réglé ci-après au chapitre II du titre IV du présent livre.

245. Le procureur général donnera avis de l'arrêt de renvoi à la cour d'assises, tant au commissaire commandant de la commune dans laquelle se trouve le domicile de l'accusé, s'il est connu, qu'à celui du lieu où le délit a été commis.

246. L'inculpé, à l'égard duquel la cour royale aura décidé qu'il n'y a pas lieu au renvoi, soit à la cour d'assises, soit au tribunal correctionnel, soit au tribunal de police, ne pourra plus être traduit devant aucun de ces tribunaux à raison du même fait, à moins qu'il ne survienne de nouvelles charges.

247. Sont considérées comme charges nouvelles les déclarations des témoins, pièces et procès-verbaux qui, n'ayant pu être soumis à l'examen de la cour royale, sont cependant de nature, soit à fortifier les preuves que la cour aurait trouvées trop faibles, soit à donner aux faits de nouveaux développemens utiles à la manifestation de la vérité.

248. En ce cas, l'officier de police judiciaire ou le juge d'instruction, adressera, sans délai, copie des pièces et charges au procureur général près la cour royale; et sur la réquisition du procureur général, le président de la chambre d'accusation indiquera le juge devant lequel il sera, à la poursuite de l'officier du ministère public, procédé à une nouvelle instruction, conformément à ce qui a été prescrit. — Pourra toutefois le juge d'instruction décerner, s'il y a lieu, sur les nouvelles charges, et avant leur envoi au procureur général, un mandat de dépôt contre le prévenu qui aurait été déjà mis en liberté d'après les dispositions de l'article 229.

249. Le procureur du roi enverra, tous les huit jours, au procureur général, une notice de toutes les affaires criminelles, de police correctionnelle ou de simple police, qui seront survenues.

250. Lorsque, dans la notice des causes de police correctionnelle ou de simple police, le procureur général trouvera qu'elles présentent des caractères plus graves, il pourra ordonner l'apport des pièces dans la quinzaine seulement de la réception de la notice, pour ensuite être par lui fait, dans un autre délai de quinzaine du jour de la réception des pièces, telles réquisitions qu'il estimera convenables, et par la cour être ordonné, dans le délai de trois jours, ce qu'il appartiendra.

TITRE III. — DES ASSISES.

CHAPITRE I^{er}. — De la formation des cours d'assises.

251. Il sera tenu, dans chaque arrondissement, des assises pour juger les individus que la cour royale y aura renvoyés.

252. *Supprimé.*

253. Les cours d'assises seront composées ainsi qu'il est réglé par le chapitre IV du titre II de notre ordonnance du 24 septembre 1828 sur l'organisation judiciaire des colonies de la Martinique, de la Guadeloupe et de ses dépendances.

254. *Supprimé.* — 255. *Supprimé.* — 256. *Supprimé.*

257. Les membres de la cour royale qui auront voté la mise en accusation ne pourront, dans la même affaire, ni présider les assises ni assister le président, à peine de nullité; il en sera de même à l'égard du juge qui aura fait l'instruction.

258. Les assises pourront être tenues en d'autres lieux que ceux fixés, et ce, dans les cas prévus et d'après le mode indiqués par l'article 73 de notre dite ordonnance du 24 septembre 1828.

259. La tenue des assises aura lieu conformément à l'article 73 de l'ordonnance précitée.

260. Les affaires portées aux assises seront distribuées par le président de la session. — Les assises ne seront closes qu'après que toutes les affaires criminelles qui étaient en état lors de leur ouverture y auront été portées.

261. Lorsque des accusés ne seront arrivés dans la maison de justice qu'après le tirage des assesseurs, ou qu'après l'ouverture des assises, il leur sera donné connaissance des noms, profession et demeure des assesseurs qui doivent siéger aux assises; et ils ne pourront y être jugés que lorsqu'ils y auront consenti, que le ministère public ne s'y sera point opposé, et que le président l'aura ordonné. — Dans ce cas, le ministère public et les accusés seront considérés comme ayant renoncé à la faculté d'exercer aucune récusation contre les assesseurs antérieurement désignés par le sort. — Il sera dressé un procès-verbal constatant l'accomplissement des formalités prescrites par le présent article.

262. Les arrêts de la cour d'assises ne pourront être attaqués que par la voie de la cassation et dans les formes déterminées par la loi.

263. Si, depuis la notification faite aux assesseurs en exécution de l'article 400 du présent code, le président de la cour d'assises se trouve dans l'impossibilité de remplir ses fonctions, il sera remplacé par le plus ancien des autres juges de la cour royale, nommés ou délégués pour l'assister; et s'il n'est assisté d'aucun juge de la cour royale, par le juge royal.

264. En cas d'absence ou d'empêchement des autres membres de la cour royale, ils seront remplacés conformément aux dispositions de l'article 75, de notre ordonnance du 24 septembre 1828, sur l'organisation judiciaire.

265. Le procureur général pourra, même étant présent, déléguer ses fonctions à l'un de ses substituts. — Cette disposition est commune à la cour royale et à la cour d'assises.

§ 1^{er}. — Fonctions du président.

266. Le président est chargé d'entendre l'accusé lors de son arrivée dans la maison de justice. — Il pourra déléguer ces fonctions à l'un des juges de la cour ou au juge royal.

267. Il sera de plus chargé personnellement de diriger le débat, de présider à toute l'instruction, et de déterminer l'ordre entre ceux qui demanderont à parler. — Il aura la police de l'audience.

268. Le président est investi d'un pouvoir discrétionnaire, en vertu duquel il pourra prendre sur lui tout ce qu'il croira utile pour découvrir la vérité, et la loi charge son honneur et sa conscience d'employer tous ses efforts pour en favoriser la manifestation.

269. Il pourra, dans le cours des débats, appeler, même par mandat d'amener, et entendre toutes personnes, sans distinction de classes, ou se faire apporter toutes nouvelles pièces qui lui paraîtraient, d'après les nouveaux développemens donnés à l'audience, soit par les accusés, soit par les témoins, pouvoir répandre un jour utile sur le fait contesté. — Les témoins ainsi appelés ne prêteront point serment, et leurs déclarations ne s'e

ront considérées que comme renseignemens. — Le pouvoir accordé au président par le présent article ne pourra s'exercer, à l'égard des esclaves qu'il jugerait convenable d'appeler, que sous les conditions prescrites par l'article 322.

270. Le président devra rejeter tout ce qui tendrait à prolonger les débats sans donner lieu d'espérer plus de certitude dans les résultats.

§ II. — Fonctions du procureur général près la cour royale.

271. Le procureur général près la cour royale poursuivra, soit par lui-même, soit par son substitut, toute personne mise en accusation suivant les formes prescrites au titre II du présent livre. Il ne pourra porter à la cour aucune autre accusation, à peine de nullité, et, s'il y a lieu, de prise à partie contre lui.

272. Aussitôt que le procureur général ou son substitut aura reçu les pièces, il apportera tous ses soins à ce que les actes préliminaires soient faits et que tout soit en état, pour que les débats puissent commencer à l'époque de l'ouverture des assises.

273. Il assistera aux débats; il requerra l'application de la peine; il sera présent à la prononciation de l'arrêt.

274. Le procureur général, soit d'office, soit par les ordres du gouverneur, charge le procureur du roi de poursuivre les délits dont il a connaissance.

275. Il reçoit les dénonciations et les plaintes qui lui sont adressées directement, soit par un fonctionnaire public, soit par un simple particulier, et il en tient registre. — Il les transmet au procureur du roi.

276. Il fait, au nom de la loi, toutes les réquisitions qu'il juge utiles; la cour est tenue de lui en donner acte et d'en délibérer.

277. Les réquisitions du procureur général doivent être de lui signées; celles faites dans le cours d'un débat seront retenues par le greffier sur son procès-verbal; elles seront aussi signées par le procureur général. Toutes les décisions auxquelles auront donné lieu ces réquisitions seront signées par le juge qui aura présidé et par le greffier.

278. Lorsque la cour ne déférera pas à la réquisition du procureur général, l'instruction ni le jugement ne seront arrêtés ni suspendus, sauf, après l'arrêt, s'il y a lieu, le recours en cassation par le procureur général.

279. Tous les officiers de police judiciaire, même les juges d'instruction, sont soumis à la surveillance du procureur général. — Tous ceux qui, d'après l'article 9 du présent code, sont, à raison de fonctions, même administratives, appelés par la loi à faire quelques actes de police judiciaire, sont, sous ce rapport seulement, soumis à la même surveillance.

280. En cas de négligence des officiers de police judiciaire et des juges d'instruction, le procureur général les avertira; cet avertissement sera consigné par lui sur un registre tenu à cet effet.

281. En cas de récidive, le procureur général les dénoncera à la cour. — Sur l'autorisation de la cour, le procureur général les fera citer à la chambre du conseil. — La cour leur enjoindra d'être plus exacts à l'avenir, et les condamnera aux frais tant de la citation que de l'expédition et de la signification de l'arrêt.

282. Il y aura récidive, lorsque le fonctionnaire sera repris, pour quelque affaire que ce soit, avant l'expiration d'une année, à compter du jour de l'avertissement consigné sur le registre.

283. Dans tous les cas où le procureur général et les présidents sont autorisés à remplir les fonctions d'officier de police judiciaire ou de juge d'in-

struction, ils pourront déléguer au procureur du roi, au juge d'instruction et au juge de paix, même d'un canton voisin du lieu du délit, les fonctions qui leur sont respectivement attribuées, autres que le pouvoir de délivrer les mandats d'amener, de dépôt et d'arrêt contre les prévenus.

284. En cas d'empêchement du procureur général, il sera remplacé ainsi qu'il est dit en l'article 75 de notre ordonnance du 24 septembre 1828, sur l'organisation judiciaire.

285. *Supprimé.* — 286. *Supprimé.* — 287. *Supprimé.* — 288. *Supprimé.* — 289. *Supprimé.* — 290. *Supprimé.*

CHAPITRE II. — *De la procédure devant la cour d'assises.*

291. Quand l'accusation aura été prononcée, si l'affaire ne doit pas être jugée dans le lieu où siège la cour royale, le procès sera, par les ordres du procureur général, envoyé, dans les vingt-quatre heures, au greffe du tribunal de première instance du chef-lieu de l'arrondissement de la cour d'assises qui doit en connaître. — Dans tous les cas, les pièces servant à conviction seront réunies dans le même délai au greffe où doivent être remises les pièces du procès.

292. Les vingt-quatre heures courront du moment de la signification faite à l'accusé de l'arrêt de renvoi devant la cour d'assises. — L'accusé, s'il est détenu, sera, dans le même délai, envoyé dans la maison de justice du lieu où doivent se tenir les assises.

293. Vingt-quatre heures au plus tard après la remise des pièces au greffe et l'arrivée de l'accusé dans la maison de justice, celui-ci sera interrogé par le président de la cour d'assises ou par le juge qu'il aura délégué.

294. L'accusé sera interpellé de déclarer le choix qu'il aura fait d'un conseil pour l'aider dans sa défense; sinon, le juge lui en désignera un sur-le-champ, à peine de nullité de tout ce qui suivra. — Cette désignation sera comme non avenue, et la nullité ne sera pas prononcée, si l'accusé choisit un conseil.

295. Le conseil de l'accusé ne pourra être choisi par lui ou désigné par le juge, que parmi les avocats ou avoués exerçant près les tribunaux de la colonie.

296. L'exécution des deux précédens articles sera constatée par un procès-verbal que signeront l'accusé, le juge et le greffier; si l'accusé ne sait ou ne veut pas signer, le procès-verbal en fera mention.

297. *Supprimé.*

298. Le procureur général sera tenu, dans le mois de l'interrogatoire, de déclarer s'il se pourvoit en nullité. — Ce pourvoi n'aura lieu que dans l'intérêt de la loi.

299. La déclaration du procureur général doit énoncer l'objet de la demande en nullité. — Cette demande ne peut être formée que contre l'arrêt de renvoi à la cour d'assises, et dans les trois cas suivans : — 1° Si le fait n'est pas qualifié crime par la loi; — 2° Si le ministère public n'a pas été entendu; — 3° Si l'arrêt n'a pas été rendu par le nombre de juges fixé par la loi.

300. La déclaration doit être faite au greffe. — Aussitôt qu'elle aura été reçue par le greffier, l'expédition de l'arrêt sera délivrée au procureur général, qui la remettra au gouverneur, à l'effet d'être adressée à notre ministre de la marine et des colonies, et transmise au procureur général près la cour de cassation par l'intermédiaire de notre ministre de la justice.

301. Nonobstant la demande en nullité, l'instruction sera continuée, et il sera procédé aux débats et au jugement.

302. Le conseil pourra communiquer avec l'accusé après son interrogatoire. — Il pourra aussi prendre communication de toutes les pièces, sans déplacement et sans retarder l'instruction.

303. S'il y a de nouveaux témoins à entendre, et qu'ils résident hors du lieu où se tient la cour d'assises, le président, ou le juge qui le remplace, pourra commettre, pour recevoir leurs dépositions, soit le juge d'instruction de l'arrondissement où ils résident, et même d'un autre arrondissement, soit le juge de paix du canton où ils résident, ou même d'un autre canton; le magistrat délégué enverra ces dépositions, closes et cachetées, au greffier qui doit exercer ses fonctions à la cour d'assises.

304. Les témoins qui n'auront pas comparu sur la citation du président ou du juge commis par lui, et qui n'auront pas justifié qu'ils en étaient légitimement empêchés, ou qui refuseront de faire leurs dépositions, seront jugés par la cour d'assises, et punis conformément à l'article 80. — Si le témoin est un esclave, l'amende sera prononcée contre le maître, si c'est par son fait que l'esclave n'a pas comparu.

305. Les conseils des accusés pourront prendre ou faire prendre, à leurs frais, copie de telles pièces du procès qu'ils jugeront utiles à leur défense. — Il ne sera délivré gratuitement aux accusés, en quelque nombre qu'ils puissent être, et dans tous les cas, qu'une seule copie des procès-verbaux constatant le délit et des déclarations écrites des témoins. — Le président, les juges et le procureur général sont tenus de veiller à l'exécution du présent article.

306. Si le procureur général ou l'accusé ont des motifs pour demander que l'affaire ne soit pas portée à la première assise, ils présenteront au président de la cour d'assises une requête en prorogation de délai. — Le président décidera si cette prorogation doit être accordée; il pourra aussi, d'office, proroger le délai.

307. Lorsqu'il aura été formé, à raison du même délit, plusieurs actes d'accusation contre différens accusés, le procureur général pourra en requérir la jonction, et le président pourra l'ordonner, même d'office.

308. Lorsque l'acte d'accusation contiendra plusieurs délits non connexes, le procureur général pourra requérir que les accusés ne soient mis en jugement, quant à présent, que sur l'un ou quelques uns de ces délits, et le président pourra aussi l'ordonner d'office.

309. *Supprimé.*

CHAPITRE III. — *De l'examen, du jugement, et de l'exécution.*

SECTION 1^{re}. — *De l'examen.*

310. L'accusé comparaitra libre, et seulement accompagné de gardes pour l'empêcher de s'évader. — Le président lui demandera son nom, ses prénoms, son âge, sa profession, sa demeure, le lieu de sa naissance et la classe de la population à laquelle il appartient.

311. Le président avertira le conseil de l'accusé qu'il ne peut rien dire contre sa conscience ou contre le respect dû aux lois, et qu'il doit s'exprimer avec décence et modération.

312. A la première audience de chaque session d'assises, le président fera prêter aux assesseurs, debout et découverts, le serment prescrit par l'article 184 de notre ordonnance du 24 septembre 1828, sur l'organisation judiciaire; il prononcera la formule du serment dans les termes suivans : —
« Je jure et promets devant Dieu d'examiner avec l'attention la plus scrupuleuse les affaires qui me seront soumises pendant le cours de la présente

« session ; de ne trahir ni les intérêts des accusés , ni ceux de la société ; de
« n'écouter ni la haine ou la méchanceté , ni la crainte ou l'affection , et de
« ne me décider que d'après les charges , les moyens de défense et les dispo-
« sitions des lois , suivant ma conscience et mon intime conviction. »

313. Immédiatement après , le président avertira l'accusé d'être attentif à ce qu'il va entendre. — Il ordonnera au greffier de lire l'arrêt de la cour royale portant renvoi à la cour d'assises , et l'acte d'accusation. — Le greffier fera cette lecture à haute voix.

314. Après cette lecture , le président rappellera à l'accusé ce qui est contenu en l'acte d'accusation , et lui dira : « Voilà de quoi vous êtes accusé ;
« vous allez entendre les charges qui seront produites contre vous. »

315. Le procureur général exposera , s'il le juge nécessaire , le sujet de l'accusation ; il présentera ensuite la liste des témoins qui devront être entendus , soit à sa requête , soit à la requête de la partie civile , soit à celle de l'accusé. — Cette liste sera lue à haute voix par le greffier. — Elle ne pourra contenir que les témoins dont les noms , profession , condition et résidence auront été notifiés , vingt-quatre heures au moins avant l'examen de ces témoins , à l'accusé par le procureur général ou la partie civile , et au procureur général par l'accusé ; sans préjudice de la faculté accordée au président par l'article 269. — L'accusé et le procureur général pourront , en conséquence , s'opposer à l'audition d'un témoin qui n'aurait pas été indiqué ou qui n'aurait pas été clairement désigné dans l'acte de notification. — La cour , délibérant suivant le mode prescrit par l'article 78 de notre ordonnance du 24 septembre 1828 , sur l'organisation judiciaire , statuera de suite sur cette opposition.

316. Le président ordonnera aux témoins de se retirer dans la chambre qui leur sera destinée. Ils n'en sortiront que pour déposer. Le président prendra des précautions , s'il en est besoin , pour empêcher les témoins de conférer entre eux du délit et de l'accusé , avant leur déposition.

317. Les témoins déposeront séparément l'un de l'autre , dans l'ordre établi par le procureur général. Avant de déposer , ils prêteront , à peine de nullité , le serment de parler sans haine et sans crainte , de dire toute la vérité et rien que la vérité. — Le président leur demandera leurs noms , prénoms , âge , profession , condition , leur domicile ou résidence , s'ils connaissent l'accusé avant le fait mentionné dans l'acte d'accusation ; et , suivant la condition des individus , il pourra leur demander encore s'ils sont parens ou alliés , soit de l'accusé , soit de la partie civile , et à quel degré ; et s'ils ne sont pas attachés au service de l'un ou de l'autre : cela fait , les témoins déposeront oralement.

318. Le président fera tenir note , par le greffier , des additions , changemens ou variations qui pourraient exister entre la déposition d'un témoin et ses précédentes déclarations. — Le procureur général et l'accusé pourront requérir le président de faire tenir les notes de ces changemens , additions et variations.

319. Après chaque déposition , le président demandera au témoin si c'est de l'accusé présent qu'il a entendu parler. Il demandera ensuite à l'accusé s'il veut répondre à ce qui vient d'être dit contre lui. — Le témoin ne pourra être interrompu ; l'accusé ou son conseil pourront le questionner par l'organe du président , après sa déposition , et dire , tant contre lui que contre son témoignage , tout ce qui pourra être utile à la défense de l'accusé. — Le président pourra également demander au témoin et à l'accusé tous les éclaircissemens qu'il croira nécessaires à la manifestation de la vérité. — Les juges , les assesseurs et le procureur général auront la même faculté , en demandant

la parole au président. La partie civile ne pourra faire des questions, soit aux témoins, soit à l'accusé, que par l'organe du président.

320. Chaque témoin, après sa déposition, restera dans l'auditoire, si le président n'en a ordonné autrement, jusqu'à ce que la cour se soit retirée pour délibérer.

321. Après l'audition des témoins produits par le ministère public et par la partie civile, l'accusé fera entendre ceux dont il aura notifié la liste, soit sur les faits mentionnés dans l'acte d'accusation, soit pour attester qu'il est homme d'honneur, de probité et d'une conduite irréprochable. — Les citations faites à la requête des accusés seront à leurs frais, ainsi que les salaires des témoins cités, s'ils en requièrent; sauf au ministère public à faire citer à sa requête les témoins qui lui seront indiqués par l'accusé, dans le cas où il jugerait que leur déclaration peut être utile pour la découverte de la vérité. — Si l'accusé est un esclave, le maître aura également le droit de faire entendre les témoins dont il aura notifié la liste; et, dans ce cas, les citations seront à ses frais.

322. Ne pourront être reçues les dépositions, — 1^o Du père, de la mère, de l'aïeul, de l'aïeule, ou de tout autre ascendant de l'accusé, ou de l'un des accusés présens et soumis au même débat; — 2^o Des fils, fille, petit-fils, petite-fille, ou de tout autre descendant; — 3^o Des frères et sœurs; — 4^o Des alliés aux mêmes degrés; — 5^o Du mari ou de la femme, même après le divorce prononcé; — 6^o Des affranchis, à l'égard de celui de qui ils auront reçu la liberté; — 7^o Des dénonciateurs dont la dénonciation est récompensée pécuniairement par la loi. — Néanmoins l'audition des personnes ci-dessus désignées pourra avoir lieu lorsque, soit le procureur général, soit la partie civile, soit les accusés, ne s'opposeront pas à ce qu'elles soient entendues. — Les esclaves cités à charge ou à décharge ne pourront être entendus pour ou contre leur maître, qu'autant que l'accusé, le procureur général et la partie civile y auront consenti. En cas d'opposition, la cour, délibérant suivant le mode prescrit par l'article 78 de notre ordonnance du 24 septembre 1828 sur l'organisation judiciaire, pourra ordonner qu'ils seront entendus. Dans ces deux cas, leurs déclarations ne seront reçues qu'à titre de renseignemens et sans prestation de serment. — Lorsque, dans une affaire criminelle, la cour aura jugé convenable de recevoir la déclaration de l'esclave pour ou contre son maître, elle pourra, par une délibération prise en chambre du conseil, exposer au gouverneur la nécessité qu'il y aurait que l'esclave sortît de la possession de son maître. Le gouverneur statuera en conseil privé, constitué conformément aux dispositions de l'article 179 de notre ordonnance du 9 février 1827, sur la délibération de la cour. Il ordonnera la vente de l'esclave, qui ne pourra être acheté par les ascendans ou les descendans du maître de cet esclave. — En cas de vente de l'esclave, le produit en appartiendra à son maître.

323. Les dénonciateurs, autres que ceux récompensés pécuniairement par la loi, pourront être entendus en témoignage; mais la cour sera avertie de leur qualité de dénonciateur.

324. Les témoins produits par le procureur général ou par l'accusé seront entendus dans le débat, même lorsqu'ils n'auraient pas préalablement déposé par écrit, lorsqu'ils n'auraient reçu aucune assignation, pourvu, dans tous les cas, que ces témoins soient portés sur la liste mentionnée dans l'article 315.

325. Les témoins, par quelque partie qu'ils soient produits, ne pourront jamais s'interpeller entre eux.

326. L'accusé pourra demander, après qu'ils auront déposé, que ceux qu'il désignera se retirent de l'auditoire, et qu'un ou plusieurs d'entre eux

soient introduits et entendus de nouveau, soit séparément, soit en présence les uns des autres.—Le procureur général aura la même faculté.—Le président pourra aussi l'ordonner d'office.

327. Le président pourra, avant, pendant ou après l'audition d'un témoin, faire retirer un ou plusieurs accusés, et les examiner séparément sur quelques circonstances du procès; mais il aura soin de ne reprendre la suite des débats généraux qu'après avoir instruit chaque accusé de ce qui se sera fait en son absence, et de ce qui en sera résulté.

328. Pendant l'examen, les juges, les assesseurs et le procureur général pourront prendre note de ce qui leur paraîtra important, soit dans les dépositions des témoins, soit dans la défense de l'accusé, pourvu que la discussion n'en soit pas interrompue.

329. Dans le cours ou à la suite des dépositions, le président fera représenter à l'accusé toutes les pièces relatives au délit et pouvant servir à conviction; il l'interpellera de répondre personnellement s'il les reconnaît. Le président les fera représenter aux témoins, s'il y a lieu.

330. Si, d'après les débats, la déposition d'un témoin paraît fausse, le président pourra, sur la réquisition, soit du procureur général, soit de la partie civile, soit de l'accusé, et même d'office, faire sur-le-champ mettre le témoin en état d'arrestation. Le procureur général et le président, ou l'un des juges par lui commis, rempliront à son égard, le premier, les fonctions d'officier de police judiciaire; le second, les fonctions attribuées au juge d'instruction dans les autres cas. — Les pièces d'instruction seront ensuite transmises à la cour royale, pour y être statué sur la mise en accusation.

331. Dans le cas de l'article précédent, le procureur général, la partie civile ou l'accusé, pourront immédiatement requérir, et la cour ordonner, même d'office, le renvoi de l'affaire à la prochaine session.

332. Dans le cas où l'accusé, les témoins ou l'un d'eux ne parleraient pas la même langue ou le même idiome, le président nommera d'office, à peine de nullité, un interprète âgé de vingt-un ans au moins, et lui fera, sous la même peine, prêter serment de traduire fidèlement les discours à transmettre entre ceux qui parlent des langages différens.—L'accusé et le procureur général pourront récuser l'interprète, en motivant leur récusation.—La cour prononcera, après en avoir délibéré suivant le mode prescrit par l'article 78 de notre ordonnance du 24 septembre 1828 sur l'organisation judiciaire. — L'interprète ne pourra, même du consentement de l'accusé ni du procureur général, être pris parmi les témoins, les juges et les assesseurs.

333. Si l'accusé est sourd-muet, et ne sait pas écrire, le président nommera d'office pour son interprète la personne qui aura le plus d'habitude de converser avec lui.—Il en sera de même à l'égard du témoin sourd-muet.—Le surplus des dispositions du précédent article sera exécuté.— Dans le cas où le sourd-muet saurait écrire, le greffier écrira les questions et observations qui lui seront faites; elles seront remises à l'accusé ou au témoin, qui donneront par écrit leurs réponses ou déclarations. Il sera fait lecture du tout par le greffier.

334. Le président déterminera celui des accusés qui devra être soumis le premier aux débats, en commençant par le principal accusé, s'il y en a un.— Il se fera ensuite un débat particulier sur chacun des autres accusés.

335. A la suite des dépositions des témoins, et des dires respectifs auxquels elles auront donné lieu, la partie civile ou son conseil et le procureur général seront entendus, et développeront les moyens qui appuient l'accusation. — L'accusé et son conseil pourront leur répondre. — La réplique sera permise à la partie civile et au procureur général; mais l'accusé ou son

conseil auront toujours la parole les derniers. — Le président déclarera ensuite que les débats sont terminés.

336. La cour délibérera sur la position des questions de fait.

337. La question résultant de l'acte d'accusation sera posée en ces termes : — « L'accusé est-il coupable d'avoir commis tel meurtre, tel vol, ou tel autre crime? » — « Le crime a-t-il été commis avec telle ou telle circonstance? »

338. S'il résulte des débats une ou plusieurs circonstances aggravantes non mentionnées dans l'acte d'accusation, la cour posera en outre des questions sur ces circonstances. — S'il ressort des débats quelques circonstances de nature à modifier le fait qui est l'objet de l'accusation, il sera également posé des questions sur le fait ainsi modifié. — Dans tous les cas, les cours d'assises devront résoudre les questions résultant de l'arrêt de mise en accusation.

339. Lorsque l'accusé aura proposé pour excuse un fait admis comme tel par la loi, la question sera ainsi posée : — « Tel fait est-il constant? »

340. Si l'accusé a moins de seize ans, le président posera cette question : — « L'accusé a-t-il agi avec discernement? »

341. Le président donnera lecture à l'audience des questions telles qu'elles auront été arrêtées par la cour. — L'accusé, son conseil, la partie civile et le procureur général pourront faire, sur la position de ces questions, telles observations qu'ils jugeront convenables. — Si le procureur général, ou l'accusé, s'oppose à la position des questions telles qu'elles auront été présentées, la cour statuera conformément à l'article 78 de notre ordonnance du 24 septembre 1828.

342. Le président fera retirer ensuite l'accusé de l'auditoire, et la cour se rendra dans la chambre du conseil. Le président y fera le résumé de l'affaire. Il soumettra successivement à la délibération les questions qui auront été posées à l'audience. La discussion terminée, il recueillera les voix. Les assesseurs opineront les premiers, en commençant par le plus jeune. — Si, par le résultat de la délibération, la cour croit devoir modifier la position des questions, elle devra se conformer, en ce qui concerne les nouvelles questions posées, aux dispositions de l'article 341.

343. L'instruction suivante sera affichée en gros caractères dans le lieu le plus apparent de la chambre du conseil. — « La loi ne demande pas compte aux membres de la cour d'assises des moyens par lesquels ils se sont convaincus; elle ne leur prescrit point de règles desquelles ils doivent faire particulièrement dépendre la plénitude et la suffisance d'une preuve: elle leur prescrit de s'interroger eux-mêmes dans le silence et le recueillement, et de chercher, dans la sincérité de leur conscience, quelle impression ont faite sur leur raison les preuves rapportées contre l'accusé et les moyens de sa défense. La loi ne leur dit point: *Vous tiendrez pour vrai tout fait attesté par tel ou tel nombre de témoins*; elle ne leur dit point non plus: *Vous ne regarderez pas comme suffisamment établie toute preuve qui ne sera pas formée de tel procès-verbal, de telles pièces, de tant de témoins ou de tant d'indices*; elle ne leur fait que cette seule question, qui renferme toute la mesure de leurs devoirs: *Avez-vous une conviction intime?* »

344. Tous arrêts seront rendus à la simple majorité. Néanmoins la déclaration de culpabilité ne pourra être prononcée qu'à la majorité de cinq voix sur sept.

345. *Supprimé.* — 346. *Supprimé.* — 347. *Supprimé.* — 348. *Supprimé.* — 349. *Supprimé.* — 350. *Supprimé.* — 351. *Supprimé.* — 352. *Supprimé.*

353. L'examen et les débats, une fois entamés, devront être continués sans interruption et sans aucune espèce de communication au dehors. Le président ne pourra les suspendre que pendant les intervalles nécessaires pour le repos des membres de la cour d'assises, des témoins et des accusés.

354. Lorsqu'un témoin qui aura été cité ne comparaitra pas, la cour pourra, sur la réquisition du procureur général, et avant que les débats soient ouverts par la déposition du premier témoin inscrit sur la liste, renvoyer l'affaire à la prochaine session.

355. Si, à raison de la non-comparution d'un témoin, l'affaire est renvoyée à la session suivante, tous les frais de citation, actes, voyages de témoins, et autres ayant pour objet de faire juger l'affaire, seront à la charge de ce témoin; et il y sera contraint, même par corps, sur la réquisition du procureur général, par l'arrêt qui renverra les débats à la session suivante. — Le même arrêt ordonnera de plus que ce témoin sera amené par la force publique devant la cour, pour y être entendu. — Et néanmoins, dans tous les cas, le témoin qui ne comparaitra pas ou qui refusera, soit de prêter serment, soit de faire sa déposition, sera condamné à la peine portée par l'article 80. — Si le témoin est un esclave, et que ce soit par le fait ou du consentement du maître qu'il n'ait pas comparu, les condamnations pécuniaires énoncées ci-dessus seront prononcées contre le maître.

356. La voie de l'opposition sera ouverte contre ces condamnations, dans les dix jours de la signification qui en aura été faite au témoin condamné ou à son domicile, outre un jour par cinq myriamètres; et l'opposition sera reçue, s'il prouve qu'il a été légitimement empêché, ou que l'amende contre lui prononcée doit être modérée.

SECTION II. — Du jugement et de l'exécution.

357. Le président fera comparaître l'accusé, et lira en sa présence la déclaration de la cour sur la question de fait.

358. Lorsque l'accusé aura été déclaré non coupable, le président prononcera qu'il est acquitté de l'accusation, et ordonnera qu'il soit mis en liberté, s'il n'est retenu pour autre cause. — La cour statuera ensuite sur les dommages-intérêts respectivement prétendus, après que les parties auront proposé leurs fins de non-recevoir ou leurs défenses, et que le procureur général aura été entendu. — La cour pourra néanmoins, si elle le juge convenable, commettre l'un des juges pour entendre les parties, prendre connaissance des pièces, et faire son rapport à l'audience, où les parties pourront encore présenter leurs observations, et où le ministère public sera entendu de nouveau. — L'accusé acquitté pourra aussi obtenir des dommages-intérêts contre ses dénonciateurs pour fait de calomnie, sans néanmoins que les membres des autorités constituées puissent être ainsi poursuivis à raison des avis qu'ils sont tenus de donner concernant les délits dont ils ont cru acquérir la connaissance dans l'exercice de leurs fonctions, et sauf contre eux la demande en prise à partie, s'il y a lieu. — Le procureur général sera tenu, sur la réquisition de l'accusé, de lui faire connaître ses dénonciateurs.

359. Les demandes en dommages-intérêts formées, soit par l'accusé contre ses dénonciateurs ou la partie civile, soit par la partie civile contre l'accusé ou le condamné, seront portées à la cour d'assises. — La partie civile est tenue de former sa demande en dommages-intérêts avant le jugement; plus tard, elle sera non recevable. — Il en est de même de l'accusé, s'il a connu son dénonciateur. — Dans le cas où l'accusé n'aurait connu son dénonciateur que depuis le jugement, mais avant la fin de la session, il sera tenu, sous peine de déchéance, de porter sa demande à la cour d'assises; s'il ne l'a

connu qu'après la clôture de la session, sa demande sera portée au tribunal civil. — A l'égard des tiers qui n'auraient pas été parties au procès, ils s'adresseront au tribunal civil.

360. Toute personne acquittée légalement ne pourra plus être reprise ni accusée à raison du même fait.

361. Lorsque, dans le cours des débats, l'accusé aura été inculqué sur un autre fait, soit par des pièces, soit par les dépositions des témoins, le président, après avoir prononcé qu'il est acquitté de l'accusation, ordonnera qu'il soit poursuivi à raison du nouveau fait : en conséquence, il le renverra en état de mandat de comparution ou d'amener, suivant les distinctions établies par l'article 91, et même en état de mandat d'arrêt, s'il y échet, devant le juge d'instruction, pour être procédé à une nouvelle instruction. — Cette disposition ne sera toutefois exécutée que dans le cas où, avant la clôture des débats, le procureur général aura fait des réserves à fin de poursuite.

362. Lorsque l'accusé aura été déclaré coupable, le procureur général fera sa réquisition à la cour pour l'application de la loi. — La partie civile fera la sienne pour restitution et dommages-intérêts.

363. Le président demandera à l'accusé s'il n'a rien à dire pour sa défense. — L'accusé ni son conseil ne pourront plus plaider que le fait est faux, mais seulement qu'il n'est pas défendu ou qualifié délit par la loi, ou qu'il ne mérite pas la peine dont le procureur général a requis l'application, ou qu'il n'emporte pas de dommages-intérêts au profit de la partie civile, ou enfin que celle-ci élève trop haut les dommages-intérêts qui lui sont dus.

364. La cour prononcera l'absolution de l'accusé si le fait dont il est déclaré coupable n'est pas défendu par une loi pénale.

365. Si ce fait est défendu, la cour prononcera la peine établie par la loi, même dans le cas où, d'après les débats, il se trouverait n'être plus de la compétence de la cour d'assises. — En cas de conviction de plusieurs crimes ou délits, la peine la plus forte sera seule prononcée.

366. Dans le cas d'absolution comme dans celui d'acquiescement ou de condamnation, la cour statuera sur les dommages-intérêts prétendus par la partie civile ou par l'accusé ; elle les liquidera par le même arrêt ou commettra l'un des juges pour entendre les parties, prendre connaissance des pièces et faire du tout son rapport, ainsi qu'il est dit en l'article 358. — La cour ordonnera aussi que les effets pris seront restitués au propriétaire.

367. Lorsque l'accusé aura été déclaré excusable, la cour prononcera conformément au Code pénal.

368. L'accusé ou la partie qui succombera sera condamné aux frais envers l'état et envers l'autre partie.

369. Les magistrats et les assesseurs délibéreront et opineront à voix basse ; ils pourront, pour cet effet, se retirer dans la chambre du conseil : mais l'arrêt sera prononcé à haute voix par le président, en présence du public et de l'accusé. — Avant de le prononcer, le président est tenu de lire le texte de la loi sur laquelle il est fondé. — Le greffier écrira l'arrêt ; il y insérera le texte de la loi appliquée ; il y fera mention que l'arrêt a été rendu à la majorité fixée par l'article 344 du présent code : le tout sous peine de cent francs d'amende.

370. La minute de l'arrêt sera signée par les magistrats et les assesseurs qui l'auront rendu, à peine de cent francs d'amende contre le greffier, et, s'il y a lieu, de prise à partie tant contre le greffier que contre les membres de la cour d'assises. — Elle sera signée dans les vingt-quatre heures de la prononciation de l'arrêt.

371. Après avoir prononcé l'arrêt, le président pourra, selon les circon-

stances, exhorter l'accusé à la fermeté, à la résignation, ou à réformer sa conduite. Il l'avertira de la faculté qui lui est accordée de se pourvoir en cassation, et du terme dans lequel l'exercice de cette faculté est circonscrit.

372. Le greffier dressera un procès-verbal de la séance, à l'effet de constater que les formalités prescrites ont été observées.—Il ne sera fait mention au procès-verbal ni des réponses des accusés ni du contenu aux dépositions, sans préjudice toutefois de l'exécution de l'article 318, concernant les changemens, variations et contradictions dans les déclarations des témoins.—Le procès-verbal sera signé par le président et par le greffier. — Le défaut de procès-verbal sera puni de cinq cents francs d'amende contre le greffier.

373. Le condamné aura trois jours francs, après celui où son arrêt lui aura été prononcé, pour déclarer au greffe qu'il se pourvoit en cassation. — Le procureur général pourra, dans le même délai, déclarer au greffe qu'il demande la cassation de l'arrêt. — La partie civile aura aussi le même délai, mais elle ne pourra se pourvoir que quant aux dispositions relatives à ses intérêts civils. — Pendant ces trois jours, et s'il y a eu recours en cassation, jusqu'à la réception de l'arrêt de la cour de cassation, il sera sursis à l'exécution de l'arrêt de la cour.

374. Dans les cas prévus par les articles 418 à 421 du présent code, le procureur général ou la partie civile n'auront que vingt-quatre heures pour se pourvoir.

375. La condamnation sera exécutée dans les vingt-quatre heures qui suivront les délais mentionnés en l'article 373, s'il n'y a point de recours en cassation, ou, en cas de recours, dans les vingt-quatre heures de la réception de l'arrêt de la cour de cassation qui aura rejeté la demande. — Toutefois, il n'est pas dérogé aux dispositions de l'article 50 de notre ordonnance du 9 février 1827, concernant le recours en grace.

376. La condamnation sera exécutée par les ordres du procureur général : il aura le droit de requérir directement, pour cet effet, l'assistance de la force publique.

377. Si le condamné veut faire une déclaration, elle sera reçue par un des juges du lieu de l'exécution, assisté du greffier.

378. Le procès-verbal d'exécution sera, sous peine de deux cents francs d'amende, dressé par le greffier et transcrit par lui dans les vingt-quatre heures au pied de la minute de l'arrêt. La transcription sera signée par lui; et il fera mention du tout, sous la même peine, en marge du procès-verbal : cette mention sera également signée, et la transcription fera preuve comme le procès-verbal même.

379. Lorsque, pendant les débats qui auront précédé l'arrêt de condamnation, l'accusé aura été inculpé, soit par des pièces, soit par des dépositions de témoins, sur d'autres crimes que ceux dont il était accusé, si ces crimes nouvellement manifestés méritent une peine plus grave que les premiers, ou si l'accusé a des complices en état d'arrestation, la cour ordonnera qu'il soit poursuivi à raison de ces nouveaux faits, suivant les formes prescrites par le présent code. — Dans ces deux cas, le procureur général surseoirà à l'exécution de l'arrêt qui a prononcé la première condamnation, jusqu'à ce qu'il ait été statué sur le second procès.

380. Toutes les minutes des arrêts rendus par les cours d'assises tenues à Saint-Pierre ou à la Pointe-à-Pitre, ou dans les communes de ces arrondissemens, seront réunies et déposées au greffe du tribunal de première instance établi au chef-lieu de l'arrondissement; et celles des arrêts rendus par les cours d'assises tenues au Fort-Royal ou à la Basse-Terre, ou dans des communes de ces arrondissemens, seront réunies et déposées au greffe de la

cour royale. Le procureur général vérifiera toutes ces minutes, ainsi que les procès-verbaux d'assises, et sera tenu de requérir, s'il y a lieu, devant la cour royale, les condamnations contre les magistrats, dans les cas prévus par le présent code.

CHAPITRE IV. — *Des assesseurs, et du tirage au sort de ceux qui doivent être appelés à faire partie des cours d'assises.*

SECTION I^{re}. — Des assesseurs.

381. Le collège des assesseurs sera composé conformément au titre IV de notre ordonnance du 24 septembre 1828, sur l'organisation judiciaire. — Les assesseurs devront être âgés au moins de trente ans révolus.

382. Les fonctions d'assesseur sont incompatibles avec celles de membre du conseil privé, de membre de l'ordre judiciaire, de ministre du culte et de militaire en activité de service dans les armées de terre ou de mer. — Les empêchemens pour les juges, à raison de leur parenté ou de leur alliance entre eux, seront applicables aux assesseurs, soit entre eux, soit entre eux et les juges, soit entre eux et les accusés ou la partie civile.

383. Nul ne peut être assesseur dans la même affaire où il aura été officier de police judiciaire, témoin, interprète, expert ou partie.

384. Les assesseurs qui manqueraient à leur service seront passibles des peines ci-après, savoir : l'amende, l'affiche de l'arrêt de condamnation, l'exclusion du collège des assesseurs. — Ces peines seront prononcées par les trois magistrats appelés à siéger à la cour d'assises.

385. La liste des trente assesseurs de l'arrondissement sera notifiée à chacun des accusés au plus tard la veille du tirage prescrit par l'article 388.

SECTION II. — Du tirage au sort des assesseurs et de la manière de les convoquer.

386. Douze jours avant l'époque fixée pour l'ouverture des assises, il sera procédé de la manière suivante au tirage des assesseurs nécessaires pour le service de la cour d'assises, d'après les dispositions des articles 67 et 68 de notre ordonnance du 24 septembre 1828.

387. Le tirage des assesseurs qui doivent être appelés aux assises se fera, savoir : dans l'arrondissement où siège la cour royale, par le président de la cour royale, et dans les autres arrondissemens, par le juge royal du tribunal de première instance établi au chef-lieu de l'arrondissement.

388. Ce tirage aura lieu en la chambre du conseil, en présence du ministère public, des accusés et de leurs défenseurs. — A cet effet, le juge chargé du tirage déposera un à un dans une urne, après les avoir lus à haute et intelligible voix, les noms des assesseurs de l'arrondissement écrits sur un bulletin. — Ne seront point mis dans l'urne les noms des assesseurs qui auraient fait le service pendant les six mois précédens, sauf les exceptions portées aux articles 393 et 395 ci-après.

389. Cette première opération terminée, le juge tirera successivement chaque bulletin de l'urne, et lira le nom qui s'y trouve inscrit.

390. Les accusés, quel que soit leur nombre, auront la faculté d'exercer cinq récusations péremptoires ; le ministère public pourra en exercer deux. Lorsque les accusés ne se seront point concertés pour exercer leurs récusations, l'ordre des récusations s'établira entre eux d'après la gravité de l'accusation. — Dans le cas d'accusation de crimes de même gravité contre divers individus, l'ordre des récusations sera déterminé entre ceux-ci par la voie du sort.

391. La liste des assesseurs sera définitivement formée lorsque le magistrat chargé du tirage aura obtenu, par le sort, le nombre d'assesseurs nécessaire

au service de la session, sans qu'il y ait eu de récusation ou lorsque les récusations auront été épuisées. — Procès-verbal du tout sera dressé par le greffier, et signé du magistrat qui aura présidé au tirage.

392. Sept jours au moins avant l'ouverture des assises, notification sera faite à chacun des assesseurs de l'extrait du procès-verbal constatant qu'il fait partie de la cour d'assises. — Cette notification sera faite, pour l'arrondissement où siège la cour royale, à la diligence du procureur général; et pour les autres arrondissements, à celle du procureur du roi du tribunal de première instance dans le ressort duquel est domicilié l'assesseur. — Elle contiendra sommation de se trouver aux jour, lieu et heure indiqués pour l'ouverture des assises.

393. Si, au jour indiqué, un ou plusieurs assesseurs n'avaient pas satisfait à cette notification, le nombre des assesseurs sera complété par le président de la cour d'assises. — Ils seront pris, par la voie du sort, parmi les assesseurs qui résident dans la ville où se tiennent les assises. — Le ministère public et l'accusé auront chacun le droit de récuser un des assesseurs du chef-lieu que le sort aura désignés pour le remplacement de chaque assesseur absent ou empêché. — L'assesseur tombé au sort sera tenu de faire le service des assises, lors même qu'il l'aurait déjà fait pendant les six mois précédents.

394. En cas d'assises extraordinaires, le tirage au sort aura lieu sur les noms de trente assesseurs de l'arrondissement. Le service des assises extraordinaires n'exemptera pas du service des assises ordinaires.

395. La cour d'assises connaîtra, suivant le mode prescrit par l'article 78 de notre ordonnance précitée, sur l'organisation judiciaire, des excuses présentées par les assesseurs ou en leur nom. — Dans le cas où elle ne les jugerait pas légitimes, elle condamnera, même par corps, le ministère public entendu, les assesseurs qui les auront produites, à une amende qui sera, pour la première fois, de deux cents francs au moins et de cinq cents francs au plus; et pour la seconde fois, de cinq cents francs au moins et de mille francs au plus. — Si l'assesseur encourt une troisième condamnation, l'amende sera de mille francs au moins et de deux mille francs au plus, et il pourra en outre être expulsé du collège des assesseurs. — Les amendes seront versées à la caisse coloniale, au profit du bureau de bienfaisance de la commune où l'assesseur est domicilié. Le recouvrement en sera poursuivi à la requête du procureur général et à la diligence des receveurs de l'enregistrement. — Les arrêts de condamnation seront publiés dans les journaux de la colonie, et les arrêts d'exclusion seront, de plus, affichés dans les lieux ordinaires, aux frais de l'assesseur exclu, et au nombre d'exemplaires fixé par la cour.

396. Les dispositions de l'article précédent seront applicables à tout assesseur qui, même s'étant rendu à son poste, se retirerait avant la fin de la session sans l'autorisation de la cour. — Les assesseurs qui ne se présenteront pas dans le costume fixé par l'article 268 de notre ordonnance sur l'organisation judiciaire, seront considérés comme ayant refusé de siéger.

397. Les mêmes amendes que celles indiquées par l'article 395 pourront être prononcées, et le paiement poursuivi de la même manière, contre les médecins ou tous autres qui auraient délivré des certificats que la cour aurait cru devoir rejeter.

398. Si, par quelque événement, l'examen des accusés, sur les délits ou sur quelques uns des délits compris dans l'acte ou dans les actes d'accusation, est renvoyé à la session suivante, l'accusé ne pourra être jugé par aucun des assesseurs qui auront fait partie de la cour d'assises de laquelle est émané l'arrêt de renvoi.

TITRE IV. — DES MANIÈRES DE SE POURVOIR CONTRE LES ARRÊTS OU JUGEMENTS.

CHAPITRE 1^{er}. — *Demandes en annulation.*

399. La voie d'annulation est ouverte aux parties et au ministère public contre les jugemens rendus en dernier ressort par les tribunaux de police, pour incompétence, excès de pouvoir, et contraventions à la loi. — La même voie est ouverte au procureur général, mais seulement dans l'intérêt de la loi, contre les jugemens du tribunal de première instance statuant sur l'appel des jugemens des tribunaux de police, et contre les jugemens de ces tribunaux qui auraient acquis force de chose jugée.

400. La violation ou l'omission de l'une ou de plusieurs des formalités prescrites à peine de nullité au titre I^{er}, livre II du présent Code, donnera lieu sur la poursuite des parties ou du procureur général, d'après les distinctions établies en l'article précédent, à l'annulation du jugement et de ce qui a précédé, à partir du plus ancien acte nul. — Il en sera de même tant dans le cas d'incompétence que lorsqu'il aura été omis ou refusé de prononcer, soit sur une ou plusieurs demandes de l'inculpé, soit sur une ou plusieurs réquisitions du ministère public, tendant à user d'une faculté ou d'un droit accordé par la loi, bien que la peine de nullité ne fût pas textuellement attachée à l'absence de la formalité dont l'exécution aura été demandée ou requise.

401. Lorsque le renvoi de l'inculpé aura été prononcé, nul ne pourra se prévaloir contre lui de la violation ou omission des formes prescrites pour assurer sa défense.

402. Lorsque la peine prononcée sera la même que celle portée par la loi qui s'applique à la contravention, l'annulation du jugement ne pourra être demandée sous le prétexte qu'il y aurait erreur dans la citation du texte de la loi.

403. Le recours en annulation, contre les jugemens préparatoires et d'instruction ou les jugemens en dernier ressort de cette qualité, ne sera ouvert qu'après le jugement définitif : l'exécution volontaire de tels jugemens préparatoires ne pourra, en aucun cas, être opposée comme fin de non-recevoir. — La présente disposition ne s'applique point aux jugemens rendus sur la compétence.

404. Le délai de pourvoi en annulation sera, pour le ministère public et les parties, de trois jours francs après celui où le jugement aura été prononcé. — Pendant ces trois jours, et s'il y a eu recours, jusqu'à la réception de l'arrêt de la cour royale, il sera sursis à l'exécution du jugement. La déclaration de recours sera faite au greffe par la partie condamnée, et signée d'elle et du greffier; et si le déclarant ne peut ou ne veut signer, le greffier en fera mention. — Cette déclaration pourra être faite, dans la même forme, par l'avoué de la partie condamnée, ou par un fondé de pouvoir spécial; dans ce dernier cas, le pouvoir demeurera annexé à la déclaration. — Elle sera inscrite sur un registre à ce destiné; ce registre sera public, et toute personne aura le droit de s'en faire délivrer des extraits.

405. Lorsque le recours en annulation sera exercé, soit par la partie civile, s'il y en a une, soit par le ministère public, ce recours, outre l'inscription énoncée dans l'article précédent, sera, dans le délai de trois jours, notifié à la partie contre laquelle il sera dirigé, soit à sa personne, soit au domicile par elle élu. Le délai sera augmenté d'un jour par chaque distance de trois myriamètres. — La partie civile qui se sera pourvue en annulation est tenue de joindre aux pièces une expédition authentique du jugement. — Elle est

tenue, à peine de déchéance, de consigner une amende de cent francs, ou de la moitié de cette somme si le jugement est rendu par défaut. — Les condamnés de condition libre et les personnes civilement responsables sont également tenues de consigner l'amende.

406. Sont dispensés de l'amende les agens publics pour affaires qui concernent directement l'administration et les domaines ou revenus de l'état. — A l'égard de toutes autres personnes, l'amende sera encourue par celles qui succomberont dans leur recours. Seront néanmoins dispensées de la consigner, celles qui joindront à leur demande en annulation un certificat d'indigence à elles délivré par le commissaire commandant de la commune de leur domicile ou par son lieutenant, visé et approuvé par le directeur général de l'intérieur.

407. Les condamnés, en matière de police, à une peine emportant privation de la liberté, ne seront pas admis à se pourvoir en annulation, lorsqu'ils ne seront pas actuellement en état, ou lorsqu'ils n'auront pas été mis en liberté sous caution. — L'acte de leur écrou, ou de leur mise en liberté sous caution, sera annexé à l'acte de recours en annulation. — Néanmoins, lorsque le recours en annulation sera motivé sur l'incompétence, il suffira au demandeur, pour que son recours soit reçu, de justifier qu'il s'est actuellement constitué dans la maison de justice du lieu où siège la cour royale.

408. Le condamné ou la partie civile, soit en faisant sa déclaration, soit dans les dix jours suivans, pourra déposer au greffe du tribunal qui aura rendu le jugement attaqué une requête contenant ses moyens d'annulation. Le greffier lui en donnera reconnaissance, et remettra sur-le-champ cette requête au magistrat chargé du ministère public.

409. Après les dix jours qui suivront la déclaration, ce magistrat fera passer au procureur général les pièces du procès, et les requêtes des parties, si elles en ont déposé. — Le greffier du tribunal qui aura rendu le jugement attaqué rédigera sans frais et joindra un inventaire des pièces, sous peine de cent francs d'amende, laquelle sera prononcée par la cour royale. — Dans les vingt-quatre heures de la réception de ces pièces, le procureur général les déposera au greffe de la cour royale. — Les condamnés pourront aussi transmettre directement au greffe de la cour royale, soit leur requête, soit les expéditions ou copies signifiées tant du jugement que de leur demande en annulation. Néanmoins la partie civile ne pourra user du bénéfice de la présente disposition sans le ministère d'un avoué.

410. La cour royale pourra statuer sur le recours en annulation aussitôt après l'expiration des délais portés au présent chapitre, et devra y statuer dans quinzaine au plus tard, à compter du jour où ces délais seront expirés.

411. La cour royale rejettera la demande ou annulera le jugement sans qu'il soit besoin d'un arrêt préalable d'admission. — L'affaire sera jugée sur rapport d'un des membres de la cour, en audience publique. Le procureur général sera toujours entendu.

412. Lorsque la cour royale annulera un jugement rendu en matière de police, elle prononcera le renvoi devant l'un des tribunaux de police des cantons limitrophes, lequel statuera définitivement. Lorsque l'annulation sera prononcée pour cause d'incompétence, la cour royale renverra les parties devant les juges qui devront en connaître. — Lorsque le jugement sera annulé parce que le fait qui aura donné lieu à l'application de la peine ne constituera ni délit ni contravention, le renvoi, s'il y a une partie civile, sera fait devant la juridiction civile. Dans ce cas, le tribunal civil sera saisi sans citation préalable en conciliation. S'il n'y a pas de partie civile, aucun renvoi ne sera prononcé. — Les dispositions du présent article ne seront

point applicables au cas où l'annulation serait prononcée seulement dans l'intérêt de la loi.

413. La partie civile qui succombera dans son recours en annulation sera condamnée à une indemnité de cent cinquante francs, et aux frais envers la partie acquittée, absoute ou renvoyée. La partie civile sera de plus condamnée envers l'état à une amende de cent cinquante francs, ou de soixante-quinze francs seulement, si le jugement a été rendu par défaut. — Les administrations ou régies de l'état et les agens publics qui succomberont ne seront condamnés qu'aux frais et à l'indemnité.

414. Lorsque le jugement aura été annulé, l'amende consignée sera rendue sans aucun délai, en quelques termes que soit conçu l'arrêt qui aura statué sur le recours, et quand même il aurait omis d'en ordonner la restitution.

415. Lorsqu'une demande en annulation aura été rejetée, la partie qui l'avait formée ne pourra plus se pourvoir en annulation contre ce même jugement, sous quelque prétexte et par quelque moyen que ce soit.

416. L'arrêt de la cour royale qui aura rejeté la demande sera délivré, dans le délai de trois jours, au procureur général près cette cour, qui l'adressera au greffe du tribunal qui aura rendu le jugement attaqué. — Lorsque le jugement aura été annulé, expédition de l'arrêt d'annulation sera, à la diligence du procureur général, transcrite en marge ou à la suite du jugement annulé. Le greffier devra certifier au procureur général de l'exécution de cette disposition.

CHAPITRE II. — *Des demandes en cassation.*

SECTION I^{re}. — Des nullités en matière criminelle.

417. Lorsque l'accusé aura subi une condamnation, et que, dans l'instruction et la procédure qui auront été faites devant la cour d'assises, ou dans l'arrêt de condamnation, il y aura eu violation ou omission des dispositions des articles 253 et 257 du présent code, sur la composition des cours d'assises; de l'article 383, sur les motifs d'incapacité des assesseurs; de l'article 385, sur la notification de la liste des assesseurs aux accusés; des articles 390 et 393, sur l'exercice du droit de récusation; de l'article 294, sur le choix d'un défenseur, et, à défaut de choix, sur la nomination d'un défenseur d'office; de l'article 317, sur le serment à exiger des témoins; de l'article 332, sur la nomination et le serment d'un interprète; de l'article 344, sur la majorité nécessaire pour la déclaration de culpabilité, et de l'article 369, sur l'insertion au jugement des termes de la loi pénale appliquée: cette violation ou cette omission donnera lieu, sur la poursuite de la partie condamnée, ou du ministère public, à la cassation de l'arrêt de condamnation et de ce qui l'a précédé, à partir du plus ancien acte nul. — Il en sera de même, tant dans les cas d'incompétence que lorsqu'il y aura eu violation ou fausse application des lois pénales, ou violation des dispositions de l'article 4 de notre ordonnance du 24 septembre 1828, sur l'organisation judiciaire, en ce qui concerne la publicité et l'obligation de motiver les arrêts.

418. Dans le cas d'acquiescement de l'accusé, la cassation de l'arrêt qui l'aura prononcé et de ce qui l'aura précédé ne pourra être poursuivie par le ministère public que dans l'intérêt de la loi et sans préjudicier à la partie acquittée.

419. Lorsque la nullité procédera de ce que l'arrêt aura prononcé une peine autre que celle appliquée par la loi à la nature du crime, la cassation de l'arrêt pourra être poursuivie tant par le ministère public que par la partie condamnée. — La même action appartiendra au ministère public contre les arrêts d'absolution mentionnés en l'article 364, si l'absolution a été pro-

noncée sur le fondement de la non-existence d'une loi pénale qui pourtant aurait existé.

420. Lorsque la peine prononcée sera la même que celle portée par la loi qui s'applique au crime, nul ne pourra demander la cassation de l'arrêt, sous prétexte qu'il y aurait erreur dans la citation du texte de la loi.

421. Dans aucun cas, la partie civile ne pourra poursuivre la cassation d'un arrêt d'acquiescement ou d'un arrêt d'absolution; mais si l'arrêt a prononcé contre elle des condamnations civiles supérieures aux demandes de la partie acquittée ou absoute, cette disposition de l'arrêt pourra être annulée sur la demande de la partie civile.

SECTION II. — Des nullités en matière correctionnelle.

422. Les voies de cassation exprimées en l'article 417 sont, en matière correctionnelle, respectivement ouvertes à la partie poursuivie pour un délit, au ministère public, et à la partie civile, s'il y en a une, contre tous arrêts, sans distinction de ceux qui ont prononcé le renvoi de la partie ou sa condamnation. — Néanmoins, lorsque le renvoi de cette partie aura été prononcé, nul ne pourra se prévaloir contre elle de la violation ou omission des formes prescrites pour assurer sa défense. — La disposition de l'article 420 est applicable aux arrêts rendus en matière correctionnelle.

SECTION III. — Dispositions communes aux deux sections précédentes.

423. Dans le cas où la cour de cassation annulera une instruction, elle pourra ordonner que les frais de la procédure à recommencer seront à la charge de l'officier ou du juge-instructeur qui aura commis la nullité. — Néanmoins, la présente disposition n'aura lieu que pour des fautes très graves, et à l'égard seulement des nullités qui seront commises deux ans après la mise en activité du présent code.

SECTION IV. — Des formes, des délais et des effets du pourvoi en cassation.

424. Le recours en cassation contre les arrêts préparatoires et d'instruction ne sera ouvert qu'après l'arrêt définitif; l'exécution volontaire de tels arrêts préparatoires ne pourra, en aucun cas, être opposée comme fin de non-recevoir. — La présente disposition sera applicable aux arrêts par lesquels, soit une cour d'assises, soit une cour royale jugeant correctionnellement, statuant sur leur compétence, auront retenu la connaissance du procès.

425. Les dispositions de l'article 373 du présent code, sur le pourvoi en cassation contre les arrêts des cours d'assises, sont applicables au pourvoi en cassation contre les arrêts des cours royales jugeant correctionnellement.

426. La déclaration du recours sera faite au greffe par la partie condamnée, et signée d'elle et du greffier; et si le déclarant ne peut ou ne veut signer, le greffier en fera mention: cette déclaration pourra être faite dans la même forme, par l'avoué de la partie condamnée, ou par un fondé de pouvoir spécial; dans ce dernier cas, le pouvoir demeurera annexé à la déclaration; elle sera inscrite sur un registre à ce destiné; ce registre sera public, et toute personne aura le droit de s'en faire délivrer des extraits. — Lorsque le recours en cassation, contre un arrêt rendu en matière criminelle ou correctionnelle, sera exercé, soit par la partie civile, s'il y en a une, soit par le ministère public, ce recours, outre l'inscription énoncée au présent article, sera notifié à la partie contre laquelle il sera dirigé, dans le délai de trois jours. Lorsque cette partie sera actuellement détenue, l'acte contenant la déclaration de recours lui sera lu par le greffier; elle le si-

gnera, ou si elle ne le veut ou ne le peut, le greffier en fera mention ; lorsqu'elle sera en liberté, le demandeur en cassation lui notifiera son recours par le ministère d'un huissier, soit à sa personne, soit au domicile par elle élu ; le délai sera, en ce cas, augmenté d'un jour par chaque distance de trois myriamètres, si la partie demeure dans la colonie ; si la partie demeure hors de la colonie, la signification sera faite, dans les trois jours, au parquet du procureur général, qui transmettra la copie suivant les règles ordinaires.

427. La partie civile qui se sera pourvue en cassation est tenue de joindre aux pièces une expédition authentique de l'arrêt ; elle est tenue, à peine de déchéance, de consigner une amende de cent cinquante francs, ou de la moitié de cette somme si l'arrêt est rendu par contumace ou par défaut. — Sont dispensés de l'amende, 1° les condamnés en matière criminelle ; 2° les agens publics pour affaires qui concernent directement l'administration ou les domaines et revenus de l'état. A l'égard de toutes autres personnes, l'amende sera encourue par celles qui succomberont dans leur recours. Seront néanmoins dispensées de la consigner, celles qui joindront à leur demande en cassation un certificat d'indigence à elles délivré par le commissaire commandant de leur commune ou par son lieutenant, visé et approuvé par le directeur général de l'intérieur.

428. Les condamnés, même en matière correctionnelle, à une peine emportant privation de la liberté, ne seront point admis à se pourvoir en cassation, lorsqu'ils ne seront pas actuellement en état, ou lorsqu'ils n'auront pas été mis en liberté sous caution : l'acte de leur écrou ou de leur mise en liberté sous caution, sera annexé à l'acte de recours en cassation.

429. Le condamné ou la partie civile, soit en faisant sa déclaration, soit dans les dix jours suivans, pourra déposer au greffe de la cour qui aura rendu l'arrêt attaqué une requête contenant ses moyens de cassation : le greffier lui en donnera reconnaissance, et remettra sur-le-champ cette requête au magistrat chargé du ministère public. — Ce magistrat fera passer au gouverneur les pièces du procès et les requêtes des parties, si elles en ont déposé. Le greffier de la cour qui aura rendu l'arrêt rédigera sans frais et joindra un inventaire des pièces, sous peine de cent francs d'amende, laquelle sera prononcée par le conseil privé. Le gouverneur adressera à notre ministre secrétaire d'état de la marine et des colonies, par le premier navire qui partira pour France, toutes les pièces du procès.

430. Dans les vingt-quatre heures de la réception de ces pièces, notre ministre de la marine et des colonies les adressera au ministre de la justice, pour être transmises à la cour de cassation. — Les condamnés pourront transmettre directement au greffe de la cour de cassation, soit leurs requêtes, soit les expéditions ou copies signifiées, tant de l'arrêt que de leur demande.

431. La cour de cassation devra statuer toutes affaires cessantes, et dans la quinzaine au plus tard à compter du jour du dépôt des pièces en son greffe. — Elle rejettera la demande, ou annulera l'arrêt, sans qu'il soit besoin d'un arrêt préalable d'admission.

432. Lorsque la cour de cassation annulera un arrêt rendu en matière correctionnelle par une cour royale, elle renverra le procès et les parties devant une autre cour royale. — Lorsqu'un arrêt de cour d'assises sera annulé, le procès sera renvoyé devant une cour d'assises autre que celle qui aura rendu l'arrêt, et constituée de la même manière. Toutefois, si l'arrêt est annulé aux chefs seulement qui concernent les intérêts civils, le renvoi aura lieu devant un tribunal de première instance autre que celui auquel

aura appartenu le juge d'instruction ; dans ce cas , le tribunal sera saisi sans citation préalable en conciliation. — En matière criminelle ou correctionnelle, si l'arrêt et la procédure sont annulés pour cause d'incompétence, la cour de cassation renverra le procès devant les juges qui doivent en connaître, et les désignera. Toutefois, si la compétence se trouvait appartenir au tribunal de première instance où siège le juge qui aurait fait la première instruction, le renvoi sera fait à un autre tribunal de première instance. Lorsque l'arrêt sera annulé parce que le fait qui aura donné lieu à une condamnation se trouvera n'être pas un délit qualifié par la loi, le renvoi, s'il y a une partie civile, sera fait devant un tribunal de première instance autre que celui auquel aura appartenu le juge d'instruction ; et s'il n'y a pas de partie civile, aucun renvoi ne sera prononcé.

433. Dans le cas où la cour de cassation est autorisée à choisir une cour ou un tribunal pour le jugement d'une affaire renvoyée, ce choix ne pourra résulter que d'une délibération spéciale, prise en la chambre du conseil immédiatement après la prononciation de l'arrêt de cassation, et dont il sera fait mention expresse dans cet arrêt.

434. Si l'arrêt d'une cour d'assises a été annulé pour avoir prononcé une peine autre que celle que la loi applique à la nature du crime, ou pour avoir prononcé l'absolution de l'accusé dans un cas où le fait, déclaré constant, était qualifié crime ou délit par la loi, la cour d'assises à qui le procès sera renvoyé rendra son arrêt d'après la déclaration de la première cour sur la question de fait. — Si l'arrêt a été annulé pour autre cause, il sera procédé à de nouveaux débats devant la cour d'assises à laquelle le procès sera renvoyé. — La cour de cassation n'annulera qu'une partie de l'arrêt, lorsque la nullité ne viciera qu'une ou quelques unes de ses dispositions.

435. L'accusé dont la condamnation aura été annulée, et qui devra subir un nouveau jugement au criminel, sera traduit, en état d'arrestation, et en exécution de l'ordonnance de prise de corps, devant la cour d'assises à laquelle son procès sera renvoyé.

436. La partie civile qui succombera dans son recours, soit en matière criminelle, soit en matière correctionnelle, sera condamnée à une indemnité de cent cinquante francs, et aux frais envers la partie acquittée, absoute ou renvoyée ; la partie civile sera de plus condamnée envers l'état à une amende de cent cinquante francs, ou de soixante-quinze francs seulement si l'arrêt a été rendu par contumace ou par défaut. — Les administrations des régies de l'état, et les agens publics qui succomberont, ne seront condamnés qu'aux frais et à l'indemnité.

437. Lorsque l'arrêt aura été annulé, l'amende consignée sera rendue sans aucun délai, en quelques termes que soit conçu l'arrêt qui aura statué sur le recours, et quand même il aurait omis d'en ordonner la restitution.

438. Lorsqu'une demande en cassation aura été rejetée, la partie qui l'avait formée ne pourra plus se pourvoir en cassation contre ce même arrêt, sous quelque prétexte et par quelque moyen que ce soit.

439. L'arrêt qui aura rejeté la demande en cassation sera délivré dans les trois jours au procureur général près la cour de cassation, par simple extrait signé du greffier, lequel sera adressé par duplicata au ministre de la marine et des colonies, et renvoyé par celui-ci au gouverneur de la colonie dans laquelle aura été rendu l'arrêt. Le gouverneur transmettra cet extrait au procureur général de la cour royale.

440. Lorsqu'après une première cassation, le deuxième arrêt sur le fond sera attaqué par les mêmes moyens, il sera procédé ainsi qu'il est prescrit par la loi du 30 juillet 1828, sur l'interprétation des lois.

SECTION V. — Du pourvoi en cassation sur l'ordre du gouvernement.

441. Lorsque sur l'exhibition d'un ordre formel à lui donné par le ministre de la justice, sur la demande de notre ministre de la marine, le procureur général près la cour de cassation dénoncera à la section criminelle des actes judiciaires, arrêts ou jugemens contraires à la loi, ces actes, arrêts ou jugemens pourront être annulés, et les officiers de police ou les juges poursuivis, s'il y a lieu, de la manière exprimée au chapitre III du titre V du présent livre.

SECTION VI. — Du pourvoi en cassation dans l'intérêt de la loi.

442. Lorsqu'il aura été rendu par une cour royale, ou par une cour d'assises, un arrêt sujet à cassation, et contre lequel néanmoins aucune des parties n'aurait réclamé dans le délai déterminé, le procureur général près la cour de cassation pourra, en vertu d'un ordre du ministre de la justice, donné sur la demande du ministre de la marine, ou même d'office, et nonobstant l'expiration du délai, en donner connaissance à la cour de cassation; l'arrêt sera cassé, mais dans l'intérêt de la loi seulement, et sans que les parties puissent s'en prévaloir pour s'opposer à son exécution.

CHAPITRE III. — Des demandes en révision.

443. Lorsqu'un accusé aura été condamné pour un crime, et qu'un autre accusé aura aussi été condamné par un autre arrêt comme auteur du même crime, si les deux arrêts ne peuvent se concilier et sont la preuve de l'innocence de l'un ou de l'autre condamné, l'exécution des deux arrêts sera suspendue par l'ordre du gouverneur. — Le gouverneur, soit d'office, soit sur la réclamation des condamnés ou de l'un d'eux, ou du procureur général, chargera le contrôleur colonial de déférer les deux arrêts au conseil privé. — Ledit conseil, après avoir vérifié que les deux arrêts ne peuvent se concilier, annulera les deux arrêts, et renverra les accusés, pour être procédé, sur les actes d'accusation subsistans, devant une cour d'assises autrement composée que celles qui auront rendu les deux arrêts.

444. Lorsqu'après une condamnation pour homicide, il sera, d'ordre exprès du gouverneur, adressé au conseil privé des pièces représentées postérieurement à la condamnation et propres à faire naître de suffisans indices sur l'existence de la personne dont la mort supposée aurait donné lieu à la condamnation, le conseil privé pourra, préparatoirement, désigner un conseiller de la cour royale ou le juge royal pour vérifier l'existence et l'identité de la personne prétendue homicidée, et les constater par l'interrogatoire de cette personne, par audition de témoins et par tous les moyens propres à mettre en évidence le fait destructif de la condamnation. — L'exécution de la condamnation sera de plein droit suspendue par l'ordre du gouverneur. — Le conseil privé, sur le rapport du magistrat délégué, et après avoir interrogé de nouveau la personne prétendue homicidée, prononcera sur l'identité ou la non-identité de cette personne, pourra annuler l'arrêt de condamnation, et même renvoyer, s'il y a lieu, l'affaire à une cour d'assises autrement composée que celle qui en aurait primitivement connu.

445. Lorsque, après une condamnation contre un accusé, l'un ou plusieurs des témoins qui avaient déposé à charge contre lui seront poursuivis pour avoir porté un faux témoignage dans le procès, et si l'accusation en faux témoignage est admise contre eux, ou même s'il est décerné contre eux des mandats d'arrêt, il sera sursis à l'exécution de l'arrêt de condam-

nation, quand même le conseil privé aurait précédemment déclaré qu'il n'y avait pas lieu à surseoir.—Si les témoins sont ensuite condamnés pour faux témoignage à charge, le gouverneur, soit d'office, soit sur la réclamation de l'individu condamné par le premier arrêt, soit, si le condamné est un esclave, sur la réclamation de son maître, chargera le contrôleur colonial de dénoncer le fait au conseil privé. — Ce conseil, après avoir vérifié la déclaration de la cour d'assises sur le point de fait qui aura servi de base au second arrêt, annulera le premier arrêt, si d'après cette décision les témoins sont convaincus de faux témoignage à charge contre le premier condamné; et, pour être procédé contre l'accusé sur l'acte d'accusation subsistant, il renverra devant une cour d'assises autrement composée que celles qui auront rendu soit le premier, soit le second arrêt. — Les témoins condamnés pour faux témoignage ne pourront être entendus dans les nouveaux débats. — Si les accusés de faux témoignage sont acquittés, le sursis sera levé de droit, et l'arrêt de condamnation sera exécuté.

446. Dans les cas prévus par les articles 443, 444 et 445, le conseil privé se constituera conformément aux dispositions de l'article 179 de notre ordonnance du 9 février 1827. — Aux mêmes cas et lorsque les membres de la cour qui n'auront pas coopéré auxdits arrêts ne seront pas en nombre suffisant pour la composition de la nouvelle cour, ce nombre sera complété en appelant, soit le juge royal, soit des juges-auditeurs ayant l'âge requis, ou à leur défaut des magistrats honoraires ou des avocats-avoués. — Les arrêts du conseil privé seront motivés et rendus en audience publique : toutefois le nombre des assistans ne pourra excéder le triple de celui des membres du conseil.—Les arrêts du conseil privé, en matière de révision, ne seront pas susceptibles d'être attaqués par voie de cassation.

447. Lorsqu'il y aura lieu de réviser une condamnation pour la cause exprimée en l'article 444, et que cette condamnation aura été portée contre un individu mort depuis, le conseil privé créera un curateur à sa mémoire, avec lequel se fera l'instruction, et qui exercera tous les droits du condamné. — Si, par le résultat de la nouvelle procédure, la première condamnation se trouve avoir été portée injustement, le nouvel arrêt déchargera la mémoire du condamné de l'accusation qui avait été portée contre lui.

TITRE V.—DE QUELQUES PROCÉDURES PARTICULIÈRES.

CHAPITRE 1^{er}.—*Du faux.*

448. Dans tous les procès pour faux en écriture, la pièce arguée de faux, aussitôt qu'elle aura été produite, sera déposée au greffe, signée et paraphée à toutes les pages par le greffier, qui dressera un procès-verbal détaillé de l'état matériel de la pièce, et par la personne qui l'aura déposée, si elle sait signer, ce dont il sera fait mention; le tout à peine de cent francs d'amende contre le greffier qui l'aura reçue sans que cette formalité ait été remplie.

449. Si la pièce arguée de faux est tirée d'un dépôt public, le fonctionnaire qui s'en dessaisira la signera aussi et la paraphera comme il vient d'être dit, sous peine d'une pareille amende.

450. La pièce arguée de faux sera de plus signée par l'officier de police judiciaire, et par la partie civile ou son avoué, si ceux-ci se présentent. — Elle le sera également par le prévenu, au moment de sa comparution. — Si les comparans ou quelques uns d'entre eux ne peuvent pas ou ne veulent pas signer, le procès-verbal en fera mention. — En cas de négligence ou d'omission, le greffier sera puni de cent francs d'amende.

451. Les plaintes et dénonciations en faux pourront toujours être suivies, lors même que les pièces qui en sont l'objet auraient servi de fondement à des actes judiciaires ou civils.

452. Tout dépositaire public ou particulier de pièces arguées de faux est tenu, sous peine d'y être contraint par corps, de les remettre, sur l'ordonnance donnée par l'officier du ministère public ou par le juge d'instruction. — Cette ordonnance et l'acte de dépôt lui serviront de décharge envers tous ceux qui auront intérêt à la pièce.

453. Les pièces qui seront fournies pour servir de comparaison seront signées et paraphées, comme il est dit aux trois premiers articles du présent chapitre pour la pièce arguée de faux, et sous les mêmes peines.

454. Tous dépositaires publics pourront être contraints, même par corps, à fournir les pièces de comparaison qui seront en leur possession: l'ordonnance par écrit et l'acte de dépôt leur serviront de décharge envers ceux qui pourraient avoir intérêt à ces pièces.

455. S'il est nécessaire de déplacer une pièce authentique, il en sera laissé au dépositaire une copie collationnée, laquelle sera vérifiée, sur la minute ou l'original, par le juge royal, qui en dressera procès-verbal; et si le dépositaire est une personne publique, cette copie sera par lui mise au rang de ses minutes, pour en tenir lieu jusqu'au renvoi de la pièce, et il pourra en délivrer des grosses ou expéditions, en faisant mention du procès-verbal. — Néanmoins, si la pièce se trouve faire partie d'un registre, de manière à ne pouvoir en être momentanément distraite, le tribunal pourra, en ordonnant l'apport du registre, dispenser de la formalité établie par le présent article.

456. Les écritures privées peuvent aussi être produites pour pièces de comparaison, et être admises à ce titre, si les parties intéressées les reconnaissent. — Néanmoins les particuliers qui, même de leur aveu, en sont possesseurs ne peuvent être immédiatement contraints à les remettre; mais si, après avoir été cités devant le tribunal saisi pour faire cette remise ou déduire les motifs de leur refus, ils succombent, l'arrêt ou le jugement pourra ordonner qu'ils y seront contraints par corps.

457. Lorsque les témoins s'expliqueront sur une pièce du procès, ils la parapheront et la signeront; et, s'ils ne peuvent signer, le procès-verbal en fera mention.

458. Si, dans le cours de l'instruction ou d'une procédure, une pièce produite est arguée de faux par l'une des parties, elle sommera l'autre de déclarer si elle entend se servir de la pièce.

459. La pièce sera rejetée du procès si la partie déclare qu'elle ne veut pas s'en servir, ou si, dans le délai de huit jours, elle ne fait aucune déclaration; et il sera passé outre à l'instruction et au jugement. — Si la partie déclare qu'elle entend se servir de la pièce, l'instruction sur le faux sera suivie incidemment devant la cour ou le tribunal saisi de l'affaire principale.

460. Si la partie qui a argué de faux la pièce soutient que celui qui l'a produite est l'auteur ou le complice du faux, ou s'il résulte de la procédure que l'auteur ou le complice du faux soit vivant, et la poursuite du crime non éteinte par la prescription, l'accusation sera suivie criminellement dans les formes ci-dessus prescrites. — Si le procès est engagé au civil, il sera sursis au jugement jusqu'à ce qu'il ait été prononcé sur le faux. — S'il s'agit de crimes, délits ou contraventions, la cour ou le tribunal saisi est tenu de décider préalablement, et après avoir entendu l'officier chargé du ministère public, s'il y a lieu ou non à surseoir.

461. Le prévenu, ou l'accusé, pourra être requis de produire et de former

un corps d'écriture; en cas de refus ou de silence, le procès-verbal en fera mention.

462. Si une cour ou un tribunal trouve, dans la visite d'un procès, même civil, des indices sur un faux et sur la personne qui l'a commis, l'officier chargé du ministère public ou le président transmettra les pièces au substitut du procureur général près le juge d'instruction, soit du lieu où le délit paraîtra avoir été commis, soit du lieu où le prévenu pourra être saisi, et il pourra même délivrer le mandat d'amener.

463. Lorsque des actes authentiques auront été déclarés faux en tout ou en partie, la cour ou le tribunal qui aura connu du faux ordonnera qu'ils soient rétablis, rayés ou réformés, et du tout il sera dressé procès-verbal. — Les pièces de comparaison seront renvoyées dans les dépôts d'où elles auront été tirées, ou seront remises aux personnes qui les auront communiquées, le tout dans le délai de quinzaine à compter du jour de l'arrêt ou du jugement, à peine d'une amende de cent francs contre le greffier.

464. Le surplus de l'instruction sur le faux se fera comme sur les autres délits, sauf l'exception suivante : — Les présidens des cours d'assises et les juges de paix pourront continuer hors de leur ressort les visites nécessaires chez les personnes soupçonnées d'avoir fabriqué, introduit, distribué de faux papiers royaux, de faux billets de banque de France ou des colonies françaises. — La présente disposition a lieu également pour le crime de fausse monnaie ou de contrefaction du sceau de l'état ou du sceau colonial.

CHAPITRE II. — *Des contumaces.*

465. Lorsqu'après un arrêt de mise en accusation; l'accusé n'aura pu être saisi, ou ne se présentera pas dans les dix jours de la notification qui en aura été faite à son domicile, — Ou lorsqu'après s'être présenté ou avoir été saisi, il se sera évadé, — Le président de la cour d'assises, ou, en son absence, le magistrat chargé de le remplacer, rendra une ordonnance portant qu'il sera tenu de se représenter dans un nouveau délai de dix jours; sinon, qu'il sera déclaré rebelle à la loi, qu'il sera procédé contre lui, et que toute personne est tenue d'indiquer le lieu où il se trouve; et en outre, suivant sa qualité, qu'il sera suspendu de l'exercice des droits de citoyen, que ses biens seront séquestrés pendant l'instruction de la contumace, et que toute action en justice lui sera interdite pendant le même temps. — Cette ordonnance fera de plus mention du crime et de l'ordonnance de prise de corps.

466. Cette ordonnance sera publiée au son de trompe ou de caisse, le dimanche suivant, et affichée à la porte du domicile de l'accusé, à celle de son maître s'il est esclave, à celle du commissaire commandant de la commune ou de son lieutenant, et à celle de l'auditoire de la cour d'assises. — Le procureur général ou le procureur du roi adressera aussi cette ordonnance au receveur de l'enregistrement du domicile du contumax.

467. Après un délai de dix jours, il sera procédé au jugement de la contumace.

468. Aucun conseil, aucun avoué ne pourra se présenter pour défendre l'accusé contumax. — Si l'accusé est absent du territoire de la colonie, ou s'il est dans l'impossibilité absolue de se rendre, ses parens ou ses amis pourront présenter son excuse et en plaider la légitimité.

469. Si la cour trouve l'excuse légitime, elle ordonnera qu'il sera sursis au jugement de l'accusé et au séquestre de ses biens, pendant un temps qui sera fixé, eu égard à la nature de l'excuse et à la distance des lieux.

470. Hors ce cas, il sera procédé de suite à la lecture de l'arrêt de renvoi à la cour d'assises, de l'acte de la notification de l'ordonnance ayant pour objet la représentation du contumax, et des procès-verbaux dressés pour en constater la publication et l'affiche. — Après cette lecture, la cour, sur les conclusions du procureur général ou de son substitut, prononcera sur la contumace. — Si l'instruction n'est pas conforme à la loi, la cour la déclarera nulle, et ordonnera qu'elle sera recommencée à partir du plus ancien acte illégal. — Si l'instruction est régulière, la cour prononcera sur l'accusation, et statuera sur les intérêts civils, le tout conformément à l'article 77 de l'ordonnance du 24 septembre 1828.

471. Si le contumax est condamné, ses biens seront, à partir de l'exécution de l'arrêt, considérés et régis comme biens d'absent, et le compte du séquestre sera rendu à qui il appartiendra, après que la condamnation sera devenue irrévocable par l'expiration du délai donné pour purger la contumace.

472. Extrait du jugement de condamnation sera, dans les trois jours de la prononciation, à la diligence du procureur général ou de son substitut, affiché par l'exécuteur des jugemens criminels à un poteau qui sera planté au milieu de l'une des places publiques de la ville chef-lieu de l'arrondissement où le crime aura été commis. — Pareil extrait sera, dans le même délai, adressé au receveur de l'enregistrement du domicile du contumax.

473. Le recours en cassation ne sera ouvert contre les jugemens de contumace qu'au procureur général, dans les cas prévus par l'article 442, et à la partie civile en ce qui la regarde.

474. En aucun cas, la contumace d'un accusé ne suspendra ni ne retardera de plein droit l'instruction à l'égard de ses coaccusés présens. — La cour pourra ordonner, après le jugement de ceux-ci, la remise des effets déposés au greffe comme pièces de conviction, lorsqu'ils seront réclamés par les propriétaires ou ayans-droit. Elle pourra aussi ne l'ordonner qu'à charge de représenter, s'il y a lieu. — Cette remise sera précédée d'un procès-verbal de description, dressé par le greffier, à peine de cent francs d'amende.

475. Durant le séquestre, il peut être accordé des secours à la femme, aux enfans, au père ou à la mère de l'accusé, s'ils sont dans le besoin. — Ces secours seront réglés par l'autorité administrative.

476. Si l'accusé se constitue prisonnier, ou s'il est arrêté avant que la peine soit éteinte par prescription, le jugement rendu par contumace et les procédures faites contre lui seront anéantis de plein droit depuis l'ordonnance de se représenter, et il sera procédé à son égard dans la forme ordinaire. — Si cependant la condamnation par contumace était de nature à emporter la mort civile, et si l'accusé n'a été arrêté ou ne s'est représenté qu'après les cinq ans qui ont suivi l'exécution du jugement de contumace, ce jugement, conformément à l'article 30 du Code civil, conservera pour le passé les effets que la mort civile aurait produits dans l'intervalle écoulé depuis l'expiration des cinq ans jusqu'au jour de la comparution de l'accusé en justice.

477. Dans les cas prévus par l'article précédent, si, pour quelque cause que ce soit, des témoins ne peuvent être produits aux débats, leurs dépositions écrites et les réponses écrites des autres accusés du même délit seront lues à l'audience : il en sera de même de toutes les autres pièces qui seront jugées par le président être de nature à répandre la lumière sur le délit et les coupables.

478. Le contumax qui, après s'être représenté, obtiendrait son renvoi

de l'accusation , sera toujours condamné aux frais occasionés par sa contumace.

CHAPITRE III. — *Des crimes commis par des juges, hors de leurs fonctions, et dans l'exercice de leurs fonctions.*

SECTION 1^{re}. — De la poursuite et instruction contre les juges, pour crimes ou délits par eux commis hors de leurs fonctions.

479. Lorsqu'un juge de paix, un membre des tribunaux de première instance ou un officier chargé du ministère public près l'un de ces tribunaux, sera prévenu d'avoir commis, hors de ses fonctions, un crime ou un délit, les fonctions ordinairement dévolues au juge d'instruction et au procureur du roi seront immédiatement remplies par le président et le procureur général, chacun en ce qui le concerne, ou par tels autres officiers qu'ils auront respectivement et spécialement désignés à cet effet. — Dans le cas où il existera un corps de délit, il pourra être constaté par tout officier de police judiciaire. — Il sera procédé ensuite, et dans la forme ordinaire, soit à la mise en accusation, soit à la mise en jugement. — Néanmoins, s'il s'agit seulement d'un délit, et que le procureur général juge qu'il n'est pas nécessaire de procéder à une instruction préalable, ce magistrat pourra citer directement le prévenu devant la cour royale, conformément à l'article 182 du présent code.

480. *Supprimé.*

481. Si c'est un membre de la cour royale ou un officier exerçant près d'elle le ministère public, qui soit prévenu d'avoir commis un délit ou un crime hors de ses fonctions, l'officier qui aura reçu les dénonciations ou les plaintes sera tenu d'en envoyer de suite des copies au gouverneur, sans aucun retard de l'information.

482. Le gouverneur désignera sur-le-champ les magistrats qui rempliront les fonctions de juge d'instruction et du ministère public. — Dans le cas où la mise en accusation du magistrat inculpé serait prononcée, le gouverneur, en conseil, désignera celle des deux cours d'assises devant laquelle l'accusation sera portée, et nommera les magistrats qui devront en faire partie.

SECTION II. — De la poursuite et instruction contre des juges et tribunaux autres que les cours royales et les cours d'assises, pour forfaiture et autres crimes ou délits relatifs à leurs fonctions.

483. Lorsqu'un juge de paix, un officier de police judiciaire, ou un officier chargé du ministère public près l'un des tribunaux de police, sera prévenu d'avoir commis, dans l'exercice de ses fonctions, un délit ou un crime, il sera procédé conformément à l'article 479.

484. Lorsque des fonctionnaires de la qualité exprimée en l'article précédent seront prévenus d'avoir commis un crime emportant la peine de forfaiture ou autre plus grave, les fonctions ordinairement dévolues au juge d'instruction et au procureur du roi seront immédiatement remplies par le président et le procureur général près la cour royale, chacun en ce qui le concerne, ou par tels autres officiers qu'ils auront respectivement et spécialement désignés à cet effet. — Jusqu'à cette délégation, et dans le cas où il existerait un corps de délit, il pourra être constaté par tout officier de police judiciaire; et, pour le surplus de la procédure, on suivra les dispositions générales du présent code.

485. Lorsque le délit ou le crime commis dans l'exercice des fonctions sera imputé soit à un membre du tribunal de première instance ou à un officier chargé du ministère public près ce tribunal, soit au tribunal entier de pre-

mière instance, soit individuellement à un ou plusieurs des membres de la cour royale, et au procureur général et substitut près cette cour, il sera procédé ainsi qu'il suit :

486. Le délit ou le crime sera dénoncé au ministre de la marine, qui, s'il y a lieu, adressera les pièces au ministre de la justice pour qu'il soit donné ordre au procureur général près la cour de cassation d'exercer des poursuites.

487. Si le procureur général près la cour de cassation ne trouve pas dans les pièces à lui transmises par le ministre de la justice, ou produites par les parties, tous les renseignemens qu'il jugera nécessaires, il sera, sur son réquisitoire, désigné, par le premier président de cette cour, un de ses membres pour l'audition des témoins et tous autres actes d'instruction qu'il peut y avoir lieu de faire dans la ville où siège la cour de cassation.

488. Lorsqu'il y aura des témoins à entendre ou des actes d'instruction à faire hors de la ville où siège la cour de cassation, le premier président de cette cour fera à ce sujet toutes délégations nécessaires à un juge d'instruction, même d'un ressort autre que celui du tribunal ou du juge prévenu.

489. Après avoir entendu les témoins et terminé l'instruction qui lui aura été déléguée, le juge d'instruction mentionné en l'article précédent renverra les procès-verbaux et les autres actes, clos et cachetés, au premier président de la cour de cassation.

490. Sur le vu, soit des pièces qui auront été transmises par le ministre de la justice ou produites par les parties, soit des renseignemens ultérieurs qu'il se sera procurés, le premier président décrètera, s'il y a lieu, le mandat de dépôt. — Ce mandat désignera la maison d'arrêt dans laquelle le prévenu devra être déposé.

491. Le premier président de la cour de cassation ordonnera de suite la communication de la procédure au procureur général, qui, dans les cinq jours suivans, adressera à la section des requêtes son réquisitoire contenant la dénonciation du prévenu.

492. Soit que la dénonciation portée à la section des requêtes ait été ou non précédée d'un mandat de dépôt, cette section y statuera, toutes affaires cessantes. — Si elle la rejette, elle ordonnera la mise en liberté du prévenu. — Si elle l'admet, elle renverra le tribunal ou le prévenu devant les juges de la section civile, qui prononceront sur la mise en accusation.

493. La dénonciation incidente à une affaire pendante à la cour de cassation sera portée devant la section saisie de l'affaire ; et si elle est admise, elle sera renvoyée de la section criminelle ou de celle des requêtes à la section civile, et de la section civile à celle des requêtes.

494. Lorsque, dans l'examen d'une demande en prise à partie ou de toute autre affaire, et sans qu'il y ait de dénonciation directe ni incidente, l'une des sections de la cour de cassation apercevra quelque délit de nature à faire poursuivre criminellement un tribunal ou un juge de la qualité exprimée en l'article 479, elle pourra, d'office, ordonner le renvoi conformément à l'article précédent.

495. Lorsque l'examen d'une affaire portée devant les sections réunies donnera lieu au renvoi d'office exprimé dans l'article qui précède, ce renvoi sera fait à la section civile.

496. Dans tous les cas, la section à laquelle sera fait le renvoi sur dénonciation ou d'office prononcera sur la mise en accusation. — Son président remplira les fonctions que la loi attribue aux juges d'instruction.

497. Ce président pourra déléguer l'audition des témoins et l'interrogatoire des prévenus à un autre juge d'instruction, pris même hors du ressort du tribunal où se trouvera le prévenu.

498. Le mandat d'arrêt que délivrera le président désignera la maison d'arrêt dans laquelle le prévenu devra être conduit.

499. La section de la cour de cassation, saisie de l'affaire, délibérera sur la mise en accusation, en séance non publique; les juges devront être en nombre impair. — Si la majorité des juges trouve que la mise en accusation ne doit pas avoir lieu, la dénonciation sera rejetée par un arrêt, et le procureur général fera mettre le prévenu en liberté.

500. Si la majorité des juges est pour la mise en accusation, cette mise en accusation sera prononcée par un arrêt, qui portera en même temps ordonnance de prise de corps. — En exécution de cet arrêt, l'accusé sera transféré dans la maison de justice de la cour d'assises qui sera désignée par celle de cassation dans l'arrêt même.

501. L'instruction ainsi faite devant la cour de cassation ne pourra être attaquée quant à la forme. — Elle sera commune aux complices du tribunal ou du juge poursuivi, lors même qu'il n'exercerait point de fonctions judiciaires.

502. Seront au surplus observées les autres dispositions du présent code qui ne sont pas contraires aux formes de procéder prescrites par le présent chapitre.

503. Lorsqu'il se trouvera, dans la section criminelle saisie du recours en cassation dirigé contre l'arrêt de la cour d'assises à laquelle l'affaire aura été renvoyée, des juges qui auront concouru à la mise en accusation dans l'une des autres sections, ils s'abstiendront. — Et néanmoins, dans le cas d'un second recours qui donnera lieu à la réunion des sections, tous les juges en pourront connaître.

CHAPITRE IV. — *Des délits contraires au respect dû aux autorités constituées.*

504. Lorsqu'à l'audience, ou en tout autre lieu où se fait publiquement une instruction judiciaire, l'un ou plusieurs des assistans donneront des signes publics, soit d'approbation, soit d'improbation, ou exciteront du tumulte, de quelque manière que ce soit, le président ou le juge les fera expulser; s'ils résistent à ses ordres ou s'ils rentrent, le président ou le juge ordonnera de les arrêter et conduire dans la maison d'arrêt: il sera fait mention de cet ordre dans le procès-verbal; et, sur l'exhibition qui en sera faite au gardien de la maison d'arrêt, les perturbateurs y seront reçus et retenus pendant vingt-quatre heures.

505. Lorsque le tumulte aura été accompagné d'injures ou de voies de fait donnant lieu à l'application ultérieure de peines de police, ces peines pourront être prononcées séance tenante et sans appel, de quelque tribunal ou juge qu'elles émanent, immédiatement après que les faits auront été constatés.

506. S'il s'agit d'un délit ou d'un crime commis à l'audience d'un juge seul ou d'un tribunal sujet à appel, le juge ou le tribunal, après avoir fait arrêter le délinquant et dressé procès-verbal des faits, enverra les pièces et le prévenu devant les juges compétens.

507. A l'égard des voies de fait qui auraient dégénéré en crime, ou de tous autres crimes flagrants et commis à l'audience de la cour royale ou d'une cour d'assises, la cour procèdera au jugement, de suite et sans désinparer. — Elle entendra les témoins, le délinquant, et le conseil qu'il aura choisi ou qui lui aura été désigné par le président; et après avoir constaté les faits et ouï le procureur général ou son substitut, le tout publiquement, elle appliquera la peine par un arrêt qui sera motivé.

508. Dans le cas de l'article précédent, si les juges présents à l'audience sont au nombre de cinq ou de six, il faudra quatre voix pour opérer la

condamnation. — S'ils sont au nombre de sept, il faudra cinq voix pour condamner. Au nombre de huit et au-delà, l'arrêt de condamnation sera prononcé aux trois quarts des voix, de manière que, dans le calcul de ces trois quarts, les fractions, s'il s'en trouve, soient appliquées en faveur de l'absolution.

509. L'ordonnateur, le directeur général de l'intérieur, le contrôleur colonial, les commissaires commandans de communes et leurs lieutenans, et tous officiers de police administrative ou judiciaire, lorsqu'ils rempliront publiquement quelques actes de leur ministère, exerceront aussi les fonctions de police réglées par l'article 504, et après avoir fait saisir les perturbateurs, ils dresseront procès-verbal du délit, et enverront ce procès-verbal s'il y a lieu, ainsi que les prévenus, devant les juges compétens.

CHAPITRE V. — *De la manière dont seront reçues, en matière criminelle, correctionnelle et de police, les dépositions du gouverneur, des chefs d'administration, des membres du conseil privé, et de certains fonctionnaires du royaume.*

510. Le gouverneur ne pourra jamais être cité comme témoin, même devant la cour d'assises, si ce n'est de son consentement, à moins qu'il n'en ait été autrement ordonné par notre ministre de la marine et des colonies.

511. La déposition du gouverneur sera, hors les cas ci-dessus prévus, rédigée par écrit et reçue par le président de la cour royale, si le gouverneur se trouve au chef-lieu de cette cour, sinon par le juge royal. — Il sera, à cet effet, adressé par la cour ou le juge d'instruction, au magistrat ci-dessus dénommé, un état des faits, demandes et questions sur lesquels le témoignage est requis. — Ce magistrat se transportera en la demeure du gouverneur pour recevoir sa déposition.

512. La déposition ainsi reçue sera immédiatement remise au greffe, ou envoyée close et cachetée à celui de la cour ou du juge requérant, et communiquée sans délai à l'officier chargé du ministère public. — Dans l'examen devant la cour d'assises, elle sera lue publiquement et soumise aux débats, sous peine de nullité.

513. Toutes les fois que le gouverneur cité en témoignage comparaitra en personne devant la cour d'assises, on observera à son égard le cérémonial prescrit par le chapitre II du titre VIII de notre ordonnance du 24 septembre 1828, sur l'organisation judiciaire.

514. Dans les affaires où le directeur général de l'intérieur aura agi en vertu de l'article 10 du présent code, si le bien de la justice exige qu'il lui soit demandé de nouveaux renseignemens, les officiers chargés de l'instruction en feront la demande par écrit, et le directeur général de l'intérieur les donnera de la même manière.

515. Il ne sera donné suite à la citation faite ou aux chefs d'administration ou au contrôleur colonial, qu'autant que le gouverneur y aura donné son approbation, lorsqu'ils allégueront pour s'en excuser la nécessité de notre service. — Dans ce cas, le magistrat qui sera désigné par le président de la cour royale, après s'être entendu avec eux sur le jour et l'heure, se rendra dans leur demeure pour recevoir leurs dépositions. — Les dépositions ainsi reçues seront, comme au cas prévu en l'article 512, immédiatement envoyées au greffe de la cour ou du tribunal du juge compétent, communiquées et lues, ainsi qu'il est prescrit audit article 512 et sous les mêmes peines.

516. Les chefs d'administration et le contrôleur colonial, cités comme témoins à une audience correctionnelle ou devant les cours d'assises, devront comparaitre en personne. Ils seront reçus par un huissier à la première porte du palais de justice, introduits dans le parquet, et placés sur des sièges particuliers. — Les autres membres du conseil privé, appelés comme

témoins à une audience correctionnelle ou criminelle, auront un siège dans le parquet.

517. Seront au besoin observées les dispositions des lois du royaume sur la manière dont doivent être reçues les dépositions des personnes élevées en dignité à l'égard desquelles des règles particulières ont été établies.

CHAPITRE VI. — *De la reconnaissance de l'identité des individus condamnés, évadés et repris.*

518. La reconnaissance de l'identité d'un individu condamné, évadé et repris, sera faite par la cour qui aura prononcé sa condamnation. — Il en sera de même de l'identité d'un individu condamné à la déportation ou au bannissement, qui aura enfreint son ban et sera repris; et la cour, en prononçant l'identité, lui appliquera de plus la peine attachée par la loi à son infraction.

519. Tous ces jugemens seront rendus par la cour d'assises, après qu'elle aura entendu les témoins appelés tant à la requête du procureur général qu'à celle de l'individu repris, si ce dernier en a fait citer. — L'audience sera publique, et l'individu repris sera présent, à peine de nullité.

520. Le procureur général et l'individu repris pourront se pourvoir en cassation, dans la forme et dans le délai déterminés par la présente ordonnance, contre l'arrêt rendu sur les poursuites en reconnaissance d'identité.

CHAPITRE VII. — *Manière de procéder en cas de destruction ou d'enlèvement des pièces ou du jugement d'une affaire.*

521. Lorsque, par l'effet d'un incendie, d'une inondation, ou de toute autre cause extraordinaire, des minutes d'arrêts rendus en matière criminelle ou correctionnelle, et non encore exécutés, ou des procédures encore indécises, auront été détruites, enlevées, ou se trouveront égarées, et qu'il n'aura pas été possible de les rétablir, il sera procédé ainsi qu'il suit.

522. S'il existe une expédition ou copie authentique de l'arrêt, elle sera considérée comme minute, et en conséquence remise dans le dépôt destiné à la conservation des arrêts. — A cet effet, tout officier public ou tout individu dépositaire d'une expédition ou d'une copie authentique de l'arrêt est tenu, sous peine d'y être contraint par corps, de la remettre au greffe de la cour qui l'a rendu, sur l'ordre qui en sera donné par le président de cette cour. — Cet ordre lui servira de décharge envers ceux qui auront intérêt à la pièce. — Le dépositaire de l'expédition ou copie authentique de la minute détruite, enlevée ou égarée, aura la liberté, en la remettant dans le dépôt public, de s'en faire délivrer une expédition sans frais.

523. Lorsqu'il n'existera plus, en matière criminelle, d'expédition ni de copie authentique de l'arrêt, si la déclaration de la cour sur le point de fait existe encore en minute ou en copie authentique, on procédera, d'après cette déclaration, à un nouveau jugement.

524. Lorsque la déclaration de la cour d'assises sur le point de fait ne pourra plus être représentée, qu'il n'en existera aucun acte par écrit, ou lorsque l'affaire aura été jugée correctionnellement, l'instruction sera recommencée à partir du point où les pièces se trouveront manquer tant en minute qu'en expédition ou copie authentique.

TITRE VI. — DES RÉGLEMENS DE JUGES, ET DES RENVOIS D'UN TRIBUNAL A UN AUTRE.

CHAPITRE 1^{er}. — *Des réglemens de juges.*

525. Il y aura lieu d'être réglé de juges par le conseil privé, constitué conformément à l'article 179 de notre ordonnance du 9 février 1827, en

matière criminelle, correctionnelle ou de police ; lorsque des tribunaux ne ressortissant point les uns aux autres, ou lorsque deux tribunaux de première instance de la colonie jugeant correctionnellement, ou lorsque la cour royale et un tribunal de police ou un tribunal de première instance jugeant correctionnellement, seront saisis du même délit, ou de délits connexes, ou de la même contravention. Il y aura lieu aussi à règlement de juges par le conseil privé, lorsque la chambre d'accusation et la chambre correctionnelle de la cour royale seront saisis du même délit ou de délits connexes.

526. La demande en règlement de juges devra également être portée devant le conseil privé, lorsque la cour prévôtale, un tribunal militaire ou maritime siégeant dans la colonie, ou un officier de police militaire, ou tout autre tribunal d'exception établi dans la colonie, d'une part, la cour royale, l'une des cours d'assises de la colonie, l'un des tribunaux de première instance jugeant correctionnellement, un tribunal de police de la colonie ou un juge d'instruction, d'autre part, seront saisis de la connaissance du même délit, ou de délits connexes, ou de la même contravention.

527. Lorsque, par l'effet de deux jugemens ou arrêts d'incompétence intervenus sur la même poursuite et émanés de deux tribunaux différens siégeant dans la colonie, ou de deux chambres de la cour royale, le cours de la justice sera interrompu, si les jugemens ou l'un d'eux ne sont plus susceptibles d'être réformés par la voie de l'appel, de l'annulation ou de la cassation, le conseil privé statuera ainsi qu'il est prescrit pour les cas de conflit.

528. Sur le vu de la requête et des pièces, le conseil privé prononcera en audience publique, ainsi qu'il est réglé au paragraphe 3 de l'article 446 du présent code, après rapport de l'un des membres et après lecture des conclusions motivées du contrôleur colonial. — Il ordonnera que le tout soit communiqué aux parties, ou statuera définitivement, sauf l'opposition.

529. Dans le cas où la communication serait ordonnée sur le pourvoi en conflit du prévenu, de l'accusé ou de la partie civile, l'arrêt enjoindra à l'un et à l'autre des officiers chargés du ministère public près les autorités judiciaires concurremment saisis, de transmettre les pièces du procès et leur avis motivé sur le conflit.

530. Lorsque la communication sera ordonnée sur le pourvoi de l'un de ces officiers, l'arrêt ordonnera à l'autre de transmettre les pièces et son avis motivé.

531. L'arrêt de *soit communiqué* fera mention sommaire des actes d'où naîtra le conflit, et fixera, selon la distance des lieux, le délai dans lequel les pièces et les avis motivés seront apportés au secrétariat du conseil privé. — La notification qui sera faite de cet arrêt aux parties emportera de plein droit sursis au jugement du procès, et en matière criminelle, à la mise en accusation, ou, si elle a déjà été prononcée, à l'examen dans les cours d'assises et dans la cour prévôtale, mais non aux actes et aux procédures conservatoires ou d'instruction. — Le prévenu ou l'accusé, et la partie civile, pourront présenter leurs moyens sur le conflit, dans la forme réglée par notre ordonnance du 31 août 1828, *sur le mode de procéder devant le conseil privé constitué en commission d'appel*.

532. Lorsque, sur la simple requête, il sera intervenu arrêt qui aura statué sur la demande en règlement de juges, cet arrêt sera, à la diligence du contrôleur colonial, notifié à l'officier chargé du ministère public près la cour, le tribunal, ou le magistrat dessaisi. — Il sera notifié de même au prévenu ou à l'accusé, et à la partie civile, s'il y en a une.

533. Le prévenu ou l'accusé, et la partie civile, pourront former oppo-

sition à l'arrêt dans le délai de trois jours, et dans les formes prescrites par le chapitre I^{er} du titre IV du présent livre pour le recours en annulation.

534. L'opposition dont il est parlé au précédent article entraînera de plein droit sursis au jugement du procès, comme il est dit en l'article 531.

535. Le prévenu qui ne sera pas en arrestation, l'accusé qui ne sera pas retenu dans la maison de justice, et la partie civile, ne seront point admis au bénéfice de l'opposition, s'ils n'ont antérieurement, ou dans le délai fixé par l'article 533, élu domicile dans le lieu où siège l'une des autorités judiciaires en conflit. — A défaut de cette élection, ils ne pourront non plus exciper de ce qu'il ne leur aurait été fourni aucune communication dont le poursuivant sera dispensé à leur égard.

536. Le conseil privé, en jugeant le conflit, statuera sur tous les actes qui pourraient avoir été faits par la cour, le tribunal, ou le magistrat, qu'il dessaisira.

537. Les arrêts rendus sur les conflits ne pourront pas être attaqués par la voie de l'opposition, lorsqu'ils auront été précédés d'un arrêt de *soit communiqué*, dûment exécuté.

538. L'arrêt rendu, ou après un *soit communiqué*, ou sur une opposition, sera notifié aux mêmes parties et dans la même forme que l'arrêt qui l'aura précédé.

539. Lorsque le prévenu, ou l'officier chargé du ministère public, ou la partie civile, aura excipé de l'incompétence du tribunal de police ou du tribunal de première instance jugeant correctionnellement, ou proposé un déclinatoire, soit que l'exception ait été admise ou rejetée, nul ne pourra recourir au conseil privé pour être réglé de juges; sauf à se pourvoir devant qui de droit contre la décision intervenue sur l'exception.

540. Lorsque deux juges d'instruction établis dans le ressort de la même cour royale seront saisis de la connaissance du même délit ou de délits connexes, les parties seront réglées de juges par cette cour, suivant la forme prescrite au présent chapitre. — Lorsque deux tribunaux de police seront saisis de la connaissance de la même contravention ou de contraventions connexes, les parties seront réglées de juges par le tribunal de première instance jugeant correctionnellement, sauf le recours en annulation, s'il y échet; et, dans ce dernier cas, s'il y a annulation, la cour indiquera le tribunal qui doit connaître de l'affaire. — La demande sera instruite sommairement et sur simple requête. — Les arrêts du conseil privé et de la cour royale, en matière de règlement de juges, ne pourront être attaqués par la voie du recours en cassation. — La partie civile, le prévenu ou l'accusé qui succombera dans la demande en règlement de juges qu'il aura introduite, pourra être condamné à une amende, qui toutefois n'excèdera point la somme de trois cents francs, dont moitié sera pour la partie.

541. Lorsqu'il y aura lieu à un règlement de juges entre un juge d'instruction, un officier de police militaire, ou l'un des tribunaux de la colonie, d'une part, et un juge d'instruction, un officier de police militaire, ou un des tribunaux de France ou d'une autre colonie française, d'autre part, la demande sera portée devant la cour de cassation, qui se conformera, pour le mode de procéder, aux règles prescrites par les lois qui régissent le territoire continental du royaume.

CHAPITRE II. — Des renvois d'un tribunal à un autre.

542. En matière criminelle et de police, les demandes en renvoi d'une cour d'assises à une autre, ou d'un tribunal de police à un autre tribunal

de même qualité, seront portées devant le conseil privé, constitué conformément aux dispositions de l'article 179 de notre ordonnance du 9 février 1827. — Lorsque le procureur général estimera que des motifs de sûreté publique ou de suspicion légitime doivent donner lieu à ce renvoi, il sera tenu d'en faire l'objet d'un rapport au gouverneur, qui décidera s'il y a lieu de charger le contrôleur colonial de présenter à cet effet une demande au conseil privé. — Ce renvoi pourra aussi être ordonné par le conseil, sur la réquisition des parties intéressées, mais seulement pour cause de suspicion légitime.

543. La partie intéressée qui aura procédé volontairement devant une cour ou un tribunal ne sera reçue à demander le renvoi qu'à raison des circonstances survenues depuis, lorsqu'elles seront de nature à faire naître une suspicion légitime.

544. Les officiers du ministère public qui estimeront qu'il y a lieu à renvoi pour cause de sûreté publique ou de suspicion légitime, adresseront au procureur général leurs observations et les pièces à l'appui.

545. Sur le vu de la requête et des pièces, le conseil privé statuera définitivement, dans les formes prescrites par l'article 528.

546. Lorsque le renvoi sera demandé par le prévenu, l'accusé ou la partie civile, et que le conseil ne jugera à propos ni d'accueillir ni de rejeter cette demande sur-le-champ, l'arrêt en ordonnera la communication à l'officier chargé du ministère public près la cour ou le tribunal saisi de la connaissance du crime ou de la contravention, et enjoindra à cet officier de transmettre les pièces avec son avis motivé sur la demande en renvoi; le conseil ordonnera de plus, s'il y a lieu, que la communication sera faite à l'autre partie.

547. Lorsque la demande en renvoi sera formée par le contrôleur colonial, et que le conseil n'y statuera pas définitivement, il ordonnera, s'il y a lieu, que la communication sera faite aux parties, ou prononcera telle autre disposition préparatoire qu'il jugera nécessaire.

548. Tout arrêt du conseil privé qui, sur le vu de la demande et des pièces, aura définitivement statué sur une demande en renvoi, sera, à la diligence du contrôleur colonial, notifié soit à l'officier chargé du ministère public près la cour ou le tribunal dessaisi, soit à la partie civile, au prévenu ou à l'accusé en personne ou au domicile élu.

549. L'opposition ne sera pas reçue si elle n'est pas formée d'après les règles et dans le délai fixés au chapitre I^{er} du présent titre.

550. L'opposition reçue emportera de plein droit sursis au jugement du procès, comme il est dit en l'article 531.

551. Les articles 530, 531, 535, 536, 537, 538, et les deuxième et troisième alinéas de l'article 540, seront communs aux demandes en renvoi d'un tribunal à un autre.

552. L'arrêt qui aura rejeté une demande en renvoi n'exclura pas une nouvelle demande en renvoi fondée sur des faits survenus depuis.

TITRE VII. — DE LA COUR PRÉVÔTALE.

CHAPITRE UNIQUE. — *De la compétence, de la composition et de la procédure devant la cour prévôtale.*

SECTION I^{re}. — De la compétence et de la composition de la cour prévôtale.

§ I^{er}. — De la compétence.

553. La cour prévôtale connaîtra des crimes énoncés en l'article 306 de notre ordonnance du 24 septembre 1828, et procédera, sans distinction de

classe ni de profession civile ou militaire, aux termes dudit article, contre tout individu prévenu d'avoir commis l'un de ces crimes.

554. Si les accusés ou quelques uns des accusés compris dans le même procès sont en même temps prévenus de crimes non connexes, autres que ceux dont la poursuite est attribuée à la cour prévôtale, cette cour, après avoir statué sur l'affaire dont elle doit connaître, renverra pour le surplus, s'il y a lieu, devant qui de droit.

555. Aussitôt après la promulgation de l'arrêté qui ordonnera l'établissement d'une cour prévôtale, tous les crimes qui, aux termes de l'arrêté, rentreront dans la compétence de cette cour, et auront été commis postérieurement à la promulgation de l'arrêté, seront jugés par la cour prévôtale.

§ II. — De l'établissement et de la composition de la cour prévôtale.

556. La cour prévôtale sera établie dans le cas et de la manière déterminés par les articles 297 et 298 de notre ordonnance du 24 septembre 1828.

557. Elle sera composée conformément aux règles prescrites par les articles 299 à 305 inclusivement de ladite ordonnance.

SECTION II. — Des fonctions du prévôt, du président, et des officiers du ministère public près de la cour prévôtale.

§ 1^{er}. — Fonctions du prévôt.

558. Le prévôt est spécialement chargé de la recherche et de la poursuite des crimes dont la connaissance est attribuée à la cour prévôtale. — Dans les cas de flagrant délit ou de clameur publique, le prévôt sera tenu de se transporter sur les lieux pour dresser les procès-verbaux constatant le corps du délit, recevoir les déclarations des témoins et recueillir tous renseignements propres à la manifestation de la vérité. Il fera saisir les prévenus présents contre lesquels il existerait des indices graves.

559. Lorsque le prévôt aura reçu des plaintes ou des dénonciations relatives à des faits de la compétence de la cour prévôtale, il informera contre les prévenus, et pourra se transporter sur les lieux, à l'effet d'y dresser tous procès-verbaux nécessaires. Il décernera, s'il y a lieu, des mandats d'amener ou de dépôt. — Il pourra, après l'interrogatoire des prévenus et sur les conclusions du ministère public, décerner des mandats d'arrêt. — Il sera, dans les circonstances prévues par le présent article, assisté de son adjoint. — Le prévôt pourra requérir directement la force publique.

560. En l'absence du prévôt, et dans le cas de compétence prévôtale, les juges de paix, les officiers faisant le service de la gendarmerie, les commissaires commandant de communes et leurs lieutenants seront tenus de dresser tous procès-verbaux et tous actes. — En cas de flagrant délit ou de clameur publique, ils feront saisir les prévenus ou décerneront un mandat d'amener ou de dépôt contre eux.

561. Tous officiers faisant le service de la gendarmerie seront tenus d'informer le prévôt des faits de sa compétence qu'ils viendraient à découvrir. Ils devront lui fournir tous les renseignements qu'il leur demandera.

562. Lorsque le prévôt estimera qu'il y a lieu d'instruire prévôtalement, il en donnera avis au procureur du roi.

§ II. — Fonctions du président.

563. Le président de la cour prévôtale est chargé d'entendre l'accusé lors de son arrivée dans la maison de justice. — Il pourra déléguer ces fonctions à l'un des juges. — Il dirigera l'instruction et le débat, déterminera l'ordre entre ceux qui demanderont à parler; il aura la police de l'audience. — Les

dispositions contenues aux articles 268, 269 et 270, relatifs aux attributions du président de la cour d'assises, seront communes au président de la cour prévôtale.

564. Le président convoquera la cour prévôtale toutes les fois que l'instruction d'une affaire sera complète.

§ III. — Fonctions de l'officier du ministère public près la cour prévôtale.

565. Le procureur général exercera dans la cour prévôtale les fonctions qui lui sont attribuées pour la poursuite, l'instruction, le jugement, dans les affaires de la compétence des cours d'assises, et qui sont réglées par les articles 271, 272, 273, 274, 275, 276, 277, par la première disposition de l'article 278, par les articles 279 et suivans, jusques et y compris l'article 283.

SECTION III. — De la procédure antérieure aux débats.

566. Les crimes dont la connaissance sera attribuée à la cour prévôtale par l'arrêté de sa création seront poursuivis d'office par le procureur du roi, sous la surveillance du procureur général. — Les plaintes et dénunciations pourront être reçues par tous les officiers de police judiciaire, qui les adresseront, en ce cas, dans les vingt-quatre heures au procureur du roi.

567. A l'instant même de son arrestation, le prévenu sera traduit dans la prison la plus prochaine, et transféré sans délai dans celle de la cour prévôtale. — Dans les vingt-quatre heures de l'arrivée du prévenu dans la prison de la cour, le prévôt procédera à son interrogatoire, et, dans le plus court délai, à l'audition des témoins. — Il sera assisté de son adjoint. — L'adjoint signera l'interrogatoire et le procès-verbal d'audition de témoins, le tout à peine de nullité. L'adjoint pourra requérir le prévôt de faire à l'accusé telle question qu'il jugera nécessaire à l'éclaircissement de l'affaire.

568. Dans le cours de l'interrogatoire, le prévenu sera averti qu'il sera jugé prévôtalement en dernier ressort. — Il sera sommé de proposer ses exceptions contre la compétence, s'il en a à présenter. Il sera fait mention, dans le procès-verbal, de ladite sommation et des réponses du prévenu; il lui sera demandé s'il a fait choix d'un conseil; et s'il ne l'a pas fait, le prévôt lui en nommera un d'office, en se conformant aux dispositions de l'article 295 du présent code : le tout à peine de nullité.

569. Sur le vu des pièces communiquées au ministère public, la cour, avant de statuer sur la compétence, statuera sur celles des nullités déterminées aux articles 567 et 568, et, s'il y a lieu, annulera la procédure à partir du plus ancien acte nul. — Le jugement de compétence sera rendu en la chambre du conseil et hors la présence de l'accusé, sur le rapport du prévôt ou de son adjoint, et sur les conclusions écrites du ministère public. — Ce jugement sera signifié dans les vingt-quatre heures à l'accusé.

570. Dans le cas où la cour prévôtale se déclarerait incompétente, elle renverra l'accusé et les pièces devant qui de droit. — Dans le cas contraire, elle prononcera, s'il y a lieu, la mise en accusation, et décrètera l'ordonnance de prise de corps. — Les jugemens d'incompétence ou de compétence seront, aux termes de l'article 308 de notre ordonnance du 24 septembre 1828, immédiatement transmis au contrôleur colonial, qui sera tenu, toute affaire cessante, de les soumettre à la délibération du conseil privé, pour qu'il y soit statué définitivement, sans recours en cassation. — Avant de régler la compétence, le conseil privé statuera sur les nullités, en se conformant aux dispositions du premier paragraphe de l'article 569. — Si le conseil privé réforme le jugement d'incompétence, il renverra le procès et les

prévenus devant la cour prévôtale, qui sera tenue de statuer immédiatement sur la mise en accusation. — Si le conseil réforme le jugement d'incompétence, il renverra l'accusé et les pièces devant qui de droit.

571. L'instruction sur le fond du procès ne sera pas suspendue par l'envoi du jugement de compétence au conseil privé, mais il sera sursis aux débats et au jugement définitif jusqu'à ce qu'il ait été prononcé par le conseil sur le jugement de compétence.

572. Les dispositions contenues aux articles 302, 303, 304, 305, 307 et 308, relatifs à l'instruction des procès de la compétence des cours d'assises, sont applicables à l'instruction des procès de la compétence de la cour prévôtale.

SECTION IV. — De l'examen.

573. Dans les trois jours de la réception de l'arrêt du conseil privé sur la compétence, le procureur général fera ses diligences pour la convocation de la cour prévôtale.

574. Les dispositions contenues aux articles 310, 311, 313, 314, 315, 316, 317, 318, 319, 320, 321, 322, 323, 324, 325, 326 et 327, relatifs à l'examen et aux débats devant la cour d'assises, seront observées dans l'examen et les débats devant la cour prévôtale. — Chaque témoin, après sa déposition, restera dans l'auditoire, si le président n'en ordonne autrement, jusqu'à ce que la cour se soit retirée en la chambre du conseil pour y délibérer le jugement.

575. Pendant l'examen, le ministère public et les juges pourront prendre note de ce qui leur paraîtra important, soit dans les dépositions des témoins, soit dans la défense de l'accusé, pourvu que la discussion n'en soit pas interrompue.

576. Les dispositions contenues aux articles 329, 330, 331, 332, 333, 334 et 335, seront observées dans l'examen devant la cour prévôtale. — Le ministère public donnera des conclusions motivées et requerra, s'il y a lieu, l'application de la peine.

577. Le président fera retirer l'accusé de l'auditoire.

578. L'examen et les débats une fois entamés devront être continués sans interruption : le président ne pourra les suspendre que pendant les intervalles nécessaires pour le repos des juges, des témoins et des accusés.

579. Les dispositions contenues aux articles 354, 355, 356, seront exécutées.

SECTION V. — Du jugement.

580. La cour se retirera en la chambre du conseil pour y délibérer.

581. Le président posera les questions et recueillera les voix. — Le juge militaire opinera le premier, ensuite le prévôt, et successivement les autres juges, dans l'ordre inverse de leur réception.

582. Le jugement de la cour se formera à la majorité.

583. En cas d'égalité de voix, l'avis favorable à l'accusé prévaudra.

584. L'arrêt qui acquittera l'accusé statuera sur les dommages-intérêts respectivement prétendus, après que les parties auront proposé leurs fins de non-recevoir ou leurs défenses, et que le procureur général aura été entendu. — La cour pourra néanmoins, si elle le juge convenable, commettre l'un des juges pour entendre les parties, prendre connaissance des pièces, et faire son rapport à l'audience, où les parties pourront encore présenter leurs observations, et où le ministère public sera de nouveau entendu.

585. Les demandes en dommages-intérêts formées, soit par l'accusé contre

ses dénonciateurs ou la partie civile, soit par la partie civile contre l'accusé ou le condamné, seront portées à la cour prévôtale. — La partie civile est tenue de former sa demande en dommages-intérêts avant le jugement; plus tard elle sera non-recevable. — Il en est de même de l'accusé, s'il a connu son dénonciateur. — Dans le cas où l'accusé n'aurait connu son dénonciateur que depuis le jugement, mais avant la fin du terme fixé pour la durée de la cour prévôtale, il sera tenu, sous peine de déchéance, de porter sa demande à la cour prévôtale; s'il ne l'a connu qu'après l'expiration dudit terme, sa demande sera portée au tribunal civil. — A l'égard des tiers qui n'auraient pas été parties au procès, ils s'adresseront au tribunal civil.

586. Les articles 360 et 361 recevront leur exécution.

587. Si la cour déclare l'accusé convaincu du crime porté en l'accusation, son arrêt prononcera la peine établie par la loi, et statuera en même temps sur les dommages-intérêts prétendus par la partie civile.

588. La cour pourra, dans les cas prévus par la loi, déclarer l'accusé excusable.

589. Si, par le résultat des débats, le fait dont l'accusé est convaincu était dépourvu des circonstances qui le rendaient justiciable de la cour prévôtale, ou n'était pas de nature à entraîner peine afflictive ou infamante, au premier cas, la cour enverra, par un arrêt motivé, l'accusé et le procès devant la cour d'assises, qui prononcera, quel que soit ensuite le résultat des débats; au deuxième cas, la cour pourra appliquer, s'il y a lieu, les peines correctionnelles ou de police encourues par l'accusé.

590. La cour prévôtale ne pourra infliger d'autres peines que celles portées par les lois.

591. L'arrêt sera prononcé à haute voix par le président, en présence du public et de l'accusé.

592. L'arrêt contiendra, sous les peines prononcées par l'article 369, le texte de la loi sur lequel il est fondé: ce texte sera lu à l'accusé.

593. La minute de l'arrêt sera signée par les juges qui l'auront rendu, à peine de cent francs d'amende contre le greffier et de prise à partie tant contre le greffier que contre les juges: elle sera signée dans les vingt-quatre heures de la prononciation de l'arrêt.

594. Après avoir prononcé l'arrêt, le président pourra, selon les circonstances, exhorter l'accusé à la fermeté, à la résignation, ou à réformer sa conduite.

595. La cour, après la prononciation de l'arrêt, pourra, pour des motifs graves, recommander l'accusé à la commisération du roi, en invitant le gouverneur à accorder un sursis. — Cette recommandation ne sera point insérée dans l'arrêt, mais dans un procès-verbal séparé, secret, motivé, dressé en la chambre du conseil, le ministère public entendu, et signé comme la minute de l'arrêt de condamnation. — Expédition dudit procès-verbal, ensemble de l'arrêt de condamnation, sera adressée de suite par le procureur général au gouverneur, et par ce dernier à notre ministre de la marine et des colonies.

596. Les dispositions contenues en l'article 372 seront applicables à la cour prévôtale.

597. Les arrêts de la cour prévôtale seront rendus en dernier ressort et sans recours en cassation. — Ils seront exécutés dans les vingt-quatre heures de la décision par laquelle le gouverneur en conseil aura ordonné l'exécution de l'arrêt, conformément à l'article 50 de notre ordonnance du 9 février 1827. — Les articles 376, 377, 378 et 379 recevront leur application. — Les minutes des arrêts rendus à la cour prévôtale seront recueillies,

transmises et déposées conformément aux dispositions des articles 315, 316 et 317 de notre ordonnance du 24 septembre 1828.

598. Lorsque le prévenu n'aura pas été saisi, ou qu'après avoir été saisi il s'évadera, il sera procédé contre lui par contumace. — La cour jugera sa contumace, et, après avoir pris connaissance de la procédure et de l'acte d'accusation, elle prononcera sur le procès principal. — Les effets de la contumace demeureront au surplus tels qu'ils sont réglés par le présent code.

599. Tout ce qui est relatif à la fixation du lieu où siégera le cour prévôtale, au nombre de juges dont cette cour doit être composée pour rendre arrêt, au serment à prêter par chacun de ses membres, est réglé par notre ordonnance du 24 septembre 1828.

TITRE VIII. — DE QUELQUES OBJETS D'INTÉRÊT PUBLIC ET DE SURETÉ GÉNÉRALE.

CHAPITRE I^{er}. — Du dépôt général de la notice des jugemens.

600. Les greffiers des tribunaux de première instance et de la cour royale jugeant correctionnellement, ainsi que ceux des cours d'assises et des cours prévôtales, seront tenus de consigner par ordre alphabétique, sur un registre particulier, les nom, prénoms, profession, âge, résidence, de tous les individus condamnés à un emprisonnement correctionnel ou à une plus forte peine. Ce registre contiendra une notice sommaire de chaque affaire et de la condamnation, à peine de cent francs d'amende pour chaque omission.

601. Tous les trois mois, les greffiers enverront, sous peine de deux cents francs d'amende, copie de ces registres au directeur général de l'intérieur, qui fera tenir, dans la même forme, un registre général composé de ces diverses copies.

602. Tous les ans les greffiers enverront, sous la même peine, copie des mêmes registres au procureur général, qui les transmettra au gouverneur pour être envoyés à notre ministre de la marine et des colonies.

CHAPITRE II. — Des prisons, maisons d'arrêt et de justice.

603. Indépendamment des prisons établies pour peines, il y aura dans chaque arrondissement de la colonie une maison d'arrêt pour y retenir les prévenus; et près de chaque cour d'assises, une maison de justice pour y retenir ceux contre lesquels il aura été rendu une ordonnance de prise de corps.

604. Les maisons d'arrêt et de justice seront entièrement distinctes des prisons établies pour peines.

605. Le directeur général de l'intérieur veillera à ce que ces différentes maisons soient non seulement sûres, mais propres, et telles que la santé des prisonniers ne puisse être aucunement altérée.

606. Les gardiens de ces maisons seront nommés par l'autorité administrative.

607. Les gardiens des maisons d'arrêt, des maisons de justice et des prisons seront tenus d'avoir un registre. — Ce registre sera signé et paraphé à toutes les pages, par le juge d'instruction pour les maisons d'arrêt; par le président de la cour d'assises, ou en son absence par le juge royal, pour les maisons de justice; et par le directeur général de l'intérieur, pour les prisons pour peines.

608. Tout exécuteur de mandat d'arrêt, d'ordonnance de prise de corps, d'arrêt ou de jugement de condamnation, est tenu, avant de remettre au gardien la personne qu'il conduira, de faire inscrire sur le registre l'acte

dont il sera porteur. L'acte de remise sera écrit devant lui. — Le tout sera signé tant par lui que par le gardien. — Le gardien lui en remettra une copie signée de lui, pour sa décharge.

609. Nul gardien ne pourra, à peine d'être poursuivi et puni comme coupable de détention arbitraire, recevoir ni retenir aucune personne de condition libre, qu'en vertu soit d'un mandat de dépôt, soit d'un mandat d'arrêt décerné selon les formes prescrites par la loi, soit d'un arrêt de renvoi devant une cour d'assises ou une cour prévôtale, soit d'un arrêt ou jugement de condamnation à peine afflictive ou à un emprisonnement, et sans que la transcription en ait été faite sur son registre. — Il n'est point dérogé à la disposition de l'article 45 de notre ordonnance du 9 février 1827, en ce qui concerne les arrestations par mesure de haute police.

610. Le registre ci-dessus mentionné contiendra également, en marge de l'acte de remise, la date de la sortie du prisonnier, ainsi que l'ordonnance, l'arrêt ou le jugement en vertu duquel elle aura lieu. — Dans le cas énoncé au dernier paragraphe de l'article précédent, le registre énoncera aussi l'ordre en vertu duquel la sortie du prisonnier aura eu lieu.

611. Le juge d'instruction est tenu de visiter, au moins une fois par mois, les personnes retenues dans la maison d'arrêt du lieu où il réside. — Un conseiller-auditeur délégué par le président visitera également, une fois par mois, les personnes retenues dans la maison d'arrêt du lieu où siège la cour. — Une fois au moins dans le cours de chaque session de la cour d'assises, le président de cette cour est tenu de visiter les personnes retenues dans la maison de justice. — Le directeur général de l'intérieur est tenu de visiter, au moins deux fois par an, toutes les maisons de justice et prisons, et tous les prisonniers de la colonie.

612. Indépendamment des visites ordonnées par l'article précédent, le commissaire commandant ou son lieutenant, dans chaque commune où il y aura soit une maison d'arrêt, soit une maison de justice, soit une prison, est tenu de faire, au moins une fois par mois, la visite de ces maisons.

613. Le commissaire commandant de la commune veillera à ce que la nourriture des prisonniers soit suffisante et saine : la police de ces maisons lui appartiendra. — Le juge d'instruction, le conseiller-auditeur délégué en vertu de l'article 611, et le président des assises, pourront néanmoins donner respectivement tous les ordres qui devront être exécutés dans les maisons d'arrêt et de justice, et qu'ils croiront nécessaires, soit pour l'instruction, soit pour le jugement.

614. Si quelque prisonnier use de menace, injures ou violences, soit à l'égard du gardien ou de ses préposés, soit à l'égard des autres prisonniers, il sera, sur les ordres de qui il appartiendra, resserré plus étroitement, enfermé seul, même mis aux fers en cas de fureur ou de violence grave, sans préjudice des poursuites auxquelles il pourrait avoir donné lieu.

CHAPITRE III. — *Des moyens d'assurer la liberté individuelle contre les detentions illégales ou d'autres actes arbitraires.*

615. Quiconque aura connaissance qu'un individu de condition libre est détenu dans un lieu qui n'a pas été destiné à servir de maison d'arrêt ou de justice, ou de prison, est tenu d'en donner avis au juge de paix, au procureur du roi ou à son substitut, ou au juge d'instruction, ou au procureur général près la cour royale.

616. Les juges de paix, les officiers chargés du ministère public, et le juge d'instruction, seront tenus d'office, ou sur l'avis qu'ils en auront reçu, sous peine d'être poursuivis comme complices de détention arbitraire, de s'y

transporter aussitôt, et de faire mettre en liberté la personne détenue, ou, s'il est allégué quelque cause légale de détention, de la faire conduire sur-le-champ devant le magistrat compétent. — L'officier qui aura procédé à la visite dressera du tout procès-verbal.

617. Il rendra, au besoin, une ordonnance dans la forme prescrite par l'article 95 du présent code. — En cas de résistance, il pourra se faire assister de la force nécessaire; et toute personne requise est tenue de prêter main-forte.

618. Tout gardien qui aura refusé ou de montrer au porteur de l'ordre de l'officier civil ayant la police de la maison d'arrêt ou de justice, ou de la prison, la personne du détenu, sur la réquisition qui en sera faite, ou de montrer l'ordre qui le lui défend, ou de faire aux officiers désignés dans l'article 616 l'exhibition de ses registres, ou de leur laisser prendre telle copie qu'ils croiront nécessaire de partie de ses registres, sera poursuivi comme coupable ou complice de détention arbitraire.

CHAPITRE IV. — *De la réhabilitation des condamnés.*

619. Tout condamné à une peine afflictive ou infamante qui aura subi sa peine pourra être réhabilité. — La demande en réhabilitation ne pourra être formée par les condamnés aux travaux forcés à temps ou à la réclusion, que cinq ans après l'expiration de leur peine; et par les condamnés à la peine du carcan, que cinq ans à compter du jour de l'exécution de l'arrêt.

620. Nul ne sera admis à demander sa réhabilitation, s'il ne demeure depuis cinq ans dans le ressort du même tribunal de première instance, s'il n'est pas domicilié depuis deux ans accomplis dans la même commune, et s'il ne joint à sa demande des attestations de bonne conduite qui lui auront été données par les commissaires commandans des communes dans le territoire desquelles il aura demeuré ou résidé pendant le temps qui aura précédé sa demande. — Ces attestations de bonne conduite ne pourront lui être délivrées qu'à l'instant où il quitterait son domicile ou le lieu qu'il habite. — Les attestations exigées ci-dessus devront être approuvées par le procureur du roi ou son substitut, et par les juges de paix des lieux où il aura demeuré ou résidé.

621. La demande en réhabilitation, les attestations exigées par l'article précédent, et l'expédition du jugement de condamnation, seront déposées au greffe de la cour royale.

622. La requête et les pièces seront communiquées au procureur général: il donnera ses conclusions motivées et par écrit.

623. L'affaire sera rapportée à la chambre d'accusation.

624. La cour et le ministère public pourront, en tout état de cause, ordonner de nouvelles informations.

625. La notice de la demande en réhabilitation sera insérée dans les journaux de la colonie.

626. La cour, le procureur général entendu, donnera son avis.

627. Cet avis ne pourra être donné que trois mois au moins après la présentation de la demande en réhabilitation.

628. Si la cour est d'avis que la demande en réhabilitation ne peut être admise, le condamné pourra se pourvoir de nouveau après un nouvel intervalle de cinq ans.

629. Si la cour pense que la demande en réhabilitation peut être admise, son avis, ensemble les pièces exigées par l'article 620, seront, par le procureur général, et dans le plus bref délai, transmis au gouverneur.

630. Le gouverneur transmettra cet avis avec ses observations au minis-

tre secrétaire d'état de la marine et des colonies, qui en fera son rapport au roi.

631. Si la réhabilitation est prononcée, il en sera expédié des lettres où l'avis de la cour sera inséré.

632. Les lettres de réhabilitation seront adressées à la cour qui aura délibéré l'avis : il en sera envoyé copie authentique à la cour qui aura prononcé la condamnation ; et transcription des lettres sera faite en marge de la minute de l'arrêt de condamnation.

633. La réhabilitation fera cesser pour l'avenir, dans la personne du condamné, toutes les incapacités qui résultaient de la condamnation.

634. Le condamné pour récidive ne sera jamais admis à la réhabilitation.

CHAPITRE V. — *De la prescription.*

635. Les peines portées par les arrêts ou jugemens rendus en matière criminelle se prescriront par vingt années révolues, à compter de la date des arrêts ou jugemens. — Néanmoins le condamné ne pourra résider dans la colonie, lorsque celui sur qui ou contre la propriété de qui le crime aurait été commis, ou ses héritiers directs, y résideront. — Le gouverneur pourra assigner au condamné le lieu de son domicile.

636. Les peines portées par les arrêts ou jugemens rendus en matière correctionnelle se prescriront par cinq années révolues, à compter de la date de l'arrêt ou du jugement rendu en dernier ressort ; et, à l'égard des peines prononcées par le tribunal de première instance jugeant correctionnellement, à compter du jour où ils ne pourront plus être attaqués par la voie de l'appel.

637. L'action publique et l'action civile résultant d'un crime de nature à entraîner la peine de mort ou des peines afflictives perpétuelles, ou de tout autre crime emportant peine afflictive ou infamante, se prescriront après dix années révolues, à compter du jour où le crime aura été commis, si dans cet intervalle il n'a été fait aucun acte d'instruction ni de poursuite. — S'il a été fait, dans cet intervalle, des actes d'instruction ou de poursuite non suivis de jugement, l'action publique et l'action civile ne se prescriront qu'après dix années révolues, à compter du dernier acte, à l'égard même des personnes qui ne seraient pas impliquées dans cet acte d'instruction ou de poursuite.

638. Dans les deux cas exprimés en l'article précédent, et suivant les distinctions d'époques qui y sont établies, la durée de la prescription sera réduite à trois années révolues, s'il s'agit d'un délit de nature à être puni correctionnellement.

639. Les peines portées par les jugemens rendus pour contraventions de police seront prescrites après deux années révolues, savoir : pour les peines prononcées par arrêt ou jugement rendu en dernier ressort, à compter du jour de l'arrêt ; et, à l'égard des peines prononcées par les tribunaux de police, à compter du jour où ils ne pourront plus être attaqués par la voie de l'appel.

640. L'action publique et l'action civile pour une contravention de police seront prescrites après une année révolue, à compter du jour où elle aura été commise, même lorsqu'il y aura eu procès-verbal, saisie, instruction ou poursuite, si dans cet intervalle il n'est point intervenu de condamnation ; s'il y a eu un jugement définitif de première instance de nature à être attaqué par la voie de l'appel, l'action publique et l'action civile se prescriront après une année révolue, à compter de la notification de l'appel qui en aura été interjeté.

641. En aucun cas, les condamnés par défaut ou par contumace, dont la peine est prescrite, ne pourront être admis à se présenter pour purger le défaut ou la contumace.

642. Les condamnations civiles portées par les arrêts ou par les jugemens rendus en matière criminelle, correctionnelle ou de police, et devenues irrévocables, se prescriront d'après les règles établies par le Code civil.

643. Les dispositions du présent chapitre ne dérogent point aux lois particulières relatives à la prescription des actions résultant de certains délits ou de certaines contraventions.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

644. Toutes dispositions des lois, ordonnances, arrêts et réglemens, sont et demeurent abrogées en ce qu'elles sont de contraire à la présente ordonnance.

645. Les prescriptions établies par le présent code seront appliquées aux crimes, délits et contraventions commis avant sa promulgation, si elles sont plus favorables aux prévenus ou aux accusés que celles établies par la législation antérieure.

N° 9. = 15 octobre — 1^{er} novembre 1828. = **ORDONNANCE** du roi portant approbation d'un nouveau tarif des frais d'affinage qui seront perçus aux changes des hôtels des monnaies sur les matières d'or et d'argent au dessous du titre monétaire. (VIII, Bull. CCLX, n° 9819.)

Charles, ... — Vu l'article 12 de la loi du 28 mars 1803 (7 germinal an 11), portant que les matières au dessous du titre monétaire, versées au change des monnaies, supporteront les frais d'affinage; — Vu l'arrêté du 24 mai 1803 (4 prairial an 11), qui a fixé la quotité de ces frais; — Considérant qu'il résulte des dispositions du deuxième paragraphe de l'article 12 ci-dessus relaté, qu'il ne doit être exigé des porteurs de matières à bas titre que le remboursement des frais matériels de l'affinage; — Considérant que les progrès des arts ont entièrement modifié les anciens procédés d'affinage, et que les prix actuellement perçus au change, en exécution de l'arrêté du 24 mai 1803, sont bien supérieurs à ceux qu'occasionent les opérations de l'affinage; — Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état des finances, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit : — Les frais d'affinage des matières d'or ou d'argent au dessous du titre monétaire, ainsi que les lingots, espèces et matières contenant or et argent, quel qu'en soit le titre, qui seraient apportés au change de nos hôtels des monnaies, seront perçus conformément au tarif ci-annexé.

Tarif des frais d'affinage qui seront perçus aux changes des monnaies (1).

AFFINAGE PAR L'ACIDE SULFURIQUE.

I^{re} SECTION. — Or.

1° Matières d'or alliées de cuivre seulement, de huit cent quatre-vingt-dix-huit millièmes (titre monétaire, avec la tolérance de deux millièmes) en descendant jusqu'à un millième inclusivement. 5 fr. 00 c.

2° Matières d'or alliées d'argent et de cuivre seulement, quelle que soit la quantité d'argent unie à l'or. 5 fr. 75 c.

II^e SECTION. — Argent.

1° Matières d'argent alliées de cuivre seulement, de huit cent quatre-vingt-

(1) Voyez la nouvelle rédaction de ce tarif, à la date du 15 novembre 1828.

dix-sept millièmes d'argent (titre monétaire, avec la tolérance de trois millièmes) à un millième. 2 fr. 50 c.

2° Matières d'argent contenant or (de cent millièmes d'or à un millième), appelées dans le commerce argent doré. 2 fr. 50 c.

Lorsque les matières contiennent plus de cent millièmes d'or, elles sont considérées comme lingots d'or tenant argent, et paient l'affinage comme telles (1^{re} section, n° 2).

AFFINAGE PAR LA COUPELLATION.

Alliages d'or ne contenant pas d'argent.

1° De huit cent quatre-vingt-dix-huit millièmes d'or (titre monétaire, avec la tolérance de deux millièmes) à trois cents millièmes. 6 fr. 00 c.

2° De trois cents millièmes d'or à un millième. 3 fr. 50 c.

Alliages d'argent ne contenant pas d'or.

1° De huit cent quatre-vingt-dix-sept millièmes d'argent (titre monétaire, avec la tolérance de trois millièmes) jusqu'à trois cents millièmes. 3 fr. 50 c.

2° De trois cents millièmes d'argent à un millième. 2 fr. 50 c.

Alliages contenant or et argent.

1° De neuf cent quatre-vingt-dix-sept millièmes d'or et argent réunis à trois cents millièmes. 6 fr. 00 c.

2° De trois cents millièmes à un millième. 3 fr. 50 c.

N° 10. = 15 octobre—25 novembre 1828. = *ORDONNANCE du roi qui porte que le mont-de-piété de Tarascon (Bouches-du-Rhône) sera désormais régi conformément au règlement y annexé, et autorise l'acceptation de trois legs faits à cet établissement.* (VIII, Bull. CCLXII, n° 9889.)

N° 11. = 19 octobre—1^{er} novembre 1828. = *ORDONNANCE du roi relative à la construction d'un pont suspendu sur la Garonne à Langon.* (VIII, Bull. CCLX, n° 9827.)

N° 12. = 19 octobre 1828—31 juillet 1829. = *ORDONNANCE du roi sur le mode de procéder en matière civile à l'île de la Martinique et à l'île de la Guadeloupe et dépendances* (1). (VIII, Bull. CCCIV bis.)

Charles, ...—Vu notre ordonnance du 24 septembre 1828, sur l'organisation de l'ordre judiciaire et l'administration de la justice aux îles de la Martinique et de la Guadeloupe;—Vu les ordonnances et arrêtés qui règlent le mode de procéder en matière civile dans ces colonies;—Voulant mettre en harmonie les dispositions de ces diverses ordonnances et arrêtés, en attendant que le nouveau Code de procédure civile destiné aux Antilles soit terminé;—Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de la marine et des colonies, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

TITRE 1^{er}. — Des modifications apportées au Code de procédure civile.

Art. 1^{er}. Le Code de procédure civile sera exécuté, aux îles de la Marti-

(1) Voyez, dans les §§ 1^{er} et 2 de la première partie des notes qui accompagnent la loi du 12 nivose an 6 (1^{er} janvier 1798), le résumé des réglemens concernant l'organisation judiciaire de ces deux colonies.

nique et de la Guadeloupe et dépendances, sous les modifications ci-après établies.

2. En matière personnelle ou mobilière, la citation énoncée en l'article 2 du Code de procédure civile sera donnée devant le juge du domicile du défendeur; et, s'il n'a pas de domicile, devant le juge de sa résidence, sauf l'exception portée en l'article 420, en ce qui concerne les matières commerciales.

3. Au cas prévu par l'article 17, les jugemens rendus par les tribunaux de paix, en matière purement civile, seront, jusqu'à concurrence de trois cents francs, exécutoires par provision, et nonobstant appel, mais à la charge de donner caution. — Il en sera de même des jugemens rendus en matière commerciale; toutefois ils pourront être exécutés provisoirement sans caution, dans les cas spécifiés en l'article 439. — Lorsque, soit en matière civile, soit en matière commerciale, le jugement prononcera la contrainte par corps, l'appel sera suspensif quant à ce chef seulement.

4. Lorsqu'il y aura lieu de renvoyer les parties devant l'un des juges de paix des cantons limitrophes, le juge royal pourra prononcer ce renvoi, soit sur simple requête des parties et sur les conclusions du ministère public, soit à la réquisition du procureur du roi.

5. L'article 51 est modifié ainsi qu'il suit : — Le délai de la citation en conciliation sera de trois jours au moins. Durant ce délai, le juge de paix pourra appeler les parties en son hôtel, et les entendre séparément ou en présence l'une de l'autre, à l'effet de les concilier. Dans ce cas, il sera loisible aux parties de se faire assister d'un parent ou d'un ami, pourvu qu'il ne soit pas officier ministériel.

6. L'article 69 est modifié ainsi qu'il suit : — Seront assignés, 1° l'état, lorsqu'il s'agit de domaines et droits domaniaux, en la personne ou au domicile du directeur général de l'intérieur; — 2° Le trésor, en la personne ou au bureau du trésorier; — 3° Les administrations ou établissemens publics, en leurs bureaux, dans le lieu où réside le siège de l'administration; dans les autres lieux, en la personne ou au bureau de leur préposé; — 4° Le roi, pour ses domaines, en la personne du procureur du roi de l'arrondissement; — 5° Les communes, en la personne ou au domicile du commissaire commandant de la commune; — Dans les cas ci-dessus, l'original sera visé de celui à qui copie de l'exploit sera laissée; en cas d'absence ou de refus, le visa sera donné, soit par le juge de paix, soit par le procureur du roi, auquel en ce cas la copie sera laissée; — 6° Les sociétés de commerce, tant qu'elles existent, en leur maison sociale; et s'il n'y en a pas, en la personne ou au domicile de l'un des associés; — 7° Les unions et directions de créanciers, en la personne ou au domicile de l'un des syndics ou directeurs; — 8° Ceux qui n'ont aucun domicile connu dans la colonie, au lieu de leur résidence actuelle; si le lieu n'est pas connu, l'exploit sera affiché à la principale porte de l'auditoire du tribunal où la demande est portée; une seconde copie sera donnée au procureur du roi, lequel visera l'original, et adressera la copie au procureur général, qui l'enverra au ministre de la marine et des colonies, chargé de la transmettre aux parties assignées. — Si la facilité des communications et la distance des lieux rendent la transmission par l'intermédiaire du gouverneur plus prompte, le procureur général lui adressera la copie.

7. Le délai des ajournemens prescrit par l'article 72 sera de huitaine pour ceux qui sont domiciliés dans la colonie. — Dans les cas qui requerront célérité, le juge royal pourra, par ordonnance rendue sur requête, permettre d'assigner à bref délai.

8. L'article 73 est remplacé par les dispositions suivantes :—Si celui qui est assigné demeure hors du territoire de la colonie, le délai sera, — 1° Pour ceux demeurant dans les îles du Vent, de deux mois ; — 2° Pour ceux demeurant dans les pays situés à l'ouest du cap de Bonne-Espérance et à l'est du cap Horn, de six mois ; — 3° Pour ceux demeurant à l'est du cap de Bonne-Espérance, et à l'ouest du cap Horn, d'un an.

9. Lorsqu'aux termes de l'article 74 une assignation à une partie domiciliée hors de la colonie sera donnée à sa personne dans la colonie, elle n'emportera que les délais ordinaires, sauf au tribunal à les prolonger s'il y a lieu.

10. Seront communiquées au procureur du roi, outre les causes énumérées en l'article 83, les demandes et contestations relatives aux affranchissemens, ainsi que toutes demandes au principal qui auront été précédées d'une instance en référé.

11. Dans les cas d'absence et d'empêchement prévus par l'article 84, le procureur du roi et son substitut seront remplacés par les plus anciens des juges-auditeurs, sans préjudice de la faculté accordée au gouverneur par l'article 61 de l'ordonnance du 24 septembre 1828, sur l'organisation judiciaire.

12. Lorsque, aux termes de l'article 87, la cour royale aura ordonné que les plaidoiries se feront à huis clos, le greffier remettra sans délai expédition de la délibération prise par la cour au procureur général, qui sera tenu de la transmettre sans retard au gouverneur.

13. L'article 116 est remplacé par la disposition suivante :—Les jugemens seront rendus par le juge royal seul, qui néanmoins devra prendre l'avis des juges-auditeurs présens à l'audience. — Les jugemens seront prononcés sur-le-champ : toutefois le juge royal pourra ordonner qu'il en sera délibéré en la chambre du conseil ; il pourra ainsi continuer la cause à une des prochaines audiences, pour prononcer le jugement.

14. Les articles 117 et 118 sont supprimés, en ce qui regarde le tribunal de première instance.

15. L'article 154 est remplacé par la disposition suivante.—Sur un simple acte d'avoué à avoué, les parties seront réglées, sur l'opposition aux qualités, par le juge qui aura présidé, et, en cas d'empêchement, par le plus ancien des juges-auditeurs qui auront assisté à l'audience.

16. Les règles et formalités établies, en matière d'enquête, par les articles 252 à 294 inclusivement et par l'article 413, seront communes, sous les modifications suivantes, aux esclaves cités en témoignage.—Les esclaves ne pourront être entendus dans les enquêtes ordinaires ou sommaires que comme témoins nécessaires, et ils ne seront jamais entendus pour ou contre leurs maîtres, si ce n'est en matière de séparation de corps, sauf au juge à avoir à leur déposition tel égard que de raison.—Ils seront toujours assignés en la personne de leurs maîtres ou de leurs détenteurs, qui seront tenus de les faire comparaître, sous peine d'être condamnés aux amendes portées aux articles 263 et 264.

17. L'article 292 est remplacé par les dispositions suivantes :—Lorsqu'une enquête ou une déposition sera attaquée en nullité, et qu'il y aura été procédé par le juge royal ou par le lieutenant de juge, la demande en nullité sera portée devant celui de ces deux magistrats qui n'aura pas rempli les fonctions de juge-commissaire : si elle a été faite par un juge-auditeur, elle sera portée devant le juge royal, et, à son défaut, devant le lieutenant de juge. — Si l'enquête est déclarée régulière, la décision de l'affaire au fond sera renvoyée devant le juge compétent. — Si l'enquête est déclarée nulle, elle sera recommencée par le juge qui aura prononcé la nullité, et la déci-

sion de l'affaire au fond sera également renvoyée au juge compétent. — Les délais de la nouvelle enquête ou de la nouvelle audition de témoins courront du jour de la signification du jugement qui l'aura ordonnée : la partie pourra faire entendre les mêmes témoins ; et si quelques uns ne peuvent être entendus, le tribunal aura tel égard que de raison aux dépositions par eux faites dans la première enquête.

18. L'article 368 est remplacé par les dispositions suivantes :—Lorsqu'une partie aura un parent ou allié jusqu'au degré de cousin issu de germain inclusivement parmi les membres d'un tribunal de première instance, ou deux parens ou alliés au même degré parmi les membres d'une cour royale, l'autre partie pourra demander le renvoi. — Elle pourra également le demander dans les cas suivans : — 1^o Si la partie adverse est membre du tribunal de première instance ; — 2^o Si, étant membre de la cour, elle y avait un parent ou allié au degré ci-dessus déterminé.

19. L'article 373 est remplacé par la disposition suivante : — Si les causes de la demande en renvoi sont avouées ou justifiées dans un tribunal de première instance, le renvoi sera fait à l'un des autres tribunaux ressortissant en la même cour royale ; et si c'est dans une cour royale, le renvoi sera fait à l'une des cours les plus voisines.

20. L'article 380 est remplacé par la disposition qui suit : — Les membres du tribunal de première instance qui sauront cause de récusation en leur personne seront tenus de la déclarer à la cour royale. Si la cour n'est pas en session, la déclaration sera faite à la chambre de la cour qui est permanente en vertu de l'article 54 de notre ordonnance du 24 septembre 1828, sur l'organisation judiciaire. — La cour royale, ou la chambre, décidera s'ils doivent s'abstenir. — Dans le même cas, les juges-auditeurs ne pourront s'abstenir qu'après que leurs motifs de récusation auront été approuvés par le juge royal.

21. Les articles 385, 386, 387 et 388 sont remplacés par les dispositions suivantes : — Dans les deux jours de l'inscription, au greffe, de l'acte de récusation mentionné en l'article 384, le juge récusé fera, à la suite de cet acte, sa déclaration par écrit, contenant ou son acquiescement à la récusation, ou son refus de s'abstenir, avec ses réponses aux moyens de récusation. — Trois jours après la réponse du juge, ou faute par lui de répondre dans ce délai, expédition de l'acte de récusation et de la déclaration du juge, s'il y en a, sera renvoyée par le greffier, sur la réquisition de la partie la plus diligente, savoir : au procureur du roi du tribunal de première instance lorsque la récusation aura été portée contre un juge-auditeur, et au procureur-général lorsqu'elle aura été dirigée contre le juge royal ou le lieutenant de juge. — La récusation sera jugée dans la huitaine, sur les conclusions du ministère public, par le tribunal de première instance s'il s'agit d'un juge-auditeur, et par la cour royale ou par la chambre permanente s'il s'agit du juge royal ou du lieutenant de juge.

22. Les règles de compétence établies en matière commerciale par l'article 420 s'appliqueront aux tribunaux de paix de la colonie.

23. L'article 457 est remplacé par la disposition suivante : — L'appel des jugemens définitifs ou interlocutoires sera suspensif, si le jugement ne prononce pas l'exécution dans les cas où elle est autorisée. — L'exécution des jugemens mal à propos qualifiés en dernier ressort ne pourra être suspendue qu'en vertu de défenses obtenues par l'appelant, sur assignation à bref délai, à l'audience de la cour ; si la cour n'était pas en session, l'assignation serait donnée devant la chambre permanente, en audience publique. — A l'égard des jugemens non qualifiés, ou qualifiés en premier ressort, et dans lesquels

les juges étaient autorisés à prononcer en dernier ressort, l'exécution provisoire pourra en être ordonnée par la cour royale, à l'audience et sur un simple acte.

24. L'article 470 est modifié ainsi qu'il suit :—Les autres règles établies pour les tribunaux inférieurs par le Code de procédure, et non modifiées seront observées, sur l'appel, en tout ce qui ne sera pas contraire aux modifications portées en la présente ordonnance.

25. La consultation prescrite par l'article 495 sera donnée par deux avocats-avoués, et, à leur défaut, par deux avocats exerçant dans le ressort de la cour royale.

26. Au cas prévu par le deuxième paragraphe de l'article 509, la prise à partie contre une cour d'assises, une cour royale, ou un conseil privé jugeant comme commission d'appel, sera portée devant la cour de cassation.

27. L'article 515 est remplacé par la disposition suivante :—La prise à partie sera portée à l'audience sur un simple acte. — Elle sera jugée par la cour royale de la Guadeloupe, si l'admission a été prononcée par la cour de la Martinique; et par la cour royale de cette dernière colonie, si l'admission a été prononcée par la cour royale de la Guadeloupe.

28. L'article 587 est modifié ainsi qu'il suit : — Si les portes sont fermées ou si l'ouverture en est refusée, l'huissier pourra établir un gardien aux portes pour empêcher le divertissement. Il se retirera sur-le-champ, sans assignation, devant le juge de paix, ou à son défaut devant le commissaire de police, et dans les communes où il n'y en a pas, devant le commissaire commandant de la commune ou son lieutenant, en présence desquels l'ouverture des portes, même celle des meubles fermans, sera faite au fur et à mesure de la saisie; l'officier qui se transportera ne dressera point de procès-verbal, mais il signera celui de l'huissier, lequel ne pourra dresser du tout qu'un seul procès-verbal. — A défaut des officiers publics mentionnés ci-dessus, et dont l'absence ou le refus seront demeurés constatés par le procès-verbal de l'huissier, celui-ci requerra l'officier de l'état civil du domicile du saisi de se transporter audit domicile pour y procéder conformément au premier paragraphe du présent article. — L'officier de l'état civil sera tenu d'obtempérer à la réquisition, sous peine de tous dommages-intérêts envers les parties.

29. Sera toujours compris parmi les objets déclarés insaisissables par l'article 592, un esclave domestique attaché au service personnel de la partie saisie, sans préjudice de l'exception portée en l'article 593.

30. Les dispositions des articles 596, 597 et 598 du Code de procédure ne sont point applicables au cas où la saisie-exécution aura été faite sur une propriété rurale. — Dans ce cas, le propriétaire de l'habitation sera de droit gardien des effets saisis. — S'il ne réside pas sur l'habitation, ou si c'est une personne non contraignable par corps, le gérant, ou à son défaut le principal économe, sera également de plein droit gardien desdits effets; ce dont il sera fait mention au procès-verbal de saisie. — Tout gardien est tenu de représenter les effets saisis, et de les transporter à l'embarcadere ou au marché le plus voisin pour y être vendus, conformément aux dispositions de la présente ordonnance, au lieu et dans le délai qui lui seront indiqués pour la vente par le procès-verbal de saisie, sans préjudice au droit de la partie saisie de recourir à l'autorité du juge, par voie de référé, dans le cas où elle aurait à réclamer contre l'indication du jour de la vente. — Si le gardien n'effectue pas ce transport au lieu et dans le délai indiqués, il y sera contraint par corps en vertu d'une simple ordonnance rendue par le juge royal sur la demande du saisissant. En cas de détournement des objets saisis, le

gardien sera puni conformément aux dispositions de l'article 401 du Code pénal.

31. L'article 617 est remplacé par les dispositions suivantes : — La vente des objets saisis sera faite au marché le plus voisin, un jour de dimanche, à l'issue de la messe paroissiale; pourra néanmoins le juge royal permettre de vendre les effets en un autre lieu plus avantageux et à un autre jour. — Dans tous les cas, la vente sera annoncée trois jours auparavant, par trois placards affichés, savoir : — 1° Au lieu où sont les effets, ou à la porte du saisi; — 2° Au lieu où la vente doit s'effectuer; — 3° Au lieu où s'apposent les actes de l'autorité publique dans le chef-lieu de canton. — La vente sera en outre annoncée par la voie des journaux de la colonie.

32. Il n'y aura lieu à l'accomplissement des formalités prescrites par l'article 621 pour la vente des objets y mentionnés, qu'autant que la valeur de ces objets s'élèvera à six cents francs au moins.

33. Tous officiers publics qui, au cas prévu par l'article 625, procéderont à une vente judiciaire, seront responsables du prix des adjudications, et feront mention, dans leurs procès-verbaux, des noms et domiciles des adjudicataires: ils ne pourront recevoir d'eux aucune somme au dessus de l'enchère, à peine d'être poursuivis comme concussionnaires.

34. Les dispositions du premier paragraphe de l'article 628, relatives à l'établissement du gardien des objets saisis-brandonnés, sont remplacées par celles qui suivent : — A défaut de garde champêtre, toute personne de condition libre, majeure, domiciliée dans la colonie, et jouissant des droits de citoyen, pourra être établie gardien.

35. Les articles 629, 632 et 633 sont remplacés par les dispositions qui suivent : — La vente des objets saisis-brandonnés se fera un jour de dimanche, s'il n'en est autrement ordonné par le juge. — Elle pourra être faite sur les lieux, ou sur la place de la commune où est située la majeure partie des objets saisis. — Elle pourra également être faite sur la place principale du chef-lieu de canton, mais seulement s'il en est ainsi ordonné par le juge. — Le nombre et les lieux d'apposition des placards indicatifs de la vente seront les mêmes que ceux déterminés en l'article 31 ci-dessus. — Les placards seront affichés huitaine au moins avant la vente.

36. Les arrêtés rendus par les administrateurs des colonies de la Martinique et de la Guadeloupe, portant suspension de l'exécution des titres XII et XIII du Code de procédure, relatifs à la saisie immobilière et aux incidens sur ces poursuites, continueront provisoirement d'avoir leur effet. — L'exécution du titre XIV, intitulé *de l'ordre*, sera également suspendue provisoirement, excepté dans celles de ses dispositions relatives au cas où l'ordre serait introduit par suite d'aliénation autre que l'expropriation.

37. L'extrait mentionné en l'article 867 sera inséré seulement dans les tableaux placés à cet effet, tant dans l'auditoire du tribunal de première instance que dans l'auditoire des justices de paix.

38. La lecture des jugemens de séparation, prescrite par l'article 872, se fera à l'audience du tribunal de première instance; et l'extrait de chacun de ces jugemens, rédigé dans la forme prescrite audit article, sera inséré et exposé pendant un an dans les tableaux à ce destinés, tant dans l'auditoire du tribunal de première instance que dans celui de la justice de paix du domicile du mari.

39. L'article 881 est supprimé.

40. La déclaration à laquelle est assujéti le débiteur admis au bénéfice de cession par l'article 901 se fera à l'audience du tribunal de première instance.

41. L'insertion prescrite par l'article 903 sera faite dans l'auditoire du tribunal de première instance, et en outre dans l'auditoire de la justice de paix du domicile du débiteur.

42. Les dispositions d'ordre prescrites par l'article 925 seront exécutées dans les villes où siègent les tribunaux de première instance.

43. Au cas prévu par l'article 998, l'administration des successions réputées vacantes sera de droit révolue au curateur des biens vacans.

44. Les formalités prescrites pour l'héritier bénéficiaire s'appliqueront également au mode d'administration et au compte à rendre par le curateur aux biens vacans, qui se conformera en outre aux règles d'administration spéciales qui lui seront tracées par les lois, ordonnances et arrêtés en vigueur dans la colonie.

45. Aucune signification ni exécution ne pourra être faite dans la colonie, pendant tout le cours de l'année, avant six heures du matin et après six heures du soir.

46. § 1^{er}. En conformité de l'article 31 de notre ordonnance du 24 septembre 1828, sur l'organisation judiciaire, les fonctions attribuées aux présidens des tribunaux de première instance par les diverses dispositions du Code de procédure seront exercées par le juge royal. — § 2. Il en sera de même de celles que les présidens ne remplissent qu'en commun avec les autres juges. — § 3. Le juge royal pourra toujours se désigner lui-même, soit comme juge-rapporteur, soit comme juge-commissaire, si mieux il n'aime en déléguer les fonctions à l'un des juges-auditeurs, dans tous les cas où la nomination d'un juge-commissaire ou d'un juge-rapporteur est autorisée ou prescrite par le Code de procédure.

47. Les règles établies par les diverses dispositions du Code de procédure, en faveur de ceux qui sont absens du territoire continental de la France, seront appliquées à ceux qui seront absens du territoire de la colonie.

48. Les attributions particulières conférées aux maires et à leurs adjoints par les diverses dispositions du Code de procédure seront confiées aux commissaires commandans des communes et à leurs lieutenans, et, à leur défaut, aux officiers de l'état civil. — Les appositions d'extraits, d'affiches et placards, qui doivent être faites à la porte des mairies, se feront à l'avenir à celle des officiers de l'état civil.

49. Les insertions et annonces qui doivent être publiées dans les journaux d'arrondissement ou de département se feront dans tous les journaux de la colonie.

50. Lorsque des esclaves seront compris dans une saisie mobilière, ou feront l'objet d'une revendication, on observera à leur égard les mêmes formes et les mêmes règles que celles applicables aux meubles saisis ou revendiqués. — Leur désignation sera toujours établie par nombre, noms, caste et âge. — Il n'y aura jamais lieu de déposer ou retenir des esclaves dans les prisons pour cause de saisie.

TITRE II. — Dispositions supplémentaires au Code de procédure civile.

CHAPITRE 1^{er}. — *De la distribution des causes, et de l'instruction d'audience.*

SECTION 1^{re}. — De la distribution des causes, et de l'instruction d'audience à la cour royale.

51. Il sera tenu, par le greffier de la cour, un registre ou rôle sur lequel seront inscrites les affaires civiles ou commerciales venant par voie d'appel. — Ce registre sera coté et paraphé par le président.

52. L'inscription devra être faite lors de l'échéance des délais de l'assigna-

tion, et, au plus tard, la veille du jour où l'on se présentera à l'audience. — Chaque inscription contiendra les noms des parties et ceux des avoués constitués.

53. A l'ouverture de la première audience de la session, l'huissier de service fera successivement l'appel des causes dans l'ordre de leur inscription au rôle. — Sur cet appel, le président retiendra, pour être jugées pendant le cours de la session, les causes dans lesquelles il y aurait eu constitution d'avoué, et renverra, soit à la fin de la session, soit au commencement de la session suivante, les causes qui ne seraient pas en état. — A l'égard de celles où il n'y aurait pas eu constitution d'avoué, il sera donné défaut contre la partie, sur les conclusions signées de l'avoué qui le requerra. — Ces conclusions seront immédiatement remises au greffier.

54. Si un avoué demande acte, à l'audience, de sa constitution, il sera ultérieurement procédé comme dans les causes où il y aura eu constitution d'avoué.

55. Les causes où il y aura eu constitution d'avoué dans le délai de l'ajournement, seront portées à l'audience au jour indiqué par le président, et sur un simple acte d'avoué à avoué.

56. Lorsque les avoués auront posé qualités, la cour donnera acte aux parties des conclusions par elles prises. — L'arrêt de qualités posées sera porté sur la feuille d'audience, et les conclusions signées des avoués seront remises au greffier.

57. Le greffier tiendra, pour chaque session, un rôle particulier sur lequel seront inscrites les causes qui devront être appelées à chaque audience de la session, avec mention de leur numéro au rôle général. — Les rôles particuliers seront affichés dans l'auditoire et au greffe.

58. Aucune cause ne pourra être plaidée qu'autant qu'elle aura été affichée huit jours à l'avance, si ce n'est en cas d'urgence ou du consentement des parties.

59. Dans toutes les causes, les avoués, avant d'être admis à requérir défaut ou à plaider, remettront au greffier de service leurs conclusions motivées, avec le numéro du rôle particulier. — Lorsqu'à l'audience les avoués changeront les conclusions par eux posées, ou qu'ils en prendront de nouvelles, ils seront tenus, après les avoir signées, de les remettre au greffier, qui les joindra à celles précédemment déposées.

60. Si, au jour fixé pour plaider, aucun avoué ne se présente, ou si celui qui se présente refuse de prendre jugement, la cour pourra, après avoir ordonné que les pièces seront déposées sur le bureau, juger sur le vu desdites pièces, et déclarer que la cause est retirée du rôle particulier. — Aucune cause retirée du rôle ne pourra y être rétablie que sur le vu de l'expédition de l'arrêt de radiation, dont le coût restera à la charge personnelle des avoués, qui seront en outre tenus de tous dommages-intérêts envers les parties, et auxquels il pourra encore être fait des injonctions suivant les circonstances.

61. Lorsqu'il aura été formé opposition à un arrêt par défaut, la cause reprendra le rang qu'elle occupait, soit au rôle général, soit au rôle particulier, à moins qu'il ne soit accordé, par le président, un jour fixe pour statuer sur les moyens d'opposition.

SECTION II. — De la distribution des causes, et de l'instruction d'audience devant les tribunaux de première instance et les tribunaux de paix.

62. Il sera tenu, aux greffes des tribunaux de première instance, un registre ou rôle coté et paraphé par le juge royal, et destiné à l'inscription,

suivant l'ordre de leur présentation, des affaires civiles et commerciales.

63. Les causes introduites par assignation à bref délai, celles qui auront pour objet des déclinatoires, des exceptions, des réglemens de procédure qui ne tiennent point au fond, celles qui seront retenues pour être jugées en état de référé, ou qui seront relatives à des demandes à fin de mise en liberté ou de provisions alimentaires, et toutes autres causes également urgentes, seront appelées sur simples mémoires, pour être plaidées et jugées sans remise, sans tour de rôle, avant toutes autres affaires, et sans qu'elles aient besoin d'être affichées. Si, par des motifs extraordinaires, le tribunal croit devoir accorder remise, elle sera ordonnée contradictoirement à jour fixe, et au jour indiqué il n'en pourra être accordé une nouvelle.

64. A l'ouverture de chaque audience, l'huissier de service fera successivement l'appel des causes dans l'ordre de leur inscription au rôle. — Sur cet appel et à la même audience, les causes dans lesquelles il y aurait eu constitution d'avoué seront distribuées par le juge royal à l'un des jours de la semaine. — A l'égard de celles où il n'y aurait pas eu constitution d'avoué, il sera donné défaut contre la partie, sur les conclusions signées de l'avoué qui le requerra. — Ces conclusions seront immédiatement remises au greffier.

65. Le greffier tiendra, pour chaque semaine, un rôle particulier sur lequel les causes seront inscrites dans l'ordre de leur distribution, avec mention de leur numéro au rôle général. — Les rôles particuliers seront affichés dans l'auditoire et aux greffes.

66. Aucune cause ne pourra être plaidée qu'autant qu'elle aura été affichée, huit jours à l'avance, dans l'auditoire et au greffe des tribunaux, si ce n'est en cas d'urgence ou de consentement des parties.

67. Les dispositions des articles 54, 55, 56, 58, 59, 60 et 61 de la présente ordonnance seront applicables aux tribunaux de première instance.

68. Il sera tenu, au greffe de chaque tribunal de paix, deux registres ou rôles cotés et paraphés par le juge de paix, et destinés à l'instruction, savoir : — Le premier, des affaires civiles et commerciales ; — Le second, des affaires portées en conciliation. — Les causes civiles et commerciales seront jugées dans l'ordre de leur inscription au rôle.

CHAPITRE II. — *De la communication des causes au ministère public.*

69. Le ministère public assistera à toutes les audiences. — Dans les causes qui devront lui être communiquées, les avoués seront tenus de remettre les pièces au parquet, la veille de l'audience où la cause devra être appelée. — Dans les causes contradictoires, cette communication devra être faite trois jours au moins avant celui indiqué pour la plaidoirie. — Si la remise des pièces n'a pas été faite dans le temps prescrit, elle ne passera point en taxe.

70. Lorsque celui qui remplit les fonctions du ministère public ne portera pas la parole sur-le-champ, il ne pourra demander qu'un seul délai qui ne pourra excéder quinzaine, et il en sera fait mention sur la feuille d'audience.

71. Dans les procès mis au rapport et dont l'instruction sera faite par écrit, le juge-rapporteur devra veiller à ce que les communications au ministère public soient faites assez à temps pour que le jugement ne soit pas retardé. — Le ministère public, après avoir pris communication des pièces, les fera remettre dans le plus bref délai au rapporteur, quand il les aura reçues de ses mains ; sinon, au greffe.

72. Le ministère public une fois entendu, les parties ni leurs avoués ne pourront obtenir la parole après lui; ils pourront seulement remettre sur-le-champ de simples notes, ainsi qu'il est dit à l'article 3 du Code de procédure civile.

CHAPITRE III. — *Du jugement.*

SECTION 1^{re}. — *Du jugement à la cour royale.*

73. Lorsque les juges tenant audience trouveront une cause suffisamment éclaircie, le président pourra faire cesser les plaidoiries.

74. Il mettra la matière en délibération, et recueillera ensuite les opinions dans l'ordre inverse du rang que les magistrats occupent entre eux. — Dans les affaires jugées sur rapport, le rapporteur opinera le premier.

75. Aucun membre du ministère public ne pourra assister aux délibérations des juges. — La même disposition s'appliquera au greffier.

76. Les arrêts seront rendus à la majorité des voix.

77. La rédaction des arrêts contiendra, indépendamment de ce qui est prescrit par le Code de procédure civile, la mention qu'ils ont été prononcés publiquement et à l'audience, sous peine, s'il y a lieu, de dommages et intérêts contre le greffier envers les parties.

78. Le greffier portera sur la feuille d'audience du jour la minute de chaque arrêt, aussitôt qu'il aura été rendu. — Les feuilles d'audience seront vérifiées par le président, et signées par lui et par le greffier, dans les vingt-quatre heures qui suivront l'audience où l'arrêt aura été prononcé. Elles seront de papier de même forme, et réunies, par année, en forme de registre. — Le greffier se conformera, en outre, aux dispositions du titre VII, livre II du Code de procédure civile.

79. Si le président se trouve dans l'impossibilité de signer la feuille d'audience, elle devra l'être, dans les vingt-quatre heures suivantes, par le plus ancien des magistrats qui aura assisté à l'audience.

80. Dans le cas où le greffier serait dans l'impossibilité de la signer, il suffira que le président en fasse mention en signant.

81. Si les feuilles d'une ou de plusieurs audiences n'avaient pas été signées dans les délais et ainsi qu'il est dit ci-dessus, la cour pourra, suivant les circonstances, et sur les conclusions parécrit du procureur général, autoriser un des conseillers qui auront concouru à ces arrêts à les signer.

SECTION II. — *Du jugement au tribunal de première instance et aux tribunaux de paix.*

82. Lorsque le juge royal trouvera une cause suffisamment éclaircie, il pourra faire cesser les plaidoiries.

83. Les dispositions des articles 75, 77, 78, ci-dessus, seront applicables aux tribunaux de première instance.

84. Si le juge royal se trouvait dans l'impossibilité de signer la feuille d'audience, elle devra l'être, dans les vingt-quatre heures suivantes, par le plus ancien des juges-auditeurs qui aura assisté à l'audience.

85. Dans le cas où le greffier serait dans l'impossibilité de la signer, il suffira que le juge royal en fasse mention en signant.

86. Si les feuilles d'une ou de plusieurs audiences n'avaient pas été signées dans les délais et ainsi qu'il est dit ci-dessus, la cour pourra, suivant les circonstances, autoriser un des juges-auditeurs qui auront assisté à l'audience à signer le jugement.

87. Lorsque le juge de paix aura entendu les parties, il prendra, avant de

prononcer son jugement, l'avis de son suppléant, dans le cas où celui-ci serait présent à l'audience.

88. Les dispositions des articles 77, 78 et 85 seront applicables aux tribunaux de paix. — Au cas prévu par l'article 84, le juge-suppléant qui aura assisté au jugement signera la feuille ordinaire. — Au cas prévu par l'article 86, il pourra y être autorisé par la cour.

CHAPITRE IV. — *Du mode de procéder sur les demandes en annulation.*

89. Les jugemens rendus en dernier ressort par les justices de paix, soit en matière civile, soit en matière commerciale, pourront être attaqués devant la cour royale par la voie de l'annulation. — Cette voie ne sera ouverte aux parties que pour cause d'incompétence et d'excès de pouvoir. — Elle sera ouverte, mais dans l'intérêt de la loi seulement, au procureur général, pour cause d'incompétence, d'excès de pouvoir, ou de contravention à la loi.

90. Le délai du recours en annulation sera, pour les parties, de dix jours francs, à dater de celui soit de la signification des jugemens définitifs, soit de la prononciation des jugemens interlocutoires. — A l'égard du recours contre les jugemens préparatoires, ce délai ne courra que du jour de la signification du jugement définitif, sans que leur exécution puisse, en aucun cas, être opposée au demandeur en annulation, comme fin de non-recevoir.

91. Lorsque, à l'expiration du délai fixé par l'article précédent, aucune des parties n'aura formé de recours, le jugement passé ainsi en force de chose jugée pourra être attaqué par le procureur général, en annulation pour cause d'incompétence ou d'excès de pouvoir. — Dans le cas où le recours du procureur général aura pour cause une contravention à la loi, il lui sera loisible de l'introduire immédiatement après la prononciation du jugement définitif.

92. Les déclarations de recours seront formées, savoir : — Celles des parties, par une simple requête signée d'un avoué ; — Et celles du procureur général, par un réquisitoire. — Les déclarations de recours seront déposées au greffe de la cour royale ; elles y seront inscrites par ordre de date et de numéros, sur un registre ou rôle général, au moment de leur présentation.

93. Les requêtes introductives des recours formés par les parties devront contenir, indépendamment des noms, profession et domicile des demandeurs en annulation, de leurs conclusions et des noms et demeures des parties adverses, l'exposé sommaire des faits et des moyens tendant à prouver l'incompétence ou l'excès de pouvoir, sans que ni cet exposé, ni le complément ou le développement soit des faits, soit des moyens, puisse ultérieurement donner lieu à la production d'aucun mémoire ampliatif.

94. Les parties seront tenues de joindre à leur requête introductive, savoir : — Si le jugement attaqué par elles est définitif, la copie qui leur en aura été signifiée ; — Et s'il est interlocutoire ou préparatoire, une expédition de ce jugement. — Le procureur général joindra seulement à son réquisitoire une copie certifiée du jugement attaqué dans l'intérêt de la loi.

95. Les parties seront tenues, en outre, de consigner, à peine de déchéance, une amende de cent francs, si leur recours est formé contre un jugement contradictoire, et de la moitié de cette somme, si le jugement attaqué a été rendu par défaut. — Sont exempts de l'amende les administrations, régies

ou agents publics, pour les affaires concernant directement les divers services administratifs ou les domaines et revenus de l'état. — A l'égard de toutes autres parties, l'amende sera encourue par celles qui succomberont dans leur recours. Seront néanmoins dispensées de la consigner celles qui joindront à leur requête introductive un certificat d'indigence délivré par le commissaire commandant de la commune de leur domicile, ou par son lieutenant; ce certificat devra, en outre, être visé et approuvé par le directeur général de l'intérieur.

96. La requête introductive sera signifiée, dans les cinq jours de sa production, à la partie au profit de laquelle aura été rendu le jugement attaqué. — La copie ne pourra être signifiée qu'après avoir été certifiée véritable, et signée par l'avoué du demandeur en annulation. — L'original de la signification sera, dans les cinq jours, rapporté par l'avoué au greffe de la cour royale, et joint par le greffier à l'original de la requête introductive.

97. Dans les dix jours de la signification, le défendeur en annulation sera tenu de constituer avoué, et de faire signifier à celui du demandeur sa requête en défense, dont l'original sera, dans les cinq jours de la signification, déposé au greffe de la cour.

98. La signature de l'avoué au bas de l'original et de la copie de la requête primitive, soit en demande, soit en défense, vaudra, à son égard, acte de constitution, et à l'égard de la partie, acte d'élection de domicile chez son avoué.

99. Le demandeur pourra faire signifier une réplique dans la huitaine après les défenses fournies, et le défendeur signifier la sienne dans la huitaine suivante. L'original et la copie de chaque réplique seront également signés par l'avoué de la partie, lequel devra de même déposer l'original au greffe dans les cinq jours de la signification. — Il ne pourra être produit aucune autre requête de la part de chaque partie.

100. Les affaires seront réputées en état, soit après la production des deux requêtes à fournir en demande ainsi qu'en défense, soit après l'expiration des délais pour produire. — Chaque affaire, immédiatement après sa mise en état, sera distribuée par le président au conseiller qui devra en effectuer le rapport, et les pièces de l'instruction seront transmises par le greffier au rapporteur aussitôt après le dépôt de la réplique en défense. — A l'égard des demandes en annulation introduites par le procureur général dans l'intérêt de la loi, la nomination du rapporteur aura lieu immédiatement après le dépôt du réquisitoire, et le greffier transmettra sans délai le réquisitoire au rapporteur.

101. Le rapporteur rétablira les pièces de chaque instruction au greffe, en y remettant son rapport écrit, dans les quinze jours de sa nomination au plus tard, sans que, dans aucun cas, ce délai puisse être prolongé pour attendre les productions qui n'auraient pas eu lieu en temps utile.

102. La date de la nomination du rapporteur et celle de la remise du rapport au greffe seront inscrites par le greffier sur le rôle général de présentation.

103. Les affaires dont le rapport aura été déposé seront distribuées par le président à l'un des jours de la session qui suivra celle où le dépôt aura lieu. — Le greffier sera tenu de les inscrire par ordre de dates et de numéros, sur les rôles particuliers de distribution, qu'il devra, jusqu'à l'appel de la cause, tenir et afficher conformément à l'article 57 de la présente ordonnance; et il les y classera sous un titre distinct. — Il devra également inscrire, sur le dossier de chaque affaire, son numéro d'ordre au rôle particulier.

104. Dans le jour du dépôt des pièces de l'instruction, au greffe, par les conseillers rapporteurs, le greffier les transmettra au procureur général, qui les y rétablira trois jours au plus tard avant celui où chaque affaire devra être portée à l'audience.

105. Les affaires seront appelées et jugées suivant leur ordre d'inscription au rôle partienlier. — Celles introduites à la requête des parties pourront, soit du consentement commun de celles en demande et en défense, soit à la réquisition de l'une d'elles, être remises par la cour une seule fois et à jour fixe. Il ne pourra, sous aucun prétexte, être accordé de nouveaux délais; et l'ordre, soit de l'inscription, soit de la remise, devra être invariablement suivi pour le rapport et le jugement.

106. Les rapports seront faits à l'audience. — Après le rapport, les avoués des parties seront successivement entendus, et le président les avertira, s'il y a lieu, qu'ils doivent se borner à présenter de simples observations. — Le procureur général donnera ensuite ses conclusions. Il devra être entendu dans chaque affaire, même dans celles introduites sur son réquisitoire. — Les avoués des parties ne pourront obtenir la parole après le procureur général, que dans le cas où celui-ci se trouverait partie principale et poursuivante.

107. Les dispositions établies en la présente ordonnance par les articles 72, 73, 74, 75 et 76, relativement à la cessation des plaidoiries et à la manière dont les arrêts seront délibérés et rendus, sont applicables au jugement des affaires en annulation.

108. Dans les affaires introduites à la requête des parties, si l'annulation est prononcée pour cause d'incompétence, la cour royale annulera le jugement ou les jugemens attaqués, ainsi que toute la procédure; et, prononçant par voie de règlement de juges, elle renverra l'affaire devant ceux qui devront en connaître, pour être statué sur le fond seulement. Si l'annulation est prononcée pour cause d'excès de pouvoir, la cour annulera, simplement en ce qui concerne l'excès de pouvoir, le jugement attaqué, et, s'il y a lieu, les actes de l'instruction; elle renverra l'affaire devant l'un des tribunaux de paix des cantons limitrophes du tribunal qui aura prononcé; et le tribunal de paix saisi par la cour devra, en statuant définitivement sur le litige, se renfermer strictement dans les limites résultant de l'arrêt d'annulation. — A l'égard des affaires introduites sur le réquisitoire du procureur général, l'annulation ne sera prononcée que dans l'intérêt de la loi, et les parties ne pourront s'en prévaloir pour se soustraire à l'exécution du jugement annulé.

109. Le demandeur qui succombera dans son recours en annulation sera condamné à l'amende et aux dépens: les administrations ou régies de l'état et les agens publics ne seront condamnés qu'aux frais. — Si le jugement est annulé, l'amende consignée sera rendue, quand même l'arrêt d'annulation aurait omis d'ordonner la restitution de l'amende. — L'arrêt d'annulation ou de rejet devra d'ailleurs contenir la liquidation des dépens.

110. Les motifs et le dispositif des arrêts seront rédigés par les rapporteurs, écrits de leur main sur la minute de chaque arrêt, et remis par eux au greffe, dans la semaine qui suivra celle de leur prononciation. — Seront observées, au surplus, les règles ci-dessus prescrites par les articles 78, 79, 80 et 81, pour la tenue des feuilles d'audience.

111. En cas d'annulation, soit à la requête des parties, soit sur le réquisitoire du procureur général, expédition de l'arrêt lui sera remise, et sera transcrite, à sa diligence, en marge ou à la suite du jugement annulé. — Le greffier de la justice de paix devra justifier au procureur général de la transcription ainsi prescrite.

TITRE III. — Dispositions générales.

112. Toutes dispositions concernant le mode de procéder en matière civile aux îles de la Martinique et de la Guadeloupe et dépendances, sont et demeurent abrogées en ce qu'elles ont de contraire à la présente ordonnance.

N° 13. = 26 octobre—24 décembre 1828. = **ORDONNANCE du roi relative à la justice de paix établie dans la partie française de l'île de Saint-Martin, l'une des dépendances de la Guadeloupe** (1). (VIII, Bull. CCLXVIII, n° 10277.)

Charles, . . . — Vu notre ordonnance du 24 septembre 1828, sur l'organisation judiciaire et l'administration de la justice aux îles de la Martinique, de la Guadeloupe et dépendances, portant qu'il sera établi dans la partie française de l'île de Saint-Martin un tribunal de paix, et que ce tribunal ressortira au tribunal de première instance de la Basse-Terre; — Considérant que la difficulté et la longueur des communications entre l'île de Saint-Martin et celle de la Guadeloupe, à différentes époques de l'année, rendent nécessaires pour ce tribunal quelques modifications tant dans les règles de compétence établies pour les tribunaux de paix du ressort de la cour royale de la Guadeloupe que dans les diverses attributions des juges de paix; — Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état de la marine et des colonies, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

CHAPITRE 1^{er}. — De la compétence et de la composition du tribunal de paix de Saint-Martin.

Art. 1^{er}. Le tribunal de paix du canton de Saint-Martin connaîtra, sauf les exceptions déterminées par la loi, des actions civiles, soit personnelles, soit mobilières, et des actions commerciales, savoir : — En premier et dernier ressort, lorsque la valeur principale de la demande n'excèdera pas cinq cents francs; — En premier ressort seulement, lorsque la valeur principale de la demande sera au dessus de cinq cents francs, et n'excèdera pas mille francs.

2. Il connaîtra en premier et dernier ressort jusqu'à la valeur de cinq cents francs en principal, et, en premier ressort seulement, à quelque valeur que la demande puisse monter, — 1° Des actions pour dommages faits, soit par les hommes, soit par les animaux, aux champs, fruits et récoltes; — 2° Des déplacements de bornes; des usurpations de terre, arbres, haies, fossés et autres clôtures, commises dans l'année, et de toutes autres actions possessoires; — 3° Des réparations locatives des maisons et habitations affermées; — 4° Des indemnités prétendues par le fermier ou locataire pour non-jouissance, lorsque le droit à l'indemnité ne sera pas contesté, ainsi que des dégradations alléguées par le propriétaire; — 5° De l'exécution des engagements entre le propriétaire et ses gérans ou économes, ou tous autres gens à gages; entre les marchands et les commis; entre les fabricans, entrepreneurs et maîtres-ouvriers, et leurs compagnons ou apprentis; entre les maîtres et les domestiques ou gens de travail; — 6° Des contestations relatives aux locations d'esclaves; — 7° Des fournitures faites par les bouchers et les boulangers; — 8° Des contestations entre les aubergistes et les voyageurs pour frais d'hôtellerie; — 9° Des actions en dommages et intérêts pour injures verbales et autres contraventions de police pour lesquelles les parties ne se seront point pourvues par voie extraordinaire.

(1) Voyez, dans le § 2 de la deuxième partie des notes qui accompagnent la loi du 12 nivose an 6 (1^{er} janvier 1798), le résumé des réglemens concernant l'organisation judiciaire de la Guadeloupe.

3. Toutes les fois que les parties y consentiront, le juge de paix connaîtra des actions énoncées aux deux articles précédens, soit en premier et dernier ressort, soit en premier ressort seulement, à quelque valeur que la demande puisse monter, lors même qu'il ne serait pas le juge naturel des parties.

4. En matières civile et commerciale, les jugemens du tribunal de paix, jusqu'à concurrence de *mille francs*, seront exécutoires par provision et nonobstant appel, sous les modifications portées au Code de procédure civile.

5. Dans les matières civiles qui excéderont sa compétence, le juge de paix remplira les fonctions de conciliateur, ainsi qu'il est réglé par le Code de procédure civile.

6. Le tribunal de paix connaîtra des contraventions de police, telles qu'elles sont définies par le Code pénal et par le Code d'instruction criminelle. — Les jugemens seront rendus, savoir : — En premier et dernier ressort, lorsque l'amende, les restitutions et autres réparations civiles n'excéderont pas *cinquante francs*, outre les dépens; — Et en premier ressort seulement, lorsqu'ils prononceront l'emprisonnement, ou lorsque le montant de l'amende et des condamnations civiles excédera la somme de cinquante francs, sans les dépens.

7. Les dispositions de l'article 20 de notre ordonnance du 24 septembre dernier, sur l'organisation judiciaire de la Martinique et de la Guadeloupe, relatives à la faculté d'attaquer les jugemens des tribunaux de paix par voie d'annulation, sont applicables aux jugemens rendus par le tribunal de Saint-Martin.

8. Le tribunal de paix se constituera, pour juger les diverses matières de sa compétence, ainsi qu'il est prescrit par l'article 21 de notre dite ordonnance sur l'organisation judiciaire. — Lorsqu'il se constituera en tribunal de police, les fonctions du ministère public y seront remplies, à défaut de l'officier de l'état civil, par le plus ancien notaire.

9. Le suppléant remplacera le juge de paix au besoin. — Il pourra toujours assister aux audiences, et il y aura voix consultative.

10. Il y aura un huissier attaché au tribunal de paix. — En cas d'empêchement, il sera remplacé par l'agent de la force publique qui sera commis par le juge; ce dont il sera fait mention dans la citation.

CHAPITRE II. — Des diverses attributions du juge de paix en matières civile et commerciale.

11. Indépendamment des fonctions qui sont départies aux juges de paix par les Codes civil, de procédure civile et de commerce, le juge de paix de Saint-Martin aura les attributions suivantes : — Il recevra les oppositions aux mariages, sauf à renvoyer devant le juge compétent pour qu'il y soit statué. — Il autorisera les saisies dans le cas où ce droit est conféré au président du tribunal de première instance par les Codes de procédure civile et de commerce, et par les ordonnances locales. — Il ordonnera, s'il y a lieu, la contrainte par corps dans le cas prévu par l'article 30 de notre ordonnance du 19 octobre 1828, portant application du Code de procédure civile aux colonies de la Martinique, de la Guadeloupe et dépendances. — Il délèguera le notaire qui devra procéder aux inventaires des biens des mineurs et des absens. — Il recevra les actes de notoriété. — Il légalisera les actes judiciaires et les actes de l'état civil qui seront destinés à l'extérieur de l'île. — Il homologuera les testamens, procédera à leur ouverture, lorsqu'ils seront olographes ou mystiques, et en ordonnera l'exécution, qui ne sera suspendue que s'il y a appel. — Il nommera les experts pour procéder aux

5. Les dispositions du présent code ne s'appliquent pas aux contraventions, délits et crimes *militaires*. — A l'égard des crimes, délits et contraventions commis par les esclaves, et de ceux commis par des personnes libres envers les esclaves, ils seront déterminés et punis par des ordonnances spéciales. — Jusqu'à l'époque de la promulgation de ces ordonnances, les crimes, délits et contraventions commis par des esclaves, seront punis conformément à la législation actuellement en vigueur; et ceux qui auront été commis par des personnes de condition libre envers les esclaves seront punis conformément aux lettres-patentes, édits et déclarations du roi promulgués dans la colonie. Dans les cas non prévus, ils seront punis conformément aux dispositions du présent code.

LIVRE I^{er}. — DES PEINES EN MATIÈRE CRIMINELLE ET CORRECTIONNELLE, ET DE LEURS EFFETS.

6. Les peines en matière criminelle sont ou afflictives et infamantes, ou seulement infamantes.

7. Les peines afflictives et infamantes sont : — 1^o La mort; — 2^o Les travaux forcés à perpétuité; — 3^o La déportation; — 4^o Les travaux forcés à temps; — 5^o La réclusion. — La marque peut être prononcée concurremment avec une peine afflictive, dans les cas déterminés par la loi.

8. Les peines infamantes sont : — 1^o Le carcan; — 2^o Le bannissement; — 3^o La dégradation civique.

9. Les peines en matière correctionnelle sont : — 1^o L'emprisonnement à temps dans un lieu de correction; — 2^o L'interdiction à temps de certains droits civiques, civils ou de famille; — 3^o L'amende.

10. La condamnation aux peines établies par la loi est toujours prononcée sans préjudice des restitutions et dommages-intérêts qui peuvent être dus aux parties.

11. Le renvoi sous la surveillance spéciale de la haute police, l'interdiction absolue ou limitée de posséder des esclaves, l'amende, et la confiscation spéciale, soit du corps du délit, quand la propriété en appartient au condamné, soit des choses produites par le délit, soit de celles qui ont servi ou qui ont été destinées à le commettre, sont des peines communes aux matières criminelle et correctionnelle.

CHAPITRE I^{er}. — Des peines en matière criminelle.

12. Tout condamné à mort aura la tête tranchée.

13. Le coupable condamné à mort pour parricide sera conduit sur le lieu de l'exécution en chemise, nu-pieds, et la tête couverte d'un voile noir. — Il sera exposé sur l'échafaud, pendant qu'un huissier fera au peuple lecture de l'arrêt de condamnation; il aura ensuite le poing droit coupé, et sera immédiatement exécuté à mort.

14. Les corps des suppliciés seront délivrés à leurs familles, si elles les réclament, à la charge par elles de les faire inhumer sans aucun appareil.

15. Les hommes condamnés aux travaux forcés seront employés aux travaux les plus pénibles; ils traîneront à leurs pieds un boulet, ou seront attachés deux à deux avec une chaîne, lorsque la nature du travail auquel ils seront employés le permettra. — Les hommes condamnés aux travaux forcés seront envoyés dans les bagnes des ports de France, pour subir leur condamnation, sans préjudice des autres peines déterminées par les articles 20 et 22 ci-après, qui seront appliquées dans la colonie. — Néanmoins, en attendant leur départ pour la France, ils subiront leur peine dans l'intérieur des prisons.

16. Les femmes et les filles condamnées aux travaux forcés n'y seront employées que dans l'intérieur d'une maison de force.

17. La peine de la déportation consistera à être transporté et à demeurer à perpétuité dans un lieu déterminé par le gouvernement, hors du territoire continental de la France et du territoire de la colonie. — Si le déporté rentre sur le territoire qui lui est interdit, il sera, sur la seule preuve de son identité, condamné aux travaux forcés à perpétuité. — Le déporté qui ne sera pas rentré sur le territoire qui lui est interdit, mais qui sera saisi dans des pays occupés par les armées françaises, sera reconduit dans le lieu de sa déportation.

18. Les condamnations aux travaux forcés à perpétuité et à la déportation emporteront mort civile. — Néanmoins le gouvernement pourra accorder au déporté, dans le lieu de la déportation, l'exercice des droits civils ou de quelques uns de ces droits.

19. La condamnation à la peine des travaux forcés à temps sera prononcée pour cinq ans au moins et vingt ans au plus.

20. Quiconque aura été condamné à la peine des travaux forcés à perpétuité sera flétri, sur la place publique, par l'application d'une empreinte avec un fer brûlant, sur l'épaule droite. — Les condamnés à d'autres peines ne subiront la flétrissure que dans les cas où la loi l'aurait attachée à la peine qui leur est infligée. — Cette empreinte sera des lettres T P pour les coupables condamnés aux travaux forcés à perpétuité; de la lettre T pour les coupables condamnés aux travaux forcés à temps, lorsqu'ils devront être flétris. — La lettre F sera ajoutée dans l'empreinte si le coupable est un faussaire.

21. Tout individu de l'un ou l'autre sexe, condamné à la peine de la réclusion, sera renfermé dans une maison de force, et employé à des travaux dont le produit pourra être en partie appliqué à son profit, ainsi qu'il sera réglé par le gouvernement. — La durée de cette peine sera au moins de cinq années, et de dix ans au plus. — Les individus mentionnés au présent article pourront être renvoyés en France pour y subir leur peine.

22. Quiconque aura été condamné à l'une des peines des travaux forcés à perpétuité, des travaux forcés à temps, ou de la réclusion, sera, avant de subir sa peine, attaché au carcan sur la place publique; il y demeurera exposé aux regards du peuple durant une heure. Au dessus de sa tête sera placé un écriteau portant, en caractères gros et lisibles, ses noms, sa profession, son domicile, sa peine et la cause de sa condamnation.

23. La durée de la peine des travaux forcés à temps et de la peine de la réclusion, se comptera du jour de l'exposition.

24. La condamnation à la peine du carcan sera exécutée de la manière prescrite par l'article 22.

25. Aucune condamnation ne pourra être exécutée les jours de fêtes nationales ou religieuses, ni les dimanches.

26. L'exécution se fera sur l'une des places publiques du lieu qui sera indiqué par l'arrêt de condamnation.

27. Si une femme condamnée à mort se déclare et s'il est vérifié qu'elle est enceinte, elle ne subira sa peine qu'après sa délivrance.

28. Quiconque aura été condamné à la peine des travaux forcés à temps, du bannissement, de la réclusion ou du carcan, ne pourra jamais être assesseur, ni expert, ni être employé comme témoin dans les actes, ni déposer en justice, autrement que pour y donner de simples renseignements. — Il sera incapable de tutelle et de curatelle, si ce n'est de ses enfans, et sur

l'avis seulement de la famille. — Il sera déchu du droit de posséder des esclaves, à quelque titre que ce soit, du droit de port d'armes, et de servir dans les armées du roi.

29. Quiconque aura été condamné à la peine des travaux forcés à temps, ou de la réclusion, sera de plus, pendant la durée de sa peine, en état d'interdiction légale; à défaut de parens ou d'amis en état de gérer la curatelle, la gestion en appartiendra au curateur des biens vacans.

30. Les biens du condamné lui seront remis après qu'il aura subi sa peine, et le curateur lui rendra compte de son administration.

31. Pendant la durée de la peine, il ne pourra lui être remis aucune somme, aucune provision, aucune portion de ses revenus.

32. Quiconque aura été condamné au bannissement sera transporté, par ordre du gouvernement, hors du territoire de la France et de ses colonies. — La durée du bannissement sera au moins de cinq années, et de dix ans au plus.

33. Si le banni, durant le temps de son bannissement, rentre sur le territoire qui lui est interdit, il sera, sur la seule preuve de son identité, condamné à la peine de la déportation.

34. La dégradation civique consiste dans la destitution et l'exclusion du condamné de toutes fonctions ou emplois publics, et dans la privation de tous les droits énoncés en l'article 28.

35. La durée du bannissement se comptera du jour où l'arrêt sera devenu irrévocable.

36. Tous les arrêts qui porteront la peine de mort, les travaux forcés à perpétuité ou à temps, la déportation, la réclusion, la peine du carcan, le bannissement, et la dégradation civique, seront imprimés par extrait. — Ils seront affichés dans la ville chef-lieu de la colonie, dans celle où l'arrêt aura été rendu, dans la commune du lieu où le délit aura été commis, dans celle où se fera l'exécution, et dans celle du domicile du condamné.

37. *Supprimé.* — 38. *Supprimé.* — 39. *Supprimé.*

CHAPITRE II. — *Des peines en matière correctionnelle.*

40. Quiconque aura été condamné à la peine d'emprisonnement sera renfermé dans une maison de correction située dans la colonie; il y sera employé à l'un des travaux établis dans cette maison. — La durée de cette peine sera au moins de seize jours, et de cinq années au plus, sauf le cas de récidive ou autres, où la loi aura déterminé d'autres limites. — La peine à un jour d'emprisonnement est de vingt quatre heures; — Celle à un mois est de trente jours.

41. Les produits du travail de chaque détenu pour délit correctionnel sont appliqués, partie aux dépenses communes de la maison, partie à lui procurer quelques adoucissements s'il les mérite, et partie à former pour lui, au temps de sa sortie, un fonds de réserve; le tout ainsi qu'il sera ordonné par des réglemens d'administration publique.

42. La cour royale jugeant correctionnellement pourra, dans certains cas, interdire, en tout ou en partie, l'exercice des droits civiques, civils et de famille suivans: — 1° De vote et d'élection; — 2° D'éligibilité; — 3° D'être appelé ou nommé aux fonctions d'assesseur, ou autres fonctions publiques, ou aux emplois de l'administration, ou d'exercer ces fonctions ou emplois; — 4° De port d'armes; — 5° De vote et de suffrage dans les délibérations de famille; — 6° D'être tuteur, curateur, si ce n'est de ses enfans et sur l'avis seulement de la famille; — 7° D'être expert ou employé comme témoin dans les actes; — 8° De témoignage en justice, autrement que pour y faire de

simples déclarations ; — 9° De posséder des esclaves pendant cinq ans au moins et dix ans au plus ; — 10° De conserver la propriété de tels ou tels esclaves déterminés.

43. La cour ne prononcera l'interdiction mentionnée dans l'article précédent que lorsqu'elle aura été autorisée ou ordonnée par une disposition particulière de la loi.

CHAPITRE III. — *Des peines et des autres condamnations qui peuvent être prononcées pour crimes ou délits.*

44. L'effet du renvoi sous la surveillance de la haute police de l'état sera de donner au gouverneur, ainsi qu'à la partie intéressée, le droit d'exiger, soit de l'individu placé dans cet état, après qu'il aura subi sa peine, soit de ses père et mère, tuteur ou curateur, s'il est en âge de minorité, une caution solvable de bonne conduite, jusqu'à la somme qui sera fixée par l'arrêt. Toute personne pourra être admise à fournir cette caution. — Faute de fournir ce cautionnement, le condamné demeure à la disposition du gouverneur, qui a le droit d'ordonner, soit l'éloignement de l'individu d'un certain lieu, soit sa résidence continue dans tel ou tel autre lieu de la colonie, soit même son expulsion de la colonie, dans le cas où il n'y aurait pas contracté mariage.

45. En cas de désobéissance à cet ordre, le gouverneur aura le droit de faire arrêter et détenir le condamné, durant un intervalle de temps qui pourra s'étendre jusqu'à l'expiration du temps fixé pour l'état de la surveillance spéciale.

46. Lorsque la personne mise sous la surveillance spéciale du gouvernement, et ayant obtenu sa liberté sous caution, aura été condamnée, par un jugement devenu irrévocable, pour un ou plusieurs crimes, ou pour un ou plusieurs délits commis dans l'intervalle déterminé par l'acte de cautionnement, les cautions seront contraintes, même par corps, au paiement des sommes portées dans cet acte. — Les sommes recouvrées seront affectées de préférence aux restitutions, aux dommages-intérêts et frais adjugés aux parties lésées par ces crimes ou ces délits.

47. Les coupables condamnés aux travaux forcés à temps et à la réclusion seront de plein droit, après qu'ils auront subi leur peine, et pendant toute la vie, sous la surveillance de la haute police de l'état.

48. Les coupables condamnés au bannissement seront de plein droit sous la même surveillance pendant un temps égal à la durée de la peine qu'ils auront subie.

49. Devront être renvoyés sous la même surveillance ceux qui auront été condamnés pour crimes ou délits qui intéressent la sûreté intérieure ou extérieure de l'état.

50. Hors les cas déterminés par les articles précédents, les condamnés ne seront placés sous la surveillance de la haute police de l'état que dans le cas où une disposition particulière de la loi l'aura permis.

51. Quand il y aura lieu à restitution, le coupable sera condamné, en outre, envers la partie, à des indemnités dont la détermination est laissée à la justice des cours, lorsque la loi ne les aura pas réglées, sans qu'elles puissent jamais être au dessous du quart des restitutions, et sans que ces cours puissent, du consentement même de la partie, en prononcer l'application à une œuvre quelconque.

52. L'exécution des condamnations à l'amende, aux restitutions, aux dommages-intérêts et aux frais, pourra être poursuivie par la voie de la contrainte par corps.

53. Lorsque des amendes et des frais seront prononcés au profit de l'état,

si, après l'expiration de la peine afflictive ou infamante, l'emprisonnement du condamné, pour l'acquit de ces condamnations pécuniaires, a duré une année complète, il pourra, sur la preuve acquise par les voies de droit de son absolue insolvabilité, obtenir sa liberté provisoire. — La durée de l'emprisonnement sera réduite à six mois s'il s'agit d'un délit; sauf, dans tous les cas, à reprendre la contrainte par corps s'il survient au condamné quelque moyen de solvabilité. — Dans le cas où le condamné ne serait point détenu, l'exercice de la contrainte par corps aura lieu en vertu d'un ordre d'arrestation et d'écrou émané d'un officier du ministère public. Cet ordre ne pourra être délivré qu'après un commandement fait au condamné.

54. En cas de concurrence de l'amende avec les restitutions et les dommages-intérêts, sur les biens insuffisans du condamné, ces dernières condamnations obtiendront la préférence.

55. Tous les individus condamnés pour un même crime ou pour un même délit sont tenus solidairement des amendes, des restitutions, des dommages-intérêts et des frais. — Néanmoins, en cas de recélé par des personnes de condition libre, en tout ou partie, de choses volées par des esclaves, les recéleurs seront seuls tenus du paiement des amendes et des frais; ils seront, en outre, passibles des restitutions et des dommages-intérêts, qui ne pourront être répétés contre le maître de l'esclave condamné qu'après la discussion de leurs biens.

CHAPITRE IV. — *Des peines de la récidive pour crimes et délits.*

56. Quiconque, ayant été condamné pour crime, aura commis un second crime emportant la dégradation civique, sera condamné à la peine du carcan; — Si le second crime emporte la peine du carcan ou le bannissement, il sera condamné à la peine de la réclusion; — Si le second crime entraîne la peine de la réclusion, il sera condamné à la peine des travaux forcés à temps et à la marque; — Si le second crime entraîne la peine des travaux forcés à temps ou la déportation, il sera condamné à la peine des travaux forcés à perpétuité; — Si le second crime entraîne la peine des travaux forcés à perpétuité, il sera condamné à la peine de mort.

57. Quiconque, ayant été condamné pour un crime, aura commis un délit de nature à être puni correctionnellement, sera condamné au *maximum* de la peine portée par la loi, et cette peine pourra être élevée jusqu'au double.

58. Les coupables condamnés correctionnellement à un emprisonnement de plus d'une année seront aussi, en cas de nouveau délit, condamnés au *maximum* de la peine portée par la loi, et cette peine pourra être élevée jusqu'au double; ils seront, de plus, mis sous la surveillance spéciale du gouvernement, pendant au moins cinq années, et dix ans au plus. — Néanmoins, dans les cas prévus par le présent article et par l'article précédent, si les circonstances paraissent atténuantes, et si le préjudice causé n'excède pas cinquante francs, les juges auront la faculté de réduire la peine au dessous du *maximum*.

LIVRE II. — DES PERSONNES PUNISSABLES, EXCUSABLES OU RESPONSABLES, POUR CRIMES OU POUR DÉLITS.

CHAPITRE UNIQUE.

59. Les complices d'un crime ou d'un délit seront punis de la même peine que les auteurs mêmes de ce crime ou de ce délit, sauf les cas où la loi en aurait disposé autrement. — Si le crime ou délit a été commis de complicité entre des personnes de condition libre et des esclaves, chacun d'eux sera con-

damné aux peines établies par les lois qui le concernent, si elles renferment des dispositions particulières relativement à ces crimes et délits.

60. Seront punis comme complices d'une action qualifiée crime ou délit, ceux qui, par dons, promesses, menaces, abus d'autorité ou de pouvoir, machinations ou artifices coupables, auront provoqué à cette action, ou donné des instructions pour la commettre; — Ceux qui auront procuré des armes, des instrumens, ou tout autre moyen qui aura servi à l'action, sachant qu'ils devaient y servir; — Ceux qui auront, avec connaissance, aidé ou assisté l'auteur ou les auteurs de l'action dans les faits qui l'auront préparée ou facilitée, ou dans ceux qui l'auront consommée; sans préjudice des peines qui seront spécialement portées par le présent code contre les auteurs de complots ou de provocations attentatoires à la sûreté intérieure ou extérieure de l'état, même dans le cas où le crime qui était l'objet des conspirateurs ou des provocateurs n'aurait pas été commis.

61. Ceux qui, connaissant la conduite criminelle des malfaiteurs exerçant des brigandages ou des violences contre l'état, la paix publique, les personnes ou les propriétés, leur fournissent habituellement logement, lieu de retraite ou de réunion, seront punis comme leurs complices.

62. Ceux qui sciemment auront recélé, en tout ou en partie, des choses enlevées, détournées, ou obtenues à l'aide d'un crime ou d'un délit, seront aussi punis comme complices de ce crime ou délit. — Lorsque les objets recelés proviendront de vols commis par des esclaves, le recéleur pourra en outre être exclu à perpétuité de la colonie. — Ceux qui auront acheté, reçu en dépôt, en gage, ou à tout autre titre, d'un esclave, des choses volées par lui ou par un autre esclave, seront réputés avoir eu connaissance du vol, et punis comme recéleurs, si le contraire n'est prouvé.

63. Néanmoins et à l'égard des recéleurs désignés dans l'article précédent, la peine de mort, des travaux forcés à perpétuité, ou de la déportation, lorsqu'il y aura lieu, ne leur sera appliquée qu'autant qu'ils seront convaincus d'avoir eu, au temps du recélé, connaissance des circonstances auxquelles la loi attache les peines de ces trois genres; sinon ils ne subiront que la peine des travaux forcés à temps.

64. Il n'y a ni crime ni délit, lorsque le prévenu était en état de démence au temps de l'action, ou lorsqu'il a été contraint par une force à laquelle il n'a pu résister.

65. Nul crime ou délit ne peut être excusé, ni la peine mitigée, que dans les cas et dans les circonstances où la loi déclare le fait excusable, ou permet de lui appliquer une peine moins rigoureuse.

66. Lorsque l'accusé aura moins de seize ans, s'il est décidé qu'il a agi *sans discernement*, il sera acquitté; mais il sera, selon les circonstances, remis à ses parens, ou conduit dans une maison de correction, pour y être élevé et détenu pendant tel nombre d'années que le jugement déterminera, et qui toutefois ne pourra excéder l'époque où il aura accompli sa vingtième année.

67. S'il est décidé qu'il a agi *avec discernement*, les peines seront prononcées ainsi qu'il suit : — S'il a encouru la peine de mort, des travaux forcés à perpétuité ou de la déportation, il sera condamné à la peine de dix à vingt ans d'emprisonnement dans une maison de correction; — S'il a encouru la peine des travaux forcés à temps ou de la réclusion, il sera condamné à être renfermé dans une maison de correction pour un temps égal au tiers au moins et à la moitié au plus de celui auquel il aurait pu être condamné à l'une de ces peines. — Dans tous ces cas, il pourra être mis, par le jugement, sous la surveillance de la haute police, pendant cinq ans au moins et dix ans

au plus. — S'il a encouru la peine du carcan ou du bannissement, il sera condamné à être renfermé, d'un an à cinq ans, dans une maison de correction.

68. Dans aucun des cas prévus par l'article précédent, le condamné ne subira l'exposition publique.

69. Si le coupable n'a encouru qu'une peine correctionnelle, il pourra être condamné à telle peine correctionnelle qui sera jugée convenable, pourvu qu'elle soit au dessous de la moitié de celle qu'il aurait subie s'il avait eu seize ans.

70. Les peines des travaux forcés à perpétuité, de la déportation, et des travaux forcés à temps, ne seront prononcées contre aucun individu âgé de soixante-dix ans accomplis au moment du jugement.

71. Ces peines seront remplacées, à leur égard, par celle de la réclusion, soit à perpétuité, soit à temps, et selon la durée de la peine qu'elle remplacera.

72. Tout condamné à la peine des travaux forcés à perpétuité ou à temps, dès qu'il aura atteint l'âge de soixante-dix ans accomplis, en sera relevé, et sera renfermé dans une maison de force pour tout le temps à expirer de sa peine, comme s'il n'eût été condamné qu'à la réclusion.

73. Les aubergistes et hôteliers convaincus d'avoir logé plus de vingt-quatre heures quelqu'un qui, pendant son séjour, aurait commis un crime ou un délit, seront civilement responsables des restitutions, des indemnités et des frais adjugés à ceux à qui ce crime ou ce délit aurait causé quelque dommage, faute par eux d'avoir inscrit sur leur registre le nom, la profession et le domicile du coupable, sans préjudice de leur responsabilité dans le cas des articles 1951 et 1953 du Code civil.

74. Dans les autres cas de responsabilité civile qui pourront se présenter dans les affaires criminelles, correctionnelles ou de police, les cours et tribunaux devant qui ces affaires seront portées se conformeront aux dispositions du Code civil, livre III, titre IV, chapitre II. — Néanmoins les maîtres pourront faire l'abandon de leurs esclaves au profit de qui il appartiendra, à raison des condamnations pécuniaires prononcées contre eux, et des amendes encourues par le fait particulier desdits esclaves. Au moyen de cet abandon, ils ne seront point sujets aux dispositions du présent article et du précédent.

LIVRE III. — DES CRIMES, DES DÉLITS, ET DE LEUR PUNITION.

TITRE I^{er}. — CRIMES ET DÉLITS CONTRE LA CHOSE PUBLIQUE.

CHAPITRE I^{er}. — *Crimes et délits contre la sûreté de l'état.*

SECTION I^{re}. — Des crimes et délits contre la sûreté extérieure de l'état.

75. Tout Français qui aura porté les armes contre la France sera puni de mort.

76. Quiconque aura pratiqué des machinations ou entretenu des intelligences avec les puissances étrangères ou leurs agents, pour les engager à commettre des hostilités ou à entreprendre la guerre contre la France, ou pour leur en procurer les moyens, sera puni de mort. — Cette disposition aura lieu dans le cas même où lesdites machinations ou intelligences n'auraient pas été suivies d'hostilités.

77. Sera également puni de mort quiconque aura pratiqué des manœuvres ou entretenu des intelligences avec les ennemis de l'état, à l'effet de faciliter leur entrée sur le territoire et dépendances du royaume, ou de leur livrer des villes, forteresses, places, postes, ports, magasins, arsenaux ou bâti-

mens appartenant à la France, ou de fournir aux ennemis des secours en soldats, hommes, argent, vivres, armes ou munitions, ou de seconder les progrès de leurs armes sur les possessions ou contre les forces françaises de terre ou de mer, soit en ébranlant la fidélité des officiers, soldats, matelots ou autres, envers le roi et l'état, soit de toute autre manière.

78. Si la correspondance avec les sujets d'une puissance ennemie, sans avoir pour objet l'un des crimes énoncés en l'article précédent, a néanmoins eu pour résultat de fournir aux ennemis des instructions nuisibles à la situation militaire ou politique de la France ou de ses alliés, ceux qui auront entretenu cette correspondance seront punis du bannissement, sans préjudice de plus fortes peines dans le cas où ces instructions auraient été la suite d'un concert constituant un fait d'espionnage.

79. La peine exprimée aux articles 76 et 77 sera la même, soit que les machinations ou manœuvres énoncées en ces articles aient été commises envers la France, soit qu'elles l'aient été envers les alliés de la France agissant contre l'ennemi commun.

80. Sera puni de la peine exprimée en l'article 76 tout fonctionnaire public, tout agent du gouvernement, ou toute autre personne qui, chargée ou instruite officiellement, ou à raison de son état, du secret d'une négociation ou d'une expédition, l'aura livrée aux agens d'une puissance étrangère ou de l'ennemi.

81. Tout fonctionnaire public, tout agent, tout préposé du gouvernement, chargé, à raison de ses fonctions, du dépôt des plans de fortifications, arsenaux, ports ou rades, qui aura livré ces plans ou l'un de ces plans à l'ennemi ou aux agens de l'ennemi, sera puni de mort. — Il sera puni du bannissement, s'il a livré ces plans aux agens d'une puissance étrangère, neutre ou alliée.

82. Toute autre personne qui, étant parvenue, par corruption, fraude ou violence, à soustraire lesdits plans, les aura livrés ou à l'ennemi, ou aux agens d'une puissance étrangère, sera punie comme le fonctionnaire ou agent mentionné dans l'article précédent, et selon les distinctions qui y sont établies. — Si lesdits plans se trouvaient, sans le préalable emploi de mauvaises voies, entre les mains de la personne qui les a livrés, la peine sera, au premier cas mentionné dans l'article 81, la déportation; — Et au second cas du même article, un emprisonnement de deux à cinq ans.

83. Quiconque aura recélé ou aura fait receler les espions ou les soldats ennemis envoyés à la découverte, et qu'il aura connus pour tels, sera condamné à la peine de mort.

84. Quiconque aura, par des actions hostiles non approuvées par le gouvernement, exposé l'état à une déclaration de guerre, sera puni du bannissement; et, si la guerre s'en est suivie, de la déportation.

85. Quiconque aura, par des actes non approuvés par le gouvernement, exposé des Français à éprouver des représailles, sera puni du bannissement.

SECTION II. — Des crimes contre la sûreté intérieure de l'état.

§ 1^{er}. — Des attentats et complots dirigés contre le roi et sa famille.

86. L'attentat ou le complot contre la vie ou contre la personne du roi est crime de lèse-majesté; ce crime est puni comme parricide.

87. L'attentat ou le complot contre la vie ou la personne des membres de la famille royale; — L'attentat ou le complot dont le but sera, — Soit de détruire ou de changer le gouvernement, ou l'ordre de successibilité au

trône, — Soit d'exciter les citoyens ou habitans à s'armer contre l'autorité royale, — Seront punis de la peine de mort.

88. Il y a attentat dès qu'un acte est commis ou commencé pour parvenir à l'exécution de ces crimes, quoiqu'ils n'aient pas été consommés.

89. Il y a complot dès que la résolution d'agir est concertée et arrêtée entre deux conspirateurs ou un plus grand nombre, quoiqu'il n'y ait pas eu d'attentat.

90. S'il n'y a pas eu de complot arrêté, mais une proposition faite et non agréée d'en former un pour arriver au crime mentionné dans l'article 86, celui qui aura fait une telle proposition sera puni de la réclusion. — L'auteur de toute proposition non agréée tendant à l'un des crimes énoncés dans l'article 87 sera puni du bannissement.

§ II. — *Des crimes tendant à troubler l'état par la guerre civile, l'illégal emploi de la force armée, la dévastation et le pillage public.*

91. L'attentat ou le complot dont le but sera, — Soit d'exciter la guerre civile, en armant ou en portant les citoyens, les individus habitant le pays, ou les esclaves, à s'armer les uns contre les autres, — Soit de porter la dévastation, le massacre et le pillage dans une ou plusieurs communes, — Seront punis de la peine de mort.

92. Seront punis de mort ceux qui auront levé ou fait lever des troupes armées, engagé ou enrôlé, fait engager ou enrôler des soldats, ou leur auront fourni ou procuré des armes ou munitions, sans ordre ou autorisation du pouvoir légitime.

93. Ceux qui, sans droit ou motif légitime, auront pris le commandement d'un corps d'armée, d'une troupe, d'une flotte, d'une escadre, d'un bâtiment de guerre, d'une place forte, d'un poste, d'un port, d'une ville; — Ceux qui auront retenu, contre l'ordre du gouvernement, un commandement militaire quelconque; — Les commandans qui auront tenu leur armée ou troupe rassemblée après que le licenciement ou la séparation en auront été ordonnés, — Seront punis de la peine de mort.

94. Toute personne qui, pouvant disposer de la force publique, en aura requis ou ordonné, ou fait requérir ou ordonner l'action ou l'emploi contre la levée des gens de guerre légalement établie, sera punie de la déportation. — Si cette réquisition ou cet ordre ont été suivis de leur effet, le coupable sera puni de mort.

95. Tout individu qui aura incendié ou détruit, par l'explosion d'une mine, des édifices, magasins, arsenaux, vaisseaux ou autres propriétés appartenant à l'état, sera puni de mort.

96. Quiconque, soit pour envahir des domaines, propriétés ou deniers publics, places, villes, forteresses, postes, magasins, arsenaux, ports, vaisseaux ou bâtimens appartenant à l'état, soit pour piller ou partager des propriétés publiques ou nationales, ou celles d'une généralité de citoyens, soit enfin pour faire attaque ou résistance envers la force publique agissant contre les auteurs de ces crimes, se sera mis à la tête de bandes armées, ou y aura exercé une fonction ou un commandement quelconque, sera puni de mort. — Les mêmes peines seront appliquées à ceux qui auront dirigé l'association, levé ou fait lever, organisé ou fait organiser les bandes, ou leur auront sciemment et volontairement fourni ou procuré des armes, munitions et instrumens de crime, ou envoyé des convois de subsistances, ou qui auront, de toute autre manière, pratiqué des intelligences avec les directeurs ou commandans des bandes.

97. Dans le cas où l'un ou plusieurs des crimes mentionnés aux arti-

cles 86 , 87 et 91 auront été exécutés ou simplement tentés par une bande , la peine de mort sera appliquée , sans distinction de grade , à tous les individus faisant partie de la bande , et qui auront été saisis sur le lieu de la réunion séditieuse. — Sera puni des mêmes peines , quoique non saisi sur le lieu , quiconque aura dirigé la sédition , ou aura exercé , dans la bande , un emploi ou commandement quelconque.

98. Hors le cas où la réunion séditieuse aurait eu pour objet ou résultat l'un ou plusieurs des crimes énoncés aux articles 86 , 87 et 91 , les individus faisant partie des bandes dont il est parlé ci-dessus , sans y exercer aucun commandement ni emploi , et qui auront été saisis sur les lieux , seront punis de la déportation.

99. Ceux qui , connaissant le but et le caractère des dites bandes , leur auront , sans contrainte , fourni des logemens , lieux de retraite ou de réunion , seront condamnés à la peine des travaux forcés à temps.

100. Il ne sera prononcé aucune peine , pour le fait de sédition , contre ceux qui , ayant fait partie de ces bandes , sans y exercer aucun commandement , et sans y remplir aucun emploi ni fonctions , se seront retirés au premier avertissement des autorités civiles ou militaires , ou même depuis , lorsqu'ils n'auront été saisis que hors des lieux de la réunion séditieuse , sans opposer de résistance , et sans armes. — Ils ne seront punis , dans ces cas , que des crimes particuliers qu'ils auraient personnellement commis ; et néanmoins ils pourront être renvoyés , pour cinq ans , ou au plus jusqu'à dix , sous la surveillance spéciale de la haute police. — Ils pourront , de plus , être exclus à perpétuité de la colonie.

101. Sont compris dans le mot *armes* toutes machines , tous instrumens ou ustensiles tranchans , perçans ou contondans. — Les couteaux et ciseaux de poche , les cannes simples , ne seront réputés armes qu'autant qu'il en aura été fait usage pour tuer , blesser ou frapper.

Disposition commune aux deux paragraphes de la présente section.

102. Seront punis comme coupables des crimes et complots mentionnés dans la présente section , tous ceux qui , soit par des discours tenus dans des lieux ou réunions publiques , soit par des placards affichés , soit par des écrits imprimés , auront excité directement les citoyens , les individus habitant le pays , ou les esclaves , à les commettre. — Néanmoins , dans le cas où les dites provocations n'auraient été suivies d'aucun effet , leurs auteurs seront simplement punis du bannissement.

SECTION III. — De la révélation et de la non-révélation des crimes qui compromettent la sûreté intérieure ou extérieure de l'état.

103. Toutes personnes qui , ayant eu connaissance de complots formés ou de crimes projetés contre la sûreté intérieure ou extérieure de l'état , n'auront pas fait la déclaration de ces complots ou crimes , et n'auront pas révélé au gouvernement ou aux autorités administratives ou de police judiciaire , les circonstances qui en seront venues à leur connaissance , le tout dans les vingt-quatre heures qui auront suivi ladite connaissance , seront , lors même qu'elles seraient reconnues exemptes de toute complicité , punies , pour le seul fait de non-révélation , de la manière et selon les distinctions qui suivent.

104. S'il s'agit du crime de lèse-majesté , tout individu qui , au cas de l'article précédent , n'aura point fait les déclarations qui y sont prescrites , sera puni de la réclusion.

105. A l'égard des autres crimes ou complots mentionnés au présent cha-

pitre, toute personne qui, en étant instruite, n'aura pas fait les déclarations prescrites par l'article 103, sera puni d'un emprisonnement de deux à cinq ans, et d'une amende de cinq cents francs à deux mille francs.

106. Celui qui aura eu connaissance desdits crimes ou complots non révélés ne sera point admis à excuse, sur le fondement qu'il ne les aurait point approuvés, ou même qu'il s'y serait opposé et aurait cherché à en dissuader leurs auteurs.

107. Néanmoins, si l'auteur du complot ou crime est époux, ascendant ou descendant, frère ou sœur, ou allié aux mêmes degrés, de la personne prévenue de réticence, celle-ci ne sera point sujette aux peines portées par les articles précédens; mais elle pourra être mise, par l'arrêt, sous la surveillance spéciale de la haute police pendant un temps qui n'excèdera point dix ans.

108. Seront exemptés des peines prononcées contre les auteurs de complots ou d'autres crimes attentatoires à la sûreté intérieure ou extérieure de l'état, ceux des coupables qui, avant toute exécution ou tentative de ces complots ou de ces crimes, et avant toutes poursuites commencées, auront, les premiers, donné aux autorités mentionnées en l'article 103 connaissance de ces complots ou de ces crimes, et de leurs auteurs ou complices, ou qui, même depuis le commencement des poursuites, auront procuré l'arrestation desdits auteurs ou complices. — Les coupables qui auront donné ces connaissances ou procuré ces arrestations pourront néanmoins être condamnés à rester, pour la vie, ou à temps, sous la surveillance de la haute police.

CHAPITRE II. — *Crimes et délits contre les lois constitutives de la colonie.*

SECTION I^{re}. — Des crimes et délits relatifs à l'exercice des droits civils.

109. Lorsque, par attroupement, voies de fait ou menaces, on aura empêché un ou plusieurs citoyens d'exercer leurs droits civils, chacun des coupables sera puni d'un emprisonnement de six mois au moins et de deux ans au plus, et de l'interdiction du droit de voter et d'être éligible pendant cinq ans au moins et dix ans au plus.

110. Si ce crime a été commis par suite d'un plan concerté pour être exécuté, soit dans tout le royaume, soit dans un ou plusieurs départemens, soit dans un ou plusieurs arrondissemens communaux, soit dans toute la colonie, la peine sera le bannissement.

111. Tout citoyen qui, étant chargé, dans un scrutin, du dépouillement des billets contenant les suffrages des citoyens, sera surpris falsifiant ces billets ou en soustrayant de la masse, ou y en ajoutant, ou inscrivant, sur les billets des votans non lettrés, des noms autres que ceux qui lui auraient été déclarés, sera puni de la peine du carcan.

112. Toutes autres personnes coupables des faits énoncés dans l'article précédent seront punies d'un emprisonnement de six mois au moins et de deux ans au plus, et de l'interdiction du droit de voter et d'être éligibles pendant cinq ans au moins et dix ans au plus.

113. Tout citoyen qui aura, dans les élections, acheté ou vendu un suffrage à un prix quelconque, sera puni d'interdiction des droits de citoyen et de toute fonction ou emploi public pendant cinq ans au moins et dix ans au plus. — Seront en outre le vendeur et l'acheteur du suffrage condamnés chacun à une amende double de la valeur des choses reçues ou promises.

SECTION II. — Attentats à la liberté.

114. Lorsqu'un fonctionnaire public, un agent ou un préposé du gouver-

nement, aura ordonné ou fait quelque acte arbitraire et attentatoire, soit à la liberté individuelle, soit aux droits civiques d'un ou de plusieurs citoyens, soit aux lois constitutives de la colonie, il sera condamné à la peine de la dégradation civique. — Si néanmoins il justifie qu'il a agi par ordre de ses supérieurs, pour des objets du ressort de ceux-ci, et sur lesquels il leur était dû obéissance hiérarchique, il sera exempt de la peine, laquelle sera, dans ce cas, appliquée seulement aux supérieurs qui auront donné l'ordre.

115. Si c'est le gouverneur qui a ordonné ou fait les actes ou l'un des actes mentionnés en l'article précédent, et s'il a refusé de faire réparer ces actes, il sera puni du bannissement.

116. Si le gouverneur, prévenu d'avoir ordonné ou autorisé l'acte contraire aux lois constitutives de la colonie, prétend que la signature à lui imputée lui a été surprise, il sera tenu, en faisant cesser l'acte, de dénoncer celui qu'il déclarera auteur de la surprise; sinon il sera poursuivi personnellement.

117. Les dommages-intérêts qui pourraient être prononcés à raison des attentats exprimés dans l'article 114 seront demandés, soit sur la poursuite criminelle, soit par la voie civile, et seront réglés en égard aux personnes, aux circonstances, et au préjudice souffert, sans que, en aucun cas, et quel que soit l'individu lésé, lesdits dommages-intérêts puissent être au dessous de vingt-cinq francs pour chaque jour de détention illégale et arbitraire, et pour chaque individu.

118. Si l'acte contraire aux lois constitutives de la colonie a été fait d'après une fausse signature du nom d'un ministre, du gouverneur ou d'un fonctionnaire public, les auteurs du faux, et ceux qui en auront sciemment fait usage, seront punis des travaux forcés à temps, dont le *maximum* sera toujours appliqué dans ce cas.

119. Les fonctionnaires publics chargés de la police administrative ou judiciaire, qui auront refusé ou négligé de déférer à une réclamation légale tendant à constater les détentions illégales et arbitraires, soit dans les maisons destinées à la garde des détenus, soit partout ailleurs, et qui ne justifieront pas les avoir dénoncées à l'autorité supérieure, seront punis de la dégradation civique, et tenus des dommages-intérêts, lesquels seront réglés comme il est dit dans l'article 117.¹

120. Les gardiens et concierges des maisons de dépôt, d'arrêt, de justice, ou de peine, qui auront reçu un prisonnier sans mandat ou jugement, ou sans ordre provisoire du gouverneur ou de l'un des chefs d'administration; ceux qui l'auront retenu ou auront refusé de le représenter à l'officier de police ou au porteur de ses ordres, sans justifier de la défense du procureur du roi ou du juge; ceux qui auront refusé d'exhiber leurs registres à l'officier de police, seront, comme coupables de détention arbitraire, punis de six mois à deux ans d'emprisonnement, et d'une amende de cent un francs à quatre cents francs.

121. Seront, comme coupables de forfaiture, punis de la dégradation civique, tous officiers de police judiciaire, tous procureurs généraux ou procureurs du roi, tous substituts, tous juges, qui auront provoqué, donné ou signé un jugement, une ordonnance ou un mandat, tendant à la poursuite personnelle ou accusation, soit d'un ministre, soit d'un membre de la chambre des pairs, de la chambre des députés ou du conseil d'état, sans les autorisations prescrites par les lois de l'état, ou qui, hors les cas de flagrant délit ou de clameur publique, auront, sans les mêmes autorisations, donné ou signé l'ordre ou le mandat de saisir ou arrêter un ou plusieurs mi-

nistres, ou membres de la chambre des pairs, de la chambre des députés ou du conseil d'état. — Seront punis de la même peine tous officiers de police judiciaire, tous procureurs généraux ou procureurs du roi, tous substituts, tous juges qui, nonobstant les prohibitions portées au paragraphe 3 de l'article 84 de notre ordonnance du 9 février 1827, auront provoqué, donné ou signé des mandats, ordonnances ou jugemens contre le gouverneur, ou qui auront autorisé contre lui l'exécution d'un acte de cette nature. — Cette peine sera également encourue par les officiers ministériels qui auront mis à exécution de pareils actes. — Les dispositions des deux paragraphes précédens sont applicables aux fonctionnaires et aux officiers ministériels qui dirigeraient ou exerceraient des poursuites contre le gouverneur, même dans le cas de flagrant délit.

122. Seront aussi punis de la dégradation civique les procureurs généraux ou procureurs du roi, leurs substituts, les juges ou les officiers publics qui auront retenu ou fait retenir un individu libre, hors des lieux déterminés par le gouvernement ou par l'administration publique, ou qui auront traduit un individu quelconque devant une cour d'assises ou une cour prévôtale, sans qu'il ait été préalablement mis légalement en accusation.

SECTION III. — Coalition des fonctionnaires.

123. Tout concert de mesures contraires aux lois, pratiqué, soit par la réunion d'individus ou de corps dépositaires de quelque partie de l'autorité publique, soit par députation ou correspondance entre eux, sera puni d'un emprisonnement de deux mois au moins, et de six mois au plus, contre chaque coupable, qui pourra de plus être condamné à l'interdiction des droits civiques et de tout emploi public, pendant dix ans au plus.

124. Si, par l'un des moyens exprimés ci-dessus, il a été concerté des mesures contre l'exécution des lois ou contre les ordres du gouvernement, la peine sera le bannissement. — Si ce concert a eu lieu entre les autorités civiles et les corps militaires ou leurs chefs, ceux qui en seront les auteurs ou provocateurs seront punis de la déportation; les autres coupables seront bannis.

125. Dans le cas où ce concert aurait eu pour objet ou résultat un complot attentatoire à la sûreté intérieure de l'état, les coupables seront punis de mort.

126. Seront coupables de forfaiture, et punis de la dégradation civique, — Les fonctionnaires publics qui auront, par délibération, arrêté de donner des démissions dont l'objet ou l'effet serait d'empêcher ou de suspendre, soit l'administration de la justice, soit l'accomplissement d'un service quelconque.

SECTION IV. — Empiètement des autorités administratives et judiciaires.

127. Seront coupables de forfaiture et punis de la dégradation civique, — 1° Les juges, les procureurs généraux et procureurs du roi ou leurs substituts, et les officiers de police, qui se seront immiscés dans l'exercice du pouvoir législatif, soit par des réglemens contenant des dispositions législatives, soit en délibérant sur le point de savoir si les lois, ordonnances, arrêtés et réglemens seront publiés ou exécutés, soit en arrêtant ou en suspendant leur exécution; — 2° Les juges, les procureurs généraux ou procureurs du roi, ou leurs substituts, et les officiers de police judiciaire, qui auraient excédé leurs pouvoirs en s'immiscant dans les matières attribuées aux autorités administratives, soit en faisant des réglemens sur ces matières, soit en défendant d'exécuter les ordres émanés de l'administration, ou qui,

ayant permis ou ordonné de citer des administrateurs pour raison de l'exercice de leurs fonctions, auraient persisté dans l'exécution de leurs jugemens ou ordonnances, nonobstant l'annulation qui en aurait été prononcée ou le conflit qui leur aurait été notifié.

128. Les juges qui, sur la revendication formellement faite par l'autorité administrative d'une affaire portée devant eux, auront néanmoins procédé au jugement avant la décision de l'autorité supérieure, seront punis chacun d'une amende de cent un francs à trois cents francs au plus. — Les officiers du ministère public qui auront fait des réquisitions ou donné des conclusions pour ledit jugement seront punis de la même peine.

129. La peine sera d'une amende de deux cents francs au moins et de mille francs au plus contre chacun des juges qui, après une réclamation légale des parties intéressées ou de l'autorité administrative, auront, sans autorisation du gouvernement, rendu des ordonnances ou décerné des mandats contre ses agens ou préposés prévenus de crimes ou délits commis dans l'exercice de leurs fonctions. — La même peine sera appliquée aux officiers du ministère public, ou de police, qui auront requis lesdits mandats ou ordonnances.

130. Les ordonnateurs, les directeurs généraux de l'intérieur, les commandans de communes, et tous administrateurs, qui se seront immiscés dans l'exercice du pouvoir législatif, comme il est dit au n° 1^{er} de l'article 127, ou qui se seront ingérés de prendre des arrêtés généraux tendant à intimor des ordres ou des défenses quelconques à des cours ou tribunaux, seront punis de la dégradation civique.

131. Lorsque ces administrateurs entreprendront sur les fonctions judiciaires en s'ingérant de connaître des droits et intérêts privés du ressort des tribunaux, et qu'après la réclamation des parties ou de l'une d'elles, ils auront néanmoins décidé l'affaire avant que l'autorité supérieure ait prononcé, ils seront punis d'une amende de cent un francs au moins et de trois cents francs au plus.

CHAPITRE III. — *Crimes et délits contre la paix publique.*

SECTION 1^{re}. — Du faux.

§ 1^{er}. — *Fausse monnaie.*

132. Quiconque aura contrefait ou altéré des monnaies d'or ou d'argent ayant cours légal en France ou dans les colonies françaises, ou participé à l'émission ou exposition desdites monnaies contrefaites ou altérées, ou à leur introduction sur le territoire français, sera puni de mort.

133. Celui qui aura contrefait ou aliéré des monnaies de billon ou de cuivre ayant cours légal en France ou dans lesdites colonies, ou participé à l'émission ou exposition desdites monnaies contrefaites ou altérées, et à leur introduction sur le territoire français, sera puni des travaux forcés à perpétuité.

134. Tout individu qui aura, en France ou dans les colonies françaises, contrefait ou altéré des monnaies étrangères, ou participé à l'émission, exposition ou introduction en France ou dans lesdites colonies de monnaies étrangères contrefaites ou altérées, sera puni des travaux forcés à temps.

135. La participation énoncée aux précédens articles ne s'applique point à ceux qui, ayant reçu pour bonnes des pièces de monnaies contrefaites ou altérées, les ont remises en circulation. — Toutefois celui qui aura fait usage desdites pièces après en avoir vérifié ou fait vérifier les vices sera puni d'une amende triple au moins, et sextuple au plus, de la somme représen-

tée par les pièces qu'il aura rendues à la circulation, sans que cette amende puisse en aucun cas être inférieure à cent un francs.

136. Ceux qui auront eu connaissance d'une fabrique ou d'un dépôt de monnaies d'or, d'argent, de billon ou de cuivre, ayant cours légal en France ou dans les colonies françaises, contrefaites ou altérées, et qui n'auront pas, dans les vingt-quatre heures, révélé ce qu'ils savent aux autorités administratives ou de police judiciaire, seront, pour le seul fait de non-révéléation, et lors même qu'ils seraient reconnus exempts de toute complicité, punis d'un emprisonnement d'un mois à deux ans.

137. Sont néanmoins exceptés de la disposition précédente les ascendants et descendants, les époux, et les frères et sœurs des coupables, ou les alliés de ceux-ci aux mêmes degrés.

138. Les personnes coupables des crimes mentionnés aux articles 132 et 133 seront exemptes de peines si, avant la consommation de ces crimes, et avant toutes poursuites, elles en ont donné connaissance et révélé les auteurs aux autorités constituées, ou si, même après les poursuites commencées, elles ont procuré l'arrestation des autres coupables. — Elles pourront néanmoins être mises, pour la vie ou à temps, sous la surveillance spéciale de la haute police.

§ II. — *Contrefaçon des sceaux de l'état ou des colonies françaises, des billets de banque, des effets publics, et des poinçons, timbres et marques.*

139. Ceux qui auront contrefait le sceau de l'état ou des colonies françaises, ou fait usage de l'un de ces sceaux contrefaits, — Ceux qui auront contrefait ou falsifié, soit des effets émis par le trésor royal ou colonial avec leur timbre, soit des bons de la caisse d'escompte et de prêt, soit des billets de banque autorisés par la loi ou par une ordonnance royale, ou qui auront fait usage de ces effets et billets contrefaits ou falsifiés, ou qui les auront introduits dans l'enceinte du territoire français, — Seront punis de mort.

140. Ceux qui auront contrefait ou falsifié, soit un ou plusieurs timbres nationaux, soit les marteaux de l'état servant aux marques forestières, soit le poinçon ou les poinçons servant à marquer les matières d'or ou d'argent, ou qui auront fait usage des papiers, effets, timbres, marteaux ou poinçons falsifiés ou contrefaits, seront punis des travaux forcés à temps, dont le *maximum* sera toujours appliqué dans ce cas.

141. Sera puni de la réclusion quiconque s'étant indûment procuré les vrais timbres, marteaux ou poinçons ayant l'une des destinations exprimées en l'article 140, en aura fait une application ou un usage préjudiciable aux droits ou intérêts de l'état.

142. Ceux qui auront contrefait les marques destinées à être apposées, au nom du gouvernement, sur les diverses espèces de denrées ou de marchandises, ou qui auront fait usage de ces fausses marques, — Ceux qui auront contrefait le sceau, timbre ou marque d'une autorité quelconque, ou d'un établissement particulier de banque ou de commerce, ou qui auront fait usage des sceaux, timbres ou marques contrefaits, — Seront punis de la réclusion.

143. Sera puni du carcan quiconque, s'étant indûment procuré les vrais sceaux, timbres ou marques ayant l'une des destinations exprimées en l'article 142, en aura fait une application ou un usage préjudiciable aux droits ou intérêts de l'état, d'une autorité quelconque, ou même d'un établissement particulier.

144. Les dispositions des articles 136, 137 et 138 sont applicables aux crimes mentionnés dans l'article 139.

§ III. — *Des faux en écritures publiques ou authentiques, et de commerce ou de banque.*

145. Tout fonctionnaire ou officier public qui, dans l'exercice de ses fonctions, aura commis un faux, — Soit par fausses signatures, — Soit par altération des actes, écritures ou signatures, — Soit par supposition de personnes, — Soit par des écritures faites ou intercalées sur des registres ou d'autres actes publics, depuis leur confection ou clôture, — Sera puni des travaux forcés à perpétuité.

146. Sera aussi puni des travaux forcés à perpétuité tout fonctionnaire ou officier public qui, en rédigeant des actes de son ministère, en aura frauduleusement dénaturé la substance ou les circonstances, soit en écrivant des conventions autres que celles qui auraient été tracées ou dictées par les parties, soit en constatant comme vrais des faits faux, ou comme avoués des faits qui ne l'étaient pas.

147. Seront punies des travaux forcés à temps toutes autres personnes qui auront commis un faux en écriture authentique et publique, ou en écriture de commerce ou de banque, — Soit par contrefaçon ou altération d'écriture ou de signatures, — Soit par fabrication de conventions, dispositions, obligations ou décharges, ou par leur insertion après coup dans ces actes, — Soit par addition ou altération de clauses, de déclarations ou de faits que ces actes avaient pour objet de recevoir ou de constater.

148. Dans tous les cas exprimés au présent paragraphe, celui qui aura fait usage des actes faux sera puni des travaux forcés à temps.

149. Sont exceptés des dispositions ci-dessus les faux commis dans les passeports et feuilles de route, sur lesquels il sera particulièrement statué ci-après.

§ IV. — *Du faux en écriture privée.*

150. Tout individu qui aura, de l'une des manières exprimées en l'article 147, commis un faux en écriture privée sera puni de la réclusion.

151. Sera puni de la même peine celui qui aura fait usage de la pièce fausse.

152. Sont exceptés des dispositions ci-dessus les faux certificats de l'espèce dont il sera ci-après parlé.

§ V. — *Des faux commis dans les passeports, feuilles de route et certificats, permis de résidence ou de départ, et permis délivrés à des esclaves.*

153. Quiconque fabriquera un faux passeport, un faux permis de résidence ou de départ, ou falsifiera une de ces pièces originairement véritable, ou fera usage de l'une d'elles fabriquée ou falsifiée, sera puni d'un emprisonnement d'une année au moins et de cinq ans au plus. — Tout individu de condition libre, qui fabriquera un faux permis du maître à l'esclave, ou falsifiera un tel permis originairement véritable, sera puni d'un emprisonnement de trois mois à un an.

154. Quiconque prendra, dans un passeport ou dans un permis de résidence ou de départ, un nom supposé, ou aura concouru comme témoin à faire délivrer le passeport ou un permis de résidence ou de départ sous le nom supposé, sera puni d'un emprisonnement de trois mois à un an. — Les logeurs et aubergistes qui, sciemment, inscriront sur leurs registres, sous des noms faux ou supposés, les personnes logées chez eux, seront punis d'un emprisonnement de six jours au moins et d'un mois au plus.

155. Les officiers publics qui délivreront un passeport à une personne qu'ils ne connaîtront pas personnellement, sans avoir fait attester ses noms et qualités par deux individus de condition libre à eux connus, régnicoles, mâles et majeurs, seront punis d'un emprisonnement d'un mois à six mois.



— Il en sera de même des officiers publics qui délivreront un permis de résidence ou de départ sans les autorisations exigées par les réglemens. — Si l'officier public, instruit de la supposition du nom, a néanmoins délivré le passeport ou le permis de résidence sous le nom supposé, il sera puni de bannissement.

156. Quiconque fabriquera une fausse feuille de route, ou falsifiera une feuille de route originairement véritable, ou fera usage d'une feuille de route fabriquée ou falsifiée, sera puni, savoir : — D'un emprisonnement d'une année au moins et de cinq ans au plus, si la fausse feuille de route n'a eu pour objet que de tromper la surveillance de l'autorité publique ; — Du bannissement, si le trésor royal a payé au porteur de la fausse feuille des frais de route qui ne lui étaient pas dus, ou qui excédaient ceux auxquels il pouvait avoir droit, le tout néanmoins au dessous de cent francs ; — Et de la réclusion, si les sommes indûment reçues par le porteur de la feuille s'élèvent à cent francs ou au-delà.

157. Les peines portées en l'article précédent seront appliquées, selon les distinctions qui y sont posées, à toute personne qui se sera fait délivrer, par l'officier public, une feuille de route sous un nom supposé.

158. Si l'officier public était instruit de la supposition de nom lorsqu'il a délivré la feuille, il sera puni, savoir : — Dans le premier cas posé par l'article 156, du bannissement ; — Dans le second cas du même article, de la réclusion ; — Et dans le troisième cas, des travaux forcés à temps.

159. Toute personne qui, pour se rédimmer elle-même ou en affranchir une autre d'un service public quelconque, fabriquera, sous le nom d'un médecin, chirurgien ou autre officier de santé, un certificat de maladie ou d'infirmité, sera punie d'un emprisonnement de deux à cinq ans.

160. Tout médecin, chirurgien, ou autre officier de santé qui, pour favoriser quelqu'un, certifiera faussement des maladies ou infirmités propres à dispenser d'un service public, sera puni d'un emprisonnement de deux à cinq ans. — S'il y a été mu par dons ou promesses, il sera puni du bannissement ; les corrupteurs seront, en ce cas, punis de la même peine.

161. Quiconque fabriquera, sous le nom d'un fonctionnaire ou officier public, un certificat de bonne conduite, indigence ou autres circonstances propres à appeler la bienveillance du gouvernement ou des particuliers sur la personne y désignée, et à lui procurer places, crédit ou secours, sera puni d'un emprisonnement de six mois à deux ans. — La même peine sera appliquée, 1° à celui qui falsifiera un certificat de cette espèce, originairement véritable, pour l'approprier à une personne autre que celle à laquelle il a été primitivement délivré ; 2° à tout individu qui se sera servi du certificat ainsi falsifié ou fabriqué.

162. Les faux certificats de toute autre nature, et d'où il pourrait résulter soit lésion envers des tiers, soit préjudice envers le trésor royal, seront punis, selon qu'il y aura lieu, d'après les dispositions des paragraphes III et IV de la présente section.

Dispositions communes.

163. L'application des peines portées contre ceux qui ont fait usage de monnaies, billets, papiers autorisés par une ordonnance royale, sceaux, timbres, marteaux, poinçons, marques ou écrits, faux, contrefaits, fabriqués ou falsifiés, cessera toutes les fois que le faux n'aura pas été connu de la personne qui aura fait usage de la chose fausse.

164. Dans tous les cas où la peine du faux sera prononcée, le coupable sera condamné, en outre, à une amende dont le *maximum* pourra être

porté jusqu'au quart du bénéfice illégitime que le faux aura procuré ou était destiné à procurer aux auteurs du crime, à leurs complices ou à ceux qui ont fait usage de la pièce fausse : le *minimum* de cette amende ne pourra être inférieur à deux cents francs.

165. La marque sera infligée à tout faussaire condamné, soit aux travaux forcés à temps, soit même à la réclusion.

SECTION II. — De la forfaiture, et des crimes et délits des fonctionnaires publics dans l'exercice de leurs fonctions.

166. Tout crime commis par un fonctionnaire public dans ses fonctions est une forfaiture.

167. Toute forfaiture pour laquelle la loi ne prononce pas de peines plus graves est punie de la dégradation civique.

168. Les simples délits ne constituent pas les fonctionnaires en forfaiture. — Seront néanmoins assimilés aux cas de forfaiture, sans entraîner l'application de la peine mentionnée en l'article précédent, les délits prévus par les articles 330, 334, 401, 405, 406, 407 et 408 du présent code, lorsqu'ils seront commis par des fonctionnaires publics.

§ 1^{er}. — Des soustractions commises par les dépositaires publics.

169. Tout percepteur, tout commis à une perception, dépositaire, comptable public ou curateur aux biens vacans, qui aura détourné ou soustrait des deniers publics ou privés, ou effets actifs en tenant lieu, ou des pièces, titres, actes, effets mobiliers qui étaient entre ses mains en vertu de ses fonctions, sera puni des travaux forcés à temps, si les choses détournées ou soustraites sont d'une valeur au dessus de trois mille francs.

170. La peine des travaux forcés à temps aura lieu également, quelle que soit la valeur des deniers ou des effets détournés ou soustraits, si cette valeur égale ou excède, soit le tiers de la recette ou du dépôt, s'il s'agit de deniers ou effets une fois reçus ou déposés, soit le cautionnement, soit enfin le tiers du produit commun de la recette pendant un mois, s'il s'agit d'une recette composée de rentrées successives et non sujettes à cautionnement.

171. Si les valeurs détournées ou soustraites sont au dessous de trois mille francs, et en outre inférieures aux mesures exprimées en l'article précédent, la peine sera un emprisonnement de deux ans au moins et de cinq ans au plus, et le condamné sera de plus déclaré à jamais incapable d'exercer aucune fonction publique.

172. Dans les cas exprimés aux trois articles précédens, il sera toujours prononcé, contre le condamné, une amende dont le *maximum* sera le quart des restitutions et indemnités, et le *minimum* le douzième.

173. Tout juge, administrateur, fonctionnaire ou officier public qui aura détruit, supprimé, soustrait ou détourné les actes et titres dont il était dépositaire en cette qualité, ou qui lui auront été remis ou communiqués à raison de ses fonctions, sera puni des travaux forcés à temps. — Tous agens, préposés ou commis, soit du gouvernement, soit des dépositaires publics, qui se seront rendus coupables des mêmes soustractions, seront soumis à la même peine.

§ II. — Des concussions commises par des fonctionnaires publics.

174. Tous fonctionnaires, tous officiers publics, leurs commis ou préposés, tous percepteurs des droits, taxes, contributions, deniers, revenus publics ou communaux, et leurs commis ou préposés, qui se seront rendus coupables du crime de concussion, en ordonnant de percevoir ou en exigeant et

recevant ce qu'ils savaient n'être pas dû, ou excéder ce qui était dû pour droits, taxes, contributions, deniers ou revenus, ou pour salaires ou traitemens, seront punis, savoir, les fonctionnaires ou les officiers publics, de la peine de la réclusion, et leurs commis ou préposés, d'un emprisonnement de deux ans au moins, et de cinq ans au plus. — Les coupables seront de plus condamnés à une amende dont le *maximum* sera le quart des restitutions et des dommages-intérêts, et le *minimum* le douzième.

§ III. — *Des délits de fonctionnaires qui se seront ingérés dans des affaires ou commerces incompatibles avec leur qualité.*

175. Tout fonctionnaire, tout officier public, tout agent du gouvernement qui, soit ouvertement, soit par actes simulés, soit par interposition de personnes, aura pris ou reçu quelque intérêt que ce soit dans les actes, adjudications, entreprises ou régies dont il a ou avait, au temps de l'acte, en tout ou en partie, l'administration ou la surveillance, sera puni d'un emprisonnement de six mois au moins et de deux ans au plus, et sera condamné à une amende qui ne pourra excéder le quart des restitutions et des indemnités, ni être au dessous du douzième. — Il sera de plus déclaré à jamais incapable d'exercer aucune fonction publique. — La présente disposition est applicable à tout fonctionnaire ou agent du gouvernement qui aura pris un intérêt quelconque dans une affaire dont il était chargé d'ordonnancer le paiement ou de faire la liquidation.

176. Si le gouverneur, le commissaire ordonnateur, le directeur général de l'intérieur, les commandans de places ou de villes, les capitaines de port, les directeurs des administrations financières ou les commissaires commandans de communes, avaient, dans l'étendue des lieux où ils ont droit d'exercer leur autorité, fait ouvertement, ou par des actes simulés, ou par interposition de personnes, le commerce des grains, grenailles, riz, farines, substances farineuses, vins ou boissons, autres que ceux provenant de leurs propriétés, ils seront punis d'une amende de mille francs au moins et de dix mille francs au plus, et de la confiscation des denrées appartenant à ce commerce.

§ IV. — *De la corruption des fonctionnaires publics.*

177. Tout fonctionnaire public de l'ordre administratif ou judiciaire, tout agent ou préposé d'une administration publique, qui aura agréé des offres ou promesses, ou reçu des dons ou présens, pour faire un acte de sa fonction ou de son emploi, même juste, mais non sujet à salaire, sera puni du carcan, et condamné à une amende double de la valeur des promesses agréées ou des choses reçues, sans que ladite amende puisse être inférieure à deux cents francs. — La présente disposition est applicable à tout fonctionnaire, agent ou préposé de la qualité ci-dessus exprimée, qui, par offres ou promesses agréées, dons ou présens reçus, se sera abstenu de faire un acte qui entraînait dans l'ordre de ses devoirs.

178. Dans le cas où la corruption aurait pour objet un fait criminel emportant une peine plus forte que celle du carcan, cette peine plus forte sera appliquée aux coupables.

179. Quiconque aura contraint ou tenté de contraindre par voies de fait ou menaces, corrompu ou tenté de corrompre par promesses, offres, dons ou présens, un fonctionnaire, agent ou préposé de la qualité exprimée en l'article 177, pour obtenir, soit une opinion favorable, soit des procès-verbaux, états, certificats ou estimations contraires à la vérité, soit des places, emplois, adjudications, entreprises et autres bénéfices quelconques, soit

enfin tout autre acte du ministère du fonctionnaire, agent ou préposé, sera puni des mêmes peines que le fonctionnaire, agent ou préposé corrompu.— Toutefois, si les tentatives de contrainte ou de corruption n'ont eu aucun effet, les auteurs de ces tentatives seront simplement punis d'un emprisonnement de trois mois au moins et de six mois au plus, et d'une amende de cent un francs à trois cents francs.

180. Il ne sera jamais fait au corrupteur restitution des choses par lui livrées, ni de leur valeur; elles seront confisquées au profit des hospices des lieux où la corruption aura été commise, et, s'il n'en existe pas, au profit des bureaux de bienfaisance desdits lieux.

181. Si c'est un juge prononçant en matière criminelle, ou un assesseur, qui s'est laissé corrompre, soit en faveur, soit au préjudice de l'accusé, il sera puni de la réclusion, outre l'amende ordonnée par l'article 177.

182. Si, par l'effet de la corruption, il y a eu condamnation à une peine supérieure à celle de la réclusion, cette peine, quelle qu'elle soit, sera appliquée au juge ou à l'assesseur coupable de corruption.

183. Tout juge ou administrateur qui se sera décidé par faveur pour une partie ou par inimitié contre elle, sera coupable de forfaiture et puni de la dégradation civique.

§ V. — *Des abus d'autorité.*

I^{re} CLASSE. — Des abus d'autorité contre les particuliers.

184. Tout juge, tout procureur général ou du roi, tout substitut, tout administrateur ou tout autre officier de justice ou de police, qui se sera introduit dans le domicile d'un citoyen, hors les cas prévus par la loi et sans les formalités qu'elle a prescrites, sera puni d'une amende de cent un francs au moins, et de quatre cents francs au plus.

185. Tout juge ou tribunal, tout administrateur ou autorité administrative qui, sous quelque prétexte que ce soit, même du silence ou de l'obscurité de la loi, aura dénié de rendre la justice qu'il doit aux parties, après en avoir été requis, et qui aura persévéré dans son déni, après avertissement ou injonction de ses supérieurs, pourra être poursuivi, et sera puni d'une amende de deux cents francs au moins, et de cinq cents francs au plus, et de l'interdiction de l'exercice des fonctions publiques depuis cinq ans jusqu'à vingt.

186. Lorsqu'un fonctionnaire ou officier public, un administrateur, un agent ou préposé du gouvernement ou de la police, un exécuter des mandats de justice ou jugemens, un commandant en chef ou en sous-ordre de la force publique, aura, sans motif légitime, usé ou fait user de violence envers les personnes, dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de ses fonctions, il sera puni selon la nature et la gravité de ces violences, et en élevant la peine suivant la règle posée par l'article 198 ci-après.

187. Toute suppression, toute ouverture de lettres confiées à la poste, commise ou facilitée par un fonctionnaire ou un agent du gouvernement ou de l'administration des postes, sera punie d'une amende de cent un francs à six cents francs. Le coupable sera, de plus, interdit de toute fonction ou emploi public pendant cinq années au moins et dix ans au plus. — Tout capitaine de navire chargé du transport des lettres, qui se rendrait coupable d'un des délits prévus par le présent article, sera puni des peines qui y sont énoncées.

II^e CLASSE. — Des abus d'autorité contre la chose publique.

188. Tout fonctionnaire public, agent ou préposé du gouvernement, de

quelque état et grade qu'il soit, qui aura requis ou ordonné, fait requérir ou ordonner l'action ou l'emploi de la force publique contre l'exécution d'une loi, ou contre la perception d'une contribution légale, ou contre l'exécution, soit d'une ordonnance ou mandat de justice, soit de tout autre ordre émané de l'autorité légitime, sera puni de la réclusion.

189. Si cette réquisition ou cet ordre ont été suivis de leur effet, la peine sera la déportation.

190. Les peines énoncées aux articles 188 et 189 ne cesseront d'être applicables aux fonctionnaires ou préposés qui auraient agi par ordre de leurs supérieurs qu'autant que cet ordre aura été donné par ceux-ci pour des objets de leur ressort, et sur lesquels il leur était dû obéissance hiérarchique; dans ce cas, les peines portées ci-dessus ne seront appliquées qu'aux supérieurs qui les premiers auront donné cet ordre.

191. Si, par suite desdits ordres ou réquisitions, il survient d'autres crimes punissables de peines plus fortes que celles exprimées aux articles 188 et 189, ces peines plus fortes seront appliquées aux fonctionnaires, agents ou préposés coupables d'avoir donné lesdits ordres ou fait lesdites réquisitions.

§ VI. — *De quelques délits relatifs à la tenue des actes de l'état civil.*

192. Les officiers de l'état civil qui auront inscrit leurs actes sur de simples feuilles volantes seront punis d'un emprisonnement d'un mois au moins et de trois mois au plus, et d'une amende de cent un francs à quatre cents francs.

193. Lorsque, pour la validité d'un mariage, la loi prescrit le consentement des pères, mères et autres personnes, et que l'officier de l'état civil ne se sera point assuré de l'existence de ce consentement, il sera puni d'une amende de cent un francs à six cents francs, et d'un emprisonnement de six mois au moins, et d'un an au plus. — La même peine sera appliquée à l'officier de l'état civil qui inscrira la naissance, le mariage ou le décès, soit des esclaves, soit des individus de condition libre, sur les registres affectés à une population autre que celle à laquelle ils appartiennent, lorsqu'il sera reconnu qu'il a agi par négligence ou inattention.

194. L'officier de l'état civil sera aussi puni de cent un francs à six cents francs d'amende, lorsqu'il aura reçu, avant le terme prescrit par l'article 228 du Code civil, l'acte de mariage d'une femme ayant déjà été mariée.

195. Les peines portées aux articles précédens contre les officiers de l'état civil leur seront appliquées lors même que la nullité de leurs actes n'aurait pas été demandée ou aurait été couverte, le tout sans préjudice des peines plus fortes prononcées en cas de collusion, et sans préjudice aussi des autres dispositions pénales du titre V du livre I^{er} du Code civil. — Néanmoins, tout individu qui, sciemment, aura fait inscrire la naissance, le mariage, ou le décès, soit d'un esclave sur les registres de la population libre ou blanche, soit d'un individu de la population libre sur les registres de la population blanche, sera puni de la peine d'un an à deux ans d'emprisonnement, et d'une amende de six cents à deux mille francs. — Le *maximum* de la peine sera toujours appliqué à l'officier public qui se sera rendu complice du délit.

§ VII. — *De l'exercice de l'autorité publique illégalement anticipé ou prolongé.*

196. Tout fonctionnaire public qui sera entré en exercice de ses fonctions sans avoir prêté le serment pourra être poursuivi, et sera puni d'une amende de cent un francs à trois cents francs.

197. Tout fonctionnaire public révoqué, destitué, suspendu ou interdit légalement, qui, après en avoir eu la connaissance officielle, aura continué l'exercice de ses fonctions, ou qui, étant électif ou temporaire, les aura exercées après avoir été remplacé, sera puni d'un emprisonnement de six mois au moins et de deux ans au plus, et d'une amende de cent francs à cinq cents francs. Il sera interdit de l'exercice de toute fonction publique pour cinq ans au moins et dix ans au plus, à compter du jour où il aura subi sa peine : le tout sans préjudice des plus fortes peines portées contre les officiers ou les commandans militaires par l'article 93 du présent code.

Disposition particulière.

198. Hors les cas où la loi règle spécialement les peines encourues pour crimes ou délits commis par les fonctionnaires ou officiers publics, ceux d'entre eux qui auront participé à d'autres crimes ou délits qu'ils étaient chargés de surveiller ou de réprimer seront punis comme il suit : — S'il s'agit d'un délit de police correctionnelle, ils subiront toujours le *maximum* de la peine attachée à l'espèce de délit ; — Et s'il s'agit de crimes emportant peine afflictive, ils seront condamnés, savoir : — A la réclusion, si le crime emporte contre tout autre coupable la peine du bannissement ou du carcan ; — Aux travaux forcés à temps, si le crime emporte contre tout autre coupable la peine de la réclusion ; — Et aux travaux forcés à perpétuité, lorsque le crime emportera contre tout autre coupable la peine de la déportation ou celle des travaux forcés à temps. — Au-delà des cas qui viennent d'être exprimés, la peine commune sera appliquée sans aggravation.

SECTION III. — Des troubles apportés à l'ordre public par les ministres des cultes dans l'exercice de leur ministère.

§ 1^{er}. — *Des contraventions propres à compromettre l'état civil des personnes.*

199. Tout ministre d'un culte qui procédera aux cérémonies religieuses d'un mariage, sans qu'il lui ait été justifié d'un acte de mariage préalablement reçu par les officiers de l'état civil, sera, pour la première fois, puni d'une amende de cent un francs à deux cents francs.

200. En cas de nouvelles contraventions de l'espèce exprimée en l'article précédent, le ministre de culte qui les aura commises sera puni, savoir : — Pour la première récidive, d'un emprisonnement de deux à cinq ans ; — Et pour la seconde, de la déportation.

§ II. — *Des critiques, censures ou provocations dirigées contre l'autorité publique dans un discours pastoral prononcé publiquement.*

201. Les ministres des cultes qui prononceront, dans l'exercice de leur ministère, et en assemblée publique, un discours contenant la critique ou censure du gouvernement, d'une loi, d'une ordonnance royale, ou de tout autre acte de l'autorité publique, seront punis d'un emprisonnement de trois mois à deux ans. — La même peine leur sera appliquée si le discours contient une provocation tendant à opérer la désobéissance et l'insubordination des esclaves envers leurs maîtres, lorsque cette provocation n'aura été suivie d'aucun effet. — L'emprisonnement sera de deux ans au moins et de cinq ans au plus, dans le cas où la provocation aurait été suivie d'effet.

202. Si le discours contient une provocation directe à la désobéissance aux lois ou autres actes de l'autorité publique, ou s'il tend à soulever ou armer une partie des citoyens, des hommes de couleur libres ou des esclaves, contre les autres, le ministre de culte qui l'aura prononcé sera puni d'un emprisonnement de deux à cinq ans, si la provocation n'a été suivie d'aucun

effet ; et du bannissement, si elle a donné lieu à désobéissance, autre toutefois que celle qui aurait dégénéré en sédition ou révolte.

203. Lorsque la provocation aura été suivie d'une sédition ou révolte dont la nature donnera lieu, contre l'un ou plusieurs des coupables, à une peine plus forte que celle du bannissement, cette peine, quelle qu'elle soit, sera appliquée au ministre coupable de la provocation.

§ III. — *Des critiques, censures ou provocations dirigées contre l'autorité publique dans un écrit pastoral.*

204. Tout écrit contenant des instructions pastorales, en quelque forme que ce soit, et dans lequel un ministre de culte se sera ingéré de critiquer ou censurer, soit le gouvernement, soit tout acte de l'autorité publique, emportera la peine du bannissement contre le ministre qui l'aura publié.

205. Si l'écrit mentionné en l'article précédent contient une provocation directe à la désobéissance aux lois ou autres actes de l'autorité publique, ou s'il tend à soulever ou armer une partie des citoyens, des hommes de couleur libres ou des esclaves, contre les autres, le ministre qui l'aura publié sera puni de la déportation.

206. Lorsque la provocation contenue dans l'écrit pastoral aura été suivie d'une sédition ou révolte dont la nature donnera lieu, contre l'un ou plusieurs des coupables, à une peine plus forte que celle de la déportation, cette peine, quelle qu'elle soit, sera appliquée au ministre coupable de la provocation.

§ IV. — *De la correspondance des ministres des cultes avec des cours ou puissances étrangères, sur des matières de religion.*

207. Tout ministre d'un culte qui aura, sur des questions ou matières religieuses, entretenu une correspondance avec une cour ou puissance étrangère, sans en avoir préalablement informé le gouverneur, et sans en avoir obtenu son autorisation, sera, pour ce seul fait, puni d'une amende de cent francs à cinq cents francs, et d'un emprisonnement d'un mois à deux ans.

208. Si la correspondance mentionnée en l'article précédent a été accompagnée ou suivie d'autres faits contraires aux dispositions formelles d'une loi, ou d'une ordonnance du roi, ou d'un arrêté du gouvernement, le coupable sera puni du bannissement, à moins que la peine résultant de la nature de ces faits ne soit plus forte, auquel cas cette peine plus forte sera seule appliquée.

SECTION IV. — Résistance, désobéissance, et autres manquemens envers l'autorité publique.

§ 1^{er}. — *Rébellion.*

209. Toute attaque, toute résistance avec violence et voies de fait envers les officiers ministériels, les gardes champêtres ou forestiers, la force publique, les préposés à la perception des taxes et des contributions, leurs porteurs de contraintes, les préposés des douanes, les séquestres, les officiers ou agens de la police administrative ou judiciaire, agissant pour l'exécution des lois, des ordres ou ordonnances de l'autorité publique, des mandats de justice ou jugemens, est qualifiée, selon les circonstances, crime ou délit de rébellion. — Dans tous les cas, les esclaves qui auront participé à la rébellion seront comptés pour la fixation du nombre des coupables d'après lequel les peines sont graduées par les articles suivans.

210. Si la rébellion a été commise par plus de dix personnes armées, les coupables seront punis des travaux forcés à temps ; et s'il n'y a pas eu port d'armes, ils seront punis de la réclusion.

211. Si la rébellion a été commise par une réunion armée de trois personnes ou plus, jusqu'à dix inclusivement, la peine sera la réclusion; s'il n'y a pas eu port d'armes, la peine sera un emprisonnement de six mois au moins et de deux ans au plus.

212. Si la rébellion n'a été commise que par une ou deux personnes avec armes, elle sera punie d'un emprisonnement de six mois à deux ans; et, si elle a eu lieu sans armes, d'un emprisonnement de six jours à six mois.

213. En cas de rébellion avec bande ou attroupement, l'article 100 du présent code sera applicable aux rebelles sans fonctions ni emplois dans la bande, qui se seront retirés au premier avertissement de l'autorité publique, ou même depuis, s'ils n'ont été saisis que hors du lieu de la rébellion, sans nouvelle résistance et sans armes.

214. Toute réunion d'individus pour un crime ou un délit est réputée réunion armée, lorsque plus de deux personnes portent des armes ostensibles.

215. Les personnes qui se trouveraient munies d'armes cachées, et qui auraient fait partie d'une troupe ou réunion non réputée armée, seront individuellement punies comme si elles avaient fait partie d'une troupe ou réunion armée.

216. Les auteurs des crimes ou délits commis pendant le cours et à l'occasion d'une rébellion seront punis des peines prononcées contre chacun de ces crimes, si elles sont plus fortes que celles de la rébellion.

217. Sera puni comme coupable de la rébellion quiconque y aura provoqué, soit par des discours tenus dans des lieux ou réunions publics, soit par placards affichés, soit par écrits imprimés. — Dans le cas où la rébellion n'aurait pas eu lieu, le provocateur sera puni d'un emprisonnement de seize jours au moins et d'un an au plus.

218. Dans tous les cas où il sera prononcé, pour fait de rébellion, une simple peine d'emprisonnement, les coupables pourront être condamnés en outre à une amende de cent un francs à quatre cents francs. — Si des esclaves ont pris part à la rébellion, les coupables de condition libre pourront en outre être interdits du droit de posséder des esclaves pendant le temps limité par l'article 42, n° 9.

219. Seront punies comme réunions de rebelles, celles qui auront été formées avec ou sans armes, et accompagnées de violences ou de menaces contre l'autorité administrative, les officiers ministériels, les officiers et les agens de police, ou contre la force publique, — 1° Par les ouvriers ou journaliers, dans les ateliers publics, usines ou manufactures; — 2° Par les individus admis dans les hospices; — 3° Par les prisonniers, prévenus, accusés ou condamnés; — 4° Par des individus de condition libre réunis à des esclaves.

220. La peine appliquée pour rébellion, à des prisonniers, prévenus, accusés ou condamnés, relativement à d'autres crimes ou délits, sera par eux subie, savoir : — Par ceux qui, à raison des crimes ou délits qui ont causé leur détention, sont ou seraient condamnés à une peine non capitale ni perpétuelle, immédiatement après l'expiration de cette peine; — Et par les autres, immédiatement après l'arrêt ou jugement en dernier ressort qui les aura acquittés ou renvoyés absous du fait pour lequel ils étaient détenus.

221. Les chefs d'une rébellion, et ceux qui l'auront provoquée, pourront être condamnés à rester, après l'expiration de leur peine, sous la surveillance spéciale de la haute police pendant cinq ans au moins et dix ans au plus. — Cette peine sera toujours appliquée à ceux qui auront provoqué la rébellion de la part des esclaves, ou qui auront agi avec leur assistance.

§ II. — *Outrages et violences envers les dépositaires de l'autorité et de la force publique.*

222. Lorsqu'un ou plusieurs magistrats de l'ordre administratif ou judiciaire auront reçu, dans l'exercice de leurs fonctions, ou à l'occasion de cet exercice, quelque outrage par paroles tendant à inculper leur honneur ou leur délicatesse, celui qui les aura ainsi outragés sera puni d'un emprisonnement d'un mois à deux ans. — Si l'outrage a eu lieu à l'audience d'une cour ou d'un tribunal, l'emprisonnement sera de deux à cinq ans. — L'outrage fait publiquement, d'une manière quelconque, à raison de leurs fonctions ou de leur qualité, soit à un fonctionnaire public, soit à un ministre de la religion de l'état, ou de l'une des religions dont l'établissement est légalement reconnu en France, sera puni d'un emprisonnement de quinze jours à deux ans, et d'une amende de cent francs à quatre mille francs. — Le même délit envers un assesseur, à raison de ses fonctions, ou envers un témoin, à raison de sa déposition, sera puni d'un emprisonnement de dix jours à un an, et d'une amende de cinquante francs à trois mille francs. — L'outrage fait à un ministre de la religion de l'état, ou de l'une des religions légalement reconnues en France, dans l'exercice même de ses fonctions, sera puni d'un emprisonnement de trois mois à cinq ans, et d'une amende de trois cents francs à six mille francs. — Si l'outrage, dans les différens cas prévus par le présent article, a été accompagné d'excès ou violences, prévus par le premier paragraphe de l'article 228 du présent code, il sera puni des peines portées audit paragraphe et à l'article 229, et en outre, de l'amende portée au troisième paragraphe du présent article. — Si l'outrage est accompagné des excès prévus par le second paragraphe de l'article 228, et par les articles 231, 232 et 233, le coupable sera puni des peines portées auxdits articles.

223. L'outrage fait par gestes ou menaces, à un magistrat dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de ses fonctions, sera puni d'un mois à six mois d'emprisonnement; et si l'outrage a eu lieu à l'audience d'une cour ou d'un tribunal, il sera puni d'un emprisonnement d'un mois à deux ans.

224. L'outrage fait par paroles, gestes ou menaces, à tout officier ministériel, ou agent dépositaire de la force publique, dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de ses fonctions, sera puni d'une amende de cent un francs à quatre cents francs.

225. La peine sera de seize jours à un mois d'emprisonnement, si l'outrage mentionné en l'article précédent a été dirigé contre un commandant de la force publique.

226. Dans les cas des articles 222, 223 et 225, l'offenseur pourra être, outre l'emprisonnement, condamné à faire réparation, soit à la première audience, soit par écrit; et le temps de l'emprisonnement prononcé contre lui ne sera compté qu'à dater du jour où la réparation aura eu lieu.

227. Dans le cas de l'article 224, l'offenseur pourra de même, outre l'amende, être condamné à faire réparation à l'offensé; et s'il retarde ou refuse, il y sera contraint par corps.

228. Tout individu qui, même sans armes, et sans qu'il en soit résulté de blessures, aura exercé des violences contre un magistrat, dans l'exercice de ses fonctions ou à l'occasion de cet exercice, sera puni d'un emprisonnement de deux à cinq ans. — Si ces violences ont eu lieu à l'audience d'une cour ou d'un tribunal, le coupable sera puni du carcan.

229. Dans l'un et l'autre des cas exprimés en l'article précédent, le coupable pourra, de plus, être condamné à s'cloigner, pendant cinq à dix ans, du lieu où siège le magistrat, et d'un rayon de deux myriamètres. — Cette disposition aura son exécution à dater du jour où le condamné aura subi sa peine.

— Si le condamné enfreint cet ordre avant l'expiration du temps fixé, il sera puni du bannissement.

230. Les violences de l'espèce exprimée en l'article 228, dirigées contre un officier ministériel, un agent de la force publique, ou un citoyen chargé d'un ministère de service public, si elles ont eu lieu pendant qu'ils exerçaient leur ministère ou à cette occasion, seront punies d'un emprisonnement d'un mois à six mois.

231. Si les violences exercées contre les fonctionnaires et agens désignés aux articles 228 et 230 ont été la cause d'effusion de sang, blessures ou maladie, la peine sera la réclusion; si la mort s'en est suivie dans les quarante jours, le coupable sera puni de mort.

232. Dans le cas même où ces violences n'auraient pas causé d'effusion de sang, blessures ou maladie, les coups seront punis de la réclusion, s'ils ont été portés avec préméditation ou guet-apens.

233. Si les blessures sont du nombre de celles qui portent le caractère de meurtre, le coupable sera puni de mort.

§ III. — *Refus d'un service dû légalement.*

234. Tout commandant, tout officier ou sous-officier de la force publique qui, après en avoir été légalement requis par l'autorité civile, aura refusé de faire agir la force à ses ordres, sera puni d'un emprisonnement d'un mois à trois mois, sans préjudice des réparations civiles qui pourraient être dues, aux termes de l'article 10 du présent code.

235. Les lois pénales et les réglemens relatifs au recrutement de l'armée de terre, de mer, et au service de la milice, continueront de recevoir leur exécution.

236. Les témoins qui auront allégué une excuse reconnue fausse seront condamnés, outre les amendes prononcées pour la non-comparution, à un emprisonnement de seize jours à deux mois.

§ IV. — *Evasion de détenus, recèlement de criminels.*

237. Toutes les fois qu'une évasion de détenus aura lieu, les huissiers, les commandans en chef ou en sous ordre, soit des corps faisant le service de gendarmerie, soit de la force armée servant d'escorte ou garnissant les postes, les concierges, gardiens, geôliers, et tous autres préposés à la conduite, au transport ou à la garde des détenus, seront punis ainsi qu'il suit :

238. Si l'évadé était prévenu de délits de police, ou de crimes simplement infamans, ou s'il était prisonnier de guerre, les préposés à sa garde ou à sa conduite seront punis, en cas de négligence, d'un emprisonnement de seize jours à deux mois, et, en cas de connivence, d'un emprisonnement de six mois à deux ans.—Ceux qui, n'étant pas chargés de la garde ou de la conduite du détenu, auront procuré ou favorisé son évasion, seront punis de seize jours à trois mois d'emprisonnement. — Seront également punis de cette peine ceux qui auront, dans l'enceinte des prisons ou en dehors, facilité l'évasion d'un esclave détenu par ordre du maître, ou qui auront brisé ses fers dans la prison ou hors de la prison, sans préjudice des dommages-intérêts envers le maître de l'esclave.

239. Si les détenus évadés, ou l'un d'eux, étaient prévenus ou accusés d'un crime de nature à entraîner une peine afflictive à temps, ou condamnés pour l'un de ces crimes, la peine sera, contre les préposés à la garde ou conduite, en cas de négligence, un emprisonnement de deux mois à six mois; en cas de connivence, la réclusion. — Les individus non chargés de la garde des détenus, qui auront procuré ou facilité l'évasion, seront punis d'un emprisonnement de trois mois à deux ans.

240. Si les évadés, ou l'un d'eux, sont prévenus ou accusés de crimes de nature à entraîner la peine de mort ou des peines perpétuelles, ou s'ils sont condamnés à l'une de ces peines, leurs conducteurs ou gardiens seront punis d'un an à deux ans d'emprisonnement, en cas de négligence, et des travaux forcés à temps, en cas de connivence. — Les individus non chargés de la conduite ou de la garde, qui auront facilité ou procuré l'évasion, seront punis d'un emprisonnement d'un an au moins et de cinq ans au plus.

241. Si l'évasion a eu lieu ou a été tentée avec violence ou bris de prison, les peines contre ceux qui l'auront favorisée en fournissant des instrumens propres à l'opérer seront, au cas que l'évadé fût de la qualité exprimée en l'article 238, trois mois à deux ans d'emprisonnement; au cas de l'article 239, deux à cinq ans d'emprisonnement; et, au cas de l'article 240, la réclusion.

242. Dans tous les cas ci-dessus, lorsque les tiers qui auront procuré ou facilité l'évasion y seront parvenus en corrompant les gardiens ou geôliers, ou de connivence avec eux, ils seront punis des mêmes peines que lesdits gardiens ou geôliers.

243. Si l'évasion avec bris ou violence a été favorisée par transmission d'armes, les gardiens et conducteurs qui y auront participé seront punis des travaux forcés à perpétuité; les autres personnes, des travaux forcés à temps.

244. Tous ceux qui auront connivé à l'évasion d'un détenu seront solidairement condamnés, à titre de dommages-intérêts, à tout ce que la partie civile du détenu aurait en droit d'obtenir contre lui.

245. A l'égard des détenus qui se seront évadés ou qui auront tenté de s'évader par bris de prison ou par violence, ils seront, pour ce seul fait, punis de six mois à un an d'emprisonnement, et subiront cette peine immédiatement après l'expiration de celle qu'ils auront encourue pour le crime ou délit à raison duquel ils étaient détenus, ou immédiatement après l'arrêt ou jugement qui les aura acquittés ou renvoyés absous dudit crime ou délit; le tout sans préjudice de plus fortes peines qu'ils auraient pu encourir pour d'autres crimes qu'ils auraient commis dans leurs violences.

246. Quiconque sera condamné, pour avoir favorisé une évasion ou des tentatives d'évasion, à un emprisonnement de plus de six mois, pourra en outre être mis sous la surveillance spéciale de la haute police pour un intervalle de cinq à dix ans.

247. Les peines d'emprisonnement ci-dessus établies contre les conducteurs ou les gardiens, en cas de négligence seulement, cesseront lorsque les évadés seront repris ou représentés, pourvu que ce soit dans les quatre mois de l'évasion, et qu'ils ne soient pas arrêtés pour d'autres crimes ou délits commis postérieurement.

248. Ceux qui auront recélé ou fait receler des personnes qu'ils savaient avoir commis des délits emportant peine afflictive seront punis de trois mois d'emprisonnement au moins, et de deux ans au plus. — Sont exceptés de la présente disposition les ascendans ou descendans, époux ou épouses, frères ou sœurs des criminels recelés, ou leurs alliés aux mêmes degrés.

§ V. — *Bris de scellés et enlèvement de pièces dans les dépôts publics.*

249. Lorsque des scellés apposés, soit par ordre du gouvernement, soit par suite d'une ordonnance de justice rendue en quelque matière que ce soit, auront été brisés, les gardiens seront punis, pour simple négligence, de seize jours à six mois d'emprisonnement.

250. Si le bris de scellés s'applique à des papiers et effets d'un individu prévenu ou accusé d'un crime emportant la peine de mort, des travaux forcés à perpétuité, ou de la déportation, ou qui soit condamné à l'une de ces peines, le gardien négligent sera puni de six mois à deux ans d'emprisonnement.

251. Quiconque aura, à dessein, brisé des scellés apposés sur des papiers ou effets de la qualité énoncée en l'article précédent, ou participé au bris des scellés, sera puni de la réclusion; et si c'est le gardien lui-même, il sera puni des travaux forcés à temps.

252. A l'égard de tous autres bris de scellés, les coupables seront punis de six mois à deux ans d'emprisonnement; et si c'est le gardien lui-même, il sera puni de deux à cinq ans de la même peine.

253. Tout vol commis à l'aide d'un bris de scellés sera puni comme vol commis à l'aide d'effraction.

254. Quant aux soustractions, destructions et enlèvements de pièces ou de procédures criminelles, ou d'autres papiers, registres, actes et effets contenus dans des archives, greffes ou dépôts publics, ou remis à un dépositaire public en cette qualité, les peines seront, contre les greffiers, archivistes, notaires ou autres dépositaires négligents, de trois mois à un an d'emprisonnement, et d'une amende de cent un francs à six cents francs.

255. Quiconque se sera rendu coupable des soustractions, enlèvements ou destructions mentionnés en l'article précédent sera puni de la réclusion. — Si le crime est l'ouvrage du dépositaire lui-même, il sera puni des travaux forcés à temps.

256. Si le bris de scellés, les soustractions, enlèvements ou destructions de pièces, ont été commis avec violence envers les personnes, la peine sera, contre toute personne, celle des travaux forcés à temps, sans préjudice de peines plus fortes, s'il y a lieu, d'après la nature des violences et des autres crimes qui y seraient joints.

§ VI. — *Dégradations de monumens.*

257. Quiconque aura détruit, abattu, mutilé ou dégradé des monumens, statues et autres objets destinés à l'utilité ou à la décoration publique, et élevés par l'autorité publique ou avec son autorisation, sera puni d'un emprisonnement d'un mois à deux ans, et d'une amende de cent un francs à cinq cents francs. — Si les monumens, statues, et autres objets détruits, abattus, mutilés ou dégradés, étaient consacrés, soit à la religion de l'état, soit à l'un des cultes légalement établis en France, le coupable sera puni d'un emprisonnement de six mois à deux ans, et d'une amende de deux cents francs à deux mille francs. — La peine sera d'un an à cinq ans d'emprisonnement et de mille à cinq mille francs d'amende, si ce délit a été commis dans l'intérieur d'un édifice consacré à la religion de l'état ou d'un culte légalement établi en France.

§ VII. — *Usurpation de titres ou fonctions.*

258. Quiconque, sans titre, se sera immiscé dans des fonctions publiques, civiles ou militaires, ou aura fait les actes de ces fonctions, sera puni d'un emprisonnement de deux ans à cinq ans, sans préjudice de la peine de faux, si l'acte porte le caractère de ce crime.

259. Toute personne qui aura publiquement porté un costume, un uniforme ou une décoration qui ne lui appartenait pas, ou qui se sera attribué des titres royaux qui ne lui auraient pas été légalement conférés, sera punie d'un emprisonnement de six mois à deux ans.

§ VIII.— *Entraves au libre exercice des cultes.*

260. Tout particulier qui, par des voies de fait ou des menaces, aura contraint ou empêché une ou plusieurs personnes d'exercer l'un des cultes autorisés, d'assister à l'exercice de ce culte, de célébrer certaines fêtes, d'observer certains jours de repos, et en conséquence d'ouvrir ou de fermer leurs ateliers, boutiques ou magasins, et de faire ou quitter certains travaux, sera puni, pour ce seul fait, d'une amende de cent un francs à quatre cents francs, et d'un emprisonnement de seize jours à deux mois.

261. Ceux qui, par des troubles ou des désordres commis soit dans les édifices destinés ou servant actuellement à l'exercice d'un culte légalement établi en France, soit même à l'extérieur de cet édifice, auront retardé, interrompu ou empêché les cérémonies de ce culte, seront punis d'une amende de cent un francs à six cents francs, et d'un emprisonnement de seize jours à trois mois.

262. Toute personne qui anra, par paroles ou gestes, outragé les objets d'un culte dans les lieux destinés ou servant actuellement à son exercice, ou les ministres de ce culte dans leurs fonctions, sera punie d'une amende de cent un francs à mille francs, et d'un emprisonnement de seize jours à six mois.

263. Quiconque aura frappé le ministre d'un culte dans ses fonctions sera puni du carcan.

264. Les dispositions du premier paragraphe ne s'appliquent qu'aux troubles, outrages ou voies de fait dont la nature ou les circonstances ne donneront pas lieu à de plus fortes peines, d'après les autres dispositions du présent code.

SECTION V.—Associations de malfaiteurs, vagabondage et mendicité.

§ I^{er}. — *Associations de malfaiteurs.*

265. Toute association de malfaiteurs envers les personnes ou les propriétés est un crime contre la paix publique.

266. Ce crime existe par le seul fait d'organisation de bandes, ou de correspondance entre elles et leurs chefs ou commandans, ou de conventions tendant à rendre compte ou à faire distribution ou partage du produit des méfaits.

267. Quand ce crime n'aurait été accompagné ni suivi d'aucun autre, les auteurs, les directeurs de l'association, et les commandans en chef ou en sous-ordre de ces bandes, seront punis des travaux forcés à temps. — Le *maximum* de la peine sera appliqué, s'il se trouve dans l'association un ou plusieurs esclaves.

268. Seront punis de la réclusion tous autres individus chargés d'un service quelconque dans ces bandes, et ceux qui auront sciemment et volontairement fourni aux bandes ou à leurs divisions des armes, munitions, instrumens de crime, logement, retraite, ou lieu de réunion. — Ils seront punis de la peine des travaux forcés à temps, si, à leur connaissance, des esclaves ont été employés, soit dans ces bandes, soit dans la préparation des moyens d'exécution, soit dans la consommation des méfaits.

§ II. — *Vagabondage.*

269. Le vagabondage est un délit.

270. Les vagabonds ou gens sans aveu sont ceux qui n'ont ni domicile

certain, ni moyens de subsistance, et qui n'exercent habituellement ni métier ni profession.

271. Les vagabonds ou gens sans aveu qui auront été légalement déclarés tels seront, pour ce seul fait, punis de trois à six mois d'emprisonnement, et demeureront, après avoir subi leur peine, à la disposition du gouvernement pendant le temps qu'il déterminera, eu égard à leur conduite.

272. Les individus déclarés vagabonds par jugement pourront, s'ils sont étrangers, être conduits, par les ordres du gouvernement, hors du territoire français.

273. Les vagabonds nés en France ou dans la colonie pourront, après un jugement, même passé en force de chose jugée, être réclamés par délibération du conseil municipal de la commune où ils sont nés, ou cautionnés par un citoyen solvable. — Si le gouvernement accueille la réclamation ou agréé la caution, les individus ainsi réclamés ou cautionnés seront, par ses ordres, renvoyés ou conduits dans la commune qui les aura réclamés, ou dans celle qui leur sera assignée pour résidence sur la demande de la caution.

§ III. — Mendicité.

274. Toute personne qui, recevant des secours de l'administration de bienfaisance ou d'un établissement quelconque de charité aura été trouvée mendiant, sera punie de trois mois à six mois d'emprisonnement.

275. Les mendiants d'habitude, valides, non secourus par l'administration de bienfaisance, ou par un établissement quelconque de charité, seront punis d'un emprisonnement de six mois à deux ans.

276. Tous mendiants, même invalides, qui auront usé de menaces, ou seront entrés, sans permission du propriétaire ou de personnes demeurant avec lui, soit dans une maison d'habitation, soit dans un enclos en dépendant, — Ou qui feindront des plaies ou infirmités, — Ou qui mendieront en réunion, à moins que ce ne soit le mari et la femme, le père ou la mère et leurs jeunes enfans, l'aveugle et son conducteur, — Seront punis d'un emprisonnement de six mois à deux ans. — Le *maximum* de la peine sera toujours appliqué au mendiant qui se serait introduit la nuit dans l'intérieur d'une maison habitée ou de ses dépendances.

Dispositions communes aux vagabonds et aux mendiants.

277. Tout mendiant ou vagabond qui aura été saisi travesti d'une manière quelconque, — Ou porteur d'armes, bien qu'il n'en ait usé ni menacé, — Ou muni de limes, de crochets, ou autres instrumens propres soit à commettre des vols ou d'autres délits, soit à lui procurer les moyens de pénétrer dans les maisons, — Sera puni de deux à cinq ans d'emprisonnement.

278. Tout mendiant ou vagabond qui sera trouvé porteur d'un ou plusieurs effets d'une valeur supérieure à cent francs, et qui ne justifiera pas d'où ils lui proviennent, sera puni de la peine portée en l'article 276.

279. Tout mendiant ou vagabond qui aura exercé quelque acte de violence que ce soit envers les personnes sera puni de la réclusion, sans préjudice de peines plus fortes, s'il y a lieu, à raison du genre et des circonstances de la violence.

280. Tout vagabond ou mendiant qui aura commis un crime emportant la peine des travaux forcés à temps sera en outre marqué.

281. Les peines établies par le présent code contre les individus porteurs de faux certificats, faux passeports ou fausses feuilles de route, seront toujours, dans leur espèce, portées au *maximum*, quand elles seront appliquées à des vagabonds ou mendiants.

282. Les vagabonds ou mendiants qui auront subi les peines portées par les articles précédens demeureront, à la fin de ces peines, à la disposition du gouvernement.

SECTION VI. — Délits commis par la voie d'écrits, images ou gravures, distribués sans nom d'auteur, imprimeur ou graveur.

283. Toute publication ou distribution d'ouvrages, écrits, avis, bulletins, affiches, journaux, feuilles périodiques ou autres imprimés, dans lesquels ne se trouvera pas l'indication vraie des noms, profession et demeure de l'auteur ou de l'imprimeur, sera, pour ce seul fait, punie d'un emprisonnement de seize jours à six mois, contre toute personne qui aura sciemment contribué à la publication ou distribution.

284. Cette disposition sera réduite à des peines de simple police, — 1° A l'égard des crieurs, afficheurs, vendeurs ou distributeurs qui auront fait connaître la personne de laquelle ils tiennent l'écrit imprimé; — 2° A l'égard de quiconque, étant coupable du délit prévu par l'article précédent, aura fait connaître l'imprimeur; — 3° A l'égard même de l'imprimeur ou du graveur qui auront fait connaître l'auteur ou la personne qui les aura chargés de l'impression ou de la gravure.

285. Si l'écrit imprimé contient quelques provocations à des crimes ou délits, les crieurs, afficheurs, vendeurs et distributeurs seront punis comme complices des provocateurs, à moins qu'ils n'aient fait connaître ceux dont ils tiennent l'écrit contenant la provocation. — En cas de révélation, ils n'encourront qu'un emprisonnement de seize jours à trois mois; et la peine de complicité ne restera applicable qu'à ceux qui n'auront point fait connaître les personnes dont ils auront reçu l'écrit imprimé, et à l'imprimeur, s'il est connu.

286. Dans tous les cas ci-dessus, il y aura confiscation des exemplaires saisis.

287. Toute exposition ou distribution de chansons, pamphlets, figures ou images contraires aux bonnes mœurs, sera punie d'une amende de cent un francs à mille francs, d'un emprisonnement d'un mois à un an, et de la confiscation des planches et des exemplaires imprimés ou gravés, de chansons, figures, ou autres objets du délit.

288. La peine d'emprisonnement et l'amende prononcées par l'article précédent seront réduites à des peines de simple police, — 1° A l'égard des crieurs, vendeurs ou distributeurs qui auront fait connaître la personne qui leur a remis l'objet du délit; — 2° A l'égard de quiconque aura fait connaître l'imprimeur ou le graveur; — 3° A l'égard même de l'imprimeur ou du graveur qui auront fait connaître l'auteur ou la personne qui les aura chargés de l'impression ou de la gravure.

289. Dans tous les cas exprimés en la présente section, et où l'auteur sera connu, il subira le *maximum* de la peine attachée à l'espèce du délit.

Disposition particulière.

290. Tout individu qui, sans y avoir été autorisé par la police, fera le métier de crieur ou afficheur d'écrits imprimés, dessins ou gravures, même munis des noms d'auteur, imprimeur, dessinateur ou graveur, sera puni d'un emprisonnement de seize jours à deux mois.

SECTION VII. — Des associations ou réunions illicites.

291. Nulle association de personnes, dont le but sera de se réunir tous les jours ou à certains jours marqués pour s'occuper d'objets religieux

littéraires, politiques ou autres, ne pourra se former qu'avec l'agrément du gouvernement, et sous les conditions qu'il plaira à l'autorité publique d'imposer à la société.

292. Toute association de la nature ci-dessus exprimée qui se sera formée sans autorisation, ou qui, après l'avoir obtenue, aura enfreint les conditions à elle imposées, sera dissoute. — Les chefs, directeurs ou administrateurs de l'association seront, en outre, punis d'une amende de cent un francs à quatre cents francs.

293. Si, par discours, exhortations, invocations ou prières, en quelque langue que ce soit, ou par lecture, affiche, publication ou distribution d'écrits quelconques, il a été fait dans ces assemblées quelque provocation à des crimes ou à des délits, la peine sera de cent un francs à six cents francs d'amende, et de trois mois à deux ans d'emprisonnement, contre les chefs, directeurs et administrateurs de ces associations; sans préjudice des peines plus fortes qui seraient portées par la loi contre les individus personnellement coupables de la provocation, lesquels, en aucun cas, ne pourront être punis d'une peine moindre que celle infligée aux chefs, directeurs et administrateurs de l'association.

294. Tout individu qui, sans la permission de l'autorité municipale, aura accordé ou consenti l'usage de sa maison ou de son appartement, en tout ou en partie, pour la réunion des membres d'une association même autorisée, ou pour l'exercice d'un culte, sera puni d'une amende de cent un francs à quatre cents francs.

TITRE II. — CRIMES ET DÉLITS CONTRE LES PARTICULIERS.

CHAPITRE 1^{er}. — Crimes et délits contre les personnes.

SECTION 1^{re}. — Meurtre et autres crimes capitaux, menaces d'attentat contre les personnes.

§ 1^{er}. — Meurtre, assassinat, parricide, infanticide, empoisonnement.

295. L'homicide commis volontairement est qualifié meurtre.

296. Tout meurtre commis avec préméditation ou de guet-apens est qualifié assassinat.

297. La préméditation consiste dans le dessein formé, avant l'action, d'attenter à la personne d'un individu déterminé, ou même de celui qui sera trouvé ou rencontré, quand même ce dessein serait dépendant de quelque circonstance ou de quelque condition.

298. Le guet-apens consiste à attendre plus ou moins de temps, dans un ou divers lieux, un individu, soit pour lui donner la mort, soit pour exercer sur lui des actes de violence.

299. Est qualifié parricide le meurtre des pères ou mères légitimes, naturels ou adoptifs, ou de tout autre ascendant légitime.

300. Est qualifié infanticide le meurtre d'un enfant nouveau-né.

301. Est qualifié empoisonnement tout attentat à la vie d'une personne, par l'effet de substances qui peuvent donner la mort plus ou moins promptement, de quelque manière que ces substances aient été employées ou administrées, quelles qu'en aient été les suites.

302. Tout coupable d'assassinat, de parricide, d'infanticide, ou d'empoisonnement, sera puni de mort; sans préjudice de la disposition particulière contenue en l'article 13, relativement au parricide. — Toutefois, à l'égard de la mère coupable d'infanticide, les cours d'assises, lorsqu'elles auront reconnu qu'il existe des circonstances atténuantes, et sous la condition de le déclarer expressément, pourront réduire la peine à celle des travaux forcés à perpétuité.

303. Seront punis comme coupables d'assassinat, tous malfaiteurs, quelle que soit leur dénomination, qui, pour l'exécution de leurs crimes, emploient des tortures ou commettent des actes de barbarie.

304. Le meurtre emportera la peine de mort, lorsqu'il aura précédé, accompagné ou suivi un autre crime ou délit. — En tout autre cas, le coupable de meurtre sera puni de la peine des travaux forcés à perpétuité.

§ II. — *Menaces.*

305. Quiconque aura menacé, par écrit anonyme ou signé, d'assassinat, d'empoisonnement, ou de tout autre attentat contre les personnes, qui serait punissable de la peine de mort, des travaux forcés à perpétuité, ou de la déportation, sera puni de la peine des travaux forcés à temps, dans le cas où la menace aurait été faite avec ordre de déposer une somme d'argent dans un lieu indiqué, ou de remplir toute autre condition.

306. Si cette menace n'a été accompagnée d'aucun ordre ou condition, la peine sera d'un emprisonnement de deux ans au moins et de cinq ans au plus, et d'une amende de cent un francs à six cents francs.

307. Si la menace faite avec ordre ou sous condition a été verbale, le coupable sera puni d'un emprisonnement de six mois à deux ans, et d'une amende de cent un francs à cinq cents francs.

308. Dans les cas prévus par les deux précédens articles, le coupable pourra de plus être mis, par le jugement, sous la surveillance de la haute police pour cinq ans au moins et dix ans au plus.

SECTION II. — Blessures et coups volontaires non qualifiés meurtre, et autres crimes et délits volontaires.

309. Sera puni de la peine de la réclusion tout individu qui aura fait des blessures ou porté des coups, s'il est résulté de ces actes de violence une maladie ou incapacité de travail personnel pendant plus de vingt jours. — Dans les cas autres que ceux prévus par les articles 310 et 312, la peine pourra être réduite par la cour d'assises, en faisant la déclaration prescrite au deuxième paragraphe de l'article 302, aux peines déterminées par l'article 401, sans néanmoins que la peine d'emprisonnement puisse être au dessous de trois années. — La réduction de peine ne pourra avoir lieu lorsque le coupable sera mendiant, vagabond, ou lorsqu'il aura été antérieurement condamné à un emprisonnement correctionnel de plus de six mois.

310. Si le crime mentionné au précédent article a été commis avec préméditation ou guet-apens, la peine sera celle des travaux forcés à temps.

311. Lorsque les blessures ou les coups n'auront occasioné aucune maladie ni incapacité de travail personnel de l'espèce mentionnée en l'article 309, le coupable sera puni d'un emprisonnement d'un mois à deux ans, et d'une amende de cent un francs à quatre cents francs. — S'il y a eu préméditation ou guet-apens, l'emprisonnement sera de deux ans à cinq ans, et l'amende de deux cents francs à mille francs.

312. Dans les cas prévus par les articles 309, 310 et 311, si le coupable a commis le crime envers ses père ou mère légitimes, naturels ou adoptifs, ou autres ascendans légitimes, il sera puni ainsi qu'il suit : — Si l'article auquel le cas se référera prononce l'emprisonnement et l'amende, le coupable subira la peine de la réclusion ; — Si l'article prononce la peine de la réclusion, il subira celle des travaux forcés à temps ; — Si l'article prononce la peine des travaux forcés à temps, il subira celle des travaux forcés à perpétuité. — Les mêmes dispositions s'appliqueront à l'affranchi qui aura commis le crime envers le maître de qui il tient la liberté.

313. Les crimes et les délits prévus dans la présente section et dans la section précédente, s'ils sont commis en réunion séditieuse, avec rébellion ou pillage, sont imputables aux chefs, auteurs, instigateurs et provocateurs de ces réunions, rébellions ou pillages, qui seront punis comme coupables de ces crimes ou de ces délits, et condamnés aux mêmes peines que ceux qui les auront personnellement commis. — Le *maximum* de la peine leur sera toujours appliqué si des esclaves ont pris part à ces réunions.

314. Tout individu qui aura fabriqué ou débité des stylets, tromblons, ou quelque espèce que ce soit d'armes prohibées par la loi ou par des réglemens d'administration publique, sera puni d'un emprisonnement de seize jours à six mois. — Celui qui sera porteur desdites armes sera puni d'une amende de cent un francs à quatre cents francs. — La peine de six jours à six mois d'emprisonnement sera également appliquée à tout individu qui aura vendu ou donné à un esclave, sans autorisation du maître, des armes prohibées ou non prohibées. — Dans l'un et l'autre cas, les armes seront confisquées. — Le tout sans préjudice de plus forte peine, s'il y échoit, en cas de complicité de crime.

315. Outre les peines correctionnelles mentionnées dans les articles précédens, les tribunaux pourront prononcer le renvoi sous la surveillance de la haute police, depuis deux ans jusqu'à dix ans.

316. Toute personne coupable du crime de castration subira la peine des travaux forcés à perpétuité. — Si la mort en est résultée avant l'expiration des quarante jours qui auront suivi le crime, le coupable subira la peine de mort.

317. Quiconque, par alimens, breuvages, médicamens, violence, ou par tout autre moyen, aura procuré l'avortement d'une femme enceinte, soit qu'elle y ait consenti ou non, sera puni de la réclusion. — La même peine sera prononcée contre la femme qui se sera procuré l'avortement à elle-même, ou qui aura consenti à faire usage de moyens à elle indiqués ou administrés à cet effet, si l'avortement s'en est suivi. — Les médecins, chirurgiens, et autres officiers de santé, ainsi que les pharmaciens, qui auront indiqué ou administré ces moyens, seront condamnés à la peine des travaux forcés à temps, dans le cas où l'avortement aura eu lieu.

318. Quiconque aura vendu ou débité des boissons falsifiées, contenant des mixtions nuisibles à la santé, sera puni d'un emprisonnement de seize jours à deux ans, et d'une amende de cent un francs à douze cents francs. — Seront saisies et confisquées, pour être détruites, les boissons falsifiées trouvées appartenir au vendeur ou débitant.

SECTION III. — Homicide, blessures et coups involontaires; crimes et délits excusables, et cas où ils ne peuvent être excusés; homicides, blessures et coups qui ne sont ni crimes ni délits.

§ 1^{er}. — *Homicide, blessures et coups involontaires.*

319. Quiconque, par maladresse, imprudence, inattention, négligence ou inobservation des réglemens, aura commis involontairement un homicide, ou en aura involontairement été la cause, sera puni d'un emprisonnement de trois mois à deux ans, et d'une amende de cent un francs à douze cents francs.

320. S'il n'est résulté du défaut d'adresse ou de précaution que des blessures ou coups, la peine sera d'une amende de cent un francs à quatre cents francs, ou d'un emprisonnement de seize jours à deux mois, et les deux peines pourront être cumulées.

§ II. — *Crimes et délits excusables, et cas où ils ne peuvent être excusés.*

321. Le meurtre ainsi que les blessures et les coups sont excusables, s'ils ont été provoqués par des coups ou violences graves envers les personnes.

322. Les crimes et délits mentionnés au précédent article sont également excusables, s'ils ont été commis en repoussant, pendant le jour, l'escalade ou l'effraction des clôtures, murs ou entrée d'une maison ou d'un appartement habité, ou de leurs dépendances. — Si le fait est arrivé pendant la nuit, ce cas est réglé par l'article 329.

323. Le parricide n'est jamais excusable.

324. Le meurtre commis par l'époux sur l'épouse, ou par celle-ci sur son époux, n'est pas excusable, si la vie de l'époux ou de l'épouse qui a commis le meurtre n'a pas été mise en péril dans le moment même où le meurtre a eu lieu. — Néanmoins, dans le cas d'adultère, prévu par l'article 336, le meurtre commis par l'époux sur son épouse, ainsi que sur le complice, à l'instant où il les surprend en flagrant délit dans la maison conjugale, est excusable.

325. Le crime de castration, s'il a été immédiatement provoqué par un outrage violent à la pudeur, sera considéré comme meurtre ou blessures excusables.

326. Lorsque le fait d'excuse sera prouvé, — S'il s'agit d'un crime emportant la peine de mort, ou celle des travaux forcés à perpétuité, ou celle de la déportation, la peine sera réduite à un emprisonnement d'un an à cinq ans; — S'il s'agit de tout autre crime, elle sera réduite à un emprisonnement de six mois à deux ans. — Dans ces deux premiers cas, les coupables pourront de plus être mis, par l'arrêt ou le jugement, sous la surveillance de la haute police pendant cinq ans au moins et dix ans au plus. — S'il s'agit d'un délit, la peine sera réduite à un emprisonnement de seize jours à six mois.

§ III. — *Homicide, blessures et coups non qualifiés crimes ni délits.*

327. Il n'y a ni crime ni délit, lorsque l'homicide, les blessures et les coups étaient autorisés par la loi et commandés par l'autorité légitime.

328. Il n'y a ni crime ni délit, lorsque l'homicide, les blessures et les coups étaient commandés par la nécessité actuelle de la légitime défense de soi-même ou d'autrui.

329. Sont compris dans les cas de nécessité actuelle de défense, les deux cas suivans: — 1° Si l'homicide a été commis, si les blessures ont été faites, ou si les coups ont été portés en repoussant pendant la nuit l'escalade ou l'effraction des clôtures, murs ou entrée d'une maison ou d'un appartement habité ou de leurs dépendances; — 2° Si le fait a eu lieu en se défendant contre les auteurs de vols ou pillages exécutés avec violence.

SECTION IV. — *Attentats aux mœurs.*

330. Toute personne qui aura commis un outrage public à la pudeur sera punie d'un emprisonnement de trois mois à un an, et d'une amende de cent un francs à quatre cents francs. — Dans le cas où le délit aura été commis dans un édifice consacré, soit à la religion de l'état, soit à l'un des cultes reconnus en France, l'emprisonnement sera de trois ans à cinq ans, et l'amende de cinq cents francs à dix mille francs.

331. Quiconque aura commis le crime de viol, ou sera coupable de tout autre attentat à la pudeur consommé ou tenté avec violence contre des individus de l'un ou de l'autre sexe, sera puni de la réclusion.

332. Si le crime a été commis sur la personne d'un enfant au dessous de l'âge de quinze ans accomplis, le coupable subira la peine des travaux forcés à temps.

333. La peine sera celle des travaux forcés à perpétuité si les coupables sont de la classe de ceux qui ont autorité sur la personne envers laquelle ils ont commis l'attentat, s'ils sont ses instituteurs ou ses serviteurs à gages, ou s'ils sont fonctionnaires publics ou ministres d'un culte, ou si le coupable, quel qu'il soit, a été aidé dans son crime par une ou plusieurs personnes.

334. Quiconque aura attenté aux mœurs, en excitant, favorisant ou facilitant habituellement la débauche ou la corruption de la jeunesse de l'un ou de l'autre sexe, au dessous de l'âge de vingt-un ans, sera puni d'un emprisonnement de six mois à deux ans, et d'une amende de cent un francs à cinq cents francs. — Si la prostitution ou la corruption a été excitée, favorisée ou facilitée par leurs pères, mères, tuteurs ou autres personnes chargées de leur surveillance, la peine sera de deux ans à cinq ans d'emprisonnement, et de trois cents francs à mille francs d'amende.

335. Les coupables du délit mentionné au précédent article seront interdits de toute tutelle et curatelle, et de toute participation aux conseils de famille, savoir : les individus auxquels s'applique le premier paragraphe de cet article, pendant deux ans au moins et cinq ans au plus, et ceux dont il est parlé au second paragraphe, pendant dix ans au moins et vingt ans au plus. — Si le délit a été commis par le père ou la mère, le coupable sera de plus privé des droits et avantages à lui accordés sur la personne et les biens de l'enfant par le Code civil, livre I^{er}, titre IX, de la *puissance paternelle*. — Dans tous les cas, les coupables pourront, de plus, être mis par le jugement sous la surveillance de la haute police, en observant, pour la durée de la surveillance, ce qui vient d'être établi pour la durée de l'interdiction mentionnée au présent article.

336. L'adultère de la femme ne pourra être dénoncé que par le mari; cette faculté même cessera, s'il est dans le cas prévu par l'article 339.

337. La femme convaincue d'adultère subira la peine de l'emprisonnement pendant trois mois au moins et deux ans au plus. — Le mari restera maître d'arrêter les effets de cette condamnation contre sa femme, en consentant à la reprendre.

338. Le complice de la femme adultère sera puni de l'emprisonnement pendant le même espace de temps, et, en outre, d'une amende de deux cents francs à deux mille francs. — Les seules preuves qui pourront être admises contre le prévenu de complicité seront, outre le flagrant délit, celles résultant de lettres ou autres pièces écrites par le prévenu.

339. Le mari qui aura entretenu une concubine dans la maison conjugale, et qui aura été convaincu sur la plainte de la femme, sera puni d'une amende de deux cents francs à quatre mille francs.

340. Quiconque étant engagé dans les liens du mariage en aura contracté un autre avant la dissolution du précédent sera puni de la peine des travaux forcés à temps. — L'officier public qui aura prêté son ministère à ce mariage, connaissant l'existence du précédent, sera condamné à la même peine.

SECTION V.—Arrestations illégales et séquestrations de personnes.

341. Seront punis de la peine des travaux forcés à temps ceux qui, sans ordre des autorités constituées, et hors les cas où la loi ordonne de se saisir des prévenus, auront arrêté, détenu ou séquestré des personnes quel-

conques. — Quiconque aura prêté un lieu pour exécuter la détention ou séquestration subira la même peine.

342. Si la détention ou séquestration a duré plus d'un mois, la peine sera celle des travaux forcés à perpétuité.

343. La peine sera réduite à l'emprisonnement de deux ans à cinq ans, si les coupables des délits mentionnés en l'article 341, non encore poursuivis de fait, ont rendu la liberté à la personne arrêtée, séquestrée ou détenue, avant le dixième jour accompli depuis celui de l'arrestation, détention ou séquestration. Ils pourront néanmoins être renvoyés sous la surveillance de la haute police depuis cinq ans jusqu'à dix ans.

344. Dans chacun des trois cas suivans, — 1° Si l'arrestation a été exécutée avec le faux costume, sous un faux nom, ou sous un faux ordre de l'autorité publique; — 2° Si l'individu arrêté, détenu ou séquestré, a été menacé de la mort; — 3° S'il a été soumis à des tortures corporelles, — Les coupables seront punis de mort.

SECTION VI. — Crimes et délits tendant à empêcher ou à détruire la preuve de l'état civil d'un enfant, ou à compromettre son existence; enlèvement de mineurs; infractions aux lois sur les inhumations.

§ 1^{er}. — *Crimes et délits envers l'enfant.*

345. Les coupables d'enlèvement, de recélé ou de suppression d'un enfant, de substitution d'un enfant à un autre, ou de supposition d'un enfant à une femme qui ne sera pas accouchée, seront punis de la réclusion. — La même peine aura lieu contre ceux qui, étant chargés d'un enfant, ne le représenteront point aux personnes qui ont le droit de le réclamer. — Si c'est un enfant appartenant à la population des esclaves qui se trouve substitué à un autre enfant de condition libre, le *maximum* de la peine de la réclusion sera toujours appliqué à celui qui se sera rendu coupable de ce crime.

346. Toute personne qui, ayant assisté à un accouchement, n'aura pas fait la déclaration à elle prescrite par les lois et ordonnances, et dans le délai qu'elles déterminent, sera punie d'un emprisonnement de seize jours à six mois, et d'une amende de cent un francs à six cents francs.

347. Toute personne qui, ayant trouvé un enfant nouveau-né, ne l'aura pas remis à l'officier de l'état civil, ainsi qu'il est prescrit par l'article 58 du Code civil, sera punie des peines portées au précédent article. — La présente disposition n'est point applicable à celui qui aurait consenti à se charger de l'enfant, et qui aurait fait sa déclaration à cet égard devant l'autorité municipale du lieu où l'enfant aura été trouvé.

348. Ceux qui auront porté à un hospice un enfant au dessous de l'âge de sept ans accomplis, qui leur aurait été confié afin qu'ils en prissent soin ou pour toute autre cause, seront punis d'un emprisonnement de six semaines à six mois, et d'une amende de cent un francs à quatre cents francs. — Toutefois aucune peine ne sera prononcée, s'ils n'étaient pas tenus ou ne s'étaient pas obligés de pourvoir gratuitement à la nourriture et à l'entretien de l'enfant, et si personne n'y avait pourvu.

349. Ceux qui auront exposé et délaissé en un lieu solitaire un enfant au dessous de l'âge de sept ans accomplis; ceux qui auront donné l'ordre de l'exposer ainsi, si cet ordre a été exécuté, seront, pour ce seul fait, condamnés à un emprisonnement de six mois à deux ans, et à une amende de cent un francs à quatre cents francs.

350. La peine portée au précédent article sera de deux ans à cinq ans, et l'amende de cent un francs à cinq cents francs, contre les tuteurs ou tutrices, instituteurs ou institutrices de l'enfant exposé et délaissé par eux ou par leur ordre.

351. Si, par suite de l'exposition et du délaissement prévus par les articles 349 et 350, l'enfant est demeuré mutilé ou estropié, l'action sera considérée comme blessures volontaires à lui faites par la personne qui l'a exposé et délaissé; et si la mort s'en est suivie, l'action sera considérée comme meurtre. Au premier cas, les coupables subiront la peine applicable aux blessures volontaires, et, au second cas, celle de meurtre.

352. Ceux qui auront exposé et délaissé en un lieu non solitaire un enfant au dessous de l'âge de sept ans accomplis seront punis d'un emprisonnement de trois mois à un an, et d'une amende de cent un francs à deux cents francs.

353. Le délit prévu par le précédent article sera puni d'un emprisonnement de six mois à deux ans, et d'une amende de cent francs à quatre cents francs, s'il a été commis par les tuteurs ou tutrices, instituteurs ou institutrices de l'enfant.

§ II. — *Enlèvement de mineurs.*

354. Quiconque aura, par fraude ou violence, enlevé ou fait enlever des mineurs, ou les aura entraînés, détournés ou déplacés, ou les aura fait entraîner, détourner ou déplacer des lieux où ils étaient mis par ceux à l'autorité ou à la direction desquels ils étaient soumis ou confiés, subira la peine de la réclusion.

355. Si la personne ainsi enlevée ou détournée est une fille au dessous de seize ans accomplis, la peine sera celle des travaux forcés à temps.

356. Quand la fille au dessous de seize ans aurait consenti à son enlèvement ou suivi volontairement le ravisseur, si celui-ci était majeur de vingt-un ans ou au dessus, il sera condamné aux travaux forcés à temps. — Si le ravisseur n'avait pas encore vingt-un ans, il sera puni d'un emprisonnement de deux à cinq ans.

357. Dans le cas où le ravisseur aurait épousé la fille qu'il aurait enlevée, il ne pourra être poursuivi que sur la plainte des personnes qui, d'après le Code civil, ont le droit de demander la nullité du mariage, ni condamné qu'après que la nullité du mariage aura été prononcée.

§ III. — *Infractions aux lois sur les inhumations.*

358. Ceux qui, sans l'autorisation préalable de l'officier public dans le cas où elle est prescrite, auront fait inhumer un individu décédé, seront punis de seize jours à deux mois d'emprisonnement, et d'une amende de cent un francs à trois cents francs; sans préjudice de la poursuite des crimes dont les auteurs de ce délit pourraient être prévenus dans cette circonstance. — La même peine aura lieu contre ceux qui auront contrevenu, de quelque manière que ce soit, à la loi et aux réglemens relatifs aux inhumations précipitées.

359. Quiconque aura recélé ou caché le cadavre d'une personne homicide ou morte des suites de coups ou blessures, sera puni d'un emprisonnement de six mois à deux ans, et d'une amende de cent un francs à quatre cents francs; sans préjudice de peines plus graves, s'il a participé au crime.

360. Sera puni d'un emprisonnement de trois mois à un an, et de cent un francs à quatre cents francs d'amende, quiconque se sera rendu coupable de violation de tombeaux ou de sépultures; sans préjudice des peines contre les crimes ou les délits qui seraient joints à celui-ci.

SECTION VII. — Faux témoignage, calomnie, injures, révélation de secrets.

§ 1^{er}. — *Faux témoignage.*

361. Quiconque sera coupable de faux témoignage en matière criminelle,

soit contre l'accusé, soit en sa faveur, sera puni de la peine des travaux forcés à temps. — Si néanmoins l'accusé a été condamné à une peine plus forte que celle des travaux forcés à temps, le faux témoin qui a déposé contre lui subira la même peine.

362. Quiconque sera coupable de faux témoignage en matière correctionnelle ou de police, soit contre le prévenu, soit en sa faveur, sera puni de la réclusion.

363. Le coupable de faux témoignage en matière civile sera puni de la peine portée au précédent article.

364. Le faux témoin en matière correctionnelle, de police ou civile, qui aura reçu de l'argent, une récompense quelconque, ou des promesses, sera puni des travaux forcés à temps. — Dans tous les cas, ce que le faux témoin aura reçu sera confisqué.

365. Le coupable de subornation de témoins sera condamné à la peine des travaux forcés à temps, si le faux témoignage qui en a été l'objet emporte la peine de la réclusion; aux travaux forcés à perpétuité, lorsque le faux témoignage emportera la peine des travaux forcés à temps ou celle de la déportation; et à la peine de mort, lorsqu'il emportera celle des travaux forcés à perpétuité ou la peine capitale.

366. Celui à qui le serment aura été déféré ou référé en matière civile, et qui aura fait un faux serment, sera puni de la dégradation civique.

§ II. — *Calomnies, injures, révélation de secrets.*

367. Sera coupable du délit de calomnie celui qui, soit dans les lieux ou réunions publics, soit dans un acte authentique et public, soit dans un écrit, imprimé ou non, qui aura été affiché, vendu ou distribué, aura imputé à un individu quelconque des faits qui, s'ils existaient, exposeraient celui contre lequel ils sont articulés à des poursuites criminelles ou correctionnelles, ou même l'exposeraient seulement au mépris ou à la haine des citoyens. — La présente disposition n'est point applicable aux faits dont la loi autorise la publicité, ni à ceux que l'auteur de l'imputation était, par la nature de ses fonctions ou de ses devoirs, obligé de révéler ou de réprimer.

368. Est réputée fausse toute imputation à l'appui de laquelle la preuve légale n'est point rapportée. En conséquence, l'auteur de l'imputation ne sera, en aucun cas, admis à la preuve des faits par lui articulés; il ne pourra pas non plus alléguer comme moyen d'excuse que les pièces ou les faits sont notoires, ou que les imputations qui donnent lieu à la poursuite sont copiées ou extraites de papiers étrangers ou d'autres écrits imprimés.

369. Les calomnies mises au jour par la voie de papiers étrangers pourront être poursuivies contre ceux qui auront envoyé les articles ou donné l'ordre de les insérer, ou contribué à l'introduction ou à la distribution de ces papiers dans la colonie.

370. Lorsque le fait imputé sera légalement prouvé vrai, l'auteur de l'imputation sera à l'abri de toute peine. — Ne sera considérée comme preuve légale que celle qui résultera d'un jugement ou de tout autre acte authentique.

371. Le calomniateur sera puni des peines suivantes : — Si le fait imputé est de nature à mériter la peine de mort, les travaux forcés à perpétuité ou la déportation, le coupable sera puni d'un emprisonnement de deux à cinq ans et d'une amende de deux cents francs à cinq mille francs. — Dans tous les autres cas, l'emprisonnement sera d'un mois à six mois, et l'amende de cinquante francs à deux mille francs.

372. Lorsque les faits imputés seront punissables devant la loi, et que

l'auteur de l'imputation les aura dénoncés, il sera, durant l'instruction sur ces faits, sursis à la poursuite et au jugement du délit de calomnie.

373. Quiconque aura fait, par écrit, une dénonciation calomnieuse, contre un ou plusieurs individus, aux officiers de justice ou de police administrative ou judiciaire, sera puni d'un emprisonnement d'un mois à un an, et d'une amende de cent francs à trois mille francs.

374. Dans tous les cas, le calomniateur sera, à compter du jour où il aura subi sa peine, interdit pendant cinq ans au moins et dix ans au plus des droits mentionnés en l'article 42 du présent code.

375. Quant aux injures ou expressions outrageantes qui ne renfermeraient l'imputation d'aucun fait précis, mais celle d'un vice déterminé, si elles ont été proférées dans des lieux ou réunions publiques, ou insérées dans des écrits imprimés ou non, qui auraient été répandus et distribués, la peine sera d'un emprisonnement de seize jours à six mois, et d'une amende de cent un francs à mille francs.

376. Toutes autres injures ou expressions outrageantes qui n'auront pas eu le double caractère de gravité et de publicité ne donneront lieu qu'à des peines de simple police.

377. A l'égard des imputations ou des injures qui seraient contenues dans les écrits relatifs à la défense des parties ou dans les plaidoyers, les juges saisis de la contestation pourront, en jugeant la cause, ou prononcer la suppression des injures ou des écrits injurieux, ou faire des injonctions aux auteurs du délit, ou les suspendre de leurs fonctions et statuer sur les dommages-intérêts. — La durée de cette suspension ne pourra excéder six mois. En cas de récidive, elle sera d'un an au moins et de cinq ans au plus. — Si les injures ou écrits injurieux portent le caractère de calomnie grave, et que les juges saisis de la contestation ne puissent connaître du délit, ils ne pourront prononcer contre les prévenus qu'une suspension provisoire de leurs fonctions, et les renverront, pour le jugement du délit, devant les juges compétens.

378. Les médecins, chirurgiens et autres officiers de santé, ainsi que les pharmaciens, les sages-femmes et toutes autres personnes dépositaires, par état ou profession, des secrets qu'on leur confie, qui, hors le cas où la loi les oblige à se porter dénonciateurs, auront révélé des secrets, seront punis d'un emprisonnement d'un mois à six mois, et d'une amende de cent francs à cinq cents francs.

CHAPITRE II. — *Crimes et délits contre les propriétés.*

SECTION 1^{re}. — Vols.

379. Quiconque a soustrait frauduleusement une chose qui ne lui appartient pas est coupable de vol. — Est assimilée au vol la rétention de l'esclave.

380. Les soustractions commises par des maris au préjudice de leurs femmes, par des femmes au préjudice de leurs maris, par un veuf ou une veuve, quant aux choses qui avaient appartenu à l'époux décédé, par des enfans ou autres descendans au préjudice de leurs pères ou mères ou autres ascendans, par des pères et mères ou autres ascendans au préjudice de leurs enfans ou autres descendans, ou par des alliés aux mêmes degrés, ne pourront donner lieu qu'à des réparations civiles. — A l'égard de tous autres individus qui auraient recélé ou appliqué à leur profit tout ou partie des objets volés, ils seront punis comme coupables de vol.

381. Seront punis de la peine de mort les individus coupables de vol commis avec la réunion des cinq circonstances suivantes : — 1^o Si le vol a été commis la nuit ; — 2^o S'il a été commis par deux ou plusieurs personnes ; —

3° Si les coupables ou l'un d'eux étaient porteurs d'armes apparentes ou cachées; — 4° S'ils ont commis le crime, soit à l'aide d'effraction extérieure, ou d'escalade, ou de fausses clefs dans une maison, appartement, chambre ou logement habités, ou servant à l'habitation, ou leurs dépendances, soit en prenant le titre d'un fonctionnaire public ou d'un officier civil ou militaire, ou après s'être revêtus de l'uniforme ou du costume du fonctionnaire ou de l'officier, en alléguant un faux ordre de l'autorité civile ou militaire; — 5° S'ils ont commis le crime avec violence ou menace de faire usage de leurs armes.

382. Sera puni de la peine des travaux forcés à perpétuité tout individu coupable de vol commis à l'aide de violence, et de plus avec deux des quatre premières circonstances prévues par le précédent article. — Si même la violence à l'aide de laquelle le vol a été commis a laissé des traces de blessures ou de contusions, cette circonstance seule suffira pour que la peine des travaux forcés à perpétuité soit prononcée.

383. Les vols commis sur les chemins publics emporteront également la peine des travaux forcés à perpétuité. — Toutefois, quand le vol ou la tentative de vol aura été commis sans menaces, sans armes apparentes ou cachées, sans violence et sans aucune des autres circonstances aggravantes prévues par l'article 381, la peine pourra être réduite par les cours d'assises, en faisant la déclaration prescrite par le second paragraphe de l'article 302, soit à celle des travaux forcés à temps, soit à celle de la réclusion, lorsque le coupable ne sera ni mendiant ni vagabond, et n'aura pas été antérieurement condamné à un emprisonnement correctionnel de plus de six mois.

384. Sera puni de la peine des travaux forcés à temps tout individu coupable de vol commis à l'aide d'un des moyens énoncés dans le n° 4 de l'article 381, même quoique l'effraction, l'escalade et l'usage des fausses clefs aient eu lieu dans des édifices, parcs ou enclos non servant à l'habitation et non dépendans des maisons habitées, et lors même que l'effraction n'aurait été qu'intérieure. — La peine pourra être réduite par la cour d'assises, en faisant la déclaration prescrite par le second paragraphe de l'article 302, soit à celle de la réclusion, soit au *maximum* des peines correctionnelles déterminées par l'article 401, si le vol ou la tentative de vol n'a point été commis la nuit, de complicité, ou n'a point été accompagné d'une ou de plusieurs des circonstances aggravantes prévues par les articles 381 et suivans.

385. Sera également puni de la peine des travaux forcés à temps tout individu coupable de vol commis, soit avec violence, lorsqu'elle n'aura laissé aucune trace de blessures ou de contusions et qu'elle ne sera accompagnée d'aucune autre circonstance, soit sans violence, mais avec la réunion des trois circonstances suivantes: — 1° Si le vol a été commis la nuit; — 2° S'il a été commis par deux ou plusieurs personnes; — 3° Si le coupable, ou l'un des coupables, était porteur d'armes apparentes ou cachées.

386. Sera puni de la peine de la réclusion tout individu coupable de vol commis dans l'un des cas ci-après: — 1° Si le vol a été commis la nuit, et par deux ou plusieurs personnes, ou s'il a été commis avec une de ces deux circonstances seulement, mais en même temps dans un lieu habité ou servant à l'habitation, ou s'il a été commis dans la maison du maître, de concubine avec un de ses esclaves; — 2° Si le coupable, ou l'un des coupables, était porteur d'armes apparentes ou cachées, même quoique le lieu où le vol a été commis ne fût ni habité ni servant à l'habitation, et encore quoique le vol ait été commis le jour et par une seule personne; — 3° Si le voleur est un domestique ou un homme de service à gages, même lorsqu'il aura commis le vol envers des personnes qu'il ne servait pas, mais qui se trou-

vaient, soit dans la maison de son maître, soit dans celle où il l'accompagnait; ou si c'est un ouvrier, compagnon ou apprenti dans la maison, l'atelier ou le magasin de son maître, ou un individu travaillant habituellement dans le lieu d'habitation où il aura volé; — 4° Si le vol a été commis par un aubergiste, un hôtelier, un voiturier, un batelier ou un de leurs préposés, lorsqu'ils auront volé tout ou partie des choses qui leur étaient confiées à ce titre. — L'individu coupable de vol ou de tentative de vol dans l'auberge ou l'hôtellerie dans laquelle il était reçu sera puni des peines déterminées par l'article 401 du présent code. Néanmoins, si le vol ou la tentative de vol, indépendamment de la circonstance qui vient d'être énoncée, a été accompagné d'une ou de plusieurs des autres circonstances prévues par les articles 381 et suivans du présent code, le coupable sera puni de la réclusion, sans préjudice de peines plus sévères, si les circonstances aggravantes du vol entraînent l'application de ces peines. — Si l'individu coupable de vol ou de tentative de vol dans l'auberge ou dans l'hôtellerie dans laquelle il était reçu est un mendiant ou un vagabond, ou s'il a antérieurement été condamné à un emprisonnement correctionnel de plus de six mois, il sera également puni de la réclusion. — Si le coupable avait été antérieurement condamné à des peines afflictives ou infamantes, il sera puni des travaux forcés à temps. — La peine de la réclusion pourra, dans les cas prévus par le n° 1^{er} de cet article, être réduite au *maximum* des peines correctionnelles déterminées par l'article 401 du présent code. — Cette réduction n'aura lieu que lorsque les cours d'assises auront reconnu l'existence de circonstances atténuantes, et à la charge de le déclarer. — Elle ne sera jamais applicable aux vols qui, indépendamment des circonstances énoncées au n° 1^{er} du présent article, auront été accompagnés d'une ou de plusieurs des autres circonstances aggravantes prévues par les articles 381 et suivans, ni aux vols commis par des mendiants, par des vagabonds, ou par des individus condamnés antérieurement soit à des peines afflictives ou infamantes, soit à un emprisonnement correctionnel de plus de six mois.

387. Les voituriers, bateliers, ou leurs préposés, qui auront altéré les vins ou toute autre espèce de liquides ou de marchandises dont le transport leur avait été confié, et qui auront commis cette altération par le mélange de substances malfaisantes, seront punis de la réclusion. — S'il n'y a pas eu mélange de substances malfaisantes, la peine sera un emprisonnement d'un mois à un an, et une amende de cent un francs à trois cents francs.

388. Quiconque aura volé ou tenté de voler, dans les champs, des chevaux ou des bêtes de charge, de voiture ou de monture, gros et menus bestiaux, des instrumens d'agriculture, des récoltes ou meules de grains faisant partie des récoltes, sera puni des peines déterminées par l'article 401. — Si ces vols, ou tentatives de vol, indépendamment des circonstances spécifiées dans le paragraphe précédent, ont été accompagnés d'une ou de plusieurs des autres circonstances aggravantes prévues par les articles 381 et suivans, la peine sera la réclusion; sans préjudice de peines plus sévères, si les circonstances aggravantes du vol entraînent l'application de ces peines. — La réclusion sera également prononcée, si le coupable était un mendiant, un vagabond, ou un individu qui aurait été antérieurement condamné à un emprisonnement correctionnel de plus de six mois, ou s'il a commis le vol de connivence avec un ou plusieurs esclaves du propriétaire des effets volés. — Si le coupable a été antérieurement condamné à des peines afflictives ou infamantes, il sera puni des travaux forcés à temps. — Tout individu qui aura volé ou tenté de voler des récoltes ou autres productions utiles de la terre, qui, avant d'avoir été soustraites, n'étaient pas encore détachées du sol, sera coupable

de maraudage. — Lorsque le maraudage aura été commis, soit avec des paniers ou des sacs, soit à l'aide de voitures ou d'animaux de charge, soit de nuit par plusieurs personnes, les individus qui en auront été déclarés coupables seront punis conformément à l'article 401 du présent code. — Si le maraudage a pour objet les produits des caféiers ou girofliers, les peines déterminées par l'article 401 seront applicables même au cas où l'enlèvement n'aurait pas été accompagné des circonstances ci dessus énoncées, pourvu toutefois que le poids brut du café ou du girofle que l'on aura enlevé excède dix kilogrammes. — Dans le cas où le maraudage, accompagné de quelque une des circonstances énoncées aux deux précédens paragraphes, aurait lieu de connivence avec les esclaves de l'habitant auquel appartiendraient les productions et fruits soustraits, le *maximum* de l'emprisonnement devra toujours être appliqué au coupable. — Le maraudage qui ne rentrera pas dans les cas prévus par les trois précédens paragraphes sera puni de peines de simple police.

389. La peine de la réclusion aura lieu si, pour commettre un vol, il y a eu enlèvement ou déplacement de bornes servant de séparation aux propriétés.

390. Est réputé *maison habitée* tout bâtiment, logement, loge, cabane, même mobile, qui, sans être actuellement habité, est destiné à l'habitation, et tout ce qui en dépend, comme cours, basses-cours, granges, écuries, édifices qui y sont enfermés, quel qu'en soit l'usage, et quand même ils auraient une clôture particulière dans la clôture ou enceinte générale. — Sont assimilés aux maisons habitées les édifices consacrés aux exercices du culte, les navires et autres bâtimens de mer.

391. Est réputé *parc ou enclos* tout terrain environné de fossés, de pieux, de claies, de planches, de haies vives ou sèches, ou de murs de quelque espèce de matériaux que ce soit, quelles que soient la hauteur, la profondeur, la vétusté, la dégradation de ces diverses clôtures, quand il n'y aurait pas de porte fermant à clef ou autrement, ou quand la porte serait à claire-voie et ouverte habituellement.

392. Les parcs mobiles destinés à contenir du bétail dans la campagne, de quelque matière qu'ils soient faits, sont aussi réputés enclos; et lorsqu'ils tiennent aux cabanes mobiles ou autres abris destinés aux gardiens, ils sont réputés dépendans de maison habitée.

393. Est qualifié *effraction* tout forcement, rupture, dégradation, démolition, enlèvement de murs, toits, planchers, portes, fenêtres, serrures, cadenas, ou autres ustensiles ou instrumens servant à fermer ou empêcher le passage, et de toute espèce de clôture, quelle qu'elle soit.

394. Les effractions sont extérieures ou intérieures.

395. Les effractions extérieures sont celles à l'aide desquelles on peut s'introduire dans les maisons, cours, basses-cours, enclos ou dépendances, ou dans les appartemens ou logemens particuliers.

396. Les effractions intérieures sont celles qui, après l'introduction dans les lieux mentionnés en l'article précédent, sont faites aux portes ou clôtures du dedans, ainsi qu'aux armoires ou autres meubles fermés. — Est compris dans la classe des effractions intérieures le simple enlèvement des caisses, boîtes, ballots sous toile et cordes, et autres meubles fermés qui contiennent des effets quelconques, bien que l'effraction n'ait pas été faite sur le lieu.

397. Est qualifiée *escalade* toute entrée dans les maisons, bâtimens, cours, basses-cours, édifices quelconques, jardins, parcs et enclos, exécutée par-dessus les murs, portes, toitures ou toute autre clôture. — L'entrée par une

ouverture souterraine autre que celle qui a été établie pour servir d'entrée est une circonstance de même gravité que l'escalade.

398. Sont qualifiés *fausses clefs* tous crochets, rossignols, passe-partout, clefs imitées, contrefaites ou altérées, ou qui n'ont pas été destinées par le propriétaire, locataire, aubergiste ou logeur, aux serrures, cadenas, ou aux fermetures quelconques auxquelles le coupable les aura employés.

399. Quiconque aura contrefait ou altéré des clefs sera condamné à un emprisonnement de trois mois à deux ans, et à une amende de cent un à trois cents francs. — Si le coupable est un serrurier de profession, il sera puni de la réclusion. — Le tout sans préjudice de plus fortes peines, s'il y échoit, en cas de complicité de crime.

400. Quiconque aura extorqué par force, violence ou contrainte, la signature ou la remise d'un écrit, d'un acte, d'un titre, d'une pièce quelconque contenant ou opérant obligation, disposition ou décharge, sera puni de la peine des travaux forcés à temps.

401. Les autres vols non spécifiés dans la présente section, les larcins et filouteries, ainsi que les tentatives de ces mêmes délits, seront punis d'un emprisonnement d'un an au moins et de cinq ans au plus, et pourront même l'être d'une amende qui sera de cent un francs au moins et de cinq cents francs au plus. Les coupables pourront encore être interdits des droits mentionnés en l'article 42 du présent code, pendant cinq ans au moins et dix ans au plus, à compter du jour où ils auront subi leur peine. — Ils pourront aussi être mis, par le jugement, sous la surveillance de la haute police pendant le même nombre d'années. — Sera puni des mêmes peines tout individu qui aura frauduleusement attiré chez lui l'esclave d'autrui. — Seront punis d'un mois à six mois d'emprisonnement ceux qui, au lieu de remettre en la puissance du maître les esclaves étrangers qu'ils sauraient s'être retirés chez eux, les y auraient gardés plus de trois jours, s'ils habitent le chef-lieu de la commune, et plus de quatre jours, s'ils résident sur leurs habitations. — Dans l'un ou l'autre cas, le coupable sera en outre passible, envers le propriétaire de l'esclave, d'une indemnité de quinze francs par chaque jour de rétention abusive.

SECTION II. — Banqueroutes, escroqueries, et autres espèces de fraude.

§ 1^{er}. — *Banqueroute et escroquerie.*

402. Ceux qui, dans les cas prévus par la législation commerciale, seront déclarés coupables de banqueroute seront punis ainsi qu'il suit : — Les banqueroutiers frauduleux seront punis de la peine des travaux forcés à temps. — Les banqueroutiers simples seront punis d'un emprisonnement d'un mois au moins et de deux ans au plus.

403. Ceux qui, conformément à la législation commerciale, seront déclarés complices de banqueroute frauduleuse seront punis de la même peine que les banqueroutiers frauduleux.

404. Les agens de change et courtiers qui auront fait faillite seront punis de la peine des travaux forcés à temps ; s'ils sont convaincus de banqueroute frauduleuse, la peine sera celle des travaux forcés à perpétuité.

405. Quiconque, soit en faisant usage de faux noms ou de fausses qualités, soit en employant des manœuvres frauduleuses pour persuader l'existence de fausses entreprises, d'un pouvoir ou d'un crédit imaginaire, ou pour faire naître l'espérance ou la crainte d'un succès, d'un accident, ou de tout autre événement chimérique, se sera fait remettre ou délivrer des fonds, des meubles ou des obligations, dispositions, billets, promesses, quittances ou décharges, et aura, par un de ces moyens, escroqué ou tenté

d'escroquer la totalité ou partie de la fortune d'autrui, sera puni d'un emprisonnement d'un an au moins et de cinq ans au plus, et d'une amende de cent un francs au moins et de trois mille francs au plus. — Le coupable pourra être, en outre, à compter du jour où il aura subi sa peine, interdit, pendant cinq ans au moins et dix ans au plus, des droits mentionnés en l'article 42 du présent code; le tout sauf les peines plus graves, s'il y a crime de faux.

§ II. — *Abus de confiance.*

406. Quiconque aura abusé des besoins, des faiblesses ou des passions d'un mineur, pour lui faire souscrire, à son préjudice, des obligations, quittances ou décharges, pour prêt d'argent, ou de choses mobilières, ou d'effets de commerce, ou de tous autres effets obligatoires, sous quelque forme que cette négociation ait été faite ou déguisée, sera puni d'un emprisonnement de deux mois au moins et de deux ans au plus, et d'une amende qui ne pourra excéder le quart des restitutions et des dommages-intérêts qui seront dus aux parties lésées, ni être moindre de cent un francs. — La disposition portée au second paragraphe du précédent article pourra de plus être appliquée.

407. Quiconque, abusant d'un blanc-seing qui lui aura été confié, aura frauduleusement écrit au dessus une obligation ou décharge, ou tout autre acte pouvant compromettre la personne ou la fortune du signataire, sera puni des peines portées en l'article 405. — Dans le cas où le blanc-seing ne lui aurait pas été confié, il sera poursuivi comme faussaire et puni comme tel.

408. Quiconque aura détourné ou dissipé, au préjudice du propriétaire, possesseur ou détenteur, des effets, deniers, marchandises, billets, quittances ou tous autres écrits contenant ou opérant obligation ou décharge, qui ne lui auraient été remis qu'à titre de dépôt ou pour un travail salarié, à la charge de les rendre ou représenter, ou d'en faire un usage ou un emploi déterminé, sera puni des peines portées en l'article 406. — Le tout sans préjudice de ce qui est dit aux articles 254, 255 et 256, relativement aux soustractions et enlèvemens de deniers, effets ou pièces, commis dans les dépôts publics. — La disposition du premier alinéa du présent article est applicable au propriétaire qui serait constitué gardien judiciaire d'effets sur lui saisis, lorsqu'il y aura eu par lui détournement des effets saisis. — Les mêmes peines seront prononcées contre le gérant ou économe qui serait constitué gardien judiciaire de l'habitation dont il a la gestion, lorsque le détournement aura été fait par lui dans l'intérêt du propriétaire. — Si le détournement a été fait au profit du gérant ou économe, celui-ci sera passible de peines plus graves portées au présent code.

409. Quiconque, après avoir produit dans une contestation judiciaire quelque titre, pièce ou mémoire, l'aura soustrait de quelque manière que ce soit, sera puni d'une amende de cent un francs à trois cents francs.

§ III. — *Contravention aux réglemens sur les maisons de jeu, les loteries et les maisons de prêt sur gages.*

410. Ceux qui auront tenu une maison de jeux de hasard, et y auront admis le public, soit librement, soit sur la présentation des intéressés ou affiliés; les banquiers de cette maison, tous ceux qui auront établi ou tenu des loteries non autorisées par la loi; tous administrateurs, préposés ou agens de ces établissemens, seront punis d'un emprisonnement de deux mois au moins et de six mois au plus, et d'une amende de cent un francs à six mille

francs. — Les coupables pourront être de plus, à compter du jour où ils auront subi leur peine, interdits, pendant cinq ans au moins et dix ans au plus, des droits mentionnés en l'article 42 du présent code. — Dans tous les cas, seront confisqués tous les fonds ou effets qui seront trouvés exposés au jeu ou mis à la loterie; les meubles, instrumens, ustensiles, appareils employés ou destinés au service des jeux ou des loteries, les meubles et les effets mobiliers dont les lieux seront garnis ou décorés.

411. Ceux qui auront établi ou tenu des maisons de prêt sur gages ou nantissemens, sans autorisation légale, ou qui, ayant une autorisation, n'auront pas tenu un registre conforme aux réglemens, contenant de suite, sans aucun blanc ni interligne, les sommes ou les objets prêtés, les noms, domicile et profession des emprunteurs, la nature, la qualité, la valeur des objets mis en nantissement, seront punis d'un emprisonnement de seize jours au moins et de trois mois au plus, et d'une amende de cent un francs à deux mille francs.

§ IV. — *Entraves apportées à la liberté des enchères.*

412. Ceux qui, dans les adjudications de la propriété, de l'usufruit ou de la location des choses mobilières ou immobilières, d'une entreprise, d'une fourniture, d'une exploitation ou d'un service quelconque, auront entravé ou troublé la liberté des enchères ou des soumissions, par voies de fait, violences ou menaces, soit avant, soit pendant les enchères ou les soumissions, seront punis d'un emprisonnement de seize jours au moins, de trois mois au plus, et d'une amende de deux cents francs au moins, et de cinq mille francs au plus. — La même peine aura lieu contre ceux qui, par dons ou promesses, auront écarté les enchérisseurs.

§ V. — *Violation des réglemens relatifs aux manufactures, au commerce et aux arts.*

413. Toute violation des réglemens d'administration publique, relatifs aux produits des colonies ou des manufactures françaises qui s'exporteront à l'étranger ou dans la colonie, et qui ont pour objet de garantir la bonne qualité, les dimensions, la nature et l'origine de la fabrication, sera punie d'une amende de deux cents francs au moins, de trois mille francs au plus, et de la confiscation des marchandises. Ces deux peines pourront être prononcées cumulativement ou séparément, selon les circonstances.

414. Toute coalition entre ceux qui font travailler des ouvriers, tendant à forcer injustement et abusivement l'abaissement des salaires, suivie d'une tentative ou d'un commencement d'exécution, sera punie d'un emprisonnement de seize jours à un mois, et d'une amende de deux cents francs à trois mille francs.

415. Toute coalition de la part des ouvriers pour faire cesser en même temps de travailler, interdire le travail dans un atelier, empêcher de s'y rendre et d'y rester avant ou après certaines heures, et en général pour suspendre, empêcher, enchérir les travaux, s'il y a eu tentative ou commencement d'exécution, sera punie d'un emprisonnement d'un mois au moins et de trois mois au plus. — Les chefs ou moteurs seront punis d'un emprisonnement de deux ans à cinq ans.

416. Seront aussi punis de la peine portée par l'article précédent, et d'après les mêmes distinctions, les ouvriers qui auront prononcé des amendes, des défenses, des interdictions ou toutes proscriptions sous le nom de damnations, et sous quelques qualifications que ce puisse être, soit contre les directeurs d'ateliers et entrepreneurs d'ouvrages, soit les uns contre les au-

tres. — Dans le cas du présent article et dans celui du précédent, les chefs ou moteurs du délit pourront, après l'expiration de leur peine, être mis sous la surveillance de la haute police pendant deux ans au moins et cinq ans au plus.

417. Quiconque, dans la vue de nuire à l'industrie française, aura fait passer en pays étranger des directeurs, commis, ou des ouvriers d'un établissement, sera puni d'un emprisonnement de six mois à deux ans, et d'une amende de cent un francs à six cents francs.

418. Tout directeur, commis, ouvrier de fabrique qui aura communiqué à des étrangers ou à des Français résidant en pays étranger des secrets de la fabrique où il est employé, sera puni de la réclusion et d'une amende de cinq cents francs à vingt mille francs. — Si ces secrets ont été communiqués à des Français résidant en France ou dans les colonies, la peine sera d'un emprisonnement de trois mois à deux ans et d'une amende de cent un francs à quatre cents francs. — Celui qui, sans autorisation légale, aura exporté ou fait exporter de la colonie en pays étranger un ou plusieurs esclaves, sera puni d'un emprisonnement de deux mois à un an, et en outre d'une amende qui ne pourra excéder la valeur de l'esclave, ni être au dessous de cinq cents francs par chaque esclave.

419. Tous ceux qui, par des faits faux ou calomnieux semés à dessein dans le public, par des sur-offres faites aux prix que demandaient les vendeurs eux-mêmes, par réunion ou coalition entre les principaux détenteurs d'une même marchandise ou denrée, tendant à ne pas la vendre ou à ne la vendre qu'à un certain prix, ou qui, par des voies ou moyens frauduleux quelconques, auront opéré la hausse ou la baisse du prix des denrées ou marchandises, du fret, ou des papiers et effets publics, au dessous ou au dessus des prix qu'aurait déterminés la concurrence naturelle et libre du commerce, seront punis d'un emprisonnement d'un mois au moins, d'un an au plus, et d'une amende de cinq cents francs à dix mille francs. Les coupables pourront de plus être mis, par le jugement, sous la surveillance de la haute police pendant deux ans au moins et cinq ans au plus.

420. La peine sera d'un emprisonnement de deux mois au moins et de deux ans au plus, et d'une amende de mille francs à vingt mille francs, si ces manœuvres ont été pratiquées sur grains, grenailles, farines, substances farineuses, pain, viandes et poissons salés, vin, ou toute autre boisson. — La mise en surveillance qui pourra être prononcée sera de cinq ans au moins et de dix ans au plus.

421. Les paris qui auront été faits sur la hausse ou la baisse des effets publics seront punis des peines portées par l'article 419.

422. Sera réputé pari de ce genre toute convention de vendre ou de livrer des effets publics qui ne seront pas prouvés, par le vendeur, avoir existé à sa disposition au temps de la convention, ou avoir dû s'y trouver au temps de la livraison.

423. Quiconque aura trompé l'acheteur sur le titre de matières d'or ou d'argent, sur la qualité d'une pierre fausse vendue pour fine, sur la nature de toutes marchandises; quiconque, par usage de faux poids ou de fausses mesures, aura trompé sur la quantité des choses vendues, sera puni de l'emprisonnement pendant trois mois au moins, un an au plus, et d'une amende qui ne pourra excéder le quart des restitutions et dommages-intérêts, ni être au dessous de cent un francs. — Les objets du délit ou leur valeur, s'ils appartiennent encore au vendeur, seront confisqués; les faux poids et les fausses mesures seront aussi confisqués, et de plus seront brisés.

424. Si le vendeur ou l'acheteur se sont servis, dans leurs marchés, d'au-

tres poids ou d'autres mesures que ceux qui ont été établis par la législation de la colonie, l'acheteur sera privé de toute action contre le vendeur qui l'aura trompé par l'usage de poids ou de mesures prohibés; sans préjudice de l'action publique, pour la punition tant de cette fraude que de l'emploi même des poids et des mesures prohibés. — La peine, en cas de fraude, sera celle portée par l'article précédent. — La peine, pour l'emploi des mesures et poids prohibés, sera déterminée par le livre IV du présent code, contenant les peines de simple police.

425. Toute édition d'écrits, de composition musicale, de dessin, de peinture, ou de toute autre production, imprimée ou gravée en entier ou en partie, au mépris des lois et réglemens relatifs à la propriété des auteurs, est une contrefaçon, et toute contrefaçon est un délit.

426. Le débit d'ouvrages contrefaits, l'introduction sur le territoire français d'ouvrages qui, après avoir été imprimés en France ou dans les colonies, ont été contrefaits chez l'étranger, sont un délit de la même espèce.

427. La peine, contre le contrefacteur ou contre l'introducteur, sera une amende de cent un francs au moins et de deux mille francs au plus; et contre le débitant, une amende de cent un francs au moins et de cinq cents francs au plus. — La confiscation de l'édition contrefaite sera prononcée tant contre le contrefacteur que contre l'introducteur et le débitant. — Les planches, moules ou matrices des objets contrefaits, seront aussi confisqués.

428. Tout directeur, tout entrepreneur de spectacle, toute association d'artistes, qui aura fait représenter sur son théâtre des ouvrages dramatiques au mépris des lois et réglemens relatifs à la propriété des auteurs, sera puni d'une amende de cent un francs au moins, de cinq cents francs au plus, et de la confiscation des recettes.

429. Dans les cas prévus par les quatre articles précédens, le produit des confiscations ou les recettes confisquées seront remis au propriétaire, pour l'indemniser d'autant du préjudice qu'il aura souffert; le surplus de son indemnité, ou l'entière indemnité, s'il n'y a eu ni vente d'objets confisqués, ni saisie de recettes, sera réglé par les voies ordinaires.

§ VI. — *Délits des fournisseurs.*

430. Tous individus chargés, comme membres de compagnie ou individuellement, de fournitures, d'entreprises ou régies pour le compte des armées de terre et de mer, qui, sans y avoir été contraints par une force majeure, auront fait manquer le service dont ils sont chargés, seront punis de la peine de la réclusion, et d'une amende qui ne pourra excéder le quart des dommages-intérêts, ni être au dessous de cinq cents francs; le tout sans préjudice de peines plus fortes, en cas d'intelligence avec l'ennemi.

431. Lorsque la cessation du service proviendra du fait des agens des fournisseurs, ces agens seront condamnés aux peines portées par le précédent article. — Les fournisseurs et leurs agens seront également condamnés, lorsque les uns et les autres auront participé au crime.

432. Si des fonctionnaires publics ou des agens préposés ou salariés du gouvernement ont aidé les coupables à faire manquer le service, ils seront punis de la peine des travaux forcés à temps; sans préjudice de peines plus fortes, en cas d'intelligence avec l'ennemi.

433. Quoique le service n'ait pas manqué, si, par négligence, les livraisons et les travaux ont été retardés, ou s'il y a eu fraude sur la nature, la qualité ou la quantité des travaux ou main-d'œuvre, ou des choses fournies, les coupables seront punis d'un emprisonnement de six mois au moins et de

cinq ans au plus, et d'une amende qui ne pourra excéder le quart des dommages-intérêts, ni être moindre de deux cents francs. — Dans les divers cas prévus par les articles composant le présent paragraphe, la poursuite ne pourra être faite que sur la dénonciation du gouvernement.

SECTION III. — Destructiions, dégradations, dommages.

434. Quiconque aura volontairement mis le feu à des édifices, navires, bateaux, magasins, chantiers, forêts, bois taillis, récoltes, soit sur pied, soit abattus, soit aussi que les bois soient en tas ou en cordes et les récoltes en tas ou en meules, ou à des matières combustibles placées de manière à communiquer le feu à ces choses ou à l'une d'elles, sera puni de la peine de mort.

435. La peine sera la même contre ceux qui auront détruit, par l'effet d'une mine, des édifices, navires ou bateaux.

436. La menace d'incendier une maison d'habitation ou toute autre propriété sera punie de la peine portée contre la menace d'assassinat, et d'après les distinctions établies par les articles 305, 306 et 307.

437. Quiconque aura volontairement détruit ou renversé, par quelque moyen que ce soit, en tout ou en partie, des édifices, des ponts, digues, chaussées ou autres constructions qu'il savait appartenir à autrui, sera puni de la réclusion, et d'une amende qui ne pourra excéder le quart des restitutions et indemnités, ni être au dessous de cent un francs. — S'il y a eu homicide ou blessures, le coupable sera, dans le premier cas, puni de mort, et, dans le second, puni de la peine des travaux forcés à temps.

438. Quiconque, par des voies de fait, se sera opposé à la confection des travaux autorisés par le gouvernement, sera puni d'un emprisonnement de trois mois à deux ans, et d'une amende qui ne pourra excéder le quart des dommages-intérêts, ni être au dessous de cent un francs. — Les moteurs subiront le *maximum* de la peine.

439. Quiconque aura volontairement brûlé ou détruit, d'une manière quelconque, des registrés, minutes ou actes originaux de l'autorité publique, des titres, billets, lettres de change, effets de commerce ou de banque, contenant ou opérant obligation, disposition ou décharge, sera puni ainsi qu'il suit : — Si les pièces détruites sont des actes de l'autorité publique, ou des effets de commerce ou de banque, la peine sera la réclusion. — S'il s'agit de toute autre pièce, le coupable sera puni d'un emprisonnement de deux ans à cinq ans et d'une amende de cent un francs à six cents francs.

440. Tout pillage, tout dégât de denrées ou marchandises, effets, propriétés mobilières, commis en réunion ou bande et à force ouverte, sera puni des travaux forcés à temps; chacun des coupables sera de plus condamné à une amende de deux cents francs à cinq mille francs. — Si des esclaves font partie de la réunion ou bande, le *maximum* de la peine sera toujours appliqué aux coupables.

441. Néanmoins ceux qui prouveront avoir été entraînés par des provocations ou sollicitations à prendre part à ces violences, pourront n'être punis que de la peine de la réclusion.

442. Si les denrées pillées ou détruites sont des grains, grenailles ou farines, substances farineuses, pain, viandes ou poissons salés, vin ou autre boisson, la peine que subiront les chefs, instigateurs ou provocateurs seulement, sera le *maximum* des travaux forcés à temps, et celui de l'amende prononcée par l'article 440.

443. Quiconque, à l'aide d'une liqueur corrosive ou par tout autre moyen, aura volontairement gâté des marchandises ou matières servant à

fabrication, sera puni d'un emprisonnement d'un mois à deux ans, et d'une amende qui ne pourra excéder le quart des dommages-intérêts, ni être moindre de cent un francs. — Si le délit a été commis par un ouvrier de la fabrique, ou par un commis de la maison de commerce, l'emprisonnement sera de deux ans à cinq ans, sans préjudice de l'amende, ainsi qu'il vient d'être dit.

444. Quiconque aura dévasté des récoltes sur pied, ou des plants venus naturellement ou faits de main d'homme, sera puni d'un emprisonnement de deux ans au moins, de cinq ans au plus. — Les coupables pourront de plus être mis, par le jugement, sous la surveillance de la haute police pendant cinq ans au moins et dix ans au plus.

445. Quiconque aura abattu un ou plusieurs arbres qu'il savait appartenir à autrui sera puni d'un emprisonnement qui ne sera pas au dessous de seize jours ni au dessus de six mois, à raison de chaque arbre, sans que la totalité puisse excéder cinq ans.

446. Les peines seront les mêmes à raison de chaque arbre mutilé, coupé ou écorcé de manière à le faire périr.

447. S'il y a eu destruction d'une ou plusieurs greffes, l'emprisonnement sera de seize jours à deux mois, à raison de chaque greffe, sans que la totalité puisse excéder deux ans.

448. Le *minimum* de la peine sera d'un mois dans les cas prévus par les articles 445 et 446, et de vingt jours dans le cas prévu par l'article 447, si les arbres étaient plantés sur les places, routes, chemins, rues ou voies publiques, ou vicinales, ou de traverse.

449. Quiconque aura coupé des grains ou des fourrages qu'il savait appartenir à autrui sera puni d'un emprisonnement qui ne sera pas au dessous de seize jours ni au dessus de deux mois.

450. L'emprisonnement sera de vingt jours au moins et de quatre mois au plus s'il a été coupé du grain en vert. — Dans les cas prévus par le présent article et les six précédens, si le fait a été commis en haine d'un fonctionnaire public et à raison de ses fonctions, le coupable sera puni du *maximum* de la peine établie par l'article auquel le cas se référera. — Il en sera de même, quoique cette circonstance n'existe point, si le fait a été commis pendant la nuit.

451. Toute rupture, toute destruction d'instrumens d'agriculture, de parcs de bestiaux, de cabanes de gardiens, sera punie d'un emprisonnement d'un mois au moins et d'un an au plus.

452. Quiconque aura empoisonné des chevaux ou autres bêtes de voiture, de monture ou de charge, des bestiaux à cornes, des moutons, chèvres ou porcs, ou des poissons dans des étangs, viviers ou réservoirs, sera puni d'un emprisonnement d'un an à cinq ans, et d'une amende de cent un francs à six mille francs. Les coupables pourront être mis, par le jugement, sous la surveillance de la haute police pendant deux ans au moins et cinq ans au plus. — Si le crime a été commis de complicité avec des esclaves, la peine sera la réclusion.

453. Ceux qui, sans nécessité, auront tué l'un des animaux mentionnés au précédent article, seront punis ainsi qu'il suit : — Si le délit a été commis dans les bâtimens, enclos et dépendances ou sur les terres dont le maître de l'animal tué était propriétaire, locataire, colon ou fermier, la peine sera un emprisonnement de deux mois à six mois. — S'il a été commis dans les lieux dont le coupable était propriétaire, locataire, colon ou fermier, l'emprisonnement sera de seize jours à un mois. — S'il a été commis dans tout autre lieu, l'emprisonnement sera de quinze jours à six se-

maines. — Le *maximum* de la peine sera toujours prononcé en cas de violation de clôture.

454. Quiconque aura, sans nécessité, tué un animal domestique dans un lieu dont celui à qui cet animal appartient est propriétaire, locataire, colon ou fermier, sera puni d'un emprisonnement de seize jours au moins et de six mois au plus. — S'il y a eu violation de clôture, le *maximum* de la peine sera prononcé.

455. Dans les cas prévus par les articles 444 et suivans jusqu'au précédent article inclusivement, il sera prononcé une amende qui ne pourra excéder le quart des restitutions et dommages-intérêts, ni être au dessous de cent francs.

456. Quiconque aura, en tout ou en partie, comblé des fossés, détruit des clôtures, de quelques matériaux qu'elles soient faites, coupé ou arraché des haies vives ou sèches; quiconque aura déplacé ou supprimé des bornes, ou pieds corniers, ou autres arbres plantés ou reconnus pour établir des limites entre différens héritages, sera puni d'un emprisonnement qui ne pourra être au dessous d'un mois ni excéder une année, et d'une amende égale au quart des restitutions et des dommages-intérêts, qui, dans aucun cas, ne pourra être au dessous de cent un francs.

457. Seront punis d'une amende qui ne pourra excéder le quart des restitutions et des dommages-intérêts, ni être au dessous de cent un francs, les propriétaires ou fermiers, ou toute personne jouissant de moulins, usines ou étangs, qui, par l'élévation du déversoir de leurs eaux au dessus de la hauteur déterminée par l'autorité compétente, auront inondé les chemins ou les propriétés d'autrui. — S'il est résulté du fait quelques dégradations, la peine sera, outre l'amende, un emprisonnement de seize jours à un mois.

458. L'incendie des propriétés mobilières ou immobilières d'autrui, qui aura été causé par la vétusté, ou le défaut soit de réparation, soit de nettoyage des fours, cheminées, forges, maisons ou usines prochaines, ou par des feux allumés dans les champs à moins de cent mètres des maisons, édifices, forêts, bruyères, bois, vergers, plantations, haies, meules, tas de grains, pailles, foin, fourrages, ou de tout autre dépôt de matières combustibles, ou par des feux ou lumières portés ou laissés sans précaution suffisante, ou par des pièces d'artifice allumées ou tirées par négligence ou imprudence, sera puni d'une amende de cent un francs à mille francs. Il pourra, en outre, être puni de seize jours à un mois d'emprisonnement.

459. Tout détenteur ou gardien d'animaux ou de bestiaux soupçonnés d'être infectés de maladie contagieuse, qui n'aura pas averti sur-le-champ l'autorité municipale de la commune où il se trouve, et qui, même avant que l'un des officiers ait répondu à l'avertissement, n'aura pas tenu ces animaux et bestiaux renfermés, sera puni d'un emprisonnement de seize jours à deux mois, et d'une amende de cent un francs à quatre cents francs.

460. Seront également punis d'un emprisonnement de deux mois à six mois, et d'une amende de cent un francs à cinq cents francs, ceux qui, au mépris des défenses de l'administration, auront laissé leurs animaux ou bestiaux infectés communiquer avec d'autres.

461. Si, de la communication mentionnée au précédent article, il est résulté une contagion parmi les autres animaux, ceux qui auront contrevenu aux défenses de l'autorité administrative seront punis d'un emprisonnement de deux ans à cinq ans, et d'une amende de cent un francs à mille francs; le tout sans préjudice de l'exécution des lois et réglemens relatifs aux maladies épizootiques, et de l'application des peines y portées.

462. Si les délits de police correctionnelle dont il est parlé au présent cha-

pitre ont été commis par des gardes champêtres ou forestiers, ou des officiers de police, à quelque titre que ce soit, la peine d'emprisonnement sera d'un mois au moins, et d'un tiers au plus en sus de la peine la plus forte qui serait applicable à un autre coupable du même délit.

DISPOSITION GÉNÉRALE.

463. Dans tous les cas où la peine d'emprisonnement est portée par le présent code, si le préjudice causé n'excède pas cinquante francs, et si les circonstances paraissent atténuantes, les tribunaux sont autorisés à réduire l'emprisonnement même au dessous de seize jours, et l'amende même au dessous de cent un francs. Ils pourront aussi prononcer séparément l'une ou l'autre de ces peines, sans qu'en aucun cas elles puissent être au dessous des peines de simple police. — Néanmoins cette disposition ne sera point applicable, — 1° Lorsque le délit aura été commis à l'aide d'esclaves, ou de complicité avec eux ; — 2° Aux cas prévus par les articles 57 et 58 ; — 3° Aux délits prévus par le second et le troisième paragraphes de l'article 257, par l'article 261, par l'article 262, et par le second paragraphe de l'article 330 ; — 4° Aux délits prévus par l'article 401, lorsqu'ils auront été commis dans l'intérieur d'un édifice consacré à un culte légalement établi en France ; — 5° Lorsqu'il n'aura été prononcé que des peines correctionnelles contre ceux qui se sont rendus coupables des faits énoncés au premier paragraphe de l'article 309, en l'article 384, et au paragraphe 1^{er} de l'article 386 ; — 6° Aux délits prévus par le n° 4 de l'article 386 ; — 7° Aux délits prévus par l'article 388. — Toutefois la réduction de la peine, autorisée par le présent article, pourra être appliquée aux délits de maraudage qui n'auraient pas été commis de connivence avec les esclaves.

LIVRE IV. — CONTRAVENTIONS DE POLICE ET PEINES.

CHAPITRE 1^{er}. — Des peines.

464. Les peines de police sont : — L'emprisonnement, — L'amende, — Et la confiscation de certains objets saisis.

465. L'emprisonnement pour contravention de police ne pourra être moindre d'un jour, ni excéder quinze jours, selon les classes, distinctions et cas ci-après spécifiés. — Les jours d'emprisonnement sont des jours complets de vingt-quatre heures.

466. Les amendes pour contravention pourront être prononcées depuis cinq francs jusqu'à cent francs inclusivement, selon les distinctions et classes ci-après spécifiées, et seront appliquées au profit de la commune où la contravention aura été commise.

467. La contrainte par corps a lieu pour le paiement de l'amende. — Néanmoins le condamné ne pourra être, pour cet objet, détenu plus de quinze jours, s'il justifie de son insolvabilité. — La disposition du deuxième paragraphe de l'article 53 est applicable au cas prévu par le présent article. — Les maîtres seront tenus, même par corps, de représenter leurs esclaves prévenus ou condamnés en matière de police correctionnelle ou en matière criminelle, dès qu'ils en auront été requis par le procureur du roi, le commissaire-commandant de commune ou son lieutenant, ou les officiers de police.

468. En cas d'insuffisance des biens, les restitutions et les indemnités dues à la partie lésée sont préférées à l'amende.

469. Les restitutions, indemnités et frais entraîneront la contrainte par corps, et le condamné gardera prison jusqu'à parfait paiement : néanmoins, si ces condamnations sont prononcées au profit de l'état, les condamnés

pourront jouir de la faculté accordée par l'article 467, dans le cas d'insolvabilité prévu par cet article.

470. Les tribunaux de police pourront aussi, dans les cas déterminés par la loi, prononcer la confiscation, soit des choses saisies en contravention, soit des choses produites par la contravention, soit des matières ou des instrumens qui ont servi ou qui étaient destinés à la commettre.

CHAPITRE II. — *Contraventions et peines.*

SECTION I^{re}. — 1^{re} classe.

471. Seront punis d'amende depuis cinq francs jusqu'à vingt francs inclusivement, — 1° Ceux qui auront négligé d'entretenir, réparer ou nettoyer les fours, cheminées ou usines où l'on fait usage du feu ; — 2° Ceux qui auront violé la défense de tirer des pièces d'artifice dans les rues et autres lieux désignés par les réglemens de police ; — 3° Les aubergistes et autres qui, obligés à l'éclairage, l'auront négligé ; — 4° Ceux qui auront embarrassé la voie publique, en y déposant ou y laissant sans autorisation, et hors le cas de force majeure, des matériaux ou des choses quelconques qui empêchent ou diminuent la liberté ou la sûreté du passage ; ceux qui, en contravention aux lois et réglemens, auront négligé d'éclairer les matériaux par eux entreposés, ou les excavations par eux faites dans les rues et places ; — 5° Ceux qui auront négligé ou refusé d'exécuter les réglemens ou arrêtés concernant la petite voirie, ou d'obéir à la sommation émanée de l'autorité administrative, de réparer ou démolir les édifices menaçant ruine ; — 6° Ceux qui auront jeté ou exposé au devant de leurs édifices des choses de nature à nuire par leur présence ou par leur chute, ou par des exhalaisons insalubres ; — 7° Ceux qui auront laissé dans les rues, chemins, places, lieux publics, ou dans les champs, des coutres de charrue, pinces, barres, barreaux ou autres machines, ou instrumens, ou armes dont puissent abuser les voleurs et autres malfaiteurs ; — 8° Ceux qui auront négligé de détruire, conformément aux réglemens de police, les animaux nuisibles aux récoltes, de faire piocher et détruire, devant les maisons qu'ils habitent et leurs entourages, les herbes, chiendens et autres plantes combustibles, dans le temps de leur sécheresse ; et en outre, chaque fois qu'il y aura avertissement de l'autorité ; — 9° Ceux qui, sans autre circonstance prévue par les lois, auront cueilli, ou mangé sur le lieu même, des fruits, cannes à sucre, racines ou légumes appartenant à autrui ; — 10° Ceux qui, sans autre circonstance, auront glané, ratelé ou grapiillé ; — 11° Ceux qui auront coupé ou détruit, avant la maturité, de petites parties de grains verts ou d'autres productions de la terre, sans intention manifeste de les voler ; — 12° Ceux qui auront imprudemment jeté des immondices sur quelque personne ; — 13° Ceux qui, n'étant ni propriétaires, ni usufruitiers, ni locataires, ni fermiers, ni jouissant d'un terrain ou d'un droit de passage, ou qui, n'étant agens ni préposés d'aucune de ces personnes, seront entrés et auront passé sur ce terrain ou sur partie de ce terrain, s'il est préparé ou ensemencé ; — 14° Ceux qui auront laissé passer leurs bestiaux ou leurs bêtes de trait, de charge ou de monture, sur le terrain d'autrui, avant l'enlèvement de la récolte ; — 15° Ceux qui auront porté dans les rues du feu autrement que dans des lanternes ou dans des vases, ou enfin sans les précautions nécessaires pour prévenir les accidens d'incendie ; — 16° Ceux qui, sans permission, auront établi à leur maison des étais ou des entourages donnant sur la rue, des abat-vent, des tables pour l'exposition de marchandises, et des trappes de cave ; — 17° Ceux qui n'auraient pas assujéti les contrevens et portes de leurs maisons, de manière que les passans n'en puissent être incommodés

ni blessés; — 18° Ceux qui auront négligé de balayer et de nettoyer les rues et les places conformément aux réglemens de police; — 19° Ceux qui auront, sans permission ou d'une manière contraire à la permission obtenue, pratiqué ou conservé sur les rues des égouts pour servir d'écoulement aux immondices de leurs cours et emplacements; — 20° Ceux qui auront laissé vaguer dans les rues les chevaux, ânes, mulets, bœufs et porcs; — 21° Ceux qui auront déposé des animaux morts ou des ordures dans les lieux autres que ceux indiqués; — 22° Ceux auront étalé ou fait étaler, ailleurs qu'aux lieux autorisés par les réglemens, des fruits, viandes, légumes, poissons et autres denrées destinées à être vendues; — 23° Ceux qui, sans permission, auront colporté ou fait colporter des objets de mercerie, quincaillerie, friperie, et autres marchandises; — 24° Les bouchers qui auront tué des bestiaux sur la voie publique; — 25° Ceux qui auront sali, d'une manière quelconque, les murs extérieurs d'un édifice, d'une maison ou d'une clôture, sans préjudice des peines portées par l'article 287 du présent code contre ceux qui auraient tracé sur les murs des écrits ou des images contraires aux bonnes mœurs.

472. Seront en outre confisqués les pièces d'artifice saisies dans le cas du n° 2 de l'article 471, les coutres, les instrumens, les armes, et les autres objets mentionnés aux n°s 7 et 22 du même article; sans préjudice de la restitution, au maître, des objets illégalement vendus.

473. La peine d'emprisonnement pendant trois jours au plus pourra en outre être prononcée, selon les circonstances, contre ceux qui auront tiré des pièces d'artifice, et contre les contrevenans aux dispositions des n°s 10, 20 et 21 de l'article 471, sans néanmoins pouvoir être appliquée au maître de l'esclave contrevenant, dans le cas où celui-ci aurait agi sans l'ordre du maître ou sans son consentement.

474. La peine d'emprisonnement contre toutes les personnes mentionnées dans l'article 471 aura toujours lieu en cas de récidive, pendant trois jours au plus, sans pouvoir toutefois être appliquée au maître de l'esclave trouvé en contravention, à moins qu'il ne soit établi que la contravention a été commise par son ordre ou de son consentement.

SECTION II. — 2^e classe.

475. Seront punis d'amende depuis vingt-et-un francs jusqu'à quarante francs inclusivement, — 1° Ceux qui auront dégradé la voie publique; — 2° Les aubergistes, hôteliers, logeurs ou loueurs de maisons garnies, qui auront négligé d'inscrire de suite et sans aucun blanc, sur un registre tenu régulièrement, les noms, qualités, domicile habituel, dates d'entrée et de sortie de toute personne qui aurait couché ou passé une nuit dans leurs maisons; ceux d'entre eux qui auraient manqué à représenter ce registre, aux époques déterminées par les réglemens ou lorsqu'ils en auraient été requis, aux commissaires commandans de commune ou à leurs lieutenans, aux officiers ou agens de police, ou aux citoyens commis à cet effet: le tout sans préjudice des cas de responsabilité mentionnés en l'article 73 du présent code, relativement aux crimes ou aux délits de ceux qui, ayant logé ou séjourné chez eux, n'auraient pas été régulièrement inscrits; — 3° Les rouliers, charretiers, conducteurs de voitures quelconques ou de bêtes de charge, qui auraient négligé de se tenir constamment à portée de leurs chevaux, bêtes de trait ou de charge, ou de leurs voitures, et qui ne seraient pas en état de les guider et conduire; qui auraient négligé d'occuper un seul côté des rues, chemins ou voies publiques, de se détourner ou ranger devant toutes autres voitures, et, à leur approche, de leur laisser

libre au moins la moitié des rues, chaussées, routes et chemins; — 4° Ceux qui auront fait ou laissé courir les chevaux, bêtes de trait, de charge ou de monture, dans l'intérieur d'un lieu habité, ou violé les réglemens contre le chargement, la rapidité ou la mauvaise direction des voitures; — 5° Ceux qui auront établi ou tenu dans les rues, chemins, places ou lieux publics, des jeux de loterie ou d'autres jeux de hasard; — 6° Ceux qui auront vendu ou débité des boissons falsifiées; sans préjudice des peines plus sévères qui seront prononcées par les tribunaux de police correctionnelle dans le cas où elles contiendraient des mixtions nuisibles à la santé; — 7° Ceux qui auraient laissé divaguer des fous ou des furieux étant sous leur garde, ou des animaux malfaisans ou féroces; ceux qui auront excité ou n'auront pas retenu leurs chiens lorsqu'ils attaquent ou poursuivent les passans, quand même il n'en serait résulté aucun mal ni dommage; — 8° Ceux qui auraient jeté des pierres ou autres corps durs, ou des immondices, contre les maisons, édifices ou clôtures d'autrui, ou dans les jardins ou enclos, et ceux aussi qui auraient volontairement jeté des corps durs ou des immondices sur quelqu'un; — 9° Ceux qui, n'étant propriétaires, usufruitiers, ni jouissant d'un terrain ou d'un droit de passage, y sont entrés et y ont passé, dans le temps où ce terrain était chargé de grains en tuyaux, de fruits, ou autres produits mûrs ou voisins de la maturité; — 10° Ceux qui auraient fait ou laissé passer des bestiaux, animaux de trait, de charge ou de monture, sur le terrain d'autrui, ensemencé ou chargé d'une récolte, en quelque saison que ce soit, ou dans un bois taillis appartenant à autrui; — 11° Ceux qui auraient refusé de recevoir les espèces et monnaies ayant cours légal dans la colonie, non fausses ni altérées, selon la valeur pour laquelle elles ont cours; — 12° Ceux qui, le pouvant, auront refusé ou négligé de faire les travaux, le service, ou de prêter le secours dont ils auront été requis dans les circonstances d'accidens, tumulte, naufrage, inondation, incendie, ou autres calamités, ainsi que dans les cas de brigandage, rassemblemens illicites d'esclaves, pillage, flagrant délit, clameur publique, ou d'exécution judiciaire; — 13° Les personnes désignées aux articles 284 et 288 du présent code.

476. Pourra, suivant les circonstances, être prononcé, outre l'amende portée en l'article précédent, l'emprisonnement pendant cinq jours au plus contre les rouliers, charretiers, voituriers et conducteurs en contravention; contre ceux qui auront contrevenu à la loi par la rapidité, la mauvaise direction ou le chargement des voitures ou des animaux; contre les vendeurs et débitans de boissons falsifiées; contre ceux qui auraient refusé un service ou des secours requis dans des circonstances urgentes.

477. Seront saisis et confisqués, — 1° Les tables, instrumens, appareils des jeux ou des loteries établis dans les rues, chemins et voies publiques, ainsi que les enjeux, les fonds, denrées, objets ou lots proposés aux joueurs, dans le cas du n° 5 de l'article 475; — 2° Les boissons falsifiées trouvées appartenir au vendeur et débitant; ces boissons seront répandues; — 3° Les écrits ou gravures contraires aux mœurs; ces objets seront mis sous le pilon.

478. La peine de l'emprisonnement, pendant huit jours au plus, sera toujours prononcée, en cas de récidive, contre toutes les personnes mentionnées en l'article 475, sans pouvoir toutefois être appliquée au maître de l'esclave trouvé en contravention, à moins qu'il ne soit établi que la contravention a été commise par son ordre ou de son consentement.

SECTION III. — 3^e classe.

479. Seront punis d'une amende de quarante-un francs à soixante francs

inclusivement, — 1° Ceux qui, hors les cas prévus depuis l'article 434 jusques et compris l'article 462, auront volontairement causé du dommage aux propriétés mobilières d'autrui; — 2° Ceux qui auront occasioné la mort ou la blessure des animaux ou bestiaux appartenant à autrui, par l'effet de la divagation des fous ou furieux, ou d'animaux malfaisans ou féroces, ou par la rapidité ou la mauvaise direction ou le chargement excessif des voitures, chevaux, bêtes de trait, de charge ou de monture; — 3° Ceux qui auront occasioné les mêmes dommages par l'emploi ou l'usage d'armes sans précaution et avec maladresse, ou par jet de pierres ou d'autres corps durs; — 4° Ceux qui auront causé les mêmes accidens par la vétusté, la dégradation, le défaut de réparation ou d'entretien des maisons ou édifices, ou par l'encombrement ou l'excavation, ou telles autres œuvres, dans ou près les rues, chemins, places ou voies publiques, sans les précautions ou signaux ordonnés ou d'usage; — 5° Ceux qui emploieront des poids ou des mesures différens de ceux qui sont établis par les lois en vigueur; — 6° Les gens qui font métier de deviner et pronostiquer, ou d'expliquer les songes; — 7° Les auteurs ou complices de bruits ou tapages injurieux ou nocturnes, troublant la tranquillité des habitans; — 8° Ceux qui auront allumé du feu dans les rues ou places publiques, ou qui, hors les cas de nécessité, passeront dans les chemins ou traverseront les champs avec des torches allumées; — 9° Les cantiniers ou débitans de vins et liqueurs fortes qui auront tenu leurs boutiques ouvertes avant six heures du matin et après sept heures du soir, ou qui auront permis à des esclaves de s'établir chez eux pour boire ou manger, ou qui auront vendu du tafia ou d'autres liqueurs à des individus visiblement ivres; — 10° Les cantiniers, aubergistes, traiteurs ou cafetiers qui auront donné à boire ou à jouer à des militaires, gens de mer ou tous autres, au mépris des réglemens de police; — 11° Ceux qui, sur leur propriété, auront estropié ou blessé, sans nécessité, des chevaux ou des bêtes de trait, de charge ou de monture, des bêtes à cornes ou à laine, pores ou autres animaux domestiques appartenant à autrui; — 12° Ceux qui auront donné à leurs esclaves des jours de la semaine pour suppléer à la nourriture qu'ils leur doivent aux termes des réglemens, ou qui, à raison de leurs infirmités ou de toute autre cause, les auront eu renvoyés de chez eux ou abandonnés, ou les auront laissés libres de chercher, soit leur nourriture, soit un asile; — 13° Ceux qui, après trois avertissemens de l'autorité, négligeront de faire instruire dans la religion chrétienne ceux de leurs esclaves qui ne professeraient aucune religion reconnue; — 14° Ceux qui auront toléré des rassemblemens d'esclaves étrangers, à titre de fête ou autrement, dans les emplacements qu'ils possèdent, sans permission de la police.

480. Pourra, selon les circonstances, être prononcée la peine d'emprisonnement pendant dix jours au plus contre les contrevenans désignés aux n° 3, 5, 6, 7, 8, 10 et 12 du précédent article.

481. Seront de plus saisis et confisqués les poids et les mesures différens de ceux que la loi a établis.

482. La peine d'emprisonnement pendant dix jours au plus aura toujours lieu, pour récidive, contre les personnes et dans les cas mentionnés dans l'article 479, sans pouvoir toutefois être appliquée au maître de l'esclave, à moins qu'il ne soit prouvé que la contravention a été commise par son ordre ou de son consentement.

SECTION IV. — 4^e classe.

483. Seront punis d'une amende de soixante-un francs à cent francs, —

1° Ceux qui anticiperont sur la voie publique, ou qui y feront des trous ou des excavations sans autorisation spéciale; — 2° Ceux qui auront des faux poids ou des fausses mesures dans leurs magasins, boutiques, ateliers ou maisons de commerce, ou dans les halles, foires ou marchés, sans préjudice des peines correctionnelles encourues par ceux qui ont fait usage de ces faux poids et de ces fausses mesures; — 3° Ceux qui, méchamment, sèmeront dans le public des nouvelles alarmantes autres que celles spécifiées en l'article 419, des propos de nature à troubler l'ordre établi, ou des bruits propres à répandre l'inquiétude au sein des familles; — 4° Ceux qui, de mauvaise foi, dénonceront à l'autorité publique des crimes et délits imaginaires, sans désignation des prétendus coupables; — 5° Ceux qui signeront ou colporteront, soit des adresses faites en nom collectif, quel qu'en soit l'objet, soit des pétitions également faites en nom collectif, dans un autre but que leur intérêt privé, ainsi que des listes ou notes de souscription, sans autorisation; — 6° Ceux qui refuseront d'obtempérer à un ordre légal de comparution extrajudiciaire, délivré par le gouverneur, sans préjudice du droit de contrainte qui lui est toujours réservé; — 7° Ceux qui, n'ayant la jouissance d'aucun terrain productif de girofle, café, maïs, seront trouvés nantis de café vert en coque, de girofle non préparé, ou de maïs en épis, et qui ne pourront en établir la légitime possession, sans préjudice, à l'égard des marchands et cantiniers, du droit réservé au ministère public de provoquer auprès du gouverneur la révocation de la patente; — 8° Ceux qui côtoieront ou traverseront des champs de cannes mûres, soit avec des pipes ou des bouts de tabac allumés, soit avec du feu porté à découvert; — 9° Ceux qui, par des digues, batardeaux, ou de toute autre manière, détourneront ou interrompront le cours des rivières; — 10° Ceux qui donneront retraite à des personnes non domiciliées, à des individus expulsés de la colonie, à des soldats ou à des marins, sans en avoir prévenu la police; sans préjudice des peines encourues en cas de complicité de désertion; — 11° Ceux qui exposeront en vente des salaisons et autres comestibles viciés ou gâtés de manière à nuire à la santé; — 12° Ceux qui, de dessein prémédité, auront assailli, avec des pierres ou d'autres corps durs, un lieu habité et ses dépendances; — 13° Les hôteliers et aubergistes qui, frauduleusement, auront porté sur leurs registres, sous des noms supposés ou sous de fausses qualifications, les personnes qui sont venues loger chez eux; — 14° Ceux qui vendront ou donneront des amulettes, plantes, herbes, substances ou ingrédients quelconques, en leur attribuant des vertus ou des propriétés occultes, lors même que leur emploi ne pourrait produire aucun effet nuisible à la santé; — 15° Ceux qui auront pris ou enlevé des terres, pierres et pierrailles, ou gazons, soit dans les chemins, soit sur les propriétés de l'état, soit sur le terrain d'autrui; — 16° Ceux qui auront commis, pendant la nuit, l'une des contraventions énoncées aux nos 3, 7 et 8 de l'article 475 du présent code.

484. Pourra la peine d'emprisonnement être prononcée, — 1° Pendant dix jours au plus, contre les contrevenans désignés aux nos 2, 3, 6, 8, 9 et 14 du précédent article; — 2° Pendant cinq jours au moins et quinze jours au plus, contre les contrevenans désignés aux nos 7, 10, 12 et 13.

485. Seront de plus saisis et confisqués les objets spécifiés aux nos 2, 7, 11 et 15. — Les faux poids et fausses mesures confisqués seront détruits; il en sera de même des salaisons et comestibles viciés, ainsi que des amulettes et autres objets indiqués au n° 14.

486. La peine d'emprisonnement, pendant cinq jours au moins et quinze jours au plus, aura toujours lieu pour récidive, dans les cas mentionnés en

l'article 483, sans pouvoir toutefois être appliquée au maître de l'esclave, à moins qu'il ne soit prouvé que la contravention a été commise par son ordre ou de son consentement.

Dispositions communes aux quatre sections précédentes.

487. Il y a récidive dans tous les cas prévus par le présent livre, lorsqu'il a été rendu contre le contrevenant, dans les deux mois précédens, un premier jugement pour contravention de police commise dans le ressort du même tribunal.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

488. Les crimes, délits et contraventions commis avant la promulgation du présent code, et à l'égard desquels il ne serait point encore intervenu de décision définitive, seront punis conformément à la législation antérieure. Toutefois, ils seront punis conformément aux dispositions du présent code, si les peines portées par le code sont moins fortes que celles portées par la législation antérieure.

489. Toutes dispositions des lois, ordonnances, arrêtés et réglemens sont et demeurent abrogées en ce qu'ils ont de contraire à la présente ordonnance.

N° 17. = 2—25 novembre 1828. = **ORDONNANCE du roi portant répartition du crédit de cent quatre-vingt-treize millions sept cent trente-six mille neuf cent vingt-huit francs, accordé par la loi du 17—21 août 1828 pour les dépenses ordinaires du ministère de la guerre pendant l'exercice 1829.** (VIII, Bull. CCLXII, n° 9886.)

N° 18. = 2 novembre 1828. = **RAPPORT au roi sur les moyens d'assurer l'avenir des officiers en non-activité qui ne sont pas susceptibles d'obtenir la pension de retraite** (1). (Moniteur du 4 novembre 1828.)

N° 19. = 2—25 novembre 1828. = **ORDONNANCE du roi tendant à assurer l'avenir des officiers en non-activité qui ne seront pas susceptibles d'obtenir la pension de retraite** (2). (VIII, Bull. CCLXII, n° 9887.)

Charles, . . . — Vu notre ordonnance du 21 mars 1828; — Voulant assurer l'avenir des officiers en non-activité qui ne seront pas susceptibles d'obtenir la pension de retraite; — Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état de la guerre, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1^{er}. Le traitement de réforme alloué par notre ordonnance du 21 mars dernier aux officiers en non-activité dont la demi-solde a cessé postérieurement à l'ordonnance du 5 mai 1824, sera continué à ceux de ces officiers qui n'auront pas droit à la pension de retraite, jusqu'à ce qu'ils puissent être replacés dans les cadres de l'armée active. — Cette prolongation de traitement ne pourra, en aucun cas, être admise dans le règlement des droits à la retraite.

2. La disposition de l'article ci-dessus sera applicable aux officiers qui ont été admis ou qui seront reconnus susceptibles d'être admis au traitement ordinaire de réforme, lorsque la réforme les aura atteints dans la position d'officiers en non-activité, et que, dans cette position, ils auraient eu droit

(1) Voyez l'ordonnance du 2—25 novembre 1828.

(2) Voyez l'ordonnance du 21 mars—1^{er} avril 1828, et la note.

de conserver, au-delà de la promulgation de l'ordonnance du 5 mai 1824, l'une des soldes de non-activité énoncées dans ladite ordonnance. — Néanmoins ceux de ces officiers dont le traitement de réforme était parvenu à la limite de sa durée avant l'époque du 1^{er} juillet 1828, fixée par notre ordonnance du 21 mars dernier, ne pourront en réclamer la continuation qu'à partir de ladite époque.

3. Les officiers compris dans les deux articles précédens qui, sur leur demande, auront été replacés dans les cadres de l'armée active, seront soumis, dans le cas où ils seraient ultérieurement admis au traitement de réforme, aux conditions prescrites par l'ordonnance du 5 février 1823.

N^o 20. = 2 novembre 1828 — 27 décembre 1832. = **ORDONNANCE du roi relative à la bibliothèque royale** (1). (IX, ordonn., 1^{re} sect., Bull. CCII, n^o 4581.)

Art. 1^{er}. La bibliothèque du roi est composée de cinq départemens : — 1^o Des livres imprimés ; — 2^o Des manuscrits, chartes et diplômes ; — 3^o Des médailles, pierres gravées et antiques ; — 4^o Des estampes ; — 5^o Des cartes géographiques et plans. — A l'avenir, chacun de ces départemens sera confié à un seul conservateur-administrateur, nommé par nous sur le rapport de notre ministre de l'intérieur. Jusqu'à ce que le nombre des conservateurs existans soit, par suite d'extinctions, réduit à un par département, il ne sera pas fait de nominations nouvelles.

2. Les cinq conservateurs dont il est parlé ci-dessus composent seuls le conseil d'administration qui prendra le titre de *Conservatoire de la bibliothèque du roi*.

3. Le conservatoire a la police générale de l'établissement, la présentation, par une liste triple de candidats, aux places de conservateurs, et la nomination à tous les emplois inférieurs, sauf l'approbation de notre ministre de l'intérieur ; de plus, il dispose, sous la surveillance du même ministre, des fonds attribués à la bibliothèque, soit par la loi des finances, soit par des décisions particulières du ministre.

4. Le conservatoire nomme, chaque année, dans son sein, un président qui pourra être réélu pour une seconde année seulement : le président correspond, au nom du conservatoire, pour tous les besoins du service.

5. Il pourra être attaché à chaque département, selon la nature ou l'étendue du travail, un ou plusieurs conservateurs adjoints qui ne feront pas partie du conseil d'administration, et seront nommés par notre ministre de l'intérieur, sur une liste de trois candidats présentés par le conservatoire.

N^o 21. = 5—25 novembre 1828. = **ORDONNANCE du roi concernant l'organisation du conseil d'état** (2). (VIII, Bull. CCLXIII, n^o 9903.)

Charles, . . . — Vu la loi des finances du 17 août 1828 ; — Sur le rapport de notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'état au département de la justice ; — De l'avis de notre conseil, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1^{er}. Les membres de notre conseil d'état sont en service ordinaire, en service extraordinaire, ou honoraires. — Il sera, dressé un tableau géné-

(1) Voyez, sur l'organisation de la bibliothèque royale, l'ordonnance du 14 novembre—27 décembre 1832.

(2) Voyez, sur cet objet, l'arrêté du 5 nivose an 8 (16 décembre 1799), et les notes qui résumant tous les réglemens relatifs au conseil d'état.

ral de tous ceux auxquels il nous plaît de conserver ou de conférer le titre de conseiller d'état, de maître des requêtes ou d'auditeur en notre conseil.

2. Le service ordinaire se compose, 1° des conseillers d'état et maîtres des requêtes employés aux travaux intérieurs et habituels des comités; 2° d'un certain nombre de conseillers d'état appelés à participer seulement aux délibérations du conseil, tous les comités réunis, et dont le nombre ne pourra excéder dix; 3° des auditeurs employés aux travaux intérieurs et habituels des comités, qu'ils aient ou non droit de séance au conseil d'état, tous les comités réunis. — Il pourra, en outre, être attaché au service des comités douze conseillers d'état en service extraordinaire.

3. A l'avenir, le nombre des conseillers d'état en service ordinaire employés aux travaux intérieurs et habituels des comités sera fixé à vingt-quatre. — Celui des maîtres des requêtes ne pourra excéder trente. — Le nombre des auditeurs de première classe demeure fixé à douze, et celui des auditeurs de seconde classe à dix-huit.

4. Lorsqu'un conseiller d'état en service ordinaire, investi d'autres fonctions publiques, jouira, à raison de ces fonctions, d'un traitement de vingt mille francs et au dessus, il ne lui sera alloué aucun traitement comme conseiller d'état. — Il en sera de même pour un maître des requêtes en service ordinaire qui jouirait, en vertu des fonctions publiques dont il serait revêtu, d'un traitement de dix mille francs et au dessus.

5. Si le traitement dont jouit un conseiller d'état en service ordinaire, revêtu d'autres fonctions publiques, est moindre de vingt mille francs, il recevra sur les fonds du conseil d'état un supplément de traitement: toutefois ce supplément de traitement ne pourra, en aucun cas, excéder la proportion déterminée par la disposition de la loi des finances de 1816, sur les cumuls, ni élever à plus de vingt mille francs la somme totale qu'il recevra annuellement du trésor royal. — Il en sera de même pour les maîtres des requêtes en service ordinaire, revêtus d'autres fonctions publiques, dont le traitement ne s'élèverait pas à dix mille francs: avec le supplément de traitement qui leur sera alloué, la somme totale et annuelle qu'ils recevront du trésor royal pour les unes et les autres fonctions ne pourra excéder dix mille francs.

6. Le traitement des conseillers d'état en service ordinaire est fixé à dix mille francs; il sera porté à quinze mille francs pour les conseillers d'état employés aux travaux habituels et intérieurs des comités. — Le traitement des maîtres des requêtes en service ordinaire est fixé à cinq mille francs. — Les auditeurs ne reçoivent aucun traitement.

7. Sont en service extraordinaire les conseillers d'état, maîtres des requêtes et auditeurs qui, cessant d'être compris dans le service ordinaire, sont appelés par nous à des fonctions publiques hors du conseil; ceux de nos sujets exerçant des fonctions publiques auxquels, en récompense de leurs bons services, il nous plaît d'accorder ce titre; enfin ceux auxquels il nous plaira de le conserver, lors même qu'ils n'exerceraient plus de fonctions publiques.

8. Nos conseillers d'état directeurs généraux d'une administration, ou ceux des directeurs et secrétaires généraux dans l'un des ministères qui seraient conseillers d'état, et que nous autoriserions à participer aux délibérations du conseil, assisteront aux séances du conseil et des comités établis près des ministères dont ils dépendent. Ils n'auront point voix délibérative dans les affaires contentieuses qui ressortiraient de l'administration ou du ministère auxquels ils appartiennent.

9. Tout conseiller d'état, maître des requêtes ou auditeur qui sera appelé à des fonctions publiques hors du conseil, cessera de faire partie du service ordinaire, s'il n'en est autrement ordonné. — Aucun membre du conseil d'état ne pourra être mis en inactivité que par une ordonnance spéciale rendue sur le rapport de notre garde des sceaux.

10. Les conseillers d'état, maîtres des requêtes et auditeurs qui sortent d'activité, conservent le rang et le titre d'honoraires. — Ils ne pourront en être privés qu'en vertu d'une ordonnance spéciale rendue sur le rapport de notre garde des sceaux. — Les conseillers d'état honoraires peuvent être appelés dans nos conseils de cabinet. — Les personnes qui auront été revêtues pendant dix ans de l'un des titres énumérés dans l'article 9 de l'ordonnance du 26 août 1824 pourront obtenir de notre grace le titre et le rang de conseillers d'état honoraires.

11. Les conseillers d'état, maîtres des requêtes et auditeurs en service ordinaire, seront distribués en quatre comités, savoir : 1^o le comité de la justice et du contentieux; 2^o le comité de la guerre et de la marine; 3^o le comité de l'intérieur et du commerce; 4^o le comité des finances.

12. Le comité de la justice et du contentieux sera composé de douze conseillers d'état, dix-huit maîtres des requêtes, cinq auditeurs de première classe et sept auditeurs de seconde classe. — Le comité de la guerre et de la marine sera composé de six conseillers d'état, huit maîtres des requêtes, deux auditeurs de première classe et quatre de seconde. — Le comité de l'intérieur et du commerce sera composé de six conseillers d'état, huit maîtres des requêtes, quatre auditeurs de première classe et cinq de seconde. — Le comité des finances sera composé de quatre conseillers d'état, six maîtres des requêtes, un auditeur de première classe et deux de seconde. — Notre garde des sceaux arrêtera la répartition des conseillers d'état, maîtres des requêtes et auditeurs dans chaque comité, selon le besoin du service et d'après les proportions établies par le présent article. — Le nombre des conseillers d'état, maîtres des requêtes et auditeurs composant les divers comités, pourra être augmenté selon les besoins du service, sur le rapport de notre garde des sceaux, sans que les limites déterminées par l'article 3 de la présente ordonnance puissent être dépassées.

13. Le conseil d'état ne délibère qu'autant que la moitié plus un de ses membres ayant voix délibérative sont présents à la séance. — Il est tenu note des noms des membres présents par le secrétaire général du conseil; ils sont inscrits au procès-verbal.

14. Tout projet de loi ou d'ordonnance portant règlement d'administration publique, qui aura été préparé dans l'un des comités du conseil d'état, devra ensuite être délibéré en assemblée générale, tous les comités réunis et tous les ministres secrétaires d'état ayant été convoqués. Les ordonnances ainsi délibérées pourront seules porter dans leur préambule ces mots : *Notre conseil d'état entendu*.

15. Les rapports sur les projets de loi ou d'ordonnance portant règlement d'administration publique seront faits dans les comités par les maîtres des requêtes; et, au conseil d'état, tous les comités réunis, par les conseillers d'état. — Les rapports des affaires purement administratives ou contentieuses pourront être faits dans les comités par les auditeurs concurremment avec les maîtres des requêtes; et ils seront faits au conseil d'état, tous les comités réunis, par les maîtres des requêtes ou les conseillers d'état, au choix de notre garde des sceaux.

16. Les honneurs attribués aux conseillers d'état en mission par le règlement sur les préséances ne seront accordés qu'à ceux qui seront investis

par nous d'une mission spéciale et temporaire. — Les conseillers d'état en service extraordinaire, qui exercent des fonctions publiques dans les départemens, prennent le rang que leur assignent les fonctions dont ils sont revêtus.

17. L'article 12 de l'ordonnance du 26 août 1824 est rapporté.

18. Les dispositions des réglemens et ordonnances concernant le conseil d'état, auxquelles il n'est pas dérogé par la présente, continueront d'être exécutées.

N° 22. = 5 novembre—1^{er} décembre 1828. = **ORDONNANCE du roi portant que la ville de Molsheim (Bas-Rhin) continuera d'avoir un abattoir public.** (VIII, Bull. CCLXIV, n° 10019.)

N° 23. = 5 novembre—1^{er} décembre 1828. = **ORDONNANCE du roi qui autorise la ville de Luxeuil (Haute-Saône) à établir un abattoir public.** (VIII, Bull. CCLXIV, n° 10020.)

N° 24. = 5 novembre—1^{er} décembre 1828. = **ORDONNANCE du roi qui modifie le tarif du péage établi sur le pont suspendu de Jarnac (Charente), annexé à l'ordonnance du 11 avril 1826—1^{er} décembre 1828.** (VIII, Bull. CCLXIV, n° 10023.)

N° 25. = 9—25 novembre 1828. = **ORDONNANCE du roi portant que, 1° le nombre des avoués de la cour royale de Poitiers est définitivement fixé à huit, 2° le nombre des huissiers du tribunal de première instance séant à Rochefort, département de la Charente-Inférieure, est définitivement fixé à quatorze.** (VIII, Bull. CCLXIII, n° 10007.)

N° 26. = 12—25 novembre 1828. = **ORDONNANCE du roi qui autorise les membres des conseils de prud'hommes à porter une marque distinctive dans l'exercice de leurs fonctions.** (VIII, Bull. CCLXII, n° 9888.)

Charles. . . . , — Vu la loi du 18 mars 1806, les décrets des 3 juillet 1806, 11 juin 1809, 20 février et 3 août 1810, portant création de conseils de prud'hommes en diverses villes de notre royaume, et qui, en leur donnant le caractère d'officiers publics, règlent l'exercice de leur juridiction, les chargent de constater les contraventions aux lois et réglemens en fait d'industrie, et les autorisent à faire des visites et vérifications dans les manufactures et fabriques; — Sur le rapport de notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'état au département de la justice; — Notre conseil d'état entendu, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit:—Les membres des conseils de prud'hommes porteront dans l'exercice de leurs fonctions, soit à l'audience, soit au dehors, une médaille d'argent, suspendue à un ruban noir en sautoir, le tout conformément au modèle ci-annexé.

N° 27. = 12—25 novembre 1828. = **ORDONNANCE du roi contenant le tableau des conseillers d'état et maîtres des requêtes.** (VIII, Bull. CCLXIII, n° 9904.)

N° 28. = 12—25 novembre 1828. = **ORDONNANCE du roi qui crée une commission administrative des haras, et nomme M. le duc d'Escars président de cette commission** (1). (VIII, Bull. CCLXIII, n° 9908.)

(1) Voyez, sur les haras, les notes qui accompagnent le décret du 2 germinal an 3 (22 mars XVIII.

N° 29. = 15 novembre—17 décembre 1828. = DÉLIBÉRATION de la commission des monnaies, contenant une nouvelle rédaction du tarif des frais d'affinage qui seront perçus aux changes des monnaies, annexé à l'ordonnance du 15 octobre—1^{er} novembre 1823. (VIII, Bull. CCLXV, n° 10073.)

TARIF DES FRAIS D'AFFINAGE QUI SERONT PERÇUS AUX CHANGES DES MONNAIES.

Affinage par l'acide sulfurique pour les matières d'or et d'argent alliées de cuivre seulement.

1^{re} SECTION. — Or.

1° Matières d'or ne contenant pas d'argent; au dessous de neuf cents millièmes (titre monétaire), par kilogramme..... 5 fr. 00 c.

2° Matières d'or alliées d'argent, lorsqu'elles contiennent au-delà de cent millièmes d'or; pour la séparation et l'affinage des deux métaux, par kilogramme..... 5 fr. 75 c.

II^e SECTION. — Argent.

1° Matières d'argent ne contenant pas d'or; au dessous de neuf cents millièmes (titre monétaire), par kilogramme..... 2 fr. 50 c.

2° Matières d'argent contenant or (ou doré), au titre de cent millièmes d'or et au dessous; pour la séparation et l'affinage des deux métaux, par kilogramme..... 2 fr. 50 c.

Lorsque ces matières contiennent plus de cent millièmes d'or, elles sont considérées comme lingots d'or tenant argent, et paient l'affinage comme tels (I^{re} section, n° 2 ci-dessus).

Affinage par la coupellation pour les matières d'or et d'argent alliées à d'autres métaux que le cuivre, tels que le plomb, l'étain; etc.

Alliages d'or ne contenant pas d'argent.

1° De neuf cent quatre-vingt-dix millièmes jusqu'à trois cents millièmes, par kilogramme..... 6 fr. 00 c.

2° Au dessous de trois cents millièmes, par kilogramme..... 3 fr. 50 c.

Alliages d'argent ne contenant pas d'or.

1° De neuf cent quatre-vingt-dix-sept millièmes jusqu'à trois cents millièmes, par kilogramme..... 3 fr. 50 c.

2° Au dessous de trois cents millièmes, par kilogramme..... 2 fr. 50 c.

Alliages contenant or et argent.

1° De neuf cent quatre-vingt-dix-sept millièmes à trois cents millièmes d'or et d'argent réunis, par kilogramme..... 6 fr. 00 c.

2° Au dessous de trois cents millièmes d'or et d'argent réunis, par kilogramme..... 3 fr. 50 c.

Observations.

1° Il est avantageux de faire affiner les lingots d'or, même au dessus de neuf cents millièmes d'or, lorsqu'ils contiennent plus de vingt-sept millièmes d'argent. — 2° L'or et l'argent réunis, étant affinés par la coupella-

1795); et surtout l'ordonnance du 10—21 décembre 1833, qui a réorganisé en dernier lieu l'administration des haras. Cette dernière ordonnance a remplacé par un conseil des haras la commission créée par la présente, qui est ainsi devenue sans intérêt.

tion, peuvent ensuite être séparés l'un de l'autre au moyen de l'acide sulfurique. Les frais qu'entraîne cette seconde opération se trouvent indiqués dans la première partie de ce tarif. — 3° Les frais d'affinage se paient par kilogramme du poids brut des matières à affiner. L'affineur rend au porteur de ces matières la totalité de l'or et de l'argent fins qu'elles contiennent, d'après les titres constatés par l'essayeur, en se réservant l'alliage indépendamment des frais d'affinage portés au présent tarif.

N° 30. = 16—25 novembre 1828. = **ORDONNANCE du roi qui supprime la place de directeur de l'instruction publique.** (VIII, Bull. CCLXIII n° 9909.)

N° 31. = 16 novembre—1^{er} décembre 1828. = **ORDONNANCE du roi portant répartition du crédit de cinquante-six millions sept cent dix-neuf mille huit cent cinquante-six francs accordé par la loi du 17—21 août 1828, pour les dépenses ordinaires du ministère de la marine et des colonies pendant l'exercice 1829.** (VIII, Bull. CCLXIV, n° 10009.)

N° 32. = 16 novembre—1^{er} décembre 1828. = **ORDONNANCE du roi qui supprime la place de directeur des affaires ecclésiastiques.** (VIII, Bull. CCLXIV, n° 10012.)

N° 33. = 16 novembre 1828—7 janvier 1829. = **ORDONNANCE du roi relative au traitement des gouverneurs des divisions militaires (1).** (VIII, Bull. CCLXXII, n° 10507.)

Art. 1^{er}. A dater du 1^{er} janvier 1829, le traitement des gouverneurs des divisions militaires sera ramené au taux de dix mille francs, déterminé par l'ordonnance du 7 mars 1817.

2. Ce traitement ne pourra être cumulé avec aucune solde d'activité, de disponibilité ou de retraite.

3. Les gouverneurs des divisions militaires nommés à l'avenir n'auront droit, à ce titre, à aucun traitement spécial, à moins qu'ils ne reçoivent des lettres de service pour en remplir les fonctions, conformément à l'article 4 de l'ordonnance du 30 décembre 1818.

N° 34. = 16 novembre 1828—27 février 1829. = **ORDONNANCE du roi portant autorisation, conformément aux statuts y annexés, de la société anonyme formée à Nantes sous la dénomination d'Entreprise de navigation accélérée sur la Loire et affluens, au moyen de la vapeur.** (VIII, Bull. CCLXXVIII bis, n° 2.)

N° 35. = 19 novembre—1^{er} décembre 1828. = **ORDONNANCE du roi portant répartition du crédit de cent cinq millions huit cent cinquante-quatre mille six cent cinquante francs accordé par la loi du 17—21 août 1828 pour les dépenses du ministère de l'intérieur pendant l'exercice 1829.** (VIII, Bull. CCLXIV, n° 10010.)

N° 36. = 19 novembre—1^{er} décembre 1828. = **ORDONNANCE du roi por-**

(1) Voyez l'ordonnance du 6—18 novembre 1817, portant organisation des états-majors des divisions militaires, et les notes.

tant qu'à compter de 1829 il sera formé, du produit des cinq centimes de non-valeurs des redevances fixe et proportionnelle sur les mines, un fonds commun dont la distribution sera faite entre les départemens où ces mines existent, en raison de l'importance de leurs besoins (1). (VIII, Bull. CCLXIV, n° 10011.)

Charles, ... — Vu la loi du 21 avril 1810, portant qu'il sera imputé dix centimes par franc en sus des redevances fixe et proportionnelle sur les mines pour former un fonds de non-valeurs; — Vu les dispositions du décret du 6 mai 1811, desquelles il résulte que sur ces dix centimes moitié est mise à la disposition des préfets, pour être employée aux frais de confection des états, tableaux, matrices et rôles aux décharges et réductions, remises et modérations, ainsi qu'aux frais d'expertise et de vérification des réclamations en dégrèvement; — Considérant que les cinq centimes de non-valeurs qui, dans un grand nombre de départemens, excèdent les besoins, ne suffisent pas dans plusieurs autres pour couvrir les dépenses, et qu'il importe de donner à tous les départemens les moyens d'assurer cette partie du service; — Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état des finances, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1^{er}. A compter de 1829, il sera formé, du produit des cinq centimes de non-valeurs des redevances fixe et proportionnelle sur les mines, un fonds commun dont la distribution sera faite par notre ministre secrétaire d'état des finances entre les divers départemens où ces mines existent, en raison de l'importance de leurs besoins.

2. Les dépenses qui n'auraient pu être liquidées en temps utile, et les mandats qui n'auraient pu être acquittés sur les crédits de l'exercice auquel ils se rattachent, seront, conformément à notre ordonnance du 14 septembre 1822, imputés sur les crédits ouverts pour l'exercice suivant.

N° 37. = 19 novembre 1828—27 février 1829. = **ORDONNANCE** du roi qui approuve les statuts supplémentaires proposés par les administrateurs de l'agence générale de placemens sur les fonds publics. (VIII, Bull. CCLXXVIII bis, n° 3.)

N° 38. = 26 novembre—17 décembre 1828. = **ORDONNANCE** du roi portant répartition, conformément au tableau y annexé, de seize mille huit cent soixante et un élèves ecclésiastiques entre les soixante-dix diocèses dont les écoles secondaires ont été autorisées par sa majesté. (VIII, Bull. CCLXV, n° 10069.)

Charles, ... — Vu l'article 1^{er} de notre ordonnance du 16 juin 1828, relative aux écoles secondaires ecclésiastiques; — Vu les renseignemens fournis et les demandes formées par les archevêques et évêques de notre royaume; — Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département des affaires ecclésiastiques, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit : — Le nombre des élèves ecclésiastiques de chacun des soixante-dix diocèses dont les écoles secondaires ont été jusqu'ici autorisées par nous, est limité conformément au tableau ci-annexé.

(Suit le tableau de répartition de seize mille huit cent soixante et un élèves ecclésiastiques entre les diocèses ci-après, pour être annexé à la présente ordonnance.)

(1) Voyez le décret du 12—18 juillet 1791, sur les mines, et les notes qui résument la législation de la matière; et spécialement la loi du 21 avril 1810, et les notes.

N° 39. = 26 novembre—17 décembre 1828. = **ORDONNANCE** du roi relative à l'expédition des affaires d'indemnité introduites par le ministre des finances à la commission de liquidation établie en vertu de la loi du 27—28 avril 1825 (1). (VIII, Bull. CCLXV, n° 10070.)

N° 40. = 26 novembre 1828—11 février 1829. = **ORDONNANCE** du roi portant répartition du crédit d'un million huit cent vingt-cinq mille francs accordé par la loi du 17—21 août 1828 pour les dépenses de l'instruction publique pendant l'exercice 1829. (VIII, Bull. CCLXXVI, n° 10639.)

N° 41. = 3—17 décembre 1828. = **ORDONNANCE** du roi portant répartition du crédit de dix-neuf millions six cent quatre-vingt-cinq mille huit cent soixante-seize francs accordé par la loi du 17—21 août 1828 pour les dépenses du ministère de la justice pendant l'exercice 1829. (VIII, Bull. CCLXV, n° 10068.)

N° 42. = 3—20 décembre 1828. = **ORDONNANCE** du roi portant répartition de la somme de trente-quatre millions huit cent quarante-cinq mille francs, montant des crédits spéciaux accordés par les lois des 17—21 et 20—27 août 1828 pour les dépenses du ministère des affaires ecclésiastiques pendant l'exercice 1829. (VIII, Bull. CCLXVI, n° 10181.)

N° 43. = 7—17 décembre 1828. = **ORDONNANCE** du roi portant convocation de la chambre des pairs et de la chambre des députés. (VIII, Bull. CCLXV, n° 10067.)

N° 44. = 7—17 décembre 1828. = **ORDONNANCE** du roi portant convocation de plusieurs collèges électoraux. (VIII, Bull. CCLXV, n° 10072.)

N° 45. = 14—20 décembre 1828. = **ORDONNANCE** du roi portant répartition du crédit de cinq cent dix-huit millions sept cent soixante-dix mille six cent cinquante et un francs ouvert par la loi du 17—21 août 1828 pour les dépenses des divers services du ministère des finances pendant l'exercice 1829. (VIII, Bull. CCLXVI, n° 10182.)

N° 46. = 14—31 décembre 1828. = **ORDONNANCE** du roi portant répartition du crédit de huit millions sept cent mille francs accordé par la loi du 17—21 août 1828 pour les dépenses ordinaires du département des affaires étrangères pendant l'exercice 1829. (VIII, Bull. CCLXX, n° 10413.)

N° 47. = 14 décembre 1828—30 janvier 1829. = **ORDONNANCE** du roi portant augmentation, dans les différens grades, du nombre des officiers du corps royal de la marine (2). (VIII, Bull. CCLXXIV, n° 10571.)

Art. 1^{er}. Le nombre des officiers généraux, des officiers supérieurs et autres officiers composant le corps royal de la marine, sera porté, savoir : — Celui des vice-amiraux, à douze ; des contre-amiraux, à vingt-quatre ;

(1) Cette ordonnance n'a plus d'intérêt depuis que, la liquidation de l'indemnité étant terminée, la commission de liquidation a été dissoute.

(2) Voyez le décret du 29 avril (28 et) — 15 mai 1791, relatif à l'organisation de la marine militaire, et les notes.

des capitaines de vaisseau (de première classe, quarante-quatre; de seconde classe, soixante-six), à cent dix; des capitaines de frégate, à cent trente; des lieutenans de vaisseau, à cinq cents; des enseignes de vaisseau, à cinq cent cinquante.—Toutefois, les promotions nécessaires pour compléter ces cadres n'auront lieu que successivement et à des époques que nous déterminerons.—Les nominations qui ont été faites hors des cadres y rentreront à dater de ce jour.

2. Le nombre des élèves de première et de seconde classe sera fixé à trois cent cinquante; mais, jusqu'à ce que le cadre des enseignes de vaisseau soit complété, notre ministre secrétaire d'état au département de la marine et des colonies déterminera, chaque année, le nombre des candidats qui, après avoir satisfait aux examens prescrits, pourront être nommés au grade d'élève de seconde classe.

3. La dignité de maréchal de France pourra être conférée à ceux de nos vice-amiraux qui auront rempli les conditions sur lesquelles nous nous réservons de statuer ultérieurement.

4. Ceux de nos vice-amiraux que nous aurons nommés au commandement en chef d'une armée navale de quinze vaisseaux et au dessus, et que nous aurons pourvus d'une commission temporaire d'amiral, jouiront, à ce titre, pendant la durée de leur commandement, des honneurs et prérogatives attribués à la dignité de maréchal de France.

N° 48. = 17 décembre 1828—1^{er} janvier 1829. = *ORDONNANCE du roi qui répartit entre les différens départemens du royaume le montant de la contribution supplémentaire établie pour 1829 sur les bois des communes et établissemens publics.* (VIII, Bull. CCLXXI, n° 10440.)

N° 49. = 17 décembre 1828—3 avril 1829. = *ORDONNANCE du roi sur le service des ports, en exécution de l'ordonnance du 27 décembre 1826—15 janvier 1827, portant rétablissement des préfectures maritimes* (1). (VIII, Bull. CCLXXXIII, n° 10879.)

TITRE 1^{er}. — *Division du territoire maritime.*

Art. 1^{er}. Le territoire maritime de la France reste divisé en cinq arrondissemens. — Ces arrondissemens conservent les limites qui leur ont été précédemment assignées. — La circonscription actuelle des sous-arrondissemens maritimes est également maintenue. — Les arrondissemens et les sous-arrondissemens continueront d'être désignés par le nom de leur chef-lieu. — Les chefs-lieux sont, pour les arrondissemens, — Cherbourg, Brest, Lorient, Rochefort, Toulon; — Et pour les sous-arrondissemens, — Dunkerque, Le Havre, Saint-Servan, Nantes, Bordeaux, Bayonne.

TITRE II. — *De la répartition générale du service dans chaque arrondissement.*

2. Le service de la marine dans chaque arrondissement sera dirigé en chef par un préfet maritime, ayant sous ses ordres les fonctionnaires chargés des diverses parties dont se compose le service général, savoir :—Le major-général, le chef d'administration, le directeur des constructions navales,

(1) Voyez le décret du 21 septembre—12 octobre 1791, concernant l'administration des ports militaires, et les notes.

Voyez aussi l'ordonnance du 27 décembre 1826—15 janvier 1827, portant création des préfectures maritimes, et les notes.

le directeur des mouvemens du port, le directeur de l'artillerie, le directeur des travaux hydrauliques et des bâtimens civils, l'inspecteur. — Le préfet maritime et ces fonctionnaires résideront dans le port chef-lieu de l'arrondissement.

3. Le service dans chaque sous-arrondissement sera dirigé par un officier supérieur d'administration, qui résidera dans le chef-lieu du sous-arrondissement.

TITRE III. — *Du préfet maritime.*

4. Le préfet maritime exercera une autorité supérieure sur toutes les personnes attachées, à quelque titre que ce soit, au service de la marine dans l'étendue de l'arrondissement.

5. Il aura la direction supérieure de l'administration, des travaux, de l'inscription maritime, et généralement de tous les services et établissemens dépendans de la marine. — Il aura la surveillance du service des vivres. — Il sera chargé de la sûreté du port militaire et de l'arsenal, de la protection maritime de la côte et du cabotage, de la police des rades de l'arrondissement, et de la police des pêches maritimes.

6. Il aura la direction de tous les bâtimens armés, à l'exception de ceux qui, d'après une décision spéciale du ministre de la marine, auront été placés hors de son autorité.

7. Le préfet maritime inspectera — Le service de l'inscription maritime et celui de la caisse des invalides dans les divers quartiers de l'arrondissement; — Les écoles d'hydrographie et tous les autres établissemens spéciaux d'enseignement formés par le gouvernement pour le service de la marine et situés hors du chef-lieu; — Les forges et fonderies qui dépendent de l'arrondissement. — Sauf les cas extraordinaires, ces inspections n'auront lieu que d'après les ordres du ministre de la marine.

8. Il présidera le conseil d'administration du port, le conseil nautique, le tribunal maritime spécial, et le conseil institué pour statuer sur l'admission ou le rejet des recours en révision des jugemens rendus par les tribunaux maritimes.

9. Le préfet maritime recevra directement les ordres du ministre de la marine, et il aura seul la correspondance habituelle avec lui.

10. Il sera personnellement responsable de toutes les dépenses en deniers, matières et main-d'œuvre, qu'il aurait ordonnées et qui seraient contraires aux ordonnances, aux réglemens ou aux ordres du ministre de la marine.

11. Il réglera les travaux de manière à ne pas excéder la quotité des fonds affectés aux dépenses des diverses parties du service. — Il ne pourra changer la destination de ces fonds que dans des circonstances urgentes, et après avoir pris l'avis du conseil d'administration. Il en rendra compte dans les vingt-quatre heures au ministre de la marine.

12. Il communiquera à l'inspecteur les ordres qu'il aura reçus du ministre de la marine ou qu'il aura donnés lui-même, et à l'exécution desquels ce fonctionnaire est appelé à concourir.

13. Le préfet maritime se fera rendre compte par le commissaire-rapporteur près les tribunaux maritimes, ainsi que par le commandant de la gendarmerie affectée au service de la marine, de tous les faits graves qui auront exigé leur intervention, ou qui pourraient rendre nécessaire celle de l'autorité supérieure; et il donnera à ces fonctionnaires tous ordres et instructions qu'il jugera utiles à la police et à la sûreté du port.

14. Il statuera, en conseil d'administration, sur le nombre d'ouvriers demandé par chacun des chefs de service pour les travaux ordonnés. — Il

réglera entre les divers services la répartition des condamnés détenus dans les bagnes.

15. Lorsque le préfet maritime reconnaitra qu'il pourrait être avantageux de faire confectionner dans les ateliers d'une seule direction des ouvrages de même nature destinés pour des services différens, il en chargera celle de ces directions qu'il jugera convenable d'employer.

16. Les directeurs des forges et fonderies de la marine établies hors des ports et arsenaux, et les chefs des directions forestières, correspondront directement avec les préfets maritimes, dans les cas qui seront déterminés par un règlement particulier.

17. Le préfet maritime jouira des honneurs attribués au vice-amiral commandant en chef une escadre.

18. En cas d'absence, de maladie ou de tout autre empêchement, et lorsque sa majesté n'y aura pas pourvu d'avance, le préfet maritime sera provisoirement remplacé par le major général, et, en cas d'empêchement du major-général, par celui des chefs de service qui aurait été désigné par le ministre de la marine.

TITRE IV. — *Des chefs de service dans les ports.*

CHAPITRE I^{er}. — Du major général de la marine.

19. Le major-général de la marine commandera les officiers de vaisseau de tout grade, les élèves de la marine et les volontaires, les équipages de ligne présens au port, et le dépôt général de ces équipages. — Il commandera également les troupes appartenant à la marine, la gendarmerie et les autres corps mis temporairement à la disposition de ce département. — Il sera chargé de la garde militaire et de la sûreté du port, chef-lieu de l'arrondissement, et des forts et établissemens qui dépendent de la marine. — Il sera chargé de la garde des prisons de la marine et de l'inspection de ces établissemens, en ce qui concerne leur sûreté. — Il désignera au préfet maritime les officiers qui, d'après leur tour d'embarquement, seront appelés à faire partie des états-majors des bâtimens du roi, ceux à attacher à l'état-major et aux mouvemens du port, et, en général, à tous les autres services.

20. Il sera secondé dans son service par les officiers de vaisseau attachés à l'état-major général.

21. Il surveillera l'instruction théorique et pratique des élèves et volontaires de la marine, des élèves-maitres, des équipages de ligne et des troupes de la marine. — Il surveillera également la bibliothèque, l'observatoire, l'école d'hydrographie, et tous autres établissemens du chef-lieu destinés à l'instruction des élèves et des marins. Il aura sous ses ordres les professeurs et autres personnes attachés à ces établissemens.

22. Il aura autorité sur les bâtimens en armement et en désarmement, et il se fera remettre chaque jour, par les capitaines, un rapport sur les travaux qui auront été exécutés à leur bord. — Il aura également autorité sur les bâtimens armés qui seront placés sous les ordres du préfet maritime.

23. Il présidera la commission chargée d'inspecter les bâtimens avant leur départ, à leur retour, et après le désarmement.

24. Il se fera remettre par les capitaines arrivant de la mer tous les journaux de navigation qui doivent être tenus à bord des bâtimens du roi. — Lorsque ces bâtimens feront partie d'une armée, d'une escadre ou d'une division navale, il réclamera ces journaux du chef de l'état-major général.

25. Il recevra du commissaire-rapporteur près les tribunaux maritimes les rapports et informations qui seront de nature à intéresser la police et la sûreté du port.

26. En cas d'empêchement du préfet maritime, il présidera le tribunal maritime spécial.

27. Le major général, en cas d'absence, de maladie ou de tout autre empêchement, sera provisoirement remplacé dans ses fonctions par le major.

CHAPITRE II. — Du chef d'administration.

28. Le chef d'administration sera chargé — Des approvisionnemens pour lesquels il sera traité dans les ports ; — De la recette et de la comptabilité de toutes les matières, de la garde et de la conservation de celles déposées dans les diverses dépendances du magasin général ; — De la surveillance des approvisionnemens de vivres, et des ordres relatifs à leur délivrance ; — De la revue de tous les corps et de toutes les personnes employées par la marine dans les ports et sur les bâtimens du roi ; — De la levée et du congédiement des marins et des ouvriers de l'inscription maritime ; — De l'administration et de la police intérieure des prisons de la marine, autres que celles établies à bord de l'amiral ou dans les casernes ; — De l'administration et de la police des hôpitaux et des chiourmes ; — De la comptabilité des bâtimens armés, tant en matières qu'en deniers, et de l'apurement des comptes des bâtimens désarmés ; — De la comptabilité et de l'ordonnancement des fonds ; — De la convocation de la commission des prises, ainsi que de la liquidation et de la répartition de ces prises ; — De la surveillance des trésoriers de la caisse des prises, des gens de mer et des invalides ; — De la direction des ateliers des pavillons et de l'habillement, de la fabrication des tissus communs et autres objets qui pourront être confectionnés dans les ateliers dépendans du magasin général ; — De l'administration du jardin botanique ; — Enfin, de la correspondance habituelle avec les officiers d'administration des quartiers de l'inscription maritime.

29. Les détails du service dont le chef d'administration sera chargé seront divisés ainsi qu'il suit : — 1° Approvisionnemens, comprenant la recette et la dépense des matières ; — 2° Revues, armemens et prises ; — 3° Hôpitaux, maisons d'arrêt et prisons ; — 4° Chiourmes ; — 5° Comptabilité des fonds ; — 6° Inscription maritime, comprenant la comptabilité des caisses des prises, des gens de mer et des invalides, la police de la navigation commerciale et des pêches maritimes. — Lorsque les circonstances le permettront, le chef d'administration proposera au préfet maritime de confier la direction de plusieurs détails à un même officier d'administration.

30. Le chef d'administration ordonnancera les dépenses conformément à la répartition mensuelle des fonds, arrêtée par le ministre de la marine ou d'après les ordres du préfet maritime, dans les cas prévus par l'article 11 de la présente ordonnance. — Au commencement de chaque mois, le chef d'administration rendra compte au préfet maritime, en conseil d'administration, de la situation des crédits ouverts et des paiemens effectués sur chaque chapitre de comptabilité.

31. Lorsqu'il y aura lieu de faire des adjudications ou des marchés, soit pour fournitures, travaux et ouvrages, soit pour vente d'objets avariés ou devenus inutiles, le chef d'administration rédigera les clauses de ces adjudications et marchés, après s'être concerté avec les chefs de service que ces actes concerneront.

32. Le chef d'administration aura, quant à la police du corps, autorité sur tous les officiers et commis d'administration ; et il donnera directement des ordres à ceux qui seront employés dans les détails de son service et dans les quartiers dépendans du chef-lieu de l'arrondissement.

33. Il proposera au préfet maritime la destination des commissaires et sous-commissaires dans les divers détails du port et dans les quartiers. Il lui proposera également la destination des officiers et commis d'administration qui devront être embarqués sur les bâtimens du roi, ou employés dans les directions du port. — Il réglera la répartition des élèves d'administration, des commis principaux, des commis et des écrivains dans les différens détails de son service.

34. Il aura sous sa surveillance le personnel des officiers de santé employés dans les hôpitaux; il désignera au préfet maritime, sur la présentation du conseil de santé, ceux des officiers de santé qui devront être embarqués sur les bâtimens du roi, et il expédiera les ordres d'embarquement.

35. Il aura autorité sur les aumôniers employés dans le port, autres que ceux attachés aux corps militaires de la marine.

36. Il aura sous ses ordres les agens de surveillance des chiourmes, et il proposera au préfet maritime les mouvemens et avancemens qui devront avoir lieu parmi ces agens.

37. Il aura dans ses attributions le placement des gardiens de bureau, signes et portiers aux issues de l'arsenal et des établissemens qui en dépendent. — Il se concertera avec les chefs de service pour le choix et la destination des gardiens qui doivent être placés sous leurs ordres.

38. En cas d'absence, de maladie ou de tout autre empêchement, il sera remplacé dans ses fonctions par l'officier d'administration qui aura été désigné, à l'avance, par le ministre, et, à défaut, par celui que le préfet maritime désignera.

CHAPITRE III. — Du directeur des constructions navales.

39. Le directeur des constructions navales sera chargé — Des constructions, refontes et radoub; — De l'entretien des bâtimens flottans; — De tous les travaux à exécuter dans les chantiers de construction; — Des ateliers de forges à l'usage des constructions, de ceux de la mâture, des hunes, des cabestans, de la corderie, des étoupes, de la poullerie, de la tonnellerie, des pompes de vaisseau et à incendie, des caisses en tôle, de la serrurerie, de la taillanderie, de la ferblanterie, de la chaudronnerie, de la menuiserie, de la sculpture, de la peinture, de l'avironnerie, des gournables; — De l'atelier spécial établi pour la réparation des machines à vapeur, et de tous les autres ateliers où s'exécutent des travaux relatifs aux constructions navales; — De l'arrangement et de la conservation des bois de construction, de mâture, et autres.

40. Le directeur des constructions navales aura sous ses ordres les officiers et élèves du génie maritime employés dans le port. — Il sera spécialement chargé de la direction de toutes les écoles formées dans le port pour l'instruction des ouvriers des constructions navales.

41. En cas d'absence, de maladie ou de tout autre empêchement, il sera remplacé dans ses fonctions par le sous-directeur, ou, à défaut, par l'officier de sa direction le plus élevé en grade et le plus ancien.

CHAPITRE IV. — Du directeur des mouvemens du port.

42. Le directeur des mouvemens du port sera chargé — De la garde et conservation des bâtimens flottans, en commission, en armement, en désarmement, et désarmés; — Du mouvement et amarrage, du mâtément et démâtément, du lestage et délestage des bâtimens; de leur abattage en carène; de leur entrée dans le port et dans les bassins, et de leur sortie; du halage à terre et de toutes les manœuvres à faire dans le port; — Des ateliers de

la garniture , de la voilerie et des boussoles ; — De la surveillance et de l'entretien des pompes à incendie en service ; — De l'entretien et de l'arrangement dans les magasins des gréemens et des voiles ; — Du curage ordinaire des ports et rades ; du placement et de la surveillance des ancres et chaînes d'amarrage, destonnes et balises dans les dépendances de la marine, et de la surveillance de l'éclairage des phares entretenus par ce département ; — Des signaux et vigies, du commandement des préposés à ces services, et des secours à donner aux bâtimens en danger ; — De l'inspection du service des pilotes lamineurs.

43. Le directeur des mouvemens du port aura sous ses ordres les officiers et les élèves de la marine qui seront attachés à cette direction.

44. En cas de maladie, d'absence ou de tout autre empêchement, il sera remplacé dans ses fonctions par le sous-directeur des mouvemens du port, ou, à défaut, par l'officier le plus élevé en grade de la direction.

CHAPITRE V. — Du directeur de l'artillerie.

45. Le directeur de l'artillerie sera chargé — De tous les travaux relatifs à l'artillerie ; — Des ateliers de fonderie, charronnage, forge, armurerie, et tous autres affectés au service de l'artillerie ; — Des épreuves des bouches à feu et des poudres ; — De l'arrangement et de la conservation des bouches à feu, des poudres et artifices, des bombes, boulets et autres projectiles ; des armes et munitions servant à l'armement des bâtimens du roi, et des batteries dépendantes de la marine.

46. Il aura sous ses ordres les officiers attachés au service de l'artillerie, les compagnies d'ouvriers et les maîtres canonniers entretenus ou non entretenus employés dans le port.

47. En cas de maladie, d'absence ou de tout autre empêchement, il sera remplacé dans ses fonctions par le sous-directeur d'artillerie, ou, à défaut de celui-ci, par l'officier le plus élevé en grade de la direction.

CHAPITRE VI. — Du directeur des travaux hydrauliques et des bâtimens civils.

48. Le directeur des travaux hydrauliques et des bâtimens civils sera chargé de la construction et de l'entretien des édifices appartenant à la marine, des quais, bassins, cales, et de tous autres ouvrages hydrauliques et civils qui auront été ordonnés, ainsi que de la direction des divers ateliers qui seront affectés à ce service. Il sera également chargé de la construction et de l'entretien des phares dépendans de la marine.

49. Il aura sous ses ordres les ingénieurs et conducteurs employés dans la direction des travaux hydrauliques et civils.

50. En cas d'absence, de maladie ou de tout autre empêchement, il sera remplacé dans ses fonctions par l'ingénieur de la direction le plus élevé en grade et le plus ancien.

CHAPITRE VII. — Dispositions communes aux chefs de service.

51. Les chefs de service exerceront leurs fonctions sous l'autorité immédiate du préfet maritime, et ils exécuteront ponctuellement ses ordres. — Toutefois ils seront responsables des actes relatifs à leurs fonctions ; et lorsqu'il sera résulté de ces actes préjudice pour le service, ils devront justifier qu'ils ont agi en conséquence des ordres du préfet maritime, et après lui avoir fait des représentations qui n'ont pas été accueillies.

52. Les chefs de service tiendront enregistrement des instructions et des ordres écrits qu'ils recevront du préfet maritime, ainsi que des rapports qu'ils lui adresseront.

53. Ils recueilleront des copies des mémoires, plans et devis concernant les travaux dépendans de leurs directions, et dont les originaux sont déposés à l'inspection : ils seront chargés de ces pièces sur inventaire. — Ils conserveront également, sur inventaire, les modèles relatifs aux divers ouvrages exécutés dans leur direction, lorsque ces modèles ne devront pas être réunis dans un local commun.

54. Les chefs de service feront tenir une matricule des officiers et des agens entretenus employés sous leurs ordres. — Ils feront tenir également une matricule des agens non entretenus, des ouvriers et autres individus employés dans leurs directions. — Ils donneront connaissance au commissaire chargé du détail de l'inscription maritime des mouvemens qui surviendront parmi les ouvriers de levées, employés dans leurs directions. — Ils informeront journellement l'inspecteur de la situation numérique et de la répartition, par atelier, des ouvriers de toute classe et de toute profession employés sous leurs ordres. Ils lui feront connaître les mouvemens qui seront survenus parmi ces ouvriers.

55. Les chefs de service auront la police des chantiers, ateliers, magasins et établissemens dépendans de leurs directions respectives, en se conformant toutefois aux consignes arrêtées par le major-général de la marine et approuvées par le préfet maritime. — Ils feront la répartition des ouvriers placés sous leurs ordres, et ils s'assureront journellement de leur présence sur les travaux ; ils surveilleront l'emploi des matières que les ouvriers auront à mettre en œuvre.

56. Lors de l'admission des ouvriers dans les chantiers et ateliers du port, les chefs de service proposeront au préfet maritime la paie dont ils les jugeront susceptibles, et la décision du préfet sera mentionnée sur les matricules des ouvriers. — Ils proposeront au conseil d'administration les avancements en grade, en classe et en paie, des ouvriers employés dans leurs directions. — Les chefs de service feront expédier les décomptes de salaires alloués aux ouvriers et autres individus non entretenus, employés dans leurs directions ; ils feront expédier également ceux pour journées d'attelage fournies par entreprise ; et tous ces décomptes seront vérifiés et signés par l'inspecteur.

57. A la fin de chaque mois, ils remettront au préfet maritime une note sommaire sur les besoins de leurs directions et sur les dépenses à faire pour les travaux à exécuter pendant le mois suivant.

58. Ils tiendront exactement note de tous les travaux qu'ils auront fait exécuter à bord des bâtimens du roi, et des époques auxquelles ces travaux auront été commencés et terminés.

59. Lorsqu'une construction navale, hydraulique ou civile sera complètement terminée, le chef de service qui l'aura dirigée présentera au conseil d'administration l'état de toutes les dépenses qu'elle aura occasionnées, tant en matières qu'en main-d'œuvre ; les plans, devis et détails estimatifs qui auront été approuvés avant le commencement des travaux seront joints à cet état.

60. Au commencement de chaque année, les chefs de service rédigeront un mémoire dans lequel ils présenteront sommairement les opérations effectuées dans leurs directions pendant l'année précédente. Ils feront connaître les améliorations dont le service qui leur est confié leur paraîtrait susceptible, et ils joindront à ce mémoire des notes sur la conduite et les talens des officiers et des employés placés sous leurs ordres. — Ils remettront ces rapports, mémoires et notes, au préfet maritime, pour être transmis au ministre de la marine.

TITRE V. — *De l'inspecteur.*

61. L'inspecteur exercera son inspection et son contrôle — Sur toutes les recettes d'approvisionnement et d'ouvrages, et sur les dépenses de fonds et de matières; — Sur la conservation des munitions et marchandises dans les magasins, ateliers et dépôts; — Sur les revues des entretenus, des équipages, des troupes, et de tous les agens salariés par le département de la marine; — Sur l'emploi des matières; — Sur l'emploi du temps et les salaires des ouvriers; — Sur les clauses des adjudications et des marchés, ainsi que sur leur exécution; — Sur les hôpitaux, bagnes, prisons et tous autres établissemens dépendans de la marine; — Sur le service de l'inscription maritime, et sur l'administration, la comptabilité et la situation des caisses des prises, des gens de mer et des invalides, dans les quartiers de l'arrondissement.

62. L'inspecteur fera partie de la commission qui doit juger en première instance de la validité des prises maritimes. — Il fera également partie de la commission chargée de constater la situation des bâtimens du roi, lorsque leur armement est terminé. Il vérifiera les inventaires de ces bâtimens.

63. Il tiendra des enregistremens sommaires de toutes les pièces relatives à la comptabilité des fonds et matières; ces pièces devront être vérifiées et signées par lui.

64. L'inspecteur veillera à ce que les cautionnemens souscrits pour l'exécution des conditions stipulées dans les adjudications et marchés soient versés dans les délais prescrits, et il demeurera dépositaire des récépissés de versements. — Il exercera toutes poursuites nécessaires contre les fournisseurs et entrepreneurs qui ne rempliraient pas leurs engagements, et contre les débiteurs du département de la marine. — Il prendra hypothèque sur les biens desdits débiteurs; il formera les oppositions nécessaires, et il en donnera la main-levée, lorsque les débiteurs se seront libérés. — Il procédera, soit en demandant, soit en défendant, devant l'autorité judiciaire ou administrative, dans toutes les affaires qui intéresseront le département de la marine.

65. Lorsque les chefs de service seront remplacés, l'inspecteur assistera au récolement des inventaires des archives dont ces chefs auraient pu être dépositaires, et il requerra la réintégration immédiate des pièces qui ne seront pas représentées. — Il assistera également à l'apposition et à la levée des scellés mis sur les papiers et effets des officiers des différens corps de la marine qui décéderont dans le chef-lieu de l'arrondissement, lorsqu'au moment de leur décès ces officiers seront débiteurs envers l'état, ou lorsqu'ils n'auront pas rendu des comptes auxquels ils étaient tenus. — Au besoin, il requerra l'apposition des scellés; et, lors de leur levée, il requerra la remise entre ses mains des papiers qui appartiendraient au gouvernement.

66. Tous les bureaux, ateliers, magasins, casernes, maisons d'arrêt et prisons, et tous autres établissemens affectés au service du port, des hôpitaux, des subsistances et des chiourmes, lui seront ouverts, et il lui sera donné communication des registres et matricules, états et pièces quelconques dont il demandera à prendre connaissance.

67. Il fera procéder fréquemment à des appels et contre-appels d'ouvriers. — Il vérifiera, visera et signera les décomptes de salaires d'ouvriers, arrêtés dans les directions.

68. L'inspecteur requerra dans toutes les parties du service, soit du préfet maritime, soit des chefs de service, l'exécution ponctuelle des lois, ordonnances, réglemens et ordres ministériels. — Il veillera à l'exécution des

ordres du préfet maritime. — Il ne pourra diriger ni suspendre aucune opération.

69. Lorsqu'il reconnaîtra des irrégularités dans les divers services, il en avertira immédiatement les officiers qui les dirigent, ou le préfet maritime. — Il tiendra enregistrement des observations écrites qu'il aura faites aux chefs de service, ou au préfet maritime, et il adressera au ministre de la marine celles de ces observations auxquelles il n'aurait pas été fait droit.

70. L'inspecteur aura la faculté de correspondre directement avec le ministre de la marine; et, à la fin de chaque année, il lui adressera un rapport sur l'ensemble du service de l'inspection dans l'arrondissement et sur la conduite de ses subordonnés.

71. L'inspecteur fera des tournées d'inspection dans les ports et quartiers de l'arrondissement; mais elles n'auront lieu que sur l'ordre du ministre de la marine. — En cas d'urgence, et lorsqu'il jugera utile de se rendre dans un port, ou quartier, pour procéder à des inspections ou à des vérifications extraordinaires, il en demandera l'autorisation au préfet maritime.

72. Il aura l'enregistrement et le dépôt des lois, ordonnances, réglemens, décisions, ordres, brevets, commissions, mémoires et procès-verbaux, et il en délivrera, au besoin, des copies collationnées. — Il aura également l'enregistrement et le dépôt des plans et devis; mais les copies en seront délivrées dans les directions respectives et visées par les directeurs. — Il ne pourra se dessaisir des originaux que sur l'ordre du préfet maritime. — Il requerra la réintégration ou le dépôt des pièces qui dépendront des archives, ou devront en faire partie, quels qu'en soient les détenteurs.

73. L'inspecteur aura sous ses ordres les sous-inspecteurs et commis qui seront affectés au service de l'inspection. — En cas de maladie, d'absence ou de tout autre empêchement, il sera remplacé dans ses fonctions par le plus ancien des sous-inspecteurs employés au chef-lieu de l'arrondissement.

TITRE VI. — *Du conseil d'administration.*

74. Il y aura dans chaque chef-lieu d'arrondissement un conseil d'administration de marine, qui sera composé ainsi qu'il suit : — Le préfet maritime, *président*; — Le major général de la marine, *vice-président*; — Le chef d'administration; — Le directeur des constructions navales; — Le directeur des mouvemens du port; — Le directeur de l'artillerie; — Le directeur des travaux hydrauliques et des bâtimens civils, — Et l'inspecteur. — Le major général de la marine siégera à la droite du président, et l'inspecteur en face. — Les autres membres du conseil prendront rang entre eux en raison de leur grade, et, à grade égal, dans l'ordre ci-dessus indiqué. — Un sous-commissaire de marine, nommé par le préfet maritime, remplira les fonctions de secrétaire du conseil, et tiendra registre des délibérations.

75. Le conseil d'administration pourra appeler à ses séances tels officiers ou autres personnes auxquels il jugera convenable de demander des renseignemens.

76. Le conseil s'assemblera à l'hôtel de la préfecture maritime. — Il se réunira deux fois par mois; et plus souvent, si le préfet maritime le juge nécessaire. — Le préfet fera connaître au conseil les questions sur lesquelles il devra délibérer, et l'ordre qui devra être suivi dans leur examen: autant que possible, le préfet maritime indiquera à l'avance les objets qui devront être discutés dans la séance suivante.

77. Le conseil examinera les projets d'adjudications et de marchés, et il les arrêtera lorsqu'ils seront conclus. — Toutefois ces marchés ne seront

exécutoires qu'après avoir été revêtus de l'approbation du ministre de la marine.

78. Sont exceptés des dispositions prescrites par l'article précédent les marchés dont la dépense n'excédera pas la somme de *quatre cents francs*. — Au commencement de chaque trimestre, le conseil d'administration nommera trois de ses membres, ou tels autres officiers qu'il jugera convenable de commettre, pour discuter et arrêter lesdits marchés. Tous les trois mois, l'état de ces marchés sera adressé au ministre de la marine par le préfet maritime.

79. Le conseil pourra nommer des commissions pour procéder aux examens, visites, vérifications et épreuves qu'il jugera nécessaires, et il se fera remettre un rapport par ces commissions.

80. Les plans, projets et devis de constructions navales, hydrauliques ou civiles, de distributions nouvelles dans les édifices des arsenaux, d'ouvrages d'artillerie et de tous autres travaux, ainsi que les tarifs de main-d'œuvre, seront examinés par le conseil d'administration avant d'être adressés au ministre de la marine.

81. Le conseil examinera les comptes de consommation et d'application de matières et de dépenses en main-d'œuvre qui seront rendus annuellement par les chefs des directions.

82. Il vérifiera les comptes de consommation et de dépense des bâtimens du roi, au retour de leurs campagnes.

83. Il déterminera le montant des reprises à exercer sur les commandans de bâtimens qui auraient fait exécuter des installations contraires aux réglemens, ou changé celles constatées avant le départ. — Il indiquera l'indemnité à allouer, en raison des dépenses qu'ils auront faites, aux officiers chargés d'une mission suspendue ou révoquée par le ministre de la marine.

84. Le conseil proposera au ministre de la marine l'admission et l'avancement des maîtres entretenus. — Il statuera sur l'avancement et la paie des ouvriers. — Il statuera également sur les avancements accordés aux sous-officiers et marins pendant la durée de la campagne.

85. Il examinera les réglemens et les tarifs qui seront proposés par l'administration de la marine et les tribunaux de commerce sur le service des pilotes lamaneurs dans les ports de l'arrondissement.

86. Il donnera son avis sur les projets d'approvisionnement rédigés en exécution des ordres du ministre de la marine; et, lorsqu'il y aura lieu, il autorisera le chef d'administration à passer des marchés d'urgence.

87. Les délibérations du conseil seront prises à la majorité des voix; et, en cas de partage, la voix du président sera prépondérante. — Chaque membre du conseil aura le droit de faire mentionner son opinion au procès-verbal, lorsqu'elle sera contraire à l'avis de la majorité. — Tous les membres présens signeront au procès-verbal; le président et le secrétaire, seuls, signeront les copies qui seront adressées au ministre de la marine. — Celles de ces délibérations qui devront donner lieu à une décision du ministre lui seront envoyées en double expédition.

88. Le registre des délibérations du conseil et les pièces qui ne seront pas de nature à être adressées au ministre de la marine, ou à être remises en dépôt, soit à l'inspection, soit aux directions, seront déposés au secrétariat de la préfecture maritime.

TITRE VII. — *Du service de santé.*

89. Un conseil de santé, composé des premier et second officiers de santé en chef et du pharmacien en chef, sera chargé, sous l'autorité du préfet maritime, des fonctions ci-après.

90. Le conseil dirigera et surveillera l'enseignement des officiers de santé, et réglera leur service dans les hôpitaux. — Il proposera au chef d'administration la répartition des officiers de santé dans le service des hôpitaux et autres services à terre. Il lui proposera également ceux qui devront être embarqués sur les bâtimens du roi. — Il donnera, lorsqu'il y aura lieu, aux chirurgiens embarqués sur ces bâtimens, des instructions spéciales, qui seront soumises à l'approbation du préfet maritime, et il s'assurera du bon état des instrumens dont ces chirurgiens doivent être pourvus. — Il proposera au préfet maritime les mesures qui intéresseront la salubrité de l'arsenal et des établissemens qui en dépendent. — Il recueillera les rapports faits à la fin de leurs campagnes par les chirurgiens embarqués; et, au désarmement des bâtimens, il participera à la vérification des comptes de consommation remis par ces chirurgiens. — Il surveillera la culture du jardin botanique. — Il surveillera également les collections d'objets d'histoire naturelle et les bibliothèques affectées à l'instruction des officiers de santé.

91. Le conseil de santé sera présidé par le premier médecin ou par le premier chirurgien en chef, le plus ancien en grade; et si leur nomination date du même jour, par le plus ancien des deux au service de la marine. — Les fonctions de secrétaire seront remplies par un officier de santé nommé par le chef d'administration, sur la proposition du conseil de santé.

92. Lorsque le chef d'administration, d'après l'autorisation du préfet maritime, convoquera extraordinairement le conseil de santé, il en aura la présidence.

93. Le commissaire de marine chargé de l'administration et de la police des hôpitaux sera toujours appelé aux séances du conseil de santé, lorsque des questions qui se rattachent aux détails de l'administration devront y être discutées. — Il prendra part aux délibérations; il requerra, s'il y a lieu, l'exécution des réglemens, et ses observations seront consignées au procès-verbal de la séance. — Il siégera en face du président.

94. Lorsque le président du conseil de santé sera appelé au conseil d'administration du port pour participer à l'examen de questions relatives au service de santé, il y aura voix délibérative.

95. Les officiers de santé professeurs feront partie du conseil de santé, lorsqu'il se réunira pour statuer sur l'admission des élèves ou sur l'avancement des officiers de santé.

TITRE VIII. — *Du service des subsistances.*

96. Le service des subsistances dans les ports sera confié à un directeur, ayant sous ses ordres les divers employés qui seront affectés à ce service. — Ce directeur sera chargé de la conservation, garde, manipulation et délivrance des vivres, ainsi que de la surveillance des ateliers et établissemens dépendans de la direction.

97. Le service des vivres sera placé sous la surveillance du chef d'administration, qui, lorsqu'il le jugera convenable, en visitera les magasins et les ateliers, et prendra connaissance de la situation des approvisionnemens.

98. Aucune délivrance de vivres ne pourra être effectuée que sur un ordre du chef d'administration.

99. Le préfet maritime recevra du ministre de la marine communication des ordres donnés pour l'approvisionnement des bâtimens du roi et pour celui du port. — Lorsque, dans une circonstance urgente, le préfet maritime jugera qu'il y a lieu de passer des marchés dans le chef-lieu de l'arrondissement, ces marchés seront soumis au conseil d'administration : dans ce cas, le directeur des vivres assistera au conseil, et il y aura voix consultative.

100. Lorsque les adjudications publiques devront avoir lieu dans les ports pour des fournitures de vivres ou d'objets relatifs à ce service, les conditions de ces adjudications seront préalablement soumises à l'examen du conseil d'administration. — Les mêmes formalités seront observées lorsqu'il s'agira de procéder à des adjudications publiques pour vente de vivres et d'ustensiles hors de service. — Ces adjudications auront lieu en présence d'un officier de l'inspection.

101. Le directeur des vivres soumettra à la vérification du chef d'administration et de l'inspecteur les comptes mensuels de consommation qu'il est tenu de dresser.

102. Le contrôleur des subsistances devra rendre compte à l'inspecteur de la marine des actes et opérations de son service, et lui fournir tous les renseignements propres à éclairer son inspection.

TITRE IX. — De la comptabilité des matières et des travaux.

103. Toutes visites, épreuves et recettes d'approvisionnement fournis et d'ouvrages exécutés par entreprise, seront faites en présence de l'inspecteur par une commission composée d'un officier du service auquel l'affaire se rattache, d'un officier de vaisseau et d'un officier d'administration.

104. Le commissaire préposé au détail des approvisionnements sera chargé, sous les ordres du chef d'administration, de toutes les recettes des matières brutes et œuvrées qui seront livrées en exécution d'adjudications ou de marchés. — Il sera également chargé de la garde et conservation des approvisionnements qui resteront déposés au magasin général, et il les fera délivrer, lorsqu'ils seront demandés dans les formes prescrites ci-après.

105. Les chefs des directions recevront du magasin général, sur leurs demandes, les matières brutes et œuvrées, les outils et ustensiles nécessaires soit pour les travaux des ateliers qu'ils dirigent, soit pour les bâtimens du roi, et ils porteront ces objets en recette. — Ils seront chargés de la garde, conservation et délivrance de tous les objets confectionnés ou réparés dans les ateliers de leurs directions, ainsi que de ceux qui leur auront été délivrés ou remis par le magasin général, par les autres directions ou par les bâtimens du roi.

106. Tous les objets œuvrés confectionnés dans les directions, ou qui leur auront été délivrés, seront classés suivant leur nature, et déposés dans des magasins affectés à chaque direction. — Ceux qui auront besoin de réparations seront d'abord remis dans les ateliers, et ils ne seront placés dans les magasins qu'après avoir été réparés. — Le commissaire préposé au détail des approvisionnements agira comme directeur, en ce qui est relatif aux ateliers dépendant du magasin général.

107. Il sera dressé dans chaque port, d'après les ordres du préfet maritime, des états indiquant la nomenclature des objets à délivrer aux divers services du port, soit par le magasin général, soit par les directions.

108. Les demandes ordinaires pour délivrances à effectuer par les magasins et ateliers du port seront faites en duplicata; elles seront adressées par les chefs de service et par les commandans des bâtimens du roi au commissaire des approvisionnements, pour tout ce qui est déposé au magasin général; et aux chefs des directions, pour tout ce qui dépend des ateliers et magasins placés sous leurs ordres. — Ces demandes ne seront assujéties qu'au visa du commissaire ou du directeur auquel elles auront été présentées; mais le duplicata sera remis chaque soir à l'inspecteur. — Les chefs de direction et le commissaire préposé aux approvisionnements feront remettre aux parties prenantes des bordereaux sommaires des objets qui auront été délivrés:

ces bordereaux seront signés par la personne qui aura fait la délivrance.

109. Les demandes pour délivrances non prévues par les réglemens, ou qui en excéderaient les fixations, seront soumises aux formalités ci-dessus prescrites, au visa de l'inspecteur, et ensuite à la décision du préfet maritime.

110. Il sera tenu dans chaque direction un duplicata des feuilles qui servent à constater l'espèce et la quantité d'objets mis à la charge des maîtres et autres comptables à bord des bâtimens du roi; et toutes les délivrances qui seront faites pour le service de ces bâtimens seront successivement inscrites en toutes lettres sur les deux expéditions de ces feuilles. — Lorsque les armemens seront achevés, le commissaire préposé au détail des approvisionnement fera rédiger, sur les *duplicata* des feuilles des maîtres et autres comptables, deux expéditions de l'inventaire de chaque bâtiment, dont une sera remise au capitaine et l'autre restera déposée dans le port. — Dans le cas où les bâtimens seraient obligés de partir avant que cette opération ait été terminée, la réunion des feuilles remises aux maîtres et aux comptables tiendra lieu de l'inventaire du bord.

111. Aux époques qui seront fixées par le ministre de la marine, les directeurs feront remettre au chef d'administration les documens nécessaires pour dresser les états de situation des magasins et ateliers du port.

112. Les billets dits de *sortie*, pour les objets demandés dans les magasins ou ateliers du port, seront signés par le comptable qui aura fait la délivrance, et visés par le chef de la direction qui l'aura autorisée. — Ces billets seront remis chaque soir à l'inspecteur.

113. Le chef d'administration et les directeurs feront dresser à la fin de chaque année, par atelier et par magasin, — 1° Un état présentant le nombre d'ouvriers de toute classe et de toute profession qui auront été employés sous leurs ordres, ainsi que le nombre et le montant de leurs journées de travail; — 2° Un état apprécié, tant en matières qu'en main-d'œuvre, des ouvrages exécutés, soit pour les bâtimens du roi, soit pour d'autres services; — 3° Un inventaire des munitions, objets et ustensiles restant en magasin, en distinguant les objets neufs de ceux qui auront servi.

114. Le préfet maritime fera dresser à la fin de chaque année, par le chef d'administration, de concert avec les directeurs, un résumé qui présentera l'ensemble des comptes prescrits par l'article précédent. — Cet état sera soumis à l'examen du conseil d'administration et adressé au ministre de la marine avec les comptes particuliers des directions.

115. Des commis de marine seront destinés à remplir, dans les directions, les fonctions de garde-magasin, à faire les appels des ouvriers, et à tenir toutes les écritures relatives à la recette et à la conservation ainsi qu'à l'application des matières et aux dépenses en main-d'œuvre, soit par entreprise, soit à la journée. — Ces commis seront responsables des objets remis à leur garde, et ils seront subordonnés aux chefs des directions dans lesquelles ils seront employés. — Les fonctions de garde-magasin pourront être confiées, dans la direction de l'artillerie, à des sous-officiers provenant de ce service.

TITRE X. — *Du service dans les sous-arrondissemens maritimes.*

116. Un officier supérieur d'administration sera, sous les ordres du préfet maritime, chef du service de la marine dans chaque sous-arrondissement. — Toutefois, lorsque des travaux extraordinaires de construction ou d'armement auront lieu dans un sous-arrondissement, l'exercice de l'autorité principale pourra être attribué à un officier de vaisseau ou à un officier du

génie maritime. — Dans ce cas, l'officier d'administration exercera les fonctions attribuées par la présente ordonnance aux chefs d'administration dans les ports militaires.

117. Le chef du service de la marine dans chaque sous-arrondissement correspondra directement avec le ministre de la marine. — Il rendra compte au préfet maritime de toutes ses opérations.

TITRE XI. — *Dispositions générales.*

118. Les ordonnances et réglemens relatifs au service de la marine dans les ports militaires et arrondissemens maritimes continueront à être observés en ce qui n'est pas contraire à la présente ordonnance.

N° 50. = 17 décembre 1828. = **ORDONNANCE du roi sur le traitement des officiers revêtus d'emplois civils** (1). (Moniteur du 25 décembre 1828.)

Charles, ... — Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état de la guerre, nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1^{er}. Les officiers généraux supérieurs et autres faisant partie des cadres d'organisation de l'armée, qui sont ou seraient dans la suite pourvus de fonctions ou d'emplois civils, étrangers au département de la guerre et salariés sur les fonds de l'état, ne jouiront plus, dans cette position, d'aucune solde quelconque à la charge du budget de ce département.

2. Tant que ces officiers continueront d'appartenir au cadre de l'armée active, le temps passé dans l'exercice des diverses fonctions ou emplois leur sera compté comme services effectifs pour l'avancement et la pension de retraite.

3. Les dispositions ci-dessus auront leur effet à partir du 1^{er} janvier 1829.

N° 51. = 21—30 décembre 1828. = **ORDONNANCE du roi portant répartition du crédit de trois millions deux cent quarante-six mille quatre cents francs accordé par la loi du 17—21 août 1828 pour les dépenses ordinaires du ministère du commerce et des manufactures pendant l'exercice 1829.** (VIII, Bull. CCLXIX, n° 10350.)

N° 52. = 21—31 décembre 1828. = **ORDONNANCE du roi portant fixation du prix des poudres qui seront livrées pendant l'année 1829 aux départemens de la guerre, de la marine et des finances.** (VIII, Bull. CCLXX, n° 10414.)

N° 53. = 21 décembre 1828—7 janvier 1829. = **ORDONNANCE du roi portant que, à dater du 1^{er} janvier 1830, la direction, l'administration et la comptabilité de tous les services militaires dans les colonies ressortiront exclusivement au département de la marine et des colonies** (2). (VIII, Bull. CCLXXII, n° 10508.)

Charles, ... — Vu nos ordonnances des 26 janvier 1825 et 17 août 1828 ; — Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état de la marine et des colonies, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1^{er}. A dater du 1^{er} janvier 1830, la direction, l'administration et la

(1) Voyez le décret du 8 mars 1811, art. 10, et la note.

(2) Voyez, dans le § 3 de la première partie des notes qui accompagnent la loi du 12 nivose an 6 (1^{er} janvier 1798), le résumé des réglemens concernant l'administration militaire dans les colonies.

comptabilité de tous les services militaires dans les colonies et des dépôts des corps affectés à la garde de ces établissemens ressortiront exclusivement au département de la marine et des colonies.

2. Les corps d'infanterie organisés et recrutés conformément aux dispositions de notre ordonnance du 17 août dernier, les compagnies de gendarmerie royale, les officiers faisant le service de l'état-major général et de l'état-major des places, les officiers et gardes du génie employés dans les colonies, continueront d'appartenir à l'armée de terre. — Ces divers corps et états-majors seront soumis à l'inspection d'officiers généraux de l'armée de terre, toutes les fois que notre ministre de la guerre le jugera convenable. — Ces officiers prendront les ordres des ministres de la guerre et de la marine, et rendront compte à chacun d'eux du résultat de leurs opérations. — A défaut d'envoi aux colonies d'inspecteurs généraux de l'armée de terre, il continuera d'être pourvu aux inspections annuelles par les soins de nos gouverneurs.

3. Le service de l'état-major de l'artillerie et des troupes de cette arme dans les colonies sera fait par notre corps royal d'artillerie de la marine, à partir du 1^{er} janvier 1830.

4. Les projets relatifs aux ouvrages de défense et aux bâtimens militaires dans les colonies seront soumis au comité du génie.

5. Toutes les dispositions des ordonnances antérieures ou des réglemens généraux auxquelles il n'est point dérogé par la présente demeureront applicables au service militaire dans les colonies.

N^o 54. = 21 décembre 1828—3 avril 1831. = **ORDONNANCE du roi concernant l'organisation de l'ordre judiciaire et l'administration de la justice à la Guiane française** (1). (IX, ordonn., Bull. LV.)

TITRE 1^{er}. — Dispositions préliminaires.

Art. 1^{er}. La justice sera administrée à la Guiane française, par un tribunal de paix, un tribunal de première instance, une cour royale et une cour d'assises. — Les jugemens en dernier ressort et les arrêts pourront être attaqués par voie d'annulation ou de cassation, dans les cas spécifiés en la présente ordonnance.

2. Le conseil privé, la commission des prises et les conseils de guerre continueront de connaître des matières qui leur sont spécialement attribuées par notre ordonnance du 27 août 1828, et par les lois, ordonnances et réglemens en vigueur dans la colonie.

3. Nul ne pourra être distrait de ses juges naturels. — Il ne sera, en conséquence, créé aucune commission extraordinaire. — Toutefois, une cour prévôtale pourra être établie dans les cas et suivant les formes déterminées par la présente ordonnance.

4. Les audiences seront publiques au civil et au criminel, excepté dans les affaires où la publicité sera jugée dangereuse pour l'ordre et les mœurs. — Dans tous les cas les jugemens et arrêts seront prononcés publiquement. — Ils seront toujours motivés.

5. Les cours et tribunaux ne pourront, sous les peines portées par les lois, prendre directement ou indirectement aucune part à l'exercice du pouvoir législatif, ni s'immiscer dans les affaires administratives. — Ils ne pourront,

(1) Voyez, dans le § 3 de la deuxième partie des notes qui accompagnent le titre de la loi du 12 nivose an 6 (1^{er} janvier 1798), sur l'organisation des colonies, le résumé des réglemens relatifs à la Guiane française.

sous aucun prétexte et sous les mêmes peines, refuser ni retarder l'enregistrement des lois, ordonnances, arrêtés et réglemens, lorsqu'ils en seront requis par le ministère public.

6. Il leur est également interdit de poursuivre, hors les cas de flagrant délit, les agens du gouvernement pour délits commis dans l'exercice de leurs fonctions, à moins d'une autorisation spéciale donnée de la manière prescrite par l'article 60 de notre ordonnance du 27 août 1828.

7. La colonie sera régie par le Code civil, le Code de procédure civile, le Code de commerce, le Code d'instruction criminelle et le Code pénal, modifiés et mis en rapport avec ses besoins.

TITRE II. — Des tribunaux et des cours.

CHAPITRE I^{er}.—*Du tribunal de paix.*

8. Il sera établi dans la colonie un tribunal de paix, dont le siège sera à Caïenne.

9. Ce tribunal de paix sera composé d'un juge de paix, de deux suppléans et d'un greffier. — Lorsque le tribunal aura à statuer sur les matières énoncées en l'article 15, les fonctions du ministère public seront remplies par le commissaire de police de Caïenne, et, à son défaut, par l'officier de l'état civil.

10. Le tribunal de paix connaîtra, sauf les exceptions déterminées par les lois, des actions civiles, soit personnelles, soit mobilières, et des actions commerciales, savoir : — En premier et dernier ressort, lorsque la valeur principale de la demande n'excèdera pas *cent cinquante francs*; — En premier ressort seulement, lorsque la valeur principale de la demande sera au dessus de *cent cinquante francs* et n'excèdera pas *trois cents francs*.

11. Il connaîtra, en premier et dernier ressort, jusqu'à la valeur de *cent cinquante francs* en principal; et en premier ressort seulement, à quelque valeur que la demande puisse monter : — 1° Des actions pour dommages faits, soit par les hommes, soit par les animaux, aux champs, fruits et récoltes; — 2° Des déplacemens de bornes; des usurpations de terre, arbres, haies, fossés et autres clôtures, commises dans l'année; des entreprises sur les cours d'eau, pareillement commises dans l'année, et de toutes autres actions possessoires; — 3° Des réparations locatives des maisons et habitations affermées; — 4° Des indemnités prétendues par le fermier ou locataire pour non-jouissance, lorsque le droit à l'indemnité ne sera pas contesté, ainsi que des dégradations alléguées par le propriétaire; — 5° De l'exécution des engagemens entre le propriétaire et ses gérans ou économes, ou tous gens à gages; entre les marchands et leurs commis; entre les fabricans, entrepreneurs et maîtres ouvriers, et leurs compagnons ou apprentis; entre les maîtres et leurs domestiques ou gens de travail; — 6° Des contestations relatives aux locations d'esclaves; — 7° Des fournitures faites par les bouchers et les boulangers; — 8° Des contestations entre les aubergistes et les voyageurs pour frais d'hôtellerie; — 9° Des actions en dommages et intérêts pour injures verbales et autres contraventions de police pour lesquelles les parties ne se seront pas pourvues par la voie extraordinaire.

12. Toutes les fois que les parties y consentiront, le juge de paix connaîtra des actions énoncées aux deux articles précédens, soit en premier et dernier ressort, soit en premier ressort seulement, à quelque valeur que la demande puisse monter, lors même qu'il ne serait pas le juge naturel des parties.

13. En matières civile et commerciale, les jugemens du tribunal de paix, jusqu'à concurrence de *trois cents francs*, seront exécutoires par provision, et nonobstant appel, sous les modifications portées au Code de procédure civile.

14. Dans les matières civiles qui excéderont sa compétence, le juge de paix remplira les fonctions de conciliateur, ainsi qu'il sera réglé par le Code de procédure civile.

15. Le tribunal de paix connaîtra des contraventions de police, telles qu'elles sont définies par le Code pénal et par le Code d'instruction criminelle. — Ses jugemens seront rendus, savoir : — En premier et dernier ressort, lorsque l'amende, les restitutions et autres réparations civiles n'excéderont pas *cinquante francs*, outre les dépens; — Et en premier ressort seulement, lorsqu'ils prononceront l'emprisonnement, ou lorsque le montant de l'amende et des condamnations civiles excèdera la somme de *cinquante francs* sans les dépens.

16. Les jugemens rendus en dernier ressort par le tribunal de paix, soit en matière civile, soit en matière de police, pourront être attaqués par voie d'annulation dans les cas spécifiés aux articles 43 et 44 de la présente ordonnance.

17. Le tribunal de paix se constituera — En *justice de paix* pour prononcer sur les matières civiles et commerciales énoncées aux articles 10, 11 et 12; — En *tribunal de police*, pour prononcer sur les contraventions énoncées en l'article 15; — Et en *bureau de conciliation*, dans les cas prévus par l'article 14.

18. Indépendamment des fonctions qui sont attribuées aux juges de paix par le Code civil et par les Codes de procédure, de commerce et d'instruction criminelle, le juge de paix de la Guiane française recevra l'affirmation des procès-verbaux dressés en matières de police, de grande voirie, de chasse, de pêche, de délits ruraux et forestiers, de douanes et de contributions indirectes, et en toutes autres matières, lorsque les ordonnances, arrêtés et réglemens lui en auront spécialement attribué le droit. — Il délivrera des saufs-conduits aux individus cités devant lui qui se trouveraient exposés à l'exercice de la contrainte par corps.

19. Les suppléans remplaceront le juge de paix au besoin. — Ils pourront toujours assister aux audiences, et ils y auront voix consultative.

CHAPITRE II. — Du tribunal de première instance.

20. Il sera établi pour la Guiane française un tribunal de première instance, qui siégera à Caienne.

21. Le tribunal de première instance sera composé d'un juge royal, d'un lieutenant de juge et de deux juges-auditeurs. — Il y aura près de ce tribunal un procureur du roi, un greffier et un commis assermenté.

22. Le tribunal de première instance connaîtra, sauf les exceptions déterminées par la loi, savoir : — En dernier ressort, des matières civiles et commerciales sur l'appel des jugemens rendus par la justice de paix; — En premier et dernier ressort, — 1° Des actions civiles, soit personnelles, soit mobilières, et des actions commerciales, lorsque la valeur de la demande en principal sera au dessus de *trois cents francs* et n'excèdera pas *mille francs*; — 2° Des actions civiles, soit réelles, soit mixtes, lorsque la valeur de la demande en principal n'excèdera pas *mille francs*, à l'exception de celles réservées à la justice de paix par l'article 11; — Et en premier ressort seulement, des affaires civiles ou commerciales, lorsque la valeur de la de-

mande en principal excèdera *mille francs*, à l'exception de celles réservées à la justice de paix par l'article 11.

23. Le tribunal de première instance connaîtra de l'appel des jugemens du tribunal de police.

24. Il connaîtra des contraventions aux lois, ordonnances, arrêtés et réglemens sur le commerce étranger et sur les douanes, sauf l'appel au conseil privé, ainsi qu'il est réglé par l'article 167 de notre ordonnance du 27 août 1828.

25. Le recours en cassation sera ouvert contre les jugemens rendus en dernier ressort, dans les cas spécifiés en l'article 22.

26. Le recours en annulation sera ouvert contre les jugemens en dernier ressort rendus dans les cas prévus par l'article 23.—Ce recours sera exercé ainsi qu'il est réglé par l'article 44 ci-après.

27. Le tribunal de première instance se constituera — En *tribunal civil*, pour prononcer sur les affaires civiles et commerciales indiquées en l'article 22 ;—En *tribunal correctionnel*, pour prononcer sur l'appel des jugemens de police mentionnés en l'article 23, ainsi que sur les contraventions énoncées en l'article 24.

28. Il pourra être formé dans le tribunal de première instance une section temporaire pour le jugement des affaires civiles arriérées. — Cette section sera tenue par le lieutenant de juge ou par un conseiller-auditeur. — Elle ne pourra être établie qu'en vertu d'un arrêté pris par le gouverneur en conseil.

29. Le juge royal rendra seul la justice dans les matières qui sont de la compétence du tribunal de première instance. — Il remplira les fonctions attribuées aux présidens des tribunaux de première instance par le Code civil et par les Codes de procédure civile, de commerce et d'instruction criminelle.—Il sera chargé, au lieu de sa résidence, de la visite des navires, ainsi qu'il est réglé par les lois, ordonnances et réglemens en vigueur dans la colonie. — Il visera, cotera et paraphera les répertoires des notaires, ceux des huissiers, les registres du curateur aux successions vacantes, et ceux du commissaire-priseur.

30. Le lieutenant de juge remplira les fonctions attribuées au juge d'instruction par le Code d'instruction criminelle.— En cas d'empêchement du juge royal, il le remplacera dans ses fonctions.

31. Les juges-auditeurs assisteront aux audiences.—Ils pourront être chargés, par le juge royal, des enquêtes, des interrogatoires, des ordres, des contributions et de tous les actes d'instruction civile, ainsi que des fonctions de juge-commissaire, de juge-rapporteur, et de celles indiquées aux deux derniers alinéas de l'article 29. — Dans tous les cas, ils n'auront que voix consultative.—Ils pourront, en outre, être chargés par le procureur du roi des fonctions du ministère public.

32. En cas d'empêchement du lieutenant de juge, le juge royal pourra remplir lui-même les fonctions de juge d'instruction, ou les déléguer à l'un des juges-auditeurs.

CHAPITRE III. — *De la cour royale.*

33. Il sera établi pour la Guiane française une cour royale, dont le siège sera à Caienne.

34. La cour sera composée de cinq conseillers et de deux conseillers-auditeurs. — Il y aura près de la cour un procureur général, ou un avocat général chargé d'en remplir les fonctions, un greffier et un commis assermenté.

35. La cour sera présidée par celui des conseillers que nous aurons désigné. — La durée de la présidence sera de trois années. — Le président ne pourra être nommé de nouveau qu'après un intervalle de trois années.

36. La justice sera rendue souverainement par la cour royale.

37. La cour royale connaîtra en dernier ressort des matières civiles et commerciales, sur l'appel des jugemens du tribunal de première instance.

38. Elle statuera directement sur les instructions en matière criminelle, correctionnelle et de police, et prononcera le renvoi devant les juges compétens, ou déclarera qu'il n'y a lieu à suivre. — Dans l'un ou l'autre cas, elle ordonnera, s'il y a lieu, la mise en liberté des inculpés.

39. Elle connaîtra, en premier et dernier ressort, des matières correctionnelles autres que celles spécifiées dans l'article 24.

40. La voie de cassation est ouverte, — 1° Contre les arrêts rendus en matières civiles et commerciales, sur l'appel des jugemens du tribunal de première instance; — 2° Contre les arrêts rendus en matière correctionnelle.

41. Les arrêts de la chambre d'accusation pourront aussi être attaqués par voie de cassation, mais dans l'intérêt de la loi seulement.

42. Il n'est point dérogé aux dispositions de l'article 9 de notre ordonnance du 20 juillet 1828.

43. En matière civile ou commerciale, la cour royale connaîtra des demandes formées par les parties en annulation des jugemens en dernier ressort de la justice de paix, pour incompétence ou excès de pouvoir. — En matière de police, elle connaîtra des demandes formées par le ministère public ou par les parties en annulation des jugemens en dernier ressort du tribunal de police, pour incompétence, excès de pouvoir ou contravention à la loi. — En cas d'annulation, elle prononcera le renvoi devant le juge royal, lequel statuera définitivement. — Lorsque l'annulation sera prononcée pour cause d'incompétence, la cour royale, s'il y a lieu, renverra l'affaire devant les juges qui devront en connaître.

44. En matière civile ou commerciale, la cour royale connaîtra des demandes formées dans l'intérêt de la loi par le procureur général en annulation, pour incompétence, excès de pouvoir ou contravention à la loi, des jugemens rendus en dernier ressort par la justice de paix, lorsqu'ils auront acquis force de chose jugée. — En matière de police, elle connaîtra des demandes formées, également dans l'intérêt de la loi et pour les mêmes causes, par le procureur général, en annulation, soit des jugemens en dernier ressort du tribunal de police, lorsqu'ils seront passés en force de chose jugée, soit des jugemens rendus par le tribunal correctionnel sur l'appel de ceux du tribunal de police. — L'annulation ne donnera lieu à aucun renvoi.

45. La cour royale connaîtra des faits de discipline, ainsi qu'il sera réglé au titre III, chapitre V, et au titre V, section III des chapitres I et II.

46. Elle pourra proposer au gouverneur des réglemens, soit pour la plus prompte expédition des affaires, soit pour la fixation du nombre et de la durée de ses audiences, de celles du tribunal de première instance et du tribunal de paix. — Ces réglemens ne seront exécutés qu'après avoir été arrêtés par le gouverneur en conseil privé, et ne deviendront définitifs que lorsqu'ils seront revêtus de l'approbation de notre ministre secrétaire d'état de la marine et des colonies.

47. La cour se constituera — En *chambre civile*, pour prononcer sur les affaires mentionnées en l'article 37, et sur les demandes en annulation spécifiées au paragraphe 1^{er} des articles 43 et 44; — En *chambre d'accusation*, pour prononcer sur les affaires mentionnées en l'article 38; — En

chambre correctionnelle, pour prononcer sur les affaires mentionnées en l'article 39, et sur les demandes en annulation spécifiées au second paragraphe des articles 43 et 44.

48. La chambre civile et la chambre correctionnelle ne pourront rendre arrêt qu'au nombre de cinq juges au moins.

49. La chambre d'accusation sera composée de trois membres de la cour, dont deux pourront être pris parmi les conseillers auditeurs.— Elle ne pourra rendre arrêt qu'au nombre de trois juges.

50. Le service de la chambre d'accusation ne dispensera point de celui des chambres civile et correctionnelle.

51. Au commencement de chaque semestre, deux des membres de la chambre d'accusation en sortiront sur la désignation du président de la cour, qui nommera ceux qui devront les remplacer. — Chacun des membres de la cour sera successivement appelé à cette chambre, autant que les circonstances le permettront.

52. Le président de la cour remplira les fonctions qui lui sont attribuées par le Code civil et par les Codes de procédure civile et d'instruction criminelle. — Hors le cas d'empêchement, il présidera la chambre civile et correctionnelle; il pourra présider, toutes les fois qu'il le jugera convenable, la chambre d'accusation, et, dans ce cas, le juge le moins ancien de cette chambre se retirera.

53. En cas d'empêchement, seront remplacés, savoir : — Le président, par le plus ancien des conseillers présens; — Les conseillers, par les conseillers-auditeurs, suivant l'ordre d'ancienneté.

54. Indépendamment des fonctions attribuées aux conseillers-auditeurs par les articles 49 et 53, ils pourront, — Sur la désignation du président, être chargés des enquêtes et des interrogatoires; — Sur la désignation du procureur général, remplir les fonctions du ministère public; — Et, sur un arrêté du gouverneur, remplacer, en cas d'empêchement, soit le juge royal, soit le lieutenant de juge, soit le procureur du roi, dans leurs diverses attributions, ou former la section temporaire du tribunal de première instance qui pourrait être établie en vertu de l'article 28.

55. Les conseillers-auditeurs auront voix délibérative lorsqu'ils auront vingt-sept ans accomplis. — Avant cet âge, ils auront seulement voix consultative.

56. Si le nombre des magistrats nécessaire pour rendre arrêt est incomplet, le président y pourvoira en appelant des magistrats honoraires ayant droit de siéger et suivant l'ordre de leur ancienneté, ou des avocats-avoués suivant l'ordre du tableau.

CHAPITRE IV. — *De la cour d'assises.*

57. Il y aura à la Guiane française une cour d'assises, qui siégera à Caïenne.

58. La cour d'assises se composera de trois conseillers de la cour royale, et de quatre membres du collège des assesseurs, dont il sera parlé au titre IV. — Le procureur général, ou le conseiller-auditeur désigné pour remplir les fonctions du ministère public, y portera la parole. — Le greffier de la cour royale, ou son commis assermenté, y tiendra la plume.

59. Dans les affaires qui paraîtront devoir se prolonger pendant plusieurs audiences, un conseiller-auditeur et un assesseur seront en outre appelés par le président pour assister aux débats et remplacer le conseiller ou l'assesseur qui ne pourrait continuer de siéger.

60. La cour d'assises connaîtra de toutes les affaires où le fait qui

est l'objet de la poursuite est de nature à emporter peine afflictive ou infamante.

61. Les arrêts de la cour d'assises pourront être attaqués par voie de cassation. — L'article 42 est applicable à ces arrêts.

62. Dans le cas où il y aurait lieu de renvoyer d'une cour d'assises à une autre pour cause de suspicion légitime, ainsi qu'il est prévu au Code d'instruction criminelle, le renvoi sera prononcé par le conseil privé, composé de la manière prescrite par l'article 168 de notre ordonnance du 27 août 1828, et il en sera référé à notre ministre de la marine.

63. La cour d'assises tiendra une session par trimestre; un règlement délibéré dans la forme prescrite par l'article 46 fixera l'époque de l'ouverture des sessions. — Néanmoins, si les besoins du service le commandent, le gouverneur en conseil pourra changer l'époque de l'ouverture des assises, sans pouvoir en diminuer le nombre.

64. Le gouverneur en conseil pourra, lorsque les circonstances l'exigeront, convoquer des assises extraordinaires qui se tiendront dans tel quartier de la colonie et à tel jour qu'il jugera convenable d'indiquer.

65. Le président de la cour royale désignera à chaque renouvellement de semestre les magistrats de la cour qui devront composer chacune des cours d'assises du semestre, et celui des conseillers qui les présidera dans le cas où il ne jugerait pas à propos de les présider lui-même.

66. Le président de la cour d'assises remplira les fonctions qui lui sont attribuées par le Code d'instruction criminelle.

67. Les membres de la cour royale et les assesseurs prononceront en commun — Sur la position des questions, — Sur toutes les questions posées, — Et sur l'application de la peine.

68. Les membres de la cour royale connaîtront exclusivement des incidens de droit ou de procédure qui s'élèveraient avant l'ouverture ou pendant le cours des débats.

CHAPITRE V. — *Du ministère public.*

69. Les fonctions du ministère public seront spécialement et personnellement confiées à notre procureur général. — Il portera la parole aux audiences quand il le jugera convenable.

70. Il sera tenu de veiller, dans la limite de ses attributions, à l'exécution des lois, ordonnances, arrêtés et réglemens en vigueur dans la colonie. Il fera en conséquence les actes et réquisitions nécessaires.

71. Dans les affaires civiles, il n'exercera son ministère par voie d'action que dans les cas déterminés par les lois et ordonnances, ou lorsqu'il s'agira de la rectification d'actes de l'état civil qui, par de fausses énonciations, attribueraient à un homme de couleur libre, ou à un esclave, une qualité autre que celle qui lui appartient.

72. Il poursuivra d'office l'exécution des jugemens et arrêtés dans les dispositions qui intéressent l'ordre public.

73. Il signalera au ministre de la marine et des colonies les arrêtés et jugemens en dernier ressort passés en force de chose jugée qui lui paraîtront susceptibles d'être attaqués par voie de cassation, dans l'intérêt de la loi.

74. Il aura la surveillance des officiers ministériels, et pourra, sur la demande des parties, leur enjoindre de prêter leur ministère.

75. Il pourra requérir la force publique dans les cas et suivant les formes déterminés par les lois et ordonnances.

76. Le procureur général exercera l'action de la justice criminelle dans

toute l'étendue du ressort de la cour. Tous les officiers de police judiciaire, même le juge d'instruction, sont soumis à sa surveillance.

77. Dans les affaires qui intéressent le gouvernement, le procureur général sera tenu, lorsqu'il en sera requis par le gouverneur, de faire, conformément aux instructions qu'il en recevra, les actes nécessaires pour saisir les tribunaux. — Il sera également tenu de requérir l'enregistrement des lois, ordonnances, arrêtés et réglemens qui lui seront adressés à cet effet par le gouverneur.

78. Il aura la surveillance des prisons et des maisons d'arrêt, et veillera à ce que personne n'y soit détenu illégalement.

79. Il aura l'inspection des registres constatant l'état civil des blancs, celui des hommes de couleur libres et les affranchissemens. — Il aura également l'inspection des registres qui contiennent les déclarations de naissances, de mariages et de décès des esclaves.

80. Il sera chargé de l'inspection des greffes et de tous dépôts d'actes publics autres que les dépôts des actes de l'administration.

81. Le conseiller-auditeur qui aura été désigné pour remplir les fonctions du ministère public, ne participera à leur exercice que sous la direction du procureur-général. — Toutes les fois qu'il en sera requis par le procureur général, il sera tenu de lui communiquer les conclusions qu'il se proposera de donner. En cas de dissentiment, le procureur général portera la parole.

82. Le procureur du roi remplira les fonctions du ministère public près le tribunal de première instance, et participera, sous la direction du procureur général, à l'exercice des autres fonctions énoncées au présent chapitre. Il sera placé sous les ordres du procureur général.

CHAPITRE VI. — *Des greffiers de la cour et des tribunaux.*

83. Les greffiers tiendront la plume aux audiences.

84. Ils seront chargés de recueillir et de conserver les actes des délibérations de la cour et des tribunaux.

85. Ils seront chargés de tenir en bon ordre les rôles et les différens registres prescrits par les codes, les ordonnances et les réglemens, et de conserver avec soin les collections et la bibliothèque à l'usage de la cour ou du tribunal auquel ils seront attachés.

86. Ils auront la garde du sceau de la cour ou du tribunal près duquel ils exerceront leurs fonctions.

87. Il leur est interdit, sous peine de destitution, de recevoir sur leurs registres aucune protestation, soit de la cour ou du tribunal, soit d'aucun magistrat en particulier.

88. Les greffiers seront tenus d'établir de doubles minutes des actes destinés au dépôt des chartes coloniales, ainsi qu'il leur est prescrit par l'édit du mois de juin 1776, et de se conformer aux autres dispositions du même édit qui les concernent. — Ils seront tenus également d'établir de doubles minutes des jugemens et arrêts rendus en matières civile, criminelle et correctionnelle. — Dans les huit premiers jours de chaque trimestre, ils déposeront ces pièces au parquet de la cour ou du tribunal auquel ils seront attachés, ainsi que les états prescrits par les articles 243 et 244 de la présente ordonnance.

89. Le greffier de la cour assistera aux assemblées générales et y tiendra la plume.

90. Le greffier du tribunal de première instance sera chargé, sous sa responsabilité, de la garde et de la conservation des anciennes minutes des

notaires et de toutes les pièces et actes dont les lois, ordonnances et réglemens prescrivent le dépôt au greffe.

TITRE III. — Des membres de l'ordre judiciaire.

CHAPITRE I^{er}. — Des conditions d'âge et de capacité.

91. Devront être âgés, savoir : — Les juges-auditeurs, de vingt-deux ans ; — Les conseillers-auditeurs, et les suppléans du juge de paix, de vingt-cinq ans ; — Le lieutenant de juge, le procureur du roi et le juge de paix, de vingt-sept ans ; — Les conseillers, le procureur général, ou l'avocat général chargé d'en remplir les fonctions, et le juge royal, de trente ans. — La condition d'âge ne sera réputée accomplie qu'après la dernière année révolue.

92. Nul ne pourra être juge-auditeur s'il n'a été reçu avocat. — Les juges-auditeurs devront en outre justifier d'un revenu annuel de deux mille francs.

93. Nul ne pourra être conseiller-auditeur, s'il n'a rempli les fonctions de juge ou d'officier du ministère public pendant un an au moins, ou celles de juge-auditeur pendant deux années.

94. Nul ne pourra être lieutenant de juge ou procureur du roi, s'il n'a été conseiller-auditeur pendant deux ans, ou s'il n'a rempli durant le même temps les fonctions de juge ou celles d'officier du ministère public.

95. Nul ne pourra être juge royal, s'il n'a été procureur du roi, ou substitut du procureur général, soit en France, soit dans les colonies, ou s'il n'a rempli pendant deux ans les fonctions de lieutenant de juge dans les colonies, ou celles de conseiller-auditeur ou de juge, soit en France, soit dans les colonies.

96. Nul ne pourra être conseiller, s'il n'a été juge royal où s'il ne remplit l'une des conditions énoncées en l'article précédent.

97. Nul ne pourra être procureur général ou avocat général, s'il n'a été pendant deux ans conseiller, juge royal, président d'un tribunal de première instance, officier du ministère public près d'une cour royale, ou procureur du roi.

98. A défaut de l'accomplissement des conditions prescrites par les cinq articles précédens, les candidats seront tenus de justifier de l'exercice de la profession soit d'avocat près une cour de France, soit d'avocat-avoué dans la colonie. — La durée de cet exercice est fixée, savoir : — A quatre ans, pour être conseiller-auditeur ; — A six ans, pour être lieutenant de juge ou procureur du roi ; — A huit ans, pour être juge royal, conseiller ou avocat général ; — Et à dix ans, pour être procureur général. — Dans le nombre de ces années d'exercice, seront comptés les trois ans de stage exigés pour l'inscription au tableau des avocats près l'une des cours de France.

99. Les greffiers de la cour royale et des tribunaux devront être âgés de vingt-cinq ans ; — Les commis-greffiers, de vingt-un ans. — Les greffiers de la cour et du tribunal de première instance ne pourront être choisis que parmi les licenciés en droit, à moins qu'ils n'aient précédemment exercé les fonctions d'avoué ou de greffier pendant trois ans au moins, soit en première instance, soit en appel.

CHAPITRE II. — Des incompatibilités.

100. Les parens et alliés jusqu'au degré de cousin germain inclusivement ne pourront être simultanément membres de la cour, soit comme conseillers ou conseillers-auditeurs, soit comme officiers du ministère public, soit comme greffiers. — Les mêmes causes d'incompatibilité s'appliqueront aux membres d'un même tribunal. Il y aura incompatibilité au même degré

de parenté ou d'alliance entre les membres de la cour royale, le juge royal et le lieutenant de juge.

101. En cas d'alliance survenue depuis la nomination, celui qui l'aura contractée ne pourra continuer ses fonctions, et il sera pourvu à son remplacement.

102. Les fonctions de conseiller, de conseiller-auditeur, de juge royal, de lieutenant de juge, de juge-auditeur, de juge de paix, d'officier du ministère public ou de greffier, seront incompatibles avec celles de conseiller colonial, d'avocat-avoué, d'avoué, de notaire, et avec toutes fonctions salariées. — Pourront néanmoins les notaires être suppléans de juge de paix.

103. Il ne pourra sous aucun prétexte être accordé de dispenses pour l'accomplissement des conditions prescrites par le présent chapitre et par le précédent.

CHAPITRE III. — *De la nomination, et de la prestation de serment.*

104. Seront nommés par nous les magistrats et les greffiers de la cour royale et du tribunal de première instance, et le juge de paix. — Ils exerceront leurs fonctions dans la colonie tant que nous le jugerons convenable au bien de notre service.

105. Les juges suppléans et le greffier du tribunal de paix seront nommés par notre ministre de la marine et des colonies. — Les commis-greffiers seront, sur la présentation des greffiers, agréés par la cour ou le tribunal près lequel ils exerceront.

106. Les membres de l'ordre judiciaire nommés par nous ou par notre ministre de la marine et des colonies ne pourront être révoqués par le gouverneur, si ce n'est en cas de forfaiture. — Toutefois, il n'est point dérogé aux dispositions de l'article 78 de notre ordonnance du 27 août 1828.

107. Six mois avant l'expiration du terme fixé pour la durée de la présidence de la cour royale, notre ministre de la marine et des colonies présentera des candidats à notre nomination.

108. Dans le cas où, à l'expiration de ce terme, notre choix ne serait pas connu, la présidence appartiendra provisoirement au plus ancien conseiller dans l'ordre de réception, le président sortant excepté.

109. Aussitôt que des places de l'ordre judiciaire viendront à vaquer, le procureur général présentera au gouverneur la liste des candidats réunissant les conditions mentionnées aux articles 91 à 102 inclusivement, et lui fera connaître son opinion sur chacun d'eux.

110. Dans le mois de la présentation, le gouverneur pourvoira au remplacement provisoire, suivant les formes prescrites par notre ordonnance du 27 août 1828. — Il en rendra compte immédiatement à notre ministre de la marine et des colonies, en lui adressant les listes de candidats avec ses observations, afin qu'il soit par nous pourvu au remplacement définitif.

111. En cas de vacance de la place de procureur général, il sera provisoirement remplacé conformément aux dispositions de l'article 129 de notre ordonnance du 27 août 1828.

112. Les membres de l'ordre judiciaire prêteront, avant d'entrer en fonctions, le serment dont la formule suit : — « Je jure devant Dieu de bien et « fidèlement servir le roi et l'état, de garder et observer les lois, ordonnances et réglemens en vigueur dans la colonie, et de m'acquitter de mes « fonctions en mon ame et conscience. »

113. Le président de la cour royale et le procureur général prêteront serment devant le gouverneur en conseil ; le procès-verbal en sera rapporté à la cour qui en fera mention sur ses registres.

114. Les autres membres de la cour, le greffier de la cour et le commis-greffier, les membres du tribunal de première instance et ceux du parquet de ce tribunal prêteront serment à l'audience de la cour.

115. Le tribunal de première instance recevra le serment de son greffier et du commis-greffier, ainsi que celui du juge de paix et de ses suppléans. — Le juge de paix recevra le serment de son greffier. — Il pourra, en outre, être délégué par le tribunal de première instance pour recevoir le serment de ses suppléans.

CHAPITRE IV. — *De la résidence, des sessions de la cour royale, et des congés.*

116. Le procureur général, les membres de la cour composant la chambre d'accusation, le greffier de la cour, et les membres du tribunal de première instance, ainsi que le juge de paix, seront tenus de résider dans la ville de Caënne.

117. Les membres de la cour autres que ceux désignés dans l'article précédent seront tenus de se rendre au lieu où siège la cour aux époques fixées pour l'ouverture des sessions ordinaires, soit civiles, soit correctionnelles, soit criminelles, et d'y résider pendant la durée de ces sessions.

118. Hors le temps des vacances, il y aura, tous les deux mois, une session civile et correctionnelle qui s'ouvrira le premier lundi du mois de la session. — Les sessions dureront jusqu'à ce que les affaires portées au rôle et en état de recevoir jugement aient été expédiées. Il y aura cinq sessions par an.

119. Le gouverneur pourra convoquer des sessions extraordinaires pour le jugement des matières correctionnelles, l'enregistrement des lois, ordonnances et arrêtés, et lorsqu'il aura à faire connaître à la cour des ordres du roi.

120. Les magistrats tenus à résidence ne pourront s'absenter sans congé, si ce n'est pour cause de service. — Il en sera de même des autres membres de la cour royale pendant la durée des sessions.

121. Si le congé ne doit pas excéder cinq jours, il sera délivré, savoir : — Aux membres de la cour royale, par le président ; — Aux membres du tribunal de première instance, par le juge royal ; — Aux officiers du ministère public, par le procureur général.

122. Si le congé doit excéder cinq jours, ou s'il est demandé par le président, le procureur général ou le juge royal, il sera délivré par le gouverneur, après qu'il se sera assuré que le service n'en souffrira pas.

123. Aucun magistrat ne pourra s'absenter de la colonie sans un congé délivré par notre ministre de la marine, sur l'avis du gouverneur en conseil. — En cas d'urgence ou de nécessité absolue dûment constatée, le congé pourra être délivré par le gouverneur en conseil, qui en fixera provisoirement la durée.

124. Tout magistrat qui se sera absenté sans congé, mais sans sortir de la colonie, sera privé, pendant le double du temps qu'aura duré son absence, de la totalité de son traitement et de l'indemnité à laquelle il pourrait avoir droit en vertu des dispositions du chapitre VI du présent titre. — Si cette absence excède dix jours, il lui sera notifié par notre procureur général de se rendre à son poste. Faute par lui d'obtempérer à cette notification dans le même délai, il en sera rendu compte par le procureur général au gouverneur, qui, suivant les circonstances et de l'avis du conseil privé, pourra déclarer ce magistrat démissionnaire, après toutefois l'avoir entendu ou dûment appelé. — Cette décision donnera lieu au remplacement provisoire, mais elle n'aura d'effet définitif qu'après qu'il y aura été statué par

nous. — Les dispositions ci-dessus sont applicables à tout magistrat qui n'aurait pas repris ses fonctions à l'expiration de son congé, ou qui ne résiderait pas dans le lieu qui lui est assigné par ses fonctions. — L'absence sans congé hors de la colonie emportera démission. Dans ce cas, le magistrat sera déclaré démissionnaire par le gouverneur en conseil, et il sera par nous statué définitivement.

125. Les congés accordés aux membres de la cour seront visés par le procureur général et inscrits au greffe de la cour sur un registre à ce destiné. — Ceux accordés aux membres du tribunal de première instance seront visés par le procureur du roi, et inscrits de la même manière au greffe de ce tribunal.

126. Lorsque le juge de paix voudra s'absenter il devra en obtenir l'autorisation du procureur général. — Si son absence devait excéder quinze jours, cette autorisation ne pourra lui être accordée que par le gouverneur. — Dans tous les cas, l'autorité qui délivrera le congé s'assurera que le juge de paix sera remplacé par son suppléant.

CHAPITRE V. — *Des peines de discipline, et de la manière de les infliger.*

127. Le président de la cour avertira d'office, ou sur la réquisition du procureur général, tout magistrat qui manquerait aux convenances de son état.

128. Si l'avertissement reste sans effet, ou si le fait reproché au magistrat est de nature à compromettre la dignité de son caractère, le président, ou le procureur général, provoquera contre ce magistrat, par forme de discipline, l'application de l'une des peines suivantes : — La censure simple, — La censure avec réprimande, — La suspension provisoire.

129. La censure avec réprimande emportera de droit la privation, pendant un mois, de la totalité du traitement et de l'indemnité. — La suspension provisoire emportera aussi, pendant le temps de sa durée, la privation du traitement et de l'indemnité, sans que, dans aucun cas, la durée de cette privation puisse être moindre de deux mois.

130. L'application des peines déterminées par l'article 128 sera faite par la cour en la chambre du conseil, sur les conclusions écrites du procureur général, après toutefois que le magistrat inculpé aura été entendu ou dûment appelé.

131. Lorsque la censure avec réprimande, ou la suspension provisoire, auront été prononcées, ces mesures ne seront exécutées qu'autant qu'elles auront été approuvées par le gouverneur en conseil. — Néanmoins, en cas de suspension, le juge sera tenu de s'abstenir de ses fonctions jusqu'à ce que le gouverneur ait prononcé. — Le gouverneur rendra compte à notre ministre de la marine et des colonies des décisions prises à cet égard.

132. Les décisions de la cour en matière de discipline ne pourront être attaquées par voie de cassation.

133. Le juge royal, d'office ou sur la réquisition du procureur du roi, exercera, à l'égard des magistrats qui composent le tribunal de première instance et à l'égard du juge de paix, le droit accordé au président de la cour royale par l'article 127. — S'il avait négligé de le faire, le président de la cour lui en intimerait l'ordre.

134. Dans les cas prévus par l'article précédent, le juge royal et le procureur du roi seront tenus de déférer le magistrat inculpé, le premier au président de la cour, et le second au procureur général; la cour exercera à son égard le droit de discipline qui lui est accordé sur ses propres membres.

135. Les officiers du ministère public qui manqueraient aux convenances

de leur état, ou qui compromettraient la dignité de leur caractère, seront rappelés à leur devoir par le procureur général. Il en sera rendu compte au gouverneur, qui, suivant la gravité des circonstances, leur fera faire par le procureur général les injonctions qu'il jugera nécessaires, ou pourra leur appliquer en conseil l'une des peines de discipline indiquées en l'article 128, après toutefois que le magistrat inculpé aura été entendu ou dûment appelé. — Le gouverneur rendra compte à notre ministre de la marine et des colonies des décisions qui auront été prises à cet égard.

136. La cour royale et la cour d'assises seront tenues d'informer le gouverneur toutes les fois que les officiers du ministère public exerçant leurs fonctions près d'elles s'écarteront du devoir de leur état, ou qu'ils en compromettront l'honneur et la dignité.

137. Le juge royal informera le procureur général des reproches qu'il se croirait en droit de faire aux officiers du ministère public exerçant soit près du tribunal de première instance, soit près du tribunal de police.

138. Tout magistrat qui se trouvera sous les liens d'un mandat d'arrêt, de dépôt, ou d'une ordonnance de prise de corps, sera suspendu de ses fonctions. — En cas de condamnation correctionnelle emportant emprisonnement, la suspension aura lieu à dater du jour de la condamnation jusqu'à celui où il aura subi sa peine, sans préjudice des mesures de discipline qui pourraient être prises contre lui, et même de la révocation, s'il y a lieu.

139. Tout jugement de condamnation rendu contre un magistrat à une peine même de simple police sera transmis au gouverneur, qui pourra, s'il y a lieu, prononcer en conseil contre ce magistrat l'une des peines portées en l'article 128. — Dans ce cas, le conseil sera composé conformément aux dispositions de l'article 168 de notre ordonnance du 27 août 1828.

140. Il est interdit aux magistrats de souscrire des billets négociables, de se charger de procurations, ou de se livrer à des opérations de commerce, à peine d'être poursuivis par voie de discipline.

141. Le gouverneur pourra toujours, quand il le jugera convenable, mander devant lui les membres de l'ordre judiciaire pour en obtenir des explications sur les faits qui leur seraient imputés, et les déférer ensuite, s'il y a lieu, à la cour, qui statuera ce qu'il appartiendra.

142. Les greffiers seront avertis ou réprimandés, savoir, celui de la cour royale par le président, celui du tribunal de première instance par le juge royal, et celui du tribunal de paix par le juge de paix. — Le procureur général aura, à l'égard des greffiers les mêmes droits d'avertissement et de réprimande. — Le procureur général les dénoncera, s'il y a lieu, au gouverneur.

143. Les commis-greffiers pourront être révoqués par le greffier, avec l'agrément de la cour ou du tribunal auquel ils sont attachés. — Dans les cas de faute grave, la cour, ou le tribunal, pourra, d'office ou sur la réquisition du ministère public, ordonner que le commis-greffier, entendu ou dûment appelé, cessera sur-le-champ ses fonctions. Le greffier sera tenu de pourvoir au remplacement dans le délai qui aura été fixé par la cour ou le tribunal.

144. En matière de discipline, les citations seront délivrées aux magistrats de la cour et des tribunaux par les greffiers.

CHAPITRE VI. — *Des traitemens.*

145. Les membres de l'ordre judiciaire recevront des traitemens annuels. — La moitié du traitement de chacun des membres de la cour et du tribunal de première instance sera répartie en droits d'assistance, dont la quotité sera déterminée par le nombre d'audiences auxquelles il sera tenu de se trouver.

146. Le traitement des membres de la cour royale est fixé ainsi qu'il suit : — Pour chaque conseiller, quatre mille francs ; — Pour chaque conseiller-auditeur, deux mille francs ; — Pour le greffier, indépendamment des droits de greffe, deux mille francs ; — Pour le commis assermenté, quinze cents francs.

147. Le traitement des membres du tribunal de première instance est fixé ainsi qu'il suit : — Pour le juge royal, quatre mille francs ; — Pour le lieutenant de juge, trois mille francs ; — Pour chaque juge-auditeur, mille francs ; — Pour le procureur du roi, quatre mille francs ; — Pour le greffier, indépendamment des droits de greffe, deux mille francs ; — Pour le commis assermenté, quinze cents francs.

148. Le traitement du juge de paix est fixé à trois mille francs ; — Au moyen de ce traitement, il ne lui sera alloué ni vacations ni honoraires. Il ne pourra réclamer que les frais de transport réglés par le tarif. — Il sera alloué au greffier du tribunal de paix, indépendamment des droits de greffe, un traitement de quinze cents francs.

149. Les magistrats envoyés de la métropole auront droit à une indemnité annuelle égale à la moitié de leur traitement. — Cette indemnité cessera d'être payée au magistrat européen qui contracterait mariage avec une créole de la colonie ou qui viendrait à y posséder des propriétés foncières, soit de son chef, soit du chef de sa femme. — Il n'est point dérogé à notre ordonnance du 31 août 1828, qui fixe à douze mille francs la somme allouée annuellement à notre procureur général. Lorsque les fonctions du procureur général seront remplies par un avocat général, le traitement de ce dernier sera de huit mille francs.

150. Le président de la cour royale recevra, pendant la durée de sa présidence, pour frais de représentation, une indemnité annuelle égale à la moitié de son traitement. — Cette indemnité sera cumulée avec celle à laquelle il pourrait avoir droit en vertu de l'article précédent.

151. Les magistrats envoyés de la métropole recevront, à titre de frais de déplacement, outre les frais de passage, auxquels il sera pourvu par notre ministre de la marine, une somme égale à la moitié de leur traitement. — Ceux qui auront droit à l'indemnité annuelle fixée par l'article 149 recevront en outre la moitié de cette indemnité. — Au moyen de ces diverses allocations, il ne leur sera accordé aucune autre somme pour frais de route, ni pour frais de séjour dans le port d'embarquement ou dans les lieux de relâche, ni pour traitement jusqu'au jour de l'entrée en fonctions. — La moitié de la somme allouée leur sera payée en France, et l'autre moitié à leur arrivée dans la colonie. — Lorsque ces magistrats reviendront en France, le passage leur sera accordé aux frais du gouvernement. Ils n'auront droit à aucune autre allocation. — Il n'est point dérogé, en ce qui concerne les frais de déplacement alloués au procureur général, à l'article 3 de notre ordonnance du 31 août 1828.

152. Les menues dépenses de la cour et des tribunaux seront réglées annuellement dans les budgets de la colonie.

CHAPITRE VII. — *Des pensions de retraite.*

153. Le traitement des membres de l'ordre judiciaire, ainsi que leur indemnité annuelle, seront soumis à une retenue de trois pour cent, qui sera versée dans la caisse des pensions et retraites.

154. Les magistrats auront droit, après un certain temps de service dans les tribunaux des colonies, à une pension de retraite qui sera calculée sur

le terme moyen du traitement pendant les trois dernières années de leur service, et acquittée par la caisse des pensions et retraites.

155. A dater de la promulgation de la présente ordonnance, la pension de retraite des magistrats mentionnés dans l'article 149 sera réglée de la manière suivante : — Le minimum de cette pension sera d'un *sixième* du traitement, et le maximum de la *moitié*. — Le minimum ne pourra être acquis qu'après dix ans de service dans l'une des fonctions mentionnées aux susdits articles, et le maximum qu'après vingt ans. — Après dix années de service, la pension sera augmentée par chaque année d'un *trentième* du traitement, jusqu'à ce qu'elle ait atteint le maximum. — Les veuves des magistrats auxquels s'appliquent les dispositions de cet article recevront une pension égale au quart de la retraite qui aurait été accordée à leurs maris, ou à laquelle ils auraient eu droit à l'époque de leur décès.

156. Les magistrats qui ne sont point assujétis aux conditions prescrites par l'article 149 cumuleront leurs services dans la métropole avec ceux qu'ils auront rendus dans la colonie, et leur pension sera liquidée d'après les règles prescrites par les lois, ordonnances et réglemens de la métropole. — Les magistrats soumis aux conditions prescrites par l'article 149 pourront opter, pour la liquidation de leur pension, entre le mode fixé par l'article précédent et celui fixé par le présent article. — Cette disposition s'appliquera à leurs veuves.

157. Lorsque les magistrats se trouveront atteints d'infirmités graves et permanentes qui les mettront dans l'impossibilité de faire habituellement leur service, ils pourront être remplacés et mis à la retraite, s'il y a lieu, sur la réquisition du procureur général. — Dans ce cas, la cour nommera une commission qui constatera les faits, entendra les magistrats, recevra à cet égard les déclarations des témoins et des gens de l'art, et en fera son rapport dans le mois. — Si la cour juge que les infirmités ou les empêchemens sont de nature à motiver le remplacement, il sera statué à cet égard par le gouverneur en conseil, et sa décision sera exécutée provisoirement, sauf notre approbation.

CHAPITRE VIII. — *Des magistrats honoraires.*

158. Les magistrats admis à la retraite pourront recevoir le titre de *conseiller honoraire* ou de *juge honoraire*, comme une marque de notre satisfaction.

159. Ils jouiront alors du droit d'assister aux audiences de rentrée et aux cérémonies publiques avec la cour ou le tribunal dont ils auront fait partie.

160. Les magistrats honoraires ne pourront être appelés à siéger, conformément à l'article 56, que lorsque leur brevet en contiendra l'autorisation spéciale.

TITRE IV. — Des assesseurs.

161. Il sera établi pour la Guiane française, un collège d'assesseurs dont les membres seront appelés à faire partie des cours d'assises. — Le collège sera composé de trente membres.

162. Les assesseurs seront tirés au sort pour le service de chaque assise. — Les accusés et le procureur général pourront exercer des récusations péremptoires. — Le mode du tirage, le nombre des récusations péremptoires et les cas de récusations ordinaires seront réglés par le Code d'instruction criminelle.

163. Les assesseurs devront être âgés au moins de trente ans révolus.

164. Seront aptes à faire partie du collège des assesseurs : — 1° Les habi-

tans et les négocians éligibles au conseil général; — 2° Les membres de nos ordres royaux; — 3° Les fonctionnaires publics et employés du gouvernement jouissant d'un traitement de trois mille francs au moins, en y comprenant les allocations de diverses natures; — 4° Les fonctionnaires publics et employés qui, ayant joui d'un traitement de pareille somme, ont été admis à la retraite; — 5° Les juges de paix en retraite, les licenciés en droit non pourvus d'une commission d'avoué, les professeurs de sciences et belles-lettres, les médecins, les notaires et les avoués retirés.

165. Les fonctions d'assesseurs sont incompatibles avec celles de membre du conseil privé, de membre de l'ordre judiciaire, de ministre du culte, et de militaire en activité de service dans les armées de terre ou de mer.

166. Les empêchemens résultant pour les juges de leur parenté ou de leur alliance entre eux seront applicables aux assesseurs, soit entre eux, soit entre eux et les juges, soit entre eux et les accusés ou la partie civile.

167. Le collège des assesseurs sera renouvelé tous les trois ans. Les membres qui le composent pourront être nommés de nouveau.

168. Six mois avant l'époque du renouvellement de ce collège, le gouverneur arrêtera en conseil la liste générale de ceux qui réuniront les conditions exigées par la présente ordonnance pour remplir les fonctions d'assesseur, avec indication de leurs noms, prénoms, âge, qualités, profession et demeure. — Il adressera cette liste à notre ministre de la marine et des colonies, avec ses observations et celles du conseil privé.

169. La nomination des assesseurs sera faite par nous, sur la présentation de notre ministre secrétaire d'état de la marine et des colonies. — Toutefois, lors de la première formation du collège, la nomination des membres qui devront le composer sera faite par le gouverneur en conseil, sur la liste qui aura été dressée conformément à l'article précédent. — Ils exerceront leurs fonctions jusqu'à ce qu'il ait été pourvu par nous à la composition définitive du collège.

170. Le gouverneur statuera en conseil sur les demandes à fin d'exemption définitive du service d'assesseur, soit pour cause d'infirmité grave, soit pour toute autre cause. — Les sexagénaires seront exemptés de droit, lorsqu'ils le réqueront. — Afin que le collège soit toujours tenu au complet, le gouverneur pourvoira, également en conseil, au remplacement provisoire des assesseurs, quelle que soit la cause de la vacance.

171. Avant d'entrer en fonctions, chaque assesseur appelé au service de la session prêtera, en présence du président de la cour d'assises et de deux autres magistrats qui en feront partie, le serment dont la formule suit : — « Je jure et promets devant Dieu d'examiner avec l'attention la plus scrupuleuse les affaires qui me seront soumises pendant le cours de la présente session; de ne trahir ni les intérêts des accusés, ni ceux de la société; de n'écouter ni la haine ou la méchanceté, ni la crainte ou l'affection, et de ne me décider que d'après les charges, les moyens de défense et les dispositions des lois, suivant ma conscience et mon intime conviction. »

172. Les fonctions d'assesseur seront gratuites. Il sera remis à chacun d'eux, par chaque session où il siégera, une médaille d'argent à l'effigie du roi, avec cette légende : *Colonies françaises, cour d'assises.*

TITRE V. — Des officiers ministériels.

CHAPITRE 1^{er}. — Des avoués.

SECTION 1^{re}. — Des fonctions des avoués.

173. Les avoués seront exclusivement chargés de représenter les parties devant la cour royale et le tribunal de première instance; de faire les actes

de forme nécessaires pour l'instruction des causes, l'obtention et l'exécution des jugemens et arrêts. — Ils plaideront pour leurs parties tant en demandant qu'en défendant, et ils rédigeront, s'il y a lieu, toutes consultations, mémoires et écritures.

174. Le nombre des avoués est fixé à six.

175. Les avoués postuleront et plaideront exclusivement près des cours et des tribunaux de la colonie.

176. Les avoués plaideront debout et découverts; les avocats-avoués seront autorisés à se couvrir en plaissant, excepté lorsqu'ils liront les conclusions.

177. Il sera établi à Caïenne près du tribunal de première instance et près de la cour royale un bureau de consultation pour les pauvres.

178. Le procureur général nommera annuellement et à tour de rôle un avoué pour tenir ce bureau. — Cet avoué sera chargé de défendre au civil les militaires et les marins absens, et de défendre, soit au civil, soit au criminel, les pauvres qui seraient porteurs de certificats d'indigence délivrés par le commissaire-commandant du quartier ou par le lieutenant commissaire.

179. L'exercice de la profession d'avoué est incompatible avec les places de l'ordre judiciaire, avec des fonctions administratives salariées, avec celles de notaire, de greffier ou d'huissier, et avec toute espèce de commerce.

SECTION II. — De la nomination des avoués.

180. Nul ne pourra être reçu avoué, s'il n'est âgé de vingt-cinq ans révolus, s'il n'est licencié en droit, et s'il ne justifie de deux années de cléricature.

181. Pourront être néanmoins dispensés de la représentation du diplôme de licencié ceux qui justifieront de cinq années de cléricature chez un avoué, soit en France, soit dans la colonie, dont trois en qualité de premier clerc; mais alors ils seront soumis à un examen public devant l'un des membres de la cour désigné par le président et en présence d'un officier du ministère public: cet examen devra porter sur les cinq codes.

182. L'avoué postulant présentera requête au gouverneur, à l'effet d'être autorisé à se pourvoir devant la cour. Sur cette autorisation, il fera viser ses pièces par le procureur général, et les déposera au greffe. — Le président désignera un rapporteur chargé de recueillir des renseignemens sur la conduite du requérant; extrait de la requête sera affiché dans l'auditoire pendant un mois avec le nom du rapporteur, et sera inséré, à trois reprises différentes et à huit jours d'intervalle, dans une des gazettes de la colonie.

183. Dans les huit jours qui suivront l'expiration de ces délais, le juge désigné fera son rapport en chambre du conseil; et la cour, le procureur général entendu, émettra son avis. — Cet avis sera transmis par le procureur général au gouverneur, qui statuera en conseil sur la demande, et délivrera, s'il y a lieu, une commission provisoire qui ne deviendra définitive que lorsqu'elle aura été approuvée par notre ministre de la marine et des colonies.

184. Toutefois, la nomination des avoués pourra être faite directement par notre ministre de la marine et des colonies, lorsque le postulant remplira les conditions prescrites par l'article 180.

185. Avant d'entrer en fonctions, les avoués prêteront devant la cour le serment suivant : — « Je jure d'être fidèle au roi, de ne rien dire ou publier « de contraire aux lois, ordonnances, arrêtés et réglemens, aux bonnes

« mœurs, à la sûreté de l'état et à la paix publique; de ne jamais m'écarter du respect dû aux tribunaux et aux autorités publiques, et de ne plaider aucune cause que je ne croirai pas juste en mon ame et conscience. »

186. Les avoués seront assujétis à un cautionnement en immeubles, qui sera spécialement et par privilège affecté à la garantie des créances résultant d'abus et de prévarications qui pourraient être commis par eux dans l'exercice de leurs fonctions. Il sera reçu et discuté par le procureur du roi concurremment avec le contrôleur colonial, et l'inscription sera prise à la diligence de ce dernier. — Le cautionnement des avoués est fixé à huit mille francs.

187. Les avoués ne seront admis à prêter serment qu'après avoir rapporté le certificat de l'inscription prise en conformité de l'article précédent.

188. Lorsque les avoués seront licenciés en droit, ils prendront le titre d'avocat-avoué.

189. Le gouverneur en conseil, et d'après l'avis de la cour, pourra autoriser deux licenciés en droit, postulant des places d'avoué, à plaider devant la cour et devant le tribunal. Cette autorisation devra être renouvelée annuellement et pourra toujours être révoquée. — Les licenciés en droit autorisés à plaider seront tenus de prêter préalablement devant la cour le serment prescrit par l'article 185.

SECTION III. — De la discipline des avoués.

190. Les avoués exerceront librement leur ministère pour la défense de la justice et de la vérité; mais ils devront s'abstenir de toute supposition dans les faits, de toute surprise dans les citations, et autres mauvaises voies, même de tous discours inutiles et superflus.

191. Il leur est défendu de se livrer à des injures et à des personnalités offensantes envers les parties ou leurs défenseurs; d'avancer aucun fait contre l'honneur et la réputation des parties, à moins que la nécessité de la cause ne l'exige, et qu'ils n'en aient charge expresse de leurs cliens.

192. Il leur est enjoint pareillement de ne jamais s'écarter, soit dans leurs discours, soit dans leurs écrits, du respect dû à la religion et à la justice; de ne point attaquer les principes de la monarchie, le système constitutif du gouvernement colonial, les lois, ordonnances, arrêtés ou réglemens de la colonie; comme aussi de ne point manquer au respect dû aux magistrats devant lesquels ils exercent.

193. Il est expressément défendu aux avoués de recevoir aucune somme des parties sans en donner des reçus détaillés, et de signer des effets négociables ou de se livrer à des opérations de commerce.

194. Il est interdit aux avoués, sous peine de destitution, de se rendre cessionnaires d'aucun droit successif, de faire des traités pour leurs honoraires, ou de forcer les parties à reconnaître leurs soins avant les plaidoiries, de faire entre eux aucune association, d'acheter aucune affaire litigieuse, ainsi qu'il est prescrit par les codes, et d'occuper sous le nom d'un autre pour les parties qui auraient des intérêts différens ou communs.

195. Les avoués seront placés sous la surveillance directe du ministère public, qui pourra procéder à leur égard conformément aux dispositions de l'article 121 de notre ordonnance du 27 août 1828.

196. Si les avoués s'écartaient, à l'audience ou dans les mémoires produits au procès, des devoirs qui leur sont prescrits, les tribunaux pourront, suivant l'exigence des cas, d'office ou à la réquisition du ministère public, leur

appliquer sur-le-champ l'une des peines de discipline suivantes : — L'avertissement, — La réprimande, — L'interdiction. — Les tribunaux pourront en outre proposer au gouverneur la destitution des avoués contre lesquels ils auront prononcé l'interdiction. — L'interdiction temporaire ne pourra excéder le terme de deux années. — Ces peines seront prononcées sans préjudice de poursuites extraordinaires, s'il y a lieu.

197. Dans le cas où le jugement du tribunal de première instance prononcerait l'interdiction pour plus d'un mois, l'appel pourra en être porté à la cour.

198. Le droit accordé aux tribunaux sur les avoués dans les cas prévus par l'article 196 n'est point exclusif des pouvoirs que le gouverneur pourrait exercer dans les mêmes cas, en se conformant aux dispositions du paragraphe 2 de l'article 121 de notre ordonnance du 27 août 1828.

199. L'avoué qui se refuserait au service prescrit par l'article 177 sera passible de l'une des peines de discipline portées en l'article 196.

CHAPITRE II. — *Des huissiers.*

SECTION I^{re}. — Des fonctions des huissiers.

200. Le nombre des huissiers pour le service de la cour et des tribunaux de la colonie est fixé à cinq : deux seront attachés à la cour royale, deux au tribunal de première instance, et un au tribunal de paix. — Le gouverneur fera en conseil, et après avoir pris l'avis de la cour, la répartition de ces officiers ministériels entre les trois juridictions. — Les huissiers seront tenus de résider dans la ville de Caïenne.

201. Toutes citations autres que celles en conciliation, toutes notifications, assignations, significations, ainsi que tous actes et exploits nécessaires pour l'exécution des ordonnances de justice, jugemens et arrêts, seront faits par le ministère d'huissiers, sauf les exceptions portées par les lois, ordonnances, arrêtés et réglemens.

202. Ils auront tous le même caractère, les mêmes attributions, et le droit d'exploiter concurremment dans toute l'étendue de la colonie. — Néanmoins, ils ne pourront faire le service de l'audience et les significations d'avoué à avoué que près de la cour ou du tribunal où ils seront immatriculés. En cas d'empêchement, ils pourront être remplacés par un autre huissier.

203. Le service des audiences de la cour d'assises sera fait par ceux des huissiers que le président aura désignés.

204. Les huissiers seront en outre chargés de faire en matière criminelle tous les actes dont ils seront requis par le procureur général, le procureur du roi, le juge d'instruction ou les parties.

205. Les huissiers seront tenus d'exercer leur ministère toutes les fois qu'ils en seront requis. Néanmoins, il leur est défendu d'instrumenter à la requête des esclaves, à peine de destitution.

206. Les fonctions d'huissier sont incompatibles avec toute autre fonction publique salariée et avec toute autre espèce de commerce.

SECTION II. — De la nomination des huissiers.

207. Les conditions requises pour être huissier seront, — 1^o D'être âgé de vingt-cinq ans accomplis; — 2^o D'avoir travaillé au moins pendant deux ans, soit au greffe d'une cour royale ou d'un tribunal de première instance, soit dans l'étude d'un notaire ou d'un avoué, ou chez un huissier; — 3^o D'avoir obtenu du juge royal et du procureur du roi un certificat de bonnes vie et mœurs et de capacité.

208. Les commissions d'huissier seront délivrées par le gouverneur en conseil, sur la proposition du procureur général.

209. Avant d'entrer en fonctions, les huissiers du tribunal de première instance et du tribunal de paix prêteront devant le tribunal de première instance le serment suivant : — « Je jure d'être fidèle au roi, de me conformer aux lois, ordonnances et réglemens concernant mon ministère, et de remplir mes fonctions avec exactitude et probité. » — Les huissiers de la cour prêteront le même serment devant elle.

210. Les huissiers seront assujétis à un cautionnement de quatre mille francs en immeubles, qui sera reçu de la même manière que celui des avoués, et affecté au même genre de garantie. — Ils ne seront admis à prêter serment qu'après avoir justifié de l'accomplissement des formalités prescrites par l'article 186.

SECTION III. — De la discipline des huissiers.

211. Les huissiers seront placés, conformément à l'article 121 de notre ordonnance du 27 août 1828, sous la surveillance du procureur général, sans préjudice de celle des tribunaux, qui pourront leur appliquer, s'il y a lieu, les peines énoncées en l'article 196.

TITRE VI. — De l'ordre du service.

CHAPITRE I^{er}. — *Du rang de service aux audiences.*

212. Le rang de service à l'audience sera réglé ainsi qu'il suit :

COUR ROYALE.

Le président, les conseillers, les conseillers-auditeurs.

COUR D'ASSISES.

Le président, les conseillers, les conseillers-auditeurs, les assesseurs.

TRIBUNAL DE PREMIÈRE INSTANCE.

Le juge royal, le lieutenant de juge, les juges-auditeurs.

TRIBUNAL DE PAIX.

Le juge de paix, les suppléans.

213. Les conseillers, les conseillers-auditeurs, les juges-auditeurs et les suppléans du juge de paix prendront rang entre eux d'après la date et l'ordre de leur réception. — Les assesseurs prendront rang dans l'ordre de leur nomination.

CHAPITRE II. — *De la police des audiences.*

SECTION I^{re}. — De la police des audiences de la cour royale.

214. La police de l'audience de la cour royale appartiendra au président. Le temps destiné aux audiences ne pourra être employé ni aux assemblées générales ni à aucun autre service.

215. Le président ouvrira l'audience à l'heure indiquée par le règlement. Si l'audience vient à manquer par défaut de juge, le président, ou en son absence le conseiller le plus ancien, en dressera un procès-verbal qui sera envoyé au gouverneur par le procureur général.

216. Il sera tenu par le greffier, et pour chaque chambre, un registre de pointe sur lequel les conseillers et les conseillers-auditeurs seront tenus de s'inscrire. — Le président arrêtera ce registre avant l'ouverture de l'audience, et pointera les absens.

217. Seront également soumis à la pointe ceux de ces magistrats qui ne se rendraient pas à une assemblée générale.

218. Les droits d'assistance, ainsi qu'ils sont réglés par l'article 145, n'appartiendront qu'aux membres présents à l'ouverture de l'audience. — Néanmoins, les absens n'en seront point privés, lorsque leur absence aura pour cause une maladie dûment constatée.

219. Les absens, même par congé, seront soumis à la retenue des droits d'assistance, à moins qu'ils ne soient absens pour service public.

220. Avant d'entrer à l'audience, le président fera prévenir par un huissier le procureur général en son parquet que la chambre est complète et qu'il est attendu.

221. Les membres du ministère public seront soumis à la pointe de la même manière et dans les mêmes cas que les autres magistrats, lorsque la cour aura été obligée de les remplacer par un de ses membres.

222. Il sera dressé par le greffier, au commencement de chaque mois, un procès-verbal constatant les retenues à exercer, conformément au registre de pointe, sur la portion du traitement répartie en droits d'assistance. — Ce procès-verbal, signé et certifié par le président, sera visé par le procureur général.

223. En vertu de ce procès-verbal, les retenues seront faites, à la fin du mois, sur le traitement de chaque magistrat, et l'emploi du montant de ces retenues sera déterminé par un règlement de la cour.

SECTION II. — De la police des audiences de la cour d'assises.

224. Les dispositions de la section précédente relatives à la police des audiences seront communes aux cours d'assises, en ce qui concerne le président et les magistrats qui en feront partie.

225. A l'égard des assesseurs qui manqueraient à leur service, les trois magistrats appelés à siéger à la cour d'assises pourront prononcer contre eux les peines ci-après, savoir : — L'amende, — L'affiche de l'arrêt de condamnation, — L'exclusion du collège des assesseurs. — Les cas où ces diverses peines pourront être appliquées seront déterminés par le Code d'instruction criminelle.

SECTION III. — De la police des audiences du tribunal de première instance et du tribunal de paix.

226. La police de l'audience du tribunal de première instance appartiendra au juge royal.

227. Dans le cas où l'audience viendrait à manquer par défaut de juge, le procès-verbal constatant le fait sera dressé par le procureur du roi, et envoyé au procureur général, qui en rendra compte au gouverneur.

228. Les dispositions des articles 216, 218, 219, 221, 222 et 223, seront applicables aux membres du tribunal de première instance.

229. Le juge de paix aura la police de son audience.

CHAPITRE III. — Des assemblées générales.

230. Les assemblées générales auront pour objet de délibérer sur les matières qui concernent l'ordre et le service intérieur ainsi que la discipline, et qui sont dans les attributions de la cour. — Elles se tiendront en chambre du conseil et à huis clos, et n'auront lieu que sur la convocation du président, faite ou de son propre mouvement, ou sur la demande de deux conseillers, ou sur le réquisitoire du procureur général, ou sur l'ordre du gouverneur. — Le procureur général devra toujours être prévenu à l'avance, par le président, et de la convocation et de son objet. Il sera tenu d'en informer le gouverneur. — Lorsque l'assemblée sera formée, le procureur général y sera appelé et y assistera. Néanmoins, il devra se retirer avant la

délibération, lorsqu'il s'agira de l'application d'une peine de discipline.

231. L'assemblée générale se composera de tous les membres de la cour. — La cour ne pourra prendre de décision qu'au nombre de cinq magistrats. Ses décisions seront prises à la simple majorité. — Le greffier de la cour assistera aux assemblées générales et y tiendra la plume.

232. Le président ne permettra point qu'il soit mis en délibération d'autre objet que celui pour lequel la convocation aura été faite. — Le procureur général rendra compte au gouverneur du résultat de la délibération.

233. La cour se réunira en assemblée générale le premier mercredi qui suivra la rentrée, pour entendre le rapport que fera le procureur général sur la manière dont la justice civile et la justice criminelle auront été rendues pendant l'année précédente dans l'étendue du ressort. — Le procureur général signalera dans ce rapport les abus qu'il aurait remarqués, et fera, d'après les dispositions des lois, ordonnances et réglemens, toutes réquisitions qu'il jugera convenables, et sur lesquelles la cour sera tenue de délibérer. — Il adressera au gouverneur copie de son rapport, ainsi que de ses réquisitions, et des arrêts qui seront intervenus.

CHAPITRE IV. — *Des vacances.*

234. Chaque année, la cour et le tribunal de première instance prendront deux mois de vacances, dont l'époque sera fixée par un règlement pris dans la forme établie par l'article 46.

235. Pendant les vacances, la chambre civile de la cour tiendra au moins une audience par mois pour l'expédition des affaires sommaires. — Le tribunal de première instance tiendra au moins une audience par semaine.

236. Le service des cours d'assises, celui de la chambre d'accusation, ainsi que l'instruction criminelle, ne seront point interrompus. — Le service du parquet, soit près la cour, soit près le tribunal de première instance, sera réglé de manière qu'un de ses membres soit toujours présent.

237. Le juge de paix ne prendra point de vacances.

CHAPITRE V. — *De la rentrée de la cour royale et du tribunal.*

238. Au jour fixé pour la rentrée de la cour, le gouverneur et les diverses autorités seront invités par le président à assister à l'audience.

239. Le procureur général ou son substitut fera tous les ans, le jour de la rentrée, un discours sur le maintien des lois et les devoirs des magistrats; il tracera aux avoués la conduite qu'ils ont à tenir dans l'exercice de leur profession, et il exprimera ses regrets sur les pertes que la magistrature et le barreau auraient faites, dans le courant de l'année, de membres distingués par leur savoir, leurs talens et leur probité. — Il lui est interdit de traiter de toutes autres matières. — Copie du discours de rentrée sera remise par le procureur général au gouverneur, pour être adressée à notre ministre de la marine et des colonies.

240. Le président, sur le réquisitoire du procureur général, recevra, des avoués présens à l'audience, le serment prescrit par l'article 185.

241. Le tribunal de première instance reprendra ses audiences ordinaires le jour de la rentrée de la cour.

CHAPITRE VI. — *De l'envoi des états indicatifs des travaux des cours et des tribunaux.*

242. Le procureur général sera tenu, dans les vingt premiers jours des mois de janvier et juillet, de remettre au gouverneur, pour être adressés à notre ministre de la marine et des colonies, deux états numériques relatifs au service du semestre précédent, l'un pour la justice civile, et l'autre pour la justice criminelle.

243. L'état relatif à la justice civile comprendra, savoir : — Pour la *justice de paix*, — 1° Les demandes civiles et commerciales dont elle aura été saisie dans les limites de sa compétence, — 2° Les jugemens rendus en premier ressort, — 3° Les jugemens définitifs; — Pour le *bureau de conciliation*, — 4° Les demandes portées en conciliation, en indiquant celles sur lesquelles les parties auraient transigé; — Pour le *tribunal civil*, — 5° Les causes inscrites au rôle, — 6° Les jugemens par défaut, — 7° Les jugemens préparatoires ou interlocutoires, — 8° Les jugemens définitifs, en distinguant ceux rendus en matière commerciale, — 9° Les commencemens de poursuites en saisies immobilières qui auraient été inscrites au greffe, — 10° Les jugemens d'adjudication sur lesdites saisies, — 11° Les instances d'ordre ou de contributions ouvertes, — 12° Les procès-verbaux définitifs faits sur lesdites instances, — 13° Les affaires terminées par désistement de la demande ou par transaction, — 14° Les affaires restant à juger, — 15° Les affaires arriérées, en désignant par ordre de numéros chaque affaire en retard ainsi que l'année et le semestre auxquels elles appartiennent. — Il sera fait mention, dans la colonne d'observations, des motifs du retard apporté au jugement de ces affaires. — Seront réputées causes arriérées celles d'audience qui seraient depuis plus de trois mois sur le rôle général, ainsi que les procès par écrit qui ne seraient pas vidés dans les quatre mois du premier appel de la cause. — Il en sera de même des ordres et contributions qui ne seraient point terminés dans les six mois de la date du procès-verbal d'ouverture. — Pour la *cour royale*, — 16° Les appels, en distinguant les arrêts infirmatifs des arrêts confirmatifs, les arrêts par défaut des arrêts définitifs, — 17° Les procès terminés par désistement ou transaction, — 18° Les affaires restant à juger, — 19° Les affaires arriérées et les causes du retard, dans la forme établie au n° 15, — 20° Les arrêts qui auront été cassés, — 21° Les arrêts rendus en annulation de jugemens en dernier ressort de la justice de paix.

244. L'état relatif à la justice criminelle comprendra, savoir : — Pour le *tribunal de police*, — 1° Les jugemens définitifs, en distinguant ceux qui auront prononcé l'emprisonnement; — Pour le *tribunal correctionnel*, — 2° Les jugemens de police rendus sur appel, en énonçant s'il y a eu confirmation ou infirmation; — Pour la *cour royale*, — 3° Les arrêts de la chambre d'accusation portant qu'il n'y a lieu à suivre, ou portant renvoi aux assises, avec mention, pour chaque prévenu, de l'intervalle écoulé entre la délivrance du mandat d'arrêt et l'arrêt de la chambre d'accusation; — 4° Les arrêts rendus par la chambre correctionnelle avec mentions semblables à celles du numéro précédent; — 5° Les arrêts d'annulation des jugemens en dernier ressort du tribunal de police, et du tribunal correctionnel statuant sur appel en matière de simple police; — Pour la *cour d'assises*, — 6° Les arrêts d'acquiescement ou de condamnation, avec mention pour chaque affaire du nom des accusés, de la nature du crime, et de la peine prononcée en cas de condamnation. — Il sera également fait mention de la durée de chaque session. — 7° Les noms, âge et sexe des détenus attendant jugement, et des détenus par suite de condamnation, en distinguant les blancs, les gens de couleur libres et les esclaves; — 8° Les déclarations de pourvoi en cassation; — 9° Les recours en grace sur lesquels il aura été accordé un sursis à l'exécution de l'arrêt.

245. Ces états, dressés au greffe de la cour sur les états particuliers, seront certifiés par le greffier et visés par le procureur général.

246. Le contrôleur colonial transmettra à notre ministre de la marine et des colonies, dans les délais énoncés en l'article 242, un état contenant, —

1° Les jugemens rendus correctionnellement par le tribunal de première instance sur chacune des matières énoncées en l'article 24 de la présente ordonnance ; — 2° Les arrêts rendus par la commission d'appel prononçant la confirmation ou l'infirmité de ces jugemens. — Cet état indiquera la nature du délit, les noms, professions et demeures des inculpés, et, s'il y a eu condamnation, la peine prononcée. — Cet état sera dressé, pour les jugemens rendus en première instance, par le greffier du tribunal, et, pour ceux rendus en appel, par le secrétaire archiviste.

247. Le juge de paix sera tenu, dans les cinq premiers jours des mois indiqués par l'article 242, d'adresser au procureur du roi, qui le transmettra de suite au procureur général, un état en cinq colonnes, contenant les énonciations prescrites par les nos 1^{er}, 2, 3 et 4 de l'article 243 et par le no 1^{er} de l'article 244. — Cet état devra être certifié par le greffier et visé par le juge de paix.

248. Le procureur du roi, dans les dix premiers jours des mêmes mois, adressera au procureur général un état en treize colonnes, contenant les énonciations prescrites par les nos 5 à 15 inclusivement de l'article 243 et par le no 2 de l'article 244. — Cet état sera certifié par le greffier, et visé par le procureur du roi.

TITRE VII. — Du costume.

249. Aux audiences ordinaires, les conseillers de la cour royale, les conseillers-auditeurs et les membres du parquet porteront la toge et la simarre en étoffe de soie noire, la chausse de licencié sur l'épaule gauche, la ceinture moirée en soie noire, large de quatre pouces, avec franges et une rosette sur le côté gauche, la cravate en batiste tombante et plissée, les cheveux courts, les bas noirs, la toque en velours noir. — Le président et le procureur général auront autour de leur toque deux galons d'or en haut, et deux galons d'or en bas. Les conseillers, l'avocat général en auront deux en bas. Les conseillers-auditeurs n'en auront qu'un en bas. — Ces galons seront chacun de six lignes de large, et placés, soit en haut, soit en bas, à deux lignes de distance l'un de l'autre.

250. Aux audiences solennelles, savoir : celles de rentrée; celles où le gouverneur a le droit d'assister, aux termes de l'article 46 de notre ordonnance du 27 août 1828 ; celles où il s'agit de questions d'état ou de prise à partie ; celles où la cour exerce les attributions qui lui sont conférées par les articles 43 et 44 de la présente ordonnance, ainsi qu'aux assises et aux cérémonies publiques, les membres de la cour porteront la toge et la chausse en étoffe de soie rouge. — La toge du président et celle du procureur général seront bordées, sur le devant, d'une fourrure d'hermine large de quatre pouces.

251. Le greffier de la cour portera, soit aux audiences ordinaires, soit aux audiences solennelles et aux assises, soit dans les cérémonies publiques, le même costume que celui des conseillers, à l'exception des galons d'or à la toque qui seront remplacés par deux galons de soie noire.

252. Le commis-greffier portera la robe fermée à grandes manches, en étamine noire, et la toque en étoffe de laine avec un galon de laine de la même couleur.

253. Les assesseurs siégeant aux assises seront vêtus en noir.

254. Les membres du tribunal de première instance auront aux audiences ordinaires le costume fixé par l'article 249, à l'exception de la toge, qui sera en étamine noire, et des galons de la toque, qui seront en argent. — Le nombre de ces galons sera le même pour le juge royal et le procureur du roi

que pour le président et le procureur général, pour le lieutenant de juge que pour les conseillers et l'avocat général, pour les juges-auditeurs que pour les conseillers-auditeurs. — Dans les cérémonies publiques, les membres du tribunal de première instance porteront la toge en soie noire.

255. Le greffier du tribunal de première instance aura, soit aux audiences ordinaires, soit dans les cérémonies publiques, le même costume que le lieutenant de juge, à l'exception des galons d'argent qui seront remplacés par des galons de soie noire.

256. Le commis-greffier aura le même costume que celui réglé pour le commis-greffier de la cour.

257. Le juge de paix et ses suppléans porteront aux audiences et dans les cérémonies publiques le costume fixé par le premier alinéa de l'article 254, à l'exception de la toque où il n'y aura au bas qu'un galon d'argent. — Dans l'exercice de leurs autres fonctions, ils seront vêtus en noir, et porteront une écharpe en soie bleu-de-ciel avec des franges en soie de la même couleur.

258. Le greffier de la justice de paix sera vêtu en noir dans l'exercice de ses fonctions.

259. Les avoués porteront à l'audience la robe d'étamine noire fermée, et la toque en laine bordée d'un ruban de velours. — Lorsqu'ils seront licenciés, ils auront le droit de porter la chausse.

260. Les avoués ne pourront se présenter qu'en robe à l'audience, à la chambre du conseil, au parquet et aux comparutions devant les juges commissaires.

261. Les huissiers de la cour et des tribunaux seront vêtus en noir, et porteront, soit à l'audience, soit dans les cérémonies publiques, une baguette noire de quinze pouces surmontée d'une boule d'ivoire.

TITRE VIII. — Des honneurs.

CHAPITRE 1^{er}. — Des préséances.

262. Les corps judiciaires et les membres qui les composent prendront rang entre eux dans l'ordre ci-après :

COUR ROYALE.

Le président, — Les conseillers, — Les magistrats honoraires, — Les conseillers-auditeurs.

Parquet.

Le procureur général.

Greffe.

Le greffier, — Le commis assermenté.

COUR D'ASSISES.

Le président, — Les conseillers, — Les assesseurs.

Parquet.

Les officiers du ministère public.

Greffe.

Le greffier.

TRIBUNAL DE PREMIÈRE INSTANCE.

Le juge royal, — Le lieutenant de juge, — Les juges honoraires, — Les juges-auditeurs.

Parquet.

Le procureur du roi.

Greffier.

Le greffier, — Le commis assermenté.

TRIBUNAL DE PAIX.

Le juge de paix, — Les suppléans, — Le greffier.

263. Lorsque la cour et les tribunaux ne marcheront point en corps, le rang individuel des membres de l'ordre judiciaire sera réglé ainsi qu'il suit : — Le procureur général, — Le président, — Les conseillers, — Le juge royal, — Le procureur du roi, — Les conseillers auditeurs, — Le lieutenant de juge, — Le greffier de la cour, — Les juges-auditeurs, — Le juge de paix, — Le greffier du tribunal de première instance, — Le greffier du tribunal de paix.

264. Les magistrats ayant parité de titre prendront rang entre eux d'après la date et l'ordre de leur prestation de serment.

CHAPITRE II. — *Du cérémonial à observer lorsque le gouverneur se rend à la cour royale.*

265. Le fauteuil du roi sera placé dans la salle d'audience, au centre de l'estrade où siège la cour. — Le gouverneur aura seul le droit de l'occuper.

266. Dans toutes les occasions où le gouverneur se rendra au palais de justice pour prendre séance à la cour, il en informera à l'avance le procureur général, qui en donnera aussitôt connaissance au président.

267. Le gouverneur sera attendu en avant de la porte extérieure du palais par une députation composée d'un conseiller, d'un conseiller-auditeur, et sera conduit à l'estrade où siège la cour pour y prendre place.

268. A l'entrée du gouverneur, les membres de la cour se lèveront et se tiendront découverts : ils s'assiéront et pourront se couvrir lorsque le gouverneur aura pris place.

269. La présidence d'honneur appartiendra au gouverneur. — Il parlera assis et couvert.

270. Le gouverneur aura à sa droite le président, à sa gauche le plus ancien des conseillers.

271. Lorsque le gouverneur se retirera, il sera reconduit jusqu'à la porte du palais par la députation qui l'aura reçu.

272. Les fonctionnaires publics qui accompagneront le gouverneur seront placés, dans l'ordre de préséance entre eux, sur des sièges, en dedans de la barre et au bas de l'estrade où siège la cour.

273. Lorsque le gouverneur prendra séance à la cour royale, et dans toutes les occasions où il a le droit d'y siéger conformément aux dispositions de l'article 46 de notre ordonnance du 27 août 1828, il ne pourra être prononcé de discours qu'avec son autorisation et après qu'ils lui auront été communiqués. — Lorsque le président sera autorisé à prendre la parole, il parlera assis et découvert.

CHAPITRE III. — *Des honneurs à rendre aux cours et tribunaux.*

274. Dans les cérémonies qui auront lieu hors de l'enceinte du palais de justice, les corps judiciaires seront convoqués par le gouverneur, ou en cas d'absence, par le fonctionnaire appelé à le remplacer ; la lettre de convocation sera transmise par le procureur général.

275. Dans les églises, les cours et tribunaux occuperont les bancs de la nef le plus rapprochés du chœur, du côté de l'épître. Ils se placeront dans l'ordre des préséances déterminé par l'article 262. — Le pain bénit leur sera présenté après l'avoir été aux chefs de l'administration.

276. Le commandant des troupes, sur la réquisition du procureur géné-

ral, fournira à la cour et au tribunal, lorsqu'ils marcheront en corps, une garde d'honneur, composée ainsi qu'il suit : — Pour la cour royale, trente hommes commandés par un capitaine; — Pour la cour d'assises, vingt hommes commandés par un lieutenant; — Pour le tribunal de première instance, dix hommes commandés par un sergent. — A défaut de troupes de ligne, la garde d'honneur sera fournie par le commandant des milices.

277. Les gardes devant lesquelles passeront les corps ci-dessus dénommés prendront les armes et les porteront pour la cour royale et pour la cour d'assises; elles se reposeront dessus pour le tribunal de première instance.

278. Les tambours rappelleront pour la cour royale et pour la cour d'assises, et seront prêts à battre pour le tribunal de première instance.

CHAPITRE IV. — *Des honneurs funèbres à rendre aux membres de l'ordre judiciaire.*

279. Le convoi des magistrats qui décéderont dans l'exercice de leurs fonctions, ainsi que celui des magistrats honoraires, sera accompagné, savoir : — Celui du procureur général et du président de la cour, par les membres de la cour et du parquet; — Celui d'un conseiller, par trois membres de la cour et par un membre du parquet; — Celui d'un conseiller-auditeur, par les conseillers-auditeurs; — Celui du juge royal et du procureur du roi, par tous les membres du tribunal de première instance; — Celui du lieutenant de juge, par les membres du tribunal autres que le juge royal; — Celui d'un juge-auditeur, par un juge-auditeur; — Celui du juge de paix, par les suppléants et par le greffier; — Celui d'un suppléant, par les membres du tribunal de paix autres que le juge de paix.

280. Les avoués assisteront au convoi des membres des tribunaux près lesquels ils exercent.

TITRE IX. — De la cour prévôtale.

281. Lorsque la colonie aura été déclarée en état de siège, ou lorsque sa sûreté intérieure sera menacée, il pourra être établi une cour prévôtale.

282. La cour prévôtale ne pourra être créée qu'en vertu d'un arrêté pris par le gouverneur en conseil privé, composé de la manière prescrite par l'article 169 de notre ordonnance du 27 août 1828. — L'arrêté énoncera les circonstances qui rendent nécessaire l'établissement de cette cour, déterminera sa durée, qui ne pourra excéder six mois, et fixera le lieu où elle devra siéger habituellement.

283. La cour prévôtale sera composée ainsi qu'il suit : — Un président, — Un prévôt, — Un adjoint du prévôt, — Trois juges, dont un militaire, — Deux juges suppléants, dont un militaire, — Un officier du parquet, — Un greffier.

284. Les membres de la cour prévôtale seront nommés par le gouverneur en conseil.

285. L'un des conseillers de la cour royale, ou le juge royal remplira les fonctions de président.

286. Le prévôt sera choisi parmi les officiers de l'armée de terre ou de mer ayant le grade de capitaine au moins et âgés de trente ans accomplis. — L'adjoint du prévôt sera pris parmi les juges-auditeurs ou les licenciés en droit.

287. Seront aptes à remplir les fonctions de juge ou de juge suppléant : — Les conseillers-auditeurs, — Le lieutenant de juge, — Les juges-auditeurs, s'ils ont vingt-cinq ans, — Et les magistrats honoraires. — Le juge militaire et son suppléant devront être pris parmi les officiers de l'armée

de terre ou de mer ayant le grade de capitaine au moins, et âgés de vingt-sept ans accomplis.

288. Les fonctions du ministère public seront exercées près la cour prévôtale par le procureur général ou par celui des conseillers-auditeurs qu'il aura délégué.

289. Les fonctions de greffier seront remplies par le greffier de la cour ou du tribunal de première instance, et, à leur défaut, par leurs commis assermentés.

290. Pourront être déclarés justiciables de la cour prévôtale, sans distinction de classes ni de profession civile ou militaire, ceux qui seront prévenus d'avoir commis l'un des crimes qualifiés au Code pénal par les articles 75 à 85 inclusivement, 91 à 108 inclusivement, 210, 211, paragraphe 1^{er}, 213 à 217 inclusivement, 219, 265 à 268 inclusivement, 301, 434 à 436 inclusivement, et 452.—Toutefois, la compétence de la cour prévôtale sera restreinte à ceux des crimes ci-dessus énoncés dont la connaissance lui aura été spécialement attribuée par l'arrêté qui l'aura établie.

291. Dans chaque affaire qui lui sera soumise, et avant de décider s'il y a lieu ou non d'ordonner la mise en accusation des prévenus, la cour prévôtale statuera sur sa compétence.

292. Les arrêts de compétence ou d'incompétence rendus par la cour prévôtale ne pourront être attaqués par voie de cassation. Ils seront transmis dans le plus bref délai au conseil privé, qui statuera définitivement sur la confirmation ou l'annulation de ces arrêts. — Dans ce cas, le conseil sera composé et procédera de la manière prescrite par l'article 169 de notre ordonnance du 27 août 1828.

293. La cour prévôtale ne pourra rendre arrêt qu'au nombre de six juges. — L'officier du ministère public se retirera lors de la délibération.

294. Avant d'entrer en fonctions, les membres de la cour prévôtale prêteront devant le gouverneur, ou, sur sa délégation, devant la cour royale, le serment dont la formule suit : — « Je jure et promets devant Dieu d'examiner avec l'attention la plus scrupuleuse les affaires qui me seront soumises, et de remplir avec impartialité et fermeté les fonctions qui me sont confiées. »

295. La cour prévôtale pourra d'office, ou sur la réquisition du ministère public, déclarer qu'il y a lieu par elle à se transporter dans tel quartier qu'elle aura indiqué. — La délibération ne sera exécutée que sur l'approbation du gouverneur en conseil.

296. Il sera tenu au greffe de la cour prévôtale un registre sur lequel seront inscrites les affaires qui seront portées devant elle.—Elles seront jugées dans l'ordre indiqué par le président.

297. Tout ce qui est relatif au mode d'instruction et au jugement des affaires soumises à la cour prévôtale sera réglé par le Code d'instruction criminelle. — Il en sera de même du mode de rédaction des arrêts.

298. Il sera tenu, au secrétariat du conseil privé, un registre où seront inscrites les décisions du conseil sur les arrêts de compétence ou d'incompétence rendus par la cour prévôtale. — Les décisions du conseil sur ces arrêts seront transmises au procureur général, à la diligence du contrôleur colonial.

299. Le greffier de la cour prévôtale transmettra mensuellement au procureur général l'état des arrêts rendus par cette cour dans le mois précédent, en distinguant les arrêts de compétence ou d'incompétence, les arrêts qui déclareront n'y avoir lieu à suivre, ceux qui ordonneront la mise en accusation, et les arrêts définitifs. — Cet état indiquera, en outre, la nature

de l'accusation, les noms et prénoms des accusés, avec distinction de sexe, d'âge, de classe et de couleur, et la mention des condamnations et des acquittemens.

300. Au commencement de chaque mois, le procureur général transmettra à notre ministre de la marine et des colonies l'état prescrit par l'article précédent, ainsi que celui des décisions du conseil privé sur les arrêts de compétence de la cour prévôtale. — Il y joindra ses observations.

301. A l'expiration des fonctions de la cour prévôtale, les minutes de ses arrêts, ses registres, ainsi que toutes les pièces et procédures, seront déposés au greffe de la cour royale.

302. Les dispositions relatives aux honneurs et préséances dont jouira la cour d'assises, seront applicables à la cour prévôtale. — Dans le cas où la cour prévôtale siégerait dans le même lieu que la cour d'assises, elle prendra rang après celle-ci.

TITRE X. — Dispositions générales.

303. Toutes dispositions concernant l'organisation de l'ordre judiciaire et l'administration de la justice à la Guiane française, sont et demeurent abrogées en ce qu'elles ont de contraire à la présente ordonnance.

Extrait des lettres-patentes de Louis XV en forme d'édit, concernant les esclaves nègres des îles de France et de Bourbon.

A Versailles, décembre 1723.

Art. 51. Déclarons les affranchissemens faits dans les formes ci-devant prescrites tenir lieu de naissance dans nosdites îles, et les affranchis n'avoir besoin de nos lettres de naturalité pour jouir des avantages de nos sujets naturels dans notre royaume, terres et pays de notre obéissance, encore qu'ils soient nés dans les pays étrangers; déclarons cependant lesdits affranchis, ensemble les nègres libres, incapables de recevoir des blancs aucune donation entre-vifs à cause de mort, ou autrement; voulons qu'en cas qu'il leur en soit fait aucune, elle demeure nulle à leur égard et soit appliquée au profit de l'hôpital le plus prochain.

Art. 53. Octroyons aux affranchis les mêmes droits, privilèges et immunités, dont jouissent les personnes nées libres; voulons que le mérite d'une liberté acquise produise en eux, tant pour leurs personnes que pour leurs biens, les mêmes effets que le bonheur de la liberté naturelle cause à nos autres sujets, le tout cependant aux exceptions portées par l'article 51 des présentes. — *Signé LOUIS.* — Et plus bas, *signé PHÉLYPEAUX.*

Déclaration du roi (Louis XV) en interprétation de l'édit de 1685 contre les esclaves, sur les donations faites à des personnes de sang mêlé, et le recélé d'esclaves.

A Versailles, 5 février 1726 (enregistrée au conseil souverain).

Louis,.... salut.— Le feu roi, notre très honoré seigneur et bisaïeul, aurait, par ses lettres-patentes en forme d'édit du mois de mars 1685, établi une loi et des règles certaines sur ce qui concerne l'état et la qualité des esclaves aux îles de l'Amérique. Mais, sur les représentations qui nous ont été

faites, qu'il convient au bien et à l'avantage de nosdites colonies d'ajouter à certaines dispositions dudit état, et d'en retrancher d'autres, eu égard aux circonstances présentes : — A ces causes, de notre certaine science, pleine puissance et autorité royale, nous, en interprétant, en tant que besoin est, ledit édit du mois de mars 1685, avons dit, déclaré et ordonné, et, par ces présentes, disons, déclarons et ordonnons, voulons et nous plaît ce qui suit : que l'article 39 dudit édit soit exécuté selon sa forme et teneur ; et en conséquence, que les affranchis qui auront donné retraite dans leurs maisons aux esclaves fugitifs, soient condamnés par corps envers le maître en l'amende de trois cents livres de sucre par chaque jour de rétention ; et les autres personnes libres qui leur auront donné pareille retraite, en dix livres tournois d'amende par chaque jour de rétention ; et en ajoutant à cet article, ordonnons que, conformément à ce qui est porté par notredit édit du mois de mars 1724, qui sert de loi pour les esclaves de notre province de la Louisiane, faite par lesdits nègres affranchis ou libres qui auront donné retraite auxdits esclaves, de pouvoir payer ladite amende de trois cents livres de sucre par chaque jour de rétention des esclaves fugitifs, ils soient réduits à la condition d'esclaves, et comme tels, vendus au plus offrant et dernier enchérisseur, à la diligence de notre procureur en la juridiction en laquelle ils seront demeurans. — Voulons que, si le prix provenant de la vente qui en sera faite excède l'amende encourue, le surplus soit adjudgé au profit de l'hôpital le plus prochain : voulons aussi que, conformément à ce qui est porté par l'article 52 de notredit édit du mois de mars 1724, tous esclaves affranchis ou nègres, leurs enfans et descendans, soient incapables de recevoir à l'avenir, des blancs, aucune donation entre-vifs, à cause de mort ou autrement, sous quelque dénomination ou prétexte que ce puisse être, nonobstant ce qui est porté par les articles 56, 57 et 59 dudit édit du mois de mars 1685, auxquels nous avons dérogé et dérogeons par ces présentes pour cet égard seulement, et ordonnons qu'en cas qu'il soit fait auxdits nègres affranchis ou libres, ou à leurs enfans et descendans, aucuns dons ou legs en quelque manière que ce soit, ils demeureront nuls à leur égard, et soient appliqués au profit de l'hôpital le plus prochain. Ordonnons, au surplus, que notredit édit du mois de mars 1685 soit exécuté selon sa forme et teneur.

N° 55. = 24 décembre 1828—14 janvier 1829. = **ORDONNANCE** du roi qui fixe le nombre des membres de l'académie royale des inscriptions et belles-lettres, et contient d'autres dispositions relatives à cette académie (1). (VIII, Bull. CCLXXIII, n° 10526.)

Charles... — Vu l'ordonnance du 21 mars 1816, portant réorganisation de l'institut royal de France, et les réglemens du régime intérieur des académies, notamment ceux des 26 avril, 3 et 10 mai, approuvés par l'ordonnance du 9 juillet de la même année ; — Nous étant fait représenter l'ordonnance du 1^{er} octobre 1823 et le règlement du 30 décembre suivant, qui, modifiant dans quelques uns de leurs articles l'ordonnance et les réglemens de 1816, réduisent le nombre des membres ordinaires de l'académie des inscriptions et belles-lettres, et disposent des sommes demeurées libres par cette mesure ; — Voulant rendre à cette académie tout son éclat, reconnaître l'importance de ses travaux, donner aux savans français un témoignage de notre estime, et accorder une marque particulière de faveur à

(1) Voyez, dans les notes qui accompagnent l'art. 298 de la constitution du 5 fructidor an 3 (22 août 1795), l'indication de la législation relative à l'Institut.

ceux qui font de constans et louables efforts pour agrandir le domaine de l'histoire, de la saine érudition et de la véritable critique littéraire, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1^{er}. Le nombre des membres ordinaires de l'académie royale des inscriptions et belles-lettres est définitivement fixé à *quarante*.

2. Le nombre des académiciens libres reste fixé à *dix*.

3. Les nominations aux places vacantes seront faites par l'académie dans le cours de 1829 et de 1830.

4. Le fonds alloué spécialement pour le service de l'académie des inscriptions et belles-lettres dans le budget de l'institut royal de France demeure fixé à quatre-vingt dix-huit mille francs, et cette somme sera répartie conformément à un nouveau règlement d'organisation intérieure que rédigera l'académie, et qui sera soumis à notre approbation.

N^o 56. = 28 décembre 1828—7 janvier 1829. = *ORDONNANCE du roi relative à la commission mixte des travaux publics* (1). (VIII, Bull. CCLXXII, n^o 10509.)

Charles...., — Vu les décrets des 20 février et 20 juin 1810 (2), et du 22 décembre 1812, relatifs à la création et à l'organisation de la commission mixte des travaux publics; — Vu l'ordonnance du 18 septembre 1816, qui fixe la composition de cette commission; — Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état de la guerre, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1^{er}. La commission mixte des travaux publics, créée par l'ordonnance du 18 septembre 1816, sera chargée de délibérer et de donner son avis sur chacun des objets renvoyés à son examen.

2. Cette commission sera composée ainsi qu'il suit : — Un ministre d'état, président; — Trois conseillers d'état; — Deux inspecteurs généraux du génie militaire; — Un inspecteur général des ponts et chaussées; — Un inspecteur général membre du conseil des travaux maritimes; — Un secrétaire archiviste. — Le président et les membres seront nommés par nous sur la présentation de nos ministres secrétaires d'état de la guerre, de l'intérieur et de la marine. — Les deux secrétaires du comité du génie et du conseil général des ponts et chaussées assisteront aux séances de la commission, mais n'auront pas voix délibérative.

3. La présence de quatre membres, indépendamment du président et des secrétaires desdits comité et conseil, sera nécessaire pour délibérer. En cas de partage de voix, celle du président sera prépondérante. — En cas d'absence du président, la présidence sera dévolue momentanément au plus ancien des conseillers d'état membres de la commission.

4. Le comité des fortifications, le conseil général des ponts et chaussées, et l'inspection générale des travaux maritimes, pourront nommer, lorsqu'ils le jugeront nécessaire, un de leurs membres comme rapporteur chargé de soutenir leur opinion devant la commission, et indiquer, s'il y a lieu, des moyens de conciliation.

5. Le président convoquera la commission ainsi que les rapporteurs des conseil et comité, et fera mettre sous ses yeux toutes les pièces envoyées. — Les rapporteurs du comité et du conseil seront entendus, et pourront assister à la discussion; mais ils se retireront au moment de la délibération.

(1) Voyez le décret du 22 décembre 1812, portant organisation de cette commission, et les notes.

(2) Ces deux décrets n'ont pas été imprimés au *Bulletin des lois*.

6. Le président transmettra au ministre de chacun des départemens dont le concours aura été réclamé, un extrait de la délibération.

7. Si l'un des ministres ne croit pas devoir adhérer à la délibération de la commission, il portera l'affaire devant nous en notre conseil des ministres, pour qu'il y soit statué définitivement.

8. Les dispositions de l'ordonnance du 18 septembre 1816 sont maintenues en tout ce qu'elles n'ont pas de contraire à la présente ordonnance.

N° 57. = 28 décembre 1828—7 janvier 1829. = **ORDONNANCE du roi qui fixe définitivement à douze le nombre des avoués près la cour royale d'Agen.** (VIII, Bull. CCLXXII, n° 10513.)

N° 58. = 28 décembre 1828—14 janvier 1829. = **ORDONNANCE du roi qui fixe les points de sortie pour les boissons expédiées à l'étranger par la voie de terre.** (VIII, Bull. CCLXXIII, n° 10523.)

Charles, ... — Vu les articles 5, 8 et 87 de la loi du 28 avril 1816; — Vu les articles 2 et 3 de l'ordonnance du 11 juin de la même année, et les dispositions de l'ordonnance du 20 mai 1818, qui fixe les points de sortie par la voie de terre;—Considérant que, depuis cette époque, de nouvelles routes ont été ouvertes au commerce, et que quelques points de sortie ne sont plus fréquentés; ce qui a obligé à modifier le tableau annexé à ladite ordonnance, et exige qu'il y soit encore fait des changemens; — Voulant favoriser autant qu'il est possible l'exportation des boissons à l'étranger, et concilier les besoins du commerce avec la surveillance; — Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état des finances, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit:

Art. 1^{er}. Pour jouir de la franchise des droits prononcés par les articles 5 et 87 de la loi du 28 avril 1816, les boissons qui seront destinées à passer à l'étranger par la voie de terre devront, à compter du 1^{er} février prochain, sortir par l'un des bureaux dénommés au tableau annexé à la présente.

2. Toutes dispositions contraires sont abrogées.

Tableau des lieux qui peuvent seuls être désignés comme points de sortie pour les boissons expédiées à l'étranger par la voie de terre.

NOMS DES		
DÉPARTEMENS.	ARRONDISSEMENS.	POINTS DE SORTIE.
AIN.....	Belley.....	Port de Cordon.
	Gex.....	Sevsscl.
ALPES (HAUTES-).....	Biançon.....	Ferney.
	Rocroi.....	Pouilly-Saint-Genis.
ARDENNES.....	Sedan.....	Mont-Genèvre.
	Montbelliard.....	Givet.
DOUBS.....	Pontarlier.....	Gue d'Hossus.
	Saint-Gaudens.....	La Chapelle.
GARONNE (HAUTE-).....		Messincourt.
		Villars-sous-Blamont.
		Echampey (Les).
		Verrières-de-Joux.
		Villers.
		Fos.

NOMS DES		
DÉPARTEMENTS.	ARRONDISSEMENTS.	POINTS DE SORTIE.
ISÈRE	Grenoble.....	Chapareillan. Pont-Charras.
JURA.....	La Tour-du-Pin.....	Le Pont-de-Beauvoisin.
MEUSE.....	Saint-Claude.....	Les Rousses.
	Montmédy.....	Thonne-la-Long.
	Briey.....	La Malmaison. Mont-Saint-Martin.
MOSELLE.....	Sarreguemines.....	Parling. Forbach. Frauenberg.
	Thionville.....	Ottange. Roussy. Sierck. Tromborn.
	Avesnes.....	Bettignies.
	Dunkerque.....	Oost-Cappel. Zuidcoote.
NORD	Hazebrouck.....	Hameau de la Béele. Le Scau.
	Lille.....	Armentières. Baisieux. Hallain.
	Valenciennes.....	Blanc-Misseron. Bon-Secours.
PYRÉNÉES (BASSES-).....	Bayonne.....	Ainhoa. Béhobie.
	Mauléon.....	Arnéguy.
	Oloron.....	Urdos.
PYRÉNÉES-ORIENTALES.....	Céret.....	Le Perthus. Prats-de-Mollo. Saint-Laurent de Cerdà.
	Prades.....	Bourg-Madame.
	Strasbourg.....	Le pont du Rhin. La Wantzenau.
RHIN (BAS-).....	Wissembourg.....	Lauterbourg. Wissembourg.
	Schelestadt.....	Rhinan.
RHIN (HAUT-).....	Altkirch.....	Saint-Louis.
	Belfort.....	Delle.
	Colmar.....	Artzenheim.
VAR.....	Grasse.....	Ile-de-Paille. Saint-Laurent-du-Var.

N° 59. = 31 décembre 1828—30 janvier 1829. = **ORDONNANCE** du roi qui prescrit la publication du traité concernant les rapports de voisinage, de justice et de police, conclu entre sa majesté très chrétienne et les états de la confédération helvétique (1). (VIII, Bull. CCLXXIV, n° 10572.)

Charles,....— Nous avons ordonné et ordonnons que le traité suivant, concernant les rapports de voisinage, de justice et de police, conclu et signé à Zurich, le 18 juillet 1828, entre nous et les états composant la con-

(1) Voyez la loi du 23 fructidor an 6 (9 septembre 1798), contenant ratification d'un traité de paix avec la Suisse, en date du 4^e du même mois, et la note.

fédération helvétique, ratifié par nous le 17 octobre suivant, et dont les ratifications ont été échangées à Berne le 16 du présent mois de décembre, sera inséré au Bulletin des lois, pour être exécuté suivant sa forme et teneur. — Sa majesté le roi de France et de Navarre et les états composant la confédération helvétique, également animés du désir de consolider de plus en plus les liens d'amitié et les relations de bon voisinage qui subsistent depuis si long-temps entre eux, et, dans ce but, ayant jugé convenable de fixer définitivement et sur la base d'une parfaite réciprocité les règles à suivre de part et d'autre, tant pour l'exercice de la justice qu'à l'égard de divers autres points d'un intérêt commun pour les deux pays, ont, à cet effet, nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir : — Sa majesté très chrétienne, le sieur *François-Joseph-Maximilien Gérard de Rayneval*, grand officier de l'ordre royal de la Légion-d'Honneur, chevalier de l'ordre de Charles III, conseiller d'état, son ambassadeur près la confédération helvétique ; — Et les états de la confédération helvétique, les sieurs *Emmanuel-Frédéric Fischer*, avoyer de la ville et république de Berne ; *Jean Herzog d'Effingen*, bourgmestre du canton d'Argovie ; et *Auguste-Charles-François de Perrot*, conseiller d'état de Neuchâtel ; lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs respectifs trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivans :

Art. 1^{er}. Les jugemens définitifs en matière civile, ayant force de chose jugée, rendus par les tribunaux français, seront exécutoires en Suisse, et réciproquement, après qu'ils auront été légalisés par les envoyés respectifs, ou, à leur défaut, par les autorités compétentes de chaque pays.

2. Il ne sera exigé des Français qui auraient à poursuivre une action en Suisse, et des Suisses qui auraient une action à poursuivre en France, aucuns droits, caution ou dépôt, auxquels ne seraient pas soumis les nationaux eux-mêmes conformément aux lois de chaque localité.

3. Dans les affaires litigieuses personnelles ou de commerce qui ne pourront se terminer à l'amiable ou sans la voie des tribunaux, le demandeur sera obligé de poursuivre son action devant les juges naturels du défendeur, à moins que les parties ne soient présentes dans le lieu même où le contrat a été stipulé, ou qu'elles ne fussent convenues des juges par-devant lesquels elles se seraient engagées à discuter leurs difficultés. — Dans les affaires litigieuses ayant pour objet des propriétés foncières, l'action sera suivie par-devant le tribunal ou magistrat du lieu où ladite propriété est située. — Les contestations qui pourraient s'élever entre les héritiers d'un Français mort en Suisse, à raison de sa succession, seront portées devant le juge du dernier domicile que le Français avait en France. La réciprocité aura lieu à l'égard des contestations qui pourraient s'élever entre les héritiers d'un Suisse mort en France. Le même principe sera suivi pour les contestations qui naîtraient au sujet des tutelles.

4. En cas de faillite ou de banqueroute de la part de Français possédant des biens en France, s'il y a des créanciers suisses et des créanciers français, les créanciers suisses qui se seraient conformés aux lois françaises pour la sûreté de leur hypothèque seront payés sur lesdits biens, comme les créanciers hypothécaires français, suivant l'ordre de leur hypothèque ; et, réciproquement, si des Suisses possédant des biens sur le territoire de la confédération helvétique se trouvaient avoir des créanciers français et des créanciers suisses, les créanciers français qui se seraient conformés aux lois suisses pour la sûreté de leur hypothèque en Suisse seront colloqués sans distinction avec les créanciers suisses, suivant l'ordre de leur hypothèque. — Quant aux simples créanciers, ils seront aussi traités également, sans

considérer auquel des deux pays ils appartiennent, mais toujours conformément aux lois de chaque pays.

5. Si des Français ou des Suisses, déclarés juridiquement coupables, dans leurs pays respectifs, des crimes suivans, savoir : crimes contre la sûreté de l'état, assassinats, empoisonnemens, incendies, faux sur des actes publics et en écriture de commerce, fabrication de fausse monnaie, vols avec violence ou effraction, vols de grand chemin, banqueroute frauduleuse, ou qui seraient poursuivis comme tels en vertu de mandats d'arrêt décernés par l'autorité légale, venaient à se réfugier, les Français en Suisse, et les Suisses en France, leur extradition sera accordée à la première réquisition. Il en sera de même à l'égard des fonctionnaires ou dépositaires publics poursuivis pour soustraction de fonds appartenant à l'état. Chacun des deux pays supportera jusqu'aux frontières de son territoire les frais d'extradition et de transport. — Les choses volées dans l'un des deux pays et déposées dans l'autre seront fidèlement restituées.

6. Dans toutes les procédures criminelles ayant pour objet les mêmes crimes spécifiés à l'article ci-dessus, dont l'instruction se fera soit devant les tribunaux français, soit devant ceux de Suisse, les témoins suisses qui seront cités à comparaître en personne en France, et les témoins français qui seront cités à comparaître en personne en Suisse, seront tenus de se transporter devant le tribunal qui les aura appelés, sous les peines déterminées par les lois respectives des deux nations. Les passeports nécessaires seront donnés aux témoins, et les gouvernemens respectifs se concerteront pour fixer l'indemnité et l'avance préalable qui seront dues à raison de la distance et du séjour. Si le témoin se trouvait complice, il sera renvoyé par-devant son juge naturel, aux frais du gouvernement qui l'aurait appelé.

7. Les habitans suisses des cantons limitrophes de la France auront la faculté d'exporter les denrées provenant des biens-fonds dont ils seraient propriétaires sur le territoire du royaume à une lieue des frontières respectives, et la même faculté est accordée réciproquement aux Français qui posséderaient en Suisse des propriétés foncières situées à la même distance des frontières. L'exportation et l'importation de ces denrées territoriales seront libres et exemptes de tous droits. Néanmoins les propriétaires qui voudront user de la faculté qui leur est accordée par le présent article se conformeront aux lois de douane et de police de chaque pays; mais, pour éviter que les formalités à remplir ne causent des retards préjudiciables aux récoltes, leur transport d'un pays dans l'autre ne pourra être retardé, si ceux qui en auront préalablement demandé l'autorisation fournissent, jusqu'à ce qu'ils aient pu l'obtenir, une caution solvable. — Il est bien entendu que cette faculté ne sera pas limitée, et qu'elle durera toute l'année; mais il est également convenu qu'elle ne s'appliquera qu'aux récoltes brutes et telles que le terrain sur lequel elles auront crû les aura produites.

8. Il sera conclu un arrangement particulier entre sa majesté très chrétienne et les cantons limitrophes de la France, pour régler l'exploitation des forêts voisines des frontières et en prévenir la dégradation.

9. Si par la suite on venait à reconnaître le besoin d'éclaircissemens sur quelques articles du présent traité, il est expressément convenu que les parties contractantes se concerteront pour régler à l'amiable les articles sujets à interprétation.

10. Le présent traité sera ratifié et les ratifications en seront échangées dans l'espace de trois mois, ou plus tôt, si faire se peut. — En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs l'ont signé et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Zurich, le 18 juillet de l'an de grace 1828. — *Signé* RAYNEVAL, FISCHER, HERZOG D'EFFINGUEN, PERROT.

N° 60. = 31 décembre 1828. = **RAPPORT** au roi sur l'établissement de l'enregistrement à la Martinique, à la Guadeloupe et ses dépendances, et à la Guiane française. (Moniteur du 24 janvier 1829.)

N° 61. = 31 décembre 1828—28 août 1829. = **ORDONNANCE** du roi portant établissement de l'enregistrement à la Martinique, à la Guadeloupe et ses dépendances, et à la Guiane française (1). (VIII, Bull. CCCXII bis.)

TITRE I^{er}.

CHAPITRE I^{er}. — De l'enregistrement, des droits, et de leur application.

Art. 1^{er}. A dater de la promulgation de la présente ordonnance, la formalité de l'enregistrement sera établie dans nos colonies des Antilles et à la Guiane française, et les droits y seront liquidés et perçus d'après les bases et suivant les règles déterminées ci-après.

2. Les droits d'enregistrement sont fixes ou proportionnels, suivant la nature des actes et mutations qui y sont assujétis. — La perception de ces droits est réglée d'après la forme extérieure des actes ou la substance de leurs dispositions, sans égard à leur validité ni aux causes quelconques de résolution ou d'annulation ultérieures, sauf les exceptions prévues par la présente ordonnance.

3. Le droit fixe s'applique aux actes soit civils, soit judiciaires ou extrajudiciaires, qui ne contiennent ni obligation, ni libération, ni condamnation, attribution, collocation ou liquidation de sommes et valeurs, ni transmission de propriété, d'usufruit ou de jouissance de biens meubles ou immeubles. — Il sera perçu aux taux fixés par le chapitre I^{er} du titre II de la présente ordonnance.

4. Le droit proportionnel est établi pour les obligations, libérations, condamnations, attributions, collocations ou liquidations de sommes et valeurs, et pour toute transmission de propriété, d'usufruit ou de jouissance de biens-meubles ou immeubles, soit entre-vifs, soit par décès. — Il est assis sur les valeurs. — Ses quotités sont réglées par le chapitre II du titre II de la présente ordonnance. — Il n'y a point de fraction de centime dans la liquidation du droit proportionnel : lorsqu'une fraction de somme ne produit pas un centime de droit, le centime est perçu au profit du trésor, sans que, dans aucun cas, ce droit puisse être au dessous de vingt-cinq centimes.

5. Tous les actes civils et extrajudiciaires sont enregistrés sur les minutes, brevets ou originaux.

6. Les actes judiciaires sont également soumis à l'enregistrement sur les minutes, brevets ou originaux, suivant les distinctions ci-après : — 1° *En matière civile et de commerce*, tous les actes et jugemens, de quelque nature qu'ils soient, émanés des juges ou des greffiers, sans exception ; — 2° *En matière de police et de police correctionnelle*, les actes de dépôt et décharge faits au greffe par les parties, les ordonnances de mise en liberté provisoire sous caution, les cautionnemens, les ordonnances sur requête, et tous les jugemens définitifs rendus à l'audience publique, les actes d'appel et ceux de recours en cassation et les certificats délivrés en brevet ; — 3° *En matière criminelle*, les actes de dépôt et de décharge au greffe par

(1) Voyez, dans le § 2 de la première partie des notes qui accompagnent la loi du 12 nivôse an 6 (1^{er} janvier 1798), le résumé des réglemens relatifs à l'enregistrement dans les colonies.

toutes personnes autres que les prévenus, dans le cas seulement où il y a partie civile en cause; les jugemens et arrêts définitifs rendus à l'audience publique, aussi seulement lorsqu'il y a partie civile; les cautionnemens; les actes d'appel, les recours en cassation par les parties civiles, ainsi que les ordonnances rendues sur leurs requêtes, et les certificats délivrés en brevet.

7. Les actes des administrations et des établissemens publics qui sont soumis à l'enregistrement sur la minute sont : 1° les actes translatifs de propriété, d'usufruit ou de jouissance de biens meubles et immeubles; 2° les traités et marchés de toute nature, à prix convenu, aux enchères, au rabais ou par soumissions; 3° les cautionnemens et renforts de caution y relatifs; 4° les prestations de serment des employés et comptables salariés pour entrer en fonctions; 5° les procès-verbaux désignés au n° 41 du paragraphe II de l'article 91.

8. Il n'est dû aucun droit d'enregistrement pour les extraits, copies ou expéditions des actes dont les minutes ont dû être enregistrées. — Les extraits et copies collationnées en sont seuls passibles.

9. Dans le cas de transmission de biens, la quittance donnée, ou l'obligation consentie par le même acte, pour tout ou partie du prix entre les contractans, ne peut être sujette à un droit particulier d'enregistrement. — La quittance du prix de vente insérée dans une déclaration de command n'est pareillement sujette à aucun droit particulier. — Il en est de même si le prix est payé par la remise de billets souscrits par l'acquéreur et sans l'intervention d'un tiers. — Toutefois la donation ou la remise d'une partie du prix par le vendeur à l'acquéreur doit le droit qui lui est propre, quoique stipulée dans le même acte.

10. Lorsque dans un acte quelconque, soit civil, soit judiciaire ou extrajudiciaire, il y a plusieurs dispositions indépendantes ou ne dérivant pas nécessairement les unes des autres, il est dû, pour chacune d'elles, et selon son espèce, un droit particulier. — Il est également dû plusieurs droits, lorsqu'une seule disposition concerne plusieurs personnes ayant des intérêts distincts et indépendans les uns des autres. — La quotité des divers droits est déterminée par l'article de la présente ordonnance dans lequel la disposition se trouve classée, ou auquel elle se rapporte. — S'il n'y a lieu qu'à un seul droit, il doit être établi sur la disposition principale, et non sur celle qui en dérive et qui n'en est que l'accessoire.

11. Les biens immeubles par leur destination ou par l'objet auquel ils s'appliquent sont assujétis aux mêmes droits que les immeubles par nature.

12. Lorsqu'un acte de vente comprend des meubles et des immeubles, le droit d'enregistrement est perçu sur la totalité du prix, au taux réglé pour les immeubles, à moins qu'il ne soit stipulé un prix particulier pour les objets mobiliers, et que ces objets ne soient détaillés et estimés, article par article, dans le contrat, ou par un état y annexé, ou par un inventaire antérieur constatant ce détail et rappelé dans l'acte.

13. La mutation d'un immeuble en propriété ou en usufruit est suffisamment établie pour la demande du droit d'enregistrement et la poursuite du paiement contre le nouveau possesseur, soit par le recensement qu'il aura fait de ses biens, soit par l'inscription de son nom au rôle de la contribution foncière, et des paiemens par lui faits d'après ce rôle, soit par des baux par lui passés, ou enfin par des transactions ou tous autres actes constatant sa propriété ou son usufruit. — A défaut d'actes, ou lorsque les nouveaux possesseurs prétendront qu'il n'existe pas de conventions écrites entre eux et les

précédens propriétaires ou usufruitiers, il y sera suppléé par des déclarations détaillées et estimatives.

14. La jouissance à titre de ferme, de location ou d'engagement d'un immeuble, est aussi suffisamment établie pour la demande et la poursuite du paiement des droits des baux ou engagements non enregistrés, par les actes qui la font connaître, ou par des paiemens de contributions imposées aux fermiers, locataires et détenteurs temporaires, sans que la présente disposition s'applique aux baux par conventions verbales ou par tacites reconductions.

15. Les actes passés en pays étrangers, ou dans les colonies françaises où l'enregistrement n'est pas établi, quel que soit leur objet, et les actes passés dans les Antilles françaises et à la Guiane française, et relatifs à des droits, actions ou biens meubles situés dans des pays étrangers ou dans les colonies françaises où l'enregistrement n'est pas établi, paieront les mêmes droits que les actes de même nature passés aux Antilles françaises et à la Guiane française pour les biens qui y seraient situés. — Sont seuls exceptés de ces dispositions les actes translatifs de propriété, d'usufruit ou jouissance de biens immeubles situés en pays étrangers, qui ne paieront qu'un droit fixe. — Les actes qui ne seraient pas rédigés en langue française ne seront enregistrés que sur une traduction authentique. — A l'égard des actes enregistrés en France ou dans une colonie française, ils seront de nouveau soumis à cette formalité dans la colonie, avant qu'il puisse en être fait aucun usage public ; mais il ne sera perçu qu'un droit fixe dans le cas où la perception déjà faite serait égale ou supérieure à celle déterminée par la présente ordonnance ; et, dans le cas où elle serait inférieure, il y aura lieu d'acquitter le complément des droits auxquels ces actes sont assujétis par leur nature.

CHAPITRE II. — *Des valeurs et des bases sur lesquelles le droit proportionnel est assis, et de l'expertise.*

SECTION 1^{re}. — Des valeurs et des bases.

16. La valeur de la propriété, de l'usufruit et de la jouissance *des biens meubles* est déterminée, pour la liquidation et le paiement du droit proportionnel, ainsi qu'il suit, savoir : — 1^o Pour les baux et locations, les sous-baux, cessions, subrogations et résiliations de baux, « par le total » formé du prix et des charges de toutes les années du terme le plus long « auquel la jouissance puisse s'étendre, pourvu que la durée du bail soit » limitée. » — 2^o Pour les créances à terme, leurs cessions, transports ou délégations et autres actes obligatoires, « par le capital exprimé dans l'acte » et qui en fait l'objet, sans y comprendre les intérêts à échoir, ni aucune « somme réunie au capital et qui ne serait que la représentation de ces » intérêts. » — Les délégations de prix stipulées dans un contrat pour acquitter des créances à terme envers un tiers donnent lieu au droit proportionnel, lorsque le créancier délégataire est présent au contrat ; et s'il est absent, ce droit devient exigible sur tout acte ultérieur duquel il résulte que ce créancier a reconnu la délégation ou qu'il a agi en conséquence, même sans acceptation expresse et sans décharger son premier débiteur. — En cas de quittance d'à-compte donné par le créancier au débiteur délégué, le droit de la délégation sera payé sur la quittance pour le restant dû par ce dernier. — Si le contrat n'énonce pas de titre enregistré au profit du créancier délégataire non présent, le droit d'obligation sera perçu sur le montant de la créance, sauf restitution dans le délai prescrit, en cas de représentation du titre enregistré ; mais si le créancier délégataire est présent au con-

trat, il ne pourra être perçu qu'un seul droit pour l'obligation et la délégation consenties par le même acte. — 3° Pour les quittances et tous autres actes de libération, « par le total des sommes ou capitaux dont le débiteur « demeure libéré, ou dont la remise se trouve consentie par le créancier, « excepté par acte de concordat après faillite. » — Quant aux intérêts échus, le droit n'est dû que sur leur paiement ou leur remise, reconnus par les parties. — Les sommes balancées en recette et en dépense, dans les comptes des mandataires et des tuteurs, ne devront aucun droit, si le compte est réglé par acte sous seing privé, selon ce qui est autorisé par l'article 32 ci-après. — Si le compte est arrêté par acte public, il n'y aura de soumis au droit de quittance que les recettes et les dépenses justifiées par des pièces écrites, autres que celles exemptées de la formalité par le n° 8 du paragraphe III de l'article 93 de la présente ordonnance, et qui n'auraient pas été enregistrées avant d'en faire usage; — Sans préjudice, dans l'un et l'autre cas, des droits dus sur le reliquat. — 4° Pour les marchés et traités, « par les prix exprimés, ou par l'évaluation qui sera faite des objets qui en « seront susceptibles. » — 5° Pour les ventes et autres transmissions à titre onéreux, « par le prix exprimé et le capital des charges qui peuvent ajouter aux prix, ainsi que le capital des rentes dont le service est imposé à « l'acquéreur. » — 6° Pour les créations de rentes soit perpétuelles, soit viagères, ou de pensions aussi à titre onéreux, « par le capital constitué et « aliéné. » — 7° Pour les cessions, transports ou délégations desdites rentes ou pensions, et pour leur amortissement ou rachat, « par le capital constitué, quel que soit le prix stipulé pour le transport, la délégation ou « l'amortissement. » — 8° Pour les rentes et pensions créées sans expression de capital, pour leur transport, délégation et amortissement, « à raison « d'un capital formé de douze fois la rente perpétuelle, et de six fois la « rente viagère ou la pension, quel que soit le prix stipulé pour le transport, la délégation ou l'amortissement. » — Il ne sera fait aucune distinction entre les rentes viagères et pensions créées sur une tête, et celles créées sur plusieurs têtes, quant à l'évaluation. — Les rentes et pensions stipulées payables en nature seront évaluées aux mêmes capitaux, estimation préalablement faite des objets d'après le taux commun résultant des mercuriales ou parères des trois dernières années de la commune de la situation des biens, à la date de l'acte, s'il s'agit d'une rente créée pour aliénation d'immeubles, ou, dans tout autre cas, d'après le prix moyen des mercuriales ou parères des trois dernières années du lieu où l'acte aura été passé. — Il sera rapporté, à l'appui de l'acte, un extrait certifié des mercuriales, ou un parère signé par trois négocians patentés ou par trois propriétaires, suivant la nature de l'objet à estimer. — S'il est question d'objets dont le prix ne puisse être réglé par les mercuriales ou parères, les parties en feront une déclaration estimative. — 9° Pour les transmissions entre-vifs, à titre gratuit, et celles qui s'opèrent par décès, « par la déclaration estimative des parties, sans distraction des charges, à l'exception seulement de « celles qui seraient établies par titres authentiques ou ayant date certaine « antérieure au décès, faits sans dol ni fraude et à la charge d'en affirmer « l'existence réelle au jour du décès, devant le juge de paix, par un acte « qui sera annexé à la déclaration, sur la réquisition qui pourrait en être « faite par le préposé de l'enregistrement. » — 10° Pour les transmissions d'usufruit à titre gratuit, « par la moitié de la valeur entière de l'objet. » — Dans le cas de transmission par adjudication publique des biens compris au présent article, le prix et les charges serviront seuls de base au droit de mutation.

17. La valeur de la propriété, de l'usufruit et de la jouissance *des immeubles* est déterminée, pour la liquidation et le paiement du droit proportionnel, ainsi qu'il suit, savoir : — 1° Pour les baux à ferme ou à loyer, les sous-baux, cessions, subrogations et résiliations de baux, « par le total » formé du prix et des charges de toutes les années du terme le plus long auquel la jouissance puisse s'étendre, pourvu que la durée du bail soit limitée. » — Si le prix et les charges sont stipulés payables en nature, il en sera fait une évaluation d'après le taux moyen des trois dernières années à la date de l'acte des mercuriales ou parères de la commune où sont situés les biens, et il sera produit un extrait certifié desdites mercuriales, ou un parère signé par trois négocians patentés ou trois propriétaires, suivant la nature des objets à estimer. — Il en sera de même des baux à portion de fruits, pour la part revenant au bailleur, dont la quotité sera préalablement déclarée et sur la valeur de laquelle le droit d'enregistrement sera perçu. — S'il s'agit d'objets dont la valeur ne puisse être constatée par les mercuriales ou parères, les parties en feront une déclaration estimative. — 2° Pour les baux à rentes perpétuelles et ceux dont la durée est illimitée, « par un capital formé de douze fois la rente, ou le prix annuel, et les » charges aussi annuelles, en y ajoutant également les autres charges en capital et les deniers d'entrée, s'il en est stipulé. » — Les objets en nature s'évaluent comme ci-dessus. — 3° Pour les baux à vie, sans distinction de ceux faits sur une ou plusieurs têtes, « par un capital formé de six fois » le prix et les charges annuels, en y ajoutant de même le montant des deniers d'entrée et des autres charges, s'il s'en trouve d'exprimé. » — Les objets en nature s'évaluent pareillement comme il est prescrit ci-dessus. — 4° Pour les échanges, « par le revenu constaté par les baux courans à la date » de l'acte, et, à défaut, par une évaluation qui doit être faite en capital, « d'après le revenu multiplié par douze, le tout sans distraction des » charges. » — 5° Pour les engagemens ou antichrèses, « par les prix et » sommes pour lesquels ils sont faits. » — 6° Pour les ventes, adjudications, cessions, rétrocessions, résiliations, licitations et tous autres actes portant transmission de propriété ou d'usufruit à titre onéreux, « par le prix exprimé, » en y ajoutant toutes les charges, même celles éventuelles et les rentes en capital dont le service est imposé à l'acquéreur, ou par une estimation « d'experts, ainsi qu'il est prescrit au chapitre II ci-après. » — Si le prix exprimé comprend les frais du contrat et des intérêts à échoir postérieurement au trimestre de l'entrée en jouissance de l'acquéreur, il en sera fait déduction pour ne percevoir le droit que sur le capital revenant au vendeur. — Dans le cas où la fixation du prix est laissée à l'arbitrage d'un tiers, la déclaration de la valeur devra être faite au pied de l'acte par les parties, conformément à l'article 23 ci-après. — La réserve de jouissance pour un temps quelconque postérieur au paiement du prix de l'aliénation doit être regardée comme une charge dont il faut cumuler l'évaluation en capital avec le prix exprimé dans le contrat, excepté quand cette réserve n'a pour objet que le terme courant, lors de la vente, des revenus à échoir. — Le contrat aléatoire entre des acquéreurs qui ont contribué au prix, même par portions inégales, et par lequel la totalité de l'acquisition doit appartenir au survivant, ne donne lieu à aucun droit particulier sur le contrat, ni à l'événement. — 7° Pour les ventes de nues-propriétés, même celles qui sont faites par le même acte que la vente de l'usufruit à une autre personne, « par » tout ce qui forme le prix de la nue-propriété, en y ajoutant moitié en sus; » et le droit sera perçu sur la totalité. » — Mais il ne sera dû aucun autre droit pour la réunion de l'usufruit à la propriété : cependant, si elle s'opère

par un acte de cession, et que le prix soit supérieur à l'évaluation qui en aura été faite pour régler le droit de la translation de propriété, il est dû un droit, par supplément, sur ce qui se trouve excéder cette évaluation : dans le cas contraire, l'acte de cession est enregistré pour le droit fixe. — 8° Pour les transmissions entre-vifs et à titre gratuit de propriétés entières ou de nues-propriétés, et pour celles qui s'effectuent par décès, « par le prix des baux courans à l'époque de la mutation ; et, à défaut de baux, par l'évaluation qui sera faite du revenu et porté à douze fois le produit des biens, sans distraction de dettes ni charges quelconques. » — Il ne sera rien dû pour la réunion de l'usufruit à la propriété, lorsqu'elle s'opérera naturellement et sans acte, et que le droit aura été acquitté sur la valeur entière ; et, dans ce cas, l'acte entre-vifs de la réunion de l'usufruit ne paiera que le droit fixe d'enregistrement. — 9° Pour les transmissions d'usufruit seulement, soit entre-vifs à titre gratuit, soit par décès, « par le prix des baux courans à l'époque de la donation ou du décès ; ou, à défaut de baux, « par l'évaluation du revenu qui sera porté à six fois le produit des biens, « aussi sans distraction de dettes ni charges. » — Lorsque l'usufruitier qui aura acquitté le droit d'enregistrement pour son usufruit acquerra la nue-propriété, il paiera le droit d'enregistrement sur sa valeur, sans qu'il y ait lieu de joindre celle de l'usufruit. — Dans tous les cas prévus au présent article, l'usufruit et la nue-propriété transmis pour un seul prix s'évaluent chacun à la moitié de la valeur entière.

18. Les droits de mutation des actes qualifiés par les parties donations entre-vifs ne sont exigibles que lorsque ces donations sont acceptées, ou sur l'acte postérieur qui constate cette acceptation, et les règles générales ci-après énoncées seront suivies pour la liquidation de ces droits. — 1° Il ne sera fait aucune distinction entre celles à titre gratuit et celles à titre onéreux. — 2° Les réserves de l'article 946 du Code civil doivent être déduites des biens donnés, pour ne percevoir les droits que sur le surplus ; mais les charges de l'article 1086, faisant provisoirement partie de la donation, doivent supporter le droit, sauf restitution à l'événement. — 3° Les droits devant être perçus sur l'intégralité des biens compris dans la donation, il n'en sera dû aucun pour les sommes d'argent que le donataire pourrait être chargé de payer à des tiers, à titre de libéralité. — 4° Toutes les donations consenties par contrat de mariage ne paieront que la moitié des droits fixés par les différens paragraphes dans lesquels elles se trouvent classées : la même réduction aura lieu pour l'acte de délivrance d'immeubles en nature, et en tenant compte de ceux déjà perçus comme donation mobilière, lorsque le contrat aura réservé aux futurs et aux donateurs la faculté d'acquitter ultérieurement la dot en meubles ou en immeubles. — 5° La condition imposée à un donataire de renoncer à demander compte et partage, pendant plus de cinq ans ou pour un temps indéterminé, d'une communauté ou d'une succession ouverte et indivise avec le donateur, donne ouverture au droit d'abandon d'usufruit et à celui de vente, si le donateur est autorisé à disposer de la propriété des biens desdites communauté ou succession, ou lorsque la donation est stipulée pour remplir le donataire de ses droits dans les mêmes biens. — 6° Le paiement de la dot promis ou effectué par un autre que le donateur donne ouverture au droit d'obligation, indépendamment de celui dû pour la donation ; ou à celui de cession, si ce paiement a pour objet de remplir le donataire de ses droits dans des biens indivis.

19. Le droit d'enregistrement sur les transactions sera réglé selon la nature des droits apparens et l'état de possession des parties, au moment de

l'acte, et sans égard à leurs droits réels, dont l'appréciation n'appartient souverainement qu'aux tribunaux.

20. A l'égard des transmissions par décès; — 1° Il n'est dû qu'un seul droit à raison d'une hérédité; ce droit est perçu sur la portion attribuée dans la masse à l'héritier ou aux légataires, en raison du degré de parenté ou de leur qualité. — 2° Dans le cas de communauté de biens, les droits ne sont appliqués qu'après la déduction des reprises de l'époux survivant, et d'après les attributions de l'acte de partage définitif revêtu de toutes les formalités légales; et sans qu'il y ait lieu à aucun droit pour raison des différentes attributions des ameublissemens consentis par contrat de mariage, et dans le cas seulement où ces ameublissemens sont déterminés. — 3° Les absens sont censés n'avoir recueilli aucun droit dans les successions ouvertes depuis leur absence, lorsque leur existence à l'époque de l'ouverture de ces successions, n'est pas prouvée; la même disposition s'applique aux militaires et aux marins, même avant que leur absence ait été déclarée. — 4° Les biens constitués en majorat ne doivent que le droit de mutation de simple usufruit; il doit être payé par l'appelé et par la veuve, par proportion, sans qu'il puisse être réclamé contre la succession du titulaire décédé. — 5° Les biens meubles ou immeubles légués pour remplir le légataire d'une créance sur le testateur paieront les droits de mutation par décès, en raison du degré de parenté ou de la qualité de ce légataire.

21. Pour liquider les droits des soultes de partages à payer par un lot comprenant des biens de diverses natures, la soulte s'imputera d'abord sur les rentes sur l'état, exemptes du droit de mutation, et successivement sur les biens soumis à la moindre perception, en finissant par la plus élevée; à moins que des imputations spéciales de la soulte ne soient déterminées dans l'acte. — Seront considérées comme soultes les portions de dettes et charges que l'un des copartageans supporterait au-delà de sa portion virile, au moyen d'une augmentation donnée à son lot, ainsi que les biens abandonnés pour le remplir de ses créances personnelles contre le défunt, sous la déduction, toutefois, de sa portion virile dans la succession. Il en sera de même pour les biens employés dans la formation des lots et qui seraient pris hors de la masse à partager; mais l'usufruit et la nue-propriété du même bien de la masse attribuée à deux lots différens ne produisent pas de soulte. — Les portions attribuées à un héritier dans le rapport fait par son cohéritier, de biens reçus par acte enregistré, ne donnent lieu à aucun droit particulier, cet héritier étant censé les avoir reçues immédiatement du défunt qui s'en était dessaisi de son vivant: les sommes reconnues avoir été reçues de ce dernier, sans acte enregistré, donnent ouverture au droit de mutation par décès.

22. La perception des droits sur les jugemens est déterminée par l'ensemble des parties dont ils se composent, et qui sont le point de fait, le point de droit, les motifs et le dispositif. — Lorsqu'un jugement ou un autre acte judiciaire portant condamnation, collocation, attribution ou liquidation de sommes ou valeurs mobilières, sera rendu sur une demande non établie par un titre enregistré, et qui ne serait pas exempt de la formalité de l'enregistrement, le droit auquel l'objet de la demande aurait donné lieu, s'il avait été convenu par un acte antérieur, sera perçu indépendamment du droit dû pour la disposition judiciaire, quand même la convention serait verbale. — Toutefois les portions de créances, à l'exclusion des prix d'objets immobiliers, résultant de conventions verbales et qui auraient été acquittées avant la demande, ne donneront lieu à aucun droit de titre; mais si le jugement n'avait pour objet qu'un à-compte d'une plus forte créance non encore exigible en totalité, ou un terme d'un marché devant recevoir ulté-

ricieusement son exécution, il y aurait lieu de percevoir les droits dus à raison du surplus de ces conventions verbales, dont l'existence se trouverait constatée pour l'avenir par le jugement. — Les demandes d'intérêts échus ayant pour objet d'en former un nouveau capital productif d'intérêts donneront lieu au droit de titre, indépendamment du droit de la liquidation judiciaire, quoique le capital de la créance soit établi par un titre enregistré. — Dans le cas de condamnations en garantie, autres que celles prononcées contre des débiteurs solidaires et des endosseurs d'effets négociables, les droits en seront perçus en outre sur le jugement. — Sont exceptées de ces dispositions les contributions au marc le franc, dont les titres, pouvant être produits sans enregistrement préalable, selon l'article 56, ne donneront lieu à aucune perception indépendante du droit de collocation; mais cette exception sera sans effet pour tout autre usage qui pourrait être fait des mêmes titres. — Lorsque les droits proportionnels auront été acquittés pour un jugement rendu par défaut ou infirmé sur appel, la perception, sur le jugement ou l'arrêt intervenu, n'aura lieu que sur le supplément des condamnations, s'il en est prononcé: il en sera de même à l'égard des exécutoires. — S'il n'y a pas de supplément de condamnation, ou si le dernier jugement ou arrêt n'ordonne que la restitution des sommes qui auraient été payées en exécution du premier jugement, il ne sera dû que le droit fixe, qui sera toujours le moindre droit à percevoir sur chacune des dispositions des jugemens et arrêts.

23. Si les sommes et valeurs, ainsi que les dettes et charges, ne sont pas déterminées dans un acte ou un jugement donnant lieu au droit proportionnel, les parties seront tenues d'y suppléer, avant l'enregistrement, par une déclaration estimative, affirmée véritable, et signée au pied de l'acte.

SECTION II. — De l'expertise.

24. Lorsque, dans un acte translatif de propriété ou d'usufruit de biens immeubles, le prix réuni aux charges paraîtra inférieur à leur valeur vénale à l'époque de l'aliénation, par comparaison avec les fonds voisins de même nature, le receveur de l'enregistrement pourra requérir une expertise, pourvu qu'il en fasse la demande dans l'année, à compter du jour de l'enregistrement du contrat. — Il en sera de même à l'égard des ventes à réméré, des ventes à rentes viagères sans expression de capital, des ventes de droits successifs et des soultes de partage. — Ces dispositions ne s'appliquent point aux adjudications faites avec les formalités judiciaires.

25. La demande en expertise sera faite au tribunal de première instance de la situation des biens, par une requête portant nomination de l'expert du gouvernement; elle sera signifiée avec sommation à la partie de nommer son expert dans le délai de l'année mentionné dans l'article précédent. — Lorsque les biens seront situés dans le ressort de plusieurs tribunaux, la demande sera portée exclusivement au tribunal dans le ressort duquel se trouve le chef-lieu de l'exploitation, ou, à défaut de chef-lieu, la partie des biens qui présente le plus grand revenu. — L'expertise sera ordonnée par ce tribunal dans les vingt jours de la demande; en cas de refus ou de retard par la partie de nommer son expert dans ledit délai, il lui en sera nommé un d'office par le tribunal, sans qu'il soit besoin de l'appeler de nouveau; mais elle sera assignée pour être présente à la prestation de serment des experts, qui aura lieu devant le juge de paix du canton de la principale situation des biens. — Les experts, en cas de partage, appelleront un tiers expert; s'ils ne peuvent en convenir, le juge de paix qui aura reçu le serment des experts y pourvoira. — Le procès-verbal d'expertise sera rap-

porté, au plus tard, dans le mois qui suivra la remise qui aura été faite aux experts de l'ordonnance du tribunal, ou dans le mois après l'appel du tiers-expert. — Les frais de l'expertise seront à la charge de l'acquéreur, mais seulement lorsque l'estimation excédera d'un huitième au moins le prix énoncé au contrat. — L'acquéreur sera tenu, dans tous les cas, d'acquiescer le droit sur le supplément d'estimation, s'il y a une plus-value constatée par le rapport des experts. — Le tiers-expert n'est point obligé d'adopter exclusivement l'opinion de l'un des deux experts, et les juges ne pourront surseoir à la demande en expertise, ni y suppléer par une autre évaluation; mais ils pourront ordonner une seconde expertise, en cas d'insuffisance de la première, et dans la même forme.

26. Il y aura lieu également à requérir l'expertise des revenus, dans tous les cas où ils doivent servir de base au droit de mutation des immeubles transmis en propriété ou en usufruit, lorsque l'insuffisance ne pourra être établie par des baux, et, à leur défaut, par d'autres actes qui puissent faire connaître le véritable revenu des biens. — La demande devra en être faite dans les deux ans à compter du jour de l'enregistrement de l'acte de mutation ou de la déclaration après décès. — On procédera, comme, en l'article précédent, et les frais de l'expertise seront à la charge de la partie dans le cas prévu au même article.

27. Les expertises faites à la requête des parties pourront leur être opposées, pourvu qu'à défaut de baux elles aient établi le revenu au jour de la mutation, relativement à celles qui sont l'objet de l'article précédent; et la valeur capitale à l'époque du contrat, pour les mutations auxquelles l'article 24 est applicable. — Mais, dans aucun cas, les parties ne seront admises à se prévaloir de ces expertises ni à en requérir aucune pour fixer les bases de la liquidation des droits d'enregistrement.

CHAPITRE III. — *Des délais.*

28. Les délais pour faire enregistrer les actes publics sont, savoir : — 1° De quatre jours pour ceux des huissiers et tous autres ayant pouvoir de faire des exploits et procès-verbaux. — A l'égard de ceux de ces actes qui seraient faits dans un lieu où il n'existerait pas de bureau d'enregistrement, et lorsqu'il n'en existera pas non plus dans le lieu de la résidence du fonctionnaire, le délai sera de six jours; et, s'il y a eu, par force majeure, empêchement légitime à leur présentation, ce délai sera augmenté d'autant de jours, plus un, que l'empêchement aura duré, ce qui devra être constaté dans le chef-lieu du canton par le visa du juge de paix ou de son suppléant, et, dans les autres communes, par le visa du commissaire-commandant de la commune, ou de son lieutenant; le receveur de l'enregistrement fera mention de ce visa, tant sur son registre que sur l'acte, sous peine d'être responsable de l'amende. — 2° De dix jours, pour les actes des notaires qui résident dans la commune où le bureau de l'enregistrement est établi. — 3° De quinze jours, pour ceux des notaires qui n'y résident pas; dans le cas d'empêchement par force majeure, les dispositions du n° 1^{er} ci-dessus seront applicables. — Lorsque, toutes les parties n'ayant pu signer le même jour, les actes des notaires porteront plusieurs dates, le délai de dix jours ou de quinze jours ne courra que de la dernière date de l'acte. — 4° De vingt jours, pour les actes judiciaires en minute, et pour ceux dont il ne reste pas de minute au greffe, ou qui se délivrent en brevet; — Pour les adjudications de biens-meubles ou immeubles, quoique frappées d'appel, surenchère ou folle-enchère; — Et pour les jugemens des arbitres, à partir de leur acte de dépôt. — Sont exceptés les actes ci-après énoncés, qui pourront n'être enregistrés que

lorsque les parties en demanderont l'expédition et avant qu'elle puisse être délivrée, savoir : — Les jugemens de remise de causes, autres que ceux qui ont pour objet des productions de pièces, des preuves ou des comparutions ordonnées; — Les radiations de causes, autres que celles dont les frais demeurent à la charge des avoués; — Les nominations des juges rapporteurs, et les mentions d'opposition à jugement faites au greffe sur le registre à ce destiné; — Les jugemens de nomination d'un nouveau juge-commissaire, pour l'empêchement d'un juge précédemment nommé par un jugement enregistré; — Et généralement tous les actes et jugemens n'ayant pour objet que l'ordre intérieur des tribunaux. — Sont encore exceptés dudit délai les procès-verbaux d'ordre et de contribution arrêtés définitivement par le juge-commissaire, pourvu toutefois qu'ils soient enregistrés avant la délivrance d'aucun mandement ou bordereau. — 5° De vingt jours pour les actes des administrations et des établissemens publics assujétis à l'enregistrement par l'article 7 de la présente ordonnance. — A l'égard de ceux de ces actes qui ne doivent avoir d'exécution qu'après avoir été approuvés par l'autorité supérieure, le délai ne courra que du jour où cette approbation sera parvenue à l'autorité qui doit les mettre à exécution; à la charge de faire mention de la condition suspensive dans l'acte, et d'annoter, à l'article du répertoire, la date de la réception de l'approbation.

29. Si, dans les cas prévus par l'article 60 ci-après, un acte contient plusieurs vacations de différentes dates, chaque vacation sera enregistrée dans son délai.

30. Les testamens reçus par les notaires, ou déposés chez eux par les testateurs, seront enregistrés dans les trois mois du décès des testateurs, à la diligence des héritiers, donataires, légataires ou exécuteurs testamentaires. — Il en sera de même des actes de suscription des testamens mystiques dressés par les notaires.

31. Les actes qui seront faits sous signature privée, et qui porteront transmission de propriété ou d'usufruit de biens immeubles, et les baux à ferme et à loyer, sous-baux, résiliations, cessions et subrogations de baux, et les engagemens ou antichrèses, aussi sous signature privée, de biens de même nature, seront enregistrés dans les trois mois de leur date. — Les obligations contractées sous une condition suspensive exprimée dans l'acte devront également acquitter le droit proportionnel dans les trois mois de l'accomplissement de l'événement; à défaut d'acte public constatant le fait, la partie tenue du paiement des droits par l'article 41 sera obligée d'en faire la déclaration, au bureau où l'acte aura été enregistré provisoirement pour le droit fixe. — La déclaration prescrite par les articles 13 et 14, pour les transmissions par conventions verbales, devra être faite dans les trois mois de l'entrée en possession de droit, selon les articles 1583 et 1589 du Code civil. — Le même délai, à partir de l'acte de renonciation, s'appliquera aux veuves et héritiers qui renonceraient à la communauté ou à la succession après s'être rendus adjudicataires par acte de licitation dont les droits n'auraient été perçus que déduction faite de leur portion virile, à l'effet d'acquitter les droits sur le prix intégral de l'adjudication. — A l'égard des actes et conventions des espèces mentionnées dans les alinéas précédens, qui seront passés, soit en France, même en forme authentique, soit dans les colonies autres que les Antilles françaises et la Guiane française, soit en pays étrangers, et qui seront relatifs à des biens immeubles situés à la Martinique, à la Guadeloupe et dans ses dépendances ou à la Guiane française, le délai sera, savoir : — 1° De six mois, pour les actes passés dans les colonies des Antilles, autres que celles où l'enregistrement doit avoir lieu; —

2° D'un an, pour les actes passés dans les pays situés à l'ouest du cap de Bonne-Espérance et à l'est du cap Horn; — 3° De deux ans, pour les actes passés dans les pays situés à l'est du cap de Bonne-Espérance et à l'ouest du cap Horn.

32. Il n'y a point de délai de rigueur pour l'enregistrement de tous actes, autres que ceux mentionnés en l'article précédent, qui seront faits sous signature privée, ou passés soit en France, même en forme authentique, soit en pays étrangers ou dans les colonies françaises où l'enregistrement n'aurait pas encore été établi; mais il ne pourra en être fait aucun usage ni mention quelconque, soit dans un acte public, soit en justice, soit devant l'autorité administrative, s'ils n'ont été préalablement enregistrés dans la colonie. — Ces dispositions ne s'appliquent pas aux actes produits devant les conseils privés des colonies, lesquels sont dispensés pour cet usage de l'enregistrement, conformément à l'article 204 de l'ordonnance du 31 août 1828 sur le mode de procéder devant lesdits conseils. — Toutefois, mention des actes ci-dessus énoncés pourra être faite dans des actes sous seing privé, sans qu'il y ait lieu d'en exiger les droits, pourvu que les actes mentionnés ne soient pas de l'espèce de ceux désignés dans l'article précédent.

33. Les délais pour l'enregistrement des déclarations que les héritiers, donataires ou légataires, auront à passer des biens à eux échus ou transmis par décès, courront à compter du jour du décès, et seront, savoir : — 1° De six mois, lorsque le décès sera arrivé dans la colonie où la déclaration doit être faite; — 2° De neuf mois, lorsque le décès sera arrivé dans une colonie des Antilles autre que celle où la déclaration devra être faite; — 3° D'un an, lorsque le décès sera arrivé dans un pays situé à l'ouest du cap de Bonne-Espérance et à l'est du cap Horn; — 4° De deux ans, lorsque le décès sera arrivé dans un pays situé à l'est du cap de Bonne-Espérance et à l'ouest du cap Horn. — Le délai de six mois ne courra que du jour de la mise en possession pour la succession d'un absent, et pour celle d'un militaire ou d'un marin, ou d'un employé civil, s'il est mort en activité de service hors de la colonie. — Si, avant les derniers six mois des délais fixés pour les déclarations des successions de personnes décédées hors de la colonie, leurs héritiers prennent possession des biens, ou font un acte quelconque qui suppose leur qualité d'héritiers, il ne restera d'autre délai à courir, pour passer déclaration, que celui de six mois, à compter du jour de la prise de possession ou de la date de l'acte qu'ils auront fait; et le droit sera dû, dans tous les cas, sans qu'il soit nécessaire de prouver le décès de l'absent. — Le délai de six mois pour le paiement des droits de succession courra également contre les héritiers présumptifs d'un absent, envoyés en possession provisoire de ses biens, à compter du jour de cet envoi en possession, sans égard à l'acte de cautionnement. — En cas de retour de l'absent, les droits payés seront restitués sous la seule déduction de celui auquel la jouissance des héritiers aura donné lieu.

34. Dans tous les délais fixés par la présente ordonnance, le jour de la date de l'acte pour les actes non enregistrés, celui de l'enregistrement, ou celui de l'ouverture de la succession ne sera point compté. — Si le dernier jour du délai se trouve être un dimanche ou un jour de fête légale, ce jour ne sera point compté non plus.

CHAPITRE IV. — *Des bureaux où les actes et mutations doivent être enregistrés.*

35. Les notaires ne pourront faire enregistrer leurs actes qu'au bureau situé au chef-lieu du tribunal de première instance dans le ressort duquel ils résident. — Les huissiers et tous autres ayant pouvoir de faire des exploits, procès-verbaux ou rapports, feront enregistrer leurs actes, soit au

bureau de leur résidence, soit au bureau du lieu où ils les auront faits. Les greffiers et secrétaires des administrations et établissemens publics feront enregistrer les actes qu'ils sont tenus de soumettre à cette formalité au bureau situé au chef-lieu du tribunal de première instance dans le ressort duquel ils exercent leurs fonctions. — Les actes sous seing privé et ceux passés ailleurs que dans la colonie pourront être enregistrés dans tous les bureaux indistinctement. — Il en sera de même des conventions verbales prévues par les articles 13 et 14.

36. Les mutations de propriété ou d'usufruit, par décès, seront enregistrées par une déclaration séparée et indépendante, faite dans chaque bureau de la situation des biens. — S'il s'agit d'une mutation au même titre de biens meubles, la déclaration en sera faite au bureau dans l'arrondissement duquel ils se seront trouvés au décès de l'auteur de la succession. — Les rentes, créances, actions mobilières, même les marchandises entreposées en pays étranger, et autres biens-meubles sans assiette déterminée lors du décès, seront déclarés au bureau du domicile ou de la résidence du décédé dans la colonie; mais si le décédé était domicilié partout ailleurs que dans la colonie, la déclaration en sera faite au bureau dans l'arrondissement duquel ces biens se seront trouvés à l'époque du décès. — Les droits sur les legs de rentes en argent et de sommes d'argent en faveur de régnicoles seront acquittés au bureau du domicile du testateur, à raison du capital intégral desdites rentes et sommes, quoique assignées, en tout ou en partie, sur des biens situés à l'étranger ou dans des pays où l'enregistrement n'est pas établi. — Les héritiers, donataires ou légataires rapporteront à l'appui de leurs déclarations de biens meubles un inventaire ou état estimatif, articulé par article, par eux certifié, s'il n'a pas été fait par un officier public; cet inventaire sera annexé à la déclaration. — Toutes déclarations faites par des héritiers, donataires ou légataires, leurs tuteurs ou curateurs, seront reçues et signées sur le registre du receveur de l'enregistrement après avoir été affirmées sincères et véritables par eux ou par leurs mandataires dont le pouvoir spécial restera annexé à la déclaration.

CHAPITRE V. — *Du paiement des droits, et de ceux qui doivent les acquitter.*

37. Les droits des actes et ceux des mutations par décès seront payés avant l'enregistrement, au taux et suivant la quotité réglés par la présente ordonnance. — Nul ne pourra en atténuer ni différer le paiement sous prétexte de contestations sur la quotité du droit, lors même qu'elles seraient portées devant les tribunaux, ni pour quelque autre motif que ce soit, sans à se pourvoir en restitution, s'il y a lieu.

38. Les droits des actes à enregistrer seront acquittés, savoir : — 1° Par les notaires, « pour les actes passés devant eux; » — 2° Par les huissiers et autres ayant pouvoir de faire des exploits et procès-verbaux, « pour ceux de leur ministère; » — 3° Par les greffiers, « pour les actes faits ou rédigés par eux, ou dont il est conservé minute au greffe, et pour les jugemens rendus à l'audience, sauf le cas prévu par l'article 46 ci-après; » — 4° Par les officiers et secrétaires d'administrations et autres établissemens publics, « pour les actes de ces administrations qui sont soumis à la formalité de l'enregistrement, sauf aussi le cas prévu par l'article 46 ci-après; » — 5° Par les parties, « pour les actes sous signature privée et ceux passés ailleurs que dans la colonie; pour les ordonnances délivrées sur requête ou autrement dont il n'est pas conservé minute au greffe; pour les certificats qui leur sont immédiatement délivrés par les juges; pour les procès-verbaux de cote et paraphe des livres de marchands; pour les actes et jugemens des arbitres; » — 6° Et par les héritiers, légataires, donataires, tuteurs

curateurs ou exécuteurs testamentaires, « pour les testamens et autres actes de libéralité à cause de mort. »

39. Le paiement des droits est indivisible comme la formalité; en conséquence, lorsqu'il y a lieu à plusieurs droits à raison d'un même acte, on ne peut acquitter ceux d'une disposition et laisser en suspens ceux des autres; la totalité des droits doit être acquittée par les officiers publics ci-dessus désignés, ou par les parties qui requièrent l'enregistrement, ou qui sont tenues de faire enregistrer les actes, sauf leur recours contre qui de droit.

40. Les officiers publics qui, aux termes des dispositions précédentes, auraient fait pour les parties l'avance des droits d'enregistrement, pourront prendre exécutoire du juge de paix de leur arrondissement pour en poursuivre le remboursement. — L'opposition qui serait formée contre cet exécutoire, ainsi que toutes les contestations qui s'élèveraient à cet égard, seront jugées conformément aux dispositions du chapitre IX du présent titre.

41. Les droits des actes civils et judiciaires emportant obligation, libération ou transmission de propriété, d'usufruit ou de jouissance de biens meubles ou immeubles, et en général les droits de tous les actes seront acquittés et supportés par les débiteurs ou les nouveaux possesseurs, ou par les parties auxquelles ces actes profiteront, lorsque, dans ces divers cas, il n'aura pas été stipulé de dispositions contraires dans les actes. — Les droits des actes extra-judiciaires et ceux des jugemens contradictoires ou par défaut seront acquittés par les parties à la requête desquelles ils seront faits, par les demandeurs ou par les parties civiles, sans préjudice des condamnations qui pourraient ensuite intervenir.

42. Les droits des mutations par décès seront payés par les héritiers, donataires ou légataires; les co-héritiers et co-légataires en sont solidaires. — Les héritiers ou légataires universels seront tenus de faire l'avance des droits dus à raison des legs particuliers. — Ces dispositions s'appliquent aux héritiers et légataires sous bénéfice d'inventaire, et aux curateurs aux successions vacantes. — Le gouvernement aura privilège pour le paiement des droits de mutation du jour de l'ouverture de la succession, sur les revenus des biens à déclarer, en quelques mains qu'ils se trouvent, soit à titre d'usufruit, soit à tout autre titre, pourvu que l'usufruit ait fait partie de la même succession; ce privilège s'exercera même contre les tiers acquéreurs.

CHAPITRE VI. — *Des peines.*

43. Les notaires qui n'auront pas fait enregistrer leurs actes dans les délais prescrits paieront personnellement, à titre d'amende et pour chaque contravention, une somme de dix francs, s'il s'agit d'un acte sujet au droit fixe; et une somme égale au montant du droit, s'il s'agit d'un acte sujet au droit proportionnel, sans que, dans ce dernier cas, la peine puisse être au dessous de dix francs. — Ils seront tenus en outre du paiement des droits, sauf leur recours contre les parties pour ces droits seulement.

44. La peine contre un huissier ou autre agent ayant pouvoir de faire des exploits ou procès-verbaux sera, pour un exploit ou procès-verbal non présenté à l'enregistrement dans le délai prescrit, de cinq francs, et en outre d'une somme équivalente au montant du droit de l'acte non enregistré. L'exploit ou procès-verbal non enregistré dans le délai *est nul*, et le contrevenant sera responsable de cette nullité envers la partie. — Ces dispositions, relativement aux exploits et procès-verbaux, s'appliquent aux significations d'avoué à avoué; mais elles ne s'étendent pas aux procès-verbaux de ventes de meubles et autres objets mobiliers, ni à tout autre acte sujet au droit proportionnel; la peine, dans ce cas, sera d'une somme égale au montant

du droit, sans qu'elle puisse être au dessous de cinq francs : le contrevenant paiera en outre le droit dû pour l'acte, sauf son recours contre la partie pour ce droit seulement.

45. Les greffiers qui auront négligé de soumettre à l'enregistrement, dans les délais prescrits, les actes qu'ils sont tenus de présenter à cette formalité, paieront personnellement, à titre d'amende et pour chaque contravention, une somme égale au montant du droit ; ils acquitteront en même temps le droit, sauf leur recours, pour ce droit seulement, contre la partie.—Les dispositions du présent article s'appliquent aux officiers des administrations et établissemens publics pour les actes qu'il leur est prescrit de faire enregistrer, s'ils ne les ont pas soumis à l'enregistrement dans les délais.

46. Sont néanmoins exceptés des dispositions de l'article précédent les jugemens rendus à l'audience publique et les actes d'adjudication passés par des administrations en séance publique, lorsque les parties n'auront pas consigné aux mains des greffiers ou officiers et secrétaires des administrations et établissemens publics, dans le délai prescrit pour l'enregistrement, le montant des droits. Dans ce cas, le recouvrement, tant du droit que du double droit dû à titre de peine, sera poursuivi par le receveur contre les adjudicataires ou contre les demandeurs, soit au principal, soit incidemment, soit reconventionnellement, ou contre les parties civiles, ou contre les parties auxquelles ces actes auront profité : toutefois, la peine du double droit ne portera pas sur les droits dus à raison des conventions non enregistrées antérieures au jugement, si ces conventions n'étaient pas assujéties à la formalité dans un délai déterminé. — Pour l'exécution de ces dispositions, les greffiers, officiers et secrétaires des administrations et établissemens publics fourniront au receveur de l'enregistrement, dans les dix jours qui suivront l'expiration des délais, des extraits, par eux certifiés, des actes et jugemens dont les droits ne leur auront pas été remis par les parties, à peine d'une amende de cinq francs pour chaque dix jours de retard, et pour chaque acte et jugement, et d'être en outre personnellement contraints au paiement du double droit. Il leur sera délivré par les receveurs de l'enregistrement des récépissés des extraits de ces actes et jugemens ; ces récépissés seront inscrits sur les répertoires des greffiers et secrétaires.

47. Les actes sous signature privée et ceux passés en pays étranger, désignés dans l'article 31, et ceux passés en France, dans le cas prévu au même article, qui n'auront pas été enregistrés dans la colonie, dans les délais déterminés, seront passibles du double droit d'enregistrement. — Il en sera de même pour les conventions soumises à une condition suspensive, et à l'égard des mutations qui s'opèrent au profit des veuves et héritiers adjudicataires par licitation, après les délais et dans les cas prévus par ledit article 31. — Les mutations par conventions verbales, dans les cas désignés au même article, seront passibles du droit en sus, lorsque la déclaration n'en aura pas été faite dans les trois mois du jour où la propriété est acquise de droit, aux termes des articles 1583 et 1589 du Code civil. — Le double droit sera également perçu sur tout acte duquel il résulterait que la propriété a été acquise de droit, ou que l'entrée en possession a eu lieu depuis plus de trois mois. — Il y aura lieu aussi à poursuivre le recouvrement du double droit, lors même que l'acte de mutation aurait été enregistré, s'il est reconnu ultérieurement que la propriété était acquise de droit, ou que l'entrée en possession avait eu lieu plus de trois mois avant la date dudit acte.

48. Les ordonnances sur requête ou sur référé, les certificats délivrés en brevet par les juges, les procès-verbaux de cote et paraphe des registres des

marchands dont l'enregistrement est à la diligence des parties, les testaments déposés chez les notaires ou par eux reçus, et les actes de suscription de testaments mystiques, seront passibles de la peine du double droit, lorsqu'ils n'auront pas été enregistrés dans les délais déterminés. — Les héritiers des contrevenans ou leurs ayans-cause seront également passibles, comme ceux qu'ils représentent, du paiement des droits en sus, dans les cas prévus par le présent article et par les articles 47 et 53.

49. Toute déclaration inexacte ou insuffisante, dans les cas prévus par l'article 23, donnera lieu au double droit sur la différence constatée entre la déclaration faite et les sommes, dettes et charges, dont la quotité était déterminée à l'époque de l'enregistrement, indépendamment du supplément de droit exigible pour cette différence. — Néanmoins les parties pourront compléter leur première déclaration en payant le simple droit, tant que la demande du double droit n'aura pas été formée contre elles par les préposés.

50. Les héritiers, donataires ou légataires qui n'auront pas fait, dans les délais prescrits, les déclarations des biens à eux transmis par décès, paieront, à titre d'amende, un demi-droit en sus du droit qui sera dû pour la mutation. — La peine pour les omissions qui seront reconnues avoir été faites dans les déclarations sera d'un droit en sus de celui qui se trouvera dû pour les objets omis : il en sera de même pour les insuffisances constatées dans les estimations des biens déclarés, et pour les inexactitudes reconnues dans la distraction des charges mentionnées dans le n° 9 de l'article 16. — Dans tous les cas, les parties seront admises à rectifier leurs déclarations, sans être passibles d'aucune peine, tant que les délais fixés par l'article 33 ne seront point expirés.

51. Les héritiers et les légataires sous bénéfice d'inventaire, ainsi que les tuteurs et curateurs, supporteront personnellement les peines énoncées dans l'article précédent, lorsqu'ils auront négligé de passer les déclarations dans les délais déterminés, ou qu'ils auront fait des omissions, des déductions inexactes, ou des estimations insuffisantes. Ils demeureront responsables du droit principal, lorsqu'il sera devenu irrecevable par leur fait. — Ces dispositions s'appliquent aux curateurs des successions vacantes. Toutefois, lorsqu'à l'époque de l'expiration des délais ils justifieront qu'ils n'ont encore eu entre les mains aucuns deniers appartenant à la succession, ils seront admis à faire la déclaration dans les délais, sans être tenus de l'avance des droits, en s'obligeant personnellement à les payer au fur et à mesure des premiers recouvrements qu'ils feront.

52. Lorsque, par suite d'une expertise faite conformément aux articles 24 et 26 de la présente ordonnance, le rapport des experts aura constaté une plus-value, il sera dû un simple droit sur ce supplément d'estimation. — Il sera dû, en outre, un double droit sur ce supplément, lorsque les frais de l'expertise seront à la charge de la partie, dans les cas prévus par les articles 25 et 26.

53. Toute contre-lettre faite sous signature privée, qui aurait pour objet une augmentation du prix stipulé dans un acte public ou sous signature privée, précédemment enregistré, n'ayant d'effet qu'entre les parties contractantes, ne pourra être opposée aux préposés de l'enregistrement. — Néanmoins, lorsque l'existence en sera constatée, il y aura lieu d'exiger, à titre d'amende, une somme triple du droit ordinaire. — Toute augmentation de prix de vente d'immeubles, non constatée par écrit lors de la vente, et n'ayant point pour cause une lésion d'outre moitié ou une transaction sur procès, sera passible du double droit sur tout acte qui la fera connaître, après les trois mois du premier contrat.

54. Lorsqu'après une sommation ou signification extra-judiciaire, une citation en conciliation, ou une demande tendant à obtenir un paiement, une livraison ou l'exécution de toute autre convention dont le titre n'aurait point été indiqué dans lesdits exploits, ou qu'on aura simplement énoncé comme verbal, on produira ou on énoncera dans un acte, au cours de l'instance, des écrits; billets, marchés, factures, lettres ou tous autres titres émanés de la partie adverse, qui n'auraient pas été enregistrés avant le premier de ces exploits, le double droit sera dû et devra être exigé ou perçu lors de l'enregistrement du jugement intervenu. — Il en sera de même dans tous les cas où, des conventions ayant été énoncées comme verbales dans un acte public, l'acte de ces conventions fait antérieurement sous seing privé sera mentionné dans un acte postérieur, ou lorsque son existence sera constatée; le double droit sera exigible sur ledit acte, ou, s'il a été enregistré depuis la contravention, ce double droit sera perçu sur l'acte contenant ladite mention.

CHAPITRE VII. — *Des obligations des officiers publics et ministériels; des juges et des arbitres; des receveurs et des parties.*

55. Les notaires, avoués, huissiers, greffiers et secrétaires des administrations et autres établissemens publics, ne pourront délivrer en brevet, copie ou expédition, même par simple note ou extrait, aux parties ou autres intéressés, aucun acte soumis à l'enregistrement sur la minute ou l'original, ni faire aucun autre acte en conséquence du premier, avant que celui-ci ait été enregistré, quand même le délai pour l'enregistrement ne serait pas encore expiré, à peine de dix francs d'amende, outre le paiement du droit. — Sont exceptés : — 1° Les actes ci-après qui pourront être enregistrés, savoir : — Les ordonnances à fin d'apposition de scellés, avec le procès-verbal; et les ordonnances de référé, avec l'acte ou le procès-verbal sur lequel elles sont écrites; — L'ordonnance du juge de paix pour permettre d'arrêter le débiteur dans une maison quelconque, avec l'acte de l'huissier; — L'ordonnance pour permettre d'assigner à bref délai, en même temps que l'assignation; — L'ordonnance d'exécution des jugemens arbitraux en matière de société commerciale, avec le jugement; — 2° Les jugemens des juges de paix, qui pourront être rendus avant que la citation ait été enregistrée, dans les cas urgens et en vertu de cédule pour abrégier les délais; — Le consentement des parties, à l'effet d'être jugées par le juge de paix hors des limites de sa compétence : ce consentement pourra n'être enregistré qu'avec le jugement; — 3° Les actes suivans qui pourront être faits, savoir : — Les déclarations de command passées dans le délai fixé par le n° 5 du paragraphe III de l'article 91 de la présente ordonnance, avant l'enregistrement des actes de vente; — Les inventaires, avant l'enregistrement de l'acte de nomination du subrogé tuteur; — L'acte de surenchère, avant l'enregistrement du jugement d'adjudication; — Les actes d'appel et de recours en cassation par le défendeur seulement, avant l'enregistrement du jugement attaqué; — Les exploits et autres actes de cette nature qui se signifient à partie ou par affiches, avant l'enregistrement des exploits antérieurs; — 4° Les actes qu'un même officier aurait reçus, pour lesquels le délai de l'enregistrement ne serait pas encore expiré, et dont il pourra énoncer la date dans des actes postérieurs, avec la mention que ledit acte sera présenté à l'enregistrement en même temps que celui qui contient ladite mention; mais, dans aucun cas, l'enregistrement du second acte ne pourra avoir lieu avant celui du premier, sous peine de dix francs d'amende; — 5° Les testamens dont les notaires pourront délivrer des expéditions, du vivant du testateur, sans les avoir fait enregistrer.

56. Aucun notaire, avoué, huissier, greffier, secrétaire d'administration, ou autre officier public, ne pourra faire ou rédiger un acte, en vertu d'un autre acte passé, soit en pays étranger, soit en France, soit dans les colonies françaises, en quelque forme que soit cet acte, même lorsqu'il aurait été enregistré, en faire aucune mention, le recevoir en dépôt ni en délivrer extrait, copie ou expédition, s'il n'a été préalablement enregistré dans la colonie, à peine de dix francs d'amende, et d'être tenu personnellement des droits. — Néanmoins, les actes publics passés dans la colonie pourront contenir mention des actes ci-dessus désignés et dont les parties voudraient faire usage; mais, dans ce cas, chacun de ces actes demeurera joint à celui dans lequel il sera mentionné, et les officiers publics seront tenus d'acquitter tous les droits des actes annexés en même temps que ceux de l'acte principal, et sous les mêmes peines. — Sont exceptés : — 1° Les testamens et les inventaires dans lesquels on peut énoncer des actes non enregistrés, sauf, si ces actes devaient être enregistrés dans un délai déterminé, à poursuivre le recouvrement des droits contre les parties; — 2° Les liquidations et partages, dans lesquels on pourra énoncer des actes non soumis à la formalité dans un délai déterminé; cependant, si toutes les parties présentes à l'acte étaient les mêmes que celles qui ont figuré dans l'acte énoncé, les droits d'enregistrement de ce dernier seraient également perçus; — 3° Les comptes de tutelle dans lesquels pourront être mentionnés les actes non enregistrés remis par le tuteur à son pupille, sauf l'action des préposés pour les actes qui seraient soumis à l'enregistrement dans un délai déterminé; — 4° Les déclarations affirmatives des tiers saisis; les dépôts de titres et pièces par le débiteur, pour être admis au bénéfice de cession; les vérifications et affirmations de créances en matière de faillite, et les productions dans les contributions de deniers mobiliers, qui pourront être faits et reçus sans que les actes y annexés ou énoncés aient été enregistrés, sauf la perception du droit exigible pour le concordat ou celui de l'obligation préexistante, s'il est rendu un jugement de condamnation; sauf aussi la réclamation des droits contre les parties, s'il s'agissait d'actes de mutation de propriété, d'usufruit ou de jouissance d'immeubles. — Dans tous les cas, l'exception portée aux numéros précédens sera sans effet pour tout autre usage qui pourrait être fait des mêmes actes sous signature privée. — 5° Les protêts qui pourront aussi être faits avant que les effets négociables y énoncés aient été enregistrés, mais sans que cette exception s'applique aux exploits d'assignation.

57. Il est également défendu, sous la même peine de dix francs d'amende, à tout notaire ou greffier, de recevoir aucun acte en dépôt sans dresser acte de ce dépôt. — Sont exceptés les testamens déposés chez les notaires par les testateurs eux-mêmes, et les titres des créanciers déposés au greffe pour la vérification des créances en matière de faillite.

58. Il sera fait mention dans toutes les expéditions, copies ou extraits des actes publics, civils ou judiciaires, de la quittance des droits, par une transcription littérale et entière de cette quittance. — Pareille mention sera faite dans les minutes des actes publics, civils, judiciaires ou extrajudiciaires, qui contiendront l'énonciation d'actes publics, sous signature privée ou passés ailleurs que dans la colonie, et qui sont soumis à l'enregistrement par la présente. — Chaque contravention sera punie d'une amende de cinq francs, indépendamment de la perception provisoire du droit ordonnée par l'article 64 ci-après.

59. Dans le cas de fausse mention d'enregistrement, soit dans une minute, soit dans une expédition, le délinquant sera poursuivi par le ministère pu-

blic, sur la dénonciation du préposé de l'enregistrement, et condamné aux peines prononcées pour le faux.

60. Lorsque des actes ou procès-verbaux ne pourront se terminer dans la séance, les officiers publics qui les rédigeront indiqueront l'heure du commencement et celle de l'interruption, par une mention qui sera signée par toutes les parties et par eux, sous peine de dix francs d'amende : le procès-verbal de chaque séance sera enregistré dans les délais fixés par le chapitre III. Chaque vacation sera calculée à raison de trois heures au moins et de quatre heures au plus sur la réunion de toutes les heures du procès-verbal de la même journée.

61. Il est défendu aux juges et arbitres de rendre aucun jugement, aux administrations et établissemens publics, de faire aucun des actes désignés dans l'article 8 de la présente ordonnance sur des actes non enregistrés et susceptibles de l'être, à peine d'être personnellement responsables des droits. — Néanmoins, dans les cas d'urgence, il est permis aux juges de poursuivre l'instruction des affaires et même de rendre des jugemens définitifs, avant que les actes et jugemens susceptibles d'enregistrement dans un délai déterminé aient subi cette formalité, à la charge seulement de constater l'urgence dans leurs jugemens. — Mais, dans tous les cas, lorsqu'un jugement ou une ordonnance sera rendu, avant que de précédens jugemens dans la même affaire, non compris dans les exceptions du n° 4 de l'article 28, aient été enregistrés, les avoués seront tenus personnellement du paiement de tous les droits de ces jugemens antérieurs, sauf leur recours contre qui de droit.

62. Les juges, les arbitres, les secrétaires des administrations et les autres fonctionnaires publics sont également autorisés, dans les cas d'urgence, à faire mention des actes sous signature privée dont les parties voudraient faire usage, à la charge d'imposer aux parties l'obligation d'en acquitter tous les droits en même temps que ceux du jugement ou de l'acte administratif, lequel énoncera que l'acte sous signature privée a été remis à cet effet au greffier ou secrétaire, et paraphé par lui à l'instant, pour être présenté au receveur avec l'acte principal.

63. Dans tous les actes translatifs de propriété ou d'usufruit d'immeubles, les notaires et avoués seront tenus d'énoncer les titres de propriété du vendeur, conformément à l'article 58 ci-dessus, en remontant au moins jusqu'à la précédente transcription hypothécaire : à défaut de cette énonciation, l'acte devra contenir la déclaration des parties qu'il n'existe pas de titres, le tout à peine de dix francs d'amende. — Sont exceptés de ces dispositions les cahiers des charges sur saisie immobilière.

64. Toutes les fois qu'un jugement ou un acte administratif de la nature de ceux désignés dans l'article 8 contiendra l'énonciation d'un acte enregistré, il sera fait mention également du montant du droit payé, de la date du paiement, et du bureau où il aura été acquitté ; en cas d'omission, le receveur exigera le droit, sauf restitution dans le délai prescrit, s'il est ensuite justifié de l'enregistrement de l'acte sur lequel l'arrêté aurait été pris ou le jugement prononcé. — Cette disposition est commune aux actes des notaires et des autres officiers publics, dans lesquels seront rappelés d'autres actes sujets à l'enregistrement.

65. Lorsqu'il aura été rendu un jugement portant condamnation à l'amende ou prononçant toute autre peine pécuniaire au profit du gouvernement, le greffier du tribunal devra, dans les dix jours suivans, en remettre un extrait au receveur de l'enregistrement chargé du recouvrement, à peine d'une amende de cinq francs par chaque contravention.

66. Les notaires, huissiers, greffiers, courtiers de commerce, commissaires-priseurs ou tous autres officiers publics légalement autorisés à faire des ventes mobilières, et les secrétaires des administrations publiques, tiendront des répertoires à colonnes sur lesquels ils inscriront, jour par jour, sans blanc, interligne, omissions, intercallations ni transpositions, et, par ordre de numéros, tous les actes de leur ministère soumis à l'enregistrement, savoir : — 1° Les notaires, tous les actes et contrats qu'ils recevront, même ceux qui sont passés en brevet, ainsi que les copies collationnées et extraits par eux délivrés sur pièces représentées et rendues; les testamens et autres dispositions à cause de mort, soit qu'ils aient été passés devant eux et du vivant des testateurs, soit qu'étant olographes ils leur aient été remis en dépôt par le juge. — Sont exceptés les états estimatifs de mobilier et tous les autres états ou plans non signés antérieurement par les parties et annexés aux actes principaux. — 2° Les huissiers, courtiers de commerce, commissaires-priseurs et autres officiers publics procédant à des ventes mobilières, tous les actes ou exploits par eux faits, même les significations d'avoué à avoué, et les actes pour lesquels la formalité doit avoir lieu en débet ou gratis. — 3° Les greffiers, tous les actes et jugemens soumis à l'enregistrement dans les vingt jours, et les procès-verbaux d'ordre et de contribution. — 4° Les secrétaires des administrations publiques, les actes soumis à l'enregistrement par l'article 8. — Chaque contravention aux dispositions précédentes donnera lieu à une amende de cinq francs. — Les procès-verbaux qui ne pourront être terminés dans la même journée seront inscrits à leur première date, et il sera fait mention, en marge de cette inscription, des dates subséquentes et de leur enregistrement, à peine de cinq francs d'amende pour chaque omission.

67. Le répertoire sera établi conformément au modèle joint à la présente ordonnance. — Il indiquera, pour chaque article, 1° le numéro d'ordre; 2° la date de l'acte; 3° sa nature; 4° les noms et prénoms des parties et leur domicile; 5° l'indication des biens, leur situation et le prix, lorsqu'il s'agira d'actes qui auront pour objet la propriété, l'usufruit ou la jouissance de biens immeubles, ou de biens meubles autres que des ventes en détail; 6° la relation de l'enregistrement ou la mention du récépissé dans les cas autorisés. — A l'égard des testamens inscrits du vivant des testateurs, les indications prescrites par les nos 5 et 6 ne seront pas obligatoires.

68. Les répertoires seront cotés et paraphés, savoir : ceux des notaires, par le juge royal du ressort; ceux des huissiers et greffiers de la justice de paix, par le juge de paix de leur résidence; ceux des huissiers et greffiers des tribunaux, par le président du tribunal auquel ils sont attachés, et ceux des secrétaires des administrations publiques, par le fonctionnaire chef de cette administration.

69. Les officiers publics dénommés dans l'article 66 présenteront, tous les trois mois, leur répertoire au visa du receveur de l'enregistrement de leur résidence. Cette présentation aura lieu, chaque année, dans les dix premiers jours de chacun des mois de janvier, avril, juillet et octobre, à peine d'une amende de cinq francs par chaque contravention, lors même qu'il n'aurait été reçu aucun acte pendant le trimestre précédent. Cette présentation sera constatée à la date courante, dans une case particulière du registre destiné à l'enregistrement des actes de ces différens officiers publics. La mention de cette présentation indiquera le nombre des actes passés, reçus ou faits depuis le dernier visa, les omissions, doubles emplois, renvois, intercallations et ratures, ainsi que la date des procès-verbaux, s'il en a été rapporté. Les mêmes mentions seront faites dans le certificat du visa apposé

au bas du dernier article inscrit au répertoire, avec indication du folio et de la case de l'enregistrement. Les receveurs seront personnellement responsables du paiement des amendes résultant des contraventions qu'ils n'auront pas constatées.

70. Indépendamment de la présentation de leurs répertoires au visa, prescrite par l'article précédent, les officiers publics seront tenus de les communiquer, à toutes réquisitions, aux préposés de l'enregistrement qui se présenteront chez eux pour y faire des recherches ou des vérifications. — En cas de refus, le préposé requerra l'assistance du commissaire commandant de la commune ou de son lieutenant, pour en dresser procès-verbal en sa présence, et l'officier public sera passible d'une amende de dix francs.

71. Les dépositaires des registres de l'état civil ou des rôles des contributions, et tous autres fonctionnaires chargés des archives et dépôts des titres publics, le dépôt du contrôle colonial excepté, seront tenus de les communiquer, sans déplacement, aux préposés de l'enregistrement, à toute réquisition, et de leur laisser prendre sans frais les renseignemens, extraits et copies qui leur seront nécessaires à raison de leurs fonctions, à peine de dix francs d'amende en cas de refus, lequel sera constaté comme il est dit dans l'article précédent. — Ces dispositions s'appliquent aux officiers publics dénommés dans l'article 66, pour les actes dont ils sont dépositaires en leurs dites qualités. — Sont exceptés les testamens, mais seulement pendant la vie des testateurs. — Les communications ci-dessus autorisées ne pourront avoir pour objet, de la part des préposés, que de s'assurer, dans l'intérêt public, de l'exécution des lois et réglemens. Elles ne pourront être exigées les dimanches et jours de fêtes légales, et les séances ne pourront durer plus de quatre heures.

72. Chaque officier de l'état civil fournira, par trimestre, au receveur de l'enregistrement qui sera tenu de lui en donner récépissé, les états par lui certifiés de tous les actes de décès inscrits sur le registre pendant le trimestre précédent. Ces états seront dressés conformément au modèle annexé à la présente ordonnance. — Ils seront remis dans les mois de janvier, avril, juillet et octobre, à peine d'une amende de dix francs pour chaque mois de retard, laquelle sera encourue au premier jour du deuxième mois de chaque trimestre. — Pour constater les contraventions aux dispositions précédentes, les receveurs de l'enregistrement inscriront à la fin du premier mois de chaque trimestre, sur le registre des actes civils, dans une ou plusieurs des cases qui précèdent, l'arrêté du dernier jour du mois, les noms des fonctionnaires qui auront satisfait à cette disposition et de ceux qui y auront contrevenu; ils rapporteront procès-verbal des contraventions pour y être donné suite de la manière indiquée par l'article suivant. — Ils seront personnellement responsables des amendes à raison des contraventions qu'ils n'auront pas constatées.

73. Dans les deux premiers mois de chaque année, les notaires seront tenus de déposer, au greffe du tribunal de première instance dans le ressort duquel ils exercent leurs fonctions, un double, par eux certifié, du répertoire des actes qu'ils auront reçus pendant le cours de l'année précédente, à peine de cinquante francs d'amende par chaque mois de retard, laquelle sera encourue le premier jour de chacun de ces mois. En conséquence, le premier mars de chaque année, le receveur de l'enregistrement du lieu où siège le tribunal constatera, par un procès-verbal qui sera remis au procureur du roi, quels sont les notaires en retard de satisfaire à cette obligation, sous peine d'être personnellement responsable des contraventions qu'il n'aurait pas constatées; le procureur du roi lui donnera récépissé de ce procès-ver-

bal, et sera chargé de poursuivre la condamnation et de faire exécuter le dépôt.

74. Les avoués seront tenus de consigner les amendes d'appel, en faisant mettre la cause au rôle, à peine de dix francs d'amende pour chaque contravention. — Il sera consigné une amende pour chaque partie appelante, soit au principal, soit incidemment. — Il ne sera dû qu'une seule amende pour les parties solidaires ou ayant un intérêt commun. — En cas d'infirmité sur l'appel, le remboursement sera effectué sur la remise de la quittance du receveur, à laquelle seront joints l'extrait du jugement sur appel certifié par l'avoué et la quittance de ce dernier.

75. Les receveurs de l'enregistrement ne pourront, sous aucun prétexte, lors même qu'il y aurait lieu à expertise, différer l'enregistrement des actes et mutations dont les droits auront été payés au taux réglé par la présente ordonnance; pourvu toutefois que les mercuriales leur aient été fournies, et qu'il ait été satisfait aux déclarations prescrites par l'article 23, dans le cas où elles peuvent être exigées. — Ils ne pourront non plus suspendre ni arrêter le cours des procédures, en retenant des actes ou exploits : cependant si un exploit ou un acte dont il n'y a pas de minute contient des renseignements dont la trace puisse être utile pour la découverte des droits dus, le receveur aura la faculté d'en tirer copie et de la faire certifier conforme à l'original par l'officier public qui l'aura présenté à l'enregistrement. En cas de refus, il pourra conserver l'acte pendant vingt-quatre heures seulement, pour s'en procurer une collation en forme à ses frais, sauf répétition s'il y a lieu. — Ces dispositions sont applicables aux actes sous signature privée qui seront présentés à l'enregistrement.

76. Tous les enregistrements contiendront, dans un même contexte, les énonciations essentielles, ainsi qu'une analyse claire et précise de toutes les dispositions principales des actes, même de celles qui n'engendreraient point de droits; il y sera fait mention du nombre des rôles, de celui des renvois et des mots rayés. — Les actes synallagmatiques faits sous signature privée seront transcrits en entier. — Chaque rôle, ainsi que chaque renvoi approuvé des parties et des officiers publics, sera paraphé par le receveur. — Les déclarations de successions contiendront les noms, prénoms et demeures de tous les héritiers, le lieu et la date du décès, ainsi que le degré de parenté et le détail, article par article, de tous les biens, avec l'indication précise de leur consistance, de leur contenance, des lieux-dits et communes de leur situation. — Lorsque l'acte renfermera plusieurs dispositions donnant lieu chacune à un droit particulier, le receveur énoncera séparément, sur le registre de recette, la quotité de chacun de ces droits. — Le montant du droit pour chaque disposition sera écrit en toutes lettres, et le total de ces droits sera tiré hors ligne en chiffres, à la marge droite du registre. — La quittance de l'enregistrement sera mise sur l'acte enregistré, ou sur l'extrait de la déclaration du nouveau possesseur; le receveur y exprimera, en toutes lettres, la date de l'enregistrement, et, en chiffres, le folio et la case du registre. — La quittance contiendra, en outre, en toutes lettres, le total des droits perçus, et, s'il y a lieu, le montant de chaque droit particulier, en énonçant la disposition à laquelle il s'applique. — Si l'acte est passé en double minute, il en sera fait mention sur le registre, et la quittance sera mise par duplicata sur la double minute ou sur chaque original représenté. — Chaque omission sera punie d'une amende de cinq francs.

77. Les receveurs de l'enregistrement ne pourront délivrer d'extraits de leurs registres que sur une ordonnance du juge de paix, lorsque ces extraits ne seront pas demandés par quelque une des parties contractantes ou par

leurs ayans-cause. — Il leur sera payé deux francs pour recherche de chaque année indiquée, et un franc par rôle de chaque extrait; ils ne pourront rien exiger au-delà.

78. Les bureaux de l'enregistrement seront ouverts au public pendant six heures tous les jours, excepté les dimanches et jours de fêtes légales; les heures de séances seront affichées à la porte du bureau.

79. Tous les registres de recette seront arrêtés chaque jour à l'instant où le bureau sera fermé au public. — L'arrêté sera mis dans la case ou l'espace qui suivra immédiatement le dernier enregistrement ou le dernier arrêté, sans qu'il puisse en être mis plus d'un dans la même case, ni sur la même ligne, pour les registres non distribués en cases: chaque arrêté sera écrit de la main du receveur et signé par lui; les dimanches et jours de fêtes légales y seront désignés, indépendamment de la date.

80. Aucune autorité administrative ou judiciaire ne pourra accorder de remise ni de modération des droits ni des peines déterminés par la présente ordonnance, ni suspendre ou faire suspendre le recouvrement des sommes dues, sans en devenir personnellement responsable.

CHAPITRE VIII. — *Des droits acquis et des prescriptions.*

81. Les droits d'enregistrement ne pourront être restitués, s'ils ont été régulièrement perçus, et ils seront exigibles, tels qu'ils résultent des actes, quels que soient, dans les deux cas, les événemens ultérieurs, sauf les exceptions prévues par les articles 16 n° 2, 18 n° 2, 33, 64, et 82 de la présente ordonnance.

82. Il y aura lieu à restitution ou à supplément des droits qui n'auront été perçus que provisoirement dans les cas ci-après, savoir: — 1° Les droits perçus sur les contrats de mariage résiliés par les parties avec renonciation au projet de mariage, ou annulés par le décès de l'un des futurs avant la célébration ou par son mariage avec une autre personne, seront restitués, sous la retenue du droit fixe. — 2° Les droits perçus sur les adjudications faites en justice, et ceux perçus sur les ventes et adjudications frappées de surenchère, seront restitués, sous la retenue du droit fixe, lorsque l'adjudication aura été annulée sur l'appel, ou lorsque la surenchère aura été déclarée valable et suivie de caution. — 3° Lorsque, dans le cas prévu par l'article 23, les sommes et valeurs n'étant pas déterminées dans un acte ou un jugement donnant lieu au droit proportionnel, il n'aura été fait qu'une déclaration estimative, il y aura lieu à restitution si, par le résultat d'une expertise ou autrement, la valeur se trouve au dessous du montant de la déclaration; il y aura lieu à supplément de droit, si la valeur est plus élevée. — 4° Le droit perçu pour la mutation, sur un jugement qui autorise le vendeur d'un immeuble à rentrer en possession, à l'expiration du délai fixé à l'acquéreur pour se libérer du prix, sera restitué si l'acquéreur se libère avant l'expiration du délai. — 5° Lorsqu'un jugement aura condamné à payer une somme ou à rembourser une rente due par le privilège, si mieux n'aime le tiers détenteur délaisser l'héritage acquis, et que le détenteur aura délaissé l'héritage dans le délai fixé par le jugement, le droit proportionnel perçu sur le jugement, moins le droit fixe, sera déduit du droit de mutation dû sur l'acte de délaissement. — 6° Quand un jugement aura ordonné de faire une chose, sinon de payer une somme déterminée, et qu'il sera justifié que la chose a été faite dans le délai fixé par le jugement, il y aura lieu à restitution de l'excédant du droit perçu provisoirement. — 7° La déclaration affirmative par un tiers saisi qu'il ne doit rien, faite après un jugement qui l'aurait déclaré débiteur des causes de l'oppo-

sition, ou qui aurait autorisé le créancier saisissant à toucher les deniers appartenant à la partie saisie, donnera lieu à la restitution du droit proportionnel qui aurait été perçu sur ce jugement, sous la retenue du droit fixe. — Il y aura également lieu à tenir compte de ce droit proportionnel, dans le cas où il sera fait ultérieurement une contribution de la même somme avec d'autres opposans. — 8° Il y aura lieu à restitution du droit perçu pour une distribution de somme réformée ultérieurement; mais le droit sera imputé jusqu'à due concurrence sur celui dû à raison d'une nouvelle distribution arrêtée définitivement. — 9° Les droits proportionnels perçus sur les actes qui doivent être soumis à l'homologation de tribunaux seront restitués en cas de refus de l'homologation, sous la retenue du droit fixe. — 10° Les droits des soultes, perçus provisoirement sur les licitations, ainsi que ceux de mutation par décès pour les biens faisant partie de communauté entre époux, seront réglés définitivement d'après les abandonnemens du partage général de la communauté ou de la succession indivise, et l'excédant sera restitué ou le supplément acquitté, suivant qu'il y aura lieu. — 11° Lorsqu'une vente aura été faite à raison de tant la mesure, il sera dû un supplément de droit ou l'excédant sera restitué, suivant que, la contenance étant constatée moindre ou plus grande, il y aura lieu à diminution ou à supplément du prix dans les cas prévus par le Code civil. — Il sera fait mention de toutes les restitutions ou supplémens effectués, tant en marge de l'enregistrement que sur la relation au pied de l'acte; cette mention sera signée du receveur.

83. Il y a prescription, savoir : — 1° Après un an, à compter du jour de l'enregistrement du contrat pour la demande en expertise des biens vendus, et dont le prix paraîtrait inférieur à la valeur vénale. — 2° Après deux années, à compter du jour de l'enregistrement, s'il s'agit d'un droit non perçu sur une disposition particulière dans un acte, ou d'un supplément de perception insuffisamment faite, ou d'une fausse évaluation du revenu ou des dettes et charges, soit dans un acte de transmission entre-vifs, soit dans une déclaration après décès, ou s'il s'agit d'une demande en expertise pour constater la valeur du revenu. — La même prescription s'applique aux droits des actes et mutations, et aux contraventions que les préposés auront été à portée de découvrir par des actes présentés à l'enregistrement, et qui les auraient mis dans le cas de former la demande des droits ou amendes, sans qu'il fût besoin de recherches ultérieures. — Toutefois si, avant que la prescription fût acquise, ou depuis qu'elle l'aurait été, les actes ou mutations étaient énoncés dans un acte postérieur, il y aura lieu à une nouvelle action en paiement des droits, laquelle ne se prescrira que par un autre délai de deux ans, à dater du nouvel acte. — Après le même délai de deux ans, toute demande par les parties, en restitution de droits perçus, sera également non-recevable. — Dans tous les cas, lorsqu'il s'agira d'une perception provisoire ou soumise à une condition exprimée dans l'acte, le délai de deux ans ne commencera à courir que du jour où les préposés ou les parties auront été à même d'agir. — 3° Après trois années, à compter aussi du jour de l'enregistrement, s'il s'agit d'une omission de biens dans une déclaration faite après décès. — 4° Après cinq années, à compter du jour du décès pour les successions non déclarées, lorsque le décès aura été constaté sur les registres de l'état civil de la colonie, ou par un acte parvenu à la connaissance des préposés dans la colonie; et à compter de la mise en possession pour la succession d'un absent ou celle dont le gouvernement a joui à titre de déshérence. — Néanmoins le délai de cinq ans ne courra que du jour de l'exercice du réméré, pour les biens vendus par le défunt, avec

faculté de rachat, et que du jour de la cession du droit de retrait pour le prix de cette cession. — Ce délai ne courra également que du jour du jugement définitif, pour les biens en litige ou recouvrés par suite d'une instance ou d'une demande en rescision, quand même il n'aurait encore été fait aucune déclaration; que du jour de l'ouverture des testamens, pour les dispositions qu'ils peuvent contenir; et enfin, que du jour de la renonciation à la communauté, pour l'accroissement en faveur des héritiers du mari. — A l'égard des reversion successives d'usufruit ou de rentes viagères, par suite de legs ou de donations éventuelles, le même délai ne courra que du jour du décès du premier investi, et du jour de l'événement pour les legs soumis à une condition suspensive; et pour les appelés à restitution dans les cas prévus par les articles 1048 et 1049 du Code civil, que du jour du décès du grevé. — Les prescriptions ci-dessus seront suspendues par des demandes administratives ou judiciaires signifiées et visées, ou enregistrées avant l'expiration des délais; mais les demandes ne profiteront qu'aux parties qui les auront formées, et les prescriptions seront irrévocablement acquises, si les poursuites extrajudiciaires commencées sont interrompues pendant une année, sans qu'il y ait eu d'instance devant les juges compétens, quand même le premier délai pour la prescription ne serait pas expiré.

84. L'action du gouvernement pour le paiement des droits et amendes se prescrit par trente ans révolus, à partir de la date des actes, pour ceux en forme authentique; à partir du décès des testateurs, pour les testamens; et à l'égard des mutations verbales et des actes sous seing privé, à partir du jour où lesdits actes et mutations auront acquis date certaine; toutefois, les droits ordinaires seront perçus lorsqu'il y aura lieu de soumettre les actes sous seing privé à la formalité de l'enregistrement, quelle que soit leur date.

85. Les receveurs de l'enregistrement pourront être rendus responsables des droits et amendes qui seraient prescrits par leur négligence.

CHAPITRE IX. — *Des poursuites et instances.*

86. La solution des difficultés qui pourront s'élever relativement à la perception des droits d'enregistrement, avant l'introduction des instances, appartiendra au conseil privé, conformément aux ordonnances sur le gouvernement des colonies, sans préjudice du recours des parties devant les tribunaux ordinaires.

87. Le premier acte de poursuite pour le recouvrement des droits d'enregistrement, et le paiement des peines et amendes, sera une contrainte; elle sera décernée par le receveur ou préposé de l'enregistrement et signifiée à la partie, après avoir été visée et déclarée exécutoire par le juge de paix du canton où le bureau est établi. — La contrainte emportera de droit hypothèque sur tous les biens du débiteur, à la charge par le préposé de prendre inscription. — Les receveurs ne seront tenus d'élire domicile que dans leurs bureaux, pour les actes de saisie-exécution. — L'exécution de la contrainte ne pourra être interrompue que par une opposition formée par le redevable et motivée, avec assignation à jour fixe devant le tribunal de première instance de la situation du bureau, et l'opposant sera tenu d'élire domicile dans le chef-lieu où siège ce tribunal.

88. La connaissance et la décision des contestations en matière d'enregistrement est interdite à toute autorité administrative. — L'introduction et l'instruction des instances auront lieu devant le tribunal de première instance de la situation du bureau chargé de la perception; dans tous les cas,

et quel que soit l'objet ou la valeur de la demande, la voie de l'appel sera ouverte aux parties.—L'instruction, tant en première instance qu'en appel, se fera par simples mémoires respectivement signifiés, sans plaidoiries, et le ministère des avoués sera exclu, excepté lorsque l'instance aura pour objet des contestations sur la déclaration affirmative de tiers saisis, ou une distribution de deniers par voie d'ordre ou de contribution, ou une saisie immobilière, ou des questions de propriété soutenues par le gouvernement; dans ces différens cas, les affaires seront instruites dans les formes ordinaires prescrites par le Code de procédure civile.

89. Le tiers saisi sera assigné devant le tribunal qui doit connaître de la contrainte, sans citation préalable en conciliation. L'exploit d'assignation contiendra élection de domicile dans la commune où demeure le tiers saisi. Le tiers saisi pourra, si sa déclaration est contestée, demander son renvoi devant son juge.— Les tribunaux accorderont aux parties, pour produire leurs défenses, les délais qu'ils jugeront convenables, sans que ces délais puissent excéder trente jours.— Les instances seront jugées, au plus tard, dans les trois mois à compter du jour de leur introduction; les jugemens seront rendus sur le rapport d'un juge fait publiquement à l'audience, et sur les conclusions du ministère public; il sera fait mention, dans le jugement, de l'accomplissement de ces formalités; le tout à peine de nullité.— Les jugemens pourront être attaqués par la requête civile dans les cas prévus par le Code de procédure, et par le recours en cassation.— La partie qui succombera n'aura d'autres frais à supporter que le coût et les droits d'enregistrement des significations et des jugemens, et, en outre, les frais des avoués, dans les cas où leur ministère est autorisé.—Aucune somme à payer ou à restituer ne pourra donner lieu à condamnation à des intérêts.

90. Les frais de poursuites payés par les préposés de l'enregistrement pour des articles tombés en non-valeur pour cause d'insolvabilité constatée des parties condamnées, leur seront remboursés sur l'état qu'ils en rapporteront à l'appui de leurs comptes.— L'état appuyé des pièces justificatives sera taxé sans frais par le tribunal qui aura connu de l'affaire.

TITRE II. — De la fixation des droits.

CHAPITRE 1^{er}. — *Droits fixes.*

91. Les actes compris sous cet article seront enregistrés et les droits payés ainsi qu'il suit, savoir :

§ 1^{er}. — Actes sujets au droit fixe de vingt-cinq centimes.

1° Les significations d'avoué à avoué pour l'instruction des procédures devant les tribunaux de première instance, sans y comprendre celles qui contiendraient un appel incident.—« Le consentement ou le pouvoir signé « par la partie dans le même acte donne lieu à un droit particulier. — Il « est dû un droit pour chacun des avoués auxquels la signification est « faite. » — 2° Les attestations pures et simples. — 3° Les bilans. — 4° Les brevets d'apprentissage qui ne contiennent ni obligation de sommes et valeurs mobilières, ni quittance. — 5° Les certificats de vie. — 6° Les certificats, par les imprimeurs, d'insertion dans les journaux. — 7° Les collations ou extraits d'actes ou pièces, précédemment enregistrés, par quelque officier public qu'ils soient faits, même les copies certifiées par les parties. — « Le droit sera payé par chaque acte, pièce ou extrait collationné. » — 8° Les connoissemens et reconnaissances de chargement par mer, et les lettres de voiture. — « Il est dû un droit par chaque personne à laquelle les envois « sont faits. » — 9° Les devis d'ouvrages et entreprises non signés des parties

pour lesquelles les ouvrages doivent être faits, et qui ne contiennent aucune obligation de sommes et valeurs, ni engagement d'effectuer les travaux. — 10° Les états et autres pièces annexés à l'acte principal, et qui n'auraient pas été antérieurement reconnus ou signés par les parties ou par les officiers publics. — 11° Les factures, mémoires des marchands et ouvriers, et les extraits de livres des commerçans, signés seulement de celui qui se prétend créancier, sauf les droits proportionnels sur l'acte de reconnaissance ou de libération ultérieure du débiteur, ou sur le jugement à intervenir. — 12° Les originaux d'affiches et placards judiciaires. — 13° Les requêtes de productions dans les contributions et les ordres de deniers mobiliers et immobiliers.

§ II. — Actes sujets au droit fixe de cinquante centimes.

1° Les abstentions, répudiations et renonciations à legs ou communautés, successions ou donations à cause de mort, lorsqu'elles sont pures et simples, et si elles ne sont pas faites en justice. — « Il est dû un droit par chaque « renonçant, et pour chaque succession ou communauté à laquelle on renonce. — Si la renonciation n'est que partielle ou soumise à une condition, ou qu'elle ne soit pas faite en faveur de tous les autres ayans-droit « à l'hérédité, il est dû les droits proportionnels à raison de l'abandon. » — 2° Les acceptations de successions, legs ou communautés, aussi lorsqu'elles sont pures et simples, et qu'elles ne sont pas faites en justice. — « Il est dû un « droit par chaque acceptant et par chaque succession ou communauté. » — 3° Les acceptations de transports ou de délégations de créances à terme ou de rentes, par les cessionnaires ou délégataires, faites par actes séparés, lorsque le droit proportionnel a été acquitté pour le transport ou la délégation; dans le cas contraire, il est dû le droit proportionnel, suivant les nos 5 et 6 du paragraphe V, et le n° 2 du paragraphe VI de l'article suivant; — Et celles qui se font par les débiteurs délégués, dans les actes mêmes de délégation, ou par actes postérieurs, lorsqu'il est justifié de leur obligation précédemment enregistrée. — 4° Les acquiescemens purs et simples, quand ils ne sont point faits en justice. — 5° Les actes de notoriété. — « Si un acte de notoriété a pour objet de constater des faits relatifs à des parties n'ayant pas un « intérêt commun, il est dû un droit par chaque partie. » — 6° Les actes qui ne contiennent que l'exécution, le complément et la consommation ou la réalisation d'actes antérieurs enregistrés, sans aucun changement à leurs clauses et conventions. — 7° Les actes refaits pour cause de nullité ou autre motif, sans aucun changement qui ajoute aux objets des conventions ou à leur valeur. — 8° Les actes, autres que ceux faits en justice, constatant une obligation quelconque contractée sous une condition suspensive exprimée dans l'acte, sous la réserve du droit proportionnel lors de l'événement. — 9° Les adjudications à la folle-enchère, autres que celles faites en justice, lorsque le prix n'est pas supérieur à celui de l'adjudication, si celle-ci a été enregistrée. — 10° Les adjudications au rabais, et marchés dont le prix doit être payé directement ou indirectement par le gouvernement, et les cautionnemens. — « Ne sont pas compris dans cette disposition les sous-traités, « cessions, subrogations ou associations faits par les adjudicataires ou entrepreneurs directs, postérieurement à l'acte principal, et les cautionnemens des mêmes actes, qui sont sujets au droit proportionnel comme actes « faits entre particuliers. » — 11° Les adoptions faites devant les juges de paix; — 12° Les autorisations pures et simples; — 13° Les actes et contrats d'assurances maritimes, sous la réserve du droit proportionnel, conformément

au n° 1 du paragraphe II de l'article suivant, lorsqu'il en est fait usage en justice; — 14° Les cahiers de charges, s'ils sont rédigés et signés séparément du contrat ou de l'adjudication; — 15° Les cautionnemens de personnes et navires en cas de prompt départ, sauf le droit proportionnel à l'événement; — 16° Les cautionnemens des conservateurs des hypothèques; — Ceux des fonctionnaires publics et officiers ministériels; — Les certifications et renforts de caution, lorsque l'acte de cautionnement a été enregistré; — Les cautionnemens et garanties mobilières dont l'objet est indéterminé ou éventuel, et non susceptible d'évaluation, de même que l'obligation principale; — 17° Les certificats purs et simples, y compris ceux de propriété de rentes sur l'état, et ceux délivrés en brevet par les juges et les greffiers, en quelque matière que ce soit; — 18° Les codicilles qui n'ajoutent aucune disposition nouvelle de libéralité aux testamens précédemment enregistrés; — 19° Les consentemens purs et simples, par actes civils; — 20° Les décharges également pures et simples, y compris celles des reliquats de compte par les mandans à leurs mandataires, et par les pupilles à leurs tuteurs, lorsque la remise en est effectuée par l'acte même d'arrêté du compte de la gestion ou de la tutelle; — Les récépissés de pièces purs et simples; — 21° Les déclarations aussi pures et simples par actes civils, ainsi que celles des tiers saisis devant le juge de paix, sauf les droits proportionnels, dans le cas seulement où il serait rendu un jugement de condamnation personnelle contre eux, ou qui les déclarerait débiteurs des causes de l'opposition; — Les déclarations autorisées par l'article 7 du Code de procédure, lorsqu'elles sont faites devant le juge de paix, par acte séparé ou indépendant du jugement; — 22° Les déclarations pour faire acquérir privilège de second ordre aux bailleurs de fonds de cautionnemens des comptables envers le gouvernement, mais seulement lorsqu'il existe un acte d'obligation antérieurement enregistré au droit proportionnel; — 23° La déclaration d'emploi en faveur du mari dans un contrat d'acquisition faite par lui, et l'acceptation par la femme de celle en sa faveur; — 24° La déclaration d'origine dans l'acte d'emploi des deniers empruntés pour opérer la subrogation en faveur du prêteur; — 25° Les délivrances et décharges de legs purs et simples, même de ceux de sommes d'argent, et toutes celles données aux exécuteurs testamentaires d'effets mobiliers, sommes et valeurs de la succession, par les héritiers ou légataires; — « Les intérêts échus des legs, s'il en est payé, doivent le droit proportionnel comme formant une dette personnelle de l'héritier. » — 26° Les dépôts et consignations de sommes et effets mobiliers chez les officiers publics, et dans les caisses du gouvernement, lorsqu'ils n'opèrent pas la libération des déposans, ainsi que les décharges qu'en donnent les déposans ou leurs héritiers, lorsque la remise des objets déposés leur est faite; — 27° Les dépôts d'actes et pièces chez les officiers publics, et ceux faits aux chambres des notaires et des avoués des actes et jugemens dont l'insertion au tableau à ce destiné est prescrite par les lois civiles et commerciales; — « Il est dû un droit pour chaque personne non solidaire que les pièces déposées concernent; mais il ne sera perçu qu'un seul droit, s'il n'est déposé qu'un seul acte. » — 28° Les désistemens purs et simples, lorsqu'il n'en résulte pas de mutation de propriété, d'usufruit ou de jouissance; — 29° Les donations entre-vifs et testamentaires en faveur des communes, hospices, établissemens religieux et de bienfaisance ou autres légalement autorisés, ou en faveur d'une colonie; — Celles entre particuliers et qualifiées telles par les parties, faites en l'absence des donataires ou non acceptées par eux, sauf le droit proportionnel sur l'acte d'acceptation; — 30° Les échanges de biens immeubles ruraux, lorsque l'un des immeubles échangés est contigu

aux propriétés de celui qui le reçoit; à l'exception des échanges de maisons et bâtimens et de ceux de biens ruraux non contigus, compris dans le paragraphe VI de l'article suivant.—« S'il y a soulte ou plus-value, le droit en sera « perçu comme il est réglé à l'égard des ventes par le paragraphe VIII de l'article « suivant. »—31° Les états de situation et les projets de compte de tutelle non débattus, présentés par les tuteurs, ainsi que les récépissés qui leur en sont donnés par le pupille ou par ses représentans; —32° Les états de recette et dépense présentés par les autres comptables, et qui ne contiennent la reconnaissance d'aucun excédant de recette à leur charge;—33° Les exploits, les significations (celles d'avoué à avoué et celles devant les conseils privés exceptées); les commandemens, demandes, notifications, citations, offres ne faisant pas titre pour le créancier, ou non acceptées, oppositions, sommations, procès-verbaux, assignations, protêts, interventions à protêt, protestations, publications et affiches, saisies, saisies-arrêts, séquestres, mains-levées, et généralement tous actes extrajudiciaires des huissiers ou de leur ministère, qui ne peuvent donner lieu au droit proportionnel, sauf les exceptions mentionnées dans la présente ordonnance; — Les procès-verbaux, les exploits et significations, et tous autres actes extrajudiciaires faits pour le recouvrement des contributions directes ou indirectes, et de toutes autres sommes dues au gouvernement pour le recouvrement des contributions locales, pour le paiement des mois de nourrice, frais d'éducation et de pensionnat; des travaux de curage des canaux et rivières, mais seulement lorsqu'il s'agira de cotes, droits ou créances excédant en total la somme de cent francs; — Enfin tous les exploits en matière de police simple ou correctionnelle, et ceux faits en matière criminelle à la requête des parties civiles seulement; — « Il est dû un droit pour chaque demandeur et pour chaque défendeur, « en quelque nombre qu'ils soient dans le même acte, excepté les co-pro- « priétaires et co-héritiers, les parens réunis, les co-intéressés, les débiteurs « ou créanciers associés ou solidaires, les séquestres, les experts et les té- « moins qui ne seront comptés que pour une seule et même personne, soit « en demandant, soit en défendant dans le même original, lorsque leurs « qualités y seront exprimées; » — « Les procès-verbaux de saisie devront « aussi un droit par chaque vacation. »— 34° Les gages ou garanties mobilières, sans aucun dessaisissement de propriété, et les affectations hypothécaires fournies par les débiteurs eux-mêmes envers leurs créanciers en exécution de titres antérieurement enregistrés, à l'exception des engagements d'immeubles; — 35° Les lettres missives qui ne contiennent ni obligations ni quittance, ni autre convention ou reconnaissance donnant lieu au droit proportionnel; — 36° Les mains-levées pures et simples d'oppositions et inscriptions hypothécaires par actes civils, à moins qu'elles ne soient contenues dans les quittances des sommes qu'elles avaient pour objet, auquel cas elles ne doivent aucun droit; mais elles seront passibles du droit applicable aux quittances, si l'acte énonce que la cause de l'opposition ou de l'inscription ne subsiste plus ou qu'elle subsiste sans cause, sans rappeler d'acte de libération enregistré; — 37° Les nominations d'experts qui ne sont pas faites en justice; — « Celles contenues dans les inventaires à l'effet d'es- « timer le mobilier ne doivent aucun droit. » — 38° Les prestations de serment des agens provisoires ou commissaires dans les faillites, des courtiers, des experts (sous l'exception de celles des experts constatées par le procès-verbal de la visite, dressé par le greffier, ou dans le jugement même du juge de paix), des gardes, des interprètes et de toutes autres personnes, lorsqu'elles ne sont chargées que momentanément de fonctions publiques; —39° Les prises de possession en vertu d'actes enregistrés;— 40° Les prises

et les inventaires de meubles, d'objets mobiliers, titres et papiers; — « Il est dû un droit par chaque vacation. » — 41° Les procès-verbaux de sauvetage des bâtimens naufragés et les déclarations des capitaines, dressés par les officiers d'administration de la marine, quel que soit le nombre des vacations; — 42° Les procès-verbaux et rapports des huissiers, employés, gardes, commissaires, séquestres, experts, arpenteurs, agens ruraux et forestiers et capitaines de navire, en matière civile ou de commerce; — 43° Les procès-verbaux de dire, d'enchères, adjudications préparatoires et autres de même nature, qui ne contiennent aucune disposition donnant lieu au droit proportionnel; — Ceux de cote et paraphe des livres de marchands; — Les procès-verbaux des notaires constatant la rédaction de lettres de change; — 44° Les procès-verbaux, les plaintes ou autre premier acte constatant des contraventions ou des délits en matière de police simple ou de police correctionnelle; — 45° Les procurations, mandats et pouvoirs pour agir, ne contenant aucune stipulation, clause, engagement ou reconnaissance donnant lieu au droit proportionnel; — « Il est dû un droit pour chaque mandant et chaque mandataire non solidaire ou indépendant l'un de l'autre. » — 46° Les promesses d'indemnités indéterminées et non susceptibles d'estimation, autres que celles stipulées entre les contractans dans les actes mêmes qu'elles ont pour objet et dont elles font partie intégrante; — Celles de secours pour pensions alimentaires, entre les enfans et les ascendans et les époux séparés, sans détermination de sommes; — 47° Les ratifications pures et simples d'actes en forme; — « Il est dû un droit par chaque ratifiant. » — 48° Les reconnaissances aussi pures et simples par actes civils ne contenant aucune obligation ni quittance, ni autre aven donnant ouverture au droit proportionnel; — 49° Les résiliemens purs et simples, faits par actes authentiques, dans les vingt-quatre heures, des actes résiliés et notifiés au receveur le lendemain; — 50° Les rétractations et les révocations autres que celles exprimées dans les procurations, sans dénommer les mandataires révoqués; — 51° Les significations d'avoué à avoué devant les cours royales, non compris les appels incidens; — « Il est dû un droit pour chacun des avoués auxquels la signification est faite. — Le contentement ou le pouvoir signé par la partie sur l'original donne lieu à un droit particulier. » — 52° Les soumissions et enchères, hors celles faites en justice, sur des objets mis ou à mettre en adjudication ou en vente, ou sur des marchés à passer, lorsqu'elles seront faites par actes séparés de l'adjudication; — 53° Les soumissions tendant à obtenir l'autorisation de construire dans le rayon des places de guerre et sur les pas géométriques; — 54° Les ventes de navires, bris et débris de navires, faites par les officiers de l'administration de la marine ou autres officiers publics, ainsi que celles de marchandises avariées à la mer, dans le cas où il n'est pas dû de droit de douane; — Les mêmes ventes entre des personnes privées; — 55° Les ventes ou cessions de terrains ou constructions faites par des propriétaires pour se libérer de la portion à leur charge dans l'augmentation de valeur que leurs propriétés auraient acquises par suite de travaux publics ou de constructions ordonnés ou approuvés par le gouvernement; — Les abandons de portions de terrain en faveur des concessionnaires par les propriétaires des terrains desséchés ou défrichés; — 56° Les actes et jugemens préparatoires, interlocutoires ou d'instruction des juges de paix; les certificats et visa de pièces préalables à l'exercice de la contrainte par corps; les actes de notoriété, les oppositions à levée de scellés par comparution personnelle dans le procès-verbal; les ordonnances et permis d'assigner; les nominations de tuteurs, curateurs et subrogés tuteurs, et tous les procès-verbaux d'avis de

parens et de délibérations de conseil de famille qui ne contiennent aucune reconnaissance ou engagement donnant ouverture au droit proportionnel; les procès-verbaux d'apposition, de reconnaissance et de levée de scellés, et généralement tous autres actes et procès-verbaux des juges de paix ou passés devant eux, ne donnant pas lieu au droit proportionnel ou dont le droit proportionnel ne s'élèverait pas à cinquante centimes; — Sont exceptés les actes d'émancipation. — « Il est dû un droit pour chaque vacation de juge « de paix, dans les opérations de scellés. » — 57° Les jugemens des juges de paix, portant condamnation de sommes ou valeurs mobilières, renvoi ou décharge de demande, débouté d'opposition, validité de congé, expulsion, condamnation à réparation d'injures personnelles, et généralement tous ceux qui, contenant des dispositions définitives, ne donnent pas ouverture au droit proportionnel, ou dont le droit proportionnel ne s'élèverait pas à cinquante centimes, et qui ne sont pas classés dans le numéro précédent; — 58° Les actes et jugemens en matière de police ordinaire et de police correctionnelle, et en matière criminelle, soit entre les parties, soit sur la poursuite du ministère public avec partie civile, désignés dans les nos 2 et 3 de l'article 6 du titre I^{er}, ne donnant pas lieu au droit proportionnel, ou dont le droit proportionnel ne s'élèverait pas à cinquante centimes; — Sont exceptés les actes de recours en cassation. — 59° Les jugemens qui seront rendus en matière de contributions, soit directes, soit indirectes, ou pour autres sommes dues au gouvernement, ou pour contributions locales, mois de nourrice, frais d'éducation ou de pensionnat, travaux de curage des canaux et rivières, quel que soit le montant des condamnations, et de quelque tribunal qu'émanent les jugemens; — « Si le même jugement porte recours du condamné contre un particulier, le droit proportionnel sera dû « sur le montant de la condamnation récursoire. » — 60° Les actes déjà enregistrés, soit en France, soit dans les colonies françaises, lorsque le droit perçu sera égal ou supérieur à celui dû dans la colonie; — 61° Et généralement tous actes civils ou extrajudiciaires quels qu'ils soient, ou actes des juges de paix qui ne se trouvent dénommés dans aucun des autres paragraphes du présent article, ni dans ceux de l'article suivant, et qui ne peuvent donner lieu au droit proportionnel.

§ III. — Actes sujets au droit fixe de soixante-quinze centimes.

1° Les compromis et nominations d'arbitres qui ne contiennent aucune obligation de sommes et valeurs, ni reconnaissance donnant lieu au droit proportionnel; — 2° Les conversions de rentes perpétuelles en rentes viagères, et de celles-ci en rentes perpétuelles, sans augmentation du premier capital aliéné; — 3° Les déclarations ou élections de command ou d'ami, lorsque la faculté d'élire un command a été réservée dans l'adjudication ou le contrat en forme authentique, et que la déclaration est faite sans novation de clause, de condition ou de prix, et notifiée au receveur de l'enregistrement dans les vingt-quatre heures de l'adjudication ou du contrat; — Le délai sera de trois jours pour les adjudications des domaines de l'état; — A l'égard des adjudications faites devant les tribunaux de première instance où le ministère des avoués est indispensable, il suffira que l'avoué fasse connaître l'adjudicataire par une déclaration faite et acceptée, ou appuyée du mandat pour acquérir, dans les trois jours de l'adjudication; — 4° Les prorogations de délai et les modifications apportées aux clauses d'un acte d'obligation, lorsqu'elles ne constituent pas un des cas de novation énoncés dans l'article 1271 du Code civil, pourvu toutefois que le titre de la créance ait été enregistré, et sauf le droit proportionnel sur les stipulations relatives

aux intérêts échus, ainsi que sur les délégations désignées au n° 5 du paragraphe V, et au n° 2 du paragraphe II de l'article suivant; — 5° Les réunions d'usufruit à la propriété, lorsque la réunion s'opère par un acte de cession, et qu'elle n'est pas faite pour un prix supérieur à celui sur lequel le droit a été perçu lors de l'aliénation de la nue-propriété, à titre onéreux, et ce conformément au n° 7 de l'article 17; — 6° Les titres nouveaux ou reconnaissances de rentes, purs et simples, dont les contrats sont justifiés en forme, et les soumissions pour le remboursement du capital, dans le cas où le débiteur peut y être contraint, suivant l'article 1912 du Code civil; — « Sauf, dans tous les cas, le droit proportionnel sur les stipulations relatives aux intérêts échus. » — 7° Les transactions en quelque matière que ce soit qui ne contiennent aucune stipulation de sommes et valeurs, ni dispositions soumises à un plus fort droit, ni au droit proportionnel, ainsi qu'il est établi dans l'article 19, chapitre II; — 8° Les ordonnances des juges des tribunaux de première instance jugeant en matière civile ou de commerce, rendues sur requêtes, mémoires ou autrement; celles de référé, dont la minute reste au greffe, ou qui sont délivrées en brevet ou original; — Les ordonnances du procureur du roi dans les cas où il est autorisé à en rendre; — Les actes et jugemens préparatoires, interlocutoires ou d'instruction de ces tribunaux et des arbitres, rendus contradictoirement ou par défaut; — Les procès-verbaux d'ouverture et réglemens provisoires de contributions et d'ordres, et les ordonnances de renvoi à l'audience, en cas de contestation sur ces mêmes procès-verbaux; — 9° Les actes faits ou passés aux greffes des mêmes tribunaux, portant acquiescement, affirmation de voyage, et autres; certificats en minute, consentemens et déclarations de toute espèce ne donnant pas ouverture au droit proportionnel; demandes en renvoi, dépôt de registres, répertoires, signatures de notaires, et généralement de tous actes et pièces, de quelque nature qu'ils soient, et leurs décharges, désaveux, enchères et surenchères; enquêtes, interrogatoires, inscription de faux incident; nomination d'experts ou arbitres; oppositions, représentations de cautions, acceptation ou renonciation à succession, communauté, legs ou donations à cause de mort (*il est dû un droit pour chaque renonçant ou acceptant, et par chaque succession ou communauté*); récusation, tirage de lots (*sauf le droit proportionnel sur la soulte ou plus-value, s'il en existe*); transcriptions et radiations de saisies immobilières; vérification et affirmation de créances (*il n'est dû qu'un seul droit pour celles en matière de faillite*); — Les dépôts des extraits d'actes de société, de contrats de mariage et de mutations immobilières (*il est dû un droit par chaque acquéreur non indivis*), et de tous les actes et jugemens désignés, par les lois civiles et commerciales, pour être insérés au tableau placé dans l'auditoire des tribunaux, et leurs décharges; — Et généralement les procès-verbaux, rapports, et tous autres actes conservatoires ou de formalité, autres que ceux formellement exempts de l'enregistrement, faits aux greffes desdits tribunaux, et ne donnant pas lieu au droit proportionnel, ou dont le droit proportionnel ne s'élèverait pas à soixante-quinze centimes; — 10° Les exécutoires de dépens, et les taxes des experts dont le droit proportionnel, réglé par le n° 12, paragraphe II de l'article suivant, ne serait pas plus élevé que soixante-quinze centimes; — 11° Les mêmes actes, ordonnances et jugemens des tribunaux de première instance en matière de commerce; — 12° Les ordonnances et procès-verbaux des présidens des tribunaux de première instance, relatifs au mariage et à la séparation de corps.

§ IV. — Actes sujets au droit fixe de un franc.

1° Les actes respectueux pour obtenir consentement à mariage ; — 2° Les actes de société qui ne portent ni obligation , ni transmission de biens meubles ou immeubles entre les associés individuellement , ou envers d'autres personnes , et quelle que soit la nature des biens apportés par chacun des associés ; — Les actes d'adhésion postérieurs par de nouveaux associés ; — Les actes de dissolution de société qui sont dans le même cas , sauf les droits proportionnels auxquels pourraient donner ouverture les cessions de droits , ou le partage pour raison des soultes ou de l'abandon fait à l'un des associés de biens apportés originairement par un autre associé ; — 3° Les cessions , abandonnemens et délaissemens de biens , soit volontaires , soit forcés , pour être vendus en direction ; — 4° Les contrats de mariage qui ne contiennent d'autres dispositions que des déclarations de la part des futurs de ce qu'ils apportent eux-mêmes en mariage et se constituent , sans aucune stipulation avantageuse entre eux ; — « La reconnaissance y énoncée de la part du futur , « d'avoir reçu la dot apportée par la future , ne donne pas lieu à un droit « particulier ; celle par la future non commune en biens , d'avoir reçu la dot « du futur , donne lieu au droit d'obligation. — La clause d'ameublissement « déterminé ou indéterminé ne donne lieu à aucun droit. Il en est de même « dans le cas où les meubles apportés par la femme sont mis à prix par le « contrat fait sous le régime dotal. — Si les futurs sont dotés par leurs as- « cendans , ou s'il leur est fait des donations par des collatéraux ou autres « personnes , par leur contrat de mariage , les droits , dans ces cas , seront « perçus suivant la nature des biens , ainsi qu'ils sont réglés par les diffé- « rens paragraphes de l'article suivant. » — 5° Les donations de biens pré- sens et à venir sans annexe de l'état des dettes du donateur , ou sans leur détail dans l'acte , et lorsque le donataire n'entre pas de suite en jouissance d'aucuns des biens ; — « A défaut de l'une ou de l'autre de ces circonstances , « le droit proportionnel est dû sur des biens présens. » — 6° Les donations de sommes , à prendre seulement sur la succession du donateur sans intérêts jusque-là , même avec affectation hypothécaire ; — « En cas de promesse « d'intérêts , le droit proportionnel est dû sur leur capital au denier six. » — 7° Les institutions contractuelles et toutes autres dispositions avantageuses , soumises à l'événement du décès , qui sont faites par contrat de mariage entre les futurs ou par d'autres personnes en leur faveur ; — « Le forfait de « communauté des articles 1520 à 1525 du Code civil , n'étant qu'une simple « convention de mariage et entre associés , ne donne lieu à aucun droit. — Il « n'y a lieu à percevoir le droit de donation pour le préciput que lorsqu'il « est réservé à la femme survivante , même en renonçant à la communauté. » — 8° Les déclarations et significations d'appel , soit principal , soit incident , des jugemens des juges de paix en matière civile ou de commerce , au tribunal de première instance , même par acte d'avoué à avoué. — « Il est dû plusieurs « droits , dans les cas prévus par le n° 33 du paragraphe II du présent « article. » — 9° Les exploits relatifs aux procédures devant les conseils privés , sans qu'il puisse être perçu plus d'un seul droit , quel que soit le nombre des demandeurs et des défendeurs. — 10° Les prestations de serment des secrétaires des administrations publiques , des greffiers et des huissiers des juges de paix , des porteurs de contraintes , des gardes et autres préposés des douanes d'un grade inférieur à celui de contrôleur exclusivement ; des gardes du génie ; des agens et conducteurs des travaux des ponts et chaussées chargés de constater les contraventions en matière de grande voirie ; des imprimeurs et libraires ; des gardes forestiers et gardes champêtres ; des

préposés au mesurage ou pesage public; des concierges des maisons d'arrêt et des prisons; enfin de tous les employés et comptables salariés par le gouvernement, les communes ou les établissemens publics, autres que ceux compris dans le n° 3 du paragraphe VII ci-après, et qui sont assujétis au serment, à raison de leurs fonctions, quelle que soit l'autorité devant laquelle le serment sera reçu. — 11° Les reconnaissances d'enfant naturel, faites autrement que par acte de l'état civil. — 12° Les testamens, codiciles et tous les actes de libéralité entre-vifs ou à cause de mort, qui ne contiennent que des dispositions soumises à l'événement du décès, sans préjudice des droits proportionnels auxquels donneraient ouverture les reconnaissances contenues dans ces actes. — 13° Les unions et directions de créanciers. — « Si elles portent obligation de sommes déterminées par les co-intéressés « envers un ou plusieurs d'entre eux, ou autres personnes chargées d'agir « pour l'union, il sera perçu en outre un droit d'obligation. » — 14° Les jugemens contradictoires ou par défaut des tribunaux de première instance, en matière civile ou de commerce, portant acquiescement, acte d'affirmation, admission de revendication, débouté d'opposition, homologation d'actes et rapports ne donnant pas lieu aux droits proportionnels, ou dont ces droits ont été acquittés; décharge et renvoi de demande, déclaration de jugement commun, injonction de procéder à partage ou à licitation, main-levée d'inscription ou opposition, nomination d'arbitres et tiers-arbitres, commissaires, directeurs et séquestres; nullité de procédure, maintenue en possession, publication d'actes et de lettres-patentes, péremption d'instance; reconnaissances d'écritures; réhabilitation; rejet ou admission de récusation; résiliation de baux autrement que du consentement des parties. — Les jugemens qui établissent seulement les bases ou les élémens d'un compte ou d'une liquidation à faire, sans déterminer aucun reliquat; ceux qui statuent sur l'admission d'un créancier au passif d'une faillite, sans prononcer de condamnation de sommes; — Les jugemens qui condamnent à servir une rente conformément au titre en forme authentique. — « Si le « titre était verbal ou sous seing privé, il serait dû le droit proportionnel, « ainsi que pour une condamnation qui rendrait le capital de la rente exigible. » — Les réglemens définitifs d'ordres et de contributions ne donnant pas lieu à un droit proportionnel plus élevé, sans que, dans aucun cas, il soit dû aucun droit pour les foreclusions et les mains-levées prononcées par le même acte. — Les ordonnances d'exécution de jugemens arbitraux, et celles d'envoi en possession. — Et généralement tous les jugemens de ces tribunaux et des arbitres, en premier ou en dernier ressort, non compris dans le paragraphe III précédent, et contenant des dispositions définitives ne donnant pas ouverture au droit proportionnel, ou dont le droit proportionnel ne s'élèverait pas à un franc. — Les adjudications frappées de surenchère avant le délai de l'enregistrement, et celles sur folle-enchère, lorsque la première adjudication a été enregistrée et que le nouveau prix n'est pas supérieur au premier; dans le cas contraire, les droits sont perçus comme il est dit au n° 1^{er}, paragraphes VI et VIII de l'article suivant. — 15° Les jugemens des tribunaux de première instance en matière civile ou de commerce, à l'exclusion de ceux des arbitres, portant, 1° résolution de contrats ou de clauses de contrats, pour cause de nullité radicale; 2° résolution de contrats de vente, pour lésion d'outre moitié, dans la forme et les délais prescrits par la loi; 3° résolution de contrats, pour cause de simulation, mais seulement lorsque la résolution n'est point prononcée sur la demande de l'une des parties contractantes; 4° révocation de donation, pour cause d'ingratitude; 5° résolution de contrats de vente, pour défaut de paiement du prix, mais

seulement avec ces deux circonstances, que l'acquéreur n'aura payé aucun à-compte sur le prix, et qu'il ne sera point entré en jouissance. — « Toutefois, « les droits ainsi que les doubles droits et amendes dus à raison des contrats « ou des conventions verbales résolus, seront perçus en outre sur les jugemens, dans le cas où ils n'auraient pas été acquittés précédemment dans « les délais déterminés. » — 16° Les ordonnances, arrêts et actes du greffe des cours royales, de l'espèce des actes et jugemens désignés dans les n° 8, 9 et 10 du paragraphe III précédent. — Les mêmes actes émanés des arbitres jugeant en dernier ressort du consentement des parties.

§ V. — Actes sujets au droit fixe de un franc cinquante centimes.

1° Les actes d'émancipation. — « Il est dû un droit par chaque émancipé, « mais il n'en est dû aucun pour la nomination du curateur. » — 2° Les déclarations et significations d'appel, soit principal, soit incident, des jugemens des tribunaux de première instance en matière civile ou de commerce, même par actes d'avoué à avoué. — « Il est dû plusieurs droits, dans les cas « prévus par le n° 33 du paragraphe II du présent article. » — 3° Les partages de biens meubles ou immeubles entre co-propriétaires, à quelque titre que ce soit, pourvu qu'il en soit justifié. — « Il n'est pas dû de droit « particulier pour les subdivisions contenues dans le même acte, et qui sont « faites entre les mêmes co-partageans. — S'il y a retour ou plus-value entre « les lots, le droit sur ce qui en fera l'objet sera perçu au taux réglé pour « les ventes. » — 4° Les arrêts définitifs des cours royales ne donnant pas lieu à un droit proportionnel plus élevé, et de l'espèce des jugemens désignés dans les n° 14 et 15 du paragraphe précédent. — 5° Les jugemens définitifs désignés dans les mêmes numéros, rendus par les arbitres jugeant en dernier ressort, du consentement des parties.

§ VI. — Actes sujets au droit fixe de deux francs.

1° Les acquisitions de biens immeubles par la colonie, les communes, hospices, séminaires, fabriques, congrégations religieuses, et tous autres établissemens publics légalement autorisés, faites à titre onéreux, et lorsque les biens acquis devront recevoir une destination d'utilité publique et ne pas produire de revenus. — « A défaut de l'une ou de l'autre de ces « circonstances, il est dû le droit proportionnel déterminé par le paragraphe VIII de l'article suivant; et le droit fixe sera réductible dans tous les cas « où la valeur des biens ne donnerait pas deux francs de droit. » — 2° Les actes translatifs de propriété, d'usufruit ou de jouissance de biens immeubles situés en pays étranger, sans que, dans aucun cas, le droit fixe puisse excéder le droit proportionnel qui serait dû si les biens étaient situés dans la colonie. — 3° Les jugemens des tribunaux de première instance prononçant une interdiction; les jugemens de séparation de biens entre mari et femme, lorsqu'il ne porte point de condamnation de sommes et valeurs mobilières, ou lorsque le droit proportionnel de la condamnation prononcée ne s'élève pas à deux francs. — 4° Les actes de tutelle officieuse. — « Il « est dû un droit pour chaque pupille. »

§ VII. — Actes sujets au droit fixe de trois francs.

1° Le premier acte de recours au conseil d'état, et le premier acte de recours en cassation, en matière civile, correctionnelle ou de simple police, de quelque partie qu'il émane; et en matière criminelle, celui des parties civiles seulement. — « Il est dû un droit pour chacun des condamnés « non solidaires qui exercent le recours par un même acte. » — 2° Les jugemens

des tribunaux de première instance prononçant une séparation de corps entre mari et femme ; — Ceux admettant une adoption. — « Il est dû un « droit pour chaque adopté. » — 3° Les prestations de serment des notaires, avocats, avoués et arpenteurs, pour entrer en fonctions ; des directeurs, inspecteurs, vérificateurs, contrôleurs et receveurs des contributions directes et indirectes, des curateurs aux biens vacans, des greffiers, commis-greffiers et huissiers près les tribunaux de première instance et les cours royales, pour entrer en fonctions ; des ingénieurs des ponts et chaussées, des commissaires des poudres et salpêtres, et généralement de tous les employés et comptables salariés par le gouvernement, les communes et les établissemens publics, qui y sont assujétis à raison de leurs fonctions, et quelle que soit l'autorité devant laquelle le serment sera reçu, lorsque le traitement s'élève à deux mille francs et au dessus. — Tous les employés et comptables dont le salaire serait inférieur à cette somme ne devront que le droit fixé par le n° 10 du paragraphe IV ci-dessus. — « Il n'est dû de « nouveau droit que dans le cas de changement de grade ou de fonctions, « et non lors d'un simple changement de résidence : toutefois si, dans « ce dernier cas, il était rédigé un nouvel acte de prestation de serment, « il serait dû le droit déterminé par le n° 6 du paragraphe II du présent article. »

§ VIII. — Actes sujets au droit fixe de cinq francs.

1° Les arrêts des cours royales prononçant une interdiction, une séparation de corps ou une séparation de biens entre mari et femme, sauf le droit proportionnel de la condamnation, si elle donne lieu à un droit plus élevé. — Les arrêts confirmant une adoption. — « Il est dû un droit pour chaque « adopté. » — 2° L'adoption par tuteur officieux dans un acte testamentaire. — « Il est dû un droit pour chaque adopté. »

CHAPITRE II. — Droits proportionnels.

92. Les actes et mutations compris sous cet article seront enregistrés et les droits payés suivant les quotités ci-après, savoir :

§ I^{er}. — Deux centimes et demi par cent francs.

1° Les baux à ferme ou à loyer de biens meubles ou immeubles, même de ceux appartenant au gouvernement. — Les baux ou conventions pour nourriture de personnes. — Le louage des esclaves ainsi que des gens de travail qui s'engagent au service de quelqu'un. — Les baux de pâturage et nourriture d'animaux, lorsque la durée de tous ces baux est limitée. — « Si la durée du bail est illimitée, la quotité du droit est réglée par les nos 2 « des paragraphes VI et VIII ci-après. » — 2° Les baux à cheptel et reconnaissance des bestiaux. — « Le droit sera perçu sur le prix exprimé « dans l'acte, ou, à défaut, d'après l'évaluation qui sera faite du bétail. » — 3° Les sous-baux, subrogations, cessions, rétrocessions et résiliations des mêmes baux. — « Le droit sera perçu et liquidé sur les années à courir et « d'après la même base que pour les baux. — Les sommes payées sur le « prix du bétail par l'acte même ne donnent pas lieu au droit de quittance. » — 4° Les brevets d'apprentissage, lorsqu'ils contiendront stipulation de sommes ou valeurs payées ou non. — Les cautionnemens de tous les actes désignés aux numéros précédens ne paieront que la moitié des droits déterminés pour ces actes. — 5° Les actes volontaires contenant promesse de pensions alimentaires entre les ascendans et leurs descendans, ainsi qu'entre époux séparés, lorsque la somme est déterminée ; et même dans le cas où la

pension alimentaire serait représentée par le revenu d'un immeuble désigné. — « Le droit sera perçu sur le capital au denier six de la pension annuelle; si l'acte ne contient la stipulation d'aucune somme déterminée, il n'est dû que le droit fixe réglé par le n° 46 du paragraphe II de l'article précédent. » — 6° Les quittances, remboursements ou rachats de rentes, redevances et créances de toute nature. — Les retraits exercés par les vendeurs en vertu de réméré, par actes publics, dans le délai stipulé par l'acte de vente, pourvu qu'il n'excède pas cinq ans, ou faits sous signature privée et présentés à l'enregistrement avant l'expiration des délais. — « Le droit n'est dû que sur les sommes remboursées par le vendeur. » — Le retrait successoral et le retrait de droits litigieux, sur le montant des sommes remboursées, dans le cas où le cessionnaire peut y être contraint par la loi. — Les paiemens faits avec subrogation légale selon l'article 1251 du Code civil, et ceux effectués par un acquéreur aux créanciers du vendeur après délégation ou indication quelconque de paiement, et généralement tous actes ou écrits, soit civils, soit judiciaires ou extrajudiciaires, portant libération de sommes et valeurs mobilières, sans que le paiement ait pour cause une libéralité ou le prix d'une transmission de meubles ou d'immeubles non enregistrés : auxquels cas il serait dû les droits dont ces diverses stipulations sont passibles suivant les différens paragraphes du présent article. — « Il n'est dû qu'un seul droit pour les compensations de créances respectives. — Mais les droits des deux libérations seront perçus, lorsque les paiemens seront faits par un débiteur aux créanciers de son créancier, en présence de ce dernier, sans aucune indication de paiement antérieurement enregistré. » — 7° Les actes de dépôts et consignations de sommes faits dans les caisses publiques ou chez les officiers publics, lorsqu'ils opèrent la libération des déposans.

§ II. — Cinq centimes par cent francs.

1° Les actes d'assurances maritimes. — « Le droit ne sera exigible que sur le montant de la prime, et seulement avant que la police puisse être produite en justice, et en tenant compte du droit fixe payé conformément au n° 13 du paragraphe II de l'article précédent. » — 2° Les délaissemens par suite d'une assurance, et dans les autres cas prévus par les lois commerciales. — « Le droit est dû sur la valeur des objets délaissés; il n'est exigible que sur l'acte d'acceptation, ou le jugement qui valide le délaissement. — En cas d'assurance, la valeur est fixée par la police. » — 3° Les adjudications au rabais et marchés pour constructions, réparations, entretien, approvisionnement et fournitures dont le prix doit être payé sur les fonds communaux ou par les établissemens publics. — « Le droit est dû sur la totalité du prix de ces actes. » — Le cautionnement ne doit que moitié du droit. — 4° Les atermoiemens ou concordats passés entre les faillies et leurs créanciers, même lorsqu'il ne serait consenti aucune remise sur les créances. — « Le droit est perçu sur tous les biens meubles abandonnés par le failli, et sur les sommes qu'il s'oblige de payer tant aux créanciers présens qu'à ceux non représentés, avec lesquels le traité est commun par l'effet de la majorité. » — Le cautionnement, s'il en est fourni, ne paiera que la moitié du droit. — 5° Les billets à ordre et tous autres effets négociables de particuliers ou de compagnies, à l'exception des lettres de change. — Les avals donnés par actes séparés des effets négociables de toute espèce. — « Ces effets négociables pourront n'être présentés à l'enregistrement qu'avec les protêts qui en seront faits; mais le droit de ces effets sera exigible sur l'exploit de citation qui déclarerait qu'ils sont adirés. »

— Les ouvertures de crédits entre banquiers et commerçans sujets à patentes. — 6° Les actions, coupons d'actions et cessions d'actions mobilières de compagnies et sociétés de finance, de commerce ou d'industrie, sans aucun droit de propriété dans le fonds social. — 7° Les cautionnemens de sommes et objets mobiliers, les garanties et les gages mobiliers fournis par des tiers, et les indemnités de même nature. — Les cautionnemens par le tireur ou les endosseurs, pour le paiement de lettres de change. — « Sont « exceptés les cautionnemens nommément désignés dans d'autres numéros « du présent article et de l'article précédent. — Dans tous les cas, le droit « sera perçu indépendamment de celui de la disposition que le cautionne- « ment, la garantie, le gage ou l'indemnité aura pour objet et sur le même « capital, mais sans pouvoir excéder le droit principal. » — 8° Les cautionnemens de se représenter ou de représenter un tiers en cas de mise en liberté provisoire, ou en vertu d'un sauf-conduit, dans les cas prévus par le Code de procédure et par les lois civiles et commerciales, et en matière correctionnelle ou criminelle. — 9° Les soumissions de cautions au greffe des tribunaux. — « Lorsque le jugement d'admission de la caution ne « l'oblige pas à faire un acte de soumission, le droit proportionnel est perçu « sur le jugement. — Pour les cautions des surenchères, le droit est dû sur « le prix principal, en y joignant toutes les charges et le montant de la sur- « enchère. Mais ce droit n'est perçu que sur le jugement d'adjudication au « profit du surenchérisseur, et l'acte de cautionnement, dont l'obligation « principale est soumise à cette condition, ne doit que le droit fixe établi « par le n° 9 du paragraphe III de l'article précédent. » — 10° Les legs et donations, à cause de mort, de sommes et d'effets mobiliers en ligne directe, naturelle ou adoptive, sur la portion disponible seulement. — 11° Les obligations à la grosse aventure ou pour retour de voyage. — « Le droit n'est « dû que sur le capital prêté. » — 12° Les jugemens et arrêts contradic- toires ou par défaut, ou autres actes judiciaires, en matière civile ou de commerce, et en matière criminelle, correctionnelle ou de police, quel que soit le tribunal ou la cour dont ils émanent, portant condamnation, attribution ou liquidation de sommes et valeurs mobilières, intérêts et dépens entre particuliers, même celles prononcées sur des actes authentiques; excepté les dommages-intérêts compris au n° 3 du paragraphe ci-après, et les amendes qui ne seront point ajoutées aux autres sommes pour la liquidation du droit proportionnel. — Est soumis au même droit le jugement qui déclare un débiteur déchu du bénéfice du terme qui lui avait été accordé pour le paiement, par acte civil. — « Dans aucun cas, et pour aucun de ces « jugemens ou arrêts, le droit proportionnel ne pourra être au dessous du « droit fixe, tel qu'il est réglé dans l'article précédent pour les jugemens dé- « finitifs des divers tribunaux. » — 13° Les collocations et distributions de deniers mobiliers ou immobiliers, soit volontaires ou judiciaires, dans quelque forme qu'elles aient lieu, et quel que soit le nombre ou la qualité des créanciers colloqués, présens ou non. — « Le droit est dû sur le mon- « tant de la somme distribuée en capital et intérêts, et si le paiement est ef- « fectué par le même acte, il n'est dû aucun droit pour la quittance. » — 14° Les ventes publiques de marchandises et d'effets mobiliers, en cas de faillite, en vertu d'ordonnance du juge-commissaire. — Les ventes de marchandises aux enchères publiques, pourvu que le lieu de la vente et la quotité des lots aient été fixés par les tribunaux.

§ III. — Sept centimes et demi par cent francs.

1° Les actes et contrats d'assurance autres que ceux maritimes. — « Le

« droit sera perçu sur la valeur de la prime. » — 2° Les donations entre-vifs en propriété ou usufruit de biens meubles, celles portant partage anticipé, faites selon les articles 1075 et 1076 du Code civil, en faveur de tous les successibles en ligne directe, naturelle ou adoptive. — 3° Les donations de sommes payables ou exigibles avec ou sans intérêts, au décès du donateur, même sans hypothèque, et celles avec dessaisissement actuel par le donateur.

§ IV. — Dix centimes par cent francs.

1° Les baux ou conventions pour nourriture de personnes, lorsque la durée est illimitée. — « Le droit sera perçu sur le capital au denier six. » — 2° Les mutations de biens immeubles en propriété ou usufruit, qui auront lieu par décès en ligne directe, naturelle ou adoptive. — 3° Les rentrées en possession de biens de même nature, en vertu du droit successif attribué aux ascendants par l'article 747 du Code civil.

§ V. — Quinze centimes par cent francs.

1° Les adjudications au rabais, marchés, autres que ceux compris dans le n° 3 du paragraphe II précédent, pour constructions, réparations et entretien entre particuliers, quand même ils contiendraient promesse de livrer les marchandises ou objets mobiliers nécessaires à la confection des ouvrages. Le procès-verbal de réception des ouvrages, afin d'obtenir le privilège accordé aux architectes et ouvriers par le n° 4 de l'article 2103 du Code civil. — « Le droit est dû sur le montant total du prix des travaux, déduction faite de celui perçu sur le marché, s'il est représenté enregistré. » — Les traités pour ouvrages et travaux de toute espèce; ceux pour le transport de personnes ou marchandises, entre particuliers, désignés aux nos 2 et 3 de l'article 1779 du Code civil. — Les traités de remplacements pour le service de l'état. — Les avis de parens portant fixation d'honoraires ou d'indemnité en faveur des tuteurs ou curateurs. — 2° Les conversions de rentes ou obligations à terme, excepté dans les cas prévus par le n° 6 du paragraphe III de l'article précédent. — 3° Les contrats et transactions portant obligation de sommes, les billets simples et promesses de payer, les arrêtés de compte et les actes de liquidation de créances et reprises qui ne résultent pas d'actes précédemment enregistrés. — « Sont exceptées les liquidations contenues dans les partages de succession, communauté ou société, qui doivent précéder le partage, et dont les résultats sont employés dans les lots des copartageans, sauf les droits des soultes qu'ils pourraient produire. » — 4° Les mandats, les lettres de crédit; les reconnaissances de devoir, même faites en l'absence des créanciers, à l'exception des déclarations passives dans les inventaires, à la charge de la succession; et celles de dépôts de sommes chez des particuliers. — Les reconnaissances d'intérêts ou arrérages échus, même lorsque le titre de la créance principale est enregistré. — La reconnaissance, par un débiteur, d'être détenteur d'une somme annoncée avoir été payée par lui dans un précédent acte; et généralement tous autres actes ou écrits soit civils, judiciaires ou extrajudiciaires, qui contiendront obligation de devoir ou de prêter une somme d'argent, sans libéralité et sans que l'obligation soit le prix d'une transmission de meubles ou immeubles non enregistrée: auxquels cas il serait dû les droits dont les stipulations sont passibles suivant les différens paragraphes du présent article. — Les reconnaissances par acte public et les affectations hypothécaires par les souscripteurs, pour le paiement

d'effets négociables précédemment enregistrés, et de lettres de change. — 5° Les transports, cessions et délégations de créances à terme et de droits mobiliers incorporels, autres que ceux compris aux paragraphes II et IV du présent article, même faits hors de la présence du créancier délégataire ou du cessionnaire, ou sans son acceptation expresse, et sans décharger le premier débiteur; et ceux faits à titre de garantie par tout autre acte que l'obligation principale, lorsque le débiteur cédant s'est dessaisi de la propriété. — Les subrogations conventionnelles au profit d'un tiers payant en l'acquit du débiteur; et les substitutions de débiteurs. — Les délégations avec dessaisissement pour tenir lieu du service des intérêts dans l'acte même d'obligation, indépendamment du droit dû pour le capital; et les transports par endossement de billets simples, et ceux d'effets négociables après le protêt qui en a été fait. — 6° Les délégations de prix stipulées dans un contrat, pour acquitter des créances à terme, envers un tiers. — 7° Les déclarations de command, d'ami ou de prête-nom, si l'acte d'obligation, de transport ou de délégation n'en contient pas la réserve, et que la déclaration ne soit pas faite et notifiée au receveur dans les vingt-quatre heures du contrat, ainsi qu'il est prescrit par le n° 3 du paragraphe III de l'article précédent. — 8° Les donations entre-vifs et les mutations en propriété ou usufruit de biens meubles qui s'effectueront par décès entre époux.

§ VI. — Vingt centimes par cent francs.

1° Les adjudications, ventes, reventes, cessions, rétrocessions, marchés (autres que ceux énoncés au n° 3 du paragraphe II, et au n° 1^{er} du paragraphe V ci-dessus), les traités et tous autres actes, soit civils, soit judiciaires ou extrajudiciaires, translatifs de propriété à titre onéreux, de biens meubles, récoltes de l'année sur pied, coupes de bois taillis et de haute-futaie, actions dans les compagnies et sociétés de finance, de commerce ou d'industrie donnant droit de propriété dans le fonds social, encore qu'il en dépende des immeubles, tant que dure la société; des produits extraits ou à extraire des minières et des carrières; des matières extraites seulement des mines, et leurs approvisionnements, et de tous autres objets mobiliers, généralement quelconques, en quelques lieux ou pays qu'ils soient situés; même les ventes de cette nature faites par le gouvernement, à l'exception de celles énoncées au n° 54 du paragraphe II de l'article précédent; — Les adjudications à la folle-enchère, mais seulement sur ce qui excédera le prix de la précédente adjudication, si le droit en a été acquitté. — « Lorsque l'acquéreur d'une coupe de bois se rend postérieurement acquéreur du fonds, il est dû, sur ce second acte ou pour la nouvelle convention, le complément du droit fixé par le paragraphe VIII ci-après, pour la totalité ou les portions de la coupe qui, n'ayant point encore été abattues à cette époque, n'auraient point cessé de faire partie de l'immeuble, indépendamment du droit dû suivant le même paragraphe pour la nouvelle mutation; et, si la vente du sol a précédé celle de la superficie au même acquéreur, avant qu'elle en ait été détachée, le prix de cette superficie acquittera le droit déterminé par le même paragraphe VIII. » — 2° Les constitutions de rentes, soit perpétuelles, soit viagères, et de pensions à titre onéreux; les cessions, transports et délégations qui en sont faits au même titre, ainsi qu'il est établi aux n°s 5 et 6 du paragraphe précédent pour les délégations, subrogations de créanciers et substitutions de débiteurs de créances à terme. — « Les transports d'arrérages ne doivent que le droit des créances à terme. » — Les baux de biens meubles faits à vie ou pour un temps illimité, leurs

transports, rétrocessions et résiliations; — 3° Les dommages-intérêts prononcés par les tribunaux, en matière de police simple, de police correctionnelle, et en matière criminelle, et ceux en matière civile dans les cas désignés aux articles 1142, 1145, 1147, 1149 et 1382 du Code civil. — 4° Les donations entre-vifs de propriété ou d'usufruit de biens immeubles en ligne directe, naturelle ou adoptive. — « Les donations portant partage anticipé, faites par les pères et mères entre tous leurs enfans ou descendans, conformément aux articles 1075 et 1076 du Code civil, ne paieront que moitié droit, quel que soit le mode de composition des lots, même au moyen d'une licitation des biens donnés par le même acte. » — 5° Les donations entre-vifs et les mutations en propriété ou usufruit de biens meubles, qui s'opèreront par décès entre collatéraux et autres parens au degré successible seulement. — 6° Les échanges de propriétés bâties, et ceux de biens ruraux, lorsque l'un des immeubles ruraux ne sera pas contigu aux propriétés de celui qui le recevra, mais pour cet immeuble seulement; les échanges semblables faits avec des communes et des établissemens publics désignés au n° 1^{er}, paragraphe VI de l'article précédent. — « Le droit ne sera perçu que sur la valeur d'une des parts, et celui dû pour la soulte ou plus-value sera liquidé conformément au paragraphe VIII ci-après. Si la soulte doit être payée par les communes ou établissemens publics, elle ne sera passible que du droit fixe selon le n° 1^{er} du paragraphe VI de l'article précédent. » — Les rescissions de ces différens actes pour cause de lésion. — 7° Les élections ou déclarations d'ami, de command ou prête-nom, sur les actes translatifs de propriété ou d'usufruit de biens meubles compris dans le présent paragraphe, lorsque la réserve de command n'aura pas été insérée dans le contrat et sans qu'elle ait été faite et notifiée au receveur, dans les vingt-quatre heures de ce contrat, comme il est dit au n° 3 du paragraphe III de l'article précédent. — 8° Les engagemens ou antichrèses de biens immeubles. — 9° Les parts et portions acquises par licitation et les soultes de partages de biens meubles. — 10° Les retraits de biens meubles, après le premier délai fixé par l'acte de vente avec faculté de rachat, ou en vertu de prorogation de délai, et ceux exercés par des tiers cessionnaires des vendeurs. — 11° Les résolutions et résiliations de contrats de vente de biens meubles, à la seule exception de celles prononcées par les tribunaux de première instance jugeant en matière civile ou de commerce, et les cours royales, pour cause de nullité radicale, ou pour défaut de paiement du prix, lorsque l'acquéreur n'aura payé aucun à-compte et qu'il ne sera point entré en jouissance.

§ VII. — Vingt-cinq centimes par cent francs.

Les donations entre-vifs, et les mutations qui s'effectueront par décès, soit par testament ou tous autres actes de libéralité à cause de mort, de propriété ou d'usufruit de biens immeubles, entre époux.

§ VIII. — Trente-cinq centimes par cent francs.

1° Les adjudications, ventes, reventes, cessions, rétrocessions et tous autres actes soit civils, judiciaires ou extrajudiciaires, translatifs de propriété ou d'usufruit de biens immeubles, droits et actions immobiliers à titre onéreux, même de ceux appartenant au gouvernement; des mines, indépendamment de la surface des constructions et travaux en dépendant, ainsi que des chevaux, agrès et ustensiles servant à leur exploitation; des coupes de bois non séparées du sol, dans les cas prévus par le dernier alinéa du n° 1^{er} du paragraphe VI. — « Les adjudications à la folle-enchère seront assujéties au même droit; mais seulement sur ce qui excèdera le prix de la

« première adjudication, si elle a été enregistrée. » — 2° Les baux à rentes perpétuelles de biens immeubles, ceux à vie et ceux dont la durée est illimitée, ainsi que les traités portant fixation de la redevance à payer au propriétaire du fonds pour l'exploitation d'une mine jusqu'à son épuisement. — Leurs transports, rétrocessions et résiliations. — 3° Les déclarations de command, d'amî ou de prête-nom, pour des actes translatifs de propriétés immobilières, lorsque ces déclarations ne réunissent pas toutes les conditions énoncées au n° 3, paragraphe III de l'article précédent. — 4° Les parts et portions de biens immeubles acquises par licitation. — « Cette portion se calcule d'après le prix de la totalité des biens faisant l'objet de la licitation. » — 5° Les retours ou plus-values de partages et d'échanges d'immeubles. — 6° Les retraits exercés après l'expiration du délai convenu par le contrat de vente, et dans ce délai, s'il excède cinq années, ou en vertu de prorogation, et ceux exercés par des cessionnaires de vendeur avec faculté de rachat. — 7° Les résolutions et résiliations de contrats translatifs de propriété ou d'usufruit de biens immeubles, même lorsqu'il aurait été stipulé par le contrat qu'à défaut de paiement la vente serait nulle de plein droit. — « Sont seulement exceptées celles prononcées par les tribunaux de première instance et les cours royales pour cause de nullité radicale, pour lésion d'outre moitié, dans les formes et les délais prescrits par la loi; et pour défaut de paiement du prix, lorsque l'acquéreur n'aura payé aucun à-compte, et qu'il ne sera point encore entré en jouissance. »

§ IX. — Cinquante centimes par cent francs.

1° Les donations entre-vifs et les mutations qui s'effectueront par décès, pour quelque cause que ce soit, de propriété ou d'usufruit de biens meubles entre collatéraux au-delà du degré successible, et toutes personnes non parentes; — Et celles qui s'opéreront pour des biens de même nature, lorsque l'époux survivant ou les enfans naturels seront appelés à succéder à défaut de parens au degré successible. — « Toutefois, pour les enfans naturels, ce droit ne sera applicable que sur l'excédant de ce qui leur aurait été attribué dans les divers cas de l'article 757 du Code civil. » — 2° Les donations entre-vifs et les mutations qui s'effectueront par décès de biens immeubles entre collatéraux au degré successible seulement.

§ X. — Un franc par cent francs.

Les donations entre-vifs, et les mutations qui s'effectueront par décès, de biens immeubles entre collatéraux au-delà du degré successible et toutes personnes non parentes. — « Seront considérés comme personnes non parentes l'époux survivant et les enfans naturels, lorsqu'ils seront appelés à la succession, à défaut de parens au degré successible. — Toutefois, à l'égard des enfans naturels, ils n'acquitteront le droit que sur l'excédant de ce qui leur aurait été attribué en vertu de l'article 757 du Code civil, et dont ils paieront les droits de mutation en ligne directe. »

CHAPITRE III. — *Des actes qui doivent être enregistrés en débet ou gratis, et de ceux qui sont exempts de la formalité.*

93. Sont soumis à la formalité de l'enregistrement en débet ou gratis, ou exempts de cette formalité, les actes ci-après, savoir :

§ 1^{er}. — A enregistrer en débet.

Seront enregistrés en débet, mais dans leurs délais et sous les peines prononcées par la présente ordonnance pour défaut d'enregistrement ; — 1° Les

actes et procès-verbaux des juges de paix, des greffiers, des commissaires commandans de communes et de leurs lieutenans, des officiers, commissaires et agens de police, ainsi que des huissiers et gendarmes, en matière de police simple et de police correctionnelle. — 2° Les exploits, les actes d'appel, et ceux de recours en cassation par les prévenus en mêmes matières, mais seulement lorsqu'ils sont emprisonnés. — 3° Les actes et procès-verbaux constatant des délits en matière de grande voirie. — 4° Ceux des gardes établis par l'autorité publique, relatifs à des délits ruraux ou forestiers. — 5° Ceux relatifs à des contraventions aux ordonnances et réglemens en matière de contributions directes ou indirectes, et aux contributions locales. — 6° Tous les actes faits à la requête du ministère public, agissant d'office en matière civile, ou dans l'intérêt des lois, et pour assurer leur exécution. — 7° Les jugemens et arrêts qui interviennent sur ces actes et procès-verbaux. — 8° Les procès-verbaux de contraventions et les significations par les gardes du génie. — 9° Les procès-verbaux d'apposition et levée de scellés, lorsque les juges de paix agissent d'office après l'ouverture des successions échues à des héritiers absens et non représentés. — Les actes de tutelle faits d'office, relatifs à des mineurs qui n'ont ni tuteur ni curateur. — Les actes concernant la nomination faite d'office d'un subrogé-tuteur, dans le cas prévu par l'article 421 du Code civil. — 10° Les jugemens d'ouverture de faillite, rendus d'office. — Les procès-verbaux d'apposition de scellés après faillite, lorsque les juges de paix agissent d'office, et les actes de dépôts qui peuvent être dressés desdits procès-verbaux. — 11° Les inventaires faits par les juges de paix, des effets ou titres actifs trouvés sur les personnes qui ont péri par mort violente ou présumée telle. — 12° Les rapports faits par les capitaines de navires, dans les cas prévus par les lois commerciales, et leur dépôt au greffe, lorsqu'il résulte des circonstances énoncées dans la déclaration que le capitaine est dans l'impossibilité absolue de payer les droits. — Ceux faits par les capitaines de navires capturés, dans les mêmes cas. — « Les droits d'enregistrement de ces actes, procès-verbaux et jugemens, « seront compris par distinction dans la liquidation des dépens prononcés « contre les parties condamnées, et le recouvrement en sera suivi par les « receveurs de l'enregistrement, d'après les extraits qui leur seront fournis « à cet effet par les greffiers contre les tuteurs, curateurs ou subrogés-tuteurs, les agens, commissaires et syndics de faillites, les pères, mères et « époux des interdits, ou contre ceux à qui lesdits actes auront profité ou « dû profiter. — Mais, dans aucun cas, il ne pourra être délivré expédition, copie ou extrait de ceux désignés aux nos 9, 10, 11 et 12, à l'exception de ceux qui pourraient être requis par le ministère public, sans qu'au préalable les droits dus au gouvernement n'aient été payés, et ce, sous « les peines portées par l'article 55 de la présente ordonnance. »

§ II. — A enregistrer gratis.

1° Les acquisitions et échanges faits par le gouvernement, les partages de biens entre l'état et les particuliers, et tous actes faits à ce sujet, même les cessions faites au gouvernement pour se libérer de créances envers lui. — « S'il y a soulte à payer par les particuliers, il est dû les droits proportionnels auxquels toutes les acquisitions sont assujéties par l'article précédent. » — 2° Les cahiers de charges, ainsi que tous autres actes dont les droits seraient supportés par le gouvernement. — 3° Les exploits, commandemens, significations, sommations, établissemens de garnisaires, saisies, saisies-arrests et autres actes, tant en demande qu'en défense, ayant

pour objet le recouvrement des contributions directes et indirectes et de toutes autres sommes dues au gouvernement, à quelque titre et pour quelque objet que ce soit, même des contributions locales ; pour le paiement des mois de nourrice, frais d'éducation et de pensionnat, travaux de curage de canaux et rivières, lorsqu'il s'agira de cotes, droits ou créances non excédant en total la somme de cent francs. — 4° Les actes des huissiers, gendarmes et agens de police, en matière criminelle, autres que ceux faits à la requête des parties civiles. — 5° Les actes et jugemens rendus à la requête du ministère public pour des rectifications, ou pour réparer des omissions concernant les actes de l'état civil ; et ceux pour parvenir au mariage d'individus dont l'indigence notoire est constatée par certificat du commissaire commandant de la commune ou de son lieutenant. — 6° Les notifications de plans et tous les actes de procédure relatifs aux terrains des places de guerre. — 7° Les ventes des effets non réclamés des marins et passagers morts en mer, faites par les officiers de l'administration de la marine, lorsque le prix n'est que de vingt-cinq francs et au dessous. — Cette disposition s'applique tant aux bâtimens de l'état qu'à ceux du commerce et des armemens en course, pourvu que les ventes soient faites d'office et non à la requête des particuliers, par des administrateurs et préposés de la marine. — 8° En cas d'omission d'enregistrement, dans les délais, des actes compris au présent paragraphe, il y a lieu aux mêmes amendes contre les officiers publics que pour ceux passibles du droit.

§ III. — Exempts de la formalité et du droit d'enregistrement.

1° Les actes du gouvernement. — 2° Les actes d'administration publique non désignés dans l'article 7 de la présente ordonnance, et ceux devenus nuls par le refus d'approbation de l'autorité supérieure, ainsi qu'il est prévu par le n° 5 de l'article 28, à la charge de faire mention de la décision sur l'acte et à l'article du répertoire. — 3° Les inscriptions sur le grand-livre de la dette publique du royaume, leurs transferts et mutations, les quittances des intérêts qui en sont payés, et généralement tous les effets de la dette publique inscrits ou à inscrire définitivement. — « Mais, dans tous les cas où les effets de la dette publique ne formeront que le prix ou l'objet de conventions désignées dans les articles 91 et 92 précédens, ces conventions ou stipulations acquitteront les droits auxquels elles sont toutes formellement assujéties par le paragraphe de ces articles dans lequel elles se trouvent classées. » — 4° Les actes de naissance, de mariage et de décès, et les extraits qui en sont délivrés, ainsi que tous autres actes de l'état civil. — 5° Les actes judiciaires dont le détail suit : les actes de productions de pièces faits sur le registre tenu au greffe à cet effet, et ceux sur le registre des contributions et des adjudications pour la distribution des deniers ; les ordonnances de soit communiqué au ministère public, et les conclusions de ce dernier ; les cédules pour appeler au bureau de paix (sauf la signification), et les mentions de non-comparution ; les visa donnés sur les actes des huissiers par les magistrats civils et judiciaires, ainsi que par les secrétaires des administrations publiques et les greffiers, dans tous les cas prescrits par la loi, et les visa exécutoires des contraintes pour le recouvrement des deniers de l'état ; les actes portés sur les registres des délibérations intérieures des cours et tribunaux, ainsi que sur les registres des délibérations des chambres de notaires, avoués et huissiers, autres que ceux qui contiendraient transmission de propriété, d'usufruit ou de jouissance de biens meubles ou immeubles, ainsi que ceux portés sur les registres des dépôts

désignés au n° 7 du paragraphe II de l'article 91 ; es actes de dépôts des registres de l'état civil ; tous les actes , procès-verbaux , jugemens et arrêts en matière de police simple et de police correctionnelle et en matière criminelle, autres que ceux nominément assujétis à la formalité par les dispositions de la présente ordonnance , et les procès-verbaux de contravention à la police du roulage ; les décisions du juge sur le règlement des qualités des jugemens ; les actes de notoriété et les procès-verbaux des juges de paix pour constater les causes de la disparition des militaires et des marins , et le défaut de moyens d'existence de leurs veuves et orphelins ; l'acte d'affirmation devant le juge de paix , dans les cas prévus par le n° 8 de l'article 16 , ainsi que le pouvoir spécial exigé par l'article 36. — 6° Les rescriptions , mandats et ordonnances de paiement sur les caisses publiques , leurs endossemens et acquits. — 7° Les quittances de contributions , droits , créances et revenus payés à l'état ; celles pour charges locales et celles des fonctionnaires et employés salariés par le gouvernement pour leurs traitemens et émolumens. — « Cette disposition ne s'applique pas aux quittances ou reconnaissances de « dépôts faits dans les caisses publiques. » — 8° Les quittances des fournisseurs , ouvriers , maîtres de pensions et autres de même nature , produites comme pièces justificatives des comptes judiciaires et de ceux rendus à l'amiable ou devant notaires. — « Sont exceptés celles des honoraires des officiers publics , ainsi que de leurs frais et avances. » — 9° Les ordonnances de décharge ou de réduction , remise ou modération d'impositions , les quittances y relatives , les recensemens , les rôles des contributions et extraits d'iceux. — 10° Les récépissés délivrés aux percepteurs , collecteurs et receveurs des deniers publics et de contributions locales , et les comptes de recette ou gestion publique. — 11° Les légalisations de signatures d'officiers publics et des particuliers. — 12° Les affirmations de procès-verbaux des employés , gardes et agens salariés , faits dans l'exercice de leurs fonctions. — 13° Les certificats de vie délivrés aux rentiers et pensionnaires de l'état , et sur les fonds de retenue ainsi que sur la liste civile , et pour toucher les traitemens ou pensions des ordres royaux de Saint-Louis et de la légion-d'honneur. — 14° Les lettres de change tirées originairement de place en place , et réunissant le concours de trois personnes. — Les endossemens , acceptations et acquits desdites lettres de change , des billets à ordre et autres effets négociables. — 15° Les engagements , enrôlemens , congés , certificats , cartouches , passeports , quittances de prêt et fourniture , billets d'étapes , de subsistances et de logement , tant pour le service de terre que pour le service de mer , et tous autres actes de l'une et l'autre administrations non compris dans les articles précédens. — Sont aussi exempts de la formalité de l'enregistrement les rôles d'équipage et les engagements de matelots et gens de mer des bâtimens du commerce et des armemens en course. — 16° Les mutations par décès des biens immeubles en ligne directe , naturelle ou adoptive , autres que celles résultant de dons et legs. — 17° Les passeports délivrés par l'administration publique. — 18° Les commissions pour exercer les fonctions publiques. — 19° Les requêtes et pétitions aux autorités administratives. — 20° Les prestations de serment des administrateurs généraux , du contrôleur colonial , des commissaires , sous-commissaires de marine , commis et autres employés de l'administration de la marine , des juges des tribunaux et des cours , des procureurs du roi et des procureurs généraux et de leurs substituts , des juges de paix , des commissaires de police , des commis temporaires de la douane ; celles des experts , lorsqu'elles sont faites par le procès-verbal d'expertise ou de visite , ou dans le jugement même du juge de paix ; et toutes les prestations de serment ci-

vique et militaire. — 21° Les testamens dont toutes les dispositions se trouvent révoquées par des actes postérieurs. — 22° Les actes passés en forme authentique, en France ou dans les colonies françaises des Antilles ou à la Guiane française, antérieurement à l'exécution de la présente ordonnance, et ceux faits sous signature privée dans ces colonies, et qui y ont acquis une date certaine, ainsi que les mutations entre-vifs et par décès effectuées avant l'établissement de l'enregistrement.

CHAPITRE IV. — *Des formalités relatives aux ventes mobilières à l'encan.*

94. Les officiers publics légalement autorisés ont seuls qualité pour procéder, publiquement et par enchères, aux ventes volontaires d'esclaves, meubles, effets, marchandises, bois, coupes de bois, fruits, récoltes, denrées, et de tous autres objets mobiliers. — Sont considérées comme ventes publiques celles faites entre les créanciers unis d'un individu en faillite, quand tous les créanciers sont admis à enchérir. — Il n'en est pas de même de celles faites par licitation entre cohéritiers ou copropriétaires, si on n'y admet que les ayans-droit et qu'elles soient faites à huis clos.

95. Aucun officier public ne pourra procéder à une vente publique et par enchères d'objets mobiliers, qu'il n'en ait préalablement fait la déclaration au bureau de l'enregistrement dans l'arrondissement où la vente aura lieu.

96. La déclaration sera inscrite sur un registre qui sera tenu à cet effet, et elle sera datée. Elle contiendra les noms, qualité et domicile de l'officier, ceux de tous les requérans et des personnes dont le mobilier sera mis en vente, l'indication de l'endroit où se fera la vente et du jour de son ouverture. Elle sera signée par l'officier public, et il lui en sera délivré une copie sans frais. Cette déclaration ne pourra servir que pour le mobilier qui y sera désigné.

97. Le registre sera coté et paraphé sans frais par le juge de paix dans l'arrondissement duquel le bureau d'enregistrement sera établi.

98. Les officiers publics transcriront, en tête de leurs procès-verbaux de vente, les copies de leurs déclarations. — Chaque objet adjudgé sera porté de suite au procès-verbal; le prix y sera écrit en toutes lettres, et tiré hors ligne en chiffres: il y sera également fait mention des objets retirés par les propriétaires comme n'étant pas adjudgés. — Chaque séance sera close et signée par l'officier public et deux témoins domiciliés. — Lorsqu'une vente aura lieu par suite d'inventaire, il en sera fait mention au procès-verbal, avec indication de la date de l'inventaire, du nom du notaire qui y aura procédé, et de la relation de l'enregistrement. — La clôture du procès-verbal annoncera si la vente est terminée, et dans le cas contraire, il sera fait mention du jour et de l'heure où la continuation sera renvoyée.

99. Les procès-verbaux de vente ne pourront être enregistrés qu'aux bureaux où les déclarations auront été faites. — Le droit d'enregistrement sera perçu sur le montant des sommes que contiendra cumulativement le procès-verbal des séances à enregistrer, ainsi qu'il est prescrit par les articles 29 et 60, et dans le délai fixé par l'article 28, n° 1^{er}, sous les peines portées par la présente ordonnance; mais sans que le droit puisse être perçu sur les sommes applicables aux objets retirés par les propriétaires, pour lesquels il n'y a pas de vente. S'il est fourni caution, il sera dû en outre le droit fixé par le n° 6 du paragraphe II de l'article 92.

100. En cas de contravention aux dispositions du présent chapitre, l'officier public qui aura procédé à la vente sera puni des amendes ci-après, savoir : — De vingt francs lorsque la vente a lieu sans déclaration préalable ;

— De cinq francs pour défaut de transcription, en tête du procès-verbal, de la déclaration faite au bureau de l'enregistrement; — De vingt francs pour chaque article adjugé et non porté au procès-verbal de vente, outre la restitution du droit; — De vingt francs aussi pour chaque altération de prix des articles adjugés, faite dans le procès-verbal, indépendamment de la restitution du droit et des peines de faux; — Et de cinq francs pour chaque article dont le prix ne serait pas écrit en toutes lettres au procès-verbal. — Les autres contraventions aux dispositions relatives à l'enregistrement donneront lieu à l'application des amendes et au paiement des droits déterminés par les autres chapitres de la présente ordonnance. — L'amende encourue par toute personne qui contreviendrait aux dispositions de l'article 94, en vendant ou faisant vendre publiquement et par enchère, sans le ministère d'un officier public légalement autorisé, ne pourra cependant être moindre de vingt francs ni excéder trois cents francs pour chaque vente, indépendamment de la restitution des droits qui se trouveront dus.

101. Les préposés de l'enregistrement sont autorisés à se transporter dans tous les lieux où se feront des ventes publiques et par enchères, et à s'y faire représenter les procès-verbaux de vente et les copies de déclarations préalables. — Ils dresseront des procès-verbaux des contraventions qu'ils auront reconnues et constatées; ils pourront même requérir l'assistance du commissaire commandant de la commune où se fera la vente, ou de son lieutenant. — Les poursuites et instances auront lieu de la manière prescrite par le chapitre IX de la présente ordonnance. — La preuve testimoniale pourra être admise. La demande en sera formée par une simple requête présentée au tribunal de première instance de l'arrondissement du bureau, contenant les faits à prouver, et signifiée à la partie dans l'année de la contravention; il sera procédé au surplus pour l'enquête conformément au Code de procédure civile, mais sans ministère d'avoué. — Les autres prescriptions établies par le chapitre VIII de la présente ordonnance s'appliqueront aux contraventions, droits et amendes résultant du présent chapitre.

102. Sont dispensés de la déclaration ordonnée par l'article 95 les officiers et les préposés des administrations publiques qui auront à procéder aux ventes de meubles et autres objets mobiliers appartenant au gouvernement. — Les commissaires commandans des communes en sont également dispensés pour les ventes mobilières qu'ils sont dans le cas de faire, dans l'intérêt de leurs communes, avec l'autorisation de l'autorité locale.

Disposition transitoire.

103. Les actes faits sous signature privée, et qui n'auront pas acquis une date certaine à l'époque de la promulgation de la présente ordonnance, pourront être enregistrés au simple droit fixe d'un franc pendant le délai de trois mois à compter de ladite promulgation: ce délai expiré, ces actes seront soumis à toutes les dispositions de la présente ordonnance, lorsqu'il y aura lieu de les présenter à la formalité de l'enregistrement.

(*Suivent les modèles.*)

N° 62. = 4—30 janvier 1829. = **ORDONNANCE du roi relative aux candidats présentés par les évêques diocésains pour les concours ouverts dans les facultés de théologie, et aux juges-adjoints de ces concours.** (VIII, Bull. CCLXXIV, n° 10568.)

Charles, ... — Vu le décret du 17 mars 1808, portant organisation gé-

nérale de l'instruction publique, nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1^{er}. Jusqu'au 1^{er} janvier 1835, les candidats qui seront, en vertu du décret du 17 mars 1808, présentés par l'évêque diocésain pour les concours ouverts dans les facultés de théologie, seront dispensés de produire le diplôme des grades.

2. Outre les professeurs de la faculté de théologie, qui, conformément au décret du 17 mars 1808, sont de droit juges du concours, il pourra être nommé des juges adjoints, dont le nombre ne devra point excéder celui des professeurs. — Ces juges adjoints seront nommés par le grand-maitre de l'université sur la proposition de l'évêque diocésain, et pourront être dispensés de produire le diplôme des grades jusqu'au 1^{er} janvier 1835.

N° 63. = 11—30 janvier 1829. = **ORDONNANCE** du roi qui établit un mode nouveau de service pour les lettres arrivant à Paris. (VIII, Bull. CCLXXIV, n° 10567.)

Charles, ... — Vu la délibération par laquelle l'administration des postes propose d'établir un mode nouveau de service pour les lettres arrivant à Paris; — Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état des finances, nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1^{er}. A dater du 1^{er} mars prochain, il sera reçu dans tous les bureaux de poste du royaume, mais à la destination de Paris seulement, des lettres qui seront enregistrées à présentation et qui ne seront délivrées aux destinataires que sur leurs récépissés.

2. Ces lettres prendront la dénomination de *lettres recommandées*.

3. Pour qu'une lettre soit admise à recommandation, elle devra être sous enveloppe et scellée de deux cachets en cire, avec empreinte; la suscription devra être lisible et porter le nom et la demeure du destinataire. — Elle ne pourra pas être affranchie. — Elle pourra être adressée *poste restante*.

4. Les lettres recommandées seront inscrites sur un registre à souche. — Le numéro d'enregistrement de chaque lettre sera porté sur un bulletin qui sera détaché de sa souche et remis à l'envoyeur.

5. Chaque lettre portera le numéro correspondant à son enregistrement; elle sera frappée, en outre, du timbre du bureau expéditeur, de celui du jour du départ, et, de plus, d'un timbre particulier.

6. Les lettres recommandées seront réunies et formeront un paquet à part. Elles seront accompagnées d'une liste nominative qui indiquera le numéro du registre et le nom du destinataire. — Ce paquet sera inséré dans la dépêche et inscrit sur la feuille d'avis.

7. A l'ouverture des dépêches à Paris, il sera procédé au récolement des lettres recommandées; elles seront taxées conformément au tarif et d'après les distances et le poids.

8. Le service de Paris recevra les lettres recommandées, et les fera remettre à domicile et sur récépissé aux destinataires.

9. Il n'est rien changé aux réglemens sur les chargemens qui, seuls, en cas de perte, donnent lieu à un recours en indemnité, conformément à la loi du 5 nivose an 5.

N° 64. = 11—30 janvier 1829. = **ORDONNANCE** du roi qui prescrit la publication des bulles d'institution canonique de M. le cardinal d'Isoart pour l'archevêché d'Auch, et de M. l'abbé duc de Rohan pour l'archevêché de Besançon. (VIII, Bull. CCLXXIV, n° 10570.)

N° 65. = 14 janvier—1^{er} février 1829. = **ORDONNANCES** du roi relatives à l'abattoir public de la commune de Ribeauvillé (Haut-Rhin), et à celui de Vinça (Pyrénées-Orientales). (VIII, Bull. CCLXXY, n°s 10617 et 10618.)

N° 66. = 18 janvier—11 février 1829. = **ORDONNANCE** du roi qui détermine un mode pour la nomination aux demi-bourses créées dans les écoles secondaires ecclésiastiques par l'ordonnance du 16—21 juin 1828 (1). (VIII, Bull. CCLXXVI, n° 10633.)

Charles, ...—Vu l'article 7 de notre ordonnance du 16 juin 1828, sur les écoles secondaires ecclésiastiques; — Vu la loi du 20 août suivant, qui accorde un crédit de un million deux cent mille francs, applicable à l'instruction secondaire ecclésiastique; — Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département des affaires ecclésiastiques, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1^{er}. Les archevêques et évêques de notre royaume dont les écoles secondaires ecclésiastiques ont été autorisées par nos diverses ordonnances, soumettront annuellement à l'approbation de notre ministre des affaires ecclésiastiques l'état des sujets désignés par eux dans chacune desdites écoles pour jouir des demi-bourses dont nous aurons fixé le nombre par diocèse.

2. En cas de vacance dans le cours de l'année, il pourra être procédé dans les mêmes formes à l'admission immédiate d'un nouvel élève pour jouir de la demi-bourse vacante.

N° 67. = 21 janvier—11 février 1829. = **ORDONNANCE** du roi relative à la répartition des bourses entretenues aux frais du gouvernement dans les collèges royaux (2). (VIII, Bull. CCLXXVI, n° 10634.)

Charles, ...—Vu les ordonnances des 8 octobre 1826, 28 août et 30 décembre 1827; — Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'instruction publique, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1^{er}. A compter du 1^{er} janvier 1829, les pensions aux frais du gouvernement, assignées à chaque collège royal à pensionnat, sont fixées à trente-deux, indépendamment de celles qui sont réservées pour les écoles préparatoires instituées par l'ordonnance du 9 mars 1826; ces trente-deux pensions sont réparties ainsi qu'il suit :

Pensions entières.....	10.....	10 pensions.
Trois quarts de pension.....	12.....	9
Demi-pensions.....	26.....	13
TOTAL des élèves..... 48;		des pensions.... 32

La réduction dans le nombre des bourses entières résultant de la répartition ci-dessus s'effectuera dans les collèges où il y aurait excédant, à mesure des vacances.

2. La répartition des sommes allouées sur les fonds du trésor pour les dépenses variables des collèges royaux sera faite conformément au tableau ci-annexé.

(1) Voyez, sur les écoles ecclésiastiques, les lois et réglemens cités en note de la sect. III du tit. II de la loi sur le concordat du 18 germinal an 10 (8 avril 1802).

(2) Voyez, dans les notes qui accompagnent le décret du 10 mai 1808, le résumé des réglemens concernant la création et la répartition des bourses dans les collèges royaux.

État des dépenses imputées sur le crédit de sept cent soixante-douze mille trois cents francs affecté aux dépenses variables des collèges royaux.

RÉPARTITION ET FRAIS DES PENSIONS ROYALES DANS LES COLLÈGES.

	collèges.	pensions.		
Paris	3.....	96.....à 750 fr.....	72,000 fr.	} 652,800 fr.
1 ^{re} classe	6.....	192.....à 625	120,000	
2 ^e classe	18.....	576.....à 550	316,800	
3 ^e classe	9.....	288.....à 500	144,000	

ÉCOLE PRÉPARATOIRE.

Dépenses fixes	29,590	} 81,000
Dépenses variables.....	51,410	
Dégrèvements, indemnités de voyage, secours pour trousseau et dettes arriérées.	38,500	
TOTAL.....	772,300 fr.	

N° 68. = 25 janvier—1^{er} février 1829. = **ORDONNANCE** du roi portant que les frais d'administration des préfectures sont réglés, pour l'année 1829, conformément au tableau y annexé. (VIII, Bull. CCLXXV, n° 10611.)

N° 69. = 27 janvier—11 février 1829. = **ORDONNANCE** du roi qui fixe définitivement le nombre d'élèves accordé aux écoles secondaires ecclésiastiques des diocèses y dénommés. (VIII, Bull. CCLXXVI, n° 10635.)

N° 70. = 27 janvier 1829. = **DISCOURS** du roi à l'ouverture de la session de 1829. (Moniteur du 28 janvier 1829.)

N° 71. = 1^{er}—11 février 1829. = **ORDONNANCE** du roi qui appelle soixante mille hommes sur la classe de 1828, et fixe leur répartition entre les départemens du royaume, conformément au tableau y annexé. (VIII, Bull. CCLXXVI, n° 10632.)

N° 72. = 4—23 février 1829. = **ORDONNANCE** du roi qui rapporte l'article 1^{er} du décret du 29 mai 1808, concernant la navigation de la Sèvre. (VIII, Bull. CCLXXVIII, n° 10676.)

N° 73. = 8—16 février 1829. = **ORDONNANCE** du roi portant que le traitement de réforme ne sera accordé qu'aux officiers qui auront complété huit ans de service, et que tout officier jouissant de ce traitement ne pourra en être privé que par suite d'une condamnation juridique (1). (VIII, Bull. CCLXXVII, n° 10671.)

Charles, ...— Vu l'ordonnance du 5 février 1823, concernant le traitement de réforme; — Vu l'article 3 de la loi du 9 juin 1824, qui fixe à huit années la durée du service militaire; — Vu l'avis du conseil supérieur de la guerre, du 31 janvier 1829, sur le traitement de réforme; — Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état de la guerre, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1^{er}. Le traitement de réforme ne pourra être accordé qu'aux officiers qui auront complété leur huitième année de service.

2. Tout officier qui sera réformé à l'avenir après huit ans de service

(1) Voyez, sur le traitement de réforme, l'ordonnance du 5—19 février 1823, et les notes qui résument tous les réglemens de la matière.

accomplis jouira du traitement de réforme, dont la durée et la quotité sont réglées par les tableaux annexés à l'ordonnance du 5 février 1823: il ne pourra en être privé que par suite d'une condamnation juridique.

3. L'article 2 de l'ordonnance du 5 février 1823 et toutes autres dispositions contraires à la présente ordonnance sont abrogés.

N° 74. = 8—23 février 1829. = **ORDONNANCE du roi portant qu'à partir de l'exercice 1828 inclusivement, le compte des deniers provenant de la taxe sur les brevets d'invention sera présenté au jugement de la cour des comptes par un comptable d'ordre, nommé par le ministre du commerce et des manufactures** (1). (VIII, Bull. CCLXXVIII, n° 10675.)

Charles, ... — Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état du commerce et des manufactures; — Vu la loi du 25 mai 1791; — Vu l'état des recettes de la taxe sur les brevets d'invention, et de l'emploi de leur net produit applicable à l'encouragement de l'industrie, lesdits produit et emploi portés pour ordre et pour mémoire dans le budget des fonds généraux de l'état, et compris en un budget spécial dans la loi du 17 août 1828 et autres précédentes lois annuelles de finances, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1^{er}. A partir de l'exercice 1828 inclusivement, le compte des deniers provenant de la taxe sur les brevets d'invention, dont le net produit, suivant les lois annuelles de finances, conformément à l'article 10 de la loi du 25 mai 1791, est réservé à l'encouragement de l'industrie, sera présenté au jugement de notre cour des comptes par un comptable d'ordre, nommé par notre ministre secrétaire d'état du commerce et des manufactures.

2. Le reliquat de quatre cent vingt-huit mille huit cent quatorze francs quatre-vingt-onze centimes, qui existait à notre trésor royal le 1^{er} janvier 1828 à la disposition de notre ministre de l'intérieur, et qui, en exécution de notre ordonnance du 20 janvier 1828, a été transporté à la disposition de notre ministre du commerce et des manufactures, formera le premier article dudit compte.

3. Deux mandats de la somme de cinq cent quatre-vingt-treize francs soixante et quinze centimes ensemble, savoir : trois cent cinquante francs et deux cent quarante-trois francs soixante et quinze centimes tirés sur ce fonds par notre ministre de l'intérieur, et qui restaient à payer à l'époque où la disposition du fonds est sortie de ses mains, seront admis en dépense audit compte. Il en sera de même des liquidations faites ou à faire par notre ministre du commerce et des manufactures pour les objets antérieurs imputables sur ce fonds qui restaient à liquider à la charge du département de l'intérieur.

N° 75. = 8 février—3 avril 1829. = **ORDONNANCE du roi portant règlement du nombre, des grades et des fonctions des officiers d'administration de la marine** (2). (VIII, Bull. CCLXXXIII, n° 10880.)

CHAPITRE I^{er}. — *Des officiers d'administration de la marine.*

SECTION 1^{re}. — Des grades et des fonctions.

Art. 1^{er}. Les grades des officiers d'administration de la marine sont fixés

(1) Voyez, sur les brevets d'invention, le décret du 31 décembre 1790—7 janvier 1791, et les notes.

(2) Voyez le décret du 29 avril (28 et)—15 mai 1791, concernant l'administration de la marine, et les notes;—et celui du 21 septembre—12 octobre même année, relatif à l'administration des ports, et les notes.

comme suit : — Commissaire général , — Commissaire principal , — Commissaire , — Sous-commissaire , — Elève d'administration. — Il y aura deux classes de commissaires et deux classes de sous-commissaires. — Les commissaires seront répartis par nombres égaux dans les deux classes. — Un quart du nombre total des sous-commissaires appartiendra à la première classe, et les trois autres quarts seront de la seconde.

2. Les officiers d'administration seront chargés du service administratif de la marine dans les ports et arsenaux , dans les quartiers de l'inscription maritime , dans les colonies et à bord des bâtimens de la marine royale. — Ils pourront être attachés à l'administration centrale du département de la marine.

3. Le service des officiers d'administration , dans les arrondissemens et sous-arrondissemens maritimes , est réglé comme suit : — Les commissaires généraux rempliront les fonctions de chef d'administration dans les ports de Brest , Toulon et Rochefort ; ils pourront également remplir celles de chef maritime dans les sous-arrondissemens du Havre , de Nantes et de Bordeaux. — Les commissaires principaux rempliront les fonctions de chef d'administration dans les ports de Lorient et Cherbourg , et celles de chef maritime dans le sous-arrondissement de Bayonne. — Ils pourront également remplir les fonctions de chef d'administration dans les ports de Brest , Toulon , et Rochefort , et celles de chef maritime dans les sous-arrondissemens du Havre , de Nantes et de Bordeaux. — Les commissaires de première et de seconde classe seront chargés en chef du service maritime dans les sous-arrondissemens de Dunkerque et de Saint-Servan , et dans le port de Marseille ; ils seront chargés des différens détails du service administratif dans les ports de Brest , Toulon et Rochefort , et des principaux détails dans les ports de Lorient et Cherbourg. — Ils administreront les quartiers de l'inscription maritime qui , par leur importance ou à raison de circonstances extraordinaires , exigeraient l'emploi d'officiers de ce grade. — Les sous-commissaires seront chargés des détails du service administratif dans les ports de Lorient et Cherbourg ; ils seront placés sous les ordres des commissaires dans les détails des ports de Brest , Toulon et Rochefort ; ils rempliront les fonctions attribuées aux gardes-magasins dans les chefs-lieux d'arrondissement , et administreront les quartiers de l'inscription maritime. — Le service des élèves d'administration demeure réglé conformément à ce qui est prescrit par l'ordonnance du 28 janvier 1824.

4. Les fonctions des officiers d'administration à bord des bâtimens de la marine royale seront réglées conformément aux dispositions des trois premiers chapitres du titre XII de l'ordonnance du 31 octobre 1827.

SECTION II. — Des nominations et de l'avancement.

5. Les places d'élèves d'administration seront données au concours , conformément aux règles établies par l'ordonnance du 28 janvier 1824. — Toutefois le nombre des élèves , qui a été fixé à dix par ladite ordonnance , sera successivement réduit à six. — Les sous-commissaires seront choisis parmi les élèves qui auront satisfait aux dispositions de l'ordonnance du 28 janvier 1824 , et parmi les commis principaux qui auront servi pendant quatre ans au moins dans ce grade. — Les deux tiers des places vacantes de sous-commissaire seront attribués aux commis principaux. — Les commissaires seront choisis parmi les sous-commissaires ; — Les commissaires principaux , parmi les commissaires ; — Les commissaires généraux , parmi les commissaires principaux.

6. Les officiers d'administration ne pourront être promus à un grade su-

périeur s'ils n'ont servi quatre ans au moins dans le grade immédiatement inférieur, ni être nommés à la première classe d'un grade s'ils n'ont servi pendant deux ans au moins dans la seconde classe de ce grade.

7. Le temps de service à la mer comptera pour moitié en sus de sa durée pour l'avancement. — La même disposition sera applicable au temps de service passé dans les colonies, mais seulement à l'égard des officiers d'administration qui y seraient envoyés de France.

8. Les nominations des officiers d'administration aux différens grades seront faites par nous et à notre choix. — Les avancements en classe seront accordés par notre ministre de la marine et des colonies et auront lieu, moitié à l'ancienneté, moitié au choix.

SECTION III. — Des appointemens.

9. Les appointemens des officiers d'administration sont fixés comme suit, savoir : — Chefs d'administration à Brest et à Toulon, s'ils sont pourvus du grade de commissaire général, douze mille francs; s'ils sont pourvus du grade de commissaire principal, dix mille francs. — Chef d'administration à Rochefort, s'il est commissaire général, dix mille francs; s'il est commissaire principal, neuf mille francs. — Chefs d'administration à Lorient et à Cherbourg, pourvus du grade de commissaire principal, huit mille francs. — Commissaires généraux des autres ports, huit mille francs. — Commissaires principaux des autres ports, six mille francs. — Commissaires de première classe, cinq mille francs; de deuxième classe, quatre mille francs. — Sous-commissaires de première classe, trois mille francs; de deuxième classe, deux mille quatre cents francs. — Elèves d'administration, huit cents francs.

10. Les chefs maritimes dans les ports ci-après recevront, à titre de frais de représentation et d'indemnité, savoir : — Bordeaux, quatre mille francs; Le Havre, trois mille francs; Nantes, trois mille francs; Saint-Servan, deux mille francs; Bayonne, deux mille francs; Dunkerque, quinze cents francs; Marseille, quinze cents francs. — Les deux tiers de la somme fixée pour frais de représentation seront alloués aux officiers qui rempliront par intérim les fonctions désignées au présent article.

11. Les sous-commissaires qui rempliront les fonctions précédemment attribuées aux gardes-magasins jouiront des appointemens ci-après : — Pour les ports de Brest, Toulon et Rochefort, s'ils sont sous-commissaires de première classe, trois mille six cents francs; de deuxième classe, trois mille francs. — A Cherbourg et Lorient, s'ils sont sous-commissaires de première classe, trois mille francs; de deuxième classe, deux mille sept cents francs.

12. Les officiers d'administration embarqués en qualité de commissaires d'armée, d'escadre ou de division, continueront de recevoir, pendant la durée de leur service à bord, un supplément égal au quart de leurs appointemens fixes.

SECTION IV. — De la répartition des officiers d'administration de la marine dans les arrondissemens et les sous-arrondissemens maritimes.

13. Le nombre, le grade et les classes des officiers d'administration employés dans les ports et arsenaux sont réglés conformément au tableau n° 1 annexé à la présente ordonnance.

14. Le nombre, les grades et les classes des officiers d'administration et commis employés dans les quartiers de l'inscription maritime, sont réglés conformément au tableau n° 2.

CHAPITRE II. — *Des officiers de l'inspection maritime.*SECTION I^{re}. — Des grades et fonctions.

15. Les grades des officiers de l'inspection de la marine sont fixés comme suit : — Inspecteur, — Inspecteur-adjoint, — Sous-inspecteur. — Il y aura deux classes d'inspecteurs et de sous-inspecteurs.

16. Les officiers de l'inspection seront chargés de l'inspection et du contrôle dans les arrondissemens et sous-arrondissemens maritimes.

17. Le service des officiers de l'inspection dans les arrondissemens et sous-arrondissemens maritimes est réglé comme suit : — Les inspecteurs de première classe seront chargés en chef du service de l'inspection dans les ports et arrondissemens maritimes de Brest, Toulon et Rochefort. — Les inspecteurs de seconde classe seront chargés en chef de l'inspection dans les ports et arrondissemens maritimes de Lorient et Cherbourg ; ils pourront également être employés en chef dans les ports de Brest, Toulon et Rochefort. — Les inspecteurs-adjoints seront employés sous les ordres des inspecteurs dans les cinq grands ports : ils pourront être chargés du service de l'inspection dans les chefs-lieux des sous-arrondissemens. — Les sous-inspecteurs seront chargés du service de l'inspection dans les ports secondaires, ou placés dans les chefs-lieux d'arrondissement sous les ordres des inspecteurs.

SECTION II. — Des nominations et de l'avancement.

18. Les sous-inspecteurs seront choisis parmi les élèves d'administration qui auront satisfait aux conditions exigées pour être admis au grade de sous-commissaire de la marine, ou parmi les commis principaux qui auront servi pendant quatre ans au moins dans ce grade. — Les inspecteurs-adjoints seront choisis parmi les sous-inspecteurs ; — Les inspecteurs parmi les inspecteurs-adjoints.

19. Les dispositions des articles 6, 7 et 8, relatives au temps de service exigé des officiers d'administration pour l'avancement en grade et en classe et au mode de nomination, sont applicables aux officiers de l'inspection.

SECTION III. — Des appointemens.

20. Les appointemens des officiers de l'inspection sont fixés comme suit, savoir : — Inspecteurs de première classe, huit mille francs ; de deuxième classe, six mille francs. — Inspecteurs-adjoints, quatre mille cinq cents francs. — Sous-inspecteurs de première classe, trois mille francs ; de deuxième classe, deux mille quatre cents francs.

21. Le nombre, les grades et les classes des officiers de l'inspection, employés dans les ports et arsenaux sont réglés conformément au tableau n° 3, annexé à la présente ordonnance.

CHAPITRE III. — *Des commis de marine et des écrivains.*

22. Les emplois et classes des commis de marine sont fixés comme suit : — Commis principal. — Commis de première classe ; de deuxième classe ; de troisième classe.

23. Les commis de marine seront employés dans les arrondissemens et sous-arrondissemens maritimes et à bord des bâtimens de la marine royale. — Ils seront placés, dans les ports et arsenaux et dans les quartiers de l'inscription maritime, sous les ordres des officiers de l'administration et de l'inspection. — Il sera affecté au service de l'état-major et des directions dans les ports et arsenaux, le nombre de commis de marine qui sera jugé nécessaire.

24. Des commis principaux rempliront les fonctions de sous-garde-magasin dans les ports et arsenaux.

25. Les fonctions des commis d'administration à bord des bâtimens de la marine royale demeurent réglées conformément aux dispositions du chapitre IV du titre XII de l'ordonnance du 31 octobre 1827.

26. Les commis entretenus seront choisis parmi les écrivains des ports ou les employés des bureaux du ministère qui auront préalablement satisfait à un examen dont les conditions seront déterminées par notre ministre de la marine. Ils ne pourront être nommés à une classe supérieure, s'ils n'ont servi pendant deux ans au moins dans la classe immédiatement inférieure. — Les commis principaux seront pris, savoir : — A l'ancienneté, parmi les commis de première classe ; — Au choix, parmi les commis de première et seconde classes qui auront été employés pendant quatre ans au moins dans l'une ou l'autre de ces deux classes, ou qui réuniront six ans de service au moins dans l'administration de la marine. — Les dispositions de l'article 7 de la présente ordonnance seront applicables aux commis de la marine.

27. Les nominations des commis de l'administration seront faites par notre ministre de la marine. — Les commis seront répartis par nombres égaux dans les trois classes. — L'avancement en classe aura lieu, moitié à l'ancienneté, moitié au choix. — Les commis principaux seront nommés, un tiers à l'ancienneté, deux tiers au choix.

28. Les appointemens des commis de l'administration sont fixés comme suit : — Commis principaux, deux mille francs. — Commis de première classe, seize cents francs ; de deuxième classe, quatorze cents francs ; de troisième classe, douze cents francs.

29. Les commis principaux remplissant les fonctions de sous-garde-magasin jouiront d'un supplément annuel de deux cents francs.

30. Les commis d'administration embarqués seront, autant que possible, choisis parmi les commis entretenus, principalement pour les vaisseaux et frégates. — La solde à la mer des commis d'administration entretenus ou auxiliaires est fixée ainsi qu'il suit : — Sur les vaisseaux de premier et de deuxième rang, cent cinquante francs par mois ; sur les vaisseaux de troisième et de quatrième rang, cent vingt-cinq francs ; sur les frégates portant du 30 et du 24, cent vingt-cinq francs ; sur les frégates portant du 18, cent francs ; sur les corvettes et autres bâtimens de tout rang, quatre-vingts francs. — Dans le cas où les appointemens fixes des commis entretenus embarqués seraient supérieurs à ceux indiqués ci-dessus, ils les conserveront à bord. — La gratification de campagne, déterminée par l'acte du 16 septembre 1804 (29 fructidor an 12), continuera d'être allouée aux commis embarqués, après reddition et apurement de leurs comptes, et sur l'avis favorable du conseil d'administration du port de désarmement.

31. La répartition des commis de différentes classes, employés au service de l'administration dans les arrondissemens maritimes, à ceux de l'état-major, des directions et de l'inspection, est réglée conformément au tableau n° 4.

32. Il sera affecté, chaque année, un fonds spécial pour solder les écrivains attachés aux différens services des ports, et pourvoir à la dépense des frais de bureau. — La quotité de ce fonds et sa répartition entre les divers ports seront arrêtées par notre ministre de la marine. — Au moyen des sommes qui seront affectées aux différens services sur ce fonds annuel, toutes autres allocations de même nature cesseront d'être payées. — Les écrivains seront nommés par les préfets maritimes, sur la présentation des chefs de service.

33. Dans le cas où la multiplicité des armemens forcerait de détacher des bureaux du port un trop grand nombre de commis entretenus, ils seront suppléés par des écrivains ; — Et, à cet effet, les frais d'écrivains pourront, avec l'approbation de notre ministre secrétaire d'état de la marine, être augmentés d'une somme équivalente aux deux tiers des appointemens des commis embarqués. — Cette augmentation ne sera que temporaire, et devra se réduire successivement à mesure de la rentrée desdits commis dans les bureaux du port.

CHAPITRE IV. — *Dispositions générales.*

34. Lorsque nous le jugerons utile au bien du service, nous nous réservons d'admettre des officiers d'administration dans le corps de l'inspection, ou des officiers de l'inspection dans celui de l'administration. — L'assimilation des grades ou des classes entre les deux corps est établie comme suit : — Commissaires généraux, inspecteurs de première classe; commissaires principaux, inspecteurs de deuxième classe. — Commissaires de première classe, inspecteurs-adjoints; commissaires de deuxième classe, inspecteurs-adjoints. — Sous-commissaires de première classe, sous-inspecteurs de première classe; sous-commissaires de deuxième classe, sous-inspecteurs de deuxième classe. — Le temps de service acquis dans un grade ou dans une classe de l'un des deux corps comptera pour l'avancement dans l'autre corps.

35. Il ne pourra être dérogé aux règles établies ci-dessus qu'en faveur des officiers d'administration qui, par des services importants ou à l'occasion de missions spéciales, nous paraîtraient susceptibles d'obtenir un témoignage particulier de notre satisfaction : cette disposition pourra également être appliquée, dans les cas analogues, aux commis de la marine.

36. L'uniforme des officiers d'administration de la marine reste fixé tel qu'il est déterminé par le règlement du 1^{er} juin 1818.

37. L'uniforme des officiers de l'inspection sera semblable à celui des officiers d'administration des grades correspondans; mais ils porteront le collet et les paremens des manches de l'habit en drap écarlate.

CHAPITRE V. — *Dispositions transitoires.*

38. Les officiers d'administration pourvus précédemment du grade de commissaire général ordonnateur de la marine conserveront, pendant leur activité, le rang et le traitement attribués à ce grade.

39. Les officiers d'administration qui seront appelés à former la première classe du grade de sous-commissaire de la marine, seront choisis parmi ceux actuellement pourvus de ce grade, un tiers à l'ancienneté et deux tiers au choix.

40. Les officiers de l'administration ou de l'inspection qui, par suite des dispositions de la présente ordonnance, se trouveraient pourvus d'un grade dont les émolumens seraient inférieurs à ceux qui leur sont maintenant alloués, conserveront leurs anciens appointemens jusqu'à ce qu'ils aient été promus à un grade ou à une autre classe qui leur assure un traitement égal ou supérieur.

41. Les officiers supérieurs d'administration, chefs de sous-arrondissement maritime, maintenus dans leur position, conserveront, pendant l'exercice de ces fonctions, les supplémens d'appointemens qui leur sont attribués.

42. Les dispositions relatives aux appointemens fixes et à l'avancement des officiers d'administration et de l'inspection seront rendues applicables aux administrateurs attachés à ces deux services dans nos colonies. — Notre ministre de la marine et des colonies arrêtera la liste des officiers d'adminis-

tration de tout grade qui devront y être employés, ainsi que l'état des supplémens d'appointemens qui leur seront attribués conformément aux réglemens en vigueur.

43. Le règlement du 16 décembre 1815, portant fixation du nombre et des grades des officiers d'administration à employer dans les ports, et toutes les dispositions contraires à la présente ordonnance, sont et demeurent abrogés.

(*Suivent les tableaux.*)

N° 76. = 11—23 février 1829. = **ORDONNANCE** du roi qui autorise la prise de possession par la chambre de commerce de Calais de diverses propriétés acquises pour le compte du commerce de cette ville. (VIII, Bull. CCLXXVIII, n° 10678.)

N° 77. = 11 février—1^{er} mars 1829. = **ORDONNANCE** du roi qui autorise, aux conditions y exprimées, les héritiers ou ayans-droit du sieur Guyenot de Clâteaubourg à exécuter les travaux nécessaires pour l'ouverture du canal de l'Essonne entre Orléans et Corbeil. (VIII, Bull. CCLXXIX, n° 10741.)

N° 78. = 11 février—1^{er} mars 1829. = **ORDONNANCE** du roi relative à la construction d'un pont en pierre sur la Marne à Trilport. (VIII, Bull. CCLXXIX, n° 10743.)

N° 79. = 11 février—1^{er} mars 1829. = **ORDONNANCE** du roi relative à l'établissement d'un abattoir public à Chinon (Indre-et-Loire). (VIII, Bull. CCLXXIX, n° 10744.)

N° 80. = 11 février 1829. = **AVIS** du conseil d'état sur les droits de mutation dus par les étrangers (1).

Le comité des finances, sur le renvoi qui lui a été fait, par son excellence le ministre secrétaire d'état au même département, d'une note du secrétaire général du ministère des finances, relative à la question de savoir si le droit de mutation est dû sur les obligations souscrites en France par des sujets français, au profit de sujets étrangers, lorsque ceux-ci décèdent en pays étranger, et que lesdites obligations y sont payables : — Considérant qu'aux termes de l'article 4 de la loi du 22 frimaire an 7, le droit de mutation est établi pour toute transmission de propriété de biens meubles ou immeubles, soit entre-vifs, soit par décès ; — Que ladite loi ne fait dépendre la perception de cet impôt, ni de l'état, ni de la qualité des personnes entre lesquelles la transmission s'opère ; — Qu'il suffit, pour qu'il soit exigible, que le bien transmis soit assujéti à la législation française, en raison de sa situation locale ; — Considérant que, si les créances et autres biens incorporels n'ont précisément nulle part de situation matérielle, il a toujours été permis de leur assigner pour l'application des lois une situation idéale ; — Considérant que la garantie des droits du créancier étranger sur le sujet français repose principalement sur la protection que leur accorde la loi française ; — Que, tant que l'obligation subsiste, sa matière est censée se trouver en France, au domicile du débiteur français ; — Que c'est en effet au lieu et sous l'autorité des magistrats de ce domicile que le créancier vient, en cas d'inexécution du contrat, réclamer la somme promise, exercer ses pour-

(1) Voyez, sur l'enregistrement, la loi fondamentale du 22 frimaire an 7 (12 novembre 1798), et les notes étendues qui l'accompagnent

suites et recevoir son paiement ;—Que par conséquent c'est audit domicile plus que partout ailleurs qu'il est raisonnable de fixer la situation de la créance dont il s'agit : d'où il suit qu'ainsi que l'ont décidé les arrêts de la cour de cassation des 27 juillet 1819, 16 juin et 10 novembre 1822, la transmission qui s'opère à l'égard de ladite créance doit être assujétie au droit de mutation, quoique le titre IV de la loi du 22 frimaire an 7 ne charge spécialement aucun bureau de recevoir, en pareil cas, la déclaration ;—Considérant toutefois que l'avis du conseil d'état, du 15 novembre 1806, approuvé le 12 décembre suivant, dispense du paiement du droit *les actes passés sous forme authentique en pays étranger, et contenant mutation d'objets mobiliers, lorsque le prêt a été fait et la livraison promise, ou effectuée en objets de ce pays, et que l'obligation est stipulée payable dans le même pays et dans les monnaies qui y ont cours* ;—Que, bien que ledit avis ne dispose qu'à l'égard des transmissions résultant d'actes authentiques, il convient d'en faire, par voie d'analogie, l'application au cas où la mutation s'opère par décès ;—Que, par conséquent, toutes les fois que, dans le cours de ses poursuites, l'administration de l'enregistrement rencontre les particularités prévues par cet avis, il y a lieu par elle de renoncer à toute action ;—Mais que, lorsqu'au contraire lesdites particularités ne se trouvent pas toutes réunies, elle est fondée à continuer d'exiger des héritiers le paiement du droit imposé par l'article 4 de la loi du 22 frimaire an 7 ;—Est d'avis que la question ci-dessus posée doit être affirmativement résolue.

N° 81. = 18 février—13 mars 1829. = **ORDONNANCE** du roi qui suspend pendant treize années la perception du demi-droit de tonnage dans le port de Boulogne, et établit en remplacement, pendant cet intervalle, un péage dont le produit sera affecté aux travaux d'amélioration de ce port. (VIII, Bull. CCLXXX, n° 10774.)

La perception du demi-droit de tonnage, dans le port de Boulogne (Pas-de-Calais), sera suspendue pendant treize années consécutives, à partir du 1^{er} avril prochain.—Elle sera remplacée, pendant cet intervalle, par un péage dont le produit sera exclusivement affecté aux travaux d'amélioration du port, et dont la perception aura lieu conformément au tarif annexé à la présente ordonnance.

Tarif du droit de péage à percevoir dans le port de Boulogne, pour être employé aux travaux de ce port, et remplacer le demi-droit de tonnage supprimé en exécution de la loi du 24 mars—1^{er} avril 1825.

Navires français...	arrivant par cahotage.	de 30 tonneaux et au dessus, partis des ports de l'Océan.....	of. 52c. 3
		<i>idem</i> partis des ports de la Méditerranée...	o 55 »
		au dessous de 30 tonneaux.....	Exempts.
	arrivant des colonies et comptoirs français hors d'Europe.		o 60 5
	venant de l'étranger, sauf l'exception ci-dessous.....		o 44 »
Bâtimens étrangers	venant du royaume-uni de la Grande-Bretagne ou de ses possessions en Europe.....		1 81 5
	venant de la course ou de la pêche.....		Exempts.
	des États-Unis.....		o 44 »
	tous autres.....		1 81 5

OBSERVATIONS.

L'administration des douanes tiendra compte en outre à la caisse locale d'une somme de un franc trente-sept centimes cinq dixièmes par tonneau pour chaque navire américain qui sera entré dans le port.

Nota. Les taxes portées au présent tarif ne seront payées qu'une fois par chaque navire, quelle que soit la durée de son séjour dans le port.

N° 82. = 22 février—13 mars 1829. = **ORDONNANCE du roi contenant diverses dispositions relatives à la loterie** (1). (VIII, Bull. CCLXXX, n° 10770.)

N° 83. = 22 février—13 mars 1829. = **ORDONNANCE du roi contenant des dispositions relatives aux effets mobiliers déposés dans les greffes à l'occasion des procès civils ou criminels, définitivement jugés** (2). (VIII, Bull. CCLXXX, n° 10771.)

Charles,...—Vu la loi du 31 mars 1796 (11 germinal an 4);—Vu l'ordonnance royale du 23 janvier 1821;—Vu les articles 1960 et 2262 du Code civil;—Sur le rapport de notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'état au département de la justice;—Notre conseil d'état entendu, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1^{er}. Les greffiers, géôliers et tous autres dépositaires d'effets mobiliers déposés à l'occasion des procès civils ou criminels définitivement jugés, et qu'il serait nécessaire de vendre, soit à raison de leur détérioration, soit pour toute autre cause, devront présenter requête au président du tribunal civil pour être autorisés à faire remise desdits objets aux préposés de l'administration des domaines, qui procéderont à la vente dans les formes suivies pour l'aliénation des objets non réclamés et sur lesquels l'état a un droit éventuel. — Les dispositions ci-dessus sont applicables aux greffiers des conseils de guerre et tribunaux maritimes, et aux géôliers ou concierges des prisons militaires et maisons de détention de la marine.

2. Les sommes qui proviendront desdites ventes seront versées à la caisse des dépôts et consignations, et les ayans-droit pourront les réclamer dans les délais fixés par l'article 2262 du Code civil.

N° 84. = 22 février—13 mars 1829. = **ORDONNANCE du roi qui établit un tribunal de commerce à Elbeuf, département de la Seine-Inférieure**. (VIII, Bull. CCLXXX, n° 10776.)

Art. 1^{er}. Il sera établi un tribunal de commerce à Elbeuf, arrondissement de Rouen, département de la Seine-Inférieure. — Le ressort de ce tribunal ne pourra s'étendre au-delà des limites du canton d'Elbeuf.

2. Il sera composé d'un président, de trois juges et de deux suppléans.

N° 85. = 1^{er}—13 mars 1829. = **ORDONNANCE du roi qui modifie le tarif de la poste aux chevaux** (3). (VIII, Bull. CCLXXX, n° 10773.)

Charles,... — Considérant que certaines dispositions du tarif de la poste aux chevaux paraissent onéreuses aux voyageurs et donnent souvent matière à des contestations;—Qu'il importe de faciliter autant qu'il est possible le service des relais, et de faire jouir le public de tous les avantages compatibles avec l'intérêt bien entendu des maîtres de poste; — Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état des finances, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1^{er}. A compter du 1^{er} mai prochain, le prix d'un franc cinquante centimes par cheval et par poste, fixé par les anciens réglemens, ne se paiera

(1) Depuis la suppression de la loterie, cette ordonnance n'a plus d'intérêt.

(2) Voyez l'ordonnance du 23 janvier—1^{er} février 1821, et la note.

(3) Voyez la loi du 19 frimaire an 7 (9 décembre 1798), portant organisation de la poste aux chevaux, et les notes qui résument tous les réglemens de la matière.

plus que pour les chevaux réellement employés, tant dans les localités ordinaires que dans celles où l'usage du cheval de renfort est prescrit.—Il sera payé un franc par poste en sus du prix des chevaux pour chaque personne excédant le nombre que comportent le genre et l'attelage des voitures, conformément au tableau annexé à la présente ordonnance.

2. Un enfant âgé de plus de dix ans sera compté pour une personne;—Un enfant de dix ans et au dessous ne sera point compté dans le prix de la course; — Deux enfans de dix ans et au dessous compteront pour une personne.—Il sera payé en sus cinquante centimes par poste pour chaque enfant de dix ans et au dessous excédant le nombre de deux.—Dans aucun cas, les enfans du premier âge, c'est-à-dire âgés de moins de trois ans, ne seront comptés dans le prix de la course.

3. L'ancien tarif et les anciens réglemens seront exécutés dans tous les points auxquels il n'est point dérogé par les présentes.

Tarif de la poste aux chevaux.

	Nombre de personnes.	Nombre de chevaux.	Prix à payer pour chaque cheval.	Prix total des chevaux par poste.	Nombre de postillons.
1^{re} DIVISION.					
Chaises ou cabriolets.....	1, 2	2	1 50	3 "	1
	3	3	1 50	4 50	1
Petites calèches à un seul fond avec <i>timon</i>	2	2	1 50	3 "	1
S'il se trouve une troisième personne, il sera payé 1 franc par poste en sus du prix des chevaux.					
S'il y a plus de trois personnes, la calèche sera considérée comme berline, et suivra les réglemens de la 3 ^e division.					
2^e DIVISION. --- Limonières.					
Voitures fermées et coupées, et calèches avec <i>brancard</i>	1, 2, 3	3	1 50	4 50	1
Il sera payé 1 franc par poste en sus pour chaque personne excédant le nombre de trois.					
3^e DIVISION. — Berlines.					
Voitures fermées ou non à deux fonds égaux, et calèches à deux fonds avec <i>timon</i>	1, 2, 3, 4	4	1 50	6 "	2
S'il y a une cinquième personne, il sera payé 1 franc par poste en sus.					
Les mêmes voitures.....	6	6	1 50	9 "	2
Il sera payé 1 franc par poste en sus pour chaque personne excédant le nombre de six.					

N^o 86.—1^{er}—13 mars 1829.—ORDONNANCE du roi portant que le chef-lieu de la justice de paix du canton de: Nanterre, département de la Seine, sera transféré à Courbevoie, commune du même canton. (VIII, Bull. CCLXXX, n^o 10777.)

N^o 87.—4 mars—1^{er} avril 1829.—ORDONNANCE du roi qui autorise la ville de Dunkerque à établir un abattoir public. (VIII, Bull. CCLXXXII, n^o 10833.)

N° 88. = 8—21 mars 1829. = **ORDONNANCE** du roi qui contient diverses dispositions ayant pour objet d'accélérer la liquidation de l'indemnité accordée par la loi du 27—28 avril 1825 aux anciens propriétaires de biens-fonds confisqués (1). (VIII, Bull. CCLXXXI, n° 10800.)

N° 89. = 8—21 mars 1829. = **ORDONNANCE** du roi portant règlement du service de la correspondance entre la France et les cantons suisses y dénommés (2). (VIII, Bull. CCLXXXI, n° 10801.)

Charles,...—Vu la loi du 15 mars 1827 et l'article 4 du titre II de la loi du 4 mai 1802 (14 floréal an 10); vu aussi les conventions conclues et signées à Paris les 1^{er} mai, 9 et 23 juin, 21, 22 et 24 novembre 1828, entre l'office général des postes de France et l'administration générale des postes de Berne, la régie des postes du canton de Vaud, la commission des postes du canton de Neuchâtel, la régie des postes du canton de Zurich, la direction générale des postes du canton de Saint-Gall et la chambre des postes du canton de Bâle; émendant et amplifiant notre ordonnance du 24 août 1828; — Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état des finances, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1^{er}. A dater du 1^{er} jour d'avril 1829, le public de France sera libre d'affranchir ou de ne point affranchir ses lettres et paquets pour les cantons de Berne, Fribourg, Soleure, Unterwalden et Genève, — Pour ceux de Vaud et du Valais, — Pour celui de Neuchâtel, — Pour ceux de Bâle, Schaffouse, Argovie, Lucerne, Ury et Tessin, — Pour ceux de Zurich, Schwitz, Glaris, Zug, Appenzel, Saint-Gall, les Grisons et Thurgovie.

2. L'affranchissement sera cependant obligatoire jusqu'à destination pour les lettres et paquets chargés ou recommandés. — Il l'est pareillement pour les gazettes, journaux, catalogues, prospectus, imprimés et livres en feuilles ou brochés, originaires de France, mais jusqu'à la frontière française seulement.

3. L'affranchissement des lettres et paquets de tous les départemens du royaume de France pour toute l'étendue des cantons suisses ci-dessus désignés sera perçu d'après les prix réglés par la loi du 15 mars 1827 pour toute lettre d'un poids au dessous de sept grammes et demi, jusqu'à l'extrême frontière de France; et depuis cette frontière jusqu'à destination dans les cantons susdits, d'après les taxes du tarif de ces mêmes cantons converties en décimes; — Et proportionnellement au poids, pour celles qui pèseront sept grammes et demi et au dessus, selon les progressions du tarif français.

4. Les échantillons de marchandises pourront, comme les lettres, être affranchis ou non affranchis; dans les deux cas, ils devront être expédiés séparément des lettres, être présentés *sous bandes* ou d'une manière à ne laisser aucun doute sur leur nature, et ne contenir d'autre écriture à la main que des numéros d'ordre : à ces conditions, le prix du port des échantillons affranchis ne sera perçu qu'au tiers de la taxe des deux tarifs, sans qu'il puisse néanmoins être, dans aucun cas, inférieur à la taxe de la lettre simple.

5. L'affranchissement obligatoire des lettres et paquets chargés ou re-

(1) La commission de liquidation étant dissoute depuis long-temps, cette ordonnance n'a plus d'intérêt.

(2) Voyez, sur cet objet, l'ordonnance du 24 août—8 septembre 1828.

commandés sera perçu au double des taxes fixées par le tarif de France et par les tarifs suisses pour les affranchissemens ordinaires dont il est question dans l'article 3 ci-dessus.

6. Les lettres, paquets et échantillons de marchandises volontairement affranchis dans toute l'étendue des vingt-deux cantons ci-dessus désignés, pour toute l'étendue du royaume de France jusqu'à destination, seront distribués à leur adresse sans qu'il puisse être exigé aucun prix de port.—Les gazettes, journaux, catalogues, prospectus, imprimés et livres en feuilles ou brochés, expédiés des cantons suisses, lesquels ne devront être affranchis que jusqu'à la frontière de ces cantons, seront seuls taxés du port français déterminé pour ces feuilles et imprimés par la loi du 15 mars 1827.

7. Les lettres non affranchies des cantons de Berne, Fribourg, Soleure, Unterwalden, pour le bureau frontière français de Delle, qui seront d'un poids au dessous de sept grammes et demi, et timbrées

F. D.	2	kr., seront taxées	3 décimes.
	4	<i>id.</i>	4
	6	} <i>id.</i>	5
	8		
	10	<i>id.</i>	6
	12	<i>id.</i>	7
	14	} <i>id.</i>	8
	16		
	18	<i>id.</i>	9

Et les lettres et paquets d'un poids de sept grammes et demi et au dessus seront taxés d'après ces prix, proportionnellement à leur poids, selon les progressions du tarif français.

8. Les lettres et paquets d'un poids au dessous de sept grammes et demi qui seront réexpédiés du bureau de Delle pour toute destination en France, et timbrés

F. D.	2	kr. seront taxés	1 décime,
	4	<i>id.</i>	2
	6	} <i>id.</i>	3
	8		
	10	<i>id.</i>	4
	12	<i>id.</i>	5
	14	} <i>id.</i>	6
	16		
	18	<i>id.</i>	7

plus, du port dû selon le tarif français depuis Delle jusqu'au point de distribution; — Et les lettres et paquets d'un poids de sept grammes et demi et au dessus seront taxés d'après ces deux taxes cumulées, proportionnellement à leur poids, selon les progressions du tarif français.

9. Les lettres non affranchies des bureaux vaudois de Bellaigne, Jougne et Orbe, pour le bureau français de Pontarlier, et timbrées L. V., seront taxées deux décimes par lettre simple; — Et les lettres du poids de sept grammes et demi et au dessus, proportionnellement à leur poids. — Les lettres non affranchies des autres cantons de l'office de Vaud et du Valais pour le même bureau français de Pontarlier, et timbrées

L. V.	4	kr., seront taxées	4 décimes,
	6	} <i>id.</i>	5
	8		
	10	<i>id.</i>	6
	12	<i>id.</i>	7
	14	<i>id.</i>	8

par lettre simple ou au dessous d'un poids de sept grammes et demi; et les

lettres et paquets d'un poids de sept grammes et demi et au dessus seront taxés proportionnellement à ces prix, selon leur poids et les progressions du tarif français.

10. Les lettres et paquets des cantons de Vaud et du Valais sans exception, qui seront d'un poids au dessous de sept grammes et demi, réexpédiés du bureau de Pontarlier pour toute autre destination en France, et timbrés

L. V.	2	kr., seront taxés	1 décime,
	4	<i>id.</i>	2
	6	} <i>id.</i>	3
	8		
	10	<i>id.</i>	4
	12	<i>id.</i>	5
	14	<i>id.</i>	6

plus, du port dû selon le tarif français depuis Pontarlier jusqu'au point de distribution ;— Et les lettres et paquets d'un poids de sept grammes et demi et au dessus seront taxés d'après ces deux taxes cumulées, proportionnellement à leur poids, selon les progressions du tarif français.

11. Les lettres du canton de Neuchâtel pour les bureaux français de Pontarlier, Ornans, Morteau, Champagnolle, Salins, et timbrées L. N., seront taxées deux décimes par lettre simple ou au dessous d'un poids de sept grammes et demi ;— Et les lettres et paquets d'un poids de sept grammes et demi et au dessus seront taxés proportionnellement à ce prix, selon leur poids et les progressions du tarif français. — Les lettres et paquets d'un poids au dessous de sept grammes et demi, portant le timbre L. N. 5 kr. 1/2, et qui seront réexpédiés du bureau de Pontarlier pour toute autre destination en France que les quatre bureaux ci-dessus, seront taxés de deux décimes ; plus, du port dû selon le tarif français depuis Pontarlier jusqu'au point de distribution ;— Et les lettres et paquets d'un poids de sept grammes et demi et au dessus seront taxés d'après ces deux taxes cumulées, proportionnellement à leur poids, selon la progression du tarif français.

12. Les lettres non affranchies du bureau vaudois de Coppet pour le bureau français de Ferney, et timbrées L. V., comme celles du bureau de Genève pour le même bureau de Ferney, timbrées F. F., seront taxées deux décimes par lettre simple ; et les lettres pesant sept grammes et demi et au dessus, proportionnellement à leur poids. — Les lettres non affranchies des autres bureaux de l'office de Vaud et du Valais pour le bureau de Ferney, comme toutes celles des cantons de Berne, Fribourg, Soleure, Unterwalden, Schaffouse et Argovie, et timbrées

F. F. ou L. V.	2	kr., seront taxées	3 décimes,
	4	<i>id.</i>	4
	6	} <i>id.</i>	5
	8		
	10	<i>id.</i>	6
	12	<i>id.</i>	7
	14	} <i>id.</i>	8
	16		
	18	<i>id.</i>	9

par lettre simple ou au dessous d'un poids de sept grammes et demi ;— Et les lettres et paquets d'un poids de sept grammes et demi et au dessus seront taxés proportionnellement à ces prix, selon leur poids et les progressions du tarif français.

13. Les lettres et paquets d'un poids au dessous de sept grammes et demi

qui seront réexpédiés du bureau de Ferney pour toute autre destination en France, et timbrés

F. F. ou L. V.	2 kr.,	seront taxés	1 décime,
	4	<i>id.</i>	2
	6	} <i>id.</i>	3
	8		
	10	<i>id.</i>	4
	12	<i>id.</i>	5
	14	} <i>id.</i>	6
	16		
	18	<i>id.</i>	7

plus, du port dû selon le tarif français depuis Ferney jusqu'au point de distribution ;—Et les lettres et paquets d'un poids de sept grammes et demi et au dessus seront taxés, d'après ces deux taxes cumulées, proportionnellement à leur poids, selon les progressions du tarif français.

14. Les lettres non affranchies du bureau de Bâle pour le bureau français de Huningue, et timbrées L. B., seront taxées deux décimes par lettre simple ; et les lettres pesant sept grammes et demi et au dessus, proportionnellement à leur poids. — Les lettres non affranchies des autres bureaux de l'office de Bâle, pour le bureau de Huningue, comme toutes celles des cantons de Schaffouse, Argovie, Lucerne, Ury et Tessin, desservis par les postes de Bâle, de Zurich, Schwitz, Glaris, Zug, Appenzel, Saint-Gall, les Grisons et Thurgovie, desservis par l'office de Zurich, lesdites lettres timbrées

[L. B. ou L. Z.	4 kr.,	seront taxées	4 décimes,
	8	<i>id.</i>	5
	10	<i>id.</i>	6
	12	<i>id.</i>	7
	16	<i>id.</i>	8

par lettre simple ou au dessous d'un poids de sept grammes et demi ; — Et les lettres et paquets d'un poids de sept grammes et demi et au dessus seront taxés proportionnellement à ces prix, selon leur poids et les progressions du tarif français.

15. Les lettres et paquets d'un poids au dessous de sept grammes et demi qui seront expédiés du bureau de Huningue pour toute autre destination en France, et timbrés

L. B. ou L. Z.	4 kr.,	seront taxés	2 décimes,
	8	<i>id.</i>	3
	10	<i>id.</i>	4
	12	<i>id.</i>	5
	16	<i>id.</i>	6

plus, du port dû selon le tarif français depuis Belfort jusqu'au point de distribution ; — Et les lettres et paquets d'un poids de sept grammes et demi et au dessus seront taxés d'après ces deux taxes cumulées, proportionnellement à leur poids, selon les progressions du tarif français.

16. Les échantillons de marchandises non affranchis venant des cantons suisses, pourvu que les paquets en soient mis *sous bandes* ou de manière à ne laisser aucun doute sur leur nature, ne seront taxés qu'au tiers des prix fixés pour les lettres et paquets, suivant celui de ces prix dont ils porteront le timbre et suivant leur point d'entrée en France ; cependant la taxe n'en pourra jamais être inférieure à celle d'une lettre simple.

voyance et de secours mutuels de Paris, et approuve les statuts de cette société. (VIII, Bull. CCLXXXV, n° 10949.)

Charles, . . . — Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur; — D'après le compte qui nous a été rendu sur l'association formée à Paris sous le titre de *Société protestante de prévoyance et de secours mutuels*, ayant pour but d'assurer à ses membres des secours médicaux et pécuniaires pendant leurs maladies; — Prenant en considération les heureux résultats déjà obtenus par cette association de charité; — Notre conseil d'état entendu, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit : — La société protestante de prévoyance et de secours mutuels de Paris est reconnue comme établissement d'utilité publique. — Les statuts de ladite société, annexés à la présente ordonnance, sont et demeurent approuvés; il n'y pourra être fait aucun changement sans notre autorisation.

(*Suivent les statuts.*)

N° 91. = 26 mars—6 avril 1829. = **LOIS** qui autorisent des changemens de circonscription dans plusieurs départemens du royaume. (VIII, Bull. CCLXXXIV, n° 10907.)

N° 92. = 26 mars 1829. = **RAPPORT** au roi sur l'instruction publique (1). (Moniteur du 27 mars 1829.)

N° 93. = 26 mars—14 avril 1829. = **ORDONNANCE** du roi concernant l'instruction publique (2). (VIII, Bull. CCLXXXV, n° 10946.)

TITRE 1^{er}. — Des facultés de droit (3).

Art. 1^{er}. Il sera établi, dans la faculté de droit de Paris et dans celle de Strasbourg, une chaire de droit des gens. — Il sera en outre établi dans la faculté de droit de Paris une chaire d'histoire du droit romain et du droit français.

2. Ces cours ne seront obligatoires que pour les aspirans au doctorat. — Ils seront facultatifs pour les autres étudiants en droit. Ceux de ces derniers qui les auront suivis pourront demander à être examinés sur les matières enseignées dans ces cours. Dans ce cas, outre leur diplôme, il leur sera délivré des certificats constatant la manière dont ils auront satisfait à cette partie de leur examen.

3. Un règlement universitaire déterminera le mode et l'étendue de l'enseignement de ces deux chaires et la manière dont il sera procédé aux examens.

TITRE II. — Des facultés de médecine et des écoles secondaires de médecine.

4. Il sera établi à la faculté de médecine de Paris un quatrième professeur de clinique chirurgicale.

5. Il sera fait, pour compléter l'organisation de la faculté de médecine de Strasbourg, un règlement universitaire sur des bases analogues à celles qui

(1) Voyez l'ordonnance qui suit.

(2) Voyez, sur l'instruction publique, la loi du 11 floréal an 10 (1^{er} mai 1802), et les notes qui résument les réglemens de la matière.

Voyez aussi l'ordonnance du 16 octobre—1^{er} novembre 1830, qui prescrit la réorganisation des comités d'instruction primaire.

(3) Voyez, sur les facultés de droit, la loi du 22 ventose—2 germinal an 12 (13—23 mars 1804), et les notes.

ont été déterminées par les ordonnances du 2 février 1823 et du 12 décembre 1824 pour les facultés de médecine de Paris et de Montpellier.

6. Les deux écoles secondaires de médecine établies à Bordeaux seront réunies en une seule. Les mesures nécessaires pour opérer cette réunion seront prescrites par un règlement universitaire.

7. Il sera fait un règlement universitaire sur la forme, la durée et les matières des examens que les jurys médicaux feront subir aux aspirans au grade d'officier de santé.

TITRE III. — Des collèges royaux et communaux.

8. Les professeurs et maîtres d'études des collèges royaux et les régens des collèges communaux seront nommés par le grand-maître de l'université. — Les candidats aux emplois de maîtres d'études dans les collèges royaux seront présentés par les proviseurs de ces collèges. — En cas de faute grave, les proviseurs pourront suspendre et même renvoyer provisoirement les maîtres d'études, à la charge d'en rendre compte immédiatement au recteur.

9. Lorsque l'excédant des recettes d'un collège royal sur les dépenses le permettra, une partie de cet excédant pourra être employée à accroître le traitement des professeurs qui exerceront leurs fonctions dans le collège depuis cinq ans au moins.

10. La somme affectée à cette augmentation ne pourra dépasser le tiers de l'excédant ordinaire des recettes sur les dépenses, en calculant une année moyenne : elle sera partagée par portions égales entre les fonctionnaires qui y auront droit.

11. A l'égard des collèges de Paris qui n'ont pas de pensionnat et de ceux des départemens dont les pensionnats sont trop peu considérables, une augmentation de traitement pourra leur être accordée sur les fonds spéciaux de l'université.

12. A partir de l'exercice 1830, notre ordonnance du 21 août 1827, qui rend les agens comptables des fonds spéciaux de l'université justiciables de la cour des comptes, s'appliquera également aux agens comptables chargés des recettes et dépenses des collèges royaux.

13. Le nombre des maîtres d'études dans les collèges royaux sera fixé de manière qu'il y en ait au moins un pour vingt-cinq élèves.

14. Nul ne pourra remplir, même provisoirement, les fonctions de maître d'études, s'il n'est pourvu du grade de bachelier ès-lettres.

15. Le droit des maîtres d'études à la retraite courra du jour de leur nomination.

16. Le traitement des maîtres d'études pourra être augmenté de deux cents francs en faveur de ceux de ces fonctionnaires qui, s'étant présentés pour subir les épreuves de l'agrégation aux classes supérieures des lettres ou aux classes des sciences, sans avoir pu obtenir l'un des titres d'agrégé vacans, seraient cependant déclarés par les juges du concours capables d'obtenir le grade d'agrégé dans l'une ou dans l'autre desdites facultés. — Les maîtres d'études qui auront rempli leurs fonctions pendant six ans dans le même collège recevront un supplément de traitement de deux cents francs, lequel sera porté à trois cents francs après huit ans, et à quatre cents francs après dix ans, sans préjudice de l'augmentation autorisée par le précédent alinéa.

17. Des réglemens universitaires prescriront les mesures nécessaires, — 1^o Pour que l'étude des langues vivantes, eu égard aux besoins des localités,

fasse partie de l'enseignement dans les collèges royaux; — 2° Pour que dans ces collèges l'étude de l'histoire ne se termine que dans la classe de rhétorique; — 3° Pour que la philosophie soit enseignée en français.

18. Les proviseurs et les censeurs des collèges royaux devront être licenciés, soit dans la faculté des sciences, soit dans celle des lettres (1).

TITRE IV. — Des institutions et pensions.

19. Tout chef d'institution ou maître de pension pourra joindre à l'enseignement ordinaire le genre d'instruction qui convient plus particulièrement aux professions industrielles et manufacturières. — Il pourra aussi se borner à cette dernière espèce d'enseignement. — Les élèves qui suivront les cours spécialement destinés aux professions industrielles et manufacturières seront dispensés de suivre les classes des collèges, soit royaux, soit communaux.

TITRE V. — Des écoles primaires protestantes.

20. Les comités gratuits chargés de surveiller les écoles primaires protestantes seront placés de manière qu'il y en ait un au moins par arrondissement d'église consistoriale. — Les mesures nécessaires pour l'organisation de ces comités seront prescrites par un règlement universitaire.

TITRE VI. — Dispositions générales.

21. Les délibérations de notre conseil royal de l'instruction publique seront soumises à l'approbation de notre ministre secrétaire d'état de l'instruction publique. — Sont exceptées les délibérations relatives à la juridiction ou à la discipline.

22. Les mesures prescrites ou autorisées par les articles 3, 5, 6, 7, 9, 11, 16, 17 et 20 de la présente ordonnance, seront prises dans la forme prescrite par le premier alinéa de l'article précédent.

N° 94. = 26 mars—24 avril 1829. = **ORDONNANCE du roi qui approuve l'adjudication de la construction de deux ponts suspendus, l'un sur le Rhône à Beaucaire, et l'autre sur le Gardon à Remoulins, et qui contient les tarifs des droits de péage que les concessionnaires de ces ponts sont autorisés à percevoir.** (VIII, Bull. CCLXXXVI, n° 10960.)

N° 95. = 26 mars—28 avril 1829. = **ORDONNANCE du roi relative à l'abattoir public d'Arles, département des Pyrénées-Orientales.** (VIII, Bull. CCLXXXVII, n° 10990.)

N° 96. = 26 mars—12 juin 1829. = **ORDONNANCE du roi portant autorisation de la société anonyme formée à Nantua (Ain), sous la dénomination de Compagnie du pont de Thoirette, et approbation de ses statuts.** (VIII, Bull. CCXCIV bis, n° 1.)

N° 97. = 2 avril—27 mai 1829. = **ORDONNANCE du roi qui approuve l'adjudication d'un pont suspendu sur la Saône à Belleville, et qui contient le tarif des droits de péage que le concessionnaire est autorisé à percevoir.** (VIII, Bull. CCXCI, n° 11099.)

(1) Voyez l'ordonnance du 29 septembre—24 octobre 1832, portant que nul ne pourra être nommé censeur dans un collège royal, ou inspecteur d'académie, s'il ne remplit une des conditions énoncées dans ladite ordonnance.

N° 98. = 5—14 avril 1829. = **ORDONNANCE** du roi qui réduit à moitié les droits de navigation établis par les articles 1^{er} et 2 de celle du 18 janvier—1^{er} février 1826 sur les diverses parties navigables du canal de Bourgogne. (VIII, Bull. CCLXXXV, n° 10953.)

Charles. . . , — Vu l'article 1^{er} de notre ordonnance du 18 janvier 1826, qui applique à la partie du canal de Bourgogne mise en état de navigation, depuis son embouchure dans l'Yonne jusqu'à Tonnerre, le tarif des droits de navigation fixés par le décret du 11 avril 1811; — Vu l'article 2 de ladite ordonnance, portant que les droits à percevoir sur les objets non compris au tarif sont les mêmes que ceux du canal du Centre; — Vu l'article 1^{er} de notre ordonnance du 19 avril 1826, qui réduit de moitié, pour toute la partie navigable du canal *Monsieur*, située entre Saint-Jean-de-Losne et Besançon, les droits de navigation établis par les articles 1^{er} et 2 de notre ordonnance du 18 janvier 1826; — Considérant que le canal de Bourgogne forme la continuation de la ligne de navigation ouverte par le canal *Monsieur*, et que le motif de la réduction des droits établis sur ce dernier canal, motif fondé sur le peu d'étendue des portions navigables, s'applique également au canal de Bourgogne; — Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état des finances, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit : — Les droits de navigation établis par les articles 1^{er} et 2 de notre ordonnance du 18 janvier 1826, sur les diverses parties navigables du canal de Bourgogne, sont réduits à moitié.

N° 99. = 5 avril—6 mai 1829. = **ORDONNANCE** du roi portant autorisation de la société anonyme formée à Paris sous la dénomination d'Entreprise générale des messageries du commerce, et approbation de ses statuts. (VIII, Bull. CCLXXXVIII bis.)

N° 100. = 8—28 avril 1829. = **ORDONNANCE** du roi relative au mode de dévidage, d'enveloppe, de numérotage et de mise en vente des cotons filés (1). (VIII, Bull. CCLXXXVII, n° 10988.)

Charles. . . — Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état du commerce et des manufactures; — Vu l'article 59, titre VI de la loi du 28 avril 1816, qui statue que les cotons filés et les tissus et tricots, soit de coton, soit de laine, fabriqués en France, seront revêtus d'une marque de fabrication; — L'article 46 de la loi du 21 avril 1818, portant que, pour les cotons filés, il sera suppléé à cette marque par un mode de dévidage et d'enveloppe, lequel a été déterminé subséquemment par l'ordonnance du 26 mai 1819; — Vu ladite ordonnance et celles des 16 juin et 1^{er} décembre de la même année; — Voulant maintenir les moyens de distinguer dans l'intérieur du royaume les cotons filés provenant des fabriques françaises de ceux qui auraient été introduits en fraude, et affranchir en même temps l'industrie nationale de quelques précautions que l'expérience a fait juger inutiles; — Voulant aussi que les dispositions à conserver ou à établir sur la matière soient toutes comprises et réunies dans une seule ordonnance, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

§ 1^{er}. — Mode de dévidage, d'enveloppe, de numérotage et de mise en vente des cotons filés.

Art. 1^{er}. Les cotons filés simples ou retors, sauf les modifications et ex-

(1) Voyez, sur cet objet, l'ordonnance du 23—30 septembre 1818, et les notes.

ceptions spécifiées au paragraphe II de la présente ordonnance, continueront à être dévidés en écheveaux composés de dix échevettes de cent mètres chacune.

2. A cet effet, les établissemens de filatures de coton doivent continuer d'être pourvus de dévidoirs de quatorze cent vingt-huit millimètres de développement, auxquels s'adapte une roue ou compteur de soixante et dix dents.

3. La ligature des dix échevettes, dont la réunion compose l'écheveau de mille mètres, n'est assujétié à aucun mode particulier : chaque fabricant est libre, soit de réunir par une seule ligature lâche les fils formant ledit écheveau, soit de le diviser en deux parties égales, soit de passer un fil ou une chaîne qui sépare distinctement l'écheveau en dix échevettes.

4. Quelle que soit la ligature des écheveaux, ils continueront d'être étiquetés, suivant leur degré de finesse, d'un numéro qui indiquera le nombre nécessaire pour former le poids d'une livre ou demi-kilogramme : ainsi l'écheveau numéro 41 devra peser douze grammes cent quatre-vingt-quinze millièmes; celui du numéro 50, dix grammes; celui du numéro 100, cinq grammes; le poids des numéros plus élevés diminuant dans la même progression décroissante.

5. Les entrepreneurs de filatures sont dispensés de l'obligation d'entourer chaque paquet d'une bande de papier appliquée sur les écheveaux, et de réunir sous un seul et même paquet les deux bouts de cette bande; seulement ils demeurent tenus d'appliquer une étiquette portant l'empreinte de leur cachet, collée et cachetée sur l'une des cordes qui servent de lien au paquet, de manière que cette corde ne puisse se détacher sans déchirer l'étiquette.

6. La vente des cotons filés aura lieu par paquets de cinq ou dix livres, suivant l'usage établi.

§ II. — Modifications et exceptions, dans certains cas, aux règles qui viennent d'être prescrites.

7. Les cotons disposés en chaînes ourdies, ou dévidés sur bobines, ne sont pas assujétis aux dispositions précédentes dans les cas ci-après désignés, savoir : 1° lorsqu'ils se trouvent encore dans l'établissement de filature; 2° lorsqu'ils sont dans les ateliers de tissage; 3° lorsqu'on les transporte de la filature à ces ateliers, dans des colis fermés par une bande, corde ou ficelle croisée dont les deux bouts sont réunis, avec le numéro d'expédition du fabricant, sous un cachet ou sous un plomb.

8. Les cotons filés dont la finesse ne dépasse pas le numéro 16, c'est-à-dire dont l'écheveau de mille mètres ne pèse pas moins de trente-et-un grammes deux cent cinquante milligrammes, qu'ils soient simples ou retors, blanchis ou écrus, demeurent également affranchis des mêmes dispositions : cet affranchissement s'étendra sans distinction de numéros à tous les cotons à coudre ou à broder qui seront mis sur bobines ou en petites pelotes.

9. Les articles 1^{er}, 2, 3, 4, 5 et 6 sont applicables aux cotons filés, teints ou blanchis, au dessus du numéro 16, sous les modifications suivantes : — Si des fils séparent chacune des dix échevettes de cent mètres, on pourra les couper, pourvu que l'écheveau de mille mètres conserve son lien. — Quant au numérotage, le chiffre à indiquer pour numéro sera celui que le coton filé avait en écru, quelle qu'ait été l'influence du blanchiment ou de la teinture sur la mesure ou sur le poids. — La forme des paquets et le mode d'enveloppe sont laissés au choix des fabricans.

10. Les cotons filés numéro 40 et au dessous pourront être exportés sans avoir été soumis au dévidage et au numérotage prescrits par les articles 1^{er},

2, 3 et 4 ; ils devront toutefois être conduits de la filature à la frontière dans des colis fermés, comme il a été dit à la fin de l'article 7.—Aucun dépôt ne pourra être établi sous aucun prétexte ; et les filateurs seront tenus de justifier, à toute réquisition, de la nationalité de ceux desdits fils qu'ils auraient dans leurs filatures, en attendant l'expédition à l'étranger.

§ III. — Dispositions générales.

11. Les dispositions de cette ordonnance régleront seules à l'avenir le dévidage, l'enveloppe, le numérotage et la mise en vente des cotons filés, ainsi que les expéditions qui en seraient faites, soit des filatures aux ateliers de tissage, soit hors des frontières du royaume.

12. Sont en conséquence rapportées et demeurent comme non avenues les ordonnances des 26 mai, 16 juin et 1^{er} décembre 1819.

N^o 101. = 12 avril—1^{er} mai 1829. = *ORDONNANCE du roi qui appelle dix auditeurs au conseil d'état à faire, concurremment avec les maîtres des requêtes, les rapports à la commission de liquidation de l'indemnité accordée par la loi du 27—28 avril 1825.* (VIII, Bull. CCLXXXVIII, n^o 11008.)

N^o 102. = 15—24 avril 1829. = *LOI relative à la pêche fluviale* (1). (VIII, Bull. CCLXXXVI, n^o 10958.)

TITRE 1^{er}. — *Du droit de pêche.*

Art. 1^{er}. Le droit de pêche sera exercé au profit de l'état, — 1^o Dans tous les fleuves, rivières, canaux et contre-fossés navigables ou flottables avec bateaux, trains ou radeaux, et dont l'entretien est à la charge de l'état ou de ses ayans-cause ; — 2^o Dans les bras, noues, boires et fossés qui tirent leurs eaux des fleuves et rivières navigables ou flottables dans lesquels on peut en tout temps passer ou pénétrer librement en bateau de pêcheur, et dont l'entretien est également à la charge de l'état. — Sont toutefois exceptés les canaux et fossés existans, ou qui seraient creusés dans des propriétés particulières, et entretenus aux frais des propriétaires.

2. Dans toutes les rivières et canaux autres que ceux qui sont désignés dans l'article précédent, les propriétaires riverains auront, chacun de son côté, le droit de pêche jusqu'au milieu du cours de l'eau, sans préjudice des droits contraires établis par possession ou titres (2).

3. Des ordonnances royales, insérées au Bulletin des lois, détermineront, après une enquête *de commodo et incommodo*, quelles sont les parties des fleuves et rivières et quels sont les canaux désignés dans les deux premiers paragraphes de l'article 1^{er} où le droit de pêche sera exercé au profit de l'état. — De semblables ordonnances fixeront les limites entre la pêche fluviale et la pêche maritime dans les fleuves et rivières affluant à la mer (3). Ces limites seront les mêmes que celles de l'inscription maritime ;

(1) Voyez, sur la pêche fluviale, le résumé de la législation qui accompagne le titre du décret du 6—6 juillet 1793.

Comme un grand nombre d'articles de cette loi sont la reproduction des dispositions du Code forestier, notamment en ce qui concerne l'adjudication et la conservation de la pêche, la poursuite et le jugement des délits, nous renverrons, pour ne pas faire de répétitions inutiles, aux annotations qui accompagnent les articles correspondans de ce dernier code.

(2) La pêche, dans un canal fait de main d'homme et dépendant d'un moulin, appartient exclusivement au propriétaire du moulin et du canal : elle ne peut être exercée par les propriétaires riverains. Cass., 3 mai 1830, *SIR.*, XXX, 1, 180.

(3) On ne peut, sous prétexte que des ordonnances limitatives de la pêche dans une rivière

mais la pêche qui se fera au dessus du point où les eaux cesseront d'être salées sera soumise aux règles de police et de conservation établies pour la pêche fluviale. — Dans le cas où des cours d'eau seraient rendus ou déclarés navigables ou flottables, les propriétaires qui seront privés du droit de pêche auront droit à une indemnité préalable, qui sera réglée selon les formes prescrites par les articles 16, 17 et 18 de la loi du 8 mars 1810, compensation faite des avantages qu'ils pourraient retirer de la disposition prescrite par le gouvernement.

4. Les contestations entre l'administration et les adjudicataires relatives à l'interprétation et à l'exécution des conditions des baux et adjudications, et toutes celles qui s'élèveraient entre l'administration ou ses ayans-cause et des tiers intéressés à raison de leurs droits ou de leurs propriétés, seront portées devant les tribunaux (1).

5. Tout individu qui se livrera à la pêche sur les fleuves et rivières navigables ou flottables, canaux, ruisseaux ou cours d'eau quelconques, sans la permission de celui à qui le droit de pêche appartient, sera condamné à une amende de vingt francs au moins, et de cent francs au plus, indépendamment des dommages-intérêts. — Il y aura lieu, en outre, à la restitution du prix du poisson qui aura été pêché en délit, et la confiscation des filets et engins de pêche pourra être prononcée. — Néanmoins il est permis à tout

n'auraient pas encore été rendues, établir une pêcherie dans une partie de cette rivière déjà reconnue flottable ou navigable. Cass., 3 mai 1834, *SIR.*, XXXIV, 1, 587; *Bull. crim.*, XXXIX, 158.

Lorsqu'un individu est poursuivi pour simple délit de pêche (sans engins prohibés) dans une rivière prétendue flottable ou navigable, les tribunaux peuvent, en l'absence de tout document officiel contraire, déclarer, d'après les circonstances de la cause, que les eaux dans lesquelles le fait de pêche a eu lieu, ne sont ni flottables ni navigables; ils ne sont pas tenus de renvoyer à l'autorité administrative pour faire déclarer le fait de navigabilité. Cass., 29 avril et 7 mai 1830, *SIR.*, XXX, 1, 336.

La liberté de la pêche ne s'étend pas aux rivières ou cours d'eau qui, bien que compris dans les limites de l'inscription maritime, ne se jettent pas directement dans la mer. Cass., 17 novembre 1832, *SIR.*, XXXIII, 1, 406; *Bull. crim.*, XXXVII, 640.

(1) Cette disposition a mis fin aux difficultés qui résultaient de l'absence d'une loi de compétence; mais les arrêts rendus antérieurement à la promulgation restent pour définir ce qu'il faut entendre par ces mots : *interprétation et exécution des conditions des baux et adjudications*.

Ainsi, il a été jugé que c'est aux tribunaux seuls à prononcer lorsque le fermier d'un droit de pêche sur une rivière prétend qu'il a été pêché dans l'étendue de son cantonnement, et qu'il réclame, par suite, des dommages-intérêts. Arr. du cons., 4 juin 1815, *SIR.*, Jur. du cons., III, 126. — Lorsqu'une contestation sur un droit de pêche, affermé par bail administratif, ne peut être résolue qu'en combinant les dispositions du bail avec les baux et usages antérieurs. Arr. du cons., 6 mars 1816, *SIR.*, Jur. du cons., III, 241. — Lorsque, pour la décision d'une contestation sur un bail, il s'agit de savoir en quels lieux la pêche est affermée. Arr. du cons., 16 juillet 1817, *SIR.*, Jur. du cons., IV, 92. — Lorsqu'il s'agit de décider quels sont les droits privés conférés à deux parties par leurs titres respectifs, également émanés de l'administration. Arr. du cons., 16 février 1826, *SIR.*, XXVI, 2, 342. — Et lorsqu'il s'agit de prononcer sur la demande d'un particulier qui prétend avoir, en vertu de titre ou de possession ancienne, le droit de pêcher dans certaines parties d'une rivière navigable. Cass., 30 mai 1836, *SIR.*, XXXVI, 2, 548.

Mais c'est à l'autorité administrative à prononcer, lorsque, dans une contestation portée devant les tribunaux, au sujet de l'exécution d'un bail passé entre l'adjudicataire de la pêche d'une rivière et ses sous-fermiers, il s'élève la question préjudicielle de savoir si une rivière, affluent à celle qui fait l'objet de l'adjudication, est ou non navigable. Arr. du cons., 27 décembre 1820, *SIR.*, XXII, 2, 327. — Lorsqu'il s'agit de modifier ou de restreindre les baux des droits de pêche précédemment affermés. Arr. du cons., 22 janvier 1823, *Mac.*, V, 9. — Lorsqu'il s'agit de décider, entre deux acquéreurs de domaines nationaux, l'un d'un étang et l'autre d'un domaine auquel était anciennement attaché un droit de pêche sur l'étang, la question de savoir si cet étang a été vendu par l'état avec ou sans affranchissement du droit de pêche. Cass., 14 février 1827, *SIR.*, XXVII, 1, 179; *Bull. civ.*, XXIX, 55.

Les tribunaux sont incompétents pour prononcer sur une demande en nullité du bail d'un droit de pêche. Agen, 2 janvier 1834, *SIR.*, XXXIV, 2, 428.

individu de pêcher à la ligne flottante tenue à la main, dans les fleuves, rivières et canaux désignés dans les deux premiers paragraphes de l'article 1^{er} de la présente loi, le temps du frai excepté (1).

TITRE II. — *De l'administration et de la régie de la pêche.*

6 (*art. 3 du Code forestier*). « Nul ne peut exercer l'emploi de garde-pêche, s'il n'est âgé de vingt-cinq ans accomplis (2). »

7 (*art. 5 du Code forestier*). « Les préposés chargés de la surveillance de la pêche ne pourront entrer en fonctions qu'après avoir prêté serment devant le tribunal de première instance de leur résidence, et avoir fait enregistrer leur commission et l'acte de prestation de leur serment au greffe des tribunaux dans le ressort desquels ils devront exercer leurs fonctions. — Dans le cas d'un changement de résidence qui les placerait dans un autre ressort en la même qualité, il n'y aura pas lieu à une nouvelle prestation de serment (3). »

8. Les gardes-pêche pourront être déclarés responsables des délits commis dans leurs cantonnemens, et passibles des amendes et indemnités encourues par les délinquans, lorsqu'ils n'auront pas dûment constaté les délits.

9. L'empreinte des fers dont les gardes-pêche font usage pour la marque des filets sera déposée au greffe des tribunaux de première instance.

TITRE III. — *Des adjudications des cantonnemens de pêche (4).*

10. La pêche au profit de l'état sera exploitée, soit par voie d'adjudication publique aux enchères et à l'extinction des feux, conformément aux dispositions du présent titre, soit par concession de licences à prix d'argent. — Le mode de concession par licence ne pourra être employé qu'à défaut d'offres suffisantes. — En conséquence, il sera fait mention, dans les procès-verbaux d'adjudication, des mesures qui auront été prises pour leur donner toute la publicité possible, et des offres qui auront été faites.

11. L'adjudication publique devra être annoncée au moins quinze jours à l'avance par des affiches apposées dans le chef-lieu du département, dans les communes riveraines du cantonnement et dans les communes environnantes.

12 (*art. 18 du Code forestier*). « Toute location faite autrement que par adjudication publique sera considérée comme clandestine, et déclarée nulle. Les fonctionnaires et agens qui l'auraient ordonnée ou effectuée seront condamnés solidairement à une amende égale au double du fermage annuel du cantonnement de pêche. » — Sont exceptées les concessions par voie de licence (5).

(1) Nul n'a le droit de pêcher, même à la ligne dormante, dans les eaux et pêcheries des communes, s'il n'est adjudicataire de la pêche, ou pourvu de licence. Cass., 5 mars 1829, DALL., XXIX, 1, 171; Bull. crim., XXXIV, 153.

Le délit de pêche, dans une rivière navigable, n'est pas excusable à raison de la bonne foi du prévenu. Cass., 11 juin 1825, SIR., XXVI, 1, 164; Bull. crim., XXX, 319. — Voyez encore plusieurs décisions analogues rapportées en note de l'art. 203 du Code forestier.

(2 et 3) Voyez les art. 3 et 5 du Code forestier, et la sect. III de l'ordonnance du 1^{er}—4 août 1827.

(4) L'observation des formalités de publication et d'enchères prescrites pour les baux et adjudications de la pêche n'autorise pas les fermiers à demander, par ce motif, l'annulation des baux ou adjudications. Agen, 2 janvier 1834, SIR., XXXIV, 2, 428.

(5) Voyez, sur cet article et ceux qui suivent, les dispositions correspondantes du Code forestier, et les notes.

13 (*art. 19 du Code forestier*). « Sera de même annulée toute adjudication qui n'aura point été précédée des publications et affiches prescrites par l'article 11, ou qui aura été effectuée dans d'autres lieux, à autres jour et heure que ceux qui auront été indiqués par les affiches ou les procès-verbaux de remise en location. — Les fonctionnaires ou agents qui aient contrevenu à ces dispositions seront condamnés solidairement à une amende égale à la valeur annuelle du cantonnement de pêche; et une amende pareille sera prononcée contre les adjudicataires en cas de complicité. »

14 (*art. 20 du Code forestier*). « Toutes les contestations qui pourront s'élever, pendant les opérations d'adjudication, sur la validité des enchères ou sur la solvabilité des enchérisseurs et des cautions, seront décidées immédiatement par le fonctionnaire qui présidera la séance d'adjudication. »

15 (*art. 21 du Code forestier*). « Ne pourront prendre part aux adjudications, ni par eux-mêmes, ni par personnes interposées, directement ou indirectement, soit comme parties principales, soit comme associés ou cautions, — 1° Les agents et gardes forestiers et les gardes-pêche, dans toute l'étendue du royaume; les fonctionnaires chargés de présider ou de concourir aux adjudications, et les receveurs du produit de la pêche dans toute l'étendue du territoire où ils exercent leurs fonctions; — En cas de contravention, ils seront punis d'une amende qui ne pourra excéder le quart ni être moindre du douzième du montant de l'adjudication; et ils seront, en outre, passibles de l'emprisonnement et de l'interdiction qui sont prononcés par l'article 175 du Code pénal; — 2° Les parens et alliés en ligne directe, les frères et beaux-frères, oncles et neveux des agents et gardes forestiers et gardes-pêche, dans toute l'étendue du territoire pour lequel ces agents ou gardes sont commissionnés; — En cas de contravention, ils seront punis d'une amende égale à celle qui est prononcée par le paragraphe précédent; — 3° Les conseillers de préfecture, les juges, officiers du ministère public et greffiers des tribunaux de première instance dans tout l'arrondissement de leur ressort; — En cas de contravention, ils seront passibles de tous dommages et intérêts, s'il y a lieu. — Toute adjudication qui serait faite en contravention aux dispositions du présent article sera déclarée nulle. »

16 (*art. 22 du Code forestier*). « Toute association secrète ou manœuvre entre les pêcheurs ou autres, tendant à nuire aux enchères, à les troubler, ou à obtenir les cantonnemens de pêche à plus bas prix, donnera lieu à l'application des peines portées par l'article 412 du Code pénal, indépendamment de tous dommages-intérêts; et si l'adjudication a été faite au profit de l'association secrète ou des auteurs desdites manœuvres, elle sera déclarée nulle. »

17 (*art. 23 du Code forestier*). « Aucune déclaration de command ne sera admise, si elle n'est faite immédiatement après l'adjudication et séance tenante. »

18. (*art. 24 du Code forestier*). « Faute par l'adjudicataire de fournir les cautions exigées par le cahier des charges dans le délai prescrit, il sera déclaré déchu de l'adjudication par un arrêté du préfet, et il sera procédé dans les formes ci-dessus prescrites à une nouvelle adjudication du cantonnement de pêche, à sa folle-enchère. — L'adjudicataire déchu sera tenu par corps de la différence entre son prix et celui de la nouvelle adjudication, sans pouvoir réclamer l'excédant, s'il y en a. »

19. (*art. 25 du Code forestier*). « Toute personne capable et reconnue sol-

« vable sera admise, jusqu'à l'heure de midi du lendemain de l'adjudication, à faire une offre de surenchère, qui ne pourra être moindre du cinquième du montant de l'adjudication. — Dès qu'une pareille offre aura été faite, l'adjudicataire et les surenchérisseurs pourront faire de semblables déclarations de simple surenchère jusqu'à l'heure de midi du surlendemain de l'adjudication, heure à laquelle le plus offrant restera définitivement adjudicataire. — Toutes déclarations de surenchère devront être faites au secrétariat qui sera indiqué par le cahier des charges, et dans les délais ci-dessus fixés; le tout sous peine de nullité. — Le secrétaire commis à l'effet de recevoir ces déclarations sera tenu de les consigner immédiatement sur un registre à ce destiné, d'y faire mention expresse du jour et de l'heure précise où il les aura reçues, et d'en donner communication à l'adjudicataire et aux surenchérisseurs, dès qu'il en sera requis; le tout sous peine de trois cents francs d'amende, sans préjudice de plus fortes peines en cas de collusion. — En conséquence, il n'y aura lieu à aucune signification des déclarations de surenchère, soit par l'administration, soit par les adjudicataires et surenchérisseurs. »

20 (art. 26 du Code forestier). « Toutes contestations au sujet de la validité des surenchères seront portées devant les conseils de préfecture. »

21 (art. 27 du Code forestier). « Les adjudicataires et surenchérisseurs sont tenus, au moment de l'adjudication ou de leurs déclarations de surenchère, d'élire domicile dans le lieu où l'adjudication aura été faite; faute par eux de le faire, tous actes postérieurs leur seront valablement signifiés au secrétariat de la sous-préfecture. »

22 (art. 28 du Code forestier). « Tout procès-verbal d'adjudication emporte exécution parée et contrainte par corps contre les adjudicataires, leurs associés et cautions, tant pour le paiement du prix principal de l'adjudication que pour accessoires et frais. — Les cautions sont en outre contraignables solidairement et par les mêmes voies au paiement des domages, restitutions et amendes qu'aurait encourus l'adjudicataire. »

TITRE IV. — *Conservation et police de la pêche.*

23. Nul ne pourra exercer le droit de pêche dans les fleuves et rivières navigables ou flottables, les canaux, ruisseaux ou cours d'eau quelconques, qu'en se conformant aux dispositions suivantes (1).

24. Il est interdit de placer dans les rivières navigables ou flottables, canaux et ruisseaux, aucun barrage, appareil ou établissement quelconque de pêcherie ayant pour objet d'empêcher entièrement le passage du poisson. — Les délinquans seront condamnés à une amende de cinquante francs à cinq cents francs, et, en outre, aux dommages-intérêts; et les appareils ou établissemens de pêche seront saisis et détruits (2).

(1 et 2) La défense de placer dans les rivières, canaux et ruisseaux, aucun barrage ayant pour objet d'empêcher entièrement le passage du poisson, s'applique à tous les canaux et cours d'eau, quels qu'ils soient, communiquant sur un point avec les fleuves ou rivières, même à ceux qui seraient établis sur des propriétés particulières, et qui se perdraient dans ces propriétés. Cass., 24 novembre 1832, *SIR.*, XXXIII, 1, 405; *Bull. crim.*, XXXVII, 650.

Lorsqu'un procès-verbal dressé contre un prévenu de contravention en matière de pêche, résultant de ce qu'il aurait établi un barrage et des nasses ou paniers dans une rivière, n'établit pas expressément que ces ouvrages aient pour effet d'empêcher entièrement le passage du poisson, les juges ne peuvent en induire ce fait, sans violer la règle qui leur défend d'admettre aucune preuve outre et contre les procès-verbaux. Cass., 22 août 1835, *SIR.*, XXXVI, 1, 54; *Bull. crim.*, XL, 394.

Les délits de pêche dans les étangs, viviers et réservoirs appartenant aux particuliers, ne sont

25. Quiconque aura jeté dans les eaux des drogues ou appâts qui sont de nature à enivrer le poisson ou à le détruire, sera puni d'une amende de trente francs à trois cents francs, et d'un emprisonnement d'un mois à trois mois.

26. Des ordonnances royales détermineront, — 1° Les temps, saisons et heures pendant lesquels la pêche sera interdite dans les rivières et cours d'eau quelconques; — 2° Les procédés et modes de pêche qui, étant de nature à nuire au repeuplement des rivières, devront être prohibés; — 3° Les filets, engins et instrumens de pêche qui seront défendus comme étant aussi de nature à nuire au repeuplement des rivières; — 4° Les dimensions de ceux dont l'usage sera permis dans les divers départemens pour la pêche des différentes espèces de poissons; — 5° Les dimensions au dessous desquelles les poissons de certaines espèces qui seront désignées ne pourront être pêchés et devront être rejetés en rivière; — 6° Les espèces de poissons avec lesquelles il sera défendu d'appâter les hameçons, nasses, filets ou autres engins (1).

27. Quiconque se livrera à la pêche pendant les temps, saisons et heures prohibés par les ordonnances, sera puni d'une amende de trente à deux cents francs.

28. Une amende de trente à cent francs sera prononcée contre ceux qui feront usage, en quelque temps et en quelque fleuve, rivière, canal ou ruisseau que ce soit, de l'un des procédés ou modes de pêche ou de l'un des instrumens ou engins de pêche prohibés par les ordonnances. — Si le délit a eu lieu pendant le temps du frai, l'amende sera de soixante à deux cents francs.

29. Les mêmes peines sont prononcées contre ceux qui se serviront, pour une autre pêche, de filets permis seulement pour celle du poisson de petite espèce. — Ceux qui seront trouvés porteurs ou munis, hors de leur domicile, d'engins ou instrumens de pêche prohibés, pourront être condamnés à une amende qui n'excédera pas vingt francs, et à la confiscation des engins ou instrumens de pêche, à moins que ces engins ou instrumens ne soient destinés à la pêche dans des étangs ou réservoirs.

30. Quiconque pêchera, colportera ou débitera des poissons qui n'auront point les dimensions déterminées par les ordonnances, sera puni d'une amende de vingt à cinquante francs, et de la confiscation desdits poissons. Sont néanmoins exceptées de cette disposition les ventes de poisson provenant des étangs ou réservoirs. — Sont considérés comme des étangs ou réservoirs les fossés et canaux appartenant à des particuliers, dès que leurs eaux cessent naturellement de communiquer avec les rivières (2).

31. La même peine sera prononcée contre les pêcheurs qui appâteront leurs hameçons, nasses, filets ou autres engins, avec des poissons des espèces prohibées qui seront désignées par les ordonnances.

32. Les fermiers de la pêche et porteurs de licence, leurs associés, compagnons et gens à gages ne pourront faire usage d'aucun filet ou engin quel-

pas soumis aux peines prononcées par la loi du 15 avril 1829. Cass., 11 décembre 1834, *SIR.*, XXXV, 1, 374; *Bull. crim.*, XXXIX, 485.

(1) Voyez l'ordonnance réglementaire du 15—19 novembre 1830.

(2) Du poisson mis en vente et qui n'a pas les dimensions déterminées par les ordonnances doit être considéré comme du poisson pêché dans les rivières, tant qu'il n'est pas établi qu'il provient d'étangs ou de réservoirs; lors donc que ce poisson a été saisi pour contravention aux ordonnances, le prévenu ne peut être relaxé sous prétexte que le procès-verbal de saisie n'établit pas d'où provenait le poisson. Cass., 13 juin 1833, *SIR.*, XXXIII, 1, 775; *Bull. crim.*, XXXVIII, 296.

conque, qu'après qu'il aura été plombé ou marqué par les agens de l'administration de la police de la pêche. — La même obligation s'étendra à tous autres pêcheurs compris dans les limites de l'inscription maritime, pour les engins et filets dont ils feront usage dans les cours d'eau désignés par les paragraphes 1^{er} et 2 de l'article 1^{er} de la présente loi. — Les délinquans seront punis d'une amende de vingt francs pour chaque filet ou engin non plombé ou marqué.

33. Les contre-maitres, les employés du balisage et les mariniers qui fréquentent les fleuves, rivières et canaux navigables ou flottables, ne pourront avoir dans leurs bateaux ou équipages aucun filet ou engin de pêche, même non prohibé, sous peine d'une amende de cinquante francs et de la confiscation des filets. — A cet effet, ils seront tenus de souffrir la visite, sur leurs bateaux et équipages, des agens chargés de la police de la pêche, aux lieux où ils aborderont. — La même amende sera prononcée contre ceux qui s'opposeront à cette visite (1).

34. Les fermiers de la pêche et les porteurs de licences, et tous pêcheurs en général, dans les rivières et canaux désignés par les deux premiers paragraphes de l'article 1^{er} de la présente loi, seront tenus d'amener leurs bateaux, et de faire l'ouverture de leurs loges et hangars, bannetons, huches et autres réservoirs ou boutiques à poisson, sur leurs cantonnemens, à toute réquisition des agens et préposés de l'administration de la pêche, à l'effet de constater les contraventions qui pourraient être par eux commises aux dispositions de la présente loi. — Ceux qui s'opposeront à la visite ou refuseront l'ouverture de leurs boutiques à poisson, seront, pour ce seul fait, punis d'une amende de cinquante francs.

35. Les fermiers et porteurs de licences ne pourront user, sur les fleuves, rivières et canaux navigables, que du chemin de halage; sur les rivières et cours d'eau flottables, que du marche-pied. Ils traiteront de gré à gré avec les propriétaires riverains pour l'usage des terrains dont ils auront besoin pour retirer et assener leurs filets (2).

TITRE V. — *Des poursuites en réparation de délit.*

SECTION 1^{re}. — *Des poursuites exercées au nom de l'administration.*

36. Le gouvernement exerce la surveillance et la police de la pêche dans l'intérêt général. — En conséquence, les agens spéciaux par lui institués à cet effet, ainsi que les gardes champêtres, éclusiers des canaux et autres officiers de police judiciaire, sont tenus de constater les délits qui sont spécifiés au titre IV de la présente loi, en quelques lieux qu'ils soient commis; et lesdits agens spéciaux exerceront, conjointement avec les officiers du ministère public, toutes les poursuites et actions en réparation de ces délits.

(1) La prohibition faite par le présent article, aux mariniers qui fréquentent les rivières navigables, d'avoir dans leurs bateaux aucun filet ou engin de pêche, s'applique même au propriétaire d'un bateau portant un moulin constamment amarré sur une rivière navigable. Cass., 6 mars 1835, Sir., XXXV, 1, 569; Bull. crim., XL, 110. — Jugé encore que cette prohibition est générale, et s'applique à tous individus qui ne sont ni fermiers de la pêche, ni porteurs d'une licence. Cass., 19 février 1836, Sir., XXXVI, 1, 672; Bull. crim., XLI, 58.

(2) Tant que les travaux et appareils que la pêche à l'escaue exige ne s'étendent point au-delà du terrain réservé au marche-pied des rivières, les propriétaires riverains n'ont pas le droit d'en empêcher l'exercice. Arr. du cons., 20 novembre 1815, Sir., Jur. du cons., III, 151.

On ne peut assujétir le propriétaire d'une île située au milieu ou sur le bord d'une rivière navigable, à la servitude du marche-pied; et le fermier de la pêche doit se procurer à ses frais, auprès des propriétaires riverains, la jouissance des terrains excédant l'étendue réglée par la loi. Décis. du ministre des finances, 19 mars 1813, BAUDRILLART, III, 125.

— Les mêmes agens et gardes de l'administration, les gardes champêtres, les éclusiers, les officiers de police judiciaire, pourront constater également le délit spécifié en l'article 5, et ils transmettront leurs procès-verbaux au procureur du roi.

37. Les gardes-pêche nommés par l'administration sont assimilés aux gardes forestiers royaux.

38. Ils recherchent et constatent par procès-verbaux les délits dans l'arrondissement du tribunal près duquel ils sont assermentés.

39 (art. 161 du Code forestier). Ils sont autorisés à saisir les *filets et autres instrumens de pêche prohibés, ainsi que le poisson pêché en délit* (1).

40. Les gardes-pêche ne pourront, sous aucun prétexte, s'introduire dans les maisons et enclos y attendant pour la recherche des filets prohibés (2).

41. Les filets et engins de pêche qui auront été saisis comme prohibés ne pourront, dans aucun cas, être remis sous caution; ils seront déposés au greffe, et y demeureront jusqu'après le jugement, pour être ensuite détruits. — Les filets non prohibés dont la confiscation aurait été prononcée en exécution de l'article 5 seront vendus au profit du trésor. — En cas de refus, de la part des délinquans, de remettre immédiatement le filet déclaré prohibé après la sommation du garde-pêche, ils seront condamnés à une amende de cinquante francs.

42. Quant au poisson saisi pour cause de délit, il sera vendu sans délai dans la commune la plus voisine du lieu de la saisie, à son de trompe et aux enchères publiques, en vertu d'ordonnance du juge de paix ou de ses suppléans, si la vente a lieu dans un chef-lieu de canton, ou, dans le cas contraire, d'après l'autorisation du maire de la commune; ces ordonnances ou autorisations seront délivrées sur la requête des agens ou gardes qui auront opéré la saisie, et sur la présentation du procès-verbal régulièrement dressé et affirmé par eux. — Dans tous les cas, la vente aura lieu en présence du receveur des domaines, et, à défaut, du maire ou adjoint de la commune, ou du commissaire de police.

43. Les gardes-pêche ont le droit de requérir directement la force publique pour la répression des délits *en matière de pêche*, ainsi que pour la saisie des filets prohibés et du poisson *pêché en délit*.

44 (art. 165 du Code forestier). « Ils écriront eux-mêmes leurs procès-verbaux; ils les signeront, et les affirmeront, au plus tard, le lendemain de la clôture desdits procès-verbaux, par-devant le juge-de-paix du canton ou l'un de ses suppléans, ou par-devant le maire ou l'adjoint, soit de la commune de leur résidence, soit de celle où le délit a été commis ou constaté; le tout sous peine de nullité. — Toutefois, si, par suite d'un empêchement quelconque, le procès-verbal est seulement signé par le garde-pêche, mais non écrit en entier de sa main, l'officier public qui en recevra l'affirmation devra lui en donner préalablement lecture, et faire ensuite mention de cette formalité; le tout sous peine de nullité du procès-verbal (3). »

45 (art. 166 du Code forestier). « Les procès-verbaux dressés par les agens forestiers, les gardes généraux et les gardes à cheval, soit isolément, soit avec le concours des gardes-pêche royaux et des gardes champêtres, ne seront point soumis à l'affirmation. »

(1 et 2) Voyez l'art. 161 du Code forestier, et les notes.

(3) Voyez, sur cet article et les suivans, les articles correspondans du Code forestier, et les notes.

46. Dans le cas où le procès-verbal portera saisie, il en sera fait une expédition qui sera déposée dans les vingt-quatre heures au greffe de la justice de paix, pour qu'il en puisse être donné communication à ceux qui réclameraient les objets saisis. — Le délai ne courra que du moment de l'affirmation pour les procès-verbaux qui sont soumis à cette formalité.

47 (*art. 170 du Code forestier*). « Les procès-verbaux seront, sous peine de nullité, enregistrés dans les quatre jours qui suivront celui de l'affirmation, ou celui de la clôture du procès-verbal, s'il n'est pas sujet à l'affirmation. — L'enregistrement s'en fera en débet. »

48. Toutes les poursuites exercées en réparation de délits pour fait de pêche seront portées devant les tribunaux correctionnels.

49 (*art. 172 du Code forestier*). « L'acte de citation doit, à peine de nullité, contenir la copie du procès-verbal et de l'acte d'affirmation (1). »

50 (*art. 173 du Code forestier*). « Les gardes de l'administration chargés de la surveillance de la pêche pourront, dans les actions et poursuites exercées en son nom, faire toutes citations et significations d'exploits, sans pouvoir procéder aux saisies-exécutions. — Leurs rétributions pour les actes de ce genre seront taxées comme pour les actes faits par les huissiers des juges de paix. »

51 (*art. 174 du Code forestier*). « Les agens de cette administration ont le droit d'exposer l'affaire devant le tribunal, et sont entendus à l'appui de leurs conclusions. »

52. Les délits en matière de pêche seront prouvés, soit par procès-verbaux, soit par témoins, à défaut de procès-verbaux ou en cas d'insuffisance de ces actes.

53. Les procès-verbaux revêtus de toutes les formalités prescrites par les articles 44 et 47 ci-dessus, et qui sont dressés et signés par deux agens ou gardes-pêche, font preuve, jusqu'à inscription de faux, des faits matériels relatifs aux délits qu'ils constatent, quelles que soient les condamnations auxquelles ces délits peuvent donner lieu. — Il ne sera, en conséquence, admis aucune preuve outre ou contre le contenu de ces procès-verbaux, à moins qu'il n'existe une cause légale de récusation contre l'un des signataires.

54. Les procès-verbaux revêtus de toutes les formalités prescrites, mais qui ne seront dressés et signés que par un seul agent ou garde-pêche, feront de même preuve suffisante jusqu'à inscription de faux, mais seulement lorsque le délit n'entraînera pas une condamnation de plus de cinquante francs, tant pour amende que pour dommages-intérêts (2).

55 (*art. 178 du Code forestier*). « Les procès-verbaux qui, d'après les dispositions qui précèdent, ne font point foi et preuve suffisante jusqu'à inscription de faux, peuvent être corroborés et combattus par toutes les preuves légales, conformément à l'article 154 du Code d'instruction criminelle. »

56. Le prévenu qui voudra s'inscrire en faux contre le procès-verbal sera tenu d'en faire par écrit et en personne, ou par un fondé de pouvoir spé-

(1) La citation donnée aux prévenus est nulle si l'original n'énonce pas qu'il leur a été donné copie de l'acte d'affirmation des procès-verbaux constatant le délit : cette nullité étant substantielle, n'est pas couverte par la comparution du prévenu et par sa défense au fond : elle peut même être opposée en appel, encore que le prévenu en première instance eût déjà demandé la nullité de la citation par un autre motif : enfin, elle peut être prononcée d'office par le juge. Cass., 26 mai 1832, *Str.*, XXXII, 1, 780.

(2) Sur la foi due aux procès-verbaux des gardes, voyez l'art. 176 du Code forestier, et les notes étendues qui l'accompagnent.

cial par acte notarié, la déclaration au greffe du tribunal avant l'audience indiquée par la citation.— Cette déclaration sera reçue par le greffier du tribunal; elle sera signée par le prévenu ou son fondé de pouvoir; et dans le cas où il ne saurait ou ne pourrait signer, il en sera fait mention expresse. — Au jour indiqué pour l'audience, le tribunal donnera acte de la déclaration, et fixera un délai de huit jours au moins et de quinze jours au plus, pendant lequel le prévenu sera tenu de faire au greffe le dépôt des moyens de faux, et des noms, qualités et demeures des témoins qu'il voudra faire entendre.—A l'expiration de ce délai, et sans qu'il soit besoin d'une citation nouvelle, le tribunal admettra les moyens de faux, s'ils sont de nature à détruire l'effet du procès-verbal, et il sera procédé sur le faux conformément aux lois.— Dans le cas contraire, et faute par le prévenu d'avoir rempli toutes les formalités ci-dessus prescrites, le tribunal déclarera qu'il n'y a lieu à admettre les moyens de faux, et ordonnera qu'il soit passé outre au jugement.

57 (*art. 180 du Code forestier*). « Le prévenu contre lequel aura été rendu un jugement par défaut sera encore admissible à faire sa déclaration d'inscription de faux, pendant le délai qui lui est accordé par la loi pour se présenter à l'audience sur l'opposition par lui formée. »

58 (*art. 181 du Code forestier*). « Lorsqu'un procès-verbal sera rédigé contre plusieurs prévenus, et qu'un ou quelques uns d'entre eux seulement s'inscriront en faux, le procès-verbal continuera de faire foi à l'égard des autres, à moins que le fait sur lequel portera l'inscription de faux ne soit indivisible et commun aux autres prévenus. »

59. Si, dans une instance en réparation de délit, le prévenu excipe d'un droit de propriété ou tout autre droit réel, le tribunal saisi de la plainte statuera sur l'incident.— L'exception préjudicielle ne sera admise qu'autant qu'elle sera fondée, soit sur un titre apparent, soit sur des faits de possession équivalens, articulés avec précision, et si le titre produit ou les faits articulés sont de nature, dans le cas où ils seraient reconnus par l'autorité compétente, à ôter au fait qui sert de base aux poursuites tout caractère de délit.— Dans le cas de renvoi à fins civiles, le jugement fixera un bref délai dans lequel la partie qui aura élevé la question préjudicielle devra saisir les juges compétens de la connaissance du litige et justifier de ses diligences; sinon il sera passé outre. Toutefois, en cas de condamnation, il sera sursis à l'exécution du jugement sous le rapport de l'emprisonnement, s'il était prononcé; et le montant des amendes, restitutions et dommages-intérêts, sera versé à la caisse des dépôts et consignations, pour être remis à qui il sera ordonné par le tribunal, qui statuera sur le fond de droit.

60 (*art. 183 du Code forestier*). « Les agens de l'administration chargés de la surveillance de la pêche peuvent, en son nom, interjeter appel des jugemens et se pourvoir contre les arrêts et jugemens en dernier ressort; mais ils ne peuvent se désister de leurs appels sans son autorisation spéciale. »

61 (*art. 184 du Code forestier*). « Le droit attribué à l'administration et à ses agens de se pourvoir contre les jugemens et arrêts par appel ou par recours en cassation, est indépendant de la même faculté qui est accordée par la loi au ministère public, lequel peut toujours en user, même lorsque l'administration ou ses agens auraient acquiescé aux jugemens et arrêts. »

62. Les actions en réparation de délits en matière de pêche se prescrivent par un mois à compter du jour où les délits ont été constatés, lorsque les prévenus sont désignés dans les procès-verbaux. Dans le cas contraire, le délai de prescription est de trois mois, à compter du même jour.

63. Les dispositions de l'article précédent ne sont pas applicables aux délits

et malversations commis par les agens, préposés ou gardes de l'administration dans l'exercice de leurs fonctions; les délais de prescription à l'égard de ces préposés et de leurs complices seront les mêmes que ceux qui sont déterminés par le Code d'instruction criminelle.

64. Les dispositions du Code d'instruction criminelle sur les poursuites des délits, sur défauts, oppositions, jugemens, appels et recours en cassation, sont et demeurent applicables à la poursuite des délits spécifiés par la présente loi, sauf les modifications qui résultent du présent titre.

SECTION II. — Des poursuites exercées au nom et dans l'intérêt des fermiers de la pêche et des particuliers.

65. Les délits qui portent préjudice aux fermiers de la pêche, aux porteurs de licences et aux propriétaires riverains, seront constatés par leurs gardes, lesquels sont assimilés aux gardes-bois des particuliers.

66 (*art. 188 du Code forestier*). « Les procès-verbaux dressés par ces « gardes feront foi jusqu'à preuve contraire. »

67. Les poursuites et actions seront exercées au nom et à la diligence des parties intéressées.

68. Les dispositions contenues aux articles 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45, 46, 47, paragraphe 1^{er}; 49, 52, 59, 62 et 64 de la présente loi, sont applicables aux poursuites exercées au nom et dans l'intérêt des particuliers et des fermiers de la pêche, pour les délits commis à leur préjudice.

TITRE VI. — Des peines et condamnations.

69. Dans le cas de récidive, la peine sera toujours doublée.—Il y a récidive lorsque, dans les douze mois précédens, il a été rendu contre le délinquant un premier jugement pour délit en matière de pêche.

70. Les peines seront également doublées lorsque les délits auront été commis la nuit.

71 (*art. 202 du Code forestier*). « Dans tous les cas où il y aura lieu à ad- « juger des dommages intérêts, ils ne pourront être inférieurs à l'amende « simple prononcée par le jugement. »

72. Dans tous les cas prévus par la présente loi, si le préjudice causé n'excède pas vingt-cinq francs, et si les circonstances paraissent atténuantes, les tribunaux sont autorisés à réduire l'emprisonnement même au dessous de six jours, et l'amende même au dessous de seize francs : ils pourront aussi prononcer séparément l'une ou l'autre de ces peines, sans qu'en aucun cas elle puisse être au dessous des peines de simple police.

73 (*art. 204 du Code forestier*). « Les restitutions et dommages-intérêts « appartiennent aux fermiers, porteurs de licences et propriétaires rive- « rains, si le délit est commis à leur préjudice ; mais lorsque le délit a été « commis par eux-mêmes au détriment de l'intérêt général, ces dommages- « intérêts appartiennent à l'état. — Appartiennent également à l'état toutes « les amendes et confiscations. »

74. Les maris, pères, mères, tuteurs, fermiers et porteurs de licences, ainsi que tous propriétaires, maitres et commettans, seront civilement responsables des délits en matière de pêche commis par leurs femmes, enfans mineurs, pupilles, bateliers et compagnons, et tous autres subordonnés, sauf tout recours de droit. — Cette responsabilité sera réglée conformément à l'article 1384 du Code civil.

TITRE VII. — *De l'exécution des jugemens.*

SECTION I^{re}. — De l'exécution des jugemens rendus à la requête de l'administration ou du ministère public.

75 (*art. 209 du Code forestier*). « Les jugemens rendus à la requête de l'administration chargée de la police de la pêche, ou sur la poursuite du ministère public, seront signifiés par simple extrait qui contiendra le nom des parties et le dispositif du jugement. — Cette signification fera courir les délais de l'opposition et de l'appel des jugemens par défaut. »

76. Le recouvrement de toutes les amendes pour délits de pêche est confié aux receveurs de l'enregistrement et des domaines. Ces receveurs sont également chargés du recouvrement des restitutions, frais et dommages-intérêts résultant des jugemens rendus en matière de pêche.

77 (*art. 211 du Code forestier*). « Les jugemens portant condamnation à des amendes, restitutions, dommages-intérêts et frais, sont exécutoires par la voie de la contrainte par corps; et l'exécution pourra en être poursuivie cinq jours après un simple commandement fait aux condamnés. — En conséquence, et sur la demande du receveur de l'enregistrement et des domaines, le procureur du roi adressera les réquisitions nécessaires aux agens de la force publique chargés de l'exécution des mandemens de justice. »

78 (*art. 212 du Code forestier*). « Les individus contre lesquels la contrainte par corps aura été prononcée pour raison des amendes et autres condamnations et réparations pécuniaires, subiront l'effet de cette contrainte jusqu'à ce qu'ils aient payé le montant desdites condamnations, ou fourni une caution admise par le receveur des domaines, ou, en cas de contestation de sa part, déclarée bonne et valable par le tribunal de l'arrondissement. »

79 (*art. 213 du Code forestier*). « Néanmoins, les condamnés qui justifient de leur insolvabilité, suivant le mode prescrit par l'article 420 du Code d'instruction criminelle, seront mis en liberté après avoir subi quinze jours de détention, lorsque l'amende et les autres condamnations pécuniaires n'excéderont pas quinze francs. — La détention ne cessera qu'au bout d'un mois, lorsque les condamnations s'élèveront ensemble de quinze à cinquante francs. — Elle ne durera que deux mois, quelle que soit la quotité desdites condamnations. — En cas de récidive, la durée de la détention sera double de ce qu'elle eût été sans cette circonstance. »

80 (*art. 214 du Code forestier*). « Dans tous les cas, la détention employée comme moyen de contrainte est indépendante de la peine d'emprisonnement prononcée contre les condamnés pour tous les cas où la loi l'inflige. »

SECTION II. — De l'exécution des jugemens rendus dans l'intérêt des fermiers de la pêche et des particuliers.

81. Les jugemens contenant des condamnations en faveur des fermiers de la pêche, des porteurs de licence et des particuliers, pour réparation des délits commis à leur préjudice, seront, à leur diligence, signifiés et exécutés suivant les mêmes formes et voies de contrainte que les jugemens rendus à la requête de l'administration chargée de la surveillance de la pêche. — Le recouvrement des amendes prononcées par les mêmes jugemens sera opéré par les receveurs de l'enregistrement et des domaines.

82. La mise en liberté des condamnés détenus par voie de contrainte par corps, à la requête et dans l'intérêt des particuliers ne pourra être accordée,

en vertu des articles 78 et 79, qu'autant que la validité des cautions ou la solvabilité des condamnés aura été, en cas de contestation de la part desdits propriétaires, jugée contradictoirement entre eux.

TITRE VIII. — *Dispositions générales.*

83. Sont et demeurent abrogés toutes lois, ordonnances, édits et déclarations, arrêts du conseil, arrêts et décrets, et tous réglemens intervenus, à quelque époque que ce soit, sur les matières réglées par la présente loi en tout ce qui concerne la pêche. — Mais les droits acquis antérieurement à la présente loi seront jugés, en cas de contestation, d'après les lois existant avant sa promulgation (1).

Dispositions transitoires.

84. Les prohibitions portées par les articles 6, 8 et 10, et la prohibition de pêcher à autres heures que depuis le lever du soleil jusqu'à son coucher, portée par l'article 5 du titre XXXI de l'ordonnance de 1669, continueront à être exécutées jusqu'à la promulgation des ordonnances royales qui, aux termes de l'article 26 de la présente loi, détermineront les temps où la pêche sera interdite dans tous les cours d'eau, ainsi que les filets et instrumens de pêche dont l'usage sera prohibé (2). — Toutefois, les contraventions aux articles ci-dessus énoncés de l'ordonnance de 1669 seront punies conformément aux dispositions de la présente loi, ainsi que tous les délits qui y sont prévus, à dater de sa publication.

N° 103. = 15—24 avril 1829. = **LOIS** qui autorisent les villes de Saint-Germain-en-Laye, d'Arles et de Poitiers, à faire des emprunts, et les départemens des Côtes-du-Nord, du Cher, de l'Isère, de la Mayenne, de la Seine-Inférieure et de Tarn-et-Garonne, à s'imposer extraordinairement pour subvenir à des dépenses locales ou départementales. (VIII, Bull. CCLXXXVI, n° 10959.)

N° 104. = 15—28 avril 1829. = **ORDONNANCE** du roi portant répartition du centime du fonds de non-valeurs mis à la disposition du ministre des finances par la loi du 17—21 août 1828. (VIII, Bull. CCLXXXVII, n° 10989.)

N° 105. = 15 avril—1^{er} mai 1829. = **ORDONNANCE** du roi relative à une nouvelle fixation du tarif des bateaux de poste sur le canal du Midi. (VIII, Bull. CCLXXXVIII, n° 11010.)

Charles, ... — Sur le rapport de notre ministre de l'intérieur; — Vu l'offre faite par la compagnie propriétaire du canal du Midi de faire les dispositions nécessaires pour que le trajet de Toulouse à Béziers, par les bateaux

(1) Le fait d'être trouvé saisi d'engins prohibés n'est point puni par la présente loi : l'art. 25^o tit. XXXI de l'ordonnance de 1669, a été abrogé en ce point par le présent article. Pau, 24 décembre 1829, SIREY, XXX, 2, 230.

La possession, même immémoriale, ne peut servir de fondement au droit de pêche sur une rivière navigable, qu'autant que cette possession serait prouvée avoir été acquise avant l'édit de 1566. Cass., 9 novembre 1836, SIREY, XXXVI, 1, 808.

(2) Avant la nouvelle loi sur la pêche fluviale, comme depuis, la contravention à la défense de pêcher pendant la nuit dans les rivières navigables ou flottables, même de la part de ceux qui avaient droit de pêche, a dû être punie d'une amende, bien que la disposition prohibitive de l'ordonnance de 1669 ne prononçât pas cette peine. Cass., 29 août 1829, SIREY, XXIX, 1, 419; Bull. crim., XXXIV, 514.

deposte, qui ne se fait maintenant qu'en quatre jours, s'effectue, à dater du 1^{er} mai prochain, en trente-six heures, moyennant l'élévation à vingt-cinq centimes, y compris le décime de guerre, du prix de quinze centimes actuellement fixé pour toutes les personnes voyageant par lesdits bateaux de poste; —Vu l'édit du 24 octobre 1666 et les articles 2 et 3 de la loi du 12 octobre 1796 (21 vendémiaire an 5);—Considérant que cette amélioration dans le service des bateaux de poste occasionnera des dépenses considérables à la compagnie, et que l'augmentation demandée est suffisamment justifiée par les avantages qui résulteront, pour les voyageurs, d'un transport plus accéléré; —Notre conseil d'état entendu,—Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1^{er}. A dater du 1^{er} mai prochain, le prix de quinze centimes, actuellement établi pour toute personne voyageant sur les bateaux de poste du canal du Midi, sera porté à vingt-cinq centimes pour chaque personne et par distance de cinq kilomètres, y compris tous droits de navigation, transport, dixième, et dixième du dixième de guerre. — Il ne sera payé que moitié de ce prix par les militaires et matelots en activité de service.

2. A dater de la même époque, et en raison de ladite augmentation, la compagnie sera tenue de prendre les mesures nécessaires pour que le trajet de Toulouse à Béziers s'effectue, hors le cas de force majeure, en trente-six heures au plus.

3. Dans le cas de la suppression de tout ou partie du dixième et dixième du dixième de guerre, le prix de vingt-cinq centimes réglé par la présente ordonnance sera réduit de toute la portion desdits droits de décime de guerre qui serait supprimée.

4. Les personnes voyageant sur d'autres bateaux que ceux de poste continueront à n'être assujéties qu'au prix de quinze centimes actuellement établi.

N^o 106. = 15 avril—1^{er} mai 1829. = **ORDONNANCES** du roi qui maintiennent les abattoirs publics existant à Colomiers et à Blagnac, département de la Haute-Garonne. (VIII, Bull. CCLXXXVIII, n^{os} 11012 et 11013.)

N^o 107. = 15 avril—21 mai 1829. = **ORDONNANCE** du roi portant approbation du règlement de la société asiatique. (VIII, Bull. CCXC, n^o 11064.)

Charles, . . . — Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur; — Vu l'avis du comité de l'intérieur de notre conseil d'état, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit : — Le règlement de la société asiatique, joint à la présente ordonnance, est approuvé; et ladite société est déclarée apte à posséder, acquérir, recevoir des donations et legs, enfin à agir dans son intérêt comme un des établissemens publics auxquels s'applique l'article 910 du Code civil, sans néanmoins que ses membres doivent, par suite de cette approbation, être inscrits à ce titre sur la seconde partie de la liste du jury.

(Suit le règlement.)

N^o 108. = 19—28 avril 1829. = **LOI** sur les tabacs (1). (VIII, Bull. CCLXXXVII, n^o 10987.)

Le titre V de la loi du 28 avril 1816, qui attribue exclusivement à la régie

(1) Voyez, sur les tabacs, le décret du 20—27 mars 1791, et les notes qui résument la législation de la matière.

Voyez aussi la loi du 12—18 février 1835.

des contributions indirectes l'achat, la fabrication et la vente du tabac dans toute l'étendue du royaume, et dont l'effet avait été continué par la loi du 17 juin 1824 jusqu'au 1^{er} janvier 1831, est de nouveau prorogé jusqu'au 1^{er} janvier 1837.

N^o 109. = 23 avril—21 mai 1829. = *ORDONNANCE du roi qui approuve l'adjudication de la construction d'un pont suspendu sur le Lot, à la Madeleine, et qui contient le tarif des droits de péage que les concessionnaires sont autorisés à percevoir.* (VIII, Bull. CCXC, n^o 11065.)

N^o 110. = 26 avril—21 mai 1829. = *ORDONNANCE du roi qui rend exécutoire dans les établissemens français d'outre-mer la loi du 10—11 avril 1825, ayant pour objet la sûreté de la navigation et du commerce maritime* (1). (VIII, Bull. CCXC, n^o 11062.)

Charles, . . . — Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état de la marine et des colonies, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit : — La loi du 10 avril 1825, ayant pour objet la sûreté de la navigation et du commerce maritime, sera exécutée dans nos établissemens d'outre-mer.

N^o 111. = 26 avril—16 juillet 1829. = *ORDONNANCE du roi portant autorisation de la société anonyme formée à Paris, sous la dénomination de Compagnie du chemin de fer de la Loire, et approbation de ses statuts.* (VIII, Bull. CCCI bis, n^o 1.)

N^o 112. = 29 avril—14 mai 1829. = *ORDONNANCE du roi portant que le chef-lieu de la justice de paix du canton de Ponthou, département du Finistère, sera transféré à Plouigneau, commune du même canton.* (VIII, Bull. CCLXXXIX, n^o 11048.)

N^o 113. = 29 avril—27 mai 1829. = *ORDONNANCE du roi portant autorisation d'importer, à dater du 1^{er} juillet 1829, dans le port du Marin à la Martinique, les denrées et marchandises étrangères énumérées dans les tableaux annexés à l'ordonnance du 5—22 février 1826* (2). (VIII, Bull. CCXCI, n^o 11097.)

Charles, . . . — Vu notre ordonnance du 5 février 1826, portant autorisation d'importer, par navires nationaux et étrangers, dans les îles de la Martinique et de la Guadeloupe, certaines denrées et marchandises étrangères; — Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état de la marine et des colonies, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1^{er}. A dater du 1^{er} juillet prochain, il sera permis aux navires, soit nationaux, soit étrangers, d'importer dans le port du Marin à la Martinique les denrées et marchandises étrangères énumérées dans les tableaux annexés sous les numéros 1 et 2 à notre ordonnance du 5 février 1826.

2. Les diverses dispositions de ladite ordonnance seront exécutées dans le port du Marin de la même manière qu'elles le sont dans ceux du Fort-Royal, de Saint-Pierre et de la Trinité à la Martinique, dans ceux de la Basse-Terre,

(1) C'est la loi contre la piraterie et la baraterie: voyez cette loi, et les notes.

(2) Voyez, dans le § 1^{er} de la deuxième partie des notes qui accompagnent la loi du 12 nivose an 6 (1^{er} janvier 1798), le résumé des réglemens concernant le commerce de la Martinique avec l'étranger.

de la Pointe-à-Pitre et du Moule à la Guadeloupe, et dans celui du Grand-Bourg à Marie-Galante.

N° 114. = 6 mai—12 juin 1829. = **ORDONNANCE** du roi portant approbation des nouveaux statuts adoptés pour la société d'assurance mutuelle contre la grêle, établie à Nancy. (VIII, Bull. CCXCIV bis, n° 2.)

Charles, . . . — Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état du commerce et des manufactures; — Vu les ordonnances royales des 30 mai 1821, 24 mai 1826 et 15 août 1827, portant approbation des statuts de la société d'assurance mutuelle contre la grêle, formée à Nancy pour les départemens de la Meurthe, de la Moselle, des Vosges, de la Haute-Marne, de la Meuse, du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et des Ardennes; — Vu la délibération du conseil général de la société, du 10 décembre 1827, établissant que les sociétés, sans exception, ont souscrit individuellement la clause qui a été ajoutée aux actes d'adhésion, et par laquelle les conseils de la société ont reçu les pouvoirs nécessaires pour modifier, comme ils le jugeront convenable aux intérêts de l'établissement, les divers articles des statuts; — Vu les nouveaux statuts adoptés par la compagnie dans la délibération précitée et soumis à notre approbation; — Vu la délibération postérieure du conseil général, du 19 janvier dernier, modifiant quelques unes des dispositions des nouveaux statuts présentés, et autorisant le directeur de la compagnie à consentir toutes autres modifications, le cas échéant; — Notre conseil d'état entendu, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1^{er}. Les nouveaux statuts présentés par la société d'assurance mutuelle contre la grêle, autorisée à Nancy, pour être substitués aux anciens statuts homologués par ordonnances royales des 30 mai 1821, 24 mai 1826 et 15 août 1827, sont approuvés tels qu'ils sont contenus dans l'acte passé, le 2 de ce mois, par devant *Lehon* et son collègue, notaires à Paris; ledit acte restera annexé à la présente ordonnance.

2. Nous nous réservons de révoquer notre autorisation en cas de violation ou de non-exécution des statuts approuvés, sans préjudice des dommages-intérêts des tiers.

3. La société reste d'ailleurs soumise aux dispositions de l'ordonnance royale qui l'a autorisée.

(*Suivent les statuts.*)

N° 115. = 10 mai 1829. = **RAPPORT** au roi sur les routes (1). (Moniteur du 16 mai 1829.)

N° 116. = 10—27 mai 1829. = **ORDONNANCE** du roi relative à la distribution des fonds affectés aux travaux des ponts et chaussées, et au mode d'adjudication de ces travaux (2). (VIII, Bull. CCXCI, n° 11098.)

TITRE 1^{er}. — Distribution des fonds.

Art. 1^{er}. Les fonds portés sur le budget du ministère de l'intérieur, section des ponts et chaussées, pour les travaux, — 1° Des routes royales et ponts, — 2° De navigation, bacs, canaux, quais, — 3° De ports maritimes

(1) Voyez l'ordonnance qui suit.

(2) Voyez le décret du 31 décembre 1790—19 janvier 1791, concernant l'organisation des ponts et chaussées, et les notes qui résument toute la législation de la matière.

Voyez aussi le décret du 16 décembre 1811, et l'ordonnance du 19 octobre—16 novembre 1830, relative au personnel du service des ponts et chaussées.

de commerce, seront divisés, dans chacun de ces trois chapitres, en deux catégories spéciales : l'une, concernant les travaux d'entretien et de réparations ordinaires; l'autre, les travaux neufs et de grosses réparations.

2. La répartition par département, et la sous-répartition dans chaque département, des fonds affectés aux travaux neufs et aux grosses réparations, continueront, comme par le passé, d'être réglées par le directeur général des ponts et chaussées.

3. Quant aux fonds affectés aux travaux d'entretien et de réparations ordinaires, la répartition par département sera seule arrêtée par le directeur général des ponts et chaussées; et dans chaque département, la sous-répartition, suivant les besoins particuliers, sera faite dans un conseil local présidé par le préfet, et composé de l'inspecteur divisionnaire, de l'ingénieur en chef, et de deux membres du conseil général du département que désignera, chaque année, notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur.—Les ingénieurs ordinaires seront admis dans ce conseil, mais seulement avec voix consultative. — La sous-répartition ainsi arrêtée sera définitive. Une copie en sera transmise au directeur général des ponts et chaussées.

TITRE II. — Approbation des projets, exécution des travaux.

4. Les travaux d'entretien et de réparations ordinaires dépendant de l'administration des ponts et chaussées seront exécutés dans chaque département sous la direction des ingénieurs et sous l'autorité du préfet.—En conséquence, pour cette partie du service, le préfet approuvera les projets, passera les adjudications, et l'administration centrale n'aura plus à exercer qu'une haute surveillance. — Ces travaux resteront soumis néanmoins à toutes les formes établies pour la comptabilité de l'administration des ponts et chaussées. Le compte en sera présenté chaque année par le préfet au conseil local, et une copie de ce compte, avec le procès-verbal de la délibération dont il aura été l'objet, sera transmise au directeur général des ponts et chaussées.

5. Le préfet pourra désigner un certain nombre de commissaires voyers, qui seront chargés de concourir avec les ingénieurs et les autres agents des ponts et chaussées à la surveillance des travaux d'entretien des routes.

6. Les fonctions des commissaires voyers seront gratuites. Des instructions particulières de la direction générale régleront les attributions de ces commissaires et leurs rapports avec les ingénieurs, conducteurs et autres agents des ponts et chaussées.

7. Les projets de travaux neufs et de grosses réparations seront, comme par le passé, soumis à l'approbation du directeur général des ponts et chaussées; mais, lorsque l'estimation n'excédera pas cinq mille francs, ils pourront être approuvés immédiatement par le préfet, sur la proposition de l'ingénieur en chef. Toutefois l'exécution n'en pourra avoir lieu qu'autant que les fonds auront été crédités.

8. A l'avenir, aucune route nouvelle au compte de l'état, aucun pont d'un grand débouché, aucun ouvrage neuf d'une grande dimension sur le bord d'un torrent ou d'une rivière, ou dans un port maritime de commerce, ne sera entrepris sans que la proposition en ait été préalablement soumise à des enquêtes dont les formes seront déterminées dans chaque cas particulier, suivant l'importance des travaux et leur influence probable. — Il sera statué par une ordonnance spéciale sur la forme des enquêtes qui devront précéder toute entreprise de canal ou de navigation.

TITRE III. — Formes à suivre dans l'adjudication des travaux.

9. Les adjudications relatives aux travaux dépendant de l'administration

des ponts et chaussées auront lieu à l'avenir sur un seul concours et par voie de soumissions cachetées. — Le délai du concours sera au moins d'un mois. Toutefois il pourra être réduit dans les cas d'urgence, et avec l'autorisation du directeur général des ponts et chaussées.

10. Nul ne sera admis à concourir s'il n'a les qualités requises pour entreprendre les travaux et en garantir le succès; à cet effet, chaque concurrent sera tenu de fournir un certificat constatant sa capacité, et de présenter un acte régulier ou au moins une promesse valable de cautionnement. Ce certificat et cet acte ou cette promesse seront joints à la soumission; mais celle-ci sera placée sous un second cachet. — Il ne sera pas exigé de certificat de capacité pour la fourniture des matériaux destinés à l'entretien des routes, ni pour les travaux de terrassement dont l'estimation ne s'élèvera pas à plus de quinze mille francs.

11. Les paquets seront reçus cachetés par le préfet, le conseil de préfecture assemblé, en présence de l'ingénieur en chef. Ils seront immédiatement rangés sur le bureau, et recevront un numéro dans l'ordre de leur présentation.

12. A l'instant fixé pour l'ouverture des paquets, le premier cachet sera rompu publiquement, et il sera dressé un état des pièces contenues sous ce premier cachet. L'état dressé, les concurrens se retireront de la salle de l'adjudication, et le préfet, après avoir consulté les membres du conseil de préfecture et l'ingénieur en chef, arrêtera la liste des concurrens agréés.

13. Immédiatement après, la séance redeviendra publique; le préfet annoncera sa décision. Les soumissions seront alors ouvertes publiquement, et le soumissionnaire qui aura fait l'offre d'exécuter les travaux aux conditions les plus avantageuses sera déclaré adjudicataire.

14. Néanmoins, si les prix de la soumission excédaient ceux du projet approuvé, le préfet surseoirait à l'adjudication; il en rendrait compte au directeur général des ponts et chaussées, qui lui transmettrait des instructions conformes aux circonstances.

15. Lorsqu'un certificat de capacité n'aura pas été admis, la soumission qui l'accompagnera ne sera pas ouverte.

16. Toute soumission qui ne sera pas exactement conforme au modèle adopté sera réputée nulle et non avenue.

17. Il sera dressé pour chaque adjudication un procès-verbal de toutes les opérations ci-dessus indiquées. — Une copie de ce procès-verbal sera transmise immédiatement, avec les pièces qui devront l'accompagner, au directeur général des ponts et chaussées, dont l'approbation sera nécessaire pour rendre l'adjudication valable et définitive. — Toutefois, ainsi qu'il a été dit ci-dessus, les adjudications relatives aux travaux d'entretien et de réparations ordinaires deviendront valables et définitives par la seule approbation du préfet.

18. Nonobstant les dispositions qui précèdent, et lorsque la dépense des travaux n'excédera pas cinq mille francs, le préfet pourra, dans les cas urgents, recevoir des soumissions isolées et sans concours.

19. Dans certaines circonstances, et lorsqu'il ne s'agira que de travaux d'entretien ou de réparations ordinaires, ou de travaux neufs dont la dépense n'excédera pas quinze mille francs, le préfet pourra déléguer au sous-préfet la faculté de passer l'adjudication au chef-lieu de la sous-préfecture. Le sous-préfet suivra les formes et les dispositions ci-dessus indiquées: il sera assisté du maire du chef-lieu de la sous-préfecture, de deux membres du conseil d'arrondissement, et d'un ingénieur ordinaire.

20. Le montant du cautionnement n'excédera pas le trentième de l'estimation des travaux, déduction faite de toutes les sommes portées à valoir pour cas imprévus, indemnités de terrains, ouvrages en régie. — Ce cautionnement sera mobilier ou immobilier, à la volonté des soumissionnaires. Les valeurs mobilières ne pourront être que des effets publics ayant cours sur la place.

N° 117. = 13 mai — 1^{er} juin 1829. = **ORDONNANCE** du roi portant que les créanciers particuliers des entrepreneurs et adjudicataires de travaux publics dans les colonies ne peuvent faire aucune saisie-arrêt ni opposition, entre les mains des trésoriers, sur les fonds destinés à solder lesdits travaux (1). (VIII, Bull. CCXCII, n° 11156.)

Charles, . . . — Vu le décret du 26 pluviôse an 2 (14 février 1794); — Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de la marine et des colonies, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1^{er}. Les créanciers particuliers des entrepreneurs et adjudicataires de travaux publics dans nos colonies ne peuvent faire aucune saisie-arrêt ni opposition, entre les mains des trésoriers, sur les fonds destinés à solder lesdits travaux.

2. Ne sont comprises dans les dispositions de l'article précédent, ni les créances provenant du salaire des ouvriers employés par lesdits entrepreneurs ou adjudicataires, ni les sommes dues pour fournitures de matériaux et autres objets servant à la construction des ouvrages.

3. Après la réception des ouvrages, et après l'acquittement des sommes mentionnées en l'article précédent, les créanciers particuliers pourront faire valoir leurs droits sur les fonds qui resteraient dus aux entrepreneurs.

N° 118. = 13 mai 1829 — 21 décembre 1833. = **ORDONNANCE** du roi relative au nombre et au traitement des inspecteurs généraux des haras, et à la circonscription des arrondissemens d'inspection (2). (IX, ordonn., 1^{re} sect., Bull. CCLXXV, n° 5101.)

Charles, . . . — Vu nos ordonnances des 16 janvier 1825, 12 novembre et 10 décembre 1828; — Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1^{er}. La place d'inspecteur général des haras, actuellement vacante, est supprimée. Le deuxième arrondissement d'inspection sera réparti, par notre ministre de l'intérieur, entre les troisième, quatrième et cinquième arrondissemens.

2. Le nombre des inspecteurs généraux des haras sera réduit à six lors de la première vacance. A cette époque, la circonscription des six arrondissemens sera établie conformément au tableau ci-annexé.

3. Le traitement des inspecteurs généraux est fixé à six mille francs. Ceux de ces inspecteurs qui jouissent d'une indemnité de trois mille francs, en vertu de l'article 10 de notre ordonnance du 16 janvier 1825, ne

(1) Voyez le décret du 26 pluviôse — 28 ventose an 2 (14 février — 18 mars 1794); ceux des 13 juin et 12 décembre 1806, concernant les sous-traitans des services de la guerre; et enfin l'avis du cons. d'état du 11 juin 1810.

(2) Voyez la loi du 2 germinal an 3 (22 mars 1795), et les notes qui l'accompagnent; et surtout l'ordonnance du 10 — 21 décembre 1833, portant réorganisation de l'administration des haras: cette ordonnance n'abroge, par son art. 23, que les réglemens antérieurs qui lui sont contraires.

recevront à l'avenir que deux mille francs à titre de supplément de traitement.

Tableau des haras et dépôts.

CIRCONSCRIPTION DES ARRONDISSEMENTS.

Premier arrondissement.

Etablissements : Le Pin, Le Bec, Saint-Lô, Abbeville, Braisne. — Départemens : Orne, Sarthe, Eure-et-Loir, Seine, Seine-et-Oise, Calvados, Eure, Seine-Inférieure, Manche, Somme, Nord, Pas-de-Calais, Oise, Aisne, Ardennes.

Deuxième arrondissement.

Etablissements : Rosières, Montiérender, Auxerre, Strasbourg, Besançon. — Départemens : Meurthe, Meuse, Moselle, Vosges, Haute-Marne, Marne, Aube, Yonne, Seine-et-Marne, Haut-Rhin, Bas-Rhin, Doubs, Jura, Haute-Saône.

Troisième arrondissement.

Etablissements : Langonnet, Lamballe, Angers, Saint-Maixent, Saint-Jean-d'Angely. — Départemens : Morbihan, Finistère, Côtes-du-Nord, Ille-et-Vilaine, Maine-et-Loire, Mayenne, Loire-Inférieure, Deux-Sèvres, Vendée, Vienne, Charente, Charente-Inférieure.

Quatrième arrondissement.

Etablissements : Blois, Corbigny, Cluny, Pompadour. — Départemens : Loir-et-Cher, Indre, Indre-et-Loire, Loiret, Nièvre, Cher, Allier, Saône-et-Loire, Ain, Côte-d'Or, Rhône, Corrèze, Haute-Vienne, Creuse.

Cinquième arrondissement.

Etablissements : Libourne, Villeneuve, Pau, Tarbes, Perpignan. — Départemens : Gironde, Dordogne, Lot-et-Garonne, Tarn-et-Garonne, Basses-Pyrénées, Landes, Hautes-Pyrénées, Gers, Haute-Garonne, Pyrénées-Orientales, Ariège, Aude.

Sixième arrondissement.

Etablissements : Parentignac, Grenoble, Aurillac, Rodez, Arles. — Départemens : Puy-de-Dôme, Loire, Haute-Loire, Isère, Drôme, Ardèche, Hautes-Alpes, Cantal, Lot, Aveyron, Tarn, Lozère, Hérault, Bouches-du-Rhône, Var, Basses-Alpes, Gard, Vaucluse.

N° 119. = 20 mai—4 juin 1829. = **ORDONNANCE** du roi portant réunion de plusieurs communes du département de l'Aveyron. (VIII, Bull. CCXCIII, n° 11182.)

N° 120. = 20 mai—4 juin 1829. = **ORDONNANCE** du roi qui autorise la ville de Mulhausen (Haut-Rhin) à établir un abattoir public. (VIII, Bull. CCXCIII, n° 11183.)

N° 121. = 20 mai—16 juillet 1829. = **ORDONNANCE** du roi portant autorisation de la société formée à Paris sous le titre d'Association mutuelle pour la propagation des mérinos en France, et approbation de ses statuts. (VIII, Bull. CCCI bis, n° 2.)

N° 122. = 20 mai—16 juillet 1829. = **ORDONNANCE** du roi qui approuve quelques modifications aux statuts de la compagnie des houillères et fonderies de l'Aveyron. (VIII, Bull. CCCI bis, n° 3.)

N° 123. = 24—27 mai 1829. = *ORDONNANCE du roi portant réduction du cadre des officiers généraux de l'armée de terre* (1). (VIII, Bull. CCXCI, n° 11096.)

Charles, ...—Vu l'avis du conseil supérieur de la guerre;—Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état de la guerre, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1^{er}. Le nombre des maréchaux de France ne pourra s'élever au dessus de douze.

2. Le nombre des officiers généraux de notre armée de terre est fixé ainsi qu'il suit : —Cent lieutenans-généraux, — Deux cents maréchaux-de-camp.

3. Jusqu'à ce que le nombre des officiers généraux soit réduit à celui fixé par l'article 2, il ne pourra être pourvu qu'au tiers des vacances du grade de lieutenant général et à la moitié des vacances du grade de maréchal-de-camp.

4. Les ordonnances des 22 juillet et 2 août 1818, celles du 26 janvier 1820 et du 1^{er} décembre 1824, sont abrogées en ce qui est contraire à la présente ordonnance.

N° 124. = 24 mai—16 juillet 1829. = *ORDONNANCE du roi portant autorisation de la société d'assurances mutuelles contre la grêle, formée à Valence pour les départemens de la Drôme, de l'Isère, de l'Ardèche, de la Vaucluse et du Gard*. (VIII, Bull. CCCI bis, n° 4.)

Charles, ... — Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état du commerce et des manufactures ; — Notre conseil d'état entendu, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1^{er}. La société d'assurances mutuelles contre la grêle, formée à Valence, département de la Drôme, pour les départemens de la Drôme, l'Isère, l'Ardèche, Vaucluse et le Gard, par acte passé, le 9 mars 1829, par-devant Rolland et son collègue, notaires en ladite ville, est autorisée; sont approuvés, sous la réserve exprimée en l'article suivant, les statuts contenus audit acte, qui restera annexé à la présente ordonnance.

2. N'est point compris dans notre autorisation le troisième paragraphe de l'article 73 des statuts relatifs à l'application facultative du fonds de prévoyance au paiement des déficits des années antérieures.

3. Nous nous réservons de révoquer notre approbation en cas de violation ou de non-exécution des statuts, sans préjudice des dommages-intérêts des tiers.

4. La société sera tenue de remettre, tous les six mois, extrait de son état de situation aux préfets des départemens de la Drôme, l'Isère, l'Ardèche, Vaucluse et le Gard, et au greffe du tribunal de première instance de Valence; pareil extrait sera adressé au ministre du commerce et des manufactures.

(*Suivent les statuts.*)

N° 125. = 28 mai—4 juin 1829. = *Loi relative à la dotation de l'ancien sénat* (2). (VIII, Bull. CCXCIII, n° 11180.)

Art. 1^{er}. Les pensions montant à deux millions cent quatre-vingt-six

(1) Voyez, sur cet objet, l'ordonnance du 6—20 mai 1818, et les notes; et celle du 27 juillet—13 août 1835, qui a organisé en dernier lieu le cadre de l'état-major général de l'armée sur de nouvelles bases.

(2) Voyez, dans les notes qui accompagnent le tit. II de la constitution du 22 frimaire an 8 (13 décembre 1799), le résumé de la législation concernant la dotation du sénat.

Voyez aussi l'art. 5 de la loi du 21—28 avril 1832, sur le budget des dépenses, qui abroge plusieurs dispositions de la présente loi,

mille cinq cents francs, que le roi a accordées à des pairs, ou dont jouissent d'anciens sénateurs, en vertu de l'ordonnance du 4 juin 1814, ainsi que celles dont jouissent des veuves de pairs et de sénateurs, montant à quatre cent cinquante-six mille cinq cents francs, seront inscrites au livre des pensions, avec jouissance du 22 décembre 1829.—Seront également inscrites au livre des pensions celles qui pourront être accordées en cas de viduité, conformément à l'ordonnance du 4 juin 1814, aux femmes de sénateurs actuellement existans. — Les dispositions stipulées par l'article 27 de la loi du 25 mars 1817 ne sont pas applicables à ces pensions.

2. Les pensions dont jouissent les pairs de France désignés en l'article précédent pourront être transmises, jusqu'à concurrence de dix mille francs chacune, par ordre de primogéniture, en ligne directe, masculine et légitime, à leur premier successeur seulement, sans toutefois que ceux dont les deux prédécesseurs auront joui d'une pension puissent y prétendre.

3. Le successeur à la pairie qui voudra réclamer la transmission de la pension en fera, dans les six mois de l'ouverture du droit à la pairie, la demande par écrit, adressée au président de la chambre des pairs, en affirmant que sa fortune personnelle ne s'élève pas à trente mille francs de revenu net. — Sur cette demande, le successeur à la pairie sera envoyé en possession de la pension.

4. L'ordonnance royale qui interviendra sera insérée au Bulletin des lois.

5. Un fonds permanent, qui ne pourra excéder cent vingt mille francs par an, est affecté aux pensions que le roi a accordées ou accordera à des ecclésiastiques nommés pairs. — Les ordonnances constitutives de ces pensions seront insérées au Bulletin des lois.

6. A l'avenir, les ecclésiastiques qui seront nommés pairs ne pourront obtenir une pension sur le fonds permanent de cent vingt mille francs alloués par l'article précédent, qu'en déclarant qu'ils n'ont pas un revenu net de trente mille francs, tant de leur fortune personnelle que de leurs traitemens comme membres du clergé. — L'ordonnance constitutive de la pension fera mention de cette déclaration.

7. Les immeubles provenant de la dotation du sénat et des sénatoreries seront remis, à dater du 1^{er} janvier 1830, à l'administration des domaines. Cette administration recevra à la même époque le compte de l'actif et du passif de la caisse de la dotation, et fera verser au trésor royal la somme qui sera restée sans emploi.

8. La rente d'un million trois cent trente mille huit cent dix-huit francs, inscrite au grand livre de la dette publique au nom du sénat, sera annulée à compter du 22 septembre 1829.

9. Les deux millions restant des quatre millions attribués à la dotation du sénat par l'article 77 de l'acte du 14 nivôse an 11 (4 janvier 1803) cesseront d'être portés au budget de l'état.

10. Les dépenses de la chambre des pairs seront fixées chaque année par la loi de finances.

N^o 126.—28 mai—18 juin 1829.—ORDONNANCE du roi qui maintient l'abattoir public existant dans la commune de l'Isle-en-Dodon (Haute-Garonne). (VIII, Bull. CCXCV, n^o 11278.)

N^o 127.—28 mai—25 juin 1829.—ORDONNANCE du roi qui approuve l'adjudication de la construction d'un pont suspendu sur le petit Rhône à Fourques. (VIII, Bull. CCXCVI, n^o 11296.)

N° 128.—28 mai—6 août 1829.—**ORDONNANCE du roi sur l'organisation du corps royal des équipages de ligne et la répartition de ce corps en divisions**(1). (VIII, Bull. CCCVII, n° 11725.)

N° 129.—31 mai—10 juin 1829.—**ORDONNANCE du roi relative à la composition et à l'organisation du personnel des états-majors des places de guerre** (2). (VIII, Bull. CCXCIV, n° 11236.)

Charles, . . .—Vu le décret du 24 décembre 1811, relatif à l'organisation et au service des états-majors des places; — Vu l'avis du conseil supérieur de la guerre;—Considérant que, pour le temps de paix, le classement des places ne doit pas être réglé uniquement d'après leur force défensive, leur position sur la frontière, ni l'étendue de leurs fortifications, mais encore d'après leur importance locale et le nombre des troupes qui s'y trouve habituellement en garnison;—Voulant apporter successivement dans le personnel des places toutes les réductions que comporte ce service sans léser les droits acquis;—Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de la guerre,—Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1^{er}. Il y aura des officiers, des sous-officiers et des caporaux ou brigadiers spécialement employés au commandement et au service de nos places de guerre.

2. Les officiers, les sous-officiers et les caporaux ou brigadiers employés au commandement et au service des places de guerre seront à l'avenir désignés ainsi qu'il suit : — Commandant de place, — Major de place, — Adjudant de place, — Secrétaire-archiviste de place, — Portier-consigne, — Batelier aide-portier.

3. Nul ne peut commander dans une place de guerre s'il n'est né ou naturalisé Français.

4. Les commandemens des places de guerre sont divisés en trois classes : —Les commandemens de première classe seront exercés par des colonels;—Ceux de seconde classe, par des lieutenans-colonels, des chefs de bataillon ou d'escadron, ou par des majors;—Ceux de troisième classe, par des capitaines.

5. Le commandement des postes militaires, citadelles, forts et châteaux qui ne sont compris dans aucune des trois classes déterminées par l'article précédent, pourra être conféré à des adjudans de place, avec le titre de commandant de poste militaire, citadelle, fort ou château.

6. Dans les places de première classe où il aura été jugé nécessaire d'établir, sous l'autorité du commandant, un major spécialement chargé du détail du service, cet emploi sera conféré à un chef de bataillon ou d'escadron, ou à un major.

7. Il y aura des adjudans dans les places de première et de seconde classe : ces emplois seront conférés à des capitaines ou à des lieutenans.

8. Dans les places de première classe et dans les places les plus importantes de seconde classe, il y aura un secrétaire-archiviste.—Les emplois de secrétaire-archiviste seront conférés, selon l'importance des places, à des capitaines; des lieutenans ou des sous-lieutenans.—Dans les places de seconde classe les moins considérables, dans celles de troisième classe, et

(1) Cette ordonnance a été abrogée par l'art. 248 de celle du 1^{er} mars—21 avril 1832.

(2) Voyez, sur cet objet, le décret du 8 juillet (24 mai, 25, 27, 30 juin, 4, 5 et)—20 juillet 1791, et les notes.

dans les postes militaires, citadelles, forts et châteaux, les fonctions de secrétaire-archiviste seront remplies par un portier-consigne.

9. Les emplois du commandement et du service des places de guerre qui comportent le grade d'officier seront accordés, à titre de récompense, à des officiers de tous corps et de toutes armes, titulaires du grade correspondant à l'emploi à pourvoir, qui, ayant vingt ans de service, auront été reconnus propres au service des places, d'après les rapports des inspecteurs généraux. — Il ne sera dérogé à la condition des vingt ans de service qu'à raison des blessures reçues sous les drapeaux.

10. Pourront être toutefois admis à concourir pour le tiers des emplois vacans constituant un commandement dans les places de guerre, les officiers attachés à ce service qui y auront exercé pendant huit ans l'emploi immédiatement inférieur, et qui seront proposés pour cette récompense par les généraux chargés de les inspecter.

11. Les officiers employés au commandement et au service des places ne pourront à aucun titre rentrer dans les cadres de l'armée active.

12. Il y aura dans chaque place le nombre de portiers-consignes et de bateliers aides-portiers nécessaire au service des portes de terre et d'eau. — Les emplois de portier-consigne seront donnés à des sous-officiers qui, ayant au moins seize ans de service accomplis, auront été reconnus capables, par les inspecteurs généraux, de rédiger un rapport; ceux de batelier aide-portier seront accordés, sur les propositions des inspecteurs généraux, à des caporaux et brigadiers présents à leurs corps, qui auront servi pendant huit ans au moins. — Il ne pourra être dérogé à la condition des seize ans de service pour les portiers-consignes, et de huit ans pour les bateliers aides-portiers, qu'en faveur de ceux des militaires désignés au présent article qui, réunissant les autres conditions exigées, ne seraient plus, par suite de blessures reçues ou d'infirmités contractées sous les drapeaux, propres à un service plus actif que celui des places.

13. Les commandemens et les emplois du service des places qui comportent le grade d'officier seront conférés par nous, et exercés en vertu de lettres de service. — Les autres emplois seront exercés en vertu de commissions délivrées par notre ministre secrétaire d'état de la guerre.

14. En cas de siège ou de circonstances extraordinaires, le commandement en chef des places de guerre pourra être conféré à des gouverneurs ou à des commandans supérieurs. — Les uns et les autres seront nommés par nous : les gouverneurs recevront des lettres-patentes; et les commandans supérieurs des lettres de service. — Les lettres-patentes, ainsi que les lettres de service, détermineront le rang et le traitement desdits gouverneurs et commandans supérieurs. — Toutefois, les généraux en chef, dans l'étendue de leur commandement, pourront, en cas d'urgence et pour des motifs graves dont ils rendront compte à notre ministre de la guerre, donner des commandans supérieurs aux places menacées.

15. La répartition des commandemens et emplois dans les places de guerre, postes militaires, citadelles, forts et châteaux, sera déterminée d'après le tableau qui fait suite à la présente ordonnance. — Les changemens qu'il pourrait être utile d'y apporter seront l'objet de décisions particulières que notre ministre de la guerre soumettra à notre approbation.

16. Dans les postes militaires, forts et châteaux où il ne se trouve que des portiers-consignes, le commandement temporaire sera exercé par l'officier de la garnison du grade le plus élevé, et, à grade égal, par le plus ancien.

17. Les attributions des officiers, des sous-officiers, caporaux ou briga-

diers employés au commandement et au service des places de guerre, seront déterminées par une ordonnance spéciale portant règlement sur le service des places.

18. Chaque siège ou blocus sera compté comme campagne aux militaires de tout grade employés au commandement et au service des places de guerre ; et chaque attaque de vive force, s'ils la repoussent, comme action d'éclat.

Disposition transitoire.

19. Les maréchaux de camp, officiers, sous-officiers, soldats ou non-militaires occupant dans les places de guerre des emplois qui ne leur sont pas dévolus d'après le tableau annexé à la présente ordonnance, pourront être maintenus dans ces emplois, et les dispositions prescrites par ce tableau ne seront mises à exécution qu'au fur et à mesure des vacances.

20. Toutes les dispositions antérieures relatives à la composition et à l'organisation du personnel du service des places sont et demeurent abrogées.

(Suit le tableau du classement des commandemens et de la répartition des emplois dans les places de guerre.)

N° 130. = 3—10 juin 1829. = *Loi relative à l'établissement d'un service de poste dans toutes les communes du royaume* (1). (VIII, Bull. CCXCIV, n° 11235.)

Art. 1^{er}. A partir du 1^{er} avril 1830, l'administration des postes fera transporter, distribuer à domicile, et recueillir de deux jours l'un au moins dans les communes où il n'existe pas d'établissement de poste (2), les correspondances administratives et particulières, ainsi que les journaux, ouvrages périodiques et autres imprimés dont le transport est attribué à l'administration des postes.

2. Toute lettre transportée, distribuée ou recueillie par les facteurs établis à cet effet, à l'exception des correspondances administratives, paiera, en sus de la taxe progressive résultant du tarif des postes, un droit fixe d'un décime (3).

3. Les dispositions pénales relatives au transport des lettres en contravention ne seront pas applicables à ceux qui feront prendre et porter leurs lettres dans les bureaux de poste circonvoisins de leur résidence.

4. La taxe progressive des lettres déposées dans un bureau de poste pour une distribution dépendante de ce bureau, et réciproquement établie par l'article 4 de la loi du 15 mars 1827, est réduite et demeure fixée ainsi qu'il suit :

Au dessous de 7 grammes 1/2.....	1 décime ;
De 7 grammes 1/2 à 15 grammes exclusivement.....	2 décimes ;
De 15 grammes à 30 grammes exclusivement.....	3 décimes ;
De 30 en 30 grammes.....	1 décime en sus.

5. Les sommes actuellement allouées aux budgets des communes pour le

(1) Voyez, sur l'organisation de la poste aux lettres, l'arrêté du 14 nivose an 8 (4 janvier 1800), et les notes ; et spécialement la loi du 15—17 mars 1827.

Voyez aussi l'art. 47 de la loi de finances du 21—28 avril 1832.

(2) Avant cette loi, trente-cinq mille cinq cent quatre-vingt-sept communes, dont treize cents chefs-lieux, manquaient de tout établissement de poste.

(3) Cette augmentation de taxe n'est pas applicable au port des journaux. C'est ce qui résulte de l'explication donnée par le directeur-général des postes. Il a dit : « L'article 8 de la loi du 15 mars 1827, qui fixe à un affranchissement de cinq centimes chaque feuille de trente décimètres, quelle que soit la distance parcourue dans le royaume, est tellement précis, que toute autre disposition devenait surabondante. »

service des messagers-piétons seront versées au trésor royal pour subvenir aux dépenses du nouveau service.— Toutefois, cette subvention n'aura lieu que dans la proportion nécessaire pour élever les recettes au niveau des dépenses : dans tous les cas, elle cessera d'être exigée des communes à partir du 1^{er} janvier 1833.

6. Les dispositions de la présente loi ne sont pas applicables au département de la Seine.

N° 131.—3—10 juin 1829.—**ORDONNANCE** du roi qui établit deux tribunaux de commerce dans l'arrondissement d'Argentan, l'un dans la ville d'Argentan, l'autre dans celle de Vimoutiers. (VIII, Bull. CCXCIV, n° 11238.)

Art. 1^{er}. Il sera établi deux tribunaux de commerce dans l'arrondissement d'Argentan, l'un dans la ville d'Argentan, l'autre dans celle de Vimoutiers.

2. Les cantons d'Argentan, Briouze, Ecouché, Exmes, Merlerault (Le), Mortrée et Putanges, composeront le ressort du tribunal de commerce d'Argentan.

3. Celui de Vimoutiers comprendra les cantons de Vimoutiers, La Ferté-Fresnel, Gacé et Trun.

4. Chacun de ces tribunaux sera composé d'un président, de trois juges et de deux suppléans.

N° 132.—3—18 juin 1829.—**ORDONNANCE** du roi contenant diverses dispositions relatives aux fonds que les caisses d'épargne et de prévoyance sont admises à placer en compte courant au trésor royal (1). (VIII, Bull. CCXCV, n° 11274.)

Art. 1^{er}. Les caisses d'épargne et de prévoyance autorisées par ordonnances royales, et dont l'administration supérieure est gratuite, jouiront à l'avenir de la faculté de placer en compte courant au trésor royal les fonds qui leur sont déposés. L'intérêt leur en sera bonifié au taux qui sera réglé, chaque année, par le ministre des finances. La retenue à faire, s'il y a lieu, par les administrations desdites caisses, pour frais de loyer et de bureau, ne pourra excéder demi pour cent.

2. Le taux de l'intérêt est fixé dès à présent à quatre pour cent pour 1829 et 1830.

3. Les versements des caisses d'épargne seront faits à Paris à la caisse centrale du trésor royal, et dans les départemens, chez les receveurs généraux, ou pour leur compte, chez les receveurs particuliers des arrondissemens. Il en sera délivré des récépissés à talon, dans la forme prescrite par le décret du 4 janvier 1808.

4. L'intérêt des fonds versés par les caisses d'épargne et de prévoyance courra à dater du dernier jour de la dizaine pendant laquelle les versements auront été effectués, et l'intérêt des sommes remboursées, du jour où le paiement en sera fait. Les remboursements ne seront exigibles, pour toutes sommes, que dix jours après l'avis donné à la caisse chargée de les effectuer.

5. Les comptes courans et d'intérêts établis avec les caisses d'épargne seront tenus, dans les départemens, par les receveurs généraux et particuliers, et à Paris, par le ministère des finances. Ils seront réglés et arrêtés, à la fin de chaque année, contradictoirement avec les directeurs ou commissaires délégués par les caisses d'épargne.

(1) Voyez, dans les notes qui accompagnent l'ordonnance du 29 juillet—3 septembre 1818, le résumé de la législation concernant les caisses d'épargne et de prévoyance.

6. Les dispositions de la présente ordonnance seront exclusivement applicables aux caisses d'épargne et de prévoyance qui limitent les versements d'un même déposant à cinquante francs par semaine, et n'admettent pas de crédit supérieur à deux mille francs en capital.

7. Le trésor royal et les comptables ne correspondront qu'avec l'administration de chaque caisse d'épargne, et ne pourront être mis en relation avec les déposants pour les versements et les remboursements.

8. Le compte courant et d'intérêts autorisé par la présente ordonnance cessera de droit pour les caisses d'épargne qui ne satisferaient pas aux conditions qu'elle prescrit. Le ministre des finances aura la faculté de faire faire, à cet égard, les vérifications qu'il jugera convenables.

N° 133. = 7 juin—16 juillet 1829. = **ORDONNANCE du roi portant autorisation de la société anonyme formée à Bitche (Moselle), sous la dénomination de Compagnie des verreries de Saint-Louis, et approbation de ses statuts.** (VIII, Bull. cccci bis, n° 5.)

N° 134. = 10--18 juin 1829. = **ORDONNANCE du roi portant réorganisation du corps de l'intendance militaire** (1). (VIII, Bull. ccxcv, n° 11273.)

Charles, ...—Vu les ordonnances des 29 juillet 1817, 18 septembre 1822 et 26 décembre 1827; — Voulant coordonner la constitution de l'intendance militaire avec les autres parties de l'organisation générale de notre armée de terre; — Vu l'avis du conseil supérieur de la guerre; — Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état de la guerre, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1^{er}. Le corps de l'intendance militaire fait partie de l'état-major général de l'armée.—Il sera composé ainsi qu'il suit :

Intendants militaires.....	20
Sous-intendants militaires.....	de 1^{re} classe. 35 de 2^e classe. 50 de 3^e classe. 80 } 165
Adjoints à l'intendance militaire.....	25
TOTAL.....	210

Jusqu'à ce que l'effectif du corps de l'intendance militaire soit rentré dans les limites ci-dessus déterminées, il ne sera nommé aux emplois vacans que dans la proportion de la moitié des extinctions.

2. Les intendants militaires, sous-intendants et adjoints, sont nommés par nous, sur la proposition de notre ministre secrétaire d'état de la guerre.

3. Les capitaines de nos troupes de toutes armes en activité de service, ayant moins de trente-cinq ans accomplis, concourront exclusivement pour les emplois d'adjoint à l'intendance militaire.

4. Les capitaines qui voudront concourir pour les emplois de l'intendance devront subir, à l'époque des inspections annuelles, un examen spécial sur l'administration militaire. — Cet examen aura lieu devant l'inspecteur général de l'arrondissement et devant l'intendant militaire de la division. — Notre ministre secrétaire d'état de la guerre déterminera les conditions de capacité, et réglera le mode ainsi que le programme de l'examen.

5. A l'expiration des huit années qui suivront la date du brevet de capi-

(1) Voyez l'ordonnance du 20 juillet—30 septembre 1817, qui a remplacé les commissaires des guerres par les intendants militaires, et les notes sur cette ordonnance.

taine dont ils auront été pourvus, les adjoints à l'intendance militaire seront susceptibles d'être promus à l'emploi de sous-intendant militaire de troisième classe, moitié à l'ancienneté, moitié au choix.

6. Les quatre cinquièmes des emplois de sous-intendant de troisième classe seront dévolus, à titre d'avancement, aux adjoints réunissant la condition d'ancienneté déterminée par l'article précédent. — L'autre cinquième sera réservé aux officiers supérieurs de toutes armes, en activité de service, et ayant moins de quarante ans accomplis.

7. Les sous-intendants militaires de troisième classe seront susceptibles, après deux ans d'exercice, d'être promus aux emplois de deuxième classe, moitié à l'ancienneté et moitié au choix. — Les mêmes conditions seront exigées pour passer de la deuxième classe à la première.

8. Les emplois d'intendant militaire seront donnés, à notre choix, aux sous-intendants militaires de première classe ayant au moins deux années d'exercice dans ladite classe.

9. Les intendants militaires prennent rang pour les préséances après les maréchaux-de-camp et avant les colonels; — Les sous-intendants, après les colonels et avant les lieutenans-colonels; — Les adjoints, après les chefs de bataillon et avant les capitaines.

10. Les adjoints seront employés soit auprès des intendants, soit auprès des sous-intendants militaires et sous leurs ordres, pendant deux années, dont une au moins auprès de ces derniers. — Après ces deux années, ils pourront, sur la désignation spéciale de notre ministre secrétaire d'état de la guerre, exercer les fonctions de sous-intendant, sans pouvoir être chargés de la surveillance administrative des corps commandés par des colonels ou lieutenans-colonels. — A l'armée, lorsque les besoins du service l'exigeront, ils pourront, sous l'autorisation du général en chef, exercer les fonctions de sous-intendant militaire.

11. Les fonctions d'intendant militaire pourront être exercées par les sous-intendants militaires de première classe, lorsque notre ministre secrétaire d'état de la guerre leur aura expédié à cet effet des lettres de service.

12. Les intendants militaires ne sont suppléés que par des sous-intendants. — En l'absence de l'intendant militaire d'une division territoriale, ses fonctions seront exercées par le sous-intendant de la division le plus ancien de la classe la plus élevée.

13. Les sous-intendants seront suppléés d'office, sous les réserves spécifiées dans les divers réglemens : — 1° Dans les chefs-lieux des départemens qui ne sont pas places de guerre, par le secrétaire général de la préfecture ou par un conseiller de préfecture désigné par le préfet; — 2° Dans les chefs-lieux d'arrondissement qui ne sont pas places de guerre, par les sous-préfets; — 3° Dans toutes les places où il y a un major de place, par cet officier; — 4° Dans les autres places de guerre, par les commandans de place; — 5° Dans toutes les autres villes, par les maires; — 6° A l'armée, par un officier supérieur désigné par le général commandant.

14. La solde d'activité des adjoints à l'intendance militaire est fixée à trois mille francs. Ils auront droit aux indemnités attribuées au grade de chef de bataillon pour le logement et les fourrages. — Les sous-intendants militaires adjoints compris dans le cadre actuel prendront la dénomination d'*adjoint à l'intendance militaire*. Ils continueront de recevoir la solde d'activité qui leur a été attribuée par l'ordonnance du 26 décembre 1827. — Il n'est rien changé aux tarifs de solde actuellement en vigueur à l'égard des intendants et sous-intendants militaires.

15. Les dispositions des ordonnances antérieures qui concernent les pensions de retraite et l'uniforme des membres du corps de l'intendance militaire, continueront de recevoir leur pleine et entière exécution.

16. Un règlement approuvé par nous déterminera les rapports des membres du corps de l'intendance militaire avec les officiers généraux et nos corps de troupe.

17. Sont et demeurent abrogées les dispositions des ordonnances des 29 juillet 1817, 18 septembre 1822 et 26 décembre 1827, en ce qu'elles ont de contraire à la présente ordonnance.

N° 135. = 10—18 juin 1829. = *ORDONNANCE du roi portant suppression du tribunal de commerce séant à Martigues.* (VIII, Bull. CCXCV, n° 11280.)

N° 136. = 10—18 juin 1829. = *ORDONNANCE du roi portant que le chef-lieu de la justice de paix du canton de Grignols, département de la Dordogne, est transféré à Saint-Astier, commune du même canton.* (VIII, Bull. CCXCV, n° 11281.)

N° 137. = 10 juin—8 juillet 1829. = *ORDONNANCE du roi qui autorise la construction d'un pont en bois sur la Garonne, entre la commune de Chaüm et celle de Saint-Béat, département de la Haute-Garonne.* (VIII, Bull. CCC, n° 11463.)

N° 138. = 10 juin—8 juillet 1829. = *ORDONNANCE du roi qui approuve l'adjudication de la construction d'un pont de bateaux sur l'Adour, entre Bayonne et Saint-Esprit.* (VIII, Bull. CCC, n° 11464.)

N° 139. = 14—18 juin 1829. = *LOI relative au cours des anciennes monnaies* (1). (VIII, Bull. CCXCV, n° 11272.)

Les écus de six livres, trois livres, les pièces de vingt-quatre sous, douze sous et six sous tournois, ainsi que les pièces d'or de quarante-huit livres, de vingt-quatre livres et de douze livres, cesseront d'avoir cours forcé pour leur valeur nominale actuelle au 1^{er} avril 1834. Néanmoins, les percepteurs, receveurs particuliers et généraux, les recevront au compte du gouvernement pour leur valeur nominale actuelle jusqu'au 1^{er} juillet suivant. A compter de cette époque, ils ne seront plus reçus aux hôtels des monnaies que pour le poids qu'ils auront conservé; savoir : les espèces d'argent comme lingots, et payées comme lingots au titre de neuf cent sept millièmes, sur le pied de cent quatre-vingt-dix-huit francs cinquante-trois centimes le kilogramme, et les espèces d'or au titre de neuf cents millièmes, sur le pied de trois mille quatre-vingt-onze francs le kilogramme, conformément au tarif du 17 prairial an 11.

N° 140. = 14 juin—9 octobre 1829. = *ORDONNANCE du roi concernant l'organisation de la conservation des hypothèques à la Martinique, à la*

(1) Voyez la loi du 14—24 germinal an 11 (4—14 avril 1803), et la note.

Voyez aussi la loi du 30 mars—1^{er} avril 1834, qui proroge jusqu'au 1^{er} octobre de la même année le délai fixé par la présente loi.

Guadeloupe et dans ses dépendances, et à la Guiane française (1). (VIII, Bull. CCCXIX bis, n° 1.)

TITRE 1^{er}. — *De la conservation des hypothèques.*

CHAPITRE 1^{er}. — Des bureaux de la conservation.

Art. 1^{er}. Il sera établi à la Martinique, à la Guadeloupe et dans ses dépendances, et à la Guiane française, un bureau de conservation des hypothèques pour chaque arrondissement de tribunal de première instance. — Ce bureau sera placé dans la ville où siège le tribunal.

2. Il sera affiché, dans chaque bureau, un tableau indicatif des communes et dépendances qui composent son ressort.

CHAPITRE II. — Des fonctions des conservateurs, de leurs obligations, et de celles des notaires et greffiers.

3. Les conservateurs seront chargés, sous leur propre responsabilité, conformément aux dispositions du chapitre X, titre XVIII, livre III du Code civil, de l'accomplissement des formalités prescrites pour la conservation des hypothèques, et de la perception des droits établis au profit du gouvernement.

4. Les conservateurs seront tenus de résider dans le lieu où ils exercent leurs fonctions.

5. Ils auront leur domicile de droit dans leur bureau, pour toutes les contestations auxquelles leur responsabilité donnera lieu. — Ce domicile durera aussi long-temps que la responsabilité des conservateurs; toute poursuite pourra y être dirigée contre eux, quand même ils ne seraient plus en exercice, ou contre leurs ayans-cause.

6. Chaque conservateur devra avoir cinq registres, savoir : — Le premier pour l'enregistrement du dépôt des pièces, tenu en exécution de l'article 2200 du Code civil, sur lequel seront inscrites, jour par jour et par ordre numérique, toutes les remises d'actes qui seront faites au conservateur. Ce registre aura une colonne où sera porté le montant du droit perçu pour chaque acte déposé, conformément à l'article 46 ci-après. — Le conservateur donnera au requérant une reconnaissance qui rappellera le numéro du registre de dépôt, et il ne pourra transcrire les actes ni inscrire les bordereaux sur le registre à ce consacré, qu'à la date et dans l'ordre des remises qui lui en auront été faites. — Le second registre, tenu en conformité de l'article 2150 du Code civil, et destiné à l'inscription des bordereaux de créances hypothécaires; — Le troisième, destiné, en conformité de l'article 2181 du Code civil, à la transcription des actes translatifs de propriété ou d'usufruit de biens immeubles; — Le quatrième, tenu conformément à l'article 677 du Code de procédure civile, et destiné à la transcription des procès-verbaux de saisie immobilière, et à recevoir en marge la mention de l'enregistrement des actes transcrits sur le registre désigné au paragraphe suivant; — Et le cinquième, sur lequel seront enregistrées les dénonciations de saisies immobilières à la partie saisie, conformément à l'article 681 du Code de procédure civile, et les notifications de placards aux créanciers inscrits, conformément à l'article 696 du même code. — Mention de l'enregistrement de chaque acte sur ce dernier registre sera faite en

(1) Voyez, dans le § 2 de la première partie des notes qui accompagnent la loi du 12 nivose an 6 (1^{er} janvier 1798), le résumé de la législation concernant le régime hypothécaire dans les colonies; et spécialement, dans les §§ 1^{er}, 2 et 3 des mêmes notes, le résumé de la législation concernant le régime hypothécaire dans les colonies de la Martinique, de la Guadeloupe et de la Guiane française.

marge de la transcription de la saisie portée sur le quatrième registre, et les conservateurs énonceront dans leurs relations, au pied de ces actes, ainsi que dans les certificats ou copies qu'ils délivreront, que cette mention a été faite. — La radiation de la saisie, lorsqu'elle aura lieu, sera aussi mentionnée en marge de chaque acte porté sur ce cinquième registre.

7. Chaque registre sera coté et paraphé à chaque page par première et dernière, par le juge royal du tribunal dans le ressort duquel le bureau est établi.

8. Tous ces enregistremens seront faits, jour par jour, dans l'ordre du registre des dépôts, sans blanc ni intervalle; chacun d'eux portera un numéro d'ordre, et sera signé du conservateur. — Toutes les mentions qui doivent être faites sur les registres seront également signées par le conservateur.

9. Les *arrêtés* qui, conformément à l'article 2201 du Code civil, doivent être effectués chaque jour, à l'instant où le bureau est fermé au public, seront inscrits immédiatement après le dernier enregistrement ou le dernier *arrêté*, sans intercalation, et sans qu'il puisse en être mis plus d'un dans la même case pour les registres divisés en cases, ni plus d'un sur la même ligne pour les registres qui ne sont pas divisés en cases. — Chaque *arrêté* sera écrit en toutes lettres par le conservateur, et signé par lui. — Les contraventions aux dispositions du présent article seront punies de l'amende portée par l'article 2202 du Code civil, sans préjudice des amendes résultant des autres contraventions prévues par ledit article et par l'article 2203.

10. Aucune formalité hypothécaire ne pourra être remplie les dimanches et jours de fêtes légales. — Ces jours seront désignés dans l'*arrêté* inscrit sur le registre, indépendamment de la date.

11. Les formalités hypothécaires s'accomplissent, savoir : — 1° A l'égard de l'*inscription*, par la copie littérale, sur le registre à ce destiné, de l'un des bordereaux présentés par les requérans ou rédigés par le conservateur, dans le cas prévu par l'article 16 ci-après; — 2° A l'égard de la *transcription*, par la copie littérale des actes soumis à cette formalité. — Dans les deux cas, le conservateur remettra au requérant le bordereau inscrit ou l'acte transcrit, et il certifiera, au pied, avoir accompli la formalité dont il énoncera la date, le volume et le numéro.

12. Les déclarations de changement de domicile seront faites en marge de l'inscription qu'elles concernent, et signées par le créancier ou par son mandataire spécial, à moins que le changement de domicile n'ait été consenti par un acte authentique dont l'expédition sera remise au conservateur. — A défaut d'espace en marge de l'inscription, le changement de domicile sera constaté sur le registre, à la date courante; mention en sera faite en marge de l'inscription, ainsi que sur le bordereau dans le cas où il serait représenté par la partie.

13. Les cessions de priorité, et les subrogations dans des inscriptions hypothécaires, seront mentionnées en marge de l'inscription du cédant, d'après le dépôt fait au conservateur d'une expédition de l'acte authentique par lequel les cessions ou subrogations auront été consenties. Ces mentions devront, en outre, être signées par le créancier, dans le cas où l'acte déposé ne contiendrait pas la nouvelle élection de domicile faite par le créancier subrogé.

14. Toutes les fois qu'il ne sera pas requis une nouvelle inscription, en vertu d'un acte de prorogation de délai, la mention de la nouvelle époque d'exigibilité pourra être faite en marge de la première inscription, sur la simple représentation de l'expédition de l'acte authentique.

15. Les erreurs, omissions ou irrégularités commises sur les registres, ne pourront être rectifiées qu'au moyen d'une nouvelle formalité accomplie par le conservateur à la date courante, sans préjudice toutefois des droits acquis à des tiers antérieurement à la seconde formalité, et du recours en garantie, s'il y a lieu, contre le conservateur. — La seconde formalité rappellera la date, le volume et le numéro de celle qu'elle a pour objet de rectifier, et mention en sera faite en marge de la première formalité. — Les extraits ou certificats qui seront délivrés par les conservateurs devront les comprendre toutes les deux.

16. Les notaires seront tenus, sous leur responsabilité personnelle, de requérir l'inscription ou la radiation des hypothèques conventionnelles, en même temps qu'ils feront enregistrer les actes constitutifs de ces hypothèques, ou ceux qui en contiendront main-levée. — Pour opérer l'inscription, ils seront tenus de joindre à ces actes les bordereaux prescrits par l'article 2148 du Code civil. — A défaut de bordereaux présentés par le notaire ou par les parties, le conservateur les rédigera sur le vu de la minute de l'acte notarié soumis à l'enregistrement. — Pour faire opérer la radiation, les notaires remettront au conservateur une expédition de l'acte qui contient la main-levée, dans les dix jours de l'enregistrement de cet acte. — Toutefois, les parties pourront, par une déclaration faite dans l'acte, se réserver le droit de requérir elles-mêmes la formalité de l'inscription ou de la radiation; et, dans ce cas, les notaires et les conservateurs seront dispensés des obligations qui leur sont imposées par le présent article. — Dans aucun cas, l'inscription des hypothèques judiciaires, et la radiation des hypothèques dont la main-levée aura été ordonnée par jugement, ne pourront être opérées que sur la réquisition des parties.

17. Les notaires seront également tenus de faire opérer la transcription des actes passés devant eux ou déposés dans leur étude, et qui seraient translatifs de propriété ou d'usufruit de biens immobiliers. — Il en sera de même à l'égard des actes désignés dans l'article 1069 du Code civil. — Lorsque la transcription n'aura pu s'opérer sur la minute des actes en même temps que l'enregistrement, les notaires devront en présenter une expédition au conservateur, dans les dix jours au plus tard qui suivront l'enregistrement, et, dans ce cas, la formalité sera remplie à la date du dépôt de l'expédition. La mention de la transcription, mise par le conservateur sur l'expédition, sera rapportée littéralement sur la minute de l'acte.

18. Les dispositions de l'article précédent s'appliqueront aux greffiers, à l'égard des jugemens d'adjudication rendus par le tribunal près duquel ils exercent leurs fonctions.

19. Les conservateurs seront tenus d'opérer la transcription des actes sous seing privé de la nature de ceux désignés dans l'article 17, en même temps qu'ils donneront la formalité de l'enregistrement à ces actes; cette transcription sera effectuée sans même que les signatures soient reconnues devant notaire ou par un jugement.

20. Dans aucun cas, les notaires ne pourront délivrer aucune grosse ou première expédition d'actes devant donner lieu à l'inscription, sans y joindre le bordereau inscrit, sauf l'exception prévue par l'avant-dernier alinéa de l'article 16 ci-dessus. — A l'égard des actes donnant lieu à la transcription, les notaires et les greffiers ne pourront en délivrer aucune expédition sans qu'elle porte la mention de l'accomplissement de cette formalité.

21. Chaque contravention, par les notaires, les greffiers ou les conservateurs, aux dispositions des articles 16, 17 et 18 qui précèdent, sera punie de l'amende prononcée par l'article 2202 du Code civil, sans préjudice de

dommages et intérêts des parties, lesquels seront payés avant l'amende, conformément au même article. — Les contraventions aux dispositions de l'article 20 seront punies d'une amende de cinquante francs par chaque contravention.

22. Les extraits, états, certificats ou copies des registres à délivrer, devront être conformes aux intentions clairement exprimées par les requérans dans leurs demandes. — En conséquence, les conservateurs ne pourront refuser de délivrer, soit des états généraux des hypothèques de leur arrondissement, soit des états d'hypothèques partiels, supplémentaires, ou d'une époque à une autre, soit des états d'hypothèques spéciales sur un individu ou sur un immeuble désigné.

23. A défaut de désignation précise par les requérans, les états devront comprendre toutes les inscriptions, à l'exception de celles périmées ou renouvelées seulement après la période de dix années, à moins que les requérans n'aient fait à cet égard une demande spéciale, et, dans ce cas, les conservateurs en feront mention expresse dans les états ou certificats qu'ils délivreront. — Lorsqu'une inscription aura été renouvelée dans la période de dix ans, l'état devra comprendre la première inscription, ainsi que les inscriptions de renouvellement.

24. Les états ou certificats seront, dans tous les cas, cotés et paraphés sur chaque feuillet et au bas de chaque page, par le conservateur. Dans la clôture de chaque état, il indiquera le nombre d'inscriptions qui y sont contenues.

25. Indépendamment des registres prescrits par l'article 6 ci-dessus, les conservateurs tiendront un registre répertoire sur lequel seront portés, par extrait, au fur et à mesure de l'accomplissement des formalités, sous le nom de famille de chaque grevé ou de chaque nouveau possesseur, et à la case qui lui est destinée, les inscriptions faites à sa charge, les radiations, les transcriptions, et tous autres actes qui le concernent. Les transcriptions d'actes de mutation seront, en outre, portées sous le nom du propriétaire exproprié. — Le registre-répertoire indiquera, pour chacun des actes mentionnés au présent article, le registre où il est inscrit, son numéro sur ce registre, sa nature et le montant des sommes qui y sont exprimées. — Il sera formé, jour par jour, une table de ce répertoire, dans l'ordre alphabétique du nom de famille de l'individu désigné en tête de chaque case.

26. Chaque conservateur tiendra aussi une table alphabétique pour les majorats, sous le nom des familles des propriétaires qui auront requis la transcription d'actes et lettres-patentes concernant les majorats.

27. Les conservateurs seront tenus de remettre, dans le premier mois de chaque année, au directeur de l'intérieur, pour être envoyés au dépôt des chartes coloniales : — 1° Un registre contenant l'indication sommaire des inscriptions de créances hypothécaires, et énonçant, pour chaque inscription, le numéro et la date, les nom, prénoms, profession et domicile du créancier et de l'individu grevé; la date et la nature du titre, le montant et la nature de la créance, et l'époque de l'exigibilité; la désignation des biens affectés; — 2° Un registre des transcriptions des actes de mutation, contenant l'analyse des actes authentiques, et la copie littérale des actes sous seing privé; — 3° Un registre indiquant les radiations d'inscription faites dans l'année, rappelant le numéro et le volume, et énonçant la somme pour laquelle la main-levée est donnée, le nom du débiteur, et la désignation de l'immeuble dégrevé. — Chacun de ces registres contiendra le montant, en chiffres, des créances inscrites ou radiées, et le prix exprimé dans les actes de mutation. Ces sommes seront additionnées au bas de chaque page, et le total en sera fait pour l'année.

28. Les fonctions de conservateur seront remplies par les receveurs de l'enregistrement.

29. Avant d'entrer en fonctions, les conservateurs feront transcrire leur commission au greffe du tribunal de première instance du lieu de leur résidence. Ils prêteront, à l'audience publique de ce tribunal, le serment de remplir avec fidélité et exactitude les fonctions qui leur sont confiées.

30. En cas d'absence ou d'empêchement, le conservateur sera suppléé, dans ses fonctions, par un employé de l'enregistrement du grade immédiatement supérieur, et à défaut, par le surnuméraire, ou par celui de ses employés qu'il désignera lui-même.

31. S'il y a vacance des fonctions de conservateur, par décès ou autrement, le cas de démission excepté, ces fonctions seront remplies provisoirement par un employé supérieur de l'enregistrement, et à son défaut par un surnuméraire, sur la désignation du directeur de l'intérieur. — L'employé, ainsi désigné, sera responsable de sa gestion. — Les démissionnaires ne cesseront leurs fonctions qu'après l'installation de leur successeur, et, jusque-là, ils demeureront responsables de la gestion.

32. Les conservateurs devront tenir leurs bureaux ouverts au public pendant six heures chaque jour, excepté les dimanches et jours de fêtes légales. — Les heures de séances seront affichées à la porte du bureau; elles seront les mêmes que pour l'enregistrement.

CHAPITRE III. — Du cautionnement des conservateurs.

33. Chaque conservateur sera tenu de fournir un cautionnement, dont le montant sera ultérieurement fixé en raison de la population de l'arrondissement.

34. Le cautionnement pourra être fourni, soit en immeubles situés en France ou dans les colonies, soit en rentes sur l'état, ou en actions de la banque de France ou de celles des colonies.

35. Le cautionnement ne pourra être consenti que par acte authentique. — S'il est fourni en immeubles, il sera reçu par le tribunal de première instance de leur situation, contradictoirement avec le procureur du roi près ce tribunal. Les pièces établissant la valeur de l'immeuble seront produites par le conservateur.

36. Si le cautionnement est fourni en rentes sur l'état, ou en actions de la banque de France ou de celles des colonies, il sera reçu dans la même forme par le tribunal de première instance du lieu de la résidence du conservateur, sur la justification préalable que lesdites rentes ou actions ont été immobilisées, ou affectées spécialement au cautionnement.

37. Le conservateur sera tenu de faire recevoir son cautionnement dans les délais suivans, savoir : — 1° Dans un mois, si le cautionnement doit être reçu par un tribunal de la colonie; — 2° Dans trois mois, si le cautionnement consiste en immeubles situés hors de la colonie. — Ces délais courront du jour de l'enregistrement de la commission du conservateur au greffe du tribunal de première instance du lieu de sa résidence.

38. Si le cautionnement a été reçu par un tribunal autre que celui du lieu de la résidence du conservateur, l'expédition, tant de l'acte de cautionnement que du jugement de réception, sera déposée au greffe du tribunal de cette résidence, à la diligence du conservateur, dans le mois à partir de la date de ce jugement, s'il a été rendu dans la colonie; et dans les trois mois à partir de la même date, s'il a été rendu hors de la colonie.

39. Dans tous les cas, l'expédition, tant de l'acte de cautionnement que

du jugement de réception, sera adressée par le conservateur au directeur de l'intérieur de la colonie, dans les délais prescrits par les articles 37 et 38 ci-dessus.

40. Immédiatement après la réception de son cautionnement, le conservateur sera tenu de prendre inscription sur les immeubles affectés à ce cautionnement, et de la renouveler six mois avant l'expiration de chaque période de dix années. — Le double du bordereau d'inscription et de renouvellement sera adressé, par le conservateur, au directeur de l'intérieur. — Le bordereau sera conforme au modèle annexé à la présente ordonnance.

41. Si le conservateur vient à passer d'un bureau de conservation à un autre, le premier cautionnement continuera de subsister, sauf à le compléter, en cas d'insuffisance, dans les formes ci-dessus prescrites pour la réception du cautionnement. — Toutefois, si le cautionnement a été fourni par un tiers, et seulement pour un bureau déterminé, le conservateur devra rapporter le consentement de la caution à la nouvelle affectation. Ce consentement sera donné par acte authentique, dans le délai d'un mois si la caution demeure dans la colonie, et dans le délai de six mois si elle demeure hors de la colonie. — Ces délais courront du jour de l'enregistrement de la nouvelle commission du conservateur au greffe du tribunal de première instance du lieu de la nouvelle résidence. — En vertu du consentement de la caution, il sera pris une nouvelle inscription sur les immeubles affectés, conformément aux dispositions de l'article 40 ci-dessus. — Si le cautionnement consiste en rentes sur l'état, ou en actions de la banque de France, le conservateur sera tenu d'y faire mentionner, dans les délais prescrits au présent article, que ces effets continuent d'être affectés à la garantie des nouvelles fonctions du conservateur, et il devra justifier au directeur de l'intérieur de l'accomplissement de cette formalité.

42. Aucun changement ou substitution dans les biens affectés ne pourra s'opérer qu'avec les formalités prescrites pour l'admission du premier cautionnement.

43. Tous les frais de l'acte de cautionnement, du jugement de réception, et de l'inscription, seront à la charge du conservateur.

44. L'affectation du cautionnement subsistera pendant toute la durée de la gestion du conservateur, et pendant les dix années qui suivront la cessation de ses fonctions.

45. La main-levée des inscriptions ne pourra être ordonnée que par le tribunal qui aura reçu le cautionnement. — La requête en main-levée, présentée après dix années à partir de la cessation des fonctions du conservateur, sera appuyée, — 1° D'un certificat du directeur de l'intérieur, constatant le jour précis de cette cessation ; — 2° D'un certificat du greffier du tribunal de première instance du lieu de la résidence du conservateur, constatant qu'il n'existe aucune poursuite personnelle en garantie contre le conservateur, ni aucune action sur les biens affectés. — Si les immeubles affectés ne sont pas situés dans l'arrondissement du tribunal du lieu de la résidence du conservateur, il devra être produit, en outre, un certificat dans la même forme, du greffier du tribunal de la situation desdits immeubles.

TITRE II. — *Des droits et salaires.*

CHAPITRE 1^{er}. — *Des droits au profit du gouvernement.*

46. Il sera perçu, par le conservateur, au profit du gouvernement, un droit fixe d'un franc pour chacune des formalités ci-après énoncées, savoir :

— Pour chaque inscription, excepté celle d'office, quel que soit le nombre des créanciers et des débiteurs, d'une seule et même créance; — Pour l'enregistrement de la dénonciation au saisi; — Pour l'enregistrement de l'original de la notification des placards aux créanciers inscrits; — Pour la radiation des saisies, et pour chaque transcription d'acte translatif de propriété immobilière, en forme authentique ou sous seing privé. — Dans ce dernier cas, il est dû un droit pour chaque nouveau possesseur non-indivis. — Tous les droits ci-dessus mentionnés seront portés en recette, article par article, sur le registre des dépôts, dont la tenue est prescrite par l'article 6 ci-dessus, et en même temps que le conservateur constatera sur ce registre le dépôt des pièces.

CHAPITRE II. — Des salaires des conservateurs.

47. Les conservateurs recevront, pour toutes les formalités qu'ils accompliront et pour les actes qu'ils délivreront, un salaire dont la quotité est déterminée par le tableau annexé à la présente ordonnance. — Ce tableau sera affiché dans le bureau du conservateur.

48. Il ne pourra être perçu ou exigé, sous le titre de droit de recherche, prompt expédition, ou sous quelque autre dénomination que ce soit, aucun salaire autre que ceux désignés audit tableau.

49. Les conservateurs tiendront un registre sur lequel ils porteront, jour par jour, article par article, et par série de numéros, tous les salaires qui leur seront payés; mention du numéro de l'article sera faite sur la quittance délivrée aux parties; le tout à peine, contre les conservateurs, d'une amende de quinze francs pour chaque article ou mention omis ou incomplets. — Toutefois, ils pourront porter en une seule ligne, à la fin de chaque mois, le nombre des articles enregistrés pendant le mois dans le registre des dépôts, et le nombre des inscriptions faites aussi pendant le mois, avec le montant en masse des salaires de ces articles. — Ce registre sera arrêté jour par jour, conformément aux dispositions de l'article 8 ci-dessus.

CHAPITRE III. — Du paiement des droits et salaires.

50. Les droits et salaires seront payés par les requérans, sauf leur recours contre qui de droit, avant l'enregistrement sur le registre de dépôt.

51. Les conservateurs donneront une quittance détaillée, article par article, et en toutes lettres, de tous les droits et salaires qui leur seront payés. — Cette quittance sera portée dans la relation prescrite par l'article 11 ci-dessus.

52. Les inscriptions de créances appartenant à l'état, ou prises contre ses comptables; les inscriptions prises à la requête du ministère public; celles des hypothèques légales des communes et des établissemens publics, sur leurs receveurs et comptables; celles des mineurs et des interdits sur leurs tuteurs; celles des femmes sur leurs maris, seront faites sans avances de droits, ni salaires. — Les conservateurs énonceront, tant sur leurs registres que sur le bordereau remis au requérant, le montant des droits et salaires qui seront dus; ils seront tenus d'en poursuivre le recouvrement contre le débiteur, dans la quinzaine de l'inscription.

TITRE III. — Des instances et de la prescription.

CHAPITRE I^{er}. — Des poursuites et instances.

53. Les contestations et poursuites relatives aux droits et aux salaires seront instruites et jugées suivant le mode réglé par le chapitre IX de notre ordonnance du 31 décembre 1828, sur l'enregistrement.

54. Toutes contestations, à raison de la responsabilité des conservateurs envers les parties, seront instruites et jugées dans les formes ordinaires.

CHAPITRE II. — De la prescription.

55. Les prescriptions établies pour les droits d'enregistrement, par le chapitre VIII de notre ordonnance du 31 décembre 1828, s'appliqueront aux droits et salaires dus en vertu de la présente ordonnance.

56. Les droits et actions des parties contre les conservateurs seront soumis aux prescriptions ordinaires.

TITRE IV. — *Dispositions transitoires.*

57. Dans les trois jours de la publication de la présente ordonnance, dans la colonie, le procureur du roi près du tribunal de première instance dans le ressort duquel est établi un bureau central de conservation des hypothèques se transportera audit bureau, y arrêtera les registres en présence de l'ancien conservateur, ou lui dûment appelé. Il en dressera inventaire, ainsi que des autres titres et papiers relatifs à la conservation des hypothèques, qui pourraient s'y trouver. — L'ancien conservateur sera interpellé de signer l'inventaire, et, en cas de refus de sa part, il en sera fait mention.

58. Les registres, titres et papiers, arrêtés et inventaires seront, à la diligence du procureur du roi, transportés au bureau de l'enregistrement pour y demeurer déposés avec une expédition de l'inventaire. — Une autre expédition sera remise à l'ancien conservateur pour sa décharge, et une troisième expédition sera transmise au directeur de l'intérieur.

Tableau des salaires des conservateurs des hypothèques.

NUMÉROS d'ordre.	DÉSIGNATION DES ACTES ET FORMALITÉS.	QUOTITÉ des salaires.
1	Pour la rédaction des bordereaux dans les cas prévus par l'article 16...	l. . c.
2	Pour l'enregistrement, sur le registre des dépôts, des actes remis au conservateur; pour l'accomplissement des formalités, et la reconnaissance qu'il doit délivrer de ce dépôt.....	2 »
3	Pour l'inscription de chaque hypothèque ou privilège, quel que soit le nombre des créanciers ou des débiteurs d'une seule et même créance..	» 50
4	Pour chaque inscription faite d'office par le conservateur en vertu d'un acte translatif de propriété soumis à la transcription.....	1 50
5	Pour chaque déclaration, soit de changement de domicile, d'époque d'extinguibilité, ou de subrogation; <i>il ne sera dû qu'un seul salaire si les trois changements sont consentis par le même acte.</i>	1 50
6	Pour chaque mention de consentement à priorité d'hypothèque.....	» 75
7	Pour chaque radiation totale ou partielle d'inscription, y compris le certificat qui en est délivré immédiatement.....	» 75
8	Pour chaque extrait ou copie d'inscription, y compris toutes les mentions qui la modifient.....	1 50
9	Il sera payé en outre trois centimes par ligne de dix-huit syllabes pour copie de chaque inscription qui contiendrait plus de cinquante lignes.	
10	Pour chaque certificat qu'il n'existe pas d'inscription, et pour chaque individu y dénommé.....	1 50
11	Pour chaque rôle de transcription d'acte de mutation.....	1 50
12	Pour chaque rôle de transcription de procès-verbal de saisie immobilière.	1 50
13	Pour l'enregistrement de la dénonciation de la saisie immobilière à la partie saisie ou à ses représentants, et la mention qui en est faite en marge de la transcription de la saisie.....	1 50
	Pour l'enregistrement de chaque exploit de notification de placard aux créanciers inscrits, quel qu'en soit le nombre, et la mention qui en est faite en marge de la transcription de la saisie.....	1 50

NUMÉROS d'ordre.	DÉSIGNATION DES ACTES ET FORMALITÉS.	QUOTITÉ des salaires.	
		f.	c.
14	Pour l'acte du conservateur constatant son refus de transcription en cas de précédente saisie	1	50
15	Pour la radiation partielle ou totale de la saisie immobilière, y compris toutes les mentions à en faire	1	50
16	Pour chaque certificat de transcription ou de non transcription d'acte de mutation, ou de saisie, ou de non-accomplissement d'autres formalités hypothécaires	1	50
17	Pour chaque duplicata de quittance.....	1	50
18	Pour chaque rôle de copie collationnée des actes déposés, transcrits ou enregistrés dans les bureaux des hypothèques.....	1	50
19	Pour chaque rôle de transcription de l'état indicatif des biens proposés pour former un majorat sur demande.....	1	50
20	Pour radiation, en cas de refus, de la demande de l'impétrant	1	50
21	Pour chaque rôle de transcription de l'acte de désignation des biens composant un majorat de propre mouvement.....	1	50
NOTA. Dans toutes les transcriptions, copies ou extraits désignés sous les numéros 10, 11, 18, 19 et 21 du présent tableau, les rôles d'écritures du conservateur seront calculés à raison de vingt-cinq lignes de dix-huit syllabes par page; et les fractions de rôle seront payées à raison de trois centimes par chaque ligne.			
22	Pour la transcription de lettres-patentes portant institution de majorats, et pour celles autorisant l'aliénation ou le emploi des biens affectés, quel que soit le nombre de rôles, Majorat au titre de duc.....	18	»
	— de marquis ou de comte.....	12	»
	— de vicomte ou de baron.....	6	»

Modèle du bordereau de l'inscription à requérir pour le cautionnement des conservateurs.

A la diligence du sieur conservateur des hypothèques dans l'arrondissement du tribunal de première instance séant à colonie de et au pro de toutes personnes qui, pour cause d'erreurs ou omissions dont la loi rend ledit conservateur responsable, auront à exercer une action en garantie sur les biens affectés à son cautionnement et ci-après désignés, etc., etc. (*On se conformera pour le surplus à l'article 2148 du Code civil.*)

N° 141. = 17—25 juin 1829. = **LOI** relative à l'abandon fait par l'état à la ville de Paris de l'emplacement du palais de la Bourse. (VIII, Bull. CCXCVI, n° 11295.)

N° 142. = 21 juin—1^{er} juillet 1829. = **ORDONNANCE** du roi qui détermine le revenu que devront produire les biens dont se composeront les majorats fondés en dehors de la pairie aux titres de marquis et de vicomte (VIII, Bull. CCXCVIII, n° 11400.)

Charles, ... — Sur le rapport de notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'état au département de la justice, qui nous a présenté la proposition faite par notre commission du sceau et l'avis sur icelle du conseiller d'état

(1) Voyez, sur les majorats, le décret du 1^{er} mars 1808, et les notes qui résument toute la législation.

commissaire pour nous au sceau de France, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit : 1

Art. 1^{er}. A partir de ce jour, les majorats fondés en dehors de la pairie aux titres de marquis et de vicomte ne pourront être composés, savoir : les majorats de marquis, de biens produisant moins de quinze mille francs de revenu net; et les majorats de vicomte, de biens produisant un revenu net moindre de sept mille francs.

2. L'article 2 de l'ordonnance royale du 10 février 1824 est et demeure rapporté en ce qu'il renferme de contraire aux dispositions de la présente ordonnance.

N^o 143. = 21 juin—16 juillet 1829. = *ORDONNANCE du roi portant autorisation de la société anonyme formée à Paris, sous la dénomination de l'Union, compagnie d'assurances sur la vie humaine, et approbation de ses statuts.* (VIII, Bull. cccⁱ bis, n^o 6.)

Charles, . . . — Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état du commerce et des manufactures; — Vu les articles 29 à 37, 40 et 45 du Code de commerce; — Notre conseil d'état entendu, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1^{er}. La société anonyme formée à Paris, sous la dénomination de *l'Union, compagnie d'assurances sur la vie humaine*, par acte passé les 13, 14, 15 et 16 juin 1829, par-devant Vavin et son collègue, notaires en ladite ville, est autorisée. — Sont approuvés les statuts contenus audit acte, qui restera annexé à la présente ordonnance.

2. Nous nous réservons de révoquer notre autorisation en cas de violation ou de non-exécution des statuts approuvés, sans préjudice des dommages-intérêts des tiers.

3. La société sera tenue de remettre, tous les six mois, un extrait de son état de situation au préfet du département de la Seine, au greffe du tribunal de commerce et à la chambre de commerce de Paris; pareil extrait sera transmis au ministère du commerce et des manufactures.

(*Suivent les statuts.*)

N^o 144. = 24 juin—1^{er} juillet 1829. = *Loi portant allocation au ministère des affaires étrangères d'un crédit extraordinaire de quatre millions huit cent soixante dix-neuf mille six cents francs sur l'exercice 1828.* (VIII, Bull. ccxcviii, n^o 11394.)

N^o 145. = 24 juin—1^{er} juillet 1829. = *Loi portant allocation au ministère de l'instruction publique d'un crédit extraordinaire de quatre-vingt dix-sept mille sept cent soixante dix-huit francs sur l'exercice 1828.* (VIII, Bull. ccxcviii, n^o 11395.)

N^o 146. = 24 juin—1^{er} juillet 1829. = *Loi portant allocation au ministère du commerce et des manufactures d'un crédit extraordinaire de quatre cent dix-sept mille trois cent quatre-vingt dix-huit francs sur l'exercice 1828.* (VIII, Bull. ccxcviii, n^o 11396.)

N^o 147. = 24 juin—1^{er} juillet 1829. = *Loi portant allocation au ministère de la guerre de crédits extraordinaires montant à vingt-six millions neuf cent quatre-vingt-trois mille francs sur l'exercice 1828.* (VIII, Bull. ccxcviii, n^o 11397.)

N° 148. = 24 juin—1^{er} juillet 1829. = *LOI portant allocation au ministère de la marine et des colonies d'un crédit extraordinaire de vingt-trois millions deux cent soixante-quinze mille francs sur l'exercice 1828.* (VIII, Bull. CCXCVIII, n° 11398.)

N° 149. = 24 juin—1^{er} juillet 1829. = *LOI portant allocation au ministère des finances de crédits extraordinaires montant à huit cent trente-un mille deux cent quatre-vingt-dix francs sur l'exercice 1828.* (VIII, Bull. CCXCVIII, n° 11399.)

N° 150. = 24 juin—1^{er} juillet 1829. = *ORDONNANCE du roi portant que l'exception établie par l'article 2 de l'ordonnance du 16—25 novembre 1821, en faveur des enfans âgés de plus de douze ans qui sont pensionnaires depuis cet âge dans un collège de l'université, est étendue à ceux qui depuis cet âge ont suivi sans interruption, soit comme demi-pensionnaires, soit comme externes, les classes d'un collège de l'université* (1). (VIII, Bull. CCXCVIII, n° 11401.)

Charles, . . . — Vu les articles 1^{er} et 2 de l'ordonnance du 16 novembre 1821 et l'article 3 de l'ordonnance du 28 août 1827, desquels il résulte que les bourses royales et communales ne peuvent être données à des enfans âgés de plus de douze ans, à moins qu'ils ne soient pensionnaires depuis l'âge de douze ans dans un collège de l'université, et qu'ils n'aient une instruction proportionnée à leur âge; — Considérant que les enfans qui suivent les cours des collèges comme externes ou demi-pensionnaires peuvent offrir par leur bonne conduite et leur application les mêmes garanties que les élèves internes; que par conséquent il est juste de leur appliquer l'exception établie en faveur de ces derniers; — Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'instruction publique, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit : — L'exception établie par l'article 2 de l'ordonnance du 16 novembre 1821, en faveur des enfans âgés de plus de douze ans qui sont pensionnaires depuis cet âge dans un collège de l'université, est étendue à ceux qui depuis cet âge ont suivi sans interruption, soit comme demi-pensionnaires, soit comme externes, les classes d'un collège de l'université. Les parens qui invoqueront cette exception pour leurs enfans devront produire un certificat du chef de l'établissement dont ceux-ci auront suivi les classes, constatant 1° qu'ils ont toujours tenu une bonne conduite, 2° qu'ils possèdent une instruction proportionnée à leur âge.

N° 151. = 24 juin—4 juillet 1829. = *ORDONNANCE du roi relative aux sous-lieutenans et adjudans sous-officiers qui obtiendront à l'avenir leur admission à l'hôtel royal des invalides* (2). (VIII, Bull. CCXCIX, n° 11452.)

Charles, . . . — Vu les dispositions du décret du 25 mars 1811 et de notre ordonnance du 27 août 1814; — Considérant qu'il n'y a pas, à l'hôtel royal des invalides, de grades intermédiaires entre ceux de lieutenant et de ser-

(1) Voyez, sur la création des bourses dans les collèges et leur distribution, le décret du 10 mai 1808, et les notes.

(2) Voyez, sur l'organisation de l'hôtel des invalides et les conditions d'admission, le décret du 30 avril—16 mai 1792, et les notes.

gent-major, et qu'il en résulte, dans l'intérêt même d'une certaine classe de militaires, des inconvéniens auxquels il est essentiel de remédier;—Voulant d'ailleurs concilier, autant que possible, le texte des ordonnances en vigueur avec les égards qui sont dus à la qualité d'officier;— Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état de la guerre, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1^{er}. Les sous-lieutenans et adjudans sous-officiers qui obtiendront à l'avenir leur admission à l'hôtel royal des invalides y seront admis dans leurs grades respectifs, dont ils porteront les marques distinctives, telles qu'elles sont déterminées pour nos troupes de ligne.

2. Ils y jouiront, si d'ailleurs ils remplissent les conditions exigées par l'article 10 de notre ordonnance du 27 août 1814, savoir:—Les sous-lieutenans, de tous les avantages attribués aux lieutenans par le décret du 25 mars 1811, sauf la solde de menus besoins, qui ne sera que de sept francs par mois; — Les adjudans sous-officiers, d'une solde mensuelle de menus besoins de six francs, et ils seront traités d'ailleurs conformément à ce qui est prescrit par le décret précité pour les sergens-majors.

3. Néanmoins les sous-lieutenans qui n'auront pas reçu de blessure ou complété deux années d'activité dans ce grade n'en recevront pas moins les allocations en nature déterminées par l'article précédent; mais ils n'auront droit qu'à la solde de menus besoins qu'il accorde aux adjudans sous-officiers.

N° 152. = 24 juin 1829—1^{er} décembre 1830. = *ORDONNANCE du roi relative à l'ouverture d'un crédit extraordinaire de sept cent vingt-six mille francs, pour achat d'un hôtel destiné au chef-lieu de l'université.* (IX, ordonn., Bull. xxv, n° 453.)

N° 153. = 28 juin—4 juillet 1829. = *LOI relative à plusieurs échanges et à un bail emphytéotique de biens dépendant de la dotation de la couronne.* (VIII, Bull. ccxcix, n° 11445.)

N° 154. = 28 juin—4 juillet 1829. = *LOI concernant la répression des contraventions aux ordonnances royales sur les voitures publiques* (1). (VIII, Bull. ccxcix, n° 11446.)

Art. 1^{er}. Seront punis de l'amende portée par le paragraphe 4 de l'article 475 du Code pénal ceux qui contreviendront aux dispositions des ordonnances royales ayant pour objet, — La solidité des voitures publiques, — Leur poids, — Le mode de leur chargement, — Le nombre ou la sûreté des voyageurs, — L'indication, dans l'intérieur des voitures, des places qu'elles contiennent, et du prix de ces places, — Et l'indication à l'extérieur, du nom du propriétaire.

2. Les tribunaux pourront en outre, suivant les circonstances, appliquer aux quatre premiers cas de contravention ci-dessus la peine de l'emprisonnement d'un à trois jours portée par l'article 476 du même code.

N° 155. = 28 juin—4 juillet 1829. = *LOI qui autorise le gouvernement à*

(1) Voyez, sur le roulage, la loi du 29 floréal an 10 (19 mai 1802), et les notes.

La présente loi a fait cesser la diversité de jurisprudence qui existait sur la question de savoir si l'art. 4 de l'ordonnance du 4 février 1820 manquait ou non de sanction pénale : la cour d'Agen avait jugé que cette sanction n'existait pas : mais la cour de cassation, par un arrêt du 20 décembre 1828 (DALL., XXIX, 1, 71), a jugé en sens contraire ; et la présente loi confirme cette interprétation.

créer seize cents actions de mille francs chacune, à l'effet de pourvoir à la dépense des travaux projetés pour l'amélioration du port de Boulogne. (VIII, Bull. CCXCIX, n° 11447.)

N° 156. = 28 juin—4 juillet 1829. = *Loi relative à la dépense des travaux à faire pour l'achèvement du port du Havre. (VIII, Bull. CCXCIX, n° 11448.)*

Art. 1^{er}. Le gouvernement est autorisé à emprunter deux millions huit cent mille francs pour concourir à la dépense des travaux du port du Havre. L'emprunt aura lieu avec publicité et concurrence.

2. Seront affectés aux mêmes travaux, — 1° Une somme annuelle de deux cent mille francs, qui sera prélevée pendant huit ans sur le budget du ministère de l'intérieur, section des ponts et chaussées; — 2° Une somme annuelle de vingt-cinq mille francs, payable aussi pendant huit ans par la ville du Havre, conformément à la délibération de son conseil municipal du 19 octobre 1825; — 3° Le produit du droit spécial qui sera établi au port du Havre, à compter du 1^{er} octobre 1829, conformément au tarif ci-annexé, et en exécution de la loi du 24 mars 1825. — En conséquence, la perception des droits de demi-tonnage et de bassin actuellement perçus au port du Havre sera suspendue pendant toute la durée de celle du nouveau droit.

3. A l'expiration de la huitième année, le produit du droit spécial sera exclusivement appliqué au paiement des intérêts et à l'amortissement du capital qui sera dû aux prêteurs : ce droit cessera d'être perçu immédiatement après l'entier remboursement de l'emprunt.

Tarif du droit de péage à percevoir dans le port du Havre, pour être employé aux travaux de ce port, et remplacer le demi-droit de tonnage et de bassin à flot, supprimé en exécution de la loi du 24 mars 1825.

Navires français,	
Venant des ports de la Grande-Bretagne ou de ses possessions en Europe, par tonneau.....	2 fr. 50 c.
Venant d'autres ports étrangers, ou faisant le grand cabotage et les voyages de long cours, par tonneau.....	0 75
Faisant le petit cabotage.....	0 30
Navires étrangers,	
Des États-Unis et des états mexicains.....	0 75 (1)
Brésiliens.....	2 12 1/2
Espagnols, comme les navires français, dans tous les cas.	
Anglais, arrivant sur <i>lest</i> d'un port étranger autre que ceux qui appartiennent en Europe à sa majesté britannique.....	0 75
Tous autres.....	2 50

Navires qui resteront dans l'avant-port.

Navires français,	
Venant des ports de la Grande-Bretagne ou de ses possessions en Europe, par tonneau.....	1 65
Venant d'autres ports étrangers, ou faisant le grand cabotage et les voyages de long cours, par tonneau.....	0 37 1/2
Faisant le petit cabotage, par tonneau.....	0 15
Navires étrangers,	
Des États-Unis et des états mexicains, par tonneau.....	0 37 1/2 (2)
Brésiliens, par tonneau.....	1 40 1/4

(1) L'administration des douanes tiendra compte, en outre, à la caisse locale, d'une somme de un franc soixante-quinze centimes par tonneau pour chaque navire américain ou mexicain qui sera entré dans le port. (*Note du Bulletin des lois.*)

(2) L'administration des douanes tiendra compte, en outre, à la caisse locale, d'une somme de un franc vingt-sept centimes et demi par tonneau pour chaque navire américain ou mexicain qui sera entré dans l'avant-port. (*Note du Bulletin des lois.*)

Espagnols, comme les navires français, dans tous les cas.

Anglais, arrivant sur *lest* d'un port étranger, autre que ceux qui appartiennent en Europe à sa majesté britannique.....

o fr. 37 c. 1/2

Tous autres 1 65

Les navires de quarante tonneaux et au dessous employés au petit cabotage, les bateaux passagers et les bateaux pêcheurs qui séjourneront dans l'avant-port, ne seront point assujétis au paiement du droit. — Sont affranchis de tous droits les bâtimens de guerre français et étrangers, et tous les navires de commerce français ou étrangers frétés pour le compte de l'état ou requis pour le service militaire.

N° 157. = 28 juin—4 juillet 1829. = **LOIS** qui autorisent des changemens de circonscription dans les départemens de la Nièvre, de l'Yonne, de la Moselle, du Bas-Rhin et des Ardennes. (VIII, Bull. CCXCIX, n° 11449.)

N° 158. = 28 juin—4 juillet 1829. = **LOIS** qui autorisent les départemens de la Seine et de la Gironde, ainsi que la ville de Bordeaux, à s'imposer extraordinairement, et la ville de Lorient à faire un emprunt. (VIII, Bull. CCXCIX, n° 11450.)

N° 159. = 1^{er}—20 juillet 1829. = **ORDONNANCE** du roi portant que les deux communes de Piedicorte, département de la Corse, prendront le nom, l'une, de Piedicorte de Gaggio, et l'autre, de Piedicorte de Bozio. (VIII, Bull. CCCII, n° 11560.)

N° 160. = 1^{er}—20 juillet 1829. = **ORDONNANCE** du roi qui maintient l'abattoir public existant dans la ville d'Uzès, département du Gard. (VIII, Bull. CCCII, n° 11561.)

N° 161. = 1^{er}—20 juillet 1829. = **ORDONNANCE** du roi qui autorise la ville du Puy (Haute-Loire) à établir un abattoir public. (VIII, Bull. CCCII, n° 11562.)

N° 162. = 1^{er}—20 juillet 1829. = **ORDONNANCE** du roi portant que la ville de Schelestadt (Bas-Rhin) continuera d'avoir un abattoir public. (VIII, Bull. CCCII, n° 11563.)

N° 163. = 1^{er}—20 juillet 1829. = **ORDONNANCE** du roi qui maintient l'abattoir public existant dans la commune de Villefranche, département des Pyrénées-Orientales. (VIII, Bull. CCCII, n° 11564.)

N° 164. = 4—8 juillet 1829. = **LOI** portant allocation au ministère de la justice d'un crédit extraordinaire de soixante-cinq mille francs sur l'exercice 1828. (VIII, Bull. CCC, n° 11462.)

N° 165. = 4—14 juillet 1829. = **LOI** relative au service des postes par voie de mer (1). (VIII, Bull. CCCI, n° 11529.)

Art. 1^{er}. Les lettres transportées au moyen de paquebots réguliers, aux frais de l'état, pour le service de la correspondance entre la France et les

(1) Voyez, sur l'organisation de la poste aux lettres, l'arrêté du 14 nivose an 8 (4 janvier 1800), et les notes.

deux continens d'Amérique et les îles qui en dépendent, paieront, en sus du port fixé par l'article 1^{er} de la loi du 15 mars 1827, une taxe de voie de mer de quinze décimes par lettre simple. — Les lettres transportées par un semblable service, d'un port de France dans les parages de la Méditerranée, paieront une taxe de voie de mer de dix décimes. — La progression de cette taxe sera la même que celle qui est déterminée par l'article 3 de ladite loi. — Lorsque les lettres seront transportées par les bâtimens du commerce, elles ne seront passibles que de la taxe fixée par l'article 6 de la loi précitée. — Les gazettes, brochures, lettres d'avis ou de part, imprimés français ou étrangers, paieront, pour la voie de mer, soit à l'expédition, soit au retour, le quadruple de la taxe qui est fixée par la loi du 15 mars 1827 pour ces objets, à raison de leur transport sur le territoire français.

2. Les lettres de France pour l'Angleterre, l'Écosse et l'Irlande, et réciproquement, qui seront transportées au moyen d'un service extraordinaire par estafette entre Paris et Calais, paieront, en sus du port fixé par les tarifs en vigueur, une taxe de trois décimes par lettre simple. — La progression de cette taxe supplémentaire sera la même que celle qui est déterminée par l'article 3 de la loi du 15 mars 1827.

N^o 166. = 4—14 juillet 1829. = *LOI qui ordonne l'aliénation de l'étang de Capestang, et l'emploi du prix en achat de rentes sur l'état, au profit de la légion d'honneur.* (VIII, Bull. ccci, n^o 11530.)

N^o 167. = 8 juillet—1^{er} août 1829. = *ORDONNANCE du roi relative à l'abattoir public de la commune de Turckheim, département du Haut-Rhin.* (VIII, Bull. cccv, n^o 11638.)

N^o 168. = 15—20 juillet 1829. = *LOI relative à l'interprétation de plusieurs dispositions des lois pénales militaires* (1). (VIII, Bull. ccclii, n^o 11556.)

Art. 1^{er}. Le vol des armes et des munitions appartenant à l'état, celui de l'argent de l'ordinaire, celui de la solde, celui des deniers ou effets quelconques appartenant à des militaires ou à l'état, commis par des militaires qui en sont comptables, sera puni des travaux forcés à temps; en cas de circonstances atténuantes, la peine pourra être réduite, soit à la réclusion, soit à un emprisonnement de trois à cinq ans. — Si le vol a été commis par des militaires qui n'étaient pas comptables des deniers ou effets, la peine sera celle de la réclusion; et en cas de circonstances atténuantes, elle pourra être réduite à un emprisonnement d'un à cinq ans.

2. Tout militaire qui aura emporté tout ou partie de l'argent de l'ordinaire, ou de la solde, ou bien des deniers, des effets, des armes, ou emmené un cheval ou des chevaux appartenant à un militaire ou à l'état, mais qui ne lui étaient pas confiés pour son service, sera condamné à l'une des peines portées en l'article précédent, suivant les circonstances prévues par ledit article. — Si le militaire mis en jugement a été déclaré en outre coupable de désertion, les peines spécifiées en l'article 1^{er} de la présente loi ne pourront jamais être réduites à celles de l'emprisonnement.

3. Tout militaire qui aura vendu, soit le cheval, soit tout ou partie des

(1) Voyez le Code pénal militaire du 12—16 mai 1793, et les notes.

Voyez spécialement l'ordonnance du 29 juillet—24 août 1829, qui ordonne l'exécution de la présente loi dans les établissemens français d'outre-mer.

effets d'armement, d'équipement ou d'habillement qui lui auront été fournis par l'état, sera puni de deux à cinq ans de travaux publics. — Sera puni de la même peine tout militaire qui aura acheté lesdits effets.

4. Tout militaire qui aura détourné ou dissipé des effets d'armement, d'équipement ou d'habillement qui lui étaient confiés pour son service, sera puni de six mois à deux ans de prison.

5. Tout militaire qui aura mis en gage, en tout ou en partie, les effets d'armement, d'équipement ou d'habillement à lui fournis par l'état, sera puni de deux mois à un an de prison. — Sera puni de la même peine tout militaire qui aura reçu en gage lesdits effets.

6. Tout militaire qui vendra ou mettra en gage, en tout ou en partie, ses effets de petit équipement, sera puni de deux mois à un an de prison. — Sera puni de la même peine tout militaire qui sciemment achètera ou recevra en gage lesdits effets.

7. Tout militaire qui, ayant emporté des effets ou des armes ou emmené un cheval à lui fournis par l'état, ne les représentera pas, sera, en cas où il serait acquitté du fait de désertion, condamné à l'une des peines portées aux articles 3, 4, 5 et 6 de la présente loi, suivant le délit dont il se sera rendu coupable.

8. Tout sous-officier ou soldat déclaré coupable de désertion, et qui aura emporté, en désertant, son arme ou ses armes blanches, ou celles qui lui étaient confiées pour son service, sera condamné à une année d'aggravation de la peine qu'il aura encourue pour fait de désertion. — La peine sera élevée au maximum, lorsque le sous-officier ou soldat aura emporté, en désertant, l'arme ou les armes à feu ou emmené le cheval à lui confiés pour son service.

9. Les articles 12, 13, 14 et 15 de la section III du titre I^{er} de la loi du 12 mai 1793, le n° 4 de l'article 67, le n° 2 de l'article 69 du titre IX de l'arrêté du 19 vendémiaire an 12 (12 octobre 1803), et l'avis du conseil d'état en date du 22 ventose an 12 (13 mars 1804), sont abrogés.

N° 169. = 15—30 juillet 1829. = **ORDONNANCE** du roi portant que la société formée à Paris pour l'encouragement de l'instruction primaire parmi les protestans de France est reconnue comme établissement d'utilité publique, et que les statuts de ladite société sont approuvés. (VIII, Bull. ccciv, n° 11596.)

N° 170. = 15 juillet—1^{er} août 1829. = **ORDONNANCE** du roi qui réunit la commune de Pouvray au canton de Bellême (Orne), et érige en commune le hameau de la Vallée-aux-Blés (Aisne). (VIII, Bull. ccv, n° 11639.)

N° 171. = 15 juillet—8 août 1829. = **ORDONNANCE** du roi relative à ceux des pairs de France dont le droit d'hérédité repose sur des pensions destinées à suppléer le majorat (1). (VIII, Bull. ccix, n° 11815.)

Charles, ... — Considérant que, aux termes de la décision royale du 3 décembre 1823, divers pairs de notre royaume ont été autorisés à asseoir les majorats de pairie sur la pension qui leur avait été accordée; — Que plusieurs d'entre eux ont profité de cette autorisation et ainsi obtenu de notre grace l'hérédité de leur titre et dignité; — Que, quelles que puissent être

(1) Voyez, sur les majorats, le décret du 1^{er} mars 1808, et les notes.

les conséquences de la loi du 28 mai 1829 sur les majorats ainsi fondés, les pairs qui les ont constitués n'en ont pas moins accompli la condition qui leur était imposée pour rendre leur pairie héréditaire et transmissible; — Voulant pourvoir à la conservation des droits ainsi acquis et que nous leur avons conférés par lettres-patentes; — Vu l'article 27 de la charte constitutionnelle, — L'ordonnance du 25 août 1817; — Vu la décision royale du 3 décembre 1823; — Vu la loi du 28 mai 1829; — Sur le rapport de notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'état au département de la justice, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit : — Ceux des pairs de France dont le droit d'hérédité repose sur des pensions destinées à suppléer le majorat prescrit par les ordonnances qui les ont élevés à la pairie, sont confirmés, nonobstant l'extinction desdites pensions, dans la possession de la pairie héréditaire et du titre y attaché.

N° 172. = 15 juillet—14 août 1829. = *ORDONNANCE du roi qui crée un conseil de prud'hommes pour les fabriques des trois cantons de Péronne, Roisel et Combles, département de la Somme* (1). (VIII, Bull. cccx, n° 11851.)

Charles, ... — Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état du commerce et des manufactures; — Vu les articles 34 et 35 de la loi du 18 mars 1806 et le décret du 11 juin 1809; — Vu les avis de la chambre de commerce d'Amiens et du préfet de la Somme; — Vu les délibérations du conseil municipal de Péronne, des 13 mars 1826 et 14 mai 1827; — Notre conseil d'état entendu, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1^{er}. Il sera créé un conseil de prud'hommes pour les fabriques des trois cantons de Péronne, Roisel et Combles, département de la Somme.

2. Ce conseil, qui siégera à Péronne, sera composé de cinq membres, savoir : trois pris parmi les filateurs et fabricans de coton et de laine, les fabricans de bonneterie, de linons, batistes, gazes et autres tissus en fil des trois cantons, et deux parmi les chefs d'atelier, contre-maitres, teinturiers et ouvriers patentés dans les mêmes branches d'industrie.

3. Indépendamment des cinq membres appelés à former ce conseil, il y sera attaché deux suppléans : l'un, fabricant, et l'autre, chef d'atelier, contre-maitre, teinturier ou ouvrier patenté; tous deux également choisis parmi les fabricans et ouvriers des trois cantons. Les suppléans remplaceront ceux des membres qui, par des motifs quelconques, ne pourraient assister aux séances, soit du bureau particulier, soit du bureau général des prud'hommes.

4. La juridiction du conseil s'étendra sur tous les fabricans, chefs d'atelier, contre-maitres, commis, teinturiers, ouvriers, compagnons ou apprentis travaillant pour les fabriques situées dans lesdits cantons de Péronne, Roisel et Combles, quel que soit le lieu de la résidence des uns et des autres.

5. Dans le cas où il serait interjeté appel d'un jugement rendu par les prud'hommes, cet appel sera porté devant le tribunal de première instance de Péronne jugeant commercialement.

6. L'élection et le renouvellement des membres du conseil auront lieu suivant le mode et de la manière qui sont réglés par le décret du 11 juin 1809. Il se conformera, dans l'exercice de ses fonctions, aux dispositions établies par ledit décret, par la loi du 18 mars 1806 et par le décret du 3 août 1810.

(1) Voyez, sur l'organisation, la compétence et le mode de procéder des conseils de prud'hommes, le décret du 11 juin 1809, et les notes.

7. La ville de Péronne fournira un local convenable à la tenue des séances du conseil ; les dépenses premières d'établissement seront à sa charge : elle allouera aussi chaque année les fonds nécessaires pour le chauffage, l'éclairage, les autres menus frais de bureau, et pour le traitement du secrétaire.

N° 173. = 15 juillet—11 septembre 1829. = **ORDONNANCE** du roi portant autorisation de la Société d'assurances mutuelles contre la grêle, formée à Saint-Jean-d'Angely, pour les départemens de la Charente, de la Charente-Inférieure et des Deux-Sèvres, et approbation de ses statuts. (VIII, Bull. cccxiv bis, n° 1.)

Art. 1^{er}. La société d'assurances mutuelles contre la grêle, formée à Saint-Jean-d'Angely, pour les départemens de la Charente, de la Charente-Inférieure et des Deux-Sèvres, par actes passés les 12 août 1827 et 4 mai dernier, par-devant Thouvenin et son collègue, notaires en ladite ville, est autorisée ; sont approuvés les statuts contenus auxdits actes, qui resteront annexés à la présente ordonnance.

2. Nous nous réservons de révoquer notre autorisation en cas de violation ou de non-exécution des statuts approuvés, sans préjudice des dommages-intérêts des tiers.

3. La société sera tenue de remettre tous les six mois extrait de son état de situation aux préfets de chacun des départemens qu'elle comprend, et au greffe du tribunal de première instance de Saint-Jean-d'Angely ; pareil extrait sera adressé au ministère du commerce et des manufactures.

(Suivent les statuts.)

N° 174. = 19—30 juillet 1829. = **ORDONNANCE** du roi qui porte que l'administration des contributions indirectes fournira exclusivement aux armateurs et négocians les poudres de chasse et autres qui pourront être demandées par eux, soit pour l'armement et le commerce maritime, soit pour l'exportation par la voie de terre, et qui fixe le prix de ces poudres (1). (VIII, Bull. ccciv, n° 11585.)

Art. 1^{er}. L'administration des contributions indirectes fournira exclusivement aux armateurs et négocians les poudres de chasse et autres qui pourront être demandées par eux, soit pour l'armement et le commerce maritime, soit pour l'exportation par la voie de terre.—Sont exceptées momentanément de la disposition ci-dessus les poudres de guerre. Toutefois cette exception n'est pas applicable aux quantités de poudre de guerre délivrées aux armateurs, en raison des armes à feu qu'exige le service de leurs bâtimens, et sur des états certifiés par le commissaire de marine du port de l'embarquement. — L'exportation par la voie de terre ne pourra avoir lieu pour la poudre dite de commerce extérieur.

2. Les demandes de poudre que feront les armateurs et négocians seront appuyées de leur déclaration, laquelle énoncera, lorsqu'il s'agira de l'armement d'un navire, le nombre de bouches à feu et autres armes du bâtiment ; et lorsqu'il s'agira d'opérations commerciales, les contrées pour lesquelles les poudres seront destinées. Pour les exportations maritimes, la déclaration sera visée par le commissaire de la marine du lieu de l'arme-

(1) Voyez, sur les poudres et salpêtres, le décret du 23 septembre—19 octobre 1791, et les notes.

ment ou de l'embarquement. En cas d'exportation par la voie de terre, elle sera par le préfet du département où réside le négociant pour le comp duquel se fait l'exportation.

3. Les poudres destinées aux armateurs et négocians leur seront délivrées des entrepôts principaux les plus voisins des ports ou des bureaux des douanes par lesquels les exportations devront s'opérer.

4. Les délivrances de poudres seront certifiées par des acquits-à-caution sur lesquels les préposés de l'administration des contributions indirectes constateront les quantités et les espèces de poudres fournies.

5. Lors de l'embarquement ou de la sortie desdites poudres, les préposés des douanes veilleront à ce que la totalité des poudres énoncées dans les acquits-à-caution soit exportée. Ils en délivreront certificat sur les mêmes acquits; ce dont les armateurs et négocians justifieront par la remise desdits acquits aux préposés des contributions indirectes, qui en donneront reçu.

6. Les poudres délivrées par l'administration des contributions indirectes pour le commerce d'exportation paieront, à leur sortie, un droit de balance de vingt-cinq centimes par cent kilogrammes. (*Loi du 28 avril 1816, titre des Douanes, articles 13 et 14.*) — Celles destinées à l'armement des navires seront affranchies de ce droit. — Conformément aux dispositions des articles 3, 4 et 20 de la loi du 10 juillet 1791, et à l'article 19 de la loi du 21 avril 1818, les poudres expédiées à destination des colonies ou des établissements français restent affranchies de tout droit de sortie.

7. Pendant l'intervalle qui s'écoulera entre la délivrance des poudres et leur exportation par mer, les armateurs et négocians seront tenus, sous peine de cinq cents francs d'amende, conformément à l'article 31 de la loi du 30 août 1797 (13 fructidor an 5), de les déposer dans les magasins de l'état à ce destinés: elles y resteront jusqu'au jour de la sortie des bâtimens sur lesquels elles devront être embarquées. — Il en sera de même pour les poudres qui rentreraient dans les ports de France après les expéditions maritimes.

8. Les poudres destinées à être exportées par la voie de terre ne pourront sortir que par les bureaux principaux de douane placés en première ligne. — Elles resteront dans les magasins des entrepôts jusqu'à leur expédition au bureau de la frontière. — Le délai et la route à suivre pour leur sortie du royaume seront fixés par les acquits-à-caution. — Elles ne pourront plus rentrer en France.

9. Les armateurs et négocians prendront, pour le chargement et le transport des poudres qui leur seront délivrées, toutes les précautions nécessaires pour prévenir les accidens qui pourraient compromettre la sûreté des personnes et des habitations. — Les barils de poudre seront bien assujétis sur des voitures, de manière que le mouvement de celles-ci ne puisse jamais les faire frotter les uns contre les autres. Ils y seront liés avec des cordes et non avec des chaînes. — Les voitures chargées de poudre ne marcheront jamais plus vite que le pas, et sur une seule file. — On ne souffrira à leur suite ni feu, ni lumière, ni aucun fumeur. On en écartera les pierres et métaux qui peuvent produire des étincelles. — On fera passer les transports de poudre, autant que possible, en dehors des communes; et, lorsqu'on sera forcé de faire entrer les voitures dans les villes, on requerra la municipalité de faire fermer les ateliers où il se fait du feu. Si la route est sèche, on fera arroser les rues par où l'on devra passer. — Les voitures chargées de poudre ne stationneront jamais dans les villes, bourgs ni villages; on les fera passer au dehors, dans un lieu isolé des habitations, convenable, sûr et

connu à l'avance. (*Règlement du 24 septembre 1812.*) — Les personnes pour le compte desquelles les poudres seront transportées demeureront responsables des accidens provenant du défaut de précautions, sauf leur recours contre qui de droit.

10. Les poudres livrées pour le service des armemens maritimes, ou pour l'exportation par la voie de terre, devront être consommées ou vendues hors du territoire français. Toute vente, consommation ou réintroduction à l'intérieur en seront défendues. Conformément à l'article 21 de la loi du 30 août 1797, la réintroduction sera punie de la confiscation de la poudre, des chevaux et des voitures, et, en outre, d'une amende de vingt francs quarante-quatre centimes par kilogramme de poudre. Si la réintroduction est faite par la voie de mer, l'amende sera double, en outre de la confiscation de la poudre.

11. Les négocians, armateurs et tous autres qui conserveront dans leurs magasins, à l'intérieur, plus de cinq kilogrammes des poudres qui leur auraient été délivrées pour l'exportation, seront condamnés à une amende de cinq cents francs. — Dans l'un et l'autre cas, les poudres seront confisquées et déposées dans les magasins de l'état; le tout conformément à l'article 28 de ladite loi du 30 août 1797.

12. Le prix des poudres de chasse fine et superfine, et de la poudre royale, que la régie des contributions indirectes vendra à charge d'exportation, est fixé ainsi qu'il suit : — Poudre de chasse fine ou ordinaire, le kilogramme, trois francs cinquante centimes, au lieu de six francs cinquante centimes, prix du tarif des ventes à l'intérieur. — Poudre de chasse superfine, le kilogramme, quatre francs au lieu de huit francs. — Poudre royale, le kilogramme, quatre francs cinquante centimes, au lieu de huit francs cinquante centimes. — Les modifications qu'il pourrait y avoir lieu d'apporter ultérieurement aux prix ci-dessus fixés, seront déterminées par ordonnances sur le rapport du ministre secrétaire d'état au département des finances.

13. Les négocians qui obtiendront des poudres de chasse fines et superfines, et des poudres royales, à des prix inférieurs à ceux du tarif des ventes à l'extérieur, à la charge d'exportation, contracteront, dans l'acquit-à-caution qui leur sera délivré, l'obligation de payer, s'ils ne justifient pas de la sortie des poudres, le double de la différence entre le prix auquel la poudre leur aura été vendue et celui qui est réglé par le tarif pour la poudre de même espèce vendue aux consommateurs de l'intérieur; et quant à la poudre de commerce extérieur et à la poudre de mine, les négocians contracteront par l'acquit-à-caution l'obligation de payer, pour les quantités de ces deux espèces de poudre dont la sortie ne serait pas justifiée, une somme égale à celle qu'ils auraient eue à payer dans le même cas pour une pareille quantité de poudre de chasse ordinaire.

14. Toutes les dispositions réglementaires antérieures à celles ci-dessus énoncées, et relatives au même objet, sont et demeurent abrogées.

N° 175. = 19 juillet—1^{er} août 1829. = **ORDONNANCE** du roi qui supprime deux divisions militaires et apporte des changemens dans la circonscription de plusieurs autres (1). (VIII, Bull. cccv, n° 11636.)

Charles, ... — Vu l'avis du conseil supérieur de la guerre en date du

(1) Voyez l'ordonnance du 6—18 novembre 1817, concernant l'organisation des divisions militaires, et les notes.

14 novembre 1828; — Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état de la guerre, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1^{er}. Les départemens qui composent la quatorzième et la quinzième division militaire, à l'exception du département de la Somme, qui sera réuni à la seizième division militaire, formeront une seule division qui portera le n° 14. — Le quartier général de la quatorzième division militaire sera fixé à Rouen.

2. La vingtième division militaire sera supprimée (1); les départemens dont elle se compose seront répartis comme il suit, savoir : — Le département de la Charente sera ajouté à la troisième subdivision (Charente-Inférieure) de la douzième division militaire. — Le département de la Corrèze sera ajouté à la troisième subdivision (Haute-Vienne et Creuse) de la vingt et unième division militaire. — Les départemens de la Dordogne, du Lot et de Lot-et-Garonne, formeront la seconde subdivision de la onzième division militaire. — La seconde subdivision actuelle de la onzième division (Basses-Pyrénées) portera le n° 3.

3. La vingt et unième division militaire prendra le n° 15 : les autres divisions conserveront leur numéro actuel.

4. Les dispositions de la présente ordonnance seront exécutées à dater du 1^{er} octobre prochain.

N° 176. = 19 juillet—1^{er} août 1829. = **ORDONNANCE du roi portant que l'île de la Désirade, l'une des dépendances de la Guadeloupe, sera comprise dans l'arrondissement du tribunal de première instance de la Pointe-à-Pitre, et fera partie du canton de justice de paix dont le chef-lieu est fixé au Moule.** (VIII, Bull. cccv, n° 11640.)

Charles, ... — Vu notre ordonnance du 24 septembre 1828, concernant l'organisation de l'ordre judiciaire et l'administration de la justice aux Antilles; — Considérant que l'île de la Désirade, l'une des dépendances de la Guadeloupe, n'a point été comprise dans la circonscription des cantons et arrondissemens de cette colonie, telle qu'elle a été déterminée par les articles 10, 11 et 27 de ladite ordonnance; — Attendu qu'il importe de ne pas laisser cette île en dehors de la nouvelle organisation judiciaire; — Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état de la marine et des colonies, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit : — L'île de la Désirade, l'une des dépendances de la Guadeloupe, sera comprise dans l'arrondissement du tribunal de première instance de la Pointe-à-Pitre, et fera partie du canton de justice de paix dont le chef-lieu est fixé au Moule.

N° 177. = 19 juillet—11 septembre 1829. = **ORDONNANCE du roi portant autorisation de la société anonyme formée à Lyon, sous la dénomination de Compagnie des transports des marchandises sur la Saône par gondoles à vapeur.** (VIII, Bull. cccxiv bis, n° 2.)

N° 178. = 19 juillet—9 octobre 1829. = **ORDONNANCE du roi concernant l'enregistrement à l'île de Bourbon et dans ses dépendances** (2). (VIII, Bull. cccxix bis, n° 2.)

TITRE I^{er}.

CHAPITRE I^{er}. — *De l'enregistrement, des droits, et de leur application.*

Art. 1^{er}. A dater de la promulgation de la présente ordonnance, les droits

(1) Voyez l'ordonnance du 17 décembre 1830—1^{er} janvier 1831, qui recrée cette division.

(2) Cette ordonnance est calquée sur celle du 31 décembre 1828—28 août 1829, relative à

d'enregistrement seront perçus, à l'île de Bourbon, d'après les bases et suivant les règles déterminées ci-après.

Art. 2, 3, 4 et 5 (*voyez les mêmes articles de l'ordonnance du 31 décembre 1828*).

6. Les actes judiciaires sont également soumis à l'enregistrement sur les minutes, brevets ou originaux, suivant les distinctions ci-après :—1° *En matière civile et de commerce*, tous les actes et jugemens, de quelque nature qu'ils soient, émanés des juges ou des greffiers, sans exception ; — 2° *En matière de simple police et de police correctionnelle*, les actes de dépôt et décharge faits au greffe par les parties, les ordonnances de mise en liberté provisoire sous caution, les cautionnemens, les ordonnances sur requête, et tous les jugemens définitifs rendus à l'audience publique, les actes d'appel et ceux de recours en cassation, et les certificats délivrés en brevet ; — 3° *En matière criminelle*, les actes de dépôt et de décharge au greffe par toutes personnes autres que les prévenus, dans le cas seulement où il y a partie civile en cause; les jugemens et arrêts définitifs rendus à l'audience publique, aussi seulement lorsqu'il y a partie civile; les cautionnemens; les actes d'appel, les recours en cassation par les parties civiles, ainsi que les ordonnances rendues sur leurs requêtes, et les certificats délivrés en brevet.

7. Les actes des administrations et des établissemens publics qui sont soumis à l'enregistrement sur la minute sont : 1° les actes translatifs de propriété, d'usufruit ou de jouissance de biens meubles et immeubles ; 2° les traités et marchés de toute nature, à prix convenu, aux enchères, au rabais ou par soumissions ; 3° les cautionnemens et renforts de caution y relatifs ; 4° les prestations de serment des employés et comptables salariés pour entrer en fonctions ; 5° les procès-verbaux désignés au n° 10 du paragraphe II de l'article 91.

Art. 8, 9, 10, 11, 12, 13 et 14 (*voyez les mêmes articles de l'ordonnance du 31 décembre 1828*).

15. Les actes passés en pays étrangers, ou dans les colonies françaises, quel que soit leur objet, ainsi que les actes passés à l'île de Bourbon, et relatifs à des droits, actions ou biens meubles situés dans des pays étrangers ou dans les colonies françaises, paieront les mêmes droits que les actes de même nature passés à l'île de Bourbon pour des biens qui y seraient situés. — Sont seuls exceptés de ces dispositions les actes translatifs de propriété, d'usufruit ou de jouissance de biens immeubles situés en pays étrangers, qui ne paieront qu'un droit fixe. — Les actes qui ne seraient pas rédigés en langue française ne seront enregistrés que sur une traduction authentique. — A l'égard des actes enregistrés en France ou dans une colonie française, ils seront de nouveau soumis à cette formalité dans la colonie, avant qu'il puisse en être fait aucun usage public ; mais il ne sera perçu qu'un droit fixe dans le cas où la perception déjà faite serait égale ou supérieure à celle déterminée par la présente ordonnance ; et, dans le cas où elle serait inférieure, il y aura lieu d'acquitter le complément des droits auxquels ces actes sont assujétis par leur nature.

L'enregistrement dans les colonies de la Martinique, de la Guadeloupe et de la Guiane française ; mais elle n'est pas identique : en conséquence nous avons cru qu'il convenait de supprimer les articles qui sont tout-à-fait semblables aux mêmes articles de l'ordonnance du 31 décembre 1828 et de conserver seulement ceux qui présentent quelques différences.

CHAPITRE II. — *Des valeurs et des bases sur lesquelles le droit proportionnel est assis, et de l'expertise.*

SECTION 1^{re}. — Des valeurs et des bases.

16. La valeur de la propriété, de l'usufruit et de la jouissance *des biens meubles* est déterminée, pour la liquidation et le paiement du droit proportionnel, ainsi qu'il suit, savoir : — 1^o, 2^o, 3^o, 4^o, 5^o, 6^o et 7^o (*voyez les mêmes numéros de l'article 16 de l'ordonnance du 31 décembre 1828*). — 8^o Pour les rentes et pensions créées sans expression de capital, pour leur transport, délégation et amortissement, pour les baux à vie et ceux à durée illimitée, « à raison d'un capital formé de douze fois la rente perpétuelle, et de six fois la rente viagère ou la pension, quel que soit le prix stipulé pour le transport, la délégation ou l'amortissement. » — Il ne sera fait aucune distinction entre les rentes viagères et pensions créées sur une tête, et celles créées sur plusieurs têtes, quant à l'évaluation. — Les rentes et pensions stipulées payables en nature seront évaluées aux mêmes capitaux, estimation préalablement faite des objets d'après le taux commun résultant des mercuriales ou parères des trois dernières années à la date de l'acte, pour la commune de la situation des biens, s'il s'agit d'une rente créée pour aliénation d'immeubles; et, dans tout autre cas, d'après le prix moyen des mercuriales ou parères des trois dernières années du lieu où l'acte aura été passé. — Il sera rapporté, à l'appui de l'acte, un extrait certifié des mercuriales, ou un parère signé par trois négocians patentés ou par trois propriétaires, suivant la nature de l'objet à estimer. — S'il est question d'objets dont le prix ne puisse être réglé par les mercuriales ou parères, les parties en feront une déclaration estimative. — 9^o Pour les transmissions entre-vifs, à titre gratuit, et celles qui s'opèrent par décès, « par la déclaration estimative des parties, sans distraction des charges, à l'exception seulement, pour les mutations par décès, des dettes qui seraient établies par titres authentiques ou ayant date certaine antérieure au décès, faits sans dol ni fraude, et à la charge d'en affirmer l'existence réelle au jour du décès, devant le juge de paix, par un acte qui sera annexé à la déclaration, sur la réquisition qui pourrait en être faite par le préposé de l'enregistrement. » — 10^o Pour les transmissions d'usufruit à titre gratuit, « par la moitié de la valeur entière de l'objet. » — Dans le cas de transmission par adjudication publique des biens compris au présent article, le prix et les charges serviront seuls de base au droit de mutation.

17. La valeur de la propriété, de l'usufruit et de la jouissance *des immeubles* est déterminée, pour la liquidation et le paiement du droit proportionnel, ainsi qu'il suit, savoir : — 1^o Pour les baux à ferme ou à loyer, les sous-baux, cessions, subrogations et résiliations de baux, « par le total formé du prix et des charges de toutes les années du terme le plus long auquel la jouissance puisse s'étendre, pourvu que la durée du bail soit limitée. » — Si le prix et les charges sont stipulés payables en nature, il en sera fait une évaluation d'après le taux moyen des mercuriales ou parères des trois dernières années à la date de l'acte, pour la commune où sont situés les biens; et il sera produit un extrait certifié desdites mercuriales, ou un parère signé par trois négocians patentés ou trois propriétaires, suivant la nature des objets à estimer. — Il en sera de même des baux à portion de fruits, pour la part revenant au bailleur, dont la quotité sera préalablement déclarée, et sur la valeur de laquelle le droit d'enregistrement sera perçu. — S'il s'agit d'objets dont la valeur ne puisse être constatée par les mercuriales ou parères, les parties en feront une déclaration estimative. —

2°, 3°, 4°, 5°, 6° et 7° (*voyez les mêmes numéros de l'article 17 de l'ordonnance du 31 décembre 1828*). — 8° Pour les transmissions entre-vifs, et à titre gratuit, de propriétés entières ou de nues-propriétés, et pour celles qui s'effectuent par décès, « par le prix des baux courans à l'époque de la mutation; ou, à défaut de baux, par l'évaluation du revenu; « en portant à douze fois le produit des biens, sans distraction de dettes ni charges quelconques. » — Il ne sera rien dû pour la réunion de l'usufruit à la propriété, lorsqu'elle s'opérera naturellement et sans acte, et que le droit aura été acquitté sur la valeur entière; et, dans ce cas, l'acte entre-vifs de la réunion de l'usufruit ne paiera que le droit fixe d'enregistrement. — 9° Pour les transmissions d'usufruit seulement, soit entre-vifs à titre gratuit, soit par décès, « par le prix des baux courans à l'époque de la donation ou du décès; ou, à défaut de baux, « par l'évaluation du revenu; en portant à six fois le produit des biens, « aussi sans distraction de dettes ni charges. » — Lorsque l'usufruitier qui aura acquitté le droit d'enregistrement pour son usufruit acquerra la nue-propriété, il paiera le droit d'enregistrement sur la valeur, sans qu'il y ait lieu de joindre celle de l'usufruit. — Dans tous les cas prévus au présent article, l'usufruit et la nue-propriété transmis pour un seul prix s'évaluent chacun à la moitié de la valeur entière.

18. Les droits de mutation des actes qualifiés par les parties *donations entre-vifs* ne sont exigibles que lorsque ces donations sont acceptées, ou sur l'acte postérieur qui constate cette acceptation; et les règles générales ci-après énoncées seront suivies pour la liquidation de ces droits. — 1° Il ne sera fait aucune distinction entre les donations à titre gratuit et celles à titre onéreux. — 2° Les réserves de l'article 946 du Code civil doivent être déduites des biens donnés, pour ne percevoir les droits que sur le surplus; mais les charges de l'article 1086, faisant provisoirement partie de la donation, doivent supporter le droit, sauf restitution à l'événement. — 3° Les droits devant être perçus sur l'intégralité des biens compris dans la donation, il n'en sera dû aucun pour les sommes d'argent que le donataire pourrait être chargé de payer à des tiers, à titre de libéralité. — 4° Toutes les donations consenties par contrat de mariage ne paieront que la moitié des droits fixés par les différens paragraphes dans lesquels elles se trouvent classées: la même réduction aura lieu pour l'acte de délivrance d'immeubles en nature, et en tenant compte de ceux déjà perçus comme donation immobilière, lorsque le contrat aura réservé aux futurs ou aux donateurs la faculté d'acquitter ultérieurement la dot en meubles ou en immeubles. — 5° La condition imposée à un donataire de renoncer à demander compte et partage, pendant plus de cinq ans ou pour un temps indéterminé, d'une communauté ou d'une succession ouverte et indivise avec le donateur, donne ouverture au droit d'abandon d'usufruit et à celui de vente, si le donateur est autorisé à disposer de la propriété des biens desdites communauté ou succession, ou lorsque la donation est stipulée pour remplir le donataire de ses droits dans les mêmes biens. — 6° Le paiement de la dot promis ou effectué par un autre que le donateur donne ouverture au droit d'obligation, indépendamment de celui dû pour la donation; ou à celui de cession, si ce paiement a pour objet de remplir le donataire de ses droits dans des biens indivis.

Art. 19 (*voyez le même article de l'ordonnance du 31 décembre 1828*).

20. A l'égard des transmissions par décès; — 1° Il n'est dû qu'un seul droit à raison d'une hérédité; ce droit est perçu sur la portion attribuée dans la masse à l'héritier ou aux légataires, en raison du degré de parenté

ou de leur qualité. — 2° Dans le cas de communauté de biens, les droits n sont appliqués qu'après la déduction des reprises de l'époux survivant, et d'près les attributions de l'acte de partage définitif revêtu de toutes les formalités légales; et sans qu'il y ait lieu à aucun droit pour raison des différentes attributions des ameublissemens consentis par contrat de mariage, mais dans le cas seulement où ces ameublissemens sont déterminés. — 3° Les absens sont censés n'avoir recueilli aucun droit dans les successions ouvertes depuis leur absence, lorsque leur existence à l'époque de l'ouverture de ces successions n'est pas prouvée; la même disposition s'applique aux militaires et aux marins, même avant que leur absence ait été déclarée. — 4° Les biens constitués en majorat ne doivent que le droit de mutation de simple usufruit; doit être payé par l'appelé et par la veuve, par proportion, sans qu'il puisse être réclamé contre la succession du titulaire décédé. — 5° Les biens meubles ou immeubles légués pour remplir le légataire d'une créance sur le testateur paieront les droits de mutation par décès, en raison du degré de parenté de la qualité de ce légataire.

Art. 21, 22, 23, 24, 25, 26 et 27 (*voyez les mêmes articles de l'ordonnance du 31 décembre 1828*).

CHAPITRE III. — Des délais.

28. Les délais pour faire enregistrer les actes sont, savoir : — 1° De quatre jours, pour ceux des huissiers et tous autres ayant pouvoir de faire des exploits et procès-verbaux. — A l'égard de ceux de ces actes qui seraient faits dans un lieu où il n'existerait pas de bureau d'enregistrement, et lorsqu'il n'en existera pas non plus dans le lieu de la résidence du fonctionnaire, le délai sera de six jours; et, s'il y a eu, par force majeure, empêchement légitime à leur présentation, ce délai sera augmenté d'autant de jours, plus un, que l'empêchement aura duré, ce qui devra être constaté dans le chef-lieu du canton par le visa du juge de paix ou de son suppléant, et, dans les autres communes, par le visa du maire de la commune, ou de son adjoint; le receveur de l'enregistrement fera mention de ce visa, tant sur son registre que sur l'acte, sous peine d'être responsable de l'amende. — 2° De dix jours, pour les actes des notaires qui résident dans la commune où le bureau de l'enregistrement est établi. — 3° De quinze jours, pour ceux des notaires qui n'y résident pas; dans le cas d'empêchement par force majeure, les dispositions du n° 1^{er} ci-dessus seront applicables. — Lorsque toutes les parties n'ayant pu signer le même jour, les actes des notaires porteront plusieurs dates, le délai de dix jours ou de quinze jours ne courra que de la dernière date de l'acte. — 4° De vingt jours, pour les actes judiciaires en minute, et pour ceux dont il ne reste pas de minute au greffe, lorsqu'ils se délivrent en brevet; — Pour les adjudications de biens-meubles ou immeubles, quoique frappées d'appel, surenchère ou folle-enchère; — Et pour les jugemens des arbitres, à partir de leur acte de dépôt. — Sont exceptés les actes ci-après énoncés, qui pourront n'être enregistrés que lorsque les parties en demanderont l'expédition, mais avant que celle-ci puisse être délivrée, savoir : — Les jugemens de remise de causes, autres que ceux qui ont pour objet des productions de pièces, des preuves ou des comparutions ordonnées; — Les radiations de causes, autres que celles dont les frais demeurent à la charge des avoués; — Les nominations des juges rapporteurs et les mentions d'opposition à jugement faites au greffe sur le registre à ce destiné; — Les jugemens de nomination d'un nouveau juge-commissaire pour l'empêchement d'un juge précédemment nommé par un jugement enregistré; — Et généralement tous les actes et jugemens n'ayant pour objet qu'

l'ordre intérieur des tribunaux. — Sont encore exceptés dudit délai les procès-verbaux d'ordre et de contribution arrêtés définitivement par le juge-commissaire, pourvu toutefois qu'ils soient enregistrés avant la délivrance d'aucun mandement ou bordereau. — 5° De vingt jours pour les actes des administrations et des établissemens publics assujétis à l'enregistrement par l'article 7 de la présente ordonnance. — A l'égard de ceux de ces actes qui ne doivent avoir d'exécution qu'après avoir été approuvés par l'autorité supérieure, le délai ne courra que du jour où cette approbation sera parvenue à l'autorité qui doit les mettre à exécution; à la charge de faire mention de la condition suspensive dans l'acte, et d'annoter, à l'article du répertoire, la date de la réception de l'approbation.

Art. 29 et 30 (*voyez les mêmes articles de l'ordonnance du 31 décembre 1828*).

31. Les actes qui seront faits sous signature privée, et qui porteront transmission de propriété ou d'usufruit de biens immeubles, et les baux à ferme et à loyer, sous-baux, résiliations, cessions et subrogations de baux, et les engagemens ou antichrèses, aussi sous signature privée, de biens de même nature, seront enregistrés dans les trois mois de leur date. — Les obligations contractées sous une condition suspensive exprimée dans l'acte devront également acquitter le droit proportionnel dans les trois mois de l'accomplissement de l'événement; à défaut d'acte public constatant le fait, la partie tenue du paiement des droits par l'article 41 sera obligée d'en faire la déclaration, au bureau où l'acte aura été enregistré provisoirement pour le droit fixe. — La déclaration prescrite par les articles 13 et 14, pour les transmissions par conventions verbales, devra être faite dans les trois mois de l'entrée en possession de droit, selon les articles 1583 et 1589 du Code civil. — Le même délai, à partir de l'acte de renonciation, s'appliquera aux veuves et héritiers qui renonceraient à la communauté ou à la succession après s'être rendus adjudicataires par acte de licitation dont les droits n'auraient été perçus qu'après déduction faite de leur portion virile, à l'effet d'acquitter les droits sur le prix intégral de l'adjudication. — A l'égard des actes et conventions des espèces mentionnées dans les alinéas précédens, qui seront passés en France, ou partout ailleurs qu'à l'île de Bourbon, et qui seront relatifs à des biens immeubles situés dans cette colonie, quelque soit la forme de ces actes, et lors même qu'ils auraient été enregistrés, le délai sera, savoir : — 1° De six mois, pour les actes passés à l'île Maurice et dans ses dépendances, ou à Madagascar; — 2° D'un an, pour les actes passés dans les établissemens français de l'Inde, et autres pays situés à l'est du cap de Bonne-Espérance, et à l'ouest du cap Horn; — 3° De deux ans, pour les actes passés dans les pays situés à l'ouest du cap de Bonne-Espérance, et à l'est du cap Horn.

32. Il n'y a point de délai de rigueur pour l'enregistrement de tous actes, autres que ceux mentionnés en l'article précédent, qui seront faits sous signature privée, ou passés soit en France, soit dans les colonies françaises, soit en pays étrangers, quelle que soit la forme de ces actes; mais il ne pourra en être fait aucun usage ni mention quelconque, soit dans un acte public, soit en justice, soit devant l'autorité administrative, s'ils n'ont été préalablement enregistrés dans la colonie. — Ces dispositions ne s'appliquent pas aux actes produits devant les conseils privés des colonies, lesquels sont dispensés pour cet usage de l'enregistrement, conformément à l'article 204 de l'ordonnance du 31 août 1828 sur le mode de procéder devant lesdits conseils. — Toutefois, mention des actes ci-dessus énoncés pourra être faite dans des actes sous seing privé, sans qu'il y ait lieu d'en exiger les droits,

pourvu que les actes mentionnés ne soient pas de l'espèce de ceux désignés dans l'article précédent.

33. Les délais pour l'enregistrement des déclarations que les héritiers, donataires ou légataires, auront à passer des biens à eux échus ou transmis par décès, courront à compter du jour du décès, et seront, savoir : — 1° De six mois, lorsque le décès sera arrivé à l'île Bourbon; — 2° De huit mois, lorsque le décès sera arrivé à l'île Maurice et dans ses dépendances, ou à Madagascar; — 3° D'un an, lorsque le décès sera arrivé dans un pays situé à l'est du cap de Bonne-Espérance et à l'ouest du cap Horn; — 4° De deux ans, lorsque le décès sera arrivé dans un pays situé à l'ouest du cap de Bonne-Espérance et à l'est du cap Horn. — Le délai de six mois ne courra que du jour de la mise en possession, pour la succession d'un absent, et pour celle d'un militaire ou d'un marin, ou d'un employé civil, s'il est mort en activité de service hors de la colonie. — Si, avant les derniers six mois des délais fixés pour les déclarations des successions de personnes décédées hors de la colonie, leurs héritiers prennent possession des biens, ou font un acte quelconque qui suppose leur qualité d'héritiers, il ne restera d'autre délai à courir, pour passer déclaration, que celui de six mois, à compter du jour de la prise de possession ou de la date de l'acte qu'ils auront fait; et le droit sera dû, dans tous les cas, sans qu'il soit nécessaire de prouver le décès. — Le délai de six mois pour le paiement des droits de succession courra également contre les héritiers présomptifs d'un absent, envoyés en possession provisoire de ses biens, à compter du jour de cet envoi en possession, sans égard à l'acte de cautionnement. — En cas de retour de l'absent, les droits payés seront restitués sous la seule déduction de celui auquel la jouissance des héritiers aura donné lieu.

Art. 34 (*voyez le même article de l'ordonnance du 31 décembre 1828*).

CHAPITRE IV. — *Des bureaux où les actes et mutations doivent être enregistrés.*

35. Les notaires ne pourront faire enregistrer leurs actes qu'au bureau dans l'arrondissement duquel ils résident. — Les huissiers et tous autres ayant pouvoir de faire des exploits, procès-verbaux ou rapports, feront enregistrer leurs actes, soit au bureau de leur résidence, soit au bureau du lieu où ils les auront faits. — Les greffiers et secrétaires des administrations et établissemens publics feront enregistrer les actes qu'ils sont tenus de soumettre à cette formalité, au bureau dans l'arrondissement duquel ils exercent leurs fonctions. — Les actes sous seing privé et ceux passés ailleurs que dans la colonie pourront être enregistrés dans tous les bureaux indistinctement. — Il en sera de même des conventions verbales prévues par les articles 13 et 14.

Art. 36 (*voyez le même article de l'ordonnance du 31 décembre 1828*).

CHAPITRE V. — *Du paiement des droits, et de ceux qui doivent les acquitter.*

Art. 37 et 38 (*voyez les mêmes articles de l'ordonnance du 31 décembre 1828*).

39. Le paiement des droits est indivisible comme la formalité; en conséquence, lorsqu'il y aura lieu à plusieurs droits à raison d'un même acte, on ne peut acquitter ceux d'une disposition et laisser en suspens ceux des autres; la totalité des droits doit être acquittée par les officiers publics ci-dessus désignés, ou par les parties qui requièrent l'enregistrement, ou qui sont tenues de faire enregistrer les actes, sauf leur recours contre qui de droit.

Art. 40 (*voyez le même article de l'ordonnance du 31 décembre 1828*).

41. Les droits des actes civils et judiciaires emportant obligation, libération

ou transmission de propriété, d'usufruit ou de jouissance de biens meubles ou immeubles, et en général les droits de tous les actes seront acquittés et supportés par les débiteurs ou les nouveaux possesseurs, ou par les parties auxquelles ces actes profiteront, lorsque, dans ces divers cas, il n'aura pas été stipulé de dispositions contraires dans les actes. — Les droits des actes extra-judiciaires et ceux des jugemens contradictoires ou par défaut seront acquittés par les parties à la requête desquelles ils seront faits, par les demandeurs ou par les parties civiles, sans préjudice des condamnations qui pourraient ensuite être prononcées.

Art. 42 (*voyez le même article de l'ordonnance du 31 décembre 1828*).

CHAPITRE VI. — Des peines.

43. Les notaires qui n'auront pas fait enregistrer leurs actes dans les délais prescrits paieront personnellement, à titre d'amende et pour chaque contravention, une somme de cinquante francs, s'il s'agit d'un acte sujet au droit fixe; et une somme égale au montant du droit, s'il s'agit d'un acte sujet au droit proportionnel, sans que, dans ce dernier cas, la peine puisse être au dessous de cinquante francs. — Ils seront tenus en outre du paiement des droits, sauf leur recours contre les parties pour ces droits seulement.

44. La peine contre un huissier ou autre agent ayant pouvoir de faire des exploits ou procès-verbaux sera, pour un exploit ou procès-verbal non présenté à l'enregistrement dans le délai prescrit, une amende de vingt-cinq francs, et en outre une somme équivalente au montant du droit de l'acte non enregistré. L'exploit ou procès-verbal non enregistré dans le délai *est nul*, et le contrevenant sera responsable de cette nullité envers la partie. — Ces dispositions, relativement aux exploits et procès-verbaux, s'appliquent aux significations d'avoué à avoué; mais elles ne s'étendent pas aux procès-verbaux de ventes de meubles et autres objets mobiliers, ni à tout autre acte sujet au droit proportionnel; la peine, dans ce cas, sera d'une somme égale au montant du droit, sans qu'elle puisse être au dessous de vingt-cinq francs: le contrevenant paiera en outre le droit dû pour l'acte, sauf son recours contre la partie pour ce droit seulement.

45. Les greffiers qui auront négligé de soumettre à l'enregistrement, dans les délais prescrits, les actes qu'ils seront tenus de présenter à cette formalité, paieront personnellement, à titre d'amende et pour chaque contravention, une somme égale au montant du droit; ils acquitteront en même temps le droit, sauf leur recours, pour ce droit seulement, contre la partie. — Les dispositions du présent article s'appliquent aux officiers des administrations et établissemens publics pour les actes qu'il leur est prescrit de faire enregistrer, s'ils ne les ont pas soumis à l'enregistrement dans les délais.

46. Sont néanmoins exceptés des dispositions de l'article précédent les jugemens rendus à l'audience publique et les actes d'adjudication passés par des administrations en séance publique, lorsque les parties n'auront pas consigné aux mains des greffiers ou officiers et secrétaires des administrations et établissemens publics, dans le délai prescrit pour l'enregistrement, le montant des droits. Dans ce cas, le recouvrement, tant du droit que du double droit dû à titre de peine, sera poursuivi par le receveur contre les adjudicataires ou contre les demandeurs, soit au principal, soit incidemment, soit reconventionnellement, ou contre les parties civiles, ou contre les parties auxquelles ces actes auront profité: toutefois, la peine du double droit ne portera pas sur les droits dus à raison des conventions non enregistrées antérieures au jugement, si ces conventions n'étaient pas d'ailleurs assujéties à la formalité dans un délai déterminé. — Pour l'exécution de ces

dispositions, les greffiers, officiers et secrétaires des administrations et établissemens publics fourniront au receveur de l'enregistrement, dans les dix jours qui suivront l'expiration des délais, des extraits, par eux certifiés, des actes et jugemens dont les droits ne leur auront pas été remis par les parties, à peine d'une amende de cinq francs pour chaque dix jours de retard, et pour chaque acte et jugement, et d'être en outre personnellement contraints au paiement du double droit. Il leur sera délivré par les receveurs de l'enregistrement des récépissés des extraits de ces actes et jugemens; ces récépissés seront inscrits sur les répertoires des greffiers et secrétaires.

47. Les actes sous signature privée et tous ceux désignés dans l'article 31, qui n'auront pas été enregistrés dans la colonie, dans les délais déterminés, seront passibles du double droit d'enregistrement. — Il en sera de même pour les conventions soumises à une condition suspensive, et à l'égard des mutations qui s'opèrent au profit des veuves et héritiers adjudicataires par licitation, après les délais et dans les cas prévus par ledit article 31. — Les mutations par conventions verbales, dans les cas désignés au même article, seront passibles du droit en sus, lorsque la déclaration n'en aura pas été faite dans les trois mois du jour où la propriété est acquise de droit, aux termes des articles 1583 et 1589 du Code civil. — Le double droit sera également perçu sur tout acte duquel il résulterait que la propriété a été acquise de droit, ou que l'entrée en possession a eu lieu depuis plus de trois mois. — Il y aura lieu aussi à poursuivre le recouvrement du double droit, lors même que l'acte de mutation aurait été enregistré, s'il est reconnu ultérieurement que la propriété était acquise de droit, ou que l'entrée en possession avait eu lieu plus de trois mois avant la date dudit acte.

Art. 48, 49, 50, 51, 52, 53 et 54 (*voyez les mêmes articles de l'ordonnance du 31 décembre 1828*).

CHAPITRE VII. — *Des obligations des officiers publics et ministériels; des juges et arbitres; des receveurs et des parties.*

55. Les notaires, avoués, huissiers, greffiers et secrétaires des administrations et autres établissemens publics, ne pourront délivrer en brevet, copie ou expédition, même par simple note ou extrait, aux parties ou autres intéressés, aucun acte soumis à l'enregistrement sur la minute ou l'original, ni faire aucun autre acte en conséquence du premier, avant que celui-ci ait été enregistré, quand même le délai pour l'enregistrement ne serait pas encore expiré, à peine de cinquante francs d'amende, outre le paiement du droit. — Sont exceptés : — 1° Les actes ci-après qui pourront être enregistrés, savoir : — Les ordonnances à fin d'apposition de scellés, avec le procès-verbal; et les ordonnances de référé, avec l'acte ou le procès-verbal sur lequel elles sont écrites; — L'ordonnance du juge de paix pour permettre d'arrêter le débiteur dans une maison quelconque, avec l'acte de l'huissier; — L'ordonnance pour permettre d'assigner à bref délai, en même temps que l'assignation; — L'ordonnance d'exécution des jugemens arbitraux en matière de société commerciale, avec le jugement; — 2° Les jugemens des juges de paix, qui pourront être rendus avant que la citation ait été enregistrée, dans les cas urgens et en vertu de cédule pour abrégier les délais; — Le consentement des parties, à l'effet d'être jugées par le juge de paix hors des limites de sa compétence : ce consentement pourra n'être enregistré qu'avec le jugement; — 3° Les actes suivans qui pourront être faits, savoir : — Les déclarations de command passées dans le délai fixé par le n° 5 du paragraphe III de l'article 91 de la présente ordonnance, avant l'enregistrement des actes de vente; — Les inventaires, avant l'enregistrement de l'acte de no-

mination du subrogé tuteur; — L'acte de surenchère, avant l'enregistrement du jugement d'adjudication; — Les actes d'appel et de recours en cassation par le défendeur seulement, avant l'enregistrement du jugement attaqué; — Les exploits et autres actes de cette nature qui se signifient à partie ou par affiches, avant l'enregistrement des exploits antérieurs; — 4° Les actes qu'un même officier aurait reçus, pour lesquels le délai de l'enregistrement ne serait pas encore expiré, et dont il pourra énoncer la date dans des actes postérieurs, avec la mention que ledit acte sera présenté à l'enregistrement en même temps que celui qui contient ladite mention; mais, dans aucun cas, l'enregistrement du second acte ne pourra avoir lieu avant celui du premier, sous peine de cinquante francs d'amende; — 5° Les testamens dont les notaires pourront délivrer des expéditions, du vivant du testateur, sans les avoir fait enregistrer.

56. Aucun notaire, avoué, huissier, greffier, secrétaire d'administration, ou autre officier public, ne pourra faire ou rédiger un acte, en vertu d'un acte sous signature privée, ou passé, soit en pays étranger, soit en France, soit dans les colonies françaises, en quelque forme que soit cet acte, même lorsqu'il aurait été enregistré, en faire aucune mention, le recevoir en dépôt ni en délivrer extrait, copie ou expédition, s'il n'a été préalablement enregistré dans la colonie, à peine de cinquante francs d'amende, et d'être tenu personnellement des droits. — Néanmoins, les actes publics passés dans la colonie pourront contenir mention des actes ci-dessus désignés, dont les parties voudraient faire usage; mais, dans ce cas, chacun de ces actes demeurera joint à celui dans lequel il sera mentionné, et les officiers publics seront tenus d'acquiescer tous les droits des actes annexés en même temps que ceux de l'acte principal, et sous les mêmes peines. — Sont exceptés : — 1° Les testamens et les inventaires dans lesquels on peut énoncer des actes non enregistrés, sauf, si ces actes devaient être enregistrés dans un délai déterminé, à poursuivre le recouvrement des droits contre les parties; — 2° Les liquidations et partages, dans lesquels on pourra énoncer des actes non soumis à la formalité dans un délai déterminé; cependant, si toutes les parties présentes à l'acte étaient les mêmes que celles qui ont figuré dans l'acte énoncé, les droits d'enregistrement de ce dernier seraient également perçus; — 3° Les comptes de tutelle dans lesquels pourront être mentionnés les actes non enregistrés remis par le tuteur à son pupille, sauf l'action des préposés pour les actes qui seraient soumis à l'enregistrement dans un délai déterminé; — 4° Les déclarations affirmatives des tiers saisis; les dépôts de titres et pièces par le débiteur, pour être admis au bénéfice de cession; les vérifications et affirmations de créances en matière de faillite, et les productions dans les contributions de deniers mobiliers, qui pourront être faits et reçus sans que les actes y annexés ou énoncés aient été enregistrés, sauf la perception du droit exigible pour le concordat ou celui de l'obligation préexistante, s'il est rendu un jugement de condamnation; sans aussi la réclamation des droits contre les parties, s'il s'agissait d'actes de mutation de propriété, d'usufruit ou de jouissance d'immeubles. — Dans tous les cas, l'exception portée aux numéros précédens sera sans effet pour tout autre usage qui pourrait être fait des mêmes actes sous signature privée ou autres de même nature. — 5° Les protêts qui pourront aussi être faits avant que les effets négociables y énoncés aient été enregistrés, mais sans que cette exception s'applique aux exploits d'assignation.

57. Il est également défendu, sous la même peine de cinquante francs d'amende, à tout notaire ou greffier, de recevoir aucun acte en dépôt sans dresser acte de ce dépôt. — Sont exceptés les testamens déposés chez les notaires

par les testateurs eux-mêmes, et les titres des créanciers déposés au greffe pour la vérification des créances en matière de faillite.

58. Il sera fait mention dans toutes les expéditions, copies ou extraits des actes publics, civils ou judiciaires, de la quittance des droits, par une transcription littérale et entière de cette quittance. — Pareille mention sera faite dans les minutes des actes publics, civils, judiciaires ou extrajudiciaires qui contiendront l'énonciation d'actes publics, sous signature privée ou passés ailleurs que dans la colonie, et qui sont soumis à l'enregistrement par la présente ordonnance. — Chaque contravention sera punie d'une amende de dix francs, indépendamment de la perception provisoire du droit ordonnée par l'article 64 ci-après. — Les huissiers seront tenus, en outre, d'exprimer en toutes lettres à la fin de leurs exploits, tant sur l'original que sur la copie, le coût de l'acte, à peine de cinq francs d'amende payables à l'instant de l'enregistrement, conformément à l'article 67 du Code de procédure civile : cette disposition ne s'applique pas aux significations d'avoué à avoué.

Art. 59 (*voyez le même article de l'ordonnance du 31 décembre 1828*)

60. Lorsque des actes ou procès-verbaux ne pourront se terminer dans une séance, les officiers publics qui les rédigeront indiqueront l'heure du commencement et celle de l'interruption, par une mention qui sera signée par toutes les parties et par eux, sous peine de vingt-cinq francs d'amende : le procès-verbal de chaque séance sera enregistré dans les délais fixés par le chapitre III. Chaque vacation sera calculée à raison de trois heures au moins et de quatre heures au plus sur la réunion de toutes les heures du procès-verbal de la même journée.

61. Il est défendu aux juges et arbitres de rendre aucun jugement, aux administrations et établissemens publics, de faire aucun des actes désignés dans l'article 8 de la présente ordonnance sur des actes non enregistrés et susceptibles de l'être, et d'en faire aucune énonciation, à peine d'être personnellement responsables des droits. — Néanmoins, dans les cas d'urgence, il est permis aux juges de poursuivre l'instruction des affaires et même de rendre des jugemens définitifs, avant que les actes et jugemens susceptibles d'enregistrement dans un délai déterminé aient subi cette formalité, à charge seulement de constater l'urgence dans leurs jugemens. — Mais, dans tous les cas, lorsqu'un jugement ou une ordonnance sera rendu, avant que les précédens jugemens dans la même affaire, non compris dans les exceptions du n° 4 de l'article 28, aient été enregistrés, les avoués seront tenus personnellement du paiement de tous les droits de ces jugemens antérieurs, sauf leur recours contre qui de droit.

Art. 62 (*voyez le même article de l'ordonnance du 31 décembre 1828*)

63. Dans tous les actes translatifs de propriété ou d'usufruit d'immeubles, les notaires et avoués seront tenus d'énoncer les titres de propriété du vendeur, conformément à l'article 58 ci-dessus, en remontant au moins jusqu'à la précédente transcription hypothécaire : à défaut de cette énonciation, l'acte devra contenir la déclaration des parties qu'il n'existe pas de titre antérieur, le tout à peine de vingt-cinq francs d'amende. — Sont exceptés de ces dispositions les cahiers des charges sur saisie immobilière.

Art. 64 (*voyez le même article de l'ordonnance du 31 décembre 1828*)

65. Lorsqu'il aura été rendu un jugement portant condamnation à l'amende ou prononçant toute autre peine pécuniaire au profit du gouvernement, le greffier du tribunal devra, dans les dix jours suivans, en remettre un extrait au receveur de l'enregistrement chargé du recouvrement, à peine d'une amende de dix francs par chaque contravention.

66. Les notaires, huissiers, greffiers, courtiers de commerce, commissaires-priseurs ou tous autres officiers publics légalement autorisés à faire des ventes mobilières, et les secrétaires des administrations publiques, tiendront des répertoires à colonnes sur lesquels ils inscriront, jour par jour, sans blanc, interligne, omissions, intercallations ni transpositions, et, par ordre de numéros, tous les actes de leur ministère soumis à l'enregistrement, savoir : — 1° Les notaires, tous les actes et contrats qu'ils recevront, même ceux qui sont passés en brevet, ainsi que les copies collationnées et extraits par eux délivrés sur pièces représentées et rendues; les testamens et autres dispositions à cause de mort, soit qu'ils aient été passés devant eux et du vivant des testateurs, soit qu'étant olographes ils leur aient été remis en dépôt par le juge. — Sont exceptés les états estimatifs de mobilier et tous les autres états ou plans non signés antérieurement par les parties et annexés aux actes principaux. — 2° Les huissiers, courtiers de commerce, commissaires-priseurs et autres officiers publics procédant à des ventes mobilières, tous les actes ou exploits par eux faits, même les significations d'avoué à avoué, et les actes pour lesquels la formalité doit avoir lieu en débet ou gratis. — 3° Les greffiers, tous les actes et jugemens soumis à l'enregistrement dans les vingt jours, et les procès-verbaux d'ordre et de contribution. — 4° Les secrétaires des administrations publiques, les actes soumis à l'enregistrement par l'article 8. — Chaque contravention aux dispositions précédentes donnera lieu à une amende de dix francs. — Les procès-verbaux qui ne pourront être terminés dans la même journée seront inscrits à leur première date, et il sera fait mention, en marge de cette inscription, des dates subséquentes et de leur enregistrement, à peine de dix francs d'amende pour chaque omission.

67. Le répertoire sera établi conformément au modèle joint à la présente ordonnance. — Il contiendra, pour chaque article, 1° le numéro d'ordre; 2° la date de l'acte; 3° sa nature; 4° les noms et prénoms des parties et leur domicile; 5° l'indication des biens, leur situation et le prix, lorsqu'il s'agira d'actes autres que des ventes en détail, qui auront pour objet la propriété, l'usufruit ou la jouissance de biens immeubles, ou de biens meubles; 6° la relation de l'enregistrement ou la mention du récépissé dans les cas autorisés. — A l'égard des testamens inscrits du vivant des testateurs, les indications prescrites par les nos 5 et 6 ne seront pas obligatoires.

Art. 68 (*voyez le même article de l'ordonnance du 31 décembre 1828*).

69. Les officiers publics dénommés dans l'article 66 présenteront, tous les trois mois, leur répertoire au visa du receveur de l'enregistrement de leur résidence. Cette présentation aura lieu, chaque année, dans les dix premiers jours de chacun des mois de janvier, avril, juillet et octobre, à peine d'une amende de dix francs par chaque contravention, lors même qu'il n'aurait été reçu aucun acte pendant le trimestre précédent. Cette présentation sera constatée à la date courante, dans une case particulière du registre destiné à l'enregistrement des actes de ces différens officiers publics. La mention de cette présentation indiquera le nombre des actes passés, reçus ou faits depuis le dernier visa, les omissions, doubles emplois, renvois, intercallations et ratures, ainsi que la date des procès-verbaux, s'il en a été rapporté. Les mêmes mentions seront faites dans le certificat du visa apposé au bas du dernier article inscrit au répertoire, avec indication du folio et de la case de l'enregistrement. Les receveurs seront personnellement responsables du paiement des amendes résultant des contraventions qu'ils n'auront pas constatées.

70. Indépendamment de la présentation de leurs répertoires au visa, pres-

crite par l'article précédent, les officiers publics seront tenus de les communiquer, à toute réquisition, aux préposés de l'enregistrement qui se présenteront chez eux pour y faire des recherches ou des vérifications. — En cas de refus, le préposé requerra l'assistance du maire ou de l'adjoint de la commune, pour en dresser procès-verbal en sa présence, et l'officier public sera passible d'une amende de cinquante francs.

71. Les dépositaires des registres de l'état civil ou des rôles des contributions, et tous autres fonctionnaires chargés des archives et dépôts des titres publics, le dépôt du contrôle colonial excepté, seront tenus de les communiquer, sans déplacement, aux préposés de l'enregistrement, à toute réquisition, et de leur laisser prendre sans frais les renseignements, extraits et copies qui leur seront nécessaires à raison de leurs fonctions, à peine de cinquante francs d'amende en cas de refus, lequel sera constaté comme il est dit dans l'article précédent. — Ces dispositions s'appliquent aux officiers publics dénommés dans l'article 66, pour les actes dont ils sont dépositaires en leurs dites qualités. — Sont exceptés les testaments, mais seulement pendant la vie des testateurs. — Les communications ci-dessus autorisées ne pourront avoir pour objet, de la part des préposés, que de s'assurer, dans l'intérêt public, de l'exécution des lois et réglemens. Elles ne pourront être exigées les dimanches et jours de fêtes légales, et les séances ne pourront durer plus de quatre heures.

72. Chaque officier de l'état civil fournira, par trimestre, au receveur de l'enregistrement qui sera tenu de lui en donner récépissé sur papier non timbré, les états par lui certifiés de tous les actes de décès inscrits sur le registre pendant le trimestre précédent. Ces états seront dressés conformément au modèle annexé à la présente ordonnance. — Ils seront remis dans les mois de janvier, avril, juillet et octobre, à peine d'une amende de trente francs pour chaque mois de retard, laquelle sera encourue au premier jour du deuxième mois de chaque trimestre. — Pour constater les contraventions aux dispositions précédentes, les receveurs de l'enregistrement inscriront à la fin du premier mois de chaque trimestre, sur le registre des actes civils, dans une ou plusieurs des cases qui précèdent, l'arrêté du dernier jour du mois, les noms des fonctionnaires qui auront satisfait à cette disposition et de ceux qui y auront contrevenu; ils rapporteront procès-verbal des contraventions pour y être donné suite de la manière indiquée par l'article suivant. — Ils seront personnellement responsables des amendes à raison des contraventions qu'ils n'auront pas constatées.

73. Dans les deux premiers mois de chaque année, les notaires seront tenus de déposer, au greffe du tribunal de première instance dans le ressort duquel ils exercent leurs fonctions, un double, par eux certifié, du répertoire des actes qu'ils auront reçus pendant le cours de l'année précédente, à peine de cent francs d'amende par chaque mois de retard, laquelle sera encourue le premier jour de chacun de ces mois. En conséquence, le 1^{er} mars de chaque année, le receveur de l'enregistrement du lieu où siège le tribunal constatera, par un procès-verbal qui sera remis au procureur du roi, quels sont les notaires en retard de satisfaire à cette obligation, sous peine d'être personnellement responsable des contraventions qu'il n'aurait pas constatées: le procureur du roi lui donnera récépissé de ce procès-verbal, et sera chargé de poursuivre la condamnation et de faire exécuter le dépôt.

74. Les avoués seront tenus de consigner les amendes d'appel, en faisant mettre la cause au rôle, à peine de vingt-cinq francs d'amende pour chaque contravention. — Il sera consigné une amende pour chaque partie appelante,

soit au principal, soit incidemment. — Il ne sera dû qu'une seule amende pour les parties solidaires ou ayant un intérêt commun. — En cas d'infirmité sur l'appel, le remboursement sera effectué sur la remise de la quittance du receveur, à laquelle seront joints l'extrait du jugement sur appel certifié par l'avoué et la quittance de ce dernier.

Art. 75 (*voyez le même article de l'ordonnance du 31 décembre 1828*).

76. Tous les enregistrements contiendront, dans un même contexte, les énonciations essentielles, ainsi qu'une analyse claire et précise de toutes les dispositions principales des actes, même de celles qui n'engendreront point de droits; il y sera fait mention du nombre des rôles, de celui des renvois et des mots rayés. — Les actes synallagmatiques faits sous signature privée seront transcrits en entier. — Chaque rôle, ainsi que chaque renvoi approuvé des parties et des officiers publics, sera paraphé par le receveur. — Les déclarations de successions contiendront les noms, prénoms et demeures de tous les héritiers, le lieu et la date du décès, ainsi que le degré de parenté et le détail, article par article, de tous les biens, avec l'indication précise de leur consistance, de leur contenance, des lieux-dits et communes de leur situation. — Lorsque l'acte renfermera plusieurs dispositions donnant lieu chacune à un droit particulier, le receveur énoncera séparément, sur le registre de recette, la quotité de chacun de ces droits. — Le montant du droit pour chaque disposition sera écrit en toutes lettres, et le total de ces droits sera tiré hors ligne en chiffres, à la marge droite du registre. — La quittance de l'enregistrement sera mise sur l'acte enregistré, ou sur l'extrait de la déclaration du nouveau possesseur; le receveur y exprimera, en toutes lettres, la date de l'enregistrement, et, en chiffres, le folio et la case du registre. — La quittance contiendra, en outre, en toutes lettres, le total des droits perçus, et, s'il y a lieu, le montant de chaque droit particulier, en énonçant la disposition à laquelle il s'applique. — Si l'acte est passé en double minute, il en sera fait mention sur le registre, et la quittance sera mise par duplicata sur la double minute ou sur chaque original représenté. — Chaque omission sera punie d'une amende de dix francs.

Art. 77, 78, 79 et 80 (*voyez les mêmes articles de l'ordonnance du 31 décembre 1828*).

CHAPITRE VIII. — Des droits acquis et des prescriptions.

Art. 81 (*voyez le même article de l'ordonnance du 31 décembre 1828*).

82. Il y aura lieu à restitution ou à supplément des droits qui n'auront été perçus que provisoirement dans les cas ci-après, savoir : — 1° Les droits perçus sur les contrats de mariage résiliés par les parties avec renonciation au projet de mariage, ou annulés par le décès de l'un des futurs avant la célébration ou par son mariage avec une autre personne, seront restitués, sous la retenue du droit fixe. — 2° Les droits perçus sur les adjudications faites en justice, et ceux perçus sur les ventes et adjudications frappées de surenchère, seront restitués, sous la retenue du droit fixe, lorsque l'adjudication aura été annulée sur l'appel, ou lorsque la surenchère aura été déclarée valable et suivie de caution. — 3° Lorsque, dans le cas prévu par l'article 23, les sommes et valeurs n'étant pas déterminées dans un acte ou un jugement donnant lieu au droit proportionnel, il n'aura été fait qu'une déclaration estimative, il y aura lieu à restitution si, par le résultat d'une expertise ou autrement, la valeur se trouve au dessous du montant de la déclaration; il y aura lieu à supplément de droit, si la valeur est plus élevée. — 4° Le droit perçu pour mutation, sur un jugement qui autorise le vendeur d'un immeuble à rentrer en possession, à l'expiration du délai

fixé à l'acquéreur pour se libérer du prix, sera restitué si l'acquéreur se libère avant l'expiration du délai. — 5° Lorsqu'un jugement aura condamné à payer une somme ou à rembourser une rente due par privilège, *si mieux n'aime le tiers détenteur délaisser l'héritage acquis*, et que le détenteur aura délaissé l'héritage dans le délai fixé par le jugement, le droit proportionnel perçu sur le jugement, moins le droit fixe, sera déduit du droit de mutation dû sur l'acte d'abandon. — 6° Quand un jugement aura ordonné de faire une chose, ou à défaut, de payer une somme déterminée, et qu'il sera justifié que la chose a été faite dans le délai fixé par le jugement, il y aura lieu à la restitution de l'excédant du droit perçu provisoirement. — 7° La déclaration affirmative par un tiers saisi qu'il ne doit rien, faite après un jugement qui l'aurait déclaré débiteur des causes de l'opposition, ou qui aurait autorisé le créancier saisissant à toucher les deniers appartenant à la partie saisie, donnera lieu à la restitution du droit proportionnel qui aurait été perçu sur ce jugement, sous la retenue du droit fixe. — Il y aura également lieu à tenir compte de ce droit proportionnel, dans le cas où il serait fait ultérieurement une contribution de la même somme avec d'autres opposans. — 8° Il y aura lieu à restitution du droit perçu pour une distribution de somme réformée ultérieurement; mais le droit sera imputé jusqu'à due concurrence sur celui dû à raison d'une nouvelle distribution arrêtée définitivement. — 9° Les droits proportionnels perçus sur les actes qui doivent être soumis à l'homologation des tribunaux seront restitués en cas de refus de l'homologation, sous la retenue du droit fixe. — 10° Les droits des soultes, perçus provisoirement sur les licitations, ainsi que ceux de mutation par décès pour les biens faisant partie de communauté entre époux, seront réglés définitivement d'après les abandonnemens du partage général de la communauté ou de la succession indivise, et l'excédant sera restitué ou le supplément acquitté, suivant qu'il y aura lieu. — 11° Lorsqu'une vente aura été faite à raison de tant la mesure, il sera dû un supplément de droit, ou l'excédant sera restitué, suivant que, la contenance étant constatée moindre ou plus grande, il y aura lieu à diminution ou à supplément du prix dans les cas prévus par le Code civil. — Il sera fait mention de toutes les restitutions ou supplémens effectués, tant en marge de l'enregistrement que sur la relation au pied de l'acte; cette mention sera signée du receveur.

83. Il y a prescription pour la demande des droits, savoir : — (*La suite comme dans l'ordonnance du 31 décembre 1828.*)

Art. 84 (*voyez le même article de l'ordonnance du 31 décembre 1828.*)

85. Les receveurs de l'enregistrement pourront être rendus responsables des droits et amendes qui se trouveraient prescrits par leur négligence.

CHAPITRE IX. — *Des poursuites et instances.*

86. La solution des difficultés qui pourront s'élever relativement à la perception des droits d'enregistrement, avant l'introduction des instances, appartiendra au conseil privé, conformément au paragraphe 6 de l'article 159 de l'ordonnance du 21 août 1828 sur le gouvernement de l'île de Bourbon, sans préjudice du recours des parties devant les tribunaux ordinaires.

87. Le premier acte de poursuite pour le recouvrement des droits d'enregistrement, et le paiement des peines et amendes, sera une contrainte; elle sera décernée par le receveur ou préposé de l'enregistrement et signifiée à la partie, après avoir été visée et déclarée exécutoire par le juge de paix du canton où le bureau est établi. — La contrainte emportera de droit hypothèque sur tous les biens du débiteur, à la charge par le préposé de prendre

inscription. — Les receveurs ne seront tenus d'élire domicile que dans leurs bureaux, pour les actes de saisie-exécution. — L'exécution de la contrainte ne pourra être interrompue que par une opposition formée par le redevable et motivée, avec assignation à jour fixe devant le tribunal de première instance, et l'opposant sera tenu d'élire domicile dans le chef-lieu où siège ce tribunal.

88. L'introduction et l'instruction des instances auront lieu devant le tribunal de première instance. La connaissance et la décision en sont interdites à toute autorité administrative. — Quel que soit l'objet ou la valeur de la demande, la voie de l'appel sera ouverte aux parties. — L'instruction, tant en première instance qu'en appel, se fera par simples mémoires respectivement signifiés, sans plaidoiries, et le ministère des avoués en sera exclu, excepté lorsque l'instance aura pour objet des contestations sur la déclaration affirmative de tiers saisis, ou une distribution de deniers par voie d'ordre ou de contribution, ou une saisie immobilière, ou des questions de propriété soutenues par le gouvernement; dans ces différens cas, les affaires seront instruites dans les formes ordinaires prescrites par le Code de procédure civile.

Art. 89 et 90 (*voyez les mêmes articles de l'ordonnance du 31 décembre 1828*).

TITRE II. — De la fixation des droits.

CHAPITRE 1^{er}. — Droits fixes.

91. Les actes compris sous cet article seront enregistrés et les droits payés ainsi qu'il suit, savoir :

§ 1^{er}. — Actes sujets au droit fixe de vingt-cinq centimes.

1° Les significations d'avoué à avoué pour l'instruction des procédures devant le tribunal de première instance, sans y comprendre celles qui contiendraient un appel incident. — « Le consentement ou le pouvoir signé « par la partie dans le même acte donne lieu à un droit particulier. — Il « est dû un droit pour chacun des avoués auxquels la signification est « faite. » — 2° Les brevets d'apprentissage qui ne contiennent ni obligation de sommes et valeurs mobilières, ni quittance. — 3° Les certificats de vie. — 4° Les certificats, par les imprimeurs, d'insertion dans les journaux. — 5° Les connoissemens et reconnaissances de chargement par mer, et les lettres de voiture. — « Il est dû un droit par chaque personne à laquelle les « envois sont faits. » — 6° Les devis d'ouvrages et entreprises non signés des parties pour lesquelles les ouvrages doivent être faits, et qui ne contiennent aucune obligation de sommes et valeurs, ni quittance, ni engagement d'effectuer les travaux. — 7° Les états et autres pièces annexés à l'acte principal, et qui n'auraient pas été antérieurement reconnus ou signés par les parties ou par les officiers publics. — 8° Les factures, mémoires des marchands et ouvriers, et les extraits de livres des commerçans, signés seulement de celui qui se prétend créancier, sauf les droits proportionnels sur l'acte de reconnaissance ou de libération ultérieure du débiteur, ou sur le jugement à intervenir. — 9° Les originaux d'affiches et placards judiciaires. — 10° Les requêtes de productions dans les contributions et les ordres de deniers mobiliers et immobiliers.

§ II. — Actes sujets au droit fixe de cinquante centimes.

1° Les attestations pures et simples. — 2° Les bilans. — 3° Les collations ou extraits d'actes et pièces, précédemment enregistrés, par quelque offi-

cier public qu'ils soient faits, même les copies certifiées par les parties. — « Le droit sera payé par chaque acte, pièce ou extrait collationné. » — 4° Les actes et contrats d'assurances maritimes, sous la réserve du droit proportionnel, conformément au n° 1 du paragraphe II de l'article suivant, lorsqu'il en est fait usage en justice; — 5° La déclaration d'emploi en faveur du mari dans un contrat d'acquisition faite par lui, et l'acceptation par la femme de celle en sa faveur; — 6° La déclaration d'origine dans l'acte d'emploi des deniers empruntés pour opérer la subrogation en faveur du prêteur; — 7° Les états de situation et les projets de compte de tutelle non débattus, présentés par les tuteurs, ainsi que les récépissés qui leur en sont donnés par le pupille ou par ses représentans; — 8° Les états de recette et dépense présentés par les autres comptables, et qui ne contiennent la reconnaissance d'aucun excédant de recette à leur charge; — 9° Les lettres missives qui ne contiennent ni obligations ni quittance, ni autre convention ou reconnaissance donnant lieu au droit proportionnel; — 10° Les procès-verbaux de sauvetage des bâtimens naufragés et les déclarations des capitaines, dressés par les officiers d'administration de la marine, quel que soit le nombre des vacations.

§ III. — Actes sujets au droit fixe de soixante-quinze centimes.

1° Les acquiescemens purs et simples, quand ils ne sont point faits en justice. — 2° Les actes de notoriété. — « Si un acte de notoriété a pour objet « de constater des faits relatifs à des parties n'ayant pas un intérêt commun, « il est dû un droit par chaque partie. » — 3° Les actes qui ne contiennent que l'exécution, le complément et la consommation ou la réalisation d'actes antérieurs enregistrés, sans aucun changement à leurs clauses et conventions; — 4° Les autorisations pures et simples. — 5° Les cautionnemens de personnes et navires en cas de prompt départ, sauf le droit proportionnel à l'événement; — 6° Les consentemens purs et simples, par actes civils; — 7° Les nominations d'experts qui ne seront pas faites en justice; — « Celles con- « tenues dans les inventaires à l'effet d'estimer le mobilier ne doivent au- « cun droit. » — 8° Les procurations, mandats et pouvoirs pour agir, ne contenant aucune stipulation, clause, engagement ou reconnaissance donnant lieu au droit proportionnel; — « Il est dû un droit pour chaque « mandant et chaque mandataire non solidaire et indépendant l'un de « l'autre. » — 9° Les rétractations et les révocations autres que celles exprimées dans les procurations, sans dénommer les mandataires révoqués; — 10° Les significations d'avoué à avoué devant les cours royales, non compris les appels incidens; — « Il est dû un droit pour chacun des avoués « auxquels la signification est faite. — Le consentement ou le pouvoir signé « par la partie sur l'original donne lieu à un droit particulier. » — 11° Les soumissions tendant à obtenir l'autorisation de construire dans le rayon des places de guerre et sur les pas géométriques; — 12° Les ventes de navires, bris et débris de navires, faites par les officiers de l'administration de la marine ou autres officiers publics, ainsi que celles des marchandises avariées à la mer, dans le cas où il n'est pas dû de droit de douane; — Les mêmes ventes entre des personnes privées.

§ IV. — Actes sujets au droit fixe de un franc.

1° Les abstentions, répudiations et renonciations à legs ou communautés, successions ou donations à cause de mort, lorsqu'elles sont pures et simples, et si elles ne sont pas faites en justice. — « Il est dû un droit par chaque « renonçant, et pour chaque succession ou communauté à laquelle on re-

« nonce. — Si la renonciation n'est que partielle ou soumise à une condition, ou qu'elle ne soit pas faite en faveur de tous les autres ayans-droit à l'hérédité, il est dû les droits proportionnels à raison de l'abandon. » —

2° Les acceptations de successions, legs ou communautés, aussi lorsqu'elles sont pures et simples, et qu'elles ne sont pas faites en justice. — « Il est dû un droit par chaque acceptant et par chaque succession ou communauté. » —

3° Les acceptations de transports ou de délégations de créances à terme ou de rentes, par les cessionnaires ou délégataires, faites par actes séparés, lorsque le droit proportionnel a été acquitté pour le transport ou la délégation; dans le cas contraire, il est dû le droit proportionnel, suivant les n° 8 et 9 du paragraphe IV, et le n° 6 du paragraphe V de l'article suivant; — Et celles qui se font par les débiteurs délégués, dans les actes mêmes de délégation, ou par actes postérieurs, lorsqu'il est justifié de leur obligation précédemment enregistrée. —

4° Les actes refaits pour cause de nullité ou autre motif, sans aucun changement qui ajoute aux objets des conventions ou à leur valeur. —

5° Les actes, autres que ceux faits en justice, constatant une obligation quelconque contractée sous une condition suspensive exprimée dans l'acte, sous la réserve du droit proportionnel lors de l'événement. —

6° Les actes faits sous signature privée contenant transmission de propriété ou d'usufruit d'esclaves, sans le paiement du droit proportionnel avant qu'il puisse en être fait usage en justice ou dans un acte public; ces actes devront être soumis à l'enregistrement dans le délai d'un mois à compter du jour de la date, sous peine de dix francs d'amende pour chaque contravention. — A défaut d'acte, il y sera suppléé, sous la même peine, par une déclaration faite au bureau de l'enregistrement dans le mois de l'entrée en possession. —

7° Les adjudications à la folle-enchère, autres que celles faites en justice, lorsque le prix n'est pas supérieur à celui de l'adjudication, si celle-ci a été enregistrée. —

8° Les adjudications au rabais, et marchés dont le prix doit être payé directement ou indirectement par le gouvernement, et les cautionnements. — « Ne sont pas compris dans cette disposition les sous-traités, cessions, subrogations ou associations faits par les adjudicataires ou entrepreneurs directs, postérieurement à l'acte principal, et les cautionnements des mêmes actes, qui sont sujets au droit proportionnel comme actes faits entre particuliers. » —

9° Les adoptions faites devant les juges de paix; —

10° Les cahiers de charges, s'ils sont rédigés et signés séparément du contrat ou de l'adjudication; —

11° Les cautionnements des conservateurs des hypothèques; — Ceux des fonctionnaires publics et officiers ministériels; — Les certifications et renforts de caution, lorsque l'acte de cautionnement a été enregistré; — Les cautionnements et garanties mobilières dont l'objet est indéterminé ou éventuel, et non susceptible d'évaluation, de même que l'obligation principale; —

12° Les certificats purs et simples, y compris ceux de propriété de rentes sur l'état, et ceux délivrés en brevet par les juges et les greffiers, en quelque matière que ce soit; —

13° Les codiciles qui n'ajoutent aucune disposition nouvelle de libéralité aux testaments précédemment enregistrés; —

14° Les décharges également pures et simples, y compris celles des reliquats de compte par les mandans à leurs mandataires, et par les pupilles à leurs tuteurs, lorsque la remise en est effectuée par l'acte même d'arrêté du compte de la gestion ou de la tutelle; — Les récépissés de pièces purs et simples; —

15° Les déclarations aussi pures et simples par actes civils; celles des tiers saisis devant le juge de paix, sauf les droits proportionnels, dans le cas seulement où il serait rendu un jugement de condamnation personnelle contre eux, ou qui les déclarerait débiteurs des causes de l'opposition; — Les déclarations auto-

risées par l'article 7 du Code de procédure, lorsqu'elles sont faites du juge de paix, par acte séparé ou indépendant du jugement; — 16° Déclarations pour faire acquérir privilège de second ordre aux bailleurs de fonds de cautionnemens des comptables envers le gouvernement, mais seulement lorsqu'il existe un acte d'obligation antérieurement enregistré au droit proportionnel; — 17° Les délivrances et décharges de legs purs et simples, même de ceux de sommes d'argent, et toutes celles données aux héritiers testamentaires d'effets mobiliers, sommes et valeurs de la succession des héritiers ou légataires; — « Les intérêts échus des legs, s'il en est payé, « vent le droit proportionnel comme formant une dette personnelle de « tier. » — 18° Les dépôts et consignations de sommes et effets mobiliers chez les officiers publics, ou dans les caisses du gouvernement, lorsqu'ils n'ont pas la libération des déposans, ainsi que les décharges qu'en donnent les déposans ou leurs héritiers, lorsque la remise des objets déposés leur a été faite; — 19° Les dépôts d'actes et pièces chez les officiers publics, et faits aux chambres des notaires et des avoués des actes et jugemens; l'insertion au tableau à ce destiné est prescrite par les lois civiles et commerciales; — « Il est dû un droit pour chaque personne non solidaire « les pièces déposées concernent; mais il ne sera perçu qu'un seul droit « n'est déposé qu'un seul acte. » — 20° Les désistemens purs et simples qu'il n'en résulte pas de mutation de propriété, d'usufruit ou de jouissance; — 21° Les donations entre-vifs ou testamentaires en faveur des communes, hospices, établissemens religieux et de bienfaisance ou autres légalement autorisés, ou en faveur d'une colonie; — Celles entre particuliers et quant à elles par les parties, faites en l'absence des donataires ou non acceptés, sauf le droit proportionnel sur l'acte d'acceptation; — 22° Les échanges de biens immeubles ruraux, lorsque l'un des immeubles échangés est compris dans les propriétés de celui qui le reçoit; à l'exception des échanges de maisons bâtimens et de ceux de biens ruraux non contigus, compris dans le même paragraphe V de l'article suivant. — « S'il y a soulte ou plus-value, le « en sera perçu comme il est réglé à l'égard des ventes par le paragraphe « de l'article suivant. » — 23° Les exploits, les significations (celles devant l'avoué à avoué et celles devant les conseils privés exceptées); les commandemens, demandes, notifications, citations, offres ne faisant pas obstacle pour le créancier, ou non acceptées, oppositions, sommations, protestations verbales, assignations, protêts, interventions à protêt, protestations, publications et affiches, saisies, saisies-arrêts, séquestres, mains-levées; généralement tous actes extrajudiciaires des huissiers ou de leur ministres qui ne peuvent donner lieu au droit proportionnel, sauf les exceptions mentionnées dans la présente ordonnance; — Les procès-verbaux, exploits et significations, et tous autres actes extrajudiciaires faits pour le recouvrement des contributions directes ou indirectes, et de toutes sommes dues au gouvernement pour le recouvrement des contributions directes, pour le paiement des mois de nourrice, frais d'éducation et de pensionnat; des travaux de curage des canaux et rivières, mais seulement lorsqu'il s'agira de cotes, droits ou créances excédant en total la somme de cent francs; — Enfin tous les exploits en matière de police simple ou correctionnelle, ceux faits en matière criminelle à la requête des parties civiles seulement; — « Il est dû un droit pour chaque demandeur et pour chaque défendeur « en quelque nombre qu'ils soient dans le même acte, excepté les co-propriétaires et co-héritiers, les parens réunis, les co-intéressés, les débiteurs « ou créanciers associés ou solidaires, les séquestres, les experts et « moins qui ne seront comptés que pour une seule et même personne »

« en demandant, soit en défendant dans le même original, lorsque leurs
 « qualités y seront exprimées; — Les procès-verbaux de saisie devront
 « aussi un droit par chaque vacation. » — 24° Les exploits relatifs aux pro-
 cédures devant les conseils privés, sans qu'il puisse être perçu plus d'un
 droit, quel que soit le nombre des demandeurs et des défendeurs; — 25° Les
 gages ou garanties mobilières, sans aucun dessaisissement de propriété, et
 les affectations hypothécaires fournies par les débiteurs eux-mêmes envers
 leurs créanciers en exécution de titres antérieurement enregistrés, à l'ex-
 ception des engagemens d'immeubles; — 26° Les mains-levées pures et sim-
 ples d'oppositions et inscriptions hypothécaires par actes civils, à moins
 qu'elles ne soient contenues dans les quittances des sommes qu'elles avaient
 pour objet, auquel cas elles ne doivent aucun droit; mais elles seront pas-
 sibles du droit applicable aux quittances, si l'acte énonce que la cause de
 l'opposition ou de l'inscription ne subsiste plus ou qu'elle subsiste sans cause,
 sans rappeler d'acte de libération enregistré; — 27° Les prestations de ser-
 ment des agens provisoires ou commissaires dans les faillites, des courtiers,
 des experts (sous l'exception de celles des experts constatées par le procès-
 verbal de la visite, dressé par le greffier, ou dans le jugement même du
 juge de paix), des gardes, des interprètes et de toutes autres personnes,
 lorsqu'elles ne sont chargées que momentanément de fonctions publiques; —
 28° Les prises de possession en vertu d'actes enregistrés; — 29° Les procès-
 verbaux et rapports des huissiers, employés, gardes, commissaires, sé-
 questres, experts, arpenteurs, agens ruraux et forestiers et capitaines de na-
 vire, en matière civile ou de commerce; — 30° Les procès-verbaux de
 dire, d'enchères, adjudications préparatoires et autres de même nature,
 qui ne contiennent aucune disposition donnant lieu au droit proportionnel;
 — Ceux de cote et paraphe des livres de marchands; — Les procès-ver-
 baux des notaires constatant la rédaction de lettres de change; — 31° Les
 procès-verbaux, les plaintes ou autre premier acte constatant des contra-
 ventions ou des délits en matière de police simple ou de police correction-
 nelle; — 32° Les promesses d'indemnités indéterminées et non suscep-
 tibles d'estimation, autres que celles stipulées entre les contractans dans
 les actes mêmes qu'elles ont pour objet et dont elles sont partie intégrante;
 — Celles de secours pour pensions alimentaires, entre les enfans et les as-
 cendans, ou entre les époux séparés, sans détermination de sommes; —
 33° Les ratifications pures et simples d'actes en forme; — « Il est dû un droit
 « par chaque ratifiant. » — 34° Les reconnaissances aussi pures et simples par
 actes civils ne contenant aucune obligation ni quittance, ni autre aveu don-
 nant ouverture au droit proportionnel; — 35° Les résiliemens purs et sim-
 ples, faits par actes authentiques, dans les vingt-quatre heures, des actes
 résiliés et notifiés au receveur le lendemain; — 36° Les soumissions et en-
 chères, hors celles faites en justice, sur des objets mis ou à mettre en
 adjudication ou en vente, ou sur des marchés à passer, lorsqu'elles se-
 ront faites par actes séparés de l'adjudication; — 37° Les ventes ou
 cessions de terrains ou constructions faites par des propriétaires pour se
 libérer de la portion à leur charge dans l'augmentation de valeur que leurs
 propriétés auraient acquise par suite de travaux publics ou de construc-
 tions ordonnés ou approuvés par le gouvernement; — Les abandons de
 portions de terrain en faveur des concessionnaires par les propriétaires des
 terrains desséchés ou défrichés; — 38° Les actes et jugemens préparatoires,
 interlocutoires ou d'instruction des juges de paix; les certificats et visa de
 pièces préalables à l'exercice de la contrainte par corps; les actes de noto-

riété, les oppositions à levée de scellés par comparution personnelle dans le procès-verbal; les ordonnances et permis d'assigner; les nominations de tuteurs, curateurs et subrogés tuteurs, et tous les procès-verbaux d'avis de parens et de délibérations de conseil de famille qui ne contiennent aucune reconnaissance ou engagement donnant ouverture au droit proportionnel; les procès-verbaux d'apposition, de reconnaissance et de levée de scellés, et généralement tous autres actes et procès-verbaux des juges de paix ou passés devant eux, ne donnant pas lieu au droit proportionnel, ou dont le droit proportionnel ne s'élèverait pas à un franc; — Sont exceptés les actes d'émancipation. — « Il est dû un droit pour chaque vacation, dans les « opérations de scellés. » — 39° Les jugemens des juges de paix, portant condamnation de sommes ou valeurs mobilières, renvoi ou décharge de demande, débouté d'opposition, validité de congé, expulsion, condamnation à réparation d'injures personnelles, et généralement tous ceux qui, contenant des dispositions définitives, ne donnent pas ouverture au droit proportionnel, ou dont le droit proportionnel ne s'élèverait pas à un franc, et qui ne sont pas classés dans le numéro précédent; — 40° Les actes et jugemens en matière de police ordinaire et de police correctionnelle, et en matière criminelle, soit entre les parties, soit sur la poursuite du ministère public avec partie civile, désignés dans les n°s 2 et 3 de l'article 6 du titre I^{er}, ne donnant pas lieu au droit proportionnel, ou dont le droit proportionnel ne s'élèverait pas à un franc; — Sont exceptés les actes de recours en cassation. — 41° Les jugemens qui seront rendus en matière de contributions, soit directes, soit indirectes, ou pour autres sommes dues au gouvernement, ou pour contributions locales, mois de nourrice, frais d'éducation et de pensionnat, travaux de curage des canaux et rivières, quel que soit le montant des condamnations, et de quelque tribunal qu'émanent les jugemens; — « Si le même jugement porte recours du condamné contre un particulier, le droit proportionnel sera dû « sur le montant de la condamnation récursoire. » — 42° Les actes déjà enregistrés, soit en France, soit dans les colonies françaises, lorsque le droit perçu sera égal ou supérieur à celui dû dans la colonie; — 43° Et généralement tous actes civils ou extrajudiciaires quels qu'ils soient, ou actes des juges de paix qui ne se trouvent dénommés dans aucun des autres paragraphes du présent article, ni dans ceux de l'article suivant, et qui ne peuvent donner lieu au droit proportionnel.

§ V. — Actes sujets au droit fixe de deux francs.

1° Les prises et les inventaires de meubles, d'objets mobiliers, titres et papiers; — « Il est dû un droit pour chaque vacation. » — 2° Les compromis et nominations d'arbitres qui ne contiennent aucune obligation de sommes et valeurs, ni reconnaissance donnant lieu au droit proportionnel; — 3° Les conversions de rentes perpétuelles en rentes viagères, et de celles-ci en rentes perpétuelles, sans augmentation du premier capital aliéné; — 4° Les déclarations ou élections de command ou d'ami, lorsque la faculté d'élire un command a été réservée dans l'adjudication et le contrat en forme authentique, et que la déclaration est faite sans novation de clause, de condition ou de prix, et notifiée au receveur de l'enregistrement dans les vingt-quatre heures de l'adjudication ou du contrat; — Le délai sera de trois jours pour les adjudications des domaines de l'état; — A l'égard des adjudications faites devant les tribunaux de première instance où le ministère des avoués est indispensable, il suffira que l'avoué fasse connaître l'adjudicataire par une déclaration faite et acceptée, ou appuyée du

mandat pour acquérir, dans les trois jours de l'adjudication;—5° Les prorogations de délai et les modifications apportées aux clauses d'un acte d'obligation, lorsqu'elles ne constituent pas un des cas de novation énoncés dans l'article 1271 du Code civil, pourvu toutefois que le titre de la créance ait été enregistré, et sauf le droit proportionnel sur les stipulations relatives aux intérêts échus, ainsi que sur les délégations désignées aux n° 8 du paragraphe IV et n° 6 du paragraphe V de l'article suivant; — 6° Les réunions d'usufruit à la propriété, lorsque la réunion s'opère par un acte de cession, et qu'elle n'est pas faite pour un prix supérieur à celui sur lequel le droit a été perçu lors de l'aliénation de la nue-propriété, à titre onéreux, et ce conformément au n° 7 de l'article 17; — 7° Les titres nouveaux ou reconnaissances de rentes, purs et simples, dont les contrats sont justifiés en forme, et les soumissions pour le remboursement du capital, dans le cas où le débiteur peut y être contraint, suivant l'article 1912 du Code civil;— « Sauf, dans tous les cas, le droit proportionnel sur les stipulations relatives aux intérêts échus. » — 8° Les transactions en quelque matière que ce soit qui ne contiennent aucune stipulation de sommes et valeurs, ni dispositions soumises à un plus fort droit, ni au droit proportionnel, ainsi qu'il est établi dans l'article 19, chapitre II; — 9° Les ordonnances des juges des tribunaux de première instance en matière civile ou de commerce, rendues sur requêtes, mémoires ou autrement; celles de référé, dont la minute reste au greffe, ou qui sont délivrées en brevet ou original; — Les ordonnances du procureur du roi dans le cas où il est autorisé à en rendre; — Les actes et jugemens préparatoires, interlocutoires ou d'instruction de ces tribunaux et des arbitres, rendus contradictoirement ou par défaut; — Les procès-verbaux d'ouverture et réglemens provisoires de contributions et d'ordres; et les ordonnances de renvoi à l'audience, en cas de contestation sur ces mêmes procès-verbaux;—10° Les actes faits ou passés aux greffes des mêmes tribunaux, portant acquiescement, affirmation de voyage, et autres; certificats en minute, consentemens et déclarations de toute espèce ne donnant pas ouverture au droit proportionnel; demandes en renvoi, dépôt de registres, répertoires, signatures de notaires, et généralement de tous actes et pièces, de quelque nature qu'ils soient, et leurs décharges, désaveux, enchères et surenchères; enquêtes, interrogatoires, inscription de faux incident; nomination d'experts ou arbitres; oppositions, présentations de cautions; acceptation ou renonciation à succession, communauté, legs ou donations à cause de mort (*il est dû un droit pour chaque renonçant ou acceptant, et par chaque succession ou communauté*); récusation, tirage de lots (*sauf le droit proportionnel sur la soulte ou plus-value, s'il en existe*); transcriptions et radiations de saisies immobilières; vérification et affirmation de créances (*il n'est dû qu'un seul droit pour celles en matière de faillite*); — Les dépôts des extraits d'actes de société, de contrats de mariage et de mutations immobilières (*il est dû un droit pour chaque acquéreur non indivis*), et de tous les actes et jugemens désignés, par les lois civiles et commerciales, pour être insérés au tableau placé dans l'auditoire des tribunaux, et leurs décharges; — Et généralement les procès-verbaux, rapports, et tous autres actes conservatoires ou de formalité, autres que ceux formellement exempts de l'enregistrement, faits aux greffes desdits tribunaux, et ne donnant pas lieu au droit proportionnel, ou dont le droit proportionnel ne s'élèverait pas à deux francs; — 11° Les exécutoires de dépens, et les taxes des experts dont le droit proportionnel, réglé par le n° 3, paragraphe III de l'article suivant, ne serait pas plus élevé que deux francs;—12° Les mêmes actes, ordonnances et jugemens

des tribunaux de commerce ; — 13° Les ordonnances et procès-verbaux des présidens des tribunaux de première instance, relatifs au mariage et à la séparation de corps.

§ VI. — Actes sujets au droit fixe de trois francs.

1° Les actes respectueux pour obtenir consentement a mariage ; — 2° Les actes de société qui ne portent ni obligation, ni transmission de biens meubles ou immeubles entre les associés individuellement, ou envers d'autres personnes, et quelle que soit la nature des biens apportés par chacun des associés ; — Les actes d'adhésion postérieurs par de nouveaux associés ; — Les actes de dissolution de société qui sont dans le même cas, sauf les droits proportionnels auxquels pourraient donner ouverture les cessions de droits, ou le partage pour raison des soultes ou de l'abandon fait à l'un des associés de biens immeubles apportés originairement par un autre associé ; — 3° Les cessions, abandonnemens et délaissemens de biens, soit volontaires, soit forcés, pour être vendus en direction ; — 4° Les contrats de mariage qui ne contiennent d'autres dispositions que des déclarations, de la part des futurs, de ce qu'ils apportent eux-mêmes en mariage et se constituent, sans aucune stipulation avantageuse entre eux ; — « La reconnaissance y énoncée, de la part du futur, d'avoir reçu la dot apportée par la future, ne donne pas lieu à un droit particulier ; celle par la future non commune en biens, d'avoir reçu la dot du futur, donne lieu au droit d'obligation. — La clause d'ameublissement déterminé ou indéterminé ne donne lieu à aucun droit. Il en est de même dans le cas où les meubles apportés par la femme sont mis à prix par le contrat fait sous le régime dotal. — Si les futurs sont dotés par leurs ascendants, ou s'il leur est fait des donations par des collatéraux ou autres personnes, par leur contrat de mariage, les droits, dans ces cas, seront perçus suivant la nature des biens, ainsi qu'ils sont réglés par les différens paragraphes de l'article suivant. » — 5° Les donations de biens présents et à venir sans annexe de l'état des dettes du donateur, ou sans leur détail dans l'acte, et lorsque le donataire n'entre de suite en jouissance d'aucuns des biens ; — « A défaut de l'une ou de l'autre de ces circonstances, le droit proportionnel est dû sur les biens présents. » — 6° Les donations de sommes, à prendre seulement sur la succession du donateur sans intérêts jusque là, même avec affectation hypothécaire ; — « En cas de promesse d'intérêts, le droit proportionnel est dû sur leur capital au denier six. » — 7° Les institutions contractuelles et toutes autres dispositions avantageuses, soumises à l'événement du décès, qui sont faites par contrat de mariage entre les futurs ou par d'autres personnes en leur faveur ; — « Le forfait de communauté des articles 1520 à 1525 du Code civil, n'étant qu'une simple convention de mariage et entre associés, ne donne lieu à aucun droit. — Il n'y a lieu à percevoir le droit de donation pour le préciput que lorsqu'il est réservé à la femme survivante, même en renonçant à la communauté. » — 8° Les déclarations et significations d'appel, soit principal, soit incident, des jugemens des juges de paix en matière civile ou de commerce, au tribunal de première instance, même par acte d'avoué à avoué. — « Il est dû plusieurs droits, dans les cas prévus par le n° 23 du paragraphe IV du présent article. » — 9° Les prestations de serment des secrétaires des administrations publiques, des greffiers et des huissiers des juges de paix, des porteurs de contraintes, des gardes et autres préposés des douanes d'un grade inférieur jusqu'à celui de contrôleur exclusivement ; des gardes du génie ; des agens et conducteurs des travaux des ponts et chaussées chargés de constater les contraventions en matière de grande voirie ; des

imprimeurs et libraires; des gardes forestiers et gardes champêtres; des préposés au mesurage ou pesage public; des concierges des maisons d'arrêt et des prisons; enfin de tous les employés et comptables salariés par le gouvernement, les communes ou les établissemens publics, autres que ceux compris dans le n° 3 du paragraphe IX ci-après, et qui sont assujétis au serment, à raison de leurs fonctions, quelle que soit l'autorité devant laquelle le serment sera reçu. — 10° Les reconnaissances d'enfant naturel, faites autrement que par acte de l'état civil. — 11° Les testamens, codiciles et tous actes de libéralité entre-vifs ou à cause de mort, qui ne contiennent que des dispositions soumises à l'événement du décès, sans préjudice des droits proportionnels auxquels donneraient ouverture les reconnaissances contenues dans ces actes. — 12° Les unions et directions de créanciers. — « Si elles portent obligation de sommes déterminées par les co-intéressés « envers un ou plusieurs d'entre eux, ou autres personnes chargées d'agir « pour l'union, il sera perçu en outre un droit d'obligation. » — 13° Les jugemens contradictoires ou par défaut des tribunaux de première instance, en matière civile ou de commerce, portant acquiescement, acte d'affirmation, admission de revendication, débouté d'opposition, homologation d'actes et rapports ne donnant pas lieu aux droits proportionnels, ou dont ces droits ont été acquittés; décharge et renvoi de demande, déclaration de jugement commun, injonction de procéder à partage ou licitation, main-levée d'inscription ou opposition; nomination d'arbitres et tiers-arbitres, commissaires, directeurs et séquestres; nullité de procédure, maintenue en possession, publication d'actes et de lettres-patentes, péremption d'instance; reconnaissances d'écritures; réhabilitation; rejet ou admission de récusation; résiliation de baux autrement que du consentement des parties. — Les jugemens qui établissent seulement les bases ou les élémens d'un compte ou d'une liquidation à faire, sans déterminer aucun reliquat; ceux qui statuent sur l'admission d'un créancier au passif d'une faillite, sans prononcer de condamnation de sommes; — Les jugemens qui condamnent à servir une rente conformément au titre en forme authentique. — « Si le « titre était verbal ou sous seing privé, il serait dû le droit proportionnel, « ainsi que pour une condamnation qui rendrait le capital de la rente exigible. » — Les réglemens définitifs d'ordres et de contributions ne donnant pas lieu à un droit proportionnel plus élevé, sans que, dans aucun cas, il soit dû aucun droit pour les forclusions et les mains-levées prononcées par le même acte. — Les ordonnances d'exécution de jugemens arbitraux, et celles d'envoi en possession. — Et généralement tous les jugemens de ces tribunaux et des arbitres, en premier ou en dernier ressort, non compris dans le paragraphe V précédent, et contenant des dispositions définitives ne donnant pas ouverture au droit proportionnel, ou dont le droit proportionnel ne s'élèverait pas à trois francs. — Les adjudications frappées de surenchère avant le délai de l'enregistrement, et celles sur folle-enchère, lorsque la première adjudication a été enregistrée et que le nouveau prix n'est pas supérieur au premier; dans le cas contraire, les droits sont perçus comme il est dit au n° 5, paragraphe V, et au n° 1^{er}, paragraphe VII de l'article suivant. — 14° Les jugemens des tribunaux de première instance en matière civile ou de commerce, à l'exclusion de ceux des arbitres, portant, 1° résolution de contrats ou de clauses de contrats, pour cause de nullité radicale; 2° résolution de contrats de vente, pour lésion d'outre moitié, dans la forme et les délais prescrits par la loi; 3° résolution de contrats, pour cause de simulation, mais seulement lorsque la résolution n'est point prononcée sur la demande de l'une des parties contractantes; 4° révocation de donation, pour cause d'ingratitude;

5° résolution de contrats de vente, pour défaut de paiement du prix, mais seulement avec ces deux circonstances, que l'acquéreur n'aura payé aucun à-compte sur le prix, et qu'il ne sera point entré en jouissance. — « Toutefois, les droits ainsi que les doubles droits et amendes dus à raison des contrats ou des conventions verbales résolus, seront perçus en outre sur les jugemens, dans le cas où ils n'auraient pas été acquittés précédemment dans les délais déterminés. » — 15° Les ordonnances, arrêts et actes du greffe des cours royales, de l'espèce des actes et jugemens désignés dans les nos 9, 10 et 11 du paragraphe V précédent. — Les mêmes actes émanés des arbitres jugeant en dernier ressort du consentement des parties.

§ VII. — Actes sujets au droit fixe de cinq francs.

1° Les actes d'émancipation. — « Il est dû un droit par chaque émancipé, mais il n'en est dû aucun pour la nomination du curateur. » — 2° Les déclarations et significations d'appel, soit principal, soit incident, des jugemens des tribunaux de première instance en matière civile ou de commerce, même par actes d'avoué à avoué. — « Il est dû plusieurs droits, dans les cas prévus par le n° 23 du paragraphe IV du présent article. » — 3° Les partages de biens meubles ou immeubles entre co-propriétaires, à quelque titre que ce soit, pourvu qu'il en soit justifié. — « Il n'est pas dû de droit particulier pour les subdivisions contenues dans le même acte, et qui sont faites entre les mêmes co-partageans. — S'il y a retour ou plus-value entre les lots, le droit sur ce qui en fera l'objet sera perçu au taux réglé pour les ventes. » — 4° Les arrêts définitifs des cours royales ne donnant pas lieu à un droit proportionnel plus élevé, et de l'espèce des jugemens désignés dans les nos 13 et 14 du paragraphe précédent. — 5° Les jugemens définitifs désignés dans les mêmes numéros, rendus par les arbitres jugeant en dernier ressort, du consentement des parties.

§ VIII. — Actes sujets au droit fixe de dix francs.

1° Les acquisitions de biens immeubles par la colonie, les communes, hospices, séminaires, fabriques, congrégations religieuses, et tous autres établissemens publics légalement autorisés, faites à titre onéreux, et lorsque les biens acquis devront recevoir une destination d'utilité publique et ne pas produire de revenus. — « A défaut de l'une ou de l'autre de ces circonstances, il est dû le droit proportionnel déterminé par le paragraphe V de l'article suivant; et le droit fixe sera réductible dans tous les cas où la valeur des biens ne donnerait pas dix francs de droit proportionnel. » — 2° Les actes translatifs de propriété, d'usufruit ou de jouissance de biens immeubles situés en pays étranger, sans que, dans aucun cas, le droit fixe puisse excéder le droit proportionnel qui serait dû si les biens étaient situés dans la colonie. — 3° Les jugemens des tribunaux de première instance prononçant une interdiction; les jugemens de séparation de biens entre mari et femme, lorsqu'ils ne portent point de condamnation de sommes et valeurs mobilières, ou lorsque le droit proportionnel de la condamnation prononcée ne s'élève pas à dix francs. — 4° Les actes de tutelle officieuse. — « Il est dû un droit pour chaque pupille. »

§ IX. — Actes sujets au droit fixe de quinze francs.

1° Le premier acte de recours au conseil d'état, et le premier acte de recours en cassation, en matière civile, correctionnelle ou de simple police, de quelque partie qu'il émane; et en matière criminelle, celui des parties civiles seulement. — « Il est dû un droit pour chacun des condamnés

« nonsolidaires qui exercent le recours par un même acte. » — 2° Les jugemens des tribunaux de première instance prononçant une séparation de corps entre mari et femme ; — Ceux admettant une adoption. — « Il est dû un droit pour chaque adopté. » — 3° Les prestations de serment des notaires, avocats, avoués et arpenteurs, pour entrer en fonctions ; des directeurs, inspecteurs, vérificateurs, contrôleurs et receveurs des contributions directes et indirectes, des curateurs aux biens vacans, des greffiers, commis-greffiers et huissiers près les tribunaux de première instance et les cours royales, pour entrer en fonctions ; des ingénieurs des ponts et chaussées, des commissaires des poudres et salpêtres, et généralement de tous les employés et comptables salariés par le gouvernement, les communes et les établissemens publics, qui y sont assujétis à raison de leurs fonctions, et quelle que soit l'autorité devant laquelle le serment sera reçu, lorsque le traitement s'élève à deux mille francs et au dessus. — Tous les employés et comptables dont le salaire serait inférieur à cette somme ne devront que le droit fixé par le n° 9 du paragraphe VI ci-devant. — « Il n'est dû de nouveau droit que dans le cas de changement de grade ou de fonctions, et non lors d'un simple changement de résidence : toutefois si, dans ce dernier cas, il était rédigé un nouvel acte de prestation de serment, il serait dû le droit déterminé par le n° 3 du paragraphe III du présent article. » — 4° Les arrêts des cours royales prononçant une interdiction, une séparation de corps ou une séparation de biens entre mari et femme, sauf le droit proportionnel de la condamnation, si elle donne lieu à un droit plus élevé. — Les arrêts confirmant une adoption. — « Il est dû un droit pour chaque adopté. » — 5° L'adoption par le tuteur officieux dans un acte testamentaire. — « Il est dû un droit pour chaque adopté. »

CHAPITRE II. — *Droits proportionnels.*

92. Les actes et mutations compris sous cet article seront enregistrés et les droits payés suivant les quotités ci-après, savoir :

§ 1^{er}.—Quinze centimes par cent francs.

1° Les baux à ferme ou à loyer de biens meubles ou immeubles, même de ceux appartenant au gouvernement. — Les baux ou conventions pour nourriture de personnes. — Le louage des esclaves ainsi que des gens de travail qui s'engagent au service de quelqu'un. — Les baux de pâturage et nourriture d'animaux, lorsque la durée de tous ces baux est limitée. — « Si la durée du bail est illimitée, la quotité du droit est réglée par le n° 6 du paragraphe V et le n° 2 du paragraphe VII ci-après. » — 2° Les baux à cheptel et reconnaissance de bestiaux. — « Le droit sera perçu sur le prix exprimé dans l'acte, ou, à défaut, d'après l'évaluation qui sera faite du bétail. » — 3° Les sous-baux, subrogations, cessions, rétrocessions et résiliations des mêmes baux. — « Le droit sera perçu et liquidé sur les années à courir et d'après la même base que pour les baux. — Les sommes payées sur le prix du bail par l'acte même ne donnent pas lieu au droit de quittance. » — 4° Les brevets d'apprentissage, lorsqu'ils contiendront stipulation de sommes ou valeurs mobilières payées ou non. — Les cautionnemens de tous les actes désignés aux numéros précédens ne paieront que la moitié des droits déterminés pour ces actes. — 5° Les actes volontaires contenant promesse de pensions alimentaires entre les ascendans et leurs descendans, ainsi qu'entre époux séparés, lorsque la somme est déterminée ; et même dans le cas où la pension alimentaire serait représentée par le revenu d'un immeuble désigné. — « Le droit sera perçu sur le capital au denier six de la pension an-

« nuelle ; si l'acte ne contient la stipulation d'aucune somme déterminée , il
 « n'est dû que le droit fixe réglé par le n° 32 du paragraphe IV de l'article
 « précédent. » — 6° Les quittances , remboursemens ou achats de rentes ,
 redevances et créances de toute nature. — Les retraits exercés par les ven-
 deurs en vertu de réméré , par actes publics , dans le délai stipulé par l'acte
 de vente , pourvu qu'il n'excède pas cinq ans , ou faits sous signature privée
 et présentés à l'enregistrement avant l'expiration des délais. — « Le droit
 « n'est dû que sur les sommes remboursées par le vendeur. » — Le retrait
 successoral et le retrait de droits litigieux , sur le montant des sommes rem-
 boursées , dans le cas où le cessionnaire peut y être contraint par la loi. —
 Les paiemens faits avec subrogation légale selon l'article 1251 du Code civil ,
 et ceux effectués par un acquéreur aux créanciers du vendeur après délégation
 ou indication quelconque de paiement , et généralement tous actes ou
 écrits , soit civils , soit judiciaires ou extrajudiciaires , portant libération de
 sommes et valeurs mobilières , sans que le paiement ait pour cause une libé-
 ralité ou le prix d'une transmission de meubles ou d'immeubles non enre-
 gistrés : auxquels cas il serait dû les droits dont ces diverses stipulations sont
 passibles suivant les différens paragraphes du présent article. — « Il n'est dû
 « qu'un seul droit pour les compensations de créances respectives. — Mais
 « les droits des deux libérations seront perçus , lorsque les paiemens seront
 « faits par un débiteur aux créanciers de son créancier , en présence de ce
 « dernier , sans aucune indication de paiement antérieurement enregistré. »
 — 7° Les actes de dépôts et consignations de sommes faits dans les caisses
 publiques ou chez les officiers publics , lorsqu'ils opèrent la libération des
 déposans.

§ II. — Vingt-cinq centimes par cent francs.

1° Les actes d'assurances maritimes. — « Le droit ne sera exigible que
 « sur le montant de la prime , et seulement avant que la police puisse être
 « produite en justice , et en tenant compte du droit fixe payé conformé-
 « ment au n° 4 du paragraphe II de l'article précédent. » — 2° Les délais-
 semens par suite d'une assurance , et dans les autres cas prévus par les lois
 commerciales. — « Le droit est dû sur la valeur des objets délaissés ; il n'est
 « exigible que sur l'acte d'acceptation , ou le jugement qui valide le délais-
 « sement. — En cas d'assurance , la valeur est fixée par la police. » — 3° Les
 adjudications au rabais et marchés pour constructions , réparations , entre-
 tien , approvisionnemens et fournitures dont le prix doit être payé sur les
 fonds communaux ou par les établissemens publics. — « Le droit est dû sur
 « la totalité du prix de ces actes. — Le cautionnement ne doit que moi-
 « tié du droit. » — 4° Les atermoiemens ou concordats passés entre les faillis
 et leurs créanciers , même lorsqu'il ne serait consenti aucune remise sur
 les créances. — « Le droit est perçu sur tous les biens meubles abandonnés
 « par le failli , et sur les sommes qu'il s'oblige de payer tant aux créanciers
 « présens qu'à ceux non représentés , avec lesquels le traité est commun
 « par l'effet de la majorité. — Le cautionnement , s'il en est fourni , ne
 « paiera que la moitié du droit. » — 5° Les billets à ordre et tous autres effets
 négociables de particuliers ou de compagnies , à l'exception des lettres de
 change. — Les avals donnés par actes séparés des effets négociables de toute
 espèce. — « Ces effets négociables pourront n'être présentés à l'enregistre-
 « ment qu'avec les protêts qui en seront faits ; mais le droit de ces effets se-
 « rait exigible sur l'exploit de citation qui déclarerait qu'ils sont adirés. »
 — Les ouvertures de crédits entre banquiers et commerçans sujets à pa-
 tentes. — 6° Les actions , coupons d'actions et cessions d'actions mobilières

des compagnies et sociétés de finance, de commerce ou d'industrie, sans aucun droit de propriété dans le fonds social. — 7° Les cautionnemens de sommes et objets mobiliers, les garanties et les gages mobiliers fournis par des tiers, et les indemnités de même nature. — Les cautionnemens par le tireur ou les endosseurs, pour le paiement de lettres de change. — « Sont
« exceptés les cautionnemens nommément désignés dans d'autres numéros
« du présent article et de l'article précédent. — Dans tous les cas, le droit
« sera perçu indépendamment de celui de la disposition que le cautionne-
« ment, la garantie, le gage ou l'indemnité aura pour objet et sur le même
« capital, mais sans pouvoir excéder le droit principal. » — 8° Les caution-
nemens de se représenter ou de représenter un tiers en cas de mise en li-
berté provisoire, ou en vertu d'un sauf-conduit, dans les cas prévus par le
Code de procédure et par les lois civiles et commerciales, et en matière
correctionnelle ou criminelle. — 9° Les soumissions de cautions au greffe
des tribunaux. — « Lorsque le jugement d'admission de la caution ne
« l'oblige pas à faire un acte de soumission, le droit proportionnel est perçu
« sur le jugement. — Pour les cautions des surenchères, le droit est dû sur
« le prix principal, en y joignant toutes les charges et le montant de la sur-
« enchère. Mais ce droit n'est perçu que sur le jugement d'adjudication au
« profit du surenchérisseur, et l'acte de cautionnement, dont l'obligation
« principale est soumise à cette condition, ne doit que le droit fixe établi
« par le n° 10 du paragraphe V de l'article précédent. » — 10° Les muta-
tions par décès, les legs et donations à cause de mort, de biens meubles en
ligne directe, naturelle, ou adoptive. — 11° Les obligations à la grosse
aventure ou pour retour de voyage. — « Le droit n'est dû que sur le capi-
« tal prêté. »

§ III. — Trente-cinq centimes par cent francs.

1° Les ventes publiques de marchandises et d'effets mobiliers, en cas de
faillite, en vertu d'ordonnance du juge-commissaire. — Les ventes de mar-
chandises aux enchères publiques, pourvu que le lieu de la vente et la quo-
tité des lots aient été fixés par les tribunaux. — 2° Les actes et contrats d'as-
surance autres que ceux d'assurances maritimes. — « Le droit sera perçu sur
« la valeur de la prime. » — 3° Les jugemens et arrêts contradictoires ou
par défaut, ou autres actes judiciaires, en matière civile ou de com-
merce, et en matière criminelle, correctionnelle ou de police, quel que
soit le tribunal ou la cour dont ils émanent, portant condamnation, attri-
bution ou liquidation de sommes et valeurs mobilières, intérêts et dépens
entre particuliers, même prononcées sur des actes authentiques ; excepté
les dommages-intérêts compris au n° 7 du paragraphe V ci-après, et les
amendes qui ne seront point ajoutées aux autres sommes pour la liqui-
dation du droit proportionnel. — Est soumis au même droit le jugement qui
déclare un débiteur déchu du bénéfice du terme qui lui avait été accordé
pour le paiement, par un acte civil. — « Dans aucun cas, et pour aucun de ces
« jugemens ou arrêts, le droit proportionnel ne pourra être au dessous du
« droit fixe, tel qu'il est réglé dans l'article précédent pour les jugemens dé-
« finitifs des divers tribunaux. » — 4° Les collocations et distributions de
deniers mobiliers ou immobiliers, soit volontaires ou judiciaires, dans
quelque forme qu'elles aient lieu, et quel que soit le nombre ou la qualité
des créanciers colloqués, présens ou non. — « Le droit est dû sur le mon-
« tant de la somme distribuée en capital et intérêts, et si le paiement est ef-
« fectué par le même acte, il n'est dû aucun droit pour la quittance. »

§ IV. — Cinquante centimes par cent francs.

1^o Les donations entre-vifs en propriété ou usufruit de biens meubles, celles portant partage anticipé, faites selon les articles 1075 et 1076 du Code civil, en faveur de tous les successibles en ligne directe, naturelle ou adoptive. — 2^o Les donations de sommes payables ou exigibles avec ou sans intérêts, au décès du donateur, même sans hypothèque, et celles avec dessaisissement actuel par le donateur, aussi en ligne directe. — 3^o Les baux ou conventions pour nourriture de personnes, lorsque la durée est illimitée. — « Le droit sera perçu sur le capital au denier six. » — 4^o Les adjudications au rabais et marchés, autres que ceux compris dans le n^o 3 du paragraphe II précédent, pour constructions, réparations et entretien entre particuliers, quand même ils contiendraient promesse de livrer les marchandises ou objets mobiliers nécessaires à la confection des ouvrages. — Le procès-verbal de réception des ouvrages, afin d'obtenir le privilège accordé aux architectes et ouvriers par le n^o 4 de l'article 2103 du Code civil. — « Le droit est dû sur le montant total du prix des travaux, déduction faite de celui perçu sur le marché, s'il est représenté enregistré. » — Les traités pour ouvrages et travaux de toute espèce; ceux pour le transport des personnes ou marchandises, entre particuliers, désignés aux n^{os} 2 et 3 de l'article 1779 du Code civil. — Les traités de remplacements pour le service de l'état. — Les avis de parens portant fixation d'honoraires ou d'indemnité en faveur des tuteurs ou curateurs. — 5^o Les conversions de rentes en obligations à terme, excepté dans le cas prévu par le n^o 7 du paragraphe V de l'article précédent. — 6^o Les contrats et transactions portant obligation de sommes, les billets simples et promesses de payer, les arrêtés de compte et les actes de liquidation de créances et reprises qui ne résultent pas d'actes précédemment enregistrés. — « Sont exceptées les liquidations contenues dans les partages de succession, communauté ou société, qui doivent précéder le partage, et dont les résultats sont employés dans les lots des copartageans, sauf les droits des soultes qu'elles pourraient produire. » — 7^o Les mandats, les lettres de crédit; les reconnaissances de devoir, même faites en l'absence des créanciers, à l'exception des déclarations passives dans les inventaires, à la charge de la succession; et celles de dépôts de sommes chez des particuliers. — Les reconnaissances d'intérêts ou arrérages échus, même lorsque le titre de la créance principale est enregistré. — La reconnaissance, par un débiteur, d'être détenteur d'une somme annoncée avoir été payée par lui dans un précédent acte; et généralement tous autres actes ou écrits soit civils, soit judiciaires ou extrajudiciaires, qui contiendront obligation de devoir ou de prêter une somme d'argent, sans libéralité et sans que l'obligation soit le prix d'une transmission de meubles ou immeubles non enregistrée: auxquels cas il serait dû les droits dont ces stipulations sont passibles suivant les différens paragraphes du présent article. — Les reconnaissances par acte public et les affectations hypothécaires par les souscripteurs, pour le paiement d'effets négociables précédemment enregistrés, et de lettres de change. — 8^o Les transports, cessions et délégations de créances à terme et de droits mobiliers incorporels, autres que ceux compris aux paragraphes II et V du présent article, même faits hors de la présence du créancier délégataire ou du cessionnaire, ou sans son acceptation expresse, et sans décharger le premier débiteur; et ceux faits à titre de garantie par tout autre acte que l'obligation principale, lorsque le débiteur cédant s'est dessaisi de la propriété. — Les subrogations conventionnelles au profit d'un tiers payant en l'acquit du dé-

biteur; et les substitutions de débiteurs. — Les délégations avec dessaisissement pour tenir lieu du service des intérêts dans l'acte même d'obligation, indépendamment du droit dû pour le capital; et les transports par endossement de billets simples, et ceux d'effets négociables après le protêt qui en a été fait. — 9° Les délégations de prix stipulées dans un contrat, pour acquitter des créances à terme, envers un tiers. — 10° Les déclarations de command, d'ami ou de prête-nom, si l'acte d'obligation, de transport ou de délégation n'en contient pas la réserve, et que la déclaration ne soit pas faite et notifiée au receveur dans les vingt-quatre heures du contrat, ainsi qu'il est prescrit par le n° 4 du paragraphe V de l'article précédent.

§ V. — Soixante-quinze centimes par cent francs.

1° Les mutations de biens immeubles en propriété ou usufruit, qui auront lieu par décès en ligne directe, naturelle ou adoptive. — 2° Les rentrées en possession de biens de même nature, en vertu du droit successif attribué aux ascendans par l'article 747 du Code civil. — 3° Les donations entre-vifs et les mutations en propriété ou usufruit de biens meubles qui s'effectueront par décès entre époux. — 4° Les échanges de propriétés bâties, et ceux de biens ruraux, lorsque l'un des immeubles ruraux ne sera pas contigu aux propriétés de celui qui le recevra, mais pour cet immeuble seulement; les échanges semblables faits avec des communes et des établissemens publics désignés au n° 1^{er}, paragraphe VIII de l'article précédent. — « Le droit ne sera perçu que sur la valeur d'une des parts, et celui dû pour la soulte ou plus-value sera liquidé conformément au paragraphe VII ci-après. Si la soulte doit être payée par les communes ou établissemens publics, elle ne sera passible que du droit fixe selon le n° 1^{er} du paragraphe VIII de l'article précédent. » — Les rescissions de ces différens actes pour cause de lésion. — 5° Les adjudications, ventes, reventes, cessions, rétrocessions, marchés (autres que ceux énoncés au n° 3 du paragraphe II et au n° 4 du paragraphe IV précédent), les traités et tous autres actes, soit civils, soit judiciaires ou extrajudiciaires, translatifs de propriété à titre onéreux, de biens meubles, récoltes de l'année sur pied, coupes de bois taillis et de haute-futaie, actions dans les compagnies et sociétés de finance, de commerce ou d'industrie donnant droit de propriété dans le fonds social, encore qu'il en dépende des immeubles, tant que dure la société; des produits extraits ou à extraire des minières et des carrières; des matières extraites seulement des mines, et leurs approvisionnement, et de tous autres objets mobiliers, généralement quelconques, en quelques lieux ou pays qu'ils soient situés; même les ventes de cette nature faites par le gouvernement, à l'exception de celles énoncées au n° 12 du paragraphe III de l'article précédent; — Les adjudications à la folle-enchère, mais seulement sur ce qui excédera le prix de la précédente adjudication, si le droit en a été acquitté. — « Lorsque l'acquéreur d'une coupe de bois se rend postérieurement acquéreur du fonds, il est dû, sur ce second acte ou pour la nouvelle convention, le complément du droit fixé par le paragraphe VII ci-après, pour la totalité ou les portions de la coupe qui, n'ayant point encore été abattues à cette époque, n'auraient point cessé de faire partie de l'immeuble, indépendamment du droit dû suivant le même paragraphe pour la nouvelle mutation; et, si la vente du sol a précédé celle de la superficie au même acquéreur, avant qu'elle en ait été détachée, le prix de cette superficie acquittera le droit déterminé par le même paragraphe VII. » — 6° Les constitutions de rentes, soit perpétuelles, soit viagères, et de pensions à titre onéreux; les

cessions, transports et délégations qui en sont faits au même titre, ainsi qu'il est établi aux n^{os} 8 et 9 du paragraphe précédent pour les délégations, subrogations de créanciers et substitutions de débiteurs de créances à terme. — « Les transports d'arrérages ne doivent que le droit des créances à terme. » — Les baux de biens meubles faits à vie ou pour un temps illimité, leurs transports, rétrocessions et résiliations; — 7^o Les dommages-intérêts prononcés par les tribunaux, en matière de police simple, de police correctionnelle, et en matière criminelle, et ceux en matière civile dans les cas désignés aux articles 1142, 1145, 1147, 1149 et 1382 du Code civil. — 8^o Les élections ou déclarations d'ami, de command ou prête-nom, sur les actes translatifs de propriété ou d'usufruit de biens meubles compris dans le présent paragraphe, lorsque la réserve de command n'aura pas été insérée dans le contrat et sans qu'elle ait été faite et notifiée au receveur, dans les vingt-quatre heures de ce contrat, comme il est dit au n^o 4 du paragraphe V de l'article précédent. — 9^o Les engagements ou antichrèses de biens immeubles. — 10^o Les parts et portions acquises par licitation et les soultes de partages de biens meubles. — 11^o Les retraits de biens meubles, après le premier délai fixé par l'acte de vente avec faculté de rachat, ou en vertu de prorogation de délai, et ceux exercés par des tiers cessionnaires des vendeurs.

§ VI.—Un franc par cent francs.

1^o Les donations entre-vifs de propriété ou d'usufruit de biens immeubles en ligne directe, naturelle ou adoptive. — « Les donations portant « partage anticipé, faites par les pères et mères entre tous leurs enfans ou « descendans, conformément aux articles 1075 et 1076 du Code civil, ne « paieront que moitié droit, quel que soit le mode de composition des lots, « même au moyen d'une licitation des biens donnés par le même acte. » — 2^o Les donations entre-vifs, celles désignées au n^o 2, paragraphe IV du présent article, et les mutations de propriété ou usufruit de biens meubles, qui s'opèreront par décès entre collatéraux et autres parens au degré successible seulement. — Les donations entre-vifs, et les mutations qui s'effectueront par décès, soit par testament ou tous autres actes de libéralité à cause de mort, de propriété ou d'usufruit de biens immeubles, entre époux.

§ VII. — Un franc vingt centimes par cent francs.

1^o Les adjudications, ventes, reventes, cessions, rétrocessions et tous autres actes soit civils, soit judiciaires ou extrajudiciaires, translatifs de propriété ou d'usufruit de biens immeubles, droits et actions immobiliers à titre onéreux, même de ceux appartenant au gouvernement; des mines, indépendamment de la surface des constructions et travaux en dépendant, ainsi que des chevaux, agrès et ustensiles servant à leur exploitation; des coupes de bois non séparées du sol, dans les cas prévus par le dernier alinéa du n^o 5 du paragraphe V. — « Les adjudications à la folle-enchère seront assujéties au même droit; mais seulement sur ce qui excèdera le prix de la « première adjudication, si elle a été enregistrée. » — 2^o Les baux à rentes perpétuelles de biens immeubles, ceux à vie et ceux dont la durée est illimitée, ainsi que les traités portant fixation de la redevance à payer au propriétaire du fonds pour l'exploitation d'une mine jusqu'à son épuisement. — Leurs transports, rétrocessions et résiliations. — 3^o Les déclarations de command, d'ami ou de prête-nom, pour des actes translatifs de propriétés immobilières, lorsque ces déclarations ne réunissent pas toutes les conditions énoncées au n^o 4 du paragraphe V de l'article précédent. — 4^o Les parts et por-

tions de biens immeubles acquises par licitation. — « Ces portions se calculent d'après le prix de la totalité des biens faisant l'objet de la licitation. » — 5° Les retours ou plus-values de partages et d'échanges d'immeubles. — 6° Les retraits exercés après l'expiration du délai convenu par le contrat de vente, et dans ce délai, s'il excède cinq années, ou en vertu de prorogation, et ceux exercés par des cessionnaires du vendeur avec faculté de rachat. — 7° Les résolutions et résiliations de contrats translatifs de propriété ou d'usufruit de biens immeubles, même lorsqu'il aurait été stipulé par le contrat qu'à défaut de paiement la vente serait nulle de plein droit. — « Sont seulement exceptées celles prononcées par les tribunaux de première instance et les cours royales pour cause de nullité radicale, pour lésion d'outre moitié, dans les formes et les délais prescrits par la loi; et pour défaut de paiement du prix, lorsque l'acquéreur n'aura payé aucun à-compte, et qu'il ne sera point encore entré en jouissance. »

§ VIII.—Deux francs par cent francs.

Les donations entre-vifs, celles désignées au n° 4, paragraphe IV du présent article, et les mutations qui s'effectueront par décès, pour quelque cause que ce soit, de propriété ou d'usufruit de biens meubles entre collatéraux au-delà du degré successible, et toutes personnes non parentes;—Et celles qui s'opéreront pour des biens de même nature, lorsque l'époux survivant ou les enfans naturels seront appelés à succéder à défaut de parens au degré successible. — « Toutefois, pour les enfans naturels, ce droit ne sera appliqué que sur l'excédant de ce qui leur aurait été attribué dans les divers cas de l'article 757 du Code civil. »

§ IX.—Trois francs par cent francs.

Les donations entre-vifs et les mutations qui s'effectueront par décès de biens immeubles entre collatéraux au degré successible seulement.

§ X.—Trois francs quarante centimes par cent francs.

Les donations entre-vifs, et les mutations qui s'effectueront par décès, de biens immeubles entre collatéraux au-delà du degré successible et toutes personnes non parentes. — « Seront considérés comme personnes non parentes l'époux survivant et les enfans naturels, lorsqu'ils seront appelés à la succession, à défaut de parens au degré successible. — Toutefois, à l'égard des enfans naturels, ils n'acquitteront le droit que sur l'excédant de ce qui leur aurait été attribué en vertu de l'article 757 du Code civil, et dont ils paieront les droits de mutation en ligne directe. »

CHAPITRE III.—*Des actes qui doivent être enregistrés en débet ou gratis, et de ceux qui sont exempts de la formalité.*

93. Sont soumis à la formalité de l'enregistrement en débet ou gratis, ou exempts de cette formalité, les actes ci-après, savoir :

§ 1^{er}. — A enregistrer en débet.

Seront enregistrés en débet, mais dans leurs délais et sous les peines prononcées par la présente ordonnance pour défaut d'enregistrement :—1° Les actes et procès-verbaux des juges de paix, des greffiers, des maires ou de leurs adjoints, des officiers, commissaires et agens de police, ainsi que des huissiers et gendarmes, en matière de police simple et de police correctionnelle. — 2° Les exploits, les actes d'appel, et ceux de recours en cassation par les prévenus en mêmes matières, mais seu-

lement lorsqu'ils sont emprisonnés. — 3° Les actes et procès-verbaux constatant des délits en matière de grande voirie. — 4° Ceux des gardes établis par l'autorité publique, relatifs à des délits ruraux ou forestiers. — 5° Ceux relatifs à des contraventions aux ordonnances et réglemens en matière de contributions directes ou indirectes, et aux contributions locales. — 6° Tous les actes faits à la requête du ministère public, agissant d'office en matière civile, ou dans l'intérêt des lois, et pour assurer leur exécution. — 7° Les jugemens et arrêts qui interviennent sur ces actes et procès-verbaux. — 8° Les procès-verbaux de contraventions et les significations par les gardes du génie. — 9° Les procès-verbaux d'apposition et de levée des scellés, lorsque les juges de paix agissent d'office après l'ouverture des successions échues à des héritiers absens et non représentés. — Les actes de tutelle faits d'office, relatifs à des mineurs qui n'ont ni tuteur ni curateur. — Les actes concernant la nomination faite d'office d'un subrogé-tuteur, dans le cas prévu par l'article 421 du Code civil. — 10° Les jugemens d'ouverture de faillite, rendus d'office. — Les procès-verbaux d'apposition de scellés après faillite, lorsque les juges de paix agissent d'office, et les actes de dépôts qui peuvent être dressés desdits procès-verbaux. — 11° Les inventaires faits par les juges de paix des effets ou titres actifs trouvés sur les personnes qui ont péri par mort violente ou présumée telle. — 12° Les rapports faits par les capitaines de navires, dans les cas prévus par les lois commerciales, et leur dépôt au greffe, lorsqu'il résulte des circonstances énoncées dans la déclaration que le capitaine est dans l'impossibilité absolue de payer les droits. — Ceux faits par les capitaines de navires capturés, dans les mêmes cas. — « Les droits d'enregistrement de ces actes, procès-verbaux et jugemens, « seront compris par distinction dans la liquidation des dépens prononcés « contre les parties condamnées, et le recouvrement en sera suivi par les « receveurs de l'enregistrement, d'après les extraits qui leur seront fournis « à cet effet par les greffiers contre les tuteurs, curateurs ou subrogés-tu- « teurs, les agens, commissaires et syndics des faillites, les pères, mères et « époux des interdits, ou contre ceux à qui lesdits actes auront profité ou « dû profiter. — Mais, dans aucun cas, il ne pourra être délivré expédi- « tion, copie ou extrait de ceux désignés aux nos 9, 10, 11 et 12, à l'except- « tion de ceux qui pourraient être requis par le ministère public, sans qu'au « préalable les droits dus au gouvernement aient été payés, et ce, sous « les peines portées par l'article 55 de la présente ordonnance. »

§ II. — A enregistrer gratis.

1° Les acquisitions et échanges faits par le gouvernement, les partages de biens entre l'état et les particuliers, et tous actes faits à ce sujet, même les cessions faites au gouvernement pour se libérer de créances envers lui. — « S'il y a soulte à payer par les particuliers, il est dû les droits proportionnels auxquels toutes les acquisitions sont assujéties par l'article précédent. » — 2° Les cahiers de charges, ainsi que tous autres actes dont les droits seraient supportés par le gouvernement. — 3° Les exploits, commandemens, significations, sommations, établissemens de garnisaires, saisies, saisies-arrêts et autres actes, tant en demande qu'en défense, ayant pour objet le recouvrement des contributions directes et indirectes et de toutes autres sommes dues au gouvernement, à quelque titre et pour quelque objet que ce soit, même des contributions locales; pour le paiement des mois de nourrice, frais d'éducation et de pensionnat, travaux de curage de canaux et rivières, lorsqu'il s'agira de cotes, droits ou créances non excédant en total la somme de cent francs. — 4° Les actes des huissiers, gen-

darmes et agens de police, en matière criminelle, autres que ceux faits à la requête des parties civiles. — 5° Les actes et jugemens rendus à la requête du ministère public pour des rectifications, ou pour réparer des omissions concernant les actes de l'état civil; et ceux pour parvenir au mariage d'individus dont l'indigence notoire est constatée par certificat du maire de la commune ou de son adjoint. — 6° Les notifications de plans et tous les actes de procédure relatifs aux terrains des places de guerre. — 7° Les ventes des effets non réclamés des marins et passagers morts en mer, faites par les officiers de l'administration de la marine, lorsque le prix n'est que de vingt-cinq francs et au dessous. — Cette disposition s'applique tant aux bâtimens de l'état qu'à ceux du commerce et des armemens en course, pourvu que les ventes soient faites d'office et non à la requête des particuliers, par des administrateurs et préposés de la marine. — 8° En cas d'omission d'enregistrement, dans les délais, des actes compris au présent paragraphe, il y a lieu aux mêmes amendes contre les officiers publics que pour ceux passibles du droit.

§ III. — Exempts de la formalité et du droit d'enregistrement.

1° Les actes du gouvernement. — 2° Les actes d'administration publique non désignés dans l'article 7 de la présente ordonnance, et ceux devenus nuls par le refus d'approbation de l'autorité supérieure, ainsi qu'il est prévu par le n° 5 de l'article 28, à la charge de faire mention de la décision sur l'acte et à l'article du répertoire. — 3° Les inscriptions sur le grand-livre de la dette publique du royaume, leurs transferts et mutations, les quittances des intérêts qui en sont payés, et généralement tous les effets de la dette publique inscrits ou à inscrire définitivement. — « Mais, dans tous les cas où les effets de la dette publique ne formeront que le prix ou l'objet de conventions désignées dans les articles 91 et 92 précédens, ces conventions ou stipulations acquitteront les droits auxquels elles sont toutes formellement assujéties par le paragraphe de ces articles dans lequel elles se trouvent classées. » — 4° Les actes de naissance, de mariage et de décès, et les extraits qui en sont délivrés, ainsi que tous autres actes de l'état civil. — 5° Les actes judiciaires dont le détail suit : les actes de productions de pièces faits sur le registre tenu au greffe à cet effet, et ceux sur le registre des contributions et des adjudications pour la distribution des deniers; les ordonnances de soit communiqué au ministère public, et les conclusions de ce dernier; les cédules pour appeler au bureau de paix (sauf la signification), et les mentions de non-comparution; les visa donnés sur les actes des huissiers par les magistrats civils et judiciaires, ainsi que par les secrétaires des administrations publiques et les greffiers, dans tous les cas prescrits par la loi, et les visa exécutoires des contraintes pour le recouvrement des deniers de l'état; les actes portés sur les registres des délibérations intérieures des cours et tribunaux, ainsi que sur les registres des délibérations des chambres de notaires, avoués et huissiers, autres que ceux qui contiendraient transmission de propriété, d'usufruit ou de jouissance de biens meubles ou immeubles, ainsi que ceux portés sur les registres des dépôts désignés au n° 19 du paragraphe IV de l'article 91; les actes de dépôts des registres de l'état civil; tous les actes, procès-verbaux, jugemens et arrêts en matière de police simple et de police correctionnelle et en matière criminelle, autres que ceux nommément assujétis à la formalité par les dispositions de la présente ordonnance, et les procès-verbaux de contravention à la police du roulage; les décisions du juge sur le règlement des qualités des jugemens; les actes de notoriété et les procès-verbaux des juges de paix pour constater

les causes de la disparition des militaires et des marins, et le défaut de moyens d'existence de leurs veuves et orphelins; l'acte d'affirmation devant le juge de paix, dans le cas prévu par le n° 9 de l'article 16, ainsi que le pouvoir spécial exigé par l'article 36. — 6° Les rescriptions, mandats et ordonnances de paiement sur les caisses publiques, leurs endossemens et acquits. — 7° Les quittances de contributions, droits, créances et revenus payés à l'état; celles pour charges locales et celles des fonctionnaires et employés salariés par le gouvernement pour leurs traitemens et émolumens. — « Cette disposition ne s'applique pas aux quittances ou reconnaissances de « dépôts faits dans les caisses publiques. » — 8° Les quittances des fournisseurs, ouvriers, maîtres de pensions et autres de même nature, produites comme pièces justificatives des comptes judiciaires et de ceux rendus à l'amiable ou devant notaires. — « Sont exceptées celles des honoraires des officiers publics, ainsi que de leurs frais et avances. » — 9° Les ordonnances de décharge ou de réduction, remise ou modération d'impositions, les quittances y relatives, les recensemens, les rôles des contributions et extraits d'iceux. — 10° Les récépissés délivrés aux percepteurs, collecteurs et receveurs de deniers publics et de contributions locales, et les comptes de recette ou gestion publique. — 11° Les légalisations de signatures d'officiers publics et des particuliers. — 12° Les affirmations de procès-verbaux des employés, gardes et agens salariés, faits dans l'exercice de leurs fonctions. — 13° Les certificats de vie délivrés aux rentiers et pensionnaires de l'état, et sur les fonds de retenue ainsi que sur la liste civile, et pour toucher les traitemens ou pensions des ordres royaux de Saint-Louis et de la légion-d'honneur. — 14° Les lettres de change tirées originairement de place en place, et réunissant le concours de trois personnes. — Les endossemens, acceptations et acquits desdites lettres de change, des billets à ordre et autres effets négociables. — 15° Les engagements, enrôlemens, congés, certificats, cartouches, passeports, quittances de prêt et fourniture, billets d'étapes, de subsistances et de logement, tant pour le service de terre que pour le service de mer, et tous autres actes de l'une et l'autre administrations non compris dans les articles précédens. — Sont aussi exempts de la formalité de l'enregistrement les rôles d'équipage et les engagements de matelots et gens de mer des bâtimens du commerce et des armemens en course. — 16° Les passeports délivrés par l'administration publique. — 17° Les commissions pour exercer les fonctions publiques. — 18° Les requêtes et pétitions aux autorités administratives. — 19° Les prestations de serment des chefs d'administration, des commissaires, sous-commissaires, commis et autres employés de l'administration de la marine, des juges des tribunaux et des cours, des procureurs du roi et des procureurs généraux et de leurs substituts, des juges de paix, des commissaires de police, des commis temporaires de la douane; celles des experts, lorsqu'elles sont faites par le procès-verbal d'expertise ou de visite, ou dans le jugement même du juge de paix; et toutes les prestations de serment civique et militaire. — 20° Les testamens dont toutes les dispositions se trouvent révoquées par des actes postérieurs. — 21° Les actes passés en forme authentique, en France ou dans les colonies françaises, antérieurement à l'établissement de l'enregistrement, et ceux faits sous signature privée dans ces colonies, et qui ont acquis une date certaine, ainsi que les mutations entre-vifs et par décès effectuées avant l'établissement de l'enregistrement.

CHAPITRE IV. — *Des formalités relatives aux ventes mobilières à l'encan.*

94. Les officiers publics légalement autorisés ont seuls qualité pour procéder, publiquement et par enchères ou au rabais, aux ventes volontaires d'esclaves, meubles, effets, marchandises, bois, coupes de bois, fruits, récoltes, denrées, et de tous autres objets mobiliers. — Sont considérées comme ventes publiques celles faites entre les créanciers unis d'un individu en faillite, quand tous les créanciers sont admis à enchérir. — Il n'en est pas de même de celles faites par licitation entre cohéritiers ou copropriétaires, si on n'y admet que les ayans-droit et qu'elles soient faites à huis clos.

95. Aucun officier public ne pourra procéder à une vente publique et par enchères ou au rabais, d'objets mobiliers, qu'il n'en ait préalablement fait la déclaration au bureau de l'enregistrement dans l'arrondissement duquel la vente aura lieu.

96. La déclaration sera inscrite sur un registre qui sera tenu à cet effet, et elle sera datée. Elle contiendra les noms, qualité et domicile de l'officier, ceux de tous les requérans et des personnes dont le mobilier sera mis en vente, l'indication de l'endroit où se fera la vente et du jour de son ouverture. Elle sera signée par l'officier public, et il lui en sera délivré une copie sur papier timbré et sans autres frais. Cette déclaration ne pourra servir que pour le mobilier qui y sera désigné.

97. Le registre sera coté et paraphé sans frais par le juge de paix dans l'arrondissement duquel le bureau d'enregistrement sera établi.

98. Les officiers publics transcriront, en tête de leurs procès-verbaux de vente, les copies de leurs déclarations. — Chaque objet adjugé sera porté de suite au procès-verbal; le prix y sera écrit en toutes lettres, et tiré hors ligne en chiffres: il y sera également fait mention des objets retirés par les propriétaires comme n'étant pas adjugés. — Chaque séance sera close et signée par l'officier public et deux témoins domiciliés. — Lorsqu'une vente aura lieu par suite d'inventaire, il en sera fait mention au procès-verbal, avec indication de la date de l'inventaire, du nom du notaire qui y aura procédé, et relation de l'enregistrement. — La clôture du procès-verbal annoncera si la vente est terminée, et, dans le cas contraire, il sera fait mention du jour et de l'heure auquel la continuation sera renvoyée.

99. Les procès-verbaux de vente ne pourront être enregistrés qu'aux bureaux où les déclarations auront été faites. — Le droit d'enregistrement sera perçu sur le montant des sommes que contiendra cumulativement le procès-verbal des séances à enregistrer, ainsi qu'il est prescrit par les articles 29 et 60, et dans le délai fixé par l'article 28, n° 1^{er}, sous les peines portées par la présente ordonnance; mais sans que le droit puisse être perçu sur les sommes applicables aux objets retirés par les propriétaires, pour lesquels il n'y a pas de vente. S'il est fourni caution, il sera dû en outre le droit fixe par le n° 7 du paragraphe II de l'article 92.

100. En cas de contravention aux dispositions du présent chapitre, l'officier public qui aura procédé à la vente sera puni des amendes ci-après, savoir : — De vingt francs lorsque la vente a lieu sans déclaration préalable; — De cinq francs pour défaut de transcription, en tête du procès-verbal, de la déclaration faite au bureau de l'enregistrement; — De vingt francs pour chaque article adjugé et non porté au procès-verbal de vente, outre la restitution du droit; — De vingt francs aussi pour chaque altération de prix des articles adjugés, faite dans le procès-verbal, indépendamment de la restitution du droit et des peines de faux; — Et de cinq francs pour chaque ar-

ticle dont le prix ne serait pas écrit en toutes lettres au procès-verbal. — Les autres contraventions aux dispositions relatives à l'enregistrement donneront lieu à l'application des amendes et au paiement des droits déterminés par les autres chapitres de la présente ordonnance. — L'amende encourue par toute personne qui contreviendrait aux dispositions de l'article 94, en vendant ou faisant vendre publiquement et par enchère ou au rabais, sans le ministère d'un officier public légalement autorisé, ne pourra cependant être moindre de vingt francs ni excéder trois cents francs pour chaque vente, indépendamment de la restitution des droits qui se trouveront dus.

101. Les préposés de l'enregistrement sont autorisés à se transporter dans tous les lieux où se feront des ventes publiques, et à s'y faire représenter les procès-verbaux de vente et les copies de déclarations préalables. — Ils dresseront des procès-verbaux des contraventions qu'ils auront reconnues et constatées; ils pourront même requérir l'assistance du maire de la commune où se fera la vente, ou de son adjoint. — Les poursuites et instances auront lieu de la manière prescrite par le chapitre IX de la présente ordonnance. — La preuve testimoniale pourra être admise. La demande en sera formée par une simple requête présentée au tribunal de première instance de l'arrondissement du bureau, contenant les faits à prouver, et signifiée à la partie dans l'année de la contravention; il sera procédé au surplus, pour l'enquête, conformément au Code de procédure civile, mais sans ministère d'avoué. — Les autres prescriptions établies par le chapitre VIII de la présente ordonnance s'appliqueront aux contraventions, droits et amendes résultant du présent chapitre.

102. Sont dispensés de la déclaration ordonnée par l'article 95 les officiers et les préposés des administrations publiques qui auront à procéder aux ventes de meubles et autres objets mobiliers appartenant au gouvernement. — Les maires des communes en sont également dispensés pour les ventes mobilières qu'ils sont dans le cas de faire, dans l'intérêt de leurs communes, avec l'autorisation de l'autorité locale.

Dispositions générales.

103. Les dispositions de l'ordonnance locale du 1^{er} mars 1818, par suite desquelles des sommes déposées ou consignées devaient être versées entre les mains du receveur de l'enregistrement, sont abrogées. — Jusqu'à ce qu'il en soit autrement ordonné, les sommes provenant des dépôts, soit judiciaires, soit volontaires, et les consignations, seront versées directement au trésor de la colonie, pour y être conservées dans une caisse spéciale. — Si les parties le requièrent, les sommes seront placées à la caisse d'escompte et de prêts de la colonie, conformément aux dispositions de l'avant-dernier paragraphe de l'article 33 de notre ordonnance du 14 mai 1826. — Dans ce cas, les intérêts payés par la caisse seront répartis, savoir : trois pour cent aux parties intéressées, et un pour cent au trésorier. — Si les fonds restent déposés au trésor, il ne sera dû aucun intérêt aux parties, et le trésorier n'aura droit à aucune remise.

104. Sont et demeurent abrogés les ordonnances, arrêtés et réglemens concernant l'enregistrement à l'île de Bourbon, et spécialement l'ordonnance locale du 1^{er} mars 1818.

(*Suivent les modèles.*)

ville de Paris est autorisée à percevoir, à titre de droit de location, un droit annuel sur les voitures dites Omnibus et autres faisant le transport en commun dans l'intérieur de la ville, qui obtiendront la permission de stationner sur la voie publique. (VIII, Bull. cccv, n° 11637.)

Charles, ... — Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur ; — Vu la loi du 11 frimaire an 7 (1^{er} décembre 1798), — Le décret du 9 juin 1808, portant établissement, au profit de notre bonne ville de Paris, d'un droit de location des places de stationnement sur les fiacres et cabriolets ; — Notre conseil d'état entendu, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1^{er}. Notre bonne ville de Paris est autorisée à percevoir, à titre de droit de location, conformément à la délibération du conseil général faisant fonctions de conseil municipal, en date du 10 avril 1829, sur les voitures dites *Omnibus* et autres faisant le transport en commun dans l'intérieur de la ville, qui obtiendront la permission de stationner sur la voie publique dans les endroits qui leur seront désignés, savoir : — Pour chaque voiture attelée de deux chevaux un droit annuel de cent vingt francs ; — Pour chaque voiture attelée de trois chevaux, un droit annuel de cent cinquante francs.

2. Ces prix de location seront perçus par douzième, de mois en mois, à dater du jour de la publication de la présente ordonnance.

N° 180. = 22 juillet—8 août 1829. = **ORDONNANCE** du roi qui autorise la commune de Cugnaux (Haute-Garonne) à établir un abattoir public. (VIII, Bull. cccix, n° 11818.)

N° 181. = 26—29 juillet 1829. = **Loi** portant règlement définitif du budget de l'exercice 1827. (VIII, Bull. ccciii, n° 11579.)

§ 1^{er}. — Des annulations de crédits.

Art. 1^{er}. Les crédits ouverts par les lois des 21 mai et 6 juillet 1826 et 6 août 1828 aux ministères ci-après, pour les services de l'exercice 1827, sont réduits d'une somme totale de six millions six cent trente mille deux cent cinquante-sept francs (6,630,257 fr.), restée disponible et sans emploi sur ces crédits, savoir :

	f.	f.
Intérêts de la dette perpétuelle.....		3,570,632
Justice.....	Service ordinaire..... Frais de justice..... Construction d'un bâtiment pour les bureaux du ministère.....	171,553 91,564 4,322
Justice.....		267,439
Affaires étrangères.....		10,883
Affaires ecclésiastiques et instruction publique	Affaires ecclésiastiques..... Instruction publique.....	714,601 40,014
Affaires ecclésiastiques et instruction publique		754,615
Intérieur.....	Administration centrale et dépenses secrètes de police générale..... Travaux publics..... Prix d'acquisition des deux hôtels Conti.. Dépenses départementales fixes.....	108,131 82,054 63,214 66,511
Intérieur.....		319,910

A reporter..... 4,923,479

		f.	f.
1 ^o Au ministère de l'intérieur.	{ Cultes chrétiens non catholiques..	1,942	1,312,954
	{ Services divers d'utilité publique..	1,311,012	
2 ^o Au ministère de la guerre.....			2,139,626
3 ^o Au ministère de la marine.—Excédant de dépense pour les travaux des ports du Havre et de Cherbourg.....			480,319
4 ^o Au ministère des finances :			
Dépenses géné- rales.	{ Pensions de donataires.....	29,203	1,950,041
	{ Intérêts de la dette flottante, escompte et frais de négociations.....	362,254	
	{ Taxations aux receveurs des finances sur l'encaissement des revenus indirects....	28,755	
	{ Excédant de dépense pour l'achèvement du nouvel hôtel des finances.....	1,529,829	
Frais d'adminis- tration et de percep- tion des impôts et revenus publics.	{ Enregistrement et domaines.....	630,650	1,854,443
	{ Douanes et sels.....	9,315	
	{ Contributions { Frais d'administration et de per- ception.....	133,173	
	{ Exploitation et vente des poudres indirectes. { à feu.....	631,601	
Rembour- sements et restitutions	{ Avances à charge de rembourse- ment.....	187,902	11,160,275
	{ Postes.....	157,840	
	{ Loterie.—Remise de 6 pour 0/0 aux rece- veurs buralistes.....	103,962	
	{ sur les produits de l'enregistrement et des domaines.....	1,078,547	
	{ Don- { Escompte bonifié sur le droit des sels, et restitutions diverses....	237,739	7,355,791
	{ nes. { Primes à l'importation et à l'ex- portation.....	6,006,232	
	{ sur les produits des postes.....	33,273	
TOTAL des suppléments accordés.....			15,093,174

§ III. — Fixation du budget de l'exercice 1827.

4. Au moyen des dispositions précédentes, les crédits du budget de l'exercice 1827 sont définitivement fixés à la somme de neuf cent quatre-vingt-six millions cinq cent trente-quatre mille sept cent soixante-cinq francs (986,534,765 fr.), et répartis entre les différens ministères et services, conformément à l'état A ci-annexé.

5. Les recettes de toute nature de ce même exercice sont arrêtées, au 1^{er} décembre 1828, à la somme totale de neuf cent cinquante-sept millions quatre cent trente-un mille sept cent soixante-neuf francs (957,431,769 fr.), conformément à l'état B aussi annexé à la présente loi.

6. La somme de trente-deux millions seize mille deux cent quatre-vingt-trois francs (32,016,283 fr.), à laquelle s'élève l'excédant de dépense sur les ressources réalisées au budget de 1827, et qui se compose de la différence entre les recettes arrêtées par l'article précédent à..... 957,431,769
les fonds départementaux transportés à 1829 par
l'article 2 de la présente loi, ci..... 2,913,287
et les crédits du même exercice, définitivement
réglés par l'article 4 à..... 986,534,765

DIFFÉRENCE..... 32,016,283

figurera dans la situation de l'administration des finances comme avance du trésor sur l'exercice 1827, jusqu'à ce qu'il ait été pourvu à son remboursement.

§ IV. — Dispositions générales.

7. Les sommes qui pourraient provenir encore des ressources affectées à l'exercice 1827 seront portées en recette au compte de l'exercice courant, au moment où les recouvrements seront effectués.

8. Des inventaires du mobilier fourni, soit par l'état, soit par les départemens, à des fonctionnaires publics, seront faits avant le 1^{er} janvier 1830. — Ces inventaires seront récolés à la fin de chacune des années suivantes, et à chaque mutation de fonctionnaire responsable. — Ils seront déposés aux archives du ministère des finances (1). — (*Suivent les états.*)

N° 182. = 26 juillet—6 août 1829. = **ORDONNANCE du roi qui fixe définitivement à vingt-six le nombre des huissiers du tribunal de première instance séant à Montbrison (Loire).** (VIII, Bull. CCCVI, n° 11706.)

N° 183. = 26 juillet—8 août 1829. = **ORDONNANCE du roi qui modifie l'article 14 du décret du 13 avril 1805 (23 germinal an 13) portant règlement pour la condition des soies à Lyon.** (VIII, Bull. CCCIX, n° 11816.)

Charles, . . . — Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état du commerce et des manufactures; — Vu le décret du 23 germinal an 13, portant règlement pour la condition des soies de notre bonne ville de Lyon, et notamment l'article 14 de ce décret, lequel est ainsi conçu : « Lorsque dans les « vingt-quatre heures fixées pour la condition la soie aura diminué de trois « pour cent, preuve d'un excès d'humidité qu'un jour entier ne saurait dé- « truire, elle subira une seconde condition de vingt-quatre heures, et pour « lors le vendeur sera seul obligé de payer les frais de cette seconde condi- « tion, qui seront les mêmes que pour la première; » — Vu les décrets postérieurement rendus les 17 avril 1806, 2 février 1809, 5 août 1813, et les ordonnances des 17 mars 1819 et 18 août 1820, qui ont successivement modifié quelques dispositions dudit décret du 23 germinal an 13; — Vu les délibérations que la chambre de commerce de Lyon a prises les 26 mars et 2 avril derniers, après avoir entendu les principaux marchands et fabricans de soie de cette ville, dans le but et à l'effet d'obtenir une nouvelle modification à l'article 14 du même décret; — Notre conseil d'état entendu, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit : — L'article 14 du décret du 13 avril 1805 (23 germinal an 13) est et demeure modifié en ce sens, 1° que tout ballot de soie qui dans les vingt-quatre heures de condition aura diminué de deux et demi pour cent subira une seconde condition de vingt-quatre heures; 2° que néanmoins les frais de cette seconde condition ne continueront à être en entier à la charge du vendeur qu'autant qu'elle aura eu lieu dans le cas d'une perte de trois pour cent et au dessus constatée par la première, les frais de toute seconde condition faite après une perte, à la première, de moins de trois pour cent, restant à la charge commune du vendeur et de l'acheteur, qui en supportent chacun la moitié.

N° 184. = 26 juillet—8 août 1829. = **ORDONNANCE du roi qui crée à Luçon (Vendée) deux places d'agent de change, courtier de marchandises et d'assurances, et conducteur de navires.** (VIII, Bull. CCCIX, n° 11819.)

N° 185. = 26 juillet—15 septembre 1829. = **RÈGLEMENT pour le pilotage dans**

(1) Voyez l'ordonnance du 3—19 février 1830, relative au mode d'exécution de cet article.

le troisième arrondissement maritime, approuvé par ordonnance du roi en date du 26 juillet—15 septembre 1829 (1). (VIII, Bull. cccxv, n° 12025.)

N° 186. = 26 juillet—21 septembre 1829. = **ORDONNANCE** du roi portant autorisation de la société anonyme formée à Nantes sous la dénomination d'Entreprise d'éclairage dans la ville de Nantes, au moyen du gaz hydrogène percarboné, et approbation de ses statuts. (VIII, Bull. cccxvi bis, n° 1.)

N° 187. = 26 juillet—29 septembre 1829. = **RÈGLEMENT** général sur le service du pilotage dans les ports du cinquième arrondissement maritime, approuvé par ordonnance du roi en date du 26 juillet—29 septembre 1829 (2). (VIII, Bull. cccxvii, n° 12192.)

N° 188. = 29 juillet—6 août 1829. = **LOI** qui modifie le tarif des droits à percevoir sur le canal d'Aire à la Bassée (Pas-de-Calais), et déclare perpétuelle la jouissance de ce canal. (VIII, Bull. cccviii, n° 11784.)

Art. 1^{er}. Le tarif des droits à percevoir sur le canal d'Aire à la Bassée, département du Pas-de-Calais, sera modifié ainsi qu'il suit : — Les bateaux chargés, quelle que soit la nature du chargement, paieront *vingt-et-un centimes* par tonneau de mille kilogrammes et par distance de cinq kilomètres. — Les bateaux vides paieront cinq centimes par tonneau et par distance : seront assimilés aux bateaux vides, et paieront conséquemment le même droit, les bateaux uniquement chargés de sable, fagots, charbonnette, engrais, tourbes, fumier, cendres fossiles.

2. La jouissance du canal d'Aire à la Bassée et de ses dépendances, fixée à quatre-vingt-sept ans et onze mois par l'article 1^{er} de la loi du 14 août 1822, est déclarée perpétuelle.

N° 189. = 29 juillet—6 août 1829. = **LOI** qui autorise le gouvernement à emprunter une somme de six cent mille francs pour l'achèvement du môle neuf et l'approfondissement du port de Granville. (VIII, Bull. cccviii, n° 11785.)

N° 190. = 29 juillet—6 août 1829. = **LOI** qui autorise le gouvernement à concéder à perpétuité le havre de Courseulles, à la charge par le concessionnaire d'exécuter divers travaux, et qui contient le tarif des droits de stationnement à percevoir dans ce havre. (VIII, Bull. cccviii, n° 11786.)

N° 191. = 29 juillet—14 août 1829. = **ORDONNANCE** du roi portant qu'il sera établi un fonds commun de réserve destiné à assurer aux collèges royaux des indemnités pour la partie des dommages qui serait légalement à leur charge par suite d'incendie. (VIII, Bull. cccx, n° 11850.)

Charles, ... — Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'instruction publique; — Vu la délibération de notre conseil

(1) Voyez, sur le pilotage, le décret général du 12 décembre 1806, et les notes.

Voyez aussi les réglemens et tarifs de pilotage arrêtés le 16 mai 1835, pour le troisième arrondissement maritime; et l'ordonnance du 11 octobre—17 novembre 1836, portant approbation de ces réglemens et tarifs, qui ont complètement remplacé le présent règlement.

(2) Voyez, sur le pilotage, le décret du 12 décembre 1806, et les notes.

Voyez aussi les réglemens et tarifs arrêtés les 28 mars 1835 et 16 septembre 1836, pour le cinquième arrondissement maritime; et l'ordonnance du 11 octobre—27 novembre 1836, portant approbation de ces réglemens et tarifs qui ont complètement remplacé le présent règlement.

N° 192. = 29 juillet—24 août 1829. = **ORDONNANCE** du roi portant que la loi du 15—20 juillet 1829, relative à l'interprétation de plusieurs dispositions des lois pénales militaires, sera exécutée dans les établissemens français d'outre-mer. (VIII, Bull. CCCXI, n° 11869.)

La loi du 15 juillet 1829, relative à l'interprétation de plusieurs dispositions des lois pénales militaires, sera exécutée dans nos établissemens d'outre-mer.

N° 193. = 29 juillet—21 septembre 1829. = **ORDONNANCE** du roi qui apporte quelques modifications aux statuts de la compagnie d'assurances contre l'incendie, dite l'Union. (VIII, Bull. CCCXVI bis, n° 2.)

Charles, ... — Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état du commerce et des manufactures; — Vu notre ordonnance du 5 octobre 1828 portant autorisation de la société anonyme dite l'Union, compagnie d'assurances contre l'incendie; — Vu l'article 42 des statuts approuvés; — Notre conseil d'état entendu, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit : — La délibération prise par l'assemblée générale de la compagnie d'assurances contre l'incendie, dite l'Union, le 28 avril 1829, et dont procès-verbal a été déposé en l'étude de *Favin*, notaire à Paris, suivant acte passé, le 27 juillet 1829, par devant ledit M^e *Favin* et son collègue, est approuvée en ce qui concerne l'assurance spéciale des marchandises, sans désignation du magasin qui les renferme. — Ledit acte restera annexé à la présente ordonnance.

(Suit la teneur de la délibération.)

N° 194. = 30 juillet—8 août 1829. = **PROCLAMATIONS** du roi qui ordonnent la clôture de la session de 1829 de la chambre des pairs et de la chambre des députés des départemens. (VIII, Bull. CCCIX, n° 11814.)

N° 195. = 30 juillet—27 août 1829. = **ORDONNANCE** du roi qui prescrit la publication de la lettre apostolique par laquelle sa sainteté Pie VIII accorde une indulgence ad formam jubilæi, à l'occasion de son avènement au souverain pontificat. (VIII, Bull. CCCXII, n° 11878.)

N° 196. = 2—6 août 1829. = **LOI** relative à la fixation du budget des dépenses de l'exercice 1830. (VIII, Bull. CCCVI, n° 11702.)

§ 1^{er}. — Budget de la dette consolidée et de l'amortissement.

Art. 1^{er}. Les dépenses de la dette consolidée et de l'amortissement sont fixées, pour l'exercice 1830, à la somme de deux cent quarante-cinq millions cinq cent quarante trois mille soixante-cinq francs (245,543,065 fr.), conformément à l'état A ci-annexé.

§ II. — Fixation des dépenses générales du service.

2. Des crédits sont ouverts jusqu'à concurrence de sept cent vingt-sept millions deux cent quatre-vingt-seize mille huit cent quatorze francs (727,296,814 fr.), pour les dépenses générales du service de l'exercice 1830, conformément à l'état B ci-annexé, applicables, savoir :

Aux dépenses générales ci.....	557,188,370
Aux frais d'administration et de perception des impôts directs et indirects et des revenus de l'état, ci.....	128,169,047
Aux remboursemens et restitutions à faire sur le produit desdits impôts et revenus, et au paiement de primes à l'exportation, ci.....	41,939,397
TOTAL ÉGAL.....	727,296,814

3. Il sera pourvu au paiement des dépenses mentionnées dans les articles 1 et 2 de la présente loi et dans les tableaux y annexés, par les voies et moyens de l'exercice 1830.

4. Les budgets spéciaux, 1^o de l'imprimerie royale, 2^o de l'université, 3^o des brevets d'invention, 4^o des invalides de la guerre et des poudres et salpêtres, 5^o de la caisse des invalides de la marine, 6^o de la légion d'honneur, seront annexés respectivement aux budgets des ministres de la justice, de l'instruction publique, du commerce et des manufactures, de la guerre, de la marine et des finances.—(*Suivent les états.*)

N^o 197. = 2—6 août 1829. = *Loi relative à la fixation du budget des recettes de l'exercice 1830* (1). (VIII, Bull. cccvi, n^o 11703.)

§ 1^{er}. — Impôts autorisés pour l'exercice 1830 (2).

Art. 1^{er}. Continuera d'être faite en 1830, conformément aux lois existantes, la perception — Des droits d'enregistrement, de timbre, de greffe, d'hypothèques, de passeports et de permis de port d'armes, et des droits à percevoir, pour le compte du trésor, sur l'expédition des lettres de naturalité, dispenses de parenté pour mariage, autorisations de servir à l'étranger, d'après le tarif fixé par l'ordonnance du roi du 8 octobre 1814; — Des droits de douanes, y compris celui sur les sels; — Des contributions indirectes, des postes, des loteries, des monnaies et droits de garantie; — Des taxes des brevets d'invention; — Des droits établis sur les journaux; — Des droits de vérification des poids et mesures, conformément au tarif annexé à l'ordonnance royale du 18 décembre 1825; — Du dixième des billets d'entrée dans les spectacles; — Du prix des poudres, tel qu'il est fixé par la loi du 16 mars 1819; — D'un quart de la recette brute dans les lieux de réunion et de fêtes où l'on est admis en payant, et d'un décime pour franc sur ceux de ces droits qui n'en sont point affranchis, y compris les amendes et condamnations pécuniaires; — Des contributions spéciales destinées à subvenir aux dépenses des bourses et chambres de commerce, ainsi que des revenus spéciaux accordés auxdits établissemens et aux établissemens sanitaires; — Des droits établis pour frais de visite chez les pharmaciens, droguistes et épiciers; — Des rétributions imposées, en vertu des arrêtés du gouvernement du 3 floréal an 8 (23 avril 1800) et du 6 nivose an 11 (27 décembre 1802), sur les établissemens d'eaux minérales naturelles, les fabriques d'eaux minérales artificielles, et sur les dépôts des unes et des autres pour le traitement des médecins chargés par le gouvernement de l'inspection de ces établissemens; — Des redevances sur les mines; — Des diverses rétributions imposées en faveur de l'université sur les établissemens particuliers d'instruction, et sur les élèves qui fréquentent les écoles publiques; — Des taxes imposées avec l'autorisation du gouvernement pour la conservation et la réparation des digues et autres ouvrages d'art intéressant les communautés de propriétaires ou d'habitans, des taxes pour les travaux de dessèchement autorisés par la loi du 16 septembre 1807, et des taxes d'affouages, là où il est d'usage et utile d'en établir; — Des droits de péage qui seraient établis, conformément à la loi du 4 mai 1802 (14 floréal an 10), pour concourir à la construction ou à la réparation des ponts, écluses ou

(1) Voyez la loi de finances du 28 avril—4 mai 1816, qui contient, sur toutes les branches des revenus publics et sur les dépenses, des dispositions fondamentales, et les notes.

(2) Voyez, sur la perception de ces impôts, les notes qui accompagnent les art. 4 et suiv. de la loi du 31—31 juillet 1821.

ouvrages d'art à la charge de l'état, des départemens et des communes; — Des sommes réparties sur les israélites de chaque circonscription pour le traitement des rabbins et autres frais de leur culte.

2. La contribution foncière, la contribution personnelle et mobilière, les contributions des portes et fenêtres et des patentes, seront perçues pour 1830, en principal et centimes additionnels, conformément à l'état A ci-annexé.

— Le contingent de chaque département dans les contributions foncière, personnelle et mobilière, et des portes et fenêtres, est fixé aux sommes portées dans les états B, numéros 1, 2 et 3, annexés à la présente loi.

3. En exécution de l'article 106 du Code forestier, une somme d'un million quatre cent cinquante-trois mille cent onze francs (1,453,111 fr.), montant des frais d'administration des bois des communes et établissemens publics, sera ajoutée pour 1830 à la contribution foncière établie sur ces bois. — Cette somme sera répartie par une ordonnance royale entre les différens départemens du royaume.

4. Les conseils généraux qui, d'après l'article 20 de la loi du 31 juillet 1821, ont la faculté d'établir, pour les dépenses du cadastre, des impositions qui peuvent s'élever jusqu'à trois centimes du principal de la contribution foncière, sont autorisés, à compter de la promulgation de la présente loi, à voter annuellement, pour l'exécution des travaux du cadastre, des impositions dont le montant ne pourra excéder cinq centimes du principal de la contribution foncière. — Au moyen de cette disposition, les lois particulières autorisant l'imposition de centimes extraordinaires pour les dépenses cadastrales sont et demeurent abrogées, à dater du 1^{er} janvier 1830, et n'auront d'effet que pour 1829 inclusivement.

§ II. — Évaluation des recettes de l'exercice 1830.

5. Le budget des recettes est évalué, pour l'exercice 1830, à la somme de neuf cent soixante-dix-neuf millions sept cent quatre-vingt-sept-mille cent trente-cinq francs (979,787,135 fr.), y compris cinq cent quarante mille francs (540,000 fr.) à recevoir de la caisse des invalides de la marine pour moitié de la retenue de trois pour cent qu'elle exerce sur les dépenses relatives au matériel de ce département, le tout conformément à l'état C ci-annexé.

§ III. — Moyens de service.

6. Le ministre des finances est autorisé à créer, pour le service de la trésorerie et les négociations avec la banque de France, des bons royaux portant intérêt et payables à échéance fixe. — Les bons royaux en circulation ne pourront excéder cent cinquante millions. — Dans le cas où cette somme serait insuffisante pour les besoins du service, il y sera pourvu au moyen d'une émission supplémentaire qui devra être autorisée par ordonnances du roi, et qui sera soumise à la sanction législative dans la plus prochaine session des chambres.

7. Le ministre des finances est également autorisé à faire recevoir en compte courant au trésor royal les sommes qui seront déposées par les caisses d'épargne, d'après les règles établies par des ordonnances royales.

§ IV. — Dispositions générales.

8. Toutes contributions directes ou indirectes, autres que celles autorisées par la présente loi, à quelque titre et sous quelque dénomination qu'elles se perçoivent, sont formellement interdites, à peine, contre les autorités qui les ordonneraient, contre les employés qui confectionneraient les rôles et tarifs, et ceux qui en feraient le recouvrement, d'être poursuivis comme

concessionnaires, sans préjudice de l'action en répétition, pendant trois années, contre tous receveurs, percepteurs ou individus qui auraient fait la perception, et sans que, pour exercer cette action devant les tribunaux, il soit besoin d'une autorisation préalable. Il n'est pas néanmoins dérogé à l'exécution de l'article 28 de la loi du 31 juillet 1821, et de l'article 22 de la loi du 17 août 1822, relatifs à la spécification des dépenses variables départementales et aux centimes facultatifs que les conseils généraux de département sont autorisés à voter pour les dépenses d'utilité départementale, et des articles 31, 39, 40, 41, 42 et 43 de la loi du 15 mai 1818, relatifs aux dépenses ordinaires et extraordinaires des communes. — (*Suivent les états.*)

N° 198. = 2—8 août 1829. = **LOI** portant que des crédits éventuels jusqu'à concurrence de quarante-deux millions six cent quarante-huit mille six cent quatre-vingt-dix francs sont ouverts aux ministres ordonnateurs pour dépenses extraordinaires pendant l'année 1829. (VIII, Bull. CCCIX, n° 11810.)

N° 199. = 2—8 août 1829. = **LOIS** relatives à des échanges entre l'état et les sieur et dame Lavaux-Condât, le sieur Béranger, et la compagnie Vingtrinier. (VIII, Bull. CCCIX, n°s 11811, 11812 et 11813.)

N° 200. = 2—8 août 1829. = **ORDONNANCE** du roi relative aux vacances de la cour des comptes pour l'année 1829 (1). (VIII, Bull. CCCIX, n° 11817.)

N° 201. = 2—24 août 1829. = **ORDONNANCE** du roi portant création de deux places d'agent de change à Saint-Geniez (Aveyron). (VIII, Bull. CCCXI, n° 11870.)

N° 202. = 2 août—21 septembre 1829. = **ORDONNANCE** du roi portant autorisation de la société anonyme formée à Paris pour la construction de trois ponts sur la Seine, et approbation de ses statuts. (VIII, Bull. CCCXVI bis, n° 3.)

N° 203. = 2 août—21 septembre 1829. = **ORDONNANCE** du roi portant autorisation de la société anonyme formée à Paris sous le titre de Société de la verrerie de Bruay, et approbation de ses statuts. (VIII, Bull. CCCXVI bis, n° 4.)

N° 204. = 5—24 août 1829. = **ORDONNANCE** du roi qui autorise la ville de Maubeuge, département du Nord, à établir un abattoir public. (VIII, Bull. CCCXI, n° 11871.)

N° 205. = 5—27 août 1829. = **ORDONNANCE** du roi portant réorganisation du corps royal de l'artillerie (2). (VIII, Bull. CCCXII, n° 11877.)

Charles, ... — Vu l'ordonnance du 27 février 1825 concernant l'organisa-

(1) Voyez, sur le même objet, l'ordonnance du 3—12 juillet 1816. La présente et celles qui, chaque année, ont accordé des vacances à la cour des comptes, portent des dispositions semblables.

(2) Voyez, sur cet objet, les notes qui accompagnent la loi du 18 floréal an 3 (7 mai 1795) : elles indiquent les réorganisations successives du corps de l'artillerie.

Voyez surtout l'ordonnance du 18—28 septembre 1833, contenant une nouvelle réorganisation de l'artillerie, mais en maintenant, par son art. 9, les dispositions de la présente, qui s'appliquent à l'organisation du bataillon de pontonniers, des compagnies d'ouvriers d'artillerie et de la compagnie d'armuriers.

TITRE 1^{er}.—*Composition.*

§ 1^{er}. — De l'état-major.

3. Les officiers de l'état-major seront :

7 Lieutenans généraux,

22 Officiers généraux, qui continueront de faire partie de l'état-major général de l'armée;

35 Lieutenants-colonels,

80 Capitaines en premier,

15 Capitaines en second,

60 Capitaines en résidence.

296

1 Examineur,

10 Professeurs de sciences appliquées ,

8 Répétiteurs,

10 Professeurs de dessin, fortification et construction de bâtimens,

12 maîtres artificiers.

276 Gardes, dont..... { 16 de 1^{re} classe,
60 de 2^e classe,
200 de 3^e classe;

99 Ouvriers d'état, dont . . .

200 de 3 ^e classe,
9 chefs, dont 1 ouvrier-mécanicien attaché à l'atelier de précision,
10 sous-chefs, dont 2 <i>idem, idem</i> ,
80 ouvriers, dont 12 <i>idem, idem</i> ;

Pour le service de la fabrication et de l'entretien des armes,

56 Contrôleurs, dont.....

{	dans les manufactures..	{	7 de 1 ^{re} classe,
		{	21 de 2 ^e classe,
{	dans les directions....	{	8 de 1 ^{re} classe,
		{	20 de 2 ^e classe;

35 Réviseurs :

Pour le service des fonderies et des forges.

9 Contrôleurs, dont. { 3 dans les fonderies,
6 dans les arrondissemens des forges;

9 Contrôleurs, dont, ... { 3 dans les fonderies ,
6 dans les arrondissemens des forges.

5. Seront considérés comme faisant partie de l'état-major les élèves sous-lieutenans de l'école d'application destinés au service de l'artillerie, et dont le nombre sera déterminé, chaque année, par notre ministre secrétaire d'état de la guerre, en raison des emplois qui leur sont dévolus.

§ II. — Des troupes d'artillerie de la garde.

(*Tout ce paragraphe n'a plus d'intérêt depuis la suppression de la maison militaire du roi, prononcée par l'ordonnance du 11—24 août 1830 : nous le supprimerons donc en entier.*)

§ III. — Des troupes d'artillerie de la ligne.

9. Les troupes d'artillerie de la ligne se composeront ainsi qu'il suit :

- 10 Régimens d'artillerie,
- 1 Bataillon de pontonniers,
- 12 Compagnies d'ouvriers,
- 1 Compagnie d'armuriers (en temps de guerre seulement),
- 6 Escadrons du train des parcs d'artillerie.

10. Chacun des dix régimens d'artillerie de la ligne sera composé d'un état-major, de trois batteries à cheval, de treize batteries à pied, et, en temps de guerre seulement, d'un cadre de dépôt. — L'état-major, les batteries et le cadre de dépôt seront composés conformément aux tableaux suivans.

		PIED DE GUERRE.		PIED DE PAIX.	
		Hommes.	Chevaux.	Hommes.	Chevaux.
ÉTAT-MAJOR.	Colonel.....	1	5	1	3
	Lieutenant-colonel.....	1	4	1	3
	Chefs d'escadron.....	4	12	4	8
	Major.....	1	2	1	2
	Adjutans-majors.....	2	4	2	2
	Trésorier.....	1	1	1	»
	Aumônier.....	1	1	1	1
	Chirurgiens { major.....	1	2	1	»
	{ aides-majors.....	2	2	2	»
	TOTAL des officiers....	14	33	14	19
	Adjutans.....	(1) 2	2	4	2
	Chef artificier.....	1	»	1	»
	Vétérinaires { en premier.....	1	1	1	»
	{ en second.....	1	1	1	»
	Trompette maréchal-des-logis.....	1	1	1	1
	Trompette brigadier.....	1	1	1	1
	Maître armurier-éperonnier.....	1	»	1	»
	Maîtres { tailleur.....	1	»	1	»
	ouvriers { cordonnier-bottier.....	1	»	1	»
	{ sellier-bourrellier.....	1	»	1	»
	TOTAL des sous-officiers et ouvriers..	11	6	13	4

(1) En sus des adjudans des batteries organisées sur le pied de guerre. (*Note du Bulletin des lois.*)

		PIED DE GUERRE						PIED DE PAIX					
		A CHEVAL.		A PIED,				A CHEVAL.		A PIED,			
				montées.		non montées.				montées.		non montées.	
		Hommes.	Chevaux.	Hommes.	Chevaux.	Hommes.	Chevaux.	Hommes.	Chevaux.	Hommes.	Chevaux.	Hommes.	Chevaux.
BATTERIES.	Capi- { commandant	1	3	1	3	1	3	1	2	1	2	1	
	taines { en second..	1	3	1	3	1	3	(1)1	»	(1)1	»	(1)1	
	Lieute- { en premier..	1	2	1	2	1	2	1	1	1	1	1	
	nans { en second..	1	2	1	2	1	2	1	1	1	1	1	
	TOTAL des officiers.	4	10	4	10	4	10	4	4	4	4	4	
BATTERIES.	Adjudant de batterie.	1	1	1	1	»	»	»	»	»	»	»	»
	Maréch.-des-logis chef	1	1	1	1	1	»	1	1	1		1	
	Maréchaux-des-logis..	6	6	6	6	6	»	6	6	6	8	4	
	Fourriers.....	2	2	2	2	1	»	1	1	1		1	
	Brigadiers.....	8	8	8	2	8	»	6	6	6		4	
	Artificiers.....	6		6	»	6	»	6		6	»	4	
	Canonn. { de 1 ^{re} classe	24	48	24	»	24	»	18	18	18	»	18	
	servans { de 2 ^e classe	48		36	»	48	»	24		24	»	24	
	Canonn. { de 1 ^{re} classe	36		40	»	»	»	12		12	»	»	
	conduct { de 2 ^e classe	52	156	60	180	»	»	18	26	18	26	»	
	Ouvriers en bois et en												
	fer.....	4	»	4	»	4	»	4	»	4	»	4	
	Maréchaux ferrans..	3	3	3	3	»	»	2	»	2	»	»	
	Bourrelliers.....	2	»	2	»	»	»	1	»	1	»	»	
	Trompettes.....	3	3	3	3	2	»	3	2	3	2	2	
TOTAL des sous-officiers et canonniers.		196	228	196	198	100	»	102	60	102	36	62	
Enfans de troupe...		2	»	2	»	1	»	1	»	1	»	1	

Sur le pied de paix ainsi que sur le pied de guerre, les trois batteries à cheval et au moins six batteries à pied par régiment seront montées.

		PIED DE GUERRE.	
		Hommes.	Chevaux.
CADRE de DÉPÔT.	Capitaines { commandant.....	1	2
	{ en second.....	1	2
	Lieutenans. { en premier.....	1	1
	{ en second.....	1	1
TOTAL des officiers....		4	6

(1) Détachés dans les établissemens de l'arme. (Note du Bulletin des lois.)

		PIED DE GUERRE.	
		Hommes.	Chevaux.
CADRE de DÉPÔT (suite).	Maréchal-des-logis-chef.....	1	8
	Maréchaux-des-logis.....	6	
	Fourriers.....	2	
	Brigadiers.....	8	»
	Maréchaux-ferrans.....	2	
	Bourrelliers.....	2	»
	Trompettes.....	2	2
TOTAL des sous-officiers et canonniers...		23	10

Ainsi le complet d'un régiment d'artillerie de la ligne sera de

	PIED DE GUERRE.		PIED DE PAIX.	
	Hommes.	Chevaux.	Hommes.	Chevaux.
Officiers.....	82	199	78	55
Sous-officiers, brigadiers, ouvriers et canonniers.	2,498	1,888	1,365	400
Enfans de troupe.....	25	»	16	»
TOTAL GÉNÉRAL.....	2,605	2,087	1,459	455

11. Le bataillon de pontonniers sera composé d'un état-major, de douze compagnies, et, en temps de guerre seulement, d'un cadre de dépôt.— L'état-major, les compagnies et le cadre de dépôt seront composés ainsi qu'il suit :

		PIED DE GUERRE.		PIED DE PAIX.	
		Hommes.	Chevaux.	Hommes.	Chevaux.
ÉTAT-MAJOR.	Lieutenant-colonel commandant.....	1	4	1	»
	Chefs de bataillon.....	2	6	2	»
	Major.....	1	2	1	»
	Adjudans-majors.....	2	4	2	»
	Trésorier.....	1	»	1	»
	Aumônier.....	1	1	1	»
	Chirurgiens { major.....	1	2	1	»
	aides-majors.....	2	2	1	»
TOTAL des officiers.....		11	21	10	»

ÉTAT-MAJOR (suite).

Adjutans sous-officiers.....	2	»	2	»
Maitres { charpentier.....	1	»	1	»
{ forgeron.....	1	»	1	»
{ cordier.....	1	»	1	»
Caporal clairon.....	1	»	1	»
Maitre armurier.....	1	»	1	»
Maitres ouvriers { tailleur.....	1	»	1	»
{ cordonnier.....	1	»	1	»
TOTAL des sous-officiers et ouvriers.	9	»	9	»

PIED DE GUERRE.		PIED DE PAIX.	
Hommes.	Chevaux.	Hommes.	Chevaux.
2	»	2	»
1	»	1	»
1	»	1	»
1	»	1	»
1	»	1	»
1	»	1	»
1	»	1	»
1	»	1	»
9	»	9	»

COMPAGNIE.

Capitaines { en premier.....	1	3	1	»
{ en second.....	1	3	1	»
Lieutenans { en premier.....	1	2	1	»
{ en second.....	1	2	1	»
TOTAL des officiers...	4	10	4	»

1	3	1	»
1	3	1	»
1	2	1	»
1	2	1	»
4	10	4	»

Sergent-major, ouvrier ou batelier.....	1	»	1	»
Sergens { bateliers..... 4	6	»	6	»
{ ouvrier en fer..... 1				
{ ouvrier en bois..... 1				
Fourrier, ouvrier ou batelier.....	1	»	1	»
Caporaux { bateliers..... 4	6	»	6	»
{ ouvrier en fer..... 1				
{ ouvrier en bois..... 1				
Maitres { bateliers..... 4	12	»	12	»
{ ouvriers en fer..... 4				
{ ouvriers en bois..... 4				
Pontonn. { de 1 ^{re} cl. { bateliers..... 18	30	»	8 } 12	»
{ ouvriers..... 12				
Pontonn. { de 2 ^e cl. { bateliers..... 42	66	»	20 } 30	»
{ ouvriers..... 24				
Clairons.....	2	»	2	»

1	»	1	»
6	»	6	»
1	»	1	»
6	»	6	»
12	»	12	»
30	»	8 } 12	»
66	»	20 } 30	»
2	»	2	»
124	»	70	»
1	»	1	»

TOTAL des sous-officiers et soldats.

Enfant de troupe.....

CADRE
de
DÉPÔT.

Capitaines { en premier.....	1	»
{ en second.....	1	»
Lieutenans { en premier.....	1	»
{ en second.....	1	»
TOTAL des officiers...	4	»

PIED DE GUERRE.	
Hommes.	Chevaux.
1	»
1	»
1	»
1	»
4	»

CADRE de DÉPÔT (suite).	{	Sergent-major	1	»
		Sergens	6	»
		Fourrier	1	»
		Caporaux	6	»
		Clairons	2	»
		TOTAL des sous-officiers et soldats ..	16	»

PIED DE GUERRE.	
Hommes.	Chevaux.
1	»
6	»
1	»
6	»
2	»
16	»

Ainsi le complet du bataillon de pontonniers sera de :

Officiers	63	141	58	»
Sous-officiers, caporaux et soldats	1513	»	849	»
Enfants de troupe	12	»	12	»

TOTAL GÉNÉRAL.....

PIED DE GUERRE.		PIED DE PAIX.	
Hommes.	Chevaux.	Hommes.	Chevaux.
63	141	58	»
1513	»	849	»
12	»	12	»
1588	141	919	»

12. Chacune des douze compagnies d'ouvriers sera composée ainsi qu'il suit

OFFICIERS.	{	Capitaines { en premier	1	3	1	»
		{ en second	1	3	1	»
		Lieutenans { en premier	1	2	1	»
		{ en second	1	2	1	»
		TOTAL des officiers.....	4	10	4	»

PIED DE GUERRE.		PIED DE PAIX.	
Hommes.	Chevaux.	Hommes.	Chevaux.
1	3	1	»
1	3	1	»
1	2	1	»
1	2	1	»
4	10	4	»

SOUS-OFFICIERS ET SOLDATS.

Sergent-major, ouvrier en bois ou en fer. . .	1
Sergens. . . { ouvriers en bois.	3

1	»	1	»
6	»	6	»
1	»	1	»
6	»	6	»
12	»	12	»
12	»	6	»
24	»	12	»
36	»	24	»
2	»	2	»
100	»	70	»
1	»	1	»

13. La compagnie d'armuriers ne sera organisée que pour le temps de guerre; il y sera attaché un contrôleur et deux réviseurs des manufactures d'armes. Sa composition sera déterminée ainsi qu'il suit :

		PIED DE GUERRE.	
		Hommes.	Chevaux.
OFFICIERS.	Capitaines { en premier	1	3
	{ en second	1	3
	Lieutenans { en premier	1	2
	{ en second	1	2
	TOTAL des officiers	4	10
SOUS-OFFICIERS ET SOLDATS.	Sergent-major	1	»
	Sergens.. { platineurs	6	»
	{ monteurs		
	{ limeur de garnitures		
	Fourrier	1	»
	Caporaux { platineurs	6	»
	{ monteurs		
	{ limeurs de garnitures		
	Maitres { platineurs	12	»
	armur. { monteurs		
	{ limeurs de garnitures		
	Armuriers { de 1 ^{re} classe. { platineurs	24	»
	{ monteurs		
	{ limeurs de garnitures		
	{ de 2 ^e classe. { platineurs	48	»
	{ monteurs		
	{ limeurs de garnitures		
	Clairons, dont un tailleur et un cordonnier	2	»
	TOTAL des sous-officiers et soldats	100	»
	Enfant de troupe	1	»

14. Chacun des six escadrons du train pour les parcs d'artillerie sera composé d'un état-major, de six compagnies, et, en temps de guerre seulement, d'un cadre de dépôt. — L'état-major, les compagnies et le cadre de dépôt seront composés ainsi qu'il suit :

		PIED DE GUERRE.		PIED DE PAIX.	
		Hommes.	Chevaux.	Hommes.	Chevaux.
ÉTAT-MAJOR.	Capitaine commandant (un des escadrons sera commandé par un lieutenant-colonel ou un chef d'escadron)	1	3	1	2
	Trésorier (lieutenant ou sous-lieutenant) ...	1	1	1	»
	Chirurgien-major	1	1	1	»
	TOTAL des officiers	3	5	3	2

		PIED DE GUERRE.		PIED DE PAIX.		
		Hommes.	Chevaux.	Hommes.	Chevaux.	
ÉTAT-MAJOR (suite).	Adjudans.....	2	2	1	1	
	Vétérinaires { en premier.....	1	1	1	»	
	{ en second.....	1	1			
	Brigadier-trompette.....	1	1	1	1	
	Maître armurier-éperonnier.....	1	»	1	»	
	Maîtres { tailleur.....	1	»	1	»	
		ouvriers { bottier.....	1	»	1	»
			{ sellier-bourrellier..	1	»	1
	TOTAL des sous-officiers et ouvriers..		9	5	7	2

COMPAGNIE.	Lieutenant.....	1	2	1	1
	Sous-lieutenant.....	1	2	1	1
	Maréchal-des-logis-chef.....	1	1	1	3
	Maréchaux-des-logis.....	4	4	2	
	Fourrier.....	1	1	1	
	Brigadiers.....	4	4	4	12
	Soldats { de 1 ^{re} classe.....	42	192	12	
		62		18	
	Maréchaux-ferrans.....	2	2	1	»
	Bourreliers.....	2	»	1	»
TOTAL des sous-officiers et soldats..		120	206	42	16
Enfant de troupe.....		1	»	1	»

		PIED DE GUERRE.	
		Hommes.	Chevaux.
CADRE DE DÉPÔT.	Lieutenant.....	1	2
	Sous-lieutenant.....	1	2
	Maréchal-des-logis chef.....	1	1
	Maréchaux-des-logis.....	4	4
	Fourrier.....	1	1
	Brigadiers.....	4	4
	Maréchaux-ferrans.....	2	»
	Bourreliers.....	2	»
TOTAL des sous-officiers et soldats.....		16	12

Ainsi le complet d'un escadron du train des parcs d'artillerie sera de :

		PIED DE GUERRE.		PIED DE PAIX.	
		Hommes.	Chevaux.	Hommes.	Chevaux.
Officiers.....		17	33	15	14
Sous-officiers, brigadiers et soldats.....		745	1253	259	98
Enfants de troupe.....		6	»	6	»
TOTAL GÉNÉRAL.....		768	1286	280	112

15. La force totale du corps royal de l'artillerie sera de :

	PIED DE GUERRE.						PIED DE PAIX.							
	HOMMES.			CHEVAUX			HOMMES.			CHEVAUX				
	Officiers.	Employés.	Sous-officiers et soldats.	TOTAL.	Enfans de troupe.	d'officiers.	de troupe.	Officiers.	Employés.	Sous-officiers et soldats.	TOTAL.	Enfans de troupe.	d'officiers.	de troupe.
Etat-major (non compris vingt-deux officiers généraux qui font partie de l'état-major Général de l'armée).....	296	525	"	821	"	779	"	296	525	"	821	"	"	"
Régiment de la garde royale...	50	"	1600	1650	16	137	1690	46	"	829	875	8	114	606
10 Régimens de la ligne.....	820	"	24980	25800	250	1990	18380	780	"	13650	14430	160	550	4000
1 Bataillon de pontonniers...	63	"	1513	1576	12	141	"	58	"	849	907	12	"	"
12 Compagnies d'ouvriers.....	48	"	1200	1248	12	120	"	48	"	840	888	12	"	"
1 Compagnie d'armuriers....	4	"	100	104	1	10	"	"	"	"	"	"	"	"
6 Escadrons du train des paires.	102	"	4470	4572	36	198	7518	90	"	1554	1644	36	84	588
TOTAUX.....	1383	525	33863	35771	327	3375	28088	1318	525	17722	19565	228	748	5194

TITRE II. — Classement des officiers et sous-officiers dans les nouveaux régimens.

16. Tous les officiers d'artillerie continueront à concourir également et simultanément pour les divers services de l'arme ; leur classement dans les nouveaux régimens aura lieu de la manière suivante :

17. Les sous-lieutenans promus ou arrivant au corps pour y occuper des emplois de second lieutenant seront classés dans les batteries non montées ,

ou dans les compagnies de pontonniers et d'ouvriers; ils y resteront jusqu'à ce que leur ancienneté les porte dans la première moitié du tableau des officiers de leur grade, et ils passeront alors, à mesure des vacances, dans les batteries montées, pour y servir jusqu'à ce qu'ils deviennent lieutenans en premier.

18. Les lieutenans en premier nouvellement promus seront classés dans les batteries non montées et dans les compagnies de pontonniers et d'ouvriers; ils y resteront jusqu'à ce que leur ancienneté dans l'ordre du tableau les porte dans la première moitié des officiers de leur grade; et alors, à mesure des vacances, ils passeront dans les batteries montées, pour y servir jusqu'à ce qu'ils soient promus au grade de capitaine en second, leur laissant cependant l'option pour les services spéciaux.

19. On suivra pour le classement des capitaines en second le même mode que pour celui des lieutenans. Les capitaines en second des régimens de la ligne seront détachés en temps de paix, et employés dans les établissemens du matériel de l'arme, comptant pour ordre dans les régimens.

20. Les emplois de commandant de batteries montées seront donnés, dans chaque régiment, aux capitaines de première classe les plus anciens de ce régiment, laissant néanmoins à chacun d'eux la faculté d'opter.

21. Les officiers supérieurs seront classés, au choix, dans les divers services de l'arme, d'après la proposition des inspecteurs généraux.

22. Les officiers supérieurs et les capitaines de première classe des nouveaux régimens seront pris, pour la première formation, parmi ceux des régimens actuels. On conservera à chacun d'eux l'emploi dont il est en possession, à moins de propositions contraires de la part des inspecteurs généraux.

23. Le classement des sous-officiers dans chacun des régimens, soit par suite de la nouvelle organisation, soit à l'avenir par suite de mouvemens de l'avancement, se fera sur tout le régiment, et indistinctement dans les batteries montées et non montées.

TITRE III. — *Solde.*

24. Il sera apporté au tarif de la solde de l'artillerie les modifications indiquées aux tableaux annexés à la présente ordonnance.

TITRE IV. — *Habillement, armement, équipement.*

25. Les modifications nécessaires à l'habillement, à l'armement et à l'équipement actuels, pour les mettre en harmonie avec la nouvelle organisation et les changemens apportés dans le matériel de l'artillerie, seront arrêtées par notre ministre secrétaire d'état de la guerre, et mises à exécution en suivant l'ordre des remplacements à opérer dans les corps.

TITRE V. — *Dispositions générales.*

26. Notre ministre secrétaire d'état de la guerre réglera par des instructions spéciales le mode d'opérer les diverses mutations et les versements d'un corps sur un autre qui seront nécessaires pour l'exécution de la nouvelle organisation.

27. Les officiers qui ne pourront être compris dans la nouvelle organisation resteront à la suite du corps de l'artillerie, avec jouissance du traitement dont ils sont en possession; ils auront droit à la moitié des places vacantes de leur grade ou du grade dont ils ont le rang, dans les corps dont ils faisaient partie; ils seront admis à faire valoir leurs droits à la pension de retraite, à mesure qu'ils les acquerront. Les réductions s'opèreront ainsi au fur et à mesure des extinctions.

TARIF DE SOLDE (1).

Etat major et employés de l'artillerie de la ligne.

		SOLDE DE PRÉSENCE		
		par an.	par mois.	par jour.
		f.	f. c.	f. c.
OFFICIERS.				
Lieutenant-général et maréchal-de-camp (2).....		"	"	"
Colonel.....		6250	520 83 3	17 36 1
Lieutenant-colonel.....		5300	441 66 6	14 72 2
Chef de bataillon (3).....		4500	375 00 0	12 50 0
Capitaine { de 1 ^{re} classe(3).....		2800	233 33 3	7 77 7
{ de 2 ^e classe(3).....		2400	200 00 0	6 66 6
Capitaine en résidence fixe.....		2100	175 00 0	5 83 3
EMPLOYÉS.				
Examineur des élèves de l'artillerie (4).....		4000	333 33 3	11 11 1
Professeurs	{ de sciences appliquées	jusqu'à 10 ans.....	3600	300 00 0
		de 10 à 15 ans.....	3060	330 00 0
		de 15 à 20 ans.....	4320	360 00 0
	{ de dessin.....	au-delà de 20 ans..	4500	375 00 0
		jusqu'à 10 ans.....	2500	208 33 3
		de 10 à 15 ans.....	2750	229 16 6
Répétiteurs de sciences appliquées..	{	de 15 à 20 ans.....	3000	250 00 0
		au-delà de 20 ans..	3200	266 66 6
		jusqu'à 10 ans.....	1800	150 00 0
		de 10 à 15 ans.....	1980	165 00 0
Contrôleurs d'armes..	{ des manufactures....	de 15 à 20 ans.....	2160	180 00 0
		au-delà de 20 ans..	2250	187 50 0
		de 1 ^{re} classe.....	2400	200 00 0
	{ des directions.....	de 2 ^e classe.....	1800	150 00 0
		réviseurs.....	1500	125 00 0
		de 1 ^{re} classe.....	1800	150 00 0
Contrôleurs	{ des fonderies.....	de 2 ^e classe.....	1500	125 00 0
		jusqu'à 10 ans.....	1800	150 00 0
		de 10 à 15 ans.....	2100	175 00 0
	{ Adjoints des fonderies	au-delà de 15 ans..	2400	200 00 0
		jusqu'à 10 ans.....	1200	100 00 0
		au-delà de 10 ans..	1500	125 00 0
	{ des forges.....	adjoints des forges.....	1600	133 33 3
			1300	108 33 3
Gardes d'artillerie...	{ de 1 ^{re} classe.....	aux armées.....	2400	200 00 0
		dans l'intérieur....	1800	150 00 0
		de 2 ^e classe.....	1800	150 00 0
	{ de 2 ^e classe.....	dans l'intérieur....	1500	125 00 0
		aux armées.....	1600	133 33 3
		dans l'intérieur....	1200	100 00 0
Maîtres artificiers...	{ de 3 ^e classe.....	aux armées.....	1800	150 00 0
		dans les écoles....	1400	116 66 6
	{ chefs.....	aux armées.....	1700	141 66 6
		dans l'intérieur....	1500	125 00 0
Ouvriers d'état.....	{ sous-chefs.....	aux armées.....	1400	116 66 6
		dans l'intérieur....	1200	100 00 0
		ouvriers.....	800	66 66 6
	{	aux armées.....	540	45 00 0
		dans l'intérieur....		1 50 0

(1) La garde royale n'existant plus, nous avons supprimé, comme inutiles, les tarifs de solde de l'artillerie de cette garde.

(2) Comme à l'état-major général, dont ils font partie. (*Note du Bulletin des lois.*)

(3) Les aides-de-camp des officiers généraux de l'artillerie ont la solde des officiers montés de leur grade dans les régimens. (*Idem.*)

(4) A titre d'indemnité de fonctions. (*Idem.*)

Régiment d'artillerie de la ligne.

SOLDE DE PRÉSENCE				
OFFICIERS.	par an.	par mois.	par jour,	
			en campa-	en
			gne ou en	marche.
	f.	f. c.	f. c.	f. c.
Colonel.....	6750	562 50 0	18 75 0	23 75 0
Lieutenant-colonel.....	5700	475 00 0	15 83 3	20 33 3
Chef d'escadron et major.....	4900	408 33 3	13 61 1	17 61 1
Adjudant-major (1).....	"	"	"	"
Trésorier (2).....	"	"	"	"
Capitaines {	en 1 ^{er} ...	monté.....	3000	250 00 0
		non monté.....	2800	233 33 3
	en 2 ^e (3)...	monté.....	2600	216 66 6
		non monté.....	2400	200 00 0
Lieutenans {	en 1 ^{er} ...	monté.....	1900	158 33 3
		non monté.....	1700	141 66 6
	en 2 ^e ...	monté.....	1700	141 66 6
		non monté.....	1500	125 00 0
Aumônier.....	2400	200 00 0	6 66 6	9 66 6
Chirurgiens (4).....	"	"	"	"

Sous-officiers, brigadiers, canonniers et ouvriers.

SOLDE DE PRÉSENCE PAR JOUR,			
PETIT ÉTAT-MAJOR.	en	en	en
	campagne.	station.	marche.
	f. c.	f. c.	f. c.
Adjudant.....	2 72	2 87 0	3 73 0
Chef artificier.....	1 54	1 69 0	1 94 0
Vétérinaires (5).....	"	"	"
Trompette maréchal-des-logis.....	1 30	1 45 0	1 65 0
Trompette brigadier.....	1 00	1 15 0	1 25 0
Maître armurier.....	1 08	1 23 0	1 43 0
Maîtres ouvriers.. {	tailleur.....	0 38	0 53 0
	cordonnier-bottier.....	0 38	0 53 0
	sellier-bourrelier.....	0 90	1 05 0
BATTERIES A CHEVAL.			
Maréchal-des-logis chef.....	1 54	1 69 0	1 94 0
Maréchal-des-logis et fourrier.....	1 08	1 23 0	1 43 0
Brigadier.....	0 81	0 96 0	1 06 0
Artificier.....	0 66	0 81 0	0 91 0
Canonnier servant... {	de 1 ^{re} classe.....	0 56	0 71 0
	de 2 ^e classe.....	0 47	0 62 0
Canonnier conducteur. {	de 1 ^{re} classe.....	0 56	0 61 0
	de 2 ^e classe.....	0 47	0 52 0
Ouvrier en fer ou en bois (6).....	"	"	"
Maréchal-ferrant.....	0 56	0 61 0	0 71 0
Bourrelier.....	0 46	0 61 0	0 71 0
Trompette.....	0 70	0 85 0	0 95 0
Enfant de troupe.....	"	0 23 5	0 43 5

(1) Comme les officiers montés de son grade et de sa classe. (*Note du Bulletin des lois.*)(2) Comme les officiers non montés de son grade et de sa classe. (*Idem.*)(3) Les capitaines en second détachés dans les établissemens sont considérés comme non montés. (*Idem.*)(4) Suivant le tarif spécial pour les officiers de santé de la ligne. (*Idem.*)(5) Suivant le tarif spécial pour les vétérinaires de la ligne. (*Idem.*)(6) Cinq centimes en sus de la solde de premier ou de deuxième canonnier. (*Idem.*)

BATTERIES A PIED.

Maréchal-des-logis chef	{ monté.	1 54	1 69 0	1 94 0
	{ non monté.	1 44	1 59 0	1 84 0
Maréchal-des-logis et	{ monté.	1 08	1 23 0	1 43 0
sourrier.	{ non monté.	0 98	1 13 0	1 33 0
Brigadier.	{ monté.	0 81	0 96 0	1 06 0
	{ non monté.	0 71	0 86 0	0 96 0
Artificier.		0 56	0 71 0	0 81 0
Canonnier servant. . .	{ de 1 ^{re} classe.	0 46	0 61 0	0 71 0
	{ de 2 ^e classe.	0 37	0 52 0	0 62 0
Canonnier conducteur. .	{ de 1 ^{re} classe.	0 56	0 61 0	0 71 0
	{ de 2 ^e classe.	0 47	0 52 0	0 62 0
Ouvrier en fer ou en bois (1).		0 56	0 61 0	0 71 0
Maréchal-ferrant.		0 46	0 61 0	0 71 0
Bourrelier.		0 70	0 85 0	0 95 0
Trompette.	{ monté.	0 60	0 75 0	0 85 0
	{ non monté.	»	0 23 5	0 43 5
Enfant de troupe.		»	0 23 5	0 43 5

SOLDE DE PRÉSENCE

par jour,

en campagne.	en station.	en marche.
-----------------	----------------	---------------

f. c.	f. c.	f. c.
-------	-------	-------

Bataillon de pontonniers.

OFFICIERS.

	par an.	par mois.	par jour,	
			en campagne ou en station.	en marche.
	f.	f. c.	f. c.	f. c.
Lieutenant-colonel commandant.	5300	441 66 6	14 72 2	19 22 2
Chef de bataillon et major.	4500	375 00 0	12 50 0	16 50 0
Trésorier (2).	»	»	»	»
Adjudant-major (3).	»	»	»	»
Armônier.	2400	200 00 0	6 66 6	9 66 6
Chirurgiens (4).	»	»	»	»
Capitaines { en premier.	2800	233 33 3	7 77 7	10 77 7
	2400	200 00 0	6 66 6	9 66 6
Lieutenants { en premier.	1700	141 66 6	4 72 2	7 23 2
	1500	125 00 0	4 16 6	6 66 6

(1) La solde de premier ou de deuxième canonnier servant, et cinq centimes en sus. (*Note du Bulletin des lois.*)

(2) La solde de son grade. (*Idem.*)

(3) Selon son grade et sa classe. (*Idem.*)

(4) Suivant le tarif spécial pour les officiers de santé de la ligne. (*Idem.*)

Sous-officiers et soldats.

PETIT ÉTAT-MAJOR.

Adjudant sous-officier	
Maître constructeur	
Caporal clairon	
Maîtres { armurier	
{ tailleur, cordonnier	

COMPAGNIES.

Sergent-major	
Sergent et fourrier	
Caporal	
Maître ouvrier	
Pontonnières { de 1 ^{re} classe	
{ de 2 ^e classe	
Clairon	
Enfant de troupe	

SOLDE DE PRÉSENCE par jour,		
en campagne.	en station.	en marche.
f. c.	f. c.	f. c.
2 62	2 77	3 62
1 44	1 59	1 69
0 81	0 96	1 06
0 98	1 13	1 33
0 32	0 47	0 57
1 44	1 59	1 84
0 98	1 13	1 33
0 88	1 03	1 13
0 73	0 88	0 98
0 54	0 69	0 79
0 45	0 60	0 70
0 46	0 61	0 71
»	0 29	0 49

Compagnie d'ouvriers d'artillerie.

OFFICIERS.

Capitaines { en premier	2800
{ en second	2400
Lieutenants { en premier	1700
{ en second	1500

SOLDE DE PRÉSENCE			
par an.	par mois.	par jour,	
		en campagne ou en station.	en marche.
f.	f. c.	f. c.	f. c.
2800	233 33 3	7 77 7	10 77 7
2400	200 00 0	6 66 6	9 66 6
1700	141 66 6	4 72 2	7 22 2
1500	125 00 0	4 16 6	6 66 6

SOUS-OFFICIERS ET SOLDATS.

Sergent-major	
Sergent et fourrier	
Caporal	
Maître ouvrier	
Ouvriers { de 1 ^{re} classe	
{ de 2 ^e classe	
Apprenti	
Clairon	
Enfant de troupe	

SOLDE DE PRÉSENCE par jour,		
en campagne.	en station.	en marche.
f. c.	f. c.	f. c.
1 79	1 94	2 19
0 98	1 13	1 33
0 88	1 03	1 13
0 83	0 98	1 08
0 73	0 88	0 98
0 53	0 73	0 83
0 48	0 63	0 73
0 46	0 61	0 71
»	0 29	0 49

Compagnie d'armuriers.

SOLDE DE PRÉSENCE				
	par an.	par mois.	par jour,	
			en campagne ou en station.	en marche.
OFFICIERS.	f.	f. c.	f. c.	f. c.
Capitaines { en premier.....	2800	233 33 3	7 77 7	10 77 7
{ en second.....	2400	200 00 0	6 66 6	9 66 6
Lieutenans { en premier.....	1700	141 66 6	4 72 2	7 22 2
{ en second.....	1500	125 00 0	4 16 6	6 66 6

SOLDE DE PRÉSENCE			
	par jour,		
	en campagne.	en station.	en marche.
SOUS-OFFICIERS ET SOLDATS.	f. c.	f. c.	f. c.
Sergent-major.....	1 79	1 94	2 19
Sergent et fourrier.....	0 98	1 13	1 33
Caporal.....	0 88	1 03	1 13
Maître armurier.....	0 83	0 98	1 08
Armuriers { de 1 ^{re} classe.....	0 73	0 88	0 98
{ de 2 ^e classe.....	0 58	0 73	0 83
Clairon.....	0 46	0 61	0 71
Enfant de troupe.....	»	0 29	0 49

Escadron du train des parcs d'artillerie.

SOLDE DE PRÉSENCE				
	par an.	par mois.	par jour,	
			en campagne.	en marche.
OFFICIERS.	f.	f. c.	f. c.	f. c.
Lieutenant-colonel) {	5300	441 66 6	14 72 2	19 22 2
Chef d'escadron..) commandant un escadron.. {	4500	375 00 0	12 50 0	16 50 0
Capitaine.....	2500	208 33 3	6 94 4	9 94 4
Trésorier (1).....	»	»	»	»
Chirurgien (2).....	»	»	»	»
Lieutenant.....	1700	141 66 6	4 72 2	7 22 2
Sous-lieutenant.....	1450	120 83 3	4 02 7	6 52 7

(1) La solde de son grade. (*Note du Bulletin des lois.*)(2) Suivant le tarif spécial pour les officiers de santé de la ligne. (*Idem.*)

Sous-officiers, brigadiers et soldats.

		SOLDE DE PRÉSENCE par jour,					
		en campagne.		en station.		en marche.	
PETIT ETAT-MAJOR.		f. c.		f. c.		f. c.	
Adjudant sous-officier		3	47	2	72	3	72
Vétérinaire (1)		»		»		»	
Brigadier-trompette		2	00	1	15	1	40
Maîtres ouvriers { armurier-éperonnier		1	41	1	08	1	43
{ sellier-bourrelier		1	08	0	90	1	15
{ tailleur, bottier		1	08	0	38	0	63
COMPAGNIES.							
Maréchal-des-logis-chef		2	25	1	54	1	94
Maréchal-des-logis et fourrier		1	41	1	08	1	43
Brigadier		1	01	0	81	1	06
Soldats { de 1 ^{re} classe		0	62	0	56	0	81
{ de 2 ^e classe		0	56	0	50	0	75
Maréchal-ferrant		0	62	0	56	0	81
Bourrelier		0	62	0	56	0	81
Trompette		0	70	0	85	1	01
Enfant de troupe		»		0	25	0	50

N° 206. = 8—14 août 1829. = **ORDONNANCE** du roi qui nomme *M. le prince de Polignac ministre secrétaire d'état au département des affaires étrangères*. (VIII, Bull. CCCX, n° 11842.)

N° 207. = 8—14 août 1829. = **ORDONNANCE** du roi portant nomination à cinq ministères, et suppression de celui du commerce et des manufactures (2). (VIII, Bull. CCCX, n° 11843.)

N° 208. = 8—14 août 1829. = **ORDONNANCE** du roi relative à la répartition des attributions du ministère du commerce et des manufactures, supprimé par ordonnance de ce jour 8 août 1829. (VIII, Bull. CCCX, n° 11845.)

Art. 1^{er}. Les attributions conférées au ministère du commerce et des manufactures par nos ordonnances des 4 et 20 janvier 1828 sont et demeurent réunies à celles du département de l'intérieur, en ce qui concerne le commerce intérieur et les manufactures.

2. Les attributions du conseil supérieur et du bureau de commerce et des colonies sont rétablies telles qu'elles existaient antérieurement à nos ordonnances précitées des 4 et 20 janvier 1828. — Le président du bureau de commerce et des colonies sera placé sous l'autorité de notre ministre secrétaire d'état des finances.

N° 209. = 8—14 août 1829. = **ORDONNANCE** du roi qui désigne les ministres

(1) Suivant le tarif spécial pour les vétérinaires de la ligne. (*Note du Bulletin des lois*.)

(2) Une ordonnance du 4—8 janvier 1828 a créé ce ministère, et celle du 20 janvier—9 février 1828 en a déterminé les attributions.

secrétaires d'état chargés, par intérim, des portefeuilles des départemens de la justice, de la marine, et des affaires ecclésiastiques et de l'instruction publique. (VIII, Bull. cccx, n° 11846.)

N° 210. = 8—14 août 1829. = **ORDONNANCE** du roi portant nomination de trois ministres d'état et membres du conseil privé. (VIII, Bull. cccx, n° 11847.)

N° 211. = 8—14 août 1829. = **ORDONNANCE** du roi qui nomme M. le comte Portalis premier président de la cour de cassation. (VIII, Bull. cccx, n° 11849.)

N° 212. = 10 août—19 septembre 1829. = **ORDONNANCE** du roi qui élève M. Ravez à la dignité de pair du royaume. (VIII, Bull. cccxvi, n° 12131.)

N° 213. = 16—24 août 1829. = **ORDONNANCE** du roi qui prescrit la publication de l'article additionnel conclu entre sa majesté très chrétienne et sa majesté l'empereur du Brésil, à l'effet de fixer d'une manière précise le sens de l'article 21 du traité d'amitié, de navigation et de commerce du 8 janvier 1826. (VIII, Bull. cccxi, n° 11867.)

Charles, ... — Nous avons ordonné et ordonnons que l'article additionnel conclu et signé à Rio de Janeiro le 21 août 1828 entre nous et sa majesté l'empereur du Brésil, à l'effet de fixer d'une manière précise le sens de l'article 21 du traité d'amitié, de navigation et de commerce du 8 janvier 1826, concernant les ports bloqués ou assiégés par les forces de l'une des parties contractantes, ainsi que les mesures à prendre envers les bâtimens de commerce de l'autre partie qui chercheraient à s'introduire dans lesdits ports; lequel article additionnel, ratifié par nous le 3 décembre 1828, et dont les ratifications ont été échangées à Rio de Janeiro le 11 mars de la présente année, sera inséré au Bulletin des lois pour être exécuté suivant sa forme et teneur.

AU NOM DE LA TRÈS SAINTE ET INDIVISIBLE TRINITÉ.

Sa majesté le roi de France et de Navarre et sa majesté l'empereur du Brésil, désirant accroître et resserrer chaque jour davantage les relations d'amitié, de commerce et de bonne intelligence qui subsistent heureusement entre les deux états, en prévenant autant qu'il est possible tout sujet de discorde entre eux, et considérant en même temps de quelle importance il est, tant dans les circonstances actuelles que pour l'avenir, que le sens de l'article 21 du traité conclu entre leursdites majestés à Rio de Janeiro le 8 janvier 1826, qui jusqu'à présent a été interprété d'une manière différente par chacune des hautes parties contractantes, demeure fixé dorénavant d'une manière précise, claire et conforme au principe de la réciprocité, en cette partie de l'article qui stipule que les sujets de chacune des hautes parties contractantes pourront continuer leur commerce et navigation avec toute puissance, nation ou état qui viendrait à se trouver en guerre avec l'autre, à l'exception des villes ou ports bloqués ou assiégés par mer ou par terre, ont résolu d'un commun accord de fixer pour l'avenir le sens dudit article et d'établir la règle qui doit être invariablement suivie dans son application, au moyen d'un article additionnel au traité susmentionné, et, à cet effet, ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir : — Sa majesté le roi de France et de Navarre, le sieur marquis de Gabriac, chevalier de l'ordre royal de la légion-d'honneur et de l'ordre des Saints Maurice et Lazare de Sardaigne, chevalier commandeur de l'ordre de Charles III d'Espagne, et son envoyé

extraordinaire et ministre plénipotentiaire près sa majesté l'empereur du Brésil; — Et sa majesté l'empereur du Brésil, leurs excellences MM. le marquis d'Aracaty, membre de son conseil, gentilhomme de la chambre impériale, conseiller des finances, commandeur d'Aviz, sénateur de l'empire, ministre et secrétaire d'état des affaires étrangères, et Jose-Clemente Pereira, membre de son conseil, dezembargador da каза da supplicação, dignitaire de l'ordre impérial du Cruzeiro, chevalier de l'ordre du Christ, ministre et secrétaire d'état des affaires de l'empire, et provisoirement chargé du département de la justice; — Lesquels, après avoir échangé leurs pleins-pouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus de ce qui suit :

Article additionnel.

Aucun bâtiment de commerce appartenant aux sujets de l'une des hautes parties contractantes qui sera expédié pour un port, lequel se trouvera bloqué par l'autre, ne pourra être saisi, capturé ou condamné, si préalablement il ne lui a été fait une notification ou signification de l'existence ou continuation du blocus par les forces bloquantes ou par quelque bâtiment faisant partie de l'escadre ou division du blocus; et pour qu'on ne puisse alléguer une prétendue ignorance du blocus, et que le navire qui aura reçu cette intimation soit dans le cas d'être capturé s'il vient ensuite à se représenter devant le port bloqué pendant le temps que durera le blocus, le commandant du bâtiment de guerre qui fera la notification devra apposer son visa sur les papiers du navire visité, en indiquant le jour, le lieu ou la hauteur où sera faite la signification de l'existence du blocus, et le capitaine du navire visité lui donnera un reçu de cette signification contenant les mêmes déclarations exigées pour le visa. — Le présent article additionnel aura la même force ou valeur que s'il était ou avait été inséré mot à mot dans le susdit traité: il est bien entendu toutefois que sa durée expirera avec celle des autres articles qui, conformément à l'article 25, doivent durer seulement l'espace de six ans. — En foi de quoi, nous soussignés, plénipotentiaires de sa majesté très chrétienne le roi de France et de Navarre et de sa majesté l'empereur du Brésil, en vertu de nos pleins-pouvoirs respectifs, avons signé le présent article additionnel de notre main, et y avons fait apposer le sceau de nos armes. — Fait en la ville de Rio de Janeiro, le 21^e jour du mois d'août de l'an de grace 1828. — *Signé* le marquis DE GABRIAC; marquis DE ARACATY; Jose-Clemente PEREIRA.

N^o 214. = 16—24 août 1829. = *ORDONNANCE du roi qui prescrit la publication de la convention conclue entre sa majesté très chrétienne et sa majesté l'empereur du Brésil, relative aux indemnités à donner à des sujets français pour la valeur des cargaisons et navires français saisis et capturés par l'escadre brésilienne de la rivière de la Plata, et définitivement condamnés par les tribunaux du Brésil.* (VIII, Bull. CCCXI, n^o 11868.)

Charles, . . . — Nous avons ordonné et ordonnons que la convention conclue et signée à Rio de Janeiro le 21 août 1828 entre nous et sa majesté l'empereur du Brésil, relative aux indemnités à donner à des sujets français pour la valeur des cargaisons et navires français saisis et capturés par l'escadre brésilienne de la rivière de la Plata, et définitivement condamnés par les tribunaux du Brésil; laquelle convention, ratifiée par nous le 3 décembre 1828, et dont les ratifications ont été échangées à Rio de Janeiro le 11 mars de la présente année, sera insérée au Bulletin des lois, pour être exécutée suivant sa forme et teneur.

AU NOM DE LA TRÈS SAINTE ET INDIVISIBLE TRINITÉ.

Sa majesté le roi de France et de Navarre et sa majesté l'empereur du Brésil ayant, par un article additionnel au traité du 8 janvier 1826, signé par leurs plénipotentiaires respectifs en date de ce jour, fixé, dans l'intérêt commun du commerce de leurs sujets, d'une manière claire, précise et conforme au principe de la réciprocité, le sens que doit avoir à l'avenir cette partie de l'article 21 du même traité qui est relative aux droits des belligérans envers les neutres, en cas de blocus d'un port ou ville quelconque; et considérant que de la diversité du principe suivi jusqu'à présent par les hautes parties contractantes est résultée la diversité et l'incertitude de la règle adoptée dans les jugemens de quelques uns des bâtimens français arrêtés et capturés par l'escadre brésilienne dans la rivière de la Plata; et sa majesté l'empereur du Brésil voulant concilier, d'une part, le respect dû aux lois et formes judiciaires qui régissent l'empire, avec ce que, de l'autre, prescrit l'équité en faveur des réclamans ou personnes lésées par suite de la condamnation définitive qui, par ce motif, a été prononcée contre les bâtimens et leurs cargaisons, et désirant en même temps donner à sa majesté très chrétienne une preuve non équivoque du prix qu'il attache à sa fidèle amitié et à sa puissante alliance; leursdites majestés ont résolu de conclure, à cet effet, une convention spéciale, et ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :—Sa majesté le roi de France et de Navarre, le sieur marquis de *Gabriac*, chevalier de l'ordre royal de la légion-d'honneur et de l'ordre des Saints Maurice et Lazare de Sardaigne, chevalier commandeur de l'ordre de Charles III d'Espagne, et son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près sa majesté l'empereur du Brésil;—Et sa majesté l'empereur du Brésil, leurs excellences MM. le marquis d'*Aracaty*, membre de son conseil, gentilhomme de la chambre impériale, conseiller des finances, commandeur de l'ordre d'Aviz, sénateur de l'empire, ministre et secrétaire d'état des affaires étrangères, et *Joseph-Clément Pereira*, membre de son conseil, dezembargador da caza da supplicação, dignitaire de l'ordre impérial du Cruzeiro, chevalier de l'ordre du Christ, ministre et secrétaire d'état des affaires de l'empire, et provisoirement chargé du département de la justice; —Lesquels, après avoir échangé leurs pleins-pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivans :

Art. 1^{er}. Le gouvernement du Brésil s'oblige et s'engage à payer au gouvernement français, en indemnité de pertes causées à ses sujets, la valeur des coques, agrès et cargaisons des navires français nommés *le Courrier*, *le Jules* et *le San-Salvador*, qui ont été saisis et capturés par l'escadre de la rivière de la Plata, et définitivement condamnés par les tribunaux du Brésil.

2. Ces indemnités auront pour base, quant aux navires, la valeur de leurs coques et agrès, estimés d'après les polices d'assurance, lorsqu'il ne s'élèvera contre elles aucun soupçon fondé de dol ou de fraude dans leur évaluation, à laquelle seront ajoutés le montant du fret acquis et les frais et débours extraordinaires pour solde et entretien d'équipage, et pour toutes dépenses quelconques occasionées par l'arrestation et la capture du bâtiment; et quant aux cargaisons, le compte sera réglé d'après les manifestes, connaissements et factures, et d'après les prix courans des marchandises dans le port de Rio de Janeiro au moment de l'arrestation. Les polices d'assurance, connaissements, factures, comptes de frais et débours, et tous autres documens quelconques, devront être présentés et légalisés en bonne et due forme.

3. A la valeur de l'indemnité qui sera liquidée pour chaque bâtiment, sera ajouté, à titre de dommages et intérêts, un intérêt de six pour cent par an, à partir d'un mois après la capture, jusqu'aux époques ci-dessous fixées pour les paiemens; et au montant total des indemnités qui seront liquidées pour les cargaisons, fret, dépenses et débours extraordinaires occasionés par la capture, sera ajouté, à titre de dommages et intérêts, un intérêt de cinq pour cent par an, à partir de six mois après la capture jusqu'auxdites époques.

4. Les indemnités seront liquidées et fixées par une commission composée de quatre membres, savoir : deux commissaires liquidateurs et deux commissaires arbitres ; l'un de ceux-ci devant être appelé dans les cas seulement où les deux premiers ne seraient pas d'accord, il sera alors désigné par la voie du sort. Un commissaire liquidateur et un commissaire arbitre seront nommés par le gouvernement du Brésil, et l'autre commissaire liquidateur et l'autre commissaire arbitre par le représentant de sa majesté très chrétienne près la cour de Rio de Janeiro. — Les susdits commissaires recevront des réclamans ou autres personnes intéressées les comptes et documens ci-dessus énoncés, et tous autres titres qui pourront être présentés à l'appui de leurs droits ; et quoique les réclamans aient la faculté de produire toutes les pièces justificatives qui leur conviendront, jusqu'à la clôture des travaux de la commission, il est néanmoins expressément convenu et réglé qu'aucune réclamation ne sera examinée et prise en considération, si elle n'a été présentée dans les soixante jours qui suivront immédiatement l'installation de la commission.

5. La commission sera installée dans l'espace d'un mois après la signature de la présente convention, et ses fonctions devront être définitivement terminées au 28 février de l'année 1829.

6. La liquidation sera faite en monnaie du Brésil, en tenant compte de la différence existant entre le change de l'époque de la capture et celui du moment où le paiement aura lieu ; et les sommes qui seront liquidées et fixées seront soldées en paiemens égaux effectués à Rio de Janeiro, le premier, douze mois, le second, dix-huit mois, et le troisième, vingt-quatre mois après la fin et la clôture des travaux de la commission. Les cédulas de paiement seront remises à la légation française près la cour du Brésil, et comprendront les intérêts stipulés par l'article 3 : chacune d'elles énoncera le nom ou les noms des intéressés au profit desquels elle sera délivrée, et indiquera la personne ou les personnes qui devront en acquitter le montant pour le compte du gouvernement du Brésil, ainsi que le lieu du paiement.

7. La présente convention sera ratifiée, et les ratifications en seront échangées dans la ville de Rio de Janeiro dans l'espace de six mois, ou plus tôt, si faire se peut. — En foi de quoi nous soussignés, plénipotentiaires de sa majesté très chrétienne le roi de France et de Navarre et de sa majesté l'empereur du Brésil, avons signé la présente convention de notre main, et y avons fait apposer le sceau de nos armes. — Fait en la ville de Rio de Janeiro, le 21^e jour du mois d'août de l'an de grace 1828. — *Signé* le marquis DE GABRIAC, marquis DE ARACATY, Jose Clemente PEREIRA.

N^o 215. = 19 août — 11 septembre 1829. = **ORDONNANCE** du roi portant autorisation de la société anonyme formée à Paris sous la dénomination de Société anonyme des forges et fonderies d'Imphy, et approbation de ses statuts. (VIII, Bull. CCCXIV bis, n^o 3.)

N° 216.—23 août—1^{er} septembre 1829.—ORDONNANCE du roi contenant des dispositions relatives aux legs faits par le baron Augé de Montyon à l'académie royale des sciences. (VIII, Bull. CCCXIII, n° 11915.)

Charles,...—Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur;—Vu nos ordonnances des 29 juillet 1821 et 2 juin 1824;—Vu les délibérations de notre académie royale des sciences des 18 novembre 1822 et 26 janvier 1829;—Vu le testament du baron *Augé de Montyon*;—Vu l'avis du comité de l'intérieur de notre conseil d'état;—Voulant pourvoir à ce que les legs faits par le sieur *de Montyon* pour le perfectionnement de la médecine et de la chirurgie produisent au degré le plus étendu les avantages que le testateur avait en vue, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1^{er}. Les prix fondés par feu le baron *Augé de Montyon* pour le perfectionnement de la science médicale ou de l'art chirurgical, et pour la découverte des moyens de rendre un art mécanique moins malsain, seront décernés, tant aux découvertes et perfectionnements qui auraient été présentés à l'académie, ou dont elle aurait eu connaissance par une voie quelconque, qu'aux meilleurs résultats des recherches entreprises d'après les questions qu'elle aurait proposées, le tout en se conformant expressément aux vues du fondateur.

2. La somme affectée aux questions proposées par l'académie ne pourra, dans aucun cas, excéder la moitié de la somme disponible chaque année.

3. Les travaux qui n'auraient pas été couronnés à un concours, soit parce qu'ils n'étaient pas connus, soit parce que l'expérience n'en avait pas encore suffisamment constaté l'importance, pourront être admis aux concours suivans.

4. Les pièces admises au concours n'auront droit aux prix qu'autant qu'elles contiendront une ou plusieurs découvertes et perfectionnements parfaitement déterminés. Si la pièce a été présentée par l'auteur, il devra indiquer la partie de son travail où sa découverte se trouve exprimée : dans tous les cas, la commission chargée de l'examen du concours fera connaître que c'est à la découverte dont il s'agit que le prix est décerné.

5. Le jugement du concours devant donner lieu à des expériences, à des constructions de machines, à des acquisitions d'ouvrages nouveaux et à diverses publications et dépenses accessoires, le montant desdites dépenses sera prélevé sur la somme restée disponible chaque année.

6. Les sommes qui demeureraient disponibles à la fin de chaque exercice, parce qu'il n'aurait pu en être fait emploi conformément aux articles précédens, seront ajoutées aux fonds de l'année suivante, soit pour augmenter le montant ou le nombre des prix, soit pour être affectées, avec l'approbation préalable de notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur, à des travaux propres à éclairer les sciences ou les arts dont le testateur a voulu encourager les progrès.

7. Les articles 3, 4 et 6 ci-dessus sont applicables aux prix de physiologie expérimentale et de mécanique qui avaient été précédemment fondés par le sieur *de Montyon* : les articles 4 et 6 sont applicables aux prix de statistique.

8. Il sera rendu chaque année, à notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur, un compte spécial de toutes les sommes provenant des legs faits à l'académie par le baron *de Montyon*.

N° 217.—26 août—1^{er} septembre 1829.—ORDONNANCE du roi portant que les présentations pour les archevêchés, évêchés et autres titres ecclésiasti-

ques du royaume, seront faites par M. le comte de Frayssinous, évêque d'Hermopolis. (VIII, Bull. CCCXIII, n° 11907.)

N° 218. = 26 août—1^{er} septembre 1829. = **ORDONNANCE du roi portant que nul ne pourra être élu membre de la chambre de discipline des huissiers du tribunal de première instance du département de la Seine, s'il n'exerce depuis plus de dix ans les fonctions d'huissier** (1). (VIII, Bull. CCCXIII, n° 11916.)

Charles,...—Sur le rapport de notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'état au département de la justice; — Vu l'ordonnance royale du 21 août 1816, qui exige dix années d'exercice pour être éligible à la chambre de discipline des avoués; — Vu la lettre de notre procureur général près la cour royale de Paris, qui demande que la même mesure soit appliquée à la chambre des huissiers du tribunal de première instance de Paris; — Notre conseil d'état entendu, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit : — A l'avenir, nul ne pourra être élu membre de la chambre de discipline des huissiers du tribunal de première instance du département de la Seine, s'il n'exerce depuis plus de dix ans les fonctions d'huissier.

N° 219. = 26 août—9 septembre 1829. = **ORDONNANCE du roi portant suppression de quatre placés de courtier de commerce créées à Castres (Tarn), et création, dans cette ville, de deux places d'agent de change courtier de marchandises.** (VIII, Bull. CCCXIV, n° 11970.)

N° 220. = 26 août—19 septembre 1829. = **ORDONNANCE du roi qui approuve l'adjudication de la construction d'un pont suspendu sur l'Oise à Précy.** (VIII, Bull. CCCXVI, n° 12136.)

N° 221. = 30 août—9 septembre 1829. = **ORDONNANCE du roi qui prescrit la publication des bulles d'institution canonique de MM. du Trousset d'Héricourt, Michel, et de Douhet d'Auzers, pour les évêchés d'Autun, de Fréjus et de Nevers, et de M. de Richery pour l'archevêché d'Aix.** (VIII, Bull. CCCXIV, n° 11965.)

N° 222. = 30 août—19 septembre 1829. = **ORDONNANCE du roi portant que les villes qui entretiennent des bourses dans les collèges royaux ou communaux pourront, dans certains cas, exercer des retenues sur celles qui deviendraient vacantes** (2). (VIII, Bull. CCCXVI, n° 12132.)

Charles,...—Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département des affaires ecclésiastiques et de l'instruction publique; — Vu l'article 14 de l'ordonnance du 25 décembre 1819, portant que les retenues qui s'opéraient sur les bourses vacantes, conformément au décret du 2 mai 1811 et à l'ordonnance du 12 mars 1817, ne seront plus exercées à l'avenir; — Considérant que le but de cette disposition a été d'assurer aux collèges le paiement des bourses lorsque les villes refuseraient d'y nommer, mais non lorsque ces bourses seraient restées vacantes par des circonstances indépendantes de l'autorité municipale; — Vu l'avis de notre conseil royal de l'instruction publique, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit : — Les

(1) Voyez le décret du 14 juin 1813, concernant l'organisation des huissiers, et les notes.

(2) Voyez, sur le mode de nomination aux bourses des collèges, sur leur distribution, les conditions d'admission, etc., le décret du 10 mai 1808, et les notes.

villes qui entretiennent des bourses dans les collèges royaux ou communaux pourront exercer des retenues sur celles qui deviendraient vacantes, dans les cas spécifiés ci-après, savoir : — Sur les bourses entières et à trois quarts auxquelles il est pourvu par voie de promotion, toutes les fois qu'elles n'auront pas été remplies dans les trois mois qui suivront la vacance; — Dans ce cas, la retenue aura lieu depuis la vacance jusqu'au jour de la nomination : — Sur les demi-bourses ou autres auxquelles les villes nomment directement, — 1° Lorsque dans les quarante jours d'une vacance il n'en sera pas donné avis officiel à l'autorité municipale; — 2° Lorsque l'arrêté d'admission n'aura pas été pris dans les trois mois qui suivront l'envoi de la délibération du conseil municipal. — Dans le premier cas, la retenue aura lieu à dater de la vacance jusques et compris le quarantième jour après la dénonciation de cette vacance par le proviseur ou le principal du collège; dans le deuxième cas, à dater de trois mois après l'envoi de la délibération du conseil municipal jusqu'au jour de l'arrêté d'admission.

N° 223. = 30 août—19 septembre 1829. = *ORDONNANCE du roi qui supprime les bourses entretenues par la ville de Paris dans les collèges royaux d'Amiens, d'Orléans, de Rouen et de Reims, et autorise ladite ville de Paris à employer une partie des sommes provenant de cette suppression à la fondation de douze bourses entières dans le collège particulier de Sainte-Barbe* (1). (VIII, Bull. CCCXVI, n° 12133.)

Charles, . . . — Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département des affaires ecclésiastiques et de l'instruction publique; — Vu les délibérations du conseil général du département de la Seine faisant fonctions de conseil municipal de Paris, en date des 12 décembre 1828 et 26 juin 1829; — Vu les ordonnances des 25 décembre 1819 et 24 mars 1824; — Vu l'avis de notre conseil royal de l'instruction publique, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1^{er}. Les bourses entretenues par la ville de Paris dans les collèges royaux d'Amiens, d'Orléans, de Rouen et de Reims, sont supprimées. Cette suppression s'effectuera au fur et à mesure des vacances qui auront lieu par la sortie des titulaires desdites bourses.

2. La ville de Paris est autorisée à employer une partie des sommes provenant de cette suppression à la fondation de douze bourses entières dans le collège particulier de Sainte-Barbe.

3. La nomination aux bourses du collège de Sainte-Barbe aura lieu suivant le mode établi pour les autres collèges d'après les ordonnances des 25 décembre 1819, 16 novembre 1821, 28 août 1827 et 24 juin 1829.

N° 224. = 9—29 septembre 1829. = *ORDONNANCE du roi contenant des dispositions ayant pour objet d'assurer l'exécution des travaux d'amélioration du cours de la Garonne, depuis Toulouse jusqu'à Bordeaux*. (VIII, Bull. CCCXVII, n° 12190.)

Charles, . . . — Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur; — Vu le projet dressé pour l'amélioration de la partie du cours de la Garonne située dans le département de Lot-et-Garonne; — Vu les dispositions précédemment faites pour assurer l'exécution des travaux de rectification de la Garonne reconnus nécessaires pour la défense de la commune de Barie, département de la Gironde; — Vu les observations présentées par

(1) Voyez le décret du 10 mai 1808, et les notes.

les chambres de commerce de Toulouse et de Bordeaux; — Vu la loi du 24 mars 1825; — Notre conseil d'état entendu, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1^{er}. Pendant vingt-cinq ans, à partir du 1^{er} octobre prochain, les droits de navigation du bassin de la Garonne seront remplacés par des droits de péage d'une quotité égale, et dont les produits seront spécialement affectés à l'exécution des travaux d'amélioration du cours de la Garonne depuis Toulouse jusqu'à Bordeaux.

2. Les droits de péage substitués aux droits de navigation seront perçus par les agens de l'administration des contributions indirectes. — Il en sera tenu un compte particulier dont le montant, applicable aux travaux dont il s'agit, sera ajouté chaque année, à titre de crédit supplémentaire, au budget du ministère de l'intérieur, section des ponts et chaussées.

N^o 225. = 9—29 septembre 1829. = **ORDONNANCE du roi relative à l'établissement d'un droit de péage pour la réparation du pont communal d'Undurein (Basses-Pyrénées).** (VIII, Bull. CCCXVII, n^o 12196.)

N^o 226. = 9 septembre—1^{er} octobre 1829. = **ORDONNANCES du roi qui maintiennent les abattoirs publics existant dans la commune de Launac (Haute-Garonne), et dans la ville de Sedan (Ardennes.)** (VIII, Bull. CCCXVIII, n^{os} 12256 et 12257.)

N^o 227. = 13—19 septembre 1829. = **ORDONNANCE du roi qui supprime les quatre inspecteurs de la librairie existant à Paris, et investit les commissaires de police, dans tout le royaume, des attributions légales de ces inspecteurs** (1). (VIII, Bull. CCCXVI, n^o 12134.)

Art. 1^{er}. Les quatre inspecteurs de la librairie actuellement existant à Paris sont supprimés.

2. Les commissaires de police, dans toute l'étendue du royaume, sont et demeurent investis des attributions légales que les inspecteurs de la librairie avaient reçues de l'article 45 du décret du 5 février 1810, de l'article 20 de la loi du 21 octobre 1814, et de l'article 7 de l'ordonnance du roi du 24 octobre de la même année.

N^o 228. = 13—29 septembre 1829. = **ORDONNANCE du roi qui autorise les tireurs d'or et d'argent à filer et à monter sur soie les traits de cuivre doré ou argenté connus sous le nom de mi-fin** (2). (VIII, Bull. CCCXVII, n^o 12188.)

Charles, ... — Vu l'ordonnance du 5 mai 1824; — Vu les réclamations des tireurs d'or et d'argent, fabricans et marchands de fils et tissus de cuivre doré et argenté de la ville de Lyon, qui demandent l'autorisation de filer et de monter sur soie les traits de cuivre doré ou argenté connus sous le nom de *mi-fin*; — Vu l'avis de notre ministre de l'intérieur; — Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état des finances, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1^{er}. Les tireurs d'or et d'argent sont autorisés à filer et à monter sur soie les traits de cuivre doré ou argenté connus sous le nom de *mi-fin*.

(1) Voyez, sur la librairie, le décret du 5 février 1810; et la loi du 21—25 octobre 1814, tit. II, et les notes.

(2) Voyez, sur cet objet, l'ordonnance du 5—18 mai 1824, et la note.

2. Les fabricans d'étoffes, broderies ou galons tissus avec les traits de cuivre doré ou argenté, seront tenus de tramer, soit en fil, soit en coton noir, la moitié au moins des lisières de ces ouvrages.

3. Les fabricans et marchands remettront aux acheteurs des bordereaux énonciatifs de l'espèce et de la nature des ouvrages fabriqués avec des traits de cuivre doré ou argenté, sous les peines portées par les réglemens qui prescrivent ce moyen de garantie.

4. Les dispositions de l'article 3 de l'ordonnance du 5 mai 1824 sont et demeurent abrogées relativement aux fils et traits de cuivre doré ou argenté.

5. Les dispositions des articles 1^{er}, 2, 4, 5 et 6 de l'ordonnance précitée sont maintenues.

N° 229. = 13 septembre 1829. = **ORDONNANCE du roi relative à la réduction des dépenses du ministère des finances** (1). (Moniteur du 1^{er} décembre 1829.)

Charles, . . . — Vu notre ordonnance du 6 février 1828, relative à la répartition du travail entre les différentes branches du ministère des finances; — Considérant qu'il importe d'arrêter le cadre et de fixer la dépense du personnel des divisions désignées par les sections III, IV, V, VI, VII, VIII et IX du tableau général compris dans ladite ordonnance; — Notre intention étant d'obtenir toutes les économies qui sont compatibles avec la bonne exécution des services, et qui peuvent être réalisées sans nuire aux droits acquis; — Voulant en outre assurer aux employés, par l'établissement d'un cadre permanent, l'avancement qui doit être la récompense de leur travail; — Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état des finances, nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1^{er}. L'organisation du personnel des divisions du ministère des finances, leurs attributions respectives et la fixation des grades et traitemens sont réglées conformément au tableau qui nous a été présenté.

2. Des commis surnuméraires pourront être admis en sus du personnel déterminé par l'article 1^{er} ci-dessus, sans toutefois que leur nombre doive excéder la proportion de quatre sur cent employés rétribués.

3. Un fonds de soixante mille francs sera fait au budget de chaque année, pour servir au paiement des indemnités qui seront ordonnancées par notre ministre secrétaire d'état des finances, pour travaux spéciaux, extraordinaires et à la tâche.

4. Les fonds affectés aux gages et salaires des concierges, huissiers, portiers, garçons de bureau, hommes de peine auxiliaires et tous autres du service intérieur, sont fixés à cent quatre-vingt mille francs.

5. Les changemens et modifications que la présente organisation serait susceptible d'éprouver par suite de transpositions de travail qu'exigerait l'intérêt du service, ne pourront être effectués par notre ministre des finances qu'autant qu'il n'en résultera aucune augmentation dans le nombre des employés, ni dans le total de la dépense, et que la classification actuelle des grades sera respectée.

6. Les attributions relatives au contrôle de la caisse centrale du trésor seront exercées, à dater du 1^{er} janvier prochain, par la direction de la comptabilité des finances.

7. L'organisation arrêtée par la présente ordonnance recevra son exécution au fur et à mesure des extinctions, vacances, admissions à la retraite

(1) Voyez l'ordonnance du 6 février 1828 — 21 février 1831.

ou promotions à d'autres emplois. Les dispositions de l'article 4 de la loi du 1^{er} mai 1822, et celles de notre ordonnance du 2 octobre de la même année, sont applicables aux employés qui seraient réformés avant d'avoir acquis des droits à la pension de retraite.

N° 230. = 16—29 septembre 1829. = **ORDONNANCE du roi portant qu'il sera établi à Ajaccio une commission chargée d'examiner les aspirans au grade de bachelier ès-lettres qui ont fait leurs études classiques dans le département de la Corse.** (VIII, Bull. CCCXVII, n° 12189.)

Art. 1^{er}. Il sera établi à Ajaccio une commission chargée d'examiner, dans les formes prescrites par les réglemens et statuts relatifs aux facultés des lettres, les aspirans au grade de bachelier ès-lettres qui ont fait leurs études classiques dans le département de la Corse.

2. Cette commission sera composée de l'inspecteur chargé des fonctions rectorales, président; du principal du collège d'Ajaccio, régent de rhétorique, et du professeur de philosophie et de physique de ce collège.

N° 231. = 16 septembre—24 octobre 1829. = **ORDONNANCE du roi qui approuve trois délibérations prises par l'assemblée générale de la société d'assurances mutuelles contre l'incendie à Dijon.** (VIII, Bull. CCCXX bis, n° 1.)

N° 232. = 16 septembre—24 octobre 1829. = **ORDONNANCE du roi portant autorisation de la société anonyme formée à Hennebon (Morbihan), sous la dénomination de Compagnie des forges de la Joie, et approbation de ses statuts.** (VIII, Bull. CCCXX bis, n° 2.)

N° 233. = 20—29 septembre 1829. = **ORDONNANCE du roi portant répartition du crédit de soixante-cinq millions cent neuf mille neuf cents francs accordé par la loi du 2—6 août 1829, pour les dépenses du ministère de la marine et des colonies pendant l'exercice 1830.** (VIII, Bull. CCCXVII, n° 12187.)

N° 234. = 20 septembre—1^{er} octobre 1829. = **ORDONNANCE du roi qui réunit aux fonctions et attributions de l'inspecteur général de l'artillerie la direction du service des poudres et salpêtres, et contient des dispositions réglementaires sur ce service** (1). (VIII, Bull. CCCXVIII, n° 12250.)

Charles, ... — Vu les lois, décrets, ordonnances et décisions relatives au service des poudres, et notamment celles des 19 novembre 1817, 25 mars et 15 juillet 1818, et 14 mai 1828; — Considérant les avantages obtenus du mode actuel de service et d'administration des poudres, et voulant en assurer le succès en rattachant encore davantage au service général de l'artillerie l'ensemble des opérations de cette administration; voulant en outre y apporter de nouvelles améliorations sous le rapport de l'économie;—Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état de la guerre, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1^{er}. La direction du service des poudres et salpêtres est réunie aux

(1) Voyez, sur les poudres et salpêtres, le décret du 23 septembre—19 octobre 1791, et les notes qui résument tous les réglemens de la matière.

Voyez aussi l'ordonnance du 18—23 septembre 1830, relative au service des poudres et salpêtres.

fonctions et attributions de l'inspecteur général du service de l'artillerie. L'emploi de directeur des poudres et salpêtres est en conséquence supprimé.

2. Un des colonels de l'état-major du corps royal de l'artillerie est chargé, sous les ordres de l'inspecteur général du service de l'artillerie, des détails du service de l'administration centrale des poudres et salpêtres. Il a le titre d'inspecteur des poudreries et raffineries.

3. Un membre de l'académie des sciences est chargé de l'inspection et de la vérification des opérations chimiques qui se rapportent à l'extraction et au raffinage du salpêtre et à la fabrication de la poudre.

4. Il est établi près de l'administration centrale des poudres et salpêtres un conseil d'administration composé de l'inspecteur des poudreries et raffineries, de l'officier d'artillerie chargé de l'inspection de la raffinerie de Paris, et du commissaire de cette raffinerie. — Les fonctions de ce conseil ont pour objet, — La centralisation des comptes généraux, et leur présentation à la cour des comptes; — La formation des budgets de recettes et dépenses; — La répartition des fonds dans les divers établissemens d'après les commandes; — La discussion, dans les limites du budget, de toute espèce de dépenses et d'achats; — L'examen de toutes les opérations de comptabilité matières et deniers, des mouvemens de fonds, de l'état des caisses de tous les établissemens, et de toutes les affaires contentieuses. — Le chef de la comptabilité du service des poudres et salpêtres remplit les fonctions de secrétaire du conseil d'administration. — Tous les comptes généraux, budgets, etc., dressés par le conseil d'administration, sont soumis au visa de l'inspecteur général du service de l'artillerie avant d'être présentés.

5. Le nombre des commissaires des poudres et salpêtres est réduit et composé ainsi qu'il suit : — Trois commissaires de première classe, — Dix commissaires de deuxième classe; — Quatre commissaires de troisième classe. — L'emploi de commissaire-adjoint est supprimé. — Les réductions pour rentrer dans ce cadre auront lieu par extinction et à mesure des vacances.

6. La poudrerie de Maromme et les entrepôts de salpêtres de Dijon et de Montpellier seront supprimés dans le courant de l'année 1830. Les travaux, commandes et versements qui y étaient faits annuellement, seront répartis entre les autres établissemens du service des poudres et salpêtres.

7. Il sera placé près de chacun des établissemens de fabrication de poudre un garde d'artillerie, qui, sous les ordres de l'inspecteur de l'établissement, sera spécialement chargé de la vérification du dosage des poudres et de la garde des magasins à poudre. Ces employés seront pris parmi les gardes d'artillerie, dont ils continueront à faire partie.

8. L'emploi de trésorier du service des poudres demeure supprimé. Les fonctions qui lui étaient attribuées sont confiées au commissaire de la raffinerie de Paris, dont le cautionnement est porté de quinze mille à vingt-cinq mille francs.

9. Le traitement affecté aux emplois de chef de la comptabilité et de chef de la correspondance du service des poudres est réduit de six mille six cents francs à cinq mille. Cette réduction n'aura lieu qu'à mesure des vacances et du remplacement des titulaires actuels.

10. Les dispositions des ordonnances relatives au service des poudres, et notamment de celles des 19 novembre 1817, 25 mars et 15 juillet 1818, ainsi que la décision du 14 mai 1828, auxquelles il n'est pas dérogé par la présente ordonnance, sont maintenues en vigueur.

N° 235. = 23 septembre — 1^{er} octobre 1829. = **ORDONNANCE** du roi portant que la chambre du tribunal de première instance de la Seine où siège

habituellement le président, connaîtra du contentieux judiciaire sur les domaines (1). (VIII, Bull. CCCXVIII, n° 12252.)

Charles, . . . — Vu l'article 38 de la loi du 20 avril 1810, — L'article 60 du règlement du 30 mars 1808, — L'article 35 du décret du 18 août 1810, — L'ordonnance du 1^{er} août 1821, article 4 ; — Considérant que la multiplicité des affaires spécialement attribuées à la septième chambre de notre tribunal de la Seine ne permet plus d'étendre ses attributions à la connaissance du contentieux judiciaire sur les domaines ; — Considérant que, par leur nature, ces contestations se trouvent, aux termes de l'article 60 du règlement du 30 mars 1808, naturellement dévolues à la chambre où siège habituellement le président, sauf la distribution qui peut en être faite par ce magistrat aux autres chambres civiles, s'il y a surcharge ; — Sur le rapport de notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'état au département de la justice, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit : — La disposition finale de l'ordonnance du 1^{er} août 1821, article 4, est rapportée : en conséquence, la septième chambre de notre tribunal de première instance de la Seine cessera de connaître du contentieux judiciaire sur les domaines. — Toutefois, cette chambre sera tenue d'expédier les affaires de ce genre dans lesquelles il aura été posé qualité. Toutes autres seront renvoyées à la chambre où siège habituellement le président, sauf par ce magistrat à déléguer à une autre chambre civile (la cinquième exceptée) une partie des causes attribuées spécialement à sa chambre, si elle se trouve surchargée.

N° 236. = 23 septembre—7 octobre 1829. = **ORDONNANCE** du roi relative à la réduction des traitemens des préfets, et à la fixation des abonnemens destinés à pourvoir aux frais d'administration des préfectures (2). (VIII, Bull. CCCXIX, n° 12289.)

Charles, . . . — Vu la fixation des crédits du ministère de l'intérieur, section des dépenses départementales pour les exercices 1829 et 1830 ; — Vu les ordonnances royales des 15 mai 1822, 26 février 1823, 2 février et 30 août 1826 et 29 mai 1827 (3), qui ont réglé les traitemens des préfets et les frais d'administration des préfectures ; — Vu notre ordonnance du 25 janvier dernier, qui a réduit ces frais d'administration d'un vingtième pour l'exercice 1829 ; — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1^{er}. Les traitemens des préfets, tels qu'ils ont été fixés par les ordonnances royales des 15 mai 1822, 26 février 1823 et 30 août 1826, sont réduits chacun d'un dixième à partir du 1^{er} janvier 1830.

2. A partir de la même époque, les abonnemens destinés à pourvoir aux frais d'administration des préfectures sont reportés au taux fixé par les ordonnances royales des 15 mai 1822, 2 février 1826 et 29 mai 1827.

N° 237. = 23 septembre—7 octobre 1829. = **ORDONNANCE** du roi contenant des dispositions réglementaires relatives aux chaudières à haute pression (4). (VIII, Bull. CCCXIX, n° 12290.)

Charles, . . . — Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état de l'inté-

(1) Voyez l'arrêté du 6 floréal an 10 (26 avril 1802), contenant règlement pour le service du tribunal de première instance du département de la Seine, et les notes.

(2) Voyez, sur cet objet, la loi d'organisation administrative du 28 pluviôse an 8 (17 février 1800), art. 21 et suiv., et les notes ; voyez aussi l'ordonnance du 21 octobre—1^{er} novembre 1836, qui a fixé en dernier lieu les frais d'administration des préfectures.

(3) Ces trois dernières ordonnances n'ont pas été insérées au *Bulletin des lois*.

(4) Voyez spécialement, sur cet objet, l'ordonnance du 29 octobre—24 novembre 1823, et les notes.

rière; — Voulant prévenir les dangers qui peuvent résulter des chaudières à haute pression, destinées à produire de la vapeur à une pression habituelle de plus de deux atmosphères pour le chauffage à la vapeur et autres usages analogues; — Vu les ordonnances des 29 octobre 1823 et 7 mai 1828, relatives aux machines à vapeur à haute pression; — Notre conseil d'état entendu, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit : — Toute chaudière dans laquelle on doit produire de la vapeur à une pression habituelle de plus de deux atmosphères pour le chauffage à la vapeur et d'autres usages analogues, ne pourra être placée à demeure sur un fourneau de construction qu'après avoir été soumise aux épreuves prescrites par les ordonnances des 29 octobre 1823 et 7 mai 1828 pour les chaudières des machines à vapeur à haute pression.

N° 238. = 23 septembre—24 octobre 1829. = **ORDONNANCE du roi portant approbation des statuts supplémentaires de la compagnie des fonderies et forges de la Loire et de l'Isère.** (VIII, Bull. cccxx bis, n° 3.)

N° 239. = 23 septembre 1829—1^{er} septembre 1831. = **ORDONNANCE du roi sur le tarif de pilotage aux ports de la Nouvelle et de Bastia.** (IX, ordonn., Bull. xcix, n° 2772.)

N° 240. = 27 septembre—21 octobre 1829. = **ORDONNANCE du roi qui établit une chaire de droit administratif dans la faculté de droit de Toulouse.** (VIII, Bull. cccxx, n° 12479.)

Charles, ... — Vu notre ordonnance du 19 juin 1828, par laquelle nous avons rétabli la chaire de droit administratif qui avait été créée dans la faculté de droit de Paris; — Vu l'avis de notre conseil royal de l'instruction publique; — Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état des affaires ecclésiastiques et de l'instruction publique, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1^{er}. Une chaire de droit administratif est établie dans la faculté de droit de Toulouse.

2. Les dispositions de l'ordonnance du 19 juin 1828, qui déterminent pour la faculté de droit de Paris les matières que doit enseigner le professeur de droit administratif, et qui coordonnent l'étude de ces matières avec les autres cours que les élèves ont à suivre, sont déclarées applicables à la faculté de droit de Toulouse.

N° 241. = 30 septembre—21 octobre 1829. = **ORDONNANCE du roi relative à la distraction et à la réunion de plusieurs communes dans le département de l'Aveyron.** (VIII, Bull. cccxx, n° 12480.)

N° 242. = 30 septembre—3 décembre 1829. = **RÈGLEMENT du roi pour servir à l'exécution de l'ordonnance du 7—13 août 1825, portant application à l'établissement des invalides de la marine du mode de compter par gestion annuelle** (1). (VIII, Bull. cccxxviii bis.)

Sa majesté s'étant fait rendre compte des règles successivement établies pour l'exécution de son ordonnance du 7 août 1825, et voulant les réunir

(1) Voyez, sur l'organisation des invalides de la marine, le décret du 29 avril (28 et)—13 mai 1791, et les notes qui résument les réglemens de la matière.

Voyez spécialement l'ordonnance du 7—13 août 1825, pour l'exécution de laquelle le présent règlement a été fait.

dans un seul acte destiné à faire suite au règlement rendu par le feu roi, le 17 juillet 1816 (1), sur l'administration et la comptabilité dudit établissement, elle a arrêté les dispositions dont la teneur suit :

TITRE I^{er}. — *Du mode de compter.*

Art. 1^{er}. Le compte du service *prises* continuera d'être rendu par gestion annuelle.

2. Il en sera de même du compte à rendre pour le service *gens de mer*.

3. Le compte du service *invalides* sera également rendu par gestion annuelle. — La distinction des *exercices* continuera d'être observée sous les modifications suivantes :

4. Il y aura toujours deux exercices sur la même gestion, savoir : — L'exercice *antérieur* à l'année du compte, pour le *complément* de ses opérations ; — Et l'exercice *courant*.

5. L'époque de la clôture de l'exercice est maintenue au 31 mars de l'année qui suit celle d'où l'exercice prend son nom. — Néanmoins, le ministre pourra, s'il y a lieu, faire rattacher à l'exercice les opérations complémentaires qui seraient faites jusqu'au 30 septembre inclusivement.

6. Sont réputés comporter la classification par exercice les chapitres ci-après du service *invalides*, savoir :

CHAPITRES DE RECETTE.

1^o Loyers de maisons ; — 2^o Intérêts et dividendes annuels des actions de la banque ; — 3^o Retenue sur les dépenses de la marine et des colonies exécutées tant dans les ports qu'à Paris (2) ; — 4^o Recettes diverses, telles que les réintégrations prescrites par suite de l'ordonnancement de régularisation, l'intérêt des fonds déposés à la caisse de service, la valeur des rôles d'équipage, etc.

CHAPITRES DE DÉPENSE.

5^o Demi-soldes ; — 6^o Pensions et soldes de retraite ; — 7^o Gratifications et secours, comprenant le secours annuel de six mille francs attribué à l'hospice maritime de Rochefort pour la subsistance et l'entretien de douze veuves infirmes et de quarante orphelines de marins, ouvriers et militaires de la marine ; — 8^o Frais d'administration et de comptabilité ; — Ce chapitre sera formé de deux sections distinctes ; — L'une, relative aux frais d'administration, comprendra *séparément*, — Les dépenses du personnel et les dépenses du matériel du bureau central des invalides et du bureau des prises, telles que achats de papiers et autres fournitures, reliures de registres, etc. (*articles 79 et 83 du règlement du 17 juillet 1816*) ; — Les dépenses de matériel faites par les commissaires des classes dans les quartiers, pour le service de l'établissement des invalides, telles que les frais de reliures et d'achats de registres (*article 83 dudit règlement*) ; — L'autre, relative aux frais de comptabilité, comprendra, avec la distinction de Paris et des ports, — Les appointemens fixes du trésorier général et des trésoriers (*articles 79 et 80 dudit règlement*) ; — Les taxations de ces comptables et les attributions spéciales réglées en faveur des trésoriers des invalides dans les colonies, et des consuls et agens faisant fonctions de trésoriers des invalides (*articles 81 et 82 dudit règlement*) ; — Les abonnemens pour frais de service, tenant lieu au trésorier général, et aux trésoriers des ports, de loyers, gardiennage et fournitures de bureaux, ainsi que de frais de commis (*article 83*

(1) Voyez ce règlement à la suite du présent. (*Note du Bulletin des lois*.)

(2) Voyez l'art. 31 ci-après, pour l'imputation des recettes perçues dans les colonies et consulats. (*Idem.*)

du règlement précité); — Les allocations pour reddition de compte (*article 87 dudit règlement*); — 9° Dépenses diverses, telles que frais généraux d'impressions et autres dépenses concernant la publication des comptes, etc., etc.; frais de procédures et autres analogues; dépenses relatives aux rôles d'équipage, à la maison de Nantes, remboursement de recettes indûment faites, etc., etc. (*articles 84, 86 et 87 dudit règlement*).

7. Les opérations portées dans les *comptes accessoires* de l'établissement des invalides seront comprises, comme toutes les autres, l'année même où elles auront été effectuées dans le compte *général* soumis à la cour des comptes.

8. Le 31 décembre de chaque année, il sera procédé à une vérification des caisses et des écritures tant à Paris que dans les ports où il existe soit un trésorier des invalides, soit un préposé du trésorier des invalides. Les procès-verbaux de cette opération contiendront l'énumération détaillée de toutes les valeurs existant en caisse ou en portefeuille. Il y sera fait mention du nombre et de la valeur des feuilles de rôles d'équipage assimilées au numéraire.

9. En principe, les résultats constatés au 31 décembre ne doivent éprouver aucun changement. Toutefois, si l'on découvrait, après ledit jour, une erreur de nature à former différence entre le *compte sur pièces* et les *résultats constatés en fin d'année, d'après les écritures*, il y aurait lieu de dresser un procès-verbal rectificatif, qui serait produit à la cour des comptes (1).

TITRE II. — Des justifications.

SERVICE Prises.

10. Le compte annuel du service *prises* continuera d'être établi suivant les modèles annexés à l'instruction du 15 février 1813.

11. Mais, au lieu de simples extraits de liquidation, les mandats de recette et dépense, accompagnés des pièces justificatives, seront rapportés à l'appui de chaque compte et produits à la cour.

SERVICE Gens de mer.

12. Le compte annuel du service *gens de mer* sera aussi formé d'après le modèle annexé à l'instruction du 15 février 1813. — Pour faciliter les rapprochemens en ce qui concerne les remises de port à port, le trésorier recevant fera sur son compte autant d'articles de recette que le trésorier remettant en aura fait de dépense.

13. Le mode actuel de justification est maintenu sous les modifications ci-après.

14. Les recettes de ce service continueront d'avoir lieu dans chaque quartier sur états *nominatifs de remise* (2). Chacun de ces états sera enregistré sommairement au bureau de l'inspection de la marine du port chef-lieu, et il en restera de plus une copie audit bureau, pour servir aux vérifications dont il sera parlé plus loin.

15. Tous les trois mois, le commissaire des classes de chaque quartier se fera remettre, par le trésorier de sa résidence, avec l'état de la situation détaillée du service *gens de mer* (3), toutes les pièces justificatives de la dé-

(1) Voyez, pour le temps pendant lequel cette facilité existe, l'art. 42, tit. III. (*Note du Bulletin des lois.*)

(2) Il doit toujours être remis au trésorier une copie de ces états, sauf à ne pas y porter les noms des parties, lorsqu'il s'agit de remises en *transit* expédiées par un des bureaux du port, pour le paiement avoir lieu en totalité, dans d'autres quartiers. (*Circulaire du 14 juillet 1826, n° 1131.*) (*Idem.*)

(3) Voyez, pour les modifications introduites dans la formule de cet état trimestriel, la circulaire du 9 novembre 1827, n° 2256. (*Idem.*)

pense. Cette remise de pièces s'effectuera sur bordereau sommaire, dont une expédition, portant au bas le récépissé de l'administrateur des classes, restera entre les mains du trésorier pour sa décharge; l'autre suivra les pièces à l'inspection, et reviendra avec elles dans le quartier, après la vérification.

16. Cette vérification s'opérera comme suit : — Après s'être assuré de l'exactitude des sommes portées en recette sur la situation trimestrielle de chaque quartier, *par les copies de remises déposées en son bureau*, l'inspecteur ou sous-inspecteur comparera avec les pièces mêmes la dépense inscrite à ladite situation; puis il examinera la validité de ces pièces tant pour le fond que pour la forme, apostillera chaque paiement sur le double des remises, et transmettra lesdites pièces, revêtues de son visa, au chef maritime de l'arrondissement ou du sous-arrondissement, ensemble la note des observations dont elles lui auraient paru susceptibles. Cet administrateur supérieur les visera à son tour, suivant l'ordre du service, et les renverra aussitôt après au commissaire des classes, qui les fera rétablir chez le trésorier, et retirera son récépissé.

17. Les rectifications relatives aux trois premiers trimestres seront opérées sur la *gestion*; quant aux rectifications à effectuer pour le quatrième trimestre, elles seraient reportées sur la gestion suivante si elles ne pouvaient faire l'objet d'un procès-verbal, comme il a été dit en l'article 9. — Dans tous les cas, l'inspecteur ou sous-inspecteur devra faire en sorte que les pièces de ce trimestre soient renvoyées dans le quartier vers la fin de janvier.

18. Aussitôt après, le trésorier s'occupera de terminer le compte annuel (1), et il le remettra au commissaire des classes avec toutes les pièces de l'année, lesquelles resteront déposées au bureau de l'inscription maritime. — Le commissaire des classes, après avoir revêtu ce compte de sa certification, le transmettra au bureau de l'inspection; et comme l'inspecteur ou sous-inspecteur trouvera dans les copies de remise qu'il aura préalablement apostillées, *sur pièces*, tous les élémens de la recette et de la dépense, il visera ledit compte, et le remettra, pour être soumis à la même formalité, au chef maritime de l'arrondissement ou du sous-arrondissement.

19. L'inspecteur ou sous-inspecteur devra, pour ajouter encore à l'authenticité des résultats portés au compte, y annexer un procès-verbal de *vérification* (2) constatant, pour chacun des chapitres de la comptabilité *gens de mer*, que la recette, suivant les états de remise déposés au bureau de l'inspection du sous-arrondissement, et la dépense, suivant les pièces justificatives des opérations des quatre trimestres *par lui vérifiés sur ces états*, forment bien les sommes respectivement indiquées par le trésorier, d'où résulte un excédant général de recette conforme au compte rendu.

20. Pour maintenir la concordance entre les élémens de la recette et de la dépense du chapitre *du compte général*, intitulé *remise de port à port*, tous les quartiers cesseront de s'adresser réciproquement des remises après le 30 novembre de chaque année. Il sera procédé, *par urgence*, à l'enregistrement de toutes celles qui, datées de novembre et des mois antérieurs, n'ar-

(1) Le chiffre du compte précédent sera toujours repris pour former le premier article du compte de l'année, sans qu'il y ait jamais lieu d'y apporter le moindre changement. (*Note du Bulletin des lois.*)

(2) Il doit être joint une ampliation de ce procès-verbal à chacune des expéditions du compte du service *gens de mer*. (*Idem.*)

riveraient au bureau de l'inspection du chef-lieu, et par suite à leur destination, que dans le cours de décembre. — Au moyen de ces deux dispositions, la totalité des remises devra figurer respectivement en recette et dépense au compte général de la même gestion; cependant, s'il en était quelques unes qui se trouvassent forcément reportées sur la gestion suivante, elles deviendraient l'objet d'explications détaillées sur le tableau de référence dressé par le trésorier général et revêtu de la certification du ministre (1).

21. Le versement du service *gens de mer* au service *invalides* des sommes non réclamées pendant le délai légal s'effectuera dans le mois de septembre de chaque année; de telle sorte que la dépense au service *gens de mer* et la recette correspondante au service *invalides* figurent simultanément dans la situation au 30 dudit mois. (*Circulaires des 14 juillet 1826, n° 1131, et 14 septembre 1827, n° 1875.*)

SERVICE Invalides.

22. Tous les chapitres de recette et dépense du service *invalides* continueront d'être soumis à un *ordonnancement de régularisation* par le ministre de la marine et des colonies.

23. Les états en demande d'ordonnances de régularisation seront expédiés deux fois par an et arrêtés comme suit : — Au 31 mars, pour le complément de l'exercice antérieur à l'année du compte, sauf le cas prévu par le deuxième paragraphe de l'article 5 ci-dessus ; — Et au 31 décembre, pour l'exercice courant.

24. Les pièces à l'appui desdits états seront pareillement établies par *exercice*.

25. Le paiement des demi-soldes, pensions et soldes de retraite, continuera d'avoir lieu suivant les règles rappelées dans l'article 25 de l'instruction du 15 février 1813.

26. Le mode de justification des paiemens est aussi maintenu. — Seulement, l'état de revue qui aura été dressé pour le quatrième trimestre de l'exercice antérieur à l'année du compte sera remis au trésorier le 15 mars. — Et, quant au second état de revue, lequel comprendra désormais les premier, deuxième et troisième trimestres de l'exercice correspondant à l'année du compte, il sera remis au trésorier le 15 décembre. — Les décomptes après décès continueront d'être payés sur mandats partiels, jusqu'au dernier jour de l'année.

27. Les états en demande d'ordonnances de régularisation pour le complément de l'exercice expiré seront arrêtés au 31 mars, et devront être parvenus à Paris au plus tard à la fin de mai. — Ceux de l'exercice courant, arrêtés au 31 décembre comme il a été dit, devront être réunis à Paris dans les cinq premiers jours de mars de l'année suivante.

28. Les redressements à opérer par suite de l'ordonnancement de régularisation seront exécutés à la réception de la dépêche du ministre portant notification des ordonnances expédiées, mais sous la distinction ci-après : — Pour les redressements applicables au complément de l'exercice antérieur à l'année du compte, on continuera de procéder par voie de rectifications dans les écritures, et les pièces à l'appui seront mises en rapport avec les ordonnances de régularisation. — Quant à ceux qui affecteraient l'exercice correspondant à l'année du compte, le chiffre constaté en fin de gestion devant rester invariable, il sera fait article desdits redressements dans la

(1) Voyez l'art. 33 ci-après, en ce qui traite du compte *effets à payer pour remises*. (*Note du Bulletin des lois.*)

gestion pendant laquelle la notification aura lieu, au moyen de mandats expédiés suivant les règles ordinaires du service (1).

COMPTES ACCESSOIRES. — Recettes à régulariser.

29. Pour la justification du compte *recettes à régulariser*, il sera rapporté, avec les mandats de recette et de dépense expédiés dans l'année, un bordereau général certifié par le ministre, et présentant *sommairement* par quartier ou résidence, — 1° Le solde au 31 décembre; — 2° Les recettes faites pendant la gestion annuelle; — 3° Le montant des dépenses, ou, en d'autres termes, des régularisations opérées; — 4° Et, *en détail*, la composition des sommes restant à imputer. — Il sera établi, dans chaque port ou résidence, un semblable bordereau sous la certification de l'autorité locale.

Trésoriers des invalides dans les colonies; consuls et agens faisant fonctions de trésoriers des invalides.

30. A l'égard de chacun des comptes *trésoriers dans les colonies, et divers faisant fonctions de trésoriers des invalides*, il sera produit un bordereau certifié par le ministre, pour conformité avec les comptes ou avec la correspondance parvenue dans les bureaux. — Ce bordereau présentera *sommairement* : — 1° Le solde au 31 décembre; — 2° Le total des recettes et des dépenses qui, dans le cours de l'année, auront figuré au crédit et au débit; — Et, *en détail*, la composition du solde par chaque colonie ou consulat. — Les mandats de recette et de dépense, expédiés sur ces comptes, seront rapportés à l'appui des bordereaux respectifs.

31. Les opérations des trésoriers des invalides dans les colonies, et celles des consuls et agens faisant fonctions de trésoriers des invalides, seront rattachées à la gestion pendant laquelle les pièces et les valeurs se trouveront réunies à Paris.

Effets à payer.

32. Le compte ouvert dans les écritures de Paris sous le titre *effets à payer* reste divisé en deux parties : — L'une exclusivement relative *aux remises du service gens de mer*, — L'autre, *aux versements de fonds privés*, qui ont pour objet la transmission de sommes inférieures à mille francs, en faveur des personnes attachées à la marine.

33. Il sera justifié de ce compte par la remise des traites acquittées à la cour, et par deux bordereaux revêtus de la certification du ministre, établissant *sommairement* pour chacune des deux parties : — 1° Le solde constaté au 31 décembre; — 2° Le montant des recettes faites pendant la gestion; — 3° Celui des dépenses faites pendant le même temps; — Et, *en détail*, la composition du solde, c'est-à-dire la nomenclature des traites restant à rentrer. — Il sera, de plus, en ce qui touche les traites pour remises du service *gens de mer*, fourni tels rapprochemens qui seraient jugés utiles pour suivre le mouvement des remises de port à port (2).

Avances faites au service marine et dépenses à régulariser.

34. Il sera justifié à la cour de chacun des comptes *avances faites au service marine et dépenses à régulariser*, par un bordereau général revêtu de la certification du ministre et présentant, d'une manière *sommaire*, par quartier ou résidence, — 1° Le solde débiteur constaté au 31 décembre; —

(1) Voyez ci-après l'art. 46. (*Note du Bulletin des lois.*)

(2) Voyez l'art. 20 ci-dessus. (*Idem.*)

2° Le montant des dépenses faites pendant la gestion (1); — 3° Les remboursements ou régularisations opérés; — Et, *en détail*, les articles restant à rembourser ou à régulariser. — Semblable bordereau sera établi dans chaque port ou résidence sous la certification de l'autorité locale.

A-comptes aux pensionnaires nécessiteux.

35. Pour la justification du solde de ce compte, il sera produit chaque année un état général, certifié par le ministre, des à-comptes payés à Paris, en vertu de ses ordres, aux pensionnaires nécessiteux, et dont la reprise n'a pu être faite au 31 décembre. — Semblable état sera établi dans chaque port ou résidence sous la certification de l'autorité locale. — La régularisation desdits à-comptes expédiés dans les limites des droits acquis, et jamais au-delà, aura toujours lieu au moyen des mandats de paiement du trimestre auquel ils se rapportent.

Compte courant entre le trésorier général et les trésoriers des ports.

36. Tous les ans, après l'ordonnancement de régularisation de l'exercice expiré, le *compte courant* sera dégagé des opérations consommées, par la fusion soit au crédit, soit au débit dudit compte, des excédans *partiels* de recette et de dépense que chaque quartier ou résidence se trouverait avoir sur le service *invalides*. — Cette fusion, dont le résultat annuel sera de ne laisser au *compte courant* que les opérations propres à la gestion, et au service *invalides* que l'excédant général de recette auquel s'applique l'arrêt de la cour des comptes, sera rappelée, dans chaque port ou résidence, au procès-verbal de fin de gestion et sur le compte sommaire du service *invalides* (2).

37. Pour justifier à la cour de l'exactitude respective des soldes constatés dans les ports et à Paris au 31 décembre de chaque année, le trésorier général devra fournir une balance détaillée des comptes courants, avec explication des différences résultant des articles passés dans les derniers mois de l'année, et qui n'auront pu, en raison des distances, être compris dans la même gestion par le trésorier général et par les trésoriers particuliers; le tout certifié par le ministre d'après les écritures contradictoirement tenues tant au bureau central des invalides que dans les ports. — Il sera rapporté, en outre, un bordereau sommaire, dressé dans chaque port, des opérations faites sur ledit compte pendant la gestion, tant en recette qu'en dépense.

Caisse des chiourmes.

38. Dans les ports où il existe des bagnes, les produits de la caisse dite des *chiourmes* continueront d'être versés entre les mains du trésorier des invalides; mais cette comptabilité étant étrangère à l'établissement des *invalides*, et se rapportant exclusivement à des intérêts privés, il n'en sera point fait article au compte général remis à la cour. — Afin de ramener l'encaisse des trésoriers de ces ports à représenter uniquement les fonds de l'établissement des invalides, les sommes provenant de la caisse des chiourmes, après avoir

(1) On rappelle ici, pour les opérations du compte *avances à la marine*, que les dépenses doivent avoir lieu, soit en vertu d'une autorisation générale (frais de conduite et autres se régularisant de mois en mois), soit en vertu d'une autorisation expresse du ministre donnée sous le timbre *invalides*, sauf les cas d'urgence pour les bris et naufrages, etc., mais à charge de rendre compte dans les vingt-quatre heures et d'assurer un prompt remboursement. (*Note du Bulletin des lois.*)

(2) Circulaire du 16 décembre 1825, n° 1974. (*Idem.*)

figuré dans toutes les situations successives de l'année, seront déduites des valeurs constatées au 31 décembre.

Disposition commune aux services prises, gens de mer, et invalides, et aux comptes accessoires créditeurs.

39. Les comptes annuels établis tant à Paris que dans les ports, pour les services *prises, gens de mer et invalides*, et les bordereaux de justification des *comptes accessoires*, dont le solde créditeur vient en augmentation des excédans de recette desdits services, seront certifiés par les trésoriers, et visés par l'administration qui déclarera que ces comptes et bordereaux comprennent toutes les recettes faites pendant la gestion annuelle, et toutes celles qui devaient l'être.

Comptes de valeurs.

40. Les soldes respectifs des comptes destinés à suivre le mouvement des valeurs appartenant à *l'établissement des invalides*, savoir : — Compte caisse (dans les ports et à Paris); — Compte rôles d'équipage des navires du commerce (dans les ports et à Paris); — Compte effets à recevoir (dans les ports et à Paris); — Compte préposés des trésoriers des ports; — Compte cinq pour cent, capital au pair des inscriptions appartenant aux caisses de dépôt (Paris); — Compte caisse centrale et de service du trésor royal (Paris); — Seront justifiés à la cour par les procès-verbaux dressés à la fin de la gestion, comme il a été dit plus haut (*article 8*). — Toutefois, il sera rapporté en outre, savoir : — 1° Pour le compte rôles d'équipage, — Des bordereaux présentant le détail, par espèce, des rôles déposés chez le trésorier général à Paris, et de ceux restant à délivrer dans les ports (1); — 2° Pour le compte cinq pour cent, — Un relevé des recettes et dépenses en inscriptions faites pendant la gestion, indiquant l'application aux services et comptes, des arrérages encaissés les 22 mars et 22 septembre de chaque année, plus la situation, par services et comptes au 31 décembre, de toutes les valeurs en inscriptions appartenant à *l'établissement des invalides*; — 3° Et, pour le compte courant, avec la caisse de service, — Une situation spéciale, reconnue par le premier commis des finances, directeur du mouvement général des fonds, et certifiée par le ministre de la marine et des colonies.

TITRE III. — Du compte général de l'établissement des invalides.

41. Le trésorier général des invalides continuera de rendre le compte de toutes les recettes et de toutes les dépenses de *l'établissement*. En conséquence, ce comptable ouvrira, après la clôture de la gestion, un journal *supplémentaire* où seront portées, au fur et à mesure de l'arrivée des situations, les opérations faites par les trésoriers des ports jusqu'au 31 décembre. — On y portera également, d'après les procès-verbaux rectificatifs dont il a été parlé dans l'article 9, les articles de redressement passés, tant à Paris que dans les ports, pour établir la concordance entre les comptes

(1) Pour maintenir la centralisation à Paris de tout ce qui se rapporte à la comptabilité des rôles d'équipage, le trésorier général fera dépense sur le service *invalides*, chapitre *dépenses diverses*, non seulement des frais d'impression, mais encore des frais de timbre et de transport; il se chargera ensuite, au chapitre *recettes diverses*, au fur et à mesure des livraisons ou envois par l'imprimerie royale, — 1° Du prix des rôles d'après le tarif du 7 janvier 1803 (17 nivose an 11); — 2° D'une somme égale aux frais du timbre dont le prix des rôles se sera trouvé accru. — Ces feuilles continueront d'être adressées, comme écus, aux trésoriers des ports par le moyen du compte courant. (*Note du Bulletin des lois*.)

dressés sur pièces, et les excédans constatés au 31 décembre d'après les écritures.

42. Ce journal supplémentaire sera clos le dernier jour du mois de février; — Et les procès-verbaux rectificatifs des ports devront être parvenus à Paris avant le 20 février.

43. Le compte général de *l'établissement des invalides* sera remis à la cour des comptes dans les six mois qui suivront la clôture de la gestion; — Et, à cet effet, les comptes annuels des ports pour les trois services, ensemble les pièces justificatives à fournir à l'appui, devront être réunis à Paris dans les cinq premiers jours de mars de l'année suivante.

44. Le compte général devra présenter : — 1° Le tableau des valeurs existant en caisse et en portefeuille, ainsi que les soldes des comptes accessoires reconnus *débiteurs* au 31 décembre; — 2° Les recettes faites pendant le cours de l'année sur les divers chapitres des services *prises, gens de mer et invalides*; — 3° Les dépenses faites pendant le même temps sur lesdits services; — Le tout avec la distinction des exercices pour le service *invalides*; — 4° L'excédant de chacun des services *prises, gens de mer et invalides*; — 5° Le chiffre des recettes et des dépenses, et le solde de chacun des comptes accessoires *créditeurs*; — 6° Enfin le montant des valeurs qui auront été constatées par les procès-verbaux de situation au 31 décembre, et les soldes des comptes accessoires reconnus *débiteurs* à la même époque.

45. Quant au compte courant entre le trésorier général et les trésoriers des ports, dont l'objet est de faciliter les mouvemens de fonds, mais qui n'affecte pas l'avoir de *l'établissement des invalides*, il en sera fait mention, pour ordre, en dehors des résultats ci-dessus.

46. Le trésorier général des invalides formera le compte collectif de *l'établissement des invalides*, savoir : — En ce qui touche les services *prises, gens de mer et les comptes accessoires*, d'après les pièces dont le rapport est exigé au titre des justifications; — En ce qui touche le service *invalides*, — Pour le complément de l'exercice antérieur à l'année du compte, d'après les ordonnances de régularisation délivrées par le ministre de la marine; — Et pour l'exercice correspondant à l'année du compte, d'après les états en demande d'ordonnances, sans égard aux redressements qui auront pu être prescrits par suite de l'ordonnancement de régularisation. — Mais les ordonnances de régularisation que le ministre aura délivrées pour cette dernière partie de la gestion seront rapportées à l'appui du compte général avec ampliation des dépêches portant notification des reprises à exercer.

47. Le trésorier général produira, en outre, une expédition de *l'état des recettes et des dépenses présumées du service invalides* qui est soumis chaque année à l'approbation du roi, conformément à l'article 136 du règlement du 17 juillet 1816.

48. Le compte remis à la cour sera certifié par le trésorier général des invalides et visé par le ministre, avec une mention spéciale pour la recette, énonçant que ledit compte comprend *toutes les recettes faites dans la gestion et toutes celles qui devaient l'être*.

49. Les dispositions du règlement du 17 juillet 1816, et toutes autres qui seraient contraires au présent, sont et demeurent rapportées.

50. Le ministre secrétaire d'état de la marine et des colonies est chargé de l'exécution du présent règlement qui sera mis en vigueur à compter du 1^{er} janvier 1830.

Règlement du roi du 17 juillet 1816 portant instruction sur l'administration et la comptabilité de l'établissement des invalides de la marine (1).

DE PAR LE ROI.

Sa majesté s'étant fait représenter son ordonnance du 22 mai 1816, et voulant recueillir, dans un seul et même règlement, toutes les dispositions relatives à l'administration et à la comptabilité de la caisse des invalides de la marine, afin de garantir la perception et le bon emploi des fonds d'un établissement qu'elle a rendu à sa destination primitive et dont les gens de mer sont appelés à recueillir les avantages, elle a arrêté les dispositions dont la teneur suit :

TITRE 1^{er}. — Administration de l'établissement.

Art. 1^{er}. L'établissement des invalides de la marine continue d'être formé de trois services distincts, savoir : — Caisse des prises, — Caisse des gens de mer, — Caisse des invalides.

2. L'administration et la comptabilité de l'établissement des invalides, replacées dans les attributions exclusives du département de la marine par l'ordonnance du 22 mai 1816, sont confiées, sous les ordres du ministre secrétaire d'état de ce département, — A Paris, au directeur général de l'établissement et au chef de la division des invalides; — Dans les ports, aux intendans de la marine, commissaires généraux et commissaires principaux des arrondissemens et sous-arrondissemens, et, sous leurs ordres, aux commissaires et officiers d'administration chargés du service des classes. — Les contrôleurs et sous-contrôleurs de la marine, spécialement chargés, par l'ordonnance du 29 novembre 1815 *sur la régie des ports et arsenaux*, de veiller aux intérêts de l'établissement des invalides, en inspectent les recettes et les dépenses; ils prennent connaissance de tous les détails d'administration, et transmettent, s'il y a lieu, leurs observations au ministre; ils accélèrent les liquidations, répartitions et versements; ils guident les commissaires des classes dans les poursuites et diligences que ceux-ci ont à faire; ils interviennent d'office toutes les fois que leur action peut être utile à l'établissement; enfin, ils sont appelés à activer et à régulariser, de concert avec l'administration des classes de leur ressort, toutes les parties du service des invalides de la marine. — Les administrateurs des quartiers doivent correspondre, tant avec les intendans et administrateurs supérieurs, qu'avec les contrôleurs et sous-contrôleurs, sur les différens objets concernant le service. (*Loi du 13 mai 1791, titre V.*)

3. Le trésorier général, à Paris, est chargé de l'ensemble de la comptabilité. — Le trésorier général et les trésoriers des ports sont, en même temps, caissiers des prises et des gens de mer. (*Edit de 1720; règlement du 1^{er} juin 1782; loi du 13 mai 1791; arrêté du 5 août 1795 (18 thermidor an 3).*) — Le trésorier général est nommé par le roi. — Les trésoriers particuliers sont à la nomination du ministre secrétaire d'état de la marine. — Ils peuvent être chargés du service des invalides dans plusieurs quartiers des classes. Ils sont tenus d'avoir, dans chaque quartier de leur ressort où il est jugé nécessaire d'en établir, un préposé chargé, sous leurs ordres et leur responsabilité, des opérations locales de comptabilité. Ce préposé, qui est au choix du trésorier et révocable à sa volonté, est soumis à l'inspection de l'officier d'administration du quartier où il réside. — Les trésoriers des ports corres-

(1) Ce règlement a été inséré dans les *Annales maritimes* de 1816, page 311, n° 63. (*Note du Bulletin des lois.*)

pondent avec le trésorier général sur tous les objets de leur comptabilité, comme aussi avec les administrateurs dans le ressort desquels ils se trouvent placés.

4. Le trésorier général et les trésoriers particuliers fournissent un cautionnement dont la nature et la quotité sont déterminées par le ministre secrétaire d'état de la marine.—La portion du cautionnement qui doit être réalisée soit en numéraire, soit en inscriptions sur le grand-livre de la dette publique, est déposée à l'administration des cautionnements, établie par l'ordonnance du 8 mai 1816. — Les actes relatifs à la portion du cautionnement fournie en immeubles sont déposés au contrôle de chaque arrondissement ou sous-arrondissement. Expédition en est adressée au ministre secrétaire d'état de la marine.—L'acte du cautionnement immobilier du trésorier général est déposé au ministère.

5. Les consuls de sa majesté en pays étrangers remplissent les fonctions de trésoriers des invalides, et perçoivent, en cette qualité, tous les produits revenant aux trois caisses. (*Edit de 1720, titre X.*) — Les receveurs ou payeurs des colonies peuvent être désignés par le ministre pour remplir les mêmes fonctions.

6. Le but du présent règlement étant de généraliser les principes et de centraliser l'administration de manière à lui donner une marche uniforme et régulière, à prévenir les erreurs, réparer les omissions, et tenir les administrateurs en chef et les contrôleurs et sous-contrôleurs au courant de toutes les opérations d'une comptabilité particulièrement soumise à leur surveillance, la hiérarchie du service sera établie de telle sorte que les quartiers où résident les préposés soient au quartier où réside le trésorier ce qu'est celui-ci aux chefs-lieux d'arrondissement ou de sous-arrondissement. (*Circulaire du 2 août 1796 (15 thermidor an 4).*) — En conséquence, l'administrateur supérieur et le contrôleur ou sous-contrôleur feront passer, par la voie du quartier de la résidence du trésorier, les ordres et remises qui devront être transmis aux autres quartiers de son ressort, afin que ledit trésorier soit toujours instruit des dispositions qui pourraient être faites sur des fonds dont il est responsable.—A l'égard des pièces de comptabilité nécessaires à l'expédition des ordonnances à délivrer chaque semestre par le ministre secrétaire d'état de la marine, pour la régularisation des recettes et des dépenses, elles sont réunies par l'intendant ou administrateur supérieur de chaque arrondissement ou sous-arrondissement, pour être par lui transmises collectivement au ministre. (*Instruction du 15 février 1813.*)

TITRE II. — *Caisses de dépôt.*

CAISSE DES PRISES.

7. La caisse des prises est destinée à recevoir en dépôt le produit brut des prises faites par les bâtimens du roi, jusqu'à la clôture des liquidations administratives qui en déterminent l'application. (*Arrêté du 5 août 1795 (18 thermidor an 3).*) — Elle reçoit aussi, pour les armemens en course, le produit des ventes provisoires de prises qui peuvent être opérées avant le prononcé des jugemens de confiscation. (*Arrêté du 27 mars 1800 et règlement du 22 mai 1803 (6 germinal an 8 et 2 prairial an 11).*)

8. Le produit brut des prises faites par les bâtimens du roi est versé dans ladite caisse, à mesure des ventes, sur les mandats du commissaire des classes, qui sont délivrés au caissier des prises, avec expédition des procès-verbaux de vente.— Lorsque les navires capturés, ou des objets en provenant, ont été retenus pour le service de la marine, les procès-verbaux de

vente sont remplacés par les procès-verbaux d'estimation, sur lesquels la marine a remboursé le prix desdits objets.

9. Après la réalisation de tous les produits, la liquidation est arrêtée par le conseil d'administration de l'arrondissement ou du sous-arrondissement : elle est notifiée par le contrôleur, ou sous-contrôleur, au commissaire des armemens et prises, et au commissaire des classes.

10. Le commissaire des armemens et prises dresse de suite l'état de répartition de la somme allouée aux capteurs : il transmet cet état au bureau des classes.

11. Le commissaire des classes délivre au caissier des prises, — Les mandats nécessaires pour le paiement des frais de vente et autres dépenses allouées dans la liquidation ; — L'expédition de l'état de répartition, avec un mandat de versement dans la caisse des gens de mer de la somme revenant aux capteurs ; — Enfin, l'ordre de versement dans la caisse des invalides du montant des droits de ladite caisse. — En sorte que les produits bruts déposés à la caisse des prises sortent de ladite caisse, — 1° Par le paiement des frais de vente ; — 2° Par le versement de la somme à répartir aux capteurs ; — 3° Par celui des droits de la caisse des invalides.

12. Lorsque les prises faites par les corsaires sont vendues avant le jugement de confiscation, pour cause d'avaries ou autres motifs légitimes, le produit de ces ventes provisoires est déposé à la caisse des prises.

13. Le montant des ventes provisoires est remis aux armateurs après le prononcé du jugement de confiscation, à moins que des circonstances particulières n'exigent, pour la garantie des droits des équipages et de la caisse des invalides, que le dépôt soit prolongé jusqu'à la reddition des comptes définitifs.

14. Lorsque le résultat desdits comptes a fait connaître les sommes dont les armateurs restent redevables sur l'ensemble de la croisière, soit aux équipages, soit à la caisse des invalides, le commissaire des classes, en délivrant au caissier des prises l'état des sommes dues par les armateurs, expédie des mandats d'imputation sur les fonds déposés, pour les sommes à verser, soit dans la caisse des gens de mer, soit dans celle des invalides, jusqu'à due concurrence ; et, s'il y a excédant, il délivre un mandat pour opérer la remise aux armateurs des fonds restans.

15. La recette et la remise des dépôts s'opèrent sur les mandats du commissaire des classes.

CAISSE DES GENS DE MER. (*Règlement du 1^{er} juin 1782; idem du 22 mai 1803 (2 prairial an 11), articles 107 et 108.*)

16. Les recettes de la caisse des gens de mer se forment : — 1° Des appointemens, supplémens, traitemens et salaires dus aux officiers, officiers-mariniers, marins et militaires, provenant des bâtimens du roi et des navires du commerce, absens lors des paiemens ; — 2° Des mois de famille ; — 3° De la totalité des parts de prises acquises à bord des bâtimens de sa majesté ; des parts dévolues aux absens, et éventuellement de celles revenant aux présens dans les prises faites par les corsaires ; — 4° Des gratifications dues aux marins et militaires absens ; — 5° Des sommes également acquises par les absens pour demi-solde à la caserne, demi-solde à l'armement ou en commission, solde à terre et journées d'ouvriers, réduction de rations, et indemnités pour pertes d'effets ; — 6° Des produits de successions ; — 7° Des produits de bris et naufrages.

17. Le décompte des appointemens, supplémens, traitemens et salaires s'opère, soit à la fin de l'année, soit au moment du désarmement des bâti-

mens. — Les sommes revenant aux absens sont consignées dans des états nominatifs, dressés, pour les bâtimens du roi, par les bureaux des armemens, et, pour les navires du commerce, par les bureaux des classes.

18. L'état des mois de famille est formé par les mêmes bureaux, chacun en ce qui le concerne.

19. Les états nominatifs de répartition respectivement dressés par les bureaux des prises et des classes déterminent le montant des parts de prises à déposer dans la caisse, soit pour les bâtimens du roi, soit pour les corsaires.

20. Les sommes qui doivent être versées pour gratifications, demi-solde à la caserne, demi-solde à l'armement ou en commission, soldé à terre et journées d'ouvriers, réduction de rations, etc., sont comprisés tous les mois dans des états dressés, suivant la nature des services, par les bureaux des classes, des armemens, des revues, et des chantiers et ateliers.

21. Au désarmement de chaque bâtiment du roi, l'inventaire des effets et hardes appartenant aux marins, militaires et passagers morts pendant le cours de la campagne, est remis au bureau des armemens du port où le bâtiment désarme, et lesdits effets et hardes, après avoir été timbrés du nom de l'individu décédé, ainsi que du folio et numéro du registre des inventaires, sont déposés au magasin général. — Les effets et hardes provenant d'individus embarqués sur les navires du commerce sont déposés, avec l'inventaire, au bureau des classes du port où le désarmement a eu lieu. (*Règlement du 23 août 1739.*)

22. Les espèces monnayées trouvées sur les décédés, et le produit de leurs effets et hardes qui auraient été vendus dans le cours du voyage, pour cause de déperissement ou pour tout autre motif, sont remis, lors du désarmement, au caissier des gens de mer.

23. Les effets et hardes déposés au magasin général ou au bureau des classes, et qui n'ont point été réclamés, sont vendus, après un an de dépôt, ou plus tôt s'il est jugé nécessaire, d'après les ordres de l'administrateur en chef de la marine, par les soins et en présence du commissaire des classes, qui dresse un procès-verbal où les différens articles sont consignés séparément. Le produit de la vente est également remis au caissier des gens de mer.

24. En cas de naufrage, le commissaire des classes du quartier où cet événement a eu lieu est chargé, à défaut des armateurs, propriétaires, subrécargues ou correspondans, des opérations du sauvetage, quelle que soit la qualité du navire; et, jusqu'à son arrivée, le syndic des gens de mer donne les premiers ordres, et requiert, s'il en est besoin, l'assistance des autorités locales, pour pourvoir au sauvetage et pour empêcher le pillage des objets sauvés. (*Arrêté du 7 mai 1801 (17 floréal an 9).*) — Il en est de même pour les bris et échouemens d'objets arrivés isolément au rivage, et pour les épaves trouvées en mer.

25. Les bois de construction et autres objets appartenant au roi sont remis sur-le-champ à l'administration de la marine, qui en doit faire acquitter le sauvetage, conformément aux dispositions du tarif arrêté par le ministre secrétaire d'état de la marine, le 22 février 1816.

26. Les objets provenant de naufrages, bris, échouemens, etc., non appartenant au roi, sont déposés dans un magasin à deux clefs, dont l'une est remise à l'administrateur de la marine, et l'autre au chef du service des douanes de la résidence, après que la nature, le nombre et la quotité desdits objets ont été constatés par le procès-verbal de sauvetage. — La durée du dépôt en magasin est d'un an et un jour, après lequel délai, et à défaut de

réclamation de la part des propriétaires, les objets sauvés sont vendus. (*Règlement du 23 août 1739.*) — Après l'an et jour de non réclamation, les bois de construction et autres objets propres au service peuvent être acquis par l'administration de la marine, qui les prend sur estimation, en en payant immédiatement la valeur; sinon ils sont vendus comme les autres objets. — Lorsque, pour éviter des pertes ou détériorations, les objets sont vendus en tout ou en partie, immédiatement après le sauvetage, le produit net de la vente entre sur-le-champ dans la caisse des gens de mer. — Si les objets ont été sauvés à la mer avec risques et périls, les sauveteurs reçoivent, à titre d'indemnité, le tiers brut du produit de la vente. (*Ordonnance de 1681.*) — Quant aux objets sauvés à vue de terre et sans risques, il est accordé aux sauveteurs, pour leurs peines et soins, sur le produit de la vente, une gratification réglée par le ministre secrétaire d'état de la marine, d'après la proposition de l'administrateur supérieur de l'arrondissement ou sous-arrondissement.

27. Les produits qui composent les recettes de la caisse des gens de mer y sont versés comme dépôt à la conservation des droits des parties intéressées. — Les contrôleurs et sous-contrôleurs de la marine sont chargés, tant en privé nom que de concert avec le commissaire des classes, d'en poursuivre le versement auprès de l'administration et des particuliers. — Les capitaines, maîtres et patrons des navires du commerce, sont personnellement responsables du versement de la solde due aux absens, et des produits de successions et inventaires. — Ceux qui ne pourraient prouver, par une décharge valable mise au bas de leur rôle de désarmement, qu'ils ont pleinement satisfait à cette obligation, ne seraient pas susceptibles d'obtenir de nouveaux rôles. (*Edit de 1720.*)

28. Les recettes de la caisse des gens de mer s'effectuent sur les mandats du commissaire des classes, accompagnés, pour chaque versement, d'un état de remise dressé, soit d'après les états nominatifs des différens détails pour la solde à la mer, les mois de famille, parts de prises, gratifications, demi-solde à la caserne, demi-solde à l'armement ou en commission, solde à terre, journées d'ouvriers, réduction de rations et indemnités pour perte d'effets, soit d'après des inventaires pour les successions, et des procès-verbaux pour les bris, naufrages, échouemens et épaves.

29. Les dépenses de la caisse des gens de mer se composent, pour chaque quartier, — 1° Des paiemens faits manuellement aux parties intéressées; — 2° Des remises faites aux autres ports; — 3° Des versements à la caisse des invalides.

30. Les sommes dues aux gens de mer, aux militaires, etc., ou à leurs familles, doivent leur être payées à domicile (1); il est fait, en conséquence, dans les ports où les versements s'effectuent directement, des extraits de chaque état de remise, pour être adressés dans les quartiers de la résidence des individus dénommés audit état. Les extraits sont envoyés, tant aux commissaires respectifs des quartiers de l'arrondissement, qu'aux intendans et administrateurs supérieurs des autres arrondissemens ou sous-arrondissemens, qui font ensuite, dans les quartiers de leur dépendance, la distribution des remises, de la même manière qu'elle s'est primitivement opérée sur la remise originelle.

31. Pour l'exécution de l'article précédent, toute remise opérée dans un

(1) Il est bien entendu que, pour les individus qui ne sont pas domiciliés dans le ressort d'un quartier, les paiemens se font au chef-lieu du quartier le plus voisin de leur résidence. (*Note du Bulletin des lois.*)

arrondissement ou sous-arrondissement, soit qu'elle provienne d'un versement direct du port chef-lieu, soit qu'elle ait été transmise d'un autre point, doit être enregistrée et déposée au bureau du contrôle, qui en délivre des extraits collationnés pour chacun des quartiers entre lesquels la remise se distribue. Ces extraits, adressés aux commissaires des classes, sont remis, avec le mandat de recette, au trésorier des invalides, qui effectue à son tour, s'il y a lieu, entre ses préposés, la subdivision des remises qui lui ont été faites; aucune remise ne pouvant être adressée directement dans les quartiers où résident les préposés.

32. Les administrateurs supérieurs de la marine doivent tenir la main à ce que les extraits des remises soient exactement dressés, pour être par eux expédiés conformément aux dispositions de l'article 30, de sorte que les gens de mer et autres intéressés n'éprouvent aucun retard dans les paiemens qu'ils doivent recevoir à domicile.

33. Sur les sommes appartenant aux gens de mer, en dépôt à la caisse, il peut être accordé à leurs familles des secours qui sont réglés par l'administration de la marine, proportionnellement aux besoins des réclamans et à la quotité des sommes déposées. — Ces secours sont payés à domicile comme les mois de famille. (*Circulaire du 10 avril 1806.*)

34. La solde de campagne, les allocations y assimilées, les mois de famille, les parts de prise, les gratifications, la demi-solde, la solde à terre, les journées d'ouvriers, le montant des réductions de rations et indemnités, et les produits de successions, restent déposés à la caisse des gens de mer pendant deux ans, à partir de l'encaissement des sommes versées. (*Règlement du 15 décembre 1786.*)—Les objets provenant de naufrages, bris et échouemens, sont déposés en nature, pendant l'an et jour, dans un magasin spécial; après quoi ils sont vendus ainsi qu'il a été exprimé en l'article 26. (*Règlement du 23 août 1739.*) — La valeur de ceux desdits objets qui sont vendus immédiatement après le naufrage, versée dans la caisse des gens de mer, y demeure déposée un an et jour, comme les objets eux-mêmes l'auraient été en magasin.

35. Lorsqu'un navire naufragé et tout autre objet provenant de bris ou naufrage est reconnu propriété ennemie, et qu'en cette qualité, considéré comme prise, il n'est point susceptible de restitution, il n'y a pas lieu au délai de dépôt pendant l'an et jour, et le produit ou la partie du produit revenant à la caisse des invalides y est versé aussitôt après la liquidation terminée. Les fonds ne restent, en conséquence, dans la caisse des gens de mer, que le temps nécessaire pour terminer les opérations relatives à la liquidation, et pour connaître le produit net qui doit entrer, tous frais prélevés, dans la caisse des invalides. (*Circulaire du 6 décembre 1813.*)

36. Pendant la durée légale du dépôt, les sommes dues aux gens de mer et autres intéressés, pour allocations personnelles, leur sont payées sur un ordre ou mandat du commissaire des classes. — Les produits d'inventaires non vendus sont délivrés aux ayans-cause, d'après un ordre de l'administrateur du détail qui en a fait opérer le dépôt. — Les sommes provenant de successions, et versées dans la caisse des gens de mer, ne peuvent en sortir que par un mandat du commissaire des classes. — C'est également sur les ordres ou mandats de cet administrateur que s'effectue, pendant la durée du dépôt légal, la restitution des objets provenant de naufrages, bris et échouemens, ou du produit de ces objets, déposé dans la caisse des gens de mer. Toutefois, les commissaires des classes sont tenus, après avoir vérifié les titres des réclamans, de prendre sur ces restitutions l'avis du contrôleur ou sous-contrôleur, et les ordres de l'administrateur supérieur de la marine.

37. Les parts de prises des marins, comme leurs salaires, sont insaisissables, sans égard aux réclamations ou oppositions formées par ceux qui se prétendraient porteurs d'obligations desdits marins, si ce n'est pour dettes contractées par eux ou par leurs familles, à titre de loyers, subsistance et vêtemens, et ce du consentement du commissaire des classes, lequel en aura préalablement fait apostille sur les registres et matricules des gens de mer. (*Arrêté du 28 février 1801 (9 ventose an 9); règlement du 22 mai 1803 (2 prairial an 11), etc.*)—Toute vente et tout achat de parts de prises sont formellement interdits; les paiemens doivent être faits aux marins eux-mêmes; et, à moins d'une décision spéciale du ministre secrétaire d'état de la marine, il ne sera admis de procurations que celles qui seront données aux familles.

38. Au 31 décembre de chaque année, les sommes déposées à la caisse des gens de mer, qui n'ont pas été réclamées pendant les délais fixés par l'article 34, sont versées à la caisse des invalides.—Le produit des ventes d'objets provenant des naufrages, effectuées après un an et jour de dépôt dans les magasins, n'entre point dans la caisse des gens de mer; il est immédiatement versé dans la caisse des invalides.

39. Les commissaires des classes adressent à l'administrateur supérieur de l'arrondissement ou sous-arrondissement un état détaillé des sommes déposées à la caisse des gens de mer, qui n'ont pas été réclamées dans les délais prescrits.—Ces états sont, transmis au ministre secrétaire d'état de la marine, pour l'expédition de l'ordonnance qui doit charger en recette le trésorier des invalides.

TITRE III. — Caisse des invalides.

RECETTE.

40. Les revenus de la caisse des invalides sont de deux sortes: les revenus fixes et les revenus éventuels. (*Loi du 13 mai 1791.*)—Les revenus fixes se composent de rentes perpétuelles sur l'état, provenant d'économies faites sur les fonds de la caisse, et des produits résultant d'autres placemens, tels que loyers de maisons achetées par la caisse des invalides, intérêts et dividendes annuels des actions appartenant à ladite caisse dans le bail de la compagnie des salines de l'Est, etc.—Les revenus éventuels, déterminés par l'article 5 de l'ordonnance du 22 mai 1816, sont : — 1^o Trois centimes par franc sur toutes les dépenses de la marine et des colonies, tant pour le personnel que pour le matériel. (*Édit de 1720; loi du 13 mai 1791; arrêté du 17 janvier 1801 (27 nivose an 9).*) — 2^o Les droits établis sur les armemens du commerce et de la pêche, savoir : sur les gages des marins du commerce naviguant à salaire, trois centimes par franc. (*Édit de 1720; loi du 13 mai 1791; arrêté du 17 janvier 1801 (27 nivose an 9).*)—Sur le bénéfice des marins du commerce naviguant à la part, — Pour chaque capitaine, maître ou patron, un franc quatre-vingts centimes par mois; — Pour chaque officier-marinier, quatre-vingt-dix centimes par mois; — Pour chaque matelot indifféremment, quarante-cinq centimes par mois. (*Édit de 1720; arrêté du 10 décembre 1802 (19 frimaire an 11).*)—Sur les bateaux de pêche, — Pour ceux de vingt tonneaux et au dessous, un franc vingt centimes par tonneau et par an; — Pour ceux au dessus de vingt tonneaux, un franc cinquante centimes par tonneau et par an. (*Règlement du 20 octobre 1764; arrêté du 10 décembre 1802 (19 frimaire an 11).*)—3^o La totalité de la solde, des parts de prises et des gratifications revenant aux déserteurs des bâtimens, arsenaux et chantiers du roi. (*Règlement du 1^{er} juillet 1786; loi du 13 mai 1791.*)—La

moitié de la solde et des parts ou gratifications des déserteurs des navires du commerce. (*Loi du 13 mai 1791.*) — 4° Le produit non réclamé de la solde, des allocations y assimilées, des parts de prises, des gratifications, des journées d'ouvriers, des successions, et autres sommes acquises par les marins, ouvriers ou militaires, et déposées à la caisse des gens de mer. (*Édit de 1720; loi du 13 mai 1791.*) — 5° La totalité du produit non réclamé des bris et naufrages. (*Loi du 13 mai 1791.*) — 6° Les droits réglés sur le produit des prises, savoir : — Sur les prises faites par les bâtimens du roi, — Deux et demi pour cent du produit brut de toutes les prises quelconques. (*Loi du 13 mai 1791.*) — Un demi pour cent du même produit en faveur des caissiers. (*Loi du 25 octobre 1795 (3 brumaire an 4).*) — Et indépendamment des deux retenues ci-dessus, le tiers du produit net des corsaires, bâtimens et cargaisons pris sur le commerce ennemi. (*Arrêté du 28 février 1801 (9 ventose an 9).*) — Sur les prises faites par les corsaires, — Cinq pour cent du produit net desdites prises. (*Loi du 13 mai 1791; règlement du 22 mai 1803 (2 prairial an 11).*) — 7° La plus-value des feuilles de rôles délivrées pour les armemens et désarmemens des navires du commerce. (*Circulaire et tarif du 7 janvier 1803 (17 nivose an 11).*) — 8° Le produit des amendes et confiscations légalement prononcées pour contraventions aux lois et réglemens maritimes. (*Arrêté du 28 février 1801 (9 ventose an 9); règlement du 22 mai 1803 (2 prairial an 11); décret du 12 avril 1811, etc.*) — 9° Les produits de prises non répartissables, et généralement tous les produits qui ne trouvent point leur application dans la nomenclature précédente. (*Ordonnance du 28 avril 1760.*)

41. Le recouvrement des revenus fixes s'opère, pour les rentes, sur les avis du directeur du grand-livre, et en vertu des extraits d'inscriptions dont le trésorier général des invalides est dépositaire; pour le loyer des maisons et pour le produit des actions des salines, sur les mandats respectivement délivrés par les administrateurs de la marine et par ceux desdites salines.

42. La retenue de trois pour cent sur les dépenses de la marine et des colonies est exercée par les payeurs de la marine sur chacune des ordonnances qu'ils acquittent, et versée par eux, chaque mois, entre les mains des trésoriers des invalides, d'après des états détaillés soumis au visa de l'administration de la marine.

43. La retenue de trois pour cent sur les gages des marins du commerce employés au mois et au voyage s'opère à l'armement et au désarmement. — A l'armement, la retenue s'exerce sur les avances données par l'armateur, d'après le rôle arrêté au bureau des classes, et dont le trésorier des invalides reçoit une expédition qui lui sert à former l'état de dépouillement à rapporter à l'appui de son compte. — Au désarmement, la retenue s'effectue sur ce qui revient aux équipages, déduction faite des avances. — Les retenues qui doivent être opérées en raison du grade sur les armemens à la part, et en raison du tonnage sur les bateaux employés à la pêche du poisson frais, sont versées, pour les premiers, au désarmement, et pour les autres, soit au désarmement, soit à la fin de l'année, si l'armement se prolonge au-delà du terme d'un an. — Trois jours après l'arrivée de chaque bâtiment, le capitaine, maître ou patron doit remettre au bureau des classes son rôle d'équipage, pour qu'il y soit désarmé; expédition du rôle de désarmement est remise au trésorier des invalides, pour la perception des droits de la caisse.

44. Si le désarmement ne se fait pas dans le port où le bâtiment a été armé, il est transmis pour mémoire, au commissaire des classes du port

d'armement, une expédition du rôle de désarmement, qui sert à l'annotation des matricules. — Le trésorier des invalides du port de désarmement, qui a reçu les sommes revenant à la caisse, est tenu d'en adresser le certificat, visé par le commissaire des classes, au trésorier du port d'armement, afin que ce dernier en fasse mention pour mémoire dans ses comptes.

45. Au désarmement de chaque bâtiment du roi, ou au renouvellement du rôle d'équipage, si l'armement se prolonge au-delà du terme d'un an, il est fait sur ledit rôle d'équipage un relevé des gens de mer, sous-officiers, canonniers et soldats, qui ont déserté pendant la campagne; et le décompte de ce qui leur est dû jusqu'au jour de la désertion est versé dans la caisse des invalides.

46. Il est aussi fait recette sur états nominatifs, au profit de la caisse des invalides, de la solde due à terre aux sous-officiers, canonniers et soldats, ainsi qu'aux ouvriers des arsenaux et chantiers de sa majesté dont la désertion est constatée.

47. Les parts de prises revenant aux marins ou militaires déserteurs sont encore dévolues à la caisse des invalides; le versement en est fait sur un extrait de la répartition aussitôt qu'elle est établie.

48. Enfin, les gratifications qui peuvent revenir aux marins, soldats et ouvriers déserteurs, sont également acquises à la caisse des invalides; il en est dressé un état nominatif pour servir au versement.

49. La moitié de la solde des marins déserteurs des navires du commerce, ainsi que celle des parts de prises et gratifications revenant aux déserteurs des corsaires, appartient aux invalides de la marine; l'autre moitié est attribuée aux armateurs, en indemnité de leurs frais de remplacement.

50. Le versement de la solde s'effectue au désarmement de chaque bâtiment ou à la fin de l'année; celui des parts de prises et gratifications, dès que les répartitions sont établies.

51. Le montant de la solde, des mois de famille, des gratifications, parts de prises, produits de successions, etc., déposé à la caisse des gens de mer, ainsi qu'il a été exprimé au titre II, articles 16, 34 et 38, est versé à la caisse des invalides après l'expiration des deux années de dépôt; et pour régulariser ce mouvement, le ministre secrétaire d'état de la marine fait expédier une ordonnance de recette, à laquelle sont annexés les états nominatifs de versement.

52. Le produit des objets provenant de bris, naufrages, échouemens et épaves, vendus après un an et jour de dépôt dans les magasins, est versé à la caisse des invalides, sans passer par la caisse des gens de mer, comme il est dit au titre II, article 38. — La valeur des objets vendus immédiatement après le sauvetage, déposée dans la caisse des gens de mer, passe dans la caisse des invalides, à l'expiration du délai d'un an et jour, comme il a été exprimé au titre II, article 34. — Ces versements sont régularisés par des ordonnances du ministre secrétaire d'état de la marine.

53. Aussitôt que la liquidation des prises faites par les bâtimens de sa majesté est arrêtée par les conseils d'administration des arrondissemens ou sous-arrondissemens respectifs, l'administrateur supérieur de la marine fait opérer le versement des droits des invalides dont le montant est établi par un extrait de la liquidation, lequel est remis au trésorier pour être rapporté dans ses comptes.

54. Dans le versement des droits revenant aux invalides sur les prises faites par les bâtimens du roi, est compris, avec les deux et demi pour cent sur le produit brut de toutes les prises quelconques, et le tiers du produit net des corsaires et navires marchands ennemis, le demi pour cent aussi

retenu sur le produit brut de toutes les prises des bâtimens de sa majesté. Ce demi pour cent, destiné au paiement des attributions des caissiers des prises, est porté d'abord en recette, pour être ensuite ordonnancé en faveur desdits caissiers, ainsi qu'il est exprimé en l'article 81 ci-après.

55. A l'égard des prises faites par les corsaires, dès que la liquidation générale de chaque croisière a été arrêtée par le tribunal de commerce du port d'armement, l'armateur verse à la caisse des invalides le montant des cinq pour cent revenant à cette caisse sur le produit net des prises faites pendant ladite croisière. Extrait de cette liquidation, en due forme, est fourni au trésorier des invalides, pour être rapporté à l'appui de sa comptabilité.

56. Si, à l'armement du corsaire, il a été donné par l'armateur des avances à son équipage, ces avances, considérées comme parts de prises anticipées, sont assujéties à la même retenue de *cinq pour cent*. Il est tenu compte de cette retenue de la manière indiquée par les articles 40 et 43 ci-dessus, pour la retenue sur les marins naviguant à salaire; et la déduction s'en opère, lors de la liquidation générale, sur les droits résultant du produit total de la croisière. — Sont exceptés des dispositions du présent article les salaires accordés, par avances ou autrement, aux équipages des navires armés en guerre et marchandises; ces salaires ne sont assujétis qu'à la retenue ordinaire de *trois pour cent*, dont il est compté et justifié suivant les formes établies pour les armemens au mois et au voyage.

57. Le versement des droits revenant à la caisse des invalides sur les prises des corsaires est fait directement par le caissier des prises, dans les cas prévus par l'article 14 du présent règlement.

58. La caisse des invalides fait l'avance des frais d'impression et de timbre des feuilles destinées à l'expédition des rôles d'équipage des navires du commerce et des bateaux de pêche. — Pour couvrir la caisse de ses avances, et de la perte qui peut résulter du défaut d'emploi ou de la détérioration des feuilles, il est établi un tarif de distribution desdits rôles, et l'excédant du prix de distribution sur le montant des avances est dévolu à la caisse des invalides.

59. Les prix du tarif mentionné en l'article précédent sont établis en raison du format des feuilles, approprié à chaque espèce de navigation, pour contenir les détails nécessaires; il est en conséquence perçu à la distribution, pour le prix du papier et de l'impression, indépendamment des droits de timbre, lorsque les rôles en sont susceptibles, savoir : — Cinquante centimes par feuille de grand papier; — Quarante centimes par feuille de moyenne dimension; — Et trente centimes par feuille de petit papier. — En sus de ces prix, le trésorier des invalides, chargé de la distribution des feuilles, est autorisé à percevoir à son profit dix centimes par feuille pour indemnité de ses peines et soins, et de la responsabilité résultant de la manutention de ces rôles qui représentent des valeurs dans sa comptabilité. Il n'est point fait écriture de ces dix centimes, qui appartiennent privativement au trésorier, et dont il n'entre rien dans la caisse.

60. Les feuilles destinées à l'expédition des rôles d'équipage du commerce sont imprimées à Paris; le ministre secrétaire d'état de la marine en fait déposer chez les trésoriers des chefs-lieux d'arrondissement ou de sous-arrondissement un nombre proportionné aux besoins du service. — Sur les demandes des trésoriers des autres quartiers, transmises par les commissaires des classes, et indiquant le nombre de feuilles de chaque espèce, l'administrateur supérieur de la marine ordonne les envois nécessaires aux quartiers. — Ces feuilles sont timbrées par les soins du trésorier de chaque chef-lieu. Les administrateurs supérieurs, les contrôleurs et sous-contrôleurs de

la marine sont chargés de surveiller cette dépense qui ne doit s'opérer qu'au fur et à mesure des besoins, et dans les proportions les plus exactes, sans toutefois gêner en aucune manière l'expédition des bâtimens. — Il est dressé un état détaillé, par espèce de feuilles, des frais d'impression et de timbre, présentant comparativement le montant desdits frais avec le prix des rôles au tarif, et faisant ressortir la plus-value revenant à la caisse.

61. En exécution des réglemens, toute vente de parts de prises, faite à l'avance par les individus composant les états-majors et équipages des bâtimens du roi, les états-majors et troupes de terre ou de marine embarqués comme garnison, donne lieu à une amende de mille francs, à laquelle les acquéreurs sont condamnés, pour chaque transaction de ce genre, indépendamment de la perte des sommes qu'ils ont payées. (*Arrêté du 28 février 1801 (9 ventose an 9), article 42.*) — Tout armateur de corsaire qui engage à son service des déserteurs des bâtimens de sa majesté est passible d'une amende de trois mille francs pour chaque déserteur trouvé à son bord. (*Décret du 12 avril 1811, article 1^{er}.*) — Celui qui embarque un homme sans l'avoir préalablement présenté au bureau des classes, encore bien que cet homme ne soit pas reconnu déserteur, est également passible d'une amende de mille francs. (*Ibid., article 2.*) — Le produit de ces amendes, qui sont prononcées par les tribunaux compétens, est versé à la caisse des invalides. (*Ibid., articles 5 et 6.*) — Sont également versées à ladite caisse toutes les autres amendes prononcées par les tribunaux pour les diverses contraventions aux réglemens maritimes, ainsi que le produit des salaires et parts de prises revenant aux marins des corsaires, embarqués sous un faux nom ou une fausse indication de domicile. (*Règlement du 22 mai 1803 (2 prairial an 11), article 13.*) — La recette des amendes et confiscations s'opère sur les mandats du commissaire des classes, accompagnés d'extraits en forme des jugemens.

62. Les produits de prises, dont le montant à répartir donne moins de trois francs pour la part d'état-major, et moins de cinquante centimes pour la part d'équipage, ne sont point mis en répartition : sur les états qui en sont dressés, il en est fait recette au profit de la caisse des invalides pour l'intérêt de tous, comme sommes non partageables. (*Ordonnance du 28 avril 1760.*)

63. Les recettes de la caisse des invalides sont complétées, soit par les intérêts des obligations du trésor royal et de tous autres effets de même nature, soit par la restitution des sommes indûment payées rétablies après la clôture des exercices, soit par l'abandon des fractions de centime dévolues à ladite caisse, soit enfin par tous les produits quelconques qui ne trouvent point d'application dans la nomenclature précédente.

64. Chaque recette s'effectue sur un mandat du commissaire des classes, appuyé des pièces justificatives que la nature des produits peut comporter.

65. Les sommes provenant de la caisse des gens de mer, versées dans la caisse des invalides comme n'ayant pas été réclamées, sont remboursables sur les demandes qui en sont faites, appuyées de pièces justificatives. — Toutefois le remboursement desdites sommes, qui, pendant la durée du dépôt à la caisse des gens de mer, se consomme par l'expédition d'un ordre du commissaire des classes, est soumis, après le versement à la caisse des invalides, à la régularisation par ordonnances, comme toutes les autres dépenses de cette dernière caisse.

66. Les recettes de la caisse des invalides, spécialement confiées à l'administration des classes, sont sous la surveillance directe des contrôleurs et

sous-contrôleurs de la marine, qui interviennent aux époques fixées par les réglemens, soit auprès de l'administration, soit auprès des particuliers, pour assurer la prompte rentrée des sommes revenant à l'établissement. — Les armateurs, capitaines et patrons des navires marchands sont solidairement responsables de l'acquittement des droits revenant à la caisse. Il ne leur est fait aucune expédition nouvelle de rôle, jusqu'à ce qu'ils aient rempli leurs obligations précédentes, sans préjudice des poursuites qui peuvent être exercées contre eux pour le recouvrement desdits droits. (*Edit de 1720.*) — La même disposition s'applique aux armateurs des corsaires, qui demeurent d'ailleurs soumis aux réglemens spéciaux sur la course.

DÉPENSE.

67. Les dépenses à acquitter par la caisse des invalides sont : — 1° Les demi-soldes et pensions accordées aux marins, en raison de leurs services sur les bâtimens du roi ou sur les navires du commerce ; aux ouvriers classés, à leurs veuves et enfans, à leurs pères et mères ; les secours pour les enfans d'ouvriers ; le tout d'après les conditions et proportions déterminées par les ordonnances et réglemens. (*Loi du 13 mai 1791 ; loi du 12 février 1792 ; loi du 4 avril 1795 (15 germinal an 3).*) — 2° Les soldes de retraite et pensions, les traitemens de réforme maintenus, les gratifications accordées aux officiers militaires et civils et autres entretenus de la marine, à défaut de solde de retraite. (*Loi du 13 mai 1791 ; arrêté du 10 décembre 1802 (19 frimaire an 11) ; décret du 13 septembre 1810.*) — 3° Les gratifications et secours accordés aux entretenus de la marine, aux marins, soldats, ouvriers, à leurs veuves et à leurs enfans, conformément à la loi du 13 mai 1791 ; — 4° Le secours annuel de six mille francs attribué à l'hospice maritime de Rochefort, pour la subsistance et l'entretien de douze veuves infirmes et de quarante orphelines de marins, ouvriers et militaires de la marine. (*Arrêté du 28 juin 1801 (9 messidor an 9).*) — 5° Les gratifications allouées aux officiers et équipages des corsaires, en raison du nombre de prisonniers amenés dans les ports, et du nombre et calibre des bouches à feu capturées. (*Règlement du 22 mai 1803 (2 prairial an 11).*) — 6° Les appointemens attribués à la division ministérielle chargée de l'administration de l'établissement, les traitemens, taxations et rétributions accordés au trésorier général à Paris, et aux trésoriers particuliers dans les ports. (*Edit de 1720 ; loi du 13 mai 1791 ; décision du 12 novembre 1784 ; loi du 25 octobre 1795 (3 brumaire an 4) ; arrêté du 7 mai 1801 (17 floréal an 9) ; décision du 11 mai 1807.*) — 7° Les frais de bureau de la division, les frais de service du trésorier général et des trésoriers particuliers, les frais d'impression, soit des rôles d'armement et de désarmement du commerce, soit des états de situation, et généralement tous autres frais uniquement relatifs à l'administration de l'établissement. (*Loi du 13 mai 1791.*) — 8° Les remboursemens des sommes provenant de la caisse des gens de mer, comme n'ayant pas été réclamées pendant les délais prescrits. (*Règlement du 15 décembre 1786.*) — 9° Les autres remboursemens et dépenses diverses.

68. Les pensions payées sous le titre de demi-soldes sont accordées aux maîtres, officiers-mariniers, marins, ouvriers ou employés non entretenus. Ces demi-soldes, soit qu'elles résultent de l'ancienneté de service, soit qu'elles s'obtiennent pour blessures ou infirmités graves, se règlent sur la paie d'activité, dans les proportions déterminées par le règlement annexé à la loi du 13 mai 1791, qui doit être exécuté jusqu'à nouvel ordre. — En sus de cette fixation, il est accordé à chaque marin invalide, dans le cas de mu-

tilation, de blessures ou infirmités graves, un supplément de six francs par mois. — Il est aussi accordé à chaque marin invalide un supplément de deux francs par mois pour chaque enfant au dessous de dix ans, jusqu'à ce qu'il ait atteint cet âge.

69. Les demi-soldes des militaires de la marine sont fixées d'après les réglemens observés par le département de la guerre, tant pour la nature et la durée des services que pour la quotité du traitement; et néanmoins, lorsque le militaire a six années effectives de navigation sur les vaisseaux du roi, il jouit de l'avantage réservé aux marins qui obtiennent la demi-solde après vingt-cinq années de service au lieu de trente. (*Arrêté du 29 août 1803 (11 fructidor an 11).*)

70. Les ouvriers attachés au service des ports de Cherbourg, Brest, Lorient, Rochefort et Toulon, et qui y sont domiciliés depuis plus de quarante ans, jouissent, à titre de secours, d'un traitement de trois francs par mois pour chacun de leurs enfans au dessous de l'âge de huit ans. (*Loi du 12 février 1792.*)

71. Les veuves des demi-soldiers ou des hommes qui avaient le temps de service voulu pour la demi-solde; — Les pères et mères des hommes tués dans les combats ou morts d'accidens résultant évidemment du service; — Les orphelins de père et de mère dans le même cas, — Sont susceptibles des pensions déterminées par le règlement annexé à la loi du 13 mai 1791, qui sera provisoirement exécuté.

72. Les demi-soldes, pensions et supplémens indiqués par les articles 68, 70 et 71, se règlent, pour les gens de mer, leurs veuves et enfans, sur la proposition initiative de l'administration des ports, suivant les formes qui seront indiquées au titre V du présent règlement. — Les soldes de retraite des officiers, sous-officiers et soldats des troupes de la marine, sont réglées sur la proposition des conseils d'administration des corps, approuvée par les inspecteurs généraux.

73. Toutes ces dépenses se paient sur états de revue dressés par les commissaires des classes. — Il en est de même des soldes de retraite et pensions accordées aux officiers militaires et civils, maîtres et autres entretenus du département de la marine, ainsi qu'à leurs veuves et enfans, et des traitemens de réforme maintenus.

74. Le paiement des gratifications accordées aux officiers militaires et civils, et autres entretenus du département de la marine qui, n'ayant pas plus de dix ans de service, ne peuvent obtenir la pension ou solde de retraite, a lieu sur le mandat du commissaire des classes, acquitté par la partie prenante.

75. Conformément à la loi du 13 mai 1791, il est mis chaque année, sur les fonds de la caisse des invalides, une somme de soixante mille francs à la disposition du ministre secrétaire d'état de la marine, pour être distribuée en gratifications et secours. Cette somme est divisée en deux portions : l'une, de cinquante-quatre mille francs, est applicable aux secours accordés sur les propositions motivées des administrateurs de la marine, et aucune de ces gratifications ne peut excéder deux cents francs; — L'autre portion, de six mille francs, est disponible par le ministre, dans les cas de besoins assez urgens pour ne comporter aucun ajournement. — Aucun de ces derniers secours ne peut excéder cinquante francs.

76. Le secours annuel de six mille francs, accordé à l'hospice maritime établi à Rochefort pour l'entretien de douze veuves et de quarante orphelins de marins, est payable sur les revues arrêtées chaque semestre, en présence du contrôleur de la marine, par l'officier d'administration chargé

de constater que l'hospice contient le nombre déterminé de veuves et d'orphelines, et qu'elles remplissent les conditions requises pour y demeurer.

77. Les gratifications accordées aux équipages des corsaires français, d'après le nombre des prisonniers et celui des bouches à feu provenant des bâtimens ennemis, conformément à ce qui est déterminé par les réglemens sur la course, sont payées sur des états de répartition établis à raison du nombre de parts revenant à chacun dans le produit des prises, et lesdits états sont émargés des parties prenantes ou certifiés *de paiement* par le commissaire des classes.

78. Il n'y a d'autres appointemens à la charge de la caisse des invalides que ceux des agens du service de l'établissement, savoir : — Traitement des bureaux de la division des invalides ; — Traitement du trésorier général et des trésoriers particuliers dans les ports.

79. Le traitement des bureaux de la division continue d'être déterminé par le ministre secrétaire d'état de la marine. — Celui du trésorier général est également l'objet d'une décision spéciale.

80. Le traitement des trésoriers particuliers est aussi réglé par le ministre. Il se compose des appointemens fixes qui leur sont alloués en cette qualité, et d'un supplément de traitement également fixe qui leur est accordé, tant pour eux personnellement, comme caissiers des gens de mer, que pour leurs préposés dans les lieux où il est jugé convenable d'en établir.

81. Le trésorier général et les trésoriers des invalides, en même temps caissiers des prises et des gens de mer, jouissent, en ces deux dernières qualités, de taxations et attributions réglées ainsi qu'il suit : — Les trésoriers ont une attribution de demi pour cent, dont le montant est prélevé sur le produit des prises faites par les bâtimens du roi, ainsi qu'il est dit aux articles 40 et 54 du présent réglement. Ce demi pour cent leur est alloué comme il suit, savoir : — Un tiers, comme droit de recette, au caissier dépositaire des fonds réalisés ; — Les deux tiers restans, comme attribution au caissier distributeur. Ces deux tiers ne se perçoivent que par les caissiers qui font eux-mêmes les paiemens de parts de prises aux marins dénommés aux rôles de répartition, dans les quartiers de leur domicile, encore bien que ces quartiers ne dépendent pas des ports où les ventes ont été faites (1). — La rétribution du demi pour cent, payable dans les proportions ci-dessus déterminées, est acquittée par la caisse des invalides, qui en a reçu le montant dans les droits sur les prises, ainsi qu'il est dit au titre III, article 54. (*Loi du 25 octobre 1795 (3 brumaire an 4).*) — Les paiemens faits manuellement aux marins ou à leurs familles des fonds de la caisse des gens de mer, pour salaires, mois de famille, gratifications, parts de prises du commerce, produits d'inventaires, etc., donnent lieu à des taxations graduelles qui se calculent sur le montant desdits paiemens pendant l'année. Ces taxations graduelles sont de — Deux pour cent sur les premiers vingt mille francs ; — Un pour cent depuis vingt mille jusqu'à soixante mille francs ; — Trois quarts

(1) Il résulte de ce dernier paragraphe que les caissiers n'ont point droit à la rétribution de quinze centimes par cent francs sur les remises qu'ils font dans les autres ports pour parts de prises des bâtimens du roi. Le partage du demi pour cent prélevé sur ces prises est tout ce qui leur appartient, soit à raison d'un tiers, s'ils n'ont été que dépositaires, soit en totalité, s'ils ont été en outre distributeurs manuels. — Les prises du commerce n'étant point assujéties au prélèvement du demi pour cent, qui n'a lieu que sur les prises des bâtimens du roi, le caissier ne reçoit conséquemment ni le droit de dépôt du tiers du demi pour cent, ni l'attribution des deux tiers sur les paiemens manuels ; mais il perçoit les taxations graduelles pour les paiemens qu'il fait sur les parts versées à la caisse des gens de mer. (*Note du Bulletin des lois.*)

pour cent depuis soixante jusqu'à cent vingt mille francs; — Un demi pour cent sur tout ce qui excède cent vingt mille francs. (*Décision du 12 novembre 1784.*) — Sur les sommes remises dans les quartiers pour salaires, mois de famille, gratifications, parts de prises du commerce et produits d'inventaires, les caissiers des gens de mer qui opèrent ces remises ont une rétribution de quinze centimes par cent francs. (*Décision du 11 mai 1807.*) — Les taxations et rétributions ci-dessus énoncées sont payées des fonds de la caisse des invalides. — Semblable rétribution de quinze centimes par cent francs est allouée aux trésoriers sur les produits de bris et naufrages déposés dans la caisse des gens de mer; mais elle n'est perçue par eux que lors de la remise des fonds à qui de droit, et se prélève sur le montant de ces produits. (*Arrêté du 7 mai 1801 (17 floréal an 9).*) — Il ne leur est rien alloué sur les fonds de la caisse des gens de mer, versés dans celle des invalides faute de réclamation.

82. Les consuls ont pour toute indemnité, à raison tant du recouvrement des fonds appartenant à la caisse des invalides que de l'administration des prises dont ils sont chargés, une attribution de deux et demi pour cent du montant net de toutes leurs recettes (1). — Les chanceliers des consulats ont quinze centimes pour cent francs sur le dépôt fait dans leurs caisses des sommes provenant de ventes de prises ou de bris et naufrages. — Il est alloué aux receveurs ou payeurs coloniaux chargés du service des invalides, pour leur tenir lieu de tout traitement et indemnité, à raison des recettes qu'ils opèrent, des paiemens qu'ils effectuent et des comptes qu'ils ont à établir et à rendre, cinq pour cent du montant des remises qu'ils font en France, toutes dépenses acquittées, ainsi qu'il est exprimé au règlement spécial arrêté pour les colonies. — Ces diverses attributions sont perçues par lesdits consuls, receveurs ou payeurs, au moyen de la retenue qu'ils en opèrent sur leurs remises en France, et qu'ils portent en dépense dans leurs comptes; mais l'allocation définitive de ces droits reste subordonnée à la régularisation desdits comptes, soumis au ministre secrétaire d'état de la marine.

83. Les frais ordinaires d'administration sont ceux qui concernent le service des bureaux de la division des invalides, en registres, papiers, impressions, etc., et les frais de service du trésorier général ainsi que des trésoriers particuliers. — Les frais de bureau de la division sont acquittés en vertu des décisions du ministre secrétaire d'état de la marine, d'après les états et pièces justificatives qui en sont fournis. — Les frais de service du trésorier général et des trésoriers particuliers sont réglés d'une manière fixe par une décision spéciale.

84. Les frais extraordinaires relatifs au recouvrement des sommes dues à l'établissement, tels que frais de poursuites, de saisies et autres de cette nature, sont alloués, lorsqu'il y a lieu, par le ministre secrétaire d'état de la marine, sur les états et pièces qui sont produits.

85. Les sommes non réclamées pendant le dépôt prescrit à la caisse des gens de mer, et versées à la caisse des invalides, étant réclamables après ce versement, ainsi qu'il a été dit en l'article 65, le remboursement desdites sommes devient une dépense de la caisse des invalides, qui satisfait aux ré-

(1) Les attributions des consuls, relativement au service qu'ils font pour la caisse des invalides, ont été successivement réglées par différentes lois à des taux dont la diversité produisait une complication qui a souvent amené de l'incertitude sur la véritable évaluation des droits de ces agens. La conversion de toutes ces attributions en une seule, établie sur un terme moyen, simplifie la comptabilité, fixe les prétentions et écarte les réclamations. (*Note du Bulletin des lois.*)

clamations des parties intéressées sur la justification de leurs droits dûment reconnus et constatés par les pièces en forme. — Sont applicables à celles desdites sommes revenant aux marins et militaires, les dispositions de l'article 37 ci-dessus, relatives au paiement personnel des salaires et part de prises, et au rejet des procurations et obligations souscrites dans tous autres cas que ceux exprimés audit article.

86. Pour les sommes que la caisse des invalides aurait reçues au-delà de celles qui lui sont attribuées par les ordonnances et réglemens, telles que les excédans de perception dans les droits sur les prises, les salaires et parts de prises, confisqués sur des hommes considérés mal à propos comme déserteurs, et généralement toutes les recettes indûment faites à quelque titre que ce soit, le remboursement a lieu sur la justification des droits des parties, établis par pièces en forme, et sur l'autorisation du ministre secrétaire d'état de la marine.

87. Les autres dépenses à la charge de la caisse des invalides, et qui ne s'appliquent point aux chapitres spéciaux, rentrent également dans le présent chapitre ; telles sont : — Les frais de tournées ou de déplacements extraordinaires que le bien du service peut exiger pour faits particuliers relatifs à l'administration et à la comptabilité de la caisse ; lesquels déplacements ou tournées, sauf le cas d'exception prévu par l'article 100 ci-après, sont préalablement ordonnés par le ministre secrétaire d'état de la marine, sur la proposition de la division des invalides ; — L'indemnité allouée au trésorier général et aux trésoriers particuliers pour les frais de présentation et de jugement de leurs comptes ; — Les pertes aux valeurs, les non-recouvrements d'effets ou créances, et autres pertes de pareille nature dont l'allocation doit être accordée lorsque lesdits effets et valeurs ont été admis en recette dans les formes et avec les précautions voulues, et qu'ils se trouvent dépréciés ou annihilés par des événemens de force majeure dûment reconnus et constatés.

88. Aucune dépense, quelle qu'elle soit, autre que celles spécifiées au présent titre, ne peut être mise à la charge de la caisse des invalides.

89. Les dépenses de la caisse des invalides sont sous la surveillance spéciale des contrôleurs et sous-contrôleurs ; elles s'effectuent sur les mandats du commissaire des classes, appuyés des pièces justificatives de chaque paiement.

90. Les recettes et les dépenses de la caisse des invalides sont ordonnées par le ministre secrétaire d'état de la marine, à l'expiration de chaque semestre, ainsi qu'il est exprimé au titre IV.

TITRE IV. — *Comptabilité, surveillance et mouvement des fonds appartenant aux trois caisses.*

91. Les trésoriers des invalides, caissiers des prises et des gens de mer, tiennent séparément la comptabilité des trois services dont ils sont chargés. — Pour la *caisse des prises*, ils inscrivent avec les détails nécessaires, dans un registre par recette et dépense, les produits réalisés sur les prises faites par les bâtimens du roi, et les dépenses effectuées tant en paiement des frais qu'en versement aux caisses des gens de mer et des invalides. Un registre particulier ou une division du même registre contient séparément les recettes et dépenses relatives aux fonds provenant des prises des corsaires. — Pour la *caisse des gens de mer*, il est tenu un registre par recette et dépense, destiné à la transcription des remises reçues et à l'enregistrement des mandats de dépense. Ce registre est établi par ordre de remise, et divisé ainsi qu'il suit : — Solde de campagne : bâtimens du roi, navires du

commerce; — Mois de famille; — Part de prises : bâtimens du roi, navires du commerce; — Gratifications; — Demi-solde à la caserne; — Demi-solde à l'armement; — Solde à terre ou journées d'ouvriers; — Réduction de rations; — Indemnités pour pertes de hardes; — Produits d'inventaires et de successions (1); — Bris et naufrages. — La dépense de chaque chapitre est divisée en paiemens manuels, remises aux autres ports et versemens à la caisse des invalides. — Les trésoriers tiennent, pour le service de la *caisse des invalides*, suivant l'importance de leur comptabilité et le besoin de leurs écritures, ou les registres ci-après désignés, ou un seul registre divisé par chapitres, ainsi qu'il suit :

Registres de recette.

Excédant de recette du compte précédent. — Trois pour cent sur les dépenses de la marine. — Droits sur les armemens et désarmemens du commerce. — Solde des déserteurs. — Sommes non réclamées. — Bris et naufrages. — Droits sur les prises. — Recettes diverses.

Registres de dépense.

Excédant de dépense du compte précédent. — Demi-soldes et secours de trois francs par mois aux enfans d'ouvriers. — Pensions, soldes de retraite et gratifications en tenant lieu. — Traitemens de réforme. — Gratifications et secours. — Appointemens. — Taxations. — Frais d'administration et de comptabilité. — Remboursemens sur les sommes provenant de la caisse des gens de mer, comme non réclamées. — Dépenses diverses.

92. Outre les registres ci-dessus spécifiés, appropriés à chaque partie du service, les trésoriers doivent tenir les livres nécessaires pour l'enregistrement des comptes suivans : *Avances à la marine, dépenses à régulariser, préposés du comptable, payeur de la marine, fonds particuliers à imputer ultérieurement*; — Leur *compte courant avec le trésorier général* est provisoirement maintenu. — Ils inscrivent dans un livre de caisse les opérations journalières de recette et de dépense relatives à tous les services en général. — Ils tiennent enfin un livre des effets à échéance.

93. Les registres et livres des trésoriers sont cotés et paraphés par le contrôleur ou sous-contrôleur de l'arrondissement ou sous-arrondissement.

94. Il est établi dans chaque quartier une matricule contenant les noms de tous les pensionnaires payés dans ledit quartier. Cette matricule est divisée en quatre parties, savoir : un registre pour les demi-soldiers, un pour les pensionnaires, un pour les retraités; le quatrième pour les officiers militaires, civils et autres entretenus jouissant d'un traitement de réforme. — Sur chacun de ces registres sont annotés les mouvemens occasionés par mort ou par changement de domicile, avec indication, à l'article de chaque individu, de la date des décès et mutations. — On y apostille également chaque paiement des arrérages acquittés. — Le bureau du contrôle tient la matricule générale des quartiers de l'arrondissement ou sous-arrondissement, dans la même division et avec les mêmes apostilles et annotations. — La division des invalides à Paris tient, dans la même forme, la matricule générale de tous les pensionnaires de la marine.

95. A l'exception du livre de caisse, il est tenu, tant au bureau des clas-

(1) On mentionnera tous les détails relatifs à chaque décédé, tels que le nom du bâtiment, le port d'armement, les avances reçues, le restant dû à l'époque du décès, la remise des effets ou de leur produit, les pièces justificatives du paiement fait aux réclamans. (*Note du Bulletin des lois.*)

ses de chaque quartier qu'au bureau du contrôle de l'arrondissement ou sous-arrondissement, des registres correspondans à ceux des trésoriers, afin que l'administration suive avec exactitude les opérations des comptables par nature de recettes et de dépenses, et puisse vérifier leurs états de situation.

96. A la fin de chaque mois, les trésoriers arrêtent leurs registres en présence des commissaires des classes, qui constatent la situation des caisses, sur le vu des pièces et l'énumération des espèces : la même opération a lieu chez les préposés.

97. Les bordereaux de mois, établis par les trésoriers d'après l'arrêté de leurs registres, sont également certifiés par les commissaires des classes, après la vérification faite à la caisse. Ces bordereaux sont visés par le contrôleur ou sous-contrôleur, et par l'administrateur supérieur de chaque arrondissement ou sous-arrondissement maritime. — Les administrateurs signataires sont responsables de l'exactitude de leur certification.

98. Les bordereaux établis par les préposés des trésoriers sont arrêtés et certifiés par les administrateurs locaux, sur le vu des pièces et l'énumération des espèces. Les préposés les adressent au trésorier dont ils dépendent, lequel en comprend le montant dans sa situation, de la même manière que le trésorier général comprend dans la sienne le résultat des situations des trésoriers particuliers. — Les trésoriers des ports ne perdront pas de vue qu'ils doivent considérer comme effectuées par eux-mêmes les opérations de leurs préposés, et qu'ils en sont seuls responsables envers l'administration.

99. Les bordereaux de mois sont faits en quatre expéditions : la première, pour le ministre secrétaire d'état de la marine ; la seconde, pour le contrôleur ou sous-contrôleur ; la troisième, pour le commissaire des classes ; la quatrième, pour le trésorier général, qui comprend le montant de ce bordereau dans sa situation générale du mois. La minute reste entre les mains du trésorier comptable. — Ces bordereaux contiennent le relevé sommaire, par service et par chapitre, des opérations effectuées pendant le mois sur les trois caisses ; et à l'expédition adressée au ministre sont joints des bordereaux particuliers de la caisse des prises et de celle des gens de mer.

100. Indépendamment des vérifications mensuelles, qui sont de rigueur, les commissaires des classes et les contrôleurs ou sous-contrôleurs, dans le lieu de leur résidence, doivent, toutes les fois que le cas l'exige, vérifier inopinément les écritures et les caisses des trésoriers. Ils dressent un procès-verbal de ces vérifications extraordinaires, et en envoient une expédition au ministre secrétaire d'état de la marine, accompagnée d'un bordereau spécial de la situation des écritures et des fonds au jour de l'arrêté des registres. — Pareil envoi est fait par le trésorier particulier au trésorier général. — Si le contrôleur ou sous-contrôleur juge nécessaire de se transporter du chef-lieu dans un des autres quartiers de l'arrondissement ou sous-arrondissement, il en fait la proposition à l'administrateur supérieur, qui demande l'autorisation du ministre secrétaire d'état de la marine. — Si les motifs sont assez urgens pour exiger un déplacement immédiat, ledit administrateur supérieur prend sur lui de l'autoriser, et il en rend compte sur-le-champ au ministre.

101. Les administrateurs de la marine sont tenus, d'après les dispositions exprimées en l'article 15 de l'ordonnance du 22 mai 1816, d'assister les agens du trésor royal dans les vérifications extraordinaires que ces derniers peuvent être chargés de faire. En conséquence, ils sont prévenus, par lesdits

agens, du moment fixé pour leur inspection. — Les trésoriers sont tenus de les prévenir également, dès que l'inspecteur se présente. — Expédition en forme du procès-verbal de ces vérifications extraordinaires doit être transmise au ministre secrétaire d'état de la marine par l'administrateur supérieur de l'arrondissement ou sous-arrondissement, et au trésorier général par le trésorier particulier.

102. Dans la première quinzaine du mois qui suit l'expiration de chaque semestre, il est procédé à la formation des états en demande d'ordonnances pour la régularisation des recettes et des dépenses de la *caisse des invalides*. Ces états sont dressés par le trésorier, certifiés par le commissaire des classes, et visés par le contrôleur ou sous-contrôleur et par l'administrateur supérieur, qui adresse collectivement au ministre tous ceux de son arrondissement ou sous-arrondissement. — A cet envoi est joint un bordereau général de semestre, établissant comparativement les résultats des écritures et des pièces et présentant leur concordance, ou faisant connaître les motifs des différences qui peuvent exister par suite des rectifications opérées sur les recettes et dépenses du semestre, ou des opérations effectuées pendant la formation des états.

103. Les états en demande d'ordonnances sont établis par chapitre, dans la forme prescrite par l'instruction du 15 février 1813, et comprennent toutes les recettes et dépenses faites sur chacun desdits chapitres pendant le cours du semestre expiré. Tous ces états sont accompagnés d'ampliations des pièces nécessaires à la justification des opérations effectuées, conformément à ce qui est réglé par l'instruction précitée, savoir : — Pour les recettes, le bordereau des trois pour cent sur les dépenses de la marine, les états de dépouillement des rôles d'armement et de désarmement, l'état des salaires et parts de prises des déserteurs, celui des sommes non réclamées, les extraits de liquidation des bris et naufrages et des prises, l'état de la plus-value des rôles d'équipage et celui des diverses autres recettes ; — Pour les dépenses, les états de revue des demi-soldiers, pensionnaires, retraités et réformés, ceux des gratifications et secours, les états d'appointemens, de taxations, de frais, celui des remboursemens sur les sommes provenant de la caisse des gens de mer, et celui des dépenses diverses. — Les états en demande d'ordonnances, relatifs à la recette des sommes non réclamées et à la dépense des taxations, ne sont formés pour la gestion qu'à la fin de l'exercice. — Une expédition de chacun des états en demande d'ordonnances reste déposée au bureau des classes ; une autre est remise au bureau du contrôle. — La minute des ordonnances est conservée dans les bureaux de la division des invalides, avec les ampliations des pièces justificatives.

104. Les trésoriers des ports adressent, de leur côté, au trésorier général, semblables états accompagnés des originaux des pièces justificatives à rapporter à l'appui des ordonnances, ainsi qu'il est prescrit par l'instruction précitée du 15 février 1813.

105. Les ordonnances délivrées par le ministre secrétaire d'état de la marine sont envoyées au trésorier général pour être rapportées, avec les pièces au soutien, dans le compte général qu'il a à rendre. Il est donné avis de l'expédition desdites ordonnances au chef-lieu de chaque arrondissement ou sous-arrondissement, pour servir à la régularisation des écritures administratives, comme les ordonnances elles-mêmes servent à la régularisation des écritures comptables. — Des extraits desdites ordonnances sont transmis par le trésorier général aux trésoriers particuliers.

106. Immédiatement après la délivrance des ordonnances du second se-

mestre de l'exercice expiré, lesquelles sont expédiées dans le cours du mois d'avril de l'année suivante, il est procédé par les trésoriers à la formation de leurs comptes annuels de la *caisse des invalides*. Ces comptes sont fournis en quatre expéditions, savoir : — Une pour le ministre secrétaire d'état de la marine, qui la fait joindre aux pièces précédemment adressées à l'appui des états en demandes d'ordonnances ; — Une pour être déposée au contrôle de l'arrondissement ou sous-arrondissement, après avoir été vérifiée sur les écritures tenues en ce bureau ; — Une pour le trésorier général, qui la joint, avec les pièces à l'appui, au compte général qui doit être présenté par lui à la cour des comptes ; — Une, enfin, pour le trésorier lui-même.

107. Les comptes de la *caisse des invalides* sont rendus par exercice. Ils présentent l'ensemble des recettes et des dépenses ordonnancées sur chaque exercice, soit qu'elles aient été faites pendant le cours de l'année, ou jusqu'au 31 mars de l'année suivante, époque de la clôture de chaque exercice pour l'expédition des ordonnances de régularisation.

108. Les comptes de la *caisse des prises* et de celle des *gens de mer* sont formés dans le cours du mois de janvier de l'année suivante, et il en est fourni quatre expéditions qui sont distribuées de la même manière que celles du compte de la caisse des invalides. — Ces comptes sont rendus par gestion, c'est-à-dire qu'ils présentent les recettes et les dépenses effectuées du 1^{er} janvier au 31 décembre de chaque année inclusivement ; les opérations de ces deux comptabilités n'étant pas, comme celles de la comptabilité de la caisse des invalides, de nature à se prolonger d'une année sur l'autre.

109. Des différens comptes des trois caisses, il est formé par le trésorier général un compte général qu'il remet à la cour des comptes avec les pièces justificatives, et dont il adresse une expédition au ministre secrétaire d'état de la marine. — Les comptes de la caisse des prises et de celle des gens de mer sont adressés à Paris en même temps que les états en demande d'ordonnances du deuxième semestre ; ceux de la caisse des invalides doivent être réunis chez le trésorier général, au plus tard à la fin du mois de juillet de l'année qui suit l'exercice expiré, et le compte général doit être remis dans le cours de ladite année.

110. Les trésoriers ne doivent faire aucune recette ni acquitter aucune dépense sur les trois services, que d'après les mandats délivrés par les commissaires des classes de leurs quartiers respectifs ; ils donnent quittance des sommes reçues, et reçoivent l'acquit des sommes payées aux parties prenantes. A défaut des acquits, les mandats sont revêtus de la certification du paiement fait en présence du commissaire des classes.

111. Pour le paiement des demi-soldes, pensions, soldes de retraite, traitemens de réforme, et des gratifications accordées sur les états de proposition, les états de revue établis par semestre tiennent lieu des mandats partiels.

112. Bien que les états de revue ne soient formés que par semestre, les invalides et pensionnaires peuvent néanmoins être payés par trimestre ; et ces paiemens s'effectuent sur mandats du commissaire des classes, qui les retire à la fin du semestre, et les annule, après avoir arrêté l'état de revue dans lequel ils sont compris.

113. Les décomptes payés aux héritiers des décédés ne font pas partie de l'état de revue ; ils sont établis sur des mandats particuliers rapportés à l'appui de l'ordonnance, et accompagnés des pièces justificatives de la validité des paiemens.

114. Aucune recette ou dépense sur la caisse des invalides, autre que les excédans des comptes précédens, ne peut être comprise dans les comptes de cette caisse, si elle n'est autorisée par les ordonnances expédiées sur chaque chapitre de la manière expliquée en l'article 105 ci-dessus.

115. Les consuls de France en pays étrangers adressent, à l'expiration de chaque trimestre, au ministre secrétaire d'état de la marine, l'état de leurs recettes, accompagné des pièces justificatives, et de traites représentant le montant des fonds qu'ils ont versés dans la caisse de leur consulat, provenant des caisses des prises, gens de mer et invalides. — Lesdites traites et pièces à l'appui sont transmises par le ministre au trésorier général des invalides, qui porte dans ses comptes le montant desdites recettes aux services et chapitres respectifs.

116. Lorsque les receveurs ou payeurs de la marine dans les colonies sont en même temps trésoriers des invalides, ils font également remise en France de leurs excédans de recette, prélèvement fait des dépenses qu'ils ont acquittées pour le service des caisses dont ils sont chargés en cette dernière qualité. Cette remise s'effectue en un récépissé qu'ils se donnent à eux-mêmes, comme payeurs coloniaux, de la somme qu'ils ont versée, comme trésoriers des invalides, dans la caisse de la colonie. Ils remettent ces récépissés, avec leurs comptes et les pièces justificatives, à l'administrateur supérieur de la colonie, qui les fait passer au ministre secrétaire d'état de la marine. — Le tout est transmis par le ministre au trésorier général des invalides, afin que celui-ci porte dans ses comptes, suivant l'imputation respective, le montant des recettes et des dépenses ainsi justifiées.

117. Le mode actuel d'écritures du trésorier général est provisoirement maintenu.

118. Le trésorier général remet, tous les dix jours, au ministre secrétaire d'état de la marine, une copie de son journal général, et, tous les mois, la balance de ses comptes, accompagnée de deux situations particulières, l'une pour Paris, l'autre pour les ports, et d'une situation générale comprenant l'ensemble de la comptabilité de Paris et des ports.

119. Les opérations du trésorier général sont suivies et surveillées, sous les ordres du directeur de l'administration et comptabilité de la caisse des invalides, par le chef de la division des invalides, ainsi que cela s'exécute dans les arrondissemens et sous-arrondissemens maritimes. — En conséquence, les formes prescrites par les articles 96 et 97 du présent règlement, pour la formation, l'arrêté et la certification des bordereaux de mois des trésoriers des ports, sont observées pour les bordereaux du trésorier général, suivant l'ordre de surveillance et de vérification établi dans lesdits arrondissemens et sous-arrondissemens.

120. Le trésorier général ne doit effectuer aucune recette ni dépense que sur des mandats spéciaux. Ces mandats sont délivrés par le chef de la division des invalides, qui les fait enregistrer aux chapitres respectifs de recette et de dépense. — En conséquence, la division des invalides reçoit les avis de versement, soit du payeur général de la marine pour les trois pour cent retenus chaque mois sur les dépenses de la marine acquittées à Paris, soit du directeur du grand livre, pour les rentes, soit des administrateurs des salines de l'Est, pour les intérêts et dividendes revenant chaque semestre sur les actions appartenant à la caisse des invalides, soit enfin tous autres avis de recettes, afin qu'il soit délivré des mandats pour en effectuer le recouvrement. — Sont également remises à la division des invalides les lettres d'avis des ordonnances délivrées sur le trésor royal par le bureau des fonds du ministère de la marine, en paiement des récépissés fournis par les

payeurs coloniaux, et des traites tirées par les consuls de France, pour les recettes faites hors de France au profit de la caisse des invalides; et les mandats du chef de la division des invalides accompagnent l'envoi qui est fait, au trésorier général, desdits récépissés, traites, lettres d'avis et autres pièces. — Les mandats de dépenses sont délivrés aux parties prenantes elles-mêmes, qui les présentent chez le trésorier général avec les pièces à l'appui, pour en obtenir le paiement. — Les recettes et les dépenses du service *invalides*, à Paris, sont ordonnancées d'après le mode établi pour les caisses des ports.

121. Les dispositions établies dans les ports pour les inspections mensuelles et pour les inspections inopinées faites par les administrateurs de la marine, sont entièrement applicables à la caisse générale. Ces vérifications sont faites par le chef de la division des invalides, ou par un chef de bureau qu'il est autorisé à déléguer pour le représenter.

122. Pour l'exécution, en ce qui concerne la caisse de Paris, des dispositions de l'article 15 de l'ordonnance du 22 mai 1816, relatives à l'inspection attribuée au ministre secrétaire d'état des finances, le chef de la division des invalides, sur l'avis qu'il en reçoit de l'inspecteur ou du trésorier général, est tenu de concourir à ces vérifications extraordinaires, ou de s'y faire représenter par un chef de ses bureaux.

123. La division des invalides tient ses écritures et enregistremens, relativement à la comptabilité de la caisse de Paris, dans une forme analogue à ce qui est prescrit pour les écritures et enregistremens des bureaux des classes et du contrôle dans les ports. — Elle réunit les états et documens nécessaires pour établir la situation générale des trois caisses, et contrôler ainsi les écritures du trésorier général.

124. Le ministre secrétaire d'état de la marine, détermine la quotité de l'en-caisse habituel du trésorier général et de chaque trésorier particulier, proportionnellement à l'importance de leur service respectif; il règle et ordonne les mouvemens de fonds nécessaires, soit pour assurer le service sur les différens points, soit pour retirer les excédans, par des remises de Paris dans les ports, des ports à Paris, ou d'un port à un autre.

125. La majeure partie des dépenses n'ayant lieu qu'aux échéances de trimestre par le paiement des pensionnaires, et la remise à Paris des fonds qui excéderont dans l'intervalle l'en-caisse des trésoriers pouvant former momentanément dans la caisse du trésorier général une masse de fonds supérieure à son en-caisse déterminé, il sera établi chez ce comptable une caisse à trois clefs, où seront renfermées les espèces et valeurs qui se trouveront excéder ledit en-caisse. — L'une des clefs restera entre les mains du trésorier général; — La seconde sera confiée au chef de la division des invalides; — La troisième, au directeur de l'administration et de la comptabilité de ladite caisse. — L'ouverture de la caisse à trois clefs ne pourra jamais se faire qu'en exécution d'un ordre écrit du ministre secrétaire d'état de la marine.

126. Les receveurs généraux des départemens continuent d'être chargés des paiemens que la caisse des invalides a à faire dans l'intérieur du royaume.

127. Le ministre secrétaire d'état de la marine peut employer l'entremise de la caisse de service pour tous les mouvemens de fonds qu'il a l'intention de faire opérer dans les ports ou dans l'intérieur. — A cet effet, il concerte avec le ministre secrétaire d'état des finances telles mesures qui peuvent assurer le service des invalides, sans qu'il en résulte d'inconvénient ou de dépense pour l'établissement, ni de charge pour le trésor royal.

TITRE V. — *Des formes d'admission aux demi-soldes et pensions sur la caisse des invalides.*

128. Pour constater les droits des marins, ouvriers et autres non entretenus, qui sont dans le cas d'obtenir des demi-soldes et pensions sur la caisse des invalides, ainsi que de leurs veuves, enfans, pères et mères, les syndics des gens de mer reçoivent les demandes qui leur sont faites par les réclamans; ils en forment un état contenant les motifs de chaque demande, font certifier les faits par la mairie du syndicat, et adressent un double de l'état, avec les pièces au soutien, au commissaire de leur quartier. Ce travail a lieu une fois par an, et doit être terminé avant le 1^{er} octobre.

129. Les commissaires des classes de chaque quartier recueillent les états et pièces qui leur sont adressés par les syndics, vérifient les faits qui y sont contenus, forment l'état général de propositions du quartier, divisé par syndicats; et, joignant leurs observations à chaque demande, ils font passer le tout à l'intendant ou à l'administrateur supérieur de l'arrondissement ou sous-arrondissement, pour être lesdites pièces transmises par ce dernier, avant le 31 décembre, au ministre secrétaire d'état de la marine. — Les commissaires des classes doivent, par tous les moyens possibles, éclairer les syndics sur l'exécution des réglemens qui concernent cette partie du service, et stimuler leur activité pour la formation des états de propositions à établir chaque année. Ils doivent exiger des syndics qui n'ont point de propositions à faire un état négatif, afin de garantir au ministre qu'on a conservé à ces syndics l'initiative qui leur est dévolue par la loi, et qu'il n'y a point eu d'omissions au préjudice des gens de mer.

130. Quant aux réclamans dont le domicile n'est pas compris dans un syndicat, ils présentent leurs demandes motivées à la mairie du lieu de leur résidence, laquelle certifie les faits qui sont à sa connaissance, fait passer les pièces avec son avis au commissaire des classes du quartier le plus voisin, qui, s'il y a lieu, en fait article dans son état de propositions.

131. Les états et pièces transmis, ainsi qu'il est dit ci-dessus, et réunis au chef-lieu de l'arrondissement ou sous-arrondissement, où ils sont visés par le contrôleur et l'administrateur supérieur, sont adressés collectivement par cet administrateur au ministre secrétaire d'état de la marine, qui statue, par un seul et même travail, sur tout ce qui concerne l'arrondissement, et renvoie le tout collectivement aussi, pour être distribué dans les quartiers, de la même manière que les pièces qui y ont été primitivement recueillies.

132. Les marins qui ne réunissent pas les conditions requises pour obtenir des pensions ou demi-soldes, et qui cependant présentent des besoins urgens et des services constatés, approchant du terme fixé, peuvent obtenir des gratifications, dont les demandes sont comprises dans les états de propositions relatifs aux pensions et demi-soldes. — Le même mode est applicable aux veuves des gens de mer dans une situation analogue. — Lesdites gratifications se paient sur le fonds de cinquante-quatre mille francs assigné pour cet objet, ainsi qu'il est dit en l'article 75 du présent règlement. — Si, avant la confection du travail annuel des propositions, l'individu susceptible d'une gratification pour le cas ci-dessus énoncé se trouve dans un état de besoin qui ne lui permette pas d'attendre l'époque de ce travail, il lui est accordé par le ministre, sur la simple demande de l'intendant ou de l'administrateur supérieur constatant l'urgence, un secours extraordinaire imputable sur le fonds de six mille francs assigné à cet effet, ainsi qu'il est dit en l'article 75 précité.

133. Tous les ans, le ministre secrétaire d'état de la marine soumet à l'approbation du roi le travail général des pensions, demi-soldes et gratifications qu'il a accordées, dans le cours de l'année précédente, sur les états de propositions des ports.

134. A l'égard des soldes de retraite et pensions attribuées aux officiers militaires et civils et autres entretenus, ainsi qu'à leurs veuves et enfans, la fixation en est déterminée par le roi, sur la proposition du ministre secrétaire d'état de la marine.

135. Tout pensionnaire absent pendant trois années consécutives est rayé de la matricule; sa pension est censée éteinte, et ne peut être rétablie qu'en vertu des ordres du ministre secrétaire d'état de la marine, et après que le titulaire a justifié des motifs de son absence; sans que toutefois il lui soit tenu compte des arrérages antérieurs au jour du rétablissement de sa pension.

TITRE VI. — *Dispositions générales.*

136. Il est formé tous les ans, avant la fin du mois de décembre, un état des recettes et des dépenses présumées de la caisse des invalides pour le prochain exercice. Cet état, après avoir reçu l'approbation du roi, est déposé à la division des invalides : expédition en est délivrée au trésorier général, pour servir de base aux opérations de l'exercice.

137. Pour que le contrôleur de la marine puisse remplir d'une manière efficace les fonctions qui lui sont confiées, vérifier d'après ses registres, conformément à ce qui est prescrit au titre IV, article 95, la comptabilité des trésoriers, et établir dans son bureau les situations respectives, comme il pourrait le faire chez les comptables mêmes, toutes les pièces de comptabilité devront passer sous ses yeux, à l'arrivée et au départ, pour y subir l'enregistrement qui doit mettre ledit contrôleur au courant de toutes les opérations.

138. Les instructions réglementaires sur le service de la comptabilité des trois caisses, notamment celles des 31 décembre 1811 et 15 février 1813, sont provisoirement maintenues en ce qui n'est pas contraire aux dispositions du présent règlement et à la nouvelle forme du service (1).

N° 243. = 10—21 octobre 1829. = *RAPPORT au roi sur les pensions militaires.* (VIII, Bull. cccxx, n° 12478.)

N° 244. = 10—21 octobre 1829. = *ORDONNANCE du roi qui apporte des améliorations dans la fixation des pensions de l'armée de terre*(2). (VIII, Bull. cccxx, n° 12478.)

Charles, . . . — Vu l'ordonnance royale du 27 août 1814, et spécialement les tableaux y annexés, contenant les tarifs des pensions de retraite pour l'armée de terre; — Vu l'article 25 de la loi de finances du 25 mars 1817; — Voulant apporter aux tarifs actuels des pensions militaires les améliorations

(1) Pour éviter à l'avenir la confusion qui a résulté de l'application qu'on a faite au service des invalides de la marine de diverses dispositions des lois générales qui lui étaient étrangères, chaque administrateur et comptable aura constamment sous les yeux un répertoire de tous les édits, réglemens, ordonnances, lois, arrêtés, décisions, circulaires et instructions relatifs à cette partie du service. (*Note du Bulletin des lois.*)

(2) Voyez la loi du 11—14 avril 1831, qui a réglé tout ce qui concerne les pensions de l'armée de terre, et qui abroge, par son art. 37, sauf quelques exceptions, tous réglemens, décrets, ordonnances et lois, antérieurement rendus et promulgués, tant sur les droits et titres auxquels sont et peuvent être accordées les pensions militaires, que sur la fixation de ces pensions.

tions dont ils nous ont paru susceptibles; — Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état de la guerre, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1^{er}. Les tarifs actuellement en vigueur pour les pensions de l'armée de terre sont abrogés, et remplacés par le tarif annexé à la présente ordonnance.

2. Ce nouveau tarif s'appliquera à toutes les pensions militaires qui, à compter de ce jour, seront comprises dans nos ordonnances de concession.

3. Dans la supputation des campagnes de guerre en sus du service effectif, chaque période dont la durée aura été moindre d'une année sera comptée comme une année accomplie; il en sera de même des fractions au-delà d'une ou de plusieurs années.

4. Les dispositions antérieures auxquelles il n'est pas dérogé par la présente ordonnance continueront d'être observées.

(Suit le tarif des pensions (1).)

N^o 245. = 10—24 octobre 1829. = **ORDONNANCE du roi qui fixe le droit d'importation des tapis de laine et fil dits à côtes, et autres.** (VIII, Bull. CCCXXI, n^o 12651.)

Charles, ... — Vu la loi du 17 mai 1826, qui a fixé le droit d'importation des tapis mêlés de fil, suivant qu'ils sont à nœuds ou en simple tissu; — Vu le projet de loi présenté en notre nom à la chambre des députés dans sa dernière session et qui n'a pu être délibéré avant sa clôture; — Vu l'article 34, paragraphe 1^{er} de la loi du 17 décembre 1814; — Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état des finances; — Notre conseil d'état entendu, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1^{er}. Les moquettes veloutées ou à points ronds (dites à côtes), dont l'envers présente un canevas en fil, paieront le même droit que les tapis à nœuds.

2. Tous autres tapis, même ceux dans lesquels il entre du fil, seront traités comme les tapis de pure laine ou à chaîne de coton.

N^o 246. = 10 octobre—1^{er} novembre 1829. = **ORDONNANCE du roi qui détermine le nombre et la répartition des pensions aux frais du gouvernement assignées à chaque collège royal à pensionnat** (2). (VIII, Bull. CCCXXIII, n^o 12774.)

Charles, ... — Vu les ordonnances des 8 octobre 1826, 30 décembre 1827 et 21 janvier 1829; — Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département des affaires ecclésiastiques et de l'instruction publique, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1^{er}. A compter du 1^{er} janvier 1830, les pensions aux frais du gouvernement assignées à chaque collège royal à pensionnat sont fixées à trente, indépendamment de celles qui sont réservées pour les écoles préparatoires instituées par l'ordonnance du 9 mars 1826; ces trente pensions sont réparties ainsi qu'il suit :

Pensions entières	10	10 pensions.
Trois quarts de pension	10	7 pensions 1/2.
Demi-pensions	25	12 pensions 1/2.
TOTAL des élèves	45;	des pensions.... 30

(1) Voyez le tarif annexé à la loi du 11—14 avril 1831: il a remplacé le présent.

(2) Voyez, sur le droit aux bourses des collèges, le mode de nomination, etc., le décret du 10 mai 1808, et les notes.

La réduction dans le nombre des trois quarts de bourse et des demi-bourses résultant de la répartition ci-dessus s'effectuera dans les collèges royaux où il y aurait excédant, à mesure des vacances.

2. La répartition des sommes allouées sur les fonds du trésor pour les dépenses variables des collèges royaux sera faite conformément à l'état ci-annexé.

État des dépenses imputées sur le crédit de sept cent vingt-deux mille trois cents francs affecté aux dépenses variables des collèges royaux.

RÉPARTITION ET FRAIS DES PENSIONS ROYALES DANS LES COLLÈGES ROYAUX.

	collèges.	pensions.		
Paris	3.....	90.....à 750 fr.....	67,500 fr.	} 612,000 fr.
1 ^{re} classe	6.....	180.....à 625	112,500	
2 ^e classe	18.....	540.....à 550	297,000	
3 ^e classe	9.....	270.....à 500	135,000	

ÉCOLE PRÉPARATOIRE.

Dépenses fixes.....	29,590	} 81,000
Dépenses variables.....	51,410	
Dégrèvements, indemnités de voyage, secours pour trousseaux et dettes arriérées.	29,300	

TOTAL..... 722,300 fr.

N° 247. = 15—24 octobre 1829. = **ORDONNANCE** du roi concernant les délais accordés pour retirer de la chancellerie de France les lettres-patentes portant concession de titres de noblesse. (VIII, Bull. CCCXXI, n° 12652.)

Charles, ... — Sur ce qu'il nous a été représenté qu'un certain nombre de nos sujets à qui le roi, notre auguste frère et prédécesseur, et nous-même, avons jugé convenable d'accorder des titres de noblesse avec ou sans autorisation de majorat, avec ou sans remise de droits, ont négligé de se conformer aux conditions imposées par les ordonnances mêmes de concession, et n'ont point encore retiré de notre chancellerie les lettres-patentes collatives et constitutives de ces grâces ; — Considérant que les ordonnances par lesquelles il est accordé des titres de noblesse imposent l'obligation de se pourvoir de lettres-patentes signées du roi et revêtues du sceau de l'état ; — Vu l'avis du conseiller d'état, commissaire pour nous au sceau de France ; — Sur le rapport de notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'état au département de la justice, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1^{er}. Un délai de six mois, à partir de ce jour, est accordé à ceux qui, ayant obtenu de notre grace des ordonnances portant anoblissement, concession de titre, autorisation de fonder des majorats auxquels des titres seraient attachés, ou remise des droits du sceau, sont en retard de retirer les lettres-patentes nécessaires à ce sujet.

2. A l'expiration de ce délai, toute ordonnance à raison de laquelle les lettres-patentes n'auront point été impétrées par requête présentée dans les formes et après l'accomplissement de toutes les conditions prescrites, sera déclarée éteinte et périmée : la péremption sera prononcée en la commission du sceau, sur le réquisitoire de notre commissaire ; mention en sera faite au procès-verbal de la séance, et l'ordonnance sera radiée sur le registre.

3. La péremption et la radiation seront notifiées par notre commissaire au sceau, soit à la partie intéressée, soit au procureur général près la cour royale du domicile de la partie : extrait du procès-verbal de la séance dans

laquelle cette déclaration aura été rendue sera insérée au Bulletin des lois.

4. A l'avenir, les délais imposés par nos ordonnances de concession de titres de noblesse, d'autorisation de majorats et de remise de droits, seront définitifs. Il sera, s'il y a lieu, procédé contre tout impétrant, conformément à ce qui est prescrit ci-dessus aux articles 2 et 3.

N° 248. = 15 octobre—1^{er} novembre 1829. = **ORDONNANCE** du roi portant répartition du crédit de cent quatre-vingt-six millions huit cent quarante-cinq mille deux cent cinquante francs, accordé par la loi du 2—6 août 1829 pour les dépenses ordinaires du ministère de la guerre pendant l'exercice 1830. (VIII, Bull. CCCXXIII, n° 12773.)

N° 249. = 18—24 octobre 1829. = **ORDONNANCE** du roi portant répartition du crédit de dix-neuf millions cinq cent vingt-neuf mille vingt francs accordé par la loi du 2—6 août 1829 pour les dépenses ordinaires du ministère de la justice pendant l'exercice 1830. (VIII, Bull. CCCXXI, n° 12650.)

N° 250. = 18—27 octobre 1829. = **ORDONNANCE** du roi portant organisation de l'académie royale de médecine (1). (VIII, Bull. CCCXXII, n° 12741.)

Charles, . . . — Vu l'ordonnance royale du 20 décembre 1820 portant création de l'académie royale de médecine, et celle du 6 février 1821, relative à cette institution, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1^{er}. L'académie royale de médecine sera divisée à l'avenir en classes ou sections, — 1° D'anatomie et physiologie, — 2° De pathologie médicale, — 3° De pathologie chirurgicale, — 4° De thérapeutique et histoire naturelle médicale, — 5° De médecine opératoire, — 6° D'anatomie pathologique, — 7° D'accouchemens, — 8° D'hygiène publique, médecine légale et police médicale, — 9° De médecine vétérinaire, — 10° De physique et chimie médicale, — 11° De pharmacie. — Elle désignera dans les limites fixées par l'article 4 ci-après les membres qui formeront chacune de ces classes ou sections.

2. Les assemblées de section sont supprimées; l'académie ne se réunira plus qu'en corps. Ses séances seront uniquement consacrées à la science.

3. Il y aura un secrétaire annuel nommé par l'académie, lequel suppléera le secrétaire perpétuel en cas d'absence.

4. Le nombre des membres de l'académie sera successivement réduit à soixante titulaires, quarante adjoints, quarante associés non résidans, vingt associés étrangers, et dix associés libres. — Jusqu'à ce que l'académie soit rentrée dans les limites des nombres ci-dessus exprimés, il ne sera fait qu'une nomination sur trois extinctions.

5. A l'avenir, il ne sera plus nommé de membres honoraires ni d'associés résidans. Les honoraires qui font actuellement partie de l'académie jouiront des mêmes prérogatives que les titulaires.

6. Les adjoints prendront part aux discussions de l'académie en matière de science, mais avec voix consultative seulement. Ils auront droit désormais, et concurremment avec les associés résidans, au tiers au moins des places de titulaires. Il n'y aura plus d'adjoints non résidans : ceux-ci prendront le titre de *correspondans*.

(1) Voyez l'ordonnance du 20 décembre 1820—4 janvier 1821, portant établissement de l'académie royale de médecine, et les notes.

7. Le conseil d'administration de l'académie sera composé du président d'honneur, du président annuel, du secrétaire perpétuel, du trésorier, du doyen de la faculté de médecine, de quatre membres titulaires nommés annuellement par l'académie, et du secrétaire de ses bureaux, qui prendra le titre et remplira les fonctions de secrétaire du conseil. Ce conseil sera seul chargé de l'administration des affaires de l'académie.

8. Les élections pour les places de titulaires et d'adjoints seront faites par les membres titulaires de l'académie, sur une liste de candidats présentée par la classe ou section dans laquelle la place sera vacante. — Les associés non résidans et les correspondans seront nommés directement par l'académie. — La nomination des titulaires continuera d'être soumise à notre approbation.

9. Le règlement de l'académie sera modifié conformément aux dispositions qui précèdent. Les ordonnances des 20 décembre 1820 et 6 février 1821 continueront d'être exécutées en tout ce qui n'est pas contraire auxdites dispositions.

N° 251. = 18—27 octobre 1829. = **ORDONNANCE du roi portant règlement sur la boucherie de Paris** (1). (VIII, Bull. CCCXXII, n° 12742.)

Charles, . . . — Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur ; — Vu les ordonnances des 12 janvier et 22 septembre 1825, relatives à la boucherie de Paris, — Les réclamations de l'ancien syndicat de cette boucherie, en date des 4 juillet 1827 et 3 avril 1829, — Celles des herbagers et des marchands de bestiaux, — Les observations et les propositions contenues dans la lettre du préfet de police du 25 février 1828, et dans le rapport du préfet de la Seine du 26 août 1828 ; — Considérant que l'ordonnance du 12 janvier 1825 avait eu pour but d'encourager la production et l'engrais des bestiaux, et en même temps de réduire à un taux modéré le prix de la viande dans notre bonne ville de Paris, mais qu'au lieu d'amener ce double résultat elle a produit des effets contraires, ainsi que le démontrent les faits recueillis et constatés pendant les cinq dernières années ; — Voulant faire cesser un état de choses qui tend à affecter d'une manière grave les sources de la reproduction des bestiaux, à compromettre la sûreté de l'approvisionnement de notre bonne ville de Paris, et à détruire les garanties de la qualité des viandes livrées à la consommation ; — Voulant en même temps satisfaire aux justes doléances du commerce de la boucherie ; — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1^{er}. Le nombre des individus qui pourront exercer la profession de boucher dans la ville de Paris est et demeure fixé à *quatre cents*.

2. Les étaux qui sont actuellement en activité pourront être successivement rachetés par le syndicat et supprimés jusqu'à réduction du nombre des bouchers à *quatre cents* : le rachat et la suppression n'auront lieu qu'en vertu d'une autorisation du préfet de police.

3. Lorsque le nombre des étaux aura atteint la limite ci-dessus fixée, aucun nouveau boucher ne pourra s'établir qu'avec un fonds en activité. Dans ce cas et comme par le passé, le nouvel exploitant sera tenu de se faire inscrire à la préfecture de police, et d'y produire un certificat de bonnes vie et mœurs délivré par le maire de son domicile : ce certificat constatera en outre qu'il a fait un apprentissage, et qu'il connaît suffisamment

(1) Voyez, sur cet objet, la note qui accompagne le titre du règlement du 8 vendémiaire an 11 (30 septembre 1802).

la pratique de son état. — Sur le vu desdites pièces et l'avis des syndic et adjoints, le préfet de police lui délivrera l'autorisation d'exercer la profession de boucher. — Ladite autorisation énoncera le quartier, la rue ou la place où le boucher sera établi; elle mentionnera aussi l'obligation souscrite par le boucher de verser son cautionnement dans les délais déterminés à l'article 5 ci-après.

4. Il ne pourra être délivré d'autorisation au même individu pour exploiter deux ou plusieurs étaux : chacun sera tenu d'exploiter son étal par lui-même.

5. Chaque boucher devra fournir pour son étal un cautionnement fixé à trois mille francs. Ceux dont les cautionnements déjà versés ne s'élevaient pas au dessus de mille ou deux mille francs devront fournir le supplément nécessaire pour compléter ladite somme. — Le cautionnement, ainsi que le complément du cautionnement, sera versé à la caisse de Poissy dans le délai de trois mois. La permission d'exercer sera retirée à tout boucher qui, à l'expiration de ce terme, n'aura pas fourni la totalité de son cautionnement.

6. L'intérêt du cautionnement des bouchers sera réservé pour subvenir, 1° au remboursement du prix des étaux dont le rachat aura été ordonné par le préfet de police, 2° aux dépenses du syndicat, 3° à celles qui concernent le service de la boucherie dans les abattoirs généraux, 4° aux pensions et secours accordés par le syndicat à d'anciens bouchers ou employés de la boucherie et à leurs familles : cet intérêt sera compté à raison de cinq pour cent, sans aucune retenue. — Sont révoquées les dispositions de l'ordonnance du 22 septembre 1825 d'après lesquelles ces diverses dépenses avaient été mises à la charge de la ville de Paris, en attribuant à celle-ci les produits des fumiers des bouveries et bergeries, ainsi que celui des vidanges et voiries provenant de l'abattoir.

7. Le syndicat de la boucherie est rétabli. Le préfet de police nommera parmi les bouchers trente individus, dont dix seront pris dans le nombre de ceux qui paient le droit proportionnel des patentes le moins considérable : ces trente individus ou bouchers électeurs nommeront parmi tous les bouchers un syndic et six adjoints.

8. Les syndic et adjoints feront leurs rapports et donneront leur avis au préfet de police sur l'exécution de la présente ordonnance et sur toutes les dispositions de surveillance et de police qui peuvent concerner le commerce de la boucherie; ils présenteront au même préfet un projet de statuts et réglemens pour le régime et la discipline intérieure de tout ce qui tient à l'exercice de leur profession : mais ces actes ne seront exécutoires qu'après avoir été homologués par le ministre de l'intérieur, sur l'avis du préfet de police, et dans la forme usitée pour tous les réglemens d'administration publique.

9. Les syndic et adjoints présenteront aussi, le 28 de chaque mois au plus tard, au préfet de police, un état indicatif du crédit individuel qui pourra être accordé à chaque boucher de Paris, sur la caisse de Poissy, pour le mois suivant : ce crédit ne pourra être inférieur au montant du cautionnement de chacun, à moins d'une déclaration contraire de leur part.

10. Tout étal qui cessera d'être garni de viande pendant trois jours consécutifs sera fermé pendant six mois.

11. Il ne pourra être vendu et acheté des bestiaux pour l'approvisionnement de Paris nulle part ailleurs que dans les marchés de Sceaux, de Poissy, de la halle aux veaux et des vaches grasses.

12. Tout boucher qui fera des achats ailleurs que sur les marchés autorisés sera interdit de l'exercice de sa profession pendant six mois; en cas de récidive, il sera interdit définitivement et son étal sera fermé.

13. Les bestiaux amenés sur les marchés ci-dessus désignés seront, avant l'ouverture de la vente, soumis à l'inspection de la police, afin de s'assurer s'ils sont en état d'être livrés à la boucherie; ils devront ensuite être frappés d'une marque particulière qui constate cette vérification.

14. Il est fait défense expresse de revendre, ni sur pied, ni à la cheville, les bestiaux achetés sur les marchés de Sceaux, de Poissy, de la halle aux veaux et des vaches grasses.

15. Les bestiaux destinés à la boucherie de Paris, et introduits dans cette ville, seront abattus exclusivement dans les cinq abattoirs généraux situés aux barrières des Invalides, de Miromesnil, de Rochechouart, d'Ivry et de Popincourt. — Défenses sont faites d'en abattre dans aucune boucherie, étable, bergerie et abattoir particulier.

16. Les personnes qui introduiront des bestiaux à Paris seront tenues de justifier aux employés de l'octroi, ainsi qu'aux préposés de la police des abattoirs, d'un bulletin et certificat qui constate l'achat desdits bestiaux sur les marchés autorisés.

17. Les bouchers forains seront admis concurremment avec les bouchers de Paris à vendre ou faire vendre en détail de la viande sur les marchés publics, en se conformant aux réglemens de police.

18. Les ordonnances des 12 janvier et 22 septembre 1825 sont et demeurent révoquées. — Toutefois, les dispositions du décret du 6 février 1811, concernant la caisse de Poissy, qui ne sont point contraires à la présente ordonnance, sont maintenues et continueront d'être exécutées dans leur forme et teneur.

N° 252. = 18 octobre—18 novembre 1829. = **ORDONNANCE** du roi portant que les vingt-cinq années de services effectifs exigées pour l'admission au grade de chevalier de l'ordre royal de la légion d'honneur sont restreintes à vingt (1). (VIII, Bull. CCCXXV, n° 12898.)

Charles, ... — Prenant en considération les observations qui nous ont été faites sur la trop longue durée des services effectifs exigés par l'article 15 de l'ordonnance royale du 26 mars 1816, concernant les conditions d'admission au grade de chevalier de notre ordre royal de la légion d'honneur; — Sur le rapport de notre cousin le grand chancelier dudit ordre, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1^{er}. Les vingt-cinq années de services effectifs exigées par l'article 15 de la susdite ordonnance sont restreintes à vingt.

2. Il n'est rien changé pour la durée du temps à passer dans chacun des grades de l'ordre.

N° 253. = 23 octobre 1829—1^{er} décembre 1830. = **CONVENTION** définitive entre la France et la Prusse pour régler les limites des deux états respectifs. (IX, ordonn., Bull. XXV, n° 451.)

Les commissaires nommés en vertu du paragraphe 6 de l'article 1^{er} du traité de Paris, du 20 novembre 1815, savoir :—De la part de sa majesté le roi de France et de Navarre, —Le sieur *Etienne-Nicolas Rousseau*, colonel

(1) Voyez la loi du 29 floréal an 10 (19 mai 1802), portant institution de la légion d'honneur, et les notes; et spécialement l'ordonnance du 26 mars—8 avril 1816.

au corps royal des ingénieurs géographes, officier de l'ordre royal de la légion d'honneur, chevalier de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis, chevalier de l'ordre militaire de Guillaume des Pays-Bas et de l'ordre du Mérite civil de la couronne de Bavière,—Et de la part de sa majesté le roi de Prusse,—Lesieur *Henri Délius*, président en chef du conseil de régence de Cologne, chevalier de l'ordre de l'Aigle rouge de Prusse, troisième classe,—Après s'être respectivement et en due forme communiqué leurs pleins pouvoirs; après avoir reconnu que la déclaration signée et échangée le 11 juin 1827, par laquelle leurs gouvernemens respectifs sont convenus de terminer le différend qui s'était élevé relativement au district de la Leyen, avait reçu son exécution en ce qui concerne l'article 3 de cette déclaration; après avoir aussi reconnu que le procès-verbal dressé à Sarrebruck le 20 février 1821 par leurs délégués, dans le but de fixer la position géométrique des endroits ayant banlieue par rapport à la ligne qui, en exécution du traité du 20 novembre 1815, doit être tirée de Perl à Houve, devait servir de base pour régler le tracé de la limite le long de cette ligne; les commissaires, adoptant les arrangements et projets d'échanges arrêtés par les mêmes délégués et insérés à la suite dudit procès-verbal, sont convenus des articles suivans :

Art. 1^{er}. La limite entre les deux états commencera au milieu du cours d'eau de la Moselle, c'est-à-dire sur le thalweg de cette rivière, au point qui sert de contact entre le royaume de France, celui de Prusse, et le grand duché de Luxembourg sous la souveraineté du roi des Pays-Bas; point situé vis-à-vis de celui (sur la rive droite de la même rivière) sur la ligne formant la séparation des banlieues des villages d'Apach (France) et de Perl (Prusse); elle suivra de là la ligne qui désormais formera la démarcation entre les territoires de toutes les communes situées de part et d'autre le long de la frontière, jusqu'au point où, entre Guldengen et Sarre-Buebingen, l'un et l'autre à la Prusse, elle atteint la rivière de Sarre, dont le thalweg, ou fil d'eau, servira de limite, dans cette partie de son cours, jusqu'au confluent de cette rivière avec la Blies sous Sarreguemines, pour remonter ensuite le thalweg de cette dernière et arriver au point de séparation près de l'Uhrysmühl, entre le territoire de la commune prussienne de Blies-Ranschbach, celui de la commune bavaroise de Bliesmengen et Bliesbolgen avec celui de la commune française de Blies-Schweyen, et qui forme en même temps contact entre la France, la Prusse et la Bavière rhénane; le tout ainsi que cela se trouve déterminé et marqué au plan général annexé à la présente convention, et que cela est indiqué par un double liséré (rouge du côté de la France, et bleu du côté de la Prusse) sur ce plan, lequel a été arrêté et signé par MM. les commissaires, leurs délégués et les ingénieurs qui ont été chargés du levé.—Par suite de cette détermination des limites entre les deux royaumes, l'article 3 de la déclaration du 11 juin 1827 se trouvant exécuté, la France a reçu de la Prusse les villages et territoires en dépendant de Flatten, de Gongelfangen, Merten et Bibling, en compensation des prétentions que la première puissance avait formées sur le district de la Leyen d'après le sens littéral du traité du 20 novembre 1815, auxquelles elle renonce formellement, ainsi que le porte la déclaration du 11 juin ci-dessus citée.—Pour établir d'une manière sûre et stable l'état de possession de chaque royaume, ainsi que le prescrit la détermination du tracé des limites entre les deux états, il a été reconnu et convenu que, d'une part, la Prusse remettrait à la France,—1^o Le village et le territoire de Manderen; — 2^o Le hameau de Scheuerwald avec la partie de son territoire située au sud du chemin qui, sortant du bois de Saint-Martin au point qui sépare la com-

mune de Manderen (France) de celle de Bustroff (Prusse), et passe près et au nord de la petite maison dite *le Château*, jusqu'au point où il joint le chemin de Luxembourg à Sarrelouis, qui forme ensuite la limite entre les deux états jusqu'à la croix dite *Kolleskreutz*; — 3° Le hameau de Remelsdorff et son territoire; — 4° La partie du territoire d'Ihn ou Loignon; — 5° Le hameau d'Heyning et son territoire; — 6° La partie du territoire de Leyding; — Ces trois derniers endroits et lieux en tant qu'ils se trouvent au sud-est du chemin qui conduit de Guertsling à Schreckling; — 7° Le village et le territoire de Schreckling; — 8° Le village et le territoire de Wellengen; — Et que d'une autre part la France ferait remise à la Prusse, — 1° Des petites portions du territoire de Launstroff au nord du chemin de Luxembourg à Sarrelouis; — 2° Du petit pays appelé *Molwinger-grund*, de la commune de Waldwies, situé au nord-est de cette commune et placé au-delà des bois de Kirschhoff et de Wieserwald; — 3° La petite portion du territoire de Heyning, située au nord-est du chemin qui va de Guertsling à Schreckling; — 4° Le moulin de Guersweiler avec ses dépendances, situé sur la rive droite de la Blies, en conservant aux habitans du village de Guersweiler la faculté d'y faire moudre leurs grains comme par le passé. — La Prusse, en outre, continuera à posséder le hameau et le territoire de Diesdorff, ancienne dépendance de Schwerdorff, ainsi que le Warentwald (forêt de Warent) et la ferme de Warenthoff enclavée dans ces bois, de manière que la lisière du bois fera la frontière. — Pour ne rien laisser d'incertain, il sera annexé à cette convention définitive un état de tous les territoires et portions de territoire qui toucheront de chaque côté la nouvelle ligne entre les deux royaumes: cet état sera signé par les commissaires, après qu'il aura été reconnu conforme au plan général de cette limite. — A cet effet, et aussitôt après l'approbation de la présente convention, MM. les délégués des commissaires, savoir: Le sieur *Gaspar-René Biollay*, chef de bataillon au corps royal du génie, chevalier de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis et de l'ordre royal de la légion d'honneur, de la part du commissaire de sa majesté très chrétienne, — Et le sieur *Guillaume-Henri Dern*, conseiller provincial et chevalier de l'ordre de l'Aigle rouge de Prusse de troisième classe, de la part du commissaire de sa majesté prussienne, — Feront, dans le plus bref délai, établir des poteaux, par les soins des ingénieurs attachés à la commission, sur tous les points principaux et les plus remarquables, afin que la nouvelle limite puisse être connue sur tous les points où elle reçoit des modifications; ils procéderont ensuite, étant assistés des agens de l'autorité civile des deux gouvernemens, aux remises et prises de possession des territoires et portions de territoire échus ou échéant en partage à chaque état, ainsi que cela a été stipulé et indiqué ci-dessus. — Ces remises et prises de possession seront constatées par des procès-verbaux faits en autant d'expéditions qu'il y aura de parties intéressées à les connaître, et dont une de ces expéditions sera jointe à la présente convention pour y rester annexée, afin de montrer qu'à cet égard elle a reçu son entière exécution. — MM. les délégués des commissaires, après cette opération, procéderont aussi à l'abornement de la frontière et à la rédaction des procès-verbaux de délimitation, ainsi que cela sera expliqué article 17.

2. Il est entendu que les deux états doivent entrer en possession des territoires et portions de territoire cédés de part et d'autre, ainsi que cela a été spécifié à l'article 1^{er}, sans pouvoir prétendre, jusqu'au 1^{er} janvier 1830 exclusivement, à aucune indemnité pécuniaire à raison de leur occupation antérieure, tant pour ce qui concerne la perception des impôts que pour les revenus des propriétés royales et domaniales. — Il est entendu aussi que

chaque état jouira , sur les territoires ou portions de territoire cédés de part et d'autre , de tous les droits de souveraineté et de propriété quant aux propriétés royales et domaniales, sans préjudice pourtant des droits que chaque commune des deux royaumes peut faire valoir, lesquels droits seront constatés lors de l'abornement de la frontière et de la rédaction des procès-verbaux de délimitation, ainsi que cela sera expliqué ci-après, article 11, sauf la faculté aux intéressés de recourir aux tribunaux ordinaires de chaque pays pour provoquer la décision des contestations qui pourraient survenir entre eux.

3. Sur toutes les portions de frontière où le territoire des deux royaumes sera séparé par des rivières et ruisseaux, et notamment sur la Sarre et la Blies, le thalweg au milieu des eaux desdites rivières et ruisseaux formera la limite entre les deux états : on ne pourra faire aucune construction ou bâtisse quelconque qui puisse en déranger le cours actuel, à moins que ces constructions n'aient un but commun d'utilité aux deux états, et ne soient consenties par eux d'un commun accord. A l'égard des constructions riveraines et des ponts et passages, on s'en tiendra aux observances actuelles, aussi bien que pour la libre navigation de la Sarre en tant qu'elle pourra être praticable dans son cours depuis Sarreguemines jusqu'à Guydengen.

4. Il est entendu que sur toutes les parties de frontière où des chemins servent à indiquer la limite, ces chemins ou toutes celles de leurs parties qui suivront cette frontière seront mitoyens, c'est-à-dire communs aux deux états, sans que pour cela il soit attenté en rien aux droits de propriété des particuliers à qui ces chemins pourraient appartenir.—Aucun des deux états ne pourra exercer sur ces chemins ou portions de chemin d'acte de souveraineté, si ce n'est ceux nécessaires pour prévenir ou arrêter les délits ou crimes qui nuiraient à la liberté et à la sûreté du passage. — En tant que propriété foncière, ces chemins ou portions de chemin seront soumis, pour ce qui concerne les impôts, à l'état sur lequel réside le propriétaire.

5. A l'avenir et dans l'intérêt des deux états, aucun édifice, bâtiment ou habitation quelconque ne pourra être élevé le long de la frontière qu'autant que ces constructions seront établies à dix mètres (trente pieds de Prusse) de la ligne qui forme la limite; toutefois, lorsqu'un chemin ou ruisseau formera la limite, cette distance sera réduite à cinq mètres (quinze pieds de Prusse) à partir du bord le plus voisin.

6. Si, par l'effet des cessions réciproques contenues dans la présente convention de limite, quelques propriétés se trouvaient morcelées, les propriétaires ou fermiers de celles-ci jouiront de la faculté d'y transporter les engrais et amendemens nécessaires, et d'en importer librement, en exemption de tous droits et sans qu'il y soit mis obstacle, les récoltes, de quelque nature qu'elles soient, provenant de ces propriétés morcelées. — Cependant les propriétaires seront tenus de déclarer, une fois pour toutes, s'ils veulent jouir de la faculté qui leur est accordée par le présent article d'importer leur récolte, laquelle ils ne pourront introduire, en tout état de choses, que brute et telle que le terrain sur lequel elle aura cru l'aura produite. Il sera donné avis de cette disposition aux communes limitrophes lors de l'abornement de la frontière et de la rédaction des procès-verbaux de délimitation, et il leur sera accordé un délai de trois mois pour faire et recevoir les déclarations, à dater du jour où lesdits procès-verbaux de délimitation seront portés à la connaissance de chaque commune délimitée.

7. Pareille faculté sera accordée pour retirer le produit brut des récoltes aux propriétaires des deux états qui se trouveraient possesseurs de terres dans l'autre, si celles-ci se trouvent placées à la distance qui ne dépassera pas cinq kilomètres (douze cents perches de Prusse) de la ligne formant la limite entre les deux royaumes; ils auront toutefois à se conformer aux lois et réglemens des douanes de chaque pays pour ce qui concerne le transit des récoltes et denrées, et ils seront tenus, une fois pour toutes, à une déclaration pareille à celle dont il a été fait mention dans l'article précédent et dans le délai qui y est indiqué.

8. Les biens, les droits réels, les rentes et capitaux qui peuvent appartenir aux communes et établissemens publics de l'un des deux états dans le territoire de l'autre, sont maintenus et conservés. Ils sont regardés comme propriétés privées dont l'administration est réservée auxdits établissemens ou communes, en se conformant aux lois communales de leurs gouvernemens respectifs.

9. Lorsque des endroits réunis jusqu'à ce jour sous l'administration d'une même mairie seront divisés, ils auront l'obligation de solder les frais de l'administration communale jusqu'au 1^{er} janvier 1830, soit que la prise de possession ait eu lieu par suite d'arrangemens antérieurs, soit qu'elle se fasse en vertu de la présente convention. Lorsque ce décompte sera établi, l'excédant de caisse, les biens communaux et les dettes seront répartis proportionnellement. Pour établir cette proportion, on prendra pour base le montant de la contribution foncière.

10. Quant aux villages, fermes, hameaux et portions du territoire limitrophe dont l'état de possession changera, afin d'accomplir les stipulations de la présente convention conformément à l'article 9 du traité du 20 novembre 1815, il est expressément déclaré que la possession sous laquelle ils se sont trouvés jusqu'ici est réputée légale, et que par conséquent tout acte administratif et judiciaire émané des autorités compétentes sera respecté. — Les transactions, contrats de bail et de vente, concessions et aliénations quelconques sur des objets tant domaniaux que communaux, seront maintenus dans leur validité, et cela sans qu'il puisse y être question de liquidation ou équivalent entre les deux gouvernemens.

11. L'intention des gouvernemens des deux états étant que les communes limitrophes puissent jouir, sans aucun trouble ni empêchement, de tous les droits dont elles sont légalement en possession, soit qu'ils soient fondés sur des titres, ou qu'à défaut de titres il y ait possession immémoriale et non interrompue jusqu'à présent, ces droits seront constatés par les délégués des commissaires; et si leur validité, d'accord avec les parties intéressées, est reconnue par l'examen contradictoire qui en sera fait par lesdits délégués en leur présence, ils seront spécifiés dans les procès-verbaux de délimitation, en conservant toutefois aux intéressés la même faculté de recourir, s'il y a lieu, aux tribunaux dont il a été parlé dans l'article 2. La mention qui en sera faite dans ces procès-verbaux de délimitation produira le même effet que si l'insertion en avait été textuellement faite dans la présente convention.

12. Jusqu'à l'expiration des baux existans pour la pêche de la Sarre et de la Blies, le revenu sera partagé entre les deux gouvernemens : à partir de l'expiration de ces baux, la pêche dans la Sarre, depuis Gydengen jusqu'à moitié chemin de Sarreguemines, appartiendra à la Prusse, et l'autre moitié à la France; depuis le triple conflin jusqu'à moitié chemin du confluent dans la Sarre, la pêche dans la Blies appartiendra à la Prusse et l'autre moitié à la France, auxquels points de séparation il sera planté des

bornes d'une forme particulière qui indiqueront les limites de la pêche. — Quant aux revenus des passages, ils seront, sur ces deux rivières, réglés par MM. les délégués, après avoir pris connaissance du produit annuel de ces passages.

13. Les délégués sont autorisés à accorder, pour l'utilité des communes limitrophes, les concessions de passages qu'ils jugeront nécessaires, tant pour ce qui regarde les exploitations rurales que pour ce qui a rapport à l'extraction et au transport, hors des forêts, des bois coupés et abattus, ou même pour faciliter les communications d'une commune à l'autre, lorsque ces communications seront reconnues utiles et qu'elles se trouveront compensées par des avantages réciproques. Pour tous ces cas, il sera stipulé dans les procès-verbaux de délimitation que l'habitant français ou prussien, usant des passages accordés, ne pourra pas dévier de son chemin ni s'y arrêter pour charger et décharger, sous peine d'encourir confiscation de marchandises et de se voir infliger les punitions et amendes voulues par les réglemens des douanes et les lois du royaume qu'il traverse, à moins qu'il n'ait fait à son entrée une déclaration des objets transportés, et pour lors il demeurera soumis aux lois et ordonnances des douanes en tout ce qui concerne l'entrée et la sortie des marchandises dans le royaume qu'il traverse. — Dans le cas de simple passage, aucune déclaration ne pourra être exigée, et il ne sera fait aucune opposition pour user de la faculté accordée pour passer. — Il est bien entendu que la liberté de passage dont il est ici question ne s'étendra en aucune manière aux militaires armés ni aux équipages de guerre d'aucune espèce.

14. La remise de tous actes, titres et documens relatifs aux territoires cédés de part et d'autre, s'effectuera, au moment de la rédaction des procès-verbaux de délimitation, par les soins de MM. les délégués des commissaires, qui feront à cette époque le partage des papiers, titres et autres documens que chacune des communes intéressées devra posséder.

15. Il est accordé un délai de trois ans, à dater du jour où il sera donné connaissance à chaque commune du procès-verbal de la délimitation, à tous les habitans des pays cédés de part et d'autre, pour, s'ils le jugent convenable pendant cet intervalle de temps, disposer de leurs propriétés comme ils l'entendront, et se retirer dans tel pays qu'il leur plaira de choisir.

16. Aussitôt après l'échange des ratifications de la présente convention, et après que les remises et prises de possession des territoires cédés de part et d'autre auront été effectuées, les militaires qui pourraient se trouver faire partie des familles dont les habitations ont été cédées seront réciproquement rendus.

17. Aussitôt après qu'il aura été procédé, par les soins des délégués des commissaires, ainsi que cela a été dit à l'article 1^{er}, aux actes de remises et prises de possession des territoires cédés de part et d'autre, les mêmes délégués s'occuperont sans délai de la rédaction des procès-verbaux de délimitation, commune par commune, après avoir préalablement fait procéder à l'abornement de la frontière sur toute son étendue. — Les procès-verbaux de délimitation seront accompagnés des plans figuratifs de la frontière, qui seront signés par lesdits délégués et par les ingénieurs et géomètres qui assisteront à l'opération, ainsi que par les maires et les bourgmestres des communes intéressées. Ils relateront, ainsi que le porte l'article 11, tous les droits dont les communes et leurs habitans sont en possession et qu'ils ont à exercer sur les communes limitrophes, quelle que soit la nature de ces droits. — Pour cette opération, MM. les délégués suivront exactement

les instructions qui leur seront données à cet effet par MM. les commissaires. — La réunion de tous ces procès-verbaux de délimitation, dont il sera remis, par les soins desdits délégués, une expédition à chacun des maires et bourgmestres des communes que cela concerne, et seconde expédition sera déposée aux archives du département de la Moselle, pour la France, et aux archives de la régence royale de Trèves, pour la Prusse, formera suite à la présente convention, et montrera qu'elle a eu son entière exécution; et, à cet effet, deux autres expéditions originales desdits procès-verbaux de délimitation, ainsi que des plans de limites qui les accompagnent, seront jointes à la présente convention, pour qu'une d'elles soit échangée au moment où les commissaires vérifieront et approuveront les travaux de leurs délégués, et dans le but de faire posséder aux archives de chaque gouvernement, outre le mode de rédaction qu'il a dû suivre, le mode de rédaction suivi par l'autre; lesdits procès-verbaux, vérifiés et approuvés par MM. les commissaires, auront même force et valeur que si leur contenu était textuellement inséré dans la présente convention.

18. Lors de la rédaction des procès-verbaux de délimitation, si les délégués reconnaissent utile d'échanger quelques portions de terrain, soit afin de redresser la ligne de limite, soit pour faciliter les communications de village à village, ils sont autorisés à proposer ces échanges à leurs commissaires respectifs, toujours avec réciprocité d'avantages et égalité de superficie et de valeur autant que possible.

19. La présente convention sera ratifiée et les ratifications seront échangées dans le terme de six semaines (1), ou plus tôt si faire se peut.

En foi de quoi les commissaires sus-dénominés ont signé la présente. — Fait à Sarrebruck, le 23 octobre 1829. — *Signé* ROUSSEAU, commissaire de sa majesté très chrétienne; HENRI DÉLIUS.

Etat et noms des villages, hameaux ou dépendances dont les territoires toucheront la nouvelle limite fixée par la convention définitive du 23 octobre 1829 entre la France et la Prusse.

DU CÔTÉ DE LA FRANCE.

Apach, annexe de Kirsch-lès-Sierck; Merschweiler avec ses annexes de Belmacher, Kitzing et Nauendorff; Manderen, Tinting et Mensberg, Schenerwald et la partie sud de son territoire, Ritzing, annexe de Launstroff, Launstroff, Flatten, annexe de Launstroff, Gongelfang, annexe de Waldwies, Waldwies, Zeurange, annexe de Grindorff; Bürg-Esch, Cotentdorff, Otzweiler, annexes de Schwerdorff; Schwerdorff, Neuenkirchen, annexe de Schwerdorff, Remelsdorff, Niedwelling et Guertsling, la portion cédée d'Ihn ou Loignon, Heyning, la portion cédée de Leyding, Schreckling, Wellengen, Berweiler, Merten et Bibling; La Houve et la ferme de Wendelhoff, la Croix, Wilhemsbronn, Creutzwald; l'Hôpital et Carling, Freymingen et Sainte-Fontaine, Merlebach, Cocheren et Ditschweiler, Rosbruck, Morsbach et Guensbach, Forbach, côté à l'ouest, Petite-Roselle et Vieille-Verrerie; Forbach avec Schœneck, la verrerie Sophie, la ferme de Styring et dépendances; Spïcheren, Altzing et Zinzing, Gross-

(1) La ratification a été faite, savoir: par le roi de France, le 15 novembre 1829; et, par le roi de Prusse, le 14 du même mois; et l'échange de ces ratifications a eu lieu le 2 décembre suivant. (*Note du Bulletin des lois.*)

Bliderstroff et le moulin de Simbach, Welferdingen, Sarreguemines, Neuenkirchen, Blies-Guerschweiler, Blies-Schweyen (dernier).

DU CÔTÉ DE LA PRUSSE.

Perl et Ober-Perl, Pelling, Burg, Effst, Buschdorff, Scheuerwald, partie nord de son territoire, Wehingen, Wellingen, Biedengen et la portion cédée de Waldwies, Silwingen, Bierengen, Ober-Esch, Diesdorff, Suhrweiler, Gross Hemmersdorff, Kœrpenich-Hemmersdorff, Nied-Altdorff, Ihn ou Loignon et la partie nord de son territoire, la petite portion cédée d'Heyning, Leyding et la portion nord de son territoire, Bedersdorff, Ittersdorff, Berus et Saint-Oraine, Ueberhern, la ferme de Warent et le Warentwald (bois), les bois, triages de Lauterbach, Lauterbach, Carlsbronnen, Saint-Nicolas, Nass-Weiler, Emmersweiler et le moulin de Güensbach, Grand ou Gross Rosseln, Ludwiller, Geislantern, Furstenhausen, Clarenthal, Krughütte, Ziegelhoff, Gersweiler, la ville et le territoire de Sarrebruck, Saint-Arneval, Guidengen, Sarre-Buebingen; Klein-Bliderstroff, Auerschmachern, Roelchingen, Hanweiler, la ferme de Wintring, ci-devant district de la Leyen; le moulin de Gersweiler, Ranspach, Uhrsmühl.

Cet état des villages, hameaux et territoires qui touchent de chaque côté la ligne de limite entre la France et la Prusse, étant conforme aux noms écrits sur le plan général, sera annexé et fera suite à la convention définitive signée à Sarrebruck ce jourd'hui, et conformément à l'article 1^{er}. —
Signé ROUSSEAU; HENRI DÉLIUS.

N° 254. = 25 octobre — 11 novembre 1829. = **ORDONNANCE** du roi qui rapporte le décret du 9 février 1810 relatif à la tontine dite du Pacte social (1).
(VIII, Bull. CCCXXIV, n° 12850.)

Charles. . ., — Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur; — Vu les statuts des deux sociétés de la tontine du Pacte social, des 22 juin 1792 et 20 janvier 1797, — L'avis du conseil d'état du 1^{er} avril 1809 sur les associations de la nature des tontines, — Le décret du 9 février 1810 portant établissement d'une nouvelle administration pour la tontine du Pacte social, — Les diverses ordonnances royales rendues relativement à cette tontine, et notamment celles des 25 octobre 1814, 7 octobre 1818, 1^{er} septembre 1819, 20 novembre 1822, 24 mars 1824 et 26 octobre 1825; — Vu l'arrêt de notre cour royale de Paris du 19 mai 1825, qui a définitivement consacré la séparation des deux sociétés de la tontine du Pacte social, et a décidé que la société dite *assignats* sera régie par les seuls statuts de 1792, — Le jugement du tribunal du département de la Seine du 15 juillet 1827, portant rejet de la demande en dissolution de la société *assignats*, formée par le sieur de Flavian et autres, confirmé par arrêt de la cour royale du 18 décembre 1828; — Notre conseil d'état entendu, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1^{er}. Le décret du 9 février 1810 relatif à la tontine dite du Pacte social est rapporté.

2. En conséquence, l'administration des tontines établie près le préfet du département de la Seine remettra, dans le plus bref délai, aux commissaires ayant le droit de représenter chacune des deux sociétés de la tontine du Pacte social, les valeurs, titres, papiers et documens relatifs à chacune de

(1) Voyez ce décret, et la note.

ces sociétés, conformément à la division établie entre ces deux sociétés par les arrêts de notre cour royale.—Le compte final de gestion de l'administration actuelle des deux tontines du Pacte social sera rendu, vérifié et apuré de la manière qui a été suivie jusqu'à présent et devant l'autorité actuellement chargée de le recevoir.

3. Toutes dispositions contraires à la présente ordonnance sont rapportées.

N° 255. = 25 octobre—1^{er} décembre 1829. = **ORDONNANCE** du roi concernant le service des douanes dans les colonies de la Martinique et de la Guadeloupe (1). (VIII, Bull. CCCXXVIII, n° 13000.)

TITRE 1^{er}. — Direction et inspection du service des douanes dans les colonies de la Martinique et de la Guadeloupe.

Art. 1^{er}. Le service des douanes dans chacune de nos colonies de la Martinique et de la Guadeloupe continuera à être dirigé par un directeur. — Le directeur des douanes recevra de l'administration générale des douanes, par l'intermédiaire du département de la marine, les instructions relatives aux détails du service.

2. Le directeur des douanes maintiendra l'exécution ponctuelle des ordonnances, réglemens et instructions concernant les douanes coloniales. — Il donnera seul des ordres aux employés attachés à son service.—Il fera, deux fois l'an au moins, une tournée dans les différens bureaux de sa direction.— Il rendra compte au directeur de l'intérieur de tous les faits importans qui seront relatifs au service des douanes. — Il lui remettra, au commencement de chaque trimestre, un rapport raisonné sur les opérations des douanes pendant les trois mois précédens, et sur la situation du service. — Il lui remettra pareillement, dans les trois premiers mois de chaque année, l'état de commerce et de navigation de la colonie pour l'année écoulée.—L'état et le rapport mentionnés dans les deux paragraphes précédens seront remis au gouverneur en double expédition, pour être transmis à notre ministre de la marine, qui fera passer l'une desdites expéditions à notre ministre des finances.

3. Dans le cas où le directeur des douanes aurait fait au directeur de l'intérieur des propositions ou des représentations qui n'auraient point été accueillies, il sera en droit de demander qu'elles soient examinées en conseil privé, et, ce cas échéant, il en informera immédiatement l'inspecteur général des douanes, dont il sera parlé ci-après.—Lesdites propositions ou représentations devront être, d'après l'ordre du gouverneur, soumises au conseil dans la session la plus prochaine, et, s'il y a urgence, dans une séance extraordinaire, par le directeur de l'intérieur : le directeur des douanes assistera à la délibération avec voix consultative, conformément à l'article 157 de notre ordonnance du 9 février 1827.—Le conseil privé statuera dans la forme déterminée par les articles 173 et 175 de ladite ordonnance.

4. Il sera placé dans chaque colonie un inspecteur des douanes, pour y remplir les fonctions attribuées à ce grade dans les directions des douanes

(1) Voyez, dans les §§ 1^{er} et 2 de la seconde partie des notes qui accompagnent le titre de la loi du 12 nivose an 6 (1^{er} janvier 1798), sur les colonies, le résumé des réglemens applicables aux colonies de la Martinique et de la Guadeloupe.

Voyez aussi l'ordonnance du 26 novembre 1830—4 avril 1831, relative aux traitemens et indemnités des fonctionnaires et agens des douanes à la Martinique et à la Guadeloupe.

Voyez encore, sur le service des douanes dans la France continentale, le décret du 6—22 août 1791, et les notes étendues qui l'accompagnent.

de France.—L'inspecteur fera de fréquentes tournées, vérifiera le travail des bureaux, arrêtera les registres, surveillera le service des brigades et des pataches, et s'assurera de l'exactitude, du zèle et de la bonne conduite des employés des douanes.—Il rendra compte au directeur des résultats de son inspection.—L'inspecteur des douanes résidera dans celle des deux villes de la colonie où le directeur n'aura pas sa résidence.

TITRE II. — Division du service.

5. Le service des douanes dans chacune de nosdites colonies sera divisé en deux parties, savoir : le service des bureaux, et le service actif à terre et à la mer.

6. Les bureaux seront divisés, à raison de leur importance, en bureaux principaux et en bureaux secondaires. — A la Martinique, il y aura un bureau principal dans chacun des ports du Fort-Royal et de Saint-Pierre, et un bureau secondaire dans chacun des ports de la Trinité et du Marin. — A la Guadeloupe, les bureaux principaux seront établis dans les ports de la Basse-Terre et de la Pointe-à-Pitre, et les bureaux secondaires dans les ports du Moule, du Grand-Bourg de Marie-Galante, et du Marigot (partie française de l'île de Saint-Martin).

7. Dans les bureaux principaux de chacune de nosdites colonies, le service sera dirigé par un sous-inspecteur sédentaire. — Dans les bureaux secondaires, le service sera dirigé par un receveur aux déclarations. — Le personnel des bureaux se composera, en outre, de vérificateurs, de receveurs aux déclarations, et de commis aux expéditions. — Deux commis seront attachés au bureau du directeur.

8. Les fonctions des chefs et employés des bureaux de douanes dans chaque colonie seront les mêmes que celles qui sont attribuées aux emplois correspondans dans les bureaux des douanes de France, sauf les modifications qui pourront être déterminées par les instructions de détail transmises dans nos colonies, en conformité de l'article 1^{er} de la présente ordonnance.

9. Les recettes des produits des douanes continueront d'être opérées par le trésorier de chaque colonie et par ses délégués, sur les liquidations arrêtées par les bureaux de douanes, visées par les chefs desdits bureaux, et vérifiées par l'inspecteur de la colonie.

10. Il y aura, dans chaque colonie, des préposés des douanes armés, pour écarter des côtes la contrebande, et pour faire exécuter les ordonnances et réglemens des douanes.

11. Le service des brigades de douanes sera fait, à la mer et sur les côtes, au moyen de bâtimens pontés (dits *pataches*) et d'embarcations naviguant à la rame et à la voile. — Les pataches seront commandées par des officiers de douanes du grade de capitaine ou de lieutenant-principal. Elles auront à bord des brigadiers et des préposés matelots. — Le capitaine des douanes sera, dans chaque colonie, chef du service actif à la mer et à terre.

12. Le service actif dans les ports sera fait par des lieutenans principaux, des brigadiers et des préposés, lesquels seront répartis dans chaque port par le directeur des douanes, selon les besoins du service. — Il sera affecté des embarcations au service des brigades dans les différens ports.

13. Les employés des douanes ne pourront être requis pour un autre service qu'en cas d'absolue nécessité, et en vertu d'un ordre du gouverneur.

14. Le personnel des douanes, dans les colonies de la Martinique et de la Guadeloupe, sera composé et réparti conformément au tableau annexé à la

présente ordonnance.—Cette répartition pourra être modifiée à raison des besoins du service, mais seulement en vertu d'ordre du gouverneur en conseil, et après avoir entendu l'inspecteur général des douanes.

TITRE III. — Dispositions diverses concernant le personnel.

15. Les chefs et employés des douanes de tous grades dans nos colonies de la Martinique et de la Guadeloupe feront partie du personnel des douanes de France ; mais ils seront sous les ordres de notre ministre de la marine.

16. Pour la première formation du personnel, notre ministre de la marine transmettra à notre ministre des finances l'état des employés des douanes actuellement en activité dans lesdites colonies qu'il jugera devoir être compris dans la nouvelle organisation, et celui des emplois qui s'y trouveront vacans. — Pour l'avenir, et à mesure des vacances, notre ministre de la marine les fera connaître au département des finances.—Toutefois, les dispositions du présent article ne sont pas applicables aux emplois mentionnés à l'article 18 ci-après.

17. Les employés des douanes destinés à servir aux colonies dans un grade ou un emploi auquel il est nommé en France par notre ministre des finances ou par l'administration générale des douanes, seront porteurs de commissions délivrées conformément aux mêmes règles ; mais leur nomination n'aura lieu qu'après avoir été agréée par notre ministre de la marine, qui visera lesdites commissions.

18. A l'égard des emplois auxquels il est nommé en France par les directeurs des douanes, il y sera nommé pareillement, dans chacune des deux colonies, par le directeur local, lequel remettra au directeur de l'intérieur l'état de ces nominations.—Sont abrogées, en ce qui est contraire au présent article, les dispositions des articles 62, paragraphe 3, et 125 de notre ordonnance du 9 février 1827.

19. Les fonctionnaires des douanes coloniales n'auront droit à prendre rang dans les douanes de France, avec le grade dont ils auront été pourvus, soit à leur départ de France, soit dans nos colonies, qu'autant qu'ils auront été employés cinq ans au moins dans ce grade.

20. Les traitemens des employés des douanes de tous grades dans nosdites colonies, ainsi que les allocations accessoires, seront réglés conformément au tableau annexé à la présente ordonnance.

21. Lesdits traitemens et allocations seront passibles des mêmes retenues que celles qui sont opérées sur les traitemens et allocations des employés des douanes de France, et le produit en sera versé dans la caisse des retraites des fonctionnaires et employés du ministère des finances.

22. Nos ministres de la marine et des finances sont chargés de soumettre à notre approbation un règlement concernant les pensions à accorder, à raison du service des employés des douanes dans nos colonies.

23. Les deux tiers, au moins, des places qui deviendront vacantes dans les douanes de nosdites colonies, seront donnés par avancement aux employés qui y seront en activité, jusqu'aux grades de directeur et d'inspecteur exclusivement.

24. L'avancement sera donné de grade en grade, et suivant les règles établies pour les douanes de France. Il ne pourra y être dérogé que pour des services signalés, attestés par l'autorité coloniale.

25. L'uniforme, l'armement et l'équipement des employés des douanes de tous grades dans nosdites colonies seront les mêmes que ceux des employés des directions des douanes en France.

26. Les produits d'amendes et de confiscations à répartir par suite de

saisies faites par les préposés des douanes dans nosdites colonies seront distribués comme suit : — Un dixième sera attribué à la caisse des retraites ; — Trois dixièmes aux employés traités en France, dans les répartitions des saisies, comme préposés supérieurs ; — Six dixièmes aux saisisans. — Dans le cas où les contraventions auraient été dénoncées à l'autorité par des personnes étrangères au service des douanes, il sera prélevé à leur profit, et avant toute répartition, un tiers desdits produits.

27. Seront exécutées dans nos colonies de la Martinique et de la Guadeloupe les dispositions de l'arrêté du 9 fructidor an 5 (26 août 1797) et des réglemens et décisions administratives rendus en France relativement aux parts attribuées aux divers grades des employés saisisans et non saisisans, aux droits des individus concourant aux saisies, au partage des saisies faites par des militaires seuls ou avec les employés des douanes, enfin au partage des saisies opérées à domicile.

TITRE IV. — De l'inspection générale du service.

28. Un inspecteur général des douanes, commissionné conformément à ce qui est établi par l'article 17 de la présente ordonnance, exercera dans nos colonies de la Martinique et de la Guadeloupe des fonctions analogues à celles des inspecteurs généraux des douanes de France. — Il se conformera, dans son service, aux instructions qui seront concertées entre nos ministres de la marine et des finances.

29. L'inspecteur général exercera ses fonctions dans une entière indépendance de toute autorité locale.

30. Il adressera au directeur de l'intérieur, lorsqu'il y aura lieu, relativement au service des douanes, toutes les représentations et observations qu'il jugera utiles, et il en informera, au besoin, le gouverneur. — Il fera parvenir au ministre de la marine copie desdites représentations, lorsqu'il n'y aura pas été fait droit.

31. Il adressera à notre ministre de la marine, tous les six mois, en double expédition, un rapport sur le service des douanes dans chacune de nosdites colonies. Une expédition dudit rapport sera transmise à notre ministre des finances.

32. L'inspecteur général aura la correspondance avec le directeur des colonies, pour la transmission des renseignemens relatifs aux détails du service des douanes.

33. L'inspecteur général, lorsqu'il se trouvera dans l'une desdites colonies, sera appelé de droit au conseil privé, avec voix consultative, dans les cas où il y sera traité des matières relatives aux douanes.

34. Les appointemens de l'inspecteur général sont fixés à dix-huit mille francs par an. — Il recevra, en outre, un supplément annuel de six mille francs, au moyen duquel il aura à pourvoir à tous frais de tournées et de déplacement, tant dans l'intérieur de chaque colonie que d'une colonie à l'autre, ainsi qu'à tous frais de loyer, de bureau, et autres relatifs à son service. — Toutefois, il pourra être attaché à l'inspecteur général un secrétaire, dont le traitement est fixé à trois mille francs par an.

35. Les dispositions de l'article 21 de la présente ordonnance seront applicables à l'inspecteur général des douanes.

Dispositions générales.

36. Sont abrogées toutes dispositions contraires à la présente ordonnance.

dans la commune de Cantenac (Gironde), un péage destiné à subvenir au paiement des travaux de réparation à faire au port et à ses dépendances. (VIII, Bull. CCCXXVIII, n° 13002.)

N° 257. = 31 octobre—19 décembre 1829. = **ORDONNANCE** du roi portant autorisation de la société anonyme formée à Grenoble (Isère) sous la dénomination du Pont de Drac, et approbation de ses statuts. (VIII, Bull. CCCXXXI bis, n° 1.)

N° 258. = 1^{er}—18 novembre 1829. = **ORDONNANCE** du roi qui prescrit la publication des bulles d'institution canonique de MM. Raillon, de Gualy et Caron, pour les évêchés de Dijon, de Saint-Flour et du Mans. (VIII, Bull. CCCXXV, n° 12900.)

N° 259. = 1^{er}—24 novembre 1829. = **ORDONNANCE** du roi qui réorganise le service des payeurs du trésor royal (1). (VIII, Bull. CCCXXVI, n° 12952.)

Charles, . . . — Sur l'exposé qui nous a été fait que la classification actuelle des payeurs du trésor royal laissait à désirer dans plusieurs parties essentielles; — Voulant faire cesser cet état de choses et donner au service des payeurs une organisation à la fois plus simple et plus économique; — Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état des finances, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1^{er}. Il ne sera point pourvu aux places de payeurs spéciaux de la marine et des ports qui deviendront disponibles par quelque cause que ce soit. A mesure des vacances, le service sera remis au payeur du département, qui demeurera ainsi chargé d'acquitter toutes dépenses des divers ministères.

2. Les places de préposés payeurs de la guerre et de la marine seront supprimées à partir du 1^{er} janvier 1830. — Seront néanmoins maintenus ceux des préposés payeurs établis hors des chefs-lieux d'arrondissement, dont notre ministre des finances jugerait la conservation nécessaire à la ponctualité des paiemens.

3. La dépense totale du service des payeurs dans les départemens, tant en traitemens qu'en abonnemens pour frais de service, sera réduite à onze cent vingt mille francs, et répartie conformément au tableau ci-joint n° 1^{er}.

4. Les réductions ne seront opérées qu'au fur et à mesure des vacances d'emplois. — Toutefois les frais de service des payeurs qui n'auront plus à supporter la dépense des préposés supprimés à partir du 1^{er} janvier 1830, seront réduits à raison de mille francs par chaque préposé. — Hors le cas de nomination nouvelle, les complémens d'allocation ne seront accordés que dans la proportion des fonds disponibles, et seulement lorsque la dépense sera rentrée dans la limite fixée par l'article précédent.

5. Les cautionnemens des payeurs qui seront nommés postérieurement à la présente ordonnance sont fixés conformément au tableau ci-joint n° 2.

6. Les dispositions qui précèdent devront être appliquées à toute nomination nouvelle qui, à partir de ce jour, viendrait à être faite, soit à titre d'avancement, soit pour toute autre cause.

(Suit la nouvelle classification des traitemens, frais de bureau et cautionnemens des payeurs.)

(1) Voyez le décret du 27 (10 et)—30 mars 1791, concernant l'organisation du trésor public, et les notes qui résument les réglemens de la matière.

N° 260. = 1^{er} novembre 1829. = **RAPPORT** au roi sur l'administration de la justice criminelle pendant l'année 1828. (Moniteur du 4 novembre 1829.)

N° 261. = 4—18 novembre 1829. = **ORDONNANCE** du roi portant fixation du prix des poudres qui seront livrées, pendant l'année 1830, aux départemens de la guerre, de la marine et des finances. (VIII, Bull. CCCXXV, n° 12899.)

N° 262. = 4 novembre—10 décembre 1829. = **ORDONNANCE** du roi relative au conseil des prud'hommes de Saint-Etienne, département de la Loire (1). (VIII, Bull. CCCXXIX, n° 13020.)

Charles, . . . — Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur ; — Vu le décret du 22 juin 1810, qui a établi dans la ville et pour les fabriques de Saint-Etienne un conseil de prud'hommes composé de neuf membres ; — Ayant égard aux représentations qui ont été faites tant par ledit conseil et la chambre consultative des manufactures de cette ville, que par le préfet du département de la Loire, — Et prenant en considération le développement de l'industrie de Saint-Etienne et l'accroissement de ses fabriques ; — Notre conseil d'état entendu, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1^{er}. A l'époque du premier renouvellement partiel du conseil des prud'hommes de Saint-Etienne, département de la Loire, et à partir de cette époque, le nombre des membres dudit conseil sera porté à treize, savoir : sept marchands fabricans et six chefs d'atelier, contre-maîtres ou ouvriers patentés. — Les uns et les autres seront choisis dans les diverses branches d'industrie qui s'exercent à Saint-Etienne.

2. Deux suppléans, le premier, marchand fabricant, et le second, chef d'atelier ou ouvrier patenté, seront en outre attachés au même conseil : ils remplaceront ceux des prud'hommes qui, par maladie, absence ou autres empêchemens, ne pourraient pas assister aux séances soit du bureau particulier, soit du bureau général.

3. Les dispositions du décret du 22 juin 1810 auxquelles il n'est pas dérogé par la présente continueront d'être exécutées suivant leur forme et teneur.

N° 263. = 4 novembre—10 décembre 1829. = **ORDONNANCE** du roi qui autorise la construction d'un pont en pierre sur le Thouet, dans la commune de Chacé (Maine-et-Loire). (VIII, Bull. CCCXXIX, n° 13021.)

N° 264. = 11 novembre—1^{er} décembre 1829. = **ORDONNANCE** du roi concernant la remise en activité de l'école royale des chartes (2). (VIII, Bull. CCCXXVIII, n° 13001.)

Charles, . . . — Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur ; — Vu les ordonnances du roi en date des 22 février 1821 et 16 juillet 1823 ; — Voulant compléter le bienfait de l'institution de l'école des chartes, que la France doit à la sollicitude éclairée du feu roi

(1) Voyez le décret du 11 juin 1809, concernant l'organisation et la compétence des conseils de prud'hommes, le mode de procéder devant eux, et la note.

(2) Voyez l'ordonnance du 1^{er}—20 mars 1832, qui rapporte les art. 4 et 8 de la présente, et désigne les publications à faire par l'école des chartes.

notre très honoré frère, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1^{er}. L'école royale des chartes, qui a été établie à Paris par l'ordonnance du 22 février 1821, sera remise en activité le 2 janvier 1830.

2. Les cours de cette école se diviseront, à compter du 2 janvier 1831, en cours élémentaire et en cours de diplomatique et de paléographie française. — Le premier (celui des archives du royaume) aura uniquement pour objet d'apprendre à déchiffrer et à lire les chartes des diverses époques : sa durée sera d'un an. — Le second (celui de notre bibliothèque de la rue de Richelieu) expliquera aux élèves les divers dialectes du moyen-âge, et les dirigera dans la science critique des monumens écrits de cette époque, ainsi que dans le mode d'en constater l'authenticité et d'en vérifier les dates : ce dernier cours durera deux ans.

3. Nul ne pourra être admis à l'école royale des chartes s'il n'est âgé de dix-huit ans révolus et bachelier ès-lettres.

4. Notre imprimerie royale publiera gratuitement, chaque année, conformément à l'article 3 de l'ordonnance du 23 juillet 1823, un volume des documens que les élèves auront traduits, avec le texte en regard. — Ce recueil portera le titre de *Bibliothèque de l'école royale des chartes*, et sera composé des traductions qu'une commission formée du secrétaire perpétuel et de deux membres de notre académie des inscriptions et belles-lettres, de trois conservateurs de notre bibliothèque royale, et du garde des archives du royaume, aura jugées dignes d'en faire partie.

5. Le nombre des élèves pensionnaires sera réduit à six au moins et huit au plus, et le traitement de chacun d'eux porté à huit cents francs par an. — Leur nomination n'aura lieu que pour le 2 janvier 1831.

6. Pendant la durée de leurs études, ces élèves pensionnaires prendront part aux travaux d'ordre et de classification qui se font habituellement au département des manuscrits de notre bibliothèque de la rue de Richelieu, ainsi qu'aux archives du royaume, et seront, sous ce rapport, soumis aux mêmes règles que les employés de ces établissemens.

7. Tous les élèves de l'école royale des chartes seront admis à concourir pour les places d'élèves pensionnaires devant la commission dont il est parlé en l'article 4. — Cette commission, d'après les examens qu'elle leur aura fait subir, dressera une liste double des candidats, d'abord au mois de novembre 1830, et ensuite lors de chaque renouvellement desdits élèves pensionnaires. — A égalité de titres, l'élève qui aura contribué à la publication prescrite par le même article obtiendra la préférence.

8. Indépendamment de la bibliothèque de l'école des chartes, notre imprimerie royale publiera chaque année, de la même manière, sous la direction de la commission sus-nommée, un volume de chartes nationales, qui seront déposées dans leur ordre chronologique avec des notes critiques. — Ce recueil sera intitulé *Bibliothèque de l'histoire de France*.

9. Il sera prélevé annuellement, sur le fonds affecté dans le budget de l'état, à l'encouragement des sciences, lettres et arts, une somme de trois mille francs, qui sera employée par notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur en gratifications aux élèves dont les travaux contribueront le plus au succès desdits recueils, sur la proposition de notre académie des inscriptions et belles-lettres.

10. Après les deux années d'étude auxquelles ils sont soumis, les élèves de diplomatique et de paléographie française seront examinés de nouveau par les juges du premier concours : ceux de ces élèves qui auront été reconnus dignes de cette distinction recevront de notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur un brevet d'archiviste paléographe, et obtiendront

ensuite, par préférence à tous autres candidats, la moitié des emplois qui viendront à vaquer dans les bibliothèques publiques (notre bibliothèque de la rue de Richelieu exceptée), les archives du royaume et les divers dépôts littéraires.

11. Notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur fera les réglemens nécessaires pour la discipline de l'école royale des chartes et l'ordre régulier des études, après avoir pris l'avis de notre académie royale des inscriptions et belles-lettres.

12. Les ordonnances des 22 février 1821 et 16 juillet 1823 sont maintenues en ce qui n'est pas contraire aux dispositions de la présente.

N° 265. = 11 novembre—10 décembre 1829. = **ORDONNANCE du roi qui établit dans la faculté de droit de Grenoble une troisième place de suppléant.** (VIII, Bull. cccxxix, n° 13017.)

Art. 1^{er}. Il est établi dans la faculté de droit de Grenoble une troisième place de suppléant.

2. L'un des suppléans de la faculté sera chargé de faire un cours de droit commercial, qui sera obligatoire pour les élèves de troisième année.

N° 266. = 11 novembre—10 décembre 1829. = **ORDONNANCE du roi qui autorise la ville d'Aigues-Mortes (Gard) à établir un abattoir public.** (VIII, Bull. cccxxix, n° 13022.)

N° 267. = 11 novembre—10 décembre 1829. = **ORDONNANCE du roi qui crée une troisième place de courtier de marchandises à Saint-Valery-sur-Somme.** (VIII, Bull. cccxxx, n° 13050.)

N° 268. = 11 novembre—19 décembre 1829. = **ORDONNANCE du roi portant autorisation de la société d'assurances mutuelles contre l'incendie, pour le département de l'Indre, et approbation de ses statuts.** (VIII, Bull. cccxxxi bis, n° 2.)

Art. 1^{er}. La société d'assurances mutuelles contre l'incendie pour le département de l'Indre, formée à Châteauroux, par acte passé le 24 octobre 1829, par-devant Talbot et son collègue, notaires en ladite ville, est autorisée. — Sont approuvés les statuts contenus audit acte, qui restera annexé à la présente ordonnance.

2. Nous nous réservons de révoquer notre autorisation en cas de violation ou de non-exécution des statuts approuvés, sans préjudice des dommages intérêts des tiers.

3. Un commissaire nommé par notre ministre de l'intérieur est chargé de veiller à l'observation des statuts; il prendra connaissance des opérations de la société, et pourra provisoirement suspendre l'exécution des mesures qu'il jugera contraires aux lois, sauf à en référer à l'autorité supérieure. — Son traitement demeure à la charge de la compagnie.

4. La société est tenue de remettre, tous les six mois, un extrait de son état de situation au préfet de l'Indre et au greffe du tribunal de première instance de Châteauroux; pareil extrait sera adressé au ministre de l'intérieur.

(*Suivent les statuts de la société.*)

N° 269. = 11 novembre 1829. = **ORDONNANCE du roi sur la réduction des**

employés de la direction de l'enregistrement et des domaines (1). (Moniteur du 8 décembre 1829.)

Charles, . . . — Considérant que la division du travail par matière, dont l'application a été récemment faite dans les bureaux de l'administration centrale de l'enregistrement et des domaines, permet d'obtenir de nouvelles réductions dans les dépenses de cette administration ;— Considérant que les améliorations introduites dans la comptabilité des revenus publics ont, par l'ordonnance du 8 novembre 1820, modifié les attributions des inspecteurs de l'enregistrement ; mais que, d'un autre côté, la nécessité de tenir au courant les vérifications de régie exige l'augmentation du nombre des vérificateurs ;— Voulant offrir à ces employés supérieurs des motifs de zèle et d'émulation, en multipliant les chances d'avancement par l'augmentation du nombre de classes dans chaque grade ;— Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état des finances, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1^{er}. Le nombre des administrateurs de la direction générale de l'enregistrement et des domaines sera réduit à quatre, lorsque les travaux sur les domaines engagés et l'indemnité des émigrés toucheront à leur terme.

2. Le nombre des inspecteurs de l'enregistrement, qui est de deux cent seize, sera réduit à cent cinquante, qui seront divisés en trois classes et rétribués ainsi qu'il suit :

1 ^{re} classe, 40	au traitement de 7,000 fr.	280,000 fr.
2 ^e 60	6,000	360,000
3 ^e 50	5,000	250,000
		890,000

3. Les vérificateurs, dont le nombre est de deux cent quarante, seront portés à celui de deux cent quatre-vingt-quinze.— Ils seront divisés en cinq classes, et leurs appointemens fixés comme il suit :

1 ^{re} classe, 50	à 4,500 fr.	225,000 fr.	} 1,060,000 fr.
2 ^e 50	à 4,000	200,000	
3 ^e 100	à 3,600	360,000	
4 ^e 70	à 3,000	210,000	
5 ^e 25	à 2,600	65,000	

4. L'organisation arrêtée par la présente ordonnance recevra son exécution au fur et à mesure des extinctions, vacances, admissions à la retraite, ou nominations à d'autres emplois.— Afin de hâter la réalisation des économies qu'elle doit procurer au trésor, les bureaux d'enregistrement et de conservation des hypothèques seront accordés, de préférence, aux inspecteurs qui ne seront point compris dans le nouveau cadre de leur grade. En outre, les dispositions de l'article 4 de la loi du 1^{er} mai 1822 et celles de l'ordonnance du 2 octobre de la même année sont applicables aux employés de tous grades qui, à raison d'infirmités ou par d'autres motifs, seraient réformés avant d'avoir acquis des droits à la pension de retraite.

N^o 270. = 17—24 novembre 1829. = *ORDONNANCE du roi qui nomme président du conseil des ministres M. le prince de Polignac, ministre des affaires étrangères.* (VIII, Bull. CCCXXVI, n^o 12949.)

(1) Voyez le décret du 9 (8 et)—15 mai 1791, portant organisation de la régie de l'enregistrement et des domaines, et les notes résumant tous les réglemens qui se rapportent à cette organisation.

N° 271. = 22 novembre—10 décembre 1829. = **ORDONNANCE** du roi relative à la répartition des crédits accordés par la loi du 2—6 août 1829 pour les dépenses du ministère de l'intérieur et de l'ancien ministère du commerce pendant l'exercice 1830. (VIII, Bull. CCCXXIX, n° 13015.)

N° 272. = 22 novembre 1829—22 novembre 1831. = **ORDONNANCE** du roi concernant l'organisation de la conservation des hypothèques à l'île de Bourbon (1). (IX, ordonn., Bull. CXVIII, n° 3327.)

TITRE 1^{er}. — De la conservation des hypothèques.

CHAPITRE 1^{er}. — Du bureau de la conservation.

Art. 1^{er}. Le bureau de la conservation des hypothèques établi à l'île de Bourbon continuera d'être placé dans la ville où siège le tribunal de première instance.

CHAPITRE II. — Des fonctions du conservateur, de ses obligations, et de celles des notaires et greffiers.

2. Le conservateur est chargé, sous sa propre responsabilité, conformément aux dispositions du chapitre X, titre XVIII, livre III du Code civil, de l'accomplissement des formalités prescrites pour la conservation des hypothèques, et de la perception des droits établis au profit du gouvernement.

3. Le conservateur est tenu de résider dans le lieu où il exerce ses fonctions.

4. Il aura son domicile de droit dans son bureau, pour toutes les contestations auxquelles sa responsabilité donnera lieu : ce domicile durera aussi long-temps que sa responsabilité.

5. Toute poursuite pourra être dirigée contre le conservateur, même quand il ne serait plus en exercice, ou contre ses ayans-cause, à son domicile de droit.

6. Le conservateur devra avoir cinq registres, savoir : — Le premier, pour l'enregistrement du dépôt des pièces, tenu en exécution de l'article 2200 du Code civil, sur lequel seront inscrites, jour par jour et par ordre numérique, toutes les remises d'actes qui seront faites au conservateur. Ce registre aura une colonne où sera porté le montant du droit perçu pour chaque acte déposé, conformément à l'article 44 ci-après. — Le conservateur donnera au requérant une reconnaissance qui rappellera le numéro du registre de dépôt, et il ne pourra transcrire les actes ni enregistrer les dénonciations de saisies et les notifications de placards, ni inscrire les bordereaux sur le registre à ce consacré, qu'à la date et dans l'ordre des remises qui lui en auront été faites. — Le second registre, tenu en conformité de l'article 2150 du Code civil, et destiné à l'inscription des bordereaux de créances hypothécaires ; — Le troisième, destiné, en conformité de l'article 2181 du Code civil, à la transcription des actes translatifs de propriété ou d'usufruit de biens immeubles ; — Le quatrième, tenu conformément à l'article 677 du Code de procédure civile, et destiné à la transcription des procès-verbaux de saisie immobilière, et à recevoir en marge

(1) Voyez, dans le § 4 de la deuxième partie des notes qui accompagnent le titre de la loi du 12 nivose an 6 (1^{er} janvier 1798), le résumé de la législation sur l'organisation judiciaire de l'île de Bourbon.

Voyez aussi l'ordonnance du 7 septembre—22 novembre 1831, qui crée un bureau de la conservation des hypothèques pour l'arrondissement de Saint-Paul, île de Bourbon.

la mention de l'enregistrement des actes transcrits sur le registre désigné au paragraphe suivant ; — Et le cinquième, sur lequel seront enregistrées les dénonciations de saisies immobilières à la partie saisie, conformément à l'article 681 du Code de procédure civile, et les notifications de placards aux créanciers inscrits, conformément à l'article 696 du même code. — Mention de l'enregistrement de chaque acte sur ce dernier registre sera faite en marge de la transcription de la saisie portée sur le quatrième registre, et le conservateur énoncera, dans ses relations, au pied de ces actes, ainsi que dans les certificats ou copies qu'il délivrera, que cette mention a été faite. — La radiation de la saisie, lorsqu'elle aura lieu, sera aussi mentionnée en marge de chaque acte porté sur ce cinquième registre.

7. Chaque registre sera coté et paraphé à chaque page par première et dernière, par le juge royal.

8. Tous les enregistrements seront faits, jour par jour, dans l'ordre du registre des dépôts, sans blanc ni intervalle; chacun d'eux portera un numéro d'ordre, et sera signé du conservateur. — Ce numéro sera rapporté sur chacun des actes qui doivent rester au bureau. — Toutes les mentions qui doivent être faites sur les registres seront également signées par le conservateur.

9. Les *arrêtés* qui, conformément à l'article 2201 du Code civil, doivent être effectués chaque jour, à l'instant où le bureau est fermé au public, seront inscrits immédiatement après le dernier enregistrement ou le dernier *arrêté*, sans intercalation, et sans qu'il puisse en être mis plus d'un dans la même case pour les registres divisés en cases, ni plus d'un sur la même ligne, pour les registres qui ne sont pas divisés en cases. — Chaque *arrêté* sera écrit en toutes lettres par le conservateur, et signé par lui. — Les contraventions aux dispositions du présent article seront punies de l'amende portée par l'article 2202 du Code civil, sans préjudice des amendes résultant des autres contraventions prévues par ledit article et par l'article 2203.

10. Aucune formalité hypothécaire ne pourra être remplie les dimanches et jours de fêtes légales. — Ces jours seront désignés dans l'*arrêté* inscrit sur le registre, indépendamment de la date.

11. Les formalités hypothécaires s'accomplissent, savoir : — 1^o A l'égard de l'*inscription*, par la copie littérale, sur le registre à ce destiné, de l'un des bordereaux présentés par les requérans ou rédigés par les notaires ou par le conservateur, dans le cas prévu par l'article 16 ci-après; — 2^o A l'égard de la *transcription*, par la copie littérale des actes soumis à cette formalité. — Dans les deux cas, le conservateur remettra au requérant le bordereau inscrit ou l'acte transcrit, et il certifiera, au pied, avoir accompli la formalité dont il énoncera la date, le volume et le numéro.

12. Les déclarations de changement de domicile seront faites en marge de l'inscription qu'elles concernent, et signées par le créancier ou par son mandataire spécial, à moins que le changement de domicile n'ait été consenti par un acte authentique dont l'expédition sera remise au conservateur. — A défaut d'espace en marge de l'inscription, le changement de domicile sera constaté sur le registre, à la date courante; mention en sera faite en marge de l'inscription, ainsi que sur le bordereau dans le cas où il serait représenté par la partie.

13. Les cessions de priorité, et les subrogations dans des inscriptions hypothécaires, seront mentionnées en marge de l'inscription du cédant, d'après le dépôt fait au conservateur d'une expédition de l'acte authentique par lequel les cessions ou subrogations auront été consenties. Ces mentions de-

vront, en outre, être signées par le créancier, dans le cas où l'acte déposé ne contiendrait pas la nouvelle élection de domicile faite par le créancier subrogé.

14. Toutes les fois qu'il ne sera pas requis une nouvelle inscription en vertu d'un acte de prorogation de délai, la mention de la nouvelle époque d'exigibilité pourra être faite en marge de la première inscription, sur la simple représentation de l'expédition de l'acte authentique.

15. Les erreurs, omissions ou irrégularités commises sur les registres, ne pourront être rectifiées qu'au moyen d'une nouvelle formalité accomplie par le conservateur à la date courante, sans préjudice toutefois des droits acquis à des tiers antérieurement à la seconde formalité, et du recours en garantie, s'il y a lieu, contre le conservateur. — La seconde formalité rappellera la date, le volume et le numéro de celle qu'elle a pour objet de rectifier, et mention en sera faite en marge de la première formalité. — Les extraits ou certificats qui seront délivrés par le conservateur devront les comprendre toutes les deux.

16. Les notaires seront tenus, sous leur responsabilité personnelle, de requérir l'inscription ou la radiation des hypothèques conventionnelles, d'après la minute des actes constitutifs de ces hypothèques, ou de ceux qui en contiendraient main-levée. — Pour opérer l'inscription, ils seront tenus de déposer au conservateur les bordereaux prescrits par l'article 2148 du Code civil, dans le délai, savoir : de cinq jours, pour les notaires résidant dans le lieu où est établi le bureau de la conservation ; et de quinze jours, pour ceux résidant dans les autres communes. Ces délais courront à compter du jour de l'enregistrement. — Pour faire opérer la radiation, les notaires remettront au conservateur une expédition de l'acte qui contient la main-levée, dans les délais ci-dessus fixés. — Toutefois, les parties pourront, par une déclaration faite dans l'acte, se réserver le droit de requérir elles-mêmes la formalité de l'inscription ou de la radiation ; et, dans ce cas, les notaires seront dispensés des obligations qui leur sont imposées par le présent article. — Dans aucun cas, l'inscription des hypothèques judiciaires, et la radiation des hypothèques dont la main-levée aura été ordonnée par jugement, ne pourront être opérées que sur la réquisition des parties.

17. Les notaires seront également tenus de faire opérer la transcription des actes passés devant eux et qui seraient translatifs de propriété ou d'usufruit de biens immobiliers. — Il en sera de même à l'égard des actes désignés dans l'article 1069 du Code civil. — A cet effet, les notaires devront en présenter une expédition au conservateur, dans les délais fixés par l'article 16. La mention de la transcription, mise par le conservateur sur l'expédition, sera rapportée littéralement sur la minute de l'acte.

18. Les dispositions de l'article précédent s'appliqueront aux greffiers, à l'égard des jugemens d'adjudication rendus par le tribunal près duquel ils exercent leurs fonctions.

19. Les notaires ne pourront recevoir en dépôt les actes sous signatures privées de la nature de ceux désignés dans l'article 17, en faire aucun usage ni aucune mention, sans qu'ils aient été préalablement soumis à la formalité de la transcription : ils rapporteront tout au long dans leurs minutes la mention de la transcription mise par le conservateur sur lesdits actes.

20. Dans aucun cas, les notaires ne pourront délivrer aucune grosse ou première expédition d'actes devant donner lieu à l'inscription, sans y joindre le bordereau inscrit, sauf l'exception prévue par l'avant-dernier alinéa de l'article 16 ci-dessus. — A l'égard des actes donnant lieu à la tran-

scription, les notaires et les greffiers ne pourront en délivrer aucune expédition sans qu'elle porte la mention de l'accomplissement de cette formalité.

21. Chaque contravention, par les notaires et les greffiers, aux dispositions des articles 16, 17, 18 et 19, qui précèdent, sera punie de l'amende prononcée par l'article 2202 du Code civil, sans préjudice des dommages et intérêts des parties, lesquels seront payés avant l'amende, conformément au même article. — Les contraventions aux dispositions de l'article 20 seront punies d'une amende de cinquante francs par chaque contravention.

22. Les extraits, états, certificats ou copies des registres à délivrer, devront être conformes aux intentions clairement exprimées par les requérans dans leurs demandes. — En conséquence, le conservateur ne pourra refuser de délivrer, soit des états généraux des hypothèques de son arrondissement, soit des états d'hypothèques partiels, supplémentaires, ou d'une époque à une autre, soit des états d'hypothèques spéciales sur un individu ou sur un immeuble désigné.

23. A défaut de désignation précise par les requérans, les états devront comprendre toutes les inscriptions, à l'exception de celles périmées, ou renouvelées seulement après la période de dix années, à moins que les requérans n'aient fait à cet égard une demande spéciale; et, dans ce cas, le conservateur en fera mention expresse dans les états ou certificats qu'il délivrera. — Lorsqu'une inscription aura été renouvelée dans la période de dix ans, l'état devra comprendre la première inscription, ainsi que les inscriptions de renouvellement.

24. Les états ou certificats seront, dans tous les cas, cotés et paraphés sur chaque feuillet et au bas de chaque page par le conservateur. Dans la clôture de chaque état, il indiquera le nombre d'inscriptions qui y sont contenues.

25. Indépendamment des registres prescrits par l'article 6 ci-dessus, le conservateur tiendra un registre répertoire sur lequel seront portés, par extrait, au fur et à mesure de l'accomplissement des formalités, sous le nom de famille de chaque grevé ou de chaque nouveau possesseur, et à la case qui lui est destinée, les inscriptions à sa charge, les radiations, les transcriptions, et tous autres actes qui le concernent. Les transcriptions d'actes de mutation seront, en outre, portées sous le nom du propriétaire exproprié. — Le registre-répertoire indiquera, pour chacun des actes mentionnés au présent article, le registre où il est inscrit, son numéro sur ce registre, sa nature, et le montant des sommes qui y sont exprimées. — Il sera formé, jour par jour, une table de ce répertoire, dans l'ordre alphabétique du nom de famille de l'individu désigné en tête de chaque case.

26. Le conservateur tiendra aussi une table alphabétique pour les majorats, sous le nom de famille des propriétaires qui auront requis la transcription d'actes et lettres-patentes concernant les majorats.

27. Le conservateur sera tenu de remettre, dans le premier mois de chaque année, au directeur de l'intérieur, pour être envoyés au dépôt des chartes coloniales : — 1° Un registre contenant l'indication sommaire des inscriptions de créances hypothécaires, et énonçant, pour chaque inscription, le numéro et la date, les noms, prénoms, profession et domicile du créancier et de l'individu grevé, la date et la nature du titre, le montant et la nature de la créance, et l'époque de l'exigibilité, la désignation des biens affectés; — 2° Un registre des transcriptions des actes de mutation, contenant l'analyse des actes authentiques et la copie littérale des actes sous seing privé; — 3° Un registre indiquant les radiations d'inscription

faites dans l'année, rappelant le numéro et le volume, et énonçant la somme pour laquelle la main-levée est donnée, la date de cette main-levée, le nom du débiteur, et la désignation de l'immeuble dégrevé. — Chacun de ces registres contiendra le montant, en chiffres, des créances inscrites ou radiées, et le prix exprimé dans les actes de mutation. Ces sommes seront additionnées au bas de chaque page, et le total en sera fait pour l'année.

28. Avant d'entrer en fonctions, le conservateur fera transcrire sa commission au greffe du tribunal de première instance. Il prêtera, à l'audience publique de ce tribunal, le serment de remplir avec fidélité et exactitude les fonctions qui lui sont confiées.

29. En cas d'absence ou d'empêchement, le conservateur sera suppléé dans ses fonctions par le préposé chargé de la vérification du service, et à défaut, par le surnuméraire ou par celui de ses employés qu'il désignera lui-même.

30. S'il y a vacance des fonctions de conservateur, par décès ou autrement, le cas de démission excepté, ces fonctions seront remplies provisoirement par le préposé désigné dans l'article précédent, et à son défaut, par un surnuméraire, sur la désignation du directeur de l'intérieur. — L'employé ainsi désigné sera responsable de sa gestion. — Le démissionnaire ne cessera ses fonctions qu'après l'installation de son successeur, et, jusqu'à, il demeurera responsable de la gestion.

31. Le conservateur devra tenir son bureau ouvert au public pendant six heures chaque jour, excepté les dimanches et jours de fêtes légales. — Les heures de séance seront affichées à la porte du bureau; elles seront les mêmes que pour l'enregistrement.

CHAPITRE III. — Du cautionnement du conservateur.

32. Le conservateur sera tenu de fournir un cautionnement, dont le montant sera ultérieurement fixé en raison de la population, sur la proposition du gouverneur en conseil.

33. Le cautionnement pourra être fourni, soit en immeubles situés en France ou dans la colonie, soit en rentes sur l'état, ou en actions de la banque de France ou de la caisse d'escompte et de prêts de l'île de Bourbon.

34. Le cautionnement ne pourra être consenti que par acte authentique. — S'il est fourni en immeubles, il sera reçu par le tribunal de première instance de leur situation, contrairement avec le procureur du roi près ce tribunal. Les pièces établissant la valeur de l'immeuble seront produites par le conservateur.

35. Si le cautionnement est fourni en rentes sur l'état, ou en actions de la banque de France ou de la caisse d'escompte et de prêt de la colonie, il sera reçu dans la même forme par le tribunal de première instance du lieu de la résidence du conservateur, sur la justification préalable que lesdites rentes ou actions ont été immobilisées, et affectées spécialement au cautionnement.

36. Le conservateur sera tenu de faire recevoir son cautionnement dans les délais suivans, savoir : — 1° Dans un mois, si le cautionnement doit être reçu par le tribunal de la colonie; — 2° Dans neuf mois, si le cautionnement consiste en immeubles situés hors de la colonie. — Ces délais courront du jour de l'enregistrement de la commission du conservateur au greffe du tribunal de première instance de l'île de Bourbon.

37. Si le cautionnement a été reçu par un tribunal situé hors de la colonie, l'expédition, tant de l'acte de cautionnement que du jugement de

réception, sera déposée au greffe du tribunal de la colonie, à la diligence du conservateur, dans les neuf mois à partir de la date de ce jugement.

38. Dans tous les cas, l'expédition, tant de l'acte de cautionnement que du jugement de réception, sera adressée par le conservateur au directeur de l'intérieur de la colonie, dans les délais prescrits par les articles 37 et 38 ci-dessus.

39. Immédiatement après la réception de son cautionnement, le conservateur sera tenu de prendre inscription sur les immeubles affectés à ce cautionnement, et de la renouveler six mois avant l'expiration de chaque période de dix années. — Le double du bordereau d'inscription et de renouvellement sera adressé par le conservateur au directeur de l'intérieur. — Le bordereau sera conforme au modèle annexé à la présente ordonnance.

40. Aucun changement ou substitution dans les biens affectés ne pourra s'opérer qu'avec les formalités prescrites pour l'admission du premier cautionnement.

41. Tous les frais de l'acte de cautionnement, du jugement de réception et de l'inscription, seront à la charge du conservateur.

42. L'affectation du cautionnement subsistera pendant toute la durée de la gestion du conservateur et pendant les dix années qui suivront la cessation de ses fonctions.

43. La main-levée des inscriptions ne pourra être ordonnée que par le tribunal qui aura reçu le cautionnement. — La requête en main-levée, présentée après dix années à partir de la cessation des fonctions du conservateur, sera appuyée, — 1^o D'un certificat du directeur de l'intérieur, constatant le jour précis de cette cessation; — 2^o D'un certificat du greffier du tribunal de première instance du lieu de la résidence du conservateur, constatant qu'il n'existe aucune poursuite personnelle en garantie contre le conservateur, ni aucune action sur les biens affectés. — Si les immeubles affectés ne sont pas situés dans l'arrondissement du tribunal du lieu de la résidence du conservateur, il devra être produit, en outre, un certificat dans la même forme, du greffier du tribunal de la situation desdits immeubles.

TITRE II. — *Des droits et salaires.*

CHAPITRE I^{er}. — *Des droits au profit du gouvernement.*

44. Il sera perçu par le conservateur, au profit du gouvernement, un droit fixe d'un franc pour chacune des formalités ci-après énoncées, savoir: — Pour chaque inscription, excepté celle d'office, quel que soit le nombre des créanciers et des débiteurs, d'une seule et même créance; — Pour l'enregistrement de la dénonciation au saisi; — Pour l'enregistrement de l'original de la notification de placards aux créanciers inscrits; — Pour la radiation des saisies, et pour chaque transcription d'acte translatif de propriété immobilière, en forme authentique ou sous seing privé. — Dans ce dernier cas, il est dû un droit pour chaque nouveau possesseur non indivis. — Tous les droits ci-dessus mentionnés seront portés en recette, article par article, sur le registre des dépôts, dont la tenue est prescrite par l'article 6 ci-dessus, et en même temps que le conservateur constatera sur ce registre le dépôt des pièces.

45. Il sera exercé un prélèvement de cinq pour cent, au profit du gouvernement, sur chacun des articles de salaires payés au conservateur en conformité du chapitre suivant.

CHAPITRE II. — Des salaires du conservateur.

46. Le conservateur recevra, pour chacun des actes et formalités désignés dans le tableau annexé à la présente ordonnance, un salaire qui sera déterminé provisoirement par le gouverneur en conseil, sauf notre approbation ultérieure. — Ce tableau, avec l'indication du salaire alloué pour chaque article, sera affiché dans le bureau du conservateur.

47. Il ne pourra être perçu ou exigé, sous le titre de droit de recherche, prompt expédition, ou sous quelque dénomination que ce soit, aucun autre salaire que ceux dus pour les actes désignés audit tableau.

48. Le conservateur tiendra un registre conforme au modèle annexé à la présente ordonnance, sur lequel il portera, jour par jour, article par article, et par série de numéros, tous les salaires qui lui seront payés; mention du numéro de l'article sera faite sur la quittance délivrée aux parties: le tout à peine, contre le conservateur, d'une amende de vingt francs pour chaque article ou mention omis ou incomplets, sans préjudice de toutes autres poursuites, s'il y a lieu. — Toutefois, il pourra porter en une seule ligne, à la fin de chaque mois, le nombre des articles enregistrés pendant le mois dans le registre des dépôts, et le nombre des inscriptions faites aussi pendant le mois, avec le montant en masse des salaires de ces articles. — Le prélèvement ordonné par l'article 45 sera tiré hors ligne, à chaque article, dans la colonne à ce destinée. — Ce registre sera arrêté jour par jour, conformément aux dispositions de l'article 8 ci-dessus.

CHAPITRE III. — Du paiement des droits et salaires.

49. Les droits et salaires seront payés par les requérans, sauf leur recours contre qui de droit, avant l'enregistrement sur le registre de dépôt.

50. Le conservateur donnera une quittance détaillée, article par article, et en toutes lettres, de tous les droits et salaires qui lui seront payés. — Cette quittance sera comprise dans la relation prescrite par l'article 11 ci-dessus.

51. Les inscriptions de créances appartenant à l'état, ou prises contre ses comptables, les inscriptions prises à la requête du ministère public, celles des hypothèques légales, celles des communes et des établissemens publics sur leurs receveurs et comptables, celles des mineurs et des interdits sur leurs tuteurs, celles des femmes sur leurs maris, seront faites sans avances de droits, ni salaires. — Le conservateur énoncera, tant sur ses registres que sur le bordereau remis au requérant, le montant des droits et salaires qui seront dus; il sera tenu d'en poursuivre le recouvrement contre le débiteur, dans la quinzaine de l'inscription.

TITRE III. — Des instances et de la prescription.

CHAPITRE I^{er}. — Des poursuites et instances.

52. Les contestations et poursuites relatives aux droits et aux salaires seront instruites et jugées suivant le mode réglé par le chapitre IX de notre ordonnance du 19 juillet 1829, sur l'enregistrement.

53. Toutes contestations, à raison de la responsabilité du conservateur envers les parties, seront instruites et jugées dans les formes ordinaires.

CHAPITRE II. — De la prescription.

54. Les prescriptions établies pour les droits d'enregistrement, par le chapitre VIII de notre ordonnance du 19 juillet 1829, s'appliqueront aux droits et salaires dus en vertu de la présente ordonnance.

55. Les droits et actions des parties contre le conservateur seront soumis aux prescriptions ordinaires.

Tableau des actes et formalités donnant lieu à un salaire pour le conservateur des hypothèques.

NUMÉROS d'ordre.	DÉSIGNATION DES ACTES ET FORMALITÉS.	QUOTITÉ des salaires.	
		l.	c.
1	Pour la rédaction des bordereaux dans le cas prévu par l'avant-dernier alinéa de l'article 16. Sans qu'il y ait lieu d'en rédiger pour les inscriptions faites d'office, en conformité de l'article 2108 du Code civil.		
2	Pour l'enregistrement, sur le registre des dépôts, des actes remis au conservateur; pour l'accomplissement des formalités, et la reconnaissance qu'il doit délivrer de ce dépôt.		
3	Pour l'inscription de chaque hypothèque ou privilège, quel que soit le nombre des créanciers ou des débiteurs d'une seule et même créance. .		
4	Pour chaque inscription faite d'office par le conservateur en vertu d'un acte translatif de propriété soumis à la transcription. Il sera payé en outre un cinquantième pour chaque ligne de dix-huit syllabes de chaque inscription qui contiendrait plus de cinquante lignes.		
5	Pour chaque déclaration, soit de changement de domicile, d'époque d'exigibilité, ou de subrogation; <i>il ne sera dû qu'un seul salaire si les trois changements sont consentis par le même acte.</i>		
6	Pour chaque mention de consentement à priorité d'hypothèque.		
7	Pour chaque radiation totale ou partielle d'inscription, y compris le certificat qui en est délivré immédiatement.		
8	Pour chaque extrait ou copie d'inscription, y compris toutes les mentions qui la modifient.		
9	Pour chaque certificat qu'il n'existe pas d'inscription, et pour chaque individu y dénommé.		
10	Pour chaque rôle de transcription d'acte de mutation.		
11	Pour chaque rôle de transcription de procès-verbal de saisie immobilière.		
12	Pour l'enregistrement de la dénonciation de la saisie immobilière à la partie saisie ou à ses représentans, et la mention qui en est faite en marge de la transcription de la saisie.		
13	Pour l'enregistrement de chaque exploit de notification de placard aux créanciers inscrits, quel qu'en soit le nombre, et la mention qui en est faite en marge de la transcription de la saisie.		
14	Pour l'acte du conservateur constatant son refus de transcription en cas de précédente saisie.		
15	Pour la radiation partielle ou totale de la saisie immobilière, y compris toutes les mentions à en faire.		
16	Pour chaque certificat de transcription ou de non-transcription d'acte de mutation, ou de saisie, ou de non-accomplissement d'autres formalités hypothécaires.		
17	Pour chaque duplicata de quittance.		
18	Pour chaque rôle de copie collationnée des actes déposés, transcrits ou enregistrés dans le bureau des hypothèques.		
19	Pour chaque rôle de transcription de l'état indicatif des biens proposés pour former un majorat sur demande.		
20	Pour radiation, en cas de refus, de la demande de l'impétrant.		
21	Pour chaque rôle de transcription de l'acte de désignation des biens composant un majorat de propre mouvement.		
NOTA. Dans toutes les copies, extraits ou transcriptions désignées sous les numéros 8, 10, 11, 18, 19 et 21 du présent tableau, les rôles d'écritures du conservateur seront calculés à raison de vingt-cinq lignes de dix-huit syllabes par page; et les fractions de rôle seront payées à raison d'un cinquantième par chaque ligne.			
22	Pour la transcription de lettres-patentes portant institution de majorat,		

NUMÉROS d'ordre.	DÉSIGNATION DES ACTES ET FORMALITÉS.	QUOTI des salaires
	et pour celles autorisant l'aliénation ou le remploi des biens affectés, quel que soit le nombre de rôles, Majorat au titre de duc..... — de marquis ou de comte..... — de vicomte ou de baron.....	f.

(Suivent les modèles, 1^o du bordereau de l'inscription à requérir pour cautionnement du conservateur, et 2^o du registre de recette des salaires conservateur.)

N^o 273. = 25 novembre—10 décembre 1829. = **ORDONNANCE** du roi qui *blit à Chalampé (Haut-Rhin) un bureau de vérification par lequel les boissons pourront passer à l'étranger en franchise des droits prononcés par les lois des 28 avril—4 mai 1816 et 25—26 mars 1817.* (VIII, B. CCCXXIX, n^o 13016.)

Charles,...—Vu l'article 34 de la loi du 17 décembre 1814;—Vu les articles 5. 8 et 87 de la loi du 28 avril 1816;—Vu les articles 2 et 3 de l'ordonnance du 11 juin de la même année et les dispositions de l'ordonnance du 20 mars 1818; — Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état des finances Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :—Il sera établi à Chalampé un bureau de vérification par lequel les boissons pourront passer à l'étranger en franchise des droits prononcés par les articles 87 de la loi du 28 avril 1816 et 80 de celle du 25 mars 1817.

N^o 274. = 29 novembre—24 décembre 1829. = **ORDONNANCE** du roi qui *duit, à compter du 1^{er} janvier 1830, le taux des taxations et remises attribuées aux receveurs généraux et particuliers des finances sur les revenus indirects versés à leurs caisses.* (VIII, Bull. CCCXXXII, n^o 13116.)

Charles,... — Vu l'état B annexé à la loi du 2 août dernier, relative à la fixation du budget des dépenses de l'exercice 1830, et duquel il résulte que le crédit affecté au paiement des taxations et remises des receveurs généraux et particuliers des finances sur les versements des revenus indirects est fixé à un million deux cent mille francs pour 1830; — Considérant que ce crédit, qui était précédemment d'un million quatre cent mille francs, a subi une réduction de deux cent mille francs;— Considérant que cette réduction ne peut être régulièrement opérée que par une nouvelle fixation du taux des taxations et remises attribuées aux receveurs des finances sur les mêmes produits, et qu'à cet égard la loi du 2 août dernier a implicitement modifié les dispositions des articles 5 (premier alinéa), 6 et 8 de la loi du 3 septembre 1798 (17 fructidor an 6); — Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état des finances, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1^{er}. A compter du 1^{er} janvier 1830, les taxations et remises attribuées aux receveurs généraux et particuliers des finances sur les versements à leurs caisses par les préposés des revenus indirects et par les titulaires

cautionnement seront réduites d'un tiers de centime à trois dixièmes de centime pour franc.

2. Seront pareillement réduites d'un dixième à un vingtième de centime pour franc les remises et taxations revenant aux receveurs généraux sur les mêmes produits versés dans les arrondissemens.

N° 275. = 2—17 décembre 1829. = **ORDONNANCE** du roi portant répartition des crédits spéciaux accordés par la loi du 2—6 août 1829 pour les services des affaires ecclésiastiques et de l'instruction publique pendant l'année 1830. (VIII, Bull. CCCXXI, n° 13106.)

N° 276. = 2—29 décembre 1829. = **ORDONNANCE** du roi qui porte à six le nombre des places de courtier de marchandises à Narbonne. (VIII, Bull. CCCXXIII, n° 13173.)

N° 277. = 2—29 décembre 1829. = **ORDONNANCE** du roi qui autorise la ville de Lure (Haute-Saône) à établir un abattoir public. (VIII, Bull. CCCXXIII, n° 13175.)

N° 278. = 2—29 décembre 1829. = **ORDONNANCE** du roi qui maintient l'abattoir public existant dans la ville de Saint-Dié, département des Vosges. (VIII, Bull. CCCXXIII, n° 13176.)

N° 279. = 2 décembre 1829 1^{er} janvier 1830. = **ORDONNANCE** du roi qui maintient l'abattoir public existant dans la ville de Bar-sur-Seine, département de l'Aube. (VIII, Bull. CCCXXIV, n° 13209.)

N° 280. = 2 décembre 1829—9 janvier 1830. = **ORDONNANCE** du roi portant autorisation de la société d'assurances mutuelles contre la grêle, formée à Melun, et approbation de ses statuts. (VIII, Bull. CCCXXV bis, n° 1.)

Art. 1^{er}. La société d'assurances mutuelles contre la grêle, formée à Melun, pour le département de Seine-et-Marne, par acte passé le 9 novembre 1829 par devant Bernard et son collègue, notaires en ladite ville, est autorisée. — Sont approuvés les statuts contenus audit acte, qui restera annexé à la présente ordonnance.

2. Nous nous réservons de révoquer notre autorisation en cas de violation ou de non-exécution des statuts approuvés, sans préjudice des dommages-intérêts des tiers.

3. La société sera tenue de remettre, tous les six mois, extrait de son état de situation au préfet du département, et au greffe du tribunal de première instance de Melun ; pareil extrait sera adressé au ministre de l'intérieur.

(*Suivent les statuts de la société.*)

N° 281. = 2 décembre 1829—24 février 1830. = **ORDONNANCE** du roi portant approbation des statuts supplémentaires de la société d'assurances mutuelles contre l'incendie dans le département du Haut-Rhin. (VIII, Bull. CCCXL bis, n° 1.)

Charles, . . . — Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur ; — Vu l'ordonnance royale du 20 mai 1818 portant autorisation de la société d'assurances mutuelles contre l'incendie dans le département du Haut-Rhin, et approbation des statuts annexés ; — Vu

l'ordonnance royale du 17 juillet 1820 approuvant quelques modifications apportées à ces statuts ; — Vu les nouveaux changemens proposés à notre approbation ; — Notre conseil d'état entendu, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit : — Les statuts supplémentaires , adoptés le 5 novembre 1828 par le conseil général de la société d'assurances mutuelles contre l'incendie dans le département du Haut-Rhin , sont approuvés tels qu'ils sont contenus dans l'acte déposé , le 3 novembre dernier , par devant *Ebersol* et son collègue, notaires à Mulhausen. — Ledit acte restera annexé à la présente ordonnance.

(*Suivent les statuts supplémentaires de la société.*)

N° 282. = 6—17 décembre 1829. = **ORDONNANCE** du roi qui autorise la vente de la somme de rentes nécessaire pour produire un capital de quatre-vingts millions. (VIII, Bull. CCCXXXI, n° 13105.)

N° 283. = 6—17 décembre 1829. = **ORDONNANCE** du roi portant répartition du crédit accordé par la loi du 2—6 août 1829 pour les dépenses ordinaires du département des affaires étrangères, pendant l'exercice 1830. (VIII, Bull. CCCXXXI, n° 13107.)

N° 284. = 6—17 décembre 1829. = **ORDONNANCE** du roi portant répartition du crédit ouvert par la loi du 2—6 août 1829 pour les dépenses des divers services du ministère des finances pendant l'exercice 1830. (VIII, Bull. CCCXXXI, n° 13108.)

N° 285. = 6—17 décembre 1829. = **ORDONNANCE** du roi qui modifie le tarif des droits de navigation à percevoir sur la rivière d'Isle. (VIII, Bull. CCCXXXI, n° 13109.)

N° 286. = 6 décembre 1829—9 janvier 1830. = **ORDONNANCE** du roi qui approuve l'adjudication de la construction d'un pont suspendu sur l'Aisne à Vic-sur-Aisne. (VIII, Bull. CCCXXXV, n° 13230.)

N° 287. = 7—24 décembre 1829. = **ORDONNANCE** du roi relative aux primes d'encouragement pour la pêche de la morue (1). (VIII, Bull. CCCXXXII, n° 13148.)

N° 288. = 7—24 décembre 1829. = **ORDONNANCE** du roi relative aux primes d'encouragement pour la pêche de la baleine (2). (VIII, Bull. CCCXXXII, n° 13149.)

N° 289. = 8—24 décembre 1829. = **ORDONNANCE** du roi qui rétablit le conseil supérieur et le bureau de commerce tels qu'ils existaient antérieurement à la création du ministère des manufactures et du commerce, et re-

(1) Voyez , dans les notes qui accompagnent le titre de l'arrêté du 17 ventose an 10 (10 mars 1802), le résumé des réglemens sur cette matière.

La loi du 22 avril—2 mai 1832, qui contient la fixation des primes d'encouragement pour la pêche de la morue, et qui trace les formalités nécessaires pour les obtenir, et l'ordonnance du 26 avril—8 mai 1833, rendue pour l'exécution de cette loi, ne laissent aux réglemens antérieurs aucune espèce d'intérêt.

(2) Voyez la loi du 22 avril—2 mai 1832, portant fixation nouvelle des primes d'encouragement pour la pêche de la morue, et des formalités nécessaires pour les obtenir ; et l'ordonnance du 26 avril—8 mai 1833, rendue pour l'exécution de cette loi.

place ce bureau dans les attributions du président du conseil des ministres (1). (VIII, Bull. CCCXXXII, n° 13150.)

Charles, . . . — Vu les ordonnances des 6 janvier et 20 mars 1824 portant institution du conseil supérieur et du bureau de commerce et des colonies, et qui placent ce bureau dans les attributions du président du conseil des ministres; — Vu notre ordonnance du 8 août dernier, qui, en l'absence d'un président du conseil des ministres, a placé le bureau du commerce et des colonies dans les attributions de notre ministre secrétaire d'état des finances; — Vu notre ordonnance du mois dernier, qui a rétabli la présidence du conseil des ministres; — Notre conseil entendu, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1^{er}. Le conseil supérieur de commerce et le bureau de commerce, institués par les ordonnances royales des 6 janvier et 20 mars 1824, sont rétablis tels qu'ils existaient antérieurement à la création du ministère des manufactures et du commerce.

2. Le bureau de commerce est replacé dans les attributions du président de notre conseil des ministres.

N° 290. = 13—24 décembre 1829. = **ORDONNANCE du roi qui réduit, à partir du 1^{er} janvier 1830, les droits d'importation établis sur les salpêtres étrangers.** (VIII, Bull. CCCXXXII, n° 13151.)

Charles, . . . — Vu l'article 1^{er} de la loi du 10 mars 1819, l'article 1^{er} de la loi du 17 mai 1826, paragraphe 4; — Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de la guerre, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit : — Les droits d'importation établis sur les salpêtres étrangers seront réduits, à partir du 1^{er} janvier 1830, de vingt francs par quintal métrique, et demeureront fixés de la manière suivante : — Nitre ou salpêtre, quel que soit son degré de pur, par navires français, de l'Inde, cinquante-deux francs cinquante centimes par cent kilogrammes; d'ailleurs, soixante-cinq francs; par navires étrangers, quatre-vingts francs.

N° 291. = 13—24 décembre 1829. = **ORDONNANCE du roi qui fixe le prix de vente, par l'administration des contributions indirectes, des poudres de mine et de commerce extérieur.** (VIII, Bull. CCCXXXII, n° 13152.)

N° 292. = 13—29 décembre 1829. = **ORDONNANCE du roi portant nouvelle organisation du corps royal du génie** (2). (VIII, Bull. CCCXXXIII, n° 13172.)

Charles, . . . — Vu les ordonnances d'organisation de notre corps royal du génie en date des 17 décembre 1817, 29 septembre et 27 octobre 1824; — Vu l'avis du conseil supérieur de la guerre; — Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état de la guerre, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

TITRE 1^{er}. — Composition.

Art. 1^{er}. Notre corps royal du génie sera composé, — 1° D'un état-major

(1) Voyez l'ordonnance du 6—23 janvier 1824, portant institution d'un conseil supérieur du commerce et des colonies, et la note.

(2) Voyez, dans les notes qui accompagnent le titre du décret du 14 ventose an 3 (4 mars 1795), le résumé des réglemens sur le génie militaire.

La présente ordonnance et celle du 14—20 novembre 1830 ont entièrement réorganisé le corps du génie; cette dernière ordonnance a modifié, du reste, plusieurs dispositions de la présente.

comprenant douze officiers généraux, trois cent cinquante officiers de l'état-major, les élèves du génie, un examinateur des élèves, neuf professeurs des écoles régimentaires, cinq cent six gardes du génie et ouvriers d'état ; — 2^e Des troupes du génie, savoir : trois régimens du génie, une compagnie d'ouvriers ; trois compagnies du train (en temps de guerre seulement).

TITRE II. — Organisation de l'état-major.

2. Les douze officiers-généraux seront : un lieutenant-général, inspecteur-général du service du génie ; trois lieutenans-généraux, huit maréchaux-de-camp. — Ils compteront dans le cadre de l'état-major général de l'armée.

3. Les trois cent cinquante officiers de l'état-major se composeront de vingt-quatre colonels directeurs des fortifications, vingt-quatre lieutenans-colonels, soixante chefs de bataillon, cent cinq capitaines de première classe, cent cinq capitaines de deuxième classe, trente-deux lieutenans (1).

4. Les officiers de l'état-major seront pris exclusivement parmi les officiers sortis de l'école d'application.

5. Chaque année, notre ministre de la guerre déterminera, en raison du nombre présumé des vacances à remplir dans le corps, le nombre d'élèves de l'école polytechnique qu'on devra admettre à l'école d'application avec le grade de sous-lieutenant.

6. Les élèves sous-lieutenans du génie subiront des examens de sortie après deux ans d'étude à l'école d'application : ceux qui feront preuve des connaissances exigées seront classés dans le corps suivant leur rang de mérite constaté par l'examen ; ils seront ensuite admis dans les régimens du génie pour y remplir les fonctions de lieutenant de seconde classe : à cet effet, les deux tiers des emplois de ce grade qui vaqueront dans ces régimens leur seront dévolus.

7. Ceux des élèves du génie qui, n'ayant pas été jugés admissibles dans le corps du génie après deux ans d'étude à l'école d'application, y auront passé une troisième année, concourront avec les élèves de la promotion sortant cette même année, pour être classés et prendre rang avec eux suivant leur ordre de mérite constaté par l'examen, et ils n'auront droit au brevet de lieutenant qu'à la même époque que ces élèves : ceux qui, après leur second examen de sortie, seraient jugés inadmissibles dans le corps du génie, seront renvoyés de l'école.

8. Les officiers des troupes du génie autres que ceux admis dans le corps en vertu des articles 5, 6 et 7 de la présente ordonnance, seront susceptibles d'être reçus directement à l'école d'application jusqu'à l'âge de trente ans, après avoir subi l'examen dont le programme sera arrêté par notre ministre de la guerre.

9. L'examineur des élèves du génie sera nommé par nous, sur la présentation de notre ministre secrétaire d'état de la guerre.

10. Les professeurs des écoles régimentaires du génie seront nommés par notre ministre secrétaire d'état de la guerre, sur la proposition d'un inspecteur-général du génie, après avoir subi un examen devant une commission présidée par cet inspecteur.

11. Les gardes, au nombre de cinq cents, seront répartis en trois classes, savoir : cent vingt de première classe, cent quatre-vingts de la deuxième classe, deux cents de la troisième classe.

12. Notre ministre de la guerre nommera les gardes du génie, sur la pro-

(1) Abrogé par l'art. 5 de l'ordonnance du 14—20 novembre 1830.]

position des inspecteurs-généraux du génie, en les prenant exclusivement, — Ceux de la troisième classe, parmi les sous-officiers des troupes du génie ayant au moins six ans de service; — Ceux de la deuxième classe, parmi les gardes de troisième classe ayant au moins trois ans de service dans leur classe; — Et ceux de première classe parmi les gardes de deuxième classe ayant au moins trois ans de service dans leur classe.

13. Les ouvriers d'état, formant une escouade composée d'un chef, d'un sous-chef et de quatre ouvriers, seront nommés par notre ministre de la guerre, d'après les conditions prescrites par notre ordonnance du 24 avril 1822.

TITRE III. — Organisation des troupes.

14. Chacun des trois régimens du génie sera formé de deux bataillons; chaque bataillon sera composé de sept compagnies, dont une de mineurs et six de sapeurs. — En temps de guerre, il sera formé un dépôt de deux cadres de compagnie par régiment.

15. L'état-major, les compagnies et les cadres de compagnie de dépôt des régimens seront formés conformément au tableau ci-après :

		PIED DE GUERRE.		PIED DE PAIX.	
		Officiers.	S.-officiers et soldats.	Officiers.	S.-officiers et soldats.
ÉTAT-MAJOR.	Colonel commandant.....	I	»	I	»
	Lieutenant-colonel.....	I	»	I	»
	Chefs de bataillon.....	2	»	2	»
	Major.....	I	»	I	»
	Adjudant-major.....	I	»	I	»
	Trésorier.....	I	»	I	»
	Officier d'habillement.....	I	»	I	»
	Annônier.....	I	»	I	»
	Chirurgien-major.....	I	»	I	»
	Aide-major.....	I	»	I	»
	Adjudans sous-officiers.....	»	2	»	2
	Tambour-major.....	»	I	»	I
	Tambour-maître.....	»	I	»	I
Musiciens, dont un chef.....	»	9	»	9	
Maître tailleur.....	»	I	»	I	
Maître cordonnier.....	»	I	»	I	
Maître armurier.....	»	I	»	I	
TOTAL.....		11	16	11	16
COMPAGNIE de mineurs ou sapeurs.	Capitaine de 1 ^{re} classe.....	I	»	I	»
	Capitaine de 2 ^e classe.....	I	»	I	»
	Lieutenant de 1 ^{re} classe.....	I	»	I	»
	Lieutenant de 2 ^e classe.....	I	»	I	»
	Sergent-major.....	»	I	»	I
	Sergens.....	»	8	»	6
	Fournier.....	»	I	»	I
	Caporaux.....	»	12	»	8
	Maîtres ouvriers.....	»	6	»	4
	Mineurs ou sapeurs { de 1 ^{re} classe.....	»	60	»	40
	de 2 ^e classe.....	»	60	»	40
	Tambours.....	»	2	»	2
TOTAL.....		4	150	4	102
Enfans de troupe des régimens et des gardes....		»	2	»	2
4 chevaux de caisson, en temps de guerre seule- ment.					

CADRE
de compagnie de dépôt.

Capitaine de 1 ^{re} classe.....	I	»	»	»
Capitaine de 2 ^e classe.....	I	»	»	»
Lieutenant de 1 ^{re} classe.....	I	»	»	»
Lieutenant de 2 ^e classe.....	I	»	»	»
Sergent-major.....	»	I	»	»
Sergens.....	»	4	»	»
Foumier.....	»	I	»	»
Caporaux.....	»	4	»	»
Tambours.....	»	2	»	»

TOTAL.....

PIED DE GUERRE.		PIED DE PAIX.	
Officiers.	S.-officiers et soldats.	Officiers.	S.-officiers et soldats.
4	12	»	»

Ainsi un régiment se composera :

Pour l'état-major.....	11	16	11	16
Pour les 14 compagnies.....	56	2100	56	1428
Pour les deux cadres de compagnie de dépôt...	8	24	»	»

TOTAL pour un régiment....

Enfants de troupe.....	75	2140	67	1444
	»	28	»	28

Chevaux de caisson.....	56			
-------------------------	----	--	--	--

TOTAL pour les 3 régimens....

Enfants de troupe.....	225	6420	201	4332
	»	84	»	84

TOTAL GÉNÉRAL....

Chevaux de caisson.....	6729		4617	
	168			

16. Les hommes destinés aux régimens du génie devront être forts, bien constitués, et avoir au moins la taille d'un mètre six cent quatre-vingt millimètres (cinq pieds deux pouces) : ils seront pris, cinq trentièmes parmi les ouvriers en bois, trois trentièmes parmi les ouvriers en pierre, deux trentièmes parmi les ouvriers en fer, vingt trentièmes parmi les terrassiers.

17. La compagnie d'ouvriers sera formée conformément au tableau ci-après :

COMPAGNIE D'OUVRIERS.

Capitaine de 1 ^{re} classe.....	I	»	I	»
Capitaine de 2 ^e classe.....	I	»	I	»
Lieutenant de 1 ^{re} classe.....	I	»	I	»
Lieutenant de 2 ^e classe.....	I	»	I	»
Sergent-major.....	»	I	»	I
Sergens.....	»	8	»	6
Foumier.....	»	I	»	I
Caporaux.....	»	12	»	8
Maîtres-ouvriers.....	»	6	»	4
Soldats de 1 ^{re} classe.....	»	60	»	40
Soldats de 2 ^e classe.....	»	60	»	40
Tambours.....	»	2	»	2

TOTAL.....

PIED DE GUERRE.		PIED DE PAIX.	
Officiers.	S.-officiers et soldats.	Officiers.	S.-officiers et soldats.
4	150	4	102

18. Les hommes destinés à la compagnie d'ouvriers du génie devront être forts, bien constitués, et avoir au moins la taille d'un mètre six cents quatre-vingts millimètres (cinq pieds deux pouces) : ils seront pris, cinq huitièmes parmi les ouvriers en fer, trois huitièmes parmi les ouvriers en bois.

19. L'escadron du train du génie est supprimé. — En temps de guerre, il sera formé un train du génie organisé en trois compagnies. Chaque compagnie s'administrera isolément, et sera composée conformément au tableau ci-après :

	Officiers.	S.-officiers et soldats.	Chevaux de troupe.
COMPAGNIE du train du génie.			
Capitaine ou lieutenant commandant.....	I	»	»
Sous-lieutenant.....	I	»	»
Maréchal-des-logis chef.....	»	I	I
Maréchaux-des-logis.....	»	4	4
Fourrier.....	»	I	I
Brigadiers.....	»	4	4
Soldats de 1 ^{re} classe.....	»	42	192
Soldats de 2 ^e classe.....	»	62	
Maréchaux-ferrans.....	»	2	
Selliers-bourelleiers.....	»	2	2
Trompettes.....	»	2	2
	2	120	
TOTAL par compagnie.....	122		206

TITRE IV. — Solde.

20. La solde des capitaines de l'état-major et des troupes du génie sera portée à deux mille huit cents francs pour ceux de première classe, et à deux mille quatre cents francs pour ceux de seconde classe : toutefois cette augmentation de solde n'aura lieu qu'au fur et à mesure de la réalisation des économies qui proviendront de la présente organisation, à commencer par les capitaines de première classe, suivant leur ordre d'ancienneté. — Il n'est d'ailleurs apporté aucun changement à la solde des autres grades et emplois dans le corps du génie.

TITRE V. — Dispositions transitoires.

21. L'effectif en sous-officiers, caporaux et soldats des troupes du génie, sera réduit, avant le 1^{er} janvier 1830, au complet déterminé par la présente organisation.

22. Les officiers de l'état-major et des troupes du génie, qui ne seront point compris dans la présente organisation, jouiront de leur solde, et resteront à la disposition de notre ministre secrétaire d'état de la guerre, qui les emploiera, suivant les convenances du service du génie, dans les directions, à l'arsenal et à la suite des régimens du génie.

TITRE VI. — Dispositions générales.

23. Toutes les dispositions des ordonnances, décisions et réglemens antérieurs, contraires à la présente ordonnance, sont et demeurent abrogées.

N° 293. = 13 décembre 1829—9 janvier 1830. = **ORDONNANCE** du roi qui approuve l'adjudication de la construction d'un pont suspendu sur la Loire à Andrezieux. (VIII, Bull. CCCXXXV, n° 13231.)

N° 294. = 13 décembre 1829—1^{er} février 1830. = **ORDONNANCE** du roi qui autorise la compagnie du chemin de fer de Saint-Etienne à Lyon à construire un pont fixe sur la Saône, à l'extrémité de la presqu'île Perrache. (VIII, Bull. CCCXXXVIII, n° 13369.)

N° 295. = 13 décembre 1829. = **ORDONNANCE** du roi sur la réduction des dépenses de l'administration centrale des contributions indirectes. (Moniteur du 17 décembre 1829.)

Charles, . . . — Voulant introduire dans les dépenses de l'administration centrale des contributions indirectes et dans les frais d'exploitation des tabacs les économies qui peuvent se concilier avec les nécessités d'un service dont la bonne exécution concourt à l'amélioration des revenus de l'état; — Désirant toutefois que ces économies soient obtenues sans porter atteinte aux droits acquis; — Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état des finances, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1^{er}. Les dépenses de l'administration centrale des contributions indirectes sont réduites à la somme de neuf cent huit mille francs, pour traitemens, tant des chefs et employés de toutes les classes que des gens de service et journaliers, et pour indemnités à raison des travaux extraordinaires et à la tâche. — La distribution de cette somme entre les différens bureaux de l'administration centrale sera réglée par notre ministre secrétaire d'état des finances, sur la proposition du directeur général.

2. Les emplois des entreposeurs des tabacs et des poudres à feu seront réunis aux recettes principales ou particulières des contributions indirectes. — Cette disposition recevra son exécution au fur et à mesure des vacances qui surviendront dans les emplois des entreposeurs.

3. Sont exceptés de la réunion ordonnée par l'article précédent les entrepôts désignés dans l'état ci-joint, au nombre de trente-cinq, qui se trouvent placés soit dans les chefs-lieux des départemens et dont les produits pour la vente des tabacs dépassent deux cent cinquante mille francs, soit dans les villes d'une population de vingt mille habitans au moins, où les mêmes produits s'élèvent à trois cent cinquante mille francs et au dessus.

4. Pour les trente-cinq entrepôts conservés, les remises à allouer aux préposés continueront à être calculées ainsi qu'il suit sur le produit net des ventes de tabac de toute espèce :

	12 p. o/o	sur les premiers	10,000 fr.	
2	1/2 p. o/o	sur les sommes de	10,000 à	35,000 fr.
1	3/4 p. o/o	sur celles de	35,000 à	85,000
	7/8 p. o/o	— de	85,000 à	270,000
	3/4 p. o/o	— de	270,000 à	370,000
	1/2 p. o/o	— de	370,000 à	500,000
	1/4 p. o/o	— de	500,000 à	1,200,000
	1/6 p. o/o	sur les sommes au dessus de	1,200,000	

Les remises sont fixées : — Sur les quantités de tabac à prix réduits : — A un centime par kilogramme jusqu'à cent mille kilogrammes, et un demi-centime par kilogramme sur la quantité excédant cent mille kilogrammes; — Et sur les quantités de poudres à feu, à deux centimes par kilogramme.

5. Les receveurs-entreposeurs conserveront les traitemens et les allocations

qui leur sont accordées pour les opérations de leurs recettes. — Il leur sera alloué, en outre, pour les ventes qu'ils effectueront, des remises qui seront établies, — Sur le produit net des tabacs, à raison : — De six pour cent sur les premiers dix mille francs ; — De demi pour cent sur les quatre-vingt-dix mille francs suivans, — Et d'un quart pour cent sur les sommes au dessus de cent mille francs. — Pour les tabacs à prix réduits, la remise sera calculée à raison : — D'un demi-centime par kilogramme sur les premiers cent mille kilogrammes, — Et d'un quart de centime sur les quantités excédant cent mille kilogrammes. — La vente des poudres à feu donnera lieu à la remise de deux centimes par kilogramme.

6. Il sera accordé aux receveurs-entrepôts une indemnité pour loyer des magasins et pour menus frais d'entrepôts, conformément à ce qui a lieu pour les entrepôts.

7. Les cautionnemens fournis pour les entrepôts conservés sont maintenus dans leur fixation actuelle. — Pour les recettes entrepôts, les cautionnemens seront établis à raison de trois fois le montant des appointemens et remises réunis des comptables. — La nouvelle fixation des cautionnemens ne sera appliquée, et les remboursemens à opérer par suite de cette fixation n'auront lieu qu'au fur et à mesure de l'extinction des entrepôts supprimés et de leur réunion aux recettes.

8. Les emplois qui viendront à vaquer dans les entrepôts conservés seront accordés de préférence aux entrepôts dont les places doivent être supprimées, ou aux employés qui ne se trouvent pas compris dans le cadre d'organisation. — Les recettes entrepôts ne pourront être accordées qu'à des employés de l'administration des contributions indirectes qui, par leurs services et leur grade, auront acquis des droits à ces emplois sédentaires.

9. Il sera nommé aux places de receveurs-entrepôts par notre ministre des finances, sur la proposition de notre directeur-général des contributions indirectes.

10. Notre ministre des finances pourra, sur la proposition du directeur-général des contributions indirectes, autoriser l'application des dispositions de l'article 4 de la loi du 1^{er} mai 1822 et de notre ordonnance du 2 octobre de la même année aux titulaires des emplois supprimés qui, en raison de leur âge ou d'infirmités, seraient dans le cas d'être réformés avant d'avoir acquis des droits à la pension de retraite.

Etat des entrepôts de tabacs qui sont maintenus conformément aux dispositions de la présente ordonnance.

DÉPARTEMENTS.	ENTREPOTS.	POPULATION d'après le recensement de 1826, inséré dans l'Almanach royal.	PRODUIT des entrepôts en 1827.
Bouches-du-Rhône.....	Marseille.....	115943	1198443
Calvados.....	Aix.....	23132	377908
Côte-d'Or.....	Caen.....	38161	299451
Côtes-du-Nord.....	Dijon.....	23845	272410
Finistère.....	Saint-Brieuc.....	9963	703782
	Morlaix.....	9761	595881
	Brest.....	26655	802286

DÉPARTEMENTS.	ENTREPOTS.	POPULATION d'après le recensement de 1826, inséré dans l'Almanach royal.	PRODUIT des entrepôts en 1827.
Gard.....	Nîmes.....	39668	426317
Garonne (Haute-).....	Toulouse.....	53819	407791
Gironde.....	Bordeaux.....	93549	1023668
Hérault.....	Montpellier.....	35842	417311
Ille-et-Vilaine.....	Rennes.....	29377	489960
Indre-et-Loire.....	Tours.....	20920	257037
Isère.....	Grenoble.....	22149	401754
Loire.....	Saint-Étienne.....	37031	373555
Loire-Inférieure.....	Nantes.....	71739	490075
Loiret.....	Orléans.....	40340	383667
Maine-et-Loire.....	Angers.....	29978	328284
Marne.....	Reims.....	34802	315814
Meurthe.....	Nancy.....	29122	253048
Moselle.....	Metz.....	45276	303582
Morbihan.....	Lorient.....	15310	535901
Nord.....	Lille.....	69860	622248
Pas-de-Calais.....	Arras.....	22173	514887
Rhin (Bas-).....	Strasbourg.....	49708	415507
Rhône.....	Lyon.....	145675	1268703
Seine.....	Paris { rive gauche..... rive droite..... banlieue..... }	890431	5403912
Seine-Inférieure.....	Rouen.....	90000	934484
	Le Havre.....	21049	1466495
Seine-et-Oise.....	Versailles.....	29791	626443
Somme.....	Amiens.....	42032	680236
Var.....	Toulon.....	42032	443954
Vaucluse.....	Avignon.....	30171	535340
		29400	298452

N° 296. = 16 — 29 décembre 1829. = **ORDONNANCE du roi qui établit une chaire de droit administratif dans la faculté de droit de Caen.** (VIII Bull. CCCXXXIII, n° 13174.)

Charles,.... — Vu notre ordonnance du 19 juin 1828 par laquelle nous avons rétabli la chaire de droit administratif qui avait été créée dans la faculté de droit de Paris; — Vu l'avis de notre conseil royal de l'instruction publique; — Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département des affaires ecclésiastiques et de l'instruction publique, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1^{er}. Une chaire de droit administratif est établie dans la faculté de droit de Caen.

2. Les dispositions de l'ordonnance du 19 juin 1828 qui déterminent, pour la faculté de droit de Paris, les matières que doit enseigner le professeur de droit administratif, et qui coordonnent l'étude de ces matières avec les autres cours que les élèves ont à suivre, sont déclarées applicables à la faculté de droit de Caen.

N° 297. = 16 décembre 1829 — 1^{er} janvier 1830. = **ORDONNANCE du roi qui distrait de la direction du personnel, au ministère de l'intérieur, la direc**

tion des sciences, lettres, beaux-arts, librairie, journaux et théâtres.
(VIII, Bull. CCCXXXIV, n° 13207.)

N° 298. = 16 décembre 1829—9 janvier 1830. = **ORDONNANCE du roi portant autorisation de la société anonyme formée à Paris, pour l'assurance contre l'incendie, sous la dénomination de Compagnie du soleil, et approbation de ses statuts.** (VIII, Bull. CCCXXXV bis, n° 2.)

Charles, . . . — Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur, — Vu les articles 29 à 37, 40 et 45 du Code de commerce, — Notre conseil d'état entendu, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1^{er}. La société anonyme formée à Paris, pour l'assurance contre l'incendie, sous la dénomination de *Compagnie du soleil*, par un acte passé, les 26, 27, 28, 30 novembre, 3 et 12 décembre 1829, par-devant *Gilbert-Juge* et son collègue, notaires en ladite ville, est autorisée ;—Sont approuvés les statuts contenus audit acte, qui restera annexé à la présente ordonnance.

2. Nous nous réservons de révoquer notre autorisation, en cas de violation ou de non exécution des statuts approuvés, sans préjudice des dominages-intérêts des tiers.

3. La société sera tenue de remettre, tous les six mois, un extrait de son état de situation au préfet du département de la Seine, au greffe du tribunal de commerce et à la chambre de commerce de Paris ; pareil extrait sera adressé au ministre de l'intérieur.

(*Suivent les statuts de la société.*)

N° 299. = 20 décembre 1829—9 janvier 1830. = **ORDONNANCE du roi portant que les originaux des ordonnances ou décisions relatives à la pairie seront déposés aux archives de la chambre des pairs** (1). (VIII, Bull. CCCXXXV, n° 13227.)

Charles, . . . — Voulant établir plus d'ordre et de régularité dans l'expédition des affaires relatives à la chambre des pairs ; — Sur la proposition du président de notre conseil des ministres, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1^{er}. Les originaux des ordonnances ou décisions rendues jusqu'à ce jour, et qui sont relatives soit à des créations ou à des transmissions de pairies, soit à des concessions de pensions sur les fonds affectés à la chambre des pairs, seront réunis et déposés aux archives de cette chambre. Une copie authentique en sera préalablement délivrée par notre président du conseil des ministres à chacun de nos ministres qui, aux termes des ordonnances, auront été appelés à concourir à leur exécution.

2. A l'avenir, toute ordonnance ou toute décision relative à la pairie sera adressée en original, après toutefois que le ministre qui l'aura contresignée en aura complété l'exécution, à notre chancelier de France, président de la chambre des pairs, qui la fera déposer aux archives de la chambre. Une copie certifiée par le ministre secrétaire d'état chargé du contre-seing sera remise à notre garde des sceaux pour être par ses ordres déposée dans les archives de l'état, et une autre copie, certifiée de même, au commissaire du

(1) Voyez, dans les notes qui accompagnent les art. 24 et suiv. de la charte du 4—10 juin 1814, le résumé de la législation concernant la chambre des pairs.

et de prévoyance de Paris, et de diverses modifications à ces statuts ; — Vu notre ordonnance du 3 juin dernier qui contient des dispositions relatives aux fonds que les caisses d'épargnes et de prévoyance sont admises à placer en compte courant au trésor royal ; — Vu les délibérations prises par le conseil des directeurs de la caisse d'épargnes et de prévoyance de Paris, les 2 juillet, 6 août, 3 septembre, 1^{er} octobre et 5 novembre derniers, pour demander l'approbation de diverses modifications aux statuts, qui mettront la caisse à portée de verser ses fonds en compte courant au trésor royal ; — Notre conseil d'état entendu, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit : — Sont approuvées les modifications proposées aux statuts de la caisse d'épargnes et de prévoyance de Paris, par les délibérations du conseil des directeurs ci-dessus énoncées, dont il sera dressé acte notarié, lequel demeurera annexé à la présente ordonnance.

(Suivent les modifications aux statuts.)

N^o 307. = 30 décembre 1829 — 30 septembre 1830. = **ORDONNANCE du roi qui assigne sur la caisse du sceau des titres le paiement des dépenses extraordinaires du ministère de la justice (non allouées par les chambres).** (VIII, Bull. CCCLXXIV, n^o 15737.)

N^o 308. = 30 décembre 1829. = **ORDONNANCE du roi relative à la composition du conseil d'amirauté** (1). (Moniteur du 31 décembre 1829.)

Charles, . . . — Vu l'ordonnance en date du 4 août 1824, portant création du conseil d'amirauté ; — Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de la marine et des colonies, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1^{er}. Notre ministre secrétaire d'état au département de la marine et des colonies est autorisé à appeler, lorsqu'il le jugera nécessaire, les directeurs du ministère aux séances du conseil d'amirauté, pour concourir à la discussion des affaires qui sont dans les attributions respectives de leurs directions.

2. Les directeurs admis dans les conseils d'amirauté en vertu de la disposition prescrite par l'article précédent auront voix délibérative ; mais il ne pourra en être appelé plus de deux à la fois pour prendre part aux délibérations dudit conseil.

N^o 309. = 31 décembre 1829 — 28 janvier 1830. = **ORDONNANCE du roi portant que les dispositions de l'ordonnance du 29 mars — 6 avril 1827, relative aux fers et aciers non ouvrés, expédiés d'entrepôt réel à destination des colonies d'Amérique, d'Afrique et de l'Inde, continueront à être exécutées jusqu'à ce qu'il en soit autrement ordonné.** (VIII, Bull. CCCXXXVII, n^o 13351.)

Charles, . . . — Vu l'article 2 de la loi du 21 décembre 1814, portant que les fers et aciers étrangers non ouvrés, admis en entrepôt réel et destinés à être expédiés pour nos colonies d'Amérique, d'Afrique et de l'Inde, pourront être soumis à un tarif particulier, qui sera réglé par voie d'ordonnance royale ; — Vu l'ordonnance du 6 février 1818 qui a fixé ce tarif au cinquième des droits en vigueur sur les fers et aciers de même espèce déclarés pour la

(1) Voyez l'ordonnance du 4 — 11 août 1824, portant création de ce conseil, et la note.

consommation en France; ensemble notre ordonnance du 29 mars 1827 qui, en renouvelant les dispositions de l'ordonnance du 6 février 1818, les rend exécutoires jusqu'au 1^{er} janvier 1830; — Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état des finances; — Notre conseil entendu, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit: — Les dispositions de notre ordonnance du 29 mars 1827, concernant les fers et aciers non ouvrés, expédiés d'entrepôt réel à destination de nos colonies d'Amérique, d'Afrique et de l'Inde, continueront à être exécutées jusqu'à ce qu'il en soit autrement ordonné.

N^o 310. = 3—28 janvier 1830. = **ORDONNANCE du roi portant création et organisation des comités spéciaux et consultatifs de l'infanterie et de la cavalerie.** (VIII, Bull. CCCXXXVII, n^o 13349.)

Charles, . . . — Voulant coordonner les dispositions des ordonnances des 31 mars 1820, 3 juillet 1822 et 17 février 1828; — Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état de la guerre, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit:

Art. 1^{er}. Il sera créé auprès de notre ministre secrétaire d'état de la guerre des comités spéciaux et consultatifs de l'infanterie et de la cavalerie. — Ces comités seront composés: — D'un lieutenant-général, président; — De quatre lieutenans-généraux, — Et de deux maréchaux-de-camp.

2. Les présidens des comités spéciaux seront choisis parmi les membres du conseil supérieur de la guerre.

3. Les comités désigneront un rapporteur choisi dans leur sein.

4. Les rapporteurs des comités feront au conseil supérieur de la guerre le rapport des affaires que nous jugerons assez importantes pour être déferées à ce conseil, et l'un des chefs de service du ministère de la guerre sera désigné pour assister à ses séances.

5. Les membres des comités consultatifs de l'infanterie et de la cavalerie pourront être renouvelés annuellement dans la proportion du quart pour les lieutenans-généraux, et de moitié pour les maréchaux-de-camp.

6. Les comités s'assembleront le 1^{er} novembre à l'issue de l'inspection générale, et resteront réunis jusqu'au 1^{er} mai.

N^o 311. = 3 janvier—19 février 1830. = **ORDONNANCE du roi portant que le salpêtre livré par les salpêtriers dans les magasins de l'état, à partir du 1^{er} janvier 1830, leur sera payé à raison d'un franc quatre-vingts centimes le kilogramme, au degré de pur.** (VIII, Bull. CCCXL, n^o 13422.)

Le salpêtre livré par les salpêtriers dans les magasins de l'état, à partir du 1^{er} janvier 1830, leur sera payé à raison d'un franc quatre-vingts centimes le kilogramme, au degré de pur.

N^o 312. = 6—14 janvier 1830. = **ORDONNANCE du roi portant convocation de la chambre des pairs et de la chambre des députés des départemens (pour le 2 mars 1830).** (VIII, Bull. CCCXXXVI, n^o 13247.)

N^o 313. = 6—14 janvier 1830. = **ORDONNANCE du roi portant rectification des tableaux de population A, B et C annexés à l'ordonnance du 15 mars—23 avril 1827.** (VIII, Bull. CCCXXXVI, n^o 13249.)

N^o 314. = 6 janvier—1^{er} février 1830. = **ORDONNANCE du roi portant fixation du traitement des desservans au-dessous de soixante ans, de l'in-**

démnité allouée aux vicaires autres que ceux des communes de grande population, et du crédit à distribuer en secours aux anciennes religieuses pour l'année 1830 (1). (VIII, Bull. CCCXXVIII, n° 13368.)

Charles, . . . — Vu la loi de finances du 2 août 1829; — Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état des affaires ecclésiastiques et de l'instruction publique, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit : — A compter du 1^{er} janvier 1830, le traitement des desservans au dessous de soixante ans est porté à *huit cents francs*. — L'indemnité allouée aux vicaires autres que ceux des communes de grande population est portée à trois cent cinquante francs, à compter de la même époque. — Le crédit à distribuer en secours aux anciennes religieuses est fixé à sept cent mille francs pour l'année 1830.

N° 315. = 6 janvier—8 février 1830. = **ORDONNANCE du roi qui modifie le second paragraphe de l'article 2 des statuts de la caisse d'épargnes et de prévoyance de la ville de Troyes.** (VIII, Bull. CCCXXIX, n° 13389.)

N° 316. = 10 janvier—1^{er} février 1830. = **ORDONNANCE du roi relative à la taxe des journaux, gazettes et imprimés, tant originaires qu'à destination des colonies françaises et des autres pays d'outre-mer, dont le transport est effectué par les bâtimens ordinaires du commerce, et de ceux qui sont transmis par les postes espagnoles, etc.** (2). (VIII, Bull. CCCXXVIII, n° 13367.)

Charles, . . . — Vu la loi du 14 floréal an 10 (4 mai 1802) en ce qui concerne la taxe des lettres de et pour l'étranger; — Vu les articles 8 et 9 de la loi du 15 mars 1827 en ce qui concerne les prix à percevoir sur les journaux, gazettes et imprimés circulant en France; — Considérant que les journaux et imprimés, tant originaires qu'à destination des colonies et des autres pays d'outre-mer, transportés par les bâtimens ordinaires du commerce, ainsi que ceux qui sont transmis par les postes espagnoles, n'ont pu jusqu'à ce jour être assimilés aux journaux et imprimés circulant en France, ni jouir de la modération de taxe accordée à ces derniers; — Voulant suppléer à ce qui manque à cet égard dans les réglemens antérieurs; — Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état des finances, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1^{er}. Les journaux, gazettes et imprimés, tant originaires qu'à destination des colonies françaises et des autres pays d'outre-mer (excepté l'Angleterre, l'Ecosse et l'Irlande), dont le transport sera effectué par les bâtimens ordinaires du commerce, seront taxés à raison de : — 1^o Cinq centimes pour parcours intérieur; — 2^o Cinq centimes pour rétribution aux capitaines. — Total, dix centimes par feuille de trente décimètres carrés et au dessous, sans acception de fractions et quelle que soit la nature de l'imprimé.

2. Les journaux, gazettes et imprimés originaires d'Espagne, de Portugal et de Gibraltar, entrés en France par l'un des bureaux de Saint-Jean-de-Luz, Perpignan et Oloron, comme ceux des pays du continent avec lesquels ou pour lesquels il n'a point été conclu de conventions, ou dont les conventions portent que l'affranchissement des journaux et imprimés est restreint

(1) Voyez, sur la fixation du traitement du clergé, le décret du 18—20 septembre 1793, et les notes.

(2) Voyez, sur cet objet, la loi du 4 thermidor an 4 (22 juillet 1796), et la note.

aux frontières respectives, seront considérés comme journaux et imprimés nés à la frontière française, et taxés cinq centimes par feuille de trente décimètres carrés, sans acception de fractions et quelle que soit la nature de l'imprimé.—Sont exceptés les journaux et imprimés originaux d'Autriche, qui sont taxés dix centimes par feuille.

3. Les journaux et imprimés ne jouiront de la modération de taxe accordée par les deux articles qui précèdent qu'autant qu'ils seront sous bandes, non reliés, et enveloppés de manière qu'on en puisse aisément constater le nombre de feuilles.—Ils ne devront d'ailleurs contenir ni chiffres ni aucune espèce d'écriture à la main, si ce n'est la date et la signature.—Tous ceux qui ne réuniraient pas les conditions ci-dessus exprimées seront considérés comme lettres et taxés en conséquence.

4. Il sera payé aux capitaines des navires ordinaires du commerce par les directeurs des postes des ports maritimes, soit au départ, soit à l'arrivée desdits navires, cinq centimes par chaque feuille d'impression des journaux et imprimés de toute nature dont ils seront chargés.

N° 317.—14 janvier—24 février 1830.—**ORDONNANCE** du roi portant approbation des statuts de la société anonyme des hauts-fourneaux et forges de Pont-Kallecq et des mines de houille de Quimper. (VIII, Bull. CCCXLbis, n° 3.)

N° 318. = 17—28 janvier 1830. = **ORDONNANCE** du roi qui appelle soixante mille hommes sur la classe de 1829, et fixe leur répartition entre les départemens du royaume conformément au tableau y annexé. (VIII, Bull. CCCXXXVII, n° 13346.)

N° 319. = 17 janvier—8 février 1830. = **ORDONNANCE** du roi contenant le tableau des ports et bureaux de douanes par lesquels l'exportation et l'importation des grains, farines et légumes secs pourront avoir lieu (1). (VIII, Bull. CCCXXXIX, n° 13387.)

Charles, ...—Vu la loi du 2 décembre 1814, d'après laquelle nous avons à désigner les bureaux de douanes par lesquels il est permis d'importer ou d'exporter des grains, à l'exclusion de tous autres; — Vu les ordonnances des 18 décembre 1814, 10 février et 6 octobre 1819, 6 mai et 4 juillet 1827, qui ont successivement réglé cet objet; — Informé que, par suite des nouvelles directions prises par le commerce, et de quelques changemens opérés dans les lignes des douanes, en vertu des dernières conventions relatives à certaines frontières, la nomenclature des bureaux de douanes ne répond plus aux besoins du commerce ni à la régularité du service; — Voulant, d'une part, ajouter à cette nomenclature les bureaux reconnus nécessaires, et la dégager de ceux qui ont été supprimés ou que l'expérience prouve être inutiles; — Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur; — Notre conseil entendu, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit: — L'importation et l'exportation des grains, farines et légumes secs, en tant que la prohibition ne les atteint pas, ne pourra s'effectuer que par les ports et bureaux compris au tableau ci-annexé.

TABLEAU

(1) Voyez la loi du 2—8 décembre 1814, et la note.

Tableau des ports et bureaux de douanes par lesquels l'exportation et l'importation des grains, farines et légumes, pourront avoir lieu, lorsque ces opérations sont permises par la loi.

DUNKERQUE (Nord). Gravelines, Dunkerque, Zuydcoote, La Bronkstraete, Oost-Cappel, Steenvoorde, *par Labéele*; Lacdorne, Armentières, Pont-Rouge, Comines, Wervick, Halluin, Riscourt, Wattreloos, Leers, Baisieux, Mouchin. — VALENCIENNES (Nord). Maulde, Condé, *par Bonsecours*; Blancmisseron, Bellignies, Honnergies, Malplaquet, Bettignies, Vieux-Rengt, Jeumont, Coursolre, Solre-le-Château, Trélon, Anor. — CHARLEVILLE (Aisne). Hirson, Saint-Michel. — (Ardennes). Signy-le-Petit, Renowez, Rocroy, Gué-d'Hossus, Fumay, Givet, Gerspunsart, Saint-Menges, La Chapelle, Messincourt, Le Trembloy. — THIONVILLE (Meuse). Véloune. — (Moselle). Mont-Saint-Martin, Roussy, Apach, Sierck, *par la Moselle*; Waltdwiese, Bouzonville, Tromborn, Crentzwald, Forbach, Grosbliders-troff, Frauenberg, Wolmunster, Haspelschiedt, Sturzelbronn. — STRASBOURG (Bas-Rhin). Lembach, Wissembourg, Lauterbourg, Münchhausen, Seltz, Beinheim, Fort-Louis, Drusenheim, Gambenheim, La Wantzenau, Le Pont du Rhin, Rhinau, Marckolsheim. — (Haut-Rhin). Artzheim, L'Ile-de-Paille, Chalampé, Saint-Louis, Hengenheim, Niederhagenthal, Saint-Blaise, Wolschwiller, Winkel, Levoncourt, Pfetterhausen, Rechesy, Florimont, Delle, Croix. — BESANÇON (Doubs). Villars-sous-Blamont, Morteau, *par les Sarrazins*; Le Villers, Pontarlier, *par les Fourgs*; Verrières-de-Joux, Jougue. — (Jura). Les Rousses, Mijoux. — BELLEY (Ain). Bellegarde, Seyssel, Culles, Virignien, Cordon. — (Isère). Aoste, Pont-de-Beauvoisin. — GRENoble (Isère). Entremont, Chapareillan, Pontcharra, Pont-de-Bens, Vaujany. — (Hautes-Alpes). Le Lauzet, Mont-Genèvre, Lamonta. — DIGNE (Basses-Alpes). Saint-Paul, L'Arche, Fours, Colmars, Sausses, Valcros, Saint-Pierre. — (Var). Salagriffon, Broc, Saint-Laurent-du-Var. — TOULON (Var). Antibes, Cannes, Saint-Raphaël, Saint-Tropez, Les Salins, Toulon, Bandol. — MARSEILLE (Bouches-du-Rhône). La Ciotat, Cassis, Marseille, Port-de-Bouc, Martigues, Arles. — MONTPELLIER (Gard). Aigues-Mortes. — (Hérault). Cette, Agde. — PERPIGNAN (Aude). La Nouvelle. — (Pyrénées-Orientales). Saint-Laurent-de-la-Salanque, Collioure, Port-Vendres, Perthus, Coustouges, Saillagousse, Bourg-Madame, Carols. — SAINT-GAUDENS (Ariège). Ax, *par l'Hospitalet*; Tarascon, *idem*; Siguer, Auzat, Saint-Giron, *par Conflens*; Orle. — (Haute-Garonne). Saint-Béat, *par Fos*; Bagnères. — (Hautes-Pyrénées). Arreau, *par Vielle*; Argelès, *par Gèdre*. — BAYONNE (Basses-Pyrénées). Bedous, *par Urdos*; Saint-Jean-Pied-de-Port, *par Arnéguy*; Ainhoa, Béhobie, Saint-Jean-de-Luz, Bayonne. — BORDEAUX (Gironde). La Teste de Busch, Pauillac, Bordeaux, Libourne, Blaye. — LA ROCHELLE (Charente Inférieure). La Tremblade, Marennes, Charente, Rochefort, La Rochelle, Saint-Martin (île de Ré), Marans. — (Vendée). Luçon, Saint-Michel, Moricq, *par l'Aiguillon*; Les Sables, Saint-Gilles, Croix-de-Vie. — NANTES (Vendée). La Barredemont, Beauvoir, Boin, Noirmoutiers. — (Loire-Inférieure). Bourgneuf, Pornic, Saint-Nazaire, Paimbœuf, Nantes et lieux de chargement situés au dessous jusqu'à Paimbœuf, Le Pouliguen, Le Croisic, Mesquer. — (Morbihan). La Roche-Bernard. — (Ille-et-Vilaine). Redon. — LORIENT (Morbihan). Penerf, Sarzeau, Vannes, Auray, Hennebont, Lorient. — (Finistère). Quimperlé, Pontaven, Pont-l'Abbé, Quimper, Audierne. — BREST (Finistère). Camaret, Port-Launay, Landerneau, Brest, Abrevrach, Roscoff, Penzé, Morlaix, Paimpoul. — (Côtes-du-Nord.) — Toulenhéry, Lannion, Perros, Tréguier. — SAINT-MALO (Côtes-du-Nord).

Lézardrieux, Pontrieux, Paimpol, Portrieux, Le Légué, Dahouet, Port-à-la-Duc, Dinan. — (Ille-et-Vilaine). Saint-Servan, Saint-Malo. — CHERBOURG (Manche). Granville, Regneville, Saint-Germain-sur-Ay, Portbail, Dielette, Omonville, Cherbourg, Barfleur, La Hougue, Carentan. — (Calvados). Isigny, Caen, *par Ouistreham*. — ROUEN (Calvados). Honfleur. — (Seine-Inférieure). Rouen, Le Havre, Fécamp. — ABBEVILLE (Seine-Inférieure). Saint-Valery-en-Caux, Dieppe. — (Somme). Saint-Valery-sur-Somme. — BOULOGNE (Pas-de-Calais). Etaples, Boulogne, Calais. — BASTIA (Corse). Macinaggio, Bastia, Cervione, Bonifacio, Ajaccio, Calvi, Ile-Rousse.

N° 320. = 17 janvier — 1^{er} mars 1830. = **ORDONNANCE du roi qui autorise l'inscription, au trésor royal, des pensions de la pairie et de l'ancien sénat** (1). (VIII, Bull. CCCXLI bis, n° 2.)

Charles, ... — Vu la loi du 28 mai 1829, relative à la dotation de l'ancien sénat; — Vu notre ordonnance du 29 novembre de la même année, sur le mode à suivre pour le paiement des pensions reconnues par cette loi ou accordées en vertu de ses dispositions; — Vu les tableaux transmis à cet effet par le grand-référendaire de la chambre des pairs au département des finances; — Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au même département, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1^{er}. Les pensions dont la concession a été reconnue et confirmée par l'article 18 de la loi du 28 mai 1829, pour une somme totale de deux millions six cent quarante-deux mille cinq cents francs, et celles actuellement existantes dont il est parlé dans l'article 5 de la même loi, montant à une autre somme de cent six mille francs, seront inscrites à notre trésor royal, sur un registre spécial divisé en trois séries distinctes.

La première comprendra, sous le titre de *pensions de la pairie*, les cent cinquante-quatre pensions dont jouissent les pairs dénommés dans l'état n° 18, annexé à la présente ordonnance, et dont la quotité présente une somme totale de deux millions cent quatre-vingt-six mille cinq cents francs, ci..... 2,186,500

La deuxième série, intitulée *pensions de l'ancien sénat et des veuves de pairs non sénateurs*, se composera de toutes celles indiquées en l'état numéro 2 ci-joint, savoir :

1° Des pensions des anciens sénateurs qui n'ont pas été nommés pairs; leur nombre est de huit, montant ensemble à.....	192,000	} 456,000
2° Des trente-huit pensions qu'avaient obtenues les veuves d'anciens sénateurs non promus à la pairie, pour une somme totale de.....	228,000	
3° Et de six autres accordées à des veuves de pairs qui n'ont point appartenu à l'ancien sénat, ci.....	36,000	
		2,642,500

La troisième série contiendra les pensions qui sont ou seront accordées à des ecclésiastiques nommés pairs, sur le fonds de cent vingt mille francs ouvert par l'article 5 de la loi du 28 mai 1829, et qui, en ce moment, comprises au nombre de neuf dans l'état n° 3 ci-joint, s'élèvent ensemble à la somme de..... 106,000

TOTAL..... 2,748,500

(1) Voyez, dans les notes qui accompagnent le tit. II de la constitution du 22 frimaire an 8 (13 décembre 1799), le résumé de la législation sur la dotation du sénat.

Voyez aussi, sur le même objet, la loi du 28 mai—4 juin 1829, et l'art. 5 de celle du 21—28 avril 1832.

2. Toutes ces pensions seront payées suivant le mode déterminé par notre ordonnance du 29 novembre 1829 et avec la jouissance du 22 décembre suivant, conformément à la loi.

3. A l'avenir, les pensions qui seront accordées, soit en vertu du deuxième paragraphe de l'article 1^{er} de la loi du 28 mai 1829, soit aux termes des articles 5 et 6 de la même loi, ne pourront être inscrites au trésor qu'après que l'autorisation nous en aura été demandée par notre ministre des finances.

N° 321. = 17 janvier—27 mars 1830. = **ORDONNANCE** du roi portant qu'il sera établi dans la ville de Dunkerque, département du Nord, un collège communal qui jouira d'une dotation portée annuellement au budget de la ville, pour assurer les traitemens des régens. (VIII, Bull. CCCXLV, n° 13729.)

N° 322. = 20 janvier—19 février 1830. = **ORDONNANCE** du roi relative à l'établissement d'un pont suspendu sur le bras gauche de la Loire à Décize, département de la Nièvre. (VIII, Bull. CCCXL, n° 13425.)

N° 323. = 27 janvier—8 février 1830. = **ORDONNANCE** du roi portant nomination de pairs de France. (VIII, Bull. CCCXXXIX, n° 13388.)

N° 324. = 27 janvier—19 février 1830. = **ORDONNANCE** du roi portant établissement d'une caisse d'épargnes et de prévoyance dans la ville de Rennes. (VIII, Bull. CCCXL, n° 13427.)

N° 325. = 3—19 février 1830. = **ORDONNANCE** du roi relative au mode d'exécution de l'article 8 de la loi du 26—29 juillet 1829, qui prescrit la formation d'un inventaire du mobilier fourni, soit par l'état, soit par les départemens, à des fonctionnaires publics (1). (VIII, Bull. CCCXL, n° 13423.)

Charles, . . . — Voulant déterminer le mode d'exécution de l'article 8 de la loi du 26 juillet 1829, portant : — « Les inventaires du mobilier fourni, « soit par l'état, soit par les départemens, à des fonctionnaires publics, se-
« ront faits avant le 1^{er} janvier 1830 ; — Ces inventaires seront récolés à la
« fin de chacune des années suivantes et à chaque mutation de fonctionnaire
« responsable ; » — Vu la loi du 12 septembre 1791, — L'arrêté du gouverne-
ment du 23 nivose an 6 (12 janvier 1798), — L'ordonnance royale du 14 sep-
tembre 1822, — Lesdites lois, arrêté et ordonnance réglant, en ce qui con-
cerne le mobilier de l'état, les attributions de l'administration de l'enregistre-
ment et des domaines ; — Vu l'ordonnance royale du 17 décembre 1818, relative
au mobilier des préfectures ; — Vu l'ordonnance du 7 avril 1819, concernant
le mobilier des archevêchés et évêchés ; — Considérant que cette dernière or-
donnance contient, relativement à l'inventaire de ce mobilier et au récole-
ment annuel des dispositions qui remplissent déjà en partie l'intention de
l'article 8 de la loi du 26 juillet 1829 ; — Sur le rapport de notre ministre

(1) Voyez l'ordonnance du 4 janvier—1^{er} février 1832, qui ordonne le récolement annuel du mobilier des archevêchés et évêchés.

secrétaire d'état des finances, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1^{er}. Chacun des fonctionnaires et agens qui ressortissent aux divers ministères et résident à Paris ou dans les différentes villes du royaume, est tenu de dresser en double expédition un inventaire descriptif de tous les objets mobiliers affectés à son usage personnel et qui lui ont été fournis par l'état : cet inventaire sera dressé en triple expédition pour ceux de ces objets appartenant aux départemens. — Le récolement de cet inventaire devra être fait par les agens de l'administration des domaines.

2. Les inventaires seront conformes au modèle ci-annexé : néanmoins chaque fonctionnaire responsable de mobilier pourra diviser, au besoin, son inventaire en autant de sections que le comporteront la nature des objets à inventorier, les locaux et emplacements qu'ils occuperont, et le nombre des personnes aux soins desquelles la conservation de ces objets serait ou pourrait être particulièrement confiée.

3. Tout fonctionnaire responsable de mobilier devra donner connaissance au directeur des domaines du département de l'achèvement de l'inventaire, pour que ce directeur puisse immédiatement faire procéder au récolement par un préposé de son administration désigné à cet effet. — Après le récolement et sur la déclaration de prise en charge que contiendra l'arrêté de clôture, ce préposé y fera mention du récolement auquel il aura assisté, signera cette mention sur les deux expéditions de l'inventaire, et déposera l'une d'elles à la direction des domaines : l'autre restera entre les mains du fonctionnaire chargé du mobilier. — La troisième expédition de l'inventaire des objets mobiliers à la charge des départemens sera déposée entre les mains du secrétaire général de la préfecture, considéré dans cette occasion comme chargé des archives.

4. Les inventaires devant, conformément à la loi du 26 juillet 1829, être récolés à la fin de chacune des années suivantes et à chaque mutation de fonctionnaire responsable, les conseils généraux de département désigneront à chaque session un commissaire pour assister et concourir au récolement des inventaires du mobilier appartenant au département. — Ce commissaire devra être pris parmi les membres de la commission annuelle formée dans le sein du conseil général en vertu de l'article 4 de l'ordonnance royale du 17 décembre 1818.

5. Dans l'intervalle d'un récolement au récolement suivant, tout fonctionnaire responsable de mobilier sera tenu de faire consigner, sur la double expédition de l'inventaire laissée à sa disposition, d'une part, les accroissemens qui surviendraient dans la quantité des objets mobiliers appartenant, soit à l'état, soit au département; et d'un autre côté, les ventes et réformes d'objets qui auront eu lieu, en indiquant sommairement, dans une colonne ménagée à cet effet, les causes des ventes et réformes ou les circonstances propres à les justifier.

6. Aux époques de récolement ordonnées par la loi, les expéditions de l'inventaire seront conférées : celles dont la direction des domaines et le secrétaire général de la préfecture étaient restés dépositaires au précédent récolement, seront d'abord rendues conformes à l'expédition laissée à la disposition du fonctionnaire responsable de mobilier, et après tout nouveau récolement pour lequel auront été remplies les formalités indiquées à l'article 3 ci-dessus : l'une des expéditions de l'inventaire sera rétablie dans les archives de la direction des domaines.

7. Pour assurer l'exécution complète et périodique de la loi, il sera immé-

diatement établi dans chaque ministère un relevé indicatif, par département, des fonctionnaires publics auxquels un mobilier a été fourni, soit par l'état, soit par les départemens. — Ce relevé sera communiqué à notre ministre des finances, et par celui-ci à l'administration des domaines. — Tout changement à faire annuellement audit relevé sera successivement annoncé, avant chaque fin d'année, par les différens ministères à celui des finances, et par ce dernier à l'administration des domaines.

8. L'ordonnance royale du 7 avril 1819, relative au mobilier des évêchés et archevêchés, continuera de recevoir son exécution : seulement, à l'avenir, les agens du domaine devront concourir aux récolemens annuels faits conformément à cette ordonnance, et les inventaires ainsi récolés seront déposés à la direction du domaine dans le département où se trouve le chef-lieu du diocèse.

N° 326. = 3 février—6 mars 1830. = **ORDONNANCE du roi relative à l'établissement d'un abattoir public dans la ville de Saintes, département de la Charente-Inférieure.** (VIII, Bull. CCCXLII, n° 13464.)

N° 327. = 10 février—6 mars 1830. = **ORDONNANCE du roi relative à l'abattoir public de la ville de Bédarieux (Hérault).** (VIII, Bull. CCCXLII, n° 13465.)

N° 328. = 10 février—6 mars 1830. = **ORDONNANCE du roi additionnelle à celle du 5—26 avril 1827, qui a établi un conseil de prud'hommes dans la ville de Nancy (Meurthe)** (1). (VIII, Bull. CCCXLII, n° 13467.)

Charles,...—Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur ;—Vu notre ordonnance du 5 avril 1827 qui a établi dans la ville et pour les fabriques de Nancy un conseil de prud'hommes composé de sept membres et de deux suppléans ;—Ayant égard aux représentations qui ont été faites tant par ledit conseil que par le préfet du département de la Meurthe ;—Notre conseil d'état entendu, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1^{er}. Lors du premier renouvellement partiel du conseil des prud'hommes de Nancy, le nombre de ses membres sera porté à neuf. A partir de cette époque, ledit conseil se composera de deux filateurs ou fabricans de tissus de coton, d'un fabricant de broderies, d'un fabricant de papiers peints, d'un fabricant de vermicelle, de deux teinturiers, et d'un tisseur occupant un ou plusieurs métiers.

2. Deux suppléans continueront en outre d'être attachés au susdit conseil. Ils seront choisis et nommés conformément à ce qui est prescrit par l'article 2 de notre ordonnance du 5 avril 1827.

3. Cette ordonnance restera en vigueur, et continuera d'être exécutée dans toutes les dispositions auxquelles il n'est pas dérogé par la présente.

N° 329. = 10 février—6 mars 1830. = **ORDONNANCE du roi contenant un nouveau tarif des droits à percevoir au pont provisoire pour le passage de l'Adour à Bayonne.** (VIII, Bull. CCCXLII, n° 13468.)

(1) Voyez l'ordonnance du 5—26 avril 1827.

Voyez aussi le décret du 11 juin 1809, qui détermine l'organisation, la compétence des conseils de prud'hommes, et le mode de procéder devant eux.

N° 330. = 14 février—1^{er} mars 1830. = **ORDONNANCE** du roi concernant l'instruction primaire (1). (VIII, Bull. CCCXLI, n° 13437.)

N° 331. = 17 février—6 mars 1830. = **ORDONNANCE** du roi portant rectification du tarif des droits de péage à percevoir au pont de Chacé sur le Thouet (Maine-et-Loire). (VIII, Bull. CCCXLII, n° 13469.)

N° 332. = 17 février—22 avril 1830. = **ORDONNANCE** du roi portant autorisation de la société anonyme formée à Paris pour l'exploitation de la manufacture royale des glaces de Saint-Gobain, et approbation de ses statuts. (VIII, Bull. CCCXLIX bis.)

N° 333. = 24 février—23 mars 1830. = **ORDONNANCE** du roi relative à l'établissement d'un pont suspendu sur l'Isle à Libourne, et aux droits à percevoir au passage de ce pont, conformément au tarif annexé. (VIII, Bull. CCCXLIV, n° 13612.)

N° 334. = 24 février—23 mars 1830. = **ORDONNANCE** du roi contenant le tarif du droit de péage à percevoir, par la commune de Deulemont (Nord), sur le pont de la Deule. (VIII, Bull. CCCXLIV, n° 13613.)

N° 335. = 24 février—4 décembre 1830. = **ORDONNANCE** du roi sur l'organisation d'un bataillon d'ouvriers d'administration. (IX, ordonn., Bull. XXVI, n° 471.)

Charles, . . . — Vu les ordonnances royales des 29 janvier, 5 février et 9 avril 1823, relatives à la création du bataillon temporaire d'ouvriers d'administration ; — Voulant donner à ce corps la fixité que réclame l'intérêt du service, et apporter à son organisation les améliorations dont l'expérience a fait reconnaître la nécessité ; — Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état de la guerre, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1^{er}. Le bataillon temporaire d'ouvriers d'administration créé par les ordonnances royales des 29 janvier, 5 février et 9 avril 1823, est constitué en corps permanent.

2. Les ouvriers d'administration seront exclusivement affectés à l'exploitation des services administratifs ; ils seront subsidiairement employés à la garde et police des établissemens servant à cette exploitation, de même qu'aux escortes des évacuations de malades et de convois de subsistances ou d'effets militaires.

3. Le bataillon d'ouvriers d'administration sera composé, sur le pied de paix, d'un état-major et de cinq compagnies, dont une de dépôt : en cas de guerre, ce nombre de compagnies pourra être augmenté suivant que les besoins du service l'exigeront.

4. La compagnie de dépôt ne portera pas de numéro, et n'aura pas de

(1) Voyez, sur l'instruction primaire, le décret du 12 décembre 1792, et les notes qui résument toute la législation de la matière.

Voyez surtout la loi générale du 28 juin—1^{er} juillet 1833 ; et l'ordonnance du 16—23 juillet suivant, rendue pour son exécution.

Cette loi et cette ordonnance rendent tous les réglemens antérieurs sans intérêt.

complet fixe et déterminé en hommes de troupe ; les enrôlés volontaires et les hommes de première levée y seront incorporés pour ensuite être répartis dans les compagnies détachées dans les places de l'intérieur ou à l'armée.

5. Le cadre d'organisation de l'état-major et de chaque compagnie du bataillon d'ouvriers d'administration est fixé ainsi qu'il suit :

État-major du bataillon.

Officiers : chef de bataillon commandant, un ; lieutenant trésorier et officier d'habillement, un ; chirurgien-aide-major, un. — Total, trois.

Petit état-major.

Sous-officiers : adjudant-sous-officier, un ; maîtres : armurier, un ; tailleur, un ; cordonnier, un ; clairon, un. — Total, cinq. — Total de l'état-major, huit.

Compagnies.

Officiers : capitaine, un ; lieutenant, un ; sous-lieutenant, un. — Total, trois. — Sous-officiers et soldats : sergent-major, un ; sergens, quatre ; fourrier, un ; maîtres ouvriers : maçons, quatre ; charpentiers, quatre ; serruriers, deux. Caporaux : infirmiers majors, douze ; brigadiers principaux des subsistances, quatre ; romainiers des vivres-viande, quatre ; chef ouvrier du campement, un. Soldats de première classe : maçons, quatre ; charpentiers, huit ; menuisiers, quatre ; tonnelier, un ; serrurier et coutelier, deux ; brigadiers boulangers, douze ; bouchers, huit. Soldats de deuxième classe : infirmiers ordinaires, soixante-huit ; boulangers pétrisseurs, trente-s ; toucheurs, quatre ; botteleurs, quatre ; ouvriers de magasin, douze. Clairons, deux. — Total, deux cent deux. — Total par compagnie, deux cent cinq.

Compagnie de dépôt.

Officiers : capitaine, un ; lieutenant, un ; sous-lieutenant, un. — Total, trois. — Sous-officiers et soldats : sergent-major, un ; sergens, quatre ; fourrier, un ; caporaux, huit ; clairon, un. — Total, quinze. — Total de la compagnie de dépôt, dix-huit.

Ainsi la force totale du cadre d'organisation du bataillon à cinq compagnies sera de — Officiers d'état-major, trois ; de compagnies, quinze. — Total, dix-huit. — Sous-officiers et soldats : d'état-major, cinq ; de compagnies, huit cent vingt-trois. — Total, huit cent vingt-huit. — Total général, huit cent quarante-six.

6. Chaque compagnie sera composée de neuf escouades, dont quatre pour le service des subsistances, quatre pour le service des hôpitaux, et une pour le service du campement et baraquement : le sergent-major, le fourrier, les ouvriers constructeurs des fours et les clairons ne font point partie des escouades, et resteront à l'état-major de la compagnie.

7. Deux escouades formeront un peloton qui sera commandé par un sergent ; deux pelotons formeront une section qui sera commandée par un officier.

8. Chaque escouade sera composée :

Pour le service des subsistances.

Un brigadier principal, un romainier, trois brigadiers boulangers, neuf boulangers pétrisseurs, deux bouchers, quatre ouvriers toucheurs et botteleurs. — Total, vingt.

Pour le service des hôpitaux.

Trois infirmiers majors, dix-sept infirmiers ordinaires. — Total, vingt.

Pour le service du campement.

Un chef ouvrier du campement, deux maîtres maçons, deux maîtres charpentiers, un maître serrurier, deux ouvriers maçons, quatre ouvriers charpentiers, deux ouvriers menuisiers, un ouvrier serrurier, cinq ouvriers de magasin. — Total, vingt.

9. Le bataillon d'ouvriers d'administration se recrutera par des engagements volontaires, et subsidiairement par la voie des appels. Dans l'emploi de l'un et l'autre de ces deux modes de recrutement, le choix des hommes de chaque profession sera combiné avec les besoins du corps.

10. Nul ne sera admis à contracter un engagement volontaire pour le bataillon d'ouvriers d'administration, s'il ne remplit les conditions imposées par la loi, et s'il n'est porteur d'un certificat du sous-intendant militaire du département, portant qu'il a été reconnu propre à la profession à laquelle il se destine. L'acte d'engagement devra faire mention de l'exhibition de ce certificat. Il devra également être porteur d'un certificat délivré par le chef de bataillon, constatant que l'effectif du corps permet de l'y admettre.

11. Pour la première formation, on incorporera dans le bataillon permanent, — 1° Les soldats d'ambulance qui sont actuellement partie du bataillon temporaire; — 2° Les infirmiers entretenus des hôpitaux militaires créés par notre ordonnance du 18 septembre 1824.

12. Les officiers du bataillon d'ouvriers d'administration seront nommés par nous, sur la présentation de notre ministre secrétaire d'état de la guerre.

13. Les officiers seront pris pour la première formation, savoir : — Le chef de bataillon, les capitaines, ainsi que les lieutenans, soit parmi les officiers du bataillon temporaire en activité de service ou qui ont été licenciés, soit parmi les officiers d'administration des hôpitaux, soit parmi les agents d'autres services administratifs qui comptent des services militaires, soit parmi les officiers des corps de l'armée en activité : on se conformera, dans tous les cas, aux règles d'avancement établies par l'ordonnance du 2 août 1818; — Les sous-lieutenans, parmi les sous-officiers des compagnies des corps du génie ou d'ouvriers du génie qui, d'après un examen dont le ministre de la guerre déterminera les conditions, seront reconnus réunir les connaissances nécessaires à la construction des fours et à toutes autres constructions que les établissemens des services administratifs en campagne peuvent exiger.

14. Après la première formation, l'avancement des officiers roulera entre les officiers du corps, tant au choix qu'à l'ancienneté; les sous-lieutenans seront pris moitié parmi les sous-officiers du corps, moitié parmi ceux du génie.

15. Les sergens-majors, sergens et caporaux, seront pris, pour la première formation, soit parmi les sous-officiers et caporaux des compagnies d'infirmiers actuellement existantes, soit parmi les infirmiers entretenus, en possession du temps de service et du grade requis, soit enfin parmi les sous-officiers et caporaux congédiés des corps de l'armée, et seront nommés par l'intendant militaire chargé de l'organisation. — Ils seront nommés, sur la présentation du chef de bataillon commandant le corps, par l'intendant militaire de la division où se trouvera l'état-major, par application des règles prescrites à l'article 16 de l'ordonnance du 2 août 1818.

16. En temps de guerre, les nominations et les promotions à l'emploi de sous-officiers auront lieu, sur la présentation des commandans respectifs des compagnies, par les intendans des corps d'armée dans lesquels ces compagnies se trouveront détachées, et d'après l'avis du sous-intendant militaire chargé de la police de la compagnie.

17. L'habillement, l'équipement et l'armement des officiers, sous-officiers et soldats du bataillon d'ouvriers d'administration, seront conformes à ceux de nos troupes d'infanterie, sauf la couleur du fond de l'uniforme, qui sera gris-de-fer, et celle distinctive qui sera brun-marron.

18. La solde et les autres prestations en denrées attribuées au bataillon d'ouvriers d'administration seront réglées par un tarif spécial, et sur les mêmes bases que pour les ouvriers du train des équipages militaires.

19. Lorsque les sous-officiers et soldats seront employés dans les établissemens administratifs, il pourra leur être accordé, en sus de leur solde, une prime de travail payable sur les fonds affectés à l'exploitation de ces différens services; ceux attachés aux hôpitaux comme infirmiers majors ou ordinaires y recevront la nourriture d'hôpital, telle qu'elle est réglée pour ces emplois.

20. Les officiers, sous-officiers et soldats du bataillon d'ouvriers d'administration, auront droit au traitement de réforme et aux pensions, suivant les règles générales applicables aux autres corps de l'armée.

21. Un conseil d'administration, composé du chef de bataillon, président, du capitaine et du lieutenant de la compagnie de dépôt, sera chargé de l'administration du bataillon; le trésorier tiendra la plume, et les attributions de ce conseil seront les mêmes que dans les autres corps de troupe.

22. Le bataillon d'ouvriers d'administration sera spécialement sous les ordres et la police immédiate des sous-intendans, sous la police supérieure et l'inspection générale des intendans militaires.

23. Les sous-officiers et soldats placés dans les différens établissemens de l'administration y seront à la disposition des chefs ou des agens comptables de ces établissemens, et seront soumis, à leur égard, à toutes les règles de la subordination et de la discipline militaire.

24. Les officiers généraux et commandans militaires exerceront sur le bataillon d'ouvriers d'administration la même police et la même surveillance que sur les autres corps de troupe placés sous leur commandement; toutefois ils ne pourront en disposer pour un service quelconque que dans des circonstances extraordinaires et urgentes, et qu'autant qu'ils jugeront que ces troupes peuvent, sans compromettre le service spécial auquel elles sont affectées, en être momentanément distraites.

25. Les ordres de service, de mouvement et de punition, donnés par les officiers généraux et autres commandans militaires, dans les cas prévus par l'article précédent, seront transmis au commandant du bataillon ou des compagnies d'ouvriers d'administration, par l'intermédiaire des intendans ou sous-intendans militaires.

26. Les intendans ou sous-intendans militaires remettront aux généraux ou commandans militaires les situations du bataillon ou des compagnies d'ouvriers d'administration, et leur rendront compte du mouvement qu'ils ordonneront.

27. Les dispositions de l'ordonnance du 18 septembre 1824 sur le personnel de santé et administratif des hôpitaux militaires, et qui sont relatives aux infirmiers entretenus, continueront à être exécutées, sauf à réduire le nombre de ces infirmiers en raison des ressources que procurera pour le service des hôpitaux l'effectif du bataillon d'ouvriers d'administration.

28. Les ordonnances royales des 29 janvier, 5 février et 9 avril 1823, relatives à l'organisation du bataillon temporaire d'ouvriers d'administration, sont et demeurent abrogées.

N° 336. = 4—23 mars 1830. = **ORDONNANCE** du roi relative à une nouvelle adjudication des travaux du canal du Duc de Bordeaux. (VIII, Bull. CCCXLIV, n° 13614.)

N° 337. = 4—23 mars 1830. = **ORDONNANCE** du roi portant que le nombre des agens de change à Lille (Nord) reste fixé à dix. (VIII, Bull. CCCXLIV, n° 13615.)

N° 338. = 4—23 mars 1830. = **ORDONNANCE** du roi relative à la suppression de deux bacs sur le Tarn, en amont et en aval de la ville de Villemur (Haute-Garonne), et à la construction d'un pont suspendu en remplacement. (VIII, Bull. CCCXLIV, n° 13616.)

N° 339. = 4—27 mars 1830. = **ORDONNANCES** du roi qui autorisent les villes de Bar-le-Duc (Meuse) et de Saint-Denis (Seine) à établir chacune un abattoir public. (VIII, Bull. CCCXLV, n°s 13665 et 13667.)

N° 340. = 4—27 mars 1830. = **ORDONNANCE** du roi qui maintient l'abattoir public établi à Charleville (Ardennes). (VIII, Bull. CCCXLV, n° 13666.)

N° 341. = 14—23 mars 1830. = **ORDONNANCE** du roi qui accorde amnistie pour les délits forestiers commis depuis le 1^{er} décembre 1829 jusqu'au 1^{er} mars 1830. (VIII, Bull. CCCXLIV, n° 13611.)

N° 342. = 19—27 mars 1830. = **PROCLAMATIONS** du roi qui prorogent au 1^{er} septembre la session de 1830 de la chambre des pairs et de la chambre des députés des départemens. (VIII, Bull. CCCXLV, n° 13663.)

N° 343. = 21 mars—1^{er} avril 1830. = **ORDONNANCE** du roi portant répartition du centime du fonds de non-valeurs mis à la disposition du ministre des finances par la loi du 2—6 août 1829. (VIII, Bull. CCCXLVI, n° 13731.)

N° 344. = 21 mars—17 avril 1830. = **ORDONNANCE** du roi portant approbation de la direction du tracé du chemin de fer du port d'Andrezieux à Roanne. (VIII, Bull. CCCXLVIII, n° 13886.)

N° 345. = 25 mars—1^{er} avril 1830. = **ORDONNANCE** du roi portant création d'un sous-secrétaire d'état au département de la guerre. (VIII, Bull. CCCXLVI, n° 13732.)

N° 346. = 25 mars—8 avril 1830. = **ORDONNANCE** du roi qui prescrit des mesures de précaution à l'égard des chaudières à vapeur destinées aux établissemens publics ou industriels (1). (VIII, Bull. CCCXLVII, n° 13817.)

Charles,....—Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au départe-

(1) Voyez, sur les machines à vapeur, l'ordonnance du 29 octobre—24 novembre 1823, et la note.

tement de l'intérieur; —Vu les ordonnances des 2 avril et 29 octobre 1823, 7 et 25 mai 1828, et 23 septembre 1829; — Considérant que les chaudières dans lesquelles on produit habituellement de la vapeur à un degré de pression quelconque peuvent offrir les mêmes dangers que celles des machines à haute pression, soit que ces chaudières servent à la marche des machines, au chauffage à la vapeur, ou à tout autre usage analogue; — Qu'il convient donc de prescrire à leur égard les précautions qui ont paru de nature à réduire l'étendue de ces dangers; — Notre conseil d'état entendu, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1^{er}. Toute chaudière destinée aux établissemens publics ou industriels, dans laquelle on doit produire de la vapeur à un degré de pression quelconque, et qui servira à la marche des machines, au chauffage à la vapeur, ou à tout autre usage, ne pourra être établie à demeure sur un fourneau de construction, qu'en vertu d'une autorisation obtenue dans les formes prescrites par le décret du 15 octobre 1810 pour les établissemens de deuxième classe, pour les chaudières à haute pression, et de troisième classe, pour les chaudières à basse pression. — Cette autorisation ne sera accordée qu'après l'accomplissement des conditions de sûreté qui sont exigées par la présente ordonnance, savoir : articles 2 et 3 pour les chaudières à haute pression; et articles 2 et 4, pour les chaudières à basse pression.

2. Lors de la demande en autorisation, les chefs d'établissement déclareront à quel degré de pression habituelle leurs chaudières devront fonctionner. — Ils ne pourront, dans aucun temps, dépasser le degré de pression déclaré par eux et constaté par l'acte d'autorisation.

3. Les chaudières à haute pression, c'est-à-dire celles dans lesquelles on doit produire de la vapeur à une pression habituelle de plus de deux atmosphères, devront être soumises, indépendamment de l'épreuve prescrite par notre ordonnance du 23 septembre 1829, aux conditions exigées par les articles 4, 5, 6 et 7 de l'ordonnance royale du 29 octobre 1823.

4. Les chaudières destinées aux établissemens publics ou industriels, dans lesquelles la force élastique de la vapeur fait équilibre à deux atmosphères au plus, seront soumises aux conditions de sûreté suivantes : — 1^o Il sera adapté à la partie supérieure de chaque chaudière deux soupapes de sûreté de mêmes dimensions, et assez grandes pour que le jeu d'une seule puisse suffire au dégagement de la vapeur, dans le cas où elle acquerrait une trop haute tension. — 2^o Chaque soupape sera chargée directement, et sans l'intermédiaire d'aucun levier, d'un poids équivalent au plus à une pression atmosphérique, c'est-à-dire à raison d'un kilogramme trente-trois millièmes de kilogramme par chaque centimètre carré contenu dans la surface de la soupape. — 3^o Il sera en outre adapté à la partie supérieure de chaque chaudière, et près d'une des soupapes de sûreté, une rondelle métallique fusible à la température de cent vingt-sept degrés centigrades. — Cette rondelle, assujétie, ainsi qu'il est d'usage, par une grille, aura un diamètre tel, que sa surface libre soit quadruple de celle d'une des soupapes de sûreté. — 4^o On renfermera sous une même grille, dont la clef restera entre les mains du chef de l'établissement, la soupape de sûreté et la rondelle fusible placée près d'elle; l'autre soupape sera laissée à la disposition de l'ouvrier qui dirige le chauffage et le jeu de la machine. — 5^o Chaque chaudière sera munie d'un manomètre à air libre, dont le tube en verre sera coupé à une hauteur de soixante et seize centimètres (vingt-huit pouces) au dessus du niveau de la surface du mercure pressée par la vapeur.

5. On affichera, dans l'enceinte des ateliers, l'instruction ministérielle du 19 mars 1824 sur les mesures de précaution habituelle à observer dans l'emploi des machines à vapeur.

6. En cas de contravention aux dispositions de la présente ordonnance, les chefs d'établissement pourront encourir l'interdiction de leurs chaudières, sans préjudice des peines, dommages et intérêts qui seraient prononcés par les tribunaux.

N° 347. = 28 mars—8 avril 1830. = **ORDONNANCE du roi portant qu'il sera fait à l'hôtel des monnaies de Paris des essais de monnayage par le procédé de la virole brisée et de la virole cannelée.** (VIII, Bull. CCCXLVII, n° 13816.)

Art. 1^{er}. Il sera fait à l'hôtel des monnaies de Paris, sous la surveillance de la commission des monnaies, des essais de monnayage par le procédé de la virole brisée et de la virole cannelée.

2. Ces essais auront lieu, pour la virole brisée, sur la pièce d'or de quarante francs et sur celle de cinq francs en argent, lesquelles porteront en lettres en relief sur la tranche la légende : *Domine, salvum fac regem*.—Les pièces d'or de vingt francs et celles d'un franc en argent seront cordonnées par une virole cannelée.

3. Les espèces provenant de ces essais seront mises en circulation après avoir été préalablement jugées par la commission des monnaies, suivant les règles établies.

N° 348. = 28 mars 1830—19 novembre 1831. = **ORDONNANCE du roi sur la composition du corps du génie maritime** (1). (IX, ordonn., Bull. CXVII, n° 3324.)

TITRE I^{er}. — De la composition du corps royal du génie maritime.

Art. 1^{er}. Les ingénieurs chargés de diriger la construction de nos vaisseaux et les travaux relatifs à ce service formeront le corps du génie maritime.—Ce corps prendra le titre de *corps royal* ; et les officiers qui en feront partie jouiront des prérogatives et des avantages attachés à ce titre.

2. Le corps royal du génie maritime sera composé comme il suit : — Un inspecteur général, cinq directeurs des constructions navales, dix ingénieurs de première classe, douze ingénieurs de deuxième classe, douze sous-ingénieurs de première classe, douze sous-ingénieurs de deuxième classe, cinq sous-ingénieurs de troisième classe ; — Total, cinquante-sept ; — Et d'un nombre d'élèves qui sera réglé d'après les besoins du service.

TITRE II. — De l'admission et de l'instruction des élèves du génie maritime.

3. Les élèves du génie maritime seront pris parmi ceux de l'école polytechnique qui auront été déclarés admissibles dans les services publics, et suivant l'ordre établi dans ladite école pour les examens de sortie. — Ils suivront pendant deux années, au port de Lorient, et sous la direction d'un ingénieur de première ou de deuxième classe, désigné par notre ministre de la marine, un cours complet d'application. — Ils seront en outre exercés : — Au dessin des plans des bâtimens de guerre, ainsi que de leur mâture, voilure, installation et emménagement ; — Aux calculs de déplacement de stabilité, de centre de gravité et de voilure, et tous autres relatifs à la théorie de l'architecture navale ; — A l'étude des machines à vapeur et autres qui peuvent être d'une application utile, soit dans les arsenaux, soit

(1) Voyez l'ordonnance du 7 septembre—19 novembre 1831, qui règle l'âge d'admission aux concours pour les places d'adjoins du génie maritime.

à bord des bâtimens de guerre ; — Au dessin d'ornemens et au lavis ; — A l'étude de la langue anglaise. — Ils seront conduits fréquemment sur les chantiers et dans les ateliers du port , pour acquérir la connaissance des procédés suivis dans la construction des bâtimens de guerre et dans la préparation des objets de toute espèce qui en composent l'armement. — Ils pourront aussi, avec l'autorisation du préfet maritime et sous la conduite de l'ingénieur chargé de diriger leur instruction , visiter les principaux établissemens industriels qui existent dans le voisinage de Lorient , afin d'étudier les procédés qu'on y suit. — Un réglemeut particulier sur l'enseignement et sur les travaux des élèves sera ultérieurement arrêté par notre ministre de la marine et des colonies.

4. Après avoir terminé deux années d'études , les élèves subiront un examen sur les diverses parties de l'instruction qu'ils auront reçue. Ceux qui , ayant répondu d'une manière satisfaisante , auront été déclarés admissibles par la commission d'examen , seront nommés immédiatement sous-ingénieurs de troisième classe ; leur classement dans ce grade sera réglé d'après le résultat de l'examen. — Les élèves qui n'auront pas été jugés admissibles pourront être autorisés à continuer leurs études pendant une troisième année , après laquelle ils seront définitivement renvoyés , s'ils n'ont pas encore acquis les connaissances exigées. — La commission d'examen sera présidée par le préfet maritime , et composée du directeur des constructions navales , du directeur des constructions hydrauliques , d'un officier du génie maritime et d'un professeur de mathématiques. — Les examens seront publics.

5. L'ingénieur chargé de l'instruction des élèves fera lui-même le cours de théorie d'architecture navale et de mécanique appliquée aux arts. — Il pourra néanmoins participer aux travaux de la direction des constructions navales. — Il remettra tous les trois mois , au préfet maritime , un rapport sur la conduite et sur les progrès des élèves ; et il lui proposera , en outre , toutes les mesures qu'il jugera devoir contribuer au perfectionnement des études dont la direction lui est confiée.

TITRE III. — De l'avancement et des fonctions.

6. Les sous-ingénieurs de troisième classe seront promus au grade de sous-ingénieur de deuxième classe par rang d'ancienneté , et à mesure que des places viendront à vaquer dans ce dernier grade. — Les sous-ingénieurs de deuxième classe seront promus au grade de sous-ingénieur de première classe , dans la proportion d'un quart au choix et de trois quarts à l'ancienneté. — Les ingénieurs de deuxième classe seront pris , un tiers au choix et deux tiers à l'ancienneté , parmi les sous-ingénieurs de première classe. — Les ingénieurs de première classe seront pris parmi les ingénieurs de deuxième classe , également dans la proportion d'un tiers au choix , et de deux autres tiers à l'ancienneté. — Les directeurs des constructions navales seront nommés au choix et pris parmi les ingénieurs de première classe. — L'inspecteur général du génie maritime sera choisi parmi les directeurs des constructions navales.

7. Les officiers du génie maritime ne pourront être promus à un grade ou à une classe supérieure qu'après avoir servi pendant trois ans au moins dans le grade ou dans la classe immédiatement inférieure.

8. Les sous-ingénieurs de deuxième classe ne pourront être portés à la première classe qu'après avoir fait une campagne de long cours d'un an au moins. — Les sous-ingénieurs de première classe seront tenus de faire le

même temps de navigation, pour être promus au grade d'ingénieur de deuxième classe. — Toutefois la première année de navigation pourra être faite par les sous-ingénieurs de troisième classe qui compteront trois années de service dans ce grade et dans l'un des ports de construction du royaume. — Ils compléteront le temps de navigation exigé ci-dessus, lorsqu'ils seront parvenus au grade de sous-ingénieur de deuxième ou de première classe. — Les officiers du génie maritime, pour satisfaire aux conditions qui leur sont imposées par le présent article, ne pourront être embarqués que sur des vaisseaux ou sur des frégates.

9. Les sous-ingénieurs embarqués en exécution de l'article précédent dirigeront particulièrement leurs observations : — Sur les détails de l'arrimage et de l'installation ; — Sur la disposition et l'effet des moyens mécaniques employés à mouvoir les mâts supérieurs et les vergues, ainsi qu'à serrer et déployer les voiles ; — Sur la manœuvre des ancres ; — Sur l'effet que le choc des lames et les mouvemens de tangage et de roulis peuvent produire dans les liaisons des diverses parties de la charpente, et, en général, sur tout ce qui est relatif aux constructions navales. — Lorsqu'ils auront occasion de visiter des bâtimens de guerre ou des arsenaux étrangers, ils les examineront avec détail, et prendront une connaissance aussi exacte qu'ils le pourront de tout ce qu'il leur paraîtrait utile d'imiter dans nos arsenaux ou sur nos vaisseaux. — Ils se tiendront sur le pont avec le plus ancien des officiers appelé à commander le quart. Ils participeront, sous les ordres de l'officier en second, à tous les travaux qui seront exécutés à bord, soit dans le corps du bâtiment, soit dans la mâture. — Au retour de leurs campagnes, ils consigneront dans un rapport détaillé le résultat de leurs observations.

10. Sauf les cas où les besoins du service des ports y mettraient obstacle, un ingénieur de première classe ou de deuxième classe sera embarqué sur chaque escadre, et sur chaque division naviguant isolément et commandée par un officier général. — Cet ingénieur remplira les fonctions déterminées au titre XII de l'ordonnance du 31 octobre 1827 sur le service à la mer.

11. Dans chacun des cinq ports militaires, chefs-lieux d'arrondissement maritime, l'ingénieur de première classe le plus ancien en grade, présent au corps, remplira les fonctions de sous-directeur. Il remplacera le directeur des constructions, en cas d'absence ou d'empêchement, et sera spécialement chargé de surveiller la tenue de la comptabilité. — Il fera, en outre, son service d'ingénieur comme les autres officiers du même grade.

12. Les directeurs des constructions navales rempliront les fonctions qui leur sont attribuées par l'ordonnance du 17 décembre 1828 sur le service des ports.

13. L'inspecteur général du génie maritime résidera à Paris. — Il correspondra avec les directeurs des constructions employés dans les cinq ports militaires, et avec les officiers du génie maritime chargés du même service dans les ports secondaires. — Il sera consulté sur la destination à donner aux officiers du génie maritime de tout grade, sur leur embarquement, sur leur avancement, lorsqu'il aura lieu au choix, et sur leur admission à la retraite. — Il donnera son avis sur les plans des bâtimens de guerre de tout rang, et des machines à leur usage, ainsi que sur les questions d'art et sur les marchés ou tarifs de main-d'œuvre qui seront renvoyés à son examen. — Il fera, lorsque le ministre lui en donnera l'ordre, des inspections dans les ports pour s'assurer de la bonne exécution des travaux. — Il établira et maintiendra l'uniformité de confection des ouvrages de même nature à faire dans les divers arsenaux, et s'attachera à introduire dans les ateliers des constructions navales la connaissance et la pratique des procédés nou-

veaux, tendant à l'amélioration des arts mécaniques, ainsi qu'à l'économie dans les dépenses en matière et en main d'œuvre.—Enfin il provoquera, par tous les moyens qui dépendront de lui, le perfectionnement de l'architecture navale. — A la fin de chaque année, il remettra au ministre de la marine un rapport sur toutes les parties du service dont la direction lui est confiée.

TITRE IV. — Des appointemens et autres allocations.

14. Les appointemens des officiers du corps royal du génie maritime seront réglés comme il suit, savoir : — Inspecteur général (y compris tous frais de logement et de représentation), quinze mille francs; directeurs des constructions navales : à Brest, Toulon et Rochefort, huit mille francs; à Cherbourg et Lorient, sept mille francs; ingénieurs de première classe, cinq mille francs; ingénieurs de deuxième classe, quatre mille francs; sous-ingénieurs de première classe, trois mille francs; sous-ingénieurs de deuxième classe, deux mille quatre cents francs; sous-ingénieurs de troisième classe, deux mille francs; élèves, douze cents francs. — Il sera alloué aux officiers ci-après désignés des supplémens, réglés de la manière suivante : — A l'ingénieur chargé de l'instruction des élèves, mille francs; à chacun des ingénieurs de première classe remplissant les fonctions de sous-directeur dans les cinq ports militaires, quatre cents francs.

15. Les officiers du génie maritime embarqués recevront pendant la durée de leur service à bord un supplément égal au quart de leurs appointemens fixes.

16. Les directeurs des constructions dans les cinq ports militaires et les ingénieurs chargés du même service dans les ports secondaires continueront à recevoir les frais de bureau fixés par les réglemens. — Il sera payé, pour toute fourniture de bureau quelconque, à chacun des ingénieurs et sous-ingénieurs employés en sous-ordre dans les ports, une somme de deux cents francs par an. — Ce supplément ne sera payé qu'aux officiers présens dans les ports.

TITRE V. — De l'assimilation des grades, et de l'uniforme.

17. Les rangs des officiers du génie maritime, par assimilation à ceux du corps royal de la marine et du corps de l'administration, sont fixés de la manière suivante :

GÉNIE MARITIME.	OFFICIERS DE VAISSEAU.	ADMINISTRATION.
Inspecteur général.....	Contre-amiral.	
Directeur des constructions navales	{ Après les contre-amiraux et avant les capitaines de vaisseau..... }	Commissaire général.
Ingénieur de 1 ^{re} classe.....	Capitaine de vaisseau.....	Commissaire de marine.
Idem de 2 ^e classe.....	Capitaine de frégate.	
Sous-ingénieur de 1 ^{re} classe.	Lieutenant de vaisseau.....	{ Sous-commissaire de 1 ^{re} classe.
Idem de 2 ^e classe.		Idem de 2 ^e classe.
Idem de 3 ^e classe.	Enseigne de vaisseau.....	Commis principal.
Elèves	Elèves de 1 ^{re} classe.	

18. L'uniforme des officiers du génie maritime est déterminé comme il suit : — L'habillement grand uniforme sera composé d'un habit de drap bleu-de-roi, gilet et culotte en drap blanc : il sera porté avec un col

blanc; les souliers à boucles et le chapeau à trois cornes. — L'habit sera à retroussis en drap écarlate; il boutonnera droit sur la poitrine, au moyen de neuf gros boutons uniformes; le collet et les paremens seront en velours noir; le collet sera montant; les paremens ronds, ouverts en dessous, et fermés par trois petits boutons uniformes. — Les poches seront placées dans les plis des basques. — Les retroussis seront réunis de chaque côté par une ancre couronnée, dans laquelle sera insérée une fleur de lis. — Le gilet sera sans broderie; il boutonnera droit, au moyen de sept petits boutons uniformes: la culotte sera portée demi-collante. — Les boutons uniformes seront en métal surdoré: les gros porteront au milieu l'empreinte d'une ancre encablée, entourée de l'exergue, *corps royal du génie maritime*; les petits boutons auront seulement l'ancre sans exergue. — Le chapeau sera uni, sans floches ni macarons; la ganse en or sera retenue par un bouton semblable à ceux de l'habit. Le chapeau de l'inspecteur général, ainsi que celui des directeurs des constructions navales, sera garni d'une plume noire frisée, qui sera appliquée et cousue contre la face intérieure de ses bords. — Les boucles des souliers et celles des jarretières seront en or ou en argent doré, et conformes au modèle adopté pour l'administration. — L'épée sera celle du modèle actuellement en usage pour les officiers du corps royal de la marine: la dragonne sera en or, à torsades, pour les officiers supérieurs jusqu'au grade d'ingénieur de deuxième classe inclusivement, et à franges d'effilé en or pour les officiers des grades inférieurs. — Le ceinturon étroit et uni pour tous les grades.

Petit uniforme. — L'habillement petit uniforme sera composé d'un habit frac en drap bleu-de roi, d'un gilet et d'un pantalon en drap bleu; bottes noires. — L'habit aura le collet montant et les paremens ronds, ouverts en dessous, le tout en velours noir; il sera sans retroussis et à revers croisés sur la poitrine: les poches seront dans les plis de l'habit.

Marques distinctives. — Les grades des officiers du génie maritime seront distingués, comme il va être expliqué, par deux broderies en or, d'un dessin conforme au modèle adopté. Ces broderies seront, pour chaque grade, entièrement conformes, quant au nombre et aux dimensions, à celles des grades correspondans dans l'administration de la marine.

Inspecteur général. — Grand uniforme. Double rang de broderies sur le collet et les paremens; un seul rang autour de l'habit et sur les retroussis; écusson à la taille. — Petit uniforme, comme le grand uniforme, moins les broderies sur le devant et le long des pans de l'habit.

Directeur des constructions navales. — Grand uniforme. Broderie et baguette à fleuron sur le collet et les paremens; broderie seule autour de l'habit; écusson à la taille. — Petit uniforme. Comme le grand uniforme, moins la broderie autour de l'habit.

Ingénieur de première classe. — Grand uniforme. Broderie sur le collet et les paremens; baguette sur le devant de l'habit et les retroussis; écusson sur la taille. — Petit uniforme. Comme le grand uniforme, moins la baguette sur le devant et les retroussis; pas d'écusson.

Ingénieur de deuxième classe. — Grand uniforme. Broderie sur le collet et les paremens; écusson sur la taille. — Petit uniforme. Comme le grand uniforme; point d'écusson sur la taille.

Sous-ingénieur de première classe. — Grand uniforme. Broderie sur le collet et sur les paremens seulement. — Petit uniforme. Broderie au collet seulement; paremens unis.

Sous-ingénieur de deuxième classe. — Grand uniforme. Broderie sur le

collet seulement ; paremens brodés d'une simple baguette.—Petit uniforme. Broderie sur le collet seulement.

Sous-ingénieur de troisième classe. — Grand uniforme. Une broderie étroite sur le collet seulement.

Elève.—Grand uniforme. Une simple baguette autour du collet seulement et des paremens.

TITRE VI. — Dispositions transitoires.

19. Les officiers du génie maritime pourvus de grades supprimés, ou dont la dénomination a été changée par la présente ordonnance, seront classés comme il suit : — L'inspecteur adjoint conservera le titre sous lequel il exerce actuellement ses fonctions.—Les sous-directeurs des constructions navales prendront le titre d'ingénieurs de première classe, et seront portés en tête des officiers de ce grade. — Les ingénieurs de troisième classe prendront le titre d'ingénieurs de deuxième classe, et seront portés à la suite des officiers actuellement pourvus de ce grade.—Les élèves admis seront portés au grade de sous-ingénieurs de troisième classe. — Pour cette première formation, le classement des officiers du génie maritime s'effectuera suivant le rang que chacun d'eux occupe maintenant sur le tableau du corps.

20. Il ne sera pourvu aux remplacements dans les cadres du génie maritime que dans la proportion de moitié des extinctions, jusqu'à l'époque où ce corps aura été réduit à l'effectif déterminé par l'article 2 de la présente ordonnance.

21. Le temps de navigation mentionné à l'article 8 ne sera point exigé des sous-ingénieurs de première classe qui font maintenant partie du corps du génie maritime.

22. Notre ministre de la marine et des colonies déterminera, chaque année, le nombre des officiers du génie maritime qui devront être employés à la recherche des bois de construction.—Les officiers destinés à ce service dans l'intérieur du royaume continueront à jouir des supplémens, vacations et frais de voyage qui leur sont actuellement attribués.

TITRE VII. — Des adjoints du génie maritime.

23. Des agens, sous la dénomination d'*adjoints du génie maritime*, seront employés à la conduite des travaux et des opérations dépendant du service des constructions navales ; ils pourront suppléer les ingénieurs et les sous-ingénieurs dans les recettes de matières et d'ouvrages.

24. Les adjoints du génie maritime seront au nombre de douze, et formeront trois classes. — Ils seront répartis dans les ports, de la manière suivante : — Brest, trois ; Toulon, trois ; Rochefort, deux ; Lorient, deux ; Cherbourg, deux. — Total, douze.

25. Les appointemens des adjoints seront réglés ainsi qu'il suit : — Première classe, deux mille quatre cents francs par an ; deuxième classe, deux mille francs ; troisième classe, seize cents francs.

26. A dater de l'année 1831, et jusqu'à ce que le nombre total fixé par l'article 24 ait été complété, il pourra être nommé, chaque année, trois adjoints de troisième classe.—Ces adjoints seront nommés au concours, et notre ministre secrétaire d'état de la marine désignera les ports militaires où ces concours devront avoir lieu.

27. Les candidats aux places d'adjoints de troisième classe devront être âgés de vingt-cinq ans au moins, et de trente ans au plus ; avoir été employés

pendant cinq ans, comme maîtres ou contre-maîtres, dans les chantiers et ateliers des ports militaires ou sur nos bâtimens de guerre; présenter des certificats de bonne conduite délivrés par les chefs sous les ordres desquels ils auront servi; savoir écrire lisiblement et correctement; savoir l'arithmétique et les élémens de géométrie, y compris les solides; copier des plans de bâtimens de mer; tracer et dessiner des machines et des appareils; connaître les qualités des matières employées dans les constructions navales.

28. Les candidats seront examinés par une commission qui sera composée du major général de la marine, président; de deux officiers du génie maritime, et du professeur de l'école d'hydrographie.—L'inspecteur de la marine, ou un sous-inspecteur assistera à cet examen, dont il sera dressé procès-verbal.

29. Les adjoints du génie maritime ne pourront passer à une classe supérieure qu'après avoir servi pendant quatre ans au moins dans la classe immédiatement inférieure. — L'avancement des adjoints de troisième classe sera proposé au ministre de la marine par les conseils d'administration des ports chefs-lieux d'arrondissement maritime. — Les adjoints de deuxième classe, qui mériteront d'être promus à la première classe, seront désignés par l'inspecteur général.

30. Les adjoints seront subordonnés aux officiers du corps royal du génie maritime; ils seront assimilés, pour le rang et les droits à la retraite, savoir: — Ceux de première et de deuxième classe, aux commis principaux de la marine; — Et ceux de troisième classe, aux commis ordinaires.

31. L'uniforme des adjoints du génie maritime sera semblable au petit uniforme des ingénieurs; mais le collet de l'habit sera seul en velours noir, et il sera orné d'une fleur de lis en or. Le bouton sera en métal doré; il portera l'empreinte d'une ancre encablée avec l'exergue, *constructions navales*. Les petits boutons auront seulement l'ancre sans exergue.— Les adjoints porteront l'épée du modèle adopté.

N^o 349. = 1^{er} — 17 avril 1830. = ORDONNANCE du roi portant que des pensions pourront être accordées aux veuves des membres de l'université (1). (VIII, Bull. CCCXLVIII, n^o 13882.)

Charles, . . . — Vu la délibération de notre conseil royal de l'instruction

(1) Voyez, dans les notes qui accompagnent la loi du 11 floréal an 10 (1^{er} mai 1802), contenant organisation de l'instruction publique, le résumé des réglemens relatifs à l'université.

Un décret du 18 octobre 1810, qui n'a point été inséré au *Bulletin des lois*, contient plusieurs dispositions sur l'éméritat et les pensions de retraite: voici quelle en est la teneur.

« Art. 1^{er}. Le titre d'émérite est acquis aux membres de l'université après trente ans de services non interrompus, et l'admission dans la maison de l'éméritat, ou la pension comme

« émérite, pourra être accordée au bout de ce terme.

« 2. Néanmoins, ceux des membres de l'université qui, avant son organisation, ont quitté les fonctions de l'enseignement pour se livrer à d'autres fonctions publiques, dans les écoles centrales, lycées, anciennes universités et collèges de plein exercice, pourront obtenir le titre et la pension d'émérite, pourvu qu'il n'y ait point interruption depuis la reprise de leurs fonctions dans l'université.

« 3. La pension d'émérite sera égale aux trois quarts du traitement fixe dont aura joui le fonctionnaire pendant les trois dernières années de son exercice. — Cette pension s'accroîtra d'un vingtième, du traitement fixe pour chaque année de service au-delà de trente ans. Elle n'augmentera plus, passé le terme de trente-cinq ans, où elle deviendra égale au traitement fixe calculé comme il est dit ci-dessus.

« 4. Tout membre de l'université, âgé de plus de soixante ans, ou attaqué de quelque infirmité pendant l'exercice de ses fonctions, pourra demander la pension de retraite avant l'époque fixée pour l'éméritat. Lorsque le motif de la retraite aura été jugé légitime par le conseil de l'université, la pension sera réglée sur les bases suivantes: de dix à quinze ans de service,

publique en date du 23 mars 1830;—Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département des affaires ecclésiastiques et de l'instruction publique;—Considérant que, dans la plupart des administrations publiques, il est accordé des pensions de retraite aux veuves des fonctionnaires, et qu'il serait juste d'en faire jouir également les veuves des fonctionnaires et professeurs de l'université, mais que l'état actuel de la caisse des retraites ne permettrait pas de liquider des pensions à toutes les veuves sans distinction, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1^{er}. Des pensions de retraite pourront être accordées aux veuves des membres de l'université mariées depuis cinq ans au moins, et dont les maris viendront à décéder postérieurement au 1^{er} juillet 1830.

2. Ces pensions ne pourront excéder le tiers de celles auxquelles les décedés auraient eu droit.

3. Jusqu'à l'époque où la situation des fonds affectés au paiement des pensions de retraite de l'université le permettra, il ne sera accordé des pensions aux veuves qu'en proportion de leurs besoins, et lorsqu'elles auront justifié qu'elles n'ont pas des moyens suffisans d'existence.

4. Lorsque notre conseil royal de l'instruction publique aura reconnu que le fonds de retraite peut faire face à la dépense, toutes les veuves des membres de l'université auront droit au *maximum* de la pension déterminée par l'article 2.

5. Les veuves qui se remarieront cesseront de recevoir des pensions et des secours sur les fonds de l'université.

N^o 350. = 1^{er}—24 avril 1830. = **ORDONNANCE** du roi relative à la reconstruction du pont communal de Champ (Isère). (VIII, Bull. CCCL, n^o 14040.)

N^o 351. = 1^{er}—24 avril 1830. = **ORDONNANCE** du roi relative à la construction d'un pont suspendu dans la commune de Vailly (Aisne), en remplacement du bac. (VIII, Bull. CCCL, n^o 14041.)

N^o 352. = 6—17 avril 1830. = **ORDONNANCE** du roi qui détermine la forme

« calculé comme il est dit article 3, un quart du traitement; de quinze à vingt, trois huitièmes
 « du traitement; de vingt à vingt-cinq, la moitié du traitement; de vingt-cinq à trente, cinq huitièmes du traitement. Dans tous les cas, le minimum de la pension est fixé à cinq cents francs.

« 5. Ne sont pas compris dans les dispositions précédentes les membres de l'université sur le
 « traitement desquels il n'est point fait la retenue prescrite par l'article 20 de notre décret du
 « 17 septembre 1808.

« 6. Les pensions de retraite des membres de l'université ne seront accordées qu'à raison des
 « services rendus dans les établissemens d'instruction publique qui existent ou qui ont existé dans
 « le territoire de l'empire français. — Dans les lycées, les écoles centrales, les anciennes uni-
 « versités et collèges de plein exercice, les années de service seront comptées dans leur entier aux
 « professeurs ou régens et fonctionnaires supérieurs. — Dans les collèges d'un ordre inférieur,
 « où le droit à l'éméritat n'était pas accordé, les années de service ne seront pas comptées.

« 7. Si un membre de l'université a été employé jusqu'en 1791, en qualité de professeur ou
 « fonctionnaire supérieur dans les anciennes universités ou collèges de plein exercice, ses services
 « seront regardés comme non interrompus si la lacune n'a pas été de plus de cinq ans; ils seront
 « comptés pour cinq ans si elle a été plus longue.

« 8. Les règles pour la délivrance des pensions de retraite aux principaux et régens de collège
 « seront ultérieurement proposées par le conseil de notre université, et établies par un règlement
 « rendu en notre conseil d'état et sur le rapport de notre ministre de l'intérieur. » (*Recueil des
 lois et réglemens concernant l'instruction publique*, page 77.)

dans laquelle seront exécutées les ordonnances relatives aux transmissions de pairies hors de la ligne directe (1). (VIII, Bull. CCCXLVIII, n° 13881.)

Charles, . . . — Nous nous sommes fait rendre compte des motifs qui ont pu être rapportés à l'appui des demandes adressées, soit au roi, notre auguste frère, soit à nous, à l'effet d'obtenir dans la chambre des pairs des transmissions hors de la ligne directe, masculine et légitime, et nous avons reconnu que ces demandes étaient en général appuyées sur le souvenir de services rendus à notre état et à nous, et sur le désir de rassembler autour du premier corps de l'état les grandes propriétés qui peuvent ajouter à son influence; — Voulant déterminer d'une manière positive la forme dans laquelle seraient exécutées les ordonnances déjà rendues relativement à ces transmissions; — A ces causes, — Vu l'article 27 de la charte constitutionnelle, — Les ordonnances réglementaires du 25 août 1817;—Sur le rapport du président de notre conseil des ministres, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1^{er}. A toute pairie dont la succession aura éventuellement été accordée autrement qu'à titre héréditaire, de mâle en mâle et par ordre de primogéniture, devra être inséparablement attaché un majorat dont l'institution précédera nécessairement l'admission du successeur éventuel dans la chambre. — Ce majorat devra être fondé en immeubles, soit par le titulaire actuel de la pairie, soit par le successeur éventuellement appelé. S'il se trouve inférieur au taux fixé pour le titre de la pairie dont la transmission sera permise, la transmission ne pourra être opérée que sous le titre correspondant au majorat qui aura été définitivement fondé.

2. Lorsqu'à l'ouverture de la succession de cette pairie, l'appelé se présentera pour la recueillir, il devra, préalablement à toute demande et en même temps qu'il remplira les formalités prescrites par les articles 76, 77, 78 du titre IX du règlement du 2 juillet 1814, déposer aux archives de la chambre les lettres-patentes constitutives du majorat. Ces lettres devront être, en même temps que les lettres-patentes institutives de la pairie, présentées à la commission chargée, par l'article 77 du même règlement, de donner son avis sur l'admission dans la chambre.

3. Les transmissions de pairies, autorisées ainsi qu'il a été dit ci-dessus, ne porteront en aucun cas avec elles le droit de prendre et porter le nom du pair dont la succession éventuelle aura été autorisée, à moins que nous n'ayons, conformément aux dispositions de la loi du 1^{er} avril 1803 (11 germinal an 11), accordé dans les formes ordinaires l'autorisation de joindre ou de substituer ce nom à celui du successeur éventuel.

N° 353. = 7 — 24 avril 1830. = **ORDONNANCE** du roi qui autorise les sieurs Samuel Blum et fils à établir à leurs frais un chemin de fer d'Epinal au canal de Bourgogne. (VIII, Bull. CCCL, n° 14043.)

N° 354. = 7 avril—22 juin 1830. = **ORDONNANCE** du roi portant autorisation de la société anonyme formée à Bordeaux sous la dénomination de Société du pont de Langon, et approbation de ses statuts. (VIII, Bull. CCCLXII bis, n° 1.)

(1) Voyez, sur la pairie, les art. 27 et suiv. de la charte du 4—10 juin 1814, et les notes.

N° 355. = 21 avril—25 mai 1830. = **RAPPORT** au roi pour déterminer le mode et les conditions d'admission dans la carrière diplomatique (1).
(VIII, Bull. CCCLIV, n° 14313.)

N° 356. = 25 avril—11 mai 1830. = **ORDONNANCE** du roi qui affecte au placement exclusif des officiers, sous-officiers et militaires de la gendarmerie royale, deux des compagnies de fusiliers sédentaires existantes, lesquelles prendront le titre de Compagnies sédentaires de gendarmerie.
(VIII, Bull. CCCLII, n° 14197.)

N° 357. = 25 avril—25 mai 1830. = **RÈGLEMENT** pour déterminer le mode et les conditions d'admission dans la carrière diplomatique. (VIII, Bull. CCCLIV, n° 14313.)

Conformément aux dispositions du rapport approuvé par nous, sous la date du 21 avril 1830, nous avons arrêté les dispositions réglementaires qui suivent :

Art. 1^{er}. Un cours de droit public et un cours d'instruction diplomatique sont établis au département des affaires étrangères : ces cours seront dirigés par le publiciste et le jurisconsulte de ce département ; ils auront lieu simultanément, et leur durée sera de deux ans. Le nombre des jeunes gens qui les suivront à titre d'*élèves diplomatiques* pourra s'élever jusqu'à vingt-quatre ; il sera fait au moins deux leçons par semaine pour le premier cours, et une pour le second. La seule condition exigée pour y être admis sera de subir un examen qui prouve que l'on a fait de bonnes études classiques. — La nomination aux places de professeurs des deux cours de droit public et d'instruction diplomatique sera faite par le roi.

2. Il est expressément stipulé que, même après avoir suivi le double cours prescrit par l'article précédent, les élèves n'auront acquis que l'avantage de pouvoir être inscrits sur le tableau des candidats parmi lesquels le roi s'est réservé de choisir à l'avenir les secrétaires surnuméraires. — Pour pouvoir être porté sur cette liste de candidature, on sera préalablement tenu de faire preuve de la connaissance de l'une des deux langues anglaise ou allemande, et de justifier d'une fortune suffisante pour vivre convenablement auprès d'une cour étrangère. — Quant aux élèves que la rareté des vacances de places dans la carrière diplomatique ne permettra pas d'y admettre, le ministère des affaires étrangères croira avoir acquitté sa dette envers eux en leur ayant offert à titre gratuit les moyens de s'instruire.

3. Douze places de secrétaires surnuméraires sont créées en faveur des attachés actuels aux ambassades et légations du roi qui comptent plus de deux années de résidence, et des employés du département qui ont plus de deux ans de service. En conséquence, douze d'entre eux recevront dès à présent le diplôme de secrétaire surnuméraire : les autres concourront avec les élèves diplomatiques, et dans la proportion des deux tiers des places, pour remplir les vacances au fur et à mesure ; ils pourront, en attendant, suivre les cours établis au département des affaires étrangères, travailler dans les directions du ministère, ou rester aux ambassades auxquelles ils sont attachés.

4. Les douze secrétaires surnuméraires seront à la disposition du ministre ;

(1) Voyez l'ordonnance du 25 avril—25 mai 1830.

ils ne recevront aucun appointement. Un certain nombre d'entre eux sera attaché aux diverses missions du roi au dehors; les autres résideront à Paris, et seront tenus de travailler journellement aux archives du ministère, dans un bureau qui leur sera spécialement affecté, et aux mêmes heures que les employés du service intérieur. — Ce bureau sera dirigé par un d'entre eux, qui, à titre de chef, aura le rang de troisième secrétaire d'ambassade.

5. Le bureau des secrétaires surnuméraires se renouvellera au fur et à mesure des vacances produites par la promotion de quelques uns de ses membres aux places de troisième secrétaire d'ambassade ou de second secrétaire de légation.

6. Un droit de préférence, en quelque sorte exclusif, sera accordé aux secrétaires surnuméraires pour remplir les missions imprévues et temporaires du ministère auprès des ambassadeurs et ministres du roi en pays étranger, lorsqu'une circonstance exige que des dépêches soient portées et remises autrement que par les voies ordinaires.

7. L'uniforme des secrétaires surnuméraires différera de celui des secrétaires d'ambassade, en ce que sa broderie ne consistera qu'en deux baguettes espacées au collet et aux paremens de l'habit, conformément au modèle.

8. Bien qu'il ne doive plus à l'avenir être créé d'attachés à la personne des ambassadeurs et ministres, les jeunes gens qui ont reçu ce titre et qui désireront le conserver continueront à jouir des avantages que leur position leur offre en pays étranger, comme voyageurs protégés et en quelque sorte accrédités par le gouvernement du roi, aussi long-temps que, par leur caractère et leur conduite, ils se feront des droits à la bienveillance du chef de la mission près de laquelle ils ont été placés : mais cette position ne leur donnera aucun droit pour entrer dans la carrière diplomatique; et s'ils avaient le désir de la suivre ils seraient soumis aux conditions générales imposées désormais à tout nouvel aspirant. — L'uniforme de ces attachés sera semblable à celui des secrétaires surnuméraires, sauf qu'ils n'auront au collet et aux paremens de l'habit qu'une simple baguette; ils n'auront le droit de porter cet uniforme qu'en pays étranger.

9. Les attachés actuels aux ambassades et légations du roi qui comptent moins de deux années de service pourront être admis au nombre des vingt-quatre premiers élèves qui suivront les cours de droit public et d'instruction diplomatique établis au ministère des affaires étrangères, après avoir toutefois subi avec succès l'examen prescrit par l'article 1^{er} et avoir fait leur option dans l'espace de trois mois.

10. Les personnes attachées au service intérieur pourront être envoyées à l'étranger, et celles qui appartiennent au service extérieur pourront être appelées dans les bureaux, quand ces mutations seront jugées utiles. Mais, sauf les droits précédemment acquis et stipulés à l'article 3, il faudra désormais, pour passer au dehors, avoir le titre de commis principal, titre équivalent à celui de premier secrétaire de légation ou second secrétaire d'ambassade.

N° 359. = 2—29 mai 1830. = **ORDONNANCE** du roi portant création d'une troisième place de suppléant dans la faculté de droit de Caen. (VIII, Bull. CCCLV, n° 14360.)

N° 360. = 5—19 mai 1830. = **ORDONNANCE** du roi qui autorise la régie des contributions indirectes à vendre des cigares fabriqués à la Havane (île de Cuba). (VIII, Bull. CCCLIII, n° 14293.)

Charles. . . — Vu l'article 177, titre V de la loi du 28 avril 1816, aux termes duquel la régie des contributions indirectes est autorisée à vendre aux consommateurs des tabacs étrangers de toute espèce, dont le prix doit être déterminé par des ordonnances du roi; — Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état des finances, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1^{er}. La régie des contributions indirectes est autorisée à vendre des cigares fabriqués à la Havane (île de Cuba).

2. La vente en sera faite directement aux consommateurs par les entreposeurs de la régie.

3. Le tarif du prix de ces tabacs est fixé ainsi qu'il suit :

	aux ENTREPOSEURS.	aux CONSOMMATEURS.
Caissons de 250 cigares.....	36 50	37 50
Caissons de 500 cigares.....	73 »	75 »

N° 361. = 5—29 mai 1830. = **ORDONNANCE** du roi qui confirme et autorise, sous le titre d'abattoir public, l'établissement existant à Thann (Haut-Rhin), destiné à l'abattage des bestiaux. (VIII, Bull. CCCLV, n° 14363.)

N° 362. = 5—29 mai 1830. = **ORDONNANCE** du roi relative à la construction d'un pont suspendu sur le Rhône entre la ville de Condrieu, département du Rhône, et le bourg des Roches, département de l'Isère. (VIII, Bull. CCCLV, n° 14364.)

N° 363. = 5 mai—9 juin 1830. = **ORDONNANCE** du roi ayant pour objet de pourvoir à l'exécution définitive de l'article 2 de la convention conclue le 30 avril 1822 entre la France et l'Espagne. (VIII, Bull. CCCLVIII, n° 14571.)

Charles. . . — Vu la convention conclue le 30 avril 1822 entre la France et l'Espagne pour l'exécution de l'article 1^{er} additionnel au traité du 20 juillet 1814, relativement à la liquidation et au paiement des créances de nos sujets provenant de saisies et de confiscations des propriétés qu'ils possédaient en Espagne au moment où la guerre a éclaté entre les deux états; — Vu les articles 6, 7 et 8 de l'ordonnance royale du 7 août 1822 relative à l'exécution de ladite convention; — Vu les ordonnances royales rendues les 10 décembre 1823, 13 avril 1825 et 24 mai 1826, qui ont successivement autorisé la délivrance de trois à-comptes, montant ensemble à soixante et dix pour cent du capital, aux titulaires des créances liquidées; — Considé-

rant que la totalité des créances jugées admissibles a été liquidée à la somme de neuf millions huit cent quatre-vingt-deux mille neuf cent quarante-quatre francs, et que l'inscription de rente affectée au paiement de ces créances ne s'élève en capital qu'à la somme de huit millions cinq cent mille francs; — Voulant pourvoir à l'exécution définitive de l'article 2 de la convention du 30 avril 1822;— Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département des affaires étrangères, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1^{er}. Les créances liquidées, en exécution de l'article 2 de la convention du 30 avril 1822, à la somme de neuf millions huit cent quatre-vingt-deux mille neuf cent quarante-quatre francs, seront réduites au marc le franc jusqu'à la concurrence de la somme de huit millions cinq cent mille francs.

2. Il sera délivré aux titulaires des créances ainsi réduites une inscription de rente égale en capital à la différence qui existera entre le capital réduit et le capital des inscriptions qui leur auront été données à titre d'à-compte, conformément aux ordonnances royales des 10 décembre 1823, 13 avril 1825 et 24 mai 1826. — Ceux qui n'auront touché aucun à-compte recevront une inscription de rente égale en capital au montant de leurs créances réduites.

3. Les inscriptions de rente qui seront délivrées en exécution de l'article précédent seront augmentées d'une part proportionnelle du capital de l'inscription de rente provenant des intérêts accumulés et composés, conformément à l'article 6 de l'ordonnance royale du 7 août 1822.

N^o 364. = 9—25 mai 1830. = **ORDONNANCE** du roi qui établit une chaire de droit commercial dans la faculté de droit de Strasbourg. (VIII, Bull. CCCLIV, n^o 14314.)

Art. 1^{er}. Une chaire de droit commercial sera établie dans la faculté de droit de Strasbourg.

2. Le cours sera provisoirement fait par un professeur suppléant de ladite faculté, jusqu'à ce qu'il ait été pourvu aux moyens d'assurer le traitement d'un professeur titulaire.

N^o 365. = 16—25 mai 1830. = **ORDONNANCE** du roi portant dissolution de la chambre des députés et convocation des collèges électoraux et des chambres. (VIII, Bull. CCCLIV, n^o 14307.)

N^o 366. = 16 — 25 mai 1830. = **ORDONNANCE** du roi qui élève à la seconde classe le collège royal de troisième classe établi dans la ville d'Avignon. (VIII, Bull. CCCLIV, n^o 14315.)

N^o 367. = 16—25 mai 1830. = **ORDONNANCE** du roi qui déclare collèges royaux de troisième classe les collèges communaux de Tours et du Puy. (VIII, Bull. CCCLIV, n^o 14316.)

N^o 368. = 19—25 mai 1830. = **ORDONNANCE** du roi portant création d'un ministère des travaux publics (1). (VIII, Bull. CCCLIV, n^o 14308.)

Seront séparées du département de l'intérieur, pour former un ministère

(1) Voyez l'ordonnance du 17 mars—1^{er} avril 1831, qui détermine les attributions de ce

particulier sous le titre de *Ministère des travaux publics*, les branches d'administration qui composent la direction générale des ponts et chaussées et des mines, ainsi que celles qui concernent les rivières et cours d'eau non navigables, les desséchemens, les bâtimens civils, les travaux d'embellissement des villes, et tous autres travaux relatifs aux diverses parties de la voie publique.

N° 369. = 20 mai 1830—2 septembre 1831. = **ORDONNANCE** du roi qui crée un emploi d'avocat général dans les établissemens français en Afrique (Sénégal), et qui modifie l'organisation judiciaire de cette colonie (1). (IX, ordonn., Bull. c, n° 2819.)

Charles, . . . — Vu l'ordonnance royale du 7 janvier 1822 (2), concernant l'organisation judiciaire du Sénégal; — Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de la marine et des colonies, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1^{er}. Les fonctions du ministère public dans nos établissemens d'Afrique seront remplies par un avocat général, qui résidera à Saint-Louis.

2. L'avocat général exercera la surveillance sur toutes les parties de l'administration de la justice, rendra compte au gouverneur des abus qu'il y aura reconnus, et lui fera, en se conformant aux lois, ordonnances, arrêtés et réglemens, les propositions qu'il jugera convenables au bien du service et au maintien de la discipline dans les tribunaux. — Il sera chargé de la recherche et de la poursuite des crimes, délits et contraventions. — Il remplira les fonctions du ministère public près le tribunal de première instance de Saint-Louis et près le conseil d'appel.

3. Les attributions conférées au président du tribunal de Saint-Louis par les n°s 4 et 5 de l'article 3 de l'ordonnance royale du 7 janvier 1822, et par les articles 19, 20 et 21 de la même ordonnance, seront exclusivement dévolues à l'avocat général.

4. Le commis d'administration chargé du service de l'inspection à Gorée remplira, sous la direction de l'avocat général, les fonctions du ministère public près du tribunal de l'île.

5. Le président du tribunal de Saint-Louis continuera à remplir les fonctions de juge d'instruction qui lui sont attribuées par l'article 8 de l'ordonnance du 7 janvier 1822.

6. Le conseil d'appel sera composé ainsi qu'il suit : — Le gouverneur, président; l'officier d'administration chargé des fonctions d'ordonnateur; l'officier commandant les troupes d'infanterie; l'officier d'artillerie chargé de la direction de ce service; à son défaut, l'officier de génie militaire, ou l'ingénieur des ponts et chaussées; l'officier d'administration chargé de l'inspection; deux notables habitans désignés par le gouverneur pour remplir les fonctions de juges pendant deux ans.

7. Sont et demeurent abrogées toutes les dispositions contraires à celles de la présente ordonnance.

ministère; celles des 11—12 octobre 1832 et 31 décembre 1832—14 janvier 1833, sur le même objet; et celle du 2—14 mars 1836, qui place la direction générale des ponts et chaussées et des mines dans les attributions du ministère des travaux publics.

(1) Voyez l'ordonnance du 7 janvier—29 mai 1822, qui contient l'organisation judiciaire du Sénégal, et la note.

(2) Les lois et ordonnances concernant les colonies n'y sont exécutoires qu'en vertu d'une promulgation spéciale. (*Note du Bulletin des lois.*)

N° 370. = 23 mai—16 juin 1830. = **ORDONNANCE du roi portant établissement d'un abattoir public et commun dans la ville de Stenay (Meuse).** (VIII, Bull. CCCLIX, n° 14579.)

N° 371. = 23 mai—16 juin 1830. = **ORDONNANCE du roi qui autorise la ville de Tours (Indre-et-Loire) à établir un abattoir public et commun.** (VIII, Bull. CCCLIX, n° 14580.)

N° 372. = 23 mai—22 juin 1830. = **ORDONNANCE du roi portant approbation des nouveaux statuts de la compagnie royale d'assurances sur la vie.** (VIII, Bull. CCCLXII bis, n° 2.)

Charles, . . . — Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur ; — Vu l'ordonnance royale du 31 janvier 1821, portant autorisation de la compagnie royale d'assurances sur la vie ; — Vu les nouveaux statuts présentés à notre approbation par le conseil d'administration de la compagnie, avec l'adhésion de tous les actionnaires, suivant l'état certifié par le président du conseil d'administration et le directeur de la compagnie ; — Notre conseil d'état entendu, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1^{er}. Les nouveaux statuts de la compagnie royale d'assurances sur la vie sont approuvés tels qu'ils sont contenus en l'acte passé, les 15 et 17 mai 1830, pardevant *Gilbert Juge* et son collègue, notaires à Paris : ledit acte restera annexé à la présente ordonnance.

2. La société reste en tout soumise aux obligations qui lui ont été imposées par l'ordonnance royale du 31 janvier 1821.

(*Suivent les nouveaux statuts.*)

N° 373. = 23 mai—3 août 1830. = **ORDONNANCE du roi qui approuve la délibération prise, le 5 décembre 1829, par le conseil général de la société d'assurances mutuelles contre la grêle, formée à Toulouse (Haute-Garonne).** (VIII, Bull. CCCLXVII bis, n° 1.)

N° 374. = 29 mai—9 juin 1830. = **ORDONNANCE du roi qui opère le partage, entre le département de l'intérieur et le département des travaux publics, des crédits compris au budget du ministère de l'intérieur pour l'exercice 1830, et règle les mesures relatives à la comptabilité de ces ministères.** (VIII, Bull. CCCLVII, n° 14517.)

N° 375. = 29 mai—9 juin 1830. = **ORDONNANCE du roi qui dispense de l'approbation supérieure les autorisations données par les préfets pour l'abatage et le remplacement des arbres en état de dépérissement le long des routes royales et départementales, et pour l'exécution, dans de certains cas, des travaux concernant les routes départementales (1).** (VIII, Bull. CCCLVII, n° 14522.)

Charles, . . . — Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département des travaux publics ; — Vu les articles 99 et suivans du décret du

(1) Voyez, sur cet objet, les art. 99 et suiv. du décret du 16 décembre 1811, l'art. 4 de l'ordonnance du 8—21 août 1821, la loi du 12—18 mai 1825, et les notes qui les accompagnent.

16 décembre 1811 et la loi du 12 mai 1825 ; — Vu les ordonnances royales des 8 août 1821 et 22 mai 1822, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1^{er}. Seront exécutoires et dispensées de l'approbation supérieure à laquelle elles étaient précédemment soumises, les autorisations données par les préfets à l'effet d'abattre et à la condition de remplacer les arbres plantés le long des routes royales et départementales, dont le dépérissement aura été constaté par les ingénieurs.

2. Pourront également être exécutés, sur la seule approbation donnée par les préfets aux projets des ingénieurs et aux adjudications, les travaux concernant les routes départementales dont la dépense, déjà allouée aux budgets, n'excédera pas la somme de vingt mille francs, toutes les fois que ces travaux n'exigeront ni acquisitions de terrains, ni changemens dans la direction ou les alignemens desdites routes.

N° 376. = 29 mai—16 juin 1830. = *ORDONNANCE du roi portant création, dans la faculté de droit de Paris, d'une chaire de procédure criminelle et de législation criminelle* (1). (VIII, Bull. CCCLIX, n° 14578.)

Charles, . . . — Vu l'article 2 de la loi du 13 mars 1804 (22 ventose an 12), relative aux écoles de droit, portant qu'on enseignera dans lesdites écoles *la législation criminelle et la procédure civile et criminelle* ; — Considérant que, pour satisfaire au vœu de cette disposition, il a été établi dans chaque faculté de droit une chaire sous le titre de *procédure civile et législation criminelle* ; — Considérant que l'expérience a démontré l'insuffisance d'une seule chaire pour ce double enseignement dans la faculté de droit de Paris ; qu'en effet il serait évidemment impossible que les deux professeurs chargés de cette partie pussent, dans le cours d'une année, donner aux nombreux étudiants qui suivent leurs leçons un enseignement complet sur des objets aussi divers, et que ce laps de temps étant absorbé par l'explication du seul Code de procédure civile, il résulte de là que l'étude du droit criminel se trouve entièrement abandonnée ; — Voulant compléter sur ce point important l'organisation de l'école de droit de Paris, et assurer aux élèves qui la fréquentent tout l'enseignement promis par la loi de 1804 ; — Vu l'avis de notre conseil royal de l'instruction publique ; — Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département des affaires ecclésiastiques et de l'instruction publique, — Avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1^{er}. Il est créé dans la faculté de droit de Paris une chaire de procédure criminelle et de législation criminelle, dont l'enseignement comprendra, outre le Code d'instruction et le Code pénal, les dispositions analogues résultant des lois spéciales.

2. Ce cours sera suivi par les étudiants de seconde année et par ceux qui aspirent au certificat de capacité.

N° 377. = 2—21 juin 1830. = *ORDONNANCE du roi relative à l'abattoir public de la ville de Bagnols, département du Gard*. (VIII, Bull. CCCLXII, n° 14807.)

N° 378. = 2—21 juin 1830. = *ORDONNANCE du roi relative à la reconstruction de deux ponts dans la commune de Voncq, département des Ardennes*. (VIII, Bull. CCCLXII, n° 14808.)

(1) Voyez la loi du 22 ventose—2 germinal an 12 (13—23 mars 1804), concernant l'organisation des écoles de droit, et les notes étendues qui l'accompagnent.

N° 379. = 3—21 juin 1830. = *ORDONNANCE du roi contenant des dispositions relatives aux majorats de pairie* (1). (VIII, Bull. CCCLXII, n° 14804.)

Charles, . . . — Notre affection pour la chambre des pairs de notre royaume, et notre désir de consolider de tout notre pouvoir cette grande institution, nous ayant porté à considérer que, dès à présent et pour l'avenir, l'un de ses intérêts véritables était de réunir autour d'elle le plus grand nombre possible de propriétés immobilières, — Nous avons fait examiner la nature et la quotité des majorats qui avaient été jusqu'à ce jour affectés à des institutions de pairie, et nous avons reconnu que, sauf un très petit nombre, presque tous avaient été assis sur des immeubles; — Que cependant il s'en trouvait quelques uns d'établis, soit en rentes et immeubles, soit en rentes seulement, mais qui, ayant été formés régulièrement et constitués par des lettres-patentes signées de nous et scellées du sceau de l'état, emportaient avec eux les droits résultant d'une constitution régulière et qu'il était de notre justice de maintenir; — A ces causes, — Sur le rapport du président de notre conseil des ministres, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit:

Art. 1^{er}. A compter de ce jour, aucun majorat affecté à une pairie, soit au moment de la création de cette pairie, soit pour en assurer l'hérédité en ligne directe, ou la transmission en ligne collatérale, s'il nous plaisait de l'autoriser, ne pourra être constitué qu'en immeubles: ces immeubles devront être francs et libres de toute hypothèque, et non grevés de restitution. — L'institution de ces majorats sera précédée des justifications régulières prescrites par les réglemens de la matière.

2. Sont et demeurent toutefois déclarés valables et légalement établis pour l'avenir les majorats de pairie, même composés de biens autres que des immeubles, qui ont été, antérieurement à la présente ordonnance, institués par lettres-patentes signées de nous et scellées du sceau de l'état.

3. A dater du jour où les lettres-patentes constitutives du majorat auront été communiquées à la chambre des pairs et transcrites sur le livre de la pairie, le titulaire prendra dans la chambre le titre et le rang que lui conféreront lesdites lettres-patentes signées de nous. — A cet effet, chaque pair appelé à entrer dans la chambre, soit à titre primordial, soit à titre successif, de quelque façon que ce soit, sera tenu de présenter à notre chancelier, et de remettre à la commission formée en vertu des articles 77 du règlement du 2 juillet 1814 et 4 de l'ordonnance du 23 mars 1816, les lettres-patentes institutives de sa pairie. — Conformément aux dispositions du décret du 4 mai 1809, qui veulent que tout successeur à un majorat soit inscrit à la commission du sceau comme ayant succédé à la possession de ce majorat, tout successeur à un majorat-pairie devra, préalablement à son admission dans la chambre, avoir produit, dans la forme indiquée ci-dessus, le brevet d'inscription qui lui aura été délivré par notre garde des sceaux.

N° 380. = 6—9 juin 1830. = *ORDONNANCE du roi relative à l'administration et à la comptabilité des hospices et des établissemens de bienfaisance* (2). (VIII, Bull. CCCLVIII, n° 14567.)

Charles, . . . — Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au départe-

(1) Voyez, sur les majorats, le décret du 1^{er} mars 1808, et les notes; et, sur la pairie, les art. 24 et suiv. de la charte du 4—10 juin 1814, et les notes.

(2) Voyez l'ordonnance du 31 octobre—8 novembre 1821, sur le même objet, et les notes.

tement de l'intérieur ; — Vu les lois, ordonnances et réglemens concernant l'administration et la comptabilité des hospices et des établissemens de bienfaisance, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1^{er}. A l'avenir, les préfets nommeront les membres des commissions administratives des hospices et des autres établissemens de bienfaisance dont ils règlent les budgets.

2. Ils nommeront également les receveurs des mêmes établissemens, sur une liste de trois candidats présentés par la commission administrative, en se conformant d'ailleurs aux dispositions de l'article 24 de notre ordonnance du 31 octobre 1821. — Ils arrêteront les remises et les cautionnemens des mêmes comptables, en observant les proportions rappelées par l'article 22 de l'ordonnance du 31 octobre 1821, et sauf le compte périodique qu'ils rendront, à notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur, de l'exécution de ces deux dispositions dans la forme et aux époques qui leur seront indiquées.

3. Les préfets pourront, pour de justes causes, provoquer la révocation des administrateurs et des receveurs par eux nommés. S'il y a urgence, ils en prononceront la suspension provisoire. Dans l'un et l'autre cas, ils en référeront à notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur, qui statuera définitivement sur leurs propositions. — Quant aux simples remplacements que des démissions acceptées rendraient nécessaires, il y sera pourvu par le préfet, conformément à l'article 1^{er}.

4. Les cautionnemens auxquels sont assujétis les receveurs des hospices et des établissemens de bienfaisance seront, à l'avenir, fournis en immeubles ou en rentes sur l'état. — Toutefois, notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur pourra, s'il y a lieu, autoriser ces comptables à fournir leur cautionnement en deniers, dont le versement demeurera soumis aux règles prescrites par l'article 23 de l'ordonnance du 31 octobre 1821.

5. Les cautionnemens immobiliers seront établis sur des immeubles libres de tous privilèges et hypothèques, et d'une valeur qui excédera d'un tiers au moins la fixation en deniers du cautionnement. Les commissions administratives seront toujours appelées à délibérer sur l'acceptation des immeubles offerts à cet effet.

6. Les cautionnemens en rentes sur l'état seront, à la volonté des receveurs qui les proposeront, fournis soit en inscriptions de rentes cinq pour cent, soit en rentes à quatre ou à quatre et demi au pair, ou en trois pour cent à soixante-quinze francs, suivant la faculté consacrée par l'ordonnance du 19 juin 1825.

7. Les arrérages des rentes appartiendront aux titulaires des cautionnemens qui auront droit de les réclamer auprès des commissions administratives, sauf les cas d'oppositions légales.

8. Les receveurs ne pourront être installés qu'après avoir réalisé le cautionnement auquel ils sont soumis. En conséquence, ils ne seront admis au serment qu'autant qu'ils représenteront, soit le certificat d'inscription hypothécaire si le cautionnement est en immeubles, soit le récépissé des inscriptions de rentes dont il se composerait, soit enfin le reçu du caissier du mont-de-piété, dans le cas où le cautionnement serait fourni en numéraire, en vertu de l'autorisation de notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur.

9. Lorsqu'il y aura lieu au remboursement des cautionnemens fournis par les receveurs, les préfets, sur le vu des pièces constatant la libération définitive des comptables, pourront autoriser, suivant les cas, la main-levée des inscriptions hypothécaires, la remise des inscriptions de rentes, ou la délivrance des fonds versés aux monts-de-piété.

10. Dans le cas où, par suite d'un débet régulièrement constaté, il y aura lieu à l'application du cautionnement au profit de l'établissement créancier, le préfet ordonnera les poursuites nécessaires pour parvenir à l'expropriation du débiteur en vertu des condamnations qu'il aurait encourues, et pour assurer l'exercice du droit acquis audit établissement sur le produit de la vente des immeubles ou rentes qui en répondront.

11. Continueront de recevoir leur plein et entier effet, les ordonnances et actes du gouvernement relatifs à la recette et à la comptabilité des établissemens de bienfaisance, en tout ce qui ne serait pas contraire aux présentes dispositions.

N° 381. = 6—9 juin 1830. = **ORDONNANCE** du roi portant qu'à l'avenir les individus des deux sexes condamnés correctionnellement à plus d'un an de prison seront seuls envoyés dans les maisons centrales de détention (1). (VIII, Bull. CCCLVIII, n° 14568.)

Charles, . . . — Vu l'ordonnance royale du 2 avril 1817 par laquelle les maisons centrales de détention ont été constituées à la fois maisons de force et maisons de correction ; — Vu le dernier paragraphe de l'article 1^{er} de cette ordonnance, portant que les condamnés par voie correctionnelle seront renfermés dans les maisons centrales de détention, lorsque la peine à subir ne sera pas *moindre d'une année* ; — Vu l'article 58 du Code pénal ; — Vu l'avis du conseil général des prisons du royaume ; — Considérant que la loi n'autorise l'application des peines de la récidive, en matière correctionnelle, que lorsque les coupables ont précédemment été condamnés à un emprisonnement de plus d'une année, d'où il suit que le législateur a établi une différence essentielle entre les condamnations à un an de prison seulement et les condamnations correctionnelles à *plus d'un an* ; — Voulant mettre en harmonie le mode de classement des condamnés à une année d'emprisonnement avec les dispositions ci-dessus rappelées du Code pénal ; — Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur ; — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit : — A l'avenir, les individus des deux sexes condamnés correctionnellement à plus d'un an de prison seront seuls envoyés dans les maisons centrales de détention pour y subir la peine qui leur aura été infligée.

N° 382. = 6—16 juin 1830. = **ORDONNANCE** du roi portant que les officiers de tout grade, ainsi que les sous-officiers, caporaux, brigadiers et soldats, appelés à faire partie de l'armée d'Afrique, concourront exclusivement entre eux pour l'avancement aux emplois vacans dans les états-majors, corps de troupes ou détachemens des différentes armes composant ladite armée. (VIII, Bull. CCCLIX, n° 14577.)

Charles, . . . — Vu les articles 20 et 30 de la loi du 10 mars 1818 ; — Vu l'ordonnance du 2 août suivant ; — Considérant qu'il est juste et dans l'intérêt de notre service que les officiers et sous-officiers qui font partie des corps d'armée mis sur le pied de guerre, concourent seuls pour l'avancement aux emplois vacans dans ces corps d'armée par suite des événemens de la campagne ; — Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état de la guerre, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1^{er}. Les officiers de tout grade, ainsi que les sous-officiers, caporaux,

(1) Voyez l'ordonnance du 2—11 avril 1817, portant règlement sur les maisons centrales de détention, et les notes.

brigadiers et soldats, appelés à faire partie de l'armée d'Afrique, concourront exclusivement entre eux pour l'avancement aux emplois vacans, soit au tour de l'ancienneté, soit au tour du choix, dans les états-majors, corps de troupes ou détachemens des différentes armes composant ladite armée.

2. Le concours aux emplois vacans aura lieu, savoir : — Dans l'état-major général et dans le corps royal d'état-major, entre tous les officiers des grades inférieurs à ces emplois ; — Dans les corps des diverses armes, entre les officiers de chaque arme pour les grades supérieurs, et entre les militaires de chaque corps ou fraction de corps pour les grades inférieurs, conformément aux règles qui régissent l'avancement des différentes armes. — Dans le cas où le nombre des militaires du grade inférieur à l'emploi vacant ne permettrait pas d'établir ce concours, il y serait pourvu par une décision spéciale.

3. Le droit exclusif de concours déterminé par l'article 1^{er} datera du jour de l'embarquement, et cessera au retour en France des militaires auxquels ce droit est accordé par la présente ordonnance.

4. Les officiers employés à l'armée d'Afrique concourront également avec les officiers du même grade restés en France pour l'avancement aux emplois supérieurs et qui pourraient leur être dévolus en exécution des ordonnances concernant l'avancement dans l'arme dont ils font partie.

5. Les dispositions des articles précédens sont applicables aux membres de l'intendance militaire qui feront partie de l'armée d'Afrique.

6. Les officiers attachés au quartier-général de l'armée, aux officiers-généraux comme aides-de-camp et officiers d'ordonnance, aux différens corps de troupes comme lieutenans aides-majors, et qui appartiendront à des régimens restés en France, pourront, dans le cas où ils se seraient particulièrement distingués, nous être proposés pour occuper des emplois du grade supérieur vacant par réforme dans les cadres de ces régimens.

N° 383. = 6 — 18 juin 1830. = **ORDONNANCE** du roi relative aux modes d'essai pour constater le titre des matières et espèces d'or et d'argent (1). (VIII, Bull. CCCLXI, n° 14751.)

Charles, . . . — D'après le compte qui nous a été rendu des réclamations auxquelles donnait lieu le mode d'essai employé jusqu'ici pour constater le titre des matières et espèces d'or et d'argent ; — Vu le rapport de la commission spéciale chargée par notre ministre secrétaire d'état des finances d'examiner jusqu'à quel point lesdites réclamations pouvaient être fondées ; — Vu la loi du 7 germinal an 11, portant que cinq grammes d'argent au titre de neuf dixièmes de fin constituent l'unité monétaire désignée sous le nom de *franc* ; — Vu la délibération et l'avis de la commission des monnaies ; — Vu l'avis du bureau du commerce et des colonies ; — Considérant qu'il importe aux intérêts du commerce et du public que le titre des matières d'or et d'argent soit constaté d'une manière exacte, conformément au vœu de la loi ; — Considérant qu'il est reconnu que le mode d'essai par la coupellation ne peut donner un résultat exact dans tous les cas pour les matières et espèces d'argent qu'au moyen de calculs de compensation, et que le mode

(1) Voyez, sur cette matière, la loi du 19 frimaire an 6 (9 novembre 1797), et les notes étendues qui l'accompagnent ; et spécialement l'ordonnance suivante, rendue pour l'exécution de celle-ci.

Voyez encore l'ordonnance du 30 juin — 20 juillet 1835, qui approuve les tarifs des prix auxquels doivent être payées, au change des monnaies, les espèces et matières d'or et d'argent de France et des pays étrangers.

par la voie humide ne laisse rien à désirer quant à l'exactitude des titres qu'il constate;—Considérant qu'il doit résulter des modifications réclamées dans le mode d'essai actuel une surévaluation dans le prix des matières d'argent anciennement titrées et qui seraient versées au change des hôtels des monnaies;—Considérant que les essayeurs de commerce et de la garantie sont responsables, sous les peines portées par la loi, de la déclaration du titre qu'ils accusent, et qu'en raison même de cette responsabilité ils doivent demeurer libres dans le choix du mode d'essai qu'ils emploient;—Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état des finances,—Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1^{er}. Quel que soit le mode d'essai suivi par un essayeur pour titrer les matières d'or et d'argent, il sera tenu, sous sa responsabilité, d'en accuser le véritable titre. Il lui sera transmis par la commission des monnaies une instruction approuvée par notre ministre secrétaire d'état des finances, sur la manière d'opérer du laboratoire des essais.

2. Les contre-essais des lingots et matières d'or et d'argent du commerce, faits aux termes de la loi du 19 brumaire an 6 à l'hôtel des monnaies de Paris, auront toujours lieu à l'avenir par le procédé de la voie humide.

3. Les essais et contre-essais relatifs au jugement du titre des espèces d'argent fabriquées dans nos hôtels des monnaies auront également lieu à l'avenir par la voie humide.—Lorsque, par des motifs de nécessité dont la commission des monnaies sera juge, ce mode ne pourra être employé, il y sera suppléé par l'ancien mode de la coupellation, en rectifiant ses résultats au moyen de la table de compensation arrêtée par la commission des monnaies.—Toutefois la vérification du titre des pièces trouvées hors des limites légales devra toujours se faire par le procédé de la voie humide.

4. Le prix des matières et espèces comprises au tarif du 17 prairial an 11, et des matières et espèces légalement titrées depuis sa publication, sera augmenté de la valeur acquise à chaque titre d'après la table de compensation ci-dessus mentionnée.—Il sera rédigé à cet effet un nouveau tarif par notre commission des monnaies, lequel sera publié après avoir été approuvé par notre ministre secrétaire d'état des finances, et servira de base au prix que les directeurs de la fabrication des monnaies devront payer aux porteurs des matières.

Tarif du prix auquel doivent être payés au change, dans les hôtels des monnaies, les espèces et ouvrages d'argent ci-après désignés, en conformité de la loi du 28 mars 1803 (7 germinal an 11), qui ordonne que les pièces d'argent seront fabriquées au titre de neuf cents millièmes; que le franc, unité monétaire, sera du poids de cinq grammes, et qui fixe la retenue pour frais de fabrication et de déchet à trois francs par kilogramme d'argent, au titre de neuf cents millièmes.

DÉNOMINATIONS	TITRES.	VALEUR par kilogram.
DES ESPÈCES ET OUVRAGES D'ARGENT.		
		f. c.
Gros écus de Palatinat.....	984	215 39
Gros écus de Nassau-Weilbourg.....	978	214 07
Pièces de 5 francs et de 10 francs du royaume d'Etrurie (effigie de la reine et de son fils).....	957	209 48
Jetons de France et roupies de Pondichéry.....	953	208 60
Argenterie de France (1 ^{er} titre), marquée depuis la loi du 19 brumaire an 6.....	950	207 94

DÉNOMINATIONS DES ESPÈCES ET OUVRAGES D'ARGENT.	TITRES.	VALEUR par kilogram.
Argenterie au poinçon de Paris, tant plate non sondée que plate sondée, marquée antérieurement à la loi du 19 brumaire an 6. Roupies du Mogol.....	950	f. c. 207 94
Roupies de Madras.....	947	207 29
Roupies d'Arcate des Indes.....	944	206 63
Vaisselle montée de Paris, marquée avant la loi du 19 brumaire an 6. Philippes de Milan.....	941	205 97
Vaisselle plate des départemens, marquée antérieurement à la loi du 19 brumaire an 6.....	937	205 10
Roupies de Perse.....	934	204 44
Vaisselle plate sondée, et vaisselle montée des départemens, marquée antérieurement à la loi du 19 brumaire an 6.....	930	203 57
Couronnes et shellings d'Angleterre et vaisselle anglaise.....	923	202 03
Ducats de Liège et de Parme.....	921	201 60
Ecus de France avant 1726, de 8, 9, 10 et 10 3/8 au marc.....	917	200 72
Ecus de banque de Gênes.....	914	200 06
Ecus de 6 livres, 3 livres, et pièces de 24, 12 et 6 sous, depuis 1726, rognées ou effacées. Florins de Hollande.....	911	199 41
Piastres aux deux globes, Mexicos et Sévillanes.....	910	199 19
Ecus de Rome et pièces de 8 de Florence.....	910	199 19
Ecus de Piémont, de Schaffouse. Teston de Rome.....	907	198 53
Ecus neufs de Piémont depuis 1816.....	904	197 88
Ducats de Naples, monnaie blanche de Naples.....	903	197 66
Ecus de Suède.....	903	197 66
Dollars d'Amérique, depuis 1800. Piastres à l'effigie de la fabrication commencée en 1772. Cruzades de Portugal.....	900 (1)	197 *
Pièces de 12 carlins d'Italie.....	888	194 37
Ecus de Hanovre, de Hambourg, de Danemarck, et rixdales de constitution d'Autriche.....	879	192 40
Florins d'Autriche. Couronnes de Brabant (dites <i>croisens</i>).....	876	191 75
Ecus de Brabant et roubles de Russie, depuis 1798.....	874	191 31
Rixdales de Hollande et écus de Bâle.....	869	190 21
Ducats et écus de Flandre et des Pays Bas autrichiens. Georgines de Gênes. Ecus de Lucerne et de Saint-Gall.....	862	188 68
Patagons de Genève.....	844	184 74
Ecus de convention d'Allemagne et pièces de 12 sous de Luxembourg. Florins d'Underwald.....	837	183 21
Ecus de Malte, 5 ^e , 10 ^e et 20 ^e de piastre d'Espagne, avant 1772....	836	182 99
Ecus de Brunswick, de Ratishonne, et madonines de Gênes.....	834	182 55
Anciennes pièces de France dites de 20 sous, 10 sous, 4 sous. Rixdales et couronnes de Danemarck, et pièces de 12 tarins de Sicile.....	830	181 68
Ecus ou rixdales d'Anspach et de Bavière.....	827	181 02
Ducats de Venise.....	823	180 15
Ecus de Zurich.....	817	178 83
5 ^e , 10 ^e , 20 ^e de piastre d'Espagne, depuis 1772.....	813	177 96
Thalaris.....	812	177 74
Argenterie de France (2 ^e titre), marquée depuis la loi du 19 brumaire an 6.....	811	177 52
Roubles de Russie.....	803	175 77
Argenterie marquée d'un aigle et celle marquée de la lettre A surmontée d'une croix.....	792	173 36
	789	172 70

(1) Les matières et espèces au dessous du titre de neuf cents millièmes sont passibles du droit d'affinage fixé par l'ordonnance royale du 15 octobre 1828, lorsqu'elles sont versées isolément au change des monnaies. Le droit d'affinage n'est pas dû sur les versements de matières dont le titre commun ressort à neuf cents millièmes. (*Note du Bulletin des lois.*)

DÉNOMINATIONS DES ESPÈCES ET OUVRAGES D'ARGENT.	TITRES.	VALEUR par kilogram.
		f. c.
Argenterie marquée d'une scie.....	762	166 79
Florins de Mavence.....	752	164 60
Rixdales ou écus de Prusse, depuis 1775.....	746	163 29
Florins de Bade-Dourlach.....	745	163 07
Écus de Lubeck, kopfstuck de Hesse-Darmstadt et de Cologne, pè- termen de Trèves.....	737	161 32
Écus de Bareith.....	734	160 66
Florins de Meckelbourg.....	613	134 18
24 kreutzers d'Allemagne, depuis 1753.....	586	128 27
Doubles et simples escalins de Brabant.....	578	126 52
Doubles et simples escalins et plaquettes de Liège.....	573	125 42
4 gros ou 1/6 d'écu (petit cheval de Brunswick-Wolfenbutel).....	561	122 80
4 gros ou 1/6 d'écu de Saxe, depuis 1763.....	544	119 08
Piastres de Tunis, de Constantinople, et dubletyes de Hollande.....	533	116 67
Plaquettes ou 1/2 escalin de Brabant.....	505	110 54
Pièces de 12 kreutzers d'Allemagne, depuis 1753.....	498	109 01
Pièces de 2 gros ou 1/12 d'écu de Saxe, depuis 1763.....	439	96 09
Pièces de 2 sous 6 deniers de Brabant.....	414	90 62

N° 384. = 6—18 juin 1830. = **ORDONNANCE** du roi relative au titre des espèces duodécimales d'argent qui seront versées aux hôtels des monnaies. (VIII, Bull. CCCLXI, n° 14752.)

Charles, . . . — Vu notre ordonnance du 6 juin présent mois, déterminant les différens modes d'essai qui seront suivis à l'avenir au laboratoire de la commission des monnaies pour constater le titre des espèces qui seront fabriquées dans nos hôtels des monnaies, et pour vérifier, s'il y a lieu, le titre des espèces et matières d'argent qui seront versées aux changes de ces hôtels; — Vu la délibération de la commission des monnaies, qui indique les accroissemens de titre que lesdites espèces et matières d'argent doivent éprouver par suite des modes d'essai qui seront suivis pour en accuser le titre réel; — Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état des finances, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit : — Les directeurs de la fabrication dans nos hôtels des monnaies compteront sur le pied de neuf cent onze millièmes du fin contenu dans les espèces duodécimales d'argent de six livres, trois livres, vingt-quatre, douze et six sous, qui leur seront versées en exécution de la loi du 14 juin 1829, tant par le trésor que par les particuliers. — Ils recevront au même titre de neuf cent onze millièmes les espèces duodécimales d'argent rognées, altérées ou sans empreinte, qui seront versées au change par les particuliers pour le poids qu'elles auront conservé, et elles seront payées comme lingots par les directeurs, à raison de cent quatre-vingt-dix-neuf francs quarante et un centimes le kilogramme.

N° 385. = 9—18 juin 1830. = **ORDONNANCE** du roi portant que les rentes qui seront rachetées par la caisse d'amortissement, à dater du 22 juin 1830, seront transférées et inscrites au nom de cet établissement. (VIII, Bull. CCCLXI, n° 14750.)

Charles, ... — Vu le titre X de la loi du 28 avril 1816 et l'ordonnance du 22 mai suivant; — Vu la loi du 1^{er} mai 1825; — Considérant que l'article 2 de cette dernière loi, qui prescrit l'annulation des rentes rachetées par

la caisse d'amortissement au fur et à mesure des rachats, a fixé le terme de cette disposition au 22 juin prochain; — Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département des finances; — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit : — Les rentes qui seront rachetées par la caisse d'amortissement, à dater du 22 juin 1830, seront transférées et inscrites au nom de cet établissement, conformément à la loi du 28 avril 1816 et à l'ordonnance du 22 mai suivant.

N° 386. = 9 juin—1^{er} juillet 1830. = **ORDONNANCE du roi portant approbation de l'adjudication faite aux sieurs Mignot frères pour la construction d'un pont suspendu sur la Durance au lieu dit les Georgets, département des Bouches-du-Rhône.** (VIII, Bull. CCCLXIII, n° 14859.)

N° 387. = 9 juin—3 août 1830. = **ORDONNANCE du roi portant autorisation de la société anonyme formée à Lyon sous la dénomination de Compagnie des bateaux à vapeur pour la navigation du Rhône, et approbation de ses statuts.** (VIII, Bull. CCCLXVII bis, n° 2.)

N° 388. = 13—16 juin 1830. = **PROCLAMATION du roi sur la dissolution de la chambre des députés et sur la réunion des collèges électoraux.** (VIII, Bull. CCCLX, n° 14663.)

N° 389. = 13—21 juin 1830. = **ORDONNANCE du roi qui fixe, pour les trains de bois de charpente, le droit de navigation sur les canaux de Saint-Quentin et de Crozat, entre Saint-Quentin, Cambrai et Chauny.** (VIII, Bull. CCCLXII, n° 14806.)

Charles, ... — Vu l'ordonnance royale du 31 décembre 1817 qui règle les droits de navigation à percevoir sur les canaux de Saint-Quentin et de Crozat; — Vu la loi du 29 mai 1827 portant concession temporaire, au profit du sieur *Honnorez*, de la jouissance des produits des canaux de Saint-Quentin et de Crozat, — Vu la lettre adressée, sous la date du 5 mai 1830, au préfet du département de l'Aisne par ledit sieur *Honnorez*, lequel consent à ce que les trains de bois de charpente, non compris dans le tarif réglé par l'ordonnance du 31 décembre 1817, et qui jusqu'alors avaient été assimilés aux trains d'arbres flottés pour le paiement du droit sur les canaux de Saint-Quentin et de Crozat, soient désormais taxés à raison de dix centimes par mètre cube et par distance; — Vu les observations de notre ministre secrétaire d'état des travaux publics; — Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état des finances, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit : — Le droit de navigation sur les canaux de Saint-Quentin et de Crozat, entre Saint-Quentin, Cambrai et Chauny, est fixé pour les trains de bois de charpente à dix centimes par mètre cube et par distance.

N° 390. = 13 juin—1^{er} juillet 1830. = **ORDONNANCE du roi qui, entre autres dispositions, porte que les inscriptions dites de capacité qui seront prises à dater du 1^{er} novembre prochain, ne pourront plus compter pour le baccalauréat ni pour la licence en droit** (1). (VIII, Bull. CCCLXIII, n° 14856.)

Charles, . . . — Vu la loi du 13 mars et le décret du 21 septembre 1804

(1) Voyez, dans les notes qui accompagnent la loi du 22 ventose—~~n~~ germinal an 12 (13—23 mars 1804), sur les écoles de droit, le résumé des réglemens concernant les inscriptions dans ces écoles.

(22 ventose et 4^e jour complémentaire an 12), sur les écoles de droit, et l'ordonnance royale du 5 juillet 1820 ;—Vu le compte qui nous a été rendu par notre conseil royal de l'instruction publique, des abus résultant de quelques dispositions des réglemens actuels, au moyen desquelles les jeunes gens qui se destinent à la carrière de la jurisprudence, parviennent à se faire inscrire dans les facultés de droit avant d'avoir complété les études préalables et nécessaires dans les lettres et la philosophie ;—Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département des affaires ecclésiastiques et de l'instruction publique, —Avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1^{er}. Les inscriptions dites *de capacité* qui seront prises à dater du 1^{er} novembre 1830 ne pourront plus compter pour le baccalauréat ni pour la licence en droit.

2. Notre conseil royal de l'instruction publique pourra, pour des motifs graves, autoriser un étudiant à prendre sa première et, en cas de nécessité, sa seconde inscription en droit avant d'avoir obtenu le diplôme de bachelier ès-lettres.

3. Nul ne pourra, sous aucun prétexte, prendre sa troisième inscription en droit sans être bachelier ès-lettres.

N^o 391. = 13 juin—8 juillet 1830. = **ORDONNANCE du roi portant concession au sieur Dumora d'un droit de péage sur le pont de la Mothe, département de la Gironde.** (VIII, Bull. CCCLXIV, n^o 14891.)

N^o 392. = 13 juin 1830—2 septembre 1831. = **ORDONNANCE du roi sur le traitement de l'avocat général institué pour les établissemens français en Afrique** (Sénégal). (IX, ordonn., Bull. c, n^o 2818.)

Art. 1^{er}. Le traitement attribué à l'emploi d'avocat général dans les établissemens français en Afrique, créé par notre ordonnance du 20 mai dernier, est fixé à huit mille francs par an pendant la durée des fonctions, indépendamment du logement qui sera fourni en nature.

2. Le sieur *Auger* (Louis), procureur du roi près le tribunal de première instance de Marie-Galante, dépendance de la Guadeloupe, est nommé avocat général dans les établissemens français en Afrique.

3. Le sieur *Auger* jouira, à compter de ce jour jusqu'à celui de son installation au Sénégal, d'un traitement sur le pied de quatre mille francs par an, formant la moitié du traitement colonial de son emploi.

N^o 393. = 16—21 juin 1830. = **ORDONNANCE du roi qui porte que les deux conseils généraux du commerce et des manufactures n'en formeront plus qu'un seul sous le titre de Conseil général du commerce et des manufactures, et contient des dispositions réglementaires sur ce conseil** (1). (VIII, Bull. CCCLXII, n^o 14805.)

Charles,...—Vu les actes des 24 décembre 1802 (3 nivose an 11) et 27 juin 1810, portant création des conseils généraux du commerce et des manufactures ; — Vu les ordonnances royales des 23 août 1819 et 9 février 1825 ; — Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1^{er}. Les deux conseils généraux du commerce et des manufactures actuellement existans n'en formeront plus qu'un seul, qui prendra le titre

(1) Voyez l'arrêté du 3 nivose an 11 (24 décembre 1802), et les notes.

de *Conseil général du commerce et des manufactures*, et qui réunira les attributions déterminées par les ordonnances royales du 23 août 1819 et du 9 février 1825.

2. Ce conseil s'assemblera chaque année sur la convocation de notre ministre de l'intérieur, qui fixera l'époque et la durée de la réunion.

3. Il sera composé de soixante-douze membres qui exerceront pendant cinq années et qui seront rééligibles. — Toutes les chambres de commerce de notre royaume concourront à sa composition, chacune pour le nombre de membres indiqué au tableau ci-annexé. — Les nominations nécessaires pour former le complément du nombre total seront faites par notre ministre de l'intérieur. — La liste générale des membres sera soumise à notre approbation.

4. En cas de vacance, le remplacement sera fait pour chaque place comme la nomination primitive et suivant le même mode.

5. Lorsqu'un membre du conseil aura négligé d'assister aux séances pendant deux années consécutives sans motif légitime, notre ministre de l'intérieur pourra faire procéder à son remplacement.

6. Nonobstant la disposition comprise à l'article 1^{er}, les membres du conseil général seront classés, par les soins de notre ministre de l'intérieur et suivant la nature de leur principale industrie, en deux sections, dites, l'une *du commerce*, et l'autre, *des manufactures*; ces deux sections pourront délibérer séparément sur les affaires spéciales qui seront soumises à leur examen.

7. Lorsque le besoin du service l'exigera, les membres du conseil présents à Paris pourront être convoqués en comité pour donner leur avis sur des affaires courantes ou sur des matières urgentes.

8. Notre ministre de l'intérieur préside le conseil général; il est assisté et suppléé au besoin par le conseiller d'état chargé de l'administration du commerce et des manufactures.

9. A l'ouverture de la réunion annuelle, chacune des deux sections nommera un vice-président : le choix en sera soumis à l'approbation de notre ministre de l'intérieur. — En l'absence du ministre et du conseiller d'état directeur, l'un de ces vice-présidents remplira les fonctions de président du conseil général; le plus âgé sera le premier suppléant.

10. Un commissaire pris dans le sein de l'administration, et nommé par notre ministre de l'intérieur, sous notre approbation, assiste au conseil, afin d'y donner les explications de détail et la communication des documents administratifs nécessaires pour l'examen des questions proposées.

11. Le secrétaire du conseil est nommé par le ministre de l'intérieur, sous notre approbation. Il tient registre des délibérations dont le procès-verbal doit être lu devant le conseil et approuvé par lui : ce procès-verbal présentera toujours le résumé fidèle des avis contradictoires qui auraient été exprimés sur chaque question, de telle sorte que l'on y retrouve les principales considérations présentées de part et d'autre, et que ces opinions puissent être transmises au bureau du commerce et ultérieurement reproduites devant le conseil supérieur.

12. Les dispositions des ordonnances royales des 23 août 1819 et 9 février 1825 continueront à être exécutées en tout ce qui n'est pas modifié par la présente.

Tableau des chambres de commerce et du nombre de leurs délégués.

Paris.....	8	Bordeaux.....	2
Lyon.....	2	Nantes.....	2
Marseille.....	2	Rouen.....	2

Amiens	I	Lorient	I
Avignon	I	Metz	I
Bayonne	I	Montpellier	I
Besançon	I	Mulhausen	I
Boulogne	I	Nîmes	I
Caen	I	Orléans	I
Calais	I	Reims	I
Carcassonne	I	Saint-Brieuc	I
Clermont	I	Saint-Malo	I
Dieppe	I	Strasbourg	I
Dunkerque	I	Toulouse	I
Granville	I	Tours	I
Le Havre	I	Troyes	I
Laval	I		
La Rochelle	I		
Lille	I		
		TOTAL	47

N° 394. = 16 juin—1^{er} juillet 1830. = **ORDONNANCE du roi concernant la solde, l'uniforme et l'armement des officiers, sous-officiers et gendarmes des compagnies sédentaires de gendarmerie** (1). (VIII, Bull. CCCLXIII, n° 14857.)

Charles, . . . — Vu notre ordonnance du 25 avril 1830; — Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état de la guerre, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1^{er}. La solde des officiers, sous-officiers et gendarmes des compagnies sédentaires de gendarmerie est fixée, pour chaque grade, conformément au tableau annexé à la présente ordonnance.

2. L'uniforme des compagnies sédentaires de gendarmerie sera semblable à la petite tenue de la gendarmerie à pied, à l'exception de la plaque qui sera supprimée; du chapeau et de l'aiguillette, qui seront remplacés par le schakos des compagnies de fusiliers sédentaires et les épaulettes de grenadiers. — Les boutons porteront l'inscription suivante : *Compagnies sédentaires de gendarmerie*. — L'armement se composera du mousqueton (*modèle de 1825*) et du sabre des grenadiers de la ligne.

3. Les sous-officiers et gendarmes désignés pour passer dans les compagnies sédentaires de gendarmerie auront droit, sur le fonds d'entretien de la compagnie de gendarmerie dont ils font partie, à une somme de soixante-et-dix francs destinée à former leur masse individuelle.

(1) Voyez, sur la gendarmerie, le décret du 16 janvier (22, 23, 24 décembre 1790 et) — 16 février 1791, et les notes.

Le tarif qui était annexé à cette ordonnance a été remplacé par celui qui suit.

GRADES.	SOLDE DE PRÉSENCE										SOLDE D'ABSENCE PAR JOUR										MASSE INDIVIDUELLE par jour.
	par an.		par mois.		avec vivres de campagne ou sans vivres.	PAR JOUR,		en marche avec le pain seulement pour la troupe.	en corps avec le pain seulement pour la troupe.	Supplé- ment de solde dans Paris.	en semestre ou en congé.	à l'hôpital.	à l'hôpital étant en congé.	en captivité.							
Officiers.																					
Capitaines { de 1 ^{re} classe.....	f. 2200	f. c. 183 33 3	f. c. 6 11 1	f. c. 6 11 1	f. c. 9 11 1	f. c. 1 52 7	f. c. 3 05 5	f. c. 4 11 1	f. c. 1 05 5	f. c. 3 05 5	f. c.										
de 2 ^e classe.....	1800	150 00 0	5 00 0	5 00 0	8 00 0	1 25 0	2 50 0	3 00 0	0 50 0	2 50 0	»						»				
Lieutenans { de 1 ^{re} classe.....	1400	116 66 6	3 88 8	3 88 8	6 38 8	1 29 6	1 04 4	2 38 8	0 44 4	1 94 4	»						»				
de 2 ^e classe.....	1200	100 00 0	3 33 3	3 33 3	5 83 3	1 11 1	1 06 6	1 83 3	0 16 6	1 66 6	»						»				
Sergent-major.....	»	»	1 62 0	1 67 0	2 02 0	0 58 0	0 64 5	0 40 3	»	»	»						0 11				
Sergent et fourrier.....	»	»	1 02 0	1 07 0	1 37 0	0 42 0	0 44 5	0 27 0	»	»	»						0 11				
Caporal.....	»	»	0 70 0	0 75 0	0 95 0	0 37 5	0 29 5	0 17 0	»	»	»						0 11				
Gendarme.....	»	»	0 44 0	0 49 0	0 69 0	0 25 0	0 17 0	0 08 6	»	»	»						0 11				
Fambour.....	»	»	0 59 0	0 64 0	0 84 0	0 25 0	0 17 0	0 23 6	»	»	»						0 11				
Enfant de troupe.....	»	»	»	0 32 0	0 52 0	0 12 5	»	»	»	»	»						»				
Sous-officiers et gendarmes.																					

NOTA. En arrivant à la compagnie, chaque sous-officier et gendarme reçoit, sur les fonds de la gendarmerie, une première mise de 70 francs pour former sa masse individuelle.

NOTA. En arrivant à la compagnie, chaque sous-officier et gendarme reçoit, sur les fonds de la gendarmerie, une première mise de 70 francs pour former sa masse individuelle.

N° 395. = 16 juin—1^{er} juillet 1830. = **ORDONNANCE** du roi qui *résilie l'adjudication passée au duc de Cazes et au sieur Humann pour la construction d'un pont suspendu sur le Lot, au passage de la Magdeleine (Aveyron), et porte qu'il sera procédé à une nouvelle adjudication de l'entreprise.* (VIII, Bull. CCCLXIII, n° 14860.)

N° 396. = 16 juin—12 juillet 1830. = **ORDONNANCE** du roi *portant autorisation de la société anonyme formée à Alençon (Orne), sous la dénomination de Fabrique de chapeaux de paille d'Alençon, façon d'Italie, et approbation de ses statuts.* (VIII, Bull. CCCLXIV bis.)

N° 397. = 18—21 juin 1830. = **ORDONNANCE** du roi *qui ajourne aux 12 et 19 juillet prochain la réunion des collèges électoraux dans vingt départemens.* (VIII, Bull. CCCLXII, n° 14803.)

N° 398. = 20 juin—1^{er} juillet 1830. = **ORDONNANCE** du roi *qui fixe définitivement à dix le nombre des avoués près le tribunal de première instance séant à Brioude (Haute-Loire).* (VIII, Bull. CCCLXIII, n° 14861.)

N° 399. = 23 juin—1^{er} juillet 1830. = **ORDONNANCE** du roi *qui modifie les dispositions de l'article 104 de l'ordonnance du 1^{er}—4 août 1827, en ce qui concerne les formalités à remplir pour les adjudications des chablis, bois de délit et autres objets dont l'évaluation n'excède pas cinq cents francs.* (VIII, Bull. CCCLXIII, n° 14855.)

Charles, . . . — Vu l'article 104 de notre ordonnance du 1^{er} août 1827 pour l'exécution du Code forestier; — Vu les observations du directeur général des forêts sur la nécessité de modifier les dispositions de cet article, en ce qui concerne les formalités à remplir pour les adjudications des chablis, bois de délit et autres objets dont l'évaluation n'excède pas cinq cents francs; — Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état des finances, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit : — Ne seront point applicables aux adjudications mentionnées dans les articles 102 et 103 de notre ordonnance du 1^{er} août 1827 la disposition de l'article 17 du Code forestier, qui ordonne l'affiche des ventes des coupes ordinaires au chef-lien du département, celle de l'article 25 de la même loi relative aux surenchères, la disposition de l'article 83 de l'ordonnance réglementaire qui prescrit le dépôt, au secrétariat de la vente, d'une expédition du cahier des charges, et celle du deuxième paragraphe de l'article 84 qui exige que les affiches soient approuvées par le conservateur des forêts et apposées sous l'autorisation du préfet. — Toutefois les formalités prescrites pour les adjudications des coupes ordinaires de bois seront observées, lorsque l'évaluation des objets mis en vente excédera la somme de cinq cents francs.

N° 400. = 23 juin—1^{er} juillet 1830. = **ORDONNANCE** du roi *qui fixe définitivement à douze le nombre des huissiers du tribunal de première instance séant à Castelnaudary (Aude).* (VIII, Bull. CCCLXIII, n° 14862.)

N° 401. = 23 juin—12 juillet 1830. = **ORDONNANCE** du roi *qui reconnaît comme établissement public l'hospice de vieillards et d'infirmités établi dans la commune de la Guillotière (Rhône), et l'autorise à prendre le titre d'Hospice d'Angoulême.* (VIII, Bull. CCCLXV, n° 14976.)

N° 402. = 23 juin—12 juillet 1830. = **ORDONNANCE** du roi qui autorise la société d'agriculture et des arts séant à Versailles à prendre le titre de Société royale d'agriculture et des arts du département de Seine-et-Oise. (VIII, Bull. CCCLXV, n° 14977.)

N° 403. = 26 juin—12 juillet 1830. = **ORDONNANCE** du roi qui interdit l'emploi des chaudières et autres ustensiles ou appareils en cuivre pour la fabrication et le raffinage du sel marin, et accorde aux fabricans les délais nécessaires pour se conformer aux mesures prescrites dans l'intérêt de la salubrité publique (1). (VIII, Bull. CCCLXV, n° 14975.)

Charles, . . . — Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur ; — D'après le compte qui nous a été rendu des dangers qui peuvent résulter de l'emploi des chaudières et autres ustensiles ou appareils en cuivre pour la fabrication ou le raffinage du sel marin ; — Voulant prévenir ces dangers en accordant toutefois aux fabricans les délais nécessaires pour se conformer aux mesures qu'il convient de prescrire dans l'intérêt de la salubrité publique ; — Notre conseil d'état entendu, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1^{er}. A l'avenir il ne pourra être fait usage de chaudières et autres ustensiles ou appareils en cuivre pour la fabrication et le raffinage du sel marin.

2. Il est accordé aux fabricans et raffineurs de sel un délai d'un an, à partir de la publication de la présente ordonnance, pour substituer l'emploi du fer, de la fonte ou de toute matière autre que le plomb, le cuivre ou leurs alliages, dans la composition des chaudières et autres ustensiles ou appareils servant à la fabrication ou au raffinage du sel.

3. Cette mesure ne sera obligatoire, pour le remplacement du corps de pompe et robinets en cuivre actuellement existans dans les fabriques et raffineries, qu'un an après l'expiration du délai qui est accordé par l'article précédent.

4. Les contrevenans seront poursuivis conformément aux lois.

N° 404. = 26 juin—12 juillet 1830. = **ORDONNANCE** du roi qui autorise la commune de Saint-Béat (Haute-Garonne) à établir un abattoir public. (VIII, Bull. CCCLXV, n° 14978.)

N° 405. = 26 juin—3 août 1830. = **ORDONNANCE** du roi qui approuve une délibération de l'assemblée générale des actionnaires de la société anonyme des papeteries du Marais et de Sainte-Marie. (VIII, Bull. CCCLXVII bis, n° 3.)

N° 406. = 4—12 juillet 1830. = **ORDONNANCE** du roi qui répartit entre les départemens du royaume le montant de la contribution supplémentaire établie pour 1830 sur les bois des communes et des établissemens publics. (VIII, Bull. CCCLXV, n° 14973.)

N° 407. = 4—12 juillet 1830. = **ORDONNANCE** du roi portant que désormais les droits d'octroi sur les bestiaux vivans et sur ceux abattus au dehors,

(1) Voyez, sur la fabrication et la vente du sel, le décret du 11 juin 1806, et les notes.

introduits par quartier, pourront être établis au poids ou par tête. (VIII, Bull. CCCLXV, n° 14974.)

Charles, . . . — Vu les dispositions des lois des 8 décembre 1814 et 28 avril 1816 relatives aux octrois ; — Vu les articles 26 de l'acte du 17 mai 1809 et 18 de l'ordonnance royale du 9 décembre 1814, concernant les taxes à établir sur les bestiaux vivans ; — Vu les observations de notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur ; — Considérant que de plusieurs points du royaume il a été adressé des réclamations sur la taxe des bestiaux par tête au tarif des octrois des communes ; — Que le conseil supérieur d'agriculture a reconnu que ce mode de perception pouvait, en favorisant les bestiaux de forte taille, porter préjudice à l'amélioration et à la finesse des laines françaises, laquelle se trouve à un plus haut degré chez les animaux de petite taille ; — Considérant que les dispositions de l'article 18 de l'ordonnance de 1814, ci-dessus cité, en prescrivant un mode exclusif de perception pour la taxe des bestiaux vivans, peuvent apporter quelque gêne dans le vote des communes, qui, selon les circonstances locales, préféreraient imposer les animaux au poids, et que les conseils municipaux doivent à cet égard jouir de la faculté qui leur est accordée par l'article 147 de la loi du 28 avril 1816 ; — Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département des finances, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit : — L'article 18 de l'ordonnance réglementaire du 9 décembre 1814 sur les octrois, portant que les bêtes vivantes doivent être taxées par tête, et que les bestiaux abattus au dehors et introduits par quartier paieront au prorata de la taxe par tête, est modifié comme il suit : — Désormais les droits d'octroi sur les bestiaux vivans et sur ceux abattus au dehors introduits par quartier pourront être établis au poids ou par tête.

N° 408. = 11 juillet—20 septembre 1830. = *ORDONNANCE du roi qui proroge le péage établi sur le pont de Givart, département de la Marne.* (VIII, Bull. CCCLXXII, n° 15503.)

N° 409. = 14 juillet—20 septembre 1830. = *ORDONNANCE du roi relative aux sommes à percevoir sur chaque train de bois arrivant à Paris pendant la campagne de 1830* (1). (VIII, Bull. CCCLXXII, n° 15504.)

Charles, . . . — Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état des travaux publics ; — Vu les décrets des 14 juin 1804 (25 prairial an 12) et 31 octobre suivant (9 brumaire an 13) ; — Vu la délibération du commerce de bois flotté pour l'approvisionnement de notre bonne ville de Paris du 21 mars 1830, relative aux sommes à percevoir sur chaque train de bois arrivant à Paris, à l'effet de subvenir aux dépenses à la charge du commerce que nécessitera le flottage de ces bois pendant la campagne de 1830 ; — Le comité de l'intérieur et du commerce de notre conseil d'état entendu, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1^{er}. Chaque train composé de dix-huit coupons et provenant des rivières d'Yonne, de Cure et d'Armançon, pendant la campagne de 1830, paiera vingt-trois francs de cotisation, savoir : dix-huit francs à son passage au pont de Joigny, et cinq francs à Paris, immédiatement après son arrivée à destination. — Chaque train également composé de dix-huit coupons, qui sera flotté depuis le pont de Joigny en aval jusqu'au dessus du pont de

(1) Voyez l'ordonnance du 17—24 août 1832, et le tarif supplémentaire aux droits d'octroi pour la ville de Paris qui s'y trouve annexé.

Montereau, et qui ne se composera pas de bois retirés en route, paiera de même vingt-trois francs de cotisation, savoir : dix-huit francs à Sens à son passage, ou au moment de son départ, et cinq francs à Paris.—Chaque train de dix-huit coupons, venant de la rivière de Marne, paiera douze francs à son arrivée à Paris.—Chaque train formé de dix-huit coupons, venant de la rivière de Seine, paiera cinq francs à son arrivée à Paris.—Enfin, les trains descendant des rivières d'Yonne et de Cure, et qui seront tirés en route, paieront, savoir : ceux qui ne passeront pas les ports de Cravant, six francs chacun ; et ceux tirés en aval de ces ports jusqu'au dessus du pont de Joigny, neuf francs chacun.

2. Le paiement se fera à Paris entre les mains de l'agent général du commerce ; à Sens, à Joigny et à Cravant, entre celles des commis aux ponts. Les commis à Sens et à Joigny verseront, au moins une fois le mois, le montant de leurs recettes dans la caisse de l'agent de l'arrondissement. Le commis au pont de Cravant versera la sienne entre les mains du commis général résidant à Cravant, ainsi que cela a eu lieu précédemment.

3. La perception autorisée par la présente ordonnance s'effectuera comme en matière de contributions publiques.

4. Les receveurs à Sens, à Joigny et à Cravant, remettront à la fin de la campagne leurs comptes particuliers à l'agent du commerce à Paris, qui fera du tout l'objet d'un compte général. Ce compte sera en définitive soumis, dans la forme ordinaire et avec toutes les pièces justificatives, à l'approbation de notre ministre secrétaire d'état des travaux publics.

N° 410. = 18—25 juillet 1830. = **ORDONNANCE** du roi portant que, 1° le nombre des huissiers du tribunal de première instance séant à Perpignan (Pyrénées-Orientales) est définitivement fixé à quinze ;—2° Le nombre des huissiers du tribunal de première instance séant à Bellac (Haute-Vienne) est définitivement fixé à vingt-deux. (VIII, Bull. CCCLXVII, n° 15151.)

N° 411. = 18 juillet—22 septembre 1830. = **ORDONNANCE** du roi sur le remplacement, par un pont en maçonnerie, du bac existant sur la Garonne à Cazères, et création d'un péage. (VIII, Bull. CCCLXXIII, n° 15626.)

N° 412. = 18 juillet—22 septembre 1830. = **ORDONNANCE** du roi sur la construction d'un pont suspendu sur la Marne à Brie, et création d'un péage. (VIII, Bull. CCCLXXIII, n° 15627.)

N° 413. = 18 juillet—30 septembre 1830. = **ORDONNANCE** du roi sur l'adjudication d'un pont suspendu sur la Seine à Ris-Orangis, et l'établissement d'un péage. (VIII, Bull. CCCLXXIV, n° 15738.)

N° 414. = 18 juillet—30 septembre 1830. = **ORDONNANCE** du roi sur l'adjudication de la construction d'un pont sur l'Allier à Parentignat, et l'établissement d'un péage. (VIII, Bull. CCCLXXIV, n° 15739.)

N° 415. = 21 juillet—14 août 1830. = **ORDONNANCE** du roi qui autorise l'abattoir public construit à Saint-Gaudens (Haute-Garonne). (VIII, Bull. CCCLXX, n° 15245.)

N° 416. = 21 juillet—21 août 1830. = **ORDONNANCE** du roi portant que l'abatage des porcs destinés au commerce de la charcuterie à Toul (Meurthe) ne pourra se faire qu'à l'abattoir public. (VIII, Bull. CCCLXXI, n° 15384.)

N° 417. = 21 juillet—21 août 1830. = **ORDONNANCE** du roi qui autorise la ville de Cognac (Charente), à établir un abattoir public et commun. (VIII, Bull. CCCLXXI, n° 15385.)

N° 418. = 21 juillet—30 septembre 1830. = **ORDONNANCE** du roi qui autorise l'ouverture d'une rue à Paris, et fixe sa largeur. (VIII, Bull. CCCLXXIV, n° 15740.)

N° 419. = 25 juillet 1830. = **RAPPORT** au roi, justificatif des ordonnances sur la presse et les élections. (Moniteur du 26 juillet 1830.)

Sire, vos ministres seraient peu dignes de la confiance dont votre majesté les honore, s'ils tardaient plus long-temps à placer sous vos yeux un aperçu de notre situation intérieure, et à signaler à votre haute sagesse les dangers de la presse périodique. — A aucune époque, depuis quinze années, cette situation ne s'était présentée sous un aspect plus grave et plus affligeant. Malgré une prospérité matérielle dont nos annales n'avaient jamais offert d'exemple, des signes de désorganisation et des symptômes d'anarchie se manifestent sur presque tous les points du royaume. — Les causes successives qui ont concouru à affaiblir les ressorts du gouvernement monarchique tendent aujourd'hui à en altérer et à en changer la nature : déchue de sa force morale, l'autorité, soit dans la capitale, soit dans les provinces, ne lutte plus qu'avec désavantage contre les factions; les doctrines pernicieuses et subversives, hautement professées, se répandent et se propagent dans toutes les classes de la population; des inquiétudes trop généralement accréditées agitent les esprits et tourmentent la société. De toutes parts, on demande au présent des gages de sécurité pour l'avenir. — Une malveillance active, ardente, infatigable, travaille à ruiner tous les fondemens de l'ordre et à ravir à la France le bonheur dont elle jouit sous le sceptre de ses rois. Habile à exploiter tous les mécontentemens et à soulever toutes les haines, elle fomente parmi les peuples un esprit de défiance et d'hostilité envers le pouvoir, et cherche à semer partout des germes de troubles et de guerre civile. — Et déjà, sire, des événemens récents ont prouvé que les passions politiques, contenues jusqu'ici dans les sommités de la société, commencent à en pénétrer les profondeurs et à émouvoir les masses populaires. Ils ont prouvé aussi que ces masses ne s'ébranleraient pas toujours sans danger pour ceux-là même qui s'efforcent de les arracher au repos. — Une multitude de faits, recueillis dans le cours des opérations électorales, confirment ces données, et nous offriraient le présage trop certain de nouvelles commotions, s'il n'était au pouvoir de votre majesté d'en détourner le malheur. — Partout aussi, si l'on observe avec attention, existe un besoin d'ordre, de force et de permanence, et les agitations qui y semblent le plus contraires n'en sont en réalité que l'expression et le témoignage. — Il faut bien le reconnaître : ces agitations, qui ne peuvent s'accroître sans de grands périls, sont presque exclusivement produites et excitées par la liberté de la presse. Une loi sur les élections, non moins féconde en désordres, a sans doute concouru à les entretenir; mais ce serait nier l'évidence que de ne pas voir dans les journaux le principal foyer d'une corruption dont les progrès sont chaque jour plus sensibles, et la première source des calamités qui menacent le royaume. — L'expérience, sire, parle plus hautement que les théories. Des hommes éclairés, sans doute, et dont la bonne foi d'ailleurs n'est pas suspecte, entraînés par l'exemple mal compris d'un peuple voisin, ont pu croire que les avantages

de la presse périodique en balanceraient les inconvénients, et que ses excès se neutraliseraient par des excès contraires. Il n'en a pas été ainsi, l'épreuve est décisive, et la question est maintenant jugée dans la conscience publique. — A toutes les époques, en effet, la presse périodique n'a été, et il est dans sa nature de n'être qu'un instrument de désordre et de sédition. — Que de preuves nombreuses et irrécusables à porter à l'appui de cette vérité ! C'est par l'action violente et non interrompue de la presse que s'expliquent les variations trop subites, trop fréquentes de notre politique intérieure. Elle n'a pas permis qu'il s'établît en France un système régulier et stable de gouvernement, ni qu'on s'occupât avec quelque suite d'introduire dans toutes les branches de l'administration publique les améliorations dont elles sont susceptibles. Tous les ministères depuis 1814, quoique formés sous des influences diverses et soumis à des directions opposées, ont été en butte aux mêmes traits, aux mêmes attaques et au même déchaînement de passions. Les sacrifices de tout genre, les concessions de pouvoir, les alliances de parti, rien n'a pu les soustraire à cette commune destinée. — Ce rapprochement seul, si fertile en réflexions, suffirait pour assigner à la presse son véritable, son invariable caractère. Elle s'applique, par des efforts soutenus, persévérans, répétés chaque jour, à relâcher tous les liens d'obéissance et de subordination, à user les ressorts de l'autorité publique, à la rabaisser, à l'avilir dans l'opinion des peuples et à lui créer partout des embarras et des résistances. — Son art consiste, non pas à substituer à une trop facile soumission d'esprit une sage liberté d'examen, mais à réduire en problème les vérités les plus positives ; non pas à provoquer sur les questions politiques une controverse franche et utile, mais à les présenter sous un faux jour et à les résoudre par des sophismes. — La presse a jeté ainsi le désordre dans les intelligences les plus droites, ébranlé les convictions les plus fermes, et produit, au milieu de la société, une confusion de principes qui se prête aux tentatives les plus funestes. C'est par l'anarchie dans les doctrines qu'elle prélude à l'anarchie dans l'état. — Il est digne de remarque, sire, que la presse périodique n'a pas même rempli sa plus essentielle condition, celle de la publicité. Ce qui est étrange, mais ce qui est vrai à dire, c'est qu'il n'y a pas de publicité en France, en prenant ce mot dans sa juste et rigoureuse acception. Dans l'état des choses, les faits, quand ils ne sont pas entièrement supposés, ne parviennent à la connaissance de plusieurs millions de lecteurs que tronqués, défigurés, mutilés de la manière la plus odieuse. Un épais nuage, élevé par les journaux, dérobe la vérité et intercepte en quelque sorte la lumière entre le gouvernement et les peuples. Les rois vos prédécesseurs, sire, ont toujours aimé à se communiquer à leurs sujets : c'est une satisfaction dont la presse n'a pas voulu que votre majesté pût jouir. — Une licence, qui a franchi toutes les bornes, n'a respecté en effet, même dans les occasions les plus solennelles, ni les volontés expresses du roi, ni les paroles descendues du haut du trône. Les unes ont été méconnues et dénaturées ; les autres ont été l'objet de perfides commentaires ou d'amères dérisions. C'est ainsi que le dernier acte de la puissance royale, la proclamation, a été discrédité dans le public, avant même d'être connu des électeurs. — Ce n'est pas tout. La presse ne tend pas moins qu'à subjuguier la souveraineté et à envahir les pouvoirs de l'état. Organe prétendu de l'opinion publique, elle aspire à diriger les débats des deux chambres, et il est incontestable qu'elle y apporte le poids d'une influence non moins fâcheuse que décisive. Cette domination a pris, surtout depuis deux ou trois ans, dans la chambre des députés, un caractère manifeste d'oppression et de tyrannie. On a vu, dans cet intervalle de temps, les journaux poursuivre de leurs insultes et de leurs outrages les membres

dont le vote leur paraissait incertain ou suspect. Trop souvent, sire, la liberté des délibérations dans cette chambre a succombé sous les coups redoublés de la presse.—On ne peut qualifier en termes moins sévères la conduite des journaux de l'opposition dans des circonstances plus récentes. Après avoir eux-mêmes provoqué une adresse attentatoire aux prérogatives du trône, ils n'ont pas craint d'ériger en principe la réélection des deux cent vingt-un députés dont elle est l'ouvrage. Et cependant votre majesté avait repoussé cette adresse comme offensante; elle avait porté un blâme public sur le refus de concours qui y était exprimé; elle avait annoncé sa résolution immuable de défendre les droits de sa couronne, si ouvertement compromis. Les feuilles périodiques n'en ont tenu compte; elles ont pris, au contraire, à tâche de renouveler, de perpétuer et d'aggraver l'offense. Votre majesté décidera si cette attaque téméraire doit rester plus long-temps impunie.—Mais de tous les excès de la presse, le plus grave peut-être nous reste à signaler. Dès les premiers temps de cette expédition dont la gloire jette un éclat si pur et si durable sur la noble couronne de France, la presse en a critiqué avec une violence inouïe les causes, les moyens, les préparatifs, les chances de succès. Insensible à l'honneur national, il n'a pas dépendu d'elle que notre pavillon ne restât flétri des insultes d'un barbare. Indifférente aux grands intérêts de l'humanité, il n'a pas dépendu d'elle que l'Europe ne restât asservie à un esclavage cruel et à des tributs honteux. Ce n'était point assez: par une trahison que nos lois auraient pu atteindre, la presse s'est attachée à publier tous les secrets de l'armement, à porter à la connaissance de l'étranger l'état de nos forces, le dénombrement de nos troupes, celui de nos vaisseaux, l'indication des points de station, les moyens à employer pour dompter l'inconstance des vents et pour aborder la côte. Tout, jusqu'au lieu du débarquement, a été divulgué comme pour ménager à l'ennemi une défense plus assurée. Et, chose sans exemple chez un peuple civilisé, la presse, par de fausses alarmes sur les périls à courir, n'a pas craint de jeter le découragement dans l'armée, et, signalant à sa haine le chef même de l'entreprise, elle a, pour ainsi dire, excité les soldats à lever contre lui l'étendard de la révolte ou à désertir leurs drapeaux! Voilà ce qu'ont osé faire les organes d'un parti qui se prétend national!—Ce qu'il ose faire chaque jour, dans l'intérieur du royaume, ne va pas moins qu'à disperser les élémens de la paix publique, à dissoudre les liens de la société, et, qu'on ne s'y méprenne point, à faire trembler le sol sous nos pas. Ne craignons pas de révéler ici toute l'étendue de nos maux pour pouvoir mieux apprécier toute l'étendue de nos ressources. Une diffamation systématique, organisée en grand, et dirigée avec une persévérance sans égale, va atteindre, ou de près ou de loin, jusqu'au plus humble des agens du pouvoir. Nul de vos sujets, sire, n'est à l'abri d'un outrage, s'il reçoit de son souverain la moindre marque de confiance ou de satisfaction. Un vaste réseau, étendu sur la France, enveloppe tous les fonctionnaires publics; constitués en état permanent de prévention, ils semblent en quelque sorte retranchés de la société civile; on n'épargne que ceux dont la fidélité chancelle; on ne loue que ceux dont la fidélité succombe; les autres sont notés par la faction pour être plus tard sans doute immolés aux vengeances populaires. — La presse périodique n'a pas moins d'ardeur à poursuivre de ses traits envenimés la religion et le prêtre. Elle veut, elle voudra toujours déraciner, dans le cœur des peuples, jusqu'au dernier germe des sentimens religieux. Sire, ne doutez pas qu'elle n'y parvienne, en attaquant les fondemens de la foi, en altérant les sources de la morale publique, et en prodiguant à pleines mains la dérision et le mépris aux ministres des autels. — Nulle force, il faut l'avouer, n'est capable

de résister à un dissolvant aussi énergique que la presse. A toutes les époques où elle s'est dégagée de ses entraves, elle a fait irruption, invasion dans l'état. On ne peut qu'être singulièrement frappé de la similitude de ses effets depuis quinze ans, malgré la diversité des circonstances et malgré le changement des hommes qui ont occupé la scène politique. Sa destinée est, en un mot, de recommencer la révolution dont elle proclame hautement les principes. Placée et replacée à plusieurs intervalles sous le joug de la censure, elle n'a autant de fois ressaisi la liberté que pour reprendre son ouvrage interrompu. Afin de le continuer avec plus de succès, elle a trouvé un actif auxiliaire dans la presse départementale qui, mettant aux prises les jalousies et les haines locales, semant l'effroi dans l'âme des hommes timides, harcelant l'autorité par d'interminables tracasseries, a exercé une influence presque décisive sur les élections. — Ces derniers effets, sire, sont passagers; mais des effets plus durables se font remarquer dans les mœurs et dans le caractère de la nation. Une polémique ardente, mensongère et passionnée, école de scandale et de licence, y produit des changemens graves et des altérations profondes; elle donne une fausse direction aux esprits, les remplit de préventions et de préjugés, les détourne des études sérieuses, nuit ainsi au progrès des arts et des sciences, excite parmi nous une fermentation toujours croissante, entretient, jusque dans le sein des familles, de funestes dissensions, et pourrait par degrés nous ramener à la barbarie. — Contre tant de maux enfantés par la presse périodique, la loi et la justice sont également réduites à confesser leur impuissance. — Il serait superflu de rechercher les causes qui ont atténué la répression et en ont fait insensiblement une arme inutile dans la main du pouvoir. Il nous suffit d'interroger l'expérience et de constater l'état présent des choses. — Les mœurs judiciaires se prêtent difficilement à une répression efficace. Cette vérité d'observation avait depuis long-temps frappé de bons esprits; elle a acquis nouvellement un caractère plus marqué d'évidence. Pour satisfaire aux besoins qui l'ont fait instituer, la répression aurait dû être prompte et forte; elle est restée lente, faible et à peu près nulle. Lorsqu'elle intervient, le dommage est commis; loin de le réparer, la punition y ajoute le scandale du débat. — La poursuite juridique se lasse, la presse séditieuse ne se lasse jamais. L'une s'arrête, parce qu'il y a trop à sévir, l'autre multiplie ses forces en multipliant ses délits. Dans des circonstances diverses, la poursuite a eu ses périodes d'activité ou de relâchement. Mais zèle ou tiédeur de la part du ministère public, qu'importe à la presse? Elle cherche dans le redoublement de ses excès la garantie de leur impunité. — L'insuffisance ou plutôt l'inutilité des précautions établies dans les lois en vigueur, est démontrée par les faits. Ce qui est également démontré par les faits, c'est que la sûreté publique est compromise par la licence de la presse. Il est temps, il est plus que temps d'en arrêter les ravages. — Entendez, sire, ce cri prolongé d'indignation et d'effroi qui part de tous les points de votre royaume. Les hommes paisibles, les gens de bien, les amis de l'ordre élèvent vers votre majesté des mains suppliantes. Tous lui demandent de les préserver du retour des calamités dont leurs pères ou eux-mêmes eurent tant à gémir. Ces alarmes sont trop réelles pour n'être pas écoutées, ces vœux sont trop légitimes pour n'être pas accueillis. — Il n'est qu'un seul moyen d'y satisfaire, c'est de rentrer dans la charte. Si les termes de l'article 8 sont ambigus, son esprit est manifeste. Il est certain que la charte n'a pas concédé la liberté des journaux et des écrits périodiques. Le droit de publier ses opinions personnelles n'implique sûrement pas le droit de publier, par voie d'entreprise, les opinions d'autrui. L'un est l'usage d'une

faculté que la loi a pu laisser libre ou soumettre à des restrictions, l'autre est une spéculation d'industrie qui, comme les autres et plus que les autres, suppose la surveillance de l'autorité publique. — Les intentions de la charte, à ce sujet, sont exactement expliquées dans la loi du 21 octobre 1814, qui en est en quelque sorte l'appendice; on peut d'autant moins en douter que cette loi fut présentée aux chambres le 5 juillet, c'est-à-dire un mois après la promulgation de la charte. En 1819, à l'époque même où un système contraire prévalut dans les chambres, il y fut hautement proclamé que la presse périodique n'était point régie par la disposition de l'article 8. Cette vérité est d'ailleurs attestée par les lois mêmes qui ont imposé aux journaux la condition d'un cautionnement. — Maintenant, sire, il ne reste plus qu'à se demander comment doit s'opérer ce retour à la charte et à la loi du 21 octobre 1814. La gravité des conjonctures présentes a résolu cette question. — Il ne faut pas s'abuser. Nous ne sommes plus dans les conditions ordinaires du gouvernement représentatif. Les principes sur lesquels il a été établi n'ont pu demeurer intacts, au milieu des vicissitudes politiques. Une démocratie turbulente, qui a pénétré jusque dans nos lois, tend à se substituer au pouvoir légitime. Elle dispose de la majorité des élections par le moyen de ses journaux et le concours d'affiliations nombreuses. Elle a paralysé, autant qu'il dépendait d'elle, l'exercice régulier de la plus essentielle prérogative de la couronne, celle de dissoudre la chambre élective. Par cela même, la constitution de l'état est ébranlée: votre majesté seule conserve la force de la rasseoir et de la raffermir sur ses bases. — Le droit, comme le devoir d'en assurer le maintien, est l'attribut inséparable de la souveraineté. Nul gouvernement sur la terre ne resterait debout s'il n'avait le droit de pourvoir à sa sûreté. Ce pouvoir est préexistant aux lois, parce qu'il est dans la nature des choses. Ce sont là, sire, des maximes qui ont pour elles et la sanction du temps et l'aveu de tous les publicistes de l'Europe. — Mais ces maximes ont une autre sanction plus positive encore, celle de la charte elle-même. L'article 14 a investi votre majesté d'un pouvoir suffisant, non sans doute pour changer nos institutions, mais pour les consolider et les rendre plus immuables. — D'impérieuses nécessités ne permettent plus de différer l'exercice de ce pouvoir suprême. Le moment est venu de recourir à des mesures qui rentrent dans l'esprit de la charte, mais qui sont en dehors de l'ordre légal, dont les ressources ont été inutilement épuisées. — Ces mesures, sire, vos ministres, qui doivent en assurer le succès, n'hésitent pas à vous les proposer, convaincus qu'ils sont que force restera à justice. — Nous sommes avec le plus profond respect, sire, de votre majesté les très humbles et très fidèles sujets,

Le président du conseil des ministres ,
Prince DE POLIGNAC.

Le garde des sceaux de France, ministre de la justice ,
CHANTELAUZE.

Le ministre secrétaire d'état de la marine et des colonies ,
Baron D'HAUSSEZ.

Le ministre secrétaire d'état de l'intérieur ,
Comte DE PEYRONNET.

Le ministre secrétaire d'état des finances ,
MONTBEL.

*Le ministre secrétaire d'état des affaires ecclésiastiques
et de l'instruction publique ,*
Comte DE GUERNON-RANVILLE.

Le ministre secrétaire d'état des travaux publics ,
Baron CAPELLE.

N° 420. = 25—25 juillet 1830. = **ORDONNANCE du roi qui suspend la liberté de la presse périodique et semi-périodique** (1). (VIII, Bull. CCCLXVII, n° 15135.)

Charles, . . . — Sur le rapport de notre conseil des ministres, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1^{er}. La liberté de la presse périodique est suspendue.

2. Les dispositions des articles 1^{er}, 2 et 9 du titre I^{er} de la loi du 21 octobre 1814 sont remises en vigueur. — En conséquence, nul journal et écrit périodique ou semi-périodique, établi ou à établir, sans distinction des matières qui y seront traitées, ne pourra paraître, soit à Paris, soit dans les départemens, qu'en vertu de l'autorisation qu'en auront obtenue de nous séparément les auteurs et l'imprimeur. — Cette autorisation devra être renouvelée tous les trois mois. — Elle pourra être révoquée.

3. L'autorisation pourra être provisoirement accordée et provisoirement retirée, par les préfets, aux journaux et ouvrages périodiques ou semi-périodiques publiés ou à publier dans les départemens.

4. Les journaux et écrits publiés en contravention à l'article 2 seront immédiatement saisis. — Les presses et caractères qui auront servi à leur impression seront placés dans un dépôt public et sous scellés, ou mis hors de service.

5. Nul écrit au dessous de vingt feuilles d'impression ne pourra paraître qu'avec l'autorisation de notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur, à Paris, et des préfets, dans les départemens. — Tout écrit de plus de vingt feuilles d'impression, qui ne constituera pas un même corps d'ouvrage, sera également soumis à la nécessité de l'autorisation. — Les écrits publiés sans autorisation seront immédiatement saisis. — Les presses et caractères qui auront servi à leur impression seront placés dans un dépôt public et sous scellés, ou mis hors de service.

6. Les mémoires sur procès et les mémoires des sociétés savantes ou littéraires sont soumis à l'autorisation préalable, s'ils traitent en tout ou en partie de matières politiques, cas auquel les mesures prescrites par l'article 5 leur seront applicables.

7. Toute disposition contraire aux présentes restera sans effet.

8. L'exécution de la présente ordonnance aura lieu en conformité de l'article 4 de l'ordonnance du 27 novembre 1816, et de ce qui est prescrit par celle du 18 janvier 1817.

9. Nos ministres secrétaires d'état sont chargés de l'exécution des présentes.

Donné à notre château de Saint-Cloud, le 25 juillet 1830, et de notre règne le sixième.

Signé CHARLES.

Le président du conseil des ministres, prince DE POLIGNAC.

Le garde des sceaux ministre secrétaire d'état de la justice, CHANTELAUZE.

Le ministre secrétaire d'état de la marine et des colonies, baron D'HAUSSEZ.

Le ministre secrétaire d'état des finances, MONTBEL.

Le ministre de l'intérieur, comte DE PEYRONNET.

Le ministre secrétaire d'état des affaires ecclésiastiques et de l'instruction publique, comte DE GUERNON-RANVILLE.

Le ministre secrétaire d'état des travaux publics, baron CAPELLE.

(1) Cette ordonnance et celles qui suivent ont amené la révolution de 1830. Elles n'ont plus qu'un intérêt purement historique.

N° 421. = 25—25 juillet 1830. = **ORDONNANCE du roi qui dissout la chambre des députés des départemens.** (VIII, Bull. CCCLXVII, n° 15136.)

Charles, ... — Vu l'article 50 de la charte constitutionnelle, — Étant informé des manœuvres qui ont été pratiquées sur plusieurs points de notre royaume pour tromper et égarer les électeurs pendant les dernières opérations des collèges électoraux, — Notre conseil entendu, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit : — La chambre des députés des départemens est dissoute.

N° 422. = 25—25 juillet 1830. = **ORDONNANCE du roi qui réforme, selon les principes de la charte constitutionnelle, les règles d'élection, et prescrit l'exécution de l'article 46 de la charte.** (VIII, Bull. CCCLXVII, n° 15137.)

Charles, ... — Ayant résolu de prévenir le retour des manœuvres qui ont exercé une influence pernicieuse sur les dernières opérations des collèges électoraux ; — Voulant en conséquence réformer, selon les principes de la charte constitutionnelle, les règles d'élection dont l'expérience a fait sentir les inconvéniens, — Nous avons reconnu la nécessité d'user du droit qui nous appartient de pourvoir, par des actes émanés de nous, à la sûreté de l'état et à la répression de toute entreprise attentatoire à la dignité de notre couronne ; — A ces causes, — Notre conseil entendu, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1^{er}. Conformément aux articles 15, 36 et 50 de la charte constitutionnelle, la chambre des députés ne se composera que de députés de département.

2. Le cens électoral et le cens d'éligibilité se composeront exclusivement des sommes pour lesquelles l'électeur ou l'éligible seront inscrits personnellement, en qualité de propriétaire ou d'usufruitier, aux rôles de l'imposition foncière et de l'imposition personnelle et mobilière.

3. Chaque département aura le nombre de députés qui lui est attribué par l'article 36 de la charte constitutionnelle.

4. Les députés seront élus et la chambre sera renouvelée dans la forme et pour le temps fixés par l'article 37 de la charte constitutionnelle.

5. Les collèges électoraux se diviseront en collèges d'arrondissement et collèges de département. — Sont toutefois exceptés les collèges électoraux des départemens auxquels il n'est attribué qu'un seul député.

6. Les collèges électoraux d'arrondissement se composeront de tous les électeurs dont le domicile politique sera établi dans l'arrondissement. — Les collèges électoraux de département se composeront du quart le plus imposé des électeurs du département.

7. La circonscription actuelle des collèges électoraux d'arrondissement est maintenue.

8. Chaque collège électoral d'arrondissement élira un nombre de candidats égal au nombre des députés du département.

9. Le collège d'arrondissement se divisera en autant de sections qu'il devra nommer de candidats. — Cette division s'opérera proportionnellement au nombre des sections et au nombre total des électeurs du collège, en ayant égard, autant qu'il sera possible, aux convenances des localités et du voisinage.

10. Les sections du collège électoral d'arrondissement pourront être assemblées dans des lieux différens.

11. Chaque section du collège électoral d'arrondissement élira un candidat, et procédera séparément.

12. Les présidens des sections du collège électoral d'arrondissement seront nommés, par les préfets, parmi les électeurs de l'arrondissement.

13. Le collège de département élira les députés. — La moitié des députés du département devra être choisie dans la liste générale des candidats proposés par les collèges d'arrondissement. — Néanmoins, si le nombre des députés du département est impair, le partage se fera sans réduction du droit réservé au collège du département.

14. Dans le cas où, par l'effet d'omissions, de nominations nulles, ou de doubles nominations, la liste de candidats proposée par les collèges d'arrondissement serait incomplète, si cette liste est réduite au dessous de la moitié du nombre exigé, le collège de département pourra élire un député de plus hors de la liste; si la liste est réduite au dessous du quart, le collège de département pourra élire, hors de la liste, la totalité des députés du département.

15. Les préfets, les sous-préfets et les officiers généraux commandant les divisions militaires et les départemens ne pourront être élus dans les départemens où ils exercent leurs fonctions.

16. La liste des électeurs sera arrêtée par le préfet en conseil de préfecture. Elle sera affichée cinq jours avant la réunion des collèges.

17. Les réclamations sur la faculté de voter auxquelles il n'aura pas été fait droit par les préfets seront jugées par la chambre des députés, en même temps qu'elle statuera sur la validité des opérations du collège.

18. Dans les collèges électoraux de département, les deux électeurs le plus âgés et les deux électeurs le plus imposés rempliront les fonctions de scrutateurs. — La même disposition sera observée dans les sections de collège d'arrondissement composées de plus de cinquante électeurs. — Dans les autres sections de collège, les fonctions de scrutateur seront remplies par le plus âgé et par le plus imposé des électeurs. — Le secrétaire sera nommé dans les collèges et sections de collège par le président et les scrutateurs.

19. Nul ne sera admis dans le collège ou section de collège, s'il n'est inscrit sur la liste des électeurs qui en doivent faire partie. Cette liste sera remise au président et restera affichée dans le lieu des séances du collège pendant la durée de ses opérations.

20. Toute discussion et toute délibération quelconques seront interdites dans le sein des collèges électoraux.

21. La police du collège appartient au président. Aucune force armée ne pourra, sans sa demande, être placée auprès du lieu des séances. Les commandans militaires seront tenus d'obtempérer à ses réquisitions.

22. Les nominations seront faites dans les collèges et sections de collège à la majorité absolue des votes exprimés. — Néanmoins, si les nominations ne sont pas terminées après deux tours de scrutin, le bureau arrêtera la liste des personnes qui auront obtenu le plus de suffrages au deuxième tour. Elle contiendra un nombre de noms double de celui des nominations qui resteront à faire. Au troisième tour, les suffrages ne pourront être donnés qu'aux personnes inscrites sur cette liste, et la nomination sera faite à la majorité relative.

23. Les électeurs voteront par bulletins de liste. Chaque bulletin contiendra autant de noms qu'il y aura de nominations à faire.

24. Les électeurs écriront leur vote sur le bureau, ou l'y feront écrire par l'un des scrutateurs.

25. Le nom, la qualification et le domicile de chaque électeur qui déposera son bulletin, seront inscrits par le secrétaire sur une liste destinée à constater le nombre des votans.

26. Chaque scrutin restera ouvert pendant six heures, et sera dépouillé séance tenante.

27. Il sera dressé un procès-verbal pour chaque séance : ce procès-verbal sera signé par tous les membres du bureau.

28. Conformément à l'article 46 de la charte constitutionnelle, aucun amendement ne pourra être fait à une loi, dans la chambre, s'il n'a été proposé ou consenti par nous, et s'il n'a été renvoyé et discuté dans les bureaux.

29. Toutes dispositions contraires à la présente ordonnance resteront sans effet.

30. Nos ministres secrétaires d'état sont chargés de l'exécution de la présente ordonnance.

Donné à Saint-Cloud, le 25^e jour du mois de juillet de l'an de grace 1830, et de notre règne le sixième.

Signé CHARLES.

Le président du conseil des ministres,

Prince DE POLIGNAC.

Le garde des sceaux ministre de la justice,

CHANTELAUZE.

Le ministre de la marine et des colonies,

Baron D'HAUSSEZ.

Le ministre de l'intérieur,

Comte DE PEYRONNET.

Le ministre des finances,

MONTBEL.

Le ministre des affaires ecclésiastiques et de l'instruction publique,

Comte DE GUERNON-RANVILLE.

Le ministre des travaux publics,

CAPELLE.

N^o 423. = 25—25 juillet 1830. = **ORDONNANCE** du roi qui convoque les collèges électoraux d'arrondissement pour le 6 septembre suivant, les collèges de département pour le 13, et la chambre des pairs et celle des députés pour le 28 du même mois. (VIII, Bull. CCCLXVII, n^o 15138.)

N^o 424. = 25—25 juillet 1830. = **ORDONNANCE** du roi portant nomination de plusieurs conseillers d'état et maîtres des requêtes en service ordinaire et extraordinaire, et qui autorise deux ministres d'état et cinq conseillers d'état en service extraordinaire à participer aux délibérations du conseil d'état. (VIII, Bull. CCCLXVII, n^o 15139.)

N^o 425. = 25 (1) juillet 1830—10 janvier 1831. = **ORDONNANCE** du roi qui charge le maréchal duc de Raguse du commandement supérieur des troupes de la première division militaire. (IX, ordonn., Bull. XXXII, n^o 651.)

(1) Dans les débats du procès des ex-ministres de Charles X devant la cour des pairs, la date de cette pièce a été contestée : on a prétendu qu'elle était du 26 ou même du 27 juillet. (*Note du Bulletin des lois.*)

N° 426. = 27 juillet—1^{er} août 1830. = **PROTESTATION** *des députés résidant à Paris contre les ordonnances du 25—25 juillet 1830.* (IX, Bull. 1, n° 1^{er}.)

N° 427. = 28 juillet—2 août 1830. = **ORDONNANCE** *du roi qui met la ville de Paris en état de siège.* (VIII, Bull. CCCLXVIII, n° 15199.)

Charles, . . . — Vu les articles 53, 161, 102 et 103 du décret du 24 décembre 1811 ; — Considérant qu'une sédition intérieure a troublé dans la journée du 27 de ce mois la tranquillité de la ville de Paris ; — Notre conseil entendu, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1^{er}. La ville de Paris est mise en état de siège.

2. Cette disposition sera publiée et exécutée immédiatement.

N° 428. = 29 juillet—1^{er} août 1830. = **ACTE** *des députés réunis à Paris qui institue un gouvernement provisoire.* (IX, Bull. 1, n° 2.)

N° 429. = 29 juillet 1830—10 janvier 1831. = **ORDONNANCE** *du roi qui nomme M. le duc de Mortemart président du conseil des ministres et ministre des affaires étrangères.* (IX, ordonn., Bull. XXXII, n° 652.)

N° 430. = 29 juillet 1830—10 janvier 1831. = **ORDONNANCE** *du roi qui nomme M. Casimir Périer ministre des finances.* (IX, ordonn., Bull. XXXII, n° 653.)

N° 431. = 29 juillet 1830—10 janvier 1831. = **ORDONNANCE** *du roi qui nomme le lieutenant-général Gérard ministre de la guerre.* (IX, ordonn., Bull. XXXII, n° 654.)

N° 432. = 29 juillet 1830—10 janvier 1831. = **ORDONNANCE** *du roi qui révoque les ordonnances du 25—25 juillet relatives à la liberté de la presse, aux élections et à la dissolution de la chambre, et fixe l'ouverture de la session au 3 août.* (IX, ordonn., Bull. XXXII, n° 655.)

Charles, . . . — Sur le rapport du président de notre conseil des ministres, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1^{er}. Les ordonnances du 25 juillet relatives à la suspension de la liberté de la presse, aux nouvelles élections, à la convocation des chambres, et aux nominations faites dans notre conseil d'état, sont rapportées.

2. La session de la chambre des pairs et de la chambre des députés s'ouvrira le 3 août prochain.

FIN, DE LA RESTAURATION.

ACTES OMIS A LEUR DATE.

11—26 février 1790. = **DÉCRET** *relatif aux délibérations des assemblées représentatives municipales et administratives* (1). (B., II, n° 101.)

Toutes les délibérations des assemblées représentatives municipales et administratives seront rédigées et signées, assemblées ou conseils tenant, et contiendront les noms de tous les délibérans.

5—11 février 1791. = **DÉCRET** *qui règle la forme et la durée des baux faits ou à faire par les corps, maisons ou communautés, tant ecclésiastiques que laïques, auxquels l'administration de leurs biens a été provisoirement conservée* (2). (B., XI, 129.)

Art. 1^{er}. Les corps, maisons, communautés et établissemens publics, tant ecclésiastiques que laïques, conservés, et auxquels l'administration de leurs biens a été laissée provisoirement, ne pourront faire des baux pour une durée excédant neuf années, à peine de nullité. Tous ceux faits pour une plus longue durée, à compter du 2 novembre 1789, dans quelque forme qu'ils aient été passés, sont déclarés nuls et de nul effet.

2. Les baux autorisés par l'article ci-dessus ne pourront, à peine de nullité, être passés qu'en présence d'un membre du directoire du district dans les lieux où se trouveront fixés lesdits établissemens, ou d'un membre du corps municipal dans les lieux où il n'y aura pas d'administration de district. Les formalités prescrites par l'article 13 du titre II du décret du 28 octobre, sanctionné le 5 novembre dernier, seront observées pour la passation desdits baux, aussi à peine de nullité.

4—7 mars 1793. = **DÉCRET** *qui règle les formes à suivre pour contraindre les entrepreneurs et fournisseurs qui ont passé des marchés avec les agens de l'état, à exécuter leurs engagemens* (3). (B., XXVIII, 342.)

Art. 1^{er}. Les entrepreneurs, marchands, ouvriers et fournisseurs qui ont passé des marchés avec les ministres ou autres agens de la république, et qui n'ont point rempli leurs engagemens, seront poursuivis devant le tribunal de leur domicile.

2. Les ministres adresseront à cet effet, aux commissaires de la trésorerie

(1) Voyez, sur les assemblées administratives, la note qui accompagne le titre du décret du 22 décembre 1789—janvier 1790.

(2) Voyez l'arrêté du 7 germinal an 9 (28 mars 1801), qui prescrit les formes à suivre pour consentir des baux à longues années des biens ruraux appartenant aux hospices, aux établissemens d'instruction publique et aux communautés d'habitans, et les notes qui accompagnent cet arrêté.

Voyez aussi la loi du 25—30 mai 1835, qui dispose que les communes, hospices et tous autres établissemens publics pourront affermer leurs biens ruraux pour dix-huit années et au dessous, sans autres formalités que celles prescrites pour les baux de neuf années.

(3) Les dispositions des lois des 28 octobre—5 novembre 1790 et 4 mars 1793, n'ont point été abrogées par le Code civil. Cass., 12 janvier 1835, Sir., XXXV, 1, 11.

nationale, les marchés non exécutés et l'état des sommes à recouvrer résultant des avances qui auraient été faites aux entrepreneurs et fournisseurs. Les commissaires de la trésorerie feront passer ces pièces au procureur-général-syndic du département du domicile des entrepreneurs, lequel sera tenu, sous sa responsabilité, de faire, contre lesdits entrepreneurs et leurs cautions, toutes poursuites nécessaires, et d'en rendre compte aux commissaires de la trésorerie. Les fonds provenant des rentrées seront versés à la caisse du receveur de district, qui en comptera au trésor public.

3. Quoique les marchés soient passés par des actes sous signatures privées, la nation aura néanmoins hypothèque sur les immeubles appartenant aux fournisseurs et à leurs cautions, à compter du jour où les ministres auront accepté les marchés.

4. En cas d'insolvabilité des entrepreneurs ou fournisseurs et de leurs cautions, les ministres seront responsables des avances qu'ils auront faites ou ordonnées, et les commissaires de la trésorerie en rendront compte à la convention nationale.

3—5 juin 1793. = DÉCRET *relatif aux citoyens appelés à remplir les fonctions de juré d'accusation.* (B., XXXI, 10.)

Art. 1^{er}. Les citoyens appelés à remplir les fonctions de juré d'accusation, seront tenus de mettre au bas de l'acte l'une des trois formules indiquées par les articles 22 et 24 du titre I^{er} de la seconde partie du décret du 16—29 septembre 1791.

2. En cas de contravention, le directeur du jury ne recevra point leur déclaration : il en réfèrera au tribunal, lequel, après avoir entendu le commissaire national, prononcera la nullité des déclarations, procès-verbaux, et autres actes que les jurés auraient pu dresser.

3. Le tribunal ordonnera, en outre, que les jurés se rassembleront de nouveau, et procéderont, sans désespérer, à *forme de loi*.

4. En cas de refus ou de résistance de la part des jurés, ils seront condamnés à une amende qui ne pourra être moindre de cent livres, et plus forte de cinq cents livres pour chacun d'eux, sans préjudice des poursuites criminelles dans les cas prévus par le Code pénal.

16 nivose an 2 (5 janvier 1794). = DÉCRET *relatif aux pensions à accorder aux officiers militaires d'administration et employés de la marine.* (B., XXXVIII, 116.)

La convention nationale, sur le rapport d'un de ses membres, fait au nom de ses comités de liquidation, des finances et de la marine, décrète ce qui suit :

Art. 1^{er}. La convention nationale rapporte les articles 3 et 4 du décret du 7 août 1793.

2. Le ministre de la marine remettra dans le mois, à dater de la réception du présent décret, au comité de liquidation, les états motivés des pensions à accorder aux officiers militaires, officiers d'administration, commis et employés de la marine, ainsi qu'aux commis du département de son ministère, supprimés depuis le 1^{er} janvier 1791, et dont la fixation doit avoir lieu d'après le mode prescrit par les lois des 22 août 1790 et 31 juillet 1791, qui leur est respectivement applicable.

3. Le comité de liquidation vérifiera sans délai ces états, et en présentera le résultat à la convention nationale, pour être par elle statué ce qu'il appartiendra.

4. Les pensions commenceront à courir du 1^{er} janvier 1793.

5. Le présent décret sera envoyé dans le jour au ministre de la marine.

4—14 germinal an 11 (25 mars—4 avril 1803). = *LOI relative aux crédits ouverts pour les dépenses des années 5, 6 et suivantes, et à la fixation des contributions de l'an 12* (1). (III, Bull. CCLXIV, n° 2571.)

TITRE VI. — Fixation des contributions de l'an 12.

Art. 19. La contribution des portes et fenêtres est fixée, pour l'an 12, en principal, à la somme de seize millions. — Les propriétaires des manufactures ne seront taxés que pour les fenêtres de leurs habitations personnelles et de celles de leurs concierges et commis. En cas de difficultés sur ce que l'on doit considérer comme manufactures, il y sera statué par le conseil de préfecture (2).

8 fructidor an 13 (26 août 1805). = *DÉCRET relatif à la levée de la conscription de l'an 14* (3). (IV, Bull. LIV, n° 887.)

TITRE IX. — Des arrangemens de gré à gré, des substitutions et des remplacements.

58. Les suppléans qui ne rejoindront pas, ou qui désertent après avoir rejoint, seront dénoncés par le commandant du corps pour lequel ils étaient destinés ou dont ils faisaient partie, pour être traduits devant un conseil de guerre spécial, et condamnés, par ledit conseil, à cinq ans de la peine du boulet, sans que leurs père et mère soient solidaires de l'amende qui fera partie de la condamnation (4)....

TITRE X. — Des peines pour les malversations commises dans les opérations relatives à la conscription.

60. Conformément à la loi du 28 nivose an 7, tout docteur en médecine ou en chirurgie, tout officier de santé, tout agent de l'administration civile, tout officier ou sous-officier de l'armée, convaincus d'avoir attesté à faux

(1) Nous ne reproduisons de cette loi que l'article 19, qui concerne la contribution des portes et fenêtres, et le seul applicable aujourd'hui.

(2) On entend par manufactures ou fabriques tous les établissemens industriels désignés à l'article 64 de la loi du 25 mars 1817, comprenant plusieurs ateliers, et réunissant un grand nombre d'ouvriers travaillant pour le compte du manufacturier ou du fabricant. — Dans ces établissemens, on ne doit imposer que les portes et fenêtres des appartemens servant de logement aux manufacturiers ou fabricans, commis et ouvriers; toutes les autres ouvertures sont exemptes de la taxe. (*Instruction du ministre des finances du 30 mars 1831.*)

Les ouvertures des locaux servant au logement des ouvriers dans les manufactures sont imposables. Arr. du cons., 25 octobre 1833, Mac., 2^e série, III, 579.

(3) L'art. 25 de la loi du 10—12 mars 1818 et l'art. 50 de la loi du 21—23 mars 1832 ont abrogé toutes les dispositions des lois, ordonnances, réglemens ou instructions concernant les anciens modes de recrutement de l'armée; et cette abrogation comprend nécessairement le décret du 8 fructidor an 13, qui est relatif à un mode aboli par la charte de 1814.

Cependant nous avons cru devoir rapporter deux dispositions pénales de ce décret, sur l'abrogation desquelles il peut exister quelque incertitude.

(4) Une ordonnance du 27 décembre 1826—1^{er} janvier 1827 porte que le présent article n'a pas cessé d'être applicable aux suppléans et remplaçans qui n'auraient pas rejoint ou qui auraient déserté après avoir rejoint.

Cependant, le deuxième conseil de guerre de Lyon a jugé, en 1828 (*Gazette des tribunaux du 9 novembre 1828*), contrairement à cette ordonnance, que le décret du 8 fructidor an 13 était abrogé, et qu'en conséquence on ne devait appliquer au déserteur remplaçant que la même peine qu'à tout autre déserteur, aux termes de l'art. 72 du décret du 19 vendémiaire an 12.

des infirmités ou des incapacités, ou d'avoir, à raison de leurs visites ou fonctions, reçu des présens ou gratifications, soit avant, soit après, seront punis, par voie de police correctionnelle, d'une peine qui ne pourra être moindre d'une année d'emprisonnement, ni excéder deux ans; et, en outre, d'une amende qui ne pourra être moindre de trois cents francs, ni excéder mille francs. Ils seront en outre poursuivis, s'il y a lieu, pour le remboursement, en faveur des hôpitaux, des présens ou gratifications qu'ils auront reçus.

26 fructidor an 13 (13 septembre 1805). = *AVIS du conseil d'état sur le remboursement des frais de procédure dans le cas de mort du condamné avant l'exécution* (1). (IV, Bull. LVIII, n° 1052.)

Le conseil d'état, sur le renvoi qui lui a été fait par sa majesté l'empereur et roi d'un rapport du grand-juge ministre de la justice, tendant à savoir si, lorsqu'un condamné meurt avant l'exécution, et, par conséquent, dans l'intégrité de l'état civil, la condamnation au remboursement des frais de procédure est exécutoire contre les héritiers, au profit du fisc; — Vu le jugement rendu le 19 germinal an 12, par le tribunal spécial du département de la Meuse, séant à Saint-Mihiel, qui décharge la veuve et les héritiers de *Pierre Fournel* du remboursement des frais auxquels il avait été condamné; — Vu le rapport adopté au conseil d'administration de l'enregistrement et des domaines, le 3 floréal an 13, tendant à faire demander l'annulation de ce jugement, comme contraire à la loi du 18 germinal an 7, ou rendu sur des motifs qui en éludent l'exécution; — Après avoir entendu la section de législation, — Considérant que la loi du 18 germinal an 7 fut respectée par le jugement du 20 thermidor an 10, qui, en condamnant *Pierre Fournel* aux fers, le condamne en même temps au remboursement des frais de la procédure; — Qu'il est vrai que le jugement qui en a déchargé sa veuve et ses héritiers a été rendu sur de mauvais motifs; — Que, de ce que *Pierre Fournel* est décédé sans avoir été frappé de mort civile, il ne s'ensuit nullement que sa condamnation ait été annulée; — Que le décès du contumax, dans les cinq ans de la contumace, qui éteint le jugement, parce qu'on présume que le contumax, s'il eût été entendu, se serait justifié, a été mal à-propos confondu avec le décès d'un accusé condamné contradictoirement; que sa mort naturelle, avant l'exécution, empêche qu'il ne soit frappé de mort civile, parce que la mort civile est la suite de l'exécution corporelle qui est devenue impossible, mais que la condamnation n'est point anéantie dans ce cas, et en tout ce qui est susceptible d'exécution; — Qu'il est de principe que la mort avant le jugement éteint l'action criminelle, qu'après le jugement contradictoire elle affranchit le condamné de la peine; mais que, dans les deux cas, elle laisse subsister l'action et les adjudications civiles; — Que mal-à-propos on a supposé que la condamnation n'était pas définitive, parce que l'arrêt de la cour de cassation, rendu sur la compétence le 17 thermidor, n'était pas connu à Saint-Mihiel le 20, jour de la mort de *Fournel*. En

(1) Nous avons cru devoir rapporter en entier cet avis du conseil d'état que nous n'avions indiqué que par sa date.

La cour de cassation a jugé, par deux arrêts des 21 juillet 1834 (SIR., XXXV, 1, 75) et 3 mars 1836 (SIR., XXXVI, 1, 193), que la mort d'un condamné, avant qu'il ait été statué sur son pourvoi en cassation, n'a pas seulement pour effet de soustraire le condamné à la peine, mais qu'elle affranchit aussi sa succession de la condamnation aux frais envers le fisc, accessoire de la condamnation pénale.

effet, 1^o il était rendu ; 2 quand il ne l'aurait pas été, l'examen que la cour de cassation fait de la compétence des tribunaux spéciaux n'est point suspensif ; le jugement que le tribunal spécial rend pendant cet examen est définitif ; l'arrêt de compétence ne le confirme point directement, et l'arrêt d'incompétence en serait résiliatoire ; or, la résiliation ou révocation suppose que le contrat ou le jugement est définitif ;—Que mal-à-propos on a regardé le remboursement des frais comme l'équivalent de la confiscation, laquelle, ainsi que la mort civile, n'est que la suite de l'exécution ; que le remboursement des frais n'est qu'une indemnité accordée au fisc, aux dépens duquel se font les poursuites, et qui a les mêmes droits que les plaignans ou accusateurs privés ;—Mais qu'il ne s'ensuit pas, de ce que le tribunal a mal jugé, qu'il y ait lieu à l'annulation de son jugement ;—Que, si l'on pouvait regarder la mauvaise conséquence qu'il a tirée de l'article 26 du Code civil, comme une fausse application donnant ouverture à cassation, ce serait à la cour de cassation et non au conseil d'état qu'il faudrait recourir ; — Que si l'on a été arrêté par la qualité du tribunal spécial, qui juge sans recours en cassation, cette prérogative ne donnerait pas compétence au conseil d'état qui ne connaît des jugemens que pour défendre l'autorité administrative, lorsqu'il y a empiétement de la part de l'autorité judiciaire ; — Qu'il se présente pourtant une question, savoir : si le tribunal spécial, dont la compétence est restreinte à la connaissance de certains crimes, et ne s'étend qu'accessoirement à l'adjudication des frais, peut, quand il a définitivement prononcé, connaître des contestations civiles qui s'élèvent sur l'exécution de son jugement ; s'il n'aurait pas dû renvoyer la demande de la veuve et des héritiers *Fournel* aux tribunaux ordinaires, qui auraient jugé quel était l'effet du titre donné au domaine contre la succession de *Fournel*, et si la mort, après le jugement contradictoire et avant l'exécution éteignait les adjudications civiles ; — Mais que la question, s'il était dans les pouvoirs du tribunal spécial de prononcer entre les héritiers *Fournel* et le domaine, est éminemment du ressort de la cour de cassation, — Est d'avis que l'administration du domaine doit être renvoyée à se pourvoir, s'il y a lieu, à la cour de cassation, et que, si le délai en est passé, le grand-juge ministre de la justice examinera si, pour l'intérêt de la loi, il devra charger le procureur général impérial de se pourvoir.

FIN.

TABLE DES MATIÈRES.

Le second chiffre indique, selon la nature des actes, la date de la promulgation ou celle de la publication.

1828.

- | | |
|---|--|
| <p>N° 1^{er}. — 1^{er}—15 octobre. — Ordonnance du roi portant qu'il sera établi à Ajaccio une commission chargée des fonctions attribuées aux conseils académiques par l'article 18 de l'ordonnance du 21 avril 1828. 1</p> <p>N° 2. — 1^{er}—15 octobre. — Ordonnance du roi qui réunit les hospices de Gex et de Tougin. 1</p> <p>N° 3. — 5—29 octobre. — Ordonnance du roi qui crée une chambre de commerce à Mulhausen. 1</p> <p>N° 4. — 5 octobre—25 novembre. — Ordonnance du roi portant autorisation de la société anonyme formée à Paris sous la dénomination de l'Union¹, compagnie d'assurance contre l'incendie. 1</p> <p>N° 5. — 12—29 octobre. — Ordonnance du roi qui règle les formalités à remplir pour le maintien et la validité des inscriptions hypothécaires qui existent sur des biens situés dans des communes cédées à la France par la Bavière. 2</p> <p>N° 6. — 12 octobre—1^{er} novembre. — Ordonnance du roi relative à la construction d'un pont sur la Garonne à Miramont. 2</p> <p>N° 7. — 12 octobre—1^{er} novembre. — Ordonnance du roi qui autorise à rendre la Drôme navigable depuis la Roche-Chalais jusqu'à son embouchure dans l'Isle. 3</p> <p>N° 8. — 12 octobre 1828—21 juillet 1829. — Ordonnance du roi portant application du Code d'instruction criminelle aux îles de la Martinique, de la Guadeloupe et dépendances. 3</p> <p>N° 9. — 15 octobre—1^{er} novembre. — Ordonnance du roi qui approuve un nouveau tarif des frais d'affinage qui seront perçus aux changes des hôtels des monnaies sur les matières d'or et d'argent au dessous du titre monétaire. 66</p> | <p>N° 10. — 15 octobre—25 novembre. — Ordonnance du roi concernant le mont-de-piété de Tarascon. 67</p> <p>N° 11. — 19 octobre—1^{er} novembre. — Ordonnance du roi relative à la construction d'un pont suspendu sur la Garonne à Langon. 67</p> <p>N° 12. — 19 octobre 1828—31 juillet 1829. — Ordonnance du roi sur le mode de procéder en matière civile aux îles de la Martinique, de la Guadeloupe et dépendances. 67</p> <p>N° 13. — 26 octobre—24 décembre. — Ordonnance du roi relative à la justice de paix établie dans la partie française de l'île de Saint-Martin. 80</p> <p>N° 14. — 29 octobre—25 novembre. — Ordonnance du roi relative à la longueur des moyeux de charrette, voiture de roulage, etc. 82</p> <p>N° 15. — 29 octobre—25 novembre. — Ordonnance du roi relative à la concession d'un droit de péage sur le pont du Port-Jouet. 83</p> <p>N° 16. — 29 octobre 1828—25 août 1829. — Ordonnance du roi portant application du Code pénal aux îles de la Martinique, de la Guadeloupe et dépendances. 83</p> <p>N° 17. — 2—25 novembre. — Ordonnance du roi portant répartition du crédit accordé par la loi du 17 août 1828 pour les dépenses ordinaires du ministère de la guerre pendant l'exercice 1829. 141</p> <p>N° 18. — 2 novembre. — Rapport au roi sur les moyens d'assurer l'avenir des officiers en non-activité qui ne sont pas susceptibles d'obtenir la pension de retraite. 141</p> <p>N° 19. — 2—25 novembre. — Ordonnance du roi tendant à assurer l'avenir des officiers en non-activité qui ne seront pas susceptibles d'obtenir la pen-</p> |
|---|--|

- sion de retraite. 141
- N° 20. — 2 novembre 1828—27 décembre 1852. — Ordonnance du roi relative à la bibliothèque royale. 142
- N° 21. — 5—25 novembre. — Ordonnance du roi concernant l'organisation du conseil d'état. 142
- N° 22. — 5 novembre — 1^{er} décembre. — Ordonnance du roi portant que la ville de Molsheim continuera d'avoir un abattoir public. 145
- N° 23. — 5 novembre—1^{er} décembre. — Ordonnance du roi qui autorise la ville de Luxeuil à établir un abattoir public. 145
- N° 24. — 5 novembre—1^{er} décembre. — Ordonnance du roi qui modifie le tarif du péage établi sur le pont suspendu de Jarnac. 145
- N° 25. — 9—25 novembre. — Ordonnance du roi qui fixe définitivement le nombre des avoués de la cour royale de Poitiers, et celui des huissiers du tribunal de première instance séant à Rochefort. 145
- N° 26. — 12—25 novembre. — Ordonnance du roi qui autorise les membres des conseils de prud'hommes à porter une marque distinctive dans l'exercice de leurs fonctions. 145
- N° 27. — 12—25 novembre. — Ordonnance du roi contenant le tableau des conseillers d'état et maîtres des requêtes. 145
- N° 28. — 12—25 novembre. — Ordonnance du roi qui crée une commission administrative des haras, etc. 145
- N° 29. — 15 novembre—17 décembre. — Délibération de la commission des monnaies, contenant une nouvelle rédaction du tarif des frais d'affinage qui seront perçus aux changes des monnaies. 146
- N° 30. — 16—25 novembre. — Ordonnance du roi qui supprime la place de directeur de l'instruction publique. 147
- N° 31. — 16 novembre—1^{er} décembre. — Ordonnance du roi portant répartition du crédit accordé par la loi du 17 août 1828, pour les dépenses ordinaires du ministère de la marine, pendant l'exercice 1829. 147
- N° 32. — 16 novembre—1^{er} décembre. — Ordonnance du roi qui supprime la place de directeur des affaires ecclésiastiques. 147
- N° 33. — 16 novembre 1828—7 janvier 1829. — Ordonnance du roi relative au traitement des gouverneurs des divisions militaires. 147
- N° 34. — 16 novembre 1828—27 février 1829. — Ordonnance du roi portant autorisation de la société anonyme formée à Nantes, sous la dénomination d'Entreprise de navigation accélérée sur la Loire et affluens, au moyen de la vapeur. 147
- N° 35. — 19 novembre—1^{er} décembre. — Ordonnance du roi portant répartition du crédit accordé par la loi du 17 août 1828, pour les dépenses du ministère de l'intérieur pendant l'exercice 1829. 147
- N° 36. — 19 novembre—1^{er} décembre. — Ordonnance du roi portant qu'il sera formé du produit des cinq centimes de non-valeurs des redevances fixe et proportionnelle sur les mines, un fonds commun dont la distribution sera faite entre les départemens où ces mines existent. 147
- N° 37. — 19 novembre 1828—27 février 1829. — Ordonnance du roi qui approuve les statuts supplémentaires proposés par les administrateurs de l'agence générale de placemens sur les fonds publics. 148
- N° 38. — 26 novembre—17 décembre. — Ordonnance du roi portant répartition d'élèves ecclésiastiques entre les diocèses dont les écoles secondaires ont été autorisées. 148
- N° 39. — 26 novembre — 17 décembre. — Ordonnance du roi relative à l'expédition des affaires d'indemnité introduites par le ministre des finances à la commission de liquidation établie en vertu de la loi du 27 avril 1825. 149
- N° 40. — 26 novembre 1828—11 février 1829. — Ordonnance du roi portant répartition du crédit accordé par la loi du 17 août 1828 pour les dépenses de l'instruction publique pendant l'exercice 1829. 149
- N° 41. — 3—17 décembre. — Ordonnance du roi portant répartition du crédit accordé par la loi du 17 août 1828 pour les dépenses du ministère de la justice, pendant l'exercice 1829. 149
- N° 42. — 3—20 décembre. — Ordonnance du roi portant répartition du montant des crédits spéciaux accordés par les lois des 17 et 20 août 1828, pour les dépenses du ministère des affaires ecclésiastiques, pendant l'exercice 1829. 149
- N° 43. — 7—17 décembre. — Ordonnance du roi portant convocation des

- deux chambres. 149
- N° 44. — 7—17 décembre. — Ordonnance du roi portant convocation de plusieurs collèges électoraux. 149
- N° 45. — 14—20 décembre. — Ordonnance du roi portant répartition du crédit ouvert par la loi du 17 août 1828 pour les dépenses des divers services du ministère des finances pendant l'exercice 1829. 149
- N° 46. — 14—31 décembre. — Ordonnance du roi portant répartition du crédit accordé par la loi du 17 août 1828 pour les dépenses ordinaires du département des affaires étrangères, pendant l'exercice 1829. 149
- N° 47. — 14 décembre 1828—30 janvier 1829. — Ordonnance du roi portant augmentation, dans les différens grades, du nombre des officiers du corps royal de la marine. 149
- N° 48. — 17 décembre 1828—1^{er} janvier 1829. — Ordonnance du roi qui répartit entre les différens départemens du royaume le montant de la contribution supplémentaire établie pour 1829 sur les bois des communes et des établissemens publics. 150
- N° 49. — 17 décembre 1828—3 avril 1829. — Ordonnance du roi sur le service des ports, en exécution de l'ordonnance du 27 décembre 1826. 150
- N° 50. — 17 décembre. — Ordonnance du roi sur le traitement des officiers revêtus d'emplois civils. 165
- N° 51. — 21—30 décembre. — Ordonnance du roi portant répartition du crédit accordé par la loi du 17 août 1828, pour les dépenses ordinaires du ministère du commerce et des manufactures, pendant l'exercice 1829. 165
- N° 52. — 21—31 décembre. — Ordonnance du roi portant fixation du prix des poudres qui seront livrées en 1829 aux départemens de la guerre, de la marine et des finances. 165
- N° 53. — 21 décembre 1828—7 janvier 1829. — Ordonnance du roi portant que la direction, l'administration et la comptabilité de tous les services militaires dans les colonies ressortiront exclusivement au département de la marine et des colonies. 165
- N° 54. — 21 décembre 1828—5 avril 1851. — Ordonnance du roi concernant l'organisation de l'ordre judiciaire et l'administration de la justice à la Guiane française. 164
- N° 55. — 24 décembre 1828—14 janvier 1829. — Ordonnance du roi qui fixe le nombre des membres de l'académie royale des inscriptions et belles-lettres, etc. 195
- N° 56. — 28 décembre 1828—7 janvier 1829. — Ordonnance du roi relative à la commission mixte des travaux publics. 194
- N° 57. — 28 décembre 1828—7 janvier 1829. — Ordonnance du roi qui fixe définitivement le nombre des avoués près la cour royale d'Agen. 195
- N° 58. — 28 décembre 1828—14 janvier 1829. — Ordonnance du roi qui fixe les points de sortie pour les boissons expédiées à l'étranger par la voie de terre. 195
- N° 59. — 31 décembre 1828—30 janvier 1829. — Ordonnance du roi qui prescrit la publication du traité concernant les rapports de voisinage, de justice et de police conclu avec les états de la confédération helvétique. 196
- N° 60. — 31 décembre. — Rapport au roi sur l'établissement de l'enregistrement à la Martinique, à la Guadeloupe et ses dépendances, et à la Guiane française. 199
- N° 61. — 31 décembre 1828—28 août 1829. — Ordonnance du roi portant établissement de l'enregistrement à la Martinique, à la Guadeloupe et ses dépendances, et à la Guiane française. 199

1829.

- N° 62. — 4—30 janvier. — Ordonnance du roi relative aux candidats présentés par les évêques diocésains pour les concours ouverts dans les facultés de théologie, et aux juges-adjoints de ces concours. 244
- N° 63. — 11—30 janvier. — Ordonnance du roi qui établit un mode nouveau de service pour les lettres arrivant à Paris. 245
- N° 64. — 11—30 janvier. — Ordonnance du roi qui prescrit la publication de bulles d'institution canonique. 245
- N° 65. — 14 janvier—1^{er} février. — Ordonnances du roi relatives à l'abattoir public de Ribeauvillé et à celui de Vinça. 246

- N° 66. — 18 janvier—11 février. — Ordonnance du roi qui détermine un mode pour la nomination aux demi-bourses créées dans les écoles secondaires ecclésiastiques. 246
- N° 67. — 21 janvier—11 février. — Ordonnance du roi relative à la répartition des bourses entretenues aux frais du gouvernement dans les collèges royaux. 246
- N° 68. — 25 janvier—1^{er} février. — Ordonnance du roi contenant règlement des frais d'administration des préfectures. 247
- N° 69. — 27 janvier—11 février. — Ordonnance du roi qui fixe définitivement le nombre d'élèves accordé aux écoles secondaires ecclésiastiques. 247
- N° 70. — 27 janvier. — Discours du roi à l'ouverture de la session de 1829. 247
- N° 71. — 1^{er}—11 février. — Ordonnance du roi qui appelle soixante mille hommes sur la classe de 1828. 247
- N° 72. — 4—25 février. — Ordonnance du roi qui rapporte l'article 1^{er} du décret du 29 mai 1808, concernant la navigation de la Sèvre. 247
- N° 73. — 8—16 février. — Ordonnance du roi concernant le traitement de réforme des officiers. 247
- N° 74. — 8—23 février. — Ordonnance du roi portant que le compte des deniers provenant de la taxe sur les brevets d'invention sera à l'avenir présenté au jugement de la cour des comptes par un comptable d'ordre. 248
- N° 75. — 8 février—3 avril. — Ordonnance du roi portant règlement concernant les officiers d'administration de la marine. 248
- N° 76. — 11—25 février. — Ordonnance du roi qui autorise la prise de possession, par la chambre de commerce de Calais, de diverses propriétés acquises pour le compte du commerce de cette ville. 254
- N° 77. — 11 février—1^{er} mars. — Ordonnance du roi qui autorise l'exécution des travaux nécessaires pour l'ouverture du canal de l'Essonne. 254
- N° 78. — 11 février—1^{er} mars. — Ordonnance du roi relative à la construction d'un pont à Trilport. 254
- N° 79. — 11 février—1^{er} mars. — Ordonnance du roi relative à l'établissement d'un abattoir public à Chinon. 254
- N° 80. — 11 février. — Avis du conseil d'état sur les droits de mutation dus par les étrangers. 254
- N° 81. — 18 février—13 mars. — Ordonnance du roi qui suspend la perception du demi-droit de tonnage dans le port de Boulogne, et établit en remplacement un péage.
- N° 82. — 22 février—13 mars. — Ordonnance du roi relative à la loterie.
- N° 83. — 22 février—13 mars. — Ordonnance du roi concernant les effets mobiliers déposés dans les greffes, à l'occasion des procès civils ou criminels définitivement jugés.
- N° 84. — 22 février—13 mars. — Ordonnance du roi qui établit un tribunal de commerce à Elbeuf.
- N° 85. — 1^{er}—13 mars. — Ordonnance du roi qui modifie le tarif de la pèche aux chevaux.
- N° 86. — 1^{er}—13 mars. — Ordonnance du roi portant que le chef-lieu de la justice de paix du canton de Nantaise sera transféré à Courbevoie.
- N° 87. — 4 mars—1^{er} avril. — Ordonnance du roi qui autorise la ville de Dunkerque à établir un abattoir public.
- N° 88. — 8—21 mars. — Ordonnance du roi ayant pour objet d'accélérer la liquidation de l'indemnité accordée aux émigrés.
- N° 89. — 8—21 mars. — Ordonnance du roi portant règlement du service de la correspondance entre la France et les cantons suisses.
- N° 90. — 12 mars—14 avril. — Ordonnance du roi qui approuve les statuts de la société protestante de prévoyance et de secours mutuel de Paris.
- N° 91. — 26 mars—6 avril. — Lois autorisant des changemens de circonscription dans plusieurs départemens.
- N° 92. — 26 mars. — Rapport au roi sur l'instruction publique.
- N° 93. — 26 mars—14 avril. — Ordonnance du roi concernant l'instruction publique.
- N° 94. — 26 mars—24 avril. — Ordonnance du roi qui approuve l'adjudication de la construction de deux ponts suspendus, l'un à Béaucaire, l'autre à Remoulins, etc.
- N° 95. — 26 mars—28 avril. — Ordonnance du roi relative à l'abattoir public d'Arles.
- N° 96. — 26 mars—12 juin. — Ordonnance du roi portant autorisation d'une société anonyme formée à Nantua, sous le nom de Compagnie du pont de Thi...

- rette. 264
- N° 97. — 2 avril—27 mai. — Ordonnance du roi qui approuve l'adjudication d'un pont suspendu sur la Saône à Belleville. 264
- N° 98. — 5—14 avril. — Ordonnance du roi qui réduit à moitié les droits de navigation établis par les articles 1^{er} et 2 de celle du 18 janvier 1826, sur les diverses parties navigables du canal de Bourgogne. 265
- N° 99. — 5 avril—6 mai. — Ordonnance du roi portant autorisation de la société anonyme formée à Paris, sous la dénomination d'Entreprise générale des messageries du commerce. 265
- N° 100. — 8—28 avril. — Ordonnance du roi concernant le mode de dévidage, etc., des cotons filés. 265
- N° 101. — 12 avril—1^{er} mai. — Ordonnance du roi qui appelle dix auditeurs au conseil d'état à faire, concurremment avec les maîtres des requêtes, les rapports à la commission de liquidation de l'indemnité accordée aux émigrés. 267
- N° 102. — 15—24 avril. — Loi relative à la pêche fluviale. 267
- N° 103. — 15—24 avril. — Lois qui autorisent trois villes à faire des emprunts, et six départemens à s'imposer extraordinairement. 279
- N° 104. — 15—28 avril. — Ordonnance du roi portant répartition du centime du fonds de non-valeurs mis à la disposition du ministre des finances, par la loi du 17 août 1828. 279
- N° 105. — 15 avril—1^{er} mai. — Ordonnance du roi relative à une nouvelle fixation du tarif des bateaux de poste sur le canal du Midi. 279
- N° 106. — 15 avril—1^{er} mai. — Ordonnances du roi qui maintiennent les abattoirs publics existant à Colomiers et à Blagnac. 280
- N° 107. — 15 avril—21 mai. — Ordonnance du roi portant approbation du règlement de la société asiatique. 280
- N° 108. — 19—28 avril. — Loi sur les tabacs. 280
- N° 109. — 25 avril—21 mai. — Ordonnance du roi qui approuve l'adjudication de la construction d'un pont suspendu sur le Lot, à la Madeleine. 281
- N° 110. — 26 avril—21 mai. — Ordonnance du roi qui rend exécutoire, dans les établissemens français d'outre-mer, la loi du 10 avril 1825 ayant pour objet la sûreté de la navigation et du commerce maritime. 281
- N° 111. — 26 avril—16 juillet. — Ordonnance du roi portant autorisation de la société anonyme formée à Paris, sous le nom de Compagnie du chemin de fer de la Loire. 281
- N° 112. — 29 avril—14 mai. — Ordonnance du roi portant que le chef-lieu de la justice de paix du canton de Ponthou sera transféré à Plouigneau. 281
- N° 113. — 29 avril—27 mai. — Ordonnance du roi portant autorisation d'importer dans le port du Marin à la Martinique les denrées et marchandises étrangères énumérées dans les tableaux annexés à l'ordonnance du 5 février 1826. 281
- N° 114. — 6 mai—12 juin. — Ordonnance du roi portant approbation des nouveaux statuts adoptés pour la société d'assurance mutuelle contre la grêle, établie à Nancy. 282
- N° 115. — 10 mai. — Rapport au roi sur les routes. 282
- N° 116. — 10—27 mai. — Ordonnance du roi relative à la distribution des fonds affectés aux travaux des ponts et chaussées et au mode d'adjudication de ces travaux. 282
- N° 117. — 15 mai—1^{er} juin. — Ordonnance du roi portant que les créanciers particuliers des entrepreneurs et adjudicataires de travaux publics dans les colonies ne peuvent faire aucune saisie-arrest ni opposition, entre les mains des trésoriers, sur les fonds destinés à solder lesdits travaux. 283
- N° 118. — 15 mai 1829—21 décembre 1855. — Ordonnance du roi relative au nombre et au traitement des inspecteurs généraux des haras et à la circonscription des arrondissemens d'inspection. 285
- N° 119. — 20 mai—4 juin. — Ordonnance du roi portant réunion de plusieurs communes du département de l'Aveyron. 286
- N° 120. — 20 mai—4 juin. — Ordonnance du roi qui autorise la ville de Mulhausen à établir un abattoir public. 286
- N° 121. — 20 mai—16 juillet. — Ordonnance du roi portant autorisation de la société formée à Paris sous le nom d'association mutuelle pour la propagation des mérinos en France. 286
- N° 122. — 20 mai—16 juillet. — Ordonnance du roi qui approuve quelques modifications aux statuts de la compagnie des houillères et fonderies de l'Aveyron. 286
- N° 123. — 24—27 mai. — Ordonnance

- du roi portant réduction du cadre des officiers généraux de l'armée de terre. 287
- N° 124. — 24 mai—16 juillet. — Ordonnance du roi portant autorisation de la société d'assurances mutuelles contre la grêle, formée à Valence pour les départemens de la Drôme, de l'Isère, de l'Ar-dèche, de Vaucluse et du Gard. 287
- N° 125. — 28 mai—4 juin. — Loi relative à la dotation de l'ancien sénat. 287
- N° 126. — 28 mai—18 juin. — Ordonnance du roi qui maintient l'abattoir public existant à l'Isle-en-Dodon. 288
- N° 127. — 28 mai—23 juin. — Ordonnance du roi qui approuve l'adjudication de la construction d'un pont suspendu sur le petit Rhône, à Fourques. 288
- N° 128. — 28 mai—6 août. — Ordonnance du roi sur l'organisation du corps royal des équipages de ligne, etc. 289
- N° 129. — 31 mai—10 juin. — Ordonnance du roi relative à la composition et à l'organisation du personnel des états-majors des places de guerre. 289
- N° 130. — 5—10 juin. — Loi relative à l'établissement d'un service de poste dans toutes les communes du royaume. 291
- N° 131. — 5—10 juin. — Ordonnance du roi qui établit deux tribunaux de commerce dans l'arrondissement d'Argentan. 292
- N° 132. — 5—18 juin. — Ordonnance du roi contenant diverses dispositions relatives aux fonds que les caisses d'épargnes et de prévoyance sont admises à placer en compte courant au trésor royal. 292
- N° 133. — 7 juin—16 juillet. — Ordonnance du roi portant autorisation de la société anonyme formée à Bitché, sous la dénomination de Compagnie des verreries de Saint-Louis. 293
- N° 134. — 10—18 juin. — Ordonnance du roi portant réorganisation du corps de l'intendance militaire. 293
- N° 135. — 10—18 juin. — Ordonnance du roi portant suppression du tribunal de commerce séant à Martigues. 293
- N° 136. — 10—18 juin. — Ordonnance du roi portant que le chef-lieu de la justice de paix du canton de Grignols est transféré à Saint-Astier. 295
- N° 137. — 10 juin—8 juillet. — Ordonnance du roi qui autorise la construc-
- tion d'un pont sur la Garonne, en la commune de Chaum et celle de Saint-Béat. 295
- N° 138. — 10 juin—8 juillet. — Ordonnance du roi qui approuve l'adjudication de la construction d'un pont de bateaux sur l'Adour, entre Bayonne et Saint-Esprit. 295
- N° 139. — 14—18 juin. — Loi relative au cours des anciennes monnaies. 295
- N° 140. — 14 juin—9 octobre. — Ordonnance du roi concernant l'organisation de la conservation des hypothèques à la Martinique, à la Guadeloupe et aux dépendances, et à la Guiane française. 295
- N° 141. — 17—25 juin. — Loi relative à l'abandon fait par l'état à la ville de Paris de l'emplacement du palais de Bourse. 295
- N° 142. — 21 juin—1^{er} juillet. — Ordonnance du roi qui détermine le revenu que devront produire les biens dont se composeront les majorats fondés en dehors de la pairie aux titres de marquis et de vicomte. 295
- N° 143. — 21 juin—16 juillet. — Ordonnance du roi portant autorisation de la société anonyme formée à Paris sous le nom de l'Union, compagnie d'assurance sur la vie humaine. 295
- N° 144. — 24 juin—1^{er} juillet. — Loi portant allocation au ministère des affaires étrangères d'un crédit extraordinaire sur l'exercice 1828. 295
- N° 145. — 24 juin—1^{er} juillet. — Loi portant allocation au ministère de l'instruction publique d'un crédit extraordinaire sur l'exercice 1828. 295
- N° 146. — 24 juin—1^{er} juillet. — Loi portant allocation au ministère du commerce et des manufactures d'un crédit extraordinaire sur l'exercice 1828. 295
- N° 147. — 24 juin—1^{er} juillet. — Loi portant allocation au ministère de la guerre de crédits extraordinaires sur l'exercice 1828. 295
- N° 148. — 24 juin—1^{er} juillet. — Loi portant allocation au ministère de la marine et des colonies d'un crédit extraordinaire sur l'exercice 1828. 295
- N° 149. — 24 juin—1^{er} juillet. — Loi portant allocation au ministère des finances de crédits extraordinaires sur l'exercice 1828. 295
- N° 150. — 24 juin—1^{er} juillet. — Ordonnance du roi qui étend l'exception établie par l'article 2 de l'ordonnance du 16 novembre 1821, en faveur des enfans âgés de plus de douze ans qui s

- pensionnaires depuis cet âge dans un collège de l'université. 506
- N° 151. — 24 juin—4 juillet. — Ordonnance du roi relative aux sous-lieutenants et adjudans sous-officiers qui obtiendront à l'avenir leur admission à l'hôtel des Invalides. 506
- N° 152. — 24 juin 1829—1^{er} décembre 1850. — Ordonnance du roi relative à l'ouverture d'un crédit extraordinaire pour achat d'un hôtel destiné au chef-lieu de l'université. 507
- N° 153. — 28 juin—4 juillet. — Loi relative à plusieurs échanges et à un bail emphytéotique de biens dépendant de la dotation de la couronne. 507
- N° 154. — 28 juin—4 juillet. — Loi concernant la répression des contraventions aux ordonnances royales sur les voitures publiques. 507
- N° 155. — 28 juin—4 juillet. — Loi qui autorise le gouvernement à créer des actions à l'effet de pourvoir à la dépense des travaux projetés pour l'amélioration du port de Boulogne. 507
- N° 156. — 28 juin—4 juillet. — Loi relative à la dépense des travaux à faire pour l'achèvement du port du Havre. 508
- N° 157. — 28 juin—4 juillet. — Lois qui autorisent des changemens de circonscription dans cinq départemens. 509
- N° 158. — 28 juin—4 juillet. — Lois qui autorisent les départemens de la Seine et de la Gironde, ainsi que la ville de Bordeaux à s'imposer extraordinairement, et la ville de Lorient à faire un emprunt. 509
- N° 159. — 1^{er}—20 juillet. — Ordonnance du roi relative aux deux communes de Piedicorte. 509
- N° 160. — 1^{er}—20 juillet. — Ordonnance du roi qui maintient l'abattoir public existant à Uzès. 509
- N° 161. — 1^{er}—20 juillet. — Ordonnance du roi qui autorise la ville du Puy à établir un abattoir public. 509
- N° 162. — 1^{er}—20 juillet. — Ordonnance du roi portant que la ville de Schelesadt continuera d'avoir un abattoir public. 509
- N° 163. — 1^{er}—20 juillet. — Ordonnance du roi qui maintient l'abattoir public existant dans la commune de Villefranche. 509
- N° 164. — 4—8 juillet. — Loi portant allocation au ministère de la justice d'un crédit extraordinaire sur l'exercice 1828. 509
- N° 165. — 4—14 juillet. — Loi relative au service des postes par voie de mer. 509
- N° 166. — 4—14 juillet. — Loi qui ordonne l'aliénation de l'étang de Capetang et l'emploi du prix en achat de rentes sur l'état, au profit de la légion d'honneur. 510
- N° 167. — 8 juillet—1^{er} août. — Ordonnance du roi relative à l'abattoir public de la commune de Turckheim. 510
- N° 168. — 15—20 juillet. — Loi relative à l'interprétation de plusieurs dispositions des lois pénales militaires. 510
- N° 169. — 15—30 juillet. — Ordonnance du roi portant que la société formée à Paris pour l'encouragement de l'instruction primaire parmi les protestans de France est reconnue comme établissement d'utilité publique, etc. 511
- N° 170. — 15 juillet—1^{er} août. — Ordonnance du roi qui réunit la commune de Pouvray au canton de Bellême, et érige en commune le hameau de la Vallée-aux-Blés. 511
- N° 171. — 15 juillet—8 août. — Ordonnance du roi relative à ceux des pairs de France dont le droit d'hérédité repose sur des pensions destinées à compléter le majorat. 511
- N° 172. — 15 juillet—14 août. — Ordonnance du roi qui crée un conseil de prud'hommes pour les fabriques des trois cantons de Péronne, Roisel et Combles. 512
- N° 173. — 15 juillet—11 septembre. — Ordonnance du roi portant autorisation de la société d'assurances mutuelles contre la grêle, formée à Saint-Jean-d'Angely. 513
- N° 174. — 19—30 juillet. — Ordonnance du roi qui porte que l'administration des contributions indirectes fournira exclusivement aux armateurs et négocians les poudres de chasse et autres qui pourront être demandées par eux, etc. 513
- N° 175. — 19 juillet—1^{er} août. — Ordonnance du roi qui supprime deux divisions militaires et apporte des changemens dans la circonscription de plusieurs autres. 515
- N° 176. — 19 juillet—1^{er} août. — Ordonnance du roi portant que l'île de la Désirade sera comprise dans l'arrondissement du tribunal de première instance de la Pointe-à-Pitre, etc. 516
- N° 177. — 19 juillet—11 septembre. — Ordonnance du roi portant autorisation de la société formée à Lyon sous la dénomination de Compagnie des

- transports de marchandises sur la Saône par gondoles à vapeur. 316
- N° 178. — 19 juillet—9 octobre. — Ordonnance du roi concernant l'enregistrement à l'île de Bourbon et dans ses dépendances. 316
- N° 179. — 22 juillet—1^{er} août. — Ordonnance du roi portant que la ville de Paris est autorisée à percevoir, à titre de droit de location, un droit annuel sur les voitures dites *omnibus* et autres faisant le transport en commun dans l'intérieur de la ville. 332
- N° 180. — 22 juillet—8 août. — Ordonnance du roi qui autorise la commune de Cugnaux à établir un abattoir public. 333
- N° 181. — 26—29 juillet. — Loi portant règlement définitif du budget de l'exercice 1827. 333
- N° 182. — 26 juillet—6 août. — Ordonnance du roi qui fixe définitivement le nombre des huissiers du tribunal de première instance séant à Montbrison. 336
- N° 183. — 26 juillet—8 août. — Ordonnance du roi qui modifie l'article 14 du décret du 13 avril 1805 (25 germinal an 13), portant règlement pour la condition des soies à Lyon. 336
- N° 184. — 26 juillet—8 août. — Ordonnance du roi qui crée à Luçon deux places d'agent de change, courtier de marchandises et d'assurances, et conducteur de navires. 336
- N° 185. — 26 juillet—15 septembre. — Règlement pour le pilotage dans le troisième arrondissement maritime. 336
- N° 186. — 26 juillet—21 septembre. — Ordonnance du roi portant autorisation de la société anonyme formée à Nantes, sous la dénomination d'Entreprise d'éclairage dans la ville de Nantes, au moyen du gaz hydrogène percarboné, etc. 337
- N° 187. — 26 juillet—29 septembre. — Règlement général sur le service du pilotage dans les ports du cinquième arrondissement maritime. 337
- N° 188. — 29 juillet—6 août. — Loi qui modifie le tarif des droits à percevoir sur le canal d'Aire à la Bassée, et déclare perpétuelle la jouissance de ce canal. 337
- N° 189. — 29 juillet—6 août. — Loi qui autorise le gouvernement à faire un emprunt pour l'achèvement du môle neuf et l'approfondissement du port de Granville. 337
- N° 190. — 29 juillet—6 août. — Loi qui autorise le gouvernement à concéder à perpétuité le havre de Courseulles, et qui contient le tarif des droits de stationnement à percevoir dans ce havre. 337
- N° 191. — 29 juillet—14 août. — Ordonnance du roi portant qu'il sera établi un fonds commun de réserve destiné à assurer aux collèges royaux des indemnités pour la partie des dommages qui serait légalement à leur charge par suite d'incendie. 337
- N° 192. — 29 juillet—24 août. — Ordonnance du roi portant que la loi du 15 juillet 1829, relative à l'interprétation de plusieurs dispositions des lois pénales militaires; sera exécutée dans les établissemens français d'outre-mer. 339
- N° 193. — 29 juillet—21 septembre. — Ordonnance du roi modificative des statuts de la compagnie d'assurance contre l'incendie, dite l'*Union*. 339
- N° 194. — 30 juillet—8 août. — Proclamations du roi qui ordonnent la clôture de la session de 1829 des deux chambres législatives. 339
- N° 195. — 30 juillet—27 août. — Ordonnance du roi qui prescrit la publication de la lettre apostolique par laquelle le pape accorde une indulgence *ad formam jubilæi*, à l'occasion de son avènement au pontificat. 339
- N° 196. — 2—6 août. — Loi relative à la fixation du budget des dépenses de l'exercice 1830. 339
- N° 197. — 2—6 août. — Loi relative à la fixation du budget des recettes de l'exercice 1830. 360
- N° 198. — 2—8 août. — Loi portant que des crédits éventuels sont ouverts aux ministres ordonnateurs pour dépenses extraordinaires pendant l'année 1829. 362
- N° 199. — 2—8 août. — Lois relatives à des échanges entre l'état et des particuliers. 362
- N° 200. — 2—8 août. — Ordonnance du roi relative aux vacances de la cour des comptes pour l'année 1829. 362
- N° 201. — 2—24 août. — Ordonnance du roi portant création de deux places d'agent de change à Saint-Geniez. 362
- N° 202. — 2 août—21 septembre. — Ordonnance du roi portant autorisation de la société anonyme formée à Paris pour la construction de trois ponts sur la Seine. 362

- N° 203. — 2 août—21 septembre. — Ordonnance du roi portant autorisation de la société anonyme formée à Paris sous le titre de société de la Verrerie de Bruay. 562
- N° 204. — 5—24 août. — Ordonnance du roi qui autorise la ville de Maubeuge à établir un abattoir public. 562
- N° 205. — 5—27 août. — Ordonnance du roi portant réorganisation du corps royal de l'artillerie. 562
- N° 206. — 8—14 août. — Ordonnance du roi qui nomme le prince de Polignac ministre des affaires étrangères. 578
- N° 207. — 8—14 août. — Ordonnance du roi portant nomination à divers ministères et suppression de celui du commerce et des manufactures. 578
- N° 208. — 8—14 août. — Ordonnance du roi relative à la répartition des attributions du ministère du commerce et des manufactures, supprimé par ordonnance du même jour. 578
- N° 209. — 8—14 août. — Ordonnance du roi qui désigne les ministres secrets d'état chargés par intérim des portefeuilles des départemens de la justice, de la marine et des affaires ecclésiastiques et de l'instruction publique. 578
- N° 210. — 8—14 août. — Ordonnance du roi portant nomination de trois ministres d'état et membres du conseil privé. 579
- N° 211. — 8—14 août. — Ordonnance du roi qui nomme le comte Portalis premier président de la cour de cassation. 579
- N° 212. — 10 août—19 septembre. — Ordonnance du roi qui élève M. Ravez à la dignité de pair du royaume. 579
- N° 213. — 16—24 août. — Ordonnance du roi qui prescrit la publication de l'article additionnel conclu avec l'empereur du Brésil, à l'effet de fixer le sens de l'article 21 du traité d'amitié, de navigation et de commerce du 8 janvier 1826. 579
- N° 214. — 16—24 août. — Ordonnance du roi qui prescrit la publication de la convention conclue avec l'empereur du Brésil, relative aux indemnités à donner à des sujets français, pour la valeur des cargaisons et navires français, saisis et capturés par l'escadre brésilienne de la rivière de la Plata, etc. 580
- N° 215. — 19 août—11 septembre. — Ordonnance du roi portant autorisation de la société anonyme formée à Paris sous la dénomination de Société anonyme des forges et fonderies d'Imphy. 582
- N° 216. — 25 août—1^{er} septembre. — Ordonnance du roi contenant des dispositions relatives aux legs faits par le baron Auger de Montyon à l'académie des sciences. 583
- N° 217. — 26 août—1^{er} septembre. — Ordonnance du roi concernant les présentations pour les archevêchés, évêchés et autres titres ecclésiastiques du royaume. 583
- N° 218. — 26 août—1^{er} septembre. — Ordonnance du roi portant que nul ne pourra être élu membre de la chambre de discipline des huissiers du tribunal de première instance du département de la Seine, s'il n'exerce depuis plus de dix ans les fonctions d'huissier. 584
- N° 219. — 26 août—9 septembre. — Ordonnance du roi portant suppression de quatre places de courtier de commerce créées à Castres, et création dans cette ville de deux places d'agent de change courtier de marchandises. 584
- N° 220. — 26 août—19 septembre. — Ordonnance du roi qui approuve l'adjudication de la construction d'un pont suspendu sur l'Oise à Précy. 584
- N° 221. — 30 août—9 septembre. — Ordonnance du roi qui prescrit la publication de bulles d'institution canonique. 584
- N° 222. — 30 août—19 septembre. — Ordonnance du roi portant que les villes qui entretiennent des bourses dans les collèges royaux ou communaux pourront, dans certains cas, exercer des retenues sur celles qui deviendraient vacantes. 584
- N° 223. — 30 août—19 septembre. — Ordonnance du roi qui supprime les bourses entretenues par la ville de Paris dans les collèges royaux d'Amiens, d'Orléans, de Rouen et de Reims, et autorise ladite ville de Paris à employer une partie des sommes provenant de cette suppression à la fondation de douze bourses entières dans le collège particulier de Sainte-Barbe. 585
- N° 224. — 9—29 septembre. — Ordonnance du roi ayant pour objet d'assurer l'exécution des travaux d'amélioration du cours de la Garonne, depuis Toulouse jusqu'à Bordeaux. 585

- N° 225. — 9—29 septembre. — Ordonnance du roi relative à l'établissement d'un droit de péage pour la réparation du pont communal d'Undurein. 586
- N° 226. — 9 septembre—1^{er} octobre. — Ordonnances du roi qui maintiennent les abattoirs publics existant dans la commune de Launac et dans la ville de Sedan. 586
- N° 227. — 15—19 septembre. — Ordonnance du roi qui supprime les quatre inspecteurs de la librairie existant à Paris, et investit les commissaires de police, dans tout le royaume, des attributions légales de ces inspecteurs. 586
- N° 228. — 15—29 septembre. — Ordonnance du roi qui autorise les tireurs d'or et d'argent à filer et à monter sur soie les traits de cuivre doré ou argenté connus sous le nom de mi-fin. 586
- N° 229. — 15 septembre. — Ordonnance du roi relative à la réduction des dépenses du ministère des finances. 587
- N° 230. — 16—29 septembre. — Ordonnance du roi portant qu'il sera établi à Ajaccio une commission chargée d'examiner les aspirans au grade de hachelier-ès-lettres qui ont fait leurs études classiques dans le département de la Corse. 588
- N° 231. — 16 septembre—24 octobre. — Ordonnance du roi qui approuve trois délibérations prises par l'assemblée générale de la société d'assurances mutuelles contre l'incendie à Dijon. 588
- N° 232. — 16 septembre—24 octobre. — Ordonnance du roi portant autorisation de la société anonyme formée à Hennebon, sous la dénomination de Compagnie des forges de la Joie. 588
- N° 233. — 20—29 septembre. — Ordonnance du roi portant répartition du crédit accordé par la loi du 2 août 1829, pour les dépenses du ministère de la marine et des colonies, pendant l'exercice 1830. 588
- N° 234. — 20 septembre — 1^{er} octobre. — Ordonnance du roi qui réunit aux fonctions et attributions de l'inspecteur général de l'artillerie la direction du service des poudres et salpêtres, etc. 588
- N° 235. — 23 septembre — 1^{er} octobre. — Ordonnance du roi portant que la chambre du tribunal de première instance de la Seine où siège habituellement le président, connaîtra du contentieux judiciaire sur les domaines. 589
- N° 236. — 23 septembre — 7 octobre. — Ordonnance du roi relative à la réduction des traitemens des préfets et à la fixation des abonnemens destinés à pourvoir aux frais d'administration des préfetures. 590
- N° 237. — 23 septembre — 7 octobre. — Ordonnance du roi contenant des dispositions réglementaires relatives aux chaudières à haute pression. 590
- N° 238. — 23 septembre — 24 octobre. — Ordonnance du roi portant approbation des statuts supplémentaires de la compagnie des fonderies et forges de la Loire et de l'Isère. 591
- N° 239. — 23 septembre 1829—1^{er} septembre 1831. — Ordonnance du roi sur le tarif de pilotage aux ports de la Nouvelle et de Bastia. 591
- N° 240. — 27 septembre — 21 octobre. — Ordonnance du roi qui établit une chaire de droit administratif dans la faculté de droit de Toulouse. 591
- N° 241. — 30 septembre — 21 octobre. — Ordonnance du roi relative à la distraction et à la réunion de plusieurs communes dans le département de l'Aveyron. 591
- N° 242. — 30 septembre — 5 décembre. — Règlement du roi pour servir à l'exécution de l'ordonnance du 7 août 1825, portant application à l'établissement des invalides de la marine du mode de compter par gestion annuelle. 591
- N° 243. — 10—21 octobre. — Rapport au roi sur les pensions militaires. 425
- N° 244. — 10—21 octobre. — Ordonnance du roi qui apporte des améliorations dans la fixation des pensions de l'armée de terre. 425
- N° 245. — 10 - 24 octobre. — Ordonnance du roi qui fixe le droit d'importation des tapis de laine, etc. 424
- N° 246. — 10 octobre—1^{er} novembre. — Ordonnance du roi qui détermine le nombre et la répartition des pensions aux frais du gouvernement, assignées à chaque collège royal à pensionnat. 424
- N° 247. — 15—24 octobre. — Ordonnance du roi concernant les délais accordés pour retirer de la chancellerie de France les lettres-patentes portant concession de titres de noblesse. 425
- N° 248. — 15 octobre—1^{er} novembre. — Ordonnance du roi portant répartition du crédit accordé par la loi du 2 août 1829 pour les dépenses ordi-

- naires du ministère de la guerre pendant l'exercice 1850. 426
- N° 249. — 18—24 octobre. — Ordonnance du roi portant répartition du crédit accordé par la loi du 2 août 1829 pour les dépenses ordinaires du ministère de la justice pendant l'exercice 1850. 426
- N° 250. — 18—27 octobre. — Ordonnance du roi portant organisation de l'académie royale de médecine. 426
- N° 251. — 18—27 octobre. — Ordonnance du roi portant règlement sur laoucherie de Paris. 427
- N° 252. — 18 octobre—18 novembre. — Ordonnance du roi qui restreint le nombre des années de services effectifs exigées pour l'admission au grade de chevalier de l'ordre royal de la légion d'honneur. 429
- N° 253. — 25 octobre 1829—1^{er} décembre 1850. — Convention définitive entre la France et la Prusse pour régler les limites des deux états. 429
- N° 254. — 25 octobre—11 novembre. — Ordonnance du roi qui rapporte le décret du 9 février 1810 relatif à la tontine du Pacte social. 436
- N° 255. — 25 octobre—1^{er} décembre. — Ordonnance du roi concernant le service des douanes à la Martinique et à la Guadeloupe. 437
- N° 256. — 28 octobre—1^{er} décembre. — Ordonnance du roi qui établit, dans la commune de Cantenac, un péage destiné à subvenir au paiement des travaux de réparation à faire au port. 440
- N° 257. — 31 octobre—19 décembre. — Ordonnance du roi portant autorisation de la société anonyme formée à Grenoble, sous la dénomination du Pont de Drac. 441
- N° 258. — 1^{er}—18 novembre. — Ordonnance du roi qui prescrit la publication de bulles d'institution canonique. 441
- N° 259. — 1^{er}—24 novembre. — Ordonnance du roi qui réorganise le service des payeurs du trésor royal. 441
- N° 260. — 1^{er} novembre. — Rapport au roi sur l'administration de la justice criminelle pendant l'année 1828. 442
- N° 261. — 4—18 novembre. — Ordonnance du roi portant fixation du prix des poudres qui seront livrées, pendant l'année 1850, aux départemens de la guerre, de la marine et des finances. 442
- N° 262. — 4 novembre—10 décembre. — Ordonnance du roi relative au conseil des prud'hommes de Saint-Etienne. 442
- N° 263. — 4 novembre—10 décembre. — Ordonnance du roi qui autorise la construction d'un pont en pierre sur le Thouet, dans la commune de Chacé. 442
- N° 264. — 11 novembre—1^{er} décembre. — Ordonnance du roi concernant la remise en activité de l'école royale des chartes. 442
- N° 265. — 11 novembre—10 décembre. — Ordonnance du roi qui établit dans la faculté de droit de Grenoble une troisième place de suppléant. 444
- N° 266. — 11 novembre—10 décembre. — Ordonnance du roi qui autorise la ville d'Aigues-Mortes à établir un abattoir public. 444
- N° 267. — 11 novembre—10 décembre. — Ordonnance du roi qui crée une troisième place de courtier de marchandises à Saint-Valery-sur-Somme. 444
- N° 268. — 11 novembre—19 décembre. — Ordonnance du roi portant autorisation de la société d'assurances mutuelles contre l'incendie pour le département de l'Indre. 444
- N° 269. — 11 novembre. — Ordonnance du roi sur la réduction des employés de la direction de l'enregistrement et des domaines. 444
- N° 270. — 17—24 novembre. — Ordonnance du roi qui nomme le prince de Polignac président du conseil des ministres. 445
- N° 271. — 22 novembre—10 décembre. — Ordonnance du roi relative à la répartition des crédits accordés par la loi du 2 août 1829, pour les dépenses du ministère de l'intérieur et de l'ancien ministère du commerce pendant l'exercice 1850. 446
- N° 272. — 22 novembre 1829—22 novembre 1851. — Ordonnance du roi concernant l'organisation de la conservation des hypothèques à l'île de Bourbon. 446
- N° 273. — 25 novembre—10 décembre. — Ordonnance du roi qui établit à Chalampé un bureau de vérification par lequel les boissons pourront passer à l'étranger en franchise des droits prononcés par les lois des 28 avril 1816 et 25 mars 1817. 454
- N° 274. — 29 novembre—24 décembre. — Ordonnance du roi qui réduit le taux des taxations et remises attribuées aux

- receveurs généraux et particuliers des finances sur les revenus indirects versés à leurs caisses. 454
- N° 275. — 2—17 décembre. — Ordonnance du roi portant répartition des crédits spéciaux accordés par la loi du 2 août 1829 pour les services des affaires ecclésiastiques et de l'instruction publique pendant l'année 1850. 455
- N° 276. — 2—29 décembre. — Ordonnance du roi qui porte à six le nombre des courtiers de marchandises à Narbonne. 455
- N° 277. — 2—29 décembre. — Ordonnance du roi qui autorise la ville de Lure à établir un abattoir public. 455
- N° 278. — 2—29 décembre. — Ordonnance du roi qui maintient l'abattoir public existant à Saint-Dié. 455
- N° 279. — 2 décembre 1829—1^{er} janvier 1830. — Ordonnance du roi qui maintient l'abattoir public existant à Barsur-Seine. 455
- N° 280. — 2 décembre 1829—9 janvier 1830. — Ordonnance du roi portant autorisation de la société d'assurances mutuelles contre la grêle, formée à Melun. 455
- N° 281. — 2 décembre 1829—24 février 1830. — Ordonnance du roi portant approbation des statuts supplémentaires de la société d'assurances mutuelles contre l'incendie dans le département du Haut-Rhin. 455
- N° 282. — 6—17 décembre. — Ordonnance du roi qui autorise la vente de la somme de rentes nécessaire pour produire un capital de quatre-vingts millions. 456
- N° 283. — 6—17 décembre. — Ordonnance du roi portant répartition du crédit accordé par la loi du 2 août 1829 pour les dépenses ordinaires du département des affaires étrangères, pendant l'exercice 1830. 456
- N° 284. — 6—17 décembre. — Ordonnance du roi portant répartition du crédit ouvert par la loi du 2 août 1829, pour les dépenses des divers services du ministère des finances, pendant l'exercice 1830. 456
- N° 285. — 6—17 décembre. — Ordonnance du roi qui modifie le tarif des droits de navigation à percevoir sur la rivière d'Isle. 456
- N° 286. — 6 décembre 1829—9 janvier 1830. — Ordonnance du roi qui approuve l'adjudication de la construction d'un pont suspendu sur l'Aisne, à Vic-sur-Aisne. 456
- N° 287. — 7—24 décembre. — Ordonnance du roi relative aux primes d'encouragement pour la pêche de la morue. 456
- N° 288. — 7—24 décembre. — Ordonnance du roi relative aux primes d'encouragement pour la pêche de la baleine. 456
- N° 289. — 8—24 décembre. — Ordonnance du roi qui rétablit le conseil supérieur et le bureau de commerce tels qu'ils existaient antérieurement à la création du ministère des manufactures et du commerce, et remplace ce bureau dans les attributions du président du conseil des ministres. 456
- N° 290. — 15—24 décembre. — Ordonnance du roi qui réduit les droits d'importation établis sur les salpêtres étrangers. 457
- N° 291. — 15—24 décembre. — Ordonnance du roi qui fixe le prix de vente, par l'administration des contributions indirectes, des poudres de mine et de commerce extérieur. 457
- N° 292. — 15—29 décembre. — Ordonnance du roi portant nouvelle organisation du corps royal du génie. 457
- N° 293. — 15 décembre 1829—9 janvier 1830. — Ordonnance du roi qui approuve l'adjudication de la construction d'un pont suspendu sur la Loire à Andrezieux. 462
- N° 294. — 15 décembre 1829—1^{er} février 1830. — Ordonnance du roi qui autorise la compagnie du chemin de fer de Saint-Etienne à Lyon à construire un pont fixe sur la Saône. 462
- N° 295. — 15 décembre. — Ordonnance du roi sur la réduction des dépenses de l'administration centrale des contributions indirectes. 462
- N° 296. — 16—29 décembre. — Ordonnance du roi qui établit une chaire de droit administratif dans la faculté de droit de Caen. 464
- N° 297. — 16 décembre 1829—1^{er} janvier 1830. — Ordonnance du roi qui distrait de la direction du personnel, au ministère de l'intérieur, la direction des sciences, lettres, beaux-arts, librairie, journaux et théâtres. 464
- N° 298. — 16 décembre 1829—9 janvier 1830. — Ordonnance du roi portant autorisation de la société anonyme formée à Paris, pour l'assurance contre l'incendie, sous la dénomination de Compagnie du soleil. 465

- N° 299. — 20 décembre 1829—9 janvier 1830. — Ordonnance du roi portant que les originaux des ordonnances ou décisions relatives à la pairie seront déposés aux archives de la chambre des pairs. 465
- N° 300. — 25 décembre 1829—1^{er} janvier 1830. — Ordonnance du roi relative au règlement définitif du budget de chaque exercice, et aux comptes publiés annuellement par les ministres. 466
- N° 301. — 25 décembre 1829—28 janvier 1830. — Ordonnance du roi portant prorogation du péage établi sur le pont d'Epernay. 466
- N° 302. — 27 décembre 1829—28 janvier 1830. — Ordonnance du roi portant création et organisation d'un comité consultatif et permanent pour l'administration de la guerre. 467
- N° 303. — 27 décembre 1829—28 janvier 1830. — Ordonnance du roi portant nomination des intendans en chef et membres du comité consultatif et permanent d'administration de la guerre. 467
- N° 304. — 28 décembre 1829—14 janvier 1830. — Ordonnance du roi portant répartition du crédit alloué par l'ordonnance du 20 septembre 1829, pour les dépenses du bureau de commerce et des colonies, pendant l'exercice 1830. 467
- N° 305. — 28 décembre 1829—10 février 1831. — Ordonnance du roi portant distribution de fonds alloués pour les dépenses du bureau de commerce et des colonies pendant l'exercice 1830. 467
- N° 306. — 30 décembre 1829—24 février 1830. — Ordonnance du roi qui approuve les modifications proposées aux statuts de la caisse d'épargnes et de prévoyance de la ville de Paris. 467
- N° 307. — 30 décembre 1829—30 septembre 1830. — Ordonnance du roi qui assigne sur la caisse du sceau des titres le paiement des dépenses extraordinaires du ministère de la justice (non allouées par les chambres). 468
- N° 308. — 30 décembre. — Ordonnance du roi relative à la composition du conseil d'amirauté. 468
- N° 309. — 31 décembre 1829—28 janvier 1830. — Ordonnance du roi concernant l'exécution des dispositions de l'ordonnance du 29 mars 1827, relative aux fers et aciers non ouvrés, expédiés d'entrepôt réel à destination des colonies d'Amérique, d'Afrique et de l'Inde. 468

1830.

- N° 310. — 3—28 janvier. — Ordonnance du roi portant création et organisation des comités spéciaux et consultatifs de l'infanterie et de la cavalerie. 469
- N° 311. — 3 janvier—19 février. — Ordonnance du roi qui fixe le taux auquel le salpêtre sera livré par les salpêtriers dans les magasins de l'état. 469
- N° 312. — 6—14 janvier. — Ordonnance du roi portant convocation des chambres législatives pour le 2 mars 1830. 469
- N° 313. — 6—14 janvier. — Ordonnance du roi portant rectification de trois tableaux de population annexés à l'ordonnance du 15 mars 1827. 469
- N° 314. — 6 janvier—1^{er} février. — Ordonnance du roi portant fixation du traitement des desservans au dessous de soixante ans, de l'indemnité allouée aux vicaires autres que ceux des communes de grande population, et du crédit à distribuer en secours aux anciennes religieuses pour l'année 1830. 469
- N° 315. — 6 janvier—8 février. — Ordonnance du roi qui modifie le second paragraphe de l'article 2 des statuts de la caisse d'épargnes de la ville de Troyes. 470
- N° 316. — 10 janvier—1^{er} février. — Ordonnance du roi relative à la taxe des journaux, gazettes et imprimés, tant originaires qu'à destination des colonies françaises et des autres pays d'outre-mer, dont le transport est effectué par les bâtimens ordinaires du commerce, et de ceux qui sont transmis par les postes espagnoles, etc. 470
- N° 317. — 14 janvier—24 février. — Ordonnance du roi portant approbation des statuts de la société anonyme des hauts-fourneaux et forges de Pont-Kallecq et des mines de houille de

- Quimper. 471
- N° 518. — 17—28 janvier.—Ordonnance du roi qui appelle soixante mille hommes sur la classe de 1829. 471
- N° 519. — 17 janvier—8 février.—Ordonnance du roi contenant le tableau des ports et bureaux de douanes, par lesquels l'exportation et l'importation des grains, farines et légumes secs pourront avoir lieu. 471
- N° 520. — 17 janvier—1^{er} mars.—Ordonnance du roi qui autorise l'inscription, au trésor royal, des pensions de la pairie et de l'ancien sénat. 475
- N° 521. — 17 janvier—27 mars.—Ordonnance du roi portant qu'il sera établi dans la ville de Dunkerque un collège communal qui jouira d'une dotation portée annuellement au budget de la ville. 474
- N° 522. — 20 janvier—19 février.—Ordonnance du roi relative à l'établissement d'un pont suspendu sur le bras gauche de la Loire à Décize. 474
- N° 523. — 27 janvier—8 février.—Ordonnance du roi portant nomination de pairs de France. 474
- N° 524. — 27 janvier—19 février.—Ordonnance du roi portant établissement d'une caisse d'épargnes dans la ville de Rennes. 474
- N° 525. — 5—19 février.—Ordonnance du roi relative au mode d'exécution de l'article 8 de la loi du 26 juillet 1829, qui prescrit la formation d'un inventaire du mobilier fourni soit par l'état, soit par les départemens, à des fonctionnaires publics. 474
- N° 526. — 5 février—6 mars.—Ordonnance du roi relative à l'établissement d'un abattoir public dans la ville de Saintes. 476
- N° 527. — 10 février—6 mars.—Ordonnance du roi concernant l'abattoir public de la ville de Bédarieux. 476
- N° 528. — 10 février—6 mars.—Ordonnance du roi additionnelle à celle du 5 avril 1827 qui a établi un conseil de prud'hommes dans la ville de Nancy. 476
- N° 529. — 10 février—6 mars.—Ordonnance du roi contenant un nouveau tarif des droits à percevoir au pont provisoire pour le passage de l'Adour à Bayonne. 476
- N° 530. — 14 février—1^{er} mars.—Ordonnance du roi concernant l'instruction primaire. 477
- N° 531. — 17 février—6 mars.—Ordonnance du roi rectificative du tarif des droits de péage à percevoir au pont de Chacé sur le Thouet. 477
- N° 532. — 17 février—22 avril.—Ordonnance du roi portant autorisation de la société anonyme formée à Paris pour l'exploitation de la manufacture royale des glaces de Saint-Gobain. 477
- N° 533. — 24 février—25 mars.—Ordonnance du roi relative à l'établissement d'un pont suspendu sur l'Isle à Libourne, etc. 477
- N° 534. — 24 février—25 mars.—Ordonnance du roi contenant le tarif du droit de péage à percevoir, par la commune de Deulemont, sur le pont de la Deule. 477
- N° 535. — 24 février—4 décembre.—Ordonnance du roi sur l'organisation d'un bataillon d'ouvriers d'administration. 477
- N° 536. — 4—25 mars.—Ordonnance du roi relative à une nouvelle adjudication des travaux du canal du Duc de Bordeaux. 481
- N° 537. — 4—25 mars.—Ordonnance du roi concernant le nombre des agens de change à Lille. 481
- N° 538. — 4—25 mars.—Ordonnance du roi relative à la suppression de deux bacs sur le Tarn, en amont et en aval de la ville de Villemur, et à la construction d'un pont suspendu en remplacement. 481
- N° 539. — 4—27 mars.—Ordonnances du roi qui autorisent les villes de Barle-Duc et de Saint-Denis à établir chacune un abattoir public. 481
- N° 540. — 4—27 mars.—Ordonnance du roi qui maintient l'abattoir public établi à Charleville. 481
- N° 541. — 14—23 mars.—Ordonnance du roi qui accorde amnistie pour les délits forestiers commis depuis le 1^{er} décembre 1829 jusqu'au 1^{er} mars 1830. 481
- N° 542. — 19—27 mars.—Proclamations du roi qui prorogent la session de 1830 des chambres législatives. 481
- N° 543. — 21 mars—1^{er} avril.—Ordonnance du roi portant répartition du centime du fonds de non-valeurs mis à la disposition du ministre des finances, par la loi du 2 août 1829. 481
- N° 544. — 21 mars—17 avril.—Ordonnance du roi portant approbation de la direction du tracé du chemin de fer du port d'Andrezieux à Roanne. 481
- N° 545. — 25 mars—1^{er} avril.—Ordonnance du roi portant création d'un

- sous-secrétaire d'état au département de la guerre. 481
- N° 546. — 25 mars—8 avril. — Ordonnance du roi qui prescrit des mesures de précaution à l'égard des chaudières à vapeur. 481
- N° 547. — 28 mars—8 avril. — Ordonnance du roi portant qu'il sera fait à l'hôtel des monnaies de Paris des essais de monnayage. 485
- N° 548. — 28 mars 1830—19 novembre 1831. — Ordonnance du roi sur la composition du corps du génie maritime. 485
- N° 549. — 1^{er}—17 avril. — Ordonnance du roi portant que des pensions pourront être accordées aux veuves des membres de l'université. 489
- N° 550. — 1^{er}—24 avril. — Ordonnance du roi relative à la reconstruction du pont communal de Champ. 490
- N° 551. — 1^{er}—24 avril. — Ordonnance du roi relative à la construction d'un pont suspendu dans la commune de Vailly. 490
- N° 552. — 6—17 avril. — Ordonnance du roi qui détermine la forme dans laquelle seront exécutées les ordonnances relatives aux transmissions de paires hors de la ligne directe. 490
- N° 553. — 7—24 avril. — Ordonnance du roi qui autorise l'établissement d'un chemin de fer d'Épinac au canal de Bourgogne. 491
- N° 554. — 7 avril—22 juin. — Ordonnance du roi portant autorisation de la société anonyme formée à Bordeaux sous la dénomination de Société du pont de Langon. 491
- N° 555. — 21 avril—25 mai. — Rapport au roi pour déterminer le mode et les conditions d'admission dans la carrière diplomatique. 492
- N° 556. — 25 avril—11 mai. — Ordonnance du roi qui affecte au placement exclusif des officiers, sous-officiers et militaires de la gendarmerie royale deux des compagnies de fusiliers sédentaires existantes, lesquelles prendront le titre de Compagnies sédentaires de gendarmerie. 492
- N° 557. — 25 avril—25 mai. — Règlement pour déterminer le mode et les conditions d'admission dans la carrière diplomatique. 492
- N° 558. — 28 avril—29 mai. — Ordonnance du roi qui proroge la durée du privilège de l'Almanach royal. 493
- N° 559. — 2—29 mai. — Ordonnance du roi portant création d'une troisième place de suppléant dans la faculté de droit de Caen. 494
- N° 560. — 5—19 mai. — Ordonnance du roi qui autorise la régie des contributions indirectes à vendre des cigares fabriqués à la Havane. 494
- N° 561. — 5—29 mai. — Ordonnance du roi concernant l'abattoir public de Thann. 494
- N° 562. — 5—29 mai. — Ordonnance du roi relative à la construction d'un pont suspendu sur le Rhône, entre la ville de Condrien et le bourg des Roches. 494
- N° 563. — 5 mai—9 juin. — Ordonnance du roi ayant pour objet de pourvoir à l'exécution définitive de l'article 2 de la convention conclue le 30 avril 1822 avec l'Espagne. 494
- N° 564. — 9—25 mai. — Ordonnance du roi qui établit une chaire de droit commercial dans la faculté de droit de Strasbourg. 495
- N° 565. — 16—25 mai. — Ordonnance du roi portant dissolution de la chambre des députés, et convocation des collèges électoraux et des chambres. 495
- N° 566. — 16—25 mai. — Ordonnance du roi concernant le collège royal établi à Avignon. 495
- N° 567. — 16—25 mai. — Ordonnance du roi qui déclare collèges royaux de troisième classe les collèges communaux de Tours et du Puy. 495
- N° 568. — 19—25 mai. — Ordonnance du roi portant création d'un ministère des travaux publics. 495
- N° 569. — 20 mai 1830—2 septembre 1831. — Ordonnance du roi qui crée un emploi d'avocat-général dans les établissements français en Afrique (Sénégal), et qui modifie l'organisation judiciaire de cette colonie. 496
- N° 570. — 25 mai—16 juin. — Ordonnance du roi portant établissement d'un abattoir public dans la ville de Stenay. 497
- N° 571. — 25 mai—16 juin. — Ordonnance du roi qui autorise la ville de Tours à établir un abattoir public. 497
- N° 572. — 25 mai—22 juin. — Ordonnance du roi portant approbation des nouveaux statuts de la compagnie royale d'assurances sur la vie. 497
- N° 573. — 25 mai—5 août. — Ordonnance du roi qui approuve une délibération prise par le conseil général de la société d'assurances mutuelles contre la grêle, formée à Toulouse. 497

- N° 574.—29 mai—9 juin.—Ordonnance du roi qui opère le partage entre le département de l'intérieur et le département des travaux publics, des crédits compris au budget du ministère de l'intérieur pour l'exercice 1830, et règle les mesures relatives à la comptabilité de ces ministères. 497
- N° 575.—29 mai—9 juin.—Ordonnance du roi qui dispense de l'approbation supérieure les autorisations données par les préfets pour l'abattage et le remplacement des arbres en état de dépérissement, le long des routes royales et départementales, et pour l'exécution, dans de certains cas, des travaux concernant les routes départementales. 497
- N° 576.—29 mai—16 juin.—Ordonnance du roi portant création, dans la faculté de droit de Paris, d'une chaire de procédure criminelle et de législation criminelle. 498
- N° 577.—2—21 juin.—Ordonnance du roi relative à l'abattoir public de la ville de Bagnols. 498
- N° 578.—2—21 juin.—Ordonnance du roi relative à la reconstruction de deux ponts dans la commune de Vonceq. 498
- N° 579.—3—21 juin.—Ordonnance du roi contenant des dispositions relatives aux majorats de pairie. 499
- N° 580.—6—9 juin.—Ordonnance du roi relative à l'administration et à la comptabilité des hospices et des établissements de bienfaisance. 499
- N° 581.—6—9 juin.—Ordonnance du roi portant qu'à l'avenir les individus des deux sexes condamnés correctionnellement à plus d'un an de prison seront seuls envoyés dans les maisons centrales de détention. 501
- N° 582.—6—16 juin.—Ordonnance du roi portant que les militaires appelés à faire partie de l'armée d'Afrique concourront exclusivement entre eux pour l'avancement aux emplois vacans dans les états-majors, corps de troupes ou détachemens des différentes armes composant ladite armée. 501
- N° 583.—6—18 juin.—Ordonnance du roi relative au mode d'essai pour constater le titre des matières et espèces d'or et d'argent. 502
- N° 584.—6—18 juin.—Ordonnance du roi relative au titre des espèces duodécimales d'argent qui seront versées aux hôtels des monnaies. 503
- N° 585.—9—18 juin.—Ordonnance du roi portant que les rentes qui seront rachetées par la caisse d'amortissement, à dater du 22 juin 1830, seront transférées et inscrites au nom de cet établissement. 503
- N° 586.—9 juin—1^{er} juillet.—Ordonnance du roi portant approbation de l'adjudication faite pour la construction d'un pont suspendu sur la Durance, au lieu dit *les Georgetts*. 506
- N° 587.—9 juin—3 août.—Ordonnance du roi portant autorisation de la société anonyme formée à Lyon, sous la dénomination de Compagnie des bateaux à vapeur pour la navigation du Rhône. 506
- N° 588.—15—16 juin.—Proclamation du roi sur la dissolution de la chambre des députés et sur la réunion des collèges électoraux. 506
- N° 589.—15—21 juin.—Ordonnance du roi qui fixe, pour les trains de bois de charpente, le droit de navigation sur les canaux de Saint-Quentin et de Crozat, entre Saint-Quentin, Cambrai et Chauny. 506
- N° 590.—15 juin—1^{er} juillet.—Ordonnance du roi qui, entre autres dispositions, porte que les inscriptions dites de capacité qui seront prises, à dater du 1^{er} novembre 1830, ne pourront plus compter pour le baccalauréat ni pour la licence en droit. 506
- N° 591.—15 juin—8 juillet.—Ordonnance du roi portant concession d'un droit de péage sur le pont de la Mothe. 507
- N° 592.—15 juin 1830—2 septembre 1831.—Ordonnance du roi sur le traitement de l'avocat-général institué pour les établissemens français au Sénégal. 507
- N° 593.—16—21 juin.—Ordonnance du roi qui porte que les deux conseils généraux du commerce et des manufactures n'en formeront plus qu'un sous le titre de conseil général du commerce et des manufactures, etc. 507
- N° 594.—16 juin—1^{er} juillet.—Ordonnance du roi concernant la solde, l'uniforme et l'armement des officiers, sous-officiers et gendarmes des compagnies sédentaires de gendarmerie. 509
- N° 595.—16 juin—1^{er} juillet.—Ordonnance du roi qui résilie l'adjudication pour la construction d'un pont suspendu sur le Lot, au passage de la Magdeleine, et porte qu'il sera procédé à une nouvelle adjudication de l'entreprise. 511

- N° 396. — 16 juin—12 juillet. — Ordonnance du roi portant autorisation de la société anonyme formée à Alençon, sous la dénomination de fabrique de chapeaux de paille d'Alençon, façon d'Italie. 511
- N° 397. — 18—21 juin. — Ordonnance du roi qui fixe une nouvelle époque pour la réunion des collèges électoraux dans vingt départemens. 511
- N° 398. — 20 juin—1^{er} juillet. — Ordonnance du roi qui fixe définitivement le nombre des avoués près le tribunal de première instance séant à Brioude. 511
- N° 399. — 23 juin—1^{er} juillet. — Ordonnance du roi qui modifie les dispositions de l'article 104 de l'ordonnance du 1^{er} août 1827, en ce qui concerne les formalités à remplir pour les adjudications des états, bois de délit et autres objets dont l'évaluation n'excède pas cinq cents francs. 511
- N° 400. — 23 juin—1^{er} juillet. — Ordonnance du roi qui fixe définitivement le nombre des huissiers du tribunal de première instance séant à Castelnaudary. 511
- N° 401. — 23 juin—12 juillet. — Ordonnance du roi concernant l'hospice de vieillards et d'infirmes établi dans la commune de la Guillotière. 511
- N° 402. — 23 juin—12 juillet. — Ordonnance du roi qui autorise la société d'agriculture et des arts séant à Versailles à prendre le titre de Société royale d'agriculture et des arts du département de Seine-et-Oise. 512
- N° 403. — 26 juin—12 juillet. — Ordonnance du roi qui interdit l'emploi des chaudières et autres ustensiles ou appareils en cuivre pour la fabrication et le raffinage du sel marin, et accorde aux fabricans les délais nécessaires pour se conformer aux mesures prescrites dans l'intérêt de la salubrité publique. 512
- N° 404. — 26 juin—12 juillet. — Ordonnance du roi qui autorise la commune de Saint-Béat à établir un abattoir public. 512
- N° 405. — 26 juin—5 août. — Ordonnance du roi qui approuve une délibération de l'assemblée générale des actionnaires de la société anonyme des papeteries du Marais et de Sainte-Marie. 512
- N° 406. — 4—12 juillet. — Ordonnance du roi qui répartit entre les départemens du royaume le montant de la contribution supplémentaire établie pour 1850, sur les bois des communes et des établissemens publics. 512
- N° 407. — 4—12 juillet. — Ordonnance du roi portant que les droits d'octroi sur les bestiaux vivans et sur ceux abattus au dehors, introduits par quartier, pourront être établis au poids ou par tête. 512
- N° 408. — 11 juillet—20 septembre. — Ordonnance du roi qui proroge le péage établi sur le pont de Givart. 515
- N° 409. — 14 juillet—20 septembre. — Ordonnance du roi relative aux sommes à percevoir sur chaque train de bois arrivant à Paris pendant la campagne de 1850. 515
- N° 410. — 18—23 juillet. — Ordonnance du roi qui fixe définitivement le nombre des huissiers des tribunaux de première instance de Perpignan et de Bellac. 514
- N° 411. — 18 juillet—22 septembre. — Ordonnance du roi sur le remplacement, par un pont en maçonnerie, du bac existant sur la Garonne à Cazères, etc. 514
- N° 412. — 18 juillet—22 septembre. — Ordonnance du roi sur la construction d'un pont suspendu sur la Marne à Brie, etc. 514
- N° 413. — 18 juillet—30 septembre. — Ordonnance du roi sur l'adjudication d'un pont suspendu sur la Seine à Ris-Orangis, etc. 514
- N° 414. — 18 juillet—30 septembre. — Ordonnance du roi sur l'adjudication d'un pont sur l'Allier, à Parentignat, etc. 514
- N° 415. — 21 juillet—14 août. — Ordonnance du roi qui autorise l'abattoir public construit à Saint-Gaudens. 514
- N° 416. — 21 juillet—21 août. — Ordonnance du roi portant que l'abattage des porcs destinés au commerce de la charcuterie à Toul ne pourra se faire qu'à l'abattoir public. 514
- N° 417. — 21 juillet—21 août. — Ordonnance du roi qui autorise la ville de Cognac à établir un abattoir public. 515
- N° 418. — 21 juillet—30 septembre. — Ordonnance du roi qui autorise l'ouverture d'une rue à Paris. 515
- N° 419. — 25 juillet. — Rapport au roi justificatif des ordonnances sur la presse et les élections. 515
- N° 420. — 25—25 juillet. — Ordonnance du roi qui suspend la liberté de la presse périodique et semi-périodique. 520
- N° 421. — 25—25 juillet. — Ordonnance

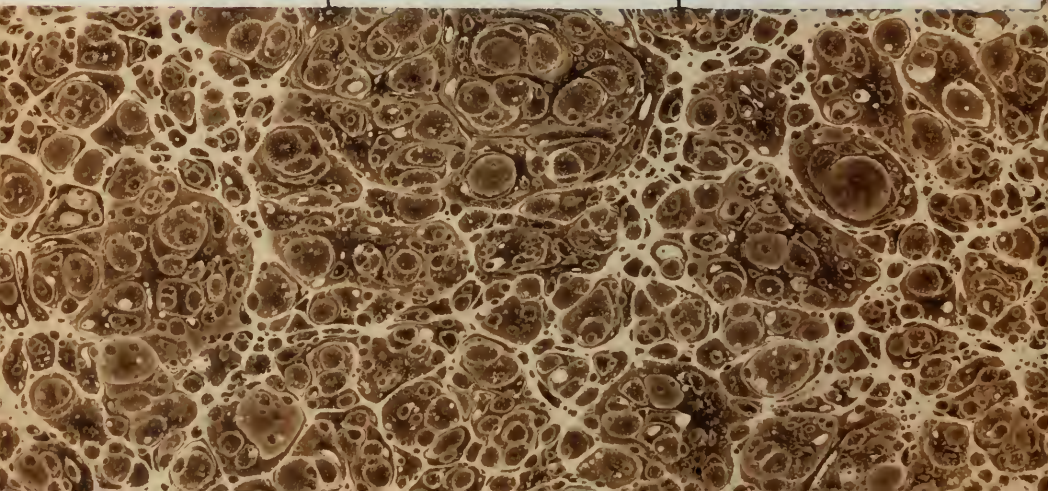
- du roi qui dissout la chambre des députés. 521
- N° 422. — 23—23 juillet. — Ordonnance du roi qui réforme, selon les principes de la charte constitutionnelle, les règles d'élection, et prescrit l'exécution de l'article 46 de la charte. 521
- N° 423. — 23—23 juillet. — Ordonnance du roi qui convoque les collèges électoraux d'arrondissement pour le 6 septembre suivant, les collèges de département pour le 15, et les deux chambres pour le 28 du même mois. 525
- N° 424. — 23—23 juillet. — Ordonnance du roi portant nomination de plusieurs conseillers d'état et maîtres des requêtes en service ordinaire et extraordinaire, et qui autorise deux ministres d'état et cinq conseillers d'état en service extraordinaire à participer aux délibérations du conseil d'état. 525
- N° 425. — 23 juillet 1830—10 janvier 1831. — Ordonnance du roi qui charge le maréchal duc de Raguse du commandement supérieur des troupes de la première division militaire. 525
- N° 426. — 27 juillet—1^{er} août. — Protestation des députés résidant à Paris contre les ordonnances du 23 juillet 1830. 524
- N° 427. — 28 juillet—2 août. — Ordonnance du roi qui met la ville de Paris en état de siège. 524
- N° 428. — 29 juillet—1^{er} août. — Acte des députés réunis à Paris qui institue un gouvernement provisoire. 524
- N° 429. — 29 juillet 1830 — 10 janvier 1831. — Ordonnance du roi qui nomme M. le duc de Mortemart président du conseil des ministres et ministre des affaires étrangères. 524
- N° 430. — 29 juillet 1830 — 10 janvier 1831. — Ordonnance du roi qui nomme M. Casimir Périer ministre des finances. 524
- N° 431. — 29 juillet 1830 — 10 janvier 1831. — Ordonnance du roi qui nomme le lieutenant-général Gérard ministre de la guerre. 524
- N° 432. — 29 juillet 1830 — 10 janvier 1831. — Ordonnance du roi qui révoque les ordonnances du 23 juillet relatives à la liberté de la presse, aux élections et à la dissolution de la chambre, et fixe l'ouverture de la session au 3 août. 524

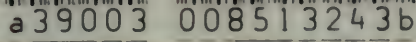
ACTES OMIS A LEUR DATE.

- 11—26 février 1790. — Décret relatif aux délibérations des assemblées représentatives municipales et administratives. 525
- 5—11 février 1791. — Décret qui règle la forme et la durée des baux faits ou à faire par les corps, maisons ou communautés, tant ecclésiastiques que laïques, auxquels l'administration de leurs biens a été provisoirement conservée. 525
- 4—7 mars 1793. — Décret qui règle les formes à suivre pour contraindre les entrepreneurs et fournisseurs qui ont passé des marchés avec les agens de l'état, à exécuter leurs engagements. 525
- 3—5 juin 1793. — Décret relatif aux citoyens appelés à remplir les fonctions de jurés d'accusation. 526
- 16 nivose an 2 (5 janvier 1794). — Décret relatif aux pensions à accorder aux officiers militaires d'administration et employés de la marine. 526
- 4—14 germinal an 11 (25 mars—4 avril 1803). — Loi relative aux crédits ouverts pour les dépenses des années 5, 6 et suivantes, et à la fixation des contributions de l'an 12. 527
- 8 fructidor an 15 (26 août 1803). — Décret relatif à la levée de la conscription de l'an 14. 527
- 26 fructidor an 15 (13 septembre 1803). — Avis du conseil d'état sur le remboursement des frais de procédure dans le cas de mort du condamné avant l'exécution. 528

La Bibliothèque
Université d'Ottawa
Echéance

The Library
University of Ottawa
Date Due





CAT. NO. 1137			

CAT. NO. 1137

